



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Fr 70.35

**Harvard College
Library**



**FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES
Class of 1839
OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS**

BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1891,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1891.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME QUARANTE-TROISIÈME.

N^{os} 1415 à 1451.



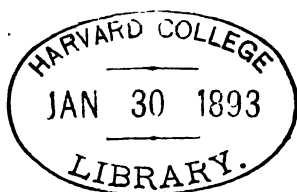
PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC XCI.

~~Fr. Hist. H~~

Fr 70.35



Hayes fund.

43. (1891. 2^d sem. 2 vols.)

89-176
1-44

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XLIII DE LA XII^E SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATE des lois et décrets.	DÉS TITRES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS		
	AU 2 ^e SEMESTRE DE 1891.		
5 Janv. 1891.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de Saône-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Digoin à Étang.....	1424	393
4 Mars.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1426	457
10.	DÉCRET portant réglementation du port des décorations et médailles françaises et étrangères.....	1432	954
20.	DÉCRET qui proclame soixante-seize cessions de brevets d'invention.....	1426	564
11 Avril.	DÉCRET modifiant l'organisation de l'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.....	1433	985
14.	Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	1417	69
Mars.	Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	70
1 ^{er} Mai.	DÉCRET relatif à la vérification des poids et mesures....	1418	112
Mars.	DÉCRET relatif au matériel à réserver pour les unités de combat.....	1432	955
11.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Roanne à établir un bureau public pour le conditionnement des soies, des laines et des cotons.....	1418	113
12.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1431	825
Mars.	Loi portant création de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de la Seyne (Var).....	1432	953
14.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit versé à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes interurbaines....	1428	116
Mars.	DÉCRET fixant les limites de la mer sur le littoral de la commune de Saint-Tropez, au droit des plages des Cancheiers de l'Estagnat et de la Pinède (département du Var).....	1431	950
14.	DÉCRET qui crée une bourse de commerce à Besançon (Doubs).....	1418	117
Mars.	DÉCRET qui annule une somme au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, pour l'exercice 1890, service des postes et télégraphes....	<i>Ibid.</i>	118
7.	Loi qui distrait une portion du territoire de la commune du Tréport (Seine-Inférieure) et l'annexe à celle de Mers (Somme).....	1427	71
Mars.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Vierson-Ville (Cher).....	1428	119

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Mai 1891.	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement.....	1417	71
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	72
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	73
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	74
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	75
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	76
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Aix (Bouches - du - Rhône) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour remboursement des dépenses occasionnées par l'enlèvement d'arbres laissés sur les accotements de la route nationale n° 20.....	1418	120
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'installation d'une canalisation d'eau sur les territoires de Vaucresson et de la Celle-Saint-Cloud.....	<i>Ibid.</i>	121
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien de tranchées ouvertes sur la chaussée de la route nationale n° 1 dans l'arrondissement de Saint-Denis.....	<i>Ibid.</i>	122
1 ^{er} Juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure, du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Beaucamps-le-Vieux à Vieux-Rouen.....	1416	33
2.	DÉCRET qui approuve la substitution des sieurs Pécont et Mallet aux concessionnaires primitifs du canal d'irrigation de la Siagnole (Var).....	1428	613
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution de la société lyonnaise des eaux et de l'éclairage à la compagnie anglaise <i>General Irrigation and Water supply Company of France limited</i> , concessionnaire primitive du canal de la Siagne (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	615
3.	DÉCRET qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port de Saint-Valéry (Somme).....	1415	3
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de l'Oise d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Milly à Formerie et de Noyon à Guiscard avec embranchement sur Lassigny.....	1416	37
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port d'Abbeville (Somme).....	1420	173
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter le legs du général Coiffé pour la fondation de divers prix.....	1426	573
5.	Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt.....	1417	78
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Yonne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	79

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
5 Juin 1891.	Loi qui autorise la ville de Versailles (Seine-et-Oise) à contracter un emprunt.....	1417	80
Mém.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien	1426	574
6.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890 affectée à l'amélioration des forêts domaniales de la Corse.....	1428	616
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889....	<i>Ibid.</i>	617
7.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1881	1422	229
8.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont de Savines sur la Durance (route nationale n° 94, département des Hautes-Alpes)	1426	574
10.	DÉCRET portant abrogation de celui du 19 décembre 1866 qui a concédé un entrepôt réel de douanes à la ville d'Amiens.....	1418	123
11.	DÉCRET portant qu'est et demeure classée comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 19, territoire de Belfort, une voie constituée par divers tronçons de chemins.....	1426	574
Mém.	DÉCRET portant qu'est et demeure classée parmi les routes départementales de la Côte-d'Or comme annexe de la route départementale n° 11 de Dijon à Vitry-le-François, l'accès à la gare des chemins de fer à Langley-Voulaines.....	<i>Ibid.</i>	575
12.	Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement	1417	81
Mém.	Loi qui autorise la ville d'Aurillac (Cantal) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	82
Mém.	Loi qui autorise les villes de Roubaix et Tourcoing (Nord) à contracter des emprunts.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Mém.	Loi qui rectifie les limites de Bondy (Seine) et de Livry (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	83
Mém.	Loi qui impose d'office la section de Serces, dépendant de la commune de Tiranges (Haute-Loire)....	<i>Ibid.</i>	84
Mém.	DÉCRET qui affecte au département des travaux publics (service du canal de Berry) une parcelle de terrain située dans la commune de Langon (Loir-et-Cher).....	1426	575
13.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt.....	1417	85
Mém.	Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	86
Mém.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de curage du Bassin-Bérigny et de son chenal d'accès au port de Fécamp (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	100
14.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1882.....	1434	1017
15.	Loi qui autorise la ville de Brive (Corrèze) à contracter un emprunt.....	1417	86
17.	DÉCRET qui modifie les conditions de la perception du droit de tonnage dans le port du Havre.....	1418	124
Mém.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter au nom de l'État la donation offerte à l'État par les héritiers Gambetta.....	1436	1222
1.	DÉCRET déclarant d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 133 dans le département des Landes.....	1418	131
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1889.....	1419	156

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Juin 1891.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 58 dans la côte de Saint-Pierre (Meurthe-et-Moselle).....	1419	163
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'est et demeure classée comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 2 la nouvelle voie ouverte par la commune d'Aïn-Témouchent (Algérie).....	1426	575
19.	Loi qui autorise la ville d'Orléans (Loiret) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1417	87
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la commune de Blidah (département d'Alger) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	88
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office sur la commune de Brousse (Aveyron) une imposition extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	89
<i>Idem.</i>	Loi qui impose d'office la commune de Mélagues (Aveyron).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office sur la commune de Saint-Parthem (Aveyron) une imposition extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	90
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 un crédit non employé en 1890 pour l'exécution de travaux en Algérie.....	1428	619
21.	DÉCRET portant règlement définitif du budget de l'exercice 1883.....	1438	1257
22.	DÉCRET portant que la partie de rivière de Vézère, comprise entre la digue de la minoterie du Puy-Grolier et celle de la papeterie de Sainte-Geneviève, dans la commune d'Uzerche (Corrèze), sera réservée pour la reproduction du poisson et que la pêche sera absolument interdite dans cette partie de la Vézère.....	1420	195
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame soixante-dix-huit cessions de brevets d'invention.....	1431	941
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de la Haute-Savoie d'une ligne de tramways entre Veyrier (frontière suisse) et Collonges-sous-Salève.....	1436	1193
23.	DÉCRET qui modifie les conditions de la perception du droit de tonnage à Nantes.....	1418	125
25.	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.....	1417	91
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Lot à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui distrairait de la commune de la Chaussaire (canton de Montrevaux, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) les villages de la Regripière, des Vignes, de la Duranderie, de la Boissière et du Rossignol et les réunit à la commune de la Regripière (canton de Vallet, arrondissement de Nantes, département de la Loire-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	92
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud à établir un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Auzelles (Puy-de-Dôme).....	1418	126
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de la Savoie d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite et à crémaillère, d'Aix-les-Bains au plateau de Bevard.....	1429 1416	637 66
29.	Loi concernant le régime des sucres.....	1419	163
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession au sieur Delas d'une parcelle d'alluvion en formation sur la rive gauche de la Garonne, à la Réole (Gironde).....	<i>Ibid.</i>	164
<i>Idem.</i>	DÉCRET affectant au département des travaux publics le bâtiment dit <i>Chapelle de Saint-Goustan</i> et les terrains qui l'entourent dépendant de la batterie déclassée de ce nom, au Croisic (Loire-Inférieure).....	1421	228
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession faite à la ville de Pont-l'Abbé (Finistère) d'un terrain maritime situé sur la rive gauche de la rivière de Pont-l'Abbé.....		

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
24 Juin 1891.	DÉCRET autorisant la construction d'un pont suspendu à deux voies en remplacement du pont suspendu actuel à une voie sur lequel la route nationale n° 10 bis franchit la rivière d'Isle, à Guitres (Gironde).....	1422	359
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département des travaux publics un terrain dépendant de la batterie déclassée de Portrieux (Côtes-du-Nord).....	1426	576
30	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure).....	1417	93
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les reclus coloniaux.....	1428	620
2^e SEMESTRE DE 1891.			
1 ^{er} Juillet	NOTIFICATION de l'accession du Gouvernement de Sa Majesté britannique à la Déclaration échangée à Paris, le 23 octobre 1889, pour le règlement des questions relatives au sauvetage des navires naufragés sur les côtes des deux États.....	1415	6
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1890, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt.....	1418	101
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	102
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un engagement pris par la ville d'Hyères (Var) et autorise un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	103
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 5 dans la rampe de Sciez (Haute-Savoie).....	1416	455
2.	Loi qui suspend une partie des droits de douane établis sur les blés et sur les farines de froment par la loi du 29 mars 1887.....	1415	1
<i>Idem.</i>	DÉCRET prononçant le déclassement définitif de la place d'Arras.....	<i>Ibid.</i>	8
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession au sieur Chadelle d'une parcelle d'alluvion en voie de formation sur la rive droite de la Garonne, à Lestiac (Gironde).....	1422	359
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le chef-lieu légal de la commune de Dio-et-Valquières (canton de Lunas, arrondissement de Lodève, département de l'Hérault) est transféré de Dio à Valquières.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Leuville (canton d'Arpajon, arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise) portera, à l'avenir, le nom de <i>Leuville-sur-Orge</i>.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune d'Aisy (canton d'Ancy-le-Franc, arrondissement de Tonnerre, département de l'Yonne, portera, à l'avenir, le nom d'<i>Aisy-sur-Armançon</i>.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Saint-Cydroine-Laroché (canton et arrondissement de Joigny, département de l'Yonne) portera, à l'avenir, le nom de <i>Laroché-Saint-Cydroine</i>.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
6.	DÉCRET qui autorise M. Vinond (Émile) à substituer à son nom patronymique celui de Genué (1^{er} semestre).....	1404	699
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M^{lle} Albertine-Alexandrine-Aline à prendre le nom patronymique d'Ebrard (1^{er} semestre).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Sanchez (Félix) à substituer à son nom patronymique celui de Bétous (1^{er} semestre).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
4 Juillet 1891.	DÉCRET qui autorise M. Vernière (Aurélien-Lucien-Noël) à substituer à son nom patronymique celui de Davenne (1 ^{er} semestre).....	1404	700
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (Réunion) à contracter un emprunt.....	1417	95
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (Réunion) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution aux concessionnaires primitifs de la société du chemin de fer du Salève comme concessionnaire de la ligne d'intérêt local d'Étrembières au plateau des Treize-Arbres, sur le grand Salève.....	1419	158
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant la parité d'office du greffier des tribunaux de Saint-Pierre et Miquelon.....	1428	621
6.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1415	8
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	<i>Ibid.</i>	9
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques.....	1420	176
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux des ports de la Pallice et de Cette.....	<i>Ibid.</i>	178
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux du port de Mostaganem.....	<i>Ibid.</i>	179
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux de canalisation d'eau sur le territoire des communes de Versailles, Saint-Cloud, Sèvres, Ville-d'Avray et le Chesnay (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	180
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.....	<i>Ibid.</i>	182
7.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire pour combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux victimes de leur ravage en Algérie.....	1418	104
8.	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac de Bonneuil, à Saint-Maur (Seine).....	1415	23
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour exécution de travaux hydrauliques en Algérie.....	1428	621
9.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire spécial de police sur les chemins de fer d'Orléans existant actuellement à la résidence de Nantes (Loire-Inférieure) est étendue sur les chemins de fer de l'État et sur le port de Nantes.....	1422	360
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune d'Aiguesvives (Gard), d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, entre la station d'Aiguesvives et le bourg de ce nom.....	1435	1161

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
10 juil. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes des inondations du Midi.....	1415	10
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux exécutés à divers édifices diocésains.....	Ibid.	11
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à la triangulation du territoire de la régence de Tunis.....	Ibid.	13
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution d'une carte régulière de la régence de Tunis.....	Ibid.	14
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux de casernement à Riom.....	Ibid.	15
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'aménagement d'une salle d'escrime des officiers à Cambrai.....	Ibid.	16
Idem.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1417	97
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	98
Idem.	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Bourges.....	1419	159
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramways entre Chambéry et la Motte-Servolex.....	1427	578
11.	Loi tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins.....	1415	2
Idem.	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance de service échangée entre les ingénieurs attachés au service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie et les directeurs des constructions navales dans les établissements de la marine.....	Ibid.	17
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889.....	1418	129
Idem.	DÉCRET qui réglemente l'exploitation des grues installées, par l'administration des chemins de fer de l'État, sur les quais du port des Sables-d'Olonne.....	1424	416
1.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans vingt et une communes du département du Gard.....	1415	17
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes de Ligny et de Nicey (Meuse).....	Ibid.	18
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Savigné (Indre-et-Loire) portera, à l'avenir, le nom de <i>Savigné-sur-Lathan</i>	Ibid.	24
Idem.	Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1418	104
Idem.	Loi qui autorise la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	Ibid.	105
17.	DÉCRET qui reconnaît la maison d'arrêt de Niort comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.....	1415	19

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
17 Juil. 1891.	DÉCRET portant que la commune de Châteauneuf (Charente) portera, à l'avenir, le nom de <i>Châteauneuf-sur-Charente</i>	1415	24
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune d'Aigrefeuille (Charente-Inférieure) portera, à l'avenir, le nom d' <i>Aigrefeuille-d'Annis</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Lescoûet (Côtes-du-Nord) portera, à l'avenir, le nom de <i>Lescoûet-Gona-rec</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la comine de Rochefort (Gard) portera, à l'avenir, le nom de <i>Rochefort-du-Gard</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	NOMS patronymiques choisis, à la suite de la loi du 23 mars 1882, par des indigènes algériens naturalisés Français.....	<i>Ibid.</i>	25
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre au ministre du commerce, de l'Industrie et des colonies (2 ^e section), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour faire face aux dépenses de la pose d'un câble entre Marseille et Tunis et d'un câble entre Marseille et Oran.....	1418	106
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Murat (canton de Murat, arrondissement de Castres, département du Tarn) portera, à l'avenir, le nom de <i>Murat-sur-Vèbre</i>	1425	455
20.	LOI tendant à la création d'un office du travail.....	1418	106
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre au ministre du commerce, de l'Industrie et des colonies (2 ^e section — <i>Postes et télégraphes</i>), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour l'établissement de communications télégraphiques internationales.....	<i>Ibid.</i>	107
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Cantal à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	108
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	109
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Finistère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	110
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	111
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Saint-Etienne (Loire) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	112
<i>Idem.</i>	LOI concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1892.....	1419	133
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant un virement de crédit au budget annexe de la caisse des invalides de la marine (exercice 1890).....	<i>Ibid.</i>	161
<i>Idem.</i>	LOI modifiant l'organisation des régiments régionaux d'infanterie.....	1423	361
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter pour le musée du Louvre le legs <i>Delaroche (Casimir-Émile-Horace-Paul)</i>	1425	455
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter au nom de l'Etat le legs de <i>Planard (Antoine-Gabriel-François-Émile)</i>	<i>Ibid.</i>	456
<i>Idem.</i>	LOI qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890 pour travaux d'entretien et grosses réparations de routes nationales.....	1427	591
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'établissement à Orléans (Loiret) d'un bassin d'absorption destiné à recevoir les eaux de la route nationale n° 20.....	1431	950
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port des Sables-d'Olonne (Vendée).....	1432	957

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Janv. 1891.	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance officielle expédiée par le ministre des travaux publics aux membres de la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et aux présidents des chambres de commerce.....	1415	20
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section de Lacam-d'Ourect de la commune de Lenthillac (canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac, département du Lot) et l'érige en commune distincte.....	1420	165
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour l'établissement d'une école nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres à Cluny (Saône-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	166
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Allier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	167
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	168
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Verdun (Meuse) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	169
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section dite du Casino de la commune de Rosendaël (canton est et arrondissement de Dunkerque, département du Nord) et l'érige en commune distincte sous le nom de <i>Malo-les-Bains</i>	<i>Ibid.</i>	170
<i>Idem.</i>	Loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1891)....	1421	197
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur des crédits extraordinaires destinés à assurer en 1891 l'exploitation de l'établissement thermal de Nérès (Allier)....	<i>Ibid.</i>	198
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret) est étendue à la commune de Saint-Firmin-sur-Loire.....	1431	950
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait du régime forestier pour être ultérieurement remis au service du la colonisation des terrains boisés formant la forêt domaniale de Nedjairia (Algérie).....	<i>Ibid.</i>	951
22.	Loi qui distrait la commune de Bray-Dunes (Nord) du canton de Hondshoote et la rattache au canton est de Dunkerque.....	1420	172
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le décret du 16 septembre 1867 en ce qui concerne la fixation des cautionnements des receveurs particuliers.....	<i>Ibid.</i>	183
23.	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Hirson (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	172
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1891, des crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	1421	199
<i>Idem.</i>	Loi portant création d'un régiment d'infanterie subdivisionnaire.....	<i>Ibid.</i>	200
<i>Idem.</i>	Loi étendant les cas d'inéligibilité au conseil général et au conseil d'arrondissement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait de la commune de Villefranche (canton dudit, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) la section de Beaulieu et l'érige en commune distincte.....	<i>Ibid.</i>	201
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	202
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Tarn à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	203
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Vaucluse à convertir une partie de sa dette.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Châlons-sur-Marne (Marne) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	204

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
23 Juill. 1891.	Loi qui autorise la ville de Grenoble (Isère) à contracter un emprunt.....	1421	204
24.	Loi concernant l'assainissement de la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	206
<i>Idem.</i>	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1890; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés. 4° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891 au titre du budget annexe des téléphones; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1890 et 1891 au titre des services spéciaux du trésor.....	<i>Ibid.</i>	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890 pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1425	443
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien (ligne de Tabia à Tlemcen).....	1431	961
25.	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1890; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891.....	1419	150
<i>Idem.</i>	Loi qui étend à certains travaux l'application du décret du 26 pluviôse 18 ventôse an II.....	1421	225
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.....	1425	425
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	426
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	427
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	428
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	429
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Beaune (Côte-d'Or) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	430
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	431
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Lodève (Hérault) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	432
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	433
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tours (Indre-et-Loire) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	434
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le mont-de-piété de Paris à faire des avances sur valeurs mobilières au porteur.....	<i>Ibid.</i>	435
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte à l'administration des douanes une parcelle de terrain faisant partie de la batterie Saint-Pierre déclassée au lieu dit <i>des Ambiers</i> , commune de Six-Fours, arrondissement de Toulon (Var).....	1431	951
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Manche, d'un réseau de tramways à traction mécanique destiné à desservir la ville de Cherbourg et sa banlieue, de Tourlaville à Querqueville.....	1439	1393
27.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890 pour réparation aux édifices diocésains.....	1415	20

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
27, Juill. 1891.	DÉCRET qui autorise M. Chailley à ajouter à son nom patronymique celui de Bert.	1415	30
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Jessé (Philippe-Alexandre-René) et M. Jessé (Gaston-René-Jean-Napoléon) à ajouter à leur nom patronymique celui de Curyly.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	DÉCRET qui déclare illégale et nulle la délibération en date du 29 juin 1891 du conseil général de la Seine. Loi portant modification à la loi du 13 mars 1875.	1424 1425	424 437
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	<i>Ibid.</i>	444
Idem.	DÉCRET déclarant d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 201 à l'entrée de Saint-Julien (Haute-Savoie).	1427	607
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Bagnols (canton de Bagnols), arrondissement d'Uzès, département du Gard) portera à l'avenir le nom de Bagnols-sur-Cèze.	1428	635
28.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans quatre communes du département des Vosges.	1415	22
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Tourrette (Alpes-Maritimes) portera à l'avenir le nom de Tourrette-Levens.	<i>Ibid.</i>	30
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Deneuille (Allier) portera à l'avenir le nom de Deneuille-les-Mines.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Barzy (Aisne) portera à l'avenir le nom de Barzy-sur-Marne.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Vallon (Allier) portera à l'avenir le nom de Vallon-en-Sully.	<i>Ibid.</i>	31
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans trois communes du département de Saône-et-Loire.	1419	162
Idem.	DÉCRET qui crée une justice de paix à Lala-Maghnia (Algérie).	1420 <i>Ibid.</i>	283 184
Idem.	DÉCRET qui crée une justice de paix à Taher (Algérie).	<i>Ibid.</i>	184
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de tramways entre Armentières et Halluin, par Houplines, Deulémont et Comines.	1423	362
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire destiné à la réparation des dégâts causés par les inondations aux routes départementales de l'Ardèche.	1425	437
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	438
Idem.	Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un emprunt.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	439
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bourges (Cher) à contracter un emprunt.	<i>Ibid.</i>	440
Idem.	Loi qui autorise la ville de Chartres (Eure-et-Loir) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	441
Idem.	Loi qui autorise la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	442
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Montoire (canton de Montoire, arrondissement de Vendôme, département de Loir-et-Cher) portera, à l'avenir, le nom de Montoire-sur-le-Loir.	1428	635
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Mussey (canton de Doulanecourt, arrondissement de Vassy, département de la Haute-Marne) portera, à l'avenir, le nom de Mussey-sur-Marne.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Juill. 1891.	DÉCRET portant que la commune de Plombières (canton de Plombières, arrondissement de Remiremont, département des Vosges) portera, à l'avenir, le nom de <i>Plombières-les-Bains</i>	1438	635
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réglemente l'utilisation, par le public, des grues installées par l'administration des chemins de fer de l'Etat sur les appointements du port de Tonnay-Charente	1439	556
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 74 franchit le bras de décharge de la Meurthe, à Nancy	<i>Ibid.</i>	66b
30.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement et l'entretien des lignes et bureaux télégraphiques	1430	186
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement et l'entretien des lignes et bureaux télégraphiques	<i>Ibid.</i>	187
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement et l'entretien des lignes et bureaux télégraphiques	<i>Ibid.</i>	188
31.	DÉCRET portant modification au décret du 8 mars 1884 relatif aux officiers de réserve de la marine placés hors cadres	<i>Ibid.</i>	189
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889	1424	419
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il est fait remise au sieur <i>Pechverty</i> , ancien entrepreneur, du débet mis à sa charge par l'arrêté du préfet de Saône-et-Loire	1429	466
1 ^{er} août.	Loi qui approuve la cession faite par l'Etat à la ville de Lodève (Hérault) du champ de tir et de manœuvres de Soumont	1427	577
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Dinan (Côtes-du-Nord) est étendue à la commune de Quévert	1428	635
3.	Loi qui revise le régime légal et administratif en vigueur pour la protection du vignoble français contre le phylloxéra	<i>Ibid.</i>	609
4.	DÉCRET promulguant, en Algérie, la loi du 30 mars 1880, portant que les timbres mobiles pourront être employés à l'acquisition des droits de timbre sur les affiches	1420	189
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de 1888 et 1889	<i>Ibid.</i>	190
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession faite aux consorts de la <i>Châtre</i> de parcelles d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, communes d'Arbanats et de Portets (Gironde)	1436	1222
6.	DÉCRET approuvant les dépenses faites antérieurement à la loi du 20 novembre 1883 pour travaux complémentaires exécutés sur son nouveau réseau par la compagnie du chemin de fer d'Orléans	1429	666
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (1 ^{re} section, commerce et industrie) un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889	1447	1746

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
7 Août 1891.	DéCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1423	378
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	<i>Ibid.</i>	381
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à divers travaux de canalisation d'eau sur le territoire de la commune de Versailles.....	<i>Ibid.</i>	382
<i>Idem.</i>	DéCRET qui autorise l'ouverture, à Paris, d'une salle de ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros.....	1447	1748
8.	DéCRET qui autorise les travaux à exécuter pour la restauration et l'amélioration des digues de la Loire entre Nantes et Lamartinière (Loire-Inférieure).....	1438	1389
<i>Idem.</i>	DéCRET qui déclare d'utilité publique le prolongement de la ligne n° 4 (parc de la Tête-d'Or à la Mouche) du réseau des tramways de Lyon, depuis son terminus de la gare de la Mouche jusqu'à la gare de Perrache.....	1441	1458
9.	DéCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.....	1423	383
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, affecté à l'entretien des routes du champ de manœuvres de Vincennes.....	<i>Ibid.</i>	384
<i>Idem.</i>	DéCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour les musées nationaux le legs fait par le sieur Jean Gigoux.....	1428	635
<i>Idem.</i>	DéCRET fixant les limites de la mer sur le littoral des communes de Staouéli, Kolda et Castiglione (département et quartier maritime d'Alger).....	1438	1389
10.	DéCRET qui autorise M. Campagne (Etienne) et M. Campagne (Charles) à substituer à leur nom patronymique celui de Lammot.....	1415	31
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	1420	192
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	1421	225
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1423	385
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses des monuments historiques et mégalithiques.....	<i>Ibid.</i>	386
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).....	1447	1749
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses du service des postes et télégraphes.....	1448	1782

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
12 Août 1891.	DÉCRET portant application aux colonies de la législation métropolitaine sur la contrainte par corps.....	1427	595
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1444	1553
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui porte de quinze à dix-huit le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Étienne (Loire).....	1448	1782
14.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses des écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	1421	226
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant application au Sénégal de lois relatives à la défense du littoral.....	1427	595
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le grand chancelier de la Légion d'honneur à accepter, au nom de la maison d'Éconen, le legs fait par la dame Évo-Valérie Bernhard, femme Delalande.....	1429	667
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à des travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'avenue du Château, à Meudon.....	1441	1461
17.	DÉCRET portant répartition entre les différents ministères d'un crédit supplémentaire ouvert, sur l'exercice 1891, pour l'inscription des pensions civiles.....	1423	387
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour le musée du Louvre le legs Bury (Philippe).....	1429	667
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans le département de la Drôme.....	1445	1654
18.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes de l'accident du puits Pélassier, dépendant de la concession du Villeboeuf, à Saint-Étienne.....	1417	99
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte le décret du 20 juin 1890 qui a interdit l'importation en France des drilles et chiffons, ainsi que des objets de literie venant d'Espagne.....	1418	131
19.	DÉCRET qui autorise M. Billard (Louis-Joseph) à substituer à son nom patronymique celui de Lapostolle.....	1415	31
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Kastner (Jean-Georges-Eugène-Albert) à ajouter à son nom patronymique celui de Boursemont.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le cadre et les traitements du personnel affecté aux services de police de la ville de Marseille.....	1423	388
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Brest.....	<i>Ibid.</i>	390
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge jusqu'au 31 janvier 1893 les autorisations accordées à la chambre de commerce de Marseille d'établir et d'administrer des hangars publics et un outillage hydraulique sur les quais du port de cette ville.....	1441 1448	1462 1783
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant organisation de l'Office du travail.....	1438	1389
20.	DÉCRET qui autorise la reconstruction du pont de Bonpas sur la Durance (route nationale n° 7 (Vaucluse).....	1440	1425
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, d'une ligne de tramways de Pithiviers à Toury.....	1450	1842
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890, applicable aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques en Algérie.....		

NOS des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 août 1891.	Décret portant que la juridiction du commissaire de police de Chambéry (Savoie) est étendue sur la commune de Challes-les-Eaux	1429	667
22	Décret portant qu'un polygone est distrait de la commune de Saint-Cornier-des-Landes (canton de Tinchebray, arrondissement de Domfront, département de l'Orne) et annexé à la commune d'Yvrandes, même canton	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
22	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les frais d'établissement de lignes télégraphiques	1450	1844
24	Décret portant homologation du bornage du polygone exceptionnel créé dans la zone unique des servitudes de la place de Constantine	1425	1445
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1888	1427	596
<i>Idem.</i>	Décret rendant applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion les dispositions du décret du 4 juin 1891 réorganisant l'enseignement secondaire spécial et du décret du 5 juin 1891 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne	<i>Ibid.</i>	597
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Nantes en date du 28 juillet 1891	1429	667
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juin 1891, du conseil général de la Seine	1438	1389
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, du 28 juillet 1891, du conseil d'arrondissement d'Apt (Vaucluse)	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Boulogne (Pas-de-Calais)	1443	1525
<i>Idem.</i>	Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Beauvais (Oise)	1448	1785
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Castres (Tarn)	1450	1845
24	Décret qui rend exécutoires en Algérie les dispositions de la loi du 18 juillet 1860 et des décrets des 9 et 15 mars 1861 sur l'émigration	1425	446
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve les dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien	1438	1390
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux du port de la Pallice	1441	1463
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux du port de Dunkerque	<i>Ibid.</i>	1464
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux publics	1446	1702
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux publics	<i>Ibid.</i>	1708
24	Décret qui autorise M. Graillon-Dumont (Maximin) à substituer à son nom patronymique celui de Fabre...	1416	67

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
26 Août 1891.	DÉCRET portant que la commune de Brioux, canton de Brioux, arrondissement de Melle, département des Deux-Sèvres, portera, à l'avenir, le nom de <i>Brioux-sur-Boutonne</i>	1439	1423
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les membres du jury d'expropriations de l'arrondissement de Versailles.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel affecté au service de police de la ville de Nancy.....	1417	598
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, affecté au casernement de Magnac-Laval et à la construction d'un stand à Tours.....	<i>Ibid.</i>	599
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé sera nommé dans la section de Chéra, commune de Sotta (Corse).....	1439	1424
28.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Cantal à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1420	193
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant reconstitution d'une prud'homie de pêcheurs à Nice.....	1427	601
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le préfet des Landes à passer, au nom de l'État, avec le maire de la commune de Mimizan un contrat d'échange.....	1437	1264
29.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux à l'établissement thermal de Vichy.....	1420	194
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Pierreruc (Hérault).....	1427	601
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....	1442	1691
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de commission à percevoir par les courtiers d'assurances maritimes à Cette (Hérault).....	1445	1690
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Dunkerque (Nord).....	<i>Ibid.</i>	1691
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Gravelines (Nord).....	1448	1787
1 ^{er} Sept.	NOTIFICATION de l'accession du gouvernement de Sa Majesté britannique, pour la colonie du cap de Bonne-Espérance, à la déclaration conclue à Paris, le 23 octobre 1889, pour le règlement des questions relatives au sauvetage des navires naufragés sur les côtes de France et d'Angleterre.....	1428	622
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès.....	1442	1519
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ.....	1447	1766
2.	DÉCRET qui ouvre le bureau de douane de Pauillac (Gironde), à l'importation de certaines marchandises.....	1450	1846
3.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme restée disponible en 1890, pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	1423	390
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme restée disponible en 1890, pour la liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	1426	447
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1890, deux nouveaux chapitres des-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
3 Sept. 1891.	timés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions d'exercices clos.....	1425	448
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux de casernement à Magonne-Laval.....	1427	602
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	Ibid.	603
Idem.	DÉCRET relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies.....	1433	989
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit au profit des victimes du cyclone de la Martinique.....	Ibid.	997
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887....	1436	1426
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889....	Ibid.	1307
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.....	1441	1465
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux en Algérie.....	Ibid.	1466
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux en Algérie.....	Ibid.	1467
Idem.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Gironde à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1435	451
Idem.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à certains fonctionnaires.....	1437	604
Idem.	DÉCRET qui approuve la convention conclue avec la Commercial cable Company pour l'échange de télégrammes de presse entre la France et l'Amérique du Nord.....	Ibid.	607
Idem.	DÉCRET qui promulgue la convention conclue, le 26 juin 1890, entre la France et la Belgique.....	1428	610
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Calvados, d'une ligne de tramways entre Grandcamp et Lisieux.....	1437	1225
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de la Dordogne, de voies ferrées destinées à desservir les quais du port de la cité à Périgueux.....	1439	1410
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement d'une conduite d'eau sur les quais du port de Philippeville.....	1440	1440
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à divers travaux de canalisation d'eau à Sèvres et à Vauresson.....	Ibid.	1441
Idem.	DÉCRET qui autorise la prise de possession d'urgence, pour l'établissement du chemin de fer de Grasse à Nice, de plusieurs parcelles de terrains non bâties.		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
5 Sept. 1891.	sises aux territoires des communes de Colomars et de Nice (Alpes-Maritimes).....	1441	1488
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département du Calvados d'une ligne de tramways entre Dives et Luc-sur-Mer.....	1443	1528
	DÉCRET qui autorise la prise de possession pour l'établissement du chemin de fer de la ligne de Grasse à Nice de plusieurs parcelles de terrain sises communes de Colomars, Saint-Martin-du-Var et Levens (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1552
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'installation d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer.....	1428	623
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Saint-Sernin (canton de Saint-Sernin, arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron), portera à l'avenir le nom de <i>Saint-Sernin-sur-Rance</i>	1445	1699
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Nonant, canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan (Orne), portera à l'avenir le nom de <i>Nonant-le-Pin</i>	1447	1766
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Fresnay, canton de Fresnay, arrondissement de Mamers (Sarthe), portera à l'avenir le nom de <i>Fresnay-sur-Sarthe</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
8.	DÉCRET portant que la commune de Montfort, canton de Montfort, arrondissement du Mans (Sarthe), portera à l'avenir le nom de <i>Montfort-le-Rotrou</i>	<i>Ibid.</i>	1767
10.	DÉCRET qui admet à circuler en franchise la correspondance de service expédiée par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies au directeur de l'école nationale pratique d'ouvriers et de contre-maîtres à Cluny (Saône-et-Loire).....	1428	624
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant application à la colonie de Saint-Pierre et Miquelon de l'article 4 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.....	1433	998
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1428	624
13.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre l'immeuble domanial D de l'île de Ré.....	<i>Ibid.</i>	625
14.	DÉCRET qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Bayonne, comme établissement affecté à l'emprisonnement des détenus des deux sexes.....	<i>Ibid.</i>	626
15.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sariat (Dordogne) à l'effet d'être un député.....	1425	452
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de Victoria, de la Nouvelle-Galles du sud, de Queensland, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Guinée britannique et des îles Fidji.....	1428	627
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'emploi aux colonies de la main d'œuvre des condamnés aux travaux forcés.....	1433	999
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter pour le musée national du Luxembourg les legs fait à l'Etat par le sieur <i>Edwards (Alfred-Charles)</i>	1436	1222
16.	DÉCRET concernant les communes assujetties à la réglementation du pâturage.....	1437	1241
18.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir pour les dépenses de la chambre de commerce de Roanne (Loire).....	1448	1790

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Sept. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1428	628
22.	DÉCRET qui rapporte les autorisations résultant des ordonnances et décret des 23 juillet 1826 et 2 décembre 1854 relatives à l'établissement à Desmes (Jura) et à la translation à Bletterans (même département) d'une communauté des Ursulines.....	<i>Ibid.</i>	629
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention conclue avec la compagnie française du télégraphe de Paris à New-York, pour l'échange des télégrammes de presse et le règlement de la taxe des télégrammes échangés entre l'Amérique et l'Angleterre par le câble de Brest-Déolain à Penzance (Angleterre).....	<i>Ibid.</i>	630
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur le rapatriement et les conduites de retour des gens de mer.....	1432	960
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte au 26 août 1892 le délai fixé pour les expropriations des lignes de tramways de Vienne au Grand-Lemps et aux Quatre-Chemins et des Quatre-Chemins à Charadines (Isère).....	1447	1767
24.	DÉCRET qui ouvre au budget du département de la marine pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1429	659
25.	DÉCRET approuvant un arrêté du gouverneur des établissements français dans l'Inde qui interdit le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes.....	1435	1181
26.	DÉCRET qui distrait le caïdat de Nefzaoua du ressort de la justice de paix provisoire de Tozeur et le rattache à celui de la justice de paix de Gabès (Tunisie).....	1428	630
27.	NOTIFICATION de l'adhésion du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour les colonies anglaises de la Nouvelle-Galle du sud, de Victoria, de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Guinée britannique, à la convention de l'Union postale du 1 ^{er} juin 1878.....	<i>Ibid.</i>	631
30.	DÉCRET qui règle le cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Caen.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le président du conseil, ministre de la guerre, à accepter le don fait par les héritiers du sieur Noël (Adolphe).....	1432	979
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la partie du décret en date du 10 avril 1872 étendant à la commune d'Allonne (Oise) la juridiction du commissaire de police de Beauvais est et demeure rapportée.....	1447	1767
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1448	1791
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (budget annexe des téléphones) sur l'exercice 1891, un crédit pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes téléphoniques interurbaines.....	1450	1847
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Lille (Nord) à l'effet d'élire un député.....	1425	453
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un député.....	<i>Ibid.</i>	454
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet en franchise, du 1 ^{er} octobre 1891 au 30 juin 1892 une quantité déterminée de produits d'origine et de provenances tunisiennes.....	1432	966

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Oct. 1891.	DÉCRET qui fixe à la somme de six millions de francs la valeur des quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes admis jusqu'au 30 juin 1891 à des traitements de faveur à leur entrée en France...	1432	967
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux d'amélioration du port de Port-Rhu à Douarnenez (Finistère).....	1440	1442
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'acquisition des terrains destinés à l'extension des terre-pleins et chaussées des quais de la rive droite du port de Bouen (Seine-Inférieure)...	<i>Ibid.</i>	1444
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1448	1793
2.	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance postale, adressée par le ministre de l'instruction publique aux membres du comité de patronage des boursiers de l'enseignement primaire supérieur et professionnel à l'étranger.....	1428	632
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1448	1795
3.	DÉCRET qui autorise dans l'arrondissement d'Albertville la culture du tabac pour l'approvisionnement des manufactures de l'État.....	1428	633
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un crédit représentant le produit de la vente de vieilles matières remises à l'administration des domaines.....	1432	968
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des douanes les bâtiments et terrains dépendant du fort déclassé de Socoa, commune de Ciboure (Basses-Pyrénées).....	1437	1255
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1450	1847
4.	DÉCRET portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes.....	1430	609
5.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1429	664
6.	DÉCRET portant homologation du borinage des zones de servitudes du fort de Liouville.....	1432	969
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les voies ferrées établies ou à établir, par la compagnie du chemin de fer du Nord, sur les quais du port de Dunkerque (Nord).....	1441	1468
7.	DÉCRET qui ouvre au budget du ministère de la guerre, pour l'exercice 1890, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs.....	1432	970
8.	DÉCRET portant que M. Conillebault (Léopold-Ernest) est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Masnard.....	1423	392
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889 (service colonial).....	1437	1243
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget du département du commerce, de l'industrie et des colonies (service colonial), pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	<i>Ibid.</i>	1244
	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Sever (Landes) à l'effet d'élire un député.....	1432	971

NOM des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
9 Oct. 1891.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de 1888 et 1889.....	1436	1209
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Sidi-Bel-Abbès à Bas-el-Mâ.....	1447	1767
10.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1441	1477
12.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (<i>Beaux-Arts</i>), un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1887....	1428	634
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire pour remboursement de droits indûment perçus.....	1432	972
14.	Décret portant homologation du bornage des zones de servitudes de quatre batteries de côtes dépendant de la place de Boulogne.....	<i>Ibid.</i>	973
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable aux travaux des ports de la Pallice, de Rouen, de Cette et de Dieppe.....	1441	1478
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux publics.....	1446	1712
15.	Décret qui reporte à l'exercice 1891 une somme non employée en 1890 applicable aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques..	1448	1796
16.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les dépenses des écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	1432	974
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour location du magasin d'habillement à Nantes.....	<i>Ibid.</i>	975
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien d'une fontaine à Corte.....	<i>Ibid.</i>	976
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour l'entretien d'un chemin vicinal à Vernon.....	<i>Ibid.</i>	977
17.	Décret qui déclare illégales et nulles les délibérations, en date des 24 juillet et 21 septembre 1891, du conseil d'arrondissement de Montauban.....	1429	668
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.....	1423	1005
<i>Idem.</i>	Décret portant réorganisation du comité de l'exploitation technique des chemins de fer.....	1440	1446
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie les tarifs fixés par le cahier des charges du tramway de Lyon à Neuville-sur-Saône...	<i>Ibid.</i>	1449
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les frais d'établissement de lignes et bureaux télégraphiques.....	1445	1694

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
17 Oct. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les frais d'établissement de lignes et bureaux télégraphiques.....	1450	1849
18.	DÉCRET portant modifications à divers articles du Code civil relatives aux conditions requises pour contracter mariage et à l'état civil dans les établissements français de l'Océanie.....	1439	1414
19.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les travaux de dérivation des eaux de la Neste dans le canal du Lavet.....	1450	1850
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour le traitement du secrétaire du Herd-Book français.....	Ibid.	1851
20.	DÉCRET qui affecte au département de la marine un terrain domanial ayant fait partie de la batterie déclassée de Mord'Huy, commune de la Seyne-sur-Mer.....	1447	1767
22.	DÉCRET réduisant à une zone unique les zones de servitudes du fort Carré, à Antibes.....	1433	1007
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont d'Argentat, sur la Dordogne (route nationale n° 120), dans le département de la Corrèze.....	1447	1768
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 88, dans la rampe du Grand-Pont (Loire).....	1450	1874
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramways entre Neuilly (porte Maillot) et Saint-Denis....	1451	1878
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes (service des cultes) un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.....	1433	1007
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	Ibid.	1008
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	Ibid.	1009
27.	DÉCRET relatif à l'admission en franchise, sur le continent français, des chèvres et des fromages de pâte dure originaires de la Corse.....	1450	1852
28.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, du conseil d'arrondissement de Paimbœuf (Loire-Inférieure).....	1432	979
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, du conseil d'arrondissement de Châteaubriant (Loire-Inférieure).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, du conseil d'arrondissement de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 2 septembre 1891, du conseil d'arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 28 juillet et 21 septembre 1891, du conseil d'arrondissement de Lyon.....	Ibid.	980
Idem.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 14 octobre 1891, du conseil général du département de la Seine.....	Ibid.	Ibid.

ACTES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Oct. 1891.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Audierne (Finistère).....	1443	1521
Mém.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Guilvinec (Finistère).....	Ibid.	1522
Mém.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Lampaul-Ploandalmézeau (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
Mém.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure).....	Ibid.	1523
J.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre une partie de l'ancien port de Moulins (Allier).....	1483	1010
Mém.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre une partie de terrain dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau.....	Ibid.	1011
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à des travaux projetés sur la rivière d'Aa et sur le canal de Bourbourg.....	1442	1494
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.....	Ibid.	1495
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, applicable à l'amélioration et à l'achèvement des ports maritimes.....	Ibid.	1496
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour l'amélioration des ports en Algérie.....	Ibid.	1497
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, des crédits à titre de fonds de concours versés au trésor, applicables à l'exécution de divers travaux publics.....	1446	1714
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, des crédits à titre de fonds de concours versés au trésor, applicables à divers travaux publics.....	Ibid.	1721
J.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour travaux de colonisation.....	1432	978
Mém.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 août 1891, du conseil général de l'Indre.....	Ibid.	980
Mém.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération, en date du 26 août 1891, du conseil général de la Loire-Inférieure.....	Ibid.	981
Mém.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération, en date du 24 août 1891, du conseil général de Maine-et-Loire.....	Ibid.	Ibid.
Mém.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération, en date du 22 août 1891, du conseil général du Morbihan.....	Ibid.	Ibid.
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour fournitures de papiers timbrés faite au gouvernement égyptien pendant l'année 1891.....	1433	1012
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour travaux militaires à Reims et à Saint-Mihiel.....	1439	1415
Mém.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.....	Ibid.	1416

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Oct. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour travaux militaires à Cahors....	1439	1417
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour travaux en Algérie.....	1450	1853
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les dépenses du personnel de l'hydraulique agricole.....	<i>Ibid.</i>	1854
1 ^{er} Novembre.	DÉCRET qui nomme un membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales.....	1435	1183
3.	DÉCRET qui autorise M. Picard (Ernest-Philibert-Marie) à ajouter à son nom patronymique celui de Destelan....	1432	981
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac de Roffy, sur la rivière de Dordogne, au territoire de la commune d'Auriac, département de la Corrèze.....	1434	1157
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac de la Traille-du-Dragonnet, sur le Rhône, commune de Sorgues (Vaucluse).....	1438	1390
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réglemente l'utilisation par le public de la grue installée par l'administration des chemins de fer de l'État sur le quai du port de Blaye, pour les besoins du service des voies ferrées d'exploitation de ce port.....	1442	1498
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour l'exécution de travaux publics.	1446	1724
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac d'Oiselet, sur la rivière du Rhône, au territoire de la commune de Sorgues (Vaucluse).....	<i>Ibid.</i>	1734
<i>Idem.</i>	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter par le syndicat du Grand-Vey (Manche), pour la construction d'une digue et de perrés de défense contre la mer.....	1449	1840
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les frais d'établissement des lignes et bureaux télégraphiques.....	1450	1855
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime la chambre consultative des arts et manufactures de Quintin (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	1856
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les frais d'entretien des lignes télégraphiques.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
5.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 août 1891, du conseil général de l'Indre.....	1432	981
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 22 août 1891, du conseil général des Pyrénées-Orientales....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone extérieure des fortifications du fort de Santon, ouvrage détaché de la place d'Oran.....	1435	1183
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les communes de Courcelles et de Sapicourt (Marne) sont réunies en une seule commune qui portera le nom de Courcelles-Sapicourt et dont le chef-lieu est fixé à Courcelles.....	1448	1799
7.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 26 août 1891, du conseil général de la Vienne.....	1435	1191
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession à la ville de Marseille d'un terrain retranché du domaine public maritime dans l'anse des Catalans, à Marseille.....	1448	1799

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
7 Nov. 1891.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, pour les frais d'entretien des lignes télégraphiques.....	1460	1857
9	Décret qui autorise MM. Lacaille (Ferdinand-Charles-Henry) et Lecaille (Eugène-Gabriel-Victor) à ajouter à leur nom patronymique celui de <i>Desse</i>	1432	982
10	Décret qui autorise l'échange entre l'Etat et le sieur Nourry (Jean) de parcelles de terre sises sur le territoire de la commune de Saint-Aubin-les-Forges (Nièvre).....	1450	1875
11	Décret qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 194 à l'entrée de Saint-Florent (Corse).....	Ibid.	Ibid.
12	Décret portant création d'un agent comptable des restes viagers de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	1435	1184
13	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Roanne (Loire) à l'effet d'élire un député.....	1436	1212
14	Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Carpentras (Vaucluse) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	1213
15	Décret qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1891.....	1435	1185
16	Décret qui ouvre au ministre de la marine un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1436	1214
17	Décret qui crée à Besançon deux charges d'agent de change.....	1450	1858
18	Décret portant concession de parcelles de fais de mer, sises au Havre sur la plage ouest, à MM. Bourgeois, Andrieu et autres.....	1433	1013
19	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1435	1187
20	Décret concernant l'application du droit de tonnage établi au port de la Rochelle.....	1450	1859
21	Décret qui reconnaît la maison d'arrêt, de justice et de correction de Foix (Ariège) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.....	1439	1418
22	Loi qui proroge des surtaxes établies à l'octroi de Paimboeuf (Loire-Inférieure).....	1443	1524
23	Loi qui proroge une surtaxe établie à l'octroi de Roscoff (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
24	Loi qui élève le taux d'une surtaxe à l'octroi de Tréboal (Finistère).....	1445	1653
25	Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1435	1188
26	Décret qui autorise M. Lavigne (Emile-Charles) à substituer à son nom patronymique celui de Poujol.....	1432	982
27	Décret qui autorise M. Léopold (Norbert-Paul-Irénée) à ajouter à son nom patronymique celui de Léger.....	Ibid.	Ibid.
28	Décret qui autorise M. Vachier (Joseph-Henri-Alfred) à substituer à son nom patronymique celui de Vacher.....	Ibid.	983
29	Décret qui autorise M. Weibel (Dominique-Louis) à ajouter à son nom patronymique celui de Hickenbiek.....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGE
16 Nov. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1436	1210
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1437	1240
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux publics..	1446	1725
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1890, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux publics..	1451	1889
17.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé sera nommé dans la section de Libercourt, commune de Carvin (Pas-de-Calais).....	1435	1191
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1437	1249
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un tribunal de commerce à Casset (Ailier).....	<i>Ibid.</i>	1250
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la quantité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra, jusqu'au 30 juin 1892, être admise en France à des traitements de faveur.....	1439	1418
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement sur le personnel du service d'architecture des bâtiments civils et des palais nationaux.....	1441	1480
18.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses d'appareils et matériel technique d'exploitation.....	1450	1861
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Ain-Taya (département d'Alger).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
19.	DÉCRET qui annule les délibérations, en date du 21 septembre 1890, du conseil d'arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône).....	1435	1192
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare la Laita navigable par bateaux, depuis son origine à Quimperlé jusqu'à la mer.....	1441	1484
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant affectation au département de la marine de la batterie déclassée de Saint-Nazaire.....	1442	1501
<i>Idem.</i>	Loi concernant : 1° l'ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1891 (ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, 2° section : Postes et télégraphes); 2° l'ouverture de crédits afférents au budget annexe de l'exercice 1891 de la caisse nationale d'épargne.....	1447	1737
20.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Rhône à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1436	1218
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Seine-et-Oise, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	<i>Ibid.</i>	1219
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1440	1451
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887.....	<i>Ibid.</i>	1452

ORDRE des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 Nov. 1891.	DÉCRET qui autorise la société lyonnaise des schistes bitumineux à recevoir, dans le dépôt établi sur le territoire de la commune d'Autun (Saône-et-Loire), la quantité maximum de cinq cents kilogrammes de dynamite.....	1450	1865
21.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre des terrains dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (Vosges).....	1437	1251
22.	DÉCRET qui autorise le sieur Queulevé (Alphonse-Ernest) à substituer à son nom patronymique celui de Queulé.....	1432	983
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Spiegelberg (Victor-Edouard-Adolphe) à substituer à son nom patronymique celui de Guilgot.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre des terrains dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (Vosges).....	1437	1251
Idem.	Loi qui distrait la commune de Venarsal (Corrèze) du canton de Donsenac et la rattache au canton de Brive.....	1441	1457
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889 (service colonial).....	1450	1866
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce d'Alger à contracter un emprunt.....	Ibid.	1867
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des monnaies et médailles.....	1442	1502
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Porchères (Gironde).....	Ibid.	1503
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Tours à contracter un emprunt.....	1450	1868
26.	DÉCRET relatif à la vente en Algérie des cartouches de poudre de mine.....	1439	1419
Idem.	DÉCRET qui réduit à une zone unique les zones de servitudes de la place de Colmars.....	1442	1503
26.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Beaugé (Maine-et-Loire) à l'effet d'élire un député.....	1436	1220
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1437	1252
Idem.	DÉCRET qui déclasse le canal de Coutances comme voie navigable.....	1442	1504
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 164 entre Hostreuen et Silfiac.....	1451	1909
28.	DÉCRET portant que la commune des Adrets-de-Montauroux, canton de Fréjus, arrondissement de Draguignan (Var), portera à l'avenir le nom des Adrets-de-Fréjus.....	Ibid.	1910
30.	DÉCRET qui autorise M. Isaac (Georges) à ajouter à son nom patronymique celui de Marz.....	1433	1014
Idem.	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Gamahut (Blanche-Stéphanie) à substituer à son nom patronymique celui de Gamoir.....	Ibid.	1015
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Rigollet (Henri-Georges) à ajouter à son nom patronymique celui de Dupré.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Coca (Jules-Eugène), M ^{lle} Coca (Berthe-Eugénie) et M. Coca (Fernand-Albert) à substituer à leur nom patronymique celui de Rucette.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Ysaël (André-Georges) à ajouter à son nom patronymique celui de Franque.....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
30 Nov. 1891.	DÉCRET qui autorise M ^{me} Manpiot (Marie-Léonie), veuve Pantin et MM. Pantin (Marie-Amédée-Manuel) et Pantin (Jean-Fernand-Manuel) à substituer au nom patronymique de leur mari et père celui de Manuel.....	1433	1016
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1889.....	1439	1420
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.....	1442	1505
1 ^{er} Décembre	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1887.....	1440	1453
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1888.....	1441	1484
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Han-devant-Pierrepont (Meuse).....	1442	1507
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Gengoux-de-Scissé (Saône-et-Loire).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant rejet du recours comme d'abus formé par le sieur Borel contre un arrêté du maire de Manosque (Basses-Alpes).....	1443	1544
Idem.	LOI qui crée une surtaxe à l'octroi de Confolens (Charente).....	1446	1701
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter au nom de la caisse des invalides de la marine le legs fait par le sieur Lefrançois-Dumanoir (Henri-Alfred).....	1451	1910
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1443	1545
Idem.	LOI qui déclare la section du chemin de fer d'intérêt local d'Eyguières à Peyrolles comprise entre Meyrargues et Peyrolles.....	1447	1739
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).....	1450	1869
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses du personnel des travaux publics en Algérie.....	1451	1892
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques.....	Ibid.	1894
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour le redressement du chenal du port de Mornac (Charente Inférieure).....	Ibid.	1910
3.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses de canalisation.....	1436	1221
Idem.	DÉCRET qui nomme un membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer.....	1439	1432
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'un casernement à Agde.....	1440	1455

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
3 Déc. 1891.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la reconstruction d'un mur de clôture de la caserne Bessières, à Cahors.....	1443	1546
Mém.	Loi qui modifie le tarif général des douanes en ce qui concerne les droits d'entrée applicables aux viandes de porc salées.....	1447	1740
Mém.	Décret portant que la commune de Ain - Bou - Dinar (arrondissement de Mostaganem, département d'Oran) portera à l'avenir le nom de commune de Belle-Côte...	1451	1910
L	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	1437	1253
Mém.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'installation d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer.....	1442	1508
Mém.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	Ibid.	1509
Mém.	Décret qui approuve la concession faite à M. Roger-Frois d'une parcelle de terrain retranchée du lit de l'Adour, au lieu de l'Ague, commune de Boucau (Basses-Pyrénées).....	1446	1735
Mém.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1451	1896
Mém.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit à titre d'avances versées au trésor pour l'établissement de réseaux téléphoniques.....	Ibid.	1898
L	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (deuxième section), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour l'installation du dépôt central du matériel des postes et télégraphes et des ateliers.....	1442	1489
?	Décret qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain domanial située sur le territoire de Montbéliard (Doubs).....	1443	1547
Mém.	Décret qui fixe les limites de l'inscription maritime et celles des eaux salées sur le canal du Havre à Tancarville (quartier maritime du Havre).....	1447	1750
L	Décret qui autorise M. Chevallier (Gavarni-Pierre-Auguste) à ajouter à son nom patronymique celui de Gavarni.....	1434	1160
Mém.	Décret qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un crédit représentant le prix de la vente de vieilles matières remises à l'administration des domaines.....	1439	1422
Mém.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses des écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	1443	1548
Mém.	Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Bayonne (Basses-Pyrénées)....	1445	1695
Mém.	Décret qui autorise le ministre des finances à accepter, au nom de l'Etat, le legs fait en sa faveur par la demoiselle Canillac.....	1446	1736
Mém.	Décret qui fixe le courtage maritime à percevoir dans le port de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).....	1447	1751

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES
8 Déc. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (deuxième section) un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.....	1450	187
9.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la transformation du canal d'Andruicq ou Stawart en voie navigable.....	1442	153
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat.....	1445	169
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans les ports de Lorient et de Port-Louis (Morbihan).....	1451	189
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant le dépôt central de dynamite établi sur le territoire de la commune de Montceau-lès-Mines (Saône-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	190
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1442	1512
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889....	1443	1549
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique à ne pas accepter au nom de l'Etat le legs fait au musée national du Luxembourg par la dame <i>Madeleine Coureau</i> , veuve de <i>Félix-Auguste Clément</i>	1451	1911
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Murviel (troisième canton de Montpellier, arrondissement de Montpellier, département de l'Hérault) prendra à l'avenir le nom de <i>Murviel-les-Montpellier</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Trouville (canton de Ligny-en-Barrois, arrondissement de Bar-le-Duc, département de la Meuse) portera à l'avenir le nom de <i>Trouville-en-Barrois</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
11.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Besançon.....	1442	1513
12.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.....	1441	1486
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans soixante-treize communes du département du Gard.....	1442	1513
14.	DÉCRET qui autorise <i>M. Baillardel de Lareinty</i> (<i>Jules-Jean-Marie</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Tholozan</i>	1436	1222
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise <i>M. Chabert</i> (<i>Antoine-Fortuné-Frédéric</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>de Brack</i>	<i>Ibid.</i>	1223
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise <i>M. de Mandell d'Ecosse</i> (<i>Fernand-Guillaume</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>La Tour-Maubourg</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à effectuer des travaux dans les bâtiments civils et palais nationaux et ouvre un crédit extraordinaire pour l'exécution de ces travaux.....	1442	1490
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Nantua (Ain).....	1447	1754
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet à circuler en franchise, par la poste, la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 167 entre Corlay et Guingamp (Côtes-du-Nord).....	1451	1911

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Dec. 1891.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un député.....	1443	1551
Id.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'acquisition d'un immeuble enclavé dans l'enceinte du magasin des tabacs de Damazan (Lot-et-Garonne).....	1447	1755
Idem.	DÉCRET faisant remise à la société des mines d'Arre et d'Anglas (Basses-Pyrénées) de la redevance proportionnelle.....	<i>Ibid.</i>	1756
Idem.	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).....	1448	1769
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	1770
Idem.	DÉCRET qui modifie le nombre et la composition des subdivisions territoriales de la quinzième région de corps d'armée.....	1450	1872
Idem.	DÉCRET qui nomme un membre de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents.....	<i>Ibid.</i>	1874
17.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes du fort de l'Eure (place du Havre).....	1451	1903
18.	Loi concernant le déclassement de la place de Saint-Omer.....	1447	1741
Idem.	DÉCRET relatif à l'admission en franchise sous bandes, en France, en Algérie et en Tunisie, de la correspondance de service échangée entre l'ingénieur en chef du service du nivellement de la France et les ingénieurs, conducteurs et commis des ponts et chaussées attachés à ce service.....	<i>Ibid.</i>	1756
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne).....	1448	1771
19.	DÉCRET portant que la commune de la Barre (canton de Beaumesnil, arrondissement de Bernay, département de l'Eure) portera à l'avenir le nom de <i>la Barre-en-Ouche</i>	1451	1912
21.	DÉCRET qui autorise M. Darius (Stanislas-Albert) à substituer à son nom patronymique celui de Sévère.....	1436	1223
Idem.	DÉCRET qui autorise MM. de Pomereu (Armand-Michel-Étienne) et de Pomereu (Gaston-Étienne-Armand-Marie) à ajouter à leur nom patronymique celui de d'Aligre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé sera nommé dans la section de Cadaline, commune de Saint-Savournin (Bouches-du-Rhône).....	1440	1456
Idem.	DÉCRET qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1892.....	1442	1515
Idem.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891.....	<i>Ibid.</i>	1518
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir en 1892 pour les dépenses de la chambre de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).....	1451	1904
22.	DÉCRET qui admet à la circulation en franchise, par la poste, la correspondance d'intérêt général adressée, sous le contreseing du ministre du commerce de l'industrie et des colonies, aux secrétaires des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers.....	1442	1519
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce du Havre à prélever sur les produits du droit de tonnage, établi à son profit une somme destinée à l'exécution de travaux de dragage.....	1451	1905
23.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Volron (Isère).....	1448	1772

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	Folios.
24 Déc. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	1446	1733
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention télégraphique conclue avec l'Anglo-American Telegraph Company limited concernant l'échange des télégrammes de presse entre la France et l'Amérique et la taxe afférente au parcours de Brest à Brignogan pour les télégrammes anglo-américains échangés par le câble de Brignogan à Salcombe (Angleterre).....	1447	1757
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Bailleul (Nord).....	1448	1772
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Bourgoin (Isère).....	<i>Ibid.</i>	1773
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1774
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Sedan (Ardennes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891; 2° l'ouverture de crédits pour dépenses des exercices clos et périmés; 3° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.....	<i>Ibid.</i>	1775
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin d'habillement et de campement de Toulouse.....	1451	1906
26.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour le remboursement à la Comédie-Française de dépenses faites pour le compte de l'État.....	1447	1742
<i>Idem.</i>	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Beauvais (Oise). 28. DÉCRET concernant l'affranchissement des colis postaux à destination des Nouvelles-Hébrides et de Terre-Neuve.....	1448	1780
28.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans trois communes du département des Vosges.....	1447	1758
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la redoute de Frensdah.....	<i>Ibid.</i>	1769
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la redoute de Frensdah.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	Loi qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour venir en aide aux familles des marins français qui ont péri victimes des événements de mer pendant l'année 1891.....	<i>Ibid.</i>	1743
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire pour le paiement des dépenses occasionnées par le déglacage des cours d'eau à la suite de l'hiver 1890-1891.....	<i>Ibid.</i>	1744
<i>Idem.</i>	Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition française de Moscou.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (première section), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour les dépenses de l'exposition universelle de 1889.....	<i>Ibid.</i>	1745
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le taux de l'intérêt de la caisse des retraites pour la vieillesse pour l'année 1892.....	<i>Ibid.</i>	1760
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification dans la répartition des crédits des pensions civiles pour l'année 1891.....	<i>Ibid.</i>	1761
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Trouville (Calvados).....	1448	1780
30.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses de colonisation en Algérie.....	1447	1762

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Déc. 1891.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la réorganisation des salles militaires dans l'hospice civil de Poitiers.....	1447	1763
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.....	Ibid.	1764
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire pour les dépenses des lycées nationaux.....	1448	1781
Idem.	Loi et DÉCRET portant : 1° ouverture sur l'exercice 1892 des crédits provisoires applicables au mois de janvier 1892 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts indirects et revenus publics conformément aux lois existantes ; 3° autorisation de percevoir les contributions directes et taxes y assimilées établies pour l'exercice 1892 par la loi du 20 juillet 1891.....	1449	1801
31.	Loi qui proroge jusqu'au 31 décembre 1892 l'application de la loi du 21 mars 1883 à la zone franche du pays de Gex et de la Haute-Savoie (phylloxera).....	1447	1746
Idem.	DÉCRET qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1892, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.....	Ibid.	1765
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire pour la constitution de stocks de charbon.....	1450	1841
Idem.	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire destiné à la publication des documents et des discussions relatifs au nouveau tarif des douanes.	1451	1877
Idem.	DÉCRET et ARRÊT relatifs au remboursement des bons de liquidation.....	Ibid.	1907

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1415.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 13864. — *Loi qui suspend une partie des Droits de douane établis sur les blés et sur les farines de froment par la loi du 29 mars 1887.*

Du 2 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 3 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A dater du 10 juillet 1891 inclusivement jusqu'au 1^{er} juin 1892 exclusivement les droits d'entrée sur le blé en grains et sur les farines de blé, portés au tableau A du tarif d'entrée du tarif général des douanes, sont réduits à trois francs (3^f) par quintal de blé et à six francs (6^f) par quintal de farine.

2. A l'expiration de ce délai, s'il n'est survenu aucune disposition législative prorogeant la réduction des droits précités, ils seront perçus intégralement, soit cinq francs (5^f) par quintal de blé et huit francs (8^f) par quintal de farine.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

XII^e Série.

N° 23865. — *Loi tendant à réprimer les fraudes dans la vente des Vins.*

Du 11 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 12 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 2 de la loi du 14 août 1889 est ainsi modifié :

« Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de marc ou vin de sucre. »

2. Constitue la falsification de denrées alimentaires prévue et réprimée par la loi du 27 mars 1851, toute addition au vin, au vin de sucre ou de marc, au vin de raisins secs :

1° De matières colorantes quelconques;

2° De produits tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique ou autres analogues;

3° De chlorure de sodium au-dessus de 1 gramme par litre.

3. Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

Les délinquants seront punis d'une amende de seize francs (16^{fr}) à cinq cents francs (500^{fr}), et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines suivant les circonstances.

Ces dispositions ne seront applicables aux vins de liqueurs que deux ans après la promulgation de la présente loi.

Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voitures, connaissements, devront contenir la même indication.

4. Les vins, les vins de marc ou de sucre, les vins de raisins secs seront suivis, chez les marchands en gros ou en détail et chez les entrepositaires, au moyen de comptes particuliers et distincts. Ils seront tenus séparément dans les magasins.

5. Les registres de prise en charge et de décharge des acquits-à caution et les bulletins 6 E formés pour les laissez-passer, énonçant des envois supérieurs à deux cents kilogrammes (200^k) de raisins secs seront conservés pendant trois ans dans les bureaux des directions et sous-directions. Ils seront communiqués sur place à tout requérant moyennant un droit de recherche de cinquante centimes (0^{fr} 50).

Les demandes de sucrage à taxe réduite faites en vue de la fabrication des vins de sucre définis par l'article 2 de la loi du 14 août 1889

sont conservées pendant trois ans à la direction ou à la sous-direction des contributions indirectes, ainsi que les portatifs et registres de décharge des acquits-à-caution après dénaturation des sucres. Elles **sont communiquées à tout requérant moyennant un droit de recherche de cinquante centimes (0' 50) par article.**

6. La présente loi et la loi du 14 août 1889 sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 13866. — DÉCRET qui fixe les Droits à percevoir par les Courtiers-Interprètes et Conducteurs de navires au port de Saint-Valery (Somme).

Du 3 Juin 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 5 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽³⁾;

Vu les avis du tribunal de commerce de Saint-Valery, de la chambre de commerce d'Abbeville et du préfet de la Somme;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires à Saint-Valery (Somme) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 76, n° 642.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239

⁽³⁾ I^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 393, n° 6056.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR. Entrant sur lest avec ou sans passagers. Sortant sur lest avec ou sans passagers. Entrant chargés en totalité ou en partie. Sortant chargés en totalité ou en partie.
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce. Pour un connaissement ordinaire. Pour un connaissement extraordinaire. Pour le protêt d'une lettre de change. Pour les actes judiciaires (la première page). Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout tage. Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.	

du port de Saint-Valery (Somme).

RTE

NAVIGES

font le cabotage avec les ports français situés sur le littoral de l'est de la Méditerranée.	font le cabotage avec les ports français situés au delà du Havre jusqu'à Bayonne.	font la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de la Méditerranée.
--	---	---

PAR TONNEAU DE JAUGE.

12 ¹ / ₂	0 ^f 06 ^s 1/4	0 ^f 12 ^s 1/2
	"	"

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

12 ¹ / ₂	0 ^f 25 ^s	0 ^f 40 ^s
12 ¹ / ₂	0 ^f 12 ^s 1/2	0 20

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1835.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres moulées, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)

AFFRÈTEMENTS

par charte partie.	à la cueillette.
--------------------	------------------

SELON LA VALEUR DU FRET.

1 p. 0/0	2 p. 0/0
à moins moitié par le frèteur et moitié par l'affrèteur, à moins de conventions contraires.	

VENTE DES NAVIRES.

SUR LE PRIX DE VENTE.

- 1 p. 0/0 jusqu'à 2,000 francs.
- 1/2 p. 0/0 jusqu'à 4,000 francs.
- 1/4 p. 0/0 au delà de 4,000 francs.

payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrôle à chacune des parties.

Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

Les navires en destination d'Abbeville qui ont recours aux courtiers de Saint-Valery, à l'occasion des démarches nécessaires pour continuer leur voyage, seront astreints au paiement d'un droit qui pourra jamais être supérieur à celui des navires entrant sur lest, montée et descente comprises.

Le portage d'affrètement comprend l'expédition du contrôle à chacune des parties.

Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

Les navires en destination d'Abbeville qui ont recours aux courtiers de Saint-Valery, à l'occasion des démarches nécessaires pour continuer leur voyage, seront astreints au paiement d'un droit qui pourra jamais être supérieur à celui des navires entrant sur lest, montée et descente comprises.

N° 23867. — *NOTIFICATION de l'accession du Gouvernement de Sa Majesté Britannique à la Déclaration échangée à Paris, le 23 octobre 1889, pour le Règlement des questions relatives au sauvetage des navires naufragés sur les côtes des deux États.*

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} juillet 1891.)

Son Excellence l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris a adressé au Gouvernement de la République la notification prévue par l'article 6 de la Déclaration échangée entre la France et la Grande-Bretagne, le 23 octobre 1889 ⁽¹⁾, relativement au sauvetage des navires naufragés sur les côtes des deux États, pour rendre les stipulations de cette déclaration applicables à l'Inde britannique.

N° 23868. — *DÉCRET qui ouvre au Budget de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1890, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.*

Du 1^{er} Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, ne se composera que de paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices, d'après les droits ultérieurement constatés, devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative, avec le règlement de l'exercice expiré ;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1890, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté aux Chambres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1890, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1286, n° 21374.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

et exercice pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos;

Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à cent quarante-six mille sept cent soixante-trois francs quarante et un centimes (146,763'41), sont, en conséquence, déduits des chapitres ouverts au budget de l'exercice pour traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	105,041'00"
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	41,722 41.
TOTAL.....	<u>146,763 41</u>

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pendant l'année 1890, la somme de cent quarante-six mille sept cent soixante-trois francs quarante et un centimes (146,763'41) transportée aux deux chapitres ci-dessus est annulée aux chapitres suivants :

CHAP. III. Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	105,041'00"
— IV. Traitements de la médaille militaire.....	41,722 41
TOTAL.....	<u>146,763 41</u>

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi du règlement définitif de l'exercice 1890.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 23869. — *DÉCRET prononçant le Déclassement définitif de la place d'Arras.*

Du 2 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 10 juillet 1851 relative au classement des places de guerre et aux servitudes militaires;

Vu la loi du 27 mai 1889 portant classement et déclassement d'ouvrages de défense tant en France qu'en Algérie;

Vu la loi de 23 décembre 1890 concernant le démantèlement de la place d'Arras;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La place d'Arras, y compris la citadelle, la redoute Sainte-Catherine et les ouvrages qui en dépendent, est rayée du tableau de classement des places de guerre.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,*

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 23870. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1890;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1890, une somme de deux cent dix-huit mille sept cent vingt et un francs quarante-cinq centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 27 juin 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1890, chapitre LI : *Enseignement primaire — Traitements — Caisses des écoles — Loyers d'écoles — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines*, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886, un crédit de deux cent dix-huit mille sept cent vingt et un francs quarante-cinq centimes (218,721⁴⁵).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 23871. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1890;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1890, une somme de treize mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs quarante-trois centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 27 juin 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1890, chapitre LI : *Enseignement primaire — Traitements du personnel — Caisses des écoles — Loyers d'écoles — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines*, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886, un crédit de treize mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs quarante-trois centimes (13,489^f 43).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 23872. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Secours aux victimes des inondations du Midi.*

Do 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 4 octobre 1890 ⁽²⁾, ouvrant au ministre de l'intérieur, sur le budget de l'exercice 1890, première section, chapitre LXXIX : *Secours aux victimes des inondations du Midi*, un crédit extraordinaire de trois cent mille francs, et la loi du 27 décembre 1890 sanctionnant ledit décret;

Vu la loi du 30 décembre 1890 portant ouverture d'un second crédit extraordinaire de un million cinq cent mille francs au titre du même chapitre;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1357, n° 22735.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;
Vu le récépissé n° 13572, en date du 13 mai 1891, délivré par le receveur central de la Seine et constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours en faveur des victimes des inondations du Midi, d'une somme de deux cent neuf francs trente et un centimes ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890, première section, chapitre LXXIX : *Secours aux victimes des inondations du Midi*, un crédit supplémentaire de deux cent neuf francs trente et un centimes (209^f 31).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor, à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 13873. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux exécutés à divers édifices diocésains.

Du 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général de l'exercice 1890 et contenant répartition des crédits affectés au service des cultes ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours pour travaux publics ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées au trésor public pour concourir avec les fonds de l'État à des travaux exécutés en 1890 à divers édifices diocésains ;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice

1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

et des cultes, sur les fonds de l'exercice 1890, un crédit de seize mille huit cent vingt francs cinquante-neuf centimes (16,820⁵⁹) formant le montant des versements détaillés dans l'état susvisé et applicable au budget des cultes de l'exercice 1890, savoir :

CHAP. XIII. Entretien des édifices diocésains.	1,000 ⁰⁰
XIV. Grosses réparations des édifices diocésains.	15,820 59
SOMME ÉGALE.	16,820 59

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé: A. FALLIÈRES.

État des sommes versées au trésor public pour concourir avec les fonds de l'État à des travaux exécutés en 1890 à divers édifices diocésains.

DÉPARTEMENTS.	OBJET DES TRAVAUX.	DATE des versements.	MONTANT	
			des sommes versées.	par chapitre.
	CHAPITRE XIII. ENTRETIEN DES ÉDIFICES DIOCÉSAINS.			
Haute-Loire...	Installation des appareils destinés à faciliter la sonnerie des cloches de la cathédrale du Puy.....	15 juin 1891.	1,000 ⁰⁰	1,000 ⁰⁰
	CHAPITRE XIV. GROSSES RÉPARATIONS DES ÉDIFICES DIOCÉSAINS.			
Côte-d'Or....	Restauration de la chapelle du Saint-Sacrement (cathédrale)..	30 avril 1891.	924 10	15,820 59
	Achèvement des chapelles de Sainte- Croix et de Saint-François d'As- sise (cathédrale).....	8 mai 1891.	1,549 90	
Haute-Vienne.	Etablissement d'une grille fermant les collatéraux et d'un appui de communion à l'entrée du chœur (cathédrale).....	Idem.	2,712 62	
	Construction des terrasses de la cathédrale de Limoges (côté de l'Evêcat).....	Idem.	10,633 97	
TOTAUX.....			16,820 59	16,820 59

N° 23874. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable à la triangulation du territoire de la Régence de Tunis.

Du 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu le décret rendu par S. A. le bey de Tunis, le 10 janvier 1888, aux termes duquel le gouvernement tunisien s'engage à fournir au gouvernement français une subvention annuelle de trente mille francs pour la triangulation du territoire de la régence;

Vu le récépissé constatant que la subvention afférente à l'année 1891 a été versée au trésor le 11 mars 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 2 juillet 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1891, première section, service ordinaire, chapitre VI : *Service géographique — Matériel*, un crédit de trente mille francs (30,000^f) qui sera affecté à la triangulation du territoire de la régence de Tunis.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 23875. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de la Guerre*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor*, affecté à l'exécution d'une carte régulière de la Régence de Tunis.

Du 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu le décret rendu par S. A. le bey de Tunis, le 27 septembre 1888, aux termes duquel son gouvernement s'engage à fournir au gouvernement français une subvention annuelle de vingt mille francs pour l'exécution d'une carte régulière de la régence;

Vu le récépissé constatant que la subvention afférente à l'année 1891 a été versée au trésor le 11 mars 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 juillet 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1891, première section, service ordinaire, chapitre vi : *Service géographique — Matériel*, un crédit de vingt mille francs (20,000) qui sera affecté à l'exécution d'une carte régulière de la régence de Tunis.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 23876. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1891, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de l'œuvre de casernement à Riom.

Du 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Riom, pour la construction d'une caserne nouvelle et les aménagements à faire dans les casernes anciennes de la place, en vue de l'installation d'un régiment d'infanterie;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de deux cent quatre-vingt-dix mille francs a été versée au trésor, par ladite ville, conformément aux engagements pris par elle;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XXVII : *Bâtiments militaires*, de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, un crédit de deux cent quatre-vingt-dix mille francs (290,000^f) qui sera affecté à la construction d'une caserne nouvelle et à l'aménagement de casernes anciennes dans la place de Riom.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Riom.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : G. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 23877. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1891 un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'aménagement d'une Salle d'escrime des officiers à Cambrai.

Du 10 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée, le 23 mars 1891, entre l'État et la ville de Cambrai, aux termes de laquelle ladite ville s'engage à verser au trésor une somme de cinq cents francs pour concourir à l'aménagement d'une salle d'escrime d'officiers au quartier de cavalerie de la place;

Vu la déclaration constatant que le versement de la somme dont il s'agit a été effectué le 2 mai 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLIX : *Établissements du génie — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1890, un crédit de cinq cents francs (500^f) qui sera affecté à l'aménagement d'une salle d'escrime des officiers au quartier de cavalerie de la place de Cambrai.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Cambrai.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 13878. — **DÉCRET** relatif à la circulation en franchise de la Correspondance de service échangée entre les Ingénieurs attachés au service de la surveillance des travaux confiés à l'Industrie et les Directeurs des Constructions navales dans les Établissements de la Marine.

Du 11 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, avec faculté de fermer en cas de nécessité, dans toute la République, la correspondance de service échangée entre les ingénieurs attachés au service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie et les directeurs des constructions navales dans les établissements de la marine.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 13879. — **DÉCRET** qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans vingt et une communes du département du Gard.

Du 16 Juillet 1890.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽²⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des vingt et une communes du département du Gard ci-dessous désignées;

L'avis émis, le 7 avril 1891, par le conseil général du Gard;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 1154, n° 11656.

⁽²⁾ 1^{re} série. Bull. 320, n° 2955.

La section de l'intérieur du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les vingt et une communes du département du Gard comprises dans le tableau ci-après est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens de luxe ou servant à la chasse ;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.
1	Nîmes.	12	Saint-Jean-de-Ceyrargues.
2	Allègre.	13	Saint-Just-et-Vacquières.
3	Brignon.	14	Chamborigaud.
4	Corbès.	15	Saint-Hilaire-de-Brethmas.
5	Craviers-Lascours.	16	Flaux.
6	Euzet.	17	Rochefort.
7	Mauressargues.	18	Roquemaure.
8	Meyrannes.	19	Vénéjan.
9	Ners.	20	Saint-Félix-de-Pallières.
10	Peyremale.	21	Les Plantiers.
11	Ribaute.		

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23880. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans les communes de Ligny et de Nicey (Meuse).*

Du 16 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des deux communes du département de la Meuse ci-dessous désignées;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 320, n° 2955.

L'avis du conseil général, celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;
La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les deux communes du département de la Meuse comprises dans le tableau ci-après est fixée conformément aux tarifs dudit tableau, savoir :

NOMBRES d'ordre.	DÉNOMINATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Ligny.....	10 ^f	2 ^f 00 ^c
2	Nicey.....	6	1 50

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23881. — DÉCRET qui reconnaît la Maison d'arrêt de Niort comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

Du 17 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882⁽¹⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt, de justice et de correction de Niort (département des Deux-Sèvres) est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

¹ III^e série, Bull. 689, n° 11666.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23882. — *DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la Correspondance officielle expédiée par le Ministre des Travaux publics aux Membres de la Commission de vérification des comptes des Compagnies de Chemins de fer et aux Présidents des Chambres de commerce.*

Du 21 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales ;
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous plis fermés, dans toute la République, la correspondance officielle expédiée par le ministre des travaux publics aux membres de la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et aux présidents des chambres de commerce.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23883. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1890 pour réparation aux Edifices diocésains.*

Du 27 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890 portant fixation du budget de l'exercice 1891 ;

Vu le décret du 29 mai 1891 ⁽¹⁾ portant ouverture au ministre de la justice et des cultes (*Service des cultes*), exercice 1890, d'un crédit de cent quarante-neuf mille six cent onze francs soixante-deux centimes montant des versements effectués à titre de fonds de concours et applicable pour la somme de cent quarante-huit mille six cent onze francs soixante-deux centimes aux dépenses du chapitre XIV : *Grosses réparations des édifices diocésains* ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, rappelé par l'article 53 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ ;

Considérant que sur la somme de.....	148,611 ^f 62 ^c
rattachée par le décret précité au chapitre XIV : <i>Grosses réparations des édifices diocésains</i> , il n'a été fait emploi au cours de l'exercice 1890 que d'une somme de.....	141,941 19
et qu'il convient de reporter la différence de.....	6,670 43

au crédit du même chapitre du budget des cultes de l'exercice 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit de cent quarante-huit mille six cent onze francs soixante-deux centimes (148,611^f 62^c) ouvert par le crédit du 29 mai 1891 au ministre de la justice et des cultes (*Service des cultes*), exercice 1890, chapitre XIV : *Grosses réparations des édifices diocésains*, une somme de six mille six cent soixante-dix francs quarante-trois centimes (6,670^f 43^c) est et demeure annulée.

2. Ladite somme de six mille six cent soixante-dix francs quarante-trois centimes (6,670^f 43^c) est reportée au même budget des cultes de l'exercice 1891, au titre du chapitre XIV : *Grosses réparations des édifices diocésains*.

3. Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une recette égale de fonds de concours transportés de l'exercice 1890 à l'exercice 1891.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1406, n° 23746.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 23884. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans quatre communes du département des Vosges.*

Du 28 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des quatre communes du département des Vosges ci-dessous désignées;

L'avis émis, le 7 avril 1891, par le conseil général des Vosges;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les quatre communes du département des Vosges comprises dans le tableau ci-dessous est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Clérey-la-Côte.....	6 ^f	3 ^f
2	Pompière.....	6	3
3	Isches.....	6	3
4	Martigny-les-Gerbonvaux.....	6	3

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. n° 320, n° 2955.

N° 23885. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac de Bonneuil à Saint-Maur, sur la rivière de Marne, au territoire des communes de Bonneuil et Saint-Maur, département de la Seine.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 8 Juillet 1891.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de Bonneuil à Saint-Maur-des-Fossés, sur la rivière de Marne, au territoire desdites communes de Bonneuil et Saint-Maur-des-Fossés (département de la Seine).

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne, homme, femme ou enfant au-dessus de sept ans, non chargée ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes. 0 05

Pour denrées ou marchandises d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes. 0 05

Pour chaque myriagramme excédant, un centime. 0 01

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur. Les instruments aratoires ne seront soumis à aucun droit.

Le batelier sera tenu de passer sans délai lorsque la totalité de la recette qui lui sera due, d'après le tarif, ou qui lui sera assurée par les passagers réunis s'élèvera :

1^{er} Pour une ou plusieurs personnes, à vingt centimes. 0 20

2^{er} Pour chaque personne allant de la rive du cours d'eau aux bateaux à vapeur stationnant près du passage et vice versa, à dix centimes. 0 10

Les passeurs dont les bacs sont situés à proximité d'une gare ou d'une station de chemin de fer sont astreints à se tenir en vue lors du passage des trains, de manière que les voyageurs puissent franchir le cours d'eau sans perte de temps.

Les fermiers des passages établis dans le voisinage des stations ou gares de chemin de fer seront tenus de passer, même avant le lever et après le coucher du soleil, toute personne qui se présentera, le matin, une demi-heure avant le passage du premier convoi de chemin de fer, et le soir, une demi-heure après le passage du dernier convoi.

Dans les temps de hautes eaux, le paiement des droits sera double. Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive du contrehalage.

Le passage sera interdit quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

2. Sont exempts des droits de péage :

1^{er} Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs et agents de la navigation et des ports, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé :

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants ;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires et des domestiques attachés à leur personne ;

2° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie ;

3° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire ;

4° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions ;

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

N° 23886. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Savigné (canton de Château-la-Vallière, arrondissement de Tours, département d'Indre-et-Loire) portera, à l'avenir, le nom de *Savigné-sur-Lathan*. (Paris, 16 Juillet 1891.)

N° 23887. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Châteauneuf (canton de Châteauneuf, arrondissement de Cognac, département de la Charente) portera, à l'avenir, le nom de *Châteauneuf-sur-Charente*. (Paris, 17 Juillet 1891.)

N° 23888. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Aigrefeuille (canton d'Aigrefeuille, arrondissement de Rochefort, département de la Charente-Inférieure) portera, à l'avenir, le nom d'*Aigrefeuille-d'Aunis*. (Paris, 17 Juillet 1891.)

N° 23889. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Lescouët (canton de Gouarec, arrondissement de Loudéac, département des Côtes-du-Nord) portera, à l'avenir, le nom de *Lescouët-Gouarec*. (Paris, 17 Juillet 1891.)

N° 23890. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Rochefort (canton de Villeneuve-les-Avignon, arrondissement d'Uzès, département du Gard) portera, à l'avenir, le nom de *Rochefort-du-Gard*. (Paris, 17 Juillet 1891.)

N° 13891. — *Noms patronymiques choisis, à la suite de la loi du 23 mars 1882, par des indigènes algériens naturalisés Français.*

	DATE du décret de naturalisation.	NOM DE L'INDIGÈNE NATURALISÉ tel qu'il figure dans le décret.	NOM PATRONYMIQUE choisi.
1	13 novembre 1869	BOUDERBA.....	BOUDERBA.
2	24 novembre 1866	SID YOUSSEF BEN MOUSTAPA.....	BEITELMADJ.
3	<i>Idem</i>	MAHMOUD BEN YUCEF.....	HAMOUD (Joseph).
4	13 décembre 1866.	MOHAMED BEN KACEM.....	TOSSIALI.
5	13 juillet 1867.....	BEL KASSEN BEN SEDIRA.....	SEDIRA.
6	6 août 1867.....	ALI CHERIF.....	ZAHAR.
7	6 octobre 1867.....	EL TAHAR BEN AHMED.....	GREBICI.
8	13 juillet 1868.....	EL HADJ MOKHTAR BEN EL HADJ ABDALLAH.	AMROUCHE.
9	26 décembre 1868.	HAMED BEN MUSTAPHA BEN ABDI CHAOUCH.	ABDI.
10	1873.....	SMAIL, dit VICTOR.....	KHALFA.
11	30 mars 1873.....	MOHAMED BEN ALI BEN HALIMA.....	HALIMI.
12	<i>Idem</i>	AHMED BEN MOHAMED BENZOUK.....	BENZOUK.
13	30 mars et 7 avril 1873.	RABAH BEN MOHAMED BEN REZOUK.....	REZOUK.
14	30 mars et 17 avril 1873.	MOHAMED BEN ALI.....	BELKACEM.
15	<i>Idem</i>	HAMOUD BALAOUAN.....	BOUSERIMA.
15 bis.	8 mai 1873.....	SOLIMAN BEN KADDOUR.....	KADDOUR.
16	15 janvier 1874...	IBRAHIM BEL HADJER.....	REMAIL.
17	26 mars 1874.....	ALLEL BEN MOULOUD.....	ALLALOU.
18	17 avril 1874.....	BEN KADDOUR (François-Tahar).....	KADDOUR.
19	<i>Idem</i>	BEN AMAR (Mathieu-Tahar).....	OMAR.
20	<i>Idem</i>	BEN ABDELKADER (Charles ben Yousef)...	YUCEFI.
21	<i>Idem</i>	BEN DJELLOUL (Philippe-Mohamed).....	GEORGES.
22	<i>Idem</i>	BEN HAMED (Charles-Kaddour).....	VALENTIN.
23	<i>Idem</i>	BEN KOUIDER (Jules-Zitourni).....	MATHIEU.
24	<i>Idem</i>	BEN AHMED (Prosper-Kaddour).....	BOUDAH.
25	21 mai 1874.....	BEN AÏSSA BEN AHMED (François).....	FRANÇOIS.
26	<i>Idem</i>	MOHAMED BEN ALI.....	LAURENT.
27	30 juillet 1874.....	BEN HANINI (Jean-Cherif).....	DELPALRE.
28	24 décembre 1874.	ABDELKADER BEN KADER.....	KADA.
29	10 février 1875.....	ABDERRAHMAN (Eugène).....	ABDERRAHMAN.
30	<i>Idem</i>	BEN YAHIA (Joseph-François).....	YAHIA.
31	<i>Idem</i>	MOHAMED (Daniel).....	AHMED.
32	<i>Idem</i>	BEN AOUA (Geronimo-Marc).....	AOUA.
33	<i>Idem</i>	LARBI (François).....	AÏSSA.
34	<i>Idem</i>	KADDOUR (Raymond).....	RAYMOND.
35	<i>Idem</i>	LARBI (Alphonse-Savinken).....	ALPHONSE.
36	<i>Idem</i>	MOHAMED (Albert).....	ALBERT.
37	<i>Idem</i>	SABAOU (Paul-Mohamed).....	PAUL.
38	<i>Idem</i>	MOHAMMED (Alphonse).....	ALPHONSE.
39	<i>Idem</i>	ALY (Sylvain).....	HACHE.
40	<i>Idem</i>	ABDELKADER (Maurice-Auguste).....	AUGUSTIN.
41	<i>Idem</i>	ABDERRAHMAN (Jean-Louis).....	ANDRÉ.
42	<i>Idem</i>	ABDELKADER (Jean-Baptiste).....	JEAN.
43	<i>Idem</i>	M'HAMED (Martial).....	MARTIAL.
44	<i>Idem</i>	MOHAMED (Jean-Marie).....	AÏSSA.
45	10 mars 1875.....	SLIMANE (Charles-Khelifa).....	SLIMANE.
46	19 mars 1875.....	DJELLOUL (Antoine-Ali).....	LOUIS.
47	<i>Idem</i>	DJILLALI (Paul-Arsène-Mohamed).....	ARSENÉ.
48	15 avril 1875.....	BEN DANNAH (Jean-Baptiste-Denis).....	MARTIN.
49	<i>Idem</i>	BEN YOUSSEF ABDELKADER (Aziri-Jacques).....	CHANTENAY.
50	<i>Idem</i>	BOUZID BEN LARBI (Joseph).....	PASQUIER.
51	<i>Idem</i>	EL AABI BEN KOUIDER (Remy).....	REMY.
52	<i>Idem</i>	DJELLOUL TOUIL (Jean).....	EDMOND.
53	<i>Idem</i>	ABDELKADER BEN MOHAMED (Philippe).....	PHILIPPE.

NUMÉROS d'ordre.	DATE du décret de naturalisation.	NOM DE L'INDIGÈNE NATURALISÉ tel qu'il figure dans le décret.	NOM PATRONYMIQUE choisi.
54	15 avril 1875.....	BAKHTI BEN BACHIR BEN AKEIRA (Jean-Baptiste).	BAKLY.
55	<i>Idem</i>	BEN ABDERRAHMAN (Jacques).....	JACQUES.
56	<i>Idem</i>	BEN AMARA MOUSSA (Barthélemy).....	BARTHÉLEMY.
57	<i>Idem</i>	EL HADJ MOHAMED (Gabriel-René).....	RENÉ.
58	<i>Idem</i>	KADDOUR BEN LARBI (Louis).....	ANDRÉ.
59	<i>Idem</i>	KADDOUR BEN TOULI (Julien).....	JULIEN.
60	<i>Idem</i>	MOHAMED BEN ALI DGOAR (Laurent-Charles).	LAURENT.
61	11 février 1876...	MOHAMED BEN AHMED BERREG.....	BERREG.
62	18 mai 1876.....	AMAR BEN CHEMLEL.....	CHEMLEL.
63	14 octobre 1876..	MUSTAPHA BEN AHMED.....	ABDELJELID.
64	<i>Idem</i>	MOHAMED HAMOUD BEN ALI.....	BABALI.
65	<i>Idem</i>	DJELLOUL KARA MUSTAPHA.....	KARA MUSTAPHA.
66	2 novembre 1876.	MOHAMED BEN SALEM BEN SARA.....	SARA.
67	11 décembre 1876.	AHMED BEN KOUIDER BEN FATEMA.....	LOUIS.
68	12 février 1877...	SACI BEN BABI BEN SALEM.....	SACI.
69	21 août 1877.....	ANDEM BEN SMAÏL.....	AMINE SEKA.
70	28 novembre 1877	AÏSSA BEN KASSY.....	ANNIBAL.
71	26 décembre 1877.	MOHAMED BEN EL ARBI BEN AHMED.....	LARBI.
72	8 janvier 1878...	AHMED BEN AMAR MERBOUCH.....	MERBOUCH.
73	<i>Idem</i>	MOHAMED BEN ALL.....	SEKAKRI.
74	<i>Idem</i>	MESSAOUD BEN ALI BEN RANDAN.....	MOKA.
75	<i>Idem</i>	SAÏD BEN KASSY.....	ANNIBAL.
76	8 janvier ou 2 octobre 1878.	MOHAMED BEN AMAR.....	MERBOUCH.
77	2 octobre 1878...	EL BOUKHARI BEN SAHRAOUI.....	BOUKHLIFA.
78	30 juin 1879.....	ABDALLAH BEN KOUIDER.....	LAGHOULATI.
79	<i>Idem</i>	OMAR BEN ALI EL GADIRI.....	GADIRI.
80	20 janvier 1880...	MOHAMED BEN HAMOUD BEN BELKASSEN.....	HALOU.
81	13 novembre 1880	RABAH BEN AHMED BEN BELKASSEN.....	CHERGUI.
82	15 février 1881...	SLIMAN BEN AHMED BEN ALLEL.....	TIGRE.
83	11 juin 1881.....	SAÏD M'RABET (Ali).....	AÏD.
84	12 décembre 1881.	ABDERRAHMAN BEN HADJ HAMOUD.....	BOU HASSEL.
85	6 mars 1882.....	ABRAHIM BEN FATAH.....	FATAH.
86	6 mai 1882.....	MOHAMED BEN SALEM.....	SALEM.
87	26 août 1882.....	SI CHERIF BEN SALEM.....	GUEDOUAR.
88	<i>Idem</i>	DJELLOUL BEN EL ARSI ou ABDI.....	DJELLOUL.
89	<i>Idem</i>	HAMIDA BEN BERBER.....	BERBER.
90	10 septembre 1882	ALI BEN MOHAMED.....	FOUKROUN.
91	<i>Idem</i>	KADDOUR BEN MOHAMED.....	ACHOUDA.
92	<i>Idem</i>	BEL KASSEN BEL KHEIR ALNDOR (Clément).	CLÉMENT.
93	21 octobre 1882..	MUSTAPHA BEN MOHAMED.....	KORDOGHIL.
94	13 janvier 1883...	KADDOUR BEN ZAÏBACH.....	ZAÏBACH.
95	23 juin 1883.....	MUSTAPHA, dit BEN SID AHMED KALIFA...	KHALIFA.
96	28 juillet 1883...	MOHAMED BEN MOHAMED KSENTINI.....	KSENTINI.
97	14 juillet 1883...	ABDELKADER BEN MOHAMMED BEN MOHAMED.	GARCHEL.
98	20 août 1883.....	MEKI BEN MOHAMED.....	HAMDAN.
99	10 septembre 1883	AHMED BEN RANDAN BEN DRIOUCH.....	DRIOUCH.
100	<i>Idem</i>	M'AHMED BEN KHODJA.....	KHODJA.
101	<i>Idem</i>	SI ABDALLAH BEN EL BOUKARI ou YOUSSEF.	BOKARI.
102	11 février 1884...	MOHAMED BEN YOUSSEF.....	YOUSSEF.
103	25 mars 1884...	AMAR BEN MOHAMMED BEN SAÏD.....	SAÏD.
104	2 décembre 1884.	AMAR BEN EL MOHENTAR.....	CHEURIBAH.
105	<i>Idem</i>	EL MILJANI BEN AHMED BEN MOHAMED ou KASSI.	HIPPOLYTE.
106	<i>Idem</i>	M'AHMED BEN MARRI.....	MARRI.
107	<i>Idem</i>	SMAÏL BEN MUSTAPHA.....	DERMÈCHE.
108	<i>Idem</i>	OMAR BEN HASSEIN BEN BRIMMAT.....	BRIMMAT.
109	<i>Idem</i>	EL HADJ BEN AHMED BEN BACHADAD.....	BASILÉ.

N° d'ordre.	DATE du décret de naturalisation.	NOM DE L'INDIGÈNE NATURALISÉ tel qu'il figure dans le décret.	NOM PATRONYMIQUE choisi.
110	1 décembre 1884.	ABDERRAHMAN BEN CHAOUCH.....	CHAOUCH.
111	Idem.....	AHMED BEN ALI ou AZZOUZ.....	AZZOUZ.
112	Idem.....	MOHAMMED ESSAÏD BEN AOUDIA NAÏT ALLAL.	BELLIL.
113	20 décembre 1884.	SID AHMED BEN CHERIF BEN ABDELKADER..	ARAB.
114	Idem.....	MOHAMED SAÏD NAÏT BOU MANÇOUR.....	BOUDJEMA.
115	Idem.....	MOHAMED ou IDRIS BEN MOHAMED ou ALL.....	IDIR.
116	Idem.....	EL HAOUSSIN BEN MOHAMED (ou AHMED) ou KHALFOUN.	KHALFOUN.
117	2 mars 1885.....	MOHAMED BEN EL HADJ AHMED NAÏT CHA- BAN.	CHABANE.
118	Idem.....	EL HASSEN BEN MOHAMMED NAÏT SAADA...	HASSAÏNE.
119	Idem.....	SAADI BEN SAADA NAÏT AHMED.....	SAADI.
120	Idem.....	MOHAMED BEN SAÏD NAÏT M'HAMMED ou ALI.	SAÏD.
121	Idem.....	RABAH BEN SAÏD ou EL HADJ.....	RABAH.
122	Idem.....	MOHAMMED AMZIAN NAÏT ABDERRAHMAN.....	MEZIANE.
123	Idem.....	SI MOHAMED BEN AMAR NAÏT MOHAMMED...	MOHAMMED.
124	Idem.....	KASSI BEN EL HADJ AHMED NAÏT ESSALAH.	KACI.
125	Idem.....	AHMED BEN SAÏD.....	MOKRAKE.
126	Idem.....	KACI NAÏT AMAR ou SAÏD.....	AMEUR.
127	Idem.....	AHMED BEN SAÏD ou EL HADJ NAÏT M'HAM- MED.	MEBARKI.
128	Idem.....	BOUDJEMAA NAÏT SI M'HAMMED.....	BOUDJEMADI.
129	Idem.....	SAÏD BEN M'HAMMED ou BAALIZ.....	SAÏDI.
130	12 mai 1885.....	LOUNÈS (Fafa).....	LOUNÈS.
131	Idem.....	ZOHRA BENT CHERREK RABAH.....	LOUNÈS.
132	21 juin 1885.....	EL THAÏB BEN MOHAMMED BEN MIDAH.....	MIDAH.
133	Idem.....	BENKASSEM M'ZIAN.....	MEZIAN.
134	5 décembre 1885.....	MOHAMED SGHIA BEN KAÏD AHMED BEN LOUNÈS.	LOUNIS.
135	9 février 1886.....	ABRAHAM BEN ABDELKADER.....	SELLAOÛ.
136	6 avril 1886.....	ALI BEN SAÏD NAÏT MEZIAN.....	MEZIANE.
137	19 avril 1886.....	ABDELKADER BEN TAÏEB.....	BEN ZAHRA.
138	15 juin 1886.....	BAZIZ BEN ALLALOU BEN HADJ ALLAL.....	ALLALOU.
139	25 août 1887.....	HASSAN (Joseph).....	HASSAN.
140	27 novembre 1868	MILLOUD OULD EL ARBI.....	MILLOUD.
141	Idem.....	SMAIN BEN YACOB.....	SMAIN.
142	Idem.....	ABDELKADER BEN YEBOU.....	YEBOU.
143	Idem.....	ABDELKADER BEN AMAR.....	BEN AMAR.
144	Idem.....	ABDERRAHMAN OULD AB EL HOUMEN.....	KHOUMSI.
145	Idem.....	TADDA BEN TRIBANI.....	TRIBANI.
146	Idem.....	CADDOUR BEN BACOUCH.....	BACOUCH.
147	Idem.....	DJILALI BEN HAMOU.....	MEDJADJI.
148	Idem.....	GHALEM BOU ZIAN.....	BEN THIRA.
149	Idem.....	M'HAMED BEN BACHED.....	KHELEF.
150	Idem.....	MOHAMED BEN DIAP.....	DIAP.
151	10 décembre 1868.	BOULENODAR OULD EL MILOUD.....	BOULENODAR.
152	27 novembre 1869	HADJ MOHAMMED SERIR BEN SALEM EL OUCCHI.	OUCCHI.
153	8 mai 1873.....	EL HADJ EL MADHI.....	EL MADHI.
154	24 décembre 1874.	BEN SALEM BEN HAMIDA.....	BEN IBRAHIM.
155	18 février 1875.....	ABDELKADER BEN SMAIN.....	SMAIL BEN KAEDOUMA.
156	Idem.....	BEN AHMED BEN KADOUNA.....	BEKRADDOUNA ADDI.
157	Idem.....	COUIDEN BEN MOHAMED BEN KADOUNA.....	BEKRADDOUNA ADDI.
158	1 février 1876.....	BEN YEKRA OULD ADDA.....	YEBKA.
159	2 novembre 1876.	AHMED BEL BEKOUCH.....	BEKOUCH.
160	10 avril 1877.....	EL MOKHTAR OULD ABDELKADER.....	BOURAKOTAR.
161	8 janvier 1878.....	BEN FREHA BEN SAHALI.....	SAHALI.
162	1 octobre 1878.....	ABDELKADER, dit MOUTERA.....	MOUTERA.
163	15 janvier 1879..	OMAR OULD ADDI.....	PACHA.
164	30 juin 1879.....	MOHAMED BEN SAALI.....	PIERRE SAALI.
165	9 août 1879.....	BEL MADANI BOU ABÇA.....	BOUABÇA.
166	30 septembre 1879	MOHAMMED OULD BOUDJENAN BEN ACHOUR.	ACHOUR.

NUMÉROS d'ordre.	DATE du décret de naturalisation.	NOM DE L'INDIGÈNE NATURALISÉ tel qu'il figure dans le décret.	NOM PATRONYMIQUE choisi.
167	3 janvier 1880....	ABED BEN EL MOKHTAR.....	EL AKEB.
168	2 août 1880.....	EL MENKI BEN DAHMAN.....	DAHMAN.
179	11 juin 1881.....	MOHAMED OULD ALI.....	DARA.
170	31 octobre 1881.....	ABBOU BEN TEKOUK.....	ACHIL.
171	<i>Idem.</i>	HABIB SALEM BEN ABASSA.....	AUGUSTE.
172	<i>Idem.</i>	MOHAMED OULD EL HADJ AMEUR NEKACH.....	NEKKACH.
173	12 décembre 1881.....	TAÏEB BEN TAÏEB.....	BEL MOKHTAR.
174	10 septembre 1881.....	LAQDAR BEN MAAMAR.....	MAAMAR.
175	13 janvier 1883.....	EL HADJ AHMED BEN ABDALLAH.....	BEN ABDALLAH.
176	17 décembre 1883.....	ABDELKADER BEN EMBAREK.....	EMBAREK.
177	2 mars 1885.....	NEDJADI OULD ALI.....	BOUADJODA.
178	9 juin 1885.....	ABDELKADER OULD EL MILOUD BOU DELEL.....	BOUDELLEL.
180	20 septembre 1885.....	EL HABIB BEN MOULAI ALI.....	MOULAI ALI.
180	6 avril 1886.....	NERIA BEL ARBI (Maria-Anna).....	BEL ARBI.
181	19 avril 1886.....	EL HADJ EL ABBADI BEN HAMED.....	ABBAD.
182	<i>Idem.</i>	ABDELKADER OULD BEN YAMINA.....	BOUADJEMI.
183	22 juin 1867.....	BELKASSEM BEN MESSAOUD BEN HAMMACHE.....	BELKASSEM.
184	14 décembre 1867.....	ALI BEN MESSAOUD.....	ATTAR.
185	<i>Idem.</i>	M'HAMED BEN HADJ ALI.....	ATTAR.
186	<i>Idem.</i>	TAHAR BEN M'HAMED.....	GHOBBANE.
187	<i>Idem.</i>	SAÏD BEN TURKI.....	KRACHE.
188	<i>Idem.</i>	TAÏEB BEN M'HAMED.....	GHOBBANE.
199	<i>Idem.</i>	ALI BEN KARICHI.....	KRACHE.
190	14 décembre 1867.....	MOHAMMED BEN MEZERICH.....	MAZOUZI.
191	10 août 1868.....	ABDELHALIM BEN ALI BEN LEFGOUN.....	LEFGOUN.
192	12 novembre 1668.....	TAHAR BEN SEKPAÏ.....	SEKPAÏ.
193	27 novembre 1868.....	ABRAHIM BEN HAMMADI.....	BARKAT.
194	<i>Idem.</i>	ATMAN BEN SID MOHAMED BEN ALI BACHA.....	ALI BACHA.
195	24 juillet 1870.....	EL MADANI BEN AHMED BEN ARAB.....	ARAB MADANI.
196	<i>Idem.</i>	EL HADJ BEN KAOUCHE.....	KAOUCHE.
197	<i>Idem.</i>	SAÏD BEN KAOUCHE.....	KAOUCHE.
198	5 décembre 1872.....	AWED AMMOÏA.....	HOEINE.
209	<i>Idem.</i>	MOHAMED BEN ALI.....	ALI.
200	8 mai 1873.....	ALI BEN MOHAMED.....	ALI.
201	<i>Idem.</i>	HASSEN BEN HANIDA.....	HANIDA.
202	22 novembre 1873.....	MOHAMED BEN HADJ MUSTANHA BEN KERIM.....	BENKERIM.
203	<i>Idem.</i>	AMIRA BEN MESSAOUD BEN EL AMERI.....	EL AMERI.
204	<i>Idem.</i>	SI BELKASSEM BEN DJUDI.....	DJUDI.
205	15 janvier 1874.....	ARVED LAMARA.....	LAMARA AHMED.
206	<i>Idem.</i>	MOHAMED BEN ALI, dit GALLINI.....	MOHAMED.
207	<i>Idem.</i>	M'HAMED SAÏD BEN M'HAMED AOURLIS.....	AOURLIS.
208	11 décembre 1874.....	AHMED EL BAHRY.....	BAHRY.
210	22 janvier 1875.....	ABRAHIM BEN EMBAREK.....	LEMOULDY.
210	28 janvier 1875.....	SALAH BEN M'HAMED.....	YOUSSEF.
211	18 février 1875.....	ISMAÏL BEN SI MOHAMED BEN EL MAHDI.....	MAHDI.
212	<i>Idem.</i>	AMOR BEN BARKI.....	BARKI.
213	<i>Idem.</i>	MESSAOUD BEN TAHAR.....	ACHECH.
214	<i>Idem.</i>	SAÏD BEN AHMED.....	ZEGHADNA.
215	6 juillet 1875.....	BELKASSEM BEN SI ANAR.....	ANAR BELKASSEM.
216	22 juillet 1875.....	SAÏD BEN LAQDAR.....	SIED.
217	3 septembre 1875.....	MAROUANI BEN SAÏD.....	BOUKHALFA.
218	11 décembre 1875.....	MAHMOUD BEN EL HADJ BEN BOURKATIER.....	BOURKATIER.
219	24 octobre 1876.....	DERADJ BEN MADANI.....	MADANI.
220	21 août 1877.....	AMMAR BEN AHMED BEN RAGAH.....	MAKHLOUF.
221	<i>Idem.</i>	SALEM BEN MESSAOUD.....	BOUMESSAÏN.
222	2 octobre 1878.....	MOHAMMED LAQDAR BEN MESSAOUD EL MAADI.	EL MAADI.
223	1 ^{er} décembre 1878.....	ALI BEN MOHAMED BEL FERDI.....	BELFERDI.
224	20 janvier 1880.....	MOHAMMED BEN AHMED.....	AGUADA.
225	13 septembre 1879.....	EL KOUACHI BEN AMAR.....	KOUACHI.
226	26 juillet 1879.....	ALI BEL HADJ MUSTAPHA.....	ZEMMEL.

N° d'ordre au décret	DATE du décret de naturalisation.	NOM DE L'INDIGÈNE NATURALISÉ tel qu'il figure dans le décret.		NOM PATRONYMIQUE choisi.
127	26 juillet 1879.	MOHAMED SWAIN BEN ALI.	SNANE.	
128	idem.	MOHAMED BEN BRAHIM.	TAMOUA.	
129	15 août 1879.	M'HAMED BARRAT BEN SI BARRAT.	BARRAT.	
130	idem.	MAHMOUD BEN AHMED ZAID.	LAID.	
131	3 août 1879.	EL HADJ MAHMOUD BEN HASSEIN.	BELHASSEIN.	
132	idem.	BELKASSEM BEN ATTIA.	ATIA.	
133	30 septembre 1879	MESSAOUD BEN HADJ.	HACHANI.	
134	idem.	SADOK BEN ATTAYE.	GRINE.	
135	idem.	TAHAR BEN HAMOSID.	LAID.	
136	15 novembre 1879	MOHAMED BEN DRIS.	BEN DRISS.	
137	24 février 1880.	ZINA BENT MOHAMMED BEN SEDDOU.	ZINA.	
138	16 février 1881.	AHMED BEN ALI ATTIA.	ATTIA AHMED.	
139	idem.	KADDOUR BEN LABBY.	LADBY.	
140	idem.	AMAR BEN DJENNAT.	DJENNAT.	
141	11 juin 1881.	LARBI BEN SELIMAN.	FENNI.	
142	18 juin 1881.	MOHAMED BEN MOHAMED AICHE.	AICHE.	
143	1 ^{er} octobre 1881.	MOHAMED BEN CHEIKH ARAB.	ARAB.	
144	6 mai 1882.	AHMED BEN FERHAT.	FERHAT.	
145	26 août 1882.	MOHAMMED BEN ZENATI.	MOHAMMED BEN ZENATI.	
146	10 septembre 1882	LARBI (Fortuné).	FORTUNÉ.	
147	13 janvier 1883.	ARESAI BEN SAAD BEN CHEIKH.	CHEIKH.	
148	15 février 1883.	MOHAMMED, dit YOUSSEF BEN BELKASSEM.	CHEIKH EL.	
149	9 juin 1885.	MOHAND ou FERHAT.	FERHAT.	
150	12 juin 1885.	MOHAMED BEN SALAH.	DJEBBI.	
151	20 septembre 1885	ALI BEN SELIMAN, dit LAHIL.	ALI LAHIL.	
152	idem.	TAHAR BEN HASSEIN.	BENHASSEIN TAHAR.	
153	8 décembre 1885.	EL HADJ BEN AHMED BEN ISMAËL.	ISMAËL.	
154	30 mars 1886	RANIA BEN MOHAMED BEN HANOUL.	HANOUL.	
155	17 mai 1886	ABDELKRIM BEN LEFGOUN.	LEFGOUN.	
156	16 novembre 1886	MOHAMMED BEN AMAOUCH.	AMAOUCH.	
157	2 mai 1887.	MOHAMED BEN SALEM.	SALEM.	
158	20 décembre 1887.	ZERROUGUE BEN MAKLOUFI BOUZIDI.	BOUZIDI.	
159	10 août 1889.	MADANI BEN SALEM.	MRAHI.	
160	idem.	ZAHAF BEN BACHIR BEN EL HADJ M'AHMED.	KHOREICI.	
161	16 décembre 1872.	EL HADJ AMAR BEN CHENNOUF.	CHENNOUF.	
162	11 mai 1874.	MOHAMMED BEN AÏSSA.	BEN AÏSSA.	
163	11 juin 1881.	EL HADJ BEN MOHAMMED BEN CHOUA.	CHAOUA.	
164	26 avril 1882.	MOHAMMED BEN KOUIDER BEN CHILEG.	CHILEG.	
165	6 mai 1882.	LAHDAH BEN ALI BEN OUAER.	HAMEL.	
166	idem.	EL HADJ BEN OUAER BEN ALI.	ALI.	
167	idem.	AHMED BEN OUAER BEN ALI, dit MAALLEN.	ALI.	
168	idem.	MERZOUQ BEN ATHIA BEN MOUAK.	ATHIA.	
169	24 avril 1883.	TAYEB BEN MADANI.	TOLZNI.	
170	1 ^{er} septembre 1884	B'KATSA BEN ATTIA.	ATTIA.	
171	2 décembre 1884.	EL MORSELI BEN SAAD.	MORSELI.	
172	20 septembre 1885	MELEBA BEN TAHAR.	MELEN.	
173	16 novembre 1886	ALI BEN DJABRI.	DJABRI.	
174	20 avril 1887.	MOHAMMED BEN MEFTAH.	MEFTAH.	
175	17 décembre 1883.	ISMAËL BEN AHMED.	HAMET.	
176	1 ^{er} septembre 1884	M'AHMED BEN MOHAMED EL ANBI BEL HADJ AKLOUCH.	M'HAMMED AKLOUCH.	
177	27 septembre 1885	SID AHMED BOU AYAD.	BOU AYED.	
178	17 mai 1886.	HAMADI BEN MOHAMMED.	FRANÇOIS.	
179	13 décembre 1886.	MUSTAPHA BEN KASSEM.	SI SALAH.	
180	29 novembre 1886	BELKACEM BEN ALI BEN MESSAOUD.	ALI MESSAOUD.	
181	16 juin 1889.	BELKACEM BEN ZABBOU.	ZABOUR.	
182	24 juillet 1870.	SAÏD BEN TAYEB.	SAÏD.	
183	5 février 1884.	ABDELKADER BEN BOU ZID.	BOUZID.	
184	6 avril 1886.	EMBARAK BEN AHMED.	MEBARAK.	

N° 23892. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° *M. Chailley (Joseph-Paul-Amédée)*, avocat à la cour d'appel, né le 4 mai 1854, à Saint-Florentin (Yonne), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Bert*, et à s'appeler légalement, à l'avenir *Chailley-Bert*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (*Paris, 27 Juillet 1891.*)

N° 23893. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° *M. Jessé (Philippe-Alexandre-René)*, né le 5 mai 1853, à Versailles (Seine-et-Oise), y demeurant,

Et *M. Jessé (Gaston-René-Jean-Napoléon)*, né le 3 octobre 1876, à Jaulny (Meurthe-et-Moselle), demeurant à Versailles (Seine-et-Oise), mineur sous la tutelle de *M. Jessé (Philippe-Alexandre-René)*, ci-dessus dénommé,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Curéty*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Jessé-Curéty*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 27 Juillet 1891.*)

N° 23894. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Tourrette (canton de Levens, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) portera, à l'avenir, le nom de *Tourrette-Levens*. (*Paris, 28 Juillet 1891.*)

N° 23895. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Deneuille (canton de Montluçon, arrondissement de Montluçon, département de l'Allier) portera, à l'avenir, le nom de *Deneuille-les-Mines*. (*Paris, 28 Juillet 1891.*)

N° 23896. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Bar (canton de Condé-en-Brie, arrondissement de Château-Thierry, département

ment de l'Aisne) portera, à l'avenir, le nom de *Barzy-sur-Marne*. (Paris, 28 Juillet 1891.)

N° 23897. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Vallon (canton de Herisson, arrondissement de Montluçon, département de l'Allier) portera, à l'avenir, le nom de *Vallon-en-Sully*. (Paris, 28 Juillet 1891.)

N° 23898. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Campagnac* (Étienne), né le 26 mars 1871, à Philippeville (Constantine),

Et M. *Campagnac* (Charles), né le 4 juin 1874, à Bouhira (Constantine), mineurs représentés par les époux *Laussinot*, leurs tuteurs légaux demeurant à Batna (Constantine),

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Laussinot*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Laussinot* au lieu de *Campagnac*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Fontainebleau, 10 Août 1891.)

N° 23899. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Billard* (Louis-Joseph), né à la Machine (Nièvre), le 18 février 1862, négociant à Decize, même département, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Lapostolest*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Lapostolest* au lieu de *Billard*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Fontainebleau, 19 Août 1891.)

N° 23900. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Kastner* (Jean-Georges-Eugène-Albert), né à Paris, le 19 avril 1865, demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Boursault*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Kastner-Boursault*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Fontainebleau, 19 Août 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Septembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1416.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 23901. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure, du Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Beaucamps-le-Vieux à Vieux-Rouen.*

Du 1^{er} Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 2 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure, du chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Beaucamps-le-Vieux à Vieux-Rouen, par ou près Beaucamps-le-Jeune et Blangiel.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure sont autorisés à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions des conventions passées, les 10 décembre 1888 et 8 novembre 1889, entre les préfets de la Somme et de la Seine-Inférieure, d'une part, et la société générale des chemins de fer économiques, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à la loi du 17 janvier 1885.

XII^e Série.

2

Une copie certifiée conforme de ces conventions restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement du chemin de fer mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à forfait à la somme de soixante-quatre mille francs (64,000^f) par kilomètre, sans que la longueur de la ligne à laquelle ce forfait s'applique puisse excéder onze kilomètres.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor tant pour les lignes déclarées d'utilité publique par les lois du 17 janvier 1885 et du 22 juillet 1889 que pour la ligne objet de la présente loi, reste fixé à la somme de trois cent mille francs (300,000^f).

5. Aucune émission d'obligations, pour la ligne de Beaucamps-Vieux à Vieux-Rouen, ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances et après l'achèvement et la mise en exploitation de la ligne.

Le capital à réaliser par l'émission d'obligations ne pourra être supérieur aux quatre cinquièmes ($\frac{4}{5}$) des dépenses d'établissement de la ligne dont il s'agit et l'émission ne sera autorisée que sous condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre ne dépassera pas les quatre cinquièmes ($\frac{4}{5}$) du montant de l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) garanti sur lesdites dépenses.

6. Le capital de la société générale des chemins de fer économiques ne pourra être engagé directement ou indirectement dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans autorisation préalable par décret délibéré en conseil d'Etat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-neuf, le huit novembre,

Entre les soussignés :

M. Ernest Hendlé, préfet du département de la Seine-Inférieure, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

- 1^o De la loi du 10 août 1871 ;
- 2^o De la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3^o De la délibération du conseil général de la Seine-Inférieure, en date du 28 août 1888 ;

Et sur l'avis conforme exprimé par la commission départementale dans sa séance du 18 décembre 1888 ;

Et M. Hermann Ligner, préfet du département de la Somme, intervenant à la pri

sente convention à cause des obligations qu'imposent à ce département les articles 3, 4 et 5 et pour accepter lesdites obligations; M. Hermann Ligier agissant en vertu des délibérations du conseil général de la Somme en date des 26 août 1887 et 3 septembre 1888.

D'une part;

Et M. Emile Level, directeur de la société générale des chemins de fer économiques, dont le siège est à Paris, rue d'Antin, n° 7, agissant au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 7 septembre 1887.

D'autre part;

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le préfet de la Seine-Inférieure concède à la société générale des chemins de fer économiques, qui accepte, la construction et l'exploitation de la partie du prolongement jusqu'à Vieux-Rouen du chemin de fer d'intérêt local, à voie unique de un mètre de largeur entre les rails, d'Amiens à Beaucamps-le-Vieux, comprise dans le département de la Seine-Inférieure.

2. La durée de la concession de la ligne qui fait l'objet de la présente convention commencera à courir de la date de la déclaration d'utilité publique, et prendra fin à l'époque fixée pour l'expiration de la concession de la partie de la même ligne comprise dans le département de la Somme.

La période assignée à la construction pour le tronçon concédé par le département de la Seine-Inférieure est fixée, comme pour la partie principale concédée par le département de la Somme, à deux ans à partir de l'approbation des projets définitifs par le conseil général. Ces projets devront être présentés à l'approbation dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

3. La compagnie concessionnaire exécutera et exploitera la ligne dont il s'agit en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la convention parue le 16 juillet 1884 entre la société générale des chemins de fer économiques et le département de la Somme pour l'exécution dans ce département des lignes d'intérêt local à voie étroite déclarées d'utilité publique par la loi du 17 janvier 1885.

4. La présente concession est faite, en ce qui concerne le département de la Seine-Inférieure, sans subvention ni garantie d'intérêts. Les charges financières afférentes au tronçon concédé dans le département de la Seine-Inférieure seront supportées par le département de la Somme, ainsi qu'il résulte de la délibération du conseil général de ce département, en date du 26 août 1887.

5. Pour le calcul de la garantie à payer, s'il y a lieu, comme il vient d'être dit à l'article précédent, par le département de la Somme, au lieu et place du département de la Seine-Inférieure, il est entendu :

1^o Que le capital de premier établissement de la partie de la ligne qui fait l'objet de la présente convention est fixé à forfait à la somme de soixante-quatre mille francs (64,000) par kilomètre, ce prix comprenant les dépenses de construction de la ligne, le matériel roulant, le mobilier des stations et l'outillage des ateliers;

2^o Que les frais d'exploitation par kilomètre seront évalués à deux mille francs plus trois dixièmes (2,000 + 0,3R) de la recette kilométrique brute, impôts déduits, pour deux trains par jour dans chaque sens.

6. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi et que l'État aura pris l'engagement de concourir, pendant toute la durée de la concession, au paiement de la garantie d'intérêts dans les limites maxima déterminées par les articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et par l'article 13 du décret d'administration publique du 20 mars 1882.

Fait triple, à Rouen, les jour, mois et an que dessus.

Le Directeur des chemins de fer économiques,

Signé : EMILE LEVEL.

Le Préfet de la Somme,

Signé : H. LIGIER.

Le Préfet de la Seine-Inférieure,

Signé : HANOTÉ.

Enregistré à Rouen, le 25 juin 1891, folio 83, case 7. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. (Loi du 11 juin 1880.)—Signé : Collin.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le dix décembre,

Entre les soussignés :

M. *Hermann Ligier*, préfet du département de la Somme, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871;
- 2° De la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local;
- 3° Du décret réglementaire du 20 mars 1831;
- 4° Des délibérations du conseil général de la Somme, en date des 26 août 1887 et 3 septembre 1838, et de la délibération de la commission départementale du 3 novembre 1888,

D'une part;

Et M. *Émile Level*, directeur de la société générale des chemins de fer économiques, dont le siège est à Paris, rue d'Antin, n° 7, agissant au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 30 novembre 1888,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Somme concède à la société générale des chemins de fer économiques, qui accepte, la construction et l'exploitation de la partie comprise sur le territoire du département de la Somme, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie unique d'un mètre de largeur entre les deux rails, de Beaucamps-le-Vieux (Somme) à Vieux-Rouen (Seine-Inférieure), passant par ou près Beaucamps-le-Neuve et Blangicourt et formant le prolongement de la ligne d'Amiens à Beaucamps-le-Vieux, qui fait partie du réseau précédemment concédé à la même société dans le département de la Somme.

2. La présente concession commencera à courir du jour de la déclaration d'utilité publique et prendra fin à la même époque que la concession des autres lignes déjà concédées à la même société dans le département de la Somme.

3. La section de la ligne désignée ci-dessus sera en tout conforme aux lignes concédées à la société des chemins de fer économiques par la convention du 16 juillet 1884 et déclarées d'utilité publique par la loi du 17 janvier 1885. Elle sera établie suivant les conditions du cahier des charges annexé à la convention susvisée, complétées par les dispositions suivantes spéciales à la ligne faisant l'objet des présentes :

1° La ligne de Beaucamps-le-Vieux à Vieux-Rouen aura une longueur maximum d'onze kilomètres (11^k), y compris le tronçon à construire dans la Seine-Inférieure;

2° Elle sera terminée deux ans au plus après l'approbation des projets définitifs par le conseil général. Ces projets devront être présentés dans le délai de trois mois partir de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

3° Une halte sera établie à Blangicourt, en outre de la station à établir à Vieux-Rouen sur le territoire de la Seine-Inférieure, la faculté étant d'ailleurs réservée à la société concessionnaire de faire, si elle le juge convenable, gare commune à Vieux-Rouen avec la compagnie du Nord, et étant bien entendu qu'il ne résultera de cet usage commun, soit dans le présent, soit dans l'avenir, aucune aggravation de charges pour le département de la Somme.

4. En cas d'insuffisance du produit brut, impôts déduits, de la ligne d'Amiens à Vieux-Rouen, pour faire face aux dépenses d'exploitation et au paiement des intérêts à cinq pour cent (5 p. o/o), amortissement compris, du capital de premier établissement, tant de la partie de cette ligne à exécuter entre Beaucamps-le-Vieux et la limite du département de la Somme que du tronçon à construire sur le territoire de la Seine-Inférieure, le département de la Somme s'engage à verser à la compagnie, pendant la durée de son exploitation et dans les termes indiqués ci-après, la somme nécessaire pour couvrir cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres et de

subventions communales et particulières qu'à l'aide de la participation de l'État, telle qu'elle est définie aux articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880.

Pour l'application de l'article ci-dessus, il est entendu :

1° Que le capital de premier établissement est fixé à forfait à la somme de soixante-quatre mille francs (64,000^f) par kilomètre;

2° Que les frais d'exploitation seront évalués, également à forfait, à deux mille francs (2,000^f), plus trois dixièmes de la recette kilométrique brute, impôts déduits (2,000 + 0.3 R), pour deux trains par jour dans chaque sens.

3. Le département, quel que soit le chiffre des insuffisances des recettes sur les lignes exploitées, tant celles concédées par la convention du 16 juillet 1884 que celle concédée par la présente, y compris le tronçon à construire dans le département de la Seine-inférieure, ne versera jamais annuellement, et pour sa part contributive à titre de garantie d'intérêts, une somme supérieure à trois cent mille francs (300,000^f).

Il sera fait état du surplus des insuffisances.

Le département payera à la compagnie, à raison de quatre pour cent (4 p. o/o) par an, l'intérêt sur le montant de l'excédent.

Quand la part du département dans le montant de la garantie d'intérêts sur l'ensemble des lignes exploitées sera inférieure à trois cent mille francs (300,000^f), la différence sera affectée au remboursement en capital du montant des insuffisances.

Il est entendu, d'ailleurs, que l'État demeure absolument étranger à ce compte d'attente et qu'il ne payera chaque année que sa part dans les insuffisances de l'année écoulée.

6. Toutes les autres dispositions de la convention du 16 juillet 1884 sont applicables à la présente concession.

7. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi et que l'État aura pris l'engagement de concourir, pendant toute la durée de la concession, au paiement de la garantie d'intérêts jusqu'à concurrence des maxima déterminés par l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et par l'article 13 du décret d'administration publique du 20 mars 1882.

Fait double à Amiens, les jour, mois et an que dessus.

Le Préfet de la Somme,
Signé : H. LIGIER.

Le Directeur des chemins de fer économiques,
Signé : ÉMILE LEVEL.

Enregistré à Amiens, le 20 juin 1891, folio 39, n° 14. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : J. Douillet.

N° 23902. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Oise, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Milly à Formerie et de Noyon à Guiscard, avec embranchement sur Lassigny.*

Du 3 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 4 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Oise, des chemins de fer d'intérêt local à voie d'un mètre (1^{er}) de largeur entre les bords intérieurs des rails ci-après désignés :

Ligne de Milly à Formerie par Songeons;

Ligne de Noyon à Guiscard avec embranchement sur Lassigny.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits chemins de fer ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de l'Oise est autorisé à pourvoir à l'exécution des lignes ci-dessus désignées, comme chemins de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 19 novembre 1890, entre le préfet du département, d'une part, et M. Alfred Lambert, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement des chemins de fer mentionnés à l'article 1^{er} est fixé au maximum à soixante-cinq mille francs (65,000^f) par kilomètre, sans que ce chiffre puisse être appliqué à une longueur supérieure à cinquante-neuf kilomètres cinq cent quinze mètres (59^k 515), pour l'ensemble des lignes.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor, jusqu'en 1950 inclus, est fixé à quatre-vingt-trois mille trois cent vingt et un francs (83,321^f).

5. Sont approuvés les trois traités passés le 22 novembre 1890 entre la compagnie du chemin de fer du Nord et M. Alfred Lambert.

Les résultats desdits traités, en ce qui concerne la compagnie du chemin de fer du Nord, seront compris, en recettes et en dépenses, dans son compte annuel d'exploitation.

Une copie certifiée conforme de ces traités restera annexée à la présente loi.

6. Aucune émission d'obligations ne sera faite par le concessionnaire des lignes de Milly à Formerie, de Noyon à Guiscard et de Noyon à Lassigny, soit pour la construction, soit pour l'exploitation de ces lignes.

7. L'enregistrement de chacun des traités approuvés par l'article 5 ci-dessus ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. *Fernand Duflos*, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département de l'Oise, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3° Du décret réglementaire du 20 août 1882 ;
- 4° Des délibérations du conseil général, en date des 1^{er} mai 1889 et 21 août 1890, et des décisions de la commission départementale, en date des 16 septembre et 18 novembre 1890,

D'une part ;

Et M. *Alfred Lambert*, ingénieur, demeurant n° 162, boulevard de Magenta, à Paris,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de l'Oise concède à M. *Alfred Lambert*, qui accepte, la construction et l'exploitation des lignes de chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, ci-après désignées :

1° Ligne de Nully à Formerie, par Songeons, ayant une longueur approximative de trente et un kilomètres cinq cents mètres (31^k 500) ;

2° Ligne de Noyon à Guiscard, avec embranchement sur Lassigny, ayant une longueur approximative de vingt-huit kilomètres quinze mètres (28^k 015) ainsi répartis : quatorze kilomètres (14^k) pour la ligne de Noyon à Guiscard et quatorze kilomètres quinze mètres (14^k 015) pour l'embranchement sur Lassigny.

3. La présente concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880, du décret du 20 mars 1882, aux conditions et dans les délais des cahiers des charges annexés et de la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux conditions particulières ci-après indiquées.

4. Le matériel fixe et roulant, les matières destinées à la construction et à l'entretien des lignes seront d'origine exclusivement française.

5. En cas d'insuffisance du produit brut, impôts déduits, des lignes concédées, pour faire face aux dépenses d'exploitation et au paiement des intérêts, amortissement compris, du capital de premier établissement, le département s'engage à couvrir cette insuffisance dans les limites indiquées ci-après, tant à l'aide de ses propres ressources qu'à l'aide des subventions communales ou particulières et de la participation de l'État, telle qu'elle est définie par les articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880.

6. La subvention du département, y compris celle des communes et des particuliers, ne pourra dépasser dans aucun cas mille quatre cents francs (1,400^f) par kilomètre, et par an ; elle sera payable jusqu'en 1950 inclus, à partir de l'ouverture des lignes ou section de ligne, si les lignes sont ouvertes par tronçons.

7. Le remboursement des avances faites par le département, les communes et les particuliers est prévu comme devant se faire dans les conditions énoncées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

8. Dans le calcul des remboursements, le capital de quarante-cinq mille francs (45,000^f) par kilomètre dont il est parlé à l'article 5 ci-après, paragraphe 2, n'aura droit qu'à un pourcentage de quatre francs quarante centimes pour cent (4^f 40 p. 0/0) et seulement jusqu'au 31 décembre 1950, époque à laquelle il doit être amorti.

9. Pour l'application de l'article ci-dessus il est entendu que :

1° Le capital de premier établissement est fixé au montant des dépenses réellement faites par le concessionnaire sans pouvoir dépasser un maximum de soixante-cinq mille francs (65,000^f) par kilomètre, y compris neuf mille cinq cents francs (9,500^f)

au minimum pour le matériel roulant. Ce chiffre comprend, outre toutes les dépenses spécifiées à l'article 1^{er} du décret du 20 mars 1882, les frais d'étude et de constitution de la société anonyme dont il est question à l'article 10 ci-après, ainsi que toutes les dépenses à faire pendant la période d'exploitation pour travaux complémentaires tels que : agrandissement des gares, augmentation du matériel roulant, pose de secondes voies ou de voies de garage, etc. Les frais de constitution du capital-actions seront admis en compte que jusqu'à concurrence de six pour cent (6 p. o/o) pour la part de la dépense kilométrique excédant quarante-cinq mille francs (45,000) ;

2° Le taux de l'intérêt, amortissement compris, du capital de premier établissement ci-dessus déterminé sera fixé, pour quarante-cinq mille francs (45,000) par kilomètre et par an, à quatre francs quarante centimes pour cent (4 40 p. o/o) ; pour le complément du capital, à cinq pour cent (5 p. o/o).

3° Les frais d'exploitation seront évalués à forfait à la somme de mille quatre cents francs (1,400) plus la moitié de la recette kilométrique brute, impôts déduits $\left(1,400 + \frac{n}{2}\right)$.

Les frais d'exploitation ci-dessus s'appliquent au nombre des trains nécessaires pour une bonne exploitation.

Ce nombre, fixé au maximum à trois dans chaque sens par l'article 32 du cahier des charges, sera obligatoirement porté à quatre dès que la recette brute se sera maintenue au-dessus de quatre mille cinq cents francs (4,500) pendant deux années consécutives.

La longueur qui servira de base au calcul des subventions annuelles sera déterminée au moyen d'un chaînage contradictoire suivant l'axe de la voie principale.

a) En ce qui concerne les frais de construction : entre les aiguilles extrêmes des gares terminus, la longueur maxima admise en compte sera de trente et un kilomètres cinq cents mètres (31^k500) sur la ligne de Milly à Formerie, de quatorze kilomètres (14^k) pour celle de Noyon à Guiscard, et de quatorze kilomètres quinze mètres (14^k015) pour celle de Noyon à Lassigny ;

b) En ce qui concerne les frais d'exploitation, entre les axes des bâtiments à voyageurs des stations extrêmes : à Milly, à Formerie et à Noyon, les axes à considérer seront ceux des bâtiments à voyageurs des stations de la compagnie du Nord.

6. La subvention due par le département sera payée au plus tard un mois après que M. le ministre des travaux publics aura arrêté annuellement le chiffre des subventions dues par l'État et le département, suivant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 7 du décret réglementaire du 20 mars 1882.

Les paiements en retard seront passibles d'un intérêt de quatre pour cent (4 p. o/o) au profit du concessionnaire.

Conformément à l'article 9 du décret du 20 mars 1882, le concessionnaire pourra en présentant son compte annuel, demander une avance sur la somme qui lui sera due à titre de subvention. Lorsque le montant de cette somme aura été fixé par le ministre des travaux publics, la part afférente au département devra être payée dans le délai d'un mois, faute de quoi cette somme portera un intérêt de quatre pour cent (4 p. o/o) l'an jusqu'à l'époque fixée au paragraphe 1^{er} pour le paiement de la subvention définitive.

En cas de retard apporté par l'État au paiement de la subvention qui lui incombe le département n'encourt aucune responsabilité.

7. Les sommes dues par le concessionnaire à l'État, au département ou aux communes pour le remboursement de leurs avances dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 seront payées un mois après que le ministre des travaux publics aura arrêté les comptes de l'année.

Les remboursements en retard seront passibles d'un intérêt de quatre pour cent (4 p. o/o) au profit des intéressés.

8. De convention expresse, il est dérogé, dans les termes des cahiers des charges annexés à la présente convention, aux articles 7, paragraphe 5, 31, paragraphe 8, et 66 du cahier des charges type.

9. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi et que l'État aura pris l'engagement de concourir au paiement de la garantie jusqu'à concurrence des maxima déterminés par l'article 13 de la loi du

11 juin 1880 et par l'article 13, paragraphe 2, du règlement d'administration publique, en date du 20 mars 1882.

Elle pourra être dénoncée par l'une des parties si la loi d'utilité publique n'a pas été rendue dans un délai de trois années à partir de la date de la signature.

10. Dans un délai de trois ans, à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme. La société qui sera ainsi formée se substituera au concessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, envers le département, de tous les engagements qu'il aurait contractés avec ce dernier. Cette substitution devra être approuvée par décret en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

11. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et des cahiers des charges y annexés, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Beauvais, le 19 novembre 1890.

Le Préfet de l'Oise,

Signé : P. DUPLOS.

Lu et approuvé :

Signé : A. LAMBERT.

Enregistré à Beauvais, le 2 juillet 1891, folio 46, case 11. Reçu un franc vingt-cinq centimes. Signé : Fabre.

CHEMIN DE FER À VOIE ÉTROITE DE MILLY À FORMERIE.

Entre la compagnie anonyme du chemin de fer du Nord, dont le siège est à Paris, 1^{re} 18, rue de Dunkerque, représentée par :

M^{re} Gaston Griolet ;

Omer-Henri Vallon ;

Joseph Hottinguer,

'Agissant en leur qualité d'administrateurs de ladite compagnie et sous réserve de l'approbation du présent traité par l'assemblée générale des actionnaires,

D'une part ;

Et M. Alfred Lambert, ingénieur civil, demeurant à Paris, n° 162, boulevard de Magenta, agissant tant en son nom personnel, comme concessionnaire d'une ligne d'intérêt local à voie d'un mètre (1^m) de largeur, de Milly à Formerie, que comme se portant fort pour la société en formation pour la construction et l'exploitation de ladite ligne,

D'autre part ;

Il a été exposé ce qui suit :

Le conseil général du département de l'Oise, dans ses séances des 1^{er} mai 1889 et 21 août 1890, et la commission départementale, par ses décisions en date des 16 septembre et 18 novembre 1890, ont concédé à M. Lambert le chemin de fer à voie d'un mètre (1^m), de Milly à Formerie, d'une longueur de trente et un kilomètres (31^k) environ.

Le département a accordé cette concession avec une garantie d'intérêt éventuelle et annuelle dont le maximum pourrait atteindre mille quatre cents francs (1,400^f) par kilomètre.

Conformément à l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et à l'article 12 du décret du 20 mars 1882, cette subvention motivera, de la part de l'État, une garantie d'intérêt pouvant être équivalente.

Dans ces circonstances, la compagnie du Nord et le concessionnaire de la ligne de Milly à Formerie sont convenus des stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. En vue de dispenser M. Lambert ou la société à constituer par lui, pour le chemin de fer de Milly à Formerie, de toute émission d'obligations ou autres emprunts, la compagnie du Nord consent à lui faire une avance jusqu'à concurrence d'une somme de quarante-cinq mille francs (45,000^f) par kilomètre au maximum.

2. L'avance ci-dessus énoncée ne sera exigible, pour chaque partie afférente à chaque section de ligne concédée, qu'après exécution des travaux ou livraison des matériaux dans les conditions prescrites par l'administration, sur la production de mé-

moins justificatifs desdits travaux et fourniture des matériaux, et aussi à sa charge par ledit concessionnaire de justifier qu'il ne se trouve grevé d'aucune autre dette en chef de la concession.

Les sommes avancées par la compagnie du Nord produisent intérêt simple à quatre pour cent (4 p. 0/0) par an, à compter de chaque versement.

Le compte général des avances faites, ainsi que celui des intérêts sur chaque versement partiel, sera arrêté après la mise en exploitation de la totalité de la ligne.

3. A la garantie des avances qui seront faites par la compagnie du Nord, M. Lambert, *ès qualités*, lui cède, délègue et transporte, ce qui est accepté par MM. Griot Vallon et Hottinguer, *ès qualités*, le montant, en principal et intérêt, des sommes que M. Lambert ou la société de Milly à Fromerie auront à recevoir de l'Etat et du département de l'Oise, ou de toute autre part, à titre de garantie d'intérêt ou pour toute autre cause, notamment en vertu du traité de concession du 19 novembre 1890 et de la loi déclarative d'utilité publique, et ses droits, jusqu'à concurrence de ladite avance, à l'excédent annuel des recettes sur les dépenses de l'exploitation de la ligne de Milly à Fromerie, tel que cet excédent lui isera dû par la compagnie qui exploite.

A cet effet, M. Lambert, *ès qualités*, met et subroge la compagnie du Nord dans tous ses droits et actions contre l'Etat et le département de l'Oise résultant notamment dudit traité de concession et de la loi déclarative d'utilité publique, et aussi dans ses droits et actions contre la compagnie exploitante.

M. Lambert, *ès qualités*, s'oblige à réitérer ses transports et délégation, à ses frais à toute réquisition de la compagnie du Nord et à donner son concours à celle-ci pour lui faciliter le recouvrement des sommes transportées.

Il lui donne, dès à présent, tous pouvoirs et autorisations, à l'effet de toucher la totalité des sommes et créances transportées et de les porter au crédit de la compagnie.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un double des présentes pour les faire signifier partout où besoin sera.

M. Lambert, *ès qualités*, a remis à la compagnie du Nord, qui le reconnaît, une ampliation du traité passé le 19 novembre 1890 avec le département de l'Oise, par lequel il s'est engagé notamment (art. 10) à constituer une société anonyme qui se substituera à lui et qui devra réaliser intégralement et employer le capital-actions stipulé dans ledit traité avant de réclamer aucune partie des avances consenties ci-dessus.

4. Les intérêts et le remboursement de l'avance énoncée à l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés par une annuité payable en deux termes égaux, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les annuités de remboursement ci-dessus stipulées sont calculées du jour de l'arrêté de compte jusqu'au 31 décembre 1950, d'après le taux moyen d'intérêt (y compris la prime de remboursement et les droits et frais accessoires) des émissions d'obligations de la compagnie du Nord, pendant une année avant l'arrêté de compte.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une annuité à l'échéance prévue, comme aussi au cas où la compagnie du Nord resterait, d'une façon quelconque, à découvert sur le montant des sommes à payer, ce qui restera dû produira intérêt à 4 p. 0/0 l'an à compter de l'échéance.

Les sommes restant dues au 31 décembre 1950 seront prélevées sur les excédents des produits nets de toute sorte, conformément aux prévisions de l'article 3 ci-dessus.

5. A raison des dispositions qui précèdent, M. Lambert, ou la société à constituer par lui, pour le chemin de fer de Milly à Fromerie, ne pourra céder son exploitation qu'à une compagnie agréée par la compagnie du Nord.

M. Lambert, ou la société à constituer par lui, s'engage en outre à n'entreprendre, en dehors des travaux que l'administration serait en droit de lui imposer, aucun travaux nouveaux, lignes, embranchements, prolongements ou autres, et à ne faire aucune émission d'obligations ou autre emprunt sans l'assentiment de la compagnie du Nord, qui pourra, en conséquence, prendre, à ce point de vue, communication des projets et de la comptabilité de ladite société.

6. M. Lambert, ou la société à constituer par lui, se réserve la faculté que lui accorde la compagnie du Nord de faire construire et entretenir son matériel roulant, machines, voitures et wagons, chariots, trucks, etc., dans les ateliers du chemin de fer du Nord.

7. Les parties font élection de domicile, savoir :

M. Lambert, en son nom et en celui de la société à constituer par lui, à Paris, boulevard de Magenta, n° 162 ;

Et la compagnie du Nord en son siège social.

Cette élection de domicile sera attributive de juridiction.

8. Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence, les droits d'enregistrement et impôts de toute nature auxquels elles pourront donner lieu seront à la charge de M. Lambert et de la société à constituer par lui.

9. Le présent traité ne deviendra définitif qu'aux conditions suivantes :

A. — M. Lambert, ou la société à constituer par lui, obtienne, pour la ligne de Nilly à Farméric, les garanties prévues, et notamment de l'État un concours équivalent à celui du département ;

B. — Le dit traité sera sanctionné par une loi autorisant la compagnie du Nord, conformément à l'article 3 de la loi du 20 novembre 1883, à en comprendre les résultats en recettes et en dépenses à son compte annuel d'exploitation.

Fait double à Paris, le 22 novembre 1890.

Lu et approuvé : Lu et approuvé : Lu et approuvé : Lu et approuvé :

Signé : HOTTINGUER. Signé : VALLOU. Signé : GRIOLET. Signé : A. LAMBERT.

Enregistré à Paris, le 2 juillet 1891, folio 61. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. Signé : Le Bourdonnec.

CHEMIN DE FER À VOIE ÉTROITE DE NOYON À GUISCARD.

Entre la compagnie anonyme du chemin de fer du Nord, dont le siège est à Paris, rue de Dunkerque, n° 18, représentée par :

MM. Gaston Griolet,
Omer-Henri Vallou,
Joseph Hottinguer,

Agissant en leur qualité d'administrateurs de ladite compagnie et sous réserve de l'approbation du présent traité par l'assemblée générale des actionnaires,

D'une part ;

Et M. Alfred Lambert, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 162,

Agissant tant en son nom personnel, comme concessionnaire d'une ligne d'intérêt local à voie d'un mètre (1^m) de largeur, de Noyon à Guiscard, que comme se portant fort pour la société en formation pour la construction et l'exploitation de ladite ligne,

D'autre part ;

Il a été exposé ce qui suit :

Le conseil général du département de l'Oise, dans ses séances des 1^{er} mai 1889 et 21 août 1890, et la commission départementale, par ses décisions en date des 16 septembre et 18 novembre 1890, ont concédé à M. Lambert le chemin de fer à voie d'un mètre (1^m), de Noyon à Guiscard, d'une longueur de quatorze kilomètres (14^{ks}) environ.

Le département a accordé cette concession avec une garantie éventuelle et annuelle dont le maximum pourrait atteindre mille quatre cents francs (1,400^f) par kilomètre.

Conformément à l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et à l'article 12 du décret du 20 mars 1882, cette subvention motivera, de la part de l'État, une garantie d'intérêt pouvant être équivalente.

Dans ces circonstances, la compagnie du Nord et le concessionnaire de la ligne de Noyon à Guiscard ont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. En vue de dispenser M. Lambert, ou la société à constituer par lui, pour le chemin de fer de Noyon à Guiscard, de toute émission d'obligations ou autre emprunt, la compagnie du Nord consent à lui faire une avance jusqu'à concurrence d'une somme de quarante-cinq mille francs (45,000^f) par kilomètre au maximum.

2. L'avance ci-dessus énoncée ne sera exigible, pour la portion afférente à chaque

section de la ligne concédée qu'après exécution des travaux ou livraison des matériaux dans les conditions prescrites par l'administration sur la production de mémoire justificatifs desdits travaux et fournitures de matériaux, et aussi à la charge, par ledit concessionnaire, de justifier qu'il ne se trouve grevé d'aucune autre dette du chef de la concession.

Les sommes avancées par la compagnie du Nord produiront intérêt simple à quatre pour cent (4 p. 0/0) par an à compter de chaque versement.

Le compte général des avances faites, ainsi que celui des intérêts sur chaque versement partiel, sera arrêté après la mise en exploitation de la totalité de la ligne.

3. A la garantie des avances qui seront faites par la compagnie du Nord, *M. Lambert*, ès qualités, lui cède, délègue et transporte, ce qui est accepté par MM. *Griolet, Vallo et Hottinguer*, ès qualités, le montant, en principal et intérêts, des sommes que *M. Lambert*, ou la société de Noyon à Guiscard, aura à recevoir de l'État ou du département de l'Oise ou de toute autre part, à titre de garantie d'intérêt ou pour toute autre cause, notamment en vertu du traité de concession du 19 novembre 1890 et de la loi déclarative d'utilité publique, et ses droits, jusqu'à concurrence de ladite avance, à l'excédent annuel des recettes sur les dépenses de l'exploitation de la ligne de Noyon à Guiscard, tel que cet excédent lui sera dû par la compagnie qui exploitera.

A cet effet, *M. Lambert*, ès qualités, met et subroge la compagnie du Nord dans tous ses droits et actions contre l'État et le département de l'Oise résultant notamment dudit traité de concession et de la loi déclarative d'utilité publique, et aussi dans ses droits et actions contre la compagnie exploitante.

M. Lambert, ès qualités, s'oblige à réitérer ces transport et délégation, à ses frais à toute réquisition de la compagnie du Nord et à donner son concours à celle-ci pour lui faciliter le recouvrement des sommes transportées.

Il lui donne, dès à présent, tous pouvoirs et autorisations à l'effet de toucher la totalité des sommes et créances transportées et de les porter au crédit de la compagnie.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un double des présentes pour les faire signifier partout où besoin sera.

M. Lambert, ès qualités, a remis à la compagnie du Nord, qui le reconnaît, un ampliation du traité passé, le 19 novembre 1890, avec le département de l'Oise, par lequel il s'est engagé notamment (art. 10) à constituer une société anonyme qui substituera à lui et qui devra réaliser intégralement et employer le capital-action stipulé dans ledit traité, avant de réclamer aucune partie des avances consenties ci-dessus.

4. Les intérêts et le remboursement de l'avance énoncée à l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés par une indemnité payable en deux termes égaux, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les annuités de remboursement ci-dessus stipulées seront calculées du jour de l'arrêté de compte jusqu'au 31 décembre 1950, d'après le taux moyen d'intérêt (compris la prime de remboursement et les droits et frais accessoires) des émissions d'obligations de la compagnie du Nord, pendant une année avant l'arrêté de compte.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une annuité à l'échéance prévue, comme aussi au cas où la compagnie du Nord resterait d'une façon quelconque à découvert sur le montant des sommes à payer, ce qui restera dû produira intérêt à quatre pour cent (4 p. 0/0) l'an à compter de l'échéance.

Les sommes restant dues au 31 décembre 1950 seront prélevées sur les excédents des produits nets de toute sorte, conformément aux prévisions de l'article 3 ci-dessus.

5. A raison des dispositions qui précèdent, *M. Lambert*, ou la société à constituer par lui pour le chemin de fer de Noyon à Guiscard, ne pourra céder son exploitation qu'à une compagnie agréée par la compagnie du Nord.

M. Lambert, ou la société à constituer par lui, s'engage en outre à n'entreprendre en dehors des travaux que l'administration serait en droit de lui imposer, aucuns travaux nouveaux, lignes, embranchements, prolongements ou autres et à ne faire aucune émission d'obligations ou autre emprunt sans l'assentiment de la compagnie du Nord, qui pourra, en conséquence, prendre, à ce point de vue, communication des projets et de la comptabilité de la société.

6. *M. Lambert*, ou la société à constituer par lui, se réserve la faculté que lui accord

la compagnie du Nord de faire construire et entretenir son matériel roulant, machines, voitures et wagons, chariots, trucks, etc., dans les ateliers du chemin de fer du Nord.

7. Les parties font élection de domicile, savoir :

M. Lambert, en son nom et en celui de la société à constituer par lui, à Paris, boulevard de Magenta, n° 162 ;

Et la compagnie du Nord, en son siège social.

Cette élection de domicile sera attributive de juridiction.

8. Les frais des présentes et ceux qui en seront les conséquences, les droits d'enregistrement et impôts de toute nature auxquels elles pourront donner lieu, seront à la charge de M. Lambert et de la société à constituer par lui.

9. Le présent traité ne deviendra définitif qu'aux conditions suivantes :

A — M. Lambert, ou la société à constituer par lui, obtienne pour la ligne de Noyon à Lassigny les garanties prévues, et notamment, de l'État, un concours équivalent à celui du département ;

A — Ledit traité sera sanctionné par une loi autorisant la compagnie du Nord, conformément à l'article 3 de la loi du 20 novembre 1883, à en comprendre les résultats en recettes et en dépenses à son compte annuel d'exploitation.

Fait double à Paris, le 22 novembre 1890.

Lu et approuvé : Lu et approuvé : Lu et approuvé : Lu et approuvé :
Signé : HOTTINGUER. Signé : VALLON. Signé : GRIOLET. Signé : A. LAMBERT.

Enregistré à Paris, le 2 juillet 1891, folio 61. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. Signé : Le Boardonnez.

CHEMIN DE FER À VOIE ÉTROITE DE NOYON À LASSIGNY.

Entre la compagnie anonyme du chemin de fer du Nord, dont le siège est à Paris, rue de Dunkerque, n° 18, représentée par :

MM. Gaston Griolet,
Omer-Henri Vallon,
Joseph Hottinguer,

Agissant en leur qualité d'administrateurs de ladite compagnie et sous réserve de l'approbation du présent traité par l'assemblée générale des actionnaires,

D'une part ;

Et M. Alfred Lambert, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 161, agissant tant en son nom personnel, comme concessionnaire d'une ligne d'intérêt local à voie d'un mètre (1^m) de largeur, de Noyon à Lassigny, que comme se portant fort pour la société en formation pour la construction et l'exploitation de ladite ligne,

D'autre part ;

Il a été exposé ce qui suit :

Le conseil général du département de l'Oise, dans ses séances des 1^{er} mai 1889 et 21 août 1890, et la commission départementale, par ses décisions en date des 16 septembre et 18 novembre 1890, ont concédé à M. Lambert le chemin de fer à voie d'un mètre (1^m), de Noyon à Lassigny, d'une longueur de douze kilomètres (12^k) environ.

Le département a accordé cette concession avec une garantie d'intérêt éventuelle et annuelle dont le maximum pourrait atteindre mille quatre cents francs (1,400^f) par kilomètre.

Conformément à l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et à l'article 12 du décret du 20 mars 1881, cette subvention motivera, de la part de l'État, une garantie d'intérêt pouvant être équivalente.

Dans ces circonstances, la compagnie du Nord et le concessionnaire de la ligne de Noyon à Lassigny sont convenus des stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. En vue de dispenser M. Lambert, ou la société à constituer par lui pour le chemin de fer de Noyon à Lassigny, de toute émission d'obligation ou autre emprunt, la compagnie du Nord consent à lui faire une avance jusqu'à concurrence d'une somme de quarante-cinq mille francs (45,000^f) par kilomètre au maximum.

2. L'avance ci-dessus énoncée ne sera exigible, pour la portion afférente à chaque section de la ligne concédée, qu'après exécution des travaux ou livraison des matériaux dans les conditions prescrites par l'administration, sur la production de mémoires justificatifs desdits travaux et fournitures de matériaux et aussi à la charge par le concessionnaire de justifier qu'il ne se trouve grevé d'aucune autre dette au chef de la concession.

Les sommes avancées par la compagnie du Nord produiront intérêt simple à quatre pour cent (4 p. o/o) par an, à compter de chaque versement.

Le compte général des avances faites, ainsi que celui des intérêts sur chaque versement partiel, sera arrêté après la mise en exploitation de la totalité de la ligne.

3. A la garantie des avances qui seront faites par la compagnie du Nord, M. Lambert, *ès qualités*, lui cède, délègue et transporte, ce qui est accepté par MM. Griotet, Vallée et Nottinguer, *ès qualités*, le montant en principal et intérêt des sommes que M. Lambert, ou la société de Noyon à Lassigny, aura à recevoir de l'Etat et du département de l'Oise ou de toute autre part, à titre de garantie d'intérêt ou pour toute autre cause, notamment en vertu du traité de concession du 19 novembre 1890 et de la loi déclarative d'utilité publique, et ses droits jusqu'à concurrence de ladite avance à l'excédent annuel des recettes sur les dépenses de l'exploitation de la ligne de Noyon à Lassigny tel que cet excédent lui sera dû par la compagnie qui exploitera.

A cet effet, M. Lambert, *ès qualités*, met et subroge la compagnie du Nord dans tous ses droits et actions contre l'Etat et le département de l'Oise résultant notamment dudit traité de concession et de la loi déclarative d'utilité publique et aussi dans ses droits et actions contre la compagnie exploitante.

M. Lambert, *ès qualités*, s'oblige à réitérer ces transports et délégation à ses frais à toute réquisition de la compagnie du Nord, et à donner son concours à celle-ci pour lui faciliter le recouvrement des sommes transportées.

Il lui donne dès à présent tous pouvoirs et autorisations à l'effet de toucher la totalité des sommes et créances transportées et de les porter au crédit de la compagnie.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un double des présentes pour les faire signifier partout où besoin sera.

M. Lambert, *ès qualités*, a remis à la compagnie du Nord, qui le reconnaît, une ampliation du traité passé le 19 novembre 1890 avec le département de l'Oise, par lequel il s'est engagé notamment (art. 10) à constituer une société anonyme qui se substituera à lui et qui devra réaliser intégralement et employer le capital-action stipulé dans ledit traité, avant de réclamer aucune partie des avances consenties ci-dessus.

4. Les intérêts et le remboursement de l'avance énoncée à l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés par une indemnité payable, en deux termes égaux, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les annuités de remboursement ci-dessus stipulées seront calculées du jour de l'arrêté de compte jusqu'au 31 décembre 1950, d'après le taux moyen d'intérêt (y compris la prime de remboursement et les droits et frais accessoires) des émissions d'obligations de la compagnie du Nord, pendant une année avant l'arrêté de compte.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une annuité à l'échéance prévue, comme aussi au cas où la compagnie du Nord resterait d'une façon quelconque à découvert sur le montant des sommes à payer, ce qui restera dû produira intérêt à quatre pour cent (4 p. o/o) l'an à compter de l'échéance.

Les sommes restant dues au 31 décembre 1950 seront prélevées sur les excédents des produits nets de toute sorte, conformément aux prévisions de l'article 3 ci-dessus.

5. A raison des dispositions qui précèdent, M. Lambert, ou la société à constituer par lui pour le chemin de fer de Noyon à Lassigny, ne pourra céder son exploitation qu'à une compagnie agréée par la compagnie du Nord.

M. Lambert, ou la société à constituer par lui, s'engage, en outre, à n'entreprendre, en dehors des travaux que l'administration serait en droit de lui imposer, aucuns travaux nouveaux, lignes, embranchements, prolongements ou autres, et à ne faire aucune émission d'obligations ou autre emprunt sans l'assentiment de la compagnie du Nord, qui pourra, en conséquence, prendre, à ce point de vue, communication des projets et de la comptabilité de ladite société.

6. M. Lambert, ou la société à constituer par lui, se réserve la faculté que lui accorde la compagnie du Nord de faire construire et entretenir son matériel roulant.

machines, voitures et wagons, chariots, trucks, etc., dans les ateliers du chemin de fer du Nord.

7. Les parties font élection de domicile, savoir :

M. Lambert, en son nom et en celui de la société à constituer par lui, à Paris, boulevard de Magenta, n° 162.

Et la compagnie du Nord, en son siège social.

Cette élection de domicile sera attributive de juridiction.

8. Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence, les droits d'enregistrement et impôts de toute nature auxquels elles pourront donner lieu seront à la charge de M. Lambert et de la société à constituer par lui.

9. Le présent traité ne deviendra définitif qu'aux conditions suivantes :

1. — M. Lambert, ou la société à constituer par lui, obtienne pour la ligne de Noyon à Lassigny les garanties prévues et notamment, de l'État, un concours équivalent à celui du département ;

2. — Ledit traité sera sanctionné par une loi autorisant la compagnie du Nord, conformément à l'article 3 de la loi du 20 novembre 1883, à en comprendre les résultats en recettes et en dépenses à son compte annuel d'exploitation.

Fait double à Paris, le 22 novembre 1890.

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Signé : HOTTINGUER.

Signé : VALLON.

Signé : GRADLET.

Signé : A. LAMBERT.

Enregistré à Paris, le 2 juillet 1891, folio 61. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. Signé : Le Bourdonnec.

CADRE DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges suivront les directions générales suivantes :

1^{re} Ligne de Milly à Formerie partira de la station du chemin de fer du Nord, à Milly, passera par ou près Bonnières, Haucourt, Crillon, Martincourt, Vrocourt, Sonreux, Escames, Sully, Fontenay-Torcy, Saint-Samson, Camy-sur-Thérain et aboutira à Formerie, station de la ligne d'Amiens à Rouen ;

2^{de} Ligne de Noyon à Lassigny et à Guiscard partira de la station du chemin de fer du Nord à Noyon et, après avoir contourné cette ville, se partagera en deux branches, l'une aboutissant à Lassigny et passant par ou près Ville, Évicourt, Canuechancourt et Dînes ; l'autre aboutissant à Guiscard et passant par ou près Genvry, Bussy et Muirancourt.

3. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que les lignes entières soient livrées à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de la même date.

4. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement desdits chemins de fer et de leurs dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

À cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois, au plus tard, de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au

ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer au conseil général les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005 pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiqués tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans le délai et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m 00).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux restera inférieure à deux mètres soixante centimètres (2^m 60); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres dix centimètres (2^m 10).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre

le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-quinze centimètres (0" 75).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0" 35), et l'on aménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à soixante-cinq centimètres (0" 65) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent cinquante mètres (150" 00).

La partie droite de cinquante mètres (50" 00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt millièmes (0,020).

Une partie horizontale de cinquante mètres (50" 00) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies sur les lignes suivantes dans les localités indiquées ci-après :

1° Ligne de Milly à Formerie : Crillon, Martincourt, Songeons, Sully, Fontenay, Saint-Samson et Canny-sur-Thérain et une halte à Bonnières.

2° Ligne de Noyon à Guiscard et à Lassigny : Lassigny, Dives, Évincourt, Ville, Pont-l'Évêque, Noyon, Bus y, Muirancourt et Guiscard.

Quatre arrêts pourront être établis sur chacune de ces lignes, pendant la période d'exploitation, aux points désignés par le département, sans toutefois qu'il en résulte de dépense de construction pour le concessionnaire.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord avec le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;

3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des Travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres

(8^m 00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m 00) pour la route départementale à cinq mètres (5^m 00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m 00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route sera de cinq mètres (5^m 00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m 00). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m 00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de sept mètres dix centimètres (7^m 10).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra dans aucun cas être inférieure à huit mètres (8^m 00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m 00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m 00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m 00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) pour les chemins à une voie et de sept mètres soixante-dix centimètres (7^m 70) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m 00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m 00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m 00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite vingt millièmes (0,020) au plus sur dix mètres (10^m 00) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, et ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statue en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m 00) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie, et sept mètres dix centimètres (7^m 10) sur les chemins à deux

voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m 00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charrettière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, même les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres (4^m 00) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie, et sept mètres dix centimètres (7^m 10) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m 00) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m 00) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconces d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres quatre-vingt centimètres (4^m 90). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres trente centimètres (4^m 30). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m 00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

En défilé sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera d'un mètre (1^m 00) d'axe en axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie; mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;

2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres (10^m 00) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement desdits chemins de fer et de leurs dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau

déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

• Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit⁽¹⁾.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre les dites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront

été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 30.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux et des bestiaux, les plates-formes, et en général toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour les lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin au bout de quatre-vingt-dix-neuf ans.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ses approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au

concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 5 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de trente mille francs (30,000') qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, le jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature et échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1^{er} PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe).....
Voyageurs...			
	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.		
Enfants.....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.		
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.		
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....			
	(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^{fr} 30 ^c .)		

PRIX		
de péage.	d' transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 055	0 025	0 08
0 042	0 018	0 06
0 012	0 008	0 02
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 025	0 015	0 04
0 20	0 16	0 36

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 025	0 015	0 04

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doubles.

2^o PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.

2^e classe. — Blé. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Colons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Lignite séché. — Coke. — Fers. — Cuirres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Foutes moulées.

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mollusques. — Neutres. — Argiles. — Briques. — Ardoises.

4^e classe. — Bouille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e et 3^e classes.

Marchandises de la 4^e classe.

Les fûts, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.

*3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.**Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.

Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).

Tender de sept à dix tonnes.

Tender de plus de dix tonnes.

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déchargement à deux ou quatre roues, à vide.

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 135	0 105	0 24
0 11	0 09	0 20
0 09	0 06	0 15
0 072	0 048	0 12
0 072	0 018	0 12
0 07	0 03	0 10
0 09	0 06	0 15
0 14	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1^o de zéro à cinq kilogrammes; 2^o au-dessus de cinq, jusqu'à dix kilogrammes; 3^o au-dessus de dix kilogrammes, par fractions indivisibles de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à cinquante centimes (0^e 50). Ce prix sera réduit à trente centimes (0^e 30) pour les colis dont les dimensions et le poids satisfont aux conditions exigées pour les colis postaux.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indi-

visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000^k à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'un envoi pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pèsant plus de quarante kilogrammes (40^k).

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement ou le département et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'ortroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire,

conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

33. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

34. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

35. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

36. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi :

1° Requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°;

2° Requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront

payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation de l'administration des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation de l'administration des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuite s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre chargé de l'administration des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des

lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0'50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre chargé de l'administration des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre chargé de l'administration des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice

de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fut l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payerait une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec les lignes principales, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement

spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de quinze centimes (0'15) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, cinq centimes (0'05) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^{kg}) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé, à partir du jour de la déclaration d'utilité publique.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Un mois au plus tard après la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire

déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de trente mille francs (30,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de la construction.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Oise.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Oise, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

L'Ingénieur concessionnaire,

Signé : A. LAURENT.

Le Préfet de l'Oise,

Signé : DURIOS.

Enregistré à Beauvais, le 2 juillet 1891, folio 46, case 12. Signé : Fabre.

N° 23903. — *Loi concernant le régime des Sucres.*

Du 29 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 30 Juin 1891.).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre prochain, et pour les campagnes suivantes, le rendement légal par cent kilogrammes (100^k) de betteraves mises en œuvre dans les fabriques de sucre indigène resté fixé à sept kilogrammes sept cent cinquante grammes (7^k750).

Lorsque le rendement effectif de chaque fabrique ne dépasse pas dix kilogrammes cinq cents grammes (10^k500) de sucre raffiné par cent kilogrammes (100^k) de betteraves, l'excédent est en totalité admis au bénéfice du droit réduit édicté par le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 5 août 1890.

La moitié de l'excédent obtenu en sus de dix kilogrammes cinq cents grammes (10^k500) de sucre par cent kilogrammes (100^k) de betteraves, n'est également passible que de ce même droit réduit. L'autre moitié est ajoutée aux charges imposables, au droit plein de soixante francs (60^f) par cent kilogrammes (100^k).

Aux fabricants qui, avant le 1^{er} novembre de chaque année, déclarent au bureau de la régie qu'ils renoncent au bénéfice de la prime

sur les excédents de rendement, il est alloué un déchet de quinze pour cent (15 p. 100) sur le montant total de leur fabrication.

Les sucres correspondant à ce déchet sont passibles d'un droit égal à celui qui est applicable aux sucres représentant les excédents.

Sous l'un ou l'autre des deux régimes définis ci-dessus, la prise en charge fixée par le premier paragraphe du présent article est définitive, quels que soient les excédents et les manquants qui peuvent en produire.

2. Le déchet de fabrication alloué aux fabricants-distillateurs par l'article 6 de la loi du 5 août 1890 est abaissé à quinze pour cent (15 p. 100), à partir de la campagne 1891-92.

3. Les mélasses expédiées d'une fabrique sur une autre fabrique ou sur une sucraterie exercée sont portées en décharge au compte de fabrication, à raison de trente kilogrammes (30^k) de sucre raffiné par cent kilogrammes (100^k) de mélasses. Elles sont prises en charge chez le destinataire pour une quantité de sucre raffiné égale à celle dont le compte de l'expéditeur a été déchargé.

Ne peuvent être expédiées dans ces conditions que les mélasses épuisées n'ayant pas plus de cinquante pour cent (50 p. 100) de richesse saccharine absolue.

4. Toute modification relative à la fixation de la prise en charge ou du déchet, qui ferait l'objet d'une nouvelle disposition législative, ne serait applicable qu'un an après la promulgation de la nouvelle loi.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

5. Pour la campagne 1890-91, il sera alloué un déchet de quinze pour cent (15 p. 100) sur le montant total de leur fabrication aux fabricants de sucre qui, par une déclaration faite au bureau de la régie cinq jours au plus tard après la promulgation de la présente loi, renonceront au bénéfice de la prime sur les sucres obtenus en sus de la prise en charge légale.

L'avant-dernier paragraphe de l'article 1^{er} ci-dessus est applicable aux sucres représentant ce déchet.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi d'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : JULES DEVELLE.

N° 23904. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^{er} M. Graillon-Dumont (Maximin), né à Draguignan (Var), le 24 mars

1868, demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Fabre*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Fabre* au lieu de *Graillon Dumont*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (*Fontainebleau, 26 Août 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Septembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1417.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 13905. — *LOI qui autorise le département de la Drôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Avril 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent soixante-dix mille sept cents francs (170,700^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable, jusqu'à concurrence de cent cinquante-quatre mille sept cents francs (154,700^f), aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880, et pour le surplus, soit seize mille francs (16,000^f), au rachat du pont à péage d'Allex-Grâne, au passage du chemin d'intérêt commun n° 25.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Drôme est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, vingt-neuf centièmes de centime (0^e 29) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service

des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent soixante-dix mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23906. — *Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter un Emprunt.*

Du 14 Avril 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-quinze mille francs (95,000^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-quinze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23907. — *Loi qui distrait une portion du territoire de la commune du Tréport (Seine-Inférieure) et l'annexe à celle de Mers (Somme).*

Du 27 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 28 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire figuré au plan annexé à la présente loi par une teinte rose et indiqué par les lettres B, B', B'', D est distrait de la commune du Tréport (canton d'Eu, arrondissement de Dieppe, département de la Seine-Inférieure) et rattaché à la commune de Mers (canton d'Ault, arrondissement d'Abbeville, département de la Somme).

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usages et autres qui peuvent être respectivement acquis.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : COMBES.

N° 23908. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant quinze ans à partir de 1892, trois centimes (0^e 03) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux d'entretien

des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23909. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un Emprunt.*

Du 28 Mai 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quarante-cinq mille sept cents francs (45,700^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-cinq mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23910. — Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.

Du 28 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1892, un centime et demi (0⁰015) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23911. — Loi qui autorise le département des Landes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 28 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante mille francs (50,000^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en exécution de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Landes est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, quatorze centièmes de centime (0^e 14) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23912. — *LOI qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de vingt-deux mille francs (22,000^e) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Pyrénées est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, quatre centièmes de centime (0^e 04) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en consacrer le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-deux mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 13913. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent neuf mille deux cents francs (209,200^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Calvados est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, treize centièmes de centime (0^e 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent neuf mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23914. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-deux mille cinq cents francs (32,500^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Hautes-Pyrénées est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, onze centièmes de centime (0^e 11) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-deux mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23915. — *Loi qui autorise la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f) remboursable en vingt années et une somme d'un million quatre cent quatre-vingt-deux mille francs (1,482,000^f) remboursable en vingt-cinq ans, lesdites sommes destinées tant à la conversion de trois emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 6 juillet 1862, 27 juin 1877, 4 juillet et 5 novembre 1884, qu'à diverses dépenses communales ayant pour objet la réfection du pavage et des caniveaux de plusieurs rues, des travaux de canalisation d'eau, la construction d'un lavoir, la translation du cimetière de Milles, la restauration de l'école de dessin et le payement de condamnations judiciaires.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

De 1891 à 1910, quinze centimes (0^f 15);

En 1911, dix centimes (0^f 10);

En 1912, sept centimes (0^f 07);

En 1913, trois centimes (0^f 03);

En 1914 et 1915, deux centimes (0^f 02).

Le produit de ces impositions, prévu en totalité pour neuf cent cinquante et un mille sept cents francs (951,700^f) environ, servira, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires et sur le produit de taxes extraordinaires d'octroi, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

3. L'imposition extraordinaire de quinze centimes dont la perception a été autorisée par les lois des 6 juillet 1862 et 27 juin 1877 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23916. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un Emprunt.*

Du 5 Juin 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs vingt centimes pour cent (4^e 20 p. 0/0), une somme de trente-trois mille francs (33,000^f) remboursable en trente ans et applicable aux travaux d'agrandissement du dépôt de mendicité de Rabès.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-trois mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les bonis du dépôt de mendicité de Rabès et, au besoin, sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juin 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23917. — *Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juin 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent trois mille huit cents francs (103,800^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Pyrénées-Orientales est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-neuf ans à partir de 1893, vingt-huit centièmes de centime (0^e 28) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent trois mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement dudit emprunt seront prélevés, pour l'année 1892, sur le produit de l'imposition extraordinaire spécialement autorisée par la loi du 31 juillet 1882.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23918. — Loi qui autorise le département de l'Yonne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 5 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 6 Juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Yonne est autorisé, conformément
5...

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent trente-neuf mille quatre cents francs (139,400'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Yonne est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, dix-sept centièmes de centime (0^e 17) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent trente-neuf mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23919. — *Loi qui autorise la ville de Versailles (Seine-et-Oise) à contracter un Emprunt.*

Du 5 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 6 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Versailles (Seine-et-Oise) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs vingt centimes pour cent (4^e 20 p. o/o), une somme d'un million de francs (1,000,000') destinée à pourvoir aux frais d'établissement d'un lycée de jeunes filles, et remboursable en quarante ans au moyen tant d'un prélèvement sur les revenus ordinaires que d'une subvention de l'État.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23920. — *Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1892, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

**N° 23921. — Loi qui autorise la ville d'Aurillac (Cantal)
à contracter un Emprunt.**

Du 12 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :**

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Aurillac (Cantal) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20 p. o/o), une somme de quatre cent trente-six mille huit cent quatre-vingt-six francs (436,886^f), remboursable en trente-cinq ans, au moyen d'une subvention de l'État et d'un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale, ladite somme destinée tant à solder les travaux de construction du lycée qu'à pourvoir aux frais d'installation du musée dans la chapelle du collège et à la construction d'égouts.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

**N° 23922. — Loi qui autorise les villes de Roubaix et Tourcoing (Nord)
à contracter des Emprunts.**

Du 12 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :**

ART. 1^{er}. La ville de Roubaix (Nord) est autorisée à emprunter, à

au taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de quatre millions trois cent quatre-vingt-seize mille francs (4,396,000^f) remboursable en quarante années, à partir de 1892, sur ses revenus ordinaires et destinée au paiement des frais d'établissement d'une distribution d'eau.

2. La ville de Tourcoing (Nord) est autorisée à emprunter, au taux de quatre francs pour cent (4 p. o/o), en vue de la même dépense, une somme d'un million huit cent quatre-vingt-quatre mille francs (1,884,000^f) remboursable en quarante ans, à partir de 1892, sur ses revenus ordinaires.

3. Les emprunts ci-dessus pourront être réalisés soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer pour la réalisation desdits emprunts seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23923. — *Loi qui rectifie les limites des communes de Bondy (Seine) et de Livry (Seine-et-Oise).*

Du 12 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les polygones figurés au plan annexé à la présente loi par une teinte violette sont distraits de la commune de Bondy (canton de Pantin, arrondissement de Saint-Denis, département de la Seine) et rattachés au territoire de la commune de Livry (canton du Raincy, arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise).

Le polygone figuré au même plan par une teinte jaune est distrait de la commune de Livry et rattaché à celle de Bondy.

2. Les modifications qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juin 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23924. — *LOI qui impose d'office la section de Serces, dépendant de la commune de Tiranges (Haute-Loire).*

Du 12 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office sur la section de Serces, dépendant de la commune de Tiranges (Haute-Loire), par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant cinq ans à partir de 1891, cent centimes (100°);

En 1896, quatre-vingt-dix-sept centimes (97°).

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt-trois centimes (1,499'23) environ, servira à acquitter les frais d'un procès que ladite section a été condamnée à payer en vertu d'un jugement du tribunal civil d'Ys-singeaux du 21 janvier 1889, devenu définitif.

La cote du sieur *Bost*, qui a obtenu gain de cause contre la section, sera exonérée de la présente contribution, conformément à l'article 131 de la loi du 5 avril 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23925. — Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à contracter un Emprunt.

Du 13 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de trois millions sept cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-trois francs quatre centimes (3,733,583⁰⁴) applicable au remboursement par anticipation des sommes restant dues sur les emprunts contractés en exécution des lois des 10 avril 1879, 16 août 1881, 20 décembre 1882, 26 juillet 1883 et 18 janvier 1886.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trois millions sept cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-trois francs quatre centimes autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources déterminées par les lois des 16 avril 1879 (art. 2), 20 décembre 1882 (art. 2), 26 juillet 1883 et 18 janvier 1886 (art. 2).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23926. — *Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe)
à contracter un Emprunt.*

Du 13 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs trente centime pour cent (4' 30 p. o/o), une somme de cent vingt-sept mille franc (127,000') remboursable en trente ans au moyen d'un prélèvement sur les taxes extraordinaires d'octroi et destinée, tant à payer des indemnités de terrains acquis en vue de l'ouverture du boulevard Levasseur et de la construction de la bourse de commerce qu'à pourvoir aux frais d'agrandissement du cimetière de Saint-Pavin et du prolongement de l'égout de l'avenue de Pontlieue.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer pour la réalisation de l'emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23927. — *Loi qui autorise la ville de Brive (Corrèze)
à contracter un Emprunt.*

Du 15 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Brive (Corrèze) est autorisée à em

prunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas quatre francs vingt centimes pour cent (4' 20 p. 0/0), une somme de cent trente-cinq mille francs (135,000') remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée au paiement de dettes communales prévues dans une délibération municipale du 24 janvier 1891, et ayant pour objet le solde de la construction du collège et des acquisitions de terrains antérieurement réalisées en vue de l'ouverture de diverses rues et de l'installation de services publics.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23928. — *Loi qui autorise la ville d'Orléans (Loiret) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La ville d'Orléans (Loiret) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs pour cent (4' p. 0/0), une somme de neuf millions cent neuf mille francs (9,109,000') remboursable en trente-six ans et destinée à la conversion de cinq emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 27 décembre 1880, 19 mars et 12 avril 1884, 21 mai 1887 et 9 juin 1888.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations,

tions, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente-six ans, à partir de 1892, douze centimes (0' 12) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à quatre millions cent dix-sept mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Les impositions extraordinaires de dix centimes, six centimes et deux centimes additionnels, autorisées par les lois précitées du 27 décembre 1880, 21 mai 1887 et 9 juin 1888, cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23929. — *Loi qui autorise la commune de Blidah (département d'Alger) à contracter un Emprunt.*

Du 19 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 Juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Blidah (département d'Alger) est autorisée à contracter auprès du Crédit foncier de France ou du Crédit foncier agricole de l'Algérie, à un taux qui ne pourra pas dépasser six francs trois mille cinq cent cinquante-quatre cent millièmes pour cent (6' 03554 p. o/o), amortissement compris, un emprunt de douze mille cinq cents francs (12,500'), remboursable en trente annuités au moyen de versements semestriels et dont le produit sera exclusivement applicable à la construction d'une école de filles dans la section de Joinville.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et du remboursement de l'emprunt seront prélevés, d'abord, sur la somme de deux cent trois francs soixante-dix centimes (203' 70), montant de la sub-

vention annuelle consentie à la commune par le ministre de l'instruction publique pour une durée de trente ans, et, pour le surplus, sur l'ensemble des revenus communaux.

Dans le cas où les versements semestriels ne seraient pas effectués à leur échéance, le montant en sera prélevé d'office sur la part du produit de l'octroi de mer revenant à la commune de Blidah.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23930. — Loi qui établit d'office sur la commune de Brousse (Aveyron) une Imposition extraordinaire.

Du 19 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office en 1891, sur la commune de Brousse (Aveyron), une imposition extraordinaire de trente-six centimes (0' 36) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu pour une somme de mille trois cent cinquante francs environ, servira au paiement des dépenses obligatoires inscrites aux budgets de 1890 et 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23931. — Loi qui impose d'office la commune de Mélagues (Aveyron).

Du 19 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office sur la commune de Mélagre (Aveyron), par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

En 1891, trente-deux centimes soixante centièmes (32⁶⁰);

En 1892, trente centimes (0³⁰).

Le produit de ces impositions, prévu en totalité pour une somme de deux mille cent cinquante-neuf francs vingt-trois centimes (2,159²³) servira tant au paiement des condamnations prononcées contre la commune au profit de l'entrepreneur de la maison d'école, par le conseil de préfecture du 27 juin 1883, qu'à l'acquittement des autres dépenses obligatoires inscrites aux budgets de 1890 et 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23932. — Loi qui établit d'office sur la commune de Saint-Parthem (Aveyron) une imposition extraordinaire.

Du 19 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office en 1891, sur la commune de Saint-Parthem (Aveyron), une imposition extraordinaire de vingt-neuf centimes (0²⁹) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu pour mille quatre cent soixante-seize francs quatre-vingt-un centimes (1,476⁸¹), servira au paiement des dépenses obligatoires inscrites aux budgets de 1890 et 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

**N° 23933. — Loi qui autorise le département de la Creuse
à contracter un Emprunt.**

Du 25 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent mille francs (100,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur.

Signé : CONSTANS.

**N° 23934. — Loi qui autorise le département du Lot
à contracter un Emprunt.**

Du 25 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse

des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent six mille neuf cents francs (106,900^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent six mille neuf cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23935. — *Loi qui distrait de la commune de la Chaussaire (canton de Montrevault, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) les villages de la Regrippière, des Vignes, de la Darandrie, de la Boissière et du Rossignol et les réunit à la commune de la Regrippière (canton de Vallet, arrondissement de Nantes, département de la Loire-Inférieure).*

Du 25 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le polygone figuré au plan d'assemblage ci-joint par une teinte violette est distrait de la commune de la Chaussaire (canton de Montrevault, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) et annexé à la commune de la Regrippière (canton de Vallet, arrondissement de Nantes, département de la Loire-Inférieure).

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée par le liséré carmin A, B, C, D, E, figuré audit plan et reproduit au plan parcellaire également annexé à la présente loi.

2. Les disposition qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme il suit :

L'immeuble dit *la Lande-du-Moulin-Tourneau*, appartenant à la commune de la Chaussaire, devra, si la demande en est faite soit par la Chaussaire, soit par la Regrippière, être partagé entre ces deux communes proportionnellement au nombre de feux existant dans les villages distraits de la Chaussaire et des feux que conservera cette dernière commune. A défaut de partage desdits biens, leurs produits seront répartis d'après les mêmes bases entre les deux communes.

Après la séparation, la section distraite de la commune de la Regrippière et la commune de la Chaussaire contribueront, au prorata de leurs quatre contributions directes, au remboursement des trois emprunts contractés en vue de l'amélioration des chemins vicinaux, savoir :

1° Emprunt de sept mille cinq cents francs autorisé par décret du 20 novembre 1877 ;

2° Emprunt de dix-sept mille francs autorisé par décret du 16 mai 1880 ;

3° Emprunt de mille cinq cents francs autorisé par arrêté préfectoral du 9 mai 1884.

4. Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de la Chaussaire seront partagés entre la nouvelle commune de la Chaussaire et la section qui en est distraite pour être réunie à la commune de la Regrippière proportionnellement à leur population municipale, sous réserve des droits que la population de la nouvelle commune de la Chaussaire, ou de la section distraite, ou une partie de cette population tiendrait privativement d'actes de fondation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23936. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Bolbec (Seine-Inférieure).*

Du 30 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 30 juin 1896 inclu-

sivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure), savoir :

- 1° Un franc soixante-dix centimes (1'70) par hectolitre de vin ;
 - 2° Huit francs (8') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.
- Ces surtaxes sont indépendantes des droits de deux francs quarante centimes par hectolitre de vin et de douze francs par hectolitre d'alcool, perçus à titre de taxes principales sur ces boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au paiement des dépenses devant résulter de l'exécution des travaux indiqués dans la délibération municipale du 24 février 1891.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 23937. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (Réunion) à contracter un Emprunt.*

Du 4 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 5 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Pierre (Réunion) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent (5 p. o/o), la somme de trois millions trois cent soixante-quinze mille cinq cent vingt-huit francs quarante centimes (3,375,528'40) remboursable en trente-cinq années, et destinée à convertir l'emprunt de trois millions contracté au Crédit foncier de France par ladite ville, en exécution d'une loi du 2 mars 1885.

Les conditions des traités à passer pour la réalisation de cet emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

2. Seront exclusivement affectés, et jusqu'à complet remboursement, au paiement des annuités dudit emprunt :

1° Le produit des droits d'ancrage et de quai établis dans le port par la loi du 2 mars 1885;

2° Le produit des nouveaux centimes additionnels extraordinaires suivants, que la ville de Saint-Pierre est autorisée à établir :

Soixante-quinze centimes (0'75) pour cent francs (100') sur le principal de la contribution des maisons;

Quarante centimes (0'40) pour un franc (1') sur le principal de la contribution des voitures et des charrettes;

Cinquante centimes (0'50) pour un franc (1') sur le principal du droit de licence de débit des spiritueux;

3° Les deux tiers du montant, évalué à quatre-vingt-deux mille francs (82,000') environ, de la plus-value sur l'octroi de mer devant résulter du nouveau mode de répartition entre les communes, adopté pour ces impôts;

4° Une somme de dix mille francs (10,000') à prélever, le cas échéant, sur les ressources ordinaires de la ville de Saint-Pierre;

5° Et, après complet remboursement de l'emprunt contracté par la ville de Saint-Pierre en vertu de l'arrêté du gouverneur de la Réunion du 24 septembre 1880 et prorogé pour une période de vingt années par la loi du 4 juillet 1891, le produit des centimes additionnels au principal des quatre impôts directs dont la perception a été autorisée par l'arrêté précité.

3. Le receveur municipal devra encaisser, comme séquestre, ces diverses ressources, qui seront spécialement affectées, et par privilège, à l'amortissement du nouvel emprunt. Il aura à rendre compte de leur emploi au conseil privé et à justifier dans ses comptes de gestion, ainsi que l'administration municipale dans ses comptes administratifs, de l'affectation des sommes qui précèdent au paiement des annuités dudit emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

N° 23938. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (Réunion) à contracter un Emprunt.*

Du 4 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 5 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Pierre (Réunion) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre pour cent (4 p. o/o), la somme d'un million quatorze mille cinquante-huit francs trente et un centimes (1,014,058³¹) remboursable en vingt années et destinée à convertir l'emprunt d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) contracté par ladite ville à la caisse des dépôts et consignations, en exécution d'un arrêté du gouverneur de la Réunion en date du 24 septembre 1880.

Les conditions des traités à passer pour la réalisation de cet emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

2. Sont exclusivement affectés, et jusqu'à complet remboursement, au paiement des annuités dudit emprunt :

1° Le produit des centimes additionnels au principal des quatre impôts directs dont la perception a été autorisée par arrêté du gouverneur de la Réunion du 24 septembre 1880, en vue d'assurer le remboursement de l'emprunt primitif d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) et qui continueront à être perçus jusqu'à extinction de la dette de la ville envers la caisse des dépôts et consignations ;

2° Un tiers du montant, évalué à quatre-vingt-deux mille francs (82,000^f) environ, de la plus-value sur l'octroi de mer devant résulter du nouveau mode de répartition entre les communes adopté pour cet impôt.

Le surplus des sommes nécessaires au service de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} de la présente loi sera prélevé sur les ressources ordinaires de la ville de Saint-Pierre.

3. Le receveur municipal devra encaisser, comme séquestre, ces diverses ressources, qui seront spécialement affectées, et par privilège, à l'amortissement du nouvel emprunt. Il aura à rendre compte de leur emploi au conseil privé et à justifier dans ses comptes de gestion, ainsi que l'administration municipale dans ses comptes administratifs, de l'affectation des sommes prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article précédent au paiement des annuités dudit emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 23939. — **DÉCRET** qui convoque les *Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 10 Juillet 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat duquel il résulte que, dans la séance du 15 juin 1891, il a été procédé, conformément à l'article 3 de la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort qui a désigné le département de la Loire comme devant être appelé à élire un sénateur en remplacement de M. l'amiral de Montaignac, sénateur inamovible décédé.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire sont convoqués pour le dimanche 26 juillet courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Loire, se réunira au chef-lieu, le dimanche 30 août prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 290, n° 4942.

N° 23940. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un Député.

Du 10 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Dacroz, député de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie) est convoqué pour le dimanche 9 août 1891, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1261, n° 20663.

23941. — **DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour Secours aux Victimes de l'accident du puits Pélissier dépendant de la concession de Villebœuf, à Saint-Étienne.**

Du 18 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi du 11 août 1890, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de deux cent mille francs au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1890, première section, chapitre LXXVIII : *Secours aux victimes de l'accident du puits Pélissier dépendant de la concession de Villebœuf, à Saint-Étienne* ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu le récépissé (n° 14711), en date du 26 mai 1891, délivré par le receveur central de la Seine et constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour les dépenses publiques, par M. Bertin, agent comptable des colonies, d'une somme de trois mille deux cent cinquante-huit francs vingt et un centimes ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890, première section, chapitre LXXVIII : *Secours aux victimes de l'accident du puits Pélissier dépendant de la concession de Villebœuf, à Saint-Étienne*, un crédit supplémentaire de trois mille deux cent cinquante-huit francs vingt et un centimes (3,258²¹).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor, à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 18 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

23942. — **DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :**

1^{er} Il sera procédé à l'exécution des travaux de curage du bassin Bérigny

1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

et de son chenal d'accès, au port de Fécamp (Seine-Inférieure), conformément aux dispositions du projet présenté, les 4-18 février 1891, par les ingénieurs du département, et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 24 mars 1891 ;

2° La dépense de ces travaux, évaluée à cent quarante mille francs, sera prélevée sur les ressources inscrites au budget du ministère des travaux publics, deuxième section (*Amélioration des ports maritimes*). (*Paris, 13 Juin 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26 * Septembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1418.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 23943. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 2 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Saône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-quinze mille francs (75,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-quinze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

XII^e Série.

6

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23944. — *Loi qui autorise la ville de d'Alais (Gard) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 2 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Alais (Gard) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs quarante centimes pour cent (4^f 40 p. 0/0), une somme de sept mille cent francs (7,100^f) destinée à solder les frais d'installation du collège de filles et remboursable en quarante ans, tant au moyen d'une subvention de l'État que d'un prélèvement sur les revenus ordinaires sur la caisse municipale.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 33945. — *Loi qui approuve un Engagement pris par la ville d'Hyères (Var) et autorise un Emprunt.*

Du 1^{er} Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 2 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvées les dispositions adoptées par le conseil municipal d'Hyères (Var), dans une délibération du 10 novembre 1889, et aux termes desquelles la ville s'engage à payer pendant cinquante ans une annuité de dix-sept mille francs (17,000^f) pour la construction et l'aménagement intérieur d'un théâtre municipal.

2. La même ville est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20 p. 0/0), une somme de huit cent quinze mille neuf cents francs (815,900^f), remboursable à l'aide du produit de surtaxes d'octroi dans les délais ci-après, savoir :

Cinq cent cinquante-cinq mille neuf cent soixante-six francs (555,966^f) en quarante ans, et deux cent cinquante-neuf mille neuf cent trente-quatre francs (259,934^f) en cinquante ans.

Lesdites sommes serviront tant à la conversion du reliquat d'un emprunt contracté en vertu de la loi du 22 décembre 1886 et au paiement de diverses dettes qu'à l'agrandissement du cimetière, à la couverture du Béal d'Hyères, à la restauration de la mairie et aux travaux de réfection du chemin vicinal ordinaire n° 16.

L'emprunt pourra être contracté soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23946. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire pour combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux victimes de leurs ravages en Algérie.*

Du 7 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 8 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891 (2^e section, chap. XIX), un crédit supplémentaire de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) pour combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux victimes de leur ravages en Algérie.

2. Il sera pourvu au crédit supplémentaire alloué par l'article 1^{er} ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23947. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20 p. 0/0), une somme de deux cent cinq mille francs (205,000^f), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir tant aux frais d'achèvement du boulevard de Ceinture qu'aux travaux de couverture de la Chézine et à la réfection de l'égout de la rue de Lamoricière.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit

directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1892, soixante-six centièmes de centime (0^o66) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour une somme de trois cent soixante-trois mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23948. — *LOI qui autorise la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à changer l'affectation de fonds d'Emprunt.*

Du 16 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Toulouse (Haute-Garonne) est autorisée à changer l'affectation d'une somme d'un million sept cent quatre-vingt mille francs (1,780,000^f) sur l'emprunt de cinq millions cinq cent mille francs approuvé par la loi du 29 juillet 1890.

Cette somme servira à l'exécution de diverses entreprises énumérées dans une délibération municipale du 6 mars 1891 et ayant pour objet notamment l'établissement de halles et marchés, l'achèvement du musée, la décoration de la salle des Illustres au Capitole, la réfection de la façade de l'hôtel de ville, la mise à l'alignement de la rue Jean-Snaou, le pavage de plusieurs rues et la construction d'égouts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23949. — *Loi qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies (2^e section), sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour faire face aux dépenses de la pose d'un câble entre Marseille et Tunis et d'un câble entre Marseille et Oran.*

Du 17 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (2^e section), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de cinq millions cinq cent mille francs (5,500,000^f) pour l'établissement des lignes sous-marines de Marseille à Tunis et de Marseille à Oran, et qui sera inscrit à un nouveau chapitre portant le n° xxvii bis et intitulé : *Etablissement de lignes sous-marines entre Marseille et Oran et entre Marseille et Tunis.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances ,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre
des affaires étrangères ,

Signé : RIBOT.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies ,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23950. — *Loi tendant à la création d'un Office du travail.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est créé au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies un office du travail destiné à rassembler, coordonner et vulgariser tous les renseignements concernant la statistique du travail.

2. Un règlement d'administration publique déterminera les attributions et le fonctionnement de l'office du travail.

3. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un crédit de quarante-huit mille francs.

(18,000^f) destiné à faire face aux frais de premier établissement et aux dépenses de l'office du travail pendant le dernier trimestre de la présente année. Ce crédit sera inscrit à la 1^{re} section : *Commerce et industrie*, à un chapitre nouveau qui portera le n° xxxviii et sera libellé : *Frais de premier établissement de l'Office du travail et dépenses de cet office pendant le quatrième trimestre de 1891.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies adressera, chaque année, au Président de la République un rapport résumant les travaux de l'office du travail.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 13951. — *Loi qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies (2^e section — Postes et télégraphes), sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour l'établissement de communications télégraphiques internationales.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (2^e section — *Postes et télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de sept cent-vingt-trois mille francs (723,000^f) pour l'établissement, sur le territoire français, de nouvelles communications télégraphiques internationales, et qui sera inscrit à un nouveau chapitre portant le n° xxvii quater et intitulé : *Etablissement de communications télégraphiques internationales.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23952. — *Loi qui autorise le département du Cantal à contracter un Emprunt.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs vingt centimes pour cent (4^{fr} 20 p. 0/0), une somme de quarante-deux mille quatre cents francs (42,400^{fr}) remboursable en trente ans à partir de 1892 et applicable à la reconstruction du pont de Massiac, au passage de la route départementale n° 3, de Murat à Massiac.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-deux mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés, de 1892 à 1913 inclusivement, sur le produit de l'imposition extraordinaire perçue en vertu de la loi spéciale du 23 juillet 1883, et à partir de 1914, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23953. — Loi qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement.

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant onze ans, à partir de 1892, trois centimes (0^e 03) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de la garantie d'intérêt promise à la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local d'Angoulême à Rouillac.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23954. — Loi qui autorise le département du Finistère à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs vingt centimes pour cent (4^e 20 p. 0/0), une somme de trois millions six cent trente-cinq mille soixante-seize francs (3,635,076^e) remboursable en trente ans et applicable aux frais d'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local.

XII^e Série.

6..

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Finistère est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1892, dans la limite du maximum de cinq centimes, le nombre de centimes additionnels au principal des quatre contributions directes nécessaires pour assurer tant le service des intérêts et du remboursement des sommes réalisées sur l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus que le paiement des autres dépenses mises à sa charge par la convention en date des 30 novembre 1889 et 21 mars 1890 annexée à la loi du 14 février 1891.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 32955. — *Loi qui autorise le département de Lot-et-Garonne à contracter un Emprunt.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Lot-et-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-dix-huit mille six cents francs (98,600^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux de reconstruction du pont de Layrac sur la Garonne au passage du chemin d'intérêt commun n° 106, à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix-huit mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23956. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1892, treize centimes (0^e 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, savoir :

Neuf centimes (0^e 09) dont le produit sera consacré à l'entretien des routes départementales;

Deux centimes (0^e 02) dont le produit sera consacré aux travaux de grosses réparations desdites routes et à l'achat du matériel y afférent;

Enfin deux centimes (0^e 02) dont le produit sera appliqué aux frais des études d'un réseau de tramways départementaux.

Les impositions dont il s'agit seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23957. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Étienne (Loire) à contracter un Emprunt.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Étienne (Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^r 20 p. 0/0), une somme de deux cent dix mille francs (210,000^r), remboursable en quarante ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir aux frais d'agrandissement des cimetières du Soleil, de Valbenoite et de Montaud.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer pour la réalisation dudit emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23958. — *DÉCRET relatif à la vérification des Poids et Mesures.*

Du 1^{er} Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 4 juillet 1837, l'ordonnance royale du 17 avril 1839 ⁽¹⁾ et le décret du 26 février 1873 ⁽²⁾;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 645, n° 7909.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 121, n° 1842.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont assujettis à la vérification des poids et mesures en addition au tableau A joint au décret du 26 février 1873 les commerces, industries et professions désignés ci-après :

Adjudicataires ou fermiers de droits d'octroi;
 Adjudicataires ou fermiers de pesage ou de mesurage publics;
 Affichages (Entrepreneurs d') opérant à la mesure;
 Cidre et poiré (Marchands de) en gros et demi-gros ayant magasin ou entrepôt;
 Eaux gazeuses et limonades (Fabricants d');
 Huiles (Épurateurs d');
 Mines de cuivre, plomb, fer, manganèse, houille, lignite, schiste, etc. (Exploitants de);
 Navires (Constructeurs de);
 Osier (Marchands d');
 Spiritueux (Marchands de);
 Sucre (Casseurs ou découpeurs de);
 Talc (Fabricants et marchands de);
 Usines électro-métalliques;
 Usines d'étamage;
 Vins (Marchands de) en gros et demi-gros ayant magasin ou entrepôt.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
 et des colonies,

Signé : JULES ROGEE.

N° 23959. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Roanne à établir un Bureau public pour le Conditionnement des soies, des laines et des colons.

Du 11 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Roanne, en date des 13 décembre 1887, 29 novembre 1889, 25 février et 18 mars 1890, concernant l'établissement d'un bureau de conditionnement dans cette ville;

Vu les lettres du préfet de la Loire, en date des 1^{re} et 25 février 1890;
Vu les avis du comité consultatif des arts et manufactures, en date des 18 juin, 2 juillet et 24 décembre 1890;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Roanne est autorisée à établir un bureau public pour le conditionnement des soies, des laines et des cotons, pour le titrage et le décreusage des soies et le numérotage métrique des fils autres que la soie.

Les opérations de ce bureau seront facultatives pour le commerce.

2. Sont approuvés les statuts de cet établissement, tels qu'ils sont annexés au présent décret et dont une expédition restera déposée aux archives du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

STATUTS.

ART. 1^{er}. Un bureau public est établi à Roanne, par les soins de la chambre de commerce de cette ville, à ses frais et sous son administration;

1^o Pour le conditionnement des soies brutes ou ouvrées, des laines brutes ou ouvrées et des cotons bruts ou filés;

2^o Pour le titrage des soies et le numérotage métrique des fils de tout genre autres que la soie;

3^o Pour le décreusage des soies.

Les opérations de la condition publique sont facultatives pour le commerce et l'industrie.

2. Le procédé adopté par la condition a pour base la dessiccation à l'absolu.

3. Un bulletin officiel rédigé en double, constatant les résultats de l'expérience à l'absolu et signé du directeur, est délivré aux vendeurs et aux acheteurs intéressés dans l'opération.

Ce bulletin reproduit les marques et désignations de la marchandise qui sont relatées dans le bulletin d'envoi, sans lequel aucune marchandise n'est admise, soit au conditionnement, au titrage ou au numérotage métrique. Il mentionne, en outre, l'état des colis présentés afin de dégager la responsabilité de l'établissement en cas de réclamations pour cause d'avarie.

De plus, pour le conditionnement, il indique le nombre des échantillons soumis à la dessiccation absolue, le poids de ces échantillons avant et après cette opération et le poids de la partie réduite à l'état de siccité complète. Enfin, pour la sécurité des intéressés, les bulletins doivent être rédigés comme les actes des officiers ministériels, sans rature ni surcharge non approuvées par le directeur de l'établissement.

Le titre et le numéro métrique sont fixés d'après la moyenne des poids constatés avec précision sur des échées formées à une longueur régulière de mille mètres.

Les bulletins de titrage relatent :

1° Le titre variable, c'est-à-dire le titre obtenu d'après l'état d'hydratation de la matière au moment de l'essai;

2° Le titre sec ou invariable résultant du conditionnement à l'absolu, lorsque ce second contrôle est demandé en même temps.

4. Le vendeur et l'acheteur peuvent assister au prélèvement des échantillons, qui est fait par le directeur ou l'employé de la condition délégué à cet effet par lui.

5. Tous les poids sont reconnus et relevés contradictoirement par deux employés; l'identité en est constatée avant de les soumettre au calcul. Tous les calculs sont faits en double et par deux méthodes différentes.

6. Le tarif des droits de conditionnement à percevoir est établi comme suit :

SOIES.

Pour chaque balle ou partie de balle de soie, au-dessous de vingt-trois kilogrammes, deux francs soixante centimes; au-dessus de vingt-trois kilogrammes, douze centimes par kilogramme.

LAINES FILÉES.

Pour chaque opération faite sur une partie de laines filées, de cinq kilogrammes à mille kilogrammes inclusivement, y compris la constatation du numérotage métrique, lorsqu'il est réclamé par une des parties, quatre francs; au-dessus de ce poids, quatre centimes par kilogramme excédant.

LAINES NON FILÉES.

Pour chaque opération faite sur une partie de laines non filées, du poids total de cinq kilogrammes à mille kilogrammes inclusivement, trois francs; au-dessus de ce poids, trois centimes par kilogramme excédant.

COTONS.

Pour chaque opération de conditionnement faite sur des cotons bruts ou filés, simples ou retordus, de cinq kilogrammes à mille kilogrammes inclusivement, un franc cinquante centimes; au-dessus de mille kilogrammes, un centime par kilogramme excédant.

7. Le tarif des droits à percevoir pour le titrage des soies et le numérotage métrique des fils de tout genre autres que la soie est établi de la manière suivante :

TITRAGE DES SOIES.

Pour chaque essai sur une soie ouvrée, deux francs.

Pour chaque essai sur une soie grège, quatre francs.

NUMÉROTAGE MÉTRIQUE DES FILS DE TOUT GENRE AUTRES QUE LA SOIE.

Pour la constatation officielle du numérotage métrique, chaque opération, un franc.

8. L'opération du décreusage sera pratiquée d'office et gratuitement sur toutes les balles ou parties de soie ouvrée en organsin ou en trame présentées au conditionnement, toutes les fois qu'il n'y aura pas eu de déclaration écrite remise par le déposant, énonçant qu'il ne doit pas être procédé à cette opération sur la balle ou partie déposée.

L'opération du décreusage ne sera faite sur les grèges et sur les soies diverses, telles que poils, zéphirs, grenadines, rondelettes, soies pour tulles, cordonnets, etc., présentées au conditionnement, que sur la demande expresse et écrite du déposant. Elle sera également gratuite.

Dans tous les cas, le prix du conditionnement sera seul perçu.

Lorsqu'on apportera un échantillon à faire décreuser seulement, le tarif appliqué sera celui du conditionnement pour une partie de balle au-dessous de vingt-trois kilogrammes, soit deux francs soixante centimes.

9. Les frais de conditionnement, de titrage, de numérotage métrique et de décreusage sont acquittés par la personne chargée d'enlever la marchandise.

10. Les tarifs ci-dessus ne sont exécutoires que pour cinq ans ; après ce délai, ils seront révisés, s'il y a lieu.

11. Le bureau de conditionnement est régi par un directeur, sous la surveillance de la chambre de commerce, qui le nomme à son emploi et peut également prononcer sa révocation.

Le directeur doit assister aux opérations qui s'exécutent dans la condition publique sous sa responsabilité.

12. Le traitement du directeur, le nombre des employés ou autres agents placés sous ses ordres, ainsi que leurs appointements ou salaires, sont fixés par la chambre de commerce, qui nomme les employés ou agents ou les révoque sur la proposition du directeur.

13. Des registres cotés et parafés par la chambre de commerce, représentés par son président ou un délégué, sont tenus à l'effet de constater, jour par jour, toutes les opérations de l'établissement.

14. Les produits de la condition publique appartiennent à la chambre de commerce de Roanne chargée des frais d'outillage, d'installation, d'exploitation et d'administration.

15. Un règlement, proposé par la chambre de commerce de Roanne et approuvé par le préfet de la Loire, détermine le régime intérieur de la condition publique.

16. Le décret d'institution, les présents statuts et le règlement d'administration intérieure seront affichés dans l'établissement, de manière que le public puisse toujours en prendre facilement connaissance.

17. Toutes modifications aux présents statuts.....

N° 23960. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit versé à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes interurbaines.*

Du 16 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 21 de la loi de finances du 26 décembre 1890;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes pour le compte de l'agent comptable des téléphones à titre d'avances par des villes, établissements publics ou syndicats pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes interurbaines;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au chapitre VI du budget annexe des téléphones, sur l'exercice 1891, un crédit de quatre cent quarante et un

mille huit cent quarante-cinq francs quarante-cinq centimes (441,845^f 45^c).

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées à titre d'avances dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes pour le compte de l'agent comptable des téléphones.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 23961. — DÉCRET qui crée une Bourse de commerce à Besançon (Doubs).

Du 26 Mai 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mai 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu le titre I^{er} de la loi du 28 ventôse an IX, relative à l'établissement des bourses de commerce;

Vu l'article 2 de l'arrêté consulaire du 29 germinal an IX ⁽¹⁾;

Vu le titre V, section 1^{re}, du Code de commerce;

Vu la demande du conseil municipal de Besançon, tendant à ce qu'il soit institué dans cette ville une bourse de commerce;

Vu le bail passé, le 30 janvier 1891, entre le maire de Besançon et M. Faivre, pour la location d'un local situé au rez-de-chaussée de la maison que ce dernier possède dans cette ville, Grande-Rue, n° 86, ledit local destiné à l'installation de la bourse du commerce,

Vu le plan produit;

Vu les délibérations du conseil municipal de Besançon, en date des 9 janvier, 9 février et 5 mai 1891;

Vu les délibérations du tribunal et de la chambre de commerce de Besançon, en date des 26 février et 3 mars 1891;

Vu l'avis du préfet du Doubs, en date du 12 mai 1891, ensemble les autres pièces de l'instruction,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une bourse de commerce à Besançon (Doubs).

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 76, n° 642.

2. Cette bourse se tiendra au local susindiqué, tel qu'il est désigné au plan ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 23962. — *DÉCRET qui annule une Somme au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Colonies pour l'exercice 1890, service des Postes et des Télégraphes.*

Du 26 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu le décret en date du 16 mars 1891 ⁽¹⁾, portant ouverture au budget du ministère du commerce, exercice 1890, service des postes et des télégraphes, chapitre xxvi quater : *Rachat, mise en état de bon fonctionnement et développement des réseaux téléphoniques*, d'un crédit de quatre-vingt-deux mille cinq cent trente et un francs vingt-quatre centimes, en somme égale aux recettes effectuées au trésor, à titre de fonds de concours;

Considérant que, parmi ces recettes, se trouve comprise une somme de soixante francs versée à tort, le 17 novembre 1890, par MM. Esson et compagnie, abonnés au réseau téléphonique de Marseille, et qu'il y a lieu de leur rembourser;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 22 mai 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est annulée au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, exercice 1890, service des postes et des télégraphes, chapitre xxvi quater : *Rachat, mise en état de bon fonctionnement et développement des réseaux téléphoniques*, une somme de soixante francs (60^f).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1401, n° 23639.

N° 23963. — *DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes à Vierzon-Ville (Cher).*

Du 27 Mai 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 9 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Vierzon-Ville, Vierzon-Village et Vierzon-Bourgneuf;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Bourges, en date du 15 janvier 1890;

Vu la lettre du préfet du Cher, en date du 27 février 1890, et l'avis y annexé;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 7 novembre 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Vierzon-Ville (Cher) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

caté- gories.	INDUSTRIES ET PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Bourelliers, selliers, tanneurs, corroyeurs, cordonniers, sabotiers, chapeliers, tailleurs d'habits, entrepreneurs de confection, teinturiers, filateurs, cordiers, minotiers, confiseurs, fabricants d'huile.....	2	2
2 ^e .	Châssiers, carrosiers, charretons, charpentiers, menuisiers, charbonniers, scieurs de long et exploitants de scieries mécaniques, entrepreneurs de maçonnerie, plâtriers, tailleurs de pierres, peintres en bâtiments et en voitures, couvreurs, sculpteurs, paveurs, fabricants de produits céramiques, tulleurs, tapisiers, tonneliers, vanniers, verriers.....	3	3
3 ^e .	Serruriers, trefileurs, cloutiers, pointiers, chaudronniers, ferblantiers, fondeurs, tourneurs sur métaux, forgerons, maréchaux, taillandiers, imprimeurs et relieurs, orfèvres, bijoutiers et horlogers, constructeurs-mécaniciens, constructeurs de bateaux, usines à gaz, ajusteurs, perceurs, manœuvres, journaliers.....	2	2
	TOTAL.....	7	7

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Vierzon-Ville s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et

dont le siège sera situé sur le territoire des communes de Vierzon-Ville, Vierzon-Village et Vierzon-Bourgneuf.

Seront justiciables du conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Vierzon-Ville préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23964. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour remboursement des dépenses occasionnées par l'enlèvement d'arbres laissés sur les accotements de la Route nationale n° 20.*

Du 30 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1890 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 4876) du trésorier-payeur général du département de Loir-et-Cher, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 31 octobre 1890, par M. *Raynaud*, marchand de bois, une somme de cent quarante-huit francs soixante-six centimes applicable au remboursement des dépenses faites d'office pour l'enlèvement d'arbres laissés sur les accotements de la route nationale n° 20;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire de l'exercice 1890, première section, chapitre xix : *Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent quarante-huit francs soixante-six centimes (148' 66) applicable au remboursement des dépenses faites d'office pour l'enlèvement d'arbres laissés sur les accotements de la route nationale n° 20.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 23965. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'installation d'une Canalisation d'eau sur les territoires de Vaucresson et de la Celle-Saint-Cloud.*

Du 30 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1890;

Vu le décret du 28 août 1890, qui, en exécution du décret du 5 juillet ⁽¹⁾ de la même année, a transporté au ministère des travaux publics, troisième section du budget ordinaire, les crédits ouverts, sur l'exercice 1890, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, pour le paiement des dépenses du service des bâtiments civils et des palais nationaux;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5350) du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 17 mai 1891, par M. *Dalsème*, pour le syndicat des bois de la Malmaison, une somme de quatre mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'installation d'une canalisation d'eau dans la division Théry, territoires de Vaucresson et de la Celle-Saint-Cloud;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

⁽¹⁾ 3^e série, Bull. 1350, n° 22620.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

budget ordinaire de l'exercice 1890, troisième section, chapitre VII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de la somme de quatre mille francs (4,000^f) applicable à l'installation d'une canalisation d'eau dans la division Théry, territoires de Vaucresson et de la Celle-Saint-Cloud.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUYEN.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23966. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien de tranchées ouvertes sur la chaussée de la Route nationale n° 1, dans l'arrondissement de Saint-Denis.*

Du 30 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1890 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, pour l'entretien, pendant le quatrième trimestre de 1890, de tranchées ouvertes sur la route nationale n° 1 dans l'arrondissement de Saint-Denis, les sommes ci-après :

NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
12810	6 mai 1891.	M. Vallée.....	17 ^f 96
13206	9 mai 1891.	M. Lelièvre.....	9 20
13207	Idem.	M. Robèche.....	31 84
13344	12 mai 1891.	M. Versigny.....	4 48
14462	23 mai 1891.	M. Mayeras.....	7 30
TOTAL.....			65 68

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, première section, de l'exercice 1890, chapitre XVIII : *Routes et ponts. — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-cinq francs soixante-huit centimes (65'68) applicable à l'entretien des tranchées ouvertes sur la chaussée de la route nationale n° 1, dans l'arrondissement de Saint-Denis.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23967. — *DÉCRET portant abrogation de celui du 19 Décembre 1866 qui a concédé un Entrepôt réel de Douanes à la ville d'Amiens.*

Du 10 Juin 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu la loi du 27 février 1832, relative à l'organisation des entrepôts réels de douanes;

Vu le décret du 19 décembre 1866⁽¹⁾, qui a accordé à la ville d'Amiens un entrepôt réel pour les marchandises prohibées ou non prohibées;

Vu la lettre du préfet de la Somme, en date du 28 mars 1891;

Vu la dépêche du ministre des finances, du 29 avril 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est abrogé le décret du 19 décembre 1866 portant concession d'un entrepôt réel de douanes à la ville d'Amiens.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1448, n° 14777.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 23968. — *DÉCRET qui modifie les conditions de la Perception du Droit de tonnage dans le port du Havre.*

Du 17 Juin 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande ;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce ;

Vu le décret du 2 août 1880⁽²⁾, relatif à l'établissement d'un droit spécial de tonnage au port du Havre ;

Vu le décret du 31 juillet 1888⁽³⁾, qui a réduit ce droit de moitié pour les navires faisant escale au Havre, après avoir laissé dans un autre port français où existe un droit local de tonnage une partie de leur cargaison provenant de l'étranger ou des colonies françaises ;

Vu la délibération de la chambre de commerce du Havre, en date du 7 novembre 1890, et la lettre de cette compagnie, en date du 13 du même mois ;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 28 février et 1^{er} mai 1891, et celle du ministre des finances, en date du 28 janvier 1891 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 31 juillet 1888 est modifié comme il suit :

« Les droits de tonnage de cinquante-cinq centimes (0⁵55) et de trente centimes (0⁵30) par tonneau de jauge, institués dans le port du Havre par le décret du 2 août 1880, sont réduits de moitié pour tout navire faisant escale au Havre, soit après avoir laissé ou avant de porter dans un autre port français où est établi un droit local de

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 447, n° 3739.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 564, n° 9872.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1118, n° 19651.

tonnage partie de sa cargaison provenant d'un port étranger, soit pour continuer du Havre à destination de l'étranger son chargement commencé dans un autre port français où est établi un droit local de tonnage. »

2. La même réduction de moitié est accordée aux navires entrant au Havre et se rendant à Harfleur par le canal de Tancarville.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 23969. — *DÉCRET qui modifie les conditions de la Perception du Droit de tonnage à Nantes.*

Du 23 Juin 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après les avis conformes du ministre des travaux publics et du ministre des finances;

Vu l'article 5 de la loi du 28 mars 1889 qui a établi, au profit de la chambre de commerce de Nantes, des taxes de tonnage susceptibles d'être abaissées sur la demande de cette compagnie;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Nantes, en date du 3 juin 1890, et la lettre de cette compagnie, en date du 2 mai 1891;

Vu la dépêche du ministre des travaux publics, en date du 4 juillet 1890, et celles du ministre des finances, en date des 25 octobre 1890, 25 février et 15 avril 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe de tonnage de cinquante centimes (0^e 50) par tonneau de jauge, applicable aux navires à voiles ou à vapeur arrivant d'un port d'Europe ou situé dans les mers méditerranéennes, pour effectuer des opérations de commerce à Nantes ou dans la zone de la Loire maritime qui en dépend d'après les limites fixées par l'article 5 de la loi du 28 mars 1889, est abaissée pour chacun des

vingt premiers voyages effectués dans l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre :

1^o À quarante centimes (0^f 40) par tonneau de jauge, en faveur des navires dont la cargaison est composée pour quatre cinquièmes au moins de bois ou de bois et de fer ;

2^o À trente centimes (0^f 30) par tonneau de jauge, en faveur des navires dont la cargaison est composée pour quatre cinquièmes au moins de charbon, minerais, coaltars, brais, bitumes, scories de fer, de fonte ou d'acier.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N^o 23970. — DÉCRET qui autorise la Société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud à établir un Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Auzelles (Puy-de-Dôme).

Du 25 Juin 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances ;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite ;

Vu la demande formée par M. Richard, directeur de la société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auzelles (Puy-de-Dôme) ;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé ;

Vu l'avis du préfet du Puy-de-Dôme ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n^o 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n^o 12552.

est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auzelles (Puy-de-Dôme), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la société pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Pour diminuer les chances de gelée de la dynamite, les cloisons remplaçant les murs actuels seront formés par une double paroi en planches laissant entre elles un intervalle d'environ quinze centimètres qui recevra une garniture en matériaux mauvais conducteurs de la chaleur, tels que de la sciure de bois ou des débris de liège.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré sur ses quatre faces d'une levée en terre continue, qui aura son pied à un mètre de distance au plus du sous-bassement du bâtiment et son sommet à cinq mètres au moins au-dessus du sol de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle reposera à sa partie inférieure sur le terrain naturel, soigneusement ménagé à cet effet autour de l'excavation au milieu de laquelle s'élève le bâtiment, et aura à l'intérieur une pente aussi raide que le permettra le mode de construction pour lequel on adoptera utilement un fascinage au dixième. A l'extérieur, la pente sera à quarante-cinq degrés et recevra des plantations à croissance rapide. Enfin, l'accès du dépôt aura lieu par une galerie brisée ayant au plus un mètre quatre-vingts centimètres de hauteur et quatre vingts centimètres de largeur, qui sera établie dans la levée, du côté opposé à l'atelier des Laveries et au village des Chabannettes.

5. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins, placée au pied du talus extérieur du remblai.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les

ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinq cents kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Le carnet dont la tenue est prescrite à l'article 6 du décret du 28 octobre 1882 présentera l'état nominatif de la délivrance des cartouches, dont l'emploi régulier par les ouvriers auxquels elles auront été remises sera, en outre, toujours rigoureusement vérifié.

9. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. La société permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

13. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire

telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 25 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 23971. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1889.

Du 15 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1889, un crédit supplémentaire de dix-huit francs douze centime (18^f 12).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos, et exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer portés dans le compte définitif de l'exercice clos 1889.

EXER- CISE.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1889.	ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.				
	CHAP. L. Matériel. Art. 5.	Redevance afférente à l'oc- cupation du sol par dix- sept robinets sous dalles (gaz) ⁽¹⁾	17 ^f 00 ^c	17 ^f 00 ^c	18 ^f 12 ^c
	ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.				
	CHAP. LXXIX. Dépenses diverses. Art. 5.	Contributions foncières de 1889 au nom du sieur <i>Bellon</i> , courtumax ⁽²⁾	1 12	1 12	
	TOTAUX.....		18 12	18 12	18 12

(1) Extrait du rôle remis au service du matériel en mai 1891. — (2) Retard incombant au percep-
teur, qui n'a fait parvenir l'extrait du rôle que le 18 mars 1891.

Arrêté le présent état à la somme de dix-huit francs douze centimes.

Paris, le 15 juillet 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 23972. — **DÉCRET** qui rapporte le décret du 20 juin 1890 qui a interdit l'importation en France des Drilles et Chiffons, ainsi que des objets de literie venant d'Espagne.

Du 18 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 20 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances ;

Vu le décret du 20 juin 1890, qui a interdit jusqu'à nouvel ordre l'importation en France des drilles et chiffons, ainsi que des objets de literie, tels que matelas, couvertures, etc., venant d'Espagne ;

Vu l'avis du Comité de direction des services de l'hygiène,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 20 juin 1890 est rapporté.

2. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 18 Août 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé: CONSTANS.

N° 23973. — **DÉCRET** DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{re} Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 133, dans les côtes d'Abany, de Ladourmande et de Castagnos, conformément à la direction générale indiquée par les lignes rouges sur le plan visé au présent décret.

L'ancienne direction de la route demeurera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours.

Elle sera remise au département des Landes pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération du conseil général, en date du 7 avril 1891 incorporation dans la voirie départementale des parties de la route actuelle qui seront abandonnées par suite du changement de tracé, sauf à les classer ultérieurement dans le réseau vicinal si les conseils municipaux intéressés en faisaient la demande).

2^o La dépense, évaluée à cent un mille cinq cents francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales.

3^o L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux disposi-

tions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 18 Juin 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Septembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1419.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 23974. — *Loi concernant les Contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1892.*

Du 30 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET GÉNÉRAL

ART. 1^{er}. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront établies pour 1892, en principal et centimes additionnels, conformément à la première partie de l'état A annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces contributions sont évaluées à la somme de quatre cent trente-trois millions neuf cent cinquante-sept mille neuf cent huit francs (433,957,908^{fr}).

2. Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé en principal, pour 1892, à trois francs vingt centimes pour cent (3^{fr} 20^c p. 0/0) de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 8 août 1890 et d'après les déductions spécifiées audit article. Ce taux ne sera appliqué que pour moitié dans le département de la Corse.

III^e Série.

3. Le contingent de chaque département pour la contribution foncière des propriétés non bâties et pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé, en principal, pour 1892, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

4. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, énoncées à la première partie de l'état C annexé à la présente loi, seront établies, pour 1892, au profit de l'État, conformément aux lois existantes.

Les taxes assimilées aux contributions directes, applicables aux dépenses ordinaires du budget de l'exercice 1892, sont évaluées, conformément à la première partie de l'état D annexé à la présente loi, à la somme de vingt-neuf millions neuf cent soixante-trois mille cent francs (29,963,100^f).

5. A partir du 1^{er} janvier 1892, la contribution foncière établie, par l'article 1^{er} de la loi du 23 décembre 1884, sur les propriétés bâties situées en Algérie, sera perçue en principal au profit de l'État, sans préjudice des centimes additionnels ordinaires et extraordinaires que les conseils généraux et les conseils municipaux sont autorisés à voter par application des articles 9 et 10 de la même loi.

Le taux en principal de la contribution est, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par une loi, fixé à trois francs vingt centimes pour cent (3^f 20 p. 0/0) du revenu net imposable desdites propriétés.

Toutefois, pour le calcul du produit des centimes départementaux et communaux à imposer dans les rôles de chaque année, on continuera, jusqu'à nouvel ordre, de prendre pour base un principal déterminé à raison de cinq pour cent (5 p. 0/0) du revenu net, conformément à l'article 6 de la loi du 23 décembre 1884.

6. Les contributions directes, taxes assimilées et contributions arabes à percevoir en Algérie, énoncées à la première partie de l'état E ci-annexé, seront établies, pour 1892, au profit de l'État, conformément aux dispositions de l'article 5 ci-dessus et des lois existantes. Ces contributions et taxes sont évaluées à la somme de dix millions trois cent quatre-vingt-quatre mille sept cents francs (10,384,700^f).

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

7. Les contributions directes, applicables aux dépenses départementales, communales et spéciales, seront établies, pour 1892, en centimes additionnels, conformément à la seconde partie de l'état A annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces contributions sont évaluées à la somme de trois cent soixante-douze millions deux cent dix-sept mille deux cent vingt-six francs (372,217,226^f).

8. Le maximum des centimes que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1892; 1° à vingt-cinq centimes (0' 25) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à un centime (0' 01) sur les quatre contributions directes.

9. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1892, à douze centimes (0' 12).

Dans ce nombre sont compris les centimes dont l'imposition a été précédemment autorisée par des lois spéciales antérieures à la mise en exécution de la loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux.

10. Le maximum de la contribution spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour la même année, deux centimes (0' 02).

11. Le maximum du nombre de centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, ne pourra dépasser, en 1892, vingt centimes (0' 20).

12. Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer un office sur les communes des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix centimes (0' 10), à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt centimes (0' 20).

13. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour pourvoir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1892, à titre d'imposition spéciale, sept centimes (0' 07) additionnels aux quatre contributions directes.

14. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, énoncées à la seconde partie de l'état C annexé à la présente loi, seront affectées, pour 1892, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, conformément aux lois existantes.

15. Les taxes spéciales assimilées aux contributions directes dont le produit est applicable au budget des dépenses sur ressources spéciales sont évaluées, pour 1892, à la somme d'un million quatre cent

quinze mille cinq cents francs (1,415,500'), conformément à la seconde partie de l'état D annexé à la présente loi.

16. Il sera établi, à raison de trois centimes et demi (0' 03) additionnels au principal imposé en vertu de l'article 5 de la présente loi, un fonds de non-valeurs et de secours qui s'ajoutera au fonds de même nature déjà institué par le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 23 décembre 1884, et sera distribué comme il est dit aux trois derniers paragraphes du même article.

17. Les contributions directes et les contributions arabes à percevoir en Algérie, dont le produit est applicable au budget des dépenses sur ressources spéciales, seront établies, pour 1892, conformément à la seconde partie de l'état E ci-annexé et aux dispositions des articles 5 et 16 ci-dessus et des lois existantes. Ces contributions sont évaluées à la somme de trois millions huit cent cinquante-sept millions quarante francs (3,857,040').

18. Le fonds de non-valeurs de la contribution foncière des propriétés bâties et des propriétés non bâties est fixé, pour 1892, savoir :

Pour la contribution foncière des propriétés bâties, à cinq centimes (0' 05) par franc additionnels :

1° Au principal de cette contribution ;

2° Au produit des huit centimes douze centièmes additionnels de ladite contribution, perçus pour les dépenses de l'instruction primaire en vertu de l'article 27 de la loi du 19 juillet 1889 ;

3° Au produit des centimes additionnels départementaux et communaux afférents à la même contribution.

En cas d'insuffisance du fonds de non-valeurs de la contribution foncière des propriétés bâties, le déficit est prélevé sur le principal de la même contribution.

Pour la contribution foncière des propriétés non bâties, à deux centimes et demi (0' 025) par franc additionnels :

1° Au principal de cette contribution ;

2° Au produit des huit centimes douze centièmes additionnels de ladite contribution, perçus pour les dépenses de l'instruction primaire en vertu de l'article 27 de la loi du 19 juillet 1889 ;

3° Au produit des centimes additionnels départementaux et communaux afférents à la même contribution.

19. Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi seront homologués et rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1892 en aura autorisé la perception.

Toutefois les rôles de prestation pour les chemins vicinaux et ruraux pourront être homologués et publiés après que les conseils généraux auront fixé la valeur de la journée de travail, en conformité de l'article 4 de la loi du 21 mai 1836.

20. Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois des 10 mai 1838, 10 août 1871 et 31 mars 1886 sur les attributions départementales; des 16 septembre 1871 et 21 mai 1873 sur la composition du conseil général de la Seine; du 5 avril 1884 sur l'organisation communale; du 24 juillet 1867 sur l'administration communale, mais exclusivement en ce qui touche la disposition de l'article 9 relative à l'établissement du tarif général, et l'article 17, lequel n'est maintenu en vigueur qu'en ce qui concerne la ville de Paris; du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux; des 21 juillet 1870 et 20 août 1881 sur les chemins ruraux; du 21 décembre 1882, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs; du 22 mars 1890 sur les syndicats des communes et de l'article 26 de la loi du 8 août 1890, relatif au calcul du produit total des centimes départementaux et communaux en ce qui concerne la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTAT A.

Tableau des contributions directes à imposer en

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière propriétés bâties.		for propriétés
		Cen- times addi- tionnels.		Cen- times addi- tionnels.
I ^{re} PARTIE.				
Principal des contributions.....		66,500,000 ^f		
A retrancher pour cotisations en principal des propriétés non bâties ayant cessé d'être imposables, deduction faite des cotisations afférentes aux propriétés non bâties devenues passibles de l'impôt. (Art. 11, 12 et 13 de la loi du 1 ^{er} mai 1822.).....		"		
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1892, deduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1833 et 4 août 1844.).....		"		
TOTAL du principal.....		66,500,000		
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Art. 36 de la loi du 15 juillet 1880.).....		"		
RESTE.....		66,500,000		
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal).....		"		
Centimes additionnels généraux extraordinaires, avec maintien des exceptions déterminées par l'article 1 ^{er} de la loi du 24 juillet 1873.....		"		
Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	8	5,320,000	8	
Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	0.12	79,800	0.12	
TOTAUX.....		71,899,800		
3/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles des quatre contributions directes. (				
TOTAL du budget général.....				
II ^e PARTIE. — BUDGET DES				
Fonds pour dépenses départementales.	Centimes additionnels sur les quatre contrib. dir.			
	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière votés annuellement par les conseils généraux. (Loi du 10 août 1871, art. 58) : maximum, 25 centimes.....	16,200,000 ^f		
	pour dépenses ordinaires des départements : maximum, 1 centime.....	648,000		
	pour dépenses du service vicinal : maximum, 7 centimes.....	4,536,000		
	imposés d'office, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 de la loi du 10 août 1871 : maximum, 2 centimes. (Mémoire.).....	"		
Budget départemental ordinaire.	Centimes pour dépenses du cadastre : maximum, 5 centimes.....	41,100		
(A) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes sur 20,750,000 avertissements 3 centimes est de 622,500 francs.				
Le produit des 2 autres centimes est attribué aux percepteurs pour la distribution des avertissements				
(a) Conformément aux prescriptions de l'article 26 de la loi du 8 août 1890, on a calculé le produit des centimes principaux de 1890, en tenant compte des mouvements probables de la matière imposable. — Les propriétés bâties et à 118,542,000 francs pour la contribution foncière des propriétés non bâties.				

ANNEXES.

Revenus additionnels pour l'exercice 1892.

DÉPENSES					TOTALS	
Secours-mobilière.	des portes et fenêtres.		des patentes		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
	Centimes additionnels.		Centimes additionnels.			
64,833,028 ^f	"	42,971,437 ^f	"	84,500,000 ^f	362,083,820 ^f	
					en moins	
					6,355	
966,972	"	428,563	"	"	1,395,535	
65,800,000	.....	43,400,000	.....	84,500,000	363,473,000	
"	"	"	"	6,760,000	6,760,000	
65,800,000	.....	43,400,000	.....	77,740,000	356,713,000	
11,196,000	15.8	6,857,200	14.6	12,337,000	30,380,200	
"	"	"	20	16,728,200	16,728,200	
5,264,000	8	3,472,000	8	6,760,000	29,077,840	
72,960	0.12	52,080	0.12	101,400	436,168	
82,328,960	.....	53,781,280	.....	113,666,600	433,335,408	
du 15 mai 1818					(A) 622,500	
					433,957,908	433,957,908 ^f

RESSOURCES SPÉCIALES (B).

16,450,000 ^f	"	"	"	62,716,500 ^f	164,374,980 ^f
658,000	"	434,000 ^f	"	845,000 ^f	
4,606,000	"	3,038,000	"	5,915,000	
"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	62,200

Des quatre contributions directes, rentrent dans les fonds pour dépenses générales du budget. Le produit de ces et figure à la deuxième partie du présent tableau.

Sur les communes, en ce qui concerne la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) sur la base au calcul desdits centimes ont été fixés à 64,800,000 francs pour la contribution foncière des pro-

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière , propriétés bâties.		foncière , propriétés non bâties.	
		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
Fonds pour dépenses départementales. (suite.)	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (<i>maximum, 12 centimes</i>) et en vertu de lois spéciales.....	•	11,453,000 ^f	•	21,736
Budget départemental extraordinaire.	Centimes pour dépenses ordinaires (<i>maximum, 5 centimes</i>).....	•	3,240,000	•	6,01 ^f
	Centimes pour dépenses extraordinaires (<i>approuvés par des actes du Gouvernement, par des arrêtés des préfets, votés par les conseils municipaux dans les limites légales ou imposés d'office en vertu de l'art. 149 de la loi du 5 avril 1884</i>)...	•	27,439,000	•	44,12 ^f
Fonds pour dépenses communales.	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (<i>maximum, 5 centimes</i>).....	•	2,265,000	•	5,98 ^f
	Contributions spéciales pour frais de bourses et de chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs).....	•	•	•	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales (<i>3 centimes du montant de ces impositions</i>).....	•	1,037,793	•	1,72 ^f
	Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes par l'article 36 de la loi du 15 juillet 1880.....	•	•	•	
Impositions et fonds spéciaux.	Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits.....	1	665,000	1	1,03
	sur le principal de la contribution foncière (propriétés bâties) (<i>décharges, réductions, remises, modérations et frais de rôles</i>).....	5	3,325,000	•	
Fonds de non-valeurs et frais de rôles	sur le principal des contributions foncière (propriétés non bâties), personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (<i>décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises et modérations et frais de rôles</i>).....	•	•	2.5	2,58
	sur le principal de la contribution des patentes (<i>décharges, réductions, remises et modérations, frais de rôles, frais d'impression des bulletins de recensement et frais d'expédition des formules de patentes</i>).....	•	•	•	

CONTRIBUTIONS						TOTAUX	
contributions mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
Centimes additionnels.		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.			
12,097,000 ^f	"	8,055,000 ^f	"	14,954,000 ^f	"	71,295,000 ^f	
3,290,000	"	"	"	"	"	12,543,300	
21,483,000	"	15,901,000	"	26,216,000	"	138,162,000	
2,528,000	"	1,754,000	"	2,835,000	"	15,366,000	
"	"	"	"	1,466,000	"	1,466,000	179,483,990 ^f
918,141	"	545,587	"	959,153	"	5,186,690	
"	"	"	"	6,760,000	"	6,760,000	
658,000	"	"	"	"	"	2,355,730	2,355,730
"	"	"	"	"	"	3,325,000	
658,000	3	1,302,000	"	"	"	4,541,825	
"	"	"	5	4,225,000	"	4,225,000	23,433,776

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière, propriétés bâties.		foncière propriétés non	
		Cent- times addi- tionnels.		Cent- times addi- tionnels.	
Fonds de non-valeurs et frais de rôles. (suite.)	sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.) sur le montant des impositions départementales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 11 de la loi du 4 septembre 1871.) sur le montant des impositions communales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 11 de la loi du 4 septembre 1871.)	"	269,990 ^f	"	
		"	1,643,905	"	
		"	1,647,200	"	
Fonds de réimpositions.		"	"	"	
Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Art. 9 de la loi du 4 août 1849.)		"	1,900	"	
TOTAUX.			74,412,888		129

2/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles des quatre contributions directes (Art. 12 de la loi du 30 novembre 1890)

F

Budget général.	"	71,899,800 ^f	"	111
Taxe de premier avertissement.				
Budget des dépenses sur ressources spéciales.	"	74,412,888	"	129
Taxe de premier avertissement.				
TOTAL général des contributions directes.		146,312,688		240

(A) 3 centimes sur 337,000 avertissements pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis au communes, et pour rôles de bourses et chambres de commerce, servent à couvrir les frais d'impression de confection desdits avertissements ; le produit de ces 3 centimes est de

2 centimes sur la totalité des avertissements (31,087,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution desdits avertissements, soit

TOTAL

REVENUS					TOTALS	
mobilière.	des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
	Cen- times addi- tionnels.		Cen- times addi- tionnels.			
53,430 ^f	"	105,722 ^f	"	343,070 ^f	981,856 ^f	
338,110	"	345,810	"	1,085,700	5,024,617	
302,990	"	529,650	"	1,452,550	5,335,448	
1,029,300	"	87,700	"	"	2,120,000	2,120,000 ^f
2,700	"	1,600	"	2,200	16,900	16,900
69,070,671		32,100,069	.....	67,058,673	371,785,376	371,785,376
En 1816) et taxe entière des avertissements pour rôles spéciaux.					431,850	(a) 431,850
.....					372,217,226	372,217,226

21,328,960 ^f	"	53,781,180 ^f	"	113,666,600 ^f	433,335,408 ^f	433,957,908 ^f
.....	.....	.....	.....	.....	622,500	
69,070,671	"	32,100,069	"	67,058,673	371,785,376	(b) 372,217,226
.....	.....	.....	.....	.....	431,850	
151,399,631	"	85,881,319	"	180,725,273	806,175,134	(c) 806,175,134

Produit des impositions affectées à des dépenses spéciales est attribué aux ministères ci-après :

Industrie.....	164,312,780 ^f
Agriculture.....	2,355,730
Autres.....	205,548,716
TOTAL.....	372,217,226

Cet chiffre se compose du total des quatre contributions et des sommes de 622,500 francs et de 431,850 francs le montant de la taxe de premier avertissement.

CONTRIBUTIONS FONCIÈRE (PROPRIÉTÉS NON

ETAT B.

Tableau de fixation du contingent, en

NOMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CON	
		fondière des propriétés non bâties.	personnelle- mobilière.
1	2	3	4
1	Ain	1,029,907 ^f	392,220 ^f
2	Aisne	2,006,095	868,588
3	Allier	1,151,789	518,966
4	Alpes (Basses-)	343,861	138,569
5	Alpes (Hautes-)	273,100	104,340
6	Alpes-Maritimes	390,670	580,471
7	Ardèche	689,433	298,348
8	Ardennes	921,412	506,926
9	Ariège	477,041	200,752
10	Aube	907,850	459,867
11	Aude	1,478,222	472,579
12	Aveyron	1,162,944	353,100
13	Bouches-du-Rhône	784,540	1,675,781
14	Calvados	2,723,679	860,806
15	Cantal	709,192	210,769
16	Charente	1,097,550	524,676
17	Charente-Inférieure	1,312,682	709,285
18	Cher	806,959	431,286
19	Corrèze	631,821	221,364
20	Corse	141,866	186,835
21	Côte-d'Or	1,665,120	658,012
22	Côtes-du-Nord	1,345,314	474,583
23	Creuse	557,399	209,782
24	Dordogne	1,271,116	507,699
25	Doubs	881,807	454,401
26	Drôme	925,232	394,551
27	Eure	1,900,950	614,205
28	Eure-et-Loir	1,643,395	504,778
29	Finistère	1,025,877	625,369
30	Gard	1,160,142	618,262
31	Garonne (Haute-)	1,732,474	779,721
32	Gers	1,291,786	343,831
33	Gironde	1,847,780	1,887,526
34	Hérault	1,652,962	886,542
35	Ille-et-Vilaine	1,490,647	649,179
36	Indre	800,626	348,385
37	Indre-et-Loire	1,197,735	613,237
38	Isère	1,673,396	703,044
39	Jura	876,159	332,931
40	Landes	615,151	253,172
41	Loir-et-Cher	960,530	404,005
42	Loire	1,000,641	747,784
43	Loire (Haute-)	832,555	276,348
44	Loire-Inférieure	1,183,095	860,699
45	Loiret	1,244,110	658,746

MOBILIERE ET DES PORTES ET FENÊTRES.

par département pour l'exercice 1892.

DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	foncière des propriétés non bâties.	personnelle- mobilière.	des portes et fenêtres.
2	3	4	5
Lot.....	814,694 ^f	302,001 ^f	168,608 ^f
Lot-et-Garonne.....	1,643,424	470,301	245,811
Loire.....	349,995	101,460	76,547
Maine-et-Loire.....	1,961,682	743,683	561,882
Manche.....	2,631,432	694,664	489,264
Marne.....	1,341,925	916,034	660,976
Marne (Haute-).....	850,867	357,623	207,706
Mayenne.....	1,213,004	404,857	244,908
Meurthe-et-Moselle.....	1,064,654	715,136	419,428
Meuse.....	1,008,210	391,567	224,614
Morbihan.....	948,918	434,999	139,115
Nievre.....	1,052,716	439,467	236,246
Nord.....	2,818,044	2,450,673	2,530,820
Oise.....	1,858,402	754,987	607,932
Orne.....	1,656,718	517,133	380,960
Pas-de-Calais.....	2,357,104	1,042,951	1,031,509
Puy-de-Dôme.....	1,851,522	643,974	411,994
Pyrénées (Basses-).....	683,996	472,251	418,232
Pyrénées (Hautes-).....	497,047	223,976	158,533
Pyrénées-Orientales.....	550,788	242,364	147,872
Territoire de Belfort.....	135,403	103,608	82,197
Rhône.....	1,017,404	1,777,272	1,211,075
Saône (Haute-).....	1,012,007	347,587	224,892
Saône-et-Loire.....	2,222,371	741,292	477,863
Sarthe.....	1,458,719	614,975	420,863
Savoie.....	486,656	192,937	112,416
Savoie (Haute-).....	434,529	162,734	93,333
Seine.....	283,999	14,317,279	7,644,821
Seine-inférieure.....	2,622,844	1,893,592	1,727,903
Seine-et-Marne.....	1,779,332	797,716	472,201
Seine-et-Oise.....	2,123,501	2,099,606	1,006,766
Seine (Deux-).....	1,147,970	369,781	212,910
Somme.....	2,272,331	846,055	879,939
Tarn.....	1,280,683	383,766	276,518
Tarn-et-Garonne.....	1,252,836	280,153	169,381
Var.....	837,517	512,555	356,461
Vaucluse.....	688,563	360,955	279,156
Vendée.....	1,322,016	424,304	239,150
Vienne.....	964,299	436,628	293,987
Vienne (Haute-).....	702,473	344,660	255,533
Vosges.....	911,645	411,785	293,877
Yonne.....	1,360,013	570,877	350,122
TOTAUX.....	103,279,355	64,833,028	42,971,437

ÉTAT C. *Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis pour et conformément aux lois existantes.*

1^{re} PARTIE.

BUDGET GÉNÉRAL.

Perceptions au profit de l'État.

Taxe des biens de mainmorte (*Lois des 20 février 1849, 30 mars 1872, 30 décembre 1873, 29 décembre 1884*).

Redevances des mines, y compris les centimes additionnels pour fonds de non-valeurs et frais de perception (*Loi du 21 avril 1810 et décrets des 6 mai 1811 et 11 février 1874*).

Droits de vérification des poids et mesures (*Décret du 26 février 1873, loi du 5 août 1874*).

Droits de vérification des alcoomètres (*Lois des 7 juillet 1881, 7 juillet 1882 et 28 juillet 1883, décret du 27 décembre 1884*), et des densimètres employés dans les fabriques de sucre (*Loi du 6 juin 1889 et décret du 2 août 1889*).

Droits de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers (*Loi du 21 germinal an 11 [11 avril 1803], arrêté du Gouvernement du 25 thermidor de la même année [13 août 1803], décret du 23 mars 1859 et loi du 31 juillet 1867*).

Droit d'inspection sur les fabriques d'eaux minérales artificielles et les dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles (*Loi du 21 avril 1832, art. 2, loi du 19 juillet 1886 et décret du 9 mai 1887*).

Contributions sur les voitures, chevaux, mules et muets, déduction faite du vingtième attribué aux communes (*Lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juillet 1872, 22 décembre 1879 et 29 décembre 1884*).

Taxe sur les billards publics et privés (*Lois des 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871*).

Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion (*Lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871, 5 août 1874, 30 mars 1888, art. 13, et 8 août 1890, art. 33 et décret du 30 décembre 1890*);

Taxe militaire (*Loi du 15 juillet 1889, art. 35, et décret du 30 décembre 1890*).

Redevances à la charge des exploitants de mines pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (*Loi du 8 juillet 1890, art. 16, 8 août 1890, art. 34, et 26 décembre 1890, art. 14*).

2^e PARTIE.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants.

Taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouage là où il est d'usage et utile d'en établir.

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (*Loi du 14 floréal an^x XI* [4 mai 1803]).

Taxes syndicales pour l'assèchement des mines (*Loi du 27 avril 1838*).

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations (*Loi du 26 mai 1858*).

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII* [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, article 28).

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris (*Loi du 26 mars 1873*).

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*).

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (*Loi du 23 juin 1857, article 25*).

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé (*Décrets des 13 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854*).

Dépenses de destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture (*Loi du 24 décembre 1888, article 4*).

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements (*Lois des 23 juillet 1830, articles 11 à 16, et 15 juillet 1880, article 38*).

Prestations en nature pour les chemins vicinaux (*Loi du 21 mai 1836*).

Prestations en nature pour les chemins ruraux (*Loi du 20 août 1881*).

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (*Loi du 20 août 1881*).

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855; Décrets des 4 août 1855, 3 août 1861 et 22 décembre 1886*).

Huit centièmes, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (*Loi du 15 juillet 1880, article 36*).

Un vingtième, au profit des communes, du principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (*Loi du 23 juillet 1872, article 10*).

Centimes additionnels aux contributions arabes et autres produits affectés au service de l'assistance hospitalière en Algérie (*Décret du 23 décembre 1874, article 14; loi du 3 août 1875*).

Centimes additionnels au principal des contributions arabes pour la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie et taxe de premier avertissement (*Loi du 26 juillet 1873; décret du 27 juillet 1875, fixant le montant des centimes additionnels au principal des contributions arabes à percevoir, et loi du 28 avril 1887, article 21*).

Part des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recouvrement des contributions arabes en Algérie (*Ordonnance du 17 janvier 1845, article 3*).

Produits des centimes additionnels ordinaires et extraordinaires sur la contribution foncière établie sur les propriétés bâties en Algérie (*Loi du 23 décembre 1884*).

Frais de visite des vignobles en Algérie, en exécution des lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1888 contre le phylloxéra, et de la loi du 5 mars 1887 (*Taxe spéciale et temporaire sur les vignes*).

ÉTAT D.

*Tableau des taxes assimilées aux contributions directes
à établir pour l'exercice 1892.*

1 ^{re} PARTIE.		ÉVALUATIONS proposées pour 1892.
BUDGET GÉNÉRAL.		
Taxe des biens de mainmorte		6,500,000
Redevances des mines		2,500,000
Droits de vérification des poids et mesures		4,700,000
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres		26,000
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie		290,500
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales		18,500
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets		11,628,100
Taxe sur les billards publics et privés		1,170,000
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion		1,310,000
Taxe militaire		1,620,000
Redevance pour la rétribution des délégués mineurs		200,000
TOTAL du budget général		29,963,100
2 ^e PARTIE.		
BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.		
Frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte		6,850
Frais de premier avertissement des redevances des mines		70
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. {	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution	610,000 ^f
	Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal)	610,000
	Portion des frais de premier avertissement (2/5 ^{es})	25,400
Frais de premier avertissement de la taxe sur les billards publics et privés		4,560
Frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion		230
Taxe militaire. {	Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal)	81,000 ^f
	Frais de perception (3 centimes par franc du principal augmenté du fonds de non-valeurs)	51,030
	Frais de premier avertissement	9,750
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs. {	Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal)	10,000
	Frais de perception (3 centimes par franc du principal augmenté du fonds de non-valeurs)	6,300
	Frais de premier avertissement	300
TOTAL du budget des dépenses sur ressources spéciales		1,415,500
RÉCAPITULATION.		
Budget général		29,963,100
Budget des dépenses sur ressources spéciales		1,415,500
TOTAL GÉNÉRAL		31,378,600

ÉTAT E.

**Tableau des contributions directes et taxes assimilées de l'Algérie
à établir pour l'exercice 1892.**

1^{re} PARTIE. — BUDGET GÉNÉRAL.		ÉVALUATIONS proposées pour 1892.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Contribution foncière sur les propriétés bâties.....		1,576,000 ^f
Contribution des patentes.....		1,631,300
TOTAL.....		3,207,300
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Redevances des mines.....		34,900
Droits de vérification des poids et mesures.....		142,800
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie.....		13,200
Taxe militaire.....		10,000
TOTAL.....		290,900
CONTRIBUTIONS ARABES.		
Hochor.....		469,600
Zekkat.....		2,985,600
Arbour.....		2,634,600
Lezmas.....		886,700
TOTAL.....		6,976,500
Total du budget général.....		10,384,700
II^e PARTIE. — BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.		
CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Contribution foncière sur les propriétés bâties (centimes additionnels ordinaires et extraordinaires et centimes pour fonds de non-valeurs).....		1,410,560
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Taxe sur les vignobles en Algérie.....		214,000
CONTRIBUTIONS ARABES.		
Centimes additionnels pour le service de l'assistance hospitalière (6 centimes)		837,180
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs.....		1,395,300
TOTAL.....		2,232,480
TOTAL du budget des dépenses sur ressources spéciales..		3,857,040
RÉCAPITULATION.		
Budget général.....		10,384,700
Budget des dépenses sur ressources spéciales.....		3,857,040
TOTAL GÉNÉRAL.....		14,241,740

N° 23975. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1890 ; 2° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1891.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1890.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 17 juillet 1889, des crédits supplémentaires pour la somme de sept millions neuf cent deux mille huit cent trois francs cinquante-six centimes (7,902,803^f 56).

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1890.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890, par la loi du 17 juillet 1889 et par des lois spéciales, une somme de huit millions deux cent sept mille trois cent cinquante francs quatre-vingt-seize centimes (8,207,350^f 96) est et demeure annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

3. Sur les crédits ouverts au ministre des affaires étrangères, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890, par la loi du 17 juillet 1889 et par des lois spéciales, et imputables sur l'indemnité de dix millions (10,000,000^f) versée par le gouvernement malgache, une somme d'un million quatre cent trois mille deux cent seize francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (1,403,216^f 99) est annulée au chapitre n de la 2^e section : *Protectorats. — Dépenses des résidences à Madagascar*, sauf report à l'exercice 1891.

4. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890 et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme d'un million cent quarante-six mille

quatre cent trente-sept francs trente-trois-centimes (1,146,437^f 33) est annulée aux chapitres ci-après, sauf report à l'exercice 1891 :

CHAP. XLIV. Amélioration des rivières.....	550,000 ^f 00 ^c
— XLVI. Amélioration et achèvement des ports maritimes..	596,437 33

TOTAL ÉGAL..... 1,146,437 33

5. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890 et imputables sur les fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883, une somme de quatre millions quatre cent cinquante mille francs (4,450,000^f) est annulée au chapitre LXI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, sauf report à l'exercice 1891.

TITRE II.

EXERCICE 1891.

6. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1891, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de quatre millions cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs quarante-huit centimes (4,197,497^f 48).

Ces crédits sont répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

7. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget général de l'exercice 1891, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit supplémentaire d'un million quatre cent trente mille francs (1,430,000^f) applicable au chapitre II de la 2^e section : *Protectorats. — Dépenses des résidences à Madagascar*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen d'un prélèvement sur l'indemnité de dix millions (10,000,000^f) versée par le gouvernement malgache en somme égale aux crédits annulés par l'article 3 de la présente loi, jusqu'à concurrence d'un million quatre cent trois mille deux cent seize francs quatre-vingt-dix-neuf centimes et, pour le surplus, au moyen d'un prélèvement de vingt-six mille sept cent quatre-vingt-trois francs un centime (26,783^f 01), en somme égale aux crédits dont l'annulation sera prononcée par la loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1889.

8. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget de la 2^e section : *Travaux extraordinaires*, pour l'exercice 1891, un

crédit extraordinaire d'un million cent quarante-six mille quatre cent trente-sept francs trente-trois centimes (1,146,437^f 33) répartis ainsi qu'il suit entre les chapitres ci-après, savoir :

CHAP. LV. Amélioration des rivières	550,000 ^f 00 ^c
—— LVII. Amélioration et achèvement des ports maritimes.	596,437 33
TOTAL ÉGAL.....	1,146,437 33

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, en somme égale aux crédits annulés par l'article 4 de la présente loi.

9. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget de la 2^e section (*Travaux extraordinaires*), pour l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de quatre millions quatre cent cinquante mille francs (4,450,000^f) qui sera inscrit au chapitre LXIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1883, en somme égale aux crédits annulés par l'article 5 de la présente loi.

10. Sur les crédits ouverts aux ministres au titre du budget général de l'exercice 1891, par la loi de finances du 26 décembre 1890, une somme de deux cent quatre-vingt mille francs (280,000^f) est et demeure définitivement annulée, conformément au tableau D annexé à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances

Signé : ROUVIER.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET ORDINAIRE. — EXERCICE 1890.

ÉTAT A.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits extraordinaires et supplémentaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1890.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		per chapitre.	per ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
XIX.	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	1,238,370 ^f 14 ^c	
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		1,260,370 ^f 14 ^c
LXXIX.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	12,000 00	
XC.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	10,000 00	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
I.	États-majors.....	439,971 00	
XIII.	Solde de l'infanterie.....	2,799,056 00	
XIV.	Solde des troupes d'administration.....	133,900 00	
XV.	Solde de la cavalerie.....	690,553 00	
XVI.	Solde de l'artillerie.....	539,809 00	
XVII.	Solde du génie.....	218,467 00	6,642,433 42
XVIII.	Solde du train des équipages militaires.....	27,490 00	
XVII.	Service de marche.....	1,568,073 42	
XXI.	Transports spéciaux.....	140,000 00	
XXIV.	Justice militaire. (Frais généraux et prisons.).....	70,000 00	
XXVIII.	Solde de non-activité, solde et gratification de réforme.....	15,114 00	
	TOTAL de l'état A.....	7,902,803 56	7,902,803 56

BUDGET ORDINAIRE. — EXERCICE 1890.

ÉTAT B. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés sur le budget ordinaire de l'exercice 1890.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
III.	Intérêts et amortissement des obligations du Trésor à court terme.....	6,080,620 ^f 20 ^c	6,080,620 ^f 20 ^c
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
XII.	Personnel hors cadre ou non classé dans les corps de troupes.....	240,835 00	
XIX.	Solde de la télégraphie militaire.....	38,225 00	
XXI.	Garde républicaine.....	42,119 00	
XXVIII.	Habillement et campement (Personnel d'exploitation.).....	3,020 00	
XXX.	Lits militaires.....	508,500 00	
XXXII.	Recrutement.....	8,000 00	
XXXIII.	Réserve et armée territoriale.....	151,770 00	
XXXV.	Ateliers et pénitenciers militaires.....	12,000 00	
XXXVI.	Remonte générale.....	493,000 00	
XXXIX.	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.).....	8,000 00	
XL.	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.).....	45,000 00	2,074,547 36
XLI.	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.).....	16,395 00	
XLII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.).....	213,000 00	
XLIII.	Établissements du génie. (Personnel d'exploitation.).....	10,000 00	
XLIV.	Établissements du génie. (Matériel d'exploitation.).....	38,000 00	
XLV.	Écoles militaires. (Matériel.).....	27,000 00	
XLVI.	Invalides de la guerre. (Personnel.).....	3,890 00	
XLVII.	Invalides de la guerre. (Matériel.).....	500 00	
LVI.	Aliénation de l'ex-capsulerie de Montreuil.....	211,691 05	
LVII.	Amélioration du service de l'artillerie dans la place de Bone.....	5,802 31	
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	1^{re} section. — Commerce et industrie.		
XXXV.	Construction de prototypes internationaux.....	17,724 67	17,724 67
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
	2^e section. — Postes et télégraphes.		
XXVI ter.	Établissement d'un second câble sous-marin entre le continent et la Corse.....	34,458 73	34,458 73
	TOTAL de l'état B.....	8,207,350 96	8,207,350 96

EXERCICE 1891. — BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT C.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1891.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	<i>1^{re} section. — Service de la justice.</i>		
III bis.	Juge des appellations d'Andorre.....	2,375 ^f 00 ^e	2,375 ^f 00 ^e
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
I.	Dépense des résidences payées sur services faits ou		
	par abonnement.....	100,000 00	145,000 00
IVII.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel af-	15,000 00	
XLII.	fecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	30,000 00	
	Restauration du khan de Saïda.....		
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'intérieur.</i>		
IV.	Frais des élections sénatoriales.....	130,000 00	280,000 00
LIX.	Frais de rapatriement.....	150,000 00	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
XL.	Service des convois militaires.....	232,645 72	450,139 08
LIVIII.	Aliénation de l'ex-capsulerie de Montreuil.....	211,691 05	
LXIX.	Amélioration du service de l'artillerie de la place de Bone (Algérie).....	5,802 31	
	<i>2^e section. — Dépenses extraordinaires.</i>		
XLVIII.	Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges...	180,000 00	180,000 00
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
III bis.	Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie....	3,000,000 00	3,000,000 00
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
XLII bis.	Carte photographique du ciel.....	62,800 00	62,800 00
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	<i>1^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.</i>		
XLVII.	Construction de prototypes internationaux.....	17,724 67	17,724 67

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.		
XXVII ter.	Etablissement d'un second câble sous-marin entre le continent et la Corse.....	34,458 ^f 73 ^c	34,458 ^f 73 ^c
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
	3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
XIII bis.	Statistique agricole décennale de 1892.....	25,000 00	25,000 00
	TOTAL de l'état C.....	4,197,497 48	4,197,497 48

EXERCICE 1891. — BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT D. *Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés sur le budget ordinaire de l'exercice 1891.*

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.		
IX.	Frais de correspondance télégraphique.....	100,000 ^f 00 ^c	100,000 ^f 00 ^c
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.		
XXXVII.	Casernement.....	180,000 00	180,000 00
	TOTAL de l'état D.....	280,000 00	280,000 00

N° 23976. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1889.

Du 18 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'état ci-annexé des dépenses liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1889 et que leur montant n'exède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture dudit exercice;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer de l'exercice 1889, un crédit de douze mille quatre cent quarante-neuf francs soixante-six centimes (12,449⁶⁶).

2. Un état nominatif des créances désignées au tableau ci-annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice 1891, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889, qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

EXERCICE.	NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION des services.	OBJET des créances.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1889.	7	Indemnités diverses et secours.....	Indemnités de frais de remplacement. Remboursement d'avance faite pour l'entretien du poste téléphonique de Saint-Quentin.....	140 ^f 00 ^c 32 00	172 ^f 00 ^c	
	9	Matériel des bureaux.....	Pavement du foyer du local provisoire dans lequel est installé le service postal à Chartres... Travaux de vidange.	841 66 6 75	849 41	
	12	Appareils et matériel technique d'exploitation.	Remboursement d'une avance faite pour fournitures et emballage d'appareils télégraphiques divers.....	1,828 35	1,828 35	12,449 ^f 66 ^c
	13	Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	Fourniture de cordages à moufles et solde d'une fourniture de consoles pour isolateurs... Remboursement d'avances faites pour fournitures d'appareils.....	9,123 74 365 16	9,488 90	
	17	Matériel de l'Algérie.	Indemnité pour usage de voutes.....	111 00	111 00	
TOTAL.....						12,449 66

Arrêté le présent état à la somme de douze mille quatre cent quarante-neuf francs soixante-six centimes.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé: JULES ROCHE.

N° 23977. — *DÉCRET qui approuve la Substitution, aux concessionnaires primitifs, de la Société du chemin de fer du Salève comme concessionnaire de la ligne d'intérêt local d'Etrembières au plateau des Treize-Arbres, sur Grand-Salève.*

Du 4 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 19 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec la convention de concession et le cahier des charges y annexé, la loi du 8 juin 1888, qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, du chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre et à crémaillère, d'Étrembières au plateau des Treize-Arbres, sur le Grand-Salève, concédé, par le département, aux sieurs de Meuron et Cuénod;

Vu la demande des sieurs de Meuron et H. Cuénod, tendant à obtenir l'autorisation de se substituer la société anonyme dite des chemins de fer du Salève comme concessionnaire de l'entreprise;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 20-21 octobre 1890 et 11-12 mai 1891, et de l'inspecteur général de la division, en date du 27 novembre 1890;

Vu l'avis émis, le 8 novembre 1890, par la commission départementale de la Haute-Savoie, dûment déléguée à cet effet par le conseil général;

Vu les lettres du préfet de la Haute-Savoie, en date des 14 novembre 1890 et 16 mai 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, aux sieurs de Meuron et Cuénod, de la société anonyme des chemins de fer du Salève comme concessionnaire de la ligne d'intérêt local, à voie d'un mètre (1^m) et à crémaillère, d'Étrembières au plateau des Treize-Arbres, sur le Grand-Salève, dont l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 8 juin 1888.

2. Il est interdit à la société des chemins de fer du Salève, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne ci-dessus, sans y être préalablement autorisée par décrets rendus en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23978. — DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Bourges.

Du 10 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes ;

Vu le décret du 28 mars 1881 ⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes à Bourges (Cher) ;

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Bourges, en date du 12 février 1890 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bourges, en date du 14 mai 1890 ;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce de Bourges, en date du 28 juin 1890 ;

Vu la lettre du préfet du Cher, en date du 1^{er} octobre 1890 ;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 5 décembre 1890 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Bourges sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS ET PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers
1 ^{re} .	Bourelliers, selliers, cordonniers, corroyeurs, tanneurs, sabottiers, chapeliers, tailleurs d'habits, teinturiers, filateurs, cordiers, fabricants de toiles cirées, matelassiers, tapissiers et passementiers, bandagistes, emballleurs, couturiers et corsetières, blanchisseuses.....	3	3
2 ^e .	Chaisiers, charpentiers, menuisiers, ébénistes, scieurs de long, entrepreneurs de maçonnerie, plâtriers, tailleurs de pierres, peintres en bâtiments et en voitures, couvreurs, marbriers, sculpteurs, paveurs, fabricants de produits céramiques, exploitants de scieries mécaniques, carriers, doreurs, miroitiers, fumistes, cimentiers, mosaïstes.....	4	4
3 ^e .	Cloutiers, pointiers, cordonniers, ferblantiers, fondeurs, tourneurs sur métaux, tréfileurs, forgerons, maréchaux, taillandiers, charrons, carrossiers, imprimeurs, relieurs, orfèvres, bijoutiers, horlogers, armuriers, couteliers, photographes, serruriers, mécaniciens, graveurs, fabricants de limes, fabricants d'instruments de musique, tonneliers.....	3	3
4 ^e .	Vanniers, meuniers, exploitants d'usines à gaz, brasseurs, fabricants d'huiles, distillateurs, eaux gazeuses, fabricants de chandelles, ciriers, engrais et vidange, entrepreneurs de battage..	2	2
		12	12
	TOTAL.....	24	

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 614, n° 10523.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23979. — *DÉCRET autorisant un Virement de crédits au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine (Exercice 1890).*

Du 20 Juillet 1890.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du sénateur, ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de la dette viagère et de pensions continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de pensions dites *demi-soldes* et de pensions dérivées qui se rapportent à des exercices clos; ce chapitre sera intitulé :

Rappels d'arrérages de pensions dites demi-soldes et de pensions dérivées des exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à cent quarante-neuf mille cent quarante-cinq francs dix-huit centimes (149,145^f 18), sont, en conséquence, déduits du chapitre 1^{er} ouvert au budget de l'exercice 1890 pour le paiement des demi-soldes et pensions dérivées.

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances du 17 juillet 1889 pour le paiement des demi-soldes et pensions dérivées, une somme de cent quarante-neuf mille cent quarante-cinq francs dix-huit cen-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

times (149,145^f 18) est transportée au chapitre nouveau ci-dessus et annulée au chapitre 1^{er} : *Demi-soldes et pensions dérivées.*

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1890.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 23980. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans trois communes du département de Saône-et-Loire.*

Du 28 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des trois communes du département de Saône-et-Loire ci-dessous désignées;

L'avis émis, le 7 avril 1891, par le conseil général de Saône-et-Loire;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les trois communes du département de Saône-et-Loire comprises dans le tableau ci-après est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DÉNOMINATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Vérizet.....	6 ^f	3 ^f
2	Sassenay.....	6	3
3	Fontaines.....	6	3

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 320, n° 2955.

2 Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 13981. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 58, dans la côte de Saint-Pierre (Meurthe-et-Moselle), conformément à la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan ci-joint au présent décret.

L'ancienne direction de la route sera déclassée à partir du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours.

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le département de Meurthe-et-Moselle et les communes de Lérouville, Flirey, Limey, Manouville et Pont-à-Mousson, dans les délibérations, visées au présent décret, du conseil général et des conseils municipaux desdites communes (participation à la dépense des travaux projetés par des subventions dont l'ensemble s'élève à la somme de treize mille deux cent cinquante-cinq francs).

3° La dépense à la charge de l'État (soixante-dix-sept mille sept cent quarante-cinq francs) sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales.

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 18 Juin 1891.)

N° 13982. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 9 mai 1891 devant le maire de la Réole, délégué du préfet de la Gironde, portant concession au sieur *Delas*, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de cinq cent quatre-vingt-deux francs soixante-quatorze centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de sa propriété sur la rive gauche de la Garonne, à la Réole (Gironde); ladite parcelle d'une contenance totale de trois mille six cent quarante-deux mètres carrés quatorze décimètres carrés et limitée par des lignes rouges au plan annexé audit acte. (Paris, 29 Juin 1891.)

N° 23983. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (cont
signé par le ministre des travaux publics) qui affecte au département d
travaux publics le bâtiment dit *Chapelle de Saint-Goustan* et les terrai
qui l'entourent dépendant de la batterie déclassée de ce nom, au Croi
(Loire-Inférieure), tels qu'ils figurent teintés en rose sur le plan anne
au présent décret. (*Paris, 29 Juin 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulle*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1420.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 33984. — *Loi qui distrait la section de Lacam-d'Ourcet de la commune de Lentillac (canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac, département du Lot) et l'érige en commune distincte.*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section dite de Lacam-d'Ourcet est distraite de la commune de Lentillac (canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac, département du Lot) et érigée en commune distincte.

La limite entre les deux communes est figurée au plan d'assemblage ci-annexé par une ligne rose, suivant les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourront être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation seront réglées de la manière suivante :

Les biens communaux appartiendront à celle des deux communes sur le territoire de laquelle ils se trouveront, sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ni d'autre.

Après la séparation, les communes de Lacam-d'Ourcet et de Lentillac contribueront chacune, au prorata du produit des quatre

XII^e Série.

8

contributions directes, au remboursement de l'emprunt de cinq mille francs (5,000^f) réalisé auprès de la caisse des chemins vicinaux en vertu du décret du 12 mars 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23985. — *Loi qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour l'établissement d'une École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres à Cluny (Saône-et-Loire).*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Cluny (Saône-et-Loire) une école nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres.

2. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891 (1^{re} section — Commerce et industrie), un crédit extraordinaire de trois cent trente mille francs (330,000^f), réparti par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. XXXV. Travaux d'installation de l'école nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny..... 300,000^f

— XXXVI. Dépenses d'entretien de l'école nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny..... 30,000

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 23986. — Loi qui autorise le département de l'Allier à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le département de l'Allier est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes pour cent (4¹ 10 p. o/o), une somme d'un million huit cent mille francs (1.800,000^f) remboursable en cinquante ans et applicable à l'acquittement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Allier est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante ans à partir de 1892, trois centimes (0^f 03) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million huit cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23987. — *Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1892, quatre centimes (0^e 04) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de la garantie d'exploitation du chemin de fer d'intérêt local de Bourges à Dun-sur-Auron.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23988. — *Loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans à partir de 1892, dix centimes (0^e 10) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à huit cent soixante mille trois cent cinquante francs (816,350^e environ, servira à cou-

pléter les voies et moyens de remboursement d'un emprunt précédemment contracté en vertu d'une loi du 7 août 1880.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23989. — *Loi qui autorise la ville de Verdun (Meuse) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Verdun (Meuse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20 p. 0/0), une somme de cinq cent cinq mille francs (505,000^f), remboursable en quarante ans et destinée tant à convertir un emprunt antérieurement contracté en vertu d'un décret du 2 juin 1877 et à solder les dépenses d'installation du collège, qu'à pourvoir aux frais de construction d'un théâtre.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1892, vingt centimes (0^f 20) additionnels au principal de ses quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million cinquante mille francs (1,050,000^f) environ, servira à rembourser l'emprunt, en capital et intérêts.

L'imposition extraordinaire de vingt centimes, établie en vertu du décret du 2 juin 1877, cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 23990. — Loi qui distraint la section dite du Casino de la commune de Rosendaël (canton est et arrondissement de Dunkerque, département du Nord) et l'érige en Commune distincte sous le nom de Malo-les-Bains.

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section dite *du Casino* est distraite de la commune de Rosendaël (canton est et arrondissement de Dunkerque, département du Nord) et érigée en municipalité distincte, sous le nom de *Malo-les-Bains*.

La limite entre les deux communes est fixée conformément au liseré rose A, B, C, D figuré au plan joint à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Il est pris acte :

1° Des engagements du sieur *Malo*, propriétaire à Rosendaël, en date des 27 et 29 septembre 1887, et par lesquels il déclare abandonner à la commune de Malo-les-Bains les terrains nécessaires à la construction de la mairie et des écoles de cette commune, ainsi que les chemins qui y existent et qui lui appartiennent;

2° De la cession gratuite à la même commune, par l'association dite *de l'église des bains de mer de Dunkerque*, qui en est propriétaire, de la chapelle et du presbytère sis sur son territoire, ainsi que des terrains sur lesquels ils sont construits et qui les entourent, aux clauses et conditions stipulées dans sa délibération du 17 septembre 1887.

4. Les conditions de la séparation sont réglées comme il suit :

1° La rente de trente-six francs appartenant à l'ancienne commune de Rosendaël sera partagée entre la commune actuelle de Rosendaël et la commune de Malo-les-Bains, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles;

1° Les biens indivis immobiliers de l'ancienne commune de Rosendaël, consistant en dunes et garennes situées sur les communes de Ghyvelde et Zuydercoote, d'une contenance totale de trente-sept hectares douze ares vingt-sept centiares (37^h 12' 27"), seront, si la demande en est faite, soit par Rosendaël, soit par Malo-les-Bains, partagés entre ces deux communes à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles.

À défaut du partage desdits biens, leurs produits, s'il en existe, seront répartis d'après les mêmes bases entre lesdites communes;

3° Il en sera de même des fonds pouvant exister dans la caisse de Rosendaël, à la date de la promulgation de la présente loi et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale;

4° Les dettes restant actuellement à rembourser par l'ancienne commune de Rosendaël et provenant, d'une part, de l'emprunt de quinze mille sept cents francs (15,700^f) contracté pour travaux de réparations aux chemins vicinaux classés dans le réseau subventionné; d'autre part, de l'emprunt de trente mille francs (30,000^f) réalisé en 1884 pour le rachat des ponts à péage du canal de Furnes, seront réparties entre Rosendaël et Malo-les-Bains, proportionnellement aux forces contributives de chacune de ces deux communes, basées sur le principal des quatre contributions;

5° Les titres de rente trois pour cent (3 p. 0/0) sur l'État, d'un revenu total de mille huit cent neuf francs (1,809^f), et les fonds libres appartenant aux indigents de l'ancienne commune de Rosendaël seront répartis avec la même affectation entre les deux communes, proportionnellement au chiffre de la population municipale de chacune d'elles, sous réserve des droits que les indigents de l'une ou l'autre commune ou une partie de ces indigents tiendraient privativement d'actes de fondation.

Les biens immobiliers appartenant aux indigents et qui consistent en terres, pâtures et prés situés sur les communes de Ghyvelde, Uxem, Lefrinkhoucke, Teteghem et Rosendaël, d'une superficie totale de treize hectares quarante-huit ares douze centiares (13^h 48' 12"), seront, si la demande en est faite par le représentant légal des indigents de l'une des communes intéressées, partagés suivant les mêmes bases et sous les mêmes réserves.

Il en sera de même du produit de ces biens, si le partage n'en est pas demandé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : COMTEZ.

N° 23991. — *Loi qui distrait la commune de Bray-Dunes (Nord) du canton de Hondschoote et la rattache au canton est de Dunkerque.*

Du 22 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commune de Bray-Dunes (Nord) est distraite du canton de Hondschoote et rattachée au canton de Dunkerque est.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Signé : A. FALLIÈRES.

N° 23992. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi d'Hirson (Aisne).*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la perception à l'octroi d'Hirson (Aisne), jusqu'au 31 décembre 1892 inclusivement, d'une surtaxe de deux francs douze centimes (2^f 12) par hectolitre sur le vin et d'une surtaxe de quatre-vingt-quatorze centimes (0^f 94) par hectolitre sur le cidre.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et cinquante centimes l'hectolitre respectivement perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont spécialement affectées au remboursement d'un emprunt de douze mille neuf cent trente-cinq francs à contracter par la commune d'Hirson, en vue de pourvoir aux dépenses de construction de lavoirs publics.

3. L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit desdites surtaxes dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 393. — DÉCRET qui fixe les Droits à percevoir par les Courtiers-Interprètes et Conducteurs de navires au port d'Abbeville (Somme).

Du 3 Juin 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 5 juin 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu la loi du 28 ventôse an IX ;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce ;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾ ;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾ ;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽³⁾ ;

Vu les avis du tribunal de commerce et de la chambre de commerce d'Abbeville et du préfet de la Somme ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires à Abbeville (Somme) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 76, n° 642.

⁽²⁾ IV^e série, 2^e partie, 1^{re} section,

Bull. 393, n° 6056.

XII^e Série.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR. Entrant sur lest avec ou sans passagers. Sortant sur lest avec ou sans passagers. Entrant chargés en totalité ou en partie. Sortant chargés en totalité ou en partie.
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce. Pour un connaissement ordinaire. Pour un connaissement extraordinaire. Pour le protêt d'une lettre de change. Pour les actes judiciaires (la première page). Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au d du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout e tage.	

sur le port d'Abbeville (Somme).

NL

NAVIERS		
font le cabotage avec les ports français situés entre le port de Dunkerque et le Havre inclusivement.	font le cabotage avec les ports français situés au delà du Havre jusqu'à Bayonne.	font la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de la Méditerranée.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1835.

PAR TONNEAU DE JAUGE.

0 ^s 3 ^s 1/8	0 ^s 06 ^s 1/4	0 ^s 12 ^s 1/2
"	"	"

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^s 12 ^s 1/2	0 ^s 25 ^s	0 ^s 40 ^s
0 06 1/4	0 ^s 12 ^s 1/2	0 20

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, reportant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exception des traités. (Art. 8.)

APPRÊTEMENTS

par charie partie.	à la caissette.
--------------------	-----------------

VENTE DES NAVIRES.

sur la valeur du fret.

2 p. o/o	3 p. o/o
----------	----------

payables moitié par le frèteur et moitié par l'affrèteur, à moins de conventions contraires.

sur le prix de vente.

1 p. o/o jusqu'à 2,000 francs.
1/2 p. o/o jusqu'à 4,000 francs.
1/4 p. o/o au delà de 4,000 francs.

payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.

Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la mer ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrôle à chacune des parties.

Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

N° 23994. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à un million cinq cent vingt-trois mille soixante-quatorze francs trente-six centimes (1,523,074^{fr} 36) et réparti, entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1890.					
Vendée....	La commune de Pile-d'Yeu.	Les Sables....	3166	19 nov. 1890.	1,000 ^f 00 ^c
ANNÉE 1891.					
Calvados...	La ville de Trouville.	Pont-l'Évêque.	243	21 janv. 1891.	25,000 00
	La chambre de commerce de Honfleur.	Idem.....	679	27 février 1891.	50,000 00
	Idem.....	Idem.....	957	26 mars 1891.	50,000 00
	Idem.....	Idem.....	72	28 avril 1891.	50,000 00
Ille-et-Vilaine.	La chambre de commerce de S ^t -Malo.	Saint-Malo....	546	10 février 1891.	20,000 00
	Idem.....	Idem.....	774	27 février 1891.	45,000 00
	La ville de Calais...	Boulogne-sur-Mer.	112	9 janvier 1891.	2,074 36
Pas-de-Calais.	La chambre de commerce de Boulogne.	Idem.....	2305	21 avril 1891.	400,000 00
Seine-inférieure.	Le département....	Rouen.....	3118	3 avril 1891.	300,000 00
	La chambre de commerce de Saint-Nazaire.	Paris.....	4321	16 février 1891.	200,000 00
Seine.....	La chambre de commerce d'Abbeville.	Idem.....	11601	25 avril 1891.	80,000 00
	La chambre de commerce de Dunkerque.	Idem.....	12702	5 mai 1891.	300,000 00
TOTAL....					1,523,074 36

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 1,523,074 fr. 36 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LVII : Amélioration et achèvement des ports maritimes.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Calvados....	Construction d'une nouvelle entrée au bassin à flot du port de Trouville (25,000 ^f + 50,000 ^f + 50,000 ^f + 50,000 ^f).	175,000 ^f 00 ^c
Ille-et-Vilaine.	Achèvement du bassin à flot du port de S ^t -Malo. 20,000 ^f 00 ^c	65,000 00
	Rescindement sur le quai Trichet (port de Saint-Servan)..... 45,000 00	
Loire-inférieure.	Amélioration du port de Saint-Nazaire.....	200,000 00
Nord.....	Reconstruction de la jetée est du port de Dunkerque....	300,000 00
Pas-de-Calais.	Approfondissement du port de Boulogne.... 400,000 ^f 00 ^c	402,074 36
Seine-inférieure.	Amélioration du port de Calais..... 2,074 36	
	Amélioration du port de Saint-Valéry-en-Caux. 50,000 00	300,000 00
	Amélioration du port du Havre..... 150,000 00	
Somme.....	Construction du canal de Tancarville..... 100,000 00	80,000 00
Vendée.....	Amélioration de la baie de Somme.....	
	Amélioration du port de Joinville (Ile-d'Yeu).....	1,000 00
TOTAL.....		1,523,074 36

N° 23995. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des Travaux publics*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux des Ports de la Pallice et de Cette.*

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1891, sur les fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu les déclarations du receveur central du département de la Seine constatant qu'il a été versé au trésor public, par la ville de la Rochelle et par la chambre de commerce de Cette, à titre d'avances pour les travaux de création et d'amélioration des ports de la Pallice et de Cette, les sommes ci-après :

NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
10432	14 avril 1890.	La ville de la Rochelle.....	50,000 ^f
10543	15 avril 1890.	Idem.....	100,000
13734	15 mai 1890.	La chambre de commerce de Cette.....	300,000
13736	Idem.	La ville de la Rochelle.....	100,000
13737	Idem.	Idem.....	50,000
TOTAL.....			600,000

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de quatre millions cent vingt mille francs, inférieure de neuf millions trois cent quatre-vingt mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la chambre de commerce de Cette et par la ville de la Rochelle, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000'), réparti de la manière suivante entre les entreprises ci-après désignées, savoir :

Création du port de la Pallice (50,000' + 100,000' + 100,000' + 50,000').....	300,000'
Travaux d'amélioration du port de Cette.....	300,000
TOTAL ÉGAL.....	600,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23996. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux du Port de Mostaganem (Oran).

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu la déclaration (n° 2) du payeur de Mostaganem (département d'Oran), constatant qu'il a été versé au trésor public, le 26 février 1891, par la ville de Mostaganem, une somme de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux d'amélioration du port de ladite ville appartenant à l'exercice 1891;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de trois millions neuf cent trente-deux mille cinq cents francs, inférieure de neuf millions cinq cent soixante-sept mille cinq cents francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre **XXIII : Amélioration des ports en Algérie**, pour l'emploi de fonds d'avances, un crédit additionnel de la somme de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs (187,500') applicable aux travaux d'amélioration du port de Mostaganem.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23997. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux de Canalisation d'eau sur le territoire des communes de Versailles, Saint-Cloud, Sèvres, Ville-d'Array et le Chesnay (Seine-et-Oise).

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget gé-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

neral des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations du trésorier général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au trésor public par divers intéressés, pour travaux de canalisation dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly, les sommes ci-après, savoir :

SUMMES des recépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
7614	10 mars 1891.	M. Sicre de Fontbrune.	600 ^f
1155	20 avril 1891.	M. Fréville (Ernest).....	950
1507	28 avril 1891.	M. Laas (Henri).....	264
1508	Idem.	M. Tuillade (Alexandre).....	264
1509	Idem.	M. Perrinelle (Jean-Baptiste).....	264
1813	4 mai 1891.	M. Boucher (Julien).....	266
3201	13 mai 1891.	M. Petit.....	780
3237	14 mai 1891.	M. Bess'n (Edouard).....	1,250
5602	26 mai 1891.	M. de Bélic.....	255
5606	27 mai 1891.	M. Legris (Oscar).....	2,100
		TOTAL.....	6,993

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 juillet 1891.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre xxxviii : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de six mille neuf cent quatre-vingt-treize francs (6,993^f), applicable à divers travaux de canalisation d'eau sur le territoire des communes de Versailles, Saint-Cloud, Sèvres, Ville-d'Avray et le Chesnay.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 23998. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.*

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 13204) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 9 mai 1891, par la ville de Paris, une somme de deux mille quatre-vingt-quatre francs quarante-sept centimes, à titre de fonds de concours, pour l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le premier trimestre de 1891;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre XL : *Régie des palais nationaux*. — *Matériel*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille quatre-vingt-quatre francs quarante-sept centimes (2,084¹/₄₇) applicable à l'éclairage électrique, pendant le premier trimestre de 1891, du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 23999. — DÉCRET qui modifie le décret du 16 septembre 1867 en ce qui concerne la fixation des Cautionnements des Receveurs particuliers.

Du 22 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 28 de la loi du 31 juillet 1867, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1868;

Vu le décret du 16 septembre 1867⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le troisième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 16 septembre 1867 est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les receveurs particuliers des finances :

« Dans les six premiers mois de chaque année, l'état des cautionnements sera révisé et mis en rapport avec le total des émoluments fixes et de la moyenne des émoluments variables pendant les cinq années précédentes, pour servir à la fixation, pour toute la durée de leurs fonctions dans la même résidence, des cautionnements des nouveaux comptables nommés du 1^{er} juillet de chaque année au 30 juin de l'année suivante. »

2. Cette disposition sera appliquée aux cautionnements des comptables qui seront nommés à partir du 1^{er} juillet 1891.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

N° 24000. — DÉCRET qui crée une Justice de paix à Lalla-Maghnia (Algérie).

Du 28 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 1 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

1^{re} série, Bull. 1570, n° 15808.

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ⁽¹⁾, portant organisation de la justice en Algérie;

Vu le décret du 19 août 1854 ⁽²⁾, relatif à la compétence des juges de paix;

Vu le décret du 10 août 1875 ⁽³⁾, relatif à l'organisation judiciaire en Algérie;

Vu les décrets des 27 mai 1882 ⁽⁴⁾ et 7 janvier 1883 ⁽⁵⁾ (art. 7) sur le classement personnel des juges de paix;

Vu l'article 72 du décret du 17 avril 1889 ⁽⁶⁾ sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Vu la loi de finances du 24 juillet 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est créé une justice de paix ayant son siège à Lalla-Maghnia (Algérie) et ressortissant au tribunal de première instance de Tlemcen.

Le ressort de cette justice de paix comprend les territoires composant la commune mixte de Lalla-Maghnia, détachée des justices de paix de Nemours et de Sebrou.

2. La compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854, est attribuée au juge de paix de Lalla-Maghnia.

3. Les dispositions de l'article 8 du décret du 7 janvier 1883 sont applicables à la justice de paix créée par le présent décret.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24001. — DÉCRET qui crée une Justice de paix à Taher (Algérie).

Du 28 Juillet 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 947, n° 10260.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 208, n° 1886.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 274, n° 4632.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 703, n° 11983.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 781, n° 13393.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1237, n° 20587.

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ⁽¹⁾, portant organisation de la justice en Algérie;

Vu le décret du 19 août 1854 ⁽²⁾, relatif à la compétence des juges de paix;

Vu les décrets des 29 août 1874 ⁽³⁾ et 13 décembre 1879 ⁽⁴⁾ sur l'organisation judiciaire en Kabylie;

Vu le décret du 10 août 1875 ⁽⁵⁾, relatif à l'organisation judiciaire en Algérie;

Vu les décrets du 27 mai 1882 ⁽⁶⁾ et du 7 janvier 1883 ⁽⁷⁾ sur le classement personnel des juges de paix;

Vu l'article 72 du décret du 17 avril 1889 ⁽⁸⁾ sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie;

Vu les arrêtés du gouverneur général de l'Algérie délimitant les communes mixtes de Taher et de Tababort, notamment celui du 13 avril 1887, renaissant la section communale de Chahana à la commune mixte de Taher, ensemble le plan annexé audit arrêté;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Vu la loi de finances du 24 juillet 1891;

Vu les autres pièces produites et annexées au dossier;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une justice de paix ayant son siège à Taher (Algérie) et ressortissant au tribunal de première instance de Bougie.

Le ressort de cette justice de paix comprend les territoires composant la commune de plein exercice de Strasbourg et la commune mixte de Taher, détachés de la justice de paix de Djidjelli, le tout conformément au plan annexé au présent décret.

2. La compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854, est attribuée au juge de paix de Taher, qui exercera, en outre, les attributions conférées aux magistrats cantonaux de la Kabylie par les décrets des 29 août 1874 et 13 décembre 1879 pour le jugement des contestations entre indigènes, Arabes ou Kabyles, ou musulmans étrangers.

3. Les dispositions de l'article 8 du décret du 7 janvier 1883 sont applicables à la justice de paix créée par le présent décret.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

¹ ix^e série, Bull. 947, n° 10260.

² ix^e série, Bull. 908, n° 1886.

³ xii^e série, Bull. 225, n° 3430.

⁴ xii^e série, Bull. 487, n° 8691.

⁵ xii^e série, Bull. 274, n° 4632.

⁶ xii^e série, Bull. 703, n° 11983.

⁷ xii^e série, Bull. 781, n° 13393.

⁸ xii^e série, Bull. 1237, n° 20587.

N° 24002. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement et l'entretien des Lignes et Bureaux télégraphiques.

Du 30 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des compagnies de chemins de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent quarante-sept mille deux cent quarante-neuf francs soixante-neuf centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de cent quarante-sept mille deux cent quarante-neuf francs soixante-neuf centimes (147,249⁶⁹), savoir :

CHAP. VII.	Indemnités diverses et secours.....	4,410 ⁷⁶
— IX.	Matériel des bureaux.....	2,940 ⁵¹
— XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation....	11,782 ⁰³
— XIII.	Construction et entretien de lignes télégraphiques.	127,912 ¹⁰
— XXV.	Personnel de l'Algérie.....	11 ²¹
— XXVI.	Matériel de l'Algérie.....	313 ⁰⁸
TOTAL, égal.....		147,249 ⁶⁹

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances.

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24003. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement et l'entretien des Lignes et Bureaux télégraphiques.

Du 30 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent sept francs dix-huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent sept francs dix-huit centimes (99,307^f 18), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	2,949 ^f 01 ^c
— IX. Matériel des bureaux.....	1,966 01
— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	7,864 04
— XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques.....	85,521 38
— XV. Personnel de l'Algérie.....	50 34
— XXVI. Matériel de l'Algérie.....	956 40
TOTAL ÉGAL.....	99,307 18

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24004. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement et l'entretien des Lignes et Bureaux télégraphiques.*

Du 30 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par les communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre-vingt-douze mille deux cent vingt-neuf francs trente-deux centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de quatre-vingt-douze mille deux cent vingt-neuf francs trente-deux centimes (92,229^f 32), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	2,766 ^f 88 ^c
—— IX. Matériel des bureaux.....	1,844 59
—— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	7,378 34
—— XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques..	80,239 51
TOTAL ÉGAL.....	92,229 32

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 14005. — *DÉCRET portant modification au décret du 8 Mars 1884 relatif aux Officiers de réserve de la Marine placés hors cadre.*

Du 31 Juillet 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu le décret du 30 juillet 1883 ⁽¹⁾, portant organisation des officiers de réserve de la marine autres que ceux des corps de troupes;

Vu le décret du 8 mars 1884 ⁽²⁾ sur l'état des officiers de réserve de la marine;

Vu le décret du 8 mars 1884 ⁽³⁾, relatif aux officiers de réserve placés hors cadre en raison des emplois ou fonctions qu'ils remplissent dans l'ordre civil;

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée;

Le Comité des inspecteurs généraux de la marine entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'alinéa numéroté 3^e de l'article 1^{er} du décret susvisé du 8 mars 1884 est modifié comme suit :

3^e Les officiers de réserve de la marine attachés soit aux sections techniques, soit au personnel de l'exploitation technique, soit à l'administration centrale des chemins de fer.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel* de la marine, au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 31 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 14006. — *DÉCRET promulguant en Algérie la Loi du 30 mars 1880, portant que les Timbres mobiles pourront être employés à l'acquittement des droits de timbre sur les affiches.*

Du 4 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

¹ 1^{re} série, Bull. 845, n° 14347.

² 1^{re} série, Bull. 845, n° 14349.

³ 1^{re} série, Bull. 845, n° 14348.

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1843 ⁽¹⁾, déterminant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de timbre;

Vu les articles 5 et 6 du décret du 25 août 1852 ⁽²⁾, promulgué en Algérie par décret du 27 octobre 1852, et les articles 20 et 21 de la loi du 11 juin 1859 promulgués en Algérie par décret du 11 janvier 1860 ⁽³⁾;

Vu l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866 et le décret du 5 décembre 1866 ⁽⁴⁾, rendus exécutoires en Algérie par décret du 20 février 1867;

Vu l'article 6 de la loi du 27 juillet 1870 et le décret du 21 décembre 1872 ⁽⁵⁾, rendus exécutoires en Algérie par décret du 22 avril 1873 ⁽⁶⁾;

Vu la loi du 30 mars 1880, portant que les timbres mobiles créés en exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1870, pour les affiches imprimées, pourront être employés, dans les conditions indiquées, à l'acquittement des droits de timbre des autres affiches passibles des droits fixés par l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866, et que les contraventions à ladite loi du 30 mars 1880 et à celle du 18 juillet 1866 seront constatées conformément aux articles 5 et 6 du décret du 25 août 1852 ⁽⁷⁾;

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 30 mars 1880 susvisée est déclarée exécutoire en Algérie. A cet effet, elle y sera publiée et promulguée à la suite du présent décret.

2. Le ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 4 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24007. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et de Beaux-Arts un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs de 1888 et 1889.

Du 4 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'in

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 973, n° 10458.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 570, n° 4379.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 762, n° 7265.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1444, n° 14723.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 115, n° 1605.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 131, n° 2047.

struction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾;

Considérant qu'il est dû aux personnes ci-après nommées et réclamé par elles différentes sommes devant être prélevées sur les chapitres LVIII (exercice 1888) et LVII (exercice 1889), savoir :

EXERCICE 1888.

CHAP. LVIII. M ^{me} Chambord, ex-institutrice à Angoulême (Charente), à titre de secours, du 19 novembre au 31 décembre 1888.	3 ¹ 85 ¹
M ^{me} Berton, ex-institutrice à Massieu (Isère), secours complémentaire, du 26 octobre au 31 décembre 1888.	14 08
M ^{me} Longtemps, ex-directrice d'école maternelle à Villeneuve (Lot-et-Garonne), secours complémentaire, du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1888.	55 00
M ^{me} Lebasque, ex-institutrice à Angers (Maine-et-Loire), secours complémentaire, du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 1888.	0 66
M ^{me} Roulleau, ex-institutrice à Sanxay (Vienne), secours complémentaire, du 15 octobre au 31 décembre 1888.	15 41
TOTAL	89 00

EXERCICE 1889.

— LVII. M ^{me} veuve Berteaud, à Tusson (Charente), secours complémentaire, du 19 novembre au 31 décembre 1889.	11 ¹ 68 ¹
M ^{me} Chambord, ex-institutrice à Angoulême (Charente), secours complémentaire, pour l'année entière 1889.	33 00
M ^{me} Berton, ex-institutrice à Massieu (Isère), secours complémentaire, pour l'année entière.	78 00
M ^{me} Longtemps, ex-directrice de l'école maternelle à Villeneuve (Lot-et-Garonne), secours complémentaire, pour l'année entière 1889.	220 00
M ^{me} Lebasque, ex-institutrice à Angers (Maine-et-Loire), secours complémentaire, pour l'année entière 1889.	1 00
M ^{me} Harpin, veuve d'instituteur à Mortemer (Seine-Inférieure), secours complémentaire, du 9 au 31 décembre 1889.	0 24
M ^{me} veuve Detrau, ex-institutrice à Pas (Pas-de-Calais), secours complémentaire, du 22 au 31 décembre 1889.	2 50
M ^{me} Roulleau, ex-institutrice à Sanxay (Vienne), secours complémentaire, pour l'année entière.	73 00
M ^{me} Joffrain, veuve d'un instituteur à Ongé (Haute-Saône), secours complémentaire, du 16 au 31 décembre 1889.	4 16
ENSEMBLE	424 56

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889 présentent aux chapitres 58 et 57 : *Enseignement primaire. — Secours et allocations*, des restes disponibles suffisants pour acquitter les sommes réclamées ;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 27 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer sur les exercices 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de cinq cent treize francs cinquante-six centimes (513^f 56), réparti ainsi qu'il suit :

EXERCICE 1888.

CHAP. LVIII. Enseignement primaire. — Secours et allocations. . . 89^f 00^c

EXERCICE 1889.

— LVII. Enseignement primaire. — Secours et allocations. . . 424 56

ENSEMBLE 513 56

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 4 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24008. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.

Du 10 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 ;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie ;

Vu trois récépissés délivrés par les trésoriers-payeurs d'Alger et d'Oran, les 25 avril, 13 et 15 mai derniers, constatant qu'il a été versé au trésor public, dans des proportions diverses, une somme de quatre-vingt mille francs à titre de part contributive dans les dépenses d'entretien des écoles d'enseignement supérieur en Algérie ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 4 août courant,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de quatre-vingt mille francs (80,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre VII du budget de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 10 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 25009. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Cantal à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 28 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 30 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

¹ 1^{re} série. Bull. 1045, n° 10527.

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;
Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;
Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. *Cabanes*, sénateur du département du Cantal,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Cantal sont convoqués pour le dimanche 13 septembre 1891, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Cantal, se réunira au chef-lieu le dimanche 18 octobre 1891, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 28 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24010. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour travaux à l'Établissement thermal de Vichy.

Du 29 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur :

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général de l'exercice 1891;

Vu l'article 53 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la convention du 7 mai 1864 entre l'État et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy;

Vu la déclaration de versement (n° 76) délivrée, le 3 janvier 1891, par le

⁽¹⁾ 11^{re} série, Bull. 290, n° 1942.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

receveur central de la Seine et constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq mille cinq cents francs effectué par le directeur de la compagnie fermière des thermes de Vichy;

Vu la déclaration de versement (n° 18925) délivrée, le 1^{er} juillet 1891, par le receveur central de la Seine et constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq mille cinq cents francs effectué par le directeur de la compagnie fermière des thermes de Vichy;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre L : *Matériel des établissements thermaux affermés*, un crédit supplémentaire de onze mille francs (11,000^f).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor, à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24011. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o La partie de la rivière de Vézère, comprise entre la digue de la minoterie du Puy-Grolier et celle de la papeterie de Sainte-Geneviève, dans la commune d'Uzerche (Corrèze), sera réservée pour la reproduction du poisson;

2^o La pêche des diverses espèces de poissons est absolument interdite pendant l'année entière dans la partie de la Vézère désignée à l'article précédent.

3^o Cette interdiction est prononcée pour une période de cinq ans, à dater du 1^{er} juillet 1891;

4^o Il est pris acte de l'engagement par lequel les propriétaires riverains de la Vézère, dans la partie désignée à l'article 1^{er} du présent décret, ont déclaré renoncer à toute indemnité pour privation de leurs droits de pêche pendant cette période de cinq ans;

5^o Chaque année, au mois de janvier, des publications seront faites dans la commune, en vue de rappeler que l'emplacement susdésigné est réserve pour la reproduction du poisson et que la pêche y est absolument défendue;

6^o Pendant les périodes d'interdiction de la pêche, fixées conformément à l'article 26 de la loi du 15 avril 1829 et à l'article 4 de la loi du 31 mai

1865, il est interdit de laisser vaguer les oies, les canards, les cygnes et autres animaux aquatiques susceptibles de détruire le frai du poisson sur la partie de la Vézère réservée pour la reproduction;

7° Des pêches extraordinaires pourront être pratiquées en tout temps, par les soins de l'administration, sur l'autorisation du préfet, dans l'emplacement réservé, dans le but de détruire les espèces de poissons qui seraient reconnues nuisibles. (*Paris, 22 Juin 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1421.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24012. — *Loi portant répartition du fonds de Subvention destiné à venir en aide aux Départements (exercice 1892).*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La répartition du fonds de subvention affecté, par l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871, aux dépenses des départements qui, en raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1892, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Une somme de dix-huit mille francs (18,000^f) est laissée comme fonds de réserve à la disposition du ministre de l'intérieur pour frais d'établissement de la situation financière des départements, frais d'impressions, dépenses diverses et imprévues du service départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

XII^e Série.

RÉPARTITION DU FONDS DE SUBVENTION.

EXERCICE 1891.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.
Ain	100,400 ^f	Mayenne.....	33,800 ^f
Allier.....	44,600	Meurthe-et-Moselle.....	3,200
Alpes (Basses-).....	171,600	Meuse.....	23,600
Alpes (Hautes-).....	160,600	Morbihan.....	23,600
Alpes-Maritimes.....	151,700	Nièvre.....	44,600
Ardèche.....	157,200	Puy-de-Dôme.....	12,000
Ariège.....	131,600	Pyrénées (Basses-).....	85,100
Aube.....	22,000	Pyrénées (Hautes-).....	81,700
Aveyron.....	81,500	Pyrénées-Orientales.....	93,700
Cantal.....	80,700	Territoire de Belfort.....	6,000
Cher.....	107,600	Saône (Haute-).....	14,000
Corrèze.....	110,600	Savoie.....	211,700
Corse.....	237,800	Savoie (Haute-).....	244,700
Côtes-du-Nord.....	26,600	Sèvres (Deux-).....	31,100
Creuse.....	120,600	Tarn.....	23,600
Dordogne.....	24,000	Var.....	35,600
Drôme.....	42,800	Vaucluse.....	89,700
Finistère.....	30,400	Vendée.....	26,600
Gers.....	4,000	Vienne.....	58,100
Ille-et-Vilaine.....	4,000	Vienne (Haute-).....	80,700
Indre.....	117,600	Vosges.....	43,600
Indre-et-Loire.....	6,600	Yonne.....	5,600
Jura.....	7,600		
Landes.....	147,600	TOTAL.....	3,682,000
Loir-et-Cher.....	55,400	Réserve.....	18,000
Loire (Haute-).....	53,700		
Lot.....	53,700	TOTAL GÉNÉRAL.....	3,700,000
Lozère.....	150,600		
Marne (Haute-).....	7,600		

N° 24013. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Intérieur des Crédits extraordinaires destinés à assurer en 1891 l'exploitation de l'établissement thermal de Nérès.*

Du 21 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, pour l'exploitation en 1891 de l'établissement thermal de Nérès (Allier), un crédit supplémentaire de cinquante mille francs (50,000^f), réparti par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. LXXXI. Personnel de l'établissement thermal de Nérès.... 20,000^f
 — LXXXII. Matériel de l'établissement thermal de Nérès..... 30,000

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

2. Les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de soixante-dix mille francs (70,000') à inscrire au paragraphe 4 (*Produit des domaines, France. — Produit des établissements régis ou affermés par l'État.*)

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24014. — *Loi qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1891, des Crédits d'inscription et de paiement pour le service des Pensions civiles.* (Loi du 9 juin 1853.)

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il sera ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1891, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de deux millions de francs (2,000,000'), en sus du produit des extinctions de 1890.

2. Il est ouvert au ministre des finances, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de paiement de un million de francs (1,000,000'), au titre de la première partie : *Dette publique*, chapitre XXXII : *Pensions civiles* (loi du 9 juin 1853).

Il sera pourvu au crédit supplémentaire de paiement ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24015. — *Loi portant création d'un Régiment d'infanterie subdivisionnaire.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est créé un nouveau régiment d'infanterie subdivisionnaire.

2. Ce corps de troupe aura la composition fixée par le tableau A annexé à la loi du 25 juillet 1887.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,*

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24016. — *Loi étendant les Cas d'inéligibilité au Conseil général et au Conseil d'arrondissement.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 8 de la loi du 10 août 1871 est modifié comme il suit :

« Ne peuvent être élus membres du conseil général ou du conseil d'arrondissement :

.....
« 2° Les premiers présidents, présidents de chambre, conseiller à la cour d'appel, procureurs généraux, avocats généraux et substituts du procureur général, dans l'étendue du ressort de la cour.
.....

« 5° et 6° Les militaires des armées de terre et de mer en activité

de service. Cette disposition n'est applicable ni à la réserve de l'armée active, ni à l'armée territoriale, ni aux officiers maintenus dans la première section du cadre de l'état-major général comme ayant commandé en chef devant l'ennemi. »

2. Les dispositions de la présente loi n'auront pas d'effet rétroactif. Les magistrats et militaires actuellement investis d'un mandat de conseiller général ou de conseiller d'arrondissement pourront le conserver jusqu'à l'expiration légale de ce mandat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 14017. — *Loi qui distrait de la commune de Villefranche (canton dudit, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) la section de Beaulieu et l'érige en commune distincte.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de la commune de Villefranche (canton de Villefranche, arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) est divisé en deux communes dont les chefs-lieux sont fixés à Villefranche et à Beaulieu et qui porteront respectivement ces noms.

La limite entre ces deux communes est déterminée conformément au liseré carmin figuré au plan annexé à la présente loi et par les lettres G H I J K L M N O.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme il suit :

1^o Les biens indivis immobiliers de la commune de Villefranche, consistant en bois, terres, pâturages, etc., seront, si la demande en est faite, soit par Villefranche, soit par Beaulieu, partagés entre ces

deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles.

A défaut de partage desdits biens, leurs produits, s'il en existe, seront répartis, d'après les mêmes bases, entre lesdites communes;

2° Il en sera de même des rentes sur l'État appartenant à Villefranche et des fonds pouvant exister dans la caisse de cette commune, à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale;

3° La commune de Beaulieu contribuera, soit au paiement des intérêts des sommes pouvant rester dues par la commune de Villefranche, soit au remboursement desdites sommes en principal, proportionnellement au montant des quatre contributions directes;

4° Les pauvres de la commune de Beaulieu ont droit dans l'hospice de Villefranche à autant de journées que le comporte la part proportionnelle des revenus dudit hospice, déduction faite des frais généraux, ladite part calculée d'après la population municipale respective des deux communes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24018. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant douze ans, à partir de 1892, trois centimes (0^e 03) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré aux travaux d'amélioration et de grosses réparations des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24019. — *Loi qui autorise le département du Tarn à s'imposer extraordinairement.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Tarn est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1892, un centime (0/01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré au paiement des subventions applicables aux dépenses de l'instruction primaire et spécialement à la construction et à l'appropriation de maisons d'école.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24020. — *Loi qui autorise le département de Vaucluse à convertir une partie de sa Dette.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme deux millions cent quatre-vingt-sept mille cinquante francs quarante-trois centimes (2,187,050^e 43) remboursable en vingt-trois ans et applicable, jusqu'à concurrence de deux millions cent vingt-deux mille cinquante francs quarante-trois centimes (2,122,050^e 43), à la conversion d'une partie de la dette départementale, et pour le surplus, soit soixante-cinq mille francs (65,000^e), aux travaux des routes départementales.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux millions cent quatre-vingt-sept mille cinquante francs quarante-trois centimes autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 11 août 1882 (art. 3) et, en cas d'insuffisance, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24021. — *Loi qui autorise la ville du Châlons-sur-Marne (Marne) à contracter un Emprunt.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châlons-sur-Marne (Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3' 75 p. o/o), une somme de six cent cinquante mille francs (650,000'), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir aux frais du rachat et de l'amélioration du service des eaux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24022. — *Loi qui autorise la ville de Grenoble (Isère) à contracter un Emprunt.*

Du 23 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Grenoble (Isère) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4' 10 p. o/o), une somme de quatre-vingt-dix-huit mille huit cent quatre-vingt-un francs (98,881') destinée à pourvoir, avec d'autres ressources, aux frais d'aménagement du lycée de jeunes filles, ladite somme remboursable en quarante ans, à l'aide de subventions allouées sur les fonds de l'État, en exécution de la loi du 20 juin 1885.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,

XIP Série.

9..

soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24023. — Loi concernant l'Assainissement de la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Du 24 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, à Marseille :

1° La construction d'un grand égout collecteur du ruisseau de Caravelle à la mer (Calanque de Cortiou);

2° L'établissement d'un réseau général d'égouts secondaires; et tout conformément aux dispositions des projets approuvés, par le conseil municipal dans ses séances des 6 décembre 1889 et 4 octobre 1890;

3° L'ouverture du boulevard de Mazargues, entre le rond-point du Prado et le boulevard de la Concorde, conformément aux dispositions du projet approuvé par le conseil municipal dans sa séance du 14 octobre 1890.

2. Le maire de Marseille, agissant au nom de cette ville, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, au besoin, par voie d'expropriation, conformément à la loi du 3 mai 1841, les terrains bâtis ou non bâtis nécessaires pour l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique par l'article 1^{er} de la présente loi.

Lesdites expropriations devront être réalisées dans un délai de cinq ans à partir de la date de la présente loi; passé ce délai, la d

déclaration d'utilité publique ci-dessus prononcée sera considérée comme non avenue.

3. La ville de Marseille est autorisée à pourvoir à l'exécution des travaux conformément aux dispositions des articles 1, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17 d'un traité passé des 21 août-8 novembre 1890 avec le sieur Genis.

4. La ville de Marseille est autorisée :

1° A percevoir des propriétaires de constructions riveraines des voies où de nouveaux égouts publics seront construits, une taxe proportionnelle à la longueur des façades de leurs immeubles et à raison de cinquante francs (50^f) par mètre linéaire;

2° A percevoir des propriétaires riverains des voies desservies par les égouts anciens ou nouvellement établis, pendant une durée de cinquante ans, à partir de l'achèvement des travaux, une taxe fixe et annuelle établie en prenant pour base d'estimation le revenu net imposable des immeubles, ainsi qu'il suit :

Vingt francs (20^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de cinq cents francs (500^f) et au-dessous;

Quarante-deux francs (42^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de cinq cent un francs (501^f) à mille cinq cents francs (1,500^f);

Soixante-cinq francs (65^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de mille cinq cent un francs (1,501^f) à trois mille francs (3,000^f);

Quatre-vingt-cinq francs (85^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de trois mille un francs (3,001^f) à six mille francs (6,000^f);

Cent cinq francs (105^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de six mille un francs (6,001^f) à dix mille francs (10,000^f);

Cent cinquante francs (150^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de dix mille un francs (10,001^f) à vingt mille francs (20,000^f);

Deux cents francs (200^f) pour un immeuble ayant une valeur locative de vingt mille francs (20,000^f) et au-dessus.

5. Le recouvrement des taxes autorisées par l'article précédent aura lieu comme en matière de contributions directes.

6. Toute construction nouvelle dans une rue pourvue d'égouts devra être disposée de manière à y conduire les eaux pluviales, ménagères et les matières de vidanges.

La même disposition sera prise pour toute maison ancienne en cas de grosses réparations et, en tout cas, avant deux ans à partir de l'achèvement des travaux.

7. Les règlements pris par le maire dans le but d'assurer l'application de la présente loi ne seront exécutoires que sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

8. Les fonds à provenir des annuités que la ville s'est engagée à verser à la société anonyme prévue à l'article 12 du traité seront

affectés par privilège, jusqu'à concurrence des sommes qui seront dues à l'entrepreneur, dans les termes du traité, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations émises par ladite société.

9. Les traités passés les 21 août et 3 novembre 1890 entre la ville de Marseille et le sieur Genis seront enregistrés chacun au droit fixe de trois francs (3^f) en principal.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

• Fait à Paris, le 24 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24024. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1890; 2° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1891; 3° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1891 au titre du budget annexe des téléphones; 5° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur les exercices 1890 1891 au titre des services spéciaux du Trésor.*

Du 24 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}.

EXERCICE 1890.

1^{er} BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 17 juillet 1889, des crédits supplémentaires pour la somme de dix-sept millions deux cent quatre-vingt-seize mille six cent quarante-trois francs quatre-vingts centimes (17,296,643^f 80).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1890.

2. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890, en addition aux crédits ouverts

par la loi de finances du 17 juillet 1889, un crédit supplémentaire de onze mille cent vingt et un francs soixante centimes (11,121' 60), applicable au chapitre XVII de la 1^{re} section : *Service de la justice, frais de justice criminelle en Tunisie*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen du remboursement d'égale somme qui sera effectué par le gouvernement beylical.

3. Sur les crédits ouverts aux ministres au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890 par la loi du 17 juillet 1889 et par des lois spéciales, une somme de quatorze millions deux cent trois mille deux cent trente-cinq francs quatre-vingt-huit centimes (14,203,235' 88), est et demeure annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

4. Sur le crédit extraordinaire d'un million cinq cent mille francs (1,500,000') ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXI du budget ordinaire de l'exercice 1890, par la loi du 22 juillet 1890, pour la construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolai et l'agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle, une somme d'un million quatre cent quarante-deux mille trois cents francs (1,442,300') est annulée.

Par suite, les évaluations de recette des produits domaniaux du budget ordinaire de l'exercice 1890 : *Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolai*, sont réduites d'une somme égale d'un million quatre cent quarante-deux mille trois cents francs (1,442,300').

5. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890 et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme de six cent quatre-vingt mille francs (680,000') est annulée au chapitre XLVI : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, sauf report à l'exercice 1891.

2° BUDGET EXTRAORDINAIRE.

6. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1890, une somme de six millions six cent deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-trois centimes (6,602,399' 43) est annulée aux chapitres ci-après :

1° ANCIENNE DOTATION.

CHAP. II.	Génie.....	1,580,000' 00'
III.	Substances.....	1,312,399 43
IV.	Hôpitaux militaires.....	400,000 00
V.	Remontes et harnachement.....	300,000 00
VIII.	Dépôt de la guerre.....	400,000 00
XII.	Télégraphie militaire.....	110,000 00
XIII.	Harnachement des chevaux de la cavalerie..	2,500,000 00

TOTAL..... 6,602,399 43

7. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1890, une somme de trente-six millions six cent cinquante mille francs (36,650,000^f) est annulée aux chapitres ci-après :

2^e NOUVELLE DOTATION.

CHAP. XVI.	Armement des côtes.....	2,500,000 ^f 00 ^c
----- XVII.	Équipages de siège.....	1,000,000 ^f 00 ^c
----- XVIII.	Armes portatives.....	8,000,000 ^f 00 ^c
----- XIX.	Munitions.....	7,000,000 ^f 00 ^c
----- XX.	Dépenses diverses.....	500,000 ^f 00 ^c
----- XXI bis.	Bâtiments et machines.....	1,900,000 ^f 00 ^c
----- XXII.	Places de la frontière du Nord.....	3,250,000 ^f 00 ^c
----- XXIII.	Frontière de l'Est.....	3,750,000 ^f 00 ^c
----- XXIII bis.	Places de la frontière du Sud-Est.....	1,800,000 ^f 00 ^c
----- XXIV.	Magasins à poudre.....	1,600,000 ^f 00 ^c
----- XXVI.	Améliorations, procès, transports.....	300,000 ^f 00 ^c
----- XXVII.	Bâtiments militaires.....	5,000,000 ^f 00 ^c
----- XXVIII.	Chemins de fer.....	1,000,000 ^f 00 ^c
----- XXIX.	Service de santé.....	1,000,000 ^f 00 ^c
----- XXXII.	Cavalerie.....	50,000 ^f 00 ^c
TOTAL.....		36,650,000 ^f 00 ^c

TITRE II.

EXERCICE 1891.

8. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1891, en addition aux crédits ouverts par la loi de finance du 26 décembre 1890, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de seize millions deux cent trente mille neuf cent soixante et un francs soixante-quatre centime (16,230,961^f 64^c).

Ces crédits sont répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

9. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1891 (1^{re} section — Service ordinaire), par application de l'article 3 de la loi du 23 décembre 1890, un crédit extraordinaire de trois cent mille francs (300,000^f) qui sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° LXI et intitulé : *Démantèlement de la place d'Arras*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891. A cet effet, et par application de l'article 4 de la loi du 23 décembre 1890, les évaluations de recette du budget général de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de trois cent mille francs (300,000^f) à prélever sur les versement effectués par la ville d'Arras. Cette somme de trois cent mille francs (300,000^f) sera portée en recette aux produits domaniaux, sous le titre de : *Versement de la ville d'Arras pour le démantèlement de la place* (Loi du 23 décembre 1890).

10. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1891, (1^{re} section — *Services ordinaires*), un crédit extraordinaire d'un million de francs (1,000,000^f) pour les dépenses de construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolai et d'agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle. Ce crédit extraordinaire sera inscrit à un chapitre spécial portant le n° LXII et libellé : *Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolai et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891. A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme d'un million de francs à prélever sur l'indemnité d'expropriation de deux millions cent vingt-cinq mille francs (2,125,000^f) versée par la ville de Paris. Cette somme d'un million de francs sera portée en recettes aux produits domaniaux sous le titre d'*Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolai*.

11. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1891 (1^{re} section — *Services ordinaires*), par application de l'article 5 de la loi du 19 janvier 1891, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500,000^f), qui sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° LXHI et intitulé : *Démantèlement de la place de Douai*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891. A cet effet, et par application de l'article 6 de la loi du 19 janvier 1891, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de cinq cent mille francs (500,000^f) à prélever sur les versements effectués par la ville de Douai et la compagnie des chemins de fer du Nord. Cette somme de cinq cent mille francs (500,000^f) sera portée en recettes aux produits domaniaux, sous le titre de *Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place* (Loi du 19 janvier 1891).

12. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1891 (2^e section — *Dépenses extraordinaires*), pour l'exécution de travaux autorisés par les lois des 19 mars et 15 juillet 1875 et 8 août 1881, des crédits extraordinaires s'élevant à la somme de six millions six cent deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-trois centimes (6,602,399^f43), applicables aux chapitres ci-après :

CHAP. II.	Génie	1,580,000 ^f 00 ^f
III.	Subsistances	1,312,399 43
IV.	Hôpitaux	400,000 00
V.	Remontes	300,000 00
VIII.	Dépôt de la guerre	500,000 00
XII.	Télégraphes militaires	170,000 00
XIII.	Harnachement des chevaux de la cavalerie	2,500,000 00

TOTAL..... 6,602,399 43

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources affectées, en somme égale et par imputation sur le produit de l'emprunt de cinq cents millions (500,000,000^f) (émission de 1886), aux crédits dont l'annulation est prononcée par l'article 6 de la présente loi.

13. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1891 (2^e section — *Dépenses extraordinaires*), pour l'exécution des travaux autorisés par la loi du 30 décembre 1888, des crédits extraordinaires s'élevant à la somme de vingt-huit millions cent cinquante mille francs (28,150,000^f), et applicables aux chapitres ci-après :

Chap. XVI.	Armement des côtes.....	2,500,000 ^f
—— XVII.	Équipages de siège.....	500,000
—— XVIII.	Armes portatives.....	1,000,000
—— XIX.	Munitions.....	6,000,000
—— XX.	Dépenses diverses.....	500,000
—— XX bis.	Bâtiments et machines.....	1,900,000
—— XXI.	Places de la frontière du Nord.....	3,250,000
—— XXII.	Frontière de l'Est.....	3,750,000
—— XXIII.	Places de la frontière du Sud-Est.....	1,800,000
—— XXV.	Magasins à poudre.....	1,600,000
—— XVI.	Améliorations, procès, transports.....	300,000
—— XXVII.	Bâtiments militaires.....	3,000,000
—— XXVIII.	Chemins de fer.....	1,000,000
—— XXIX.	Service de santé.....	1,000,000
—— XXXII.	Cavalerie.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....		28,150,000

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

14. Les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de vingt-huit millions cent cinquante mille francs (28,150,000^f) à prélever sur le produit de l'émission de rentes trois pour cent (3 p. 0/0) (émission 1891), en somme égale aux crédits annulés par l'article 7 de la présente loi.

Cette somme de vingt-huit millions cent cinquante mille francs sera inscrite au paragraphe 6 (*Recettes exceptionnelles*), sous la rubrique: *Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0* (émission de 1891.)

15. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget général de l'exercice 1891 (1^{re} section — *Service de l'instruction publique*), un crédit extraordinaire de cent quinze mille cent trente et un francs seize centimes (115,131^f 16), qui sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° LVI et intitulé: *Construction de diverses écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par les villes d'Armentières, de Voiron et de Pierzon, en somme égale aux crédits dont l'annulation sera prononcée par la loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1889.

16. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (2^e section. — *Postes et Télégraphes*), sur l'exercice 1891, au delà des crédits accordés par la loi de finances de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de deux cent mille cinq cent quarante francs (200,540^f) applicable à la 4^e partie du budget : *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*, savoir :

CHAP. V.	Traitement du personnel et indemnités à titre de traitement (Agents)	169,400 ^f
— VI.	Traitement du personnel et indemnités à titre de traitement (Sous-agents)	2,650
— VII.	Indemnités diverses et secours	9,240
— VIII.	Chaussures et habillement	250
— XXV.	Personnel de l'Algérie	19,000
TOTAL		200,540

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

A cet effet, les prévisions de recettes du budget ordinaire de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de deux cent mille cinq cent quarante francs (200,540^f) à verser par la caisse nationale d'épargne et à inscrire au paragraphe 3 (*Produit de monopoles et exploitations industrielles de l'État*), savoir :

PRODUIT DES TÉLÉGRAPHES (FRANCE).

Remboursement par divers établissements des traitements d'agents du service postal et télégraphique ..	200,290 ^f
Recettes diverses et accidentelles	250
TOTAL	200,540

17. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget de la 2^e section : *Travaux extraordinaires*, pour l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de six cent quatre-vingt mille francs (680,000^f) qui sera inscrit au chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes,

en somme égale aux crédits annulés par l'article 5 de la présente loi.

18. Sur les crédits ouverts au titre du budget général de l'exercice 1891 par la loi du 26 décembre 1890, une somme de vingt-huit mille francs (28,000^f) est et demeure définitivement annulée aux ministères et aux chapitres ci-après :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CHAP. XIV.	Missions, dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	10,000 ^f
------------	---	---------------------

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1^{re} section. — Travaux ordinaires.

CHAP. IX.	Personnel des commis des ponts et chaussées.	18,000
TOTAL ÉGAL.....		<u>28,000</u>

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS.

19. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1887, 1888 et 1889, des crédits supplémentaires pour la somme de trois cent quarante-sept mille deux cent quatre-vingts francs quatre-vingt-quatre centimes (347,280^f 84), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE IV.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS.

20. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de deux cent quatre-vingt-une mille sept francs soixante-dix-sept centimes (291,007^f 77).

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

TITRE V.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

MONNAIES ET MÉDAILLES.

21. Est approuvé le décret du 13 octobre 1890 portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1890, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, d'un crédit supplémentaire de dix mille francs (10,000^f) applicable au chapitre IV : *Dépenses fixes d'administration et d'exploitation*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1890.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

22. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1890, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme d'un million sept cent sept mille francs (1,707,000^f), répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. I. Intérêts à servir aux déposants.....	1,657,000 ^f
II. Dépenses du personnel.....	50,000
TOTAL.....	1,707,000

Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources prévues à l'article suivant.

23. Les prévisions de recettes du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, pour l'exercice 1890, sont augmentées d'une somme d'un million sept cent sept mille francs (1,707,000^f), à inscrire au chapitre I^{er} : *Arrérages des valeurs de l'État achetées par la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de la Caisse nationale d'épargne*.

24. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de deux cent mille cinq cent quarante francs (200,540^f), répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. II. Dépenses du personnel.....	200,290 ^f
III. Dépenses du matériel.....	250
TOTAL.....	200,540

Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources du même budget annexe pour l'exercice 1891.

25. Les prévisions de recettes du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de deux cent mille cinq cent quarante francs (200,540^f) à inscrire au chapitre 1^{er} : *Arrérages et primes d'amortissement des valeurs de l'État français achetées par la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de la Caisse nationale d'épargne.*

TÉLÉPHONES.

26. Sur les crédits ouverts au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1891, par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit d'un million deux cent sept mille deux cent soixante-quinze francs (1,207,275^f) est annulé au chapitre VII : *Annuité à la Caisse des dépôts et consignations.*

27. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1891, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de trois millions sept cent mille francs (3,700,000^f) et applicables aux chapitres ci-après :

CHAP. V. Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation..	650,000 ^f
—— VI. Matériel et dépenses de premier établissement.....	3,050,000
TOTAL ÉGAL.....	3,700,000

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus :

1° Jusqu'à concurrence d'un million deux cent sept mille deux cent soixante-quinze francs au moyen des recettes affectées au crédit d'égale somme annulé par l'article 26 de la présente loi;

2° Pour le surplus, soit deux millions quatre cent quatre-vingt-douze mille sept cent vingt-cinq francs, au moyen d'une nouvelle avance à effectuer par la caisse des dépôts et consignations, en exécution de la loi du 16 juillet 1889.

28. A cet effet, les prévisions de recettes du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de deux millions quatre cent quatre-vingt-douze mille sept cent vingt-cinq francs (2,492,725^f) qui sera portée à un chapitre nouveau portant le n° VIII et intitulé : *Avances faites par la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi du 16 juillet 1889.*

TITRE VI.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

29. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1890, au titre des services spéciaux du Trésor, par l'article 35 de la loi de finances du 17 juillet 1889 et par la loi du 27 novembre 1890, au compte: *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts*, une somme de trente-trois millions six cent quatre-vingt-trois mille cent soixante-trois francs soixante-quatorze centimes (33,683,163^f 74), est et demeure définitivement annulée.

30. Il est ouvert au ministre des travaux publics sur l'exercice 1891, au titre des services spéciaux du Trésor, en augmentation des crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit de trente-trois millions six cent quatre-vingt-trois mille cent soixante-trois francs soixante-quatorze centimes (33,683,163^f 74), applicable au compte: *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

ÉTATS ANNEXÉS.

EXERCICE 1890. — BUDGET ORDINAIRE.

ÉTAT A.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1890.

CHAPITRES.	MONTANT des crédits accordés	par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DES FINANCES.			
4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES TRIBUTS ET REVENUS PUBLICS.			
EXXVII.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	122,000 ^f 00 ^c	154,000 ^f 00 ^c
XC.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	32,000 00	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.			
2 ^e section. — Service des cultes.			
V	Traitement des archevêques et évêques.....	6,500 00	6,500 00
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.			
VII.	Dépenses variables du personnel d'exploitation des Journaux officiels.....	25,000 00	25,000 00
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
XI.	Écoles militaires (Personnel).....	100,188 00	13,345,109 94
XIII.	Solde de l'infanterie.....	6,900,000 00	
XV.	Solde de la cavalerie.....	1,386,500 00	
XVI.	Solde de l'artillerie.....	1,807,250 00	
XVII.	Solde du génie.....	235,000 00	
XVIII.	Solde du train des équipages militaires.....	224,000 00	
XX.	Gendarmerie départementale, légion d'Afrique et d'attachements de Tunisie.....	490,000 00	
XXII.	Vivres (Matériel d'exploitation).....	1,750,000 00	
XXIV.	Pourrages.....	450,000 00	
XXVI.	Service de santé (Matériel d'exploitation).....	2,171 94	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		per chapitre.	per ministère.
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
III.	Troupes de la marine	900,000 ⁰⁰	1,665,000 ⁰⁰
IX.	Constructions navales. — Salaires pour les construc- tions neuves et pour le premier armement des bâ- timents neufs ou transformés	115,000 00	
XIII.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant. — Poudres et munitions	650,000 00	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.			
XII.	Frais généraux de l'instruction secondaire	20,162 04	20,162 04
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.			
2 ^e section. — Service des postes et télégraphes.			
4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EX- PLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
VII.	Indemnités diverses et secours	32,618 00	32,618 00
3 ^e section. — Service colonial.			
IV.	Personnel de la justice aux colonies	130,000 00	2,003,500
VI.	Personnel des services militaires aux colonies	621,000 00	
VIII.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	180,000 00	
I.	Vivres	367,000 00	
II.	Hôpitaux (Personnel)	220,000 00	
III.	Matériel des services militaires	342,500 00	
IV.	Dépenses diverses et d'intérêt général	86,000 00	
XV.	Subvention au service local des colonies	48,000 00	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
2 ^e section. — Service des bâtiments civils et palais nationaux.			
XV.	Construction des bâtiments de l'école nationale des arts industriels de Roubaix	44,753 82	44,753 82
TOTAL de l'état A		17,296,643 80	17,296,643 80

EXERCICE 1890. — BUDGET ORDINAIRE.

ÉTAT B.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés sur le budget ordinaire de l'exercice 1890.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I bis.	Amélioration du service des secours contre l'incendie	60,000 ^f 00 ^s	447,716 ^f 40 ^s
LX bis.	Achat de documents destinés à la bibliothèque de la cour des comptes (Legs Berger).....	7,716 40	
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXXIX ter.	Nivellement des fortifications déclassées de Lyon...	160,000	447,716 ^f 40 ^s
LXXXIV.	Matériel de l'administration des douanes	220,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	1^{re} section. — Service de l'intérieur.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
VIII.	Dépenses du matériel des journaux officiels.....	25,000 00	39,435 33
XVI.	Matériel des cours d'appel.....	1,800 00	
XLV.	Matériel des établissements thermaux affermés.....	12,635 33	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
XIVI.	Service de santé. (Matériel d'exploitation).....	82,171 94	2,649,761 22
XXI.	Lits militaires	780,000 00	
LI.	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon	1,639,000 00	
LX.	Reconstruction de fortifications dans le quartier de la Rhode et au nord du fossé du Party à Toulon.	33,589 28	
LXII.	Commercy. — Reconstruction du baraquement incendié.....	115,000 00	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
VIII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	180,000 ^f 00 ^e	
I.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.....	63,000 00	
IV.	Vivres. — Salaires.....	200,000 00	
IV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	51,000 00	
XII.	Constructions navales. — Achats de bâtiments neufs à l'industrie.....	2,809,918 00	
II.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et transformation de bâtiments de la flotte et pour le premier armement des bâtiments neufs ou transformés.....	4,055,033 00	10,361,951 ^f 00 ^e
XII.	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution.....	170,000 00	
XIII.	Torpilles.....	442,000 00	
XIV.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils, travaux neufs et grandes améliorations.....	100,000 00	
XXV bis.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.....	1,390,000 00	
XVI.	Habillement (Achats directs et indemnités représentatives).....	750,000 00	
XVIII.	Casernement.....	50,000 00	
XIX.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.....	100,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
VI.	École française d'Athènes.....	17,000 00	218,070 91
VIII.	Muséum d'histoire naturelle (Personnel).....	5,000 36	
XIII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon....	183,870 55	
XIII.	Observatoires des départements.....	12,200 00	
	<i>2^e section. — Service des beaux-arts.</i>		
XVII.	Restauration de peintures dans les bâtiments civils et palais nationaux.....	90,992 88	90,992 88
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	<i>1^{re} section. — Commerce et industrie.</i>		
III.	Commerce extérieur, expertise, valeurs de douane.	11,808 14	11,808 14
	<i>3^e section. — Service colonial.</i>		
III.	Hôpitaux (Matériel).....	43,000 00	43,000 00
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	<i>2^e section. — Travaux extraordinaires.</i>		
XX bis.	Réparation des avaries causées par les inondations de 1886 aux routes nationales, aux ouvrages de navigation et aux digues de défense construites par des associations syndicales.....	340,500 00	340,500 00
	TOTAL de l'état B.....	14,203,235 88	14,203,235 88

EXERCICE 1891. — BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT C.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits extraordinaires et supplémentaires accordés sur le budget général de l'exercice 1891.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
XXIV.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 (Loi du 30 juillet 1884)....	200,000 ⁰ 00 ^e	
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
XLVIII bis. LVIII bis.	Amélioration du service des secours contre l'incendie Achat de documents destinés à la bibliothèque de la cour des comptes (Legs Berger).....	60,000 00 7,716 40	627,716 ^e 40
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXIX ter. LXIV.	Nivellement des fortifications déclassées de Lyon... Matériel de l'administration des douanes	160,000 00 200,000 00	
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	1^{re} section. — Service de la justice.		
XXII.	Personnel de la justice française en Algérie.....	5,200 00	5,200 00
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	1^{re} section. — Service ordinaire.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
III. V. VI.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires. Traitement des agents en disponibilité	35,000 00 50,000 00 12,000 00	97,000 00
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	1^{re} section. — Service de l'intérieur.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
IX bis. L. XXIII. XXVIII.	Achèvement du monument de Champigny..... Matériel des établissements thermaux affermés.... Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet..... Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.....	5,500 00 12,636 33 60,000 00 10,000 00	88,136 33

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
XXX.	Service de santé (Matériel d'exploitation).....	82,171 ^{fr} 94 ^{cs}	2,096,761 ^{fr} 22 ^{cs}
XXXIV.	Lits militaires.....	766,000 00	
LV.	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon.....	1,100,000 00	
LXIV.	Reconstruction de fortifications dans le quartier de la Rhodé et au nord du fort du Partey Toulouse..	83,589 28	
LIV.	Commerce. — Reconstruction du baraquement in- cendié.....	115,000 00	
	<i>2^e section. — Dépenses extraordinaires.</i>		
XLII.	Approvisionnement des stations-magasins et con- struction de boulangeries de guerre.....	2,717,500 00	5,717,500 00
XLIII.	Habillement.....	3,000,000 00	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
III.	Constructions navales. — Achats de bâtiments neufs à l'industrie.....	1,500,000 00	5,332,000 00
IX.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et transformations des bâtiments de la flotte et pour le premier armement des bâtiments neufs ou transformés.....	2,000,000 00	
XXIII.	Torpilles.....	482,000 00	
XXIV bis.	Travaux extraordinaires de défense des ports mili- taires.....	1,390,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
IV.	École française d'Athènes.....	17,000 00	169,390 55
XXI.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon....	140,190 55	
XXII.	Observatoires des départements.....	12,200 00	
	<i>2^e section. — Service des beaux-arts.</i>		
XXIII.	Frais de procès et d'instance.....	1,700 00	1,700 00
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	<i>1^{re} section. — Commerce et industrie.</i>		
IX.	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.	11,808 14	11,808 14
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
VI.	Personnel du corps des mines. — Enseignement et écoles.....	13,750 00	53,750 00
VII.	Personnel des contrôleurs des mines.....	40,000 00	
	<i>2^e section. — Travaux extraordinaires.</i>		
LI.	Lacunes des routes nationales, des routes départe- mentales des départements annexés et des routes thermales.....	1,000,000 00	2,030,000 00
LIII bis.	Réparation des avaries causées par les inondations de 1886 aux routes nationales, aux ouvrages de navigation et aux digues de défense construites par des associations syndicales.....	130,000 00	
LIII bis.	Réparation des avaries causées aux routes natio- nales par les inondations du mois de septembre 1890.....	900,000 00	
	TOTAL de l'état C.....	16,230,961 64	16,230,961 64

EXERCICES CLOS. — BUDGET ORDINAIRE.

ÉTAT D.

Tableau, par ministères, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses d'exercices clos.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère de la justice et des cultes :	
2 ^e section. — Service des cultes.....	1,244 ¹ 44 ¹
Ministère de l'intérieur.....	21,885 35
Ministère de la guerre.....	1,978 85
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies :	
3 ^e section. (Colonies.).....	304,866 31
Ministère des travaux publics.....	17,305 89
TOTAL de l'état D.....	347,280 84

EXERCICES PÉRIMÉS. — BUDGET ORDINAIRE.

ÉTAT E.

Tableau, par ministères, des crédits extraordinaires spéciaux accordés pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère de l'intérieur.....	12,486 ¹ 08 ¹
Ministère de la guerre.....	1,552 20
Ministère de la marine.....	4,915 46
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies :	
1 ^{re} section. (Commerce et industrie.).....	825 90
3 ^e section. (Colonies.).....	5,644 20
Ministère de l'agriculture.....	827 75
Ministère des travaux publics.....	264,756 18
TOTAL de l'état E.....	291,007 77

N° 24025. — *LOI qui étend à certains Travaux l'application du décret du 26 pluviôse-18 ventôse an 11.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les dispositions du décret du 26 pluviôse-18 ventôse an 11 sont étendues à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics.

En conséquence, les sommes dues aux entrepreneurs de ces travaux ne pourront être frappées de saisie-arrêt, ni d'opposition, au préjudice soit des ouvriers auxquels des salaires sont dus, soit des fournisseurs qui sont créanciers à raison de fournitures de matériaux et d'autres objets servant à la construction des ouvrages.

Les sommes dues aux ouvriers pour salaires seront payées de préférence à celles dues aux fournisseurs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24026. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.*

Du 10 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu un récépissé délivré par le trésorier-payeur de Constantine, constatant que, le 21 du mois dernier, il a été versé au trésor public une somme de vingt mille francs à titre de part contributive de ce département dans les dépenses d'entretien des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances en date du 4 août courant,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre VII du budget de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 10 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24027. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses des Écoles spéciales des beaux-arts et du dessin dans les départements.

Du 14 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts :

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par diverses villes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1891, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre x: *Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*, un crédit de trente-cinq mille six cent cinquante francs (35,650⁰) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 14 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

ÉTAT des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XI. ÉCOLES SPÉCIALES DES BEAUX-ARTS ET DE DES- SIN DANS LES DÉPARTE- MENTS. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés : ANNÉE 1891.			
Alpes-Maritimes..	.....	École nationale d'art dé- coratif de Nice.	1612	31 mars 1891....	9,875
	Villes de :	2 ^e TRIMESTRE 1891.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	2085	24 avril 1891.....	3,000
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	2673	28 mai 1891.....	
Creuse.....	Aubusson.	École nationale d'art dé- coratif.	1351	9 avril 1891.....	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	4090	23 avril 1891....	10,000
Haute-Vienne...	Limoges..	1 ^{er} Musée national Adrien Dubouché.	2092	11 avril 1891.....	7,500
		2 ^e École nationale d'art décoratif.	2093	Idem.....	
Alger.....	Alger.....	École nationale des beaux-arts.	39	25 avril 1891....	4,450
				TOTAL.....	35,650

N° 24028. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 24 avril 1891 devant le préfet du Finistère, portant concession à la ville de Pont-l'Abbé, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme d'un franc, d'un terrain maritime d'une superficie de six mille trente-deux mètres quarante-six décimètres carrés, situé sur la rive gauche de la rivière de Pont-l'Abbé et figuré par une teinte rose au plan annexé audit acte. (Paris, 29 Juin 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 13 * Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1422.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24029. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'exercice 1881.*

Du 7 Juin 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

§ I^{er}.

Fixation des dépenses.

ART. 1^{er}. Les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1881 constatées dans les comptes rendus par les ministres sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de deux milliards huit cent quatre-vingt-onze millions huit cent quarante-huit mille cent soixante et onze francs neuf centimes,

ci..... 2,891,848,171⁰⁹

Les paiements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à deux milliards huit cent quatre-vingt-un millions quatre cent trois mille quatre cent soixante-quinze francs trente et un centimes, ci.....

2,881,403,475 31

Et les dépenses restant à payer, à dix millions quatre cent quarante-quatre mille six cent quatre-vingt-quinze francs soixante-dix-huit centimes, ci.....

10,444,695 78

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1881 seront ordonnancés sur les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des crédits.

2. Les crédits montant ensemble à deux milliards neuf cent cinquante-huit millions quatre cent quatre-vingt mille quatre cent douze francs neuf centimes (2,958,480,412¹/₁₀₀), ouverts conformément aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1881, sont réduits, conformément au tableau A précité :

1° D'une somme de soixante-cinq millions huit cent vingt-quatre mille trois cent deux francs trente-quatre centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1881, et qui est annulée définitivement, ci..... 65,824,302¹/₁₀₀ 34¹/₁₀₀

2° De celle de dix millions quatre cent quarante-quatre mille six cent quatre-vingt-quinze francs soixante-dix-huit centimes représentant les dépenses non payées de l'exercice 1881, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci..... 10,444,695 78

3° De celle de huit cent sept mille neuf cent trente-huit francs soixante-six centimes non employée, à la clôture de l'exercice 1881, sur les fonds généraux affectés au service du cadastre, laquelle somme est transportée au budget ordinaire de l'exercice 1882, pour y recevoir la destination qui lui est donnée par la présente loi de règlement, ci.. 807,988 66

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à soixante-dix-sept millions soixante-seize mille neuf cent trente-six francs soixante-dix-huit centimes, sont et demeurent divisés, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé, ci.....

77,078,936 78

3. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget ordinaire de l'exercice 1881 sont définitivement fixés à la somme de deux milliards huit cent quatre-vingt-un millions quatre cent trois mille quatre cent soixante-quinze francs trente et un centimes (2,881,403,475¹/₁₀₀ 31), égale aux paye-

ments effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des recettes.

4. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur le budget ordinaire de l'exercice 1881 sont arrêtés, conformément au tableau C ci-annexé, à la somme de deux milliards neuf cent quatre-vingt-dix-sept millions huit cent quatre-vingt-seize mille six cent treize francs trente-trois centimes, ci..... 2,997,896,613¹ 33¹

Les recettes du budget ordinaire effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à deux milliards neuf cent quatre-vingt-huit millions quatre cent quarante-cinq mille cent quatre-vingt-sept francs dix-huit centimes, ci.....

2,988,445,187 18

Et les droits et produits restant à recouvrer, à neuf millions quatre cent cinquante et un mille quatre cent vingt-six francs quinze centimes, ci.....

9,451,426 15

5. Les recettes du budget ordinaire de l'exercice 1881, arrêtées par l'article précédent à la somme de deux milliards neuf cent quatre-vingt-huit millions quatre cent quarante-cinq mille cent quatre-vingt-sept francs dix-huit centimes, ci..... 2,988,445,187¹ 18¹
sont augmentées en exécution de la loi de règlement du budget de l'exercice 1880, des fonds généraux non employés à l'époque de la clôture de cet exercice sur les crédits affectés au service du cadastre, ci.....

737,729 72

Sur cette somme totale de.....
il est prélevé et transporté à l'exercice 1882, en conformité de l'article 2 de la présente loi, une somme de huit cent sept mille neuf cent trente-huit francs soixante-six centimes, pour servir à payer les dépenses du service du cadastre restant à solder à la clôture de l'exercice 1881, ci.....

2,989,182,916 90

807,938 66

Les voies et moyens du budget ordinaire de l'exercice 1881 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de deux milliards neuf cent quatre-vingt-huit millions trois cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-dix-huit francs vingt-quatre centimes, ci.....

2,988,374,978 24

§ IV.

Fixation du résultat du budget ordinaire.

6. Le résultat du budget ordinaire de l'exercice 1881 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à....	2,988,374,978 ^f 24 ^c
Payements fixés par l'article 1 ^{er} à.....	2,881,403,475 31

Excédent de recette réglé à la somme de cent six millions neuf cent soixante et onze mille cinq cent deux francs quatre-vingt-treize centimes, conformément au tableau D ci-annexé, ci.....	106,971,502 93
---	----------------

Cet excédent de recette est affecté aux exercices 1883 et 1884, dans les proportions suivantes :

1° Transport au budget extraordinaire de l'exercice 1883 (loi du 28 mars 1883) pour le service de l'artillerie, d'une somme de vingt-cinq millions (25,000,000^f), dont dix-sept millions huit cent quarante-six mille quatre cent quatre-vingt-dix francs soixante-six centimes (17,846,490^f 66) ont été déjà prélevés sur l'exercice 1880, ci.....

7,153,509^f 34^c

2° Transport au budget ordinaire de 1883 d'une somme de quatre millions de francs affectée à la dépense des compagnies mixtes en Tunisie (loi du 31 juillet 1883), ci.....

4,000,000 00

3° Transport au budget extraordinaire de 1883 d'une somme de quatre millions six cent soixante-dix-sept mille francs affectée à la dépense des chemins de fer du Sénégal (loi du 4 août 1883), ci.....

4,677,000 00

4° Application au budget ordinaire de l'exercice 1884 d'une somme de seize millions six cent vingt-huit mille francs pour parer à l'insuffisance du produit des sucres (loi du 29 décembre 1883), ci.....

16,628,000 00

TOTAL.....

32,458,509 34

Le surplus dudit excédent de recette, montant à la somme de soixante-quatorze millions cinq cent douze mille neuf cent quatre-vingt-treize francs cinquante-neuf centimes, est affecté à l'atténuation des découverts du Trésor, ci.....

74,512,993 59

TOTAL ÉGAL.....

106,971,502 93

TITRE II.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

§ I^{er}.*Fixation des crédits et des dépenses.*

7. Les crédits ouverts, les dépenses constatées et les paiements effectués au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1881 sont définitivement fixés à la somme de sept cent un millions douze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante et onze centimes (701,012,898^f 71), conformément aux tableaux E et F annexés à la présente loi.

§ II.

Fixation des recettes.

8. Les droits et produits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1881 sont arrêtés, conformément au tableau G annexé à la présente loi, à la somme de sept cent un millions douze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante et onze centimes, ci..... 701,012,898^f 71^c

Les recettes effectuées sur le même budget, pendant l'exercice 1881, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées en somme égale à celle des droits constatés pour sept cent un millions douze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante et onze centimes, ci.....

701,012,898 71

BALANCE.....

§ III.

Fixation du résultat du budget extraordinaire.

9. Le résultat du budget extraordinaire est définitivement arrêté, pour l'exercice 1881, conformément au tableau H, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à. 701,012,898^f 71^c

Payements fixés par l'article 7 à 701,012,898 71

BALANCE.....

TITRE III.

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881.

§ 1^{er}.

Fixation des crédits et des dépenses.

10. Les crédits, montant ensemble à cinq cent trente-quatre millions huit cent quinze mille sept cent quatre-vingt-deux francs dix-huit centimes (534,815,782^f 18), conformément aux tableaux I et J ci-annexés, pour le budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881, ci..... 534,815,782^f 18^c

sont réduits d'une somme de cinquante-sept millions quarante mille trois cent huit francs soixante-sept centimes (57,040,308^f 67), non employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1881, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée, avec la même affectation, aux budgets sur ressources spéciales des exercices 1882 et 1883, savoir :

Au budget de l'exercice 1882 :

Service départemental. . 43,565,306^f 78^c

Divers services spéciaux. 13,313,536 78

Au budget de l'exercice 1883 :

Service départemental. . 161,465 11

ENSEMBLE..... 57,040,308 67

57,040,308 67

Au moyen de cette disposition, les crédits du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881 sont définitivement fixés à la somme de quatre cent soixante-dix-sept millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent soixante-treize francs cinquante et un centimes, égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau I, ci.....

477,775,473 51

§ II.

Fixation des recettes.

11. Les recettes réalisées sur le même budget jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice 1881 s'élevant à quatre cent soixante-dix-sept millions cinquante mille neuf cent sept francs, conformément au tableau K, ci.....

477,050,907¹⁰⁰

..... sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1879 et de 1880 des fonds non employés, à l'époque de la clôture de ces derniers exercices, sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, de la somme de cinquante-sept millions sept cent soixante-quatre mille huit cent soixante-quinze francs dix-huit centimes, ci.....

57,764,875 18

ENSEMBLE.....

534,815,782 18

Sur cette ressource totale, une somme de cinquante-sept millions quarante mille trois cent huit francs soixante-sept centimes (57,040,308⁶⁷), restée sans emploi pendant l'exercice 1881, ainsi qu'il résulte de l'article 10 ci-dessus, est transportée aux exercices suivants, savoir :

A l'exercice 1882 56,878,843⁵⁶
A l'exercice 1883 161,465 11 }

57,040,308 67

Les voies et moyens du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de quatre cent soixante-dix-sept millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent soixante-treize francs cinquante et un centimes, ci.....

477,775,473 51

§ III.

Fixation du résultat du budget sur ressources spéciales.

12. Le résultat du budget sur ressources spéciales est définitivement arrêté, conformément au tableau L, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à...

477,775,473⁵¹

Paiements fixés par l'article 10 à.....

477,775,473 51

BALANCE.....

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

13. Les recettes et les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1881 demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de soixante-cinq millions six cent quatre vingt-treize mille six cent douze francs soixante-seize centime (65,693,612' 76), conformément au résultat général du tableau ci-annexé, savoir :

Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,512,560' 24'
Imprimerie nationale.....	7,432,867 16
Légion d'honneur.....	19,072,843 31
Chancelleries diplomatiques et consulaires.....	22,579 98
Caisse de la dotation de l'armée.....	6,423,171 15
Caisse des invalides de la marine.....	30,131,137 56
École centrale des arts et manufactures,...	1,098,453 36
	65,693,612 76

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

14. Les crédits d'inscription accordés sur l'exercice 1881 pour pensions militaires par la loi du 22 décembre 1880, sont fixés demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau ci-annexé, à la somme de cinq millions sept cent mille francs (5,700,000').

15. La situation des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1881, dans les ports et établissements de la marine est arrêtée à la somme de deux cent soixante-douze millions six cent soixante-deux mille cinq cent trente-cinq francs cinquante-huit centimes (272,662,535' 58), conformément au tableau O ci-annexé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris le 7 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TABLE
à la fin duquel se trouvent les règlements

1° B

TABLEAU A.

Règlement définitif des

CHA- PIVRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés		Dépe- nse recu- pée de services — Droits au p des cré- de l'
		par le budget primitif et par des lois spéciales.		
DETTE PUBLIQUE, DOTATI				
MINISTÈRE				
DETTE CONSOLIDÉE.				
1	Rentes 5 p. o/o	343,392,613 ⁵⁰	343,392	
2	Rentes 4 1/2 p. o/o.....	37,442,486 00	37,442	
3	Rentes 4 p. o/o.....	446,096 00	446	
4	Rentes 3 p. o/o	362,699,315 00	362,698	
		743,980,510 50	743,979	
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.				
5	Intérêts et amortissement des capitaux du budget sur res- sources extraordinaires.....	178,824,191 78	178,824	
6	Annuité au Crédit foncier pour le remboursement des avances faites à l'État pour l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes.....			
7	Annuités diverses.....	4,414,962 00	4,406	
8	Annuité à la société générale algérienne.....	4,997,765 00	4,997	
9	Intérêts et amortissement des obligations du Trésor.....	2,313,180 00	2,313	
10	Intérêts et amortissement des obligations émises pour travaux publics.....	4,530,000 00	4,410	
11	Annuités de conversion de l'emprunt Morgan.....	17,300,000 00	17,300	
12	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	20,500,000 00	20,500	
13	Annuités aux départements, aux villes et aux communes pour remboursement d'une partie des contributions extraordi- naires et réparations de dommages résultant de la guerre.	17,446,750 00	17,446	
14	Annuités pour réparations de dommages causés par le génie militaire.....	1,832,750 00	1,832	
15	Annuités de remboursement aux communes et aux départe- ments des avances faites pour le casernement.....	8,962,287 12	8,955	
16	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,700,000 00	9,700	
17	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	30,440,000 00	29,919	
18	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées.....	20,000 00	15	
19	Annuités aux compagnies de chemins de fer.	27,286,437 00	27,286	
20	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gou- vernement sarde pour l'amélioration de l'établissement ther- mal d'Aix.....	35,450 00	35	
20 bis	Part de la garantie incombant à la France dans l'emprunt ottoman de 1855.....	771,676 88	771	
		329,375,449 78	328,716	

NEXÉS.

Budget de l'exercice 1881.

MAIRE.

Budget ordinaire de l'exercice 1881.

DEBIT.		RELEVEMENT DES CREDITS		
Payements effectués sur les avances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
11,734,066 ²⁵	1,608,557 ²⁵	"	1,608,557 ²⁵	9,811,784,056 ²⁵
2,746,065 01	736,182 49	238 ⁵⁰	736,182 49	36,706,065 01
124,998 00	19,098 00	"	19,098 00	426,998 00
11,392,302 00	2,206,399 50	713 50	2,206,399 50	360,492,202 00
4,409,321 26	4,570,237 24	952 00	4,570,237 24	730,409,321 26
17,738,370 53	45,821 25	"	45,821 25	178,778,870 83
4,333,501 78	43,405 17	4,065 05	43,405 17	4,363,501 78
4,997,765 00	4,860 00	"	4,860 00	4,997,765 00
2,308,320 00	4,940 00	119,460 00	4,940 00	2,308,320 00
4,405,800 00	"	"	"	4,405,800 00
17,300,000 00	"	"	"	17,300,000 00
20,500,000 00	"	"	"	20,500,000 00
17,446,750 00	"	"	"	17,446,750 00
1,832,750 00	"	"	"	1,832,750 00
8,065,071 36	931,130 45	6,315 76	"	8,065,071 36
8,768,869 55	"	"	931,130 45	8,768,869 55
29,919,578 33	"	520,421 67	"	29,919,578 33
15,759 23	"	4,240 77	"	15,759 23
27,286,422 90	"	14 10	"	27,286,422 90
35,450 00	"	"	"	35,450 00
771,676 88	"	"	"	771,676 88
11,030,156 87	1,030,156 87	658,507 35	1,030,156 87	327,686,785 56

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés		Dé- rés servi Droits an des c de
		par le budget primitif et par des lois spéciales.		

Suite du MINISTÈRE			
DETTE VIAGÈRE.			
21	Rentes viagères d'ancienne origine.....	107,342 ⁴ 00	
22	Rentes viagères pour la vieillesse.....	17,085,789 64	15,6
23	Pensions des grands fonctionnaires de l'empire.....	182,000 00	1
24	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat.....	70,000 00	
25	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,586,423 41	1,5
26	Pensions à titre de récompense nationale.....	240,153 90	2
26 bis	Indemnités aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	300,000 00	3
27	Pensions militaires.....	70,807,945 02	69,8
28	Pensions ecclésiastiques.....	27,000 00	
29	Pensions de donataires déposés.....	625,872 18	5
30	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	50,206,943 95	48,8
31	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.....	40,000 00	
32	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis- Philippe.....	147,053 95	1
33	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	266,303 63	2
34	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	3,668,000 00	3,6
34 bis	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions accordés aux anciens militaires et marins et à leurs veuves.....	9,325,000 00	9,3
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieures à 1881....	195,420 36	
"	Rappels d'arrérages de pensions viagères antérieures à 1881....	479,303 96	
		155,360,552 00	151,1
DOTATIONS.			
35	Traitement du Président de la République.....	600,000 00	
36	Frais de maison du Président de la République.....	300,000 00	
37	Frais de voyages, de déplacement et de représentation du Pré- sident de la République.....	300,000 00	
38	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	10,435,224 58	10,4
39	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	12,770,000 00	12,7
		24,405,224 58	24,4
DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
40	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénat- eurs.....	4,500,000 00	4,5
41	Dépenses administratives de la Chambre et indemnités des députés.....	6,940,150 00	6,9
		11,440,150 00	11,4
TOTAUX.....		1,264,561,886 84	1,23

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.	
Crédits annulés.	
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.

RÈGLEMENT — 1^{re} SECTION.

86,695 ^f 00 ^c	"	20,647 ^f 00 ^c	"	86,695 ^f 00 ^c
159,133 33	"	1,418,300 70	"	15,667,488 94
50,000 00	"	22,866 67	"	159,133 33
1,519,135 91	"	10,000 00	"	60,000 00
227,099 10	"	67,287 50	"	1,519,135 91
297,350 59	"	13,054 80	"	227,099 10
69,885,267 25	"	2,649 41	"	297,350 59
26,215 32	"	922,677 77	"	69,885,267 25
567,909 89	"	784 68	"	26,215 32
4,838,445 46	"	57,962 29	"	567,909 89
	"	1,368,498 49	"	4,838,445 46
33,014 00	"	6,986 00	"	33,014 00
105,950 54	"	41,103 41	"	105,950 54
261,284 96	"	5,018 67	"	261,284 96
3,668,000 00	"	"	"	3,668,000 00
9,325,000 00	"	"	"	9,325,000 00
195,420 36	"	"	"	195,420 36
479,303 96	"	"	"	479,303 96
151,402,714 61	"	3,957,837 39	"	151,402,714 61
600,000 00	"	"	"	600,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
10,435,224 58	"	"	"	10,435,224 58
12,770,000 00	"	"	"	12,770,000 00
24,405,224 58	"	"	"	24,405,224 58
4,417,400 00	"	82,600 00	"	4,417,400 00
6,940,150 00	"	"	"	6,940,150 00
11,357,550 00	"	82,000 00	"	11,357,550 00
1,254,261,596 01	5,600,394 ^f 11 ^c	4,699,896 74	5,600,394 ^f 11 ^c	1,254,261,596 01
10,300,290 ^f 85 ^c				

CHAPITRES spéciaux.	MONTANTS DES SERVICES..	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dé- rè- servi Droits es- des ci- de
MIN			
ADMINISTRATION CENTRALE.			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	578,800 ⁰⁰	578
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	110,000 00	110
2 bis	Collection des lois étrangères.....	20,000 00	19
CONSEIL D'ÉTAT.			
3	Personnel.....	1,041,300 00	1,041
4	Matériel.....	83,800 00	83
COURS ET TRIBUNAUX.			
5	Cour de cassation.....	1,189,600 00	1,186
6	Cours d'appel.....	6,346,112 00	6,325
7	Cours d'assises.....	119,200 00	116
8	Tribunaux de première instance.....	10,079,280 00	10,042
9	Tribunaux de commerce.....	177,067 00	175
10	Tribunaux de police.....	93,100 00	91
11	Justices de paix.....	8,399,125 00	8,391
12	Justice française en Algérie.....	1,393,500 00	1,369
FRAIS DE JUSTICE.			
13	Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais des statistiques.....	6,530,493 68	6,320
DÉPENSES DIVERSES.			
14	Secours et dépenses imprévues.....	85,000 00	81
14 bis	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	88,000 00	74
17	Justice musulmane.....	125,871 23	125
15	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"	
		36,460,253 91	36,197
16	Dépenses des exercices clos.....	8,367 50	8
TOTAL.....		36,468,621 41	36,205

BUDGET.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances du Ministre.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
54,651' 43"	75' 00"	75' 57"	75' 00"	578,651' 43"
112,000' 00"	"	"	"	112,000' 00"
14,999' 73"	"	0 27.	"	14,999' 73"
1,041,100' 58"	"	199' 42"	"	1,041,100' 58"
83,792' 79"	"	7' 21"	"	83,792' 79"
1,185,632' 76"	"	2,967' 24"	"	1,185,632' 76"
6,324,457' 07"	781' 97"	20,872' 96"	781' 97"	6,324,457' 07"
116,800' 00"	"	2,400' 00"	"	116,800' 00"
10,041,102' 40"	1,283' 95"	36,893' 65"	1,283' 95"	10,041,102' 40"
175,756' 17"	66' 74"	1,244' 09"	66' 74"	175,756' 17"
91,332' 00"	357' 22"	1,410' 78"	357' 22"	91,332' 00"
8,375,172' 87"	16,190' 40"	7,761' 73"	16,190' 40"	8,375,172' 87"
1,369,118' 86"	131' 81"	24,249' 33"	131' 81"	1,369,118' 86"
6,380,407' 75"	"	150,099' 93"	"	6,380,407' 75"
84,550' 00"	"	450' 00"	"	84,550' 00"
74,041' 23"	"	13,958' 77"	"	74,041' 23"
125,871' 25"	"	"	"	125,871' 25"
"	"	"	"	"
36,178,786' 87"	18,887' 09"	262,579' 95"	18,887' 09"	36,178,786' 87"
8,367' 50"	"	"	"	8,367' 50"
36,187,154' 37"	18,887' 09"	262,579' 95"	18,887' 09"	36,187' 154' 37"
281,467' 04"				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés	
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dég rés (servic Droits au des ci de
MINISTÈRE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration cen- trale.....	779,200'00 ⁰	779
2	Matériel de l'administration centrale.....	312,000 00	312
3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	8,382,000 00	8,379
4	Traitements des agents en inactivité.....	122,000 00	122
5	Frais d'établissement.....	442,300 00	442
6	Frais de voyages et de courriers.....	800,000 00	799
7	Frais de service des résidences.....	2,305,100 00	2,305
8	Présents diplomatiques.....	40,000 00	39
9	Indemnités et secours.....	130,500 00	130
10	Dépenses secrètes.....	500,000 00	500
11	Missions et dépenses extraordinaires ; dépenses imprévues.....	350,000 00	350
12	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la rési- dence de l'ambassade ottomane.....	52,000 00	52
13	Subvention à l'émir Abd-el-Kader.....	150,000 00	150
16	Dépenses de la commission franco-américaine.....	222,000 00	222
17	Reconstruction de l'hôtel consulaire à Alexandrie.....	35,378 43	35
18	Acquisition et aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint- Pétersbourg, et continuation des travaux de restauration de l'hôtel de l'ambassade française à Berlin.....	100,000 00	99
19	Reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin et restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin.....	627 20	627
14	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	7,094 87	7,094
		14,730,200 50	14,730
15	Dépenses des exercices clos.....	170,987 46	170,987
TOTAUX.....		14,901,187 96	14,901,187

Paiements effectués sur diversions des ministres.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur diversions des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LES ÉTRANGÈRES.

779,031' 11"	166' 66"	2' 23"	166' 66"	779,031' 11"
309,936 23	2,063 77	"	2,063 77	309,936 23
8,270,717 95	101,609 42	9,672 63	101,609 42	8,270,717 95
121,842 18	"	157 82	"	121,842 18
436,223 86	1,351 86	4,724 28	1,351 86	436,223 86
788,982 51	10,873 22	164 27	10,873 22	788,982 51
2,286,852 53	18,243 94	3 53	18,243 94	2,286,852 53
38,592 92	211 65	1,195 43	211 65	38,592 92
128,500 12	1,609 02	390 86	1,609 02	128,500 12
500,000 00	"	"	"	500,000 00
350,000 00	"	"	"	350,000 00
50,730 91	228 98	1,040 11	228 98	50,730 91
150,000 00	"	"	"	150,000 00
193,270 90	20,333 33	8,395 77	20,333 33	193,270 90
32,827 32	2,551 11	"	2,551 11	32,827 32
99,996 97	"	3 03	"	99,996 97
"	627 20	"	627 20	"
3,903 29	"	3,191 58	"	3,903 29
14,541,388 80	159,870 16	28,941 54	159,870 16	14,541,388 80
170,987 46	"	"	"	170,987 46
14,712,376 26	159,870 16	28,941 54	159,870 16	14,712,376 26
188,811' 70"				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés	
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles du service — Droits au p des cr de l'
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration cen- trale.....	1,377,100 ⁰⁰	1,377,100 ⁰⁰
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	348,846 96	348,846 96
3	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	4,996,790 00	4,996,790 00
4	Abonnement pour frais d'administration des préfectures et sous- préfectures.....	6,211,900 00	6,208,100 00
5	Inspections générales administratives.....	236,000 00	233,000 00
6	Subvention pour l'organisation et l'entretien du corps des sa- peurs-pompiers.....	10,000 00	9,000 00
7	Commissariats de l'émigration.....	36,000 00	35,000 00
8	Traitements et indemnités des commissaires de police.....	1,933,326 00	1,895,000 00
9	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	7,693,825 00	7,693,825 00
10	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	1,469,266 00	1,430,000 00
11	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,000,000 00	2,000,000 00
12	Personnel du service pénitentiaire.....	5,694,625 00	5,693,000 00
13	Entretien des détenus.....	12,249,150 00	12,048,000 00
14	Transport des détenus et des libérés.....	520,000 00	518,000 00
15	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Services à l'entreprise.).....	220,000 00	217,000 00
16	Mobilier des services pénitentiaires. (Services à l'entreprise.)..	97,000 00	96,000 00
17	Travaux ordinaires et mobilier du service pénitentiaire. (Ser- vices en régie.).....	359,500 00	359,000 00
18	Exploitations agricoles et dépenses accessoires du service pén- tentiaire.....	786,145 00	778,000 00
19	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire....	571,426 30	557,000 00
20	Subventions aux départements pour l'exécution de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales.....	570,000 00	270,000 00
21	Remboursement sur le produit du travail des détenus.....	4,310,000 00	3,909,000 00
22	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	4,000,000 00	3,999,000 00
23	Subventions aux établissements généraux de bienfaisance.....	989,225 00	959,000 00
24	Secours à des établissements et institutions de bienfaisance...	706,000 00	703,000 00
25	Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés.....	950,000 00	939,000 00
26	Frais de protection des enfants du premier âge.....	500,000 00	493,000 00
27	Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc....	1,100,000 00	1,099,000 00
28	Secours aux réfugiés étrangers.....	290,000 00	266,000 00
29	Matériel des cours d'appel.....	530,000 00	509,000 00
29 bis	Secours pour remédier aux effets des inondations et des tem- pêtes.....	1,000,000 00	934,000 00
30	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance....	7,373 61	7,000 00
31	Impressions et frais accessoires pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1868.....	10,000 00	9,000 00
32	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.	6,500 00	6,000 00
33	Travaux des palais de justice de Paris, d'Angers, d'Amiens et de Dijon.....	165,000 00	164,000 00
34	Frais des élections sénatoriales.....	50,000 00	49,000 00
35	Entretien des tombes nationales. (Loi du 4 avril 1873.).....	10,000 00	9,000 00
36	Frais de publication du dénombrement quinquennal de la po- pulation.....	6,000 00	5,000 00
37	Dépenses fixes du matériel administratif et d'exploitation du <i>Journal officiel</i>	74,300 00	74,000 00

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les engagements des ministères.	Monte à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits dérogatifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

INTÉRIEUR.

1,378,986 ²⁴ 348,532 92	133 ³ 33 ² "	0 ¹ 43 ² 844 04	133 ¹ 28 ² "	1,376,966 ²⁴ 348,532 92
4,995,067 18	383 31	289 51	283 31	4,996,067 18
6,208,705 47 232,514 18	0 42 666 66	8,194 11 2,549 26	0 42 666 66	6,208,705 47 232,514 18
9,227 06 36,999 02	300 00 "	472 94 0 98	200 00 "	9,227 06 36,999 02
1,894,997 37	255 83	38,072 80	255 83	1,894,997 37
7,493,825 00	"	"	"	7,493,825 00
1,430,212 74	20 00	59,033 26	20 00	1,430,212 74
2,000,000 00	"	"	"	2,000,000 00
5,692,609 88	758 09	1,257 03	758 09	5,692,609 88
22,097,020 11	1,066 09	15,073 80	1,066 09	22,097,020 11
517,799 40	568 06	1,638 54	568 06	517,799 40
214,993 22	2,810 73	2,198 05	2,810 73	214,993 22
95,294 92	975 37	729 74	975 37	95,294 92
357,357 63	2,028 49	213 88	2,028 49	357,357 63
777,396 80 533,432 42	784 80 24,022 17	7,986 40 14,971 71	784 80 24,022 47	777,396 80 533,432 42
267,251 49	3,300 23	299,448 28	2,300 23	267,251 49
3,009,544 87	331 58	400,123 55	331 58	3,009,544 87
3,999,432 64	"	567 36	"	3,999,432 64
989,225 00	"	"	"	989,225 00
704,672 85	688 00	637 15	688 00	704,672 85
880,958 34	52,168 07	10,873 59	58,148 07	880,958 34
473,896 31	19,262 37	6,841 32	19,262 37	473,896 31
1,006,654 11	13,197 64	248 25	13,197 64	1,006,654 11
268,293 37	50 00	21,656 63	50 00	268,293 37
505,872 28	3,666 33	20,664 39	3,666 33	505,872 28
933,761 00 7,553 61	724 00 "	15,515 00 20 00	724 00 "	933,761 00 7,553 61
9,761 70 6,050 00	" "	238 30 450 00	" "	9,761 70 6,050 00
164,999 89 682 91	" "	0 11 49,317 01	" "	164,999 89 682 91
7,086 42	2,425 33	488 25	2,425 33	7,086 42
5,999 39	"	0 61	"	5,999 39
74,249 21	"	50 79	"	74,249 21

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés		Dépe- nse réelle d service — Droits e au f des ord de l'
		par le budget primitif et par des lois spéciales.		
Suite du MINIS				
39	Dépenses fixes du matériel administratif et d'exploitation du <i>Journal officiel</i>	24,700'00'	24	
40	Dépenses d'exploitation du <i>Journal officiel</i> non susceptibles d'une évaluation fixe. (Personnel et matériel.).....	1,271,606 00	1,271	
41	Sociétés de secours mutuels.....	160,000 00	160	
42	Acquisition de la colonie du Val-d'Yèvre.....	70,148 28	70	
43	Célébration de la fête nationale du 14 juillet.....	500,000 00	496	
44	Acquisition et installation de deux orgues dans l'institution nationale des jeunes aveugles.....	3,280 00	3	
45	Indemnités aux victimes du 2 décembre.....			
46	Subvention pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun.....	638,162 12	637	
47	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	40,000 00	29	
48	Acquisition des bâtiments de la préfecture de police.....	200,000 00	200	
49	Secours pour remédier aux effets de la mauvaise saison et d'un hiver exceptionnellement rigoureux.....	199,821 18	199	
50	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	520,250 00	520	
51	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	91,000 00	90	
52	Publications, sociétés de tir, subsides; secours et récompenses en Algérie.....	150,950 00	140	
53	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	1,890,039 00	1,888	
54	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	512,800 00	511	
55	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	* 337,818 00	313	
56	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	66,065 00	66	
57	Colonisation en Algérie. (Frais généraux, secours aux colons, passages gratuits, etc.).....	1,574,092 71	1,528	
58	Dépenses secrètes en Algérie.....	80,000 00	80	
59	Subvention aux chemins vicinaux en Algérie.....	223,000 00	223	
60	Travaux de colonisation en Algérie.....	2,778,751 79	2,695	
61	Secours aux populations de l'Algérie éprouvées par le manque de récoltes.....	2,000,000 00	1,988	
62	Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus d'Aurès.....	137,536 88	137	
63	Frais de transport et secours de route destinés aux personnes indigentes graciées ou amnistiées en vertu des lois des 3 mars 1879 et 11 juillet 1880.....	27,539 95	27	
64	Acquisition de mille exemplaires des <i>Annales parlementaires</i> des sessions de 1880 et des collections antérieures.....	225,527 00	221	
65	Construction du palais de justice d'Alger.....	3,465 22	3	
65 bis	Liquidation de l'arriéré de l'assistance publique en Algérie....	1,900,000 00	1,900	
		77,712,762 00	76,418	
31	Dépenses des exercices clos....	321,260 83	321	
TOTAUX.....		78,034,022 83	76,740	

Dépense.		Règlement des crédits.		
Payements effectués sur les allocations des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
24,646 ^f 76 ^a	.	53 ^f 24 ^a	.	24,646 ^f 76 ^a
1,271,189 13	64 ^f 00 ^a	352 87	64 ^f 00 ^a	1,271,189 13
160,000 00	.	.	.	160,000 00
70,148 28	.	.	.	70,148 28
494,067 05	2,299 81	3,633 14	2,299 81	494,067 05
3,280 00	.	.	.	3,280 00
.	.	.	.	.
573,125 90	64,748 07	288 15	64,748 07	573,125 90
29,404 50	.	10,595 80	.	29,404 50
200,000 00	.	.	.	200,000 00
199,597 86	223 32	.	223 32	199,597 86
520,242 93	.	7 07	.	520,242 93
90,963 54	.	36 46	.	90,963 54
140,018 49	915 88	10,015 63	915 88	140,018 49
1,882,717 25	5,493 21	1,828 54	5,493 21	1,882,717 25
511,527 77	.	1,272 23	.	511,527 77
311,840 55	2,000 00	23,977 45	2,000 00	311,840 55
63,253 75	2,750 00	61 25	2,750 00	63,253 75
1,523,277 76	5,061 72	45,753 23	5,061 72	1,523,277 76
80,000 00	.	.	.	80,000 00
223,000 00	.	.	.	223,000 00
1,695,697 06	.	83,054 73	.	1,695,697 06
1,942,464 61	46,080 00	11,455 39	46,080 00	1,942,464 61
137,536 88	.	.	.	137,536 88
26,113 99	1,425 96	.	1,425 96	26,113 99
224,914 55	.	612 45	.	224,914 55
3,465 00	.	0 22	.	3,465 00
1,900,000 00	.	.	.	1,900,000 00
76,11,284 56	267,643 87	1,293,833 57	267,643 87	76,151,284 56
321,260 83	.	.	.	321,260 83
76,472,545 39	267,643 87	1,293,833 57	267,643 87	76,472,545 39
1,561,477 ^f 44 ^a				

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES	Credits accordés par le Budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services — Droits en sus et au des crédits de l'exercice

MINI

2^e SECT

	ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.		
42	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	5,917,322 ⁰⁰	5,914,6
43	Matériel de l'administration centrale.....	996,360 00	976,5
44	Impressions.....	2,229,500 00	2,225,5
45	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	301,200 00	300,8
45 bis	Dépenses relatives à la conférence monétaire.....	42,854 43	42,8
	MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS MONÉTAIRES.		
46	Personnel.....	88,600 00	88,5
47	Matériel.....	72,400 00	72,3
48	Dépenses diverses.....	26,100 00	24,4
	EXERCICES PÉRIMÉS.		
49	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	346,978 17	158,1
	COUR DES COMPTES.		
51	Personnel.....	1,513,700 00	1,513,6
52	Matériel et dépenses diverses.....	79,800 00	79,7
	SERVICE DE TRÉSORERIE.		
53	Frais de trésorerie.....	1,125,000 ⁰⁰	717,4
54	Traitements et émoluments des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers des finances.....	6,816,700 00	6,816,7
	EXERCICES CLÔS.		
50	Dépenses des exercices clos.....	4,146,983 00	4,146,5
	TOTAUX.....		
		23,703,467 60	23,079,1

MINISTÈRE DES P

1^{er} SECT

1	Personnel de l'administration centrale.....	1,543,460 ⁰⁰	1,542,1
2	Matériel de l'administration centrale.....	394,700 00	394,1
3	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	12,400 00	12,4
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....		
		1,950,560 00	1,949,7
5	Dépenses des exercices clos.....	77,018 00	77,4
	TOTAUX.....		
		2,027,578 00	2,026,7

Revenus.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

FRANCS.

TOTAL GÉNÉRAL.

493,692 ^f 82 ^c	907 ^f 75 ^c	2,721 ^f 43 ^c	907 ^f 75 ^c	5,915,692 ^f 82 ^c
974,998 13	1,902 10	19,449 78	1,902 10	974,998 13
2,224,982 31	983 22	3,534 47	983 22	2,224,982 31
300,641 15	"	558 85	"	300,641 15
42,834 43	"	"	"	42,834 43
88,593 13	"	6 87	"	88,593 13
72,399 01	"	0 39	"	72,399 01
24,400 00	"	1,700 00	"	24,400 00
158,369 25	"	185,608 92	"	158,369 25
1,213,699 71	"	0 29	"	1,213,699 71
79,796 49	"	3 51	"	79,796 49
777,770 55	"	407,029 45	"	777,770 55
6,816,700 00	"	"	"	6,816,700 00
4,999,077 57	3,793 07	623,613 96	3,793 07	18,929,077 57
446,983 00	"	"	"	4,146,983 00
24,046,060 57	3,793 07	623,613 96	3,793 07	23,076,060 57
		627,407 ^f 03 ^c		

LES TÉLÉGRAPHES.

TOTAL GÉNÉRAL.

1,494,533 ^f 02 ^c	301 ^f 66 ^c	625 ^f 32 ^c	301 ^f 66 ^c	1,584,7583 ^f 02 ^c
394,532 51	"	167 49	"	394,532 51
12,400 00	"	"	"	12,400 00
"	"	"	"	"
1,994,465 53	301 66	792 81	301 66	1,994,465 53
77,018 00	"	"	"	77,018 00
2,071,483 53	301 66	792 81	301 66	2,026,483 53
		491 ^f 15 ^c		

CHA- PITRES opé- raux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédites accordées par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services Droits con- sacrés au pro- fit des créan- ces de l'État

MINISTÈRE

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	2,552,175 ⁰⁰	2,551,000
2	Matériel de l'administration centrale.....	805,000 00	803,500
3	Dépôt de la guerre.....	1,190,790 00	1,167,900
4	États-majors.....	24,186,251 64	23,594,100
5	Gendarmerie.....	40,289,684 73	40,077,600
6	solde et presta- { 1 ^{er} Corps de troupe.....	220,314,788 35	210,515,400
6 bis	tions en nature. { 2 ^{er} Personnel en dehors des corps de troupe..	19,398,133 47	18,779,000
7	Vivres.....	59,265,589 00	56,527,700
8	Chauffage et éclairage.....	4,075,764 00	3,806,300
9	Fourrages.....	77,349,631 00	77,144,000
10	Hôpitaux militaires.....	12,378,006 54	12,365,500
11	Service de marche.....	11,419,322 00	11,316,300
12	Habillement et campement.....	39,551,565 00	39,551,500
13	Lits militaires.....	6,595,846 00	6,407,400
14	Transports généraux.....	4,839,500 00	4,837,100
15	Recrutement, réserve et armée territoriale.....	870,500 00	815,900
16	Justice militaire.....	1,020,061 00	827,100
17	Remonte générale et harnachement.....	15,596,961 00	15,308,700
18	Établis. et matériel de l'artillerie et des équipages militaires.	18,204,819 03	18,175,100
19	Poudres et salpêtres.....	5,265,114 00	5,205,100
19 bis	Dépenses de remblaiement et dérasement des bastions de la place de Sedan.....	15,000 00	15,000
20	Établissements et matériel du génie.....	17,054,679 65	17,020,900
20 bis	Déclassement d'une partie des anciennes fortifications de Grenoble.....	600,000 00	599,900
20 ter	Construction d'un nouveau quartier d'artillerie à Grenoble..	50,000 00	50,000
20 quat.	Construction d'une nouvelle caserne à Nantes, en remplacement de celle de la Visitation, restituée à la ville.....	390,000 00	389,900
21	Écoles militaires. (Matériel.).....	4,127,058 00	3,922,000
22	Invalides.....	816,315 00	797,600
23	Solde de non-activité, solde et traitement de réforme.....	1,272,761 88	864,900
24	Secours.....	3,500,978 00	3,497,500
24 bis	Subventions.....	21,250 00	21,250
25	Dépenses secrètes.....	300,000 00	300,000
26	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	67,937 22	66,800
28	Obsèques de M. le général Clinchant.....	5,000 00	5,000
29	Opérations militaires sur les frontières de Tunisie.....	42,601,705 00	40,793,000
30	Transformation de fusils hors modèles à l'usage des écoles publiques.....	1,000,000 00	919,200
31	Construction d'un chemin de fer stratégique reliant à Méchéria la ligne d'Arzew à Saïda.....	6,000,000 00	6,000,000
32	Avances au gouvernement beylical.....	47,805 4 20	47,805
27	Dépenses des exercices clos.....	643,499,141 71	625,639,300
"	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1881.....	1,606,349 64	1,606,340
		334,076 93	334,070
	TOTAUX.....	645,439,563 28	627,579,730

Dépenses.		Règlement des crédits.		
Paiements effectués sur les subventions des ministères.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annuels définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LA GUERRE.

151,032 ^f 76 ^c	24 ^f 45 ^c	1,117 ^f 79 ^c	24 ^f 45 ^c	2,551,032 ^f 76 ^c
802,480 62	1,039 80	1,479 58	1,039 80	802,480 62
1,167,928 23		22,861 77		1,167,928 23
13,453,429 28	140,756 49	592,065 87	140,756 49	23,453,429 28
40,067,570 84	10,059 51	192,054 38	10,059 51	40,067,570 84
210,062,398 68	453,067 21	9,799,322 46	453,067 21	210,062,398 68
18,743,848 47	55,203 55	599,081 45	55,203 55	18,743,848 47
56,132,462 18	395,294 24	2,777,832 58	395,294 24	56,132,462 18
3,853,262 77	43,087 42	179,413 81	43,087 42	3,853,262 77
76,930,424 50	213,669 07	253,537 43	213,669 07	76,930,424 50
12,356,190 13	9,394 08	12,421 33	9,394 08	12,356,190 13
11,304,279 13	22,036 81	93,008 06	22,036 81	11,304,279 13
39,331,024 53	220,538 97	1 50	220,538 97	39,331,024 53
6,399,815 58	7,677 16	188,353 26	7,677 16	6,399,815 58
4,774,916 94	62,220 62	2,362 44	62,220 62	4,774,916 94
815,452 02	472 75	54,575 23	472 75	815,452 02
827,009 92	172 07	192,879 01	172 07	827,009 92
15,299,495 27	9,293 32	288,172 41	9,293 32	15,299,495 27
17,680,890 00	494,581 88	29,647 15	494,581 88	17,680,890 00
5,197,454 01	7,713 97	59,946 02	7,713 97	5,197,454 01
15,000 00	"	"	"	15,000 00
14,910,920 36	109,995 64	33,763 65	109,995 64	14,910,920 36
599,999 58	"	0 42	"	599,999 58
50,000 00	"	"	"	50,000 00
389,970 99	29 00	0 01	29 00	389,970 99
3,918,559 89	3,441 89	205,056 22	3,441 89	3,918,559 89
797,639 51	"	18,663 49	"	797,639 51
882,230 09	2,678 14	407,853 15	2,678 14	882,230 09
3,497,578 21	"	3,399 79	"	3,497,578 21
21,250 00	"	"	"	21,250 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
66,401 11	"	1,536 11	"	66,401 11
5,000 00	"	"	"	5,000 00
40,230,399 72	562,681 32	1,808,623 96	562,681 32	40,230,399 72
919,200 53	"	80,799 47	"	919,200 53
6,000,000 00	"	"	"	6,000,000 00
478,954 20	"	"	"	478,954 20
622,814,180 05	2,825,129 36	17,859,832 30	2,825,129 36	622,814,180 05
1,606,349 64	"	"	"	1,606,349 64
334,076 93	"	"	"	334,076 93
624,754,606 62	2,825,129 36	17,859,832 30	2,825,129 36	624,754,606 62
20,684,961 ^f 66 ^c				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primatif et par des lois spéciales.	Dépenses réalisées des services — Droits con- sue pri- des créa- de l'E
MINISTÈRE DE LA M			
SERVICE MARINE.			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administ ^{ion} centrale.	1,116,363 ^f 00 ^e	1,115,5
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administra- tion centrale.....	226,034 00	225,84
3	Dépôt des cartes et plans de la marine.....	518,302 00	514,36
4	Etats-majors et équipages à terre et à la mer. (Personnel na- viguant.).....	42,764,200 80	41,710,51
5	Troupes.....	14,026,449 29	13,748,68
6	Corps entretenus et agents divers. (Personnel non navigant.)	5,164,016 52	5,015,12
7	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,930,792 69	2,873,07
8	Vivres.....	28,024,458 00	19,851,56
9	Hôpitaux.....	3,310,925 00	3,251,41
10	Salaire d'ouvriers.....	24,566,758 00	24,443,18
11	Approvisionnements généraux de la flotte.....	46,587,415 00	46,510,13
12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	5,880,000 00	5,257,58
13	Justice maritime.....	226,861 00	171,33
14	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	618,951 00	613,12
15	Frais de voyage par terre et par mer, missions, rapatriement des marins du commerce et frais de pilotage.....	4,197,578 38	4,016,74
16	Dépenses diverses.....	899,805 05	815,24
16 bis	Opérations militaires sur la frontière de la Tunisie.....	4,024,576 00	3,738,61
16 ter	Inscription maritime, police de la navigation. Surveillance de la pêche, service intérieur des ports militaires en Algérie.	118,831 00	115,31
16 quat.	Secours aux familles des marins perdus dans les tempêtes du 14 octobre et du 26 novembre et secours pour pertes de matériel de pêche causés par les mêmes événements de mer.	200,000 00	200,00
16 quinq.	Avances au gouvernement beylical.....	50,000 00	50,00
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1881.		177,452,313 73	174,242,4
TOTAL du service marine.....		177,452,313 73	174,242,4
SERVICE COLONIAL.			
17	Personnel des services civils aux colonies.....	4,512,446 93	4,458,77
18	Personnel des services militaires aux colonies.....	4,862,388 00	4,667,07
19	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	1,120,843 33	1,104,518
20	Hôpitaux et vivres.....	7,840,706 69	7,665,514
21	Matériel civil et militaire aux colonies.....	3,631,360 00	3,592,904
22	Subvention au service local des colonies.....	1,253,055 00	1,248,055
23	Service du Tonkin.....	866,700 00	802,093
24	Service pénitentiaire.....	7,807,228 15	7,659,164
25	Avances dues à la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion.....	375,000 00	375,000
25 bis	Secours aux colons fonctionnaires et autres victimes de l'in- surrection des Canaques à la Nouvelle-Calédonie.....	990,070 00	971,586
26	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance...	17,519 06	15,367
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1881.		33,277,244 96	32,001,036
27	Dépenses des exercices clos.....	143,114 37	143,114
TOTAL du service colonial.....		222,671 59	222,671
TOTAL du service colonial.....		33,643,031 92	32,966,833
TOTAL GÉNÉRAL.....		211,095,345 65	207,209,14

REVENUS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les contributions des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annués définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

1,105,520 ⁵⁹	"	842 ⁴¹	"	1,115,520 ⁵⁹
26,534 89	331 ³¹	167 80	321 ³¹	225,534 89
64,299 25	9 95	3,998 80	9 95	514,299 25
4,710,514 77	12 00	1,053,674 03	12 00	41,710,514 77
13,745,011 92	3,073 21	277,764 16	3,673 21	13,745,011 92
5,015,129 80	"	148,887 02	"	5,015,129 80
2,873,070 52	"	87,722 87	"	2,873,070 52
19,849,209 04	2,325 26	172,878 70	2,325 26	19,849,209 04
13,40,617 84	807 78	59,999 38	807 78	13,40,617 84
24,447,981 03	202 16	118,571 84	202 16	24,447,981 03
66,476,690 37	33,442 45	77,282 18	33,442 45	66,476,690 37
5,247,671 48	9,987 87	622,122 65	9,987 87	5,247,671 48
171,292 10	41 89	55,527 01	41 89	171,292 10
61,257 16	572 61	5,821 23	572 61	61,257 16
4,015,749 36	999 00	180,830 02	999 00	4,015,749 36
814,043 70	1,196 67	84,564 68	1,196 67	814,043 70
3,738,527 56	86 77	285,961 67	86 77	3,738,527 56
115,296 62	20 80	3,513 58	20 80	115,296 62
200,000 00	"	"	"	200,000 00
50,000 00	"	"	"	50,000 00
174,188,767 70	53,689 73	3,209,906 30	53,639 73	174,188,767 70
174,188,767 70	53,639 73	3,209,906 30	53,639 73	174,188,767 70
3,263,546 ⁰⁸				
4,458,771 54	"	53,675 19	"	4,458,771 54
4,666,454 38	624 50	195,399 12	624 50	4,666,454 38
1,105,813 40	674 95	14,324 98	674 95	1,105,813 40
7,665,514 96	"	175,189 73	"	7,665,514 96
3,549,098 70	43,802 39	38,459 91	43,802 39	3,549,098 70
1,248,055 00	"	5,000 00	"	1,248,055 00
803,767 30	326 35	61,606 35	326 35	803,767 30
7,690,857 15	5,303 03	111,067 97	5,303 03	7,690,857 15
375,000 00	"	"	"	375,000 00
971,176 56	420 00	18,423 45	410 00	971,176 56
15,367 22	"	2,151 84	"	15,367 22
32,549,408 20	51,162 22	676,198 54	51,140 22	32,549,408 20
183,114 37	"	"	"	183,114 37
222,672 59	"	"	"	222,672 59
32,915,693 16	51,180 22	676,198 51	51,140 22	32,915,693 16
727,338 ⁷⁶				
207,104,400 86	102,779 95	3,886,104 81	102,779 95	207,104,400 86
3,900,884 ⁷⁹				

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résumées des services au pro des exer de l'ex
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE			
1 ^{re} SECTION. — SERVICES			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	729,100 ⁰⁰	728,400 ⁰⁰
2	Matériel de l'administration centrale	173,900 00	173,900 00
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instr. publique..	444,000 00	443,900 00
4	Services généraux de l'instruction publique.....	567,817 34	567,817 34
5	Administration académique.	1,478,750 00	1,478,750 00
6	École normale supérieure.	479,710 00	479,600 00
7	Facultés.	10,477,004 90	10,477,004 90
7 bis	Reconstruction de l'école pratique de la faculté de médecine de Paris, autorisée par la loi du 14 décembre 1875.	2,821,490 00	2,821,490 00
7 ter	Dépenses de premier établissement, de construction, d'acqui- sition, pour le service de l'enseignement supérieur en Algérie	229,129 48	227,500 00
8	École des hautes études.....	300,000 00	298,500 00
9	Encouragements aux membres du corps enseignant. Souscrip- tion aux ouvrages classiques.	50,000 00	49,900 00
10	Institut national de France.	707,762 00	707,762 00
11	Académie de médecine.	75,500 00	75,500 00
12	Collège de France.	466,280 00	466,280 00
13	Muséum d'histoire naturelle.	854,842 00	854,842 00
14	Établissements astronomiques.	1,159,650 00	957,900 00
15	Écoles des langues orientales vivantes.....	155,616 00	155,616 00
16	École des chartes.....	64,300 00	64,300 00
17	Écoles française d'Athènes et de Rome.	139,240 00	139,240 00
18	Bibliothèque nationale. — Dépenses ordinaires.	644,073 00	644,073 00
18 bis	Acquisition d'ouvrages imprimés et manuscrits provenant de la bibliothèque Firmin-Didot.	36,872 20	36,872 20
19	Bibliothèque nationale. — Catalogues	50,000 00	50,000 00
20	Bibliothèques publiques et musée d'Alger.	299,660 00	298,710 00
21	Archives nationales.	202,500 00	202,400 00
22	Sociétés savantes.	136,000 00	135,900 00
23	Subvention au <i>Journal des savants</i>	24,000 00	23,900 00
24	Souscriptions scient. et littér. — Bibliothèques populaires.	120,000 00	119,900 00
25	Encouragements aux savants et gens de lettres.	200,000 00	199,900 00
26	Voyages et missions scientifiques. — Musée ethnographique.	282,100 00	281,000 00
26 bis	Participation de la France à l'exposition géographique de Venise.	70,000 00	69,900 00
26 ter	Observation du passage de Vénus en 1882.	30,138 28	30,138 28
27	Recueil et publication de documents inédits sur l'histoire de France	165,000 00	163,900 00
28	Frais généraux de l'instruction secondaire.	447,600 00	443,600 00
29	Lycées et collèges communaux.	8,470,800 00	8,461,600 00
30	Dépenses extraordinaires des lycées.	6,500,000 00	6,500,000 00
31	Bourses nationales et dégrèvements.	2,300,000 00	2,299,600 00
32	Inspection des écoles primaires.	2,107,797 00	2,081,900 00
33	Écoles normales.	3,221,179 90	3,147,000 00
34	Instruction primaire. — Traitements. — Maisons d'école. — Encouragements et enseignement primaire supérieur.	32,685,341 50	32,440,500 00
35	Instruction primaire. — Cours d'adultes. — Gratuité. — Secours. — Allocations diverses.	4,316,860 00	4,317,200 00
36	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.		
37	Instruction publique musulmane.	79,000 00	54,800 00
37 bis	Dépenses des exercices clos.	83,783,013 40	83,090,310 00
	TOTAUX.	139,113 92	139,113 92
		83,922,127 32	83,922,127 32

Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits annulés.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.		

DES CULTES.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

728,804 ^f 39 ^c	100 ^f 00 ^c	195 ^f 61 ^c	100 ^f 00 ^c	728,804 ^f 39 ^c
173,899 59	"	0 41	"	173,899 59
443,564 71	433 29	2 00	433 29	443,564 71
557,659 93	3,355 47	5,801 94	4,355 47	557,659 93
147,625 23	355 00	2,138 77	355 00	1,476,256 23
479,669 96	11 11	28 93	11 11	479,669 96
10,431,982 96	29,541 56	15,480 18	29,541 56	10,431,982 96
2,821,490 00	"	"	"	2,821,490 00
226,487 74	1,027 00	1,614 74	1,027 00	226,487 74
296,668 13	1,906 28	1,425 59	1,906 28	296,668 13
49,999 50	"	0 50	"	49,999 50
707,320 76	441 24	"	441 24	707,320 76
75,328 78	149 79	21 43	149 79	75,328 78
466,278 66	"	1 34	"	466,278 66
853,775 41	1,048 17	18 42	1,048 17	853,775 41
944,357 38	13,618 54	201,674 08	13,618 54	944,357 38
155,191 10	377 95	46 95	377 95	155,191 10
64,270 76	"	29 24	"	64,270 76
139,233 94	"	6 06	"	139,233 94
643,899 90	173 10	"	173 10	643,899 90
36,872 20	"	"	"	36,872 20
50,000 00	"	"	"	50,000 00
298,781 73	12 70	865 57	12 70	298,781 73
202,493 26	"	6 74	"	202,493 26
135,999 19	"	0 81	"	135,999 19
23,715 92	280 00	4 08	280 00	23,715 92
139,541 15	"	458 85	"	139,541 15
199,645 00	350 00	5 00	350 00	199,645 00
279,466 42	1,603 12	1,603 46	1,603 12	279,466 42
69,322 66	673 80	3 54	673 80	69,322 66
30,138 28	"	"	"	30,138 28
164,387 05	604 40	8 55	604 40	164,387 05
442,798 72	865 00	3,936 28	865 00	442,798 72
8,450,492 46	11,205 42	9,102 12	11,205 42	8,450,492 46
6,500,000 00	"	312 55	"	6,500,000 00
2,299,687 45	5,290 00	25,864 76	5,290 00	2,299,687 45
2,076,642 24	13,795 85	74,166 90	13,795 85	2,076,642 24
3,133,217 15	"	"	"	3,133,217 15
32,414,135 49	26,463 29	244,742 72	26,463 29	32,414,135 49
4,195,981 94	41,316 86	79,561 20	41,316 86	4,195,981 94
54,812 33	43 33	24,144 34	43 33	54,812 33
82,934,270 47	166,042 27	692,700 66	166,042 27	82,934,270 47
139,113 92	"	"	"	139,113 92
83,073,384 39	156,042 27	692,700 66	156,042 27	83,073,384 39
		848,742 ^f 93 ^c		

BUDGET.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

PAR LES CULTES.

235,022' 42"	.	15' 06"	.	235,022' 42"
35,999 03	.	0 97	.	35,999 03
1,147,241 68	.	.	.	1,147,241 68
38,920,315 78	43,844' 63"	1,242,082 59	43,844' 63"	38,920,315 78
179,206 89	.	10,703 11	.	179,206 89
978,181 02	15,129 05	38,909 93	15,129 05	978,181 02
889,226 82	5,020 39	2,752 79	5,020 39	889,226 82
60,000 00	.	.	.	60,000 00
440,614 27	.	8 73	.	440,614 27
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
3,119,570 00	30,130 00	300 00	30,130 00	3,119,570 00
1,586,332 55	2,080 00	687 45	2,080 00	1,586,332 55
10,000 00	.	.	.	10,000 00
202,695 83	200 00	4 17	200 00	202,695 83
99,997 91	.	2 09	.	99,997 91
34,955 02	44 98	.	44 98	34,955 02
6,923 05	.	.	.	6,923 05
203,613 65	141 11	12,585 24	141 11	203,613 65
.	.	.	.	.
48,149,965 92	96,590 16	1,317,052 13	96,590 16	48,149,965 92
116,352 27	.	.	.	116,352 27
48,266,318 19	96,590 16	1,317,052 13	96,590 16	48,266,318 19
		1,413,642' 29"		

BUDGET.

83,073,384' 39"	158,042' 27"	692,700' 00"	158,042' 27"	83,073,384' 39"
48,266,318 19	96,590 16	1,317,052 13	96,590 16	48,266,318 19
131,339,702 58	252,632 43	2,009,752 79	252,632 43	131,339,702 58
		2,262,385' 22"		

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Dépenses
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	réelles de services — Droits au prorata des crédits de l'
			MINIS
1	Personnel de l'Administration centrale.....	552,822'52	552,8
2	Frais divers des inspections.....	36,500 00	36,4
3	Administration centrale. (Matériel.).....	89,676 30	89,5
4	Décoration d'édifices publics.....	876,140 00	875,5
5	Indemnité pour le concours du monument commémoratif de l'Assemblée constituante à Versailles.....	135,000 00	134,8
6	Exposition des beaux-arts.....	317,300 00	317,3
7	Indemnités et secours (Beaux-Arts.).....	128,000 00	127,7
8	Établissement des beaux-arts.....	673,510 00	673,4
9	Écoles municipales de dessin.....	354,983 33	358,9
10	Musées nationaux.....	799,714 23	799,7
11	Acquisition d'une collection d'antiquités chaldéennes au musée du Louvre.....	130,000 00	130,0
12	Organisation de secours en cas d'incendie au musée du Louvre.....	8,000 00	7,9
13	Aménagement des locaux occupés au Louvre par le gouvernement militaire de Paris, le service d'architecture du Louvre et divers fonctionnaires ou agents des musées.....	16,037 56	15,8
14	Souscriptions.....	136,000 00	94,9
15	Monuments historiques.....	1,550,000 00	1,546,3
16	Translation du Louvre au Palais-Royal des collections du dépôt légal et des souscriptions aux ouvrages d'art.....	41,722 00	41,6
17	Conservatoire de musique.....	276,700 00	276,6
18	Théâtres nationaux.....	1,470,000 00	1,469,9
19	Concerts populaires.....	55,000 00	55,0
20	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	130,000 00	130,0
21	Manufactures nationales.....	912,520 00	912,4
22	Palais du Luxembourg.....	10,000 00	9,9
23	Personnel des bâtiments civils.....	111,160 00	107,9
24	Entretien des bâtiments civils.....	858,600 00	858,1
25	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	885,900 00	880,5
26	Entretien des palais nationaux.....	1,013,550 00	1,011,4
27	Réfections et grosses réparations des palais nationaux.....	450,000 00	447,3
28	Services des régies des palais nationaux.....	656,400 00	619,7
29	Service du mobilier national.....	322,100 00	321,3
30	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly.....	350,000 00	349,9
31	Restauration de peintures aux musées de Fontainebleau et de Versailles.....		
32	Édifices publics.....	2,811,000 00	2,124,3
33	Constructions du nouvel opéra.....	942,278 00	942,2
34	Reconstruction du palais de justice à Paris.....	19,500 00	
35	Agrandissement des bâtiments des dépôts d'étalons.....	539,592 68	282,7

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
551,150 ^f 43 ^e	1,666 ^f 66 ^e	5 ^f 43 ^e	1,666 ^f 66 ^e	551,150 ^f 43 ^e
36,493 40	"	6 60	"	36,493 40
89,435 62	"	240 68	"	89,435 62
872,070 23	3,500 00	569 77	3,500 00	872,070 23
134,807 72	"	192 28	"	134,807 72
317,000 00	300 00	"	300 00	317,000 00
127,210 59	500 00	289 41	500 00	127,210 59
673,283 02	214 70	12 28	214 70	673,283 02
358,957 66	"	25 67	"	358,957 66
799,714 19	"	0 04	"	799,714 19
130,000 00	"	"	"	130,000 00
7,571 71	378 59	49 70	378 59	7,571 71
15,832 69	"	204 87	"	15,832 69
75,209 60	19,693 95	41,096 45	19,693 95	75,209 60
1,518,191 98	28,131 08	3,676 94	28,131 08	1,518,191 98
41,671 78	"	50 22	"	41,671 78
276,695 17	"	4 83	"	276,695 17
1,469,888 82	111 00	0 18	111 00	1,469,888 82
55,000 00	"	"	"	55,000 00
129,900 00	100 00	"	100 00	129,900 00
911,119 40	1,302 64	97 96	1,302 64	911,119 40
9,943 36	"	56 64	"	9,943 36
107,919 13	"	3,240 87	"	107,919 13
829,794 77	28,336 80	468 43	28,336 80	829,794 77
815,269 06	65,245 35	5,385 59	65,245 35	815,269 06
1,001,900 95	9,513 48	2,135 57	9,513 48	1,001,900 95
444,171 14	3,207 80	2,621 06	3,207 80	444,171 14
617,839 55	1,919 66	36,640 79	1,919 66	617,839 55
321,163 84	146 20	789 96	146 20	321,163 84
348,245 88	1,680 64	73 48	1,680 64	348,245 88
"	"	"	"	"
1,939,756 42	184,612 94	686,630 64	184,612 94	1,939,756 42
942,277 08	"	0 92	"	942,277 08
"	"	19,500 00	"	"
282,811 15	67 35	256,714 18	67 35	282,811 15

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Dépenses
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	réelles par service — Budget au des crédits de l'exercice.
Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
	Construction de nouvelles serres et de nouvelles galeries au Muséum d'histoire naturelle.....	800,000 00	550
37	Observatoire physique de Meudon.....	180,000 00	164
38	Agrandissement de l'école polytechnique.....	470,500 00	470
39	Reconstruction de l'école d'horlogerie de Cluses.....	104,818 00	104
40	Installation du Sénat au palais du Luxembourg.....	100,000 00	99
41	Construction des bâtiments de l'école supérieure de pharmacie.	997,000 00	756
42	Agrandissement des bâtiments de l'institution nationale des jeunes aveugles.....	303,000 00	299
43	Agrandissement des bâtiments du ministère de l'instruction publique.....	584,000 00	582
44	Agrandissement de l'Observatoire de Paris.....	80,000 00	79
45	Installation d'un système de chauffage dans l'aile gauche du palais du Trocadéro.....	20,000 00	20
46	Travaux de réparation au Ministère de l'intérieur.....	25,000 00	20
47	Échange de terrains occupés par le parc du Champ-de-Mars avec d'autres terrains appartenant à la ville de Paris, et travaux de reconstruction nécessités par cet échange.....	634,981 55	634
48	Construction au Ministère de la guerre d'un nouveau bâtiment en façade sur la rue de l'Université.....	300,000 00	298
49	Entretien des édifices diocésains.....	800,000 00	735
50	Travaux aux édifices diocésains en Algérie.....	90,000 00	87
51	Acquisition. — Constructions et grosses réparations des édifices diocésains.....	2,003,273 43	1,946
52	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	1,173,819 23	1,173
53	Enseignement technique. (Conservatoire des arts et métiers, écoles des arts et métiers, école spéciale de Cluses et comités des arts et manufacturiers.).....	1,897,775 00	1,874
54	Surveillance de l'enseignement du dessin dans les collèges et lycées.....	400,000 00	399
55	Beaux-arts, théâtres, missions scientifiques en Algérie.....	71,000 00	70
56	Installation de l'école professionnelle de Nevers spéciale à la grosse chaudronnerie et aux grandes constructions en fer....	1,359 33	1
57	Travaux ordinaires en Algérie.....	663,465 22	659
58	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	70 83	
60	Exposition française des beaux-arts et des manufactures nationales à Melbourne.....	9,826 99	4
61	Exposition internationale de Sydney.....	6,411 57	6
62	Travaux ordinaires en Algérie. (École d'apprentissage de Dellys.).....		
59	Dépenses des exercices clos.....	29,380,007 77 368,449 52	27,644 308
	TOTAL.....	29,748,457 09	28,015

Dépenses.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ARTS.

567,154 ^f 53 ^c	.	249,845 ^f 47 ^c	.	550,154 ^f 53 ^c
463,114 81	1,103 ^f 95 ^c	15,781 24	1,103 ^f 95 ^c	163,114 81
470,382 37	.	117 63	.	470,382 37
104,818 00	.	.	.	104,818 00
85,905 13	14,053 32	41 55	14,053 32	85,905 13
597,602 53	158,721 80	240,675 67	158,721 80	597,602 53
299,333 02	234 68	3,432 30	234 68	299,333 02
582,321 63	.	1,678 37	.	582,321 63
78,524 73	1,368 39	106 88	1,368 39	78,524 73
20,000 00	.	.	.	20,000 00
18,877 84	1,645 17	4,476 99	1,645 17	18,877 84
634,981 55	.	.	.	634,981 55
298,664 94	.	1,335 06	.	298,664 94
731,576 85	4,189 14	64,234 01	4,189 14	731,576 85
87,837 86	65 47	2,096 67	65 47	87,837 86
1,485,239 99	61,606 21	56,427 23	61,606 21	1,885,239 99
1,152,985 17	20,577 04	257 02	20,577 04	1,152,985 17
1,873,928 60	258 85	23,587 55	258 85	1,873,928 60
399,993 18	.	6 82	.	399,993 18
64,813 66	6,000 00	186 34	6,000 00	64,813 66
1,359 33	.	.	.	1,359 33
650,616 73	8,438 00	3,910 49	8,438 00	650,616 73
70 83	.	.	.	70 83
4,847 86	.	4,979 13	.	4,847 86
6,410 60	.	0 97	.	6,410 60
.	.	.	.	.
17,016,658 08	629,390 86	1,733,958 83	629,390 86	17,016,658 08
368,449 32	.	.	.	368,449 32
17,385,107 40	629,390 86	1,733,958 83	629,390 86	17,385,107 40
		2,363,349 ^f 69 ^c		

CHAPITRES
spéciaux.

- Construction de nouvelles serres et de
séum d'histoire naturelle.....
- 37 Observatoire physique de Meudon.....
- 38 Agrandissement de l'école polytechnique
- 39 Reconstruction de l'école d'horlogerie de
- 40 Installation du Sénat au palais du Luxem
- 41 Construction des bâtiments de l'école su
- 42 Agrandissement des bâtiments de
jeunes aveugles.....
- 43 Agrandissement des bâtiments
blique.....
- 44 Agrandissement de l'Obs
- 45 Installation d'un systè
lais du Trocadéro
- 46 Travaux de répar
- 47 Échange de terr
avec d'autres t
vaux de recons
- 48 Construction au M
en façade sur l
- 49 Entretien des édifi
- 50 Travaux aux edific
- 51 Acquisition. — Co
diocésains.....
- 52 Crédits spéciaux p
- 53 Enseignement tec
écoles des arts et
des arts et manu
- 54 Surveillance de l'e
lycées.....
- 55 Beaux-arts, théâtre
- 56 Installation de l'é
grosse chaudron
- 57 Travaux ordinaires
- 58 Dépenses des exer
- 60 Exposition françai
nales à Melbourn
- 61 Exposition interna
- 62 Travaux ordinaires
Dellys.).....
- 59 Dépenses des exercices



CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Dépenses
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services — Droits con au pri des créa de l'Ét
MINISTÈRE DU COMMERCE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	516,465 ¹ 00	516,46
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	103,635 00	103,45
3	Impressions.....	223,035 00	217,59
4	Inspection du travail des enfants dans les manufactures. — Subvention à l'enseignement commercial.....	204,850 00	191,05
5	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Délivrance et publication des brevets d'invention.....	122,250 00	114,91
6	Encouragements aux pêches maritimes.....	2,200,000 00	2,105,36
7	Subvention à la marine marchande.....	8,590,500 00	3,883,62
8	Poids et mesures.....	1,199,550 00	1,197,65
9	Entretien des établissements thermaux de l'État. — Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.....	278,724 19	273,68
10	Travaux à l'établissement d'Aix-les-Bains.....	261,000 00	261,00
11	Reconstruction de l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains.....	153,743 49	117,51
12	Reconstruction de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault.....	300,000 00	49,89
13	Établissements et service sanitaires.....	405,100 00	402,89
14	Agrandissement du lazaret de Trompeloup.....	154,895 08	98,01
15	Vérification des viandes de porc américaines.....	20,000 00	20,00
16	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries.....	270,000 00	269,69
17	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	135,000 00	129,65
18	Exposition internationale de Melbourne.....	90,000 00	87,24
19	Exposition internationale de Sydney.....	7,000 00	6,71
20	Liquidation de l'approvisionnement et du ravitaillement de Paris.	2,500 00	2,32
21	Commerce et poids et mesures en Algérie.....	107,266 00	107,21
22	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	55 44	51
		15,345,569 20	10,156,03
23	Dépenses des exercices clos.....	117,116 23	117,11
	TOTAUX.....	15,462,685 43	10,273,14

CHIFFRES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1880.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

516,461 ^f 62 ^c	.	3 ^f 38 ^c	.	516,461 ^f 62 ^c
101,956 13	494 ^f 91 ^c	183 96	494 ^f 91 ^c	102,956 13
214,940 01	2,651 80	5,443 19	2,651 80	214,940 01
191,056 82	.	13,793 18	.	191,056 82
114,731 12	187 01	7,331 87	187 01	114,731 12
2,104,292 49	1,073 00	94,634 51	1,073 00	2,104,292 49
3,764,972 54	118,648 98	4,706,878 48	118,648 98	3,764,972 54
1,196,416 22	1,242 96	1,890 82	1,242 96	1,196,416 22
270,607 98	3,076 46	5,039 75	3,076 46	270,607 98
249,901 79	11,098 21	.	11,098 21	249,901 79
99,338 58	18,176 48	36,228 43	18,176 48	99,338 58
49,895 13	.	250,104 87	.	49,895 13
402,391 70	503 89	2,204 41	503 89	402,391 70
98,016 45	.	56,878 63	.	98,016 45
20,000 00	.	.	.	20,000 00
268,565 48	1,127 83	306 69	1,127 83	268,565 48
129,651 5	.	5,348 46	.	129,651 5
87,192 06	52 50	2,755 44	52 50	87,192 06
6,717 66	.	282 34	.	6,717 66
2,225 00	100 00	175 00	100 00	2,225 00
106,325 74	885 12	55 14	885 12	106,325 74
55 44	.	.	.	55 44
9,996,711 50	159,319 15	5,189,538 55	159,319 15	9,996,711 50
117,116 23	.	.	.	117,116 23
10,113,827 73	159,319 15	5,189,538 55	159,319 15	10,113,827 73
5,030,219 ^f 40 ^c				

CHAM- PITRES spé- ciaux.		MINISTÈRES ET SERVICES.		CIT	
				Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services Droits con- au pro- des créa- de l'E
				MINIS	
				1 ^{re} SECTION. — SH	
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration cen- trale	512,150' 00"	512,0'		
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale	115,004 00	93,71		
3	Impressions	152,688 00	110,6'		
4	Écoles et services vétérinaires	1,140,160 13	1,112,47		
4 bis	Indemnités pour abatages d'animaux	200,000 00	109,63		
5	Enseignement professionnel de l'agriculture	1,985,214 13	1,972,94		
6	Traitements et frais de tournées des inspecteurs d'agriculture et de sériciculture	147,000 00	134,31		
7	Bergeries et vacheries	322,828 32	286,71		
8	Encouragements à l'agriculture et au drainage	1,705,900 00	1,680,10		
8 bis	Phylloxéra, doryphora et autres parasites	1,650,000 00	1,535,11		
9	Personnel des haras et dépôts d'étalons	1,455,197 00	1,454,71		
10	Matériel des haras et dépôts d'étalons	2,708,458 72	2,708,34		
11	Remonte des haras	1,866,600 00	1,846,64		
12	Encouragements à l'industrie chevaline	2,069,000 00	2,008,91		
13	Recherches sur les maladies contagieuses du bétail	40,000 00	40,00		
14	Agriculture; police sanitaire et lazarets en Algérie	137,897 51	131,61		
15	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèche- ment et de curage	200,000 00	190,31		
16	Travaux ordinaires en Algérie	233,785 36	233,71		
17	Travaux d'amélioration agricole	1,998,662 50	1,633,41		
18	Travaux de routes agricoles et salicoles	42,000 00	18,41		
19	Assainissement des marais communaux	10,000 00	4,11		
20	Prêts pour irrigations et dessèchements	5,000 00	—		
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	39 35	—		
		18,697,585 02	17,819,31		
22	Dépenses des exercices clos	1,324 01	1,31		
TOTAL		18,698,909 03	17,820,61		

ANCIENS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les subventions des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

AGRICULTURE.

MILL.

112,072 ^f 76 ^c	"	77 ^f 24 ^c	"	512,072 ^f 76 ^c
93,320 21	391 ^f 10 ^c	21,292 69	391 ^f 10	93,320 21
110,671 22	"	42,016 78	"	110,671 22
1,112,471 17	"	27,688 96	"	1,112,471 17
97,719 50	11,918 25	90,361 25	11,918 25	97,719 50
1,967,838 31	5,155 71	12,220 11	5,155 71	1,967,838 31
134,348 19	"	12,651 81	"	134,348 19
287,742 80	"	35,085 52	"	287,742 80
1,677,538 93	2,561 58	25,799 49	2,561 58	1,677,538 93
1,526,374 84	8,772 20	114,852 96	8,772 20	1,526,374 84
1,454,743 23	"	453 77	"	1,454,743 23
2,708,390 37	"	68 35	"	2,708,390 37
1,846,660 87	"	19,939 13	"	1,846,660 87
2,003,655 13	5,250 00	60,094 87	5,250 00	2,003,655 13
40,000 00	"	"	"	40,000 00
131,658 49	"	6,239 02	"	131,658 49
190,044 07	275 41	9,680 52	275 41	190,044 07
233,731 48	"	53 88	"	233,731 48
1,633,368 19	63 78	365,230 58	63 78	1,633,368 19
18,441 46	"	23,558 54	"	18,441 46
4,130 20	"	5,869 80	"	4,130 20
"	"	5,000 00	"	"
39 35	"	"	"	39 35
17,784,960 77	34,388 03	878,286 22	34,388 03	17,784,960 77
1,324 01	"	"	"	1,324 01
17,786,284 78	34,388 03	878,286 22	34,388 03	17,786,284 78
		843,848 ^f 19 ^c		

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services Droits com- au pro- des créan- de l'Ét
MINISTÈRE			
1 ^{re} SECTION			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	675,800' 00	672,42
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.	152,000 00	151,99
3	Personnel du corps des ponts et chaussées. Enseignement et école des ponts et chaussées.	3,877,000 00	3,813,19
4	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.	115,000 00	91,79
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.	4,308,000 00	4,301,86
6	Personnel du corps des mines. (Enseignement et écoles.)	840,100 00	837,97
7	Personnel des gardes-mines.	205,300 00	204,86
8	Personnel des officiers et maitres de port du service maritime.	310,000 00	298,99
9	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.	1,441,600 00	1,423,13
10	Personnel des gardes de la navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	1,737,000 00	1,735,16
11	Personnel des maitres et gardiens des phares et fanaux.	358,000 00	347,65
12	Personnel des agents affectés à la surveillance de la pêche fluviale.	327,000 00	317,88
13	Secours, frais généraux, etc.	132,000 00	131,20
14	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	18,000 00	
15	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.)	33,322,377 99	33,261,50
15 bis	Entretien des routes forestières de la Corse.	150,000 00	149,45
16	Entretien des chaussées de Paris.	3,700,000 00	3,700,00
17	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.)	5,422,598 39	5,339,19
18	Navigation intérieure. (Canaux.) (<i>Idem.</i>)	4,633,777 98	4,605,55
19	Ports maritimes, phares et fanaux. (<i>Idem.</i>)	6,675,666 03	6,546,86
20	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement et de curage.	"	"
21	Rachat de concessions de pouts à péage dépendant des routes nationales.	144,750 00	144,75
22	Matériel des mines.	38,000 00	37,42
23	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.	14,696,047 00	11,335,51
24	Exposition des œuvres des artistes vivants.		
34 bis	Ports de commerce en Algérie.	143,449 00	143,40
34 ter	Personnel des travaux publics en Algérie.	886,395 00	869,93
34 qual.	Travaux ordinaires en Algérie (routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés, ports, etc.).	4,503,521 14	4,401,96
33	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	19,739 13	19,73
34	Dépenses des exercices clos.	88,833,121 66 76,159 63	84,883,86 76,15
TOTAL de la 1 ^{re} section.		88,909,281 29	84,960,02

MOYENS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

BILAN PUBLICS.

BILAN ORDINAIRE.

672,422' 78°	.	3,377' 22°	.	672,422' 78°
151,999 16	.	0 84	.	151,999 16
3,812,907 58	291' 67°	63,800 75	291' 67°	3,812,907 58
91,794 38	.	23,205 62	.	91,794 38
4,300,829 56	732 50	6,437 94	732 50	4,300,829 56
837,092 69	879 73	2,127 58	879 73	837,092 69
204,644 84	220 13	435 03	220 13	204,644 84
298,947 90	43 38	11,008 72	43 38	298,947 90
1,422,883 55	255 02	18,461 43	255 02	1,422,883 55
1,734,675 97	490 43	1,833 60	490 43	1,734,675 97
347,967 29	.	10,042 71	.	347,967 29
313,282 32	4,400 31	9,317 37	4,400 31	313,282 32
131,800 00	.	200 00	.	131,800 00
.	.	18,000 00	.	.
23,328,369 26	23,136 49	60,872 24	23,136 49	23,328,369 26
149,433 54	16 46	550 00	16 46	149,433 54
3,700,000 00	.	.	.	3,700,000 00
5,328,337 81	10,860 68	83,399 90	10,860 68	5,328,337 81
4,600,546 54	5,005 50	28,225 94	5,005 50	4,600,546 54
6,543,185 66	3,682 71	128,797 66	3,682 71	6,543,185 66
.	.	.	.	.
144,750 00	.	.	.	144,750 00
37,396 16	30 00	573 84	30 00	37,396 16
11,335,516 26	.	3,360,530 74	.	11,335,516 26
.	.	.	.	.
143,401 72	.	47 28	.	143,401 72
869,788 41	150 00	16,456 59	150 00	869,788 41
4,398,545 30	3,421 57	101,554 27	3,421 57	4,398,545 30
19,739 13	.	.	.	19,739 13
84,830,257 81	53,616 58	3,949,257 27	53,616 58	84,830,257 81
76,159 63	.	.	.	76,159 63
84,906,407 44	53,616 58	3,949,257 27	53,616 58	84,906,407 44
4,002,873' 85°				

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS	
		Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services — Droits con- au pro- des créa- de l'Et.

Suite du MINISTÈRE

2^e SECTION

35	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	2,505,000'00"	2,502,1
36	Rectifications des routes nationales et des routes départementales assimilées aux routes nationales.....	1,741,992 87	1,741,3
36 bis	Construction des routes forestières de la Corse.....	148,000 00	148,0
37	Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales.....	132,667 00	132,6
38	Construction de ponts.....	2,177,954 46	2,108,5
39	Travaux de défense contre les inondations.....	1,047,083 05	1,006,8
39 bis	Achèvement des travaux nécessités par les inondations et la débâcle des glaces de l'hiver 1879-1880.....	411,105 00	410,9
39 ter	Achèvement des travaux nécessités par les tempêtes et crues extraordinaires de 1880 et réparation des avaries causées aux ouvrages de navigation par les crues de l'hiver 1880-1881...	1,910,881 70	1,904,0
44	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.....	80,000 00	79,9
44 bis	Etude des moyens propres à prévenir les explosions de grisou...	16,472 31	16,4
45	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	1,376,004 00	878,2
46	Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.....	40,000,000 00	24,894,2
47	Annuité pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêt afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872.....	2,500,000 00	2,492,1
62	Liquidation des dépenses occasionnées par l'armement de 1870-1871.....	100,000 00	8,5
64	Construction au ministère de la guerre d'un nouveau bâtiment en façade sur la rue de l'Université.....		
65	Garantie d'intérêt aux chemins de fer algériens et tunisiens...	10,547,330 62	10,526,3
66	Travaux à la charge de l'État dans l'entreprise du port d'Alger.	240,000 00	218,3
67	Dépenses à la charge de l'État dans la dérivation de l'Oued-el-Kébir.....	48,252 69	48,1
TOTAL de la 2 ^e Section.....		64,982,740 70	49,127,1

1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.....	88,909,281'29"	84,960,
2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....	64,982,740 70	49,127,
TOTAL GÉNÉRAL.....	153,892,021 99	134,087,

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

BUDGET EXTRAORDINAIRES.

2,361,754 ^f 40 ^c	356 ^f 31 ^c	2,889 ^f 59 ^c	356 ^f 31 ^c	2,501,754 ^f 10 ^c
4,733,278 96	8,103 53	610 38	8,103 53	1,733,278 96
115,000 00	"	"	"	148,000 00
132,666 66	"	0 34	"	132,666 66
2,107,485 24	1,065 63	69,403 59	1,065 63	2,107,485 24
1,006,853 55	35 23	40,194 27	35 23	1,006,853 55
410,889 31	15 60	200 09	15 60	410,889 31
1,871,716 34	32,313 41	6,851 95	32,313 41	1,871,716 34
79,891 27	12 48	96 25	12 48	79,891 27
16,472 31	"	"	"	16,472 31
878,235 34	"	497,765 66	"	878,235 34
24,894,272 94	"	15,106,727 06	"	24,894,272 94
2,492,128 48	"	7,871 52	"	2,492,128 48
8,598 00	"	91,402 00	"	8,598 00
"	"	"	"	"
10,526,390 55	"	20,940 07	"	10,526,390 55
228,557 37	"	11,442 63	"	228,557 37
48,252 69	"	"	"	48,252 69
49,085,443 11	41,902 19	15,855,395 40	41,902 19	49,085,443 11
		15,897,297 ^f 59 ^c		

TOTAL.

4,466,407 ^f 44 ^c	53,616 ^f 58 ^c	3,949,157 ^f 27 ^c	53,616 ^f 58 ^c	84,006,407 ^f 44 ^c
49,085,443 11	41,902 19	15,855,395 40	41,902 19	49,085,443 11
33,991,850 55	95,518 77	19,804,652 67	95,518 77	133,991,850 55
		19,900,171 ^f 44 ^c		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résumées des services faits. — Droits constants au profit des créanciers de l'Etat.

FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION

		MINISTÈRE	
DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.			
(Taxes perçues en vertu des rôles et cadastre.)			
55	Personnel.....	3,481,030 ⁰⁰	3,480,150 ⁰⁰
56	Dépenses diverses.....	2,564,930 00	2,525,896 00
57	Frais d'arpentage et d'expertise.....	887,729 72	79,791 00
58	Mutations cadastrales.....	560,000 00	530,245 00
58 bis	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875.....	416,363 82	416,363 82
58 ter	Dépense relative à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties.....	38,939 35	38,939 35
59	Remises aux percepteurs; indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires.....	12,223,500 00	11,918,347 50
60	Service de la perception des amendes et condamnations pécuniaires.....	452,200 00	368,239 00
61	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs.....	200,000 00	199,800 00
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE.			
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)			
62	Personnel.....	15,439,500 00	15,248,848 00
63	Matériel.....	1,058,000 00	1,072,593 75
64	Dépenses diverses.....	1,767,800 00	1,748,228 00
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES.			
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)			
65	Personnel.....	27,583,606 00	27,582,259 00
66	Matériel.....	446,596 00	443,452 90
67	Dépenses diverses.....	2,173,026 00	2,170,433 10
68	Personnel des douanes en Algérie.....	1,032,363 00	1,032,024 20
69	Matériel des douanes en Algérie.....	213,877 00	213,669 50

DES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

DES PRÉCIS. — 3^e SECTION.

3,479,625 ^f 33 ^c	525 ^f 00 ^c	879 ^f 67 ^c	525 ^f 00 ^c	.	3,479,625 ^f 33 ^c
2,525,792 08	104 38	39,033 54	104 38	.	2,525,792 08
79,791 06	"	"	"	807,938 ^f 66 ^c	79,791 06
530,006 53	239 41	29,754 06	239 41	.	530,006 53
416,285 07	78 75	"	78 75	.	416,285 07
38,939 35	"	"	"	.	38,939 25
11,915,943 07	2,404 47	305,152 46	2,404 47	.	11,915,943 07
368,201 31	38 10	83,960 59	38 10	.	368,201 31
199,800 00	"	200 00	"	.	199,800 00
15,248,326 22	521 78	190,652 00	521 78	.	15,248,326 22
1,057,986 74	14,507 05	15,506 21	14,507 05	.	1,057,986 74
1,712,811 91	35,416 29	19,571 80	35,416 29	.	1,712,811 91
27,580,982 66	1,276 39	1,346 95	1,276 39	.	27,580,982 66
443,033 08	419 85	3,143 07	419 85	.	443,033 08
2,169,373 69	1,059 44	2,592 87	1,059 44	.	2,169,373 69
1,031,467 41	556 79	338 80	556 79	.	1,031,467 41
208,569 43	5,100 00	207 57	5,100 00	.	208,569 43

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services fait — Droits constants au profit des créanciers de l'Etat.

Suite des **FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION**

MINIST

	DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
70	Personnel	28,504,200 ⁰ 00	28,475,654
71	Matériel	444,880 00	423,869
72	Dépenses diverses	7,191,980 00	7,161,242
73	Avances recouvrables	796,100 00	557,801
	DIRECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT. (Service administratif et d'exploitation dans les départements.)		
74	Personnel	1,883,450 00	1,879,566
75	Matériel	17,910,000 00	17,819,719
76	Aménagement, entretien et réparations ordinaires des bâ- timents	400,000 00	144,821
77	Constructions nouvelles	980,000 00	870,824
78	Dépenses diverses	385,600 00	370,070
79	Avances recouvrables	160,000 00	120,062
80	Achats et transports de tabacs	45,363,050 00	45,254,257
	SERVICES DÉTACHÉS DE L'ANCIEN GOUVERNEMENT GÉNÉRAL CIVIL DE L'ALGÉRIE. (Décret du 20 septembre 1881.)		
80 bis	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	293,250 00	175,183
80 ter	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	265,450 00	250,091
80 quater	Personnel du service topographique en Algérie	721,750 00	720,331
80 qq	Matériel du service topographique en Algérie	22,650 00	22,073
80 sex	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	637,175 00	623,219
80 sept	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	366,725 00	366,723
80 oct	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie	64,187 76	64,187
80 no	Personnel des contributions diverses en Algérie	837,295 00	780,264
80 déc	Matériel des contributions diverses en Algérie	386,740 00	373,423
	TOTAL	178,183,943 65	175,622,604

DES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

EMPLOIATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

DES FINANCES. — 3^e SECTION. (suite.)

447' 59'	28,545' 96'	447' 59'	•	28,475,206' 45'
1,706 68	21,010 36	1,706 68	•	422,162 96
1,403 82	30,737 25	1,403 82	•	7,159,838 93
•	238,295 31	•	•	557,801 69
•	•	•	•	•
3,883 67	•	•	•	1,879,566 33
16,784 30	90,280 89	16,784 30	•	17,802,934 81
•	•	•	•	•
4,368 00	255,178 83	4,368 00	•	140,453 17
•	109,175 62	•	•	870,824 38
845 13	15,529 19	845 13	•	369,225 68
390 64	39,937 76	390 64	•	119,671 60
24,252 21	108,792 63	24,252 21	•	45,230,005 16
•	•	•	•	•
40 00	18,066 44	40 00	•	275,113 56
458 20	15,368 31	458 20	•	249,633 49
16 66	1,418 67	16 66	•	720,314 67
•	576 29	•	•	22,073 71
364 16	13,925 17	364 16	•	622,895 67
52 33	1 44	52 33	•	366,671 23
•	•	•	•	•
112 82	57,030 56	112 82	•	64,187 76
1,550 66	13,316 62	1,550 66	•	780,151 62
•	•	•	•	371,872 72
115,030 90	1,753,400 56	115,030 90	807,938' 66"	175,507,573 53
		1,638,369' 66"		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résumées des services faits — Droits communaux au profit des créanciers de l'État.

Suite des FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION			
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES			
6	Personnel.....	58,895,355 ^f 53 ^c	58,891,838 ^f
7	Matériel.....	27,824,257 41	27,817,171
8	Dépenses diverses.....	2,230,092 00	3,167,712
9	Subventions.....	24,268,893 00	24,021,468
9 bis	Agrandissement de l'usine de Toulon pour la fabrication et la réparation des câbles télégraphiques.....	217,932 92	217,909
9 ter	Nouvelle communication télégraphique sous-marine entre Marseille et Alger.....	429,042 88	429,042
9 quater	Installation et dépenses de l'exposition spéciale d'électri- cité du ministère des postes et des télégraphes.....	54,840 00	54,677
9 quinq.	Établissement d'un câble télégraphique de Dakar à Saint- Vincent (îles du Cap-Vert).....	"	"
9 sex.	Personnel de l'Algérie.....	1,778,006 00	1,756,538
9 sep.	Matériel de l'Algérie.....	1,118,671 00	1,069,188
9 oct.	Dépenses diverses de l'Algérie.....	29,760 00	35,486
9 non.	Dépenses du congrès international des électriciens.....	60,092 76	60,092
TOTAL.....		116,916,943 50	116,521,126

MINISTÈRE DES FORÊTS			
23	Personnel du service des forêts dans les départements....	5,419,067 ^f 00 ^c	5,418,756 ^f
24	Enseignement forestier.....	215,385 00	189,761
25	Matériel du service des forêts.....	2,869,045 00	2,796,501
26	Construction, reboisement et gazonnement.....	3,932,085 00	3,802,672
27	Dépenses diverses du service des forêts.....	2,143,850 00	2,093,898
45 bis	Personnel du service des forêts en Algérie.....	691,575 00	668,835
45 ter	Matériel du service des forêts en Algérie.....	726,420 00	721,876
TOTAL.....		15,997,427 00	15,692,300

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

ÉVALUATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

POUR ET DES TÉLÉGRAPHES. — 2^e SECTION.

5,445' 05"	5,445' 05"	3,517' 24"	5,445' 05"	"	58,886,393' 24"
97,650 79	97,650 79	7,086 06	97,650 79	"	27,719,520 79
32,409 08	32,409 08	62,379 09	32,409 08	"	2,135,303 83
"	"	247,424 29	"	"	24,021,468 71
"	"	23 04	"	"	217,909 88
"	"	0 50	"	"	429,042 38
"	"	162 60	"	"	54,677 40
"	"	"	"	"	"
6,350 86	6,350 86	21,467 93	6,350 86	"	1,750,187 22
2,407 83	2,407 83	49,482 84	2,407 83	"	1,066,780 33
"	"	4,273 16	"	"	35,486 84
"	"	"	"	"	60,092 76
144,263 38	144,263 38	395,816 74	144,263 38	"	116,376,863 38
		251,553' 36"			

L'AGRICULTURE.

5,417,915' 97"	840' 44"	310' 59"	840' 44"	"	5,417,915' 97"
189,636 37	125 00	25,623 63	125 00	"	189,636 37
2,791,020 60	5,480 49	72,543 91	5,480 49	"	2,791,020 60
3,789,290 49	13,381 55	129,412 96	13,381 55	"	3,789,290 49
2,092,467 07	1,430 98	49,951 95	1,430 98	"	2,092,467 07
668,121 06	713 99	22,739 95	713 99	"	668,121 06
710,495 93	11,380 54	4,543 53	11,380 54	"	710,495 93
15,658,947 49	33,352 99	305,126 52	33,352 99	"	15,658,947 49
		271,773' 53"			

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Dépenses ré-
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	des services f — Droits con au prof des créan de l'Al

REMBOURSEMENTS ET RESTITUT

			MONT
81	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes perçues en vertu de rôles. — Taxes spéciales.....	200,000 ^f 00 ^e	168,9:
82	Remboursements sur produits indirects et divers.....	5,344,000 00	4,994,7:
83	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	9,095,000 00	4,655,2:
84	Primes à l'exportation des marchandises.....	380,000 00	172,5:
85	Remboursement au département de l'Oise.....	80,000 00	80,0:
86	Remboursement de droits d'enregistrement indûment perçus en Algérie.....	32,000 00	17,5:
87	Frais d'attributions concernant le service des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	605,000 00	598,6:
TOTAUX.....		15,736,000 00	10,687,6:

			MONT
10	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	3,514,418 ^f 00 ^e	3,514,4:
11	Répartition de produits d'amendes.....	20,000 00	2,7:
12	Régularisation d'avances de trésorerie irrécouvrables sur d'anciens exercices.....	425,840 01	425,84
TOTAUX... ..		2,960,258 01	3,943,0:

			MONT
	Remboursements sur produits divers des forêts.....	50,000 ^f 00 ^e	17,8:

BUDGET.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Prévisions affectées sur le crédit des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

VALEURS ET PRIMES.

ÉTUDES. — 4^e SECTION.

168,929 ^f 54 ^c	"	31,070 ^f 50 ^c	"	"	168,929 ^f 54 ^c
4,994,706 24	"	349,293 76	"	"	4,994,706 24
4,655,221 01	"	4,439,778 99	"	"	4,655,221 01
172,588 81	"	207,411 19	"	"	172,588 81
80,000 00	"	"	"	"	80,000 00
17,550 33	"	14,449 67	"	"	17,550 33
598,678 48	"	6,321 52	"	"	598,678 48
10,687,674 41	"	5,048,325 59	"	"	10,687,674 41
		5,048,325 ^f 59 ^c			

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — 3^e SECTION.

3,514,418 ^f 00 ^c	"	"	"	"	3,514,418 ^f 00 ^c
2,788 64	"	17,211 ^f 36 ^c	"	"	2,788 64
425,840 01	"	"	"	"	425,840 01
3,943,046 65	"	17,211 36	"	"	3,943,046 65

AGRICULTURE. — 3^e SECTION.

17,313 ^f 20 ^c	"	32,686 ^f 80 ^c	"	"	17,313 ^f 20 ^c
-------------------------------------	---	-------------------------------------	---	---	-------------------------------------

MINISTÈRES ET SERVICES.		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses rés. des services fa. — Droits cons. au profit des créanc. de l'État
RÉCAPITULATION			
1 ^{re} section. — Dette publique et dotations. (Voir ci-dessus.)....	1,264,561,886 ^f 86 ^c	1,259,861,99	
2 ^e section. — Service général. (Voir ci-dessus.)	23,703,467 60	23,079,85	
3 ^e section. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	178,183,943 65	175,612,60	
4 ^e section. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et prime. (Voir ci-dessus.).....	15,736,000 00	10,687,67	
TOTAL GÉNÉRAL.....	1,482,185,298 11	1,469,252,12	
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE			
1 ^{re} section. — Service général. (Voir ci-dessus.).....	2,027,578 ^f 00 ^c	2,026,78	
2 ^e section. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	116,916,943 50	116,521,12	
3 ^e section. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	3,960,258 01	3,943,01	
TOTAL GÉNÉRAL.....	122,904,779 51	122,490,95	
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE			
1 ^{re} Section. — Service général. (Voir ci-dessus.).....	18,698,909 ^f 03 ^c	17,820,67	
2 ^e section. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	15,997,427 00	15,692,30	
3 ^e section. — Remboursements et restitutions, non valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	50,000 00	17,31	
TOTAL GÉNÉRAL.....	34,746,336 03	33,530,25	

DEBITES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

MINISTRE DES FINANCES.

1880,96 ^f 01 ^e	5,600,394 ^f 11 ^e	4,699,896 ^f 74 ^e	5,600,394 ^f 11 ^e	"	1,254,261,596 ^f 01 ^e
1880,96 57	3,793 07	623,613 96	3,793 07	"	23,076,060 57
1880,97 53	115,030 90	1,753,400 56	115,030 90	807,938 ^f 66 ^e	175,507,573 53
1880,97 41	"	5,048,325 59	"	"	10,687,674 41
1880,98 52	5,719,218 08	12,125,236 85	5,719,218 08	807,938 66	1,463,532,904 52
		17,844,454 ^f 93 ^e			
		18,052,393 ^f 59 ^e			

POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1880,98 53 ^e	301 ^f 66 ^e	792 ^f 81 ^e	301 ^f 66 ^e	"	2,026,483 ^f 53 ^e
1880,98 38	144,263 38	395,816 74	144,263 38	"	116,376,863 38
1880,98 65	"	17,211 36	"	"	3,943,046 65
1880,98 56	144,565 04	413,820 91	144,565 04	"	122,346,393 56
		558,385 ^f 95 ^e			

AGRICULTURE.

1880,98 78 ^e	34,388 ^f 03 ^e	878,236 ^f 22 ^e	34,388 ^f 03 ^e	"	17,785,284 ^f 78 ^e
1880,98 49	33,352 99	305,126 52	33,352 99	"	15,658,947 49
1880,98 20	"	32,686 80	"	"	17,313 20
1880,98 47	67,741 02	1,216,049 54	67,741 02	"	33,462,545 47
		1,283,790 ^f 56 ^e			

MINISTÈRES ET SERVICES.		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	SITUATION Payements effectués pour les dépenses propres à l'exercice 1881.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES				
Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs. (Ministère des finances. — 1 ^{re} section.)		1,264,561,886 ^f 86 ^c	1,259,861,990 ^f 12 ^c	1,254,261,5
Services généraux des ministères.	Ministère de la justice	36,468,621 81	36,206,041 46	36,178,7
	Ministère des affaires étrangères	14,901,187 96	14,872,246 42	14,541,3
	Ministère de l'intérieur	78,034,022 83	76,740,189 26	76,151,2
	Ministère des finances	23,703,467 60	23,079,853 64	18,929,0
	Ministère des postes et des télégraphes	2,027,578 00	2,026,785 19	1,949,4
	Ministère de la guerre	645,439,568 28	627,579,735 98	623,148,2
	Ministère de la marine	177,462,313 73	174,242,407 43	174,188,7
	Service marin.	33,643,031 92	32,966,833 38	32,693,0
	Service colonial			
	Ministère de l'instruction publique et des cultes	83,922,127 32	83,229,426 66	82,934,1
	Service de l'instruction publique	49,679,960 48	48,362,908 35	48,149,9
	Service des cultes			
	Ministère des arts	29,746,457 09	28,014,496 26	27,076,6
	Ministère du commerce et des colonies	15,462,685 43	10,273,146 88	9,996,7
	Ministère de l'agriculture	18,698,909 03	17,820,672 81	17,784,9
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances	88,909,281 29	84,960,024 02	84,830,2
	Service ordinaire			
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Travaux extraordinaires	64,982,740 70	49,127,345 30	49,085,14
		1,363,073,953 07	1,309,502,115 04	1,297,578,34
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances	178,183,943 65	175,622,604 43	175,507,5
	Ministère des postes et des télégraphes	116,916,943 50	116,521,126 76	116,376,4
	Ministère de l'agriculture	15,997,427 00	15,692,300 48	15,658,9
		311,098,314 15	307,836,031 67	307,543,34
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère des finances	15,736,000 00	10,687,674 41	19,687,6
	Ministère des postes et des télégraphes	3,960,258 01	3,943,046 65	3,943,01
	Ministère de l'agriculture	50,000 00	17,313 20	17,31
		19,746,258 01	14,648,034 26	14,648,03
TOTAUX GÉNÉRAUX.		2,958,480,412 09	2,891,848,171 09	2,874,031,34

RÉSUMÉ.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Revenus des ministères			Crédits annuels.		Crédits transportés pour le service du cadastre au budget général de l'exercice 1882.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
pour les dépenses à payer sur les exercices antérieurs.	Total des paiements.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits non consommés par les dépenses, annués définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

BUDGET ORDINAIRE.

	1,254,261,596 ⁰¹ *	5,600,394 ¹¹ *	5,699,896 ⁷⁴ *	5,600,394 ¹¹ *		1,254,261,596 ⁰¹ *
1881-82	36,187,154 37	18,887 09	262,579 95	18,887 09	.	36,187,154 37
1882-83	14,712,376 26	159,870 16	28,941 54	159,870 16	.	14,712,376 26
1883-84	76,472,545 39	267,643 87	1,293,833 57	267,643 87	.	76,472,545 39
1884-85	23,076,060 57	3,793 07	623,613 96	3,793 07	.	23,076,060 57
1885-86	2,026,483 53	301 66	792 81	301 66	.	2,026,483 53
1886-87	624,754,606 62	2,825,129 36	17,859,832 30	2,825,129 36	.	624,754,606 62
1887-88	174,188,767 70	53,639 73	3,209,906 30	53,639 73	.	174,188,767 70
1888-89	32,915,693 16	51,140 22	676,198 54	51,140 22	.	32,915,693 16
1889-90	83,073,384 39	156,042 27	692,700 66	156,042 27	.	83,073,384 39
1890-91	48,266,318 19	96,590 16	1,317,062 13	96,590 16	.	48,266,318 19
1891-92	27,385,107 40	629,390 86	1,733,958 83	629,390 86	.	27,385,107 40
1892-93	10,113,827 73	159,319 25	5,189,538 55	159,319 25	.	10,113,827 73
1893-94	17,786,284 78	34,388 03	878,236 22	34,388 03	.	17,786,284 78
1894-95	84,906,407 44	53,616 58	3,949,257 27	53,616 58	.	84,906,407 44
	49,055,443 11	41,902 19	15,855,395 40	41,902 19	.	49,055,443 11
1895-96	1,304,950,460 64	4,551,654 40	53,571,838 08	4,551,654 50	.	1,304,950,460 64
	175,507,573 53	115,030 90	1,753,400 56	115,030 90	807,938 ⁶⁶ *	175,507,573 53
	116,376,863 38	144,263 38	395,816 74	144,263 38	.	116,376,863 38
	15,658,947 49	33,352 99	305,126 52	33,352 99	.	15,658,947 49
	307,543,334 40	292,647 27	2,454,343 82	292,647 27	807,938 66	307,543,334 40
	10,687,674 41	.	5,048,326 59	.	.	10,687,674 41
	3,943,046 65	.	17,211 36	.	.	3,943,046 65
	17,313 20	.	32,686 80	.	.	17,313 20
	14,648,034 26	.	5,098,223 75	.	.	14,648,034 26
1896-97	2,881,403,745 31	10,444,695 78	65,824,302 34	10,444,695 78	807,938 56	2,881,403,745 31
			76,268,998 ¹² *			
			77,076,936 ⁷⁸ *			

1° Résultats généraux

Digitized by Google

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1880.

ensemble des évaluations de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1881.		ÉVALUATIONS servant de base au règlement définitif du budget ordinaire de l'exercice 1881.	OBSERVATIONS.																		
Augmentations.	Diminutions.																				
			(A) Les évaluations des produits des postes ont dû être augmentées du montant du produit des taxes perçues pour le transport des colis postaux par suite des lois des 3 mars et 25 juillet 1881 et du décret du 11 octobre 1881, 36 fr. 50 cent.																		
			(a) Y compris 758,500 francs évalués par la loi du 28 décembre 1880 pour le produit de l'exploitation en régie du <i>Journal officiel</i> et considérés comme faisant partie du budget primitif.																		
			(c) Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics. 5,140,433 ⁹³																		
			Recettes sur exercices clos. (Comprises dans les recettes accidentelles à différents titres)... 1,142,611 54																		
			6,283,045 47																		
			(D) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. Ces produits se développent comme suit :																		
			<table> <tr> <th colspan="2">EXCÉDENT</th></tr> <tr> <th>des réalisations sur les évaluations.</th><th>des évaluations sur les réalisations.</th></tr> <tr> <td>Écoles vétérinaires.....</td><td>8,180¹³</td></tr> <tr> <td>Écoles d'agriculture.....</td><td>52,164 13</td></tr> <tr> <td>Bergeries.....</td><td>4,106 32</td></tr> <tr> <td>Vacheries.....</td><td>1,822 00</td></tr> <tr> <td>Haras et dépôts d'étalons.</td><td>7,897 93</td></tr> <tr> <td>74,170 51</td><td>"</td></tr> <tr> <td>74,170⁵¹</td><td></td></tr> </table>	EXCÉDENT		des réalisations sur les évaluations.	des évaluations sur les réalisations.	Écoles vétérinaires.....	8,180 ¹³	Écoles d'agriculture.....	52,164 13	Bergeries.....	4,106 32	Vacheries.....	1,822 00	Haras et dépôts d'étalons.	7,897 93	74,170 51	"	74,170 ⁵¹	
EXCÉDENT																					
des réalisations sur les évaluations.	des évaluations sur les réalisations.																				
Écoles vétérinaires.....	8,180 ¹³																				
Écoles d'agriculture.....	52,164 13																				
Bergeries.....	4,106 32																				
Vacheries.....	1,822 00																				
Haras et dépôts d'étalons.	7,897 93																				
74,170 51	"																				
74,170 ⁵¹																					
			(a) Cette somme se décompose ainsi :																		
			Produit de compensation de valeurs données en paiement de dépenses publiques. (Décret du 31 mai 1862)..... 1 ²⁶																		
			Reversements par les compagnies de chemins de fer pour provisions perçues en trop. (Décision ministérielle du 17 octobre 1879). 2,423,627 36																		
			Remboursement en trop-payé sur annuités provisoires afférentes à la pose de doubles-voies sur les chemins de fer. (Convention du 31 décembre 1875). 338,436 13																		
			Remboursement de dépenses budgétaires faites à titre d'avances au gouvernement beylical. (Loi du 5 avril 1882). 528,954 20																		
			Remboursement de traitements et frais afférents au contrôle par le ministère de la guerre des fabriques de dynamite. (Loi du 8 mars 1875 et règlement du 10 janvier 1879). 3,833 83																		
			Reversement des subventions allouées par la Légion d'honneur aux pensionnaires militaires dont les pensions ont été complétées par la loi du 18 août 1881. (Décision ministérielle du 27 octobre 1881). 335,225 49																		
			Produits accessoires du service de trésorerie (Décret du 31 décembre 1881). 382,152 57																		
			Produit net des prises sur l'ennemi. (Ordonnance du 31 mai 1838). 9,066 50																		
			4,021,286 82																		
			(r) Annulation prononcée par la loi du 29 juillet 1881 et applicables aux comptes ci-après :																		
			Produits de l'exposition annuelle des œuvres des artistes vivants..... 250,000 ⁰⁰																		
			Produit des moulages de l'école des beaux-arts (25 p. 100). 2,000 00																		
			252,000 00																		
			(c) Loi de règlement de l'exercice 1880.																		

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2^e Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif. (Loi de finances du 22 décembre 1880.)	CRÉDITS IMPUTÉS	
		Modifica- tions spéciales résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services.	Crédi- t repor- t de l'année 1880 pour le ser- vice du cadastre
Dette publique et dotations.....	1,243,567,908 ^f 00 ^c	.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice.....	34,665,392 00	.	
Ministère des affaires étrangères.....	13,726,800 00	.	
Ministère de l'intérieur.....	(a) 68,538,574 00	.	
Ministère des finances.....	19,387,272 00	.	
Ministère des postes et des télégraphes.....	1,911,760 00	.	
Ministère de la guerre.....	570,280,085 00	.	
Ministère de la marine. } Service marine.....	166,776,347 00	.	
Ministère } Service colonial.....	29,546,606 00	.	
Ministère de l'instruction } Service de l'instruction publique.....	63,617,226 00	.	
publique et } Service des cultes.....	49,563,443 48	.	
des cultes. }			
Ministère des arts.....	24,225,818 52	.	
Ministère du commerce et des colonies.....	5,221,801 00	.	
Ministère de l'agriculture.....	16,476,224 00	74,170 ^f 51 ^c	
Ministère des travaux } Service ordinaire.....	83,680,502 00	.	
publics. } Travaux extraordinaires.....	56,297,668 00	.	
	1,203,916,519 00	74,170 51	
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Finances.....	173,134,076 00	.	787,71
Postes et télégraphes.....	108,978,893 00	.	
Agriculture.....	15,812,027 00	.	
	297,924,996 00	.	737,74
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Finances.....	15,071,000 00	.	
Postes et télégraphes.....	2,870,000 00	.	
Agriculture.....	50,000 00	.	
	17,991,000 00	.	
TOTAUX.....	2,763,400,423 00	74,170 51	737,74

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

Table des crédits (A).

LES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES.		TOTAL.	A REPORTER à la page suivante.	OBSERVATIONS.
Donc ouverte en annuités par des décrets pour buts de concours.	Diminution.			
			1,243,567,928 00	(A) Ces résultats ont été obtenus en tenant compte de différents transports de services à services ordonnés :
		3,000 00	35,668,392 00	1° Par les décrets des 13 novembre 1880 et 11 juin 1881 (transport des services postaux de l'Algérie);
	28,810 95	627 20	13,727,427 20	2° Par le décret du 20 septembre 1881 (transport des services civils de l'Algérie);
	742,628 69	940,395 08	69,478,969 08	3° Par les décrets des 15 décembre 1881 et 9 janvier 1882 (création des ministères des arts, du commerce et de l'agriculture; transport du service des cultes).
			19,387,272 00	
			1,912,760 00	
	60,000 00	542,791 26	570,822,876 26	
			166,776,347 00	
			29,546,606 00	
				(a) Y compris une somme de 919,606 francs pour les frais d'administration du Journal officiel.
	39,500 00	142,291 20	63,759,517 20	
			49,563,443 48	
		91,041 21	24,316,859 73	
	7,692 21	12,950 00	3,234,751 00	
	10,211 64	100,208 88	16,576,432 88	
	63,589 95	1,156,859 53	84,837,361 53	
	105,044 46	433,820 38	56,731,488 38	
	1,157,480 90	3,423,984 74	1,207,340,503 74	
	121,920 68	801,917 48	173,935,993 48	
	106,073 73	1,726,431 94	110,705,324 94	
			15,812,027 00	
	227,994 41	2,528,349 42	300,453,345 42	
			15,071,000 00	
			2,870,000 00	
			50,000 00	
			17,991,000 00	
	1,345,475 31	5,952,334 16	2,769,352,757 16	
	1,400,433 93			

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2^e Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	REPORT de la page précédente.	AUGMENTATION			
		Modifications résultant de lois et de décrets qui ont autorisé des virements de crédits.			
		Virements de ministère à ministère.		Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de soldes.	
		Augmen- tations.	Dimi- nutions.	Augmen- tations.	Dimi- nutions.
Dettes publiques et dotations.	1,243,567,908 ⁰⁰	"	"	674,724 ³²	674,724 ³²
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère de la justice	34,668,392 00	"	"	"	"
Ministère des affaires étrangères	13,727,427 20	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur	69,478,969 08	"	"	"	"
Ministère des finances	19,387,272 00	"	"	"	"
Ministère des postes et des télégraphes	1,912,760 00	"	"	"	"
Ministère de la guerre	570,822,876 26	"	"	334,076 93	334,076 93
Ministère de la marine :					
Service marine	166,776,347 00	"	"	"	132,252 27
Service colonial	29,546,606 00	"	"	143,114 37	10,862 10
Ministère de l'instruction publique et des cultes :					
Service de l'instruction publique	63,759,517 20	"	"	"	"
Service des cultes	49,563,443 48	"	"	"	"
Ministère des arts	24,316,859 73	"	"	"	"
Ministère du commerce et des colonies	5,234,751 00	"	"	"	"
Ministère de l'agriculture.	16,576,432 88	"	"	"	"
Ministère des travaux publics :					
Service ordinaire	84,837,361 53	"	"	"	"
Travaux extraordinaires	56,731,488 38	"	"	"	"
	1,207,340,503 74	"	"	477,191 30	477,191 30
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Finances	173,935,993 48	"	"	"	"
Postes et télégraphes	110,705,324 94	"	"	"	"
Agriculture	15,812,027 00	"	"	"	"
	300,453,345 42	"	"	"	"
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Finances	15,071,000 00	"	"	"	"
Postes et télégraphes	2,870,000 00	"	"	"	"
Agriculture	50,000 00	"	"	"	"
	17,991,000 00	"	"	"	"
	"	"	"	1,151,915 62	1,151,915 62
TOTAUX	2,769,352,757 16	"	"	"	"

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

Montants des crédits. (A) Voir la note A de la page précédente.

MONTANTS RECAPITULATIFS SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET.

Année.	Crédits supplémentaires ouverts par décrets spéciaux à régulariser par la loi.		Crédits reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services.		Crédits pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1881.	TOTALS.	Crédits servant de base au compte définitif du budget ordinaire de l'exercice 1881.
	Augmen- tations.	Dimi- nutions.	Augmen- tations.	Dimi- nutions.			
1880 00	.	.	.	.	.	20,993,978'86	1,264,561,886'86
.	.	.	.	.	8,367'50	1,800,229 41	36,468,621 41
1881 57	.	.	.	.	170,987 46	1,173,760 76	14,901,187 96
1882 25	340,000'00	.	.	.	321,260 83	8,555,053 75	78,034,022 83
1883 00	.	.	.	.	4,146,983 00	4,316,195 60	23,703,467 60
.	.	.	.	.	77,018 00	114,818 00	2,027,578 00
1884 48	.	.	119,136'79	34,200'00	1,608,349 64	74,616,692 02	648,439,568 28
1885 00	.	.	.	.	.	10,675,966 73	177,452,313 73
1886 00	.	.	.	.	222,672 59	4,096,425 92	33,643,031 92
.	.	.	.	.	139,113 92	20,162,610 12	83,922,127 32
1887 31	.	.	.	.	116,352 27	116,517 00	49,679,960 48
1888 11	.	.	16,238 56	.	368,449 32	5,431,597 36	29,748,457 09
.	.	.	.	.	117,116 23	10,227,934 43	15,462,685 43
1889 00	.	.	.	.	1,324 10	2,122,476 15	18,698,909 03
.	.	.	.	.	78,159 63	4,071,919 76	88,909,281 29
1890 02	.	.	.	.	.	8,251,252 32	64,982,740 70
1891 29	340,000 00	.	135,375 35	34,200 00	7,372,154 40	155,733,449 33	1,363,073,953 07
.	.	.	.	.	.	.	.
1892 00	3,300,000 00	.	599,122 08	1,343,818 91	.	4,247,950 17	178,183,943 65
1893 02	.	.	.	.	.	6,211,618 56	116,916,943 50
.	.	.	.	.	.	185,400 00	15,997,427 00
1894 02	3,300,000 00	.	599,122 08	1,343,818 91	.	10,644,968 73	311,098,314 15
.	.	.	.	.	.	.	.
.	.	.	.	.	.	665,000 00	15,736,000 00
.	.	.	.	.	.	1,090,258 01	3,960,258 01
.	.	.	.	.	.	.	50,000 00
.	.	.	.	.	.	1,755,258 01	19,746,258 01
1895 12	3,640,000 00	.	734,497 43	1,378,018 91	.	.	.
.	3,640,000'	.	A déd. 643,521'48	.	7,372,154 40	189,127,654 93	2,958,480,412 09

TABLEAU C.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECE

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits const.
CONTRIBUT			
Contribution foncière.....	174,300,000' 00"	174,436,15	
Contribution personnelle et mobilière.....	61,717,500 00	62,075,39	
Contribution des portes et fenêtres.....	42,556,500 00	42,853,15	
Contribution des patentes.....	100,230,300 00	96,317,03	
Taxe de premier avertissement. (Portion imputable sur les fonds généraux.).....	594,000 00	597,89	
TOTAUX.....	379,398,300 00	376,279,63	
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES			
Taxe sur les biens de mainmorte (y compris deux décimes et demi).....	5,240,000' 00"	5,496,57	
Redevance des mines.....	2,200,000 00	2,728,42	
Droit de vérification des poids et mesures.....	4,096,000 00	4,330,97	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....	259,000 00	256,65	
Contributions sur les chevaux et les voitures.....	9,232,670 00	9,768,14	
Taxe sur les billards publics et privés.....	1,000,000 00	1,029,85	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.....	1,380,000 00	1,460,18	
TOTAUX.....	23,407,670 00	25,100,82	
ENREGISTREMENT, TI			
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	523,516,000' 00"	571,199,01	
Droit de timbre.....	140,467,000 00	155,360,05	
	663,983,000 00	726,559,07	
Produits du domaine autre que le produit forestier.	Revenus du domaine autre que le domaine forestier.....	2,690,000 00	2,110,53
	Recouvrement de rentes et de créances.....	40,000 00	100,59
	Aliénation d'objets mobiliers.....	7,570,700 00	8,436,47
	Aliénation d'immeubles.....	3,500,000 00	4,613,54
	Successions en déshérence, épaves, biens vacants	1,200,000 00	1,416,75
	Produit de l'échange des terrains et bâtiments domaniaux provenant des anciennes fortifications de Sedan.....	.	37
		15,000,700 00	16,678,32
TOTAUX.....	678,983,700 00	743,237,46	
PROI			
Produits des coupes de bois.....	30,835,600' 00"	25,616,07	
Produits divers.....	5,857,000 00	3,580,46	
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,140,000 00	1,101,87	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	270,000 00	275,46	
TOTAUX.....	38,102,600 00	30,573,86	

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

RÉCAPITULÉ.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Instrumente d'entrée sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
RECETTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)				
2,136,156 ^f 07 ^c	"	136,156 ^f 07 ^c	"	274,436,156 ^f 07 ^c
6,775,390 00	"	357,890 00	"	62,075,390 00
2,653,157 58	"	296,657 58	"	42,853,157 58
6,317,034 66	"	"	3,913,265 ^f 34 ^c	96,317,034 66
597,896 46	"	3,896 46	"	597,896 46
3,679,634 77	"	794,600 11	3,913,265 34	376,279,634 77
		3,118,665 ^f 23 ^c		
DIRECTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)				
5,496,579 ^f 28 ^c	"	256,579 ^f 28 ^c	"	5,496,579 ^f 28 ^c
2,728,424 99	"	528,424 99	"	2,728,424 99
4,330,979 39	"	234,979 39	"	4,330,979 39
286,657 00	"	27,657 00	"	286,657 00
9,768,149 99	"	535,479 99	"	9,768,149 99
1,029,853 00	"	29,853 00	"	1,029,853 00
1,460,180 59	"	80,180 59	"	1,460,180 59
25,100,824 24	"	1,693,154 24	"	25,100,824 24
		1,693,154 ^f 24 ^c		
DOMAINES.				
2,044,375 ^f 36 ^c	150,644 ^f 63 ^c	47,532,375 ^f 36 ^c	"	571,048,375 ^f 36 ^c
22,361,054 24	"	14,893,054 24	"	155,360,054 24
726,408,429 60	150,644 63	62,425,429 60	"	726,408,429 60
		64,425,429 ^f 60 ^c		
2,052,633 22	57,906 25	"	637,366 ^f 78 ^c	2,052,633 22
100,041 62	548 44	60,041 62	"	100,041 62
8,421,044 31	15,368 88	850,404 31	"	8,421,044 31
1,882,503 19	2,731,088 51	"	1,617,496 81	1,882,503 19
1,338,193 11	78,565 77	138,193 11	"	1,338,193 11
375 36	"	375 36	"	375 36
13,794,850 81	2,883,477 85	1,049,014 40	2,254,863 59	13,794,850 81
		1,205,849 ^f 19 ^c		
740,203,280 41	3,034,122 48	63,474,444 00	2,254,863 59	740,203,280 41
		61,219,580 ^f 41 ^c		
FORÊTS.				
25,574,447 ^f 61 ^c	41,628 ^f 86 ^c	"	5,261,152 ^f 39 ^c	25,574,447 ^f 61 ^c
3,502,508 60	77,910 65	"	2,354,491 40	3,502,508 60
1,060,882 36	40,297 44	"	79,117 64	1,060,882 36
275,980 69	"	5,980 ^f 69 ^c	"	275,980 69
30,413,819 26	159,836 95	5,980 69	7,694,761 43	30,413,819 26
		7,688,780 ^f 74 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.		ST.	
		évaluations des produits.	Produits récoltés des droits con-
Droits de douanes à l'importation.	Marchandises diverses.....	220,287,000 ^f 00 ^e	266,722,14
	Sucres.....	27,350,000 00	17,267,23
	des colonies françaises.....	22,612,000 00	43,369,88
	étrangers.....		
Droits de douanes à l'exportation.....		249,000 00	98,88
Droit de statistique.....		6,279,000 00	6,576,19
Droits de navigation.....		7,030,000 00	7,674,72
Droits et produits divers de douanes.....		3,570,000 00	4,361,29
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.		17,971,000 00	19,668,29
TOTAUX.....		305,348,000 00	365,739,65

		CONTRIBUT.	
Droits sur les boissons.....		350,858,000 ^f 00 ^e	416,003,75
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.		14,820,000 00	12,768,30
Droit sur le sucre indigène.....		86,292,600 00	75,388,95
Droit sur les allumettes.....		16,215,000 00	16,334,10
Droit sur le papier.....		15,265,000 00	14,952,64
Droit sur l'huile minérale.....		389,000 00	77,54
Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales.....		3,896,000 00	3,564,56
Droit sur la stéarine et les bougies.....		7,827,000 00	8,377,58
Droit de consommation des vinaigres et de l'acide acétique.....		2,095,000 00	2,696,81
Droit sur la dynamite.....		670,000 00	1,439,84
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des marchandises, par chemins de fer, en grande vitesse.....		72,983,000 00	87,755,11
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des marchandises par autres voitures publiques.....		6,316,000 00	4,657,50
Produit de l'impôt de 5 p. o/o sur les transports, par chemins de fer, en petite vitesse.....			21
Droits divers et recettes à différents titres.....		42,357,000 00	42,988,77
Produit de la vente des tabacs.....		335,217,000 00	353,647,00
Produit de la vente des poudres à feu.....		13,544,000 00	14,998,80
TOTAUX.....		968,644,600 00	1,055,255,77

		PRODUITS DES P.	
		1 ^e P.	
Produit de la taxe des lettres, journaux et imprimés, du droit de transport des valeurs déclarées et cotées et solde des comptes avec les offices étrangers.....		106,461,000 ^f 00 ^e	118,747,77
Droit perçu sur les envois d'argent.....		3,994,000 00	4,847,77
Taxes perçues par l'État pour le transport des colis postaux....		36 50	
Recettes diverses et accidentelles.....		37,000 00	44,000 00
TOTAUX.....		110,492,036 50	123,639,54

DEBITES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Instrumente d'ordonne sur chèque constaté.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
25,722,140' 41°	"	46,435,140' 41°	"	266,722,140' 41°
17,267,230 64	"	"	10,082,709' 36°	17,267,230 64
43,369 22	"	20,757,889 22	"	43,369,889 22
98,885 20	"	"	150,114 80	98,885 20
6,576,195 00	"	297,195 00	"	6,576,195 00
7,674,721 02	"	644,721 02	"	7,674,721 02
3,738,988 64	623,307' 21°	168,988 64	"	3,738,988 64
19,668,294 64	"	1,697,294 64	"	19,668,294 64
365,116,344 77	623,307 21	70,001,228 93	10,232,884 16	365,116,344 77
		59,768,344' 77°		

RECETTES.				
14,548,858' 24°	1,376,901' 44°	63,768,858' 24°	"	414,626,858' 24°
12,768,307 49	"	"	2,051,692' 51°	12,768,307 49
75,298,645 53	90,305 57	"	10,993,954 47	75,298,645 53
16,139,245 59	194,861 49	"	75,754 41	16,139,245 59
14,572,066 45	380,577 96	"	692,933 55	14,572,066 45
77,545 95	"	"	311,454 05	77,545 95
3,368,328 51	233 75	"	527,671 49	3,368,328 51
8,375,289 72	2,290 55	548,289 72	"	8,375,289 72
2,692,824 51	4,058 33	597,824 51	"	2,692,824 51
1,439,868 86	"	869,868 86	"	1,439,868 86
87,252,319 46	502,830 65	14,269,319 46	"	87,252,319 46
4,551,422 71	6,153 41	"	1,764,577 29	4,551,422 71
"	280 54	"	"	"
41,513,214 87	1,475,557 54	"	843,785 13	41,513,214 87
353,517,770 30	29,274 81	18,300,770 30	"	353,517,770 30
14,996,728 49	1,947 00	1,452,728 49	"	14,996,728 49
1,051,190,436 68	4,065,273 04	99,807,659 58	17,261,822 90	1,051,190,436 68
		82,545,836' 68°		

TÉLÉGRAPHES.				
118,747,229' 02°	"	12,286,229' 02°	"	118,747,229' 02°
4,847,226 27	"	853,226 27	"	4,847,226 27
36 50	"	"	"	36 50
44,083 08	404' 00°	7,083 08	"	44,083 08
123,638,574 87	404 00	13,146,538 37	"	123,638,574 87
		13,146,538' 37°		

PRODUITS ET REVENUS.		
	Évaluations des produits.	Produit réalisé des droits-mun.

Suite des PRODUITS DES P		
	2° PR	
Recettes des bureaux télégraphiques en France.....	23,706,000 ^f 00 ^e	26,349,1
Recettes encaissées pour le compte de la France par des offices étrangers.....	1,789,000 00	1,371,4
Remboursement par les compagnies de chemins de fer de frais de surveillance de leur télégraphie.....	923,000 00	696,1
Recettes diverses et accidentelles.....	590,000 00	938,1
	27,008,000 00	29,375,4
TOTAL.....	137,500,036 50	153,014,1

	I	
Impôt de 3 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.....	37,798,000 ^f 00 ^e	44,485,1
Produits universitaires.....	4,571,310 00	4,493,1
Produit des amendes et condamnations pécuniaires.....	8,233,296 00	7,877,1
Produits et revenus de l'Algérie.....	28,723,500 00	30,958,1
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	19,635,000 00	21,579,1
TOTAL des divers revenus.....	98,961,106 00	109,365,1

	PR	
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles (5 dixièmes).....	78,029 ^f 00 ^e	58,1
Produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes).....	58,500 00	67,1
Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale (1 dixième).....	16,585 00	58,1
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations.....	4,626,000 00	4,008,1
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat.....	3,277,262 00	5,359,1
Produit de la rente de l'Inde.....	1,040,000 00	919,1
Contingent à verser au trésor par la Cochinchine.....	2,200,000 00	2,200,1
Produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	1,250,000 00	970,1
Taxe des brevets d'invention.....	1,831,495 00	2,068,1
Pensions, trousseaux et revenus divers des élèves des écoles du gouvernement.....	2,239,931 00	1,913,1
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé dé- missionnaires.....	28,000 00	26,1
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	33,807 00	36,1
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'Etat.....	(A) 2,340,570 51	2,117,1

(A) Y compris une plus-value de 74,170 fr. 51, provenant des produits consommés en nature dans les ét
ments spéciaux régis par l'Etat. (Voir la note D des tableaux modificatifs des prévisions de recettes et de de
du budget ordinaire de l'exercice 1881).

DÉBIT.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Insuffisance constatée.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.

DES TÉLÉGRAPHES.

DES TÉLÉGRAPHES.

4,369,820' 37"	"	2,663,820' 37"	"	26,369,820' 37"
171,052 33	"	"	417,947' 67"	1,371,052 33
67,040 77	79,075' 00"	"	305,959 23	617,040 77
28,002 75	102,499 52	246,002 75	"	836,002 75
29,916 22	181,574 52	2,909,823 12	723,906 90	29,193,916 22
		2,185,916' 22"		
20,12,491 09	181,978 52	16,056,361 49	723,906 90	182,832,491 09
		15,332,454' 59"		

DES.

4,465,737' 02"	"	6,667,737' 02"	"	44,465,737' 02"
4,493,790 98	"	"	77,519' 02"	4,493,790 98
7,777' 94	"	"	355,534 06	7,777' 94
19,572,023 03	1,386,907' 95"	848,523 03	"	29,572,023 03
21,579,197 31	"	1,944,197 31	"	21,579,197 31
27,978,510 28	1,386,907 95	9,450,457 36	433,053 08	107,978,510 28
		9,017,404' 23"		

DES.

10,180' 73"	"	"	19,848' 27"	58,180' 73"
67,264 16	"	10,764' 16"	"	67,264 16
566,222 36	"	566,222 36	"	566,222 36
4,008,771 25	"	"	617,228 75	4,008,771 25
5,359,511 91	"	2,082,249 91	"	5,359,511 91
919,049 80	"	"	120,950 20	919,049 80
2,200,000 00	"	"	"	2,200,000 00
970,561 95	"	"	279,438 06	970,561 95
2,068,515 00	"	237,020 00	"	2,068,515 00
1,923,286 51	"	"	326,644 49	1,923,286 51
26,021 64	"	"	1,978 36	26,021 64
36,190 65	"	2,383 65	"	36,190 65
2,117,871 04	"	"	222,699 47	2,117,871 04

PRODUITS ET REVENUS.	1871	
	Évaluations des produits.	Produit résultant des droits comm.
Suite des PRODUITS		
Revenus des lazarets et établissements sanitaires.....	948,000 ⁰⁰	1,136,38
Droit de visite du bétail importé en France.....	200,000 00	149,50
Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères.....	250 00	11
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre.....	4,698,360 00	3,992,11
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	10,585 00	10,5
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés.....	463,321 00	159,9
Portion des dépenses de la garde républicaine remboursée à l'État par la ville de Paris.....	3,176,929 00	2,574,0
Versements des engagés conditionnels d'un an.....	7,125,000 00	7,195,5
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	440,780 00	440,7
Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale.....	358,000 00	435,4
Produit de la vente des publications du Gouvernement.....	135,000 00	168,4
Produit du concours général d'animaux de boucherie.....	43,500 00	42,3
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées.....	38,000 00	45,2
Produit des moulages de l'école des beaux-arts (25 p. o/o)..... (A)	"	1,7
Produits des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres.....	100,000 00	106,7
Revenus ordinaires de l'académie de France à Rome.....	3,326 00	7,5
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires.....	600,000 00	400,0
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés.....	6,000,000 00	5,254,3
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (20 p. o/o).....	60,000 00	55,2
Intérêts de sommes avancées à la compagnie des messageries maritimes.....	50,833 00	24,4
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes..	33,200 00	40,4
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public..... (B)	5,140,433 93	5,140,4
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan.....	250,000 00	250,0
Restitutions au trésor.....	46,585 00	30,4
Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans..	98,912 00	419,8
Produits de compensation de valeurs données en paiement de dépenses publiques..... (C)	1 24	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères.....	6,711,914 00	2,068,3
Produit de l'exploitation en régie du Journal officiel..... (D)	758,500 00	1,010,0
Reversements par les compagnies des chemins de fer pour provisions perçues en trop..... (E)	2,423,627 36	2,423,4
Remboursement en trop payé sur annuités provisoires afférentes à la pose des doubles voies sur les chemins de fer..... (F)	338,436 13	338,4
Remboursement de dépenses budgétaires faites à titre d'avances au gouvernement beylical..... (G)	528,954 20	528,9
Remboursement de traitements et frais afférents au contrôle par le ministère de la guerre des fabriques de dynamite..... (H)	3,833 33	3,8
Reversements des subventions allouées par la Légion d'honneur aux pensionnaires militaires dont les pensions ont été complétées par la loi du 18 août 1881..... (I)	335,225 49	335,2
Recettes accessoires du service de trésorerie..... (J)	382,152 57	382,1
Produit net des prises sur l'ennemi..... (K)	9,056 50	9,0

(A) L'évaluation de 2,000 francs, qui figurait aux produits primitifs a été annulée par la loi du 29 juillet 1881, mais il a été recouvré, antérieurement à cette loi, des recettes montant à 1,721 fr. 59 qui doivent figurer au compte définitif de l'exercice 1881.

A DÉBITER.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Mouvements efficiens sur des constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.

URS

1,136,383' 52"	"	188,383' 52"	"	50,491' 25"	1,136,383' 52"
149,508 75	"	"	"	"	149,508 75
188 75	"	"	"	61 25	188 75
1,992,160 16	"	"	"	706,199 84	3,992,160 16
10,521 59	"	"	"	63 41	10,521 59
159,946 22	"	"	"	303,374 78	159,946 22
2,574,032 69	"	"	"	602,896 31	2,574,032 69
7,195,500 00	"	70,500 00	"	"	7,195,500 00
440,779 74	"	"	"	0 26	440,779 74
435,411 00	"	77,411 00	"	"	435,411 00
168,437 55	"	33,437 55	"	"	168,437 55
42,355 25	"	"	"	1,144 75	42,355 25
45,243 73	"	7,243 73	"	"	45,243 73
1,721 59	"	1,721 59	"	"	1,721 59
106,748 95	"	6,748 95	"	"	106,748 95
7,533 18	"	4,207 18	"	"	7,533 18
400,022 39	"	"	"	199,977 61	400,022 39
5,254,326 51	"	"	"	745,673 49	5,254,326 51
55,294 76	"	"	"	4,705 24	55,294 76
24,170 57	"	"	"	26,662 43	24,170 57
40,493 00	"	7,293 00	"	"	40,493 00
5,140,433 93	"	"	"	"	5,140,433 93
250,000 00	"	"	"	"	250,000 00
30,435 20	"	"	"	16,149 80	30,435 20
449,970 54	"	351,058 54	"	"	449,970 54
1 24	"	"	"	"	1 24
2,068,308 03	"	"	"	4,643,605 97	2,068,308 03
1,010,955 53	"	252,455 53	"	"	1,010,955 53
2,423,627 36	"	"	"	"	2,423,627 36
338,436 13	"	"	"	"	338,436 13
528,954 20	"	"	"	"	528,954 20
3,833 33	"	"	"	"	3,833 33
335,225 49	"	"	"	"	335,225 49
382,152 57	"	"	"	"	382,152 57
9,056 50	"	"	"	"	9,056 50

4. Voir note 2 des tableaux modificatifs des prévisions des recettes et des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1981.

Évaluation faite par la loi du 28 décembre 1880 considérée comme faisant partie du budget primitif.

1, I, F, G, H, I, J, K) Voir note C (*idem*).

PRODUITS ET REVENUS.		SITU	
		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés
Suite des PROD			
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor.	Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.....	500 ^f 00 ^e	
	Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances..	400,000 00	211,367
	Reversements des associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1843.).....	10,000 00	20,88
	Intérêts et frais provenant des prêts faits au commerce et à l'industrie. (Loi du 1 ^{er} août 1860.).....	250,000 00	265,921
	Redevance de la vallée d'Andorre.....	960 00	96
Recettes accidentelles à différents titres.....		(A) 1,946,060 54	2,681,111
TOTAUX.....		63,138,415 80	58,720,441

PRÉLÈVEMENTS SUR			
DÉGRÈVEMENT SUR LES SUCRES.			
(Loi du 19 juillet 1880.)			
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1877 évalué au budget primitif de 1881.....	26,834,065 ^f 38 ^e		26,834,065
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878 évalué au budget primitif de 1881.....	32,775,334 62		32,775,334
DÉGRÈVEMENT SUR LES VINS, CIDRES, POIRÉS ET HYDROMELS.			
(Loi du 19 juillet 1880.)			
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878 évalué au budget primitif de 1881.....	16,105,995 54		16,105,995
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 évalué au budget primitif de 1881.....	4,894,004 46		4,894,004
TOTAL.....	80,609,400 00		80,609,400

RÉCAPITULATION DES RECE			
Contributions directes. (Fonds généraux.).....	3 9,398,300 ^f 00 ^e		376,279,631
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds gé- néraux.).....	23,407,670 00		25,100,821
Produits des domaines (autres que le domaine forestier).....	15,000,700 00		16,678,321
Produits des forêts.....	38,102,600 00		30,573,651
Impôts et revenus indirects.	Enregistrement.....	523,516,000 00	571,199,011
	Timbre.....	140,467,000 00	155,360,051
	Douanes.....	305,348,000 00	365,739,651
	Contributions indirectes.....	968,644,600 00	1,055,255,709
	Produits des postes.....	110,492,036 50	123,638,977
	Produits des télégraphes.....	27,008,000 00	29,375,499
	Impôt de 3 p. 0/0 sur le revenu des va- leurs mobilières.....	37,798,000 00	44,455,731
Divers revenus.....	Produits universitaires.....	4,571,310 00	4,493,799
	Produits des amendes et condamnations pécuniaires.....	8,233,296 00	7,877,761
	Produits et revenus de l'Algérie.....	28,723,500 00	30,958,939
	Retenues et autres produits perçus en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	19,635,000 00	21,579,197
Produits divers.....	63,138,415 80		58,720,445
		2,693,484,428 30	2,917,287,223

(A) Voir note E (*idem*).

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenus affaiblis sur droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
.	.	.	500' 00"	.
111,367' 11"	.	.	188,632 89	211,367 11
30,880 17	.	10,880' 17"	.	30,880 17
66,920 38	.	15,920 38	.	265,920 38
960 00	.	.	.	960 00
281,116 07	.	735,055 53	.	2,681,116 07
4,720,445 68	.	4,660,956 75	9,078,926 87	58,720,445 68
		4,417,970' 12"		

RECETTES 1877, 1878 ET 1879.

4,134,065' 38"	.	.	.	26,834,065' 38"
31,775,334 62	.	.	.	32,775,334 62
18,105,995 54	.	.	.	18,105,995 54
4,894,004 46	.	.	.	4,894,004 46
40,609,400 00	.	.	.	80,609,400 00

BUDGET ORDINAIRE.

3,627,634' 77"	.	.	3,118,665' 23"	376,279,634' 77"
25,100,824 24	.	1,693,154' 24"	.	25,100,824 24
13,794,850 81	2,883,477' 85"	.	1,205,849 19	13,794,850 81
30,413,819 26	159,836 95	.	7,688,780 74	30,413,819 26
571,048,375 36	150,644 83	47,532,375 36	.	571,048,375 36
155,360,054 24	.	14,893,054 24	.	155,360,054 24
365,116,344 77	623,307 21	59,768,344 77	.	365,116,344 77
1,051,190,436 68	4,065,273 04	82,545,836 68	.	1,051,190,436 68
123,638,574 87	404 00	13,146,538 37	.	123,638,574 87
29,193,916 22	181,574 52	2,185,916 22	.	29,193,916 22
44,455,737 02	.	6,657,737 02	.	44,455,737 02
4,493,790 98	.	.	77,519 02	4,493,790 98
7,877,761 94	.	.	355,534 06	7,877,761 94
29,572,023 03	1,386,907 95	848,523 03	.	29,572,023 03
21,579,197 31	.	1,944,197 31	.	21,579,197 31
58,720,445 68	.	.	4,417,970' 12	58,720,445 68
2,907,835,787 18	9,451,426 15	231,215,677 24	16,864,318 36	2,907,835,787 18

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
Suite de la RÉCAPITULATION DES RECES			
Prélèvements sur les exercices 1877, 1878 et 1879.	Dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880. — Prélèvement sur l'excédent de l'exercice 1877 évalué au budget primitif de 1881.).....	26,834,065 ^f 38 ^c	26,834,06
	Dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880. — Prélèvement sur l'excédent de l'exercice 1878 évalué au budget primitif de 1881.).....	32,775,334 62	32,775,33
	Dégrèvement sur les vins, cidres, poirés et hydromels. (Loi du 19 juillet 1880. — Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878 évalué au budget primitif de 1881.).....	16,105,995 54	16,105,99
	Dégrèvement sur les vins, cidres, poirés et hydromels. (Loi du 19 juillet 1880. — Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 évalué au budget primitif de 1881.).....	4,884,004 46	4,894,00
	TOTAUX.....	2,774,093,828 30	2,997,896,61
Fonds reportés de l'exercice 1880. (Cadastré.).....		737,729 72	.....
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,774,831,558 02	.....

TABLEAU D.

RÉSULTAT DU BUI

RECETTE.			
Fonds généraux reportés de l'exercice 1880. (Cadastré.).....			737,729 72
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget ordinaire de l'exercice 1881 :			
Contributions directes. (Fonds généraux.).....	376,279,634 ^f 77 ^c		
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).....	25,100,824 24		
Produits des domaines (autre que le domaine forestier).....	13,794,850 81		
Produits des forêts.....	30,413,819 26		
Impôts et revenus indirects.....	2,295,547,702 14		
Divers revenus.....	107,978,510 28		
Produits divers.....	58,720,445 68		
	2,907,835,787 18		2,907,835,78
Prélèvements sur les exercices 1877, 1878 et 1879. (Loi du 19 juillet 1880) :			
Dégrèvement sur les sucres. (Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1877.).....	26,834,065 38		
Dégrèvement sur les sucres. (Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878.).....	32,775,334 62		
Dégrèvement sur les vins, cidres, poirés et hydromels. (Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878.).....	46,105,995 54		
A reporter.....	105,715,395 54		2,908,573,51

RENTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Augmentations effectuées sur débite constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
4,834,065' 38°	"	"	"	26,834,065' 38°
2,75,334 62	"	"	"	32,775,334 62
4,105,995 54	"	"	"	16,105,995 54
4,894,004 46	"	"	"	4,894,004 46
2,988,445,187 18	9,451,426' 15°	231,215,677' 24°	16,864,318' 36°	2,988,445,187 18
		214,351,358' 88°		
				733,729 72
				2,989,182,916 90

BILAN DE L'EXERCICE 1881.

Reports	106,715,395' 54°	2,908,573,516' 90°
Augmentement sur les vins, cidres, poirés et hydromels. (Prélevement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879.)	4,894,004 46	
	80,609,400 00	80,609,400 00
A déduire :		2,989,182,916 90
Revenus transportés au budget ordinaire de l'exercice 1882. (Solde.)	807,938 66	
TOTAL de la recette.	2,988,374,978 24	2,988,374,978 24
DÉPENSE.		
Revenus effectués sur les droits constatés à la charge du budget de l'exercice 1881 :		
Rece publique et dotations	1,254,261,596' 01°	
Services généraux des ministères	1,304,950,460 64	
Bois de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	307,543,384 40	
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes	14,648,034 26	
TOTAL de la dépense.	2,881,403,475 31	2,881,403,475 31
Excédent de recette du budget ordinaire		106,971,502 93

TABEAU E.

Règlement définitif des d

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Règlement définitif des d	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services — Droits co- au pr des créa- de l'i
MINE			
Uniq.	Frais d'émission et de négociation des rentes 3 p. o/o amortissables à émettre pour les besoins de 1880.....	961,613 ⁴² *	961,
MINI			
Uniq.	Subventions aux chemins vicinaux de l'Algérie.....	697,000 ⁰⁰ *	697,
MINISTÈRE DES P			
Uniq.	Établissement de lignes télégraphiques souterraines.....	11,073,521 ⁹⁹ *	11,073,
MINISTÈRE			
1	Approvisionnements et armements. — Artillerie.....	58,254,517 ⁵⁰ *	58,254,
2	Génie.....	32,897,903 55	32,897,
3	Substances militaires.....	8,038,632 67	8,038,
4	Hôpitaux et ambulances militaires.....	5,016,376 48	5,016,
5	Remonte et harnachement.....	997,755 00	997,
6	Habillement.....	7,216,083 57	7,216,
7	Transports généraux.....	1,174,235 13	1,174,
8	Dépôts de la guerre.....	"	"
TOTAUX.....		113,595,483 47	113,59
MINISTÈRE			
1	Matériel naval.....	17,077,105 ¹³ *	17,077,
2	Travaux des ports.....	729,999 91	729,
3	Constitution d'un stock de vivres dans les arsenaux.....	"	"
4	Formation d'un approvisionnement de sacs et d'équipements..	"	"
5	Travaux de fortifications aux colonies.....	15,220 88	15,
6	Construction des chemins de fer du Sénégal.....	6,020,369 09	6,020,
TOTAUX.....		23,842,695 01	23,842,

BUDGETAIRE.

budget extraordinaire de l'exercice 1881.

Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

FINANCES.

961,613' 42°	.	.	.	961,613' 42°
--------------	---	---	---	--------------

RENTIÈREUR.

697,000' 00°	.	.	.	697,000' 00°
--------------	---	---	---	--------------

DES TÉLÉGRAPHES.

11,073,521' 99°	.	.	.	11,073,521' 99°
-----------------	---	---	---	-----------------

CHASSE.

58,254,517' 07°	.	.	.	58,254,517' 07°
32,897,903 55	.	.	.	32,897,903 55
8,038,632 67	.	.	.	8,038,632 67
5,016,376 48	.	.	.	5,016,376 48
997,755 00	.	.	.	997,755 00
7,216,063 57	.	.	.	7,216,063 57
1,174,235 13	.	.	.	1,174,235 13
.	.	.	.	.
113,595,483 47	.	.	.	113,595,483 47

MAIRIE.

17,077,105' 13°	.	.	.	17,077,105' 13°
729,999 91	.	.	.	729,999 91
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
15,220 88	.	.	.	15,220 88
6,020,369 09	.	.	.	6,020,369 09
23,842,695 01	.	.	.	23,842,695 01

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés	
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépense résultant des services — Droits et au profit des cré- dits de l'
MINI			
1	Postes.....	1,992,628 ¹⁰	1,992
2	Divers ministères.....	6,677,839 50	6,677
3	Bibliothèque nationale.....	"	"
4	Monuments incendiés.....	96,786 30	96
TOTAUX.....		8,767,253 90	8,767
MINI			
1	Personnel de l'administration centrale attaché aux travaux extraordinaires.....	44,899 ⁶⁶	44
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	1,680 00	1
3	Études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.....	1,994,294 12	1,994
4	Travaux extraordinaires en Algérie.....	913,058 91	913
TOTAUX.....		2,953,932 69	2,953
MINISTÈRE			
1	Personnel de l'administration centrale attaché aux services des travaux extraordinaires.....	300,626 ³³	300
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	111,170 41	111
3	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,193,448 41	1,193
4	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	22,604 16	22
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,914,957 60	1,914
6	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées atta- chés aux services des travaux extraordinaires.....	860,292 00	860
7	Amélioration des rivières.....	26,531,628 48	26,531
8	Établissement, amélioration des canaux de navigation.....	41,120,753 56	41,120
9	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	36,055,441 89	36,055
10	Études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.....	"	"
11	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	188,803,827 94	188,803
12	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	600,000 00	600
13	Rachat de lignes de chemins de fer.....	27,468,739 69	27,468

BUDGET.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

CHATS.

992,628 ^f 10 ^c	"	"	"	1,992,628 ^f 10 ^c
67,839 50	"	"	"	6,677,839 50
"	"	"	"	"
96,786 30	"	"	"	96,786 30
8,767,253 90	"	"	"	8,767,253 90

AGRICULTURE.

44,899 ^f 66 ^c	"	"	"	44,899 ^f 66 ^c
1,680 00	"	"	"	1,680 00
1,994,294 12	"	"	"	1,994,294 12
913,058 91	"	"	"	913,058 91
2,953,932 69	"	"	"	2,953,932 69

CHATS PUBLICS.

300,626 ^f 33 ^c	"	"	"	300,626 ^f 33 ^c
111,170 91	"	"	"	111,170 91
1,193,448 41	"	"	"	1,193,448 41
22,604 16	"	"	"	22,604 16
1,914,957 60	"	"	"	1,914,957 60
860,292 00	"	"	"	860,292 00
26,531,628 48	"	"	"	26,531,628 48
41,120,753 56	"	"	"	41,120,753 56
36,055,441 89	"	"	"	36,055,441 89
"	"	"	"	"
188,803,877 94	"	"	"	188,803,877 94
600,000 00	"	"	"	600,000 00
27,468,739 69	"	"	"	27,468,739 69

CHA- PIÈRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépense résultant de services — Droits au p. des cré- de l'

Suite du MINISTÈRE

14	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 11 juin 1878.....	62,588,582 ¹ / ₄₆	62,588,
15	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 11 juin 1878.....	7,145,325 83	7,145,
16	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation provisoire des chemins de fer rachetés par l'État (loi du 11 juin 1878) et approvisionnement pour l'ouverture des lignes achevées....	40,000 00	40,
17	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés depuis la loi du 18 mai 1878 (loi diverses) et des lignes revenues à l'État à la suite de déchéances définitives.....	591,221 84	591,
18	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés et placés sous le séquestre administratif.....	27,999 13	27,
19	Travaux à exécuter d'office sur les lignes concédées, sauf règlement définitif.....	"	"
19 bis	Remboursement aux compagnies rachetées des frais d'achèvement des lignes et liquidation du compte spécial du séquestre administratif.....	4,734,573 52	4,734,
20	Reconstruction de l'hôtel des postes.....	"	"
21	Installation et agrandissement de divers ministères.....	"	"
22	Agrandissement et isolement de la Bibliothèque nationale.....	"	"
23	Remboursement en capital des avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et établissements de crédit en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes.....	135,109,228 61	135,109,
24	Réparation des monuments incendiés.....	"	"
25	Travaux ordinaires en Algérie (routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés, ports, etc.).....	3,900,925 87	3,900,
TOTAUX.....		539,121,398 23	539,121,

RÉCAPITULATION

Ministère des finances.....	961,613 ¹ / ₄₂	961,
Ministère de l'intérieur.....	697,000 00	697,
Ministère des postes et des télégraphes.....	11,073,521 99	11,073,
Ministère de la guerre.....	113,595,483 47	113,595,
Ministère de la marine.....	23,842,695 01	23,842,
Ministère des arts.....	8,767,253 90	8,767,
Ministère de l'agriculture.....	2,953,932 69	2,953,
Ministère des travaux publics.....	539,121,398 23	539,121,
TOTAUX.....	701,012,898 71	701,012,

REVENUS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur la ordonnance des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

6,588,582 ^f 46 ^c	.	.	.	62,588,582 ^f 46 ^c
7,145,325 83	.	.	.	7,145,325 83
40,000 00	.	.	.	40,000 00
591,221 84	.	.	.	591,221 84
27,999 13	.	.	.	27,999 13
.	.	.	.	.
4,734,573 52	.	.	.	4,734,573 52
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
135,109,228 61	.	.	.	135,109,228 61
.	.	.	.	.
3,900,925 87	.	.	.	3,900,925 87
29,121,398 23	.	.	.	539,121,398 23

BET EXTRAORDINAIRE.

961,613 ^f 42 ^c	.	.	.	961,613 ^f 42 ^c
697,000 00	.	.	.	697,000 00
11,073,521 99	.	.	.	11,073,521 99
113,595,483 47	.	.	.	113,595,483 47
23,842,695 01	.	.	.	23,842,695 01
8,767,253 90	.	.	.	8,767,253 90
2,953,932 69	.	.	.	2,953,932 69
539,121,398 23	.	.	.	539,121,398 23
701,012,898 71	.	.	.	701,012,898 71

TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES I

TABLEAU F.

1° Résultats généraux

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUA- TIONS des RESSOURCES destinées à faire face aux crédits du budget primitif. (Loi du 9 août 1881.)	ÉVALUATIONS COM- PLÉMENTAIRES des ressources destinées à faire face aux crédits complémentaires du budget primitif.	TOTAL des ÉVALUATIONS du budget primitif.	ÉVALUA- TIONS ÉGALES aux crédits ouverts par des lois.	AUGMEN- T de ÉVALUA- TIONS de re- par de re- de ce d'autres
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	
Ressources provenant de la pre- mière partie du compte de liqui- dation.	"	"	"	"	(117
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	"	"	"	(c) 1,920,000	(117 23,060
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881)	"	"	"	"	(117 416,572
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante...	(A) 451,326,000	(B) 191,478,502 61	642,804,502 61	"	
Produit de fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.	"	"	"	"	
TOTAUX.....	451,326,000	191,478,502 61	642,804,502 61	1,920,000	439,749 Augment. 441,669

(A) Loi du 9 août 1881.....	451,326,000
(B) Loi du 9 août 1881.....	191,478,502 61
Loi du 22 août 1881.....	24,816,523 00
(C) Loi du 29 juillet 1881.....	1,780,000 00
Loi du 21 décembre 1881.....	140,000 00
(D) Décret du 23 février 1881. (Report de 1880.)	19,360,000 00
(E) Décret du 21 janvier 1881.....	28 08
Décret du 3 février 1880.....	3,700,000 00
Décret du 10 janvier 1883.....	
(F) Report de l'exercice 1879 :	
Décret du 11 janvier 1881.....	25,400,000 00
Décret du 24 janvier 1881.....	28,391,070 94
Décret du 24 janvier 1881.....	54,603,102 49
Décret du 2 avril 1881.....	40,000 00
Décret du 14 juin 1881.....	22,873,389 78
Décret du 19 septembre 1881.....	8,576 92
Décret du 27 février 1882.....	12,688,358 96
Décret du 29 mars 1882.....	3,907,149 19
Report de l'exercice 1880 :	
Décret du 12 janvier 1881.....	179,800,000 00
Décret du 8 février 1881.....	1,110,464 99
Décret du 18 février 1881.....	8,700,000 00
Décret du 7 juillet 1881.....	50,000 00
Décret du 9 juillet 1881.....	7,190,000 00
Décret du 22 août 1881.....	12,038,745 96
Décret du 11 octobre 1882.....	262,027 16
Décret du 9 novembre 1882.....	6,871,697 14
Décret du 11 novembre 1881.....	173,000 00
Décret du 15 février 1882.....	14,429,565 15
Décret du 16 mai 1882.....	726,343 86
Décret du 29 juillet 1882.....	1,135,673 88
Décret du 30 novembre 1882.....	21,000,000 00
Décret du 6 décembre 1882.....	8,503,377 49
Décret du 13 janvier 1883.....	950,000 00
Décret du 23 janvier 1883.....	1,148,246 59
Décret du 24 janvier 1883.....	1,624,298 07
Décret du 29 janvier 1883.....	751,943 48

CHÈQUES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

des évaluations de recettes.

ANNUATION D'ÉVALUATIONS de ressources par suite de crédits annulés par des lois.	ANNUATION D'ÉVALUATIONS de ressources en exécution de la loi du 30 décembre 1882.	TOTAL NET des évaluations de ressources correspondant aux crédits législatifs.	MODIFICATIONS des ÉVALUATIONS résultant de fonds de concours.		ÉVALUATIONS de RECETTES servant de base au compte définitif du budget extraordinaire de 1881.
			Augmentations.	Diminutions.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
(G) 20,252 56	.	96,786 00	.	.	96,786 30
(H) 16,309,560 48	.	8,670,467 60	.	.	8,670,467 60
(I) 62,107,149 19	.	354,464,874 16	.	.	354,464,874 16
(J) 115,606,031 90	220,191,923 95	307,806,546 76	.	.	307,006,546 76
.	.	670,238,674 82	(K) 35,031,852 73	(L) 4,257,628 84	30,774,223 89
194,042,994 12	220,191,923 95		35,031,852 73	4,257,628 84	701,012,898 71
Diminution : 414,234,918 ⁰⁷			Augment. : 30,774,223 ⁸⁹		
Total en augmentation : 58,208,896 ¹⁰					

BET.

Le 31 juillet 1883.

Le 31 mai 1883.	15,450,000 ⁰⁰	16,309,560 ⁴⁸
Le 31 mai 1883.	859,532 40	
Le 31 juillet 1883.	28 08	
Le 15 février 1883 rendu en exécution de la loi du 30 décembre 1881.	13,200,000 00	62,107,149 19
Le 15 juin 1883.	43,000,000 00	
Le 31 juillet 1883.	5,907,149 19	
Le 31 décembre 1881.	16,253,013 00	115,606,031 90
Le 31 mars 1882.	1,250,000 00	
Le 30 juin 1882.	9,000,000 00	
Le 1 ^{er} juin 1882.	6,428,215 00	
Le 17 juillet 1882.	5,265,398 96	
Le 7 août 1882.	62,000 00	
Le 10 août 1882.	15,000,000 00	
Le 11 décembre 1882.	537,958 82	
Le 29 décembre 1882.	27,600,000 00	
Le 14 décembre 1882.	3,362,941 56	
Le 26 janvier 1883.	604,645 00	
Le 9 mars 1883.	1,281,300 00	
Le 23 mars 1883.	3,598,168 15	
Le 27 avril 1883.	212,326 77	
Le 10 mai 1883.	159,605 84	
Le 10 mai 1883.	2,668,231 98	
Le 10 mai 1883.	22,270,226 77	

Le 10 mai 1883.	15,450,000 ⁰⁰	35,031,852 ⁷³
Le 10 mai 1883.	859,532 40	
Le 31 juillet 1883.	28 08	
Le 15 février 1883 rendu en exécution de la loi du 30 décembre 1881.	13,200,000 00	62,107,149 19
Le 15 juin 1883.	43,000,000 00	
Le 31 juillet 1883.	5,907,149 19	
Le 31 décembre 1881.	16,253,013 00	115,606,031 90
Le 31 mars 1882.	1,250,000 00	
Le 30 juin 1882.	9,000,000 00	
Le 1 ^{er} juin 1882.	6,428,215 00	
Le 17 juillet 1882.	5,265,398 96	
Le 7 août 1882.	62,000 00	
Le 10 août 1882.	15,000,000 00	
Le 11 décembre 1882.	537,958 82	
Le 29 décembre 1882.	27,600,000 00	
Le 14 décembre 1882.	3,362,941 56	
Le 26 janvier 1883.	604,645 00	
Le 9 mars 1883.	1,281,300 00	
Le 23 mars 1883.	3,598,168 15	
Le 27 avril 1883.	212,326 77	
Le 10 mai 1883.	159,605 84	
Le 10 mai 1883.	2,668,231 98	
Le 10 mai 1883.	22,270,226 77	

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS d'après le budget primitif.	CRÉDITS COMPLÉMEN- TAIRES du budget primitif.	TOTAL des CRÉDITS budgétaires.	CRÉDITS OUVERTS par de
	francs.	fr. c.	fr. c.	f
Ministère des finances.....	1,500,000	•	1,500,000 00	
•				
Ministère de l'intérieur :				
Service de l'intérieur.....	•	•	•	
Service du gouvernement général civil de l'Algérie.....	3,500,000	•	3,500,000 00	
Ministère des postes et des télégraphes..	7,800,000	•	7,800,000 00	
Ministère de la guerre.....	•	23,000,000 00	23,000,000 00	
Ministère de la marine	•	33,369,274 00	33,369,274 00	
Ministère des arts.....	•	•	•	
Ministère de l'agriculture.....	•	•	•	
Ministère des travaux publics	438,526,000	135,109,228 61	573,635,228 61	1,9
TOTAUX.....	451,326,000	191,478,502 61	642,804,502 61	1,9
				Augme

table des crédits.

CRÉDITS MODIFIÉS par le décret du 15 septembre 1881. — Transport des services civils de l'Algérie.	CRÉDITS MODIFIÉS par le décret du 20 décembre 1881. — Création des ministères des arts, du commerce et de l'agriculture.	TOTAL des CRÉDITS OUVERTS.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
.	.	1,500,000 00	
9,200 30	118,000 00	697,000 00	
4,610,464 99	A déduire : 4,610,464 99	.	
.	.	14,671,090 14	
.	.	287,733,518 83	
.	.	49,994,194 78	
.	25,097,038 85	25,097,066 93	
.	3,879,654 41	5,764,191 52	
4,192,464 99	A déduire : 28,976,693 26	699,015,930 69	
.	.	1,084,473,592 89	
1,084,473,592 89			

2° Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits au compte des différents ministères).	CRÉDITS ANNULÉS par des lois.	CRÉDITS ANNULÉS par décrets en exécution de la loi du 30 décembre 1882.	TOTAL des crédits législatifs
	fr. c.	fr. c.	
Ministère des finances	538,386 58	"	961,
Ministère de l'intérieur :			
Service de l'intérieur	"	"	697,
Service du gouvernement général civil de l'Algérie	"	"	
Ministère des postes et des télégraphes	3,598,168 15	"	11,073,
Ministère de la guerre	111,335,625 73	63,300,009 63	113,097,
Ministère de la marine	26,151,499 77	"	23,842,
Ministère des arts	16,329,813 03	"	8,767,
Ministère de l'agriculture	2,819,410 11	"	2,944,
Ministère des travaux publics	33,270,090 75	156,891,914 32	508,853,
TOTAUX	194,042,994 12	220,191,923 95	670,238,
	Diminution : 414,234,918 ^f 07 ^e .		
	RÉSULTATS en augmentation : 52,208,396 ^f 10 ^e		

Table des crédits.

CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS sur des décrets de fonds de concours.			CRÉDITS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget extraordinaire de l'exercice 1881.	OBSERVATIONS.
Restes à payer au 1 ^{er} septembre 1881.	Crédits reportés des exercices précédents.	Crédits transportés aux exercices suivants.	fr. c.	
	fr. c.	fr. c.		
	"	"	961,613 42	
	"	"	697,000 00	
	"	"	"	(A) Déduction faite de 1,295,166 fr. 66 transportés au ministère des travaux publics en exécution du décret du 20 septembre 1881.
	"	"	11,073,521 99	
Restes à payer au 1 ^{er} septembre 1881.	"	70,500 00	113,595,483 47	
	"	"	23,842,695 01	
	"	"	8,767,253 90	
	9,151 28	"	2,953,932 69	(B) Y compris 1,295,166 fr. 66 provenant du gouvernement général civil de l'Algérie. (Voir note A.)
Restes à payer au 1 ^{er} septembre 1881.	16,111,140 27	4,187,228 84	539,121,398 23	
Restes à payer au 1 ^{er} septembre 1881.	16,120,291 55	4,257,628 84	701,012,898 71	
30,774,223 ^{fr} 89 ^c				

TABLEAU G.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECETTES

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits
Ressources provenant de la 1 ^{re} partie du compte de liquidation.....	96,7
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	8,670,4
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	354,464,8
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	307,006,5
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	39,774,2
TOTAUX.....	701,012,8

TABLEAU H.

RÉSULTAT DU BUDGET 1881

RECETTES.	
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1881.....	
Ressources provenant de la 1 ^{re} partie du compte de liquidation.....	96,
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	8,670,
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	354,464,
Produit de la consolidation des capitaux de la Dette flottante.....	307,006,
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	39,774,
TOTAUX.....	701,912,

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

ÉTAT DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
RECETTES	RECouvreMENTS	RESTE	EXCÉDENT	EXCÉDENT	PRODUITS
constatés	effectués	à recouvrer	des produits	des évaluations	définitifs
sur	sur	sur	recouvrés	sur les	de
les droits constatés.	les droits constatés.	les droits constatés.	sur les évaluations.	produits recouvrés.	l'exercice 1881.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
96,786 30	96,786 30	.	.	.	96,786 30
8,670,467 60	8,670,467 60	.	.	.	8,670,467 60
354,464,874 16	354,464,874 16	.	.	.	354,464,874 16
307,006,546 76	307,006,546 76	.	.	.	307,006,546 76
30,774,223 89	30,774,223 89	.	.	.	30,774,223 89
701,012,898 71	701,012,898 71	.	.	.	701,012,898 71

BUDGET DE L'EXERCICE 1881.

DÉPENSES.

Montants effectués sur les droits constatés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1881 :

Ministère des finances.....	961,613 ¹ / ₄₂
Ministère général civil de l'Algérie.....	697,000 00
Ministère des postes et des télégraphes.....	11,073,521 99
Ministère de la guerre.....	113,595,483 47
Ministère de la marine et des colonies.....	23,842,695 01
Ministère des arts.....	8,707,253 90
Ministère de l'agriculture.....	2,958,932 69
Ministère des travaux publics.....	539,121,398 23
TOTAUX.....	701,012,898 71
BALANCE.....	.

TABLEAU I.

Règlement définitif des dépenses du budget

		SITUATION DES D		
CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits.	Payem effect sur les ordon de mini
			Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	
MINIS				
	CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES SPÉCIAUX D'IMPOSITIONS EX- TRAORDIN., DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES.			
1	Rôles spéc. (Frais d'impress. et de confection des rôles spéciaux d'imposition) extraordin. départementales et communales.....	42,081 ^f 43 ^c	39,686 ^f 44 ^c	39,
2	Avertissements.....	20,038 93	19,492 29	19,
3	Frais de distribution du premier avertissement.	433,202 30	431,266 40	431,
4	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastr.)...	328,889 55	98,183 61	98,
ARTICLE PREMIER.				
RESTITUTIONS ET NON-VALEURS (CONTRIBUTIONS DIRECTES).				
	\$ 1. Restitution p ^r dépenses ordin. des commu ^m .	11,463,387 ^f 13 ^c	11,463,078 ^f 03 ^c	11,463,
	\$ 2. Restitution pour dépenses extraordinaires des communes.....	103,286,625 74	102,564,708 90	102,564,
	\$ 2 bis. Restitution pour dépenses des bourses et chambres de commerce.....		693,655 51	693,
	\$ 3. Restitution p ^r dépenses des chemins vicin..	14,233,173 13	14,232,931 95	14,232,
	\$ 4. Restitution pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 15 mars 1850 et du 19 juillet 1875.).....	19,675,480 18	13,197,613 41	13,197,
	\$ 4 bis. Restitution pour dépenses de l'instruc- tion primaire. (Loi du 10 avril 1867.)...		6,477,700 34	6,477,
	\$ 5. Restitution pour frais de perception des imp. communales et des impositions p ^r bourses et chambres de commerce.....	4,533,693 70	4,528,730 50	4,528,
5	\$ 6. Restitution du produit des 8 centimes du princ. des patentes attrib. aux communes	6,127,020 34	6,126,767 74	6,126,
	\$ 7. Restitution de l'augmentation du produit des patentes attribuée au compte spéc. établi en exécution de l'art. 19 de la loi du 18 juillet 1866 sur les courtiers de march ^m .			
	\$ 8. Décharges et réductions sur les contribu- tions foncières personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.....	1,220,447 64	1,220,447 64	1,220,
	\$ 9. Degrèvement et frais de confection de for- mules pour la contribution des patentes.	5,511,031 95	5,511,031 95	5,511,
	\$ 10. Décharges et réductions imputables sur le fonds des réimpositions.....	1,342,991 57	1,342,991 57	1,342,
ARTICLE 2.				
TAXES SPÉCIALES (CONTRIB. SUR LES CHEV. ET VOIT.)				
	\$ 1. Restitution du vingtième du principal attribué aux communes.....	518,997 42	517,669 13	517,
	\$ 2. Degrèv. et frais d'assiette et de conf. des rôles.	615,239 79	615,239 79	615,
TOTAL du chapitre 5.....		184,466,851 00	174,515,537 04	174,515,

RESSOURCES SPÉCIALES.

Ressources spéciales de l'exercice 1881.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					
Vou à payer à l'ordre de causée.	Crédits transportés				Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
	au budget de l'exercice 1882.		au budget de l'exercice 1883.		
	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

FINANCES.

.	.	2,394 ^f 99 ^c	.	.	39,686 ^f 44 ^c
.	.	546 64	.	.	19,492 29
.	.	1,935 90	.	.	431,266 40
.	230,705 ^f 94 ^c	.	.	.	98,183 61

.	.	309 ^f 10 ^c	.	.	11,463,078 ^f 03 ^c
.	.	28,261 33	.	.	102,564,708 90
.	.	241 18	.	.	693,655 51
.	.	166 43	.	.	14,232,931 95
.	.	4,963 20	.	.	13,197,613 41
.	.	252 60	.	.	6,477,700 34
.	.	.	.	.	4,528,730 50
.	.	9,915,791 83	.	.	6,126,767 74
.	.	.	.	.	1,220,447 64
.	.	.	.	.	6,022,970 58
.	.	.	.	.	5,511,031 95
.	.	.	.	.	1,342,991 57
.	.	1,328 29	.	.	517,669 13
.	.	.	.	.	615,239 79
.	.	9,951,313 96	.	.	174,515,537 04

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DI		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des ordonnateurs de l'Etat.	Payement effectué sur les ordons des ministre
Suite du MINIS				
6	Établissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.....	1,046,197 ⁹⁸	948,451 ⁴⁹	948,4
7	Parts des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recouvrement de l'impôt arabe.....	1,140,481 54	1,087,030 53	1,087,0
	TOTAL du budget sur ressources spéciales.....	187,477,742 73	177,139,647 80	177,139,6

MINIS				
1	Dépenses ordinaires.....	162,336,634 ⁷³	145,619,314 ²⁵	145,619,3
2	Dépenses extraordinaires.....	152,589,931 20	128,019,527 33	128,019,5
3	Frais de rédaction du <i>Bulletin officiel des com- munes</i>	6,075 00	6,000 00	6,0
4	Assistance publique en Algérie.....	3,296,647 52	2,283,768 34	2,283,7
	TOTAUX.....	318,229,288 35	275,922,609 92	275,922,6

MINISTÈRE DES PO				
Unique.	Traitements d'agents du service postal détachés auprès de divers établissements.....	34,432 ⁵³	34,432 ⁵³	34,4

MINIS				
Unique.	Transportation, travail des condamnés, sa- laires.....	483,702 ¹⁵	442,587 ⁰⁶	442,5

MINISTÈRE DE L'INSTRU				
SERVICE DE L'INSTR				
1	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux.....	19,922,388 ⁸⁰	17,898,102 ²⁸	17,898,
2	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds spéciaux des écoles normales primaires.....	1,046,950 21	862,895 13	862,1
	TOTAUX.....	20,969,339 01	18,760,997 41	18,760,0

somme à payer à à débiter de Trésor.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
	Crédits transportés				Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
	au budget de l'exercice 1882.		au budget de l'exercice 1883.		
	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

FRANCES.

.	.	97,746 ^f 49 ^c	.	.	948,451 ^f 49 ^c
.	.	53,451 01	.	.	1,087,030 53
.	220,705 ^f 94 ^c	10,107,388 99	.	.	177,139,647 80
	10,338,094 ^f 93 ^c				

INTÉRIEUR.

.	16,717,320 ^f 48 ^c	.	.	.	145,619,314 ^f 25 ^c
.	24,570,403 87	.	.	.	128,019,527 33
.	.	75 ^f 00 ^c	.	.	6,000 00
.	.	1,012,879 08	.	.	2,283,768 34
.	41,287,724 35	1,012,954 08	.	.	275,928,609 92
	42,300,678 ^f 43 ^c				

DES TÉLÉGRAPHES.

.	.	.	.	.	34,432 ^f 53 ^c
---	---	---	---	---	-------------------------------------

LA MARINE.

.	.	341,115 ^f 09 ^c	.	.	142,587 ^f 06 ^c
	341,115 09				

RELIGIEUSE ET DES CULTES.

RELIGIEUSE.

.	2,015,286 ^f 52 ^c	.	.	.	17,898,102 ^f 28 ^c
.	22,589 97	.	161,465 ^f 11 ^c	.	862,895 13
.	2,048,876 49	.	161,465 11	.	18,760,997 41
	2,040,876 ^f 49 ^c		161,465 ^f 11 ^c		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payem effect su les ordon des minist
MINISTÈRE DU COMMERCE				
1	Frais de surveillance de sociétés et établisse- ments divers.....	43,170'04°	30,999'88°	30,9
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS				
1	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	3,082,389'62°	2,598,790'66°	2,598,7
2	Frais de surveillance de sociétés et établisse- ments divers.....	8,900 00	8,900 00	8,9
	TOTAUX.....	3,091,289 62	2,607,690 66	2,607,6
MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER				
1	Contrôle et surveillance des chemins de fer en France.....	4,027,343'53°	2,914,047'60°	2,914,0
2	Contrôle et surveillance des tramways.....	30,570 27	26,801 23	26,8
3	Frais de surveillance de sociétés et établisse- ments divers.....	27,234 04	12,469 00	12,4
4	Frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer en Algérie et en Tunisie.....	401,669 91	177,190 42	177,1
	TOTAUX.....	4,486,817 75	3,130,508 25	3,130,5
RÉCAPITULATION DU BUDGET DES DÉPENSES				
Ministère des finances.....		187,477,742'73°	177,139,647'80°	177,139,6
Ministère de l'intérieur.....		318,229,288 35	275,928,609 92	275,928,6
Ministère des postes et des télégraphes.....		34,432 53	34,432 53	34,4
Ministère de la marine.....		483,702 15	142,587 06	142,5
Ministère de l'instruction publique, et des beaux- arts. — Service de l'instruction publique.....		20,969,339 01	18,760,997 41	18,760,9
Ministère du commerce et des colonies.....		43,170 04	30,999 88	30,9
Ministère de l'agriculture.....		3,091,289 62	2,607,690 66	2,607,6
Ministère des travaux publics.....		4,486,817 75	3,130,508 25	3,130,5
	TOTAUX.....	534,815,782 18	477,775,473 51	477,775,4

230,705 ^f 94 ^s	10,107,588 ^f 99 ^s		177,139,647 ^f 80 ^s
41,287,724 35	1,012,954 08		275,928,609 92
	341,115 09		34,432 53
			142,587 06
2,046,876 49		161,465 ^f 11 ^s	18,760,997 41
	12,170 16		30,999 88
	483,598 96		2,607,690 66
	1,356,309 50		3,130,508 25
43,565,306 78	13,313,536 78	161,465 11	477,775,473 51
56,878,843 ^f 56 ^s		161,465 ^f 11 ^s	
57,040,308 ^f 67 ^s			

TABLER J.

TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES E'

(Article 7 de la loi.)

1° Résultats généraux sur l'en

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif. (Loi du 22 déc. 1880.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des recett spéciales.	
		Augmentations.	Diminut
Contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	327,077,576'	5,177,768' 26"	.
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	997,680	165,054 52	.
Produits éventuels départementaux.....	77,000,000	53,777,642 88	.
Produits divers spéciaux.....	8,054,498	4,800,687 74	.
FONDS SPÉCIAUX REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.	413,129,754	63,921,153 00	.
Fonds reportés des exercices 1879 et 1880. { Exercice 1879..... 19,100' 75"	.	.	.
{ Exercice 1880..... 57,745,774 43	.	.	.
TOTAUX.....	413,129,754	63,921,153 00	.
		63,921,153' 00"	
		RÉSULTAT en augmentat	

2° Résultats gén

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif. (Loi de finances du 22 déc. 1880.)	MODIFICATIONS résultant du décret du 20 septembre qui a transporté les services civils de l'Algi	
		Augmentations.	Diminut
Ministère des finances	172,095,156'	1,600,000' 00"	
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur.....	216,974,000	1,360,000 00	
Ministère de l'intérieur. — Service du Gouvernement général civil de l'Algérie.....	3,073,800	.	3,073,80
Ministère des postes et des télégraphes.....	35,500	.	
Ministère de la marine.....	240,000	.	
Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Ser- vice de l'instruction publique.....	15,363,020	.	
Ministère de l'agriculture et du commerce.....	2,323,020	.	
Ministère du commerce et des colonies.....	.	.	
Ministère de l'agriculture.....	.	.	
Ministère des travaux publics.....	3,035,278	113,800 00	
TOTAUX.....	413,129,754	3,073,800 00	3,073,80
		RÉSULTAT en augmentat	

BES DU BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881.

Diminutions de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés légalement au budget de l'exercice 1881.		ÉVALUATIONS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881.	OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.		
.	.	332,255,344 ²⁶	(A) Lois de règlement des exercices 1879 et 1880.
.	.	1,162,734 52	
.	.	130,777,642 48	
.	.	12,855,185 74	
.	.	477,050,907 00	
1879	.	57,764,875 18	
1880	.	534,815,782 18	
57,764,875 ¹⁸			
		131,686,028 ¹⁸	

Virement des crédits.

MODIFICATIONS résultant du 15 décembre 1881 par les divers ministères.		MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.		CRÉDITS REPORTÉS des exercices 1879 et 1880 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.	CRÉDITS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881.
Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.		
.	.	3,587,130 ¹⁰	.	10,195,456 ⁶³	187,477,743 ⁷³
.	.	57,203,043 29	.	42,692,245 06	318,299,288 35
.	.	.	.	.	.
.	.	.	1,067 ⁴⁷	.	34,432 53
.	.	41,671 48	.	202,030 67	483,702 15
.	.	3,104,070 23	.	2,512,239 78	20,969,839 01
2,323,000 ⁶³		.	32,272 23	22,942 27	43,170 04
.		5,476 24	.	807,513 38	3,091,289 62
7,800 00		13,092 36	.	1,332,447 39	4,486,817 75
2,330,800 00		63,954,492 70	33,339 70	57,764,875 18	534,815,782 18
		63,921,153 ⁰⁰			
				121,686,028 ¹⁸	

3° DÉVELOPPEMENT DES MODIFICATIONS QUE LES ÉVALUATIONS SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881 ONT ÉPROUVÉES, D'APRÈS DÉPARTEMENTAL ET À DIVERS SERVICES SPÉCIAUX. (E)

ÉVALUA

NATURE DES RECETTES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
Contributions directes. (Augmentation : 5,177,768 ^f 26.)			
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels portant sur les contributions foncière, personnelle et mobilière votés par les conseils généraux	102,334 ^f 97 ^c
		Centimes additionnels pour dépenses ordinaires des départements	" 30,4
		Centimes additionnels pour dépenses du service vicinal	" 213,4
		Centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire	462,005 24
		Centimes pour dépenses du cadastre	" 19,5
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses de l'instruction primaire	" 3,2
		Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses autres que celles de l'instruction primaire	1,630,407 72
		Centimes pour dépenses ordinaires	146,651 33
		Centimes pour dépenses extraordinaires	2,784,617 39
		Centimes pour frais de bourses et chambres de commerce	72,645 83
Fonds pour dépenses communales.	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux	" 56,9	
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire	1,548,891 76	
	Centimes pour frais de perception de diverses impositions communales	119,260 43	
	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes	" 297,2	
	Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises	" 29,0	
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations ou autres cas fortuits		4,376 24	
Fonds de non-valeurs	{ des contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, réductions, remises et modérations.)	125,433 21	
		{ des patentes, décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes	" 1,071,6
Fonds de réimpositions		" 130,6	
Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires		23,348 19	
Taxe de premier avertissement		10,113 44	

CREDITS DU BUDGET PRIMITIF SUR RESSOURCES
 AFFECTÉES AU SERVICE
 DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 4 MAI 1834.)

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
<i>Taxes spéciales assimilées aux Contributions directes.</i> (Augmentation: 165,054 ^f 52.)		
Taxes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de succession.....	35 ^f 40 ^c	•
Taxes spéciales pour frais de premier avertissement de redevances des moulins.....	•	7 ^f 10 ^c
Contributions { Fonds de vingtème attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	33,256 84	•
Contributions { Fonds de non-valeurs.....	130,809 79	•
Portion de la taxe de premier avertissement.....	769 14	•
Taxes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.	179 90	•
Taxes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe sur les jeux.....	10 55	•
<i>Produits éventuels départementaux.</i> (Augmentation : 53,777,642 ^f 48.)		
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales ordinaires ..	5,638,811 33	•
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales extraordinaires	48,138,831 15	•
<i>Produits divers spéciaux.</i> (Augmentation : 4,800,687 ^f 74.)		
Taxes spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	•	39,253 61
Taxes divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	2,684,550 93	•
Diminution de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	•	21,756 43
Diminution de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	17,565 41	•
Diminution de frais de contrôle et de surveillance des tramways..	17,283 38	•
Diminution de frais de surveillance de sociétés et établissements — Commerce.....	•	32,172 23
Diminution de frais de surveillance de sociétés et établissements — Agriculture.....	1,100 00	•
Diminution de frais de surveillance de sociétés et établissements — Travaux publics.....	•	•
Diminution par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des travaux</i>	•	•
Diminution par les tribus des dépenses résultant de la constatation de la constitution de la propriété individuelle indigène....	•	356,149 76
Diminution du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs collecteurs des tribus.....	482,957 07	•
Diminution allouée au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	1,936,647 42	•
Diminution — Produit du travail des condamnés.....	41,671 48	•
Diminution de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	•	1,067 47
Diminution allouée pour dépenses cadastrales.....	69,411 55	•
	66,223,976 49	2,302,823 49
RÉSULTAT Computation.	63,921,153 ^f 00 ^c	
{ Ressources applicables au service départemental..... 55,705,631 ^f 17 ^c Ressources applicables à divers services spéciaux..... 8,215,521 83 }		

**3^e DÉVELOPPEMENT DES MODIFICATIONS QUE LES ÉVALUATIONS
SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881 ONT ÉPROUVÉES, D'APRÈS
DÉPARTEMENTAL ET À DIVERS SERVICES SPÉCIAUX. (F**

CRÉDITS 0

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	<i>Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.</i> (Augmentation : 84,314' 46.)		
1	Rôles spéciaux. (Frais d'impression et de confection.)	23,348' 19	
2	Avertissements. (Frais d'impression et d'expédition des avis- sements relatifs aux rôles spéciaux.)	4,640 73	
3	Frais de distribution du premier avertissement.	6,460 60	
4	Cadastre.	49,804 94	
	<i>Remboursements et restitutions sur les contributions directes.</i> (Augmentation : 3,502,815' 64.)		
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses ordinaires des communes.	145,661 33	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses extraordinaires des communes.	2,784,617 39	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des bourses et chambres de commerce.	72,645 83	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des chemins vicinaux.	"	56,
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.	1,548,894 16	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de perception des impositions communales.	119,260 43	
5	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.	"	297,
	Restitutions du produit des patentes attribué au rachat des offices de courtiers de marchandises.	"	29,
	Décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises, modérations et non-valeurs sur les contributions foncière, per- sonnelle et mobilière et des portes et fenêtres.	125,443 21	
	Dégrèvements et frais de confection de formules sur la contri- bution des patentes.	"	1,071,
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpo- sitions.	"	130.
	Restitution de 5 centimes du principal des contributions sur les chevaux et voitures attribué aux communes.	33,256 84	
	Dégrèvement et frais d'assiette et de confection des rôles des contributions sur les chevaux et voitures (5 centimes sur le principal).	130,809 79	
6	Établissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.	"	356
7	Part des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recouvrement de l'impôt arabe.	482,957 07	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	(Augmentation : 57,203,043' 29.)		
1	Dépenses ordinaires.	5,497,157 00	
2	Dépenses extraordinaires.	89,719,238 87	
3	Frais de rédaction du <i>Bulletin officiel des communes</i> .	"	
4	Assistance publique en Algérie.	1,936,647 42	

**CRÉDITS DU BUDGET PRIMITIF SUR RESSOURCES
AFFECTÉES AU SERVICE
DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 4 MAI 1834.) (Suite.)**

—
AUTRES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Diminution : 1,067 ^f 47.) Dépenses de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	•	1,067 ^f 47 ^o
MINISTÈRE DE LA MARINE. (Augmentation : 41,671 ^f 48.) Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires.....	41,671 ^f 48 ^o	•
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Augmentation : 3,104,079 ^f 23.) Dépenses imputables sur les fonds départementaux { sur centimes votés par les con- seils généraux..... sur produits divers spéciaux appli- cables à l'instruction publique. Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles nor- males primaires.....	458,781 91 2,684,550 93 •	• • 39,253 61
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES COLONIES. (Diminution : 32,272 ^f 23.) Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	•	32,272 23
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Augmentation : 5,476 ^f 24.) Dépenses spéciales pour pertes matérielles, événements malheu- reux, etc..... Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	4,376 24 1,100 00	• •
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Augmentation : 13,092 ^f 36.) Contrôle et surveillance des chemins de fer en France..... Contrôle et surveillance des tramways..... Frais de surveillance de sociétés et établissements divers..... Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	• 17,283 38 • 17,565 41	21,756 43 • • •
	65,957,210 15	2,036,057 15
RÉSULTAT en augmentation. { Crédits applicables au service départemen- tal..... 55,705,631 ^f 17 ^o Crédits applicables à divers services spéciaux..... 8,215,521 83 }	63,921,153 ^f 00 ^o	

TABEAU K.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECETTES DU B

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Pro réc d droits e
CONTRIBUTIONS DIR (Voir le développement ci)			
Fonds pour dépenses départementales.....	155,707,558 ⁶⁹ *	155,707,	
Fonds pour dépenses communales.....	159,287,510 33	159,287,	
Fonds pour rachats des offices de courtiers de marchandises.....	1,220,447 64	1,220,	
Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,274,876 24	2,274,	
Fonds de non-valeurs, réimpositions, etc.....	13,304,069 73	13,304,	
Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraor- dinaires.....	39,748 19	39,	
Portion de la taxe de premier avertissement.....	421,113 44	421,	
TOTAUX.....	332,255,344 26	332,255,	
TAXES SPÉCIALES ASSI			
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte.....	5,635 ⁴⁰ *		
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de redevances des mines.....	62 90		
Contributions sur les voitures et les chevaux.	Fonds de 1 vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution..... Fonds de non-valeurs..... Portion de la taxe de premier avertissement.....	517,686 84 615,239 79 19,769 14	51 61 1
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	4,079 90		
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles.....	260 55		
TOTAUX.....	1,162,734 52	1,162,	
PRODUITS ÉV			
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales ordinaires...	59,638,811 ³³ *	59,638,	
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales extraordi- naires.....	71,138,831 15	71,138,	
TOTAL.....	130,777,642 48	130,777,	
(a) Contribution foncière.....	183,287,		
Contribution personnelle et mobilière.....	56,777,		
Contribution des portes et fenêtres.....	28,332,		
A reporter.....	268,396,		

RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881.

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Revenus d'impôts et droits perçus.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.	

SPÉCIAUX.)

(sur de contributions.)

155,707,588'69	.	.	.	155,707,588'69
159,287,510'33	.	.	.	159,287,510'33
1,220,447'64	.	.	.	1,220,447'64
2,274,876'24	.	.	.	2,274,876'24
13,304,069'73	.	.	.	13,304,069'73
39,748'19	.	.	.	39,748'19
421,113'44	.	.	.	421,113'44
332,255,344'26	.	.	.	332,255,344'26

CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS SPÉCIAUX.)

5,635'40	.	.	.	5,635'40
62'90	.	.	.	62'90
517,686'84	.	.	.	517,686'84
615,239'79	.	.	.	615,239'79
19,769'14	.	.	.	19,769'14
4,079'90	.	.	.	4,079'90
260'55	.	.	.	260'55
1,162,734'52	.	.	.	1,162,734'52

IMPRÉVUS.

59,638,811'33	.	.	.	59,638,811'33
71,138,831'15	.	.	.	71,138,831'15
130,777,642'48	.	.	.	130,777,642'48

Report.....	268,359,94'28
Contribution des patentes.....	63,474,246'54
Rec de premier avertissement.....	421,113'54
TOTAL.....	332,255,344'26

(Voir le compte définitif des recettes de 1881.)

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produits de droits de
PRODUITS		
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	880,748 ⁴ 39	880,7
Produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	3,395,970 93	3,395,9
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	2,978,746 87	2,978,1
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	131,385 41	131,3
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	29,961 38	29,9
Remboursement e frais de surveillance { Commerce.....	20,227 77	20,2
de sociétés et établissements divers.... { Agriculture.....	8,900 00	8,9
Travaux publics.....	14,800 00	14,8
Versement par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des communes</i>	6,000 00	6,0
Remboursement par les tribus des dépenses résultant de la constatation et de la constitution de la propriété individuelle algérienne et taxe de premier avertissement.....	643,850 24	643,8
Dixième du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs collecteurs.....	1,082,957 07	1,082,9
Produit affecté au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	3,296,647 42	3,296,6
Transportation. — Produit du travail des condamnés.....	281,671 48	281,6
Versements de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	34,432 53	34,4
Fonds avancés pour dépenses cadastrales.....	69,411 55	69,4
TOTAUX.....	12,855,185 74	12,855,1
TOTAL GÉNÉRAL des recettes.....	477,050,907 00	477,050,9
Fonds reportés des exercices 1879 et 1880 pour le service départemental et divers services spéciaux.....	87,764,875 18	87,764,8
ENSEMBLE.....	534,815,782 18	534,815,7

TABLEAU L.

RÉSULTAT DU BUDGET DES DÉPENSES

RECETTE.		
Fonds reportés des exercices 1879 et 1880 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....		52,764
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1881 :		
Contributions directes. (Fonds spéciaux).....	332,255,344 ¹ 26	} 477,050
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds spéciaux).....	1,162,734 52	
Produits éventuels départementaux.....	130,777,642 48	
Produits divers spéciaux.....	12,855,185 74	
ENSEMBLE.....		534,815
A déduire : Fonds transportés aux budgets sur ressources spéciales des exercices 1882 et 1883 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....		57,050
TOTAL de la recette.....		477,775

REVENUS.		MONTANT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Revenus ordinaires et extraordinaires.	Revenus à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.	
1881 30°	"	"	"	860,746 30°	
1877 93	"	"	"	3,395,970 93	
1873 57	"	"	"	2,978,243 57	
1865 41	"	"	"	131,365 41	
1861 38	"	"	"	29,961 38	
1857 77	"	"	"	20,227 77	
1850 00	"	"	"	8,900 00	
1840 00	"	"	"	14,800 00	
1800 00	"	"	"	6,000 00	
1830 24	"	"	"	643,850 24	
1827 07	"	"	"	1,082,957 07	
1817 42	"	"	"	3,296,647 42	
1815 48	"	"	"	281,671 48	
1813 53	"	"	"	34,432 53	
1811 55	"	"	"	69,411 55	
1815 74	"	"	"	12,855,185 74	
1807 00	"	"	"	477,050,907 00	
				57,764,875 18	
				634,815,782 18	

RECETTES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1881.

DÉPENSE.

Paiements effectués sur les droits constatés à la charge du budget sur ressources propres de l'exercice 1881 :		
Ministère des finances.....	177,139,647 80°	477,775,473 51°
Ministère de l'intérieur.....	275,928,609 92	
Ministère des postes et des télégraphes.....	34,432 53	
Ministère de la marine.....	142,587 06	
Ministère de l'instruction publique et des cultes.....	18,760,997 41	
Ministère du commerce et des colonies.....	30,999 88	
Ministère de l'agriculture.....	2,607,690 66	
Ministère des travaux publics.....	3,130,508 25	

BALANCE.....

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR OI

Règlements définitifs des budgets annexes rat

FABRICATION DES MONN

TABLERAU M.

RÈGLE

ARTICLES	NATURE DES PRODUITS.		ÉVALUATION
spé- ciaux.			des produits
1	Frais de fabrication des monnaies		432,
2	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies		10,
3	Produit des poinçons de garantie		22,
4	Produit de la vente des médailles.	Prix de la matière	(a) 875,
5		Frais de fabrication	180,
6		Médailles et jetons de bronze	1,
7		Recettes accessoires	21,
8	Droits d'essai		
9	Droits sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce		1,
10	Produit brut de l'émission des monnaies de bronze		202,
11	Recettes accidentelles		Mémo
	TOTAUX		1,743,

(a) Y compris une recette de 75,737 fr. 05.

(a) Y compris une recette de 75,27 fr. 05.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1881.

voir au budget général de l'exercice 1881.

MÉDAILLES.

RECETTES.

MONTANT DES ÉVALUATIONS d'après l'addition des produits.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RECETTES définitives de l'exercice 1881.
Augmentations.	Diminutions.				
.	338,907 ^f 93 ^e	93,350 ^f 07 ^e	93,350 ^f 07 ^e	93,350 ^f 07 ^e	93,350 ^f 07 ^e
.	7,138 77	2,861 23	2,861 23	2,861 23	2,861 23
14 ¹⁴ 97 ^e	.	30,823 97	30,823 97	30,823 97	30,823 97
.	15,063 97	860,663 08	860,663 08	860,663 08	860,663 08
.	3,252 30	176,747 70	176,747 70	176,747 70	176,747 70
7,155 76	.	72,155 76	72,155 76	72,155 76	72,155 76
8,054 63	.	55,054 63	55,054 63	55,054 63	55,054 63
.	76 00	24 00	24 00	24 00	24 00
.	300 00	700 00	700 00	700 00	700 00
.	.	200,000 00	200,000 00	200,000 00	200,000 00
20,179 80	.	20,179 80	20,179 80	20,179 80	20,179 80
364,738 97	364,738 97	1,512,560 24	1,512,560 24	1,512,560 24	1,512,560 24
130,524 ^f 81 ^e					

ARTICLES	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDIT accordé par le budg primitif
	CHAPITRE PREMIER.	
	§ 1^{er}. — DÉPENSES FIXES D'EXPLOITATION.	
1	Personnel.....	208,6
2	Matériel.....	65,6
	§ 2. — DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'ÉVALUATION FIXE.	
3	Personnel. — Salaire des ouvriers.....	88,6
4	Matériel.....	138,6
	§ 3. — DÉPENSES D'ORDRE.	
5	Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles..... (a)	875,6
	§ 4. — DÉPENSES ÉVENTUELLES.	
6	Indemnités pour travaux extraordinaires, secours, etc.	10,6
	CHAPITRE II.	
Unique	Frais de fabrication des monnaies de bronze.....	87,6
	CHAPITRE III.	
Unique	Application au Trésor. (Excédent des recettes sur la fabrication des monnaies et médailles et produit net de l'émission des monnaies de bronze).....	269,6
	5 dixièmes au compte des produits divers du budget..... 134,529⁶ 00⁰ 4 dixièmes au compte du fonds capital de l'administration des monnaies..... 134,529 00 }	
	TOTAUX.....	1,745,6
RÉSULTAT GÉNÉRAL.		
	RECETTES.....	1,512,560 ⁶ 24 ⁰
	DÉPENSES.....	1,512,560 24

MONNAIES ET MÉDAILLES.

SITUATION DES COMPTES d'après la situation des rec. lles.		CRÉDITS	DÉPENSES résultant des services faits.	PAYEMENTS	DÉPENSES définitives
Augmentations.	Diminutions.	rectifiés.	Droits constatés au profit des créanciers.	effectués.	de l'exercice 1881.
	39,889 ⁶⁰	168,160 ⁴⁰	168,160 ⁴⁰	168,160 ⁴⁰	168,160 ⁴⁰
	21,932 63	43,067 37	43,067 37	43,067 37	43,067 37
	18,692 02	70,157 98	70,157 98	70,157 98	70,157 98
	87,411 80	51,488 20	51,488 20	51,488 20	51,488 20
	15,063 97	860,663 08	860,663 08	860,663 08	860,663 08
	7,838 25	2,661 75	2,661 75	2,661 75	2,661 75
	21,528 31	65,471 69	65,471 69	65,471 69	65,471 69
	18,168 23	250,889 77	250,889 77	250,889 77	(b) 250,889 77
	230,524 81	1,512,560 24	1,512,560 24	1,512,560 24	1,512,560 24
	230,524 ⁸¹				

Il y a un crédit de 75,727 fr. 05 accordé par la loi du 10 juin 1882.

Le montant de recette se décompose de la manière suivante :

Montant des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles.....	116,351 ⁴⁶
Produit net de l'émission des monnaies de bronze.....	134,528 31
	250,889 77
Reste réparti, savoir :	
— affectées au compte des produits divers du budget.....	1125,444 88
— affectées au compte du fonds capital de l'administration des monnaies.....	125,444 89
	250,889 77

CHA- PIERS spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.		
		évaluations des produits.	Produits ré- els des droits con-
1	Produits de l'exercice.		
	Produit des impressions diverses.....	(a) 6,550,000 ^f	7,156,0
	Produit du dépôt du <i>Bulletin des lois</i> , codes et ouvrages, etc.	175,000	38,
	Produit du <i>Bulletin des arrêts de la cour de cassation</i>	1,000	
	Produit des fournitures de journaux à souche, etc.	80,000	82,
	Produit du 1 p. 0/0 retenu sur les fournitures diverses.....	20,000	36,
	Produit des recettes diverses.....	110,000	123,
2	Restant à recouvrer sur les exercices clos et périmés.....	Mémoire.	
	TOTAUX.....	6,948,000	7,438,

(a) Y compris une recette de 700,000 francs évaluée, savoir :

1° Par le décret du 24 septembre 1881, régularisé par la loi du 21 décembre 1881.....	50
2° Par la loi du 21 décembre 1881.....	20

RONALE.

RECETTES.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Interventions effectuées sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
50,203 ^f 18 ^c	5,815 ^f 88 ^c	600,203 ^f 18 ^c	"	7,150,203 ^f 18 ^c
2,723 39	"	"	135,276 ^f 61 ^c	38,723 39
834 05	"	"	165 95	834 05
22,925 10	"	2,925 10	"	82,925 10
36,279 75	"	7,279 75	"	36,279 75
123,454 73	308 01	13,454 73	"	123,454 73
446 96	"	446 96	"	446 96
7,432,867 16	6,123 89	624,309 72	136,442 56	7,432,867 16
		487,867 ^f 16 ^c		

RÈGLE

ARTICLES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	MODIFICA- tions des crédits d'apr la réalisa- tion des resso
	CHAPITRE I^{er}.		
1	Dépenses fixes d'administration.....	(a) 428,400 ^f	
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	(b) 6,347,250	
3	Dépenses imprévues et extraordinaires.....	(c) 3,500	
4	Dépenses des exercices clos.....	•	
	TOTAUX	6,779,150	
	CHAPITRE II.		
•	Excédent des recettes de l'exercice 1881.....	165,850	502,1
	TOTAUX.....	6,945,000	502,1

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES.....	7,432,867 ^f 16 ^e
DÉPENSES.....	7,432,867 16

ORDRE.

DEPENSES.

DES DÉPENSES.				MONTANTS DES DÉPENSES.		
N°.	Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
	Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1880 00	422,093 ^f 19 ^c	422,093 ^f 19 ^c	.	6,306 ^f 81 ^c	.	422,093 ^f 19 ^c
1881 00	6,340,057 59	6,339,851 32	208 ^f 27 ^c	7,192 41	208 ^f 27 ^c	6,339,851 32
1882 00	2,878 05	2,878 05	.	621 95	.	2,878 05
.	.	.	.	.	.	.
1883 00	6,765,028 83	6,764,822 56	206 27	14,121 17	27	6,764,822 56
1884 60	668,044 60	668,044 60	.	.	.	668,044 60
1885 60	7,433,073 43	7,432,867 16	206 27	14,327 ^f 44 ^c		7,432,867 16

1° Somme faite d'une somme de 62,000 francs transportée par décision ministérielle du 23 décembre 1881.

2° Les crédits du budget primitif étaient de..... 5,578,750^f 00^c

3° Cette somme doit être augmentée par suite de crédits accordés législativement ou modifiés par des décisions ministérielles, savoir :

1° Crédit ouvert par le décret du 24 septembre 1881 régularisé par la loi du 21 décembre 1881..... 500,000^f

2° Crédit ouvert par la loi du 21 décembre 1881..... 200,000

700,000

3° Crédits transportés des articles 1 et 3 par décision ministérielle du 23 décembre 1881 :

Crédit transporté de l'article 1..... 62,000^f } 68,500

Crédit transporté de l'article 3..... 6,500 }

TOTAL des augmentations..... 768,500 ci 768,500 00

6,347,250 00

4° Réduction faite d'une somme de 6,500 francs transportée à l'article 2 par décision ministérielle du 23 décembre 1881.

5° Répartir comme suit :

1° Somme à verser au Trésor public. (Produits divers de l'exercice 1881.)..... 582,807^f 36^c

2° Somme à porter comme complément du capital affecté aux avances de l'imprimerie nationale. (Loi du 21 décembre 1879.)..... 85,137 24

668,044 60

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.		Évaluation des produits
1	Rentes 3 p. o/o sur le Grand-Livre de la dette publique.....		6,90
2	Supplément à la dotation.....	(a) 10,29	
3	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi.....		
4	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires du prix de leurs décorations ou médailles.....		6
5	Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.....		12
6	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte.....		1
7	Versements par les titulaires de majorats.....		
8	Domaine d'Écouen.....		
9	Montant présumé des pensions et trousseaux des élèves de la maison de Saint-Denis.....		9
10	Montant présumé des pensions et trousseaux des élèves pensionnaires des succursales.....		3
11	Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution.....		11
12	Produits divers.....		
13	Intérêts payés par la Caisse des dépôts et consignations (son compte courant avec la Légion d'honneur).....		5
14	Avances à faire à la Légion d'honneur par la Caisse des dépôts et consignations pour le paiement des pensions viagères en vertu de la loi du 5 mai 1869...		1,20
15	Report de l'excédent de recettes de 1879 à 1881. (Lois des 29 juin et 29 juillet 1881.).....		
16	Soulte de la conversion opérée en 1873 des rentes 3 p. o/o en rentes 5 p. o/o. (Loi du 29 juillet 1881.).....		
17	Recettes des exercices clos.....		
18	Transport de l'exercice 1880 à l'exercice 1881.....		
TOTAUX.....			(a) 18,80

(a) Déduction faite d'une somme de 360,520 francs annulée par la loi du 21 décembre 1881.

REVENUS.

RECETTES.

REVENUS DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Total résumé des recettes.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
6,907,946' 00"	6,907,946' 00"	"	"	"	6,907,946' 00"
10,435,224 58	10,435,224 58	"	"	139,733' 58"	10,435,224 58
1270 00	"	1,070' 00"	900' 00"	"	"
98,880 00	98,880 00	"	"	38,880 00	98,880 00
165,260 00	165,260 00	"	"	40,260 00	165,260 00
14,843 00	14,843 00	"	"	"	14,843 00
2,614 26	2,614 26	"	385 74	"	2,614 26
5,199 80	5,199 80	3,802 50	800 20	"	5,199 80
92,516 80	92,516 80	"	3,483 20	"	92,516 80
21,316 70	21,316 70	"	8,683 30	"	21,316 70
2,970 39	2,970 39	"	7,029 61	"	2,970 39
7,332 45	7,332 45	"	"	1,332 45	7,332 45
67,789 48	67,789 48	"	"	17,789 48	67,789 48
730,059 31	730,059 31	"	469,940 69	"	730,059 31
198,575 89	198,575 89	"	"	198,575 89	198,575 89
100,000 00	100,000 00	"	"	100,000 00	100,000 00
41,714 65	41,714 65	2,768 75	"	41,714 65	41,714 65
180,600 00	180,600 00	"	"	180,600 00	180,600 00
19,072,843 31	19,072,843 31	7,641 25	491,222 74	758,886 05	19,072,843 31
			267,663' 31"		

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES DÉPENSES.	Crédits ouverts	
		par le budget et par des lois spéciales. (A)	Dépenses des services — Droits et autres des crédits
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	255,000 ⁰ 00 ⁰	254.
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	67,000 00	66.
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	10,401,454 51	9,465.
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	20,000 00	19.
5	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	64,000 00	64.
6	Traitements des médaillés militaires.....	5,129,375 54	4,617.
7	Maison de Saint-Denis. (Personnel.)	135,400 00	135.
8	Maison de Saint-Denis. (Matériel.).....	447,200 00	447.
9	Succursales. (Personnel.).....	92,300 00	92.
10	Succursales. (Matériel.)	417,222 08	417.
11	(Pensions et trousseaux de 40 élèves pensionnaires des succursales aux frais des familles.) — Succursales.....	30,000 00	15.
12	Secours aux élèves.....	4,000 00	4.
13	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	44,961 50	44.
14	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	5,500 00	5.
15	Dépenses diverses et imprévues. — Travaux extraordinaires des employés. — Indemnités.....	15,000 00	15.
16	Prix de décorations militaires et médailles.....	60,000 00	46.
17	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours aux membres de l'ordre et à leurs orphelines, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	165,000 00	164.
18	Subventions supplémentaires aux militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	414,280 00	372.
19	Remboursements de sommes versées à charge de restitution....	10,000 00	7.
19 bis	Subvention au compte de la souscription pour la reconstruction du palais de la Légion d'honneur. (Loi du 29 juillet 1881.).	73,000 00	73.

REVENUS.

DÉPENSES.

REVENUS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
61,996 ^f 10 ^c	"	3 ^f 90 ^c	"	254,996 ^f 10 ^c
6,979 37	1,017 ^f 08 ^c	3 55	1,017 ^f 08 ^c	65,979 37
985,130 17	"	936,034 34	"	9,465,420 17
4,999 75	"	0 25	"	19,999 75
6,910 00	3,080 00	"	3,080 00	60,920 00
47,257 52	"	512,118 02	"	4,617,257 52
15,395 51	"	3 49	"	135,396 51
42,991 74	4,200 00	8 26	4,200 00	442,991 74
9,296 27	"	3 73	"	92,296 27
21,751 42	5,470 66	"	5,470 66	411,751 42
12,29 95	"	15,770 05	"	14,229 95
2,000 00	"	"	"	4,000 00
1,864 53	1,864 94	0 03	1,864 94	53
5,498 39	"	1 61	"	5,498 39
15,000 00	"	"	"	15,000 00
46,224 00	"	13,776 00	"	46,224 00
149,434 37	15,560 00	5 63	15,560 00	149,434 37
371,689 23	724 68	41,866 09	724 68	371,689 23
7,016 72	"	2,983 22	"	7,016 78
73,000 00	"	"	"	73,000 00

Suite de la 1

RÈGLE

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	Crédits ouverts	Dépenses
		par le budget et par des lois spéciales. (A)	réelles des services au p des crédits
20	Dépenses des exercices clos.....	265,246' 99"	261,
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	500 00	
22	Pensions accordées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	1,300,000 00	730,
23	Travaux d'assainissement à la maison de Saint-Denis. (Loi du 19 juin 1882.).....	31,872 08	31,
24	Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	120,795 49	120,
25	Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	42,224 46	42,
	TOTAUX.....	19,511,3 65	17,515,

Application au déficit de l'ordre.....

RÉSULTAT GÉNÉRAL.	
RECETTES.....	19,072,843' 31"
DÉPENSES.....	19,072,843 31

RENEUR.

DEPENSES. (Suite.)

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
21,516 ^f 13 ^c	.	3,730 ^f 86 ^c	.	261,516 ^f 13 ^c
500 00	.	.	.	500 00
730,059 38	.	469,940 69	.	730,059 31
21,460 44	10,411 ^f 64 ^c	.	10,411 ^f 64 ^c	21,460 44
120,795 49	.	.	.	120,795 49
42,224 46	.	.	.	42,224 46
17,472,753 93	42,329 00	1,996,249 72	42,329 0	17,472,753 93
		2,038,578 ^f 72 ^c		
				1,600,089 38
				19,072,843 31

A Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
du 22 déc. 1880....	.	Crédits ouverts par le budget primitif.....	19,165,700 ^f 00 ^c
		Crédits ouverts par des lois :	
	9	Secours (Personnel).....	24,600 ^f 00 ^c
du 29 juillet 1883..	10	Secours (Matériel).....	73,300 00
	10 bis.	Subvention au compte de la souscription pour la reconstruction du palais de la Légion d'honneur.....	73,000 00
			170,900 00
du 21 déc. 1881....	21	Exercices périmés.....	500 00
du 20 juin 1882....	23	Assainissement de la maison de Saint-Denis...	31,872 08
du 4 juillet 1882..	17	Prix de brevets, etc.....	40,000 00
du 10 août 1882....	13	Commissions aux trésoriers généraux.....	9,961 50
du 16 juillet 1883..	10	Secours (Matériel).....	7,072 08
			260,305 66
		A déduire : Crédits annulés :	A déduire :
du 21 déc. 1881....	18	Subventions supplémentaires aux militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	100,214 34
du 1 ^{er} fév. 1883..	.	Transport des chapitres 3 et 6 aux chapitres 24 et 25 des rappels de traitements sur exercices clos (163,019 ^f 95 ^c)....	.
		Report des crédits disponibles de l'exercice 1880 :	
	3	Traitements des légionnaires.....	125,600 ^f 00 ^c
	6	Traitements des médailles militaires.....	55,000 00
		TOTAL.....	19,246,085 66
		Dépenses des exercices clos.....	268,246 99
		TOTAL ÉGAL.....	19,511,332 65

Opérations effectuées sur le fonds commun des chancelleries diplomatiques et consulaires

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	RÉCAPITULATIF	
		Évaluations des produits.	Produits réels des droits constatés.
1	Recettes diverses.....	•	19,59
2	Excédent de dépenses imputé au compte « Ancien service des chancelleries consulaires, 1/c de liquidation » ouvert par arrêté du ministre des finances, en date du 7 juin 1877..	•	
	TOTAUX.....	•	19,59

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des recettes	
			Augmentation.	Diminution.
1	Dépenses diverses.....	•	27 ^f 10 ^c	
2	Rectification des comptes antérieurs (1834-1876).	•	22,562 88	
	TOTAUX.....	•	22,579 98	
			22,579^f 98^c	

RÉCAPITULATIF
RECETTES.....
DÉPENSES.....

ET CONSULAIRES.

de la clôture de l'exercice 1876 jusqu'à la clôture des opérations de la caisse spéciale.

RECETTES.

		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.	
19,50 ^f 82 ^e	19,590 ^f 82 ^e	.	19,590 ^f 82 ^e	
.	.	.	2,989 16	
19,590 82	19,590 82	.	22,579 98	

DEPENSES.

			RÈGLEMENT DES DEPENSES.			
Total.	Depenses résultant des services faits.	Paiements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
	Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
27 ^f 10 ^e	27 ^f 10 ^e	27 ^f 10 ^e	.	.	.	27 ^f 10 ^e
22,552 88	22,552 88	22,552 88	.	.	.	22,552 88
22,579 98	22,579 98	22,579 98	.	.	.	22,579 98

TOTAL.

22,579^f 98^e

22,579 98

DESIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUA des produ
DOTATION DE L'ARMÉE. Arrérages de rentes 3 p. o/o appartenant à la dotation de l'armée..... Arrérages des rentes appartenant aux sous-officiers rengagés..... Intérêts résultant de l'excédent des recettes..... Versements à titres divers et restitution, par les militaires, de sommes indûment perçues.	• • • •
VERSEMENTS VOLONTAIRES. Versements volontaires faits, à titre de dépôt, par des militaires de tous grades, dans le cours de leur service..... Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1881, prélevée sur le bénéfice de la Caisse des dépôts.....	• •
MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS. Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1881, prélevée sur les bénéfices de la Caisse des dépôts.....	•
TOTAUX.....	•
Fonds reportés de l'année 1880. (Voir compte général des finances de l'année 1880.)	•
TOTAUX.....	•

ÉTAT DE L'ARMÉE.

RECETTES.

RÉCAPITULATIF DES ÉVALUATIONS d'après la répartition des recettes.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1881.
Augmentations.	Diminutions.					
210,504' 00"	"	210,504' 00"	210,504' 00"	210,504' 00"	"	210,504' 00"
1,881 50	"	1,881 50	1,881 50	1,881 50	"	1,881 50
179,517 85	"	179,517 85	179,517 85	179,517 85	"	179,517 85
850 00	"	850 00	850 00	850 00	"	850 00
677 20	"	677 20	677 20	677 20	"	677 20
671 80	"	671 80	671 80	671 80	"	671 80
600 20	"	600 20	600 20	600 20	"	600 20
394,702 55	"	394,702 55	394,702 55	394,702 55	"	394,702 55
6,028,468 60	"	6,028,468 60	.....	.....	.....	6,028,468 60
6,423,171 15	"	6,423,171 15	.....	.....	.....	6,423,171 15
6,423,171' 15"						

DÉSIGNATION DES SERVICES.	CASS seco pe le-les prim
DOTATION DE L'ARMÉE. Compléments de primes et d'annuités payés à des militaires engagés ou rengagés ou à leurs héritiers..... Compléments de primes et d'annuités payés à des remplaçants libérés ou à leurs héritiers..... Hautes payes de 10 et de 20 centimes allouées aux rengagés et aux engagés volontaires après libération..... Remboursements à titres divers.....	
FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE BUREAU. Frais d'impression payés à des corps..... Frais d'administration à la Caisse des dépôts et consignations (année 1880)..... Taxations allouées aux préposés de la Caisse des dépôts et consignations pour les recettes et les dépenses effectuées par eux pour le compte de la dotation.....	Néa
VERSEMENTS VOLONTAIRES. Remboursements de versements volontaires (capital et intérêts).....	
MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS. Remboursements à des militaires libérés du service et paiement des intérêts.....	
TOTAUX.....	
Transport à l'exercice 1882 du solde général au 31 décembre 1881 en faveur de la caisse de la do	RECETTES..... DÉPENSES.....

ÉTAT DE L'ARMÉE.

FINANCES.

MUTATIONS DES CRÉDITS d'après la ventilation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés.	PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1881.
précédent.	Diminution.					
			203,442 ^f 03 ^c	103,442 ^f 03 ^c	•	103,442 ^f 03 ^c
			101,676 86	101,676 86	•	101,676 86
			903 30	903 30	•	903 30
			2,332 03	2,332 03	•	2,332 03
4,71 ^f 15 ^c	•	6,423,171 ^f 15 ^c	30 20	30 20	•	30 20
			21,117 80	21,117 80	•	21,117 80
			428 05	428 05	•	428 05
			229,930 27	229,930 27	•	229,930 27
			7,664 40	7,664 80	•	7,664 80
			4,200 20	4,200 20	•	4,200 20
4,71 15	•	6,423,171 15	241,795 27	241,795 27	•	241,795 27
le total égal à celui inscrit au compte général des finances de l'année 1881.....						6,181,375 88
						6,423,171 15
Total.						
.....		6,423,171 ^f 15 ^c				
.....		6,423,171 15				

ARTICLES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluation des produits
1	Retenue de 3 centimes par franc sur les dépenses de la marine et des colonies; retenue de 5 centimes par franc et autres retenues spécialement applicables au personnel des bureaux de l'administration centrale.....	7,500,0
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires ou civils et autres agents de la marine et des colonies en congé.....	275,0
3	Retenues sur les salaires des marins employés, soit au commerce, soit à la pêche, et naviguant à salaires fixes ou à la part.....	1,550,0
4	Solde des déserteurs de la marine militaire et moitié de la solde des déserteurs de la marine commerciale.....	25,0
5	Décomptes de solde, de ports de prises et produits de successions de marins non réclamés pendant le dépôt temporaire à la caisse des gens de mer, et versés, pour ordre, à la caisse des invalides, sous toute réserve en faveur des ayants droit...	370,0
6	Produits de bris et naufrages non réclamés pendant le dépôt temporaire à la caisse des gens de mer, et versés également, pour ordre, à la caisse des invalides, sans préjudice des réclamations ultérieures.....	95,0
7	Droits des invalides sur les prises.....	1,0
8	Rentés 3 p. o/o et 5 p. o/o appartenant à la caisse des invalides de la marine.	5,127,0
9	Plus-value de feuilles de rôles d'équipage délivrées aux navires du commerce...	41,0
10	Recettes diverses.....	90,0
11	Subvention du Trésor public.....	12,770,0
	Report de l'excédent de recette de l'exercice 1880.....	28,245,0
		28,245,0

(A) Déduction faite d'une somme de 380,000 francs qui a été annulée par la loi du 31 décembre 1881, application de la loi du 18 août précédent sur les pensions militaires.

LA MARINE.

RECETTES.

ÉTAT DES RECETTES.			RÉGLEMENT DES RECETTES.		
Produits restant en monnaie.	Récouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
7,908,395 ^f 40 ^c	7,908,395 ^f 40 ^c	.	8,395 ^f 40 ^c	.	7,908,395 ^f 40 ^c
274,714 31	274,714 31	.	.	285 69	274,714 31
1,457,420 44	1,457,420 44	.	.	92,579 56	1,457,420 44
16,746 40	16,746 40	.	.	8,253 60	16,746 40
159,227 39	159,227 39	.	.	210,772 61	159,227 39
103,845 11	103,845 11	.	8,845 11	.	103,845 11
.	.	.	.	1,000 00	.
5,129,189 00	5,129,189 00	.	1,497 00	.	5,129,189 00
47,226 42	47,226 42	.	6,226 42	.	47,226 42
102,594 93	102,594 93	.	12,286 93	.	102,594 93
12,770,000 00	12,770,000 00	.	.	.	12,770,000 00
27,969,359 40	27,969,359 40	.	37,250 86	312,891 46	27,969,359 40
2,161,778 16	2,161,778 16	.	2,161,778 16	.	2,161,778 16
30,131,137 56	30,131,137 56	.	2,199,029 02	312,891 46	30,131,137 56
			1,886,137 ^f 56 ^c		

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	en		
		Crédits accordés par le budget primitif.	Crédits d'ordre.	Tota
1	Pensions dites <i> demi-soldes </i> , liquidées aux marins d'après la loi du 13 mai 1791 et les actes subséquents, notamment la loi du 28 juin 1862, pour vingt-cinq ans de navigation, tant sur les bâtiments de l'État que sur ceux du commerce, comptant de l'âge de dix ans; allocations temporaires aux enfants desdits marins demi-soldiers.....	5,520,000 ^f 00 ^c	•	5,520,0
2	Pensions d'ancienneté et pensions pour blessures, en vertu des lois des 11 et 18 avril 1831, 24 novembre 1848, 25 avril 1855, 21 juin 1856, 25 et 26 juin 1861, 10 avril 1869, 20 et 22 juin 1878; pensions de réforme d'après la loi du 19 mai 1834; pensions du personnel de l'administration centr. liquidées d'après le décret du 4 mars 1808, pensions de veuves réglées en vertu desdits actes; pensions de veuves de demi-soldiers ou de marins et autres décédés en possession de droits à la demi-solde (lois du 13 mai 1791 et du 28 juin 1862); gratifications de réforme renouvelables aux militaires de troupes et d'équipages de la flotte pour blessures reçues en service ne donnant pas droit à la pension complète. (Décision impériale du 26 février 1857.).....	21,060,000 00	•	21,060,0
3	Secours. — Subventions aux officiers, marins et militaires de l'armée de mer mis à la retraite de 1814 à 1861. — Subside de 10,000 francs à l'hospice de Rochefort pour 12 veuves infirmes et 40 orphelines de marins, ouvriers et autres appartenant à la marine. (Arrêté consulaire du 9 messidor an 11; loi de finances du 8 juillet 1865.)..	(A) 765,000 00	•	765,0
4	Frais d'administration et de trésorerie tant en France qu'à l'extérieur pour les trois services. — Prises, gens de mer et invalides	526,700 00	•	526,7
5	Remboursements sur les anciens produits de solde, parts de prises et successions maritimes, depuis le versement qui a été fait pour ordre aux Invalides	200,000 00	•	200,0
6	Remboursements sur les produits de bris et naufrages, depuis le versement qui en avait été fait pour ordre aux Invalides	40,000 00	•	40,0
7	Depenses diverses. — Remboursements pour droits perçus, frais de publicité	133,300 00	•	133,3
		28,245,000 00	•	28,245,0
8	Depenses d'ordre	(A) •	•	•
	TOTAL GÉNÉRAL	28,245,000 00	•	28,245,0
Transport à l'exercice 1882 de l'excédent de recette de l'exercice 1881.....				
RÉSULTAT GÉNÉRAL.				
RECETTES		30,131,137 ^f 56 ^c		
DÉPENSES		30,131,137 56		

ALIDES DE LA MARINE.

DÉPENSES.

BUDGET.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
non consommés ou non faits.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
Annulés ou non consommés.			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1881, 73	5,792,262 73				5,792,262 73
1882, 50	20,499,797 50		481,919 14		20,499,797 50
1883, 35	757,477 35				757,477 35
1884, 16	518,181 16				518,181 16
1885, 36	118,529 36				118,529 36
1886, 58	6,478 58				6,478 58
1887, 18	67,354 18				67,354 18
1888, 86	27,760,080 86				27,760,080 86
1889, 86	27,760,080 86		481,919 14		27,760,080 86
					2,371,056 70
					30,131,137 56

... d'un vote d'un crédit de 380,000 francs qui a été annulé par la loi du 21 décembre 1881, votée en application de la loi du 18 août 1881 sur les pensions militaires.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	RÈGL	
		Évaluations des produits.	Produits ré des droits con
1	Produit des bourses accordées par l'État.....	30,000 ^f 00 ^c	29,70
2	Produit des bourses accordées par les départements et les communes.....	15,000 00	20,55
3	Produit des pensions.....	419,000 00	431,85
4	Recettes éventuelles. — Produit des détériorations imputables aux élèves.....	12,000 00	12,25
5	Legs et donations.....	(Mémoire.)	
6	Recettes extraordinaires. — Rentes 3 p. o/o sur l'État. — Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations et produits divers.....	40,000 00	56,75
7	Recettes sur exercices clos.....	(Mémoire.)	77,95
	Fonds reportés de l'exercice 1880.....	516,000 00	629,05
		e	547,11
		516,000 00	1,176,17

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉNOMINATION DES SERVICES.	RÈGL		
		Crédits accordés par le budget primitif.	Crédits d'ordre en somme égale à l'excédent des produits recouvrés.	Tot
1	Personnel.....	335,880 ^f 00 ^c	•	335,880
2	Matériel.....	110,000 00	•	110,000
2 bis	Construction et installation de l'école des arts et manufactures sur l'emplacement du marché Saint-Martin.....	•	(A) 70,000 00	70,000
3	Dépenses des divers exercices clos.....	•	937 50	937 50
	EXCÉDENT DE RECETTES. Versement à la Caisse des dépôts et consignations, au crédit de l'école centrale, de l'excédent des recettes de l'exercice 1881 transporté à l'exercice 1882.....	445,880 00	70,937 50	516,817 50
		70,120 00	511,515 86	581,635 86
	TOTAUX.....	516,000 00	582,453 36	1,098,453 36

RECETTES.....
DÉPENSES.....

(A) La loi du 26 juillet 1881 avait ouvert au chapitre 2 bis un crédit de.....
Par la loi du 14 juin 1882, portant annulation de.....
sur le même chapitre, ce crédit a été ramené à.....

MANUFACTURES.

RECETTES.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Insuffisance des droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1881.
3,700' 00'	"	"	300' 00"	29,700' 00"
17,100 00	3,450' 00"	2,100' 00"	"	17,100 00
129,500 00	2,350 00	10,500 00	"	429,500 00
1,252 20	"	252 20	"	12,252 20
"	"	"	"	"
56,751 35	"	16,751 35	"	56,751 35
6,025 00	71,925 00	6,025 00	"	6,025 00
551,328 55	77,725 00	35,628 55	300 00	551,328 55
547,124 81	"	547,124 81	"	547,124 81
1,098,453 36	77,725 00	582,753 36	300 00	1,098,453 36
		582,453' 36"		

DEPENSES.

DEPENSES.			RÈGLEMENT DES DÉPENSES.		
Insuffisance des fonds affectés.	Paiements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits à annuler.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1881.
			Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
55,537' 06"	315,537' 06"	"	20,342' 94"	"	315,537' 06"
89,683 09	89,683 09	"	20,316 91	"	89,683 09
"	"	"	70,000 00	"	"
937 50	937 50	"	"	"	937 50
406,157 65	406,157 65	"	110,659 85	"	406,157 65
			110,659' 85"		692,295 71
					1,098,453 36

BILAN.

1,098,453' 36"
1,098,453 36

450,000'

380,000

70,000

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU RÈGLEMENT DES RECETTES ET DES DÉPENSES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	RECETTES.	DÉPENSES.
Ministère des finances. — Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,512,560 ^f 24 ^c	1,512,560 ^f 24 ^c
Ministère de la justice. — Imprimerie nationale.....	7,432,867 16	7,432,867 16
Ministère de la justice. — Légion d'honneur.....	19,072,843 31	19,072,843 31
Ministère des affaires étrangères. — Chancelleries diplomatiques et consulaires.....	22,579 98	22,579 98
Ministère de la guerre. — Caisse de la dotation de l'armée.....	6,423,171 15	6,423,171 15
Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine....	30,131,137 56	30,131,137 56
Ministère de l'agriculture et du commerce. — École centrale des arts et manufactures.....	1,098,453 36	1,098,453 36
TOTAUX.....	65,693,612 76	65,693,612 76

Tableau des crédits d'inscription des pensions militaires pour l'exercice 1881.
(Exécution de l'article 4 de la loi du 17 avril 1833.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 22 décembre 1880.....		5,700,000 ^f 00 ^c
PENSIONS INSCRITES.		
Pendant l'exercice 1881. { Pensions militaires françaises.....	5,777,590 ^f 00 ^c	5,700,000 00
{ Pensions militaires annulées.....	77,590 00	
Reste disponible.....		.

Tableau Q. *Situation, par service, des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1881, dans les ports et établissements de la marine.*

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existant au 31 décembre 1881.
Habillage et couchage des équipages de la flotte.....	8,729,268 ^f 82 ^c
Habillage, couchage et campement des troupes de la marine.....	5,654,877 65
Vivres.....	8,804,332 07
Hôpitaux.....	1,024,176 73
Approvisionnements généraux de la flotte.....	248,474,578 78
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,046,585 40
Justice maritime.....	28,726 17
TOTAL.....	272,662,535 58

Vu pour être annexé à la loi du 7 juin 1891 délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des Députés.

Le Président de la République française
Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :
Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

14030. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée la construction, conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 19 mars et 6 avril 1891, par les ingénieurs du département de la Gironde, d'un pont suspendu à deux voies en remplacement du pont suspendu actuel à une voie, sur lequel la route nationale n° 10 bis franchit la rivière d'Isle, à Guitres (Gironde);

2° La dépense, évaluée à cent vingt-trois mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (Paris, 29 Juin 1891.)

14031. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 9 avril 1891, passé devant le maire de Lestiac, délégué par le préfet de la Gironde, portant concession au sieur *Chadelle*, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de cinquante-cinq francs vingt centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation, au droit de sa propriété, sur la rive droite de la Garonne, à Lestiac (Gironde); ladite parcelle d'une contenance totale de trois cent soixante-huit mètres carrés et entourée d'un liséré rouge au plan annexé audit acte. (Paris, 2 Juillet 1891.)

14032. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que le chef-lieu légal de la commune de Dio-et-Valquières (canton de Lunas, arrondissement de Lodève, département de l'Hérault) est transféré de Dio à Valquières. (Paris, 2 Juillet 1891.)

14033. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Leuville (canton d'Arpajon, arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise) portera, à l'avenir, le nom de *Leuville-sur-Orge*. (Paris, 2 Juillet 1891.)

14034. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Aisy (canton d'Ancy-le-Franc, arrondissement de Tonnerre, département de l'Yonne) portera, à l'avenir, le nom de *Aisy-sur-Armançon*. (Paris, 2 Juillet 1891.)

14035. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Cydroine-Laroche (canton et arrondissement de Joigny, département de l'Yonne) portera, à l'avenir, le nom de *Laroche-Saint-Cydroine*. (Paris, 2 Juillet 1891.)

N° 24036. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire spécial de police sur les chemins de fer d'Orléans, existant actuellement à la résidence de Nantes (Loire-Inférieure), est étendue sur les chemins de fer de l'État et sur le port de Nantes. (*Paris, 9 Juillet 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17 * Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1423*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24037. — *Loi modifiant l'Organisation des Régiments régionaux d'infanterie.*

Du 20 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les dix-huit régiments d'infanterie créés par la loi du 25 juillet 1887 auront la même composition que les régiments subdivisionnaires (tableau A annexé à ladite loi).

Toutefois, l'organisation des musiques de ces régiments sera ajournée jusqu'au vote d'un crédit spécial.

2. Le ministre de la guerre est autorisé à verser dans le cadre complémentaire de chacun des régiments régionaux le nombre d'hommes nécessaire pour constituer un quatrième bataillon numériquement égal à chacun des trois autres.

Ces hommes seront prélevés sur l'ensemble de l'effectif de l'armée.

Pour chacun des quatrièmes bataillons ainsi formés, il sera créé un capitaine adjudant-major et le cadre nécessaire de sous-officiers et de caporaux.

3. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

N° 24038. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de Tramways entre Armentières et Halluin, par Houplines, Deulémont et Comines.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 5 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de tramways à traction de locomotives entre Armentières et Halluin;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de la ligne précitée;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu les délibérations des chambres de commerce d'Armentières, de Lille et de Tourcoing, en date des 4 et 7 juin et 2 juillet 1889;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 19 mars 1888, ainsi que l'adhésion donnée à cet avis, le 16 avril 1888, tant par le ministre de la guerre que par le ministre de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil général du Nord, en date des 16 avril 1888, 30 août 1889 et 19 février 1890;

Vu la convention passée, le 14 mai 1891, entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, pour la rétrocession à cette société de la concession du tramway susmentionné;

Vu le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 4 avril 1889 et 28 juillet 1890;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 octobre 1890;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 14 novembre 1890;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et le tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visés, d'une ligne de tramways desservie par des locomotives et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Armentières et Halluin, par Houplines, Deulémont et Comines.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de quatre ans à partir de la date du présent décret.

2. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramways dont il s'agit par le département du Nord, à ses risques et périls, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la rétrocession de la ligne de tramways dont il est question aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus, au profit de la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, telle qu'elle résulte de la convention ci-dessus visée, passée, le 14 mai 1891, entre le préfet du Nord et ladite société.

4. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de la ligne de tramways dont il s'agit est fixé à cinquante-trois mille francs (53,000^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder vingt-six kilomètres cinq cents mètres (26,500), et le maximum du capital de premier établissement du raccordement au chemin de fer du Nord à la gare d'Armentières est fixé à cent treize mille neuf cent cinquante francs (113,950^f). Les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations, fixées à un maximum de cinq pour cent (5 p. o/o) du capital réellement dépensé, seront comprises dans le capital de premier établissement.

Les frais d'exploitation par kilomètre et par an seront donnés par la formule $F = 1,300 + \frac{R}{2}$, où F désigne les frais d'exploitation par kilomètre et R la recette brute kilométrique, impôts et frais de location de terrain à la gare d'Armentières déduits.

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter pour le trésor des dispositions qui précèdent est fixé à la somme de treize mille deux cent cinquante francs (13,250^f).

5. Le cahier des charges, le traité de rétrocession et le plan d'ensemble susvisés resteront annexés au présent décret.

6. Il est interdit à la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes dont elle est concessionnaire ou rétrocessionnaire, sans y être préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'Etat.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-onze et le quatorze mai,

Entre les soussignés :

M. *Vel-Durand*, préfet du département du Nord, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;
- 3° Du décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique et approuvant le cahier des charges type ;
- 4° Du règlement d'administration publique, en date du 20 mars 1882 ;
- 5° Des délibérations du conseil général, en date des 16 avril 1888 et 19 février 1890,

D'une part ;

Et MM. *Edmond Caze* et *Édouard Empain*, président et membre du conseil d'administration de la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, agissant au nom de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration, en date du 14 mai 1891,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du Nord s'engage à rétrocéder à la société des chemins de fer économiques du Nord, dont le siège est à Anzin (Nord), la construction et l'exploitation pour une durée de soixante ans du tramway à voie unique d'un mètre (1^m 00) de largeur, d'Armentières à Halluin, par Frelinghien, Deulémont, Comines et Bousbecques, conformément aux avant-projets qui ont servi de base aux enquêtes d'utilité publique et aux projets définitifs à approuver ultérieurement.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir pour approuver le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

2. La société des chemins de fer économiques du Nord est assujettie envers le département à toutes les obligations qui seront imposées au département lui-même par le cahier des charges annexé au décret de concession, de même qu'elle est subrogée aux avantages résultant pour le département de ce même cahier des charges.

3. En cas d'insuffisance du produit brut annuel (impôts déduits) de la ligne pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt à cinq pour cent (5 p. 0/0) par an (amortissement compris) du capital de premier établissement, tel qu'il est fixé ci-après, le département s'engage à subvenir au paiement de cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres ou des subventions communales ou particulières qu'à l'aide de la subvention de l'État, telle qu'elle est définie par les articles 36 et 37 de la loi du 11 juin 1880.

4. Quelle que soit l'insuffisance, la compagnie rétrocessionnaire ne pourra prétendre recevoir du département, indépendamment de l'intervention de l'État, de communes et des particuliers, une somme annuelle supérieure à cinq cents francs (500^f) par kilomètre.

Le paiement des subventions, quelles qu'elles soient, sera d'ailleurs subordonné aux restrictions prévues par les deux derniers paragraphes de l'article 36 de la loi du 11 juin 1880.

5. Lorsque les avances faites par l'État et le département auront été remboursées conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, l'État et le département continueront à participer aux bénéfices nets ; mais ils n'y participeront qu'à raison de dix pour cent (10 p. 0/0) chacun du surplus défini audit article 15.

6. Pour les calculs auxquels donneront lieu les dispositions ci-dessus et l'application de la loi du 11 juin 1880, il est entendu :

- 1° Que le capital de premier établissement est limité, quelle que soit la dépense :

relle, mais non compris les frais du raccordement au chemin de fer du Nord, à Armentières, à un maximum de cinquante-trois mille francs (53,000^f) par kilomètre;

1° Que ce sera le montant effectif de ce capital de premier établissement qui servira au calcul de l'intérêt garanti à cinq pour cent (5 p. o/o), si ce montant effectif est égal ou inférieur au maximum fixé ci-dessus à cinquante-trois mille francs (53,000^f) par kilomètre;

2° Que les frais du raccordement au chemin de fer du Nord, à la gare d'Armentières, seront ajoutés au capital après approbation du compte y relatif par l'administration, mais sans pouvoir dépasser la somme de cent treize mille neuf cent cinquante francs (113,950^f);

3° Que le montant effectif à compter comme formant le capital de premier établissement comprend :

A. Les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, y compris le raccordement aux gares de voyageurs et de marchandises d'Armentières et d'Halluin du chemin de fer du Nord, le matériel fixe et le mobilier des gares et stations, l'outillage des ateliers de réparations et le matériel roulant primitif;

B. Les frais généraux d'études, de direction, de personnel, de surveillance des travaux et faux frais de toute nature, fixés à forfait à deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre;

C. L'intérêt des capitaux engagés pendant la construction, fixé à forfait à cinq pour cent (5 p. o/o) des dépenses spécifiées au paragraphe A;

D. Les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations, qui sont fixées à un maximum de cinq pour cent (5 p. o/o) du capital réellement dépensé;

E. Et, éventuellement, les insuffisances de recettes résultant de l'exploitation partielle des sections qui seraient ouvertes pendant la période de construction;

4° Que les frais d'exploitation par kilomètre et par an sont évalués, à forfait, à mille trois cents francs (1,300^f), augmentés de la moitié de la recette brute, impôts et

frais de location de terrain à la gare d'Armentières déduits (R), soit à $1,300 + \frac{R}{2}$ pour

un service comportant au minimum, par jour et dans chaque sens :

Trois trains, tant que la recette brute par kilomètre et par an ne dépassera pas quatre mille cinq cents francs (4,500^f) par kilomètre;

Quatre trains, pour des recettes brutes par kilomètre et par an comprises entre quatre mille cinq cents francs (4,500^f) et six mille francs (6,000^f);

Et ainsi de suite, à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de recette brute par kilomètre et par an de mille cinq cents francs (1,500^f).

Le préfet pourra, la compagnie rétrocessionnaire entendue, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu par les alinéas précédents; en ce cas, il sera ajouté à la formule d'exploitation une somme de soixante-dix centimes par train-kilomètre ainsi imposé.

En aucun cas, la compagnie rétrocessionnaire ne sera tenue d'établir plus de dix trains par jour dans chaque sens;

5° Que la longueur de la ligne sera déterminée par un chaînage continu, ayant pour extrémités les axes des bâtiments pour voyageurs dans les stations extrêmes ou, à leur défaut, les axes des trottoirs à établir pour le service des voyageurs, mais sous la réserve expresse que les chiffres indiqués ci-dessus pour le calcul des subventions et du capital de premier établissement ne pourront être appliqués à une longueur supérieure à vingt-six mille cinq cents mètres (26,500^m).

6. Toutefois, postérieurement à la clôture du compte de premier établissement qui doit être clos quatre ans au plus tard après la mise en exploitation de la ligne entière, en vertu de l'article 2 du décret du 20 mars 1882, il pourra être ouvert un compte complémentaire de premier établissement pour les dépenses telles que création de gares nouvelles, agrandissement de gares, pose de secondes voies ou de voies de garage, acquisition de matériel roulant pour service de trains supplémentaires imposés par le département, qui seraient faites par la compagnie rétrocessionnaire, en vertu d'une autorisation spéciale et préalable du ministre des travaux publics.

Le total s'en ajouterait, au fur et à mesure, au capital de premier établissement primitivement arrêté pour le calcul de la subvention annuelle, en vertu de l'article 3

ci-dessus, et pour le calcul du remboursement des avances faites par l'État et le département, en vertu de l'article 5 ci-dessus, mais sans que le total général de ces deux comptes de premier établissement primitif et complémentaire puisse dépasser le maximum de cinquante-trois mille francs (53,000^f) par kilomètre, non compris le raccordement d'Armentières.

La stipulation de l'article 4, qui fixe à cinq cents francs (500^f) le maximum de la subvention par kilomètre et par an, n'en serait pas moins maintenue.

8. La subvention annuelle du département sera payée sur la production, par la compagnie rétrocessionnaire, des pièces justificatives à dresser dans les formes déterminées par le décret du 20 mars 1882.

L'avance prévue par l'article 9 dudit décret sera versée par le département dans les deux mois qui suivront la fixation de ladite avance par le ministre des travaux publics.

En cas de retard apporté par l'État dans le paiement de la subvention qui lui incombe, le département n'encourra aucune responsabilité.

9. La ligne pourra être divisée, d'accord avec le département, en plusieurs sections qui seraient successivement ouvertes à l'exploitation, sous la réserve que le délai fixé par l'article 2 du cahier des charges pour l'ouverture sur la longueur totale de la ligne ne sera pas dépassé.

10. Les matériaux de construction de la ligne et le matériel roulant seront de provenance française; le personnel de l'exploitation sera de nationalité française, sauf les dispenses à accorder par le préfet dans certains cas particuliers.

11. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par un décret et que l'État aura pris l'engagement de concourir au paiement de la garantie jusqu'à concurrence des maxima déterminés par l'article 36 de la loi du 11 juin 1880.

Fait double à Lille, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ED. CAZE.

Lu et approuvé :

Signé : E. EMPAIN.

Vu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Préfet du Nord,

Signé : VALL-DURAND.

Enregistré à Lille, le 24 août 1891, folio 14, case 2. Reçu un franc vingt-cinq centimes. Signé : *Basuyau*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne ira d'Armentières à Halluin, par Houplines, Deulémont et Comines; elle empruntera les voies publiques ci-après désignées : place et rue de la Gare, à Armentières; route départementale n° 18, rue Gambetta, Rond-Point, rue de Rou-

aux chemins de grande communication n° 14, 59 et 36; rue du Vieil-Dieu, avenue et place de la Gare, à Comines; route nationale n° 17 et rue de la Gare, à Halluin.

Le concessionnaire devra, après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, relier le tramway aux gares de la compagnie du Nord, à Armentières et à Halluin. Il établira dans les gares de jonction des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de neuf mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois ans à dater de l'approbation du projet définitif.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m 00).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que leur chargement, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres trente centimètres (2^m 30); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m 00). Le maximum des déclivités est fixé à trente millièmes (0^m 030).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement ou un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empièchement.

La chaussée pavée ou empiètrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Le contre-rail ne sera exigé que dans les parties en pavage.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux

piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composée de pierres cassées, de graviers ou de scories, d'un mètre quatre-vingts centimètres ($1^m 80$) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres ($0^m 35$) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres ($6^m 00$), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres ($0^m 12$) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres ($0^m 03$) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-niveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres ($0^m 30$) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres ($0^m 30$) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres ($1^m 10$) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres ($1^m 10$);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres ($2^m 60$);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres ($0^m 30$).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en fer ou en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins pour le fer et dix-huit kilogrammes (18^k) au moins pour l'acier par mètre courant; ils seront posés sur des traverses dont l'espacement maximum sera de quatre-vingt dix centimètres ($0^m 90$) d'axe en axe.

Gares et stations.

11. Les voitures pourront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voya-

gours en des points déterminés du parcours; ces points seront désignés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes, seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Dix-neuf stations ou haltes : Armentières (gare du Nord), Armentières (rond-point), Armentières (place Chanzy), Nouvel-Houplines, Houplines, Frelinghien, Deulémont (Pont-Rouge), Deulémont, Warneton-Bas, Comines (place de la Mairie), Comines (gare du Nord), Comines (Chasse-Royale), Wervicq-Sud, Bousbecques (chemin des Vaches), Bousbecques (village), Halluin (Malplaqué), Halluin (frontière), Halluin ville, Halluin (gare du Nord).

Les stations ou haltes seront pourvues de toutes les voies et de tous les bâtiments nécessaires pour assurer, dans de bonnes conditions, le service des voyageurs et des marchandises.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus, et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m 00).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin soixante ans après la date de ce décret.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne complète, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession. La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs... { Voitures couvertes, fermées en verre double, et à banquettes rembourrées (1^{re} classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (2^e classe)....

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 05	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055

Enfants..... { Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....

Sans que la perception puisse être inférieure à cinquante centimes (0^f 50).

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, hêtes de trait.....
Veaux et porcs.....
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2^e PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Albâtre. — Armes. — Café. — Denrées coloniales. — Drogues. — Epicerie. — Objets manufacturés. — Œufs. — Produits chimiques non dénommés. — Gibier. — Spiritueux. — Sucre candi. — Tissus. — Viande fraîche. — Vins en bouteilles.
2^e classe. — Alcools en fûts. — Bitume. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Boissons en fûts. — Charbons de bois. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Cotons. — Cuivre. — Fers ouvrés. — Farines. — Fontes moulées. — Huiles en fûts. — Laines. — Légumes farineux autres que les pommes de terre. — Pommes. — Levure sèche. — Lins bruts. — Marbres en bloc. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Riz. — Sucre raffiné. — Vins en fûts. — Vinaigre.....
3^e classe. — Ardoises. — Blé. — Chaux et plâtre. — Coke. — Bois de charpente. — Perches. — Planches. — Chevrons. — Madriers. — Mais. — Minerais autres que les minerais de fer. — Meulrières. — Fers en barres. — Fonte brute. — Grains. — Pommes de terre. — Pierres de taille. — Sel. — Sucre brut et mélasses.....
4^e classe. — Argile. — Betteraves. — Briques. — Cailloux. — Cendres pour engrais. — Engrais. — Houille. — Marne. — Minéral de fer. — Moellons. — Pavés. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pulpe. — Sable.....
Les foin, fourrages, paille et toutes marchandises ne pesant pas cinq cents kilogrammes (500^k) sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 013	0 007	0 020
0 07	0 03	0 100
0 025	0 015	0 040
0 010	0 010	0 020
0 25	0 20	0 45
0 12	0 08	0 20
0 09	0 07	0 16
0 07	0 05	0 12
0 06	0 04	0 10
"	"	0 65
0 11	0 07	0 18
0 15	0 10	0 25
1 80	1 20	3 00

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)
 Tender de sept à dix tonnes.....

Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
2 60	1 80	4 40
0 90	0 60	1 50
"	"	"
0 18	0 12	0 30
0 22	0 18	0 40
0 15	0 10	0 25
0 09	0 07	0 16
0 45	0 35	0 80
0 25	0 15	0 40
0 70	0 50	1 20

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens. Dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

En ce qui concerne les marchandises, si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k). En ce qui concerne les voyageurs, si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^1).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^1) payera comme dix kilogrammes (10^1); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^1), comme vingt kilogrammes (20^1), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^1); 2° au-dessus de cinq (5^1), jusqu'à dix kilogrammes (10^1); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^1), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^1).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^1) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^1) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^1$).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^1$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^1$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^1$), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^1) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs ($5,000^1$);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^1) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^1) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^1).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délai de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à quinze centimes (0^c 15) par

tonne pour le premier kilomètre et à six centimes (0^e 06) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Le concessionnaire percevra en outre un droit d'embranchement de vingt-cinq centimes (0^e 25) par tonne; seront exempts de ce droit les propriétaires des mines et usines qui auront contribué par une subvention agréée par le préfet à la construction de la ligne, le concessionnaire entendu.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^e) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le décret d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du département du Nord.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-six mille francs (26,000^e) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes (4/5) en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième (1/5) ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lille.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Nord.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Accepté par la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord.

Lille, le 12 mai 1890.

Le Président,
Signé : ED. CAZE.

Le Préfet du Nord,
Signé : VEL-DURAND.

Un Administrateur,
Signé : J.-M. DE LACONSON.

Arrêté :

Paris, le 27 juillet 1891.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Lille, le 24 août 1891, folio 14, case 2. Reçu un franc vingt-cinq centimes. Signé : BASNYAU.

N° 24039. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 7 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LXIX : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trois cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quarante-huit francs vingt-deux centimes (385,848^{fr} 22) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 7 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERBANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1890.					
Charente- inférieure.	La commune de Tonnay-Charente.	Rochefort....	1039	15 mars 1890.	3,297 ^{fr} 53 ^c
ANNÉE 1891.					
Charente- inférieure.	La commune de Tonnay-Charente.	Rochefort....	629	14 fév. 1891.	3,297 53
Doubs.....	Le département...	Besançon....	827	23 fév. 1891.	17,300 00
	La commune de Doubs.	Pontarlier....	480	2 mars 1891.	6,000 00
	La commune de Pontarlier.	Idem.....	610	18 mars 1891.	5,000 00
	La commune de Montbenoit.	Idem.....	678	26 mars 1891.	100 00
	La commune de Gilley.	Idem.....	679	Idem.	4,500 00
	La commune de Lièvremont.	Idem.....	680	Idem.	1,500 00
	La commune de Maisons-du-Bois.	Idem.....	681	Idem.	4,000 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances, où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Doubs..... (suite.)	La commune de Morteau.	Pontarlier.....	694	27 mars 1891.	500 ^f 00 ^c
	La commune de Barboux.	Montbéliard...	481	14 fév. 1891.	100 00
	Idem.....	Idem.....	621	24 fév. 1891.	100 00
	La commune de Vauchuse.	Idem.....	830	13 mars 1891.	402 54
	La commune de Feule.	Idem.....	838	Idem.	500 00
	La commune de la Bosse.	Idem.....	864	16 mars 1891.	180 00
	La commune de Bretonvillers.	Idem.....	1048	25 mars 1891.	700 00
Indre-et-Loire.	La commune d'Yzeure.	Loches.....	487	12 fév. 1891.	10,000 00
Jura.....	Le département....	Lons-le-Sau-nier.	894	16 mars 1891.	25,640 00
	Idem.....	Idem.....	895	Idem.	157,560 00
Marne.....	La commune de Lenharrée.	Épernay.....	1160 bis	23 fév. 1891.	2,000 00
Marne (Haute-).	La commune de Clefmont.	Chaumont....	1085	14 mars 1891.	500 00
Nord.....	La commune du Cateau.	Cambrai.....	482	24 janv. 1891.	3,000 00
Puy-de-Dôme.	Le département....	Clermont-Fer-rand.	967	18 fév. 1891.	21,815 80
Savoie.....	La commune de la Perrière.	Moutiers.....	574	26 mars 1891.	1,000 00
Vendée....	Le département....	La Roche-sur-Yon.	(1) 308	23 janv. 1891.	92,419 82
	La commune de la Châtaigneraie.	Fontenay-le-Comte.	1369	24 mars 1891.	10,000 00
Vienne....	La commune de Charroux.	Poitiers.....	1055	24 fév. 1891.	10,000 00
	La commune de Villemort.	Montmorillon.	36	8 janvier 1891.	135 00
	La commune de Scorbé-Clairvaux.	Châtellerault..	1225	26 mars 1891.	3,000 00
Vosges....	La commune de Crainvillers.	Neufchâteau...	864	14 mars 1891.	500 00
	La commune de la Vacheresse-et-Rouillie.	Idem.....	853	13 mars 1891.	300 00
Yonne....	La commune de Dracy.	Auxerre.....	1173	26 mars 1891.	1,000 00
TOTAL...					385,848 22

(1) Le montant du récépissé est en réalité de 94,072 fr. 82 cent.; mais, sur cette somme, celle de 1,653 francs, versée en trop, doit être remboursée au département.

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 385,848 fr. 22 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1891, chapitre LXIII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Charente-Inférieure.	Établissement des chemins de fer des Charentes rachetés par l'État (3,297 ^f 53 ^c + 3,297 ^f 53 ^c).....	6,595 ^f 06 ^c
	Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier (500 ^f + 4,000 ^f + 1,500 ^f + 4,500 ^f + 100 ^f + 5,000 ^f + 6,000 ^f).....	21,600 ^f 00 ^c
Doane.	Établissement du chemin de fer de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (402 ^f 54 ^c + 700 ^f + 180 ^f + 500 ^f + 100 ^f + 100 ^f).....	1,982 54
	Établissement du chemin de fer de Lure à Loulans-les-Forges.....	17,300 00
Indre-et-Loire.	Établissement du chemin de fer de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin.....	10,000 00
Jura.	Établissement des chemins de fer de Lons-le-Saunier à Champagnole, de Saint-Claude à la Cluse et de Champagnole à Saint-Laurent (25,640 ^f + 157,560 ^f).....	183,200 00
Marne.	Construction du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	2,000 00
Marne (Brie-).	Construction du chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey.....	500 00
Nord.	Construction du chemin de fer du Cateau à Laon.....	3,000 00
Puy-de-Dôme.	Construction du chemin de fer de Vichy à Ambert.....	21,315 80
Savoie.	Construction du chemin de fer de Moutiers à Albertville.....	1,000 00
	Établissement du chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil-Barret.....	92,419 ^f 82 ^c
Var.	Établissement d'une voie d'accès à la gare de Fontenay-le-Comte.....	10,000 00
	Établissement du chemin de fer de Civray au Blanc.....	10,000 ^f 00 ^c
Vienne.	Établissement du chemin de fer de Loudun à Châtellerault.....	3,000 00
	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc.....	135 00
Vosges.	Établissement du chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey (500 ^f + 300 ^f).....	800 00
Yonne.	Établissement d'une station à Dracy (ligne de Triguères à Clamecy).....	1,000 00
	TOTAL.....	385,843 22

14040. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du port de Philippeville.

Du 7 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget

général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 52) du trésorier-payeur du département de Constantine (Algérie), constatant qu'il a été versé au trésor public, le 25 avril 1891, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de cent mille francs à titre de fonds de concours pour l'amélioration du port de ladite ville;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LXXIII : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000^f) applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Fontainebleau, le 7 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances, .

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des Travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24041. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de canalisation d'eau sur le territoire de la commune de Versailles.

Du 7 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les déclarations (n° 5845, 6229 et 6567) du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 2, 11 et 20 juin 1891, par divers intéressés, pour travaux de canalisation dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly, une somme totale de quatre mille huit cents francs, savoir :

SUJETS des versements.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
5845	2 juin 1891...	M. Gros, propriétaire.....	1,900 ^f
6229	11 juin 1891..	La ville de Versailles.....	1,500
6567	20 juin 1891..	MM. Thuilleaux frères, propriétaires.....	1,400
TOTAL comme ci-dessus....			4,800

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre xxxviii : *Service des eaux de Versailles et de Marly*; pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille huit cents francs (4,800^f) applicable à divers travaux de canalisation d'eau sur le territoire de la commune de Versailles (rues du Chesnay et de Montbeury, boulevard de la République, rue Champ-la-Garde).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 7 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

24042. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la Construction d'une Caserne d'infanterie à Toulouse.

Du 9 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée le 15 mars 1888, entre l'Etat et la ville de Toulouse, pour la construction d'une caserne d'infanterie;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de cent mille francs a été versée au trésor, par ladite ville, le 30 juin 1891, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxvii : *Bâtiments militaires*, deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de 1891, un crédit de cent mille francs (100,000'), qui sera affecté à la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Toulouse.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 9 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24043.—*DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien des routes du Champ de manœuvres de Vincennes.*

Du 9 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre,

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la décision du ministre de la guerre, en date du 29 octobre 1883, aux termes de laquelle la société d'encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang est tenue de verser annuellement au trésor une somme de deux cents francs pour l'entretien des routes du champ de manœuvres de Vincennes;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la déclaration constatant que le versement afférent à l'année 1891 a été effectué par cette société le 3 juin 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLIX : *Établissements du génie*.— *Matériel*, de la première section, service ordinaire, du budget de 1891, un crédit de deux cents francs (200^f) qui sera affecté à l'entretien des routes du champ de manœuvres de Vincennes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la société d'encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 9 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24044. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 10 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 17 juillet 1889, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1890;

Vu la loi du 19 mai 1874, article 29, paragraphe 2, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu la loi du 22 décembre 1878, article 8, paragraphe 2;

Vu une déclaration délivrée par le trésorier-payeur général du département du Nord, en date du 22 juin dernier, constatant que, le 8 octobre 1890, il a été versé à sa caisse, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, une somme de cinq cent cinquante-cinq francs soixante-quinze

centimes, représentant le produit d'amendes recouvrées par suite de conventions à la loi du 19 mai précitée;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août courant,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de cinq cent cinquante-cinq francs soixante-quinze centimes (555' 75).

Cette somme sera rattachée au chapitre IX : *Enseignement primaire*, du budget des dépenses de l'exercice 1890.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 10 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24045. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Monuments historiques et mégalithiques.

Du 14 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les récépissés des trésoriers-payeurs généraux du Calvados et de l'Isère, constatant qu'il a été versé au trésor : 1° le 4 juin 1891, sept mille cinq cents

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

francs représentant le contingent de la ville de Caen dans le prix d'acquisition de la maison dite *des Gens-d'armes*, à Caen (Calvados); 2° le 24 juin 1891, dix-sept mille quatre cents francs représentant la part contributive de la commune de Saint-Chef dans les dépenses de restauration de l'église de Saint-Chef (Isère);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1891, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXVII : *Monuments historiques et mégalithiques*, un crédit de vingt-quatre mille neuf cents francs (24,900^f) applicable aux frais d'acquisition de la maison dite *des Gens-d'armes*, à Caen, et aux travaux de restauration de l'église de Saint-Chef (Isère).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Août 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé: LÉON BOURGEOIS.

N° 24046. — DÉCRET portant répartition entre les différents ministères d'un Crédit supplémentaire ouvert, sur l'exercice 1891, pour l'inscription des Pensions civiles.

Du 17 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et l'article 38 du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant;

Vu le décret du 13 mars 1891 ⁽¹⁾, qui fixe le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853;

Vu la loi du 23 juillet 1891, qui a ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1891, pour l'inscription des pensions civiles, un crédit supplémentaire de deux millions;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1394, n° 23460.

La section des finances, des postes et télégraphes, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit supplémentaire de deux millions (2,000,000^f), ouvert sur l'exercice 1891 pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, est réparti entre les différents ministères ainsi qu'il suit :

Ministère de la justice et des cultes.....	65,000 ^f
Ministère des affaires étrangères.....	25,000
Ministère de l'intérieur. {	Ministère..... 31,000
	Algérie..... 10,000
Ministère des finances.....	747,000
Ministère de la guerre.....	12,000
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....	600,000
Ministère {	Ministère..... 20,000
de l'agriculture. {	Forêts..... 80,000
Ministère du commerce, {	Ministère..... 10,000
de l'industrie {	Colonies..... 10,000
et des colonies. {	Postes et télégraphes..... 250,000
Ministère des travaux publics.....	135,000
Ministère de la marine.....	5,000
TOTAL.....	2,000,000

2. Ne seront imputées sur le crédit supplémentaire ouvert par la loi du 23 juillet 1891 que les pensions qui auront fait l'objet de décrets de concession antérieurs au 1^{er} janvier 1892.

Les portions de crédit demeurées sans emploi au 31 décembre 1891 seront définitivement annulées.

3. Le ministre des finances et les autres ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 17 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24047. — DÉCRET qui fixe le cadre et les traitements du Personnel affecté aux services de Police de la ville de Marseille.

Du 19 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII ⁽¹⁾ et 3 brumaire an IX ⁽²⁾;

Vu l'article 103 de la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Marseille, du 21 juillet 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le cadre et les traitements du personnel affecté aux services de police de la ville de Marseille sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 19 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Tableau portant règlement du cadre et des traitements du personnel affecté aux services de police de la ville de Marseille.

1 commissaire central.....	5,000 ^f
19 commissaires de police de première classe à 4,000 francs....	76,000
4 commissaires de police de deuxième classe à 3,000 francs....	12,000
1 agent comptable.....	3,000
1 secrétaire principal.....	3,500
1 secrétaire hors classe.....	2,500
1 idem.....	2,300
5 secrétaires de première classe à 2,000 francs.....	10,000
20 secrétaires de deuxième classe à 1,800 francs.....	36,000
21 élèves secrétaires à 1,500 francs.....	31,500
1 inspecteur de la sûreté et des agents de police.....	2,600
1 inspecteur des gardiens de la paix publique.....	2,800
3 officiers de paix de première classe à 2,400 francs.....	7,200
4 officiers de paix de deuxième classe à 2,000 francs.....	8,000
15 brigadiers de gardiens de la paix à 1,700 francs.....	25,500
15 sous-brigadiers de gardiens de la paix à 1,600 francs.....	24,000
15 élèves sous-brigadiers de gardiens de la paix à 1,500 francs..	22,500
2 brigadiers des agents de police à 1,800 francs.....	3,600
2 sous-brigadiers à 1,700 francs.....	3,400
1 brigadier des gardes municipaux à cheval.....	1,700
1 sous-brigadier des gardes municipaux à cheval.....	1,600
1 élève sous-brigadier des gardes municipaux à cheval.....	1,500
30 agents de police de première classe à 1,600 francs.....	48,000
80 agents de police de deuxième classe à 1,500 francs.....	120,000
125 gardiens de la paix de première classe à 1,400 francs.....	175,000
125 gardiens de la paix de deuxième classe à 1,300 francs.....	162,500
150 gardiens de la paix auxiliaires à 1,200 francs.....	180,000
4 gardes municipaux à cheval de première classe à 1,400 francs.	5,600
4 gardes municipaux à cheval de deuxième classe à 1,300 francs.	5,200
4 gardes municipaux à cheval auxiliaires à 1,200 francs.....	4,800

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 33, n° 214.

⁽²⁾ 111^e série, Bull. 49, n° 363.

N° 24048. — DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel chargé des services de la Police de la ville de Brest.

Du 19 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 17 messidor an VIII⁽¹⁾ et 3 brumaire an IX⁽²⁾;

Vu l'article 103 de la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Brest, en date du 15 mai 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Brest est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 19 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Tableau portant réglementation des cadres du personnel affecté aux services de police de la ville de Brest.

1 chef de service à.....	1,900 ¹
1 sous chef de service à.....	1,700
1 sous-chef de service à.....	1,600
6 brigadiers à.....	1,400
20 agents de première classe à.....	1,200
8 sous-brigadiers à.....	1,300
20 agents de deuxième classe à.....	1,100
1 secrétaire du bureau central de police à.....	1,400
5 secrétaires de bureaux de police à.....	630

N° 24049. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme restée disponible en 1890, pour la Liquidation des suites de l'apposition du Séquestre des Incendies de Forêts de 1881 en Algérie.

Du 3 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 35, n° 214.

⁽²⁾ III^e série, Bull. 49, n° 363.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 13 janvier ⁽²⁾ et 2 septembre 1890 ⁽³⁾, portant ouverture de crédits s'élevant ensemble à..... 27,374¹ 15⁵
au titre du chapitre LXXI ter : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*;

Vu le décret du 20 mars 1891 ⁽⁴⁾, portant report à l'exercice 1891 d'un premier reliquat disponible de..... 15,000 00
constaté sur les fonds alloués par les décrets précités.

RESTE comme crédits ouverts..... 12,374 15

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie, de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le trésor, pendant le cours de l'exercice 1890, ne s'élève qu'à..... 2,744 18

laissant ainsi un disponible de..... 9,629 97

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de neuf mille six cent vingt-neuf francs quatre-vingt-dix-sept centimes (9,629¹ 97), restée disponible sur les crédits spéciaux ouverts sur l'exercice 1890, par les décrets des 13 janvier et 2 septembre 1890, au chapitre LXXI ter : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891, un crédit de neuf mille six cent vingt-neuf francs quatre-vingt-dix-sept centimes (9,629¹ 97) applicable au chapitre LXX ter : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1303, n° 21722.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1356, n° 22715.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1394, n° 23461.

N° 24050. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Couillebault* (*Leopold-Ernest*), médecin de première classe des colonies, né le 21 décembre 1856, à Saint-Genest (Vienne), demeurant à Nantes (Loire-Inférieure), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Mesnard*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Mesnard* au lieu de *Couillebault*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 8 Octobre 1891.*)

ERRATUM.

Décret en date du 24 juin 1891, portant modification des articles 8 et 13 du cahier des charges annexé au décret du 13 août 1856, qui a autorisé l'établissement d'un service de touage sur la Seine, entre l'écluse de la Monnaie et Montereau, inséré le 31 août 1891 au *Bulletin des lois* n° 1413, page 1036 :

A l'article 1^{er}, au lieu de : « 2^e section. — Du Port-à-l'Anglais à Montereau (distance : 94 kilomètres », lire : « 2^e section. — Du Port-à-l'Anglais à Montereau (distance : 97 kilomètres ».



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1424.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24051. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Saône-et-Loire, d'un Chemin de fer d'intérêt local de Digoin à Étang.*

Du 5 Janvier 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 7 janvier 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Saône-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Digoin à Étang, par ou près Gueugnon et Toulon-sur-Arroux.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de Saône-et-Loire est autorisé à pourvoir à l'exécution de la ligne ci-dessus désignée, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 25 septembre 1890, entre le préfet du département, d'une part, et la compagnie de chemins de fer départementaux, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

III^e Série.

20

4. Pour l'application des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement du chemin de fer mentionné à l'article 1^{er} est fixé au maximum à la somme de soixante-trois mille cinq cents francs (63,500^f) par kilomètre, sans que ce chiffre puisse être appliqué à une longueur supérieure à cinquante-trois kilomètres deux cents mètres (53^k 200).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à soixante-quatorze mille francs (74,000^f).

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances et après l'achèvement et la mise en exploitation de la ligne concédée.

Le capital à réaliser en obligations ne pourra être supérieur aux quatre cinquièmes ($\frac{4}{5}$) des dépenses d'établissement de la ligne mise en exploitation, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre ne dépassera pas quatre cinquièmes ($\frac{4}{5}$) du montant de l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) garanti sur lesdites dépenses.

6. Le capital de la compagnie de chemins de fer départementaux ne pourra être engagé, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans autorisation préalable, par décret délibéré en conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt dix, le vingt-cinq septembre,

Entre les soussignés :

M. Landard, préfet du département de Saône-et-Loire, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de :

- 1^o La loi du 10 août 1871 ;
- 2^o La loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3^o Du décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique et approuvant le cahier des charges-type ;
- 4^o Du décret du 20 mars 1882, portant également règlement d'administration publique ;
- 5^o Des délibérations du conseil général, en date des 22 août 1889 et 20 août 1890,

D'une part ;

Et M. Zens, administrateur-directeur de la compagnie de chemins de fer départe-

mentaux, dont le siège est à Paris, avenue de l'Opéra, n° 20, agissant au nom et pour le compte de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 11 juillet 1890,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de Saône-et-Loire concède à la compagnie de chemins de fer départementaux, dont le siège est à Paris, avenue de l'Opéra, n° 20, la construction et l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local ci-après désigné, à voie unique d'un mètre de largeur entre les rails, tel qu'il est défini au cahier des charges ci-annexé :

La ligne de Digoin à Étang, par ou près Gueugnon et Toulon-sur-Arroux.

2. La compagnie concessionnaire exécutera et exploitera la ligne qui fait l'objet de la présente convention en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges y annexé.

3. En cas d'insuffisance du produit brut (impôts déduits) de la ligne concédée pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) (amortissement compris) du capital de premier établissement, tel qu'il est déterminé ci-après, le département s'engage à subvenir au paiement intégral de cette insuffisance tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions communales ou particulières qu'à l'aide de la subvention de l'État.

Pour l'application de cette clause, il est entendu :

1° Que le capital de premier établissement est fixé au maximum à soixante-trois mille cinq cents francs (63,500^f) par kilomètre ;

Que, pour le calcul des subventions, il ne sera tenu compte que du chiffre réel de la dépense effectuée et justifiée conformément au décret du 20 mars 1882, et que les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations ne seront admises en compte que jusqu'à concurrence d'un maximum de quatre pour cent (4 p. o/o) sur les sommes à réaliser ;

2° Que les frais d'exploitation par kilomètre seront évalués à mille quatre cents francs (1,400^f), plus la moitié de la recette brute (impôts déduits) pour trois trains par jour dans chaque sens recevant des voyageurs ;

3° Que la longueur de la ligne sera déterminée par un chaînage continu ayant pour extrémités les axes des bâtiments des voyageurs dans les stations extrêmes, ou, à leur défaut, les axes des trottoirs à établir pour le service des voyageurs.

4. La subvention du département sera payée semestriellement dans les deux mois au plus tard à partir de la production par la compagnie concessionnaire des pièces justificatives des recettes et des dépenses établies dans les formes déterminées par le décret du 20 mars 1882.

5. Lorsque les recettes couvriront les dépenses d'exploitation et six pour cent (6 p. o/o) du capital de premier établissement, la moitié seulement du surplus de la recette reviendra à la compagnie ; l'autre moitié servira d'abord à rembourser les avances faites par l'État et le département (art. 15 de la loi du 11 juin 1880), puis, une fois ces avances remboursées, cette seconde moitié sera acquise en entier au département, qui en bénéficiera.

6. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi.

Fait double à Mâcon, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : LANDARD.

Enregistré à Mâcon, le 3 février 1891, folio 24, case 11. Reçu un franc, décimes vingt-cinq centimes. — Signé : Daviot.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la gare de Digoin, sur la ligne de Moulins à Mâcon, passera par ou près de Gueugnon et Toulon-sur-Arroux et se raccordera à Étang à la ligne de Nevers à Chagny.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation deux ans après l'approbation des projets définitifs.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois, au plus tard, de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de vingt mille francs (20,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m 00).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus une fois et demie la largeur des locomotives.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera telle qu'entre les parties les plus saillantes de deux véhicules qui se croisent il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera calculée de façon que celle-ci se trouve sur la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent cinquante mètres (150^m 00).

Une partie droite de quarante mètres (40^m 00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à quinze millièmes (0,015).

Une partie horizontale de trente mètres (30^m 00) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations ou haltes seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Stations à :

Digoin, Rigny, Gueugnon, Toulon-sur-Arroux, la Boulaye, Charbonnat et Étang ;

Haltes à :

Vendenesse, Sainte-Radegonde, Saint-Nizier et la Chapelle.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8" 00) pour la route nationale, à sept mètres (7" 00) pour la route départementale, à cinq mètres (5" 00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4" 00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5" 00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera telle qu'il y ait un intervalle de soixante-dix centimètres (0" 70) au moins entre les parapets et les parties les plus saillantes du matériel roulant. La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1" 00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera telle qu'il y ait un intervalle de soixante dix centimètres (0" 70) au moins entre les parapets et les parties les plus saillantes du matériel roulant.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra dans aucun cas être inférieure à huit mètres (8" 00) pour la route nationale, à sept mètres (7" 00) pour la route départementale, à cinq mètres (5" 00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4" 00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera telle qu'il y ait un intervalle de soixante-dix centimètres (0" 70) au moins entre les culées et les parties les plus saillantes du matériel roulant pour les chemins à une voie, et sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2" 00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à la hauteur du matériel roulant augmentée de soixante centimètres (0" 60).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la sur-

face de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres ($6^m\ 00$) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres ($4^m\ 00$) pour tous les autres chemins.

(Voir à la fin du cahier des charges les articles 71, 72 et 73, relatifs à la partie de la ligne qui empruntera des voies publiques.)

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0,020) au plus sur dix mètres ($10^m\ 00$) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres ($0^m\ 03$) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres ($0^m\ 05$) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera sur tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront une largeur telle qu'il y ait un intervalle de soixante-dix centimètres ($0^m\ 70$) au moins entre les parapets et les parties les plus saillantes du matériel roulant, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre ($1^m\ 00$).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront une largeur telle qu'il y ait un intervalle de soixante-dix centimètres ($0^m\ 70$) au moins entre les pieds-droits et les parties les plus saillantes du matériel roulant. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres ($2^m\ 00$) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres ($50^m\ 00$) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconces d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera égale à la hauteur maximum du gabarit du matériel roulant augmentée d'au moins un mètre vingt centimètres ($1^m\ 20$).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à la hauteur du matériel roulant augmentée de sixante centimètres ($0^m\ 60$). L'ouverture des puits d'aération et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres ($2^m\ 00$) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-cinq centimètres ($0^m\ 85$) d'axe en axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie; mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres ($10^m\ 00$) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour les déviations des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

36. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien de ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en

aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles ; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit ; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers ; on y accédera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes ; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux et des bestiaux, les plates-formes, et en général toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois. Lorsque la recette kilométrique dépassera cinq mille francs (5,000^f), le département aura le droit de demander un train supplémentaire.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

La vitesse sera telle que le trajet de Digoin à Étang s'effectue en deux heures au plus, arrêts compris.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin le 31 décembre 1965.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le

chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ses approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que des approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme égale au trentième du montant de la dépense de premier établissement qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des travaux exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe)...	
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^f 30 ^c .)		

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	
Veaux et porcs.....	
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.	

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	
---	--

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Vlande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogueries. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Coton. — Laines. — Vins. — Vinalgres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 074	0 036	0 11
0 055	0 028	0 08
0 041	0 020	0 06
0 011	0 006	0 02
0 077	0 033	0 11
0 028	0 017	0 05
0 011	0 011	0 02
0 099	0 077	0 18
0 088	0 066	0 15
0 066	0 044	0 11
0 055	0 033	0 09

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes..... 0 044 0 022 0 07
 Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas
 six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon
 et par kilomètre..... " " 0 55

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 099	0 066	0 17
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 132	0 088	0 22
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne trainant pas de convoi).....	1 98	1 32	3 30
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne trainant pas de convoi).....	2 475	1 65	4 13
Tender de sept à dix tonnes.....	0 99	0 66	1 65
Tender de plus de dix tonnes.....	1 485	0 99	2 48

Les machines locomotives seront considérées comme ne trainant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 165 0 11 0 28

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 198 0 154 0 35

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide..... 0 132 0 088 0 22

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 088 0 066 0 15

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 396	0 308	0 70
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 198	0 132	0 33
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale au prix de...	0 66	0 44	1 10

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

C'est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes comme vingt kilogrammes (20^k), etc. Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes ; 2° au-dessus de cinq, jusqu'à dix kilogrammes ; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fractions indivisibles de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes ($0^f 40$).

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000^k$ à $5,000^k$); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs ($5,000^f$);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or et d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de

quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traites qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Le département pourra exiger que les tarifs soient ramenés à ceux des grandes compagnies quand la recette atteindra un chiffre égal à celui qui est nécessaire pour couvrir les frais d'exploitation et les intérêts du capital à six pour cent (6 p. o/o), c'est-à-dire à partir du moment où le département commencera à participer aux recettes de la ligne dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux à cet effet et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'entree, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi :

1° Requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er} ;

2° Requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à

l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne, ainsi que les facteurs des postes et des télégraphes en tournée de distribution, auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes

officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre chargé de l'administration des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, le concessionnaire y assurera le service de la télégraphie privée moyennant la rétribution de quinze centimes (0^e 15) par dépêche de départ et dix centimes (0^e 10) par dépêche d'arrivée.

L'administration aura le droit de retenir le montant de la remise pour toute dépêche qui aura été transmise avec inexactitude ou dans des conditions de célérité insuffisantes. Si la municipalité ne se charge pas de la distribution, il sera alloué au concessionnaire, pour cette distribution, des frais d'express calculés à raison de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre de distance.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec les compagnies des lignes auxquelles il se rattache pour assurer le service des colis postaux dans les conditions stipulées avec lesdites compagnies.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payerait une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec les lignes principales, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le proprié-

taire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Aucun employé ou ouvrier étranger ne pourra être occupé sur la ligne.

Tout le personnel de construction et d'exploitation devra être français.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser, chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cent dix mille francs (110,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1871, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Mâcon.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Saône-et-Loire.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Saône-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

70. Aucun billet de faveur ne pourra être délivré sans l'autorisation du conseil général.

71. Dans les sections où le chemin de fer sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, selon les prescriptions et conformément aux dispositions prescrites par le préfet sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir, à ses frais, ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel roulant (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

72. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierre cassée ou de gravier suivant la nature, la fréquentation de la chaussée dont il s'agit, sa situation en rase campagne ou en traversée, etc.; cette couche aura les dimensions prescrites à l'article 7 et sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir. La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m 00) s'il s'agit d'une route nationale ou départementale, et cinq mètres (5^m 00) s'il s'agit de tout autre chemin; cette largeur sera mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité du côté de la route au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-niveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre d'au moins trente centimètres (0^m 30) sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de la route. Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de la surface supérieure du ballast, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

73. Dans les traverses des villes ou des villages, les voies ferrées doivent, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 71.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

A. Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10) ;

B. Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

- 1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres (2^m 00);
- 2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

L'Administrateur-directeur de la compagnie,

Signé : ZENS.

Le Préfet,

Signé : LANDARD.

Enregistré à Mâcon, le 3 février 1891, folio 24, case 15. Reçu un franc, décimes vingt-cinq centimes. — Signé : Daviot.

N° 24052. — *DÉCRET qui régleme l'exploitation des Grues installées, par l'Administration des Chemins de fer de l'État, sur les quais du port des Sables-d'Olonne.*

Du 15 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les rapports des ingénieurs des 28 février-2 mars 1891, au sujet de l'utilisation, par le public, des grues installées au port des Sables-d'Olonne (Vendée) par l'administration des chemins de fer de l'État pour les besoins de son propre service;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur les tarifs relatifs à cette utilisation, notamment l'avis du commissaire enquêteur du 10 février 1890;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 20 mai 1891;

Vu la lettre du préfet de la Vendée, du 21 mars 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Lorsque les grues installées par l'administration des chemins de fer de l'État sur les quais du port des Sables-d'Olonne, pour les besoins du service des voies ferrées d'exploitation de ce port, ne seront pas utilisées pour ce service, elles pourront, sous les conditions ci-après énoncées, être mises à la disposition du public, soit pour le levage des marchandises autres que celles en provenance directe ou à destination directe du chemin de fer, soit pour le mâtage ou le démâtage des navires.

2. Les grues sont mises à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins de l'administration des chemins de fer de l'État.

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition du capitaine du port, les grues employées par d'autres navires peuvent être enlevées à ces navires pour être affectées immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

3. Ceux qui font usage des grues de l'administration des chemins de fer de l'État doivent employer pour le déchargement ou l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage à fond de cale ou sur les wagons et, en général, pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin, faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Une grue ne peut être employée à soulever un poids supérieur à sa force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

4. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des grues de l'administration des chemins de fer de l'État, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des grues mises à leur disposition.

5. Les taxes maxima qui peuvent être perçues sont les suivantes :

Grues manœuvrées à bras, sans qu'il soit fourni par l'administration des chemins de fer de l'État aucun homme pour la manœuvre : par tonne, trente centimes (0'30) ;

Grues à vapeur, l'administration des chemins de fer de l'État ne fournissant que le machiniste et le combustible : par tonne, cinquante centimes (0'50),

Sans que la perception puisse être inférieure à sept francs (7') par heure ;

Loyer des grues à bras pour mâtage et démâtage : par opération, deux francs (2').

Quand les opérations de mâtage ou de démâtage se succèdent immédiatement, le prix fixé pour chacune d'elles sera réduit d'un quart.

6. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 2 ci-dessus.

7. L'administration des chemins de fer de l'État a à sa charge la

fourniture des engins et de leurs accessoires , le graissage et les frais accessoires relatifs à leur fonctionnement.

Tous les autres frais de manœuvre, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis et les mâts, sont à la charge du locataire.

8. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits, en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale, en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

9. L'administration des chemins de fer de l'État peut, si elle le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

10. Les tarifs en vigueur, à toute époque, sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées, d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils, et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine du port.

L'administration des chemins de fer de l'État est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche, comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

11. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUXOT.

N° 24053. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.*

Du 31 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à quatre mille trois cent quatre francs vingt-deux centimes et comprenant onze créances liquidées à la charge du budget du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de chacun des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 juillet 1891;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par le budget des exercices 1887, 1888 et 1889, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif de chacun des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de quatre mille trois cent quatre francs vingt-deux centimes (4,304^f 22), destiné à payer onze nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit, savoir :

Exercice 1887	6 ^f 50 ^c
Exercice 1888	27 ^f 72 ^c
Exercice 1889	4,025 00
TOTAL ÉGAL	<u>4,304 22</u>

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget ordinaire du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice 1891.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 31 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUTOT.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1887, 1888 et 1889

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXERCICE 1887			
BUDGET			
1^{re} SECTION			
27	Matériel des mines.....	Puy-de-Dôme.....	Le département.....
EXERCICE 1888			
BUDGET			
2^e SECTION			
49	Amélioration des rivières.....	Aveyron.....	M. Fraysse (les héritiers ou ayants droit).
57	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Lozère.....	La compagnie des chemins de fer du Midi
EXERCICE 1889			
BUDGET			
1^{re} SECTION			
24	Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	Cher.....	Le directeur des contributions indirectes de Bourges.
		Lot-et-Garonne.....	M. Vital (Paul), propriétaire.
		Yonne.....	M. Gillot, locataire du moulin d'Enfer, assurant en vertu de pouvoirs réguliers, au nom de M ^{me} veuve Colas de son fils Henri Colas propriétaires actuels

de faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercices.
C.				
CHAPITRE.				
RECETTES ORDINAIRE.				
Remboursement d'une avance faite pour le paiement de frais d'épreuve d'une chaudière à vapeur consi- dérés comme irrécouvrables.....	1	6 ^f 50 ^c	6 ^f 50 ^c	6 ^f 50 ^c
D.				
CHAPITRE.				
RECETTES EXTRAORDINAIRE.				
Intérêts, pendant l'année, d'une somme de 4,141 francs représentant le montant d'une indemnité allouée pour cession d'un terrain nécessaire à la canalisa- tion du bief de Roquelongue.....	2	207 05	207 05	372 72
Intérêts moratoires, à raison de 4 fr. 732 p. o/o, sur dépenses faites au compte de l'État pour la ligne de Nende à Séverac et s'élevant à 1,331 fr. 92 cent.	3	65 67	65 67	
E.				
CHAPITRE.				
RECETTES ORDINAIRE.				
Remboursement d'une avance faite pour payer les frais occasionnés par l'adjudication des droits de passage sur les terrains dépendant de l'étang du Puits, réservoir alimentaire du canal de la Sauldre.	4	17 35	1,641 00	
Indemnité pour dommages causés par les travaux du canal latéral à la Garonne.....	5	114 25		
Indemnité pour les dommages causés au moulin d'Isèze par les prises d'eau d'Ancy-le-Franc et de Saint-Martin pendant l'exercice 1889 (canal de Burgogne).....	6	1,500 00		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des CRÉANCIERS.
2 ^e SECTION			
45	Amélioration des rivières.....	Aveyron.....	M. Frayssé (les héritiers ou ayants droit).
		Lozère.....	La compagnie des chemins de fer du Midi.
		Sarthe.....	La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.
		Tarn.....	M. Remés, entrepreneur.
53	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Tarn-et-Garonne....	La compagnie des chemins de fer du Midi.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
NET EXTRAORDINAIRES.				
Morts, pendant l'année, d'une somme de 4,141 francs représentant le montant d'une indemnité allouée pour cession d'un terrain nécessaire à la canalisation du bief de Roquelongue.....	7	207 ^f 05 ^c	207 ^f 05 ^c	4,225 ^f 00 ^c
Morts moratoires, pour l'année 1889, à raison de 1 k. 32 p. o/o, sur dépenses faites au compte de l'Etat pour la ligne de Mende à Séverac et s'élevant à 133 fr. 92 cent.....	8	65 67		
Contribution provisoire de la gare de Château-du-Loir (ligne de Tours au Mans) au service commun avec la ligne de Saumur à Château-du-Loir faisant partie du réseau de l'Etat.....	9	5 99		
Morts, pour l'année 1889, du solde de son entreprise du septième lot de la ligne de Montauban à Castres (20,763 fr. 61 cent.).....	10	1,038 18	2,176 35	
Morts moratoires, au taux de 4 fr. 75 cent. p. o/o, du 1 ^{er} janvier au 22 mars 1889, d'une somme de 117 250 fr. 39 cent. représentant la part contributive de l'Etat dans les travaux d'agrandissement de la gare de Montauban, en vue de l'arrivée dans cette gare des lignes de Montauban à Castres et de Montauban à Brive.....	11	1,066 51		
TOTAL.....				4,304 22

Soit à la somme de quatre mille trois cent quatre francs vingt-deux centimes.

Paris, le 2 juillet 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24054. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare illégale et nulle la délibération, en date du 29 juin 1891, par laquelle le conseil général du département de la Seine a voté un blâme contre le préfet de police en lui reprochant d'avoir « couvert un commissaire de police coupable d'abus de pouvoir ». (*Paris, 27 Juillet 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1425.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24055. — *Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1892, un centime (0/01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24056. — Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt.

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent huit mille deux cents francs (108,200'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux de réparation des avaries causées aux lignes vicinales par les inondations des 21, 22 et 23 septembre 1890.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent huit mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur.

Signé : CONSTANS.

N° 24057. — Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, confor-

mément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant quatre ans à partir de 1892, quatre centimes (0'04) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24058. — *Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans à partir de 1892, deux centimes soixante-six centièmes (2° 66) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24059. — *Loi qui autorise le département des Landes à contracter un Emprunt.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20 p. 0/0), une somme de quarante mille francs (40,000^f) remboursable en trente ans et applicable à la construction de deux casernes de gendarmerie à Sore et à Saint-Justin.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24060. — *Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter au paiement de la première annuité de la subvention due à l'État pour le chemin de fer d'intérêt général de Lérrouville à Sedan, une somme de cinquante mille francs (50,000^f) à valoir sur le produit de l'imposition extraordinaire de deux centimes (0^f 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, autorisée par la loi du 29 décembre 1890, pour les travaux neufs des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

2. Le département de la Meuse est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant dix-neuf ans à partir de 1892, deux centimes (0^f 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au paiement de la subvention due à l'État pour l'établissement du chemin de fer de Lérrouville à Sedan.

3. Le département de la Meuse est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1892, dix centimes (0^f 10) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit, jusqu'à concurrence de trois centimes (0^f 03), à l'entretien des chemins vicinaux; de deux centimes (0^f 02) aux travaux neufs desdits chemins; de cinq centimes (0^f 05) au service des chemins de fer d'intérêt local.

4. Les impositions autorisées par les articles 2 et 3 ci-dessus seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24061. — *Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1892, un centime quatre-vingt-sept centièmes (1^r 87) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au paiement de sa part contributive dans les frais d'acquisition des terrains destinés à la construction du chemin de fer de Prades à Olette (section de Villefranche).

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24062. — LOI qui autorise la ville de Beaune (Côte-d'Or) à contracter un Emprunt.

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Beaune (Côte-d'Or) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^r 10 p. o/o), une somme de cent mille francs (100,000^r), destinée à pourvoir, avec d'autres ressources, aux frais de réparation et d'agrandissement du collège, ladite somme remboursable en quarante ans, au moyen d'une subvention de l'État et d'un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24063. — Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un Emprunt.

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4' 20 p. o/o), une somme de six cent quarante mille francs (640,000') remboursable en trente-cinq ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir aux frais de construction d'un théâtre.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24064. — *Loi qui autorise la ville de Lodève (Hérault) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART 1^{er}. La ville de Lodève (Hérault) est autorisée à emprunter une somme totale d'un million huit mille neuf cent cinquante et un francs (1,008,951¹), savoir :

Au taux de quatre francs pour cent (4 p. o/o), la somme de cinq cent vingt-deux mille cent cinquante-sept francs (522,157¹); à un taux n'excédant pas quatre francs vingt centimes pour cent (4²⁰ p. o/o), la somme de quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-quatorze francs (486,794¹).

Lesdites sommes sont destinées tant à la conversion d'emprunts antérieurement contractés en vertu des décrets en date des 13 décembre 1880. 1^{er} avril 1883, 31 décembre 1884, 21 janvier et 26 avril 1888, qu'à l'exécution de diverses entreprises d'utilité communale énumérées dans une délibération municipale du 17 avril 1891 et ayant pour objet la construction d'égouts, l'adduction d'eau potable et l'achèvement de la rue de la République.

Le remboursement sera effectué dans les délais ci-après :

Cinq cent vingt-deux mille cent cinquante-sept francs en vingt-deux ans;

Soixante-quinze mille neuf cent cinquante-six francs en vingt-sept ans;

Cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-douze francs en trente-quatre ans;

Deux cent quatre-vingt-six mille six cent quarante-six francs en quarante ans.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les sommes applicables à la distribution d'eau et à l'achèvement de la rue de la République ne pourront être réalisées et les travaux ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

De 1892 à 1912, soixante-trois centimes quarante-six centièmes (63⁴⁶);

De 1913 à 1917, vingt-six centimes quatre-vingt-treize centièmes (26⁹³);

De 1918 à 1924, vingt-deux centimes douze centièmes (22¹²);

De 1925 à 1930, quinze centimes onze centièmes (15¹¹);

Et en 1931, quatorze centimes neuf millièmes (14⁰⁰⁹).

Le produit de ces impositions, prévu en totalité pour un million six cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent soixante francs environ, servira à rembourser l'emprunt en principal et intérêts, concurremment avec les impositions inscrites au budget de 1891 pour le service de la dette.

Les impositions extraordinaires autorisées par les décrets des 13 décembre 1880, 1^{er} avril 1883, 31 décembre 1884 et par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1887 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24065. — *Loi qui autorise la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nice (Alpes-Maritimes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs dix centimes pour cent (4¹⁰ p. o/o), une somme de neuf millions deux cent quarante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit francs (9,245,498¹) remboursable en quarante ans et destinée tant à la conversion de deux emprunts contractés en vertu des lois des 7 août 1882 et 13 août 1885 qu'au remboursement de diverses dettes.

XII^e Série.

21...

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1892, vingt et un centimes (0^e 21) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité la somme de dix millions deux cent quatre-vingt-dix mille francs (10,290,000^f) environ, pour servir, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

L'imposition extraordinaire de vingt et un centimes quatre-vingt-onze centièmes (21^e 91) approuvée par la loi du 13 août 1885 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24066. — *Loi qui autorise la ville de Tours (Indre-et-Loire) à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 Juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tours (Indre-et-Loire) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de cinq cent vingt-trois mille neuf cent un francs (523,901^f) sur l'emprunt de trois millions cinq cent mille francs approuvé par la loi du 27 mai 1889.

Cette somme servira tant à solder les travaux de construction du théâtre qu'à pourvoir aux frais d'installation de réseaux téléphoniques, à l'aménagement de l'école de musique et aux dépenses que

nécessitent l'ouverture, le prolongement et le redressement des rues François-Clouet, Barillet-Deschamps et Saint-Jean-des-Corps.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé · CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24067. — *LOI qui autorise le Mont-de-Piété de Paris à faire des Avances sur Valeurs mobilières au porteur.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le mont-de-piété de Paris est autorisé à prêter sur nantissement de valeurs mobilières libérées au porteur, sans que le montant du prêt puisse excéder cinq cents francs par opération et par emprunteur.

2. Les avances seront calculées d'après la cote officielle de la Bourse, en prenant pour base le cours dernier du comptant de la veille.

Le montant en sera fixé dans les proportions suivantes :

Quatre-vingt pour cent (80 p. 0/0) sur les rentes françaises, bons et obligations du trésor;

Soixante-quinze pour cent (75 p. 0/0) sur toutes valeurs portant intérêt au moins chaque année et désignées dans un état annuel soumis par le directeur du mont-de-piété à l'approbation préfectorale, après avis du conseil de surveillance.

Le taux des avances sur actions de jouissance ne sera que de soixante pour cent (60 p. 0/0).

3. La durée du prêt et l'intérêt des avances seront fixés par arrêté du directeur, approuvé par le préfet de la Seine qui, après avis du conseil de surveillance, règle le taux des emprunts.

4. L'emprunteur pourra être mis en demeure, pendant la durée du contrat, d'avoir à rapporter une partie de l'avance, si les cours des valeurs ont subi à la Bourse une baisse d'au moins quinze pour

cent (15 p. o/o), et ce, huit jours après une simple mise en demeure par lettre recommandée extraite d'un registre à souche.

La somme à rapporter sera fixée de manière à rétablir entre le montant du prêt et la valeur réduite du nantissement la proportion déterminée par les dispositions de l'article 2.

Faute par lui de rapporter la somme exigée, le Mont-de-Piété se réserve le droit de faire vendre à la Bourse, par le ministère d'un agent de change, tout ou partie des valeurs déposées.

5. Le mont-de-piété pourra faire vendre dans la même forme les valeurs déposées, à défaut de remboursement à l'échéance convenue, sans qu'il soit besoin de mise en demeure ni d'aucune formalité.

6. Le produit net de la vente servira à rembourser le montant de l'avance en capital, intérêts et frais; le déficit, s'il y a lieu, sera ré-pété contre l'emprunteur.

7. L'excédent du produit de la vente (boni) sera tenu à la disposition de l'emprunteur pendant dix années à partir du jour de la vente. Passé ce délai, il sera inscrit au bénéfice du mont-de-piété.

8. Les coupons d'arrérages des valeurs déposées en garantie seront remis aux échéances à l'emprunteur qui en fera la demande, sur la représentation du titre d'engagement et sur sa décharge.

Le mont-de-piété ne sera pas tenu de s'assurer si les titres remboursables, avec ou sans prime, sont sortis aux tirages; il ne sera pas obligé davantage de faire d'office l'encaissement de ces valeurs, ni de celles qui ont une échéance déterminée.

9. Le service des prêts sur nantissement de valeurs mobilières libérées au porteur sera fait au moyen de capitaux autres que ceux qui sont employés aux prêts sur objets mobiliers. Une comptabilité spéciale sera organisée, de manière que les deux services restent entièrement distincts.

10. Toutes les prescriptions contenues dans les règlements qui régissent le mont-de-piété, et non contraires à la présente loi, seront applicables aux opérations d'avances sur titres.

11. Le Gouvernement est autorisé à étendre, par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, le bénéfice de la présente loi à d'autres monts-de-piété que celui de Paris.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24068. — *Loi portant modification à la Loi du 13 mars 1875.*

Du 27 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'article 47 de la loi du 13 mars 1875, modifié par la loi du 21 juin 1890, est complété comme il suit :

Indépendamment des régiments, l'infanterie de l'armée territoriale comprend des bataillons de chasseurs à pied.

Le nombre de ces bataillons et, dans chaque bataillon, la composition des éléments, ainsi que le nombre des compagnies, sont déterminés par le ministre de la guerre.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24068. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire destiné à la Réparation des dégâts causés par les Inondations aux routes départementales de l'Ardèche.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de deux cent cinquante mille francs (250,000^f) est mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour subventionner le département de l'Ardèche en vue de la réparation des routes départementales endommagées par les inondations.

Ce crédit sera rattaché au budget du ministère de l'intérieur (1^{re} section), pour l'exercice 1891, où il formera le chapitre LXXX sous le titre de : *Subvention pour la réparation des routes départementales de l'Ardèche.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

N° 24070. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1892 et 1893, quatre centimes dix centièmes (4^e 10) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

N° 24071. — *Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un Emprunt.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante-cinq mille trois cents francs (55,300^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-cinq mille trois cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24072. — *Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes (0^f 02) en 1892 et 1893, un centime quatre-vingt-quatorze centièmes (1^e 94) en 1894 et un centime quarante-sept centièmes (1^e 47) en 1895, pour en consacrer le produit aux travaux des chemins de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes

extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24073. — *Loi qui autorise la ville de Bourges (Cher)
à contracter un Emprunt.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bourges (Cher) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), une somme de vingt mille huit cent douze francs (20,812^f), remboursable en trente ans au moyen d'une subvention de l'État et destinée à pourvoir, avec un prélèvement sur l'emprunt de cinq cent quatre-vingt-cinq mille huit cent cinquante-neuf francs approuvé par la loi du 27 mai 1889, aux frais d'agrandissement ou de construction de maisons d'école.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24074. — *Loi qui autorise la ville de Chartres (Eure-et-Loir) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Chartres (Eure-et-Loir) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille francs (298,000^f) remboursable en trente ans, et destinée tant à solder les frais de construction du lycée qu'à pourvoir aux travaux complémentaires de cet établissement et à diverses autres dépenses d'utilité communale énumérées dans une délibération municipale du 9 juin 1891, lesdites dépenses ayant pour objet notamment des réparations aux bâtiments communaux et l'achèvement des clôtures du cimetière Saint-Chéron.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt ans, à partir de 1892, sept centimes (0^f 07) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à trois cent quatre-vingt-huit mille francs environ, servira tant à rembourser l'emprunt, concurremment avec une subvention de l'État et un prélèvement sur les revenus ordinaires, qu'à acquitter les annuités dues au département à raison d'avances faites pour la construction des chemins vicinaux.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24075. — Loi qui autorise la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 28 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cholet (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de neuf cent vingt-trois mille huit cent quatre-vingt-cinq francs (923,885^f), remboursable en vingt-cinq ans et destinée tant à convertir quatre emprunts antérieurement contractés et à payer le prix d'acquisition de droits d'usage sur un étang, qu'à pourvoir aux frais d'établissement d'une distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La portion de l'emprunt applicable à l'établissement de la distribution d'eau ne sera réalisée et les travaux au payement desquels elle doit servir ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant huit ans à partir de 1892, neuf centimes cinquante centièmes (9^e 50);

Pendant quatre ans à partir de 1900, trois centimes (0^e 03).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à cent trente mille huit cent quatre-vingt-quatre francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec des prélèvements sur les revenus ordinaires.

Les impositions de six centimes cinquante centièmes et de trois centimes additionnels établies par les lois des 10 avril 1879 et 27 décembre 1886 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24076. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1890, pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 24 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets n° 250, 351, 404, 479 et 485 des 7 juillet ⁽²⁾, 26 août ⁽³⁾, 7 novembre ⁽⁴⁾, 30 ⁽⁵⁾ et 31 décembre 1890 ⁽⁶⁾, et n° 49 du 14 février 1891 ⁽⁷⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1890, deuxième section, chapitre LII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à neuf millions neuf cent soixante-dix mille trente-deux francs soixante-neuf centimes (2,915,484³⁹ + 5,200,000⁰ + 515,289⁸³ + 250,000⁰ + 449,268⁹⁸ + 639,989⁴⁹);

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ce crédit de neuf millions neuf cent soixante-dix mille trente-deux francs soixante-neuf centimes, il reste actuellement disponible une somme de deux millions huit cent trente-six mille cinq cent vingt-deux francs trente-trois centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1891, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 juillet 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1891, deuxième section, chapitre LXIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, une somme de deux millions huit cent trente-six mille cinq cent vingt-deux francs trente-trois centimes (2,836,522³³) applicable à divers travaux de chemins

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1342, n° 22495.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1368, n° 22925.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1375, n° 23042.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1380, n° 23127.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 1380, n° 23128.

⁽⁷⁾ 1^{re} série, Bull. 1395, n° 23486.

de fer et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1890.

2. Pareille somme de deux millions huit cent trente-six mille cinq cent vingt-deux francs trente-trois centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1890, deuxième section, chapitre LII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours pour les travaux mentionnés audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des Travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 24077. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 27 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 44 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1891, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de cent cinquante-neuf millions de francs, non compris les dépenses du matériel roulant;

Vu les décrets n° 78, 137, 187, 213 et 283 des 3 mars ⁽¹⁾, 2 avril ⁽²⁾, 15 mai ⁽³⁾, 1^{er} ⁽⁴⁾ et 30 juin 1891 ⁽⁵⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à sept millions cinq cent mille francs;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1400, n° 23618.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23689.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1406, n° 23743.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1406, n° 23748.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1412, n° 23834.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, par les compagnies de chemins de fer du Midi et d'Orléans, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui leur ont été concédées en vertu des conventions précitées, une somme totale de quatre millions sept cent cinquante mille francs, savoir :

Récépissé n° 18686, du 30 juin 1891 (versement de la compagnie du Midi)	3,250,000'
Récépissé n° 19689, du 9 juillet 1891 (versement de la compagnie d'Orléans)	1,500,000
ENSEMBLE	<u>4,750,000</u>

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LXXIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer du Midi et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel de quatre millions sept cent cinquante mille francs (4,750,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances.

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24078. — DÉCRET portant homologation du Bornage du polygone exceptionnel créé dans la zone unique des Servitudes de la place de Constantine.

Du 24 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage, du 8 mai 1891, du polygone exceptionnel créé dans la zone unique des servitudes de la place de Constantine, entre les bornes 15 et 16, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24079. — DÉCRET qui rend exécutoires en Algérie les dispositions de la Loi du 18 juillet 1860 et des Décrets des 9 et 15 mars 1861 sur l'Émigration.

Du 25 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 18 juillet 1860 sur l'émigration et les décrets des 9⁽²⁾ et 15 mars 1861⁽³⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie, le conseil de Gouvernement entendu;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions de la loi et des décrets susvisés sont rendues exécutoires en Algérie.

2. Le ministre de l'intérieur et le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 917, n° 8877.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 917, n° 8878.

l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Fontainebleau, le 25 août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : JULES ROCHE.

Signé : CONSTANS.

N° 24080. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une somme restée disponible en 1890 pour la liquidation des suites de l'apposition de Séquestres autres que celui concernant les Incendies de Forêts de 1881 en Algérie.

Du 3 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 13 janvier⁽²⁾ et 2 septembre 1890⁽³⁾, portant ouverture de crédits s'élevant ensemble à..... 96,813' 67"
au titre du chapitre LXXI bis : Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie;

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie, de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le trésor, pendant le cours de l'exercice 1890, ne s'élève qu'à..... 34,324 15

laissant ainsi un disponible de..... 62,489 52

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La somme de soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs cinquante-deux centimes (62,489' 52) restée disponible sur les crédits spéciaux ouverts sur l'exercice 1890, par les décrets des 13 janvier et 2 septembre 1890, au titre du chapitre LXXI bis : Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, est et demeure annulée.

2. Il sera ouvert au ministre des finances, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891, un crédit de soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs cinquante-deux centimes (62,489' 52) applicable au chapitre LXX bis : Liquidation des suites de l'apposition de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1356, n° 22715.

⁽³⁾ III^e série, Bull. 1303, n° 21722.

séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24081. — *DÉCRET qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, pour l'exercice 1890, deux nouveaux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des Payements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions d'exercices clos.*

Du 3 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué en fin d'exercice à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1890,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1890, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.

Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de huit cent quarante-quatre mille deux cent soixante-quinze francs quatre-vingt-quatorze centimes (844,275^f 94), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires de l'exercice 1890 pour les rentes viagères et les pensions et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	395 ^f 00 ^c
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	843,880 94
TOTAL ÉGAL.....	844,275 94

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1890, une somme de huit cent quarante-quatre mille deux cent soixante-quinze francs quatre-vingt-quatorze centimes (844,275^f 94) est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an xi.).....	395 ^f 00 ^c
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	10,536 88
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)..	9,065 33
Pensions militaires de la guerre.....	187,286 86
Pensions militaires de la marine.....	157,949 31
Pensions et indemnités de retraite aux employés de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852.).....	584 00
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	925 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	429,132 97
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860.).....	131 30
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	1,410 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	39,588 67
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 19 avril 1888.).....	365 83
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	6,904 80
TOTAL ÉGAL.....	844,275 94

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1890.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieures à 1890 qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1890.

RENTES ET PENSIONS.	EXERCICES qui ont donné lieu à des rappels d'arrérages.				TOTAL.
	1886.	1887.	1888.	1889.	
RENTES.					
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 février 1817.).....	.	.	.	395 ⁰⁰	395 ⁰⁰
PENSIONS.					
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	.	164 ⁰¹	3,303 ⁰⁰	7,069 87	10,536 88
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	.	375 00	2,187 70	6,502 63	9,065 33
Pensions militaires de la guerre.....	870 ⁴³	10,247 46	46,570 99	129,597 98	187,286 86
Pensions militaires de la marine.....	6,458 20	15,727 47	47,591 65	88,171 99	157,949 31
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852.)..	.	.	.	584 00	584 00
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	.	.	375 00	550 00	925 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	862 75	22,994 59	117,028 97	288,246 06	429,132 97
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860.).....	.	.	.	131 30	131 30
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)....	.	.	200 00	1,210 00	1,410 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)..	175 80	3,078 31	10,978 98	25,355 58	39,588 67
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	.	638 65	2,456 00	3,810 15	6,904 80
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 19 avril 1888.)	.	.	.	365 82	365 82
TOTAUX.....	8,367 18	53,225 49	230,692 29	551,595 98	843,880 94
TOTAUX GÉNÉRAUX....	8,367 18	53,225 49	230,692 29	551,990 98	844,275 94

N° 24082. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Gironde à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. le comte de *Lur-Saluces*, sénateur du département de la Gironde,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Gironde sont convoqués pour le dimanche 20 septembre courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Gironde, se réunira au chef-lieu le dimanche 25 octobre prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 24083. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sarlat (Dordogne) à l'effet d'élire un Député.*

Du 15 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Clerjounie*, député de la première circonscription de l'arrondissement de Sarlat (Dordogne),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Sarlat (Dordogne) est convoqué pour le dimanche 11 octobre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 15 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 14084. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Lille (Nord) à l'effet d'élire un Député.

Du 1^{er} Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 3 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Werquin, député de la première circonscription de Lille (Nord),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Lille (Nord) est convoqué pour le dimanche 25 octobre courant, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

¹ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 24085. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un Député.

Du 1^{er} Octobre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 3 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Laffon*, député de la première circonscription de l'arrondissement d'Auxerre (Yonne),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Auxerre (Yonne) est convoqué pour le dimanche 25 octobre 1891, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 24086. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 5, dans la rampe de Sciez (Haute-Savoie), conformément à la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan annexé au décret du 16 septembre 1881.

L'ancienne direction de la route demeurera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours. Elle sera remise à la commune de Sciez pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération du conseil municipal, en date du 12 avril 1891 (incorporation dans le réseau des chemins vicinaux ordinaires de la commune de Sciez de la partie de la route actuelle qui sera abandonnée par suite du changement de trace);

2° La dépense, évaluée à quarante-quatre mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*Paris, 1^{er} Juillet 1891.*)

N° 24087. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Murat (canton de Murat, arrondissement de Castres, département du Tarn) portera, à l'avenir, le nom de *Murat-sur-Vèbre*. (*Paris, 17 Juillet 1891.*)

N° 24088. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter pour le musée du Louvre les œuvres ci-après désignées, léguées à cet établissement en vertu du testament olographe, en date du 31 mars 1887, par le sieur *Delaroche* (*Casimir-Émile-Horace-Paul*), savoir :

1° Portrait de *M^{me} Chalgrin*, peint par *David*;

2° Portrait de *Carle Vernet*, peint par *Robert Lefebvre*;

3° Portrait de *Carle Vernet*, peint par *Lépicie*;

4° Portrait de *M. Feuillel*; — Étude pour la « *Jane Gray* » et Étude pour « *les Girondins* », dessins de *Delaroche*.

Lesdits dessins et peintures évalués approximativement à la somme de vingt mille trois cents francs. (*Paris, 20 Juillet 1891.*)

N° 24089. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter le portrait de la dame *Herbez de Saint-Aubin*, peint par *Henri Mulard*, légué à l'État par le sieur de *Planard* (*Antoine-Gabriel-François-Émile*), en vertu du testament olographe en date du 16 mars 1890, ledit portrait évalué approximativement à la somme de trois mille francs. (*Paris, 20 Juillet 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26 * Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1426.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24090. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 4 Mars 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1890, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mars 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

BREVETS D'INVENTION.

206229. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Andrews (les sieurs), représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strashbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux coussinets de tourillons.

206230. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Cerf, représenté par Blétry frères, à

XII Série.

22

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'accouplement automatique des wagons de chemins de fer.

206231. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Grutzner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Semoir-plantoir à puits automatiques.

206232. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Wittorf, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Précédé de rinçage à siphon pour cabinets, avec quantité d'eau appropriée.

206233. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Drory, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chaudière multitubulaire avec chambre de combustion et circulation d'eau extérieure pour appareils à vapeur de navigation ou de terre.

206234. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Vendenplas, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé et appareil permettant de produire de la chicorée en grains sans aucune poudre.

206235. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Keizer, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Porte-crayon à magasin.

206236. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Carbon Iron Company (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la réduction des minerais.

206237. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Lawson (les sieurs) et Dear, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour le travail du lin, du chanvre, du jute, de la laine et autres fibres.

206238. Brevet de quinze ans, 9 juin 1890; Flot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil servant à relever les suspensions.

206239. Brevet de quinze ans, 7 juin 1890; Moliner, à Bages (Pyrénées-Orientales). — Chaussure perfectionnée sans jointures.

206240. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Borrey et Ménétrey (société), représentée par L'ipinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la fabrication des boîtes en carton.

206241. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Besson, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Machine à mortaiser à courbes facultatives.

206242. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; Marmonier, rue du Château, n° 63, à Lyon. — Pressoir centrifuge.

206243. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Bellamy, élisant domicile chez les sieurs Azéma père et fils, à Lodève. — Métier à tisser à aiguilles-navettes.

206244. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Barry et Fériand, à Marsillargues (Hérault). — Appareil à grand travail pour combattre le mildew et autres maladies cryptogamiques.

206245. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; Corcey, à Dijon. — Compteur d'électricité.

206246. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Toscanne et Duchêne, à Sorcy-Bauthémont (Ardennes). — Appareil nouveau destiné à remédier aux cheminées qui fument, dit *Fumifère*.

206247. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Rotté et Gauthier (les sieurs), à Blois. — Machine à cambrer par traction mécanique.

206248. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Peters, représenté par Elsner et Naudhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication d'une matière colorante ressemblant à l'induline et désignée comme *indocarmin*.

206249. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Schermerhorn, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bateaux plants.

206250. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; compagnie électrique Felt, représentée par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les méthodes et appareils pour faire des dépôts métalliques par une méthode d'électrolyse.

206251. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Strohbach, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Fermeture à coin pour la formation des boucles dans les câbles métalliques.

206252. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Piron, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Bêlier hydraulique à injection d'air.

206253. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Lotz, représenté par Dumas, à Paris,

rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux presses servant à coudre ou à relier au moyen d'attaches métalliques.

206254. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; H. Lescaut et C^{ie} (société), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Louis, n° 23. — Jomet sauteur.

206255. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Boyle, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Moyens pour utiliser, soit la force dépensée par les trains de chemins de fer ou par les voitures, lorsque leur vitesse est ralentie ou arrêtée, soit la force due à leur poids en passant à certaines places.

206256. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Trouillet, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Contrôleur horaire de poche pour tickets.

206257. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Gellerat père, à Paris, rue de Richelieu, n° 10. — Rouleau compresseur à vapeur, à poids variable, pour le cylindrage des chaussées empierrées.

206258. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; société dite *The Langere Company Limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le mécanisme indicateur et enregistreur.

206259. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux régulateurs des moteurs à gaz et des moteurs à pétrole.

206260. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Gastrell, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans un mécanisme pour transmettre le mouvement.

206261. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Cummins, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour traiter le cuivre et ses alliages afin d'en empêcher l'oxydation et la désoxydation pendant le chauffage et le recuit.

206262. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Brown, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication et le traitement du fer et de l'acier et de leurs composés.

206263. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Ball et Norton, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés permettant de séparer les matières magnétiques de toutes matières non magnétiques.

206264. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; société dite *The Pneumatic Dynamite Gun Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux canons pneumatiques.

206265. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Herrnhut, représenté par Morane, à Paris, rue Jenner, n° 23. — Nouvel appareil applicable à la saponification des corps gras.

206266. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Page et Gaylord, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à râper les légumes et autres substances similaires.

206267. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Stéphanon, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourneau à brûler la bagasse et les combustibles dits menus, généralement quelconques.

206268. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Case et Evans, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux instruments de musique actionnés par l'électricité, spécialement applicables à ceux du genre des pianos.

206269. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Lafforgue, à Paris, rue de Bellechasse, n° 10. — Appareils d'épuration et séparateurs des matières de vidange des eaux ménagères et industrielles en vue de l'assainissement des villes, des cours d'eau et de l'hygiène des habitations.

206270. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Parrot, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système d'embrayage universel applicable à toutes sortes de machines.

206271. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Everson, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour éliner à froid des tubes ou tuyaux métalliques.

206272. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Pool, représenté par la société Ma-

tray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux bateaux à vapeur.

206273. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Silbermann, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux hobèches pour bougies.

206274. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Ludwig et Fretzel (société), représentée par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Serrure de coffre-fort.

206275. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Müller, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bandages préservatifs pour les chevaux.

206276. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Palmersten, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux calendriers.

206277. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Pring, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux fenêtres ou châssis à fiches.

206278. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Wood, représenté par Menpous, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Appareil perfectionné réfrigérant et à faire la glace.

206279. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; Hammond, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

206280. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Leigh, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux colles et aux méthodes servant à imprimer et à teindre le papier, les étoffes et autres matières analogues.

206281. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Glunder, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil pour le chargement facile et rapide du charbon sur les navires.

206282. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Cunningham, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Commutateur électrique.

206283. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Jules Mareschal (M^{me} veuve), représentée par Gauderie, à Paris, rue d'Allemagne, n° 185. — Système de réfrigération maximum applicable à l'industrie, au commerce et à l'usage domestique.

206284. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Freitag, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Disposition pour la circulation du sirop dans les chaudières à vide.

206285. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Lathan et Sawyers, représentés par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Perfectionnements aux boucles à courroie.

206286. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Grupe, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau produit dit *corioleum*, et procédé employé pour sa fabrication.

206287. Brevet de quinze ans, 11 juin 1887; Grupe, représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Procédé d'oxydation de l'huile de lin par action directe sur les déchets avec lesquels on veut lier l'huile.

206288. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Grupe, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau système de pavage.

206289. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Möschlin, représenté par Danzei, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à calculer avec unités, dizaines et centaines mobiles.

206290. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Bösenécker, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle épingle à cheveux dite *épingle de sûreté*.

206291. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; J. Dubois et compagnie (société) représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Compensateur élastique applicable aux conduites de refoulement des liquides.

206292. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Mackay, représenté par Brandon, fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux moyens et appareils permettant de séparer le goudron et l'ammoniaque des gaz.

206293. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Ziegler, représenté par Berson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 23. — Réservoir d'eau pour instruments de musique à vent en cuivre.

206294. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Benson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux fourchettes à découper.

206295. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Schill, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux appareils servant à séparer les métaux précieux des minerais ou matières qui les contiennent.

206296. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Bru, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Bouquet dit *animé*, à apparition lance-parfum.

206297. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Dolizy et Audin, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à emboutir perfectionnée à double effet.

206298. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Freda (les sieurs) et Patroni, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé pour la production du carbonate de potassium et du carbonate de sodium anhydres et appareils y relatifs.

206299. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; de Prandières, représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau compteur d'eau et de tous liquides dit *l'aguimètre*, système R. de Prandières.

206300. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Hauger et Schneider, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de cache-pointe pour aiguille de chapeaux de dames et autres.

206301. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Jewell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour régler et enregistrer les quantités de liquides qui passent par les robinets.

206302. Brevet de quinze ans, 11 juin 1890; Edwards, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les appareils et obturateurs photographiques.

206303. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Coron, aux Vernes, près Rive-de-Gier (Loire). — Courrier aérien.

206304. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Blanc, rue Michelet, n° 40, à Saint-Etienne. — Fusil sans chiens extérieurs dit *le favori*, avec bascule complètement recouverte bois, et gâchettes en dessous de la queue de bascule.

206305. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Bellanger, rue Armand-Carrel, à Sotteville-lez-Rouen (Seine-Inférieure). — Application aux métiers à tisser d'un système de déclenchement de chariot de cartonnage.

206306. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Higuët fils, à This (Ardennes). — Porte-fil nécessaire.

206307. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Damuzeaux père et fils et Lecomte, à Balan (Ardennes). — Système d'éclairage électrique produit par un appareil dit *moteur dynamo-domestique*.

206308. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Merlateau, à Sainte-Sabine (Dordogne). — Nouvel appareil de distribution de vapeur et de renversement de marche dans toutes les machines à vapeur dit *distributeur Merlateau*.

206309. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Lefèvre, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 195. — Nouveau système de raccord plus spécialement applicable aux tubes métalliques.

206310. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Hélois, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 13. — Epuration et désulfuration des bitumes naturels sulfureux et fabrication de l'asphalte avec le calcaire ordinaire imprégné de ces bitumes épurés.

206311. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Siefert, rue Parmentier, n° 3, à Bois-Colombes (Seine). — Appareil à emplir et boucher les bouteilles.

206312. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Charpentier (M^{re}), à Paris, rue de Rivoli, n° 210. — Fabrication et vente d'initiales sur papier pour marquer le linge à l'aiguille.

206313. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Phillipps et Archer, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux foyers de générateurs à vapeur.

206314. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Holneft, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pendule électrique.
206315. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Storey, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil perfectionné pour nettoyer les compteurs.
206316. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Schubert, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Porte-serviette.
206317. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Fontaine-Besson, représenté par Fauge, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique.
206318. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Suinat fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumeur électrique destiné particulièrement aux lampes à récupération.
206319. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; S. Notton et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe de poche démontable.
206320. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Roell et Jewell, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils distributeurs automatiques.
206321. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Groth, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour tanner les cuirs et peaux à l'aide de l'électricité.
206322. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Albert, Grande-Rue, n° 2, à Saint-Maurice (Seine). — Nouveauseau dit vivier consistant en un tiroir pouvant contenir les menus objets nécessaires à la pêche.
206323. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Chesebrough, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de protection des navires contre les dépôts, la corrosion et la pourriture.
206324. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Laubsch et Kubisch, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine pour imprimer sur les allumettes.
206325. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Hertberg, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Crachoir hygiénique.
206326. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Kolbe, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Fabrication de nouvelles matières désinfectantes.
206327. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; G. Aboilard et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Perfectionnements dans les commutateurs multiples.
206328. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Granville, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils mesureurs de la vitesse des navires ou locs électriques.
206329. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Fischer et Hautzenröder, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau fer à cheval avec griffes et crampons mobiles.
206330. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Jewell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour régler et enregistrer les quantités de bière et autres liquides soutirés au moyen de pompes à bière ou d'appareils analogues.
206331. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Tuquet, Boudard et Crawley, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les attaches pour réunir les extrémités de courroies.
206332. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Gayard, à l'hôpital principal de la marine, Toulon. — Appareil à douches ascendantes et verticales.
206333. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Auzet, boulevard de la Madeleine, n° 205, à Marseille. — Nouvelle traction des tramways par câble métallique.
206334. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; compagnie d'exploitation des minerais de Rio-Tinto, rue Grignan, n° 32, à Marseille. — Perfectionnements apportés aux appareils actuellement existants pour l'évaporation des liquides.
206335. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; Schilling et compagnie (société),

représentée par **Casalouga**, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Soupape obturatrice à ancrée permanente.

206336. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Prager et compagnie** (société), représentée par **Casalouga**, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux machines à tordre.

206337. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Guilloux**, représenté par **Guy**, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Assemblage de charpente à fourchette destinée à toutes les constructions mobiles telles que tentes, baraquements, etc.

206338. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Araza et Canals**, représentés par **Chapuis**, à Paris, rue de la Tour, n° 37. — Compteur à gaz avec flotteur central.

206339. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Boecker**, représenté par la société **Elser et Nuhnardt**, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Robinet de retenue pour conduites à vent avec mécanisme pour le serrage du biseau.

206340. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Richards**, représenté par **Josse**, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements au clavetage des arbres de transmission.

206341. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Soyer**, élisant domicile chez le sieur **Duragne**, à Paris, rue du général Foy, n° 17. — Appareil destiné au chauffage des Equides.

206342. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Goupil**, à Paris, rue de Rivoli, 14. — Appareil antiseptique dénommé *néofiltre saturateur*.

206343. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Pieper fils**, représenté par **Thirion**, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Electro-moteur applicable aux régulateurs électriques.

206344. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Hartman et Friedmann**, représentés par les sieurs **Blétry frères**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couteau avec guide pour couper le jambon et autres substances analogues.

206345. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Wolff**, représenté par les sieurs **Blétry frères**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau jouet dit *papa-maman*.

206346. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Berend**, représenté par **Armengaud jeune**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de publicité sur les caudalabres.

206347. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Jewell**, représenté par **Armengaud jeune**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour régler et enregistrer la délivrance des bouteilles ou autres articles de casiers, rayons, tablettes ou autres récipients semblables.

206348. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Marquet frères** (société), représentée par **Armengaud jeune**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'ouverture facile des boîtes de conserves alimentaires.

206349. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Mathieu**, représenté par **Armengaud jeune**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Robinet à piston à courant de retour.

206350. Brevet (brevet italien devant expirer le 14 décembre 1904) pris, le 13 juin 1890, par **Zara**, représenté par **Armengaud jeune**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Suspension à réaction horizontale des freins pour voitures et wagons de chemins de fer et tramways.

206351. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Bruère**, représenté par **Chassevent**, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de succion automatique pour piéces dentaires.

206352. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **S. Notton et compagnie** (société), représentée par **Chassevent**, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage du tuyau dans les pipes à bouchon tournant.

206353. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; **Maxim**, représenté par **Chassevent**, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les armes à feu automatiques.

206354. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; **Auzat**, avenue des Paulines, n° 10 bis, à Clermont-Ferrand. — Nouveau système de hachoir.

206355. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; **Aumailley**, rue Croix-de-Seguey, n° 10, à Bordeaux. — Nouveau boudier compteur.

206356. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; **Olivier**, à Paris, place Voltaire, n° 9. — Désincrustant.

206357. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Hellström, représenté par la société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour la séparation de la graisse dans les émulsions.

206358. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Soulage, à Paris, rue Benjamin-Constant, n° 14. — Coffre-fort sans porte ouvrante.

206359. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Chevron, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle machine à mesurer les tissus.

206360. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Harmsworth, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements apportés aux porte-plume avec réservoir à encre.

206361. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Soukup, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle machine à laver.

206362. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Lane, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux indicateurs de stations pour wagons de chemins de fer et autres voitures.

206363. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Delporte, rue Bourgeois, à Ivry (Seine). — Appareil à creuser ou à nettoyer les puits sans descendre dedans.

206364. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Beck, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau procédé de fabrication d'une composition pour remplacer l'émeri-*navo*.

206365. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Goupil, rue des Deux-Moulins, n° 13, à Alfort (Seine). — Nouveau procédé de construction dit *maison économique et hygiénique, fixe et mobile*.

206366. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; société dite *The Bridgeport Chain Company*, représentée par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence n° 59. — Nouveau système de chaîne.

206367. — Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; société dite *The Bridgeport Chain Company*, représentée par les sieurs Braudon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de mousqueton à rotule.

206368. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Cagnat et Bourrelly, représentés par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Scie à ruban à descente hydraulique et automatique pour le sciage des pierres, marbres, granits, etc.

206369. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Klostermann, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateur perfectionné pour lampe à arc voltaïque.

206370. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Tiersot, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tour à torser perfectionnée.

206371. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Weber (M^{me}), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Genre d'assemblage démontable pour outils tels que ciseaux et pinces.

206372. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Hollande, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans l'établissement des fontaines lumineuses.

206373. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Bellet, à Paris, rue Cadet, n° 4. — Four rôtisseur autorotatif.

206374. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; March, à Paris, quai Jemmapes, n° 6. — Système de compteur pour l'eau et autres liquides, pouvant être employé comme moteur.

206375. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; André, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Mode d'établissement des cravaches, fouets, etc.

206376. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Wohle, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de dépôt électrolytique d'aluminium.

206377. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Kaestner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de billards.

206378. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Jewell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes enregistreurs ou compteurs actionnés par les courants électriques.

206379. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; de Kristoffovitch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'agglomérés de pierre ponce.

206380. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Merle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Breloque coupe-cigare houssole.

206381. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; J. J. Schoenfeld frères (société), représentée par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de gant caoutchouc et plaque caoutchouc pour frictions.

206382. Brevet de quinze ans, 14 juin 1890; Gay, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'appareil de sciage à fil métallique de grande longueur, emmagasiné sur tambours-bobines, avec mouvement d'avancement hydraulique, applicable au travail des pierres, marbres et autres matériaux.

206383. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Coëz-Duflos, à Landas (Nord). — Pompe propre à tout usage.

206384. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Grellet, à Paris, rue Letellier, n° 13. — Appareil destiné à l'épuration préalable des eaux industrielles.

206385. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Husohke, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements au métier de tisserand pour tissus métalliques.

206386. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Thode, représenté par la société Elser et Nauhart, à Paris, boulevard Magenta, n° 30. — Appareil pour la fermeture automatique de portes battantes.

206387. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Goehde, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux appareils pour le chauffage par le gaz avec concours d'air comprimé.

206388. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Hébert, à Paris, avenue d'Orléans, n° 121. — Nouveau système de cerclage à dents mobiles se remplaçant instantanément, applicable aux roues de charonnage, carrosserie, de vélocipèdes et autres.

206389. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; société Rumsch et Hammer, représentée par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Guinda circulaire à carton.

206390. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Ashley, représenté par Fayollat, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à la fabrication des bouteilles et autres articles similaires faits en verre creux.

206391. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Bourguet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Roue métallique élastique.

206392. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Griffin, représenté par la société Sauter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les indicateurs pour freins à air de voitures de chemins de fer.

206393. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Robic, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tire-ligne dit *Tire-ligne-Robic*, à encre constante.

206394. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; King, représenté par la société Matray, Schmittbuhl et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle voiture d'enfant dite *American mail car*.

206395. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Imbs, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux broches de métiers à filer ou à retordre.

206396. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; de Vendœuvre (M^{me}), représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Boulon à clavette en métal moulé.

206397. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; société dite *The Economic Advertising company limited*, représentée par (le sieur) Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements aux pains de savon transparent et aux moyens d'y introduire et d'y faire des étiquettes d'annonces.

206398. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; de Kalchberg, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif permettant de photographier le but en tirant.

206399. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Vincent fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chariot-brancard dit *Ambulance roulante Vincent*.

206400. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Fromout, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux fours à coke.
206401. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Bachem, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de bracelets.
206402. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de canons et de canons de fusils.
206403. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Thumler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouveau genre de chambre noire.
206404. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Penk et Kreuner, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Système de presse-numéroteur.
206405. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Germain de Montauzan, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux appareils employés dans le purgée des soies.
206406. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Bergeon-Bernard, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux soies de peignes.
206407. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; André, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Chauffe-bains instantané à gaz.
206408. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Peylin, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Perfectionnements aux métiers à tisser en tous genres.
206409. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; société Damon et Melinan, rue de Baraban, n° 54, à Lyon. — Corset de dames supprimant les fausses gorges, et son mode de fabrication.
206410. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Faure, à Voiron (Isère). — Mandrin perfectionné servant à mouler les tuyaux en ciments ou autres.
206411. Brevet de quinze ans, 16 juin 1890; Lafforgue, rue de Lapujade, 3, à Toulouse. — Nouveau modèle de billard appelé *Billard domino*.
206412. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Neveux, à Damery (Marne). — Pressoirs dits *étiquets*.
206413. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; société veuve Raynaud et C^{ie}, avenue de la Gare, n° 27, à Narbonne. — Fabrication d'un nouveau produit dénommé *Graviline*, imitant le marbre et la céramique.
206414. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Barlet, à Vitry-en-Artois (Pas-de-Calais). — Générateur à bouilleurs semi-tubulaires et à foyer amovible.
206415. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Farington, rue Notre-Dame, n° 14, à Nice. — Système de voitures à roulement médio-latéral et mixte, et perfectionnements dans la construction des voitures à rails et autres.
206416. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Le Blon, à Paris-Auteuil, rue Lafontaine, n° 86 bis. — Système de lampe à arc.
206417. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Bull, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil magnétique propre à l'épuration des liquides.
206418. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Horner, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Condenseur à surface.
206419. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Latimer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux compteurs indicateurs de caisse combinés.
206420. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Mirfin, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système pour empêcher le desserage des écrous.
206421. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Rebikow, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements à la préparation des émulsions et autres matières sensibles à la lumière pour la photographie.
206422. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Sarfert, représenté par Monath, à Paris, rue Rechouchouart, n° 47. — Décatissoir à action continue.
206423. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Schuyler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les tourne-feuilles de musique.

206427. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; André, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de bureau central pour communications téléphoniques.

206428. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Williams, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de tire-bouchon.

206426. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Dessolle, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé d'étrépage des douilles de cartouches métalliques à épaisseur conique.

206427. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Woods, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de vaporisateur servant à la désinfection, à la parfumerie, au rafraîchissement, etc.

206428. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Philippe, Othon et Genet, représentés par la société Matray, Schmittbuhl et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mode de fabrication des lessiveuses par emboutissage.

206429. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Philippe, Othon et Genet, représentés par la société Matray, Schmittbuhl et C^{ie}, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Application de l'émaillage aux lessiveuses en général.

206430. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Fredureau, à Paris, rue Lafayette, n° 18. — Perfectionnements aux conducteurs électriques.

206431. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Clowes et Randolph, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lamineurs servant à donner la forme cylindrique aux métaux.

206432. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Cochran, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines servant à parger le coton en coque.

206433. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Lake, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz ou autre fluide et dans les dispositifs électriques destinés à produire l'explosion dans ses moteurs.

206434. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; *The Waterbury Button Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les boutons et les attaches destinées à leur usage.

206435. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Litch, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bouteilles pour mucilages, encres, etc.

206436. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Garland, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle cartouche pour armes à feu.

206437. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Garland, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les canons automatiques à magasin.

206438. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Aubineau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle graisse pour armes, robinetterie, pièces polies de machines, etc.

206439. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Koch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production de matières colorantes.

206440. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; Naef, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la préparation de l'hyperoxyde de plomb.

206441. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; *The American Screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les machines à laminer les filets à vis (54).

206442. Brevet de quinze ans, 17 juin 1890; société dite *The American Screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les vis à bois laminés (55).

206443. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Talon, rue de Clermont, n° 2, à Bonne (Loire). — Machine à teindre automatique à cuve mobile.

206444. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; société Brochet et Perchet, rue Tréfilerie, n° 7, à Saint-Étienne (Loire). — Pressoir universel à marche continue.

206445. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Chabanne, à la Souterraine (Creuse). — Chaussure expéditive et imperméable.

206446. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Pruden, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Optomètre perfectionné.

206447. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Lintott et Tallack, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux gibernes.

206448. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; O'Donnell, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Couverture pour tentes.

206449. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Laudet, à Paris, rue des Fourneaux, impasse Fremiu. — Appareils à air chaud et vapeur destinés principalement à combattre les incendies. (Perfectionnements à son brevet n° 154507.)

206450. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Friesekothén, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux serures.

206451. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Estienne, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Pelletier, n° 22. — Garniture métallique en grenaille sphérique, oblongue ou cubique anti-friction compressible pour presse-étoupes de machines à vapeur ou autres.

206452. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Dubus, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil de sauvetage en cas d'incendie, dit *la Sécurité*.

206453. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Wantiez, à Paris, rue Cail, n° 2. — Voiture automatique à trois roues marchant par le déplacement de la personne qui est dessus, en s'asseyant ou en se levant.

206454. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Méguin jeune, représentés par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil indicateur enregistreur automatique pour voitures publiques, etc.

206455. Brevet de quinze ans, 10 juin 1890; société *Felt electrical Company*, représentée par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Méthode et appareil pour obtenir le dépôt de métaux pour l'électro-déposition.

206456. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Koch, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnement apporté aux machines à raboter.

206457. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Vassaux, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux scies verticales alternatives.

206458. Brevet de quinze ans, 23 avril 1890; Girard et Laurent, le 1^{er}, rue du Grand-Moulin, n° 21; le 2^e, rue d'Annonay, n° 73, à Saint-Etienne. — Nouveau vélo-cipède à multiplication de vitesse.

206459. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Tournis, rue Saint-Joseph, n° 70, à Bordeaux. — Système de vis et scellé pour rendre inviolables les caisses de marchandises.

206460. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Bowers, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Protège-linge.

206461. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Caudroy (M^{re} veuve), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 99. — Application aux tiges mobiles de l'électricité pour l'éclairage.

206462. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Broadwell, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les armes à gaz liquéfié.

206463. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Bonwick, Loer et Lumley, représentés par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 3. — Perfectionnements apportés aux bouteilles ainsi qu'aux dispositifs servant à les boucher et à les ouvrir. (*Brevet anglais devant expirer le 22 juillet 1903.*)

206464. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Hochgesand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graisseur à goutte visible.

206465. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Nelson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux oreillers, coussins et traversins.

206466. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Memminger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des phosphates acides s'employant comme engrais artificiels.

206467. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Challeton, représenté par Chassevent

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'épuration et de carbonisation de la tourbe.

206468. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Pflieger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de précision destiné au pointage des pièces d'artillerie.

206469. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Mireaux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de canapé.

206470. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Heinz, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle lampe à arc industrielle.

206471. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Hugues, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Mode de fixation du *bout* sur les queues de billard, cannes, parapluies, etc.

206472. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Biebler et Vernet, rue de Colmar, n° 4, à Dijon. — Nouveau système de tire-bouchons.

206473. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Maratray, rue des Halles Centrales, à Angoulême. — Appareil dénommé l'express cafetière franco-arabe du docteur Louis, à filtre de mousseline métallique argentée ou nikelée.

206474. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Sire, rue de la Mouillère, n° 13 bis, à Besançon. — Gyroscope alternatif, nouveau jouet scientifique.

206475. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Quéry, à Mongesoye (Doubs). — Procédé de moulage sur ébauches, des tuyaux ronds, par l'action compressive d'un boyau à mouvement.

206476. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Wallois, à Paris, rue de Flandre, n° 171, passage Auvry, n° 8 et 10. — Nouvelle presse à savon de ménage.

206477. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Chameroy, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné d'appareil hydraulique de chasse.

206478. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Bolikowski, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de filtre multitubulaire débourbeur, dit système Richard Bolikowski.

206479. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Soyer, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Machine à travailler le caoutchouc ou autres matières à la filière par refoulement.

206480. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Gobbe, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Récupération des chocs dans les efforts de traction.

206481. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Anthony, représenté par les sieurs Jacquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 35. — Perfectionnements apportés aux robinets ou fausselets et à leurs canules, employés pour mettre en perce les tonneaux de bière, de vin, etc.

206482. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Férot, à Paris, rue Moncey, n° 9. — Nouvelle structure du foyer des machines-locomotives présentant les deux plaques latérales inclinées et courbes, avec la boîte à fumée à double tirage pour servir à l'exploitation des chemins de fer de toutes largeurs de voie et tramways.

206483. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Widen, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux fours à gaz en vue de récupérer la chaleur rayonnante de ces fours.

206484. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Gabriel et Angenault, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux culots de lampes à incandescence.

206485. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Villeret, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux compteurs d'eau à turbine.

206486. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Simpson, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Appareil pour permettre l'usage des parapluies par tous les temps par l'introduction d'une pièce de monnaie.

206487. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Wallern, représenté par la société Martray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour obtenir des vernis et des couleurs de peintures à l'épreuve du feu et des intempéries, ainsi que des bronzages non sujets à l'oxydation.

206488. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Ulke, représenté par la société Martray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication de peintures

murales à l'épreuve des intempéries avec des couleurs fondantes incrustées par la cuisson sur des plaques de mosaïque.

206489. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Simon, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication de semelles de chaussures avec des matières fibreuses.

206490. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Landry, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système d'abris.

206491. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Howell et Smith, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil carburateur perfectionné pour enrichir et engendrer du gaz d'éclairage au moyen des hydrocarbures liquides volatils.

206492. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Thiercelin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boucle de sûreté pour chaînes d'attelage, système Thiercelin.

206493. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; société anonyme dite Compagnie Parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production des matières colorantes, bleu-vert de la série des verts malachite.

206494. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; société nouvelle de constructions, système Tolle, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Châssis vitrés en fer pour tentes.

206495. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Linden, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de couverture extensible applicable aux machines assortiments de l'industrie textile.

206496. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Scott, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux papiers de tentures et autres papiers servant à la décoration des appartements.

206497. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Rigal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de perçage des fromages de Roquefort et autres.

206498. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; de Kerckhove, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de pesage applicable aux véhicules à ressorts et fonctionnant sous leur flexion en indiquant le poids de chargement.

206499. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Guillemoteau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil rotatif de table dit *Servante automatique*.

206500. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Larrieu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication des lactates et de l'acide lactique et applications industrielles de ces produits.

206501. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; *Badische anilin et Soda Fabrik* (société), représentée par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'un acide amidonaphtol „ 1.8" monosulfonique ainsi qu'un composé benzoylique de celui-ci, l'acide benzoyléamidonaphtol „ 1.8" monosulfonique et de matières colorantes tétrazoliques bleues, dérivant de ce dernier produit.

206502. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Bailey, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les lubrificateurs.

206503. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Fehmel, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à laver les tonneaux.

206504. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Zadig, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif d'accrochage à musique.

206505. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Raygasse et Margry (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lit ascenseur pour paquebot.

206506. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Dubail, Monnin, Frossard et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement au mécanisme de remontoir des montres de poche.

206507. Brevet de quinze ans, 19 juin 1890; Bardon, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Commutateur bi-polaire à contact glissant et à rupture rapide, sans déclenchement spécial.

206508. Brevet de dix ans, 20 juin 1890; Winckler (les sieurs), à Rougemont (territoire de Belfort). — Nouvelle essoreuse.

206509. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Fossier, à Châlons-sur-Marne, rue Clémangis, n° 15. — Pompe à double effet dite *pompe phénomène*.

206510. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Dupuis, Barat et Charton, à Montier-en-Der (Haute-Marne). — Perfectionnement dans la mouture des grains faits par les cylindres sans distinction de système ou par les meules en silex ou métal.

206511. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Nossian et Oehler, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Voitures à ordures ménagères avec fermeture automatique.

206512. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 avril 1904) pris, le 20 juin 1890, par Buchanan et Melling, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouveau jouet mécanique.

206513. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Wallis et Longden, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à fabriquer la dentelle.

206514. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Lafail, à Paris, rue de Charonne, n° 119. — Machine à biseauter la carte.

206515. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Nettlefold et Sheldon, représentés par Jome, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements dans la fabrication des bouchons de vis.

206516. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Challeton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'extracteur mécanique pour la tourbe.

206517. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Kirchels, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de fermeture étanche des boîtes en tôle.

206518. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Rodwell, Secord et Moore, représentés par Favofflet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux lettres, emblèmes, attributs et ornements.

206519. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Fratini, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Ballon en papier pour la décoration, l'instruction ou la réclame.

206520. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Bazzi, représenté par la société Matray frères, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé pour préparer l'électrode positif des éléments voltaïques primaires ou secondaires.

206521. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Wilson, représenté par Bert, à Paris, rue de Rivoli, n° 57. — Nouvel appareil de concentration, d'évaporation et de distillation des liquides.

206522. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Reclus, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de vase poreux empêchant le mélange des liquides dans les piles.

206523. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; *Chesebrough manufacturing Consolidated Company* (société dite), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication des pains de savon.

206524. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Granjon et Allernand, représentés par les sieurs Lépinette et Rabilloud, à Lyon, avenue de Saxe, n° 66. — Procédé de moulage et de cuisson des matériaux creux.

206525. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Blein, à Lyon, cours de la Liberté, n° 74. — Compteurs d'ampère-heures.

206526. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Debat, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, à Lyon, avenue de Saxe, n° 66. — Anse mobile pour flacons, bouteilles et autres récipients.

206527. Brevet de quinze ans, 20 juin 1890; Le Sourd, à Paris, rue Voltaire, n° 40. — Système concernant la fermeture d'une porte de sûreté à secret.

206528. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Poincloux, représenté par Richou, à Tours, place du Grand-Marché. — Rampe d'arrosage à robinet mobile pour arrosage des voies ou routes à l'avant des locomotives routières et tramways à vapeur.

206529. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Guérin, à Montoux (Vaucluse). — Forme de chaussure.

206530. Brevet de cinq ans, 24 juin 1890; Sarric, à Agen, rue Cale-Abadie. — Appareil compteur horaire à base kilométrique à l'usage des voitures de place.

206531. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Vany frères (société), à Charleville. — Tube raboteur de manches de balais.

206532. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Kuhne, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 6. — Procédé pour préparer le cuir ressemblant au caoutchouc pour courroies, lanières, etc.

206533. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Krisch et Schmidt, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 50. — Roue de voiture.

206534. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Koch, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Boîte à pilules ou autres objets semblables, débitant les pilules une à une.

206535. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Adolph, représenté par Monath, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Garniture en ciment.

206536. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Grandmontagne, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre de ménage dit *le Rapide*.

206537. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Stackler, représenté par Rigaud, à Paris, rue de Turin, n° 13. — Appareil destiné à introduire un courant auxiliaire momentanément dans un circuit d'appareils électriques traversé par un courant continu réduit.

206538. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Martin, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à cuire, servant en même temps à laver et à rincer le linge.

206539. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Burrows, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Moyens et machines à retirer des feuilles et des tiges des plantes fibreuses les parties molles et pulpeuses.

206540. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; société des générateurs à vaporisation instantanée, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les générateurs à vaporisation instantanée.

206541. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; société anonyme dite *Eisenwerke Gaggeneau*, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux appareils d'éclairage à deux espèces de gaz.

206542. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Solano, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau genre de petits plats avec des annonces pour services de café et autres usages.

206543. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Bedeau, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de *wagonnet des entrepreneurs*.

206544. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Jomain, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les fermetures en fer pour magasins.

206545. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Jomain, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositions nouvelles dans le montage des châssis en fer des personnes et croisées en tôle.

206546. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Scherding, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Nouveau genre d'agrafe pour le ficelage, dit *Ficelleur-éclair*.

206547. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Étard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de séparation industrielle du nickel d'avec le cuivre.

206548. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Pinet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de forme pour chaussures à extension longitudinale.

206549. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; compagnie anonyme continentale pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils (société dite), représentée par Armengaud jeune, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur à gaz à paiement préalable.

206550. Brevet de quinze ans, 21 juin 1890; Caruelle, à Voisinlieu, commune d'Allone (Oise). — Piège à souris, rats et autres animaux nuisibles.
206551. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Laffite, à Agen (Lot-et-Garonne). — Système de publicité par les boîtes d'allumettes.
206552. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Fréland père, Portier et Fréland fils, à Bordeaux, rue Judaïque, n° 58. — Introduction du phénol et de tous autres désinfectants (goudrons exceptés) dans les savons de toute nature.
206553. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Thibaud, à Bordeaux, rue Picard, 13. — Système de récipient élastique pour boîtes à air, à gaz et liquides, applicable aux pompes en général pour obtenir un jet continu sous pression, réglable à volonté au moyen d'une soupape d'évacuation.
206554. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Didelin, à Paris, rue Bréa, n° 21. — Calculateur cylindrique avec adaptation de tubes à comptes tout faits, s'appliquant à tous les calculs.
206555. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Mondain, à Paris, rue Sedaine, n° 75. — Système de rivet universel invisible.
206556. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Boursier et Boissel, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés et appareils de teinture à sec et d'assouplissage des articles dits *chiffonnages* et des soieries pures et mélangées.
206557. Brevet de quinze ans, 13 mai 1890; Lefebvre, à Rouvroy (Pas-de-Calais). — Système indicateur d'eau pour générateur.
206558. Brevet de quinze ans, 24 mai 1890; Roumieu, à Marseille, Grande-Rue Marengo, n° 70. — Appareil extracteur étagé et méthode d'extraction chimique des huiles par cet extracteur.
206559. Brevet de quinze ans, 13 juin 1890; Trouillet et Lambert (société), représentée par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Buscs de corset à arrêt de sûreté.
206560. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Lysgard, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Dispositif de sûreté applicable aux véhicules.
206561. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Jerzmanowski, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du gaz d'éclairage.
206562. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Lardans, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Séchoir à air libre pouvant aussi être employé en étuve.
206563. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Fred. Bayer et compagnie (société), représentée par Monath, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Procédé pour la préparation d'acide nitrososulfonique et de matières colorantes violettes et bleues qui en dérivent.
206564. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Fred. Bayer et compagnie (société), représentée par Monath, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.
206565. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Levent, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de boulon à écrou indesserrable, et outillage se rapportant à sa fabrication.
206566. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; société dite *The Electric construction corporation limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux fourneaux électriques.
206567. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; *Badische Anilin und Soda Fabrik* (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé de préparation de l'indigo artificiel et d'autres matières colorantes indigotiques.
206568. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Larchevêque, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur automatique.
206569. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Wolff, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaises de courses.
206570. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Pobeguïn, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cartonage à âme métallique et application à la fabrication des jouets et articles de voyage en général.

206571. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Rixson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de foyer fumivore et économique pour chaudières à vapeur.

206572. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Wagon (M^{me} veuve), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Balance fonctionnant automatiquement par l'introduction d'une pièce de monnaie.

206573. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Vavasseur, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Affût perfectionné pour canon à tir rapide.

206574. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Gilliard, P. Monnet et Cartier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation industrielle du chlorure d'éthyle et application des tubes scellés pour le transport et le fractionnement de ce chlorure et des liquides volatils analogues.

206575. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Guipet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de seuil ou appui pour fenêtres.

206576. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Doriot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de table gynécologique ou chirurgicale pliante.

206577. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Meyrignac, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage droit élastique.

206578. Brevet de quinze ans, 23 juin 1890; Ferriol, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Machine à secouer et à étirer les soies.

206579. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Vernay, rue d'Erquinghem, à Armentières (Nord). — Moule à bouteilles et son appareil, système C. Vernay.

206580. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Peaux, représenté par Amat, rue Desmazès, n° 3, à Montpellier. — Système de cartes découpées à jour pouvant servir à des exercices cartographiques dans les écoles.

206581. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Laroche de Féline, rue Belleyne, n° 5, à Périgueux. — Tables suspendues ou suspensions dites *garde-manger*, destinées à supporter les couverts, plats, desserts, luminaires et corbeilles à fleurs dans les salles à manger de famille, dans les hôtels, cafés, bureaux, etc.

206582. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Landin, représenté par Chevalier, à Paris, rue d'Orsel, n° 60. — Nouveau système de ressorts applicables aux voitures d'enfants et autres en général.

206583. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Braconnier, à Paris, rue des Carmes, n° 4. — Procédé nouveau d'utilisation des minerais de zinc.

206584. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Frerichs, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de fabrication du carbonate de potasse et de l'acétone.

206585. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Kiel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Boane-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés à la fabrication des compositions vulcanisées propres à la production d'articles moulés et autres.

206586. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Vonhof, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Appareil pour la production de l'acide sulfureux (SO²).

206587. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Regel, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements dans l'appareil pasteurisateur.

206588. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Proust, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau monte-mèches pour objets d'éclairage et de chauffage.

206589. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Kornig, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements apportés aux locomotives pour haler des radeaux, des bateaux, etc.

206590. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Colacicchi et Rolland, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Accumulateur mécanique.

206591. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Krechbiel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le matériel servant à la fabrication des capsules de gélatine.

206592. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Gendron, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des bandages de roues.

206593. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Mutter et Dawson, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux alambics de distillateurs et également applicables pour recueillir des échantillons de contrôle des rinqures épuisées aux orifices d'écoulement des alambics.

206594. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Dürr, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de lampe à vapeur d'huile avec alimentation automatique de combustible et flamme à jet mince.

206595. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Smith et Fox, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les signaux électriques des chemins de fer.

206596. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Krutina et Mohle (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication de figures, ornements, pièces façonnées, pierres artificielles de toutes couleurs.

206597. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Attestard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs servant à prendre les sacs de dépêches au passage des trains.

206598. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Robin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements aux foyers à combustibles pulvérents pauvres et maigres.

206599. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; société dite *The Transatlantic machine Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à écrire.

206600. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Hulsey, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à l'habillage des meules de moulins.

206601. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 août 1903) pris, le 24 juin 1890, par Lyle, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à l'élévation et au refoulement des eaux ou autres liquides, ainsi que dans les appareils employés à cet effet.

206602. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Tribuzio, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Disposition mécanique pour fusils et pistolets de gros et de petit calibre à répétition.

206603. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Hargreaves, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux thermomoteurs régénérateurs à combustion intérieure, une partie de ces perfectionnements étant également applicables aux machines à gaz et à air chaud.

206604. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Alexander, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils à combinaisons électro-mécaniques et aux égalisateurs de force magnétique.

206605. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Gill, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils automatiques de signaux.

206606. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Gill, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils de contrôle pour circuits électriques.

206607. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; King, Howard, Browning et Thornton, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux clefs anglaises pour le serrage des écrous et le raccordement des tuyaux.

206608. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Bloch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Verso-goutte pour préparer l'absinthe avec ou sans sucre.

206609. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Chavanne frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans la fabrication des clous à cheval ou autres clous.

206610. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Gourdiat frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bandes composées pour pansements chirurgicaux.

206611. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Cocozza, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Bandage herniaire à pelotes mécaniques.
206612. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Loria, représenté par Weissz, rue des Orties, n° 91, à Asnières (Seine). — Bouilleur solaire à évaporation rapide et à miroirs paraboliques.
206613. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; de Bourgade, Nunès et Blachier, à Paris, rue de Vaugirard, n° 32. — Appareil pour la concentration des moûts de raisin.
206614. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Le Tellier, à Paris, rue du Débarcadère, n° 8. — Joint hermétique universel instantané.
206615. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Kurts, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Innovation aux machines pour la récolte des pommes de terre.
206616. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Lehmann, rue de Fontenay, n° 174, à Vincennes (Seine). — Vendeur automatique de marchandises dont le prix quelconque est payé d'avance, dit *electric-vendeur*.
206617. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Baviile et Gros, à Paris, rue Lourmel, n° 71, à Paris. — Voiture à publicité mobile et intermitente avec mouvements ascensionnel, rotatif et réactif.
206618. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Delamare-Deboutteville et Malandin, représentés par Armengaud aîné à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de régularisation des moteurs à gaz.
206619. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Pontoglio, représenté par Cassalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Guide-voix Pontoglio.
206620. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Friedrich et Tobell, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à fraiser.
206621. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Noble, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le mode de fabrication des masselottes pour fusées percutantes.
206622. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Henry et Marsot, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à faire les cigarettes.
206623. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Schwetzky et Haakert, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bordon métallique fileté constituant une fermeture sûre des tonneaux et garantissant le cachet du service des contributions.
206624. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Morgan, représenté par la société Mariller et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les grilles de fourneaux.
206625. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Alif, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application à la fabrication des meubles d'étoffes imitant la tapisserie ou la peinture.
206626. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Chenesseau, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte à pain servante.
206627. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Dillmann, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de fabrication de vitraux polychromes.
206628. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Melville, représenté par la société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les talons pour chaussures.
206629. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Berliner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé d'extraction des huiles et graisses de différentes matières.
206630. Brevet de quinze ans, 25 juin 1890; Conte, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Verseur à liquides, applicable aux bouteilles pour le service de table, le commerce des vins et spiritueux, etc.
206631. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Dervaux-Ibled et Vivien, rue de Baudreuil, n° 18, à Saint-Quentin. — Mode de condensation des vapeurs permettant d'obtenir de l'eau chaude au maximum de température.

206632. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Colling, à Fère-en-Tardenois (Aiane). — Procédé imperméabilisant les cuirs de toute sorte.
206633. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Gollette, à Seclin (Nord). — Perfectionnements au travail des grains par le malt.
206634. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Ch. de Baillencourt et compagnie (société), rue de l'Abbaye-des-Près, n° 21, à Douai. — Dispositions spéciales pour le peignage rationnel et méthodique des matières textiles à fibre longue.
206635. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Fontaine, place Verte, n° 55, à Anzin (Nord). — Parachute à griffes unilatérales enlées pour guidage métallique.
206636. Brevet de quinze ans, 14 mai 1890; Daudé, Chatel et Potier, à Saint-Denis (Réunion). — Nouveau procédé de préparation, de conservation perpétuelle de la vanille au moyen de l'alcool.
206637. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Louis Uhler et compagnie (société), à Paris, rue Caumartin, n° 12. — Appareil surchauffeur de vapeur dit à foyer indépendant.
206638. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Malais, à Paris, boulevard Morland, n° 6. — Brancard de voitures incassable.
206639. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Gerstel, à Paris, rue Laffitte, n° 20. — Fume-filtre.
206640. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Krause et Fiedeler, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Traitement propre à retirer une couleur bleue des sous-produits et déchets ou issues provenant du lavage des toisons ou laines, ainsi que des excréments des moutons, des toisons et des dérivés de la graisse tirée des toisons ou laines.
206641. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Sales, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux fers à cheval.
206642. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Caso (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande des machines à coudre et autres machines analogues.
206643. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Etard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Four à zinc, à condensation intérieure.
206644. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Variot et Charpentier, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de conservation et d'incinération des cadavres.
206645. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Fooks, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'encrier de poche avec essuie-plume.
206646. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Champagnat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lessiveuse.
206647. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Fallot, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture en ardoise à crochets à âmes double pince portant liaison.
206648. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Leroy Ch. et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à découper le caoutchouc.
206649. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Montessuit, rue de la Vieille, n° 7, à Lyon. — Perfectionnement aux lampes à huile minérale.
206650. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Gauthier, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Fabrication mécanique du ruban-velours simple-pièce, sans coups perdus.
206651. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Osenbrück, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé pour utiliser dans des machines réfrigérantes à absorption, travaillant avec des solutions saturées à un degré élevé, la chaleur latente de la vapeur épuisée des machines à vapeur ou d'autres sources de vapeur, afin de produire de l'ammoniaque liquide.
206652. Brevet de quinze ans, 29 juin 1890; Ferriol, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Découpeur et classeur automatique pour contremarque.
206653. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Saint-Pé, rue Saint-Grat, n° 5, à Oloron. — Nouveau système de fabrication rapide des chaussures en tous genres au

moyen de la claque et de la semelle cousues intérieurement ensemble, retournées et adaptées ensuite à la tige par la claque seule.

206654. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Maudoux, élisant domicile chez le sieur Deramaix (hôtel du Mont-d'Or), à Givet (Ardennes). — Système de grilles oscillantes ou mouvantes à l'usage des foyers domestiques et des foyers des chaudières à vapeur.

206655. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Lams, rue de la Gare, n° 36, à Lille. — Boîtes métalliques pour conserves avec couvercles à joints hermétiques s'enlevant sans détérioration.

206656. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Mourgues, représenté par Charropin, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 128. — Perfectionnements aux voitures.

206657. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Belou et Vincent, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 23. — Nouveau système de scie, dite *scie discoïdale*.

206658. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Kemblinsky, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 75. — Brosse hygiénique en caoutchouc servant à panser et enlever les poils morts et pellicules des chevaux et autres animaux à poils ras.

206659. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Bruns, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chambre obscure photographique à répétition.

206660. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Brabant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements au moteur ammoniacal Tellier.

206661. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; French et Meyer, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux navettes et au mécanisme de navettes de machines à coudre.

206662. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Marchand et de la Vèze, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de feutres et tissus incombustibles perméables ou imperméables, à base d'amianta solidifiée ou durcie.

206663. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; A. Bourjois et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de parfums en pilules, pastilles, etc., solubles dans l'alcool.

206664. Brevet de quinze ans, 27 juin 1890; Lees (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à mortaiser le bois.

206665. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Cottel, à Saint-Amand-l'Arbret (Pas-de-Calais). — Nouveau système d'attelage et de conduite des voitures.

206666. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Lafosse, faisant élection de domicile rue Ségulier, n° 28, à Bordeaux. — Tourne-feuilles automatique universel.

206667. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Fassett, représenté par Engelfred, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 64. — Appareil acoustique contre la surdité, dénommé l'*aurophone*.

206668. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Martin, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau fusil jouet, dit *fusil silencieux*.

206669. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Bélart, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Application nouvelle pour produire l'imitation de dentelles fines à long rendement.

206670. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Ziperowsky, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Instrument pour souder les métaux par les courants électriques.

206671. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Destès, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moteur rotatif perfectionné.

206672. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Weidenbusch, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Mécanisme pour séparer et pour soulever des feuilles de matières en tranches minces.

206673. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; H. Leconte (société), à Paris, rue du Buisson-Saint-Louis, n° 23. — Fabrication d'un nouveau jouet-réclame.

206674. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Miffet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 74. — Système de transmission, par friction, du mouvement aux véhicules munis ou non d'un moteur.

206675. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; von Skoda, représenté par Chasse-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Canon automatique à tir rapide, muni d'un volant.

206676. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Coulombe frères et Tautin (société) et Pernelle frères (société), représentées par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de teinture en bleu grand teint imitant l'indigo.

206677. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Beretux (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moule destiné à la fonte des molettes en métal portant des caractères, chiffres ou dessins quelconques.

206678. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Buffi, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à pétrole ou à gaz.

206679. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Honigmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour chauffer les gaz, les liquides et les matières solides.

206680. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Marchand et de la Vèze, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'objets comprimés en silicates naturels et artificiels, amiante, mica, etc.

206681. Brevet de quinze ans, 28 juin 1890; Raymond, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture à crochet et anneau à rivure nouvelle pour chaussures, guêtres, gants à l'usage et délaçage instantanés.

206682. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Courtois, à Ay (Marne). — Mouton tournant appliqué aux pressoirs.

206683. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Dougades et Borios, à Maxamet (Tarn). — Machine à sabrer les peaux de moutons.

206684. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Degois, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les étuves de désinfection.

206685. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Legrain, boulevard des Écoles, n° 48, à Lille. — Application de la soudure à chaud aux tubulures et collets en fer ou acier, aux tuyaux de même métal.

206686. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Boot, rue de Douai, n° 72, à Lille. — Navette à cannette rigide et économique.

206687. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Willot, à Paris, chaussée de la Muette, n° 9. — Découverte des propriétés toxiques des eaux ammoniacales du gaz d'éclairage sur l'*heterodera schachtii*, nématode de la betterave, et méthode pour en faire une application heureuse à la destruction de ce redoutable parasite.

206688. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Stock, représenté par Dieusaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Disposition protectrice pour niveau à tube de verre.

206689. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Auschitzki (M^{re}), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 101. — Système de publicité par les tickets de chemins de fer, tramways, correspondances d'omnibus ou tous tickets similaires.

206690. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Jaegermayer et Michel, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Mesureur de rendement d'Ernst Jaegermayer, système Michel.

206691. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Roux, à Paris, hôtel des Invalides. — Sommier-lit pouvant être utilisé dans les hôpitaux.

206692. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Soetje, représenté par la société Marillier et Rebelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Appareil de vente automatique.

206693. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Dûé, à Paris, avenue de Clichy, n° 97. — Appareil frigorifique mobile (glacière Dûé).

206694. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; H. Flottmann et compagnie (société), représentée par Damas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Chaudière double perfectionnée pour le traitement de matières solides ou liquides.

206695. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Robert et Noirot (société), représentée par Delineau, à Paris, avenue Daumesnil, n° 43. — Nouveau système de guides pour tables à rallonges.

206696. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Breiner, représenté par la société

Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Voitures à annonces avec tour tournante.

206697. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Bittinger, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Collecteur de pous-sières.

206698. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Bittinger, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Blutoir avec tamis plans.

206699. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Bourguet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Cheval mécanique transformable en tricycle d'enfant.

206700. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Symons (M^{re}), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les chapeaux de dames et autres coiffures féminines.

206701. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Wauquiez-Goethals, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'épilage de la laine, du lin, du chanvre, de la ramie et des plantes textiles en général.

206702. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Doloire et Golay, représentés par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Universel incomparable moulin à couronnes et chambres à air de tamisage multiple, avec rapprochement indépendant de chaque couronne.

206703. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Wolsky, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements applicables à des valises, sacs de voyage et autres articles similaires.

206704. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Girardin, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de briquet perpétuel à meule changeable.

206705. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Méran, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de batterie-filtre.

206706. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Garbutt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil perfectionné pour les frictions de têtes, dites *shampooing*.

206707. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Tronchon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des blocs ou tablettes de chocolat.

206708. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Gooding et Laad, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines servant à mettre les chaussures en forme.

206709. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Lavanchy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les distributeurs automatiques.

206710. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Ravinet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle plaque d'identité pour objets susceptibles d'être égarés.

206711. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Balduin, Heller's Söhne (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de fermeture pour bracelets.

206712. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Martinez-Anibarro, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé pour améliorer, conserver et vieillir naturellement les vins, eaux-de-vie, huiles, etc., au moyen de la lumière.

206713. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Krause, représenté par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Perfectionnements aux appareils automatiques de vente.

206714. Brevet de quinze ans, 30 juin 1890; Fréd. Bayer et compagnie (société), représentée par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue Rochechouart, n° 47. — Procédé pour la préparation de l'acide benzoylamidophényl acétique et de son éther phénolique.

206715. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Simon et ses fils (société), à Cherbourg (Manche). — Malaxeur horizontal pour le travail des beurres et autres pâtes.

206716. Brevet de quinze ans, 12 juin 1890; Simon et ses fils (société), à Cherbourg Manche). — Perfectionnements apportés aux lisseuses pour beurre, etc.
206717. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Boyeux et Canton, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Encre incombustibles.
206718. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Triquet, représenté par Lépinette et Habblood, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Liteau universel remplaçant les liteaux d'escalette actuellement employés dans le lisage.
206719. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Viallon, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Brocheur pour la fabrication des rubans velours.
206720. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Salmon, à Jumièges (Seine-Inférieure). — Appareil de protection des berges des fleuves, nommé *Digue Salmon*.
206721. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Dubois, à Sainte-Catherine-sous-Briançon (Hautes-Alpes). — Siphon ou siphonnement automatique.
206722. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Guthmann, à Paris, boulevard de Charonne, n° 87. — Moteur à vent.
206723. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Ellis, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Cuvette ou laveur pour le lavage des épreuves photographiques.
206724. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Gould et compagnie (société), représentée par Maulvaut, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de station ou couplages de sûreté pour conducteurs électriques.
206725. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Favor, représenté par Maulvaut, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système d'interrupteur thermal de circuits électriques.
206726. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; *The Century Ice machine Company* (société dite), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de production du froid.
206727. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Anderson (M^{lle}), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système pour apprendre aux enfants la valeur des nombres.
206728. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Geuder et Kayser, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de piège pour les mouches et autres insectes.
206729. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Lowry, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de pompes à vapeur.
206730. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Alsberg, représenté par Lombard-Bonneville, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les procédés pour produire le minium.
206731. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Lacôte, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Poterie avec renforts métalliques.
206732. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Abrahamson, représenté par Armeigaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les portes de fours, de chambres de chauffe et de boîtes à feu.
206733. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Leblond, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication, sans soudure, des pièces de forge à une ou plusieurs branches.
206734. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Romanès, représenté par Fayollet, à Paris, rue Crouot, n° 16. — Vélocipède ou tricycle marin et terrestre.
206735. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Spalding, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécanismes d'appel téléphoniques.
206736. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Bromfield, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à percer le roc, mues à la main.
206737. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Prévost, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux courroies de transmission.
206738. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Hulin, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Nouveau procédé de préparation industrielle des aluminates de potasse et de soude.
206739. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Renshaw et Burden, représentés par

la société Marillier et Roblet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux dispositifs d'accouplement ou d'attelage.

206740. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; société dite *American Marine and Canal Propeller Company*, représentée par la société Marillier et Roblet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements relatifs à la propulsion de navires et des vaisseaux et aux moyens à ce destinés.

206741. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Munson (M^{lle}), représentée par la société Marillier et Roblet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux compartiments ou cabines pour bateaux à vapeur ou autres.

206742. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Swift, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à brûler les hydrocarbures liquides.

206743. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Stanley junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les générateurs électriques.

206744. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; du Bois, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les jantes de roues de véhicules.

206745. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Milliken, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les poteaux métalliques.

206746. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Merriam, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux obus explosibles.

206747. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Fitzpatrick et Geddes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à étamer et étirer les métaux.

206748. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Kraka, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de quadricycle.

206749. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Hurley, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle attache de harnais ou dossière.

206750. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Sergent, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fer-lampe à souder se chauffant à la gazoline, dit *fer-lampe français*.

206751. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; société *Acme Steel Trimmer Company*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tourner et finir les talons de chaussures.

206752. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Foote et Pillsbury, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les batteries secondaires.

206753. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Chassevent, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Couvertures protectrices pour câbles électriques.

206754. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Goudiat frères (société), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de tissus imperméables.

206755. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production de matières colorantes azoconjuguées teignant sur mordants des nuances résistant au foulon, par combinaison d'acides sulfoniques diazotés de bases aromatiques avec des acides ortho-oxycarboniques.

206756. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Stern, représenté par Gaben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Application de l'acide silicique comme désodorant pour les naphtes bruts et autres, les huiles minérales, la paraffine, l'oséboite, les graisses animales et végétales et d'autres substances goudroneuses, huileuses résineuses ou analogues à la cire, pour les dissolutions de ces substances, ainsi que pour des solutions colorées de divers autres corps chimiques.

206757. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; société dite *Wardwell Sewing machine Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 14. — Perfectionnements dans les machines à coudre pour fil ciré.

206758. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Davidson, représenté par Menmons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les soupapes Duplex, à action directe, pour machines à pomper.

206759. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Scherding, représenté par Menmons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Nouveau genre d'attache ou crochet destiné à remplacer les boutons de bretelles, dit *parfaite attache-bretelles*.

206760. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Goodson, représenté par Menmons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Soupape perfectionnée destinée à prévenir le gaspillage de l'eau.

206761. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Pogneau, avenue Thiers-la-Bastide, n° 5, à Bordeaux. — *Boralux électrique*.

206762. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Viville, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Cafetière nommée *cafetière française Viville*.

206763. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Nield, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux appareils à maintenir et à ajuster les manchettes de chemises.

206764. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Hodges, représenté par la société Elmer et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Matière perfectionnée pour coussinets, applicable également aux broches et commutateurs des machines dynamo-électriques.

206765. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Schunck, représenté par la société Elmer et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Traverse en fer avec surface d'appui plane et avec remplissage de gravier.

206766. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Bengel, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chemises à devants ou tendus.

206767. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Heidelmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Robinet filtreur.

206768. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Conflant, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements apportés aux brûloirs à chicorée, café, etc.

206769. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Liesenberg et Staüdinger, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé pour épurer les liquides.

206770. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Morris, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux magasins pour carabines et autres armes à feu.

206771. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné de recul pour les bouches à feu de fortification, de coupes fixes ou à éclipse, etc.

206772. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Bachner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition applicable aux chaudières à vapeur pour les alimenter et éteindre le feu lorsque l'eau descend au-dessous de la limite la plus basse ou que la pression de la vapeur devient trop forte.

206773. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Humbert fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à brûler les hydrocarbures liquides.

206774. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Motton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe à double foyer mobile ou fixe.

206775. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Dufrenoy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graisseur destiné aux essieux de wagons, wagons, arbres de transmission, etc.

206776. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1890; Randon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les métiers à tisser Leavers, en vue de leur faire fabriquer aussi les dentelles et les velours plush indistinctement.

206777. Brevet de quinze ans, 24 avril 1890; Herronschmidt, à Nourmés (Nouvelle-Calédonie). — Traitement, sans l'emploi d'acides, des matières produites par la fusion

des minerais de cuivre, cobalt, nickel, fer, manganèse, plomb et argent de la Nouvelle-Calédonie.

206778. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Bilsfinger, représenté par Maulvaud à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau genre de planche à repasser.

206779. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Michel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil dit *vignetteur Michel*, permettant d'obtenir directement à la chambre noire des clichés de gradés.

206780. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Nicot, Jeanvoine et Pelletier, à Paris, rue du Ruisseau, n° 91. — Sonnette électrique à piles solidaires.

206781. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Thode, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à envelopper.

206782. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Koch, représenté par Blétry frères à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bateaux à voiles à vapeur, dit *hydro-pyroscap*.

206783. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Lindner, représenté par Blétry frères à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau moteur à pétrole.

206784. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Silbermann, représenté par Matras frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil portatif pour coller du papier ou tout autre article similaire.

206785. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Bethmont, représenté par Caber à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'appareil bouilleur-épuration, à circulation continue, alternative ou intermittente, avec filtration physique et chimique pour l'épuration des eaux d'alimentation des générateurs à vaporisation rapide, installée ou autres.

206786. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Feaudierre et Lefèvre, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plinthe métallique calfeutrant.

206787. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Bruck, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des allumettes sans tête.

206788. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Eckert, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de châssis photographique à répartition pour plaques souples.

206789. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de feuillards et de tôles bi-métalliques.

206790. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1890; compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les engins de manœuvre des coups de forteresse et de leurs bouches à feu.

206791. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Marcet, rue de Varsovie, n° 44, Toulouse. — Nouveau système de montre à moteur continu.

206792. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Rodary, rue Sainte-Famille, n° 5, Toulouse. — Moteur au vent tournant horizontalement et automatiquement dans le même sens, quelles que soient les directions et les vitesses du vent.

206793. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Massoc, à Fleurance (Gers). — Constricteur vulvaire pour empêcher le renversement du vagin et de l'utérus chez l'espèce bovine.

206794. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Isnard, représenté par Lebocq, rue des Bergers, n° 16, à Marseille. — Appareil de chasse d'eau pour water-closets et autres.

206795. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Aune et Guasco, rue Fongate, n° 3, à Marseille. — Appareil dit *contrôleur d'alimentation*.

206796. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Giraud, rue Thomas, n° 103, Marseille. — Fontaine à jet intermittent.

206797. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Aeschlimann, représenté par Frieder-Dubreul et Janicot, rue de l'Hotel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Mécanisme automatique pour le découpage du nez des tuiles.

206798. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Pessat neveu, rue des Forces, n° 1, à Lyon. — Carton-caisse bordé en bois.

206799. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Rondony (les sieurs), représentés par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Balance automatique pour la pesée des grains et matières analogues.

206800. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Erwin, représenté par Freydlér-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

206801. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Smidth et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Appareil servant à produire de l'eau chauffée d'alimentation pour les générateurs de vapeur des machines à condensation.

206802. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Salinas, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de plumes métalliques à écrire, avec deux bords.

206803. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Bine, à Paris, boulevard de la Villette, n° 165. — Perfectionnements aux robinets intermittents.

206804. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Crampton et Essinger, représentés par Dignon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements aux lampes électriques à arc.

206805. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Lange (M^{me}), représentée par la société Jacquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 35. — Système d'agrafage pour vêtements de femme.

206806. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Mayer (les sieurs), représentés par Lafontaine, à Paris, rue Lepeletier, n° 22. — Installation pour vider avec rapidité les bacs à sécher les houblons.

206807. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Deniort, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 79. — Publicité roulante.

206808. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Forbes, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Arme à feu à répétition ou à feu rapide et se chargeant par la culasse.

206809. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Pérille, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Verrou ou targette à hélice, système Pérille.

206810. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Zietz, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Talon perfectionné pour chaussures.

206811. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Scellier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils modérateurs.

206812. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Scherb, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fabrication d'un nouveau savon ou composé propre à laver, dégraisser et détacher.

206813. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Philippe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de filtre à poches simples ou multiples.

206814. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1890; Schnickmann, représenté par Arménard jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les enveloppes et dans les cachets en papier.

206815. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Dujardin, rue Brûle-Maison, n° 82, à Lille. — Perfectionnement dans les distributions des machines à vapeur ou similaires.

206816. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Morange, à Rochefort-Montagne (Puy-de-Dôme). — Nouveau système de voiture routière dite *passé-partout*.

206817. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Poret, à Paris, rue Bernouilli, n° 11. — Procédé de solidification de l'amianté à chaud ou à froid, en bourse ou sous forme de toile, et de décoration dudit tissu par l'impression.

206818. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Perrin, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouveau système de montre à répétition.

206819. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Raedler, représenté par la société Elmer et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour stériliser le lait.

206820. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Michelin et compagnie (société),

représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Robinet pour liquides ou gaz acides.

206821. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; M. F. Castelnaud et compagnie, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Broyeur à frictions.

206822. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Baussart, représenté par Fayolle à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil hydrateur perfectionné.

206823. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Stott, représenté par Sauts, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements aux lampes à gaz non régénérateur.

206824. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Reinherz (M^{me}), représentée par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Procédé pour conserver les plantes et parties des mêmes, vertes et en fleuraison.

206825. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Saunier, représenté par la société Sarry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Appareil pour maîtriser les chevaux emportés.

206826. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Bergreen, représenté par Bléty frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presses à cellules pour cossettes betterave.

206827. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Guhrner, représenté par Bléty frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distribution à soupapes pour machines à vapeur.

206828. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Guhrner, représenté par Bléty frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distribution pour machines à vapeur.

206829. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Haretu, représenté par Bléty frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Générateur inexplosible à vaporisation instantanée.

206830. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Duplessy, représenté par Dumesnil rue Deligny, n° 18, à Clirhy-la-Garenne (Seine). — Presse perfectionnée pour la papeterie à fleurs, française, anglaise et belge.

206831. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à vapeur Compound.

206832. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Brabant, représenté par Thirion à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de moteur mû par vapeur d'eau et le gaz ammoniac.

206833. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Al. Boniface frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de net pour fabriquer la chenille de plumes et autres articles de passementerie.

206834. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1890; Col, représenté par Chassevent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour l'épuration automatique et continue des eaux d'alimentation des générateurs.

206835. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Pothier, à Armeau (Yonne). — Système de charmes pour vignes, betteraves et pommes de terre.

206836. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Hasenau, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil pour entamer le carton et y faire des rainures.

206837. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Gavioli fils, à Paris, rue de Couronne, n° 77. — Nouveau genre d'instrument de musique à papier perforé.

206838. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; société dite *The Mining and gem Lamp electric Company limited*, représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux éléments positifs (négatifs pendant la charge) des piles sèches, lesdits éléments étant applicables aussi comme cathodes dans l'électrolyse.

206839. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Valette, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux voitures pour enfants et malades.

206840. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Collet, représenté par Bléty frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à chauffer les têtes des coins bois pour coussinets de chemins de fer.

206841. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Gibbons (Thomas-Henry) et Gibb (M^{me}), représentés par la société Asai et Gents, à Paris, boulevard Voltaire, n° 1. — Système d'établissement des voies ferrées.

206842. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Brockmann, représenté par la société

- Isi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'étagères pour l'étagage des marchandises.
26643. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Hodgkinson, représenté par Chasse-vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chauffeurs mécaniques et leurs accessoires.
26644. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Tûratay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pédale à excentrique pour vélocipèdes de tous genres.
26645. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; société dite *Palmer's Shipbuilding and iron company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour effectuer les mouvements en canons par le moyen d'air comprimé.
26646. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1890; Geneste, Henricher et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil à stériliser les crachats et désinfecter les crachoirs de tuberculeux; appareil également applicable à la stérilisation de toutes matières contenant des microbes.
26647. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Facon, rue Ratisbonne, n° 41, à Lille. — Appareil indicateur de niveau d'eau à flotteur.
26648. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Ruelle, rue des Échelles, n° 22, à Valenciennes. — Séchoir pour superphosphates et pour toutes matières minérales, végétales et animales ne pouvant subir des températures élevées.
26649. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Black, à Raillencourt (Nord). — Appareil permettant d'enregistrer au fur et à mesure les heures et fractions d'heure durant lesquelles les cochers de fiacres ont leurs voitures occupées par des voyageurs.
26650. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Thomas, boulevard de Sébastopol, n° 17, à Nantes. — Emploi des gaz liquéfiés dans les moteurs à gaz fixes et mobiles comme force motrice.
26651. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Jullian frères (société), représentée par Fabre, à Béziers. — Application du bicarbonate de soude aux maladies de la peau.
26652. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Sirol et Bernard (société), place du Parlement, n° 16, à Bordeaux. — Système d'application de calotte soudée, agitée ou rivicée à une boîte.
26653. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; de Dion, rue Ernest, n° 13, à Puteaux (Seine). — Moteur combiné à pétrole et à essences légères.
26654. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Buckland, représenté par Levesque, 17 bis, rue de Malhe, n° 48. — Perfectionnements dans les générateurs de vapeur.
26655. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Currie, représenté par la société Gauthier et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Appareil électro-moteur.
26656. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Mathieu, à Paris, rue d'Enghien, n° 19. — Fermeture des graisseurs.
26657. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Rouhette, représenté par Armengaud jeune, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils à braser.
26658. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Bingham, représenté par Brandon & fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication du tabac.
26659. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; *Thomas Walker and son* (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux lochs.
26660. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Gault et Clapp, représentés par London et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils évaporatoires.
26661. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Johnson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les dispositifs servant à transmettre la force motrice, et spécialement à appliquer la force motrice des moteurs électriques à la propulsion des véhicules.
26662. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Adams, représenté par Brandon & fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la réduction des minerais métalliques ainsi qu'aux appareils employés à cet effet.
26663. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Gaffield, représenté par Blétry

- frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les supports des arbres de propulseurs.
206864. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Harris et Silvermann, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux agrafes ou clampes pour bretelles ou articles similaires.
206865. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Thomas, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux agrafes de corsets.
206866. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Gourdé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux moyens de la fixation de la tête en papier sur les œillets-crochets.
206867. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; société dite *The European Fire Service and Motor Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux systèmes automatiques d'avertisseurs électriques d'incendie.
206868. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Legat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour la fabrication de tuyaux métalliques flexibles et de tous objets composés de parties assemblées et soudées.
206869. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Edge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chaînes.
206870. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Plotts et Petrie, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les cuillers.
206871. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; société dite *Rogers liquid meter Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les compteurs à eau.
206872. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; société dite *The Fitch Type Writer Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.
206873. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Foley, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à fileter les vis, applicable aux tours et autres machines-outils.
206874. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; société dite *Ericson Coast Defence Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de projectiles sous-marins.
206875. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Steinke, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Serrures de sûreté sans ressort pour portes destinées au passage des personnes.
206876. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Marckwald, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Échappement libre d'horlogerie à dents spéciales pour l'échappement et l'impulsion.
206877. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Rondet, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'embrayage à friction s'appliquant aux transmissions, treuils, grues et autres machines.
206878. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Planchon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les procédés photographiques dits *pelliculaires*, par l'emploi, pendant la formation des pellicules, de cadres minces, rigides et étroits qui accompagnent les pellicules lorsqu'elles sont achevées, et qui tiennent lieu d'extenseurs et de supports dans les opérations auxquelles les pellicules sont ultérieurement soumises.
206879. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Parkinson (les sieurs), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux bluteaux ou tamis destinés à séparer les impuretés des graines de la farine et de toutes autres substances analogues, ou à séparer les unes des autres les différentes espèces de farines, suivant leur degré de finesse.
206880. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Bonnefoy (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lit-brancard roulant.
206881. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Laurent, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouchon paragoutte.
206882. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1890; Zeising, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Peigne circulaire en deux parties pour la préparation des boudins et des fils de laine peignée.

206883. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Lefranc, rue Saint-Nicolas, à Caen. — Système nouveau d'assemblage des différentes parties constitutives des lits en bois et de disposition fixe du fond de ces lits.

206884. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Collin, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 53. — Cartouchière à tiroir.

206885. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Diatto, représenté par de Montalban, à Paris, boulevard des Batignolles, n° 23. — Bateau automatique dénommé *hydro-reloce*.

206886. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Coréna et Zerda-Bayon (société) représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux piles galvaniques.

206887. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 septembre 1903) pris, le 9 juillet 1890, par Murchland, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils à traire les vaches.

206888. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 septembre 1903) pris, le 9 juillet 1890, par Crawford (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes ou tuyaux ainsi que dans les appareils employés à cet effet.

206889. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Edler, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des couvre-pieds, jupes, matelas et autres articles piqués semblables, ainsi que dans les machines servant à cette fabrication.

206890. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Babcock, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les toitures ou couvertures en tuiles.

206891. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Polonceau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Siphon flotteur, avec ou sans contrepoids, permettant la captation ou le déversement superficiels des liquides à niveau variable.

206892. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Ankiewicz, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle méthode pour former des plafonds en fonte de mortier.

206893. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Marley, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines ou appareils à enrouler, encartonner ou plier des rubans, papiers, dentelles et autres objets analogues.

206894. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Poupon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de conservation illimitée des viandes de boucherie, du gibier et autres denrées alimentaires animales ou végétales.

206895. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Carmien, élisant domicile chez le sieur Merky, à Belfort. — Fourneau à différents usages, produisant lui-même le gaz propre à son alimentation.

206896. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Deville, Paillette et compagnie (société), à Charleville. — Appareil de chauffage participant du poêle à socle, du fourneau de cuisine et du réchaud dit *jumelle*, réalisant par une combinaison simple et à bon marché un engin mixte et nouveau rendant à volonté les services des susdits appareils.

206897. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Grosdidier fils et gendre (société), à Commercy (Meuse). — Outils appliqués aux machines à fabriquer le clou à tige réduite.

206898. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Colin, à Lunéville (Chaumont) (Meurthe-et-Moselle). — Système de bouchon et robinet servant à boucher les bouteilles d'eaux de seltz, limonade gazeuse et vins de Champagne.

206899. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; société anonyme des ateliers et chantiers de la Loire, à Paris, boulevard Haussmann, n° 11 bis. — Système de charland porteur à manœuvres hydrauliques destiné au transport et à l'immersion des blocs artificiels ou autres objets de forte dimension.

206900. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Nawrocki, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements.

- tiennements dans les appareils pour contrôler et indiquer le niveau d'eau et la pression de vapeur dans les chaudières.
206901. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Bossuat, à Paris, rue de l'Ouest, n° 63. — Nouveau four-étuve pour la cuisson du pain, des pâtisseries et des confiseries.
206902. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; *Richard Hornsby sons and limited* (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les moissonneuses (A).
206903. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; *Richard Hornsby and sons limited* (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les moissonneuses (B).
206904. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Frazier Soye, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Enveloppes pour échantillons et papiers d'affaires dites l'*aller-retour*.
206905. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Bosshardt, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bloc ou tronc perfectionné pour boucheries.
206906. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Kiesel et Sawitzky, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de sauvetage pour se sauver soi-même en cas d'incendie.
206907. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Verdot, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distributeur automatique d'objets.
206908. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Dutheil, à Paris, rue Saint-Maur, n° 194 et 196. — Jouets roulants à musique.
206909. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Kassner, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Procédé pour fabriquer facilement de l'oxygène.
206910. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Aikman, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication du combustible à la tourbe.
206911. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Giovanna (M^{me} veuve) et fils (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouchon verseur automatique.
206912. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Garnier, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la préparation du pain de gluten.
206913. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Schirm, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 38. — Système propre à l'obtention d'une lumière intense au moyen du magnésium ou autres corps susceptibles de produire de la lumière.
206914. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Fintels, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système d'agrafe.
206915. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Vial et Manners, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle boucle perfectionnée pour ceintures, courroies et autres objets analogues.
206916. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; E. A. Stein et A. H. J. Bergé (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Saponification des corps gras par l'action de l'acide sulfureux ou de bisulfites sous pression.
206917. Brevet de quinze ans, 8 février 1890; Lundholm et Sayers, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements à la fabrication et aux modes d'emploi des explosifs.
206918. Brevet de quinze ans, 7 mai 1890; Moncharmont, avenue de Fécamps, n° 57, à Bézières. — Système de pavillon portatif démontable.
206919. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Lemerrier fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moulin écosseur.
206920. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Alzon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tendeur automatique et progressif pour métiers à retordre.
206921. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Bargeon, rue de l'Écho, n° 1, à Clermont-Ferrand. — Système de bacheoir.

206922. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Trouillet, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Arbre cannelé pour pièces tournantes applicable aux numéroteurs, dateurs, etc.

206923. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Hauberg, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Roues dentées à marche silencieuse.

206924. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Schlöser, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Livret perforé pour doreurs.

206925. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Josten, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Trépied adapté au garde-crotte de la roue d'assant de bicyclettes.

206926. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Higginbottom, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les appareils séparateurs à bluteurs centrifuges.

206927. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Lelong et Latouze, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre coque métallique dite la parisienne.

206928. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Benjamin et Hardy, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les mouvements de montres ou d'autres pièces d'horlogerie.

206929. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorantes destinées à la teinture et à l'impression des laines par l'action d'amines primaires et leurs acides sulfoniques et nitroderivés sur le produit de la condensation de chlorhydrate et de nitrosodiméthyl-aniline ou de diéthylaniline avec de l'acide bétaphéolsulfonique de Schaffer.

206930. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Regnault, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Système musical.

206931. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Vasset, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de coupe-cigares.

206932. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Chazard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les métiers à tulle façonné.

206933. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Hugonnet, représenté par les sieurs Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31 à Lyon. — Nouveau système de tuyère.

206934. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Riche frères et Yvrard, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux battants brocheurs à mouvement circulaire.

206935. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Charmetant, représenté par Galland, cours Vitton, n° 59, à Lyon. — Métier faisant le broché à la brodeuse mécanique.

206936. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; Veyret, chemin Saint-Antoine, n° 115, à Villeurbanne (Rhône). — Outil à tracer, tourner et découper le verre et toute autre matière ne pouvant se découper au balancier.

206937. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1890; Michel, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les rames fixes ou sans fin.

206938. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Fütiger, représenté par Réotor, place Raspail, n° 9, à Lyon. — Intérieur de cheminées à calorifère avec rideau en toile métallique.

206939. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Groom, représenté par Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les mâches de lampes.

206940. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; A. Dupont et compagnie (société), représentée par le sieur Seigre, à Paris, boulevard de la Gare, n° 39. — Machine à peindre les broches.

206941. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Muller, rue de Couchot, n° 6, à Joux-le-Doct. — Table-bureau didactique pour enfants.

206942. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Gautier, à Paris, rue Le Peletier,

- n° 17. — Appareil pour la fabrication d'un filament en cellulose pur ou toute autre matière, pour lampes à incandescence.
206943. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Groult, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de ventilation par l'air pur, seul ou associé à des substances le rendant hygiénique ou alimentaire.
206944. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Silverberg et Cunibert-Detering, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés à des appareils de carbonisation.
206945. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Roy, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux attelages de chemins de fer.
206946. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Shingleton, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements dans les amazones.
206947. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; List et Dick, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21. — Perfectionnement dans la fabrication des hélices ou des ailes d'hélices.
206948. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Oulmière, représenté par Belloc, à Paris, rue Berthollet, n° 2. — Canne à niveau.
206949. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Sabatier et Gardel (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux machines à carder.
206950. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Clarté, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Débrayage électrique spécialement applicable aux étirages et aux bancs à broches de filature.
206951. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Bohannon et Rankin, représentés par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Machine à fabriquer les cigarettes.
206952. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Wilkinson, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 63. — Perfectionnements dans les boîtes à graisse des tramways et autres véhicules.
206953. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Gérard, élisant domicile chez le sieur Lebrun, rue de la Pompe, n° 3, à Villejuif (Seine). — Système de coffre-fort pour bateau.
206954. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Vavasour, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux batteries électriques.
206955. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Masure, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Liqueur pour colorer en noir mat le fer et l'acier.
206956. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Pzillas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil sécheur pour le sucre et autres matières.
206957. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Leconte père, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à crochet et bobine en-dessous et entraîneur spécial pour ourler les sacs en tous genres.
206958. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Mon, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle méthode pour préparer des plaques de mica pour la photographie.
206959. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Poux, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuile de couverture dite *tuile L. Poux*.
206960. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Ravasse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à compter et estampiller les billets de chemins de fer ordinaires et portefeuilles.
206961. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Nithack, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Balais de dispensation à montant mobile.
206962. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Dupont, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de plaques en céramique offrant à une épaisseur minima, une résistance maxima à la flexion.
206963. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Brianne, représenté par Chenu, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Nouveau système de régulateur électrique.

206964. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Heckler, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Appareil pour cirer les boîtes.
206965. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Bertrand, rue Nationale, n° 112, à Tourcoing. — Appareil destiné à la teinture du coton, de la soie, de la laine, ou de toute autre matière textile filée, disposée en bobines à fil croisé faites sur tubes cylindriques ou coniques sans jous, de forme analogue à celles faites sur les bobinoirs de préparation de filature de laine ou de coton.
206966. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Delluc, à Saint-Sylvestre (Lot-et-Garonne). — Joujou instructif destiné aux petits enfants de deux à cinq ans, dénommé le *joujou bon-point*.
206967. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; d'Ortoman, rue Ancienne-École, n° 13, à Montpellier. — Application nouvelle de nouveaux produits contre les maladies parasitaires des végétaux.
206968. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Lunel, à Paris, rue Pauquet, n° 10. — Transformateur d'énergie.
206969. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Lafosse, représenté par le sieur Farbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Guéridon-réclame.
206970. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Pénierres, élisant domicile chez le sieur Depruneau, à Paris, rue du Vieux-Golombier, n° 11. — Procédé de conservation des bois par les cyanures.
206971. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Beau, avenue de la Reine, n° 35, à Boulogne-sur-Seine. — Cache-entrée de sûreté à combinaisons pour toutes serrures.
206972. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Boissière, représenté par la société Jacquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 35. — Système économique de couvertures à crochets en ardoises pentagonales.
206973. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Calliburcès, à Paris, rue de la Harpe, n° 3. — Système perfectionné et complété d'appareils d'évaporation et de distillation.
206974. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; compagnie des établissements Eidel, à Paris, rue Pasquier, n° 35. — Système de pont tubulaire sous-marin, à parois métalliques résistantes, avec enveloppe étanche.
206975. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; *Higham patent Right Company* société, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Reglage des dynamos desservant des lampes à arc pour l'éclairage électrique.
206976. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Smolianioff, représenté par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements dans la préparation des composés explosifs.
206977. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Wolf, représenté par la société Varillier et et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Allumoir automatique avec bande inflammable.
206978. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Bertrand, représenté par la société Varillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à coudre et particulièrement à celles qui s'emploient dans la fabrication des chaussures.
206979. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; d'Alten, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Pile électrique.
206980. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Taverdon et Peautonnier, à Paris, avenue des Gobelins, n° 30. — Nouveau moteur domestique dit *Chicago's Top*.
206981. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Hunt, représenté par Brandon et G., à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés au traitement de l'huile brute de graines de coton et des huiles contenant des matières résineuses et des acides gras libres, dans le but d'en obtenir de l'huile, du savon et des matières colorantes résineuses.
206982. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; société *Badische anilin et Soda Fabrik*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de l'acide phénylglycine-ortho-carboxylique et conversion de celui-ci en indigo artificiel.
206983. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Weigle, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle construction pneumatique pour les tuyaux d'orgues d'églises, de salons et de concerts.

206984. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Schmidt-Mülheim, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture pour récipients de cuisson, évitant toute germination.

206985. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Selwig et Lange (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de tambour essoreur et sécheur à travail continu pour matières pâteuses.

206986. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Boswell, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système pour empêcher le desserrage des écrous.

206987. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Hanmore, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de revêtement non conducteur pour tuyaux, chaudières et tous autres récipients.

206988. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Dudley, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les voies de chemins de fer.

206989. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Clowes et Randolph, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à laminier les tubes métalliques sans soudure et dans leurs cylindres étireurs.

206990. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Swart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les aiguilles pour chemins de fer ou tramways électriques.

206991. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Brayton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à hydrocarbures.

206992. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Taylor et Leavens (M^{rs}), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les télégraphes imprimeurs.

206993. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Martinot (M^{rs}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chaudières à laver ou lessiveuses.

206994. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Hanusch et Keizar, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à vapeur rotative dite *roue à vapeur*.

206995. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Friedlaender et Muller, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fer à cheval muni d'une griffe échangeable.

206996. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Coën, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Encre pour copier à sec.

206997. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Frisch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Papier à copier perfectionné.

206998. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Prada, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'attelage automatique des voitures et wagons de chemins de fer et de tramways.

206999. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1890; Schultz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Commutateur électrique.

207000. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Favre, à Sin-le-Noble (Nord). — Procédé de maltage du maïs.

207001. Brevet de cinq ans, 19 juillet 1890; Capitain, à Marault (Haute-Marne). — Pliant à bras se rabattant par le système des plaques.

207002. Brevet de dix ans, 21 juillet 1890; Prévot et société Camps et Dupin, à Bordeaux. — Système de bassin automatique remplaçant avantageusement les fosses d'aisances ordinaires.

207003. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Koegel, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux dispositifs à rayer et aux couteaux à couper le papier dans les machines à papier.

207004. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Bouron et Magot, à Paris, rue du Louvre, n° 42. — Appareil flotteur-allège permettant de faire naviguer des navires de gros tonnage avec leur complet chargement sur des rivières à faible profondeur.

207005. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Greider et Rœttger, représentés par

- B. n° 1426. Lemaire, à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils à évaporer.
207006. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Durafor père et fils, à Paris, boulevard Voltaire, n° 162. — Application, dans les moules de verreries, de plaques tournantes avec ornements ou marques de fabriques en dessous des pièces moulées en tournant.
207007. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Bleuet, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau système de douille ou porte-lanterne extensible.
207008. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Burkholder, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil combiné pour faire marcher et sauter les enfants.
207009. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Clair, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 146. — Nouveau meuble à transformation dénommé fauteuil-lit.
207010. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Bernitt, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil perfectionné permettant de faire automatiquement la pose et l'achèvement complet de photographes.
207011. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Delhaye et Étienne, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de la viande soluble peptonifiée.
207012. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Bachler, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pédales en cuir pour vélocipèdes.
207013. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Noack, représenté par Faugé, à Paris, rue Guillemin, n° 5. — Appareil à signaux pour éviter l'abordage des navires en temps de brouillard sur mer.
207014. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Heinze, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de presse à mouler le sucre et autres matières en forme de plaques ou de bandes.
207015. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Olcese, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Disposition des pointes des garnitures sur les tambours des cartes circulaires pour les déchets de soie et autres matières textiles.
207016. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Duponchel, élisant domicile à Paris, avenue Dauménil, n° 272. — Procédé de fabrication de bois moulé.
207017. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Siedersleben, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de chevilles pour instruments à cordes.
207018. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Luckner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Presse à imprimer en une ou plusieurs couleurs.
207019. Brevet (brevet suisse devant expirer le 20 mai 1905) pris, le 16 juillet 1890, par Meyer-Fröhlich, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à forer des trous dans le bois ainsi qu'à affûter les outils relatifs.
207020. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Boissard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Système de coiffure hygiénique ou antimicrobienne.
207021. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Rice, représenté par Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés dans les moulins broyeur.
207022. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Descombes, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Tourne-à-gauche universel pour donner la voie aux scies.
207023. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Contamin et André (société), représentés par Réotor, place Raspail, n° 9, à Lyon. — Nouveau système de métier destiné à fabriquer la lézarde à S.
207024. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Blein, quai de l'Hôpital, n° 3, à Lyon. — Compteur d'électricité.
207025. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Godard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Dispositions nouvelles applicables aux vélocipèdes.
207026. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; de Bonnin, de Frayssais, élisant

domicile chez le sieur Skrypstrine, rue Belair, n° 12, à Marseille. — Appareil dit *hausse optique* pour l'application du tir optique.

207027. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Guillard, rue Paul-Bert, n° 42, à Lorient. — Appareil à filer l'huile.

207028. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Valet, à Noncourt, au château de Bagatelle (Vosges). — Avertisseur perpétuel électrique à double ou à simple effet, annonçant à l'avance la plénitude des fosses d'aisances.

207029. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Gendre, au Fieu (Gironde). — Boîte à graisser ou huiler, applicable à tout véhicule ou à toute machine (système Gendrc-Jean).

207030. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Lingner et Kraft (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Règle de bureau.

207031. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Steinbrenner, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnement aux installations de chaudières à vapeur.

207032. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Martin, rue Nationale, n° 44, à Ivry (Seine). — Nouveau procédé de fabrication, par les sulfates alcalins, des zincates, des plombates, des aluminates et des silicates correspondants.

207033. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; société des perfectionnements de l'éclairage, à Paris, rue Marsollier, n° 9. — Nouvel appareil à gaz à récupération dit *bec Chénier*, principalement destiné à l'éclairage des voies publiques.

207034. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Wackernie, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux grilles de foyers à barreaux mobiles.

207035. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Hénocq, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Boules calorigènes allume-feux dites *boules Hénocq*.

207036. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Wardle, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil pour saturer l'air d'humidité.

207037. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Günther, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coffre-lit.

207038. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Lindner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle roue métallique.

207039. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Winder, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils destinés à être employés dans la composition des caractères d'imprimerie.

207040. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Cuadros, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif servant à régler automatiquement le tir des canons sur les navires.

207041. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; *The economic Gas and Coke Company limited* (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication du gaz d'éclairage.

207042. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Gratz (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour le traitement des tissus.

207043. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Hartmann et Nathan, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard, Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés à la construction des ballons aériens.

207044. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Lebœuf, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit pour l'encollage des fils à tisser.

207045. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Cronwald, Oehlmann et Neuhauss, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Dispositif de fermeture pour flacons de stérilisation.

207046. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1890; Leak, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux lampes ou lanternes pour l'éclairage des voies publiques et autres usages.

207047. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Robert, boulevard Louis-Blanc, n° 4, à Montpellier. — Système de fermeture dit *Bec-de-cane va-et-vient à boules*.

207048. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Rateau, place de la Charité, n° 3, à

Saint-Étienne. — Perfectionnements apportés aux ventilateurs et aux pompes à force centrifuge.

207049. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; société alsacienne de constructions mécaniques, à Belfort. — Appareil à contacts pour le réglage, à distance, d'une batterie d'accumulateurs.

207050. Brevet de quinze ans, 24 juin 1890; Grandry fils, à Nouzon (Ardennes). — Système de poêle-cheminée, *la Saltane*.

207051. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Ritschel, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau genre d'échelle permettant de diviser toute longueur en tout nombre voulu de parties.

207052. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Brandon, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareils de filetage mécanique de la porcelaine et autres pâtes céramiques.

207053. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Pouy et Caille, à Paris, rue Hauteville, n° 18. — Appareil à saturer les liquides de gaz emmagasinés sous fortes pressions.

207054. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Geist, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à une lame ou à lames sans fin multiples, employées au débit et au sciage des pierres, marbres, granits, porphyres, etc., des bois et métaux.

207055. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Heilmann, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Transport de force mobile pour traction de wagons ou voitures sur voies ferrées quelconques.

207056. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Brunthaver et O'Connell, représentés par la société Dittmar et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Pupitre perfectionné.

207057. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Pujos, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé de tannage économique et rapide.

207058. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Oudin et Kratz-Boussac, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle pile sèche au plomb.

207059. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Oudin et Kratz-Boussac, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Accumulateurs secs.

207060. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Sanderson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs à la production des moulures, panneaux ornementaux et autres, et aux appareils à ce destinés.

207061. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Robson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le nettoyage des lampes électriques.

207062. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Bayer et Forster, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de production de clichés en cylindres ou en plaques.

207063. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Seabury, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de gargousses pour canons se chargeant par la culasse.

207064. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Gebruder et Koch (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de balances à plateau supérieur.

207065. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Amiel, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à fouler les raisins.

207066. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Colding et Lüsberg, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Stadia.

207067. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1890; Herbst, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les presses à platine pour cartes, etc.

207068. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Berger, à Donjon (Allier). — Support à diviser et tailler les roues d'engrenages sur le tour.

207069. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Soudrain, représenté par Dutertre,

à Argenton (Indre). — Système de régulateur de frottement s'appliquant particulièrement aux tiroirs de distribution des machines à vapeur.

207070. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Kron, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système mécanique et électrique de contrôle des paris mutuels.

207071. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Guilhon, rue des Teinturiers, à Avignon (Vaucluse). — Machine à sécher et glacer les petites pâtes alimentaires, dite *glaceur-sécheur*.

207072. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Moussier (M^{re}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système mécanique et électrique de contrôle des paris mutuels.

207073. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Dautun, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur à bon marché ou mouvement de longue haleine.

207074. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Beldent et Guilbert (société), à Paris, rue Lecourbe, n° 249. — Appareil de locomotion terrestre et aquatique, dénommé *le géoskydre*.

207075. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Tischer, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau système de petit pot pour moutarde et autres substances pâteuses.

207076. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Beigel, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements apportés aux calendriers.

207077. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Dumas, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien n° 45. — Ascenseur pliant automatique applicable comme jeu forain et à d'autres usages.

207078. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Wolf, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe de sûreté avec allumoir mobile s'y introduisant et s'actionnant depuis l'extérieur.

207079. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Böklen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Planches en ciment.

207080. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Holt, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans l'art de l'imprimerie.

207081. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Solvay et compagnie (société), représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Appareil chargeur régulateur pour fours à chaux, hauts fourneaux, cubilots, scrubbers, tours d'absorption, etc.

207082. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Baer (les sieurs), représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau genre d'écouvillon servant à nettoyer les verres de lampes, éprouvettes de chimie et en général tous tubes en verre, métal, bois, etc., de quelque forme et de quelque nature qu'ils soient.

207083. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Harris, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les valves en caoutchouc.

207084. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Beal (M^{re}), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'attache pour vêtement de femme.

207085. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Ravasse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine perfectionnée à timbrer et imprimer ou régler.

207086. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Jacomy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de hausse pour canons de tous calibres, dit *hausse de côté Jacomy*.

207087. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Petr, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux sommiers mécaniques pneumatiques pour orgues, harmoniums.

207088. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Kidder, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à imprimer.

207089. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Thomson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Compteur électrique.

207090. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Berliner, représenté par Armenegaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîtes acoustiques gramophones.

207091. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1890; Bigot, représenté par Armenegaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la préparation des surfaces frottantes des pièces mécaniques.

207092. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Fille, place Saint-Louis, n° 3, à Cuers (Var). — Système de démarrage applicable à tous les genres de véhicules, dit *démarrage automatique Fille*.

207093. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Richard, route de la Valette, n° 5, à Toulon. — Robinet compteur de liquides.

207094. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Renault, rue Singer, n° 1, à Caen. — Soupape de sûreté automatique à température maximum.

207095. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Brocart, à Laon. — Fabrication des sacs en papier à doublure intérieure parcheminée.

207096. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Frédureau, à Paris, rue Lafayette, n° 18. — Nouvelles dispositions applicables à l'éclairage particulier et à l'éclairage public.

207097. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Brunet, représenté par Mayodon, à Paris, rue Lacharrière, n° 3. — Nouveau système de table fixe ou tournante, avec compartiments simples ayant chacun leur couvercle respectif ou à ouverture et fermeture rotatives.

207098. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Sénéchal, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouvelle cible à cercles concentriques indépendants, à centre mobile et à mouvements automatiques, fonctionnant sous le choc du projectile, dite *tir militaire Sénéchal*.

207099. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Henry et compagnie (société), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 100. — Nouvelle application pneumatique pour imiter les cris des animaux et le chant des oiseaux.

207100. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Bathias et Orsatti, à Paris, le premier, rue du Faubourg-Montmartre, n° 7; le second, rue Pigalle, n° 5. — Piston à lanterne dont les vides sont garnis de bois en remplacement des segments métalliques pour obtenir un joint hermétique et doux.

207101. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Roy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Stasbourg, n° 2. — Reliure mobile ou définitive, dite *le conservateur des publications périodiques et de tous autres documents*.

207102. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Thompson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Hélices améliorées.

207103. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Yates, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour faciliter l'ingestion des pilules.

207104. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Robin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fontaine publique à eau chaude.

207105. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Popp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil fumivore récupérateur.

207106. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1890; Derriery, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 81, 83 et 85. — Machine rotative à imprimer les journaux (disposition).

207107. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Charvolin et société J. Bocuze et compagnie, rue de Crillon, n° 22 et 24, à Lyon. — Emploi du fil d'aluminium en remplacement du fil de cuivre dans la construction des machines dynamo, magnéto-électriques, électro-aimants et moteurs électriques.

207108. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Maisonnave, à Aire (Landes). — Harmonium dit *harmonium droit*.

207109. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Hurtrel, rue de Solferino, n° 264, à Lille. — Nouveau mode d'épuration complète des alcools par l'hydrogénation et l'oxydation.

207110. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; R. Villain fils et compagnie (société), rue des Rogations, n° 18, à Lille. — Broyeur-sécheur à superphosphates, engrais ou autres matières légèrement humides.

207111. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Lams, rue de la Gare, n° 36, à Lille.

— Bouteilles, flacons, pots, terrines, dames-jeannes, boîtes de conserves, touries et récipients avec goulots et têtes en stuffing-box, à bouchages hermétiques.

207112. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; David, représenté par les sieurs Coudeyras, rue de la Bourse, n° 16, à Saint-Étienne. — Compteur d'énergie électrique.

207113. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Kuhn, rue Chevalier, n° 61, à Levallois-Perret (Seine). — Robinet à flotteur, dit *régulateur*.

207114. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Jaume, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 212. — Appareil hydraulique, dit *pompe-scaphandre*.

207115. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Minor, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour utiliser la lessive provenant de la fabrication de la cellulose comme liant, pour agglomérés de poussière de charbon, de sciure de bois, etc.

207116. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Kletzker, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouvelle machine perfectionnée pour faire des matrices de stéréotypie et d'électrotypie.

207117. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Mansfield, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Chemins de fer électriques.

207118. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Duchamp, à Paris, boulevard de Charonne, n° 81. — Filière à tarauder, dite *filière accélérée*.

207119. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Williams, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Tombereau pour les rues se chargeant lui-même.

207120. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Reynolds, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Siège pour le nettoyage des fenêtres.

207121. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; de Nottbeck, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Photomètre.

207122. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Delannoy, à Paris, rue Bleue, n° 27. — Étoffe nouvelle, appelée *mérinos romain*.

207123. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Marassé, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé pour fabriquer des cigares.

207124. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Rotten, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les lampes électriques à incandescence.

207125. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Rotten, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les corps incandescents pour lampes électriques à incandescence.

207126. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Rotten, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les corps incandescents pour lampes électriques à incandescence.

207127. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Brunon, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Filière-laminoire tournante pour l'étrépage des tubes métalliques.

207128. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Berl, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de four à appareil de chauffage et chambre de chaleur, dit *four Lanoureux*, pour boulangeries, pâtisseries, biscuiteries, confiseries, etc.

207129. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Schabaver, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de déchargement des essoreuses de tous genres et de tous systèmes.

207130. Brevet (brevet italien devant expirer le 22 janvier 1905) pris, le 22 juillet 1890, par Palazzo, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau moteur à mélange explosif et à air froid.

207131. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Legrand aîné et Legrand jeune, rue Gide, n° 51, à Levallois-Perret (Seine). — Obturateur métallique.

207132. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Church, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Tours à tourner les pièces brutes pour arbres à pignons, etc.

207133. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Bandsept, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Gasolampe intensive résistant au vent.

207134. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Sabatier, à Paris, boulevard Voltaire, n° 150. — Régulateur à pendule conique et à contact électrique.

207135. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Dauché et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à sertir servant hermétiquement les boîtes à conserves sans soudure, avec joint spécial.

207136. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Wahlén, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils séparateurs pour la crème et le beurre.

207137. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Bryant, Zimmermann, Becker et Peabody, représentés par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux éclisses ou joints pour rails de chemins de fer et autres barres.

207138. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Orme, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Appareil perfectionné pour les annonces.

207139. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Lagan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux cadenas à fermeture automatique.

207140. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz (société), rue Condorcet, n° 6. — Appareil rhéométrique antifulecteur automatique.

207141. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Clay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux systèmes pneumatiques employés pour le transport des dépêches, des paquets, etc.

207142. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Denin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de flacons avec col à rainure intérieure.

207143. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Hulwa, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour calciner la dolomie et la magnésie en recueillant simultanément l'acide carbonique pur (c'est-à-dire non mélangé avec les produits de la combustion) développé pendant l'opération.

207144. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Blakeslef, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour fixer et régler les manchettes sur les poignets de chemises.

207145. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Cairncross, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ballon dirigeable.

207146. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Emerson et Midgley, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des câbles en fil métallique.

207147. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Thomson, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines dynamo-électriques.

207148. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Amat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fouet mécanique destiné à battre les blancs d'œufs.

207149. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Oulton et Edmonson, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les compteurs électriques.

207150. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; E. Akar et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pin ce-cravate le *merveilleux*.

207151. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Vals, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à coller les élastiques à la doublure et aux tiges des bottines.

207152. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Schülze, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux vélocipèdes.

207153. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Warner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les presses.

207154. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; Gosselin, représenté par la société

Marillier et Robelet à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de cage à oiseaux, dite *cage rustique*.

207155. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Fleury-Hermagis**, représenté par la société **Marillier et Robelet**, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Obturateur photographique, dit obturateur vanne bi-valve*.

207156. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Huet**, représenté par la société **Marillier et Robelet**, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Cheville à fentes*.

207157. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Roets**, représenté par la société **Marillier et Robelet**, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux cravates et au moyen de les fixer.

207158. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Laffaille**, rue de Bagnaux, n° 44, à Montrouge (Seine). — Système de navigation aérienne à l'aide d'appareils nouveaux de physique et de mécanique.

207159. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Dimick**, représenté par la société **Assi et Genès**, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans le mécanisme des pianos.

207160. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Foots et Pillsbury**, représentés par la société **Assi et Genès**, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Manchon électro-magnétique pour embrayage à friction.

207161. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1890; **Debié**, représenté par **Cahen**, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fabrication du papier feutré en feuilles coupées avant séchage.

207162. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1890; **Gil-Vigneau**, à Mostaganem, et **Mérieul et Diss** (société), à Oran. — Filtre dit *filtre oranais* filtrant à l'abri absolu de l'air et ayant une disposition spéciale lui permettant de se débarrasser du trop de lie dans le cours du travail.

207163. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; **Lassus**, rue du Hamel, n° 1, à Bordeaux. — Système de bouchage et de débouchage des flacons de conserves.

207164. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; **Sauvestre**, rue Palaprat, n° 7, à Toulouse. — Robinet à clapet automatique.

207165. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; **Magne**, passage de l'Université, n° 30, à Toulouse. — Pont rapide à air comprimé.

207166. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Revin**, à Paris, rue des Cartes, n° 21. — Chemin de fer glissant.

207167. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Bénier et société dite compagnie parisienne d'éclairage par l'électricité**, à Paris, rue du Ranelagh, n° 59. — Nouveau moteur à gaz.

207168. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Bishop**, représenté par **Wattier**, à Paris, rue de Mazargan, n° 5. — Perfectionnements apportés aux appareils de mesurage du volume et de la vitesse des courants d'eau.

207169. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Holsman**, représenté par **Armen gaud aîné**, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Four à cuire les briques avec dispositif de séchage permettant un fonctionnement continu.

207170. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Bère**, à Paris, rue de la Nèva, n° 8. — Nouveau système de tubes de chauffage.

207171. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Bayer**, représenté par le sieur **Becker**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Moteur à mélange inflammable.

207172. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Fried. Krupp** (société), représenté par le sieur **Becker**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fermeture pour bouches à feu se chargeant par la culasse.

207173. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Nielsen et Petersen**, représentés par le sieur **Becker**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Protecteur de pis.

207174. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Müller**, représenté par le sieur **Becker**, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Poêle à grand chauffage, fumivore et économique.

207175. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Duhamel et Lavielle**, représentés par **Caron**, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Obturateur pour siphons à eaux gazeuses.

207176. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; **Petit fils**, représenté par **Thirion**, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Montagnes russes immobilières avec illusion du mouvement de translation.

207177. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Sowden, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.
207178. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Jenc, représenté par les sieurs Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pendule électrique pour le tir des bouches à feu.
207179. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Mazoyer et Balme (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer les croix en bois pour articles religieux.
207180. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Carboneille, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur électro-dynamomètre rotatif.
207181. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Lavion, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de cadenas merochetables à pènes cloisonnés, avec bec bifurqué produisant un double loquetage, dénommé *l'universel*.
207182. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1890; Leverkus, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Palettes pour pompes à force centrifuge, applicables également aux ventilateurs et aux souffleries.
207183. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Barjavel, rue Jacquand, n° 12, à Marseille. — Formule d'un savon blanc spécial à augmentation.
207184. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Blachère, rue de Rome, n° 56, à Marseille. — Nouvel appareil de chasse pour le nettoyage de garde-robes inodores et pour tous autres usages.]
207185. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Liébecq, représentés par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Perfectionnements aux clapets de retenue.
207186. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Wilcox, représenté par les sieurs Fredier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil perfectionné pour empêcher la formation de la fumée et réaliser une économie de combustible.
207187. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1890; Bugnod et Garnier (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux réchauds à gaz.
207188. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Bugnod et Garnier (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Four à gaz pour la cuisson des pâtisseries, viandes, etc.
207189. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Dubois, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Transformation en textiles de sang et autres matières animales.
207190. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Raps, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositifs pour le fonctionnement automatique de pompes à mercure pour faire le vide.
207191. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Sauerbrey, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux désintégrateurs.
207192. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Dubosc, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fabrication des persels de fer à l'aide des protosels.]
207193. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Dubosc, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fabrication des ferricyanures alcalins à l'aide des ferrocyanures.
207194. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Kestner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de transformation de sels solubles de calcium en sels correspondants de baryum au moyen de carbonate de baryte.
207195. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Cordier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, 95. — Application mécanique du velours sur tulles et dentelles.
207196. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Saizelet (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pupitre à bouteilles pour le travail du vin de Champagne.
207197. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Sanard et Derengeon (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de buvard-agenda.

207198. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Dambier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil automatique de chasse d'eau pouvant aussi être appliqué à la vidange des réservoirs.

207199. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1890; Melin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de conservation des reports lithographiques.

207200. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Combes, à Albi. — Engrenage à frottement réduit dit *engrenage Combes*.

207201. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Labarre, boulevard National, n° 82, à Marseille. — Distillation de la térébenthine et de diverses autres substances au moyen du chauffage par le gaz.

207202. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Daix, à Saint-Quentin. — Système de régulateur à gaz dit *l'inversible*.

207203. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Daix, à Saint-Quentin. — Système de régulateur automatique pour l'alimentation continue des chaudières à vapeur.

207204. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Thevenon, rue Désirée, n° 48, à Saint-Étienne. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

207205. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Cabana junior, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Griffes pour la réparation des harnais et des courroies.

207206. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Barbosio et Bruno, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Propulseur à aubes fixes et articulées, avec rais glissant normalement à l'axe de rotation moyennant des guides fixes.

207207. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Tonglet (M^{me} veuve), représentée par Böttcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Lettre-enveloppe.

207208. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Poutasse, représenté par Böttcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Presse à double effet pour l'équerage et le courbage des fers de toutes formes et l'emboutissage des tôles.

207209. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Chardonneraux, à Paris, rue Madame, n° 56. — Doublage de wagon instantané pour le transport rapide et économique des marchandises et du matériel de guerre.

207210. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Brunel, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur-marque pour billard.

207211. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Legay (les sœurs), représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication des fils de plomb et leurs diverses applications à la formation des électrodes d'accumulateurs, etc.

207212. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Miles et Arter, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines à planter les pommes de terre.

207213. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Auvet, à Paris, rue des Fourneaux, n° 192. — Système de serrure incrochetable.

207214. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Samain, à Paris, rue Dutot, n° 61. — Encliquetage perfectionné.

207215. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; société générale pour le développement de l'industrie, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux procédés de transport.

207216. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Grätzer, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour la fabrication d'ornements continus sur des blocs de bois debout et sur des poutres de longueurs quelconques spécialement préparées et éventuellement incrustées.

207217. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Hogarth, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareils perfectionnés permettant d'éprouver et d'enregistrer les propriétés de la farine et de la pâte.

207218. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Peigniet-Changeur, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de protection des vases de porcelaine allant au feu.

207219. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Kuchinka, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour accommoder ou préparer les mets ou les plats de viande sous l'action directe de la vapeur d'eau exercée sur ces derniers.

207220. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Wilhelm Gerhardi (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à faire les treillis de fil métallique.
207221. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Collin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sonde dilatatrice.
207222. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1890; Reymondet-Gruet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe à réservoir de nicotine.
207223. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Dejardin, place Questel, n° 3, à Nîmes. — Appareil nouveau d'arrosage permettant un nouveau mode d'arrosage dit *hydrotéléphère Alcam*.
207224. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1890; Touron, rue des Moulins, n° 70, à Vouziers. — Moteur à mouvement continu et perpétuel.
207225. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Paché, élisant domicile chez Diémer et compagnie, chemin du Rouet, n° 32, à Marseille. — *Stoppeur Paché* servant à stopper ou à ralentir les moteurs à vapeur à distance.
207226. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Bourgeois fils, rue du Donjon, n° 17, à Epervay. — Perfectionnement apporté dans le travail des vins mousseux.
207227. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Payenneville, à Paris, avenue de la Bourdonnais, n° 71. — Brancard d'ambulance roulant.
207228. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Oberlin, à Paris, rue Albouy, n° 19. — Nouveau système de bélières dissimulées servant à la fabrication de la passementerie et de la broderie.
207229. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Bouvier, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau jeu dit *verre Zanzibar*.
207230. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Dejeu et Dromery, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de machine rotative pour le tirage, sur clichés souples, des journaux et impressions de toute nature sur toute matière.
207231. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Mountstuart-Russell (D^{lle}), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les porte-tickets à l'usage des voyageurs en chemin de fer et autres.
207232. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Escales et Hatry (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé permettant de tisser mieux et sans frais les déchets de soie non flambés que ceux qui ont été flambés (grillés au gaz).
207233. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Giffard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les dispositions et mécanismes employés pour arrêter et pour remettre en marche les voitures de tramways, les omnibus et autres véhicules roulant sur rails ou sur routes ordinaires.
207234. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Statham, représenté par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Échelle de sauvetage hydraulique, système S. Statham.
207235. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Murray, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour vaporiser les médicaments, les désinfectants, les parfums et d'autres substances.
207236. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Kieshauer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour garnir de mortier les joints de maçonnerie brute.
207237. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 novembre 1903) pris, le 26 juillet 1890, par Stoney, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux écluses.
207238. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Seligmann, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Portefeuille servant à conserver les timbres-poste, les signes-valeurs, les formulaires et autres semblables.
207239. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Spierling, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Nouveau système de porte-clefs.
207240. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Mouton, à Paris, boulevard Montmartre, n° 17. — Genre de chandelier dit *bougeoir parisien*.

207241. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Partridge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les meubles.
207242. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Liffie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils d'évaporation.
207243. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Azcarate (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à la fabrication complète des vins de raisins frais ou secs.
207244. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Jellinek, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de vêtement.
207245. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Williams jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les saucissoirs ou appareils à hacher la viande et autres substances plastiques ou peu résistantes.
207246. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Locoge et Rochart (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moteurs rotatifs à mouvement continu utilisant la vapeur, l'air comprimé ou tous gaz, sous la forme simple *Compound* ou sans détente.
207247. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1890; Wüst-Guyer, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine automatique pour la fabrication continue des vis, boulons, etc.
207248. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Védie, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Porte-alêne à l'usage de la fabrication de la chaussure.
207249. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Béghin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveaux types de cornues verticales servant à la distillation de la houille ou de toute autre matière.
207250. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Daguzan, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de pavage en bois.
207251. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Bang et Ruffin, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Traitement des déchets de fer-blanc dans le but d'obtenir, d'une part, du fer marchand complètement débarrassé de toute trace d'étain, et de l'autre, un sel d'étain; le tout dans une seule opération métallurgique.
207252. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Feldingut et Cézérac, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau presse-citrons.
207253. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Claude, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Semelle hygiénique.
207254. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Frank, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Combustible artificiel dit *sestalite*.
207255. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Frank, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Combustible artificiel dit *diamantite*.
207256. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; société dite *Erste Oesterr. Seifensieder Gewerks-Gesellschaft*, représentée par Morane jeune, à Paris, rue Jenner, n° 23. — Procédé et appareil pour la distillation d'acides sébaciques et de vapeurs de carbone hydrogéné.
207257. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Cardot, Cloître-Notre-Dame, à Chartres. — Moyen d'obtenir dans les machines à papier et à carton l'envargement de la feuille par aspiration.
207258. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Perdoux, à Ry (Seine-Inférieure). — Brosse métallique servant à nettoyer les arbres et à les débarrasser de la mousse et des vieilles pellicules.
207259. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Couturier, à Essai (Orne). — Modèle de râtelier individuel en fer double et simple, système Couturier.
207260. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Frykman, représenté par Straube, à Paris, boulevard Pereire, n° 135. — Poêle universel.
207261. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Maignon de Roques, à Paris, rue Lacépède, n° 20. — Application d'une bielle articulée à toute espèce de moteurs.
207262. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Malaterre, à Paris, rue Traversière, n° 32. — Fourneau indispensable aux ménages, dit *le Joseph*.

307263. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Meugin, à Paris, impasse Gaudelet, n° 4. — Nouveau jouet mécanique dit *la perrache merveilleuse*.

307264. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Humbert, à Paris, rue Franklin, n° 29. — Machine à gaz dilatés.

307265. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Debette, représenté par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Baratte en fer battu dite *merveilleuse*.

307266. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Labbé, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareils ozoneurs.

307267. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Desmet, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux appareils de ventilation.

307268. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Hoerder Bergwerks et Hütten Verein (société anonyme), représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé d'élimination du soufre contenu dans les fontes sulfureuses.

307269. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Wagner, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à fraiser.

307270. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Lainé, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Perfectionnements apportés aux appareils de distillation et de rectification des alcools.

307271. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Fr. Fayod et compagnie (société), représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Appareil ventilateur et producteur d'air froid ou chaud.

307272. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; société anonyme dite *Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 35. — Nouveau système pour distribuer ou canaliser l'électricité.

307273. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; de Villepigue, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur domestique.

307274. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Riedel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de phényldiméthylpyrazolone.

307275. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Lacombe et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de charbon pour piles.

307276. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Mac Donald, représenté par la société Marilher et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour gazéifier des liquides et les mettre en bouteilles.

307277. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Vanaetti Sagramoso et compagnie (société), représentée par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé pour la production des aciers spéciaux durs au convertisseur et sur sole.

307278. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Doumaux, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau genre de supports pour tringles à tapis, rideaux, etc., dit *support rotatif*.

307279. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1890; Lavieuville, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de patin automatique pour boutons de manchettes, de chemises et autres articles analogues.

307280. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Éguillon, à Riom. — Système d'abaisson mobiles destinés à fermer les clochers à volonté pour en chasser la pluie et la neige, comme aussi à les ouvrir à volonté au moment de la sonnerie, pour laisser aux sons une liberté entière de se produire et de se répandre.

307281. Brevet de dix ans, 1^{er} août 1890; Fleux-Leduc et compagnie (société), représentée par Rochet, à Lons-le-Saunier. — Système de pipe garnie d'une pompe en métal mobile.

307282. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Moreau, place de la Tour-d'Auvergne, n° 4, à Brest. — Appareil fumivore à troncs de cônes convergents, système Moreau.

307283. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Garnier, rue de la Couronne, n° 38, à Dunkerque. — Système de transmission de mouvement dénommé *le météore* applicable aux vélocipèdes et autres véhicules.

307284. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Parris, à Tréhen (Aude). — Nouveau filtre désigné sous le nom de *filtre inverse*.

207285. Brevet de quine ans, 29 juillet 1890; Comina, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Publicité.

207286. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Gandit, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Cannetière à double usage.

207287. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Gagneur, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Nouveau genre de lames à boucles, maillons, lisses métalliques volantes ou non, simples ou figurées, pouvant s'appliquer à tous genres de métiers à tisser et pour tous textiles.

207288. Brevet de dix ans, 31 juillet 1890; Fournie, rue Sala, n° 26, à Lyon. — Procédé nouveau de conservation des substances alimentaires.

207289. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Vivier, rue de Castries, n° 9, à Lyon. — Nouveau système de moteur à gaz vertical.

207290. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Grimaldi, à Paris, rue Jean-Nicot, n° 19. — Nouvelle machine à fraiser et à percer marchant électriquement, à l'usage de l'art dentaire.

207291. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; May brothers (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de montage métallique pour bûches, poupées, pantins articulés, etc.

207292. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Spenlé, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Fabrication perfectionnée du ciment métallique.

207293. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Valère, à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 72. — Mosaïque translucide dite *mosaïque française*, employée à la décoration du verre, d'un procédé d'application et de fabrication du même.

207294. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Amme, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux sourdines pour instruments à cordes.

207295. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; société dite *The Cape Copper Company limited*, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans le traitement du cuivre ou des composés cuivreux pour la production du sulfate de cuivre et l'extraction des métaux précieux, ainsi que dans les appareils applicables à ce traitement.

207296. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Cody, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de chaudière multitubulaire.

207297. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Crawford, représenté par Armen-gaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils à broyer, applicables plus spécialement à la trituration et à l'amalgamation des minerais aurifères et argentifères.

207298. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Haure (M^{re}), représentée par Haure, chez le sieur Richard (Léon), à Paris, rue de Grammont, n° 28. — Machine pour passer à la filière, couper, tremper ou non, sécher, compter et mettre en boîtes les allumettes-bougies et les veilleuses.

207299. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Bailey, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de galoche.

207300. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Lancaster, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de fabrication des sonnettes électriques, timbres avertisseurs et dispositifs semblables.

207301. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Becker, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des étoffes tressées ainsi que dans les appareils servant à cette fabrication.

207302. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Schwalb dit Van Hecke, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnement aux appareils dits *steam-box* ou modérateurs de tirage pour locomotives et chaudières tubulaires fixes, marines ou locomobiles.

207303. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Schwalb dit Van Hecke, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'écran pour escarbilles pour locomotives et chaudières à vapeur fixes, marines ou locomobiles.

207304. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Pitcher, Dewhurst, Pennock et Allen, représentés par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux armes à répétition.

207305. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Dufrien, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Peet valve à coinçage indépendant.

207306. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Price, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Supports et traverses de chemins de fer.

207307. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Guinnip, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication du beurre.

207308. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Carwer, Bent et Hawkes, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à découper les disques en bois ou en une matière similaire pour fonds de seaux, dessus ou fonds de barils et autres usages.

207309. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Webb (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les matelas.

207310. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Powers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux dispositions et attaches de faucheuses de pelouses.

207311. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Paci, Cella et Friedman, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour écosser les pois.

207312. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Bergesen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les parapluies.

207313. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Sarg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de pot à pommade, savon, cosmétique de toute nature, cire, etc.

207314. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Hainaut, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à construire les œillets des maîtresses feuilles de ressorts pour wagons, voitures, etc.

207315. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; société dite *The Deoxidised Metal Co*, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés au mode de procéder pour le traitement du cuivre et de ses alliages, ainsi qu'aux fourneaux employés dans ce but.

207316. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Phillips, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans la manière de fixer les injecteurs d'eau d'alimentation utiles dans leur application à des injections destinées à fournir de l'eau d'alimentation aux chaudières.

207317. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Rodenstock, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Longues-vues doubles, jumelles et lorgnettes pourvues d'une disposition permettant d'en fixer les deux moitiés dans la position correspondante à la distance entre les pupilles.

207318. Brevet de quinze ans; 29 juillet 1890; Aldrich, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux installations de lumière électrique.

207319. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Wells, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de répertoire pour agendas et autres registres.

207320. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Hull, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux bracelets porte-montre.

207321. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Gronwald, Oehlmann et Neuhaus, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de stérilisation et de soufrage.

207322. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Hudson, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les selles et coussinets combinés pour rails de voies ferrées.

207323. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Meth et Kreitner, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de gravure du verre par les acides et à froid.

207324. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Kamp et Göhmann, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Cubilot pour opérer la fusion des métaux à l'aide d'hydrocarbures lourds en combinaison avec de la vapeur surchauffée ou de l'air comprimé.

207325. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Schwarz, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Machine à imprimer et à découper les étiquettes.

207326. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Oehlmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil diviseur ou pulvérisateur d'eau applicable aux chauffe-bains, au gaz ou autres appareils mélangeurs pour eau et gaz.

207327. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Blancon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de timbrage multicolore.

207328. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Blancon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de buvard dit *buvard barométrique*.

207329. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Rodary, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brouette distributrice.

207330. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Schneider, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à augmenter dans les locomotives l'adhérence des roues motrices sur les rails.

207331. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Clark, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à fixer les boutons.

207332. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Reckenzaun, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des plateaux pour batteries secondaires.

207333. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Rivierre, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fabrication de la clouterie tôle (semence, bossette, etc., à pans évidés) avec du fil de fer ou d'acier.

207334. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1890; Howard, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les billards, tables de bagatelle, tables pour jeu de cartes et autres analogues.

207335. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Canary, à Dranguignan (Var). — Système de muselière pour les chiens.

207336. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Chevalier, rue Thiers, n° 146, à Troyes. — Machine à coudre à surjets, dite *grecque*, pour coudre la bonneterie, les bas et les grandes largeurs.

207337. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Durand et Delugen, le premier, quai de Brienne, n° 8, et le deuxième, rue Bouquière, n° 7, à Bordeaux. — Appareil consistant à arrêter instantanément un bateau à vapeur marchant à grande vitesse.

207338. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Génol, à Paris, quai des Orfèvres, n° 52. — Plaques et enseignes métalliques gravées.

207339. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Gelin, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau système de chauffe-rette hygiénique.

207340. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Lefebvre, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux plateaux de tour.

207341. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Rouart frères et compagnie (société), à Paris, boulevard Voltaire, n° 137. — Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.

207342. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Robertson et Black, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans le traitement des matières fibreuses végétales en vue d'en obtenir la fibre, et dans les appareils employés à ce traitement.

207343. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Loman, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les chambres photographiques.

207344. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Guillier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle carafe dite *l'apéritive*.

207345. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Flammann, à Paris, quai de Valmy, n° 65. — Nouvelle clef imbouchable à anneau fixe ou mobile.

207346. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; A. Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moule multiple à plateaux superposés pour objets en caoutchouc.

207347. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; société générale des cirages français,

représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Machine à servir les fonds et couvercles de boîtes à conserves.

207348. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1890; Moreau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de fleurs artificielles à carcasse métallique.

207349. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Vedèche (les sieurs), représentés par Lambaud, rue de l'Oriflamme, n° 25, à Avignon. — Nouveaux perfectionnements dans la construction de platines appliquées aux piles des papeteries.

207350. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Beurrier, à Montguyon (Charente-inférieure). — Moteur centrifuge à compression.

207351. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Beandoire, à Paris, rue Dugaz-Trouin, n° 13. — Système de blocs agglomérés destinés aux réglures typographiques.

207352. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Alfred Junod et compagnie (société), représentée par la société Santter et de Mestral, à Paris, rue Baillet, n° 11. — Pièce à musique à cylindres interchangeables perfectionnée.

207353. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Villemot, à Paris, rue de Tolbiac, n° 139. — Semelles-patins et talons postiches de rechange pour chaussures.

207354. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Schabaver, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Ouflet pour boucles d'oreilles.

207355. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Jessen, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Machine à couper les bâtons de sucre.

207356. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Prenville et Stein, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Levier-bielle multiplicateur de la force motrice.

207357. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Brodenberg, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Boîte de roue.

207358. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Rogers et Players, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machines ou appareils pour recouvrir les plaques ou feuilles de métal d'étain, de plomb ou autres métaux ou alliages semblables.

207359. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Bertou, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de récupération du fer et de l'étain des rognures et déchets de fer-blanc.

207360. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Korn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif à encaissement et à fonctionnement automatiques, applicable aux sièges de location, sièges de water-closets, etc.

207361. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; société anonyme « la saccharification », représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de transformation des matières amylacées en produits solubles soit dans l'eau chaude, soit dans l'eau froide.

207362. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; Cloudsley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les indicateurs des compteurs à gaz, dans le but de montrer la quantité de gaz consommé et la valeur correspondante, et à lecture simplifiée.

207363. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1890; E. et S. Jay (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de gants avec ponce formant piécette.

207364. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Paquet, avenue de la Gare, à Grenoble. — Système de fermeture d'impostes, vasistas ou autres.

207365. Brevet de cinq ans, 4 août 1890; Desbrières, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Appareil destiné à débarrasser les mines des gaz et mauvais airs.

207366. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Naquet, à Carpentras. — Conservation indéfinie des œufs frais par procédé de stérilisation.

207367. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Marbeau (M^{re}), avenue de Paris, n° 54, à Reims. — Système de taquet dit *le taquet perpétuel*, à traction médiane et à boudoirs remouvables.

207368. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Laillet et Naquet, boulevard d'Alsace

- Lorraine, n° 2, à Amiens. — Nouvel appareil pour l'alimentation automatique des chaudières à vapeur, système Laillet et Maguet.
207369. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Krohne et Seseman, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Système d'appareil inhalateur pour administrer le chloroforme ou autre anesthésique.
207370. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Ch. Mildé fils et compagnie (société) et le sieur Grenet, à Paris, rue Laugier, n° 26. — Joint mobile pour contrôle de paratonnerre.
207371. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Abraham Legrand (M^{me} veuve) et Belain (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les tamis.
207372. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Menier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'entraînement progressif à galets, applicable à la traction funiculaire et à d'autres usages.
207373. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; de Sornay, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé de publicité au moyen d'un cachet-réclame agglutinatif apposé sur les enveloppes de lettres et autres.
207374. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Krebs, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé et disposition pour le réglage de la force de traction et de la vitesse d'un seul et même moteur à courants alternatifs.
207375. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Benger, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pantalons, caleçons, robes, jupons et autres vêtements analogues s'attachant aux hanches sans l'emploi de boutons, agrafes, etc.
207376. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Everitt, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des corsets.
207377. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Wohlhuter, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Ventilateur composé.
207378. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Schöfer et Spottl (M^{re}), représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bougeoir ajustable avec verre protecteur.
207379. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; O'Connor, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux allonge-pieds applicables aux personnes ayant des membres raccourcis.
207380. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Meyer, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de clef creuse.
207381. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Whittle, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur et autres.
207382. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; société dite *The Serrell automatic silk Reeling Company limited*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine perfectionnée pour battre les cocons de soie.
207383. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Picard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage des manches de jumelles.
207384. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Delay, Ph. Diot et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Application d'impression blanc ou couleurs sur tissus dont la chaîne et la trame sont multicolores.
207385. Brevet de quinze ans, 2 août 1890; Guignon, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Dispositif de circulation d'eau dans les condenseurs à surface.
207386. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Bardet et Joly, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fauteuil locomobile et dirigeable.
207387. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Esnoul, quai Duguay-Trouin, n° 16, à Nantes. — Appareil à torréfier le café vert.
207388. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Duverdiér, à Blanzac (Charente). — Système de filtre pour distillerie dit *charentais*, système Duverdiér.

207389. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Mac Master, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux broches et aux ailettes pour châssis à filer et à tordre.

207390. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; société anonyme maison Breguet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Perfectionnement apporté à la construction des machines dynamos électriques.

207391. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Mœglin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de monte-liquides hygiénique fonctionnant par l'eau et destiné spécialement pour la bière.

207392. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Gautier, à Paris, rue Amelot, n° 130. — Appareil nouveau dit *fontaine merveilleuse*.

207393. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; société *Badische Anilin und Soda fabrik*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de matières colorantes bleues dérivées de l'acide dioxybenzoïque 1 : 3 : 5.

207394. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Wilford, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la vaporisation des hydrocarbures volatils à l'usage des machines à force motrice.

207395. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Brignolas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Métier portatif pour la fabrication des tapisseries genre Gobelins, Savonnerie et autres.

207396. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Hamelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Graisseur automatique à pression constante obtenue mécaniquement.

207397. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Hillischer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil mobile pouvant servir à la narcose par des mélanges de gaz et à l'aspiration de ces mélanges.

207398. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Worms et Zwierzchowski, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande sans chaîne, applicable aux vélocipèdes, tricycles, bicyclettes, etc., dit *le Gaulois*.

207399. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Dion, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux perfectionnements apportés dans les avertisseurs électriques d'incendie.

207400. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Fischer (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à tailler les limes.

207401. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Maemecke, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système évitant les chocs dans la marche des pompes.

207402. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Donane, Jobin et compagnie (société) et le sieur Marx, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé perfectionné de fabrication des cristaux de soude.

207403. Brevet de quinze ans, 4 août 1890; Rousseau, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouvelle machine à fouler et feutrer les étoffes.

207404. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Vespier, boulevard de Rome, n° 20, à Marseille. — Bretelle fixe.

207405. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Kessler, boulevard de Gergovia, à Clermont-Ferrand. — Perfectionnements apportés à l'épuration des jus ou des liquides sucrés.

207406. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Bizet, à Chambly (Oise). — Appareil servant à faire monter l'eau des puits, rivières, étangs, enfin de toute masse d'eau, dit *élévateur hydraulique Bizet*.

207407. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Desbureaux (M^{me} veuve) et Arcillon (M^{me}), rue Sainte-Marguerite, n° 5, à Amiens. — Nouveau genre de fleurs artificielles en cire, obtenues par un simple moulage des pétales en trempant les moules dans de la cire fondue et sans le concours d'emporte-pièces.

207408. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Chenet et Catrice, représentés par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Système de communication constante entre les cages et le machiniste pendant la circulation dans les puits des mines.

207409. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Decroos, place de Sébastopol, n° 17, à

- Lille. — Procédé de fabrication de pierres artificielles moulées en agglomérés de roches siliceuses naturelles reconstituées par voie sèche.
207410. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Mangeant, ébéniste domicilié chez le sieur Thellier, Grande-Rue, à Fresnes-sur-l'Escaut (Nord). — Jeu forain appelé *trapèze aérien*, roulant sur câble en fer ou en acier avec âme en chanvre.
207411. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Geisler, représenté par Rand, à Paris, rue des Minimes, n° 14 bis. — Nouveau système de hibencre dit *mélapotique mobile*, avec ou sans patte-fermoir.
207412. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; N. Farina et compagnie (société), représentée par Lockert, à Paris, rue de Lourmel, n° 19. — Machine nouvelle à fabriquer la chaussure.
207413. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Geissler et Lehmann, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Système de bretelles.
207414. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Distinguin, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Système de pompe.
207415. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Skeyen, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Moteurs mécaniques.
207416. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Davis et Baldwin, représentés par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans la construction et le fixage d'objets divers à emmanchement télescopique.
207417. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Grobe, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Modifications dans les porte-cigares.
207418. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Hübner, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements aux burettes à huile.
207419. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Weston, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour mesurer la puissance des courants d'électricité.
207420. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Monnier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines automatiques pour la photographie.
207421. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Fontaine-Besson, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique dits *contrebasson*.
207422. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Fontaine-Besson, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouvel instrument établi à l'octave inférieure de la clarinette basse et dénommé *clarinette contrebasse si b*.
207423. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Gessner, représenté par Armengand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machines à limer à cartes.
207424. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Garas, à Paris, place d'Italie, n° 3. — Poterie de cheminées.
207425. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Stiles, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements apportés aux chemises d'homme et dans la manière d'attacher les manchettes.
207426. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Lasserre, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ceintures électro-magnétiques emménagées.
207427. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Fowler, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil mesureur et enregistreur de liquides.
207428. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Bally et Wehrli, représenté par Métry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plaques de parquets.
207429. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Barbier fils, représenté par Métry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Billard-coffret pour séchoir de cigares ou autre destination.
207430. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Gugnion, représenté par Métry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Alimentateur automatique à niveau constant.

307431. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Simonot, à Paris, impasse Gaudetot, n° 13. — Machine rotative à action directe.
307432. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Bethmon, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des cartouches métalliques pour fusils.
307433. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Marlett et les sieurs de Steiger, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux portes pour ascenseurs.
307434. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Price et Pullman, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les tapis d'escalier et leur installation.
307435. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Schneider, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux appareils photographiques.
307436. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Drake, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les locomotives.
307437. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Wilke, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bassin en fer forgé avec fond en béton.
307438. Brevet de quinze ans, 5 août 1890; Roessler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Drague à courant de chasse.
307439. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Jullien, rue de Constantine, n° 35, à Mustapha (Alger). — Système de noria métallique, genre Mahonnai, à palettes directrices et manège à vis sans fin, par abréviation « noria Jullien ».
307440. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Chevet, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Préparation et composition d'un produit de conserve pour café au lait.
307441. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Chevet, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Préparation et composition d'un produit de conserve pour malé au lait.
307442. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Paraf-Javal (M^{re}) et Paraf-Javal (Joseph-Alexandre-Jacques), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 175. — Traitement des peaux en poil.
307443. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Selinger-Gerinski, à Paris, rue de Palestro, n° 33. — Ballon dirigeable l'*Excelsior*.
307444. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Roche, à Paris, rue Ambroise-Paré, n° 11. — Application d'un système de brûleurs pour fours à gaz.
307445. Brevet de quinze ans, 26 juin 1890; Chavoix et compagnie (société), à Paris, rue Cambon, n° 48. — Procédé de fabrication d'un compost engrais et d'un savon insecticides, spécialement destinés à la destruction des vers blancs, altises, courtilières, limaces, chenilles, pucerons, etc., au moyen des dérivés de la distillation du bois, de la houille et du pétrole.
307446. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1890; Cardon, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Broyeuse-teilleuse pour lin et autres textiles.
307447. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1890; Chartier, boulevard de Caudéran, n° 87, à Bordeaux. — Mécanisme servant de point d'appui pour conduire les ballons.
307448. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Goll, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Grilles destinées à brûler les menus.
307449. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Bethmon, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fabrication économique des cartouches pour canons de fusils de tous calibres.
307450. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Bezuchet, représenté par Bätticher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Instrument de musique dit *aeophane*.
307451. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Hortmann, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil transportable ou fixe destiné à aspirer les liquides, l'air, le gaz, les vapeurs, etc., et présentant la possibilité de mesurer les liquides.
307452. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Saltzhorn et Nicolai, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé permettant de fabriquer des tubes de longueur quelconque.
307453. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; société *Badische Anilin und Soda Fabrik*,

représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'un acide amidonaphtoxyacétique et de dérivés de celui-ci.

207454. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Lestic, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel appareil moteur.

207455. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Schmidt, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disposition dans l'intérieur des tuyaux flambeurs servant de conduite aux gaz provenant de la chaleur.

207456. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Stéphanon, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Grille à barreaux articulés produisant automatiquement le déplacement du combustible.

207457. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Wilke, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de démarrage applicable aux tramways.

207458. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Stewart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux mécanismes pour la fabrication d'emballages de bouteilles et articles de même nature.

207459. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine à imprimer rotative.

207460. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; de Merladet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pont modèle tournant.

207461. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Meisgen et Hett, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'allumoir.

207462. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Crees, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les machines à laver les assiettes, plats, etc.

207463. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Azais et Tissier, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Couteau-guillotine à couper le fromage et autres produits alimentaires.

207464. Brevet de quinze ans, 6 août 1890; Klein et Dethan, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à la fabrication densimétrique limpide et automatique des sirops à froid.

207465. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Basset et Elizalde, à Paris, rue Truffaut, n° 58. — Nouvelle méthode relative à l'extraction du chlore et des chlorures alcalino-terreux.

207466. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Roche, à Paris, rue Ambroise-Paré, n° 11. — Application de divers perfectionnements aux machines à gaz, à air carburé ou à air chaud, et en général aux machines à gaz parfaits.

207467. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Hillman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines servant à percer les trous d'ajustage des rais dans les moyeux et les jantes des roues de vélocipèdes et autres.

207468. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Lühne, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Compteur de précision pour liquides.

207469. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Henri, à Paris, avenue de Clichy, n° 113. — Nouveau système de publicité par les cahiers de papier à cigarettes dit *Pomnibus*.

207470. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Heil, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commutateurs automatiques pour circuits en dérivation.

207471. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Pearson, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Assemblage perfectionné à onglet pour rails de chemins de fer et autres fers profilés.

207472. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Farran et Crawford, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines ou appareils pour couper le poil des étoffes ou tissu connu sous les noms de *duvet* ou *tissu bouclé*.

207473. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Farran et Crawford, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les métiers à tisser les draps ou les tissus connus sous le nom de *duvet* ou *tissu bouclé*.

207474. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Hirschler, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil pour le chargement, le déchargement et le nettoyage des tourailles.

207475. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Oudin et Kratz-Boussac, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils d'éclairage électro-médical et autres.

207476. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Duffield, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le système et l'appareil pour cambrer les rails et autres barres métalliques.

207477. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Lehnert, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil servant à rectifier les positions des feuilles imprimées dans les presses rapides et autres machines analogues.

207478. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Radcliffe, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les appareils à signaux électriques à l'usage de la police et autres services analogues.

207479. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Bourrelly et Cagnat, représentés par Meunons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Machine à percer des tunnels souterrains et tranchées de tous genres et de toute section.

207480. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Hopkins, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bielles pour machines agricoles et autres.

207481. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Bellan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de brancard pour malades et blessés dit *brancard Nachtel*.

207482. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Silbermann, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pistolet sarbacane.

207483. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Howard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux marques de jeu.

207484. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Bapst, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de garnitures à bagues métalliques extensibles pour pistons.

207485. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Hill, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil à ressort applicable aux harnais, aux voitures pour routes ordinaires ou autres véhicules, etc.

207486. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Hamel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Stasbourg, n° 23. — Carburateur pour moteurs et autres destinations.

207487. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Amélioration apportée à la fabrication des agrafes, des chevilles, des clous, des rivets, des pointes, des chaînes, des épingles, etc.

207488. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; Worms et Zwierzchowski, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de machine moirice à vapeur ou autre fluide.

207489. Brevet de quinze ans, 7 août 1890; compagnie parisienne des jumelles de théâtre, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné d'étui de jumelle de théâtre, à ouverture automatique et à contrôle.

207490. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Pitet, représenté par Thevenet, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de moteur.

207491. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Waag, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Soulier perfectionné dit *l'alsacien*.

207492. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Buffard, rue de Paris, n° 11, à Vichy (Allier). — Appareil dénommé *hydro-alcoomètre*.

207493. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Langlais et de Bechi, à Paris, rue des Écoles, n° 42. — Nouvel appareil d'acétification.

207494. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Adolf, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Nouveau scellement de mûches de marcu.

207495. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Garin, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système d'attaches de parchemins sur rouleaux de machines préparatoires de filatures.
207496. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Boudot-Cordier, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Application manuelle ou mécanique du lacet et de la broderie-guipure sur le tulle.
207497. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Gobel (les sieurs), représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé et appareil pour abattre les bestiaux.
207498. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Salomon frères et Tenting (société), représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Appareils pour la carburation de l'air et l'alimentation d'un chalumeau d'allumage pour moteurs à air carburé.
207499. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Connell, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux machines à rouler les cigares.
207500. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Lardenois, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Chemin de fer-jouet à voies croisées.
207501. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Guillon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application à la machinerie théâtrale des pistes et sols mobiles.
207502. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Calov, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel insecticide métallique dit *insectol*.
207503. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Odescalchi (M^{re}), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Malle ou caisse avec appareil pneumatique pour l'indication du poids.
207504. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Weisse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Joint inséparable entre deux corps.
207505. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Wier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyens nouveaux ou perfectionnés pour exposer une succession de pellicules photographiques.
207506. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; société dite *The Mechanical Spirit Maturig Syndicate Limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de vieillissement des eaux-de-vie et autres liqueurs.
207507. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Green, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.
207508. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Knell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils destinés à rendre des effets dramatiques par l'illusion.
207509. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Andrieux, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'aménagement pour voiture cantinière-vivandière.
207510. Brevet de quinze ans, 8 août 1890; Iscovesco, à Paris, rue de la Boétie, n° 114. — Perfectionnements dans les appareils destinés à recevoir les déjections nuisibles.
207511. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Bay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'instrument de chirurgie perfectionné, dit *pyrophore*.
207512. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Lahousse, représenté par Rousseau, à Paris, rue Nouvelle, n° 11. — Perfectionnement dans la disposition et la composition d'une pile à deux liquides et impolarisable.
207513. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Fontaine-Besson, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements à la justesse et au mécanisme des saxophones.
207514. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Nazziroff et Sourdeau, représentés par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Four dessiccateur pour la cuisson et la dessiccation des fruits.
207515. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Grünzweig, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvelle attache élastique pour feuilles volantes, lettres, journaux, etc.
207516. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Pescetto, représenté par Armengaud

né, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la disposition des appareils de chasse fonctionnant automatiquement ou à volonté.

207517. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Marsh et Truss, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux propulseurs rotatifs servant pour la propulsion des navires et pouvant être utilisés pour la production des courants d'air pour tous usages.

207518. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Bordier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux appareils brevetés.

207519. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Garnier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pince destinée à tendre régulièrement, sur forme, les bas, les gilets et autres articles de bonneterie.

207520. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Bardot et Mourea, représentés par Watier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Filtre à pression directe à grand débit, *est indispensable*.

207521. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de l'acide paradiamidobiphénoxyacétique et de ses sels.

207522. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Hill et Sinclair, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à réfrigérer et à faire la glace.

207523. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Duret de Brie, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Nouveau système de bidon pour huiles minérales et autres, essences, acides et autres liquides.

207524. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Belot, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements aux obturateurs pour les appareils photographiques.

207525. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 octobre 1903) pris, le 9 août 1890, par Thomson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil servant à mesurer et enregistrer les courants électriques.

207526. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Thomé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de *vateur à cheval le Thomé*.

207527. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Deissler, représenté par la société Axi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Fermeoir à engrenage pour porte-monnaie, etc., à fonctionnement automatique, sans ressort.

207528. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Geisler, représenté par la société Axi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'appareil protecteur des poumons.

207529. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Friedehorn, représenté par la société Axi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à bomber ou cintrer les plaques.

207530. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Ramann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour traiter les ramilles de manière à pouvoir les utiliser comme nourriture pour les bestiaux.

207531. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Sacco, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pétrisseur mécanique à double hélice, système C. Sacco.

207532. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Richard frères (société) et le sieur Richard, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur d'électricité.

207533. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; de Joussemin, à Saint-Georges-sur-Loire (Maine-et-Loire). — Appareil avec lequel toute personne peut faire cuire automatiquement et au degré voulu les œufs à la coque.

207534. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Rouzey, à Châteauneuf-sur-Sarthe (Maine-et-Loire). — Perfectionnements aux moteurs à gaz ou à pétrole fixes ou destinés à la navigation.

207535. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Demaus d'Artigues et Delrieu, rue Crois-de-Régner, à Marseille. — Tableau destiné à fixer la réclame, dit *le disque indicateur*.

207536. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Delpéch et Ragazzi, rue Lafayette, n° 7, à Marseille. — Nouvel appareil dit *tableau-renseignement*.

207537. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Blachère, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Filtre à air sous pression.
207538. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Blachère, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Appareil destiné à soutirer la bière et autres liquides fonctionnant au moyen de l'air comprimé par la pression hydraulique.
207539. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Felici, à Ajaccio (Corse). — Glacière fonctionnant au moyen de l'eau.
207540. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Diederichs, à Bourgoïn (Isère). — Nouveau mode pour obtenir le mouvement de lève et baisse et le mouvement du cylindre dans la mécanique Jacquard dite de Lyon.
207541. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Diederichs, à Bourgoïn (Isère). — Nouvelle disposition d'organes permettant le ralentissement, à volonté, du battant au passage de la navette dans les métiers à tisser.
207542. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Bouvet frères (société), rue des Maronniers, n° 7, à Lyon. — Procédé de fabrication de la carte-bobine à tube.
207543. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Bruck, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé pour obtenir et pour blanchir des fibres végétales.
207544. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Fossart, à Montdidier. — Colonne-pancarte, dite *colonne-pancarte électorale*.
207545. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Canepa, rue Blanqui, n° 2, à Nice. — Nouveau système d'appareil pour l'ouverture et la fermeture facultatives des portes et fenêtres.
207546. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Falcimagne, rue du Tondu, n° 243, à Bordeaux. — Procédé de conservation des viandes.
207547. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Tinlot, cours Gambetta, n° 56, à Talence (Gironde). — Copiste-liège l'économe.
207548. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Albertini, à Paris, rue Nouvelle, n° 10. — Système de compteur à manche.
207549. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Arnier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Collecteur régulateur de graissage pour les mouvements intérieurs des machines motrices et auxiliaires des paquebots et pour toutes autres machines.
207550. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Howard, représenté par le sieur Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil perfectionné pour marquer les points faits au billard, pour enregistrer le nombre de parties, ainsi que le temps d'occupation du billard, pouvant s'appliquer également dans d'autres buts analogues.
207551. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Yates et Learned, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Écusson perfectionné pour serrures.
207552. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Richard frères (société), à Paris, impasse Fessart, n° 8. — Perfectionnements apportés aux enregistreurs de vitesse des trains de chemins de fer.
207553. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Brewster, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les dents artificielles.
207554. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Blum, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux attaches pour ceintures de pantalons et autres vêtements.
207555. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Siemens et Halske (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les véhicules à traction électrique.
207556. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Pujol-Laforêt, à Paris, rue de Chabrol, n° 28. — Nouveau modèle de carte-lettre avec carte-réponse adhérente.
207557. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Fobias et Fischer, représentés par Jacquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 35. — Chocolat liquide complètement privé de matière grasse et pouvant se conserver indéfiniment.
207558. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Brechtelsbauer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Crachoir perfectionné.
207559. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Chopin et Pierson, à Paris, repré-

sentés par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Élévateur mobile pour le nettoyage et la ventilation des grains au débarquement des navires.

207560. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Domenech, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à border les enveloppes, cartes ou papier de deuil ou autre but.

207561. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Ropp, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle navette pour métiers à tisser, dite *navette Ropp*.

207562. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Moutiers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte-table de campagne à usages multiples.

207563. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Neidig, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fermeture de boutons de chemises et boutons de manchettes.

207564. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; Peitz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour extraire l'oxygène de l'air atmosphérique.

207565. Brevet de quinze ans, 11 août 1890; société anonyme des verreries de Lunet, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à chauffer les canons en verreries.

207566. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; de Courval, à Paris, rue du Ranelagh, n° 61. — Nouvelle pile électrique de grande durée, dite *pile système G. de Courval*.

207567. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Leclair, à Paris, rue Saint-Maur, n° 140. — Nouveau système de robinet, dit *robinet Leclair*.

207568. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Goldsmith, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de porte-plume.

207569. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Turner, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à l'impression en couleurs.

207570. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Wright, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux guides pour soies à ruban.

207571. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Draper et Lyon, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens pour régler la tension de la transmission dans les machines à filer et à retordre.

207572. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Cohn, représenté par la société Elser et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Lunettes remplaçables pour sièges de cabinets d'aisances.

207573. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Schmahl, représenté par la société Elser et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour composer un ciment pouvant s'ajouter à la colle à délayer les couleurs de terre et chimiques.

207574. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Coles, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les machines à coudre et à piquer.

207575. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Ibach, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux mécanismes à répétition pour pianos droits et pianos à queue.

207576. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Poudra, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Récipient à matières médicamenteuses ou autres pour fume-cigarettes, pipes, etc.

207577. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Taussig, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fusion électrique des métaux sans l'emploi de l'arc lumineux.

207578. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; de Pretto, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil de presse à friction.

207579. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Friedberger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les dessins sur étoffe pour la broderie plate, dite *broderie Moldave*.

207580. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Beurrier, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé perfectionné pour la production de l'éclair magnétique dans les machines à photographier automatiques et autres.

207581. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Tabour et Boussard, à Paris, le premier rue Lacharrière, n° 17, et le second rue de l'Échiquier, n° 15. — Guide Tabour.

207582. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Vion, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 178. — Corset à élastique s'adaptant selon les besoins de la constitution de la personne.

207583. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Bère, à Paris, rue de la Nèva, n° 8. — Nouveau genre de presse-papier.

207584. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Koyl et Hancock, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux fanaux de route pour navires.

207585. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Fowler, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au soudage des métaux par l'électricité.

207586. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Lafond, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de renfonçure pour collier de cheval.

207587. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Roos, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication d'un corps gras saponifiable, de couleur claire, au moyen de suif brun foncé.

207588. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Atkinson et Stockstill, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à briques.

207589. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Buffet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pile économique.

207590. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Létrange, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réserve à cartouches à tiroirs coulissants et devant mobile.

207591. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Boiffin, à Paris, rue Montesquieu (hôtel Duval). — Nouveau système de propulsion pour la navigation à grand ou faible tirant d'eau.

207592. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Boiffin, à Paris, rue Montesquieu (hôtel Drouot). — Nouveau système de ballon dirigeable.

207593. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Melick, Exter et Cheney, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les clinomètres.

207594. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Baldwin, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les voitures de tramways et leurs moteurs, également applicables à d'autres usages.

207595. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Idiens et White, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Agitateur automatique de cuisine.

207596. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Bru jeune, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Sachet à coffret.

207597. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Horgan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fondants ou solutions servant à appliquer une couche de plomb sur les métaux.

207598. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Deeves, Gauthreaux, Brousseau, Byrd, Maspero, Hyde, Thompson, Barkley et Capdevielle, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs de publicité.

207599. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Bowles et Aenchbacher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les trucs ou bogies pour véhicules de chemins de fer et autres.

207600. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Lefebvre et Wilson, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

207601. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Drosten, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour maintenir et couper le papier en rouleaux.

207602. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Moffett, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîtes d'essieux à galets ou billes de roulement.

207603. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Crane, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens de signaler les fuites dans les conduits souterrains.

207604. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Foote et Pillsbury, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de machines dynamo-électriques ou moteurs électriques.

207605. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Genzel, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Nouveau système de sommiers de grandes orgues sans registres.

207606. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Latham, von Langerke et Rigg, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les pompes hydrauliques.

207607. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Almy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur.

207608. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Rousseau et Bernot-Ledru, à Ezy (Eure). — Système de peigne, dit *peigne universel*.

207609. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Graemiger, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux machines à teindre, à blanchir ou à traiter de toute autre manière les matières fibreuses, soit brutes, filées, tissées ou se trouvant dans quelque autre état intermédiaire de fabrication.

207610. Brevet de cinq ans, 11 août 1890; Maroger et Vidal, à Calvisson (Gard). — Pulvérisateur à dos de mulet, sans pression, sa lance et son jet.

207611. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Farcot, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur multitubulaires et leurs appareils accessoires.

207612. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Hart et Baynes, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines pour ouvrir, nettoyer, tordre ou retordre et bobiner le coton ou autres matières textiles.

207613. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Wenner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine applicable à la formation des têtes de boulons, de rivets, de vis à bois, etc.

207614. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; de Villepigue, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de voie métallique surélevée.

207615. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Roland, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Système d'irrigation automatique spécialement applicable aux serres à gradins.

207616. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Jeanel, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein automatique de voitures également disposé pour fonctionner à la main.

207617. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Ulrich, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaise roulante ajustable pour enfants.

207618. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Chételat, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de condenseur pour moteurs à vapeur.

207619. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Viollet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des sièges.

207620. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Schumann, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Indicateur de niveau d'eau à fermeture de soupape automatique.

207621. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Tiribillot, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux brosses.

207622. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Edison, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux méthodes

et aux appareils servant à appliquer la puissance des moteurs électriques applicables surtout aux chemins de fer électriques.

207623. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; Campbell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les dents artificielles.

207624. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; de Chardonnet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Emploi des soies artificielles dans les lampes à incandescence.

207625. Brevet de quinze ans, 13 août 1890; société *Galloways limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chaudières à tubes à eau.

207626. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Roussel, rue Lebon, n° 11, à Saint-Étienne. — Construction d'une machine à vapeur à distribution automatique.

207627. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; D. Reillon et compagnie (société), à Chantenay (Loire-Inférieure). — Extraction de l'étain des rognures de fer-blanc au moyen de l'électricité.

207628. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Deroubaix, rue Pierre-de-Roubaix, à Roubaix. — Nouveau système d'ourdissoir direct combiné avec un ourdissoir à bobinoles.

207629. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Lams, rue Faidherbe, n° 36, à Lille. — Robinets à orifices multiples pour services de plusieurs pressions et décharges.

207630. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Duncan, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements au traitement des mélasses ou du sirop, dans le but d'en améliorer la saveur.

207631. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; société centrale de construction de machines et le sieur Bonjour, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Mécanisme de commande, par bielle hydrostatique, pour machines à quatre distributeurs et autres.

207632. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Van der Elst et Lævenstein; le premier, rue Laffitte, n° 11, et le second, rue des Fontis (villa Saint-Louis), à Paris-Auteuil. — Appareil multiplicateur de force.

207633. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Martyn, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Suspension ou cadre perfectionné pour miroirs, tablettes d'annonces, peintures, cartes et autres objets semblables.

207634. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Porritt (les sieurs) et Fenton, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau dispositif opérant simultanément l'étirage et la torsion ou le filage des fibres.

207635. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Helwig, représenté par Casalouga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à coudre les boutonnieres.

207636. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; E. Graffe et J. Jougla (société), allée de Bellevue, n° 26 et 29, au Perreux (Seine). — Nouveau châssis extenseur servant à tendre la pellicule, papier, employés pour clichés photographiques.

207637. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; E. Graffe et J. Jougla (société), allée de Bellevue, n° 26 et 29, au Perreux (Seine). — Nouveau châssis à rouleaux approprié à l'emploi de la pellicule.

207638. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Drot-Douce, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chaîne à anneaux de sûreté et ses moyens de fabrication.

207639. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; compagnie dite *Aldous Son and Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les garde-manger à réfrigération, applicables au refroidissement et à la ventilation des habitations.

207640. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Chamberlain, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements dans les pignons composés.

207641. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Sipman, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Indicateur de remontage pour pendules.

207642. Brevet de quinze ans, 14 août 1890; Certholon, rue du Bourdonnais,

n° 1 bis, à Lyon. — Nouveau ciseau destiné à découper les étoffes, papiers, cartons, etc.

207643. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Léger, rue Boissac, à Lyon. — Antiseptique ou désinfectant sulfureux destiné à combattre les micro-organismes, champignons, algues et bactéries.

207644. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Teste fils, Pichat, Moret et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les treuils d'enroulement des câbles de touage.

207645. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Buis, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil à dessiner, dit *perspectiligne*.

207646. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Blanc et Buisson, représentés par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Nouveau système de mécanique lève-et-baisse pour métiers à tisser et faisant fonctionner le chasse-navette.

207647. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Ucciani, à Ajaccio. — Système de bouts dits *antijuteux*, permettant de fumer sec la pipe ou le cigare.

207648. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Perraut et compagnie (société), à Saumur (Maine-et-Loire). — Nouvelle agrafe destinée à maintenir les bouchons dans les bouteilles remplies d'un liquide quelconque ou de gaz formant pression à l'intérieur.

207649. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Freyler et Capdeville, rue de Bègles, n° 142, à Bordeaux. — Nouvel appareil pour l'extraction de l'or des terrains d'alluvions aurifères.

207650. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Persil et Bourrelly, à Paris, rue Balzac, n° 14. — Moteur à attraction terrestre.

207651. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Leuchs et Meiser, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Bouteilles estampées d'une seule lame de métal sans soudures, brasures, pliage, rivure et sans ailes latérales.

207652. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Frieden et Kressner, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Arrangement pour empêcher la rupture des fils aux métiers à chaînes.

207653. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Stöckel, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Nouvel appareil pour enfiler les mèches à lampes.

207654. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Gobron, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Fabrication du charbon de Paris au moyen du lignite.

207655. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Pick, Lange et compagnie (société), représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour préparer de la thioxydiphénylamine (oxydiphénylamine sulfurée).

207656. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Production de matières colorantes azoïques gris, violet-noir à vert-noir.

207657. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Grouvelle et société Douane, Jobin et compagnie, représentés par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Système de machine à vapeur sans graissage.

207658. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Blache, à Paris, rue Flatters, n° 4. — Machine à fabriquer les tubes en papier pour cigarettes.

207659. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils d'éclairage électrique.

207660. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Dégremont, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Distributeur automatique de liquide.

207661. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Adams, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les tuyaux de soufflage des locomotives.

207662. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Erlenwein, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à tailler les limes.

207663. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Thomas, représenté par Becker, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les fixe-écrous.

207664. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; With, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Cadre des descente à l'usage d'inhumations.

207665. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Digby et Walker, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Composé perfectionné pour la fabrication des creusets et autres vaisseaux ou ustensiles analogues.

207666. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Ehlers, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disposition pour assurer les routes sur les essieux.

207667. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Schubert, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux binocles.

207668. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Gardner, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication du blanc de céruse ainsi que dans les appareils servant à cette fabrication.

207669. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Greve, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Siphon démontable.

207670. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Rémak et Silber (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de fixation à ressort pour douilles de parapluies.

207671. Brevet de quinze ans, 16 août 1890; Thies et Herzig, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de blanchiment.

207672. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; de la Marroinière, rue Félix, n° 8, à Nantes. — Tire-bouchon dit *tire-bouchon à manivelle*.

207673. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Couratier, à Saint-Ay (Loiret). — Système d'accolage mécanique servant à accoler la vigne.

207674. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Oliva, chemin des Chartreux, n° 92, à Marseille. — Système d'enveloppes calorifuges et imperméables destinées au revêtement des chaudières, tuyaux à vapeur et récipients quelconques.

207675. Brevet de cinq ans, 20 août 1890; Besnard, rue Saint-Martin, n° 12 et 14, à Blois. — Système de guindage de sommiers élastiques et de sièges.

207676. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Croquet-Dumey, à Saint-Quentin. — Système de paumelles à rampes hélicoïdales à repos, système Papon.

207677. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Croquet-Dumey, à Saint-Quentin. — Système de ferme-châssis à levier avec arrêt, système Papon.

207678. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Leboucher, rue des Champs, n° 47 bis, à Rouen. — Nouveau système de roues à ressorts pour vélocipèdes.

207679. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Boudeville, rue Sainte-Croix-des-Pelletiers, n° 25, à Rouen. — Appareil servant à utiliser les flots de la mer, autrement dit le roulis, comme force motrice.

207680. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Noël, à Paris, place de l'Odéon, n° 6. — Appareil destiné à distribuer automatiquement des allumettes enflammées dit *allumeur automatique*.

207681. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Ernst, représenté par Dobler, à Paris, rue du Foin, n° 8. — Nouvel appareil pulvérisateur de liquides *Italla* et ses applications à la ventilation, l'humidification et le refroidissement de l'air.

207682. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; von Münchhausen (Dⁿⁱ), représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les lanternes à bougies.

207683. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Royon (Dⁿⁱ), représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour la production de l'hydrogène sulfuré, dit *appareil Joseph*.

207684. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Schlösser, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil indicateur de stations pour voitures de chemins de fer.

207685. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Bergman, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de mitrailleuse.

207686. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Winkler et Jenke (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau siphon.

207687. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Martinot, à Paris, rue du Figuier,

n° 7. — Appareil photographique à mains, avec son obturateur et sa boîte à escamoter ou chassis à rouleau.

207688. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Arnaud, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Application d'un vernis sans plomb à la poterie fine ou commune, cuite à une température relativement basse.

207689. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Gauchot et Vilaseca, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à cigarettes.

207690. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Sinsel, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Lampe à magnésium à éclair continu.

207691. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Roussel, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fourneau à l'usage des coiffeurs, cabinets de toilette, etc., dit *l'économique*.

207692. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Dupré, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le procédé de fabrication du carbonate de potasse au moyen du carbonate de soude et du sulfate de potasse.

207693. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Lurne frères, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux norias.

207694. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Farjasse, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des jouets et autres objets en caoutchouc.

207695. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Maurer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour fabriquer de la soie de porc et du crin de cheval artificiels au moyen de fibres mexicaines et d'autres filaments végétaux analogues.

207696. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Péan, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Busc de corset.

207697. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Delpech, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Nouveau système de chaudière à production de vapeur instantanée.

207698. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Coq, rue Mazarine, n° 2 bis, à Aix. — Système de treuil pour pressoirs, presses, etc.

207699. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Budin, élisant domicile chez le sieur Philippe, à Paris, rue Bichat, n° 10. — Régénérateur vinicole.

207700. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Munier, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Système supprimant le suintement des lampes à pétrole.

207701. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; société dite *The Thomson Houston International Electric Co*, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Méthode et appareil de propulsion électrique pour convois de chemins de fer.

207702. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Kuhn, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé et appareil destinés à restreindre ou limiter les actions désastreuses du grison.

207703. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Tracy (D^m) et le sieur Tracy, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'ascenseur.

207704. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Russell, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux voitures omnibus.

207705. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Cox, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les générateurs thermo-électriques.

207706. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Denis, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils à transporter, à broser, à sécher les céréales et autres matières.

207707. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; A. Gillard et compagnie (société), à Paris, rue Buffon, n° 23. — Tableaux à reflets lumineux pouvant servir au besoin pour la publicité dans les gares et autres établissements.

207708. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Sandberg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fabrication de cylindres creux ou tubes avec des bois de placage.

207709. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Viehofer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle fermeture pour corsets.

207710. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Dumesnil et Acher (D^{ns}), représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel automoteur.

207711. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Ducros et Tymeson, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils employés pour la teinture.

207712. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Kolbe, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouveau procédé de préparation des acides oxyphthaliques (phénolbicarboniques).

207713. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Doty, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Poêle perfectionné.

207714. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Wellin, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Mécanisme de culasse pour canons.

207715. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Vavasseur, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans l'installation des canons à bord des navires et dans les affûts en général.

207716. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Thomson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le soudage et autre traitement des métaux par l'électricité, et dans les appareils employés à cet effet.

207717. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Thomson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs aux bobines d'induction ou transformateurs spécialement destinés à l'usage du soudage et de tout autre traitement des métaux par l'électricité.

207718. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Thomson et Unbehend, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à fendre les rivets.

207719. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Simonds, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements de butée et autres.

207720. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Duszynski, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils protecteurs pour le débouchage des bouteilles.

207721. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Frager, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur d'électricité.

207722. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Odell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les télégraphes imprimeurs.

207723. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Dowd, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils de gymnastique propres au développement des forces physiques.

207724. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Almond et Freligh, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tubes flexibles.

207725. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Hardy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

207726. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Herrburger, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Mécanique à queue perfectionnée pour piano forte.

207727. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de tableau de distribution pour les courants de haute tension.

207728. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; société anonyme des verreries de Carmaux, représentée par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fourneau mobile pour recuire les bouteilles.

207729. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Saxlehner (M^{me} veuve), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil d'empli des bouteilles.

207730. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Saxlehner (M^{me} veuve), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à nettoyer les bouteilles.

207731. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Saxlehner (M^{me} veuve), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à capsuler les bouteilles.

207732. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Ferreira, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le chauffage et l'épuration de l'eau.

207733. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Bélart, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Application nouvelle permettant d'obtenir une imitation de dentelle Chantilly fin à long rendement.

207734. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 septembre 1903) pris, le 20 août 1890, par Parish (D^{ux}), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux vases et réservoirs servant à contenir, à mesurer et à verser des liquides.

207735. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Sobège et Filhos, à Paris, le premier, rue de Presbourg, n° 12, et le second, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 166. — Confection de boîtes en pâte à papier moulées par une pression hydraulique.

207736. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Pittrich, représenté par la société Elmer et Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour tourner les pages des livres et les feuilles de musique.

207737. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Daimler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Refroidissement des moteurs à gaz ou à pétrole par l'eau et l'air employés en combinaison.

207738. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Daimler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien n° 45. — Perfectionnements aux voitures ou véhicules actionnés par un moteur à gaz ou à pétrole.

207739. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Carcanagues, à Paris, rue d'Aboukir, n° 6. — Crochet de sûreté rendant les broches imperdables.

207740. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Perseheid, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Perfectionnements dans la fabrication des vins mousseux.

207741. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Carrer, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour ouvrir et fermer automatiquement et périodiquement des fenêtres, etc., pour la ventilation.

207742. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Majert, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de l'acide rhodamine.

207743. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Julien, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau tirage d'attelles à piton caché et à main recouverte.

207744. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Gravier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil dit le *collier à galets*, ayant pour but de supprimer les frottements dans les mouvements de rotation.

207745. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Masson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fosses métalliques, automatiques ou non, démontables et transportables.

207746. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Laillon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de fabrication des pierres moulées et percées en jais artificiel.

207747. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Meltzer, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Distribution pour machines à vapeur et moteurs semblables.

207748. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Pézieux et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de bourreux à cigarettes, dit l'*Africain*.

207749. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Peach, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Mécanisme de sûreté pour véhicules roulant sur plans inclinés.

207750. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Aschendorf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cornet acoustique.

207751. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Cruyen, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de table à rallonges, à piétement diviseur et à tiroirs.

207752. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Olivier, rue de Bègles, n° 36, à Bordeaux. — Procédé de teinture et d'impression à froid, sur étoffes et pour chapellerie, par affinités chimiques.

207753. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Lefevre, à Paris, rue de Cels, n° 24. — Nouveau système de cuillère à mélanger les sirops.

207754. Brevet de quinze ans, 24 août 1890; Peiffer, rue de Paris, n° 170, à Vincennes (Seine). — Voitures-rallonges.

207755. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Postel-Vinay, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements aux compteurs électriques.

207756. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Terrot, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvel appareil à faire automatiquement les rayures sur métiers circulaires de bonneterie.

207757. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; société dite *Cappilleri-Holzappel et compagnie*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à arc.

207758. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Lemoine, à Paris, boulevard Péreire, n° 206. — Système de coussinets pour rails à patin.

207759. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Garland, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux mailloirs de chaîne.

207760. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Lentz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pompe d'alimentation à deux jeux de clapets.

207761. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; société Léandre Henue, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de métier pour la fabrication de chevilles à river.

207762. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Moutier-Granval (société industrielle), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements des mises à l'heure pour remontoirs au pendant et du fixage de la tige de couronne au mouvement.

207763. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; G. Aboilard et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Commutateur téléphonique.

207764. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Weidknecht, représenté par Lefebvre, à Paris, rue de Paris, n° 47. — Essieu porteur radial.

207765. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Basevi, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 81. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur et autres.

207766. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Bellino, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 81. — Perfectionnements aux plaques métalliques pour la couverture des toits.

207767. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Rancher, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de hachoir dit *Veloce-hachoir*.

207768. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Serrin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil téléphonique d'appareil.

207769. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Mac Dougall, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les matelas et les fonds de lits.

207770. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Aubert fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture automatique pour serrures, cadenas, etc.

207771. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Godin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fumigation à l'aide de

pièces-réceptacles en vue de faciliter le transport, le maniement et l'emploi de certaines substances corrosives intéressant l'hygiène, la parfumerie, etc.

207772. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Hoesst et Courtin, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés à la monture des lampes électriques à incandescence.

207773. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Observateur simple sans projecteur.

207774. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Verron, rue de Metz, n° 1, à Tours. — Fer à cheval en acier.

207775. Brevet de quinze ans, 10 mars 1890; Fournier, rue de Périgueux, n° 250, à Angoulême. — Nouveau pulvérisateur pour la vigne.

207776. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Lamena père, à Pauillac (Gironde). — Machine hydro-atmosphérique.

207777. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Serrière et Villem, représentés par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveaux procédés de fabrication de l'acide acétique et de ses dérivés.

207778. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Mérisseau, rue des Olivettes, n° 20, à Nantes. — Nouvel appareil destiné à l'inflammation, par l'électricité, des mélanges détonants dans les moteurs à gaz, pétrole, etc.

207779. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Gouze, à Montaignu-du-Quercy (Tarn-et-Garonne). — Système de pédale à chaînette applicable à toute espèce de vélocipèdes.

207780. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Drufin, à Melun. — Pédale tourne-feuille pour pianos et chevalets.

207781. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Dienz, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à coller des timbres et des marques de prix avec poinçon colleur.

207782. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Wills et Beattie jeune, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les bottines, souliers et pantoufles.

207783. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Fowler, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines à additionner.

207784. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Rousseau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé d'extraction des jus de betterave par leur retour aux diffuseurs.

207785. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Grabb, représenté par les sieurs Elétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux agrafes de cravates.

207786. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Prentice, représenté par Armand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux chaises réglables pour enfants.

207787. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; Steding, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Nouvelle fermeture ou serrure pour les cordes de colonnettes.

207788. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Birch, représenté par Ménonns, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Appareil perfectionné pour le filtrage des eaux d'égout et autres liquides.

207789. Brevet de quinze ans, 12 août 1890; List, représenté par la société Assi et Gouss, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de raccord pour tuyaux d'accroissement des freins de chemins de fer ou autres tuyaux.

207790. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; List, représenté par la société Assi et Gouss, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de frein continu automatique pour chemins de fer.

207791. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Humbert fils jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la combustion des hydrocarbures.

207792. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Nielez et Merckling, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de machine à boucher les bouteilles.

207793. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Casas, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Application d'un papier imperméable à la couverture des fils métalliques pour chapeaux de dames et autres usages.

207794. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Fincker, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Nouveau réglage de cannetières.

207795. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; fabrique d'horlogerie de Fontainemelon (société), représentée par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Mécanisme de mise à l'heure.

207796. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Delastelle, rue des Tribunaux n° 12, à Dieppe. — Télescopes à récepteurs multiples.

207797. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Fricker, à Paris, rue Condorcet, n° 49. — Appareil frigorifique.

207798. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Galibert, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 31. — Nouveau système de bouée dite *bouée réductible*.

207799. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Ollagnier fils, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau produit composé servant à la confection des balais et brosses à frotter.

207800. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Flamain, à Paris, quai Valmy, n° 65. — Nouveau moyeu élastique supprimant les vibrations dans les essieux, applicable aux roues, roulettes, poulies, etc., de toutes dimensions.

207801. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Fernbach, à Paris, rue Labruyère, n° 54. — Appareil destiné à la fabrication de la levûre pure.

207802. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Marr, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux dragues ou racloirs pour nettoyer les rainures des rails de tramways et autres rails.

207803. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Adolph, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Frein pour voitures de tous genres.

207804. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Cordebart, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des cahiers de papier à cigarettes et dans leurs enveloppes.

207805. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Bordier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines dynamo-électriques.

207806. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Jos et Leop. Quittner (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de siège pliant à enclenchement, se déclenchant au moyen de pièces de monnaie insérées.

207807. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Herz, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de fixation de garnitures acoustiques en caoutchouc.

207808. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Muller, représenté par les sieurs Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à polir les papiers et autres corps.

207809. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Bémelmans, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de traitement des sulfures métalliques.

207810. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Massey, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux freins automatiques à air comprimé pour trains de chemins de fer.

207811. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Adnet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Étuve à stériliser et sécher le coton, les pansements, les instruments de chirurgie, etc.

207812. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Variot et Mallet, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de suspension élastique des essieux et véhicules sur leurs roues.

207813. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Teggin et Byrom, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication mécanique des boîtes en papier ou en carton.

207814. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; société internationale d'éclairage par le gaz d'huile, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Vol-

taire, n° 36. — Nouvelle disposition de lanterne à gaz à flamme verticale et à récupération de chaleur pour voitures de chemins de fer, de tramways, etc.

207815. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Bonnet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calorifère en fonte.

207816. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Nerson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de boîtes ou étuis ronds avec rosette intérieure percée et couvercle percé permettant de sortir les objets sans ouvrir la boîte ou l'étui.

207817. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Jungbluth, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de pavage pour écuries, bains, abattoirs, etc.

207818. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Popp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur rotatif à détente variable.

207819. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Johnson et Holdrege, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les accumulateurs et leurs électrodes.

207820. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Renner, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Tuyau à éléments concentriques indépendants, système Renner, en caoutchouc et toile combinés avec renforcement métallique pour fortes pressions et longue durée.

207821. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Bessolle, représenté par Albert Cahen, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil photographique dit *le livre*.

207822. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Michel, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de scie à sable adhérent.

207823. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; — Turaglio, Grand-Chemin-d'Aix, n° 65, à Marseille. — Greffe de la vigne sur toute espèce d'arbres fruitiers, notamment sur le mûrier.

207824. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Boucher et Ginsburger (société), à Paris, rue des Lombards, n° 17 et 19. — Lien nouveau pour moissons, dit *le lien parisien*.

207825. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Petit, à Paris, boulevard de Valenciennes, n° 8. — Nouveau procédé de photogravure typographique.

207826. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Iradier, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Procédé d'obtention des plaques typographiques en relief au moyen de l'impression mécanique et corrélatrice des caractères ou lettres d'imprimerie.

207827. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Schwörer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à vapeur permettant l'emploi efficace de la vapeur surchauffée.

207828. Brevet de dix ans, 25 août 1890; Gully, à Paris, boulevard de Belleville, n° 47. — Appareil appelé *le fume-tabac économique*.

207829. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Livitchak, représenté par Böttcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 18. — Piège à punaises.

207830. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Weikert, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 67. — Train à ressort pour roues de vélocipèdes.

207831. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Thost, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de chauffage, système Otto Thost.

207832. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Steinbrenner, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système d'accouplement pour wagons de chemins de fer.

207833. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Jensen, représenté par Bouvret, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Blutoir horizontal.

207834. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Derriey, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 81, 83 et 85. — Machine rotative à imprimer et à plier les travaux de labours, et à format variable.

207835. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Cassalette et Kunhardt, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux télégraphes automatiques.

207836. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Popper, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau verrou électrique.

207837. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Wenner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ventilateur centrifuge *Compound*.
207838. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Schumacher, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillet, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à décortiquer, vanner et nettoyer le riz et autres grains ou graines.
207839. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; Maher, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les freins à air.
207840. Brevet de quinze ans, 25 août 1890; D. Gantillon et C^h (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé de traitement des tissus soie et soie ou autres matières mélangées à la soie, dans le but de leur donner l'aspect du crêpe de Chine et d'obtenir ainsi un produit nouveau pour modes et confections.
207841. Brevet de quinze ans, 9 août 1890; Pézieux et C^h (société), rue Colbert, n° 1, à Alger. — Nouvelle machine à fabriquer d'une manière continue les tubes collés pour cigarettes de tous diamètres.
207842. Brevet de quinze ans, 23 août 1890; Pézieux et C^h (société), rue Colbert, n° 1, à Alger. — Machine à ouvrir et couper les tubes à cigarettes.
207843. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Bruyant, rue de Paris, à Elbeuf. — Ailette protectrice de l'air, de la poussière et de la fumée, applicable aux wagons des compagnies de chemins de fer.
207844. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Binard, à Bergerac. — Guide pneumatique destiné à arrêter dans un laps de temps inappréciable un cheval lancé à toute vitesse.
207845. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Girin, à Voiron (Isère). — Appareil de chauffage à air chaud.
207846. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Chauvet, passage Saint-Yves, n° 5, à Nantes. — Fer à repasser à huile bouillante avec réservoir pour un charbon de Paris allumé destiné à maintenir l'huile en état d'ébullition.
207847. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Roussillon, élisant domicile chez le sieur Perrier, à Paris, rue Michel-Bizot, n° 164. — Réservoir à air comprimé.
207848. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Korbuly, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Planche à journaux avec annonces.
207849. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Dow, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux sièges de pose pour la photographie et autres usages.
207850. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Lespagnol, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil dit *préservateur hygiénique* pour sièges et water-closets.
207851. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Wyatt, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les trompettes à coulisse.
207852. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; *The Automatic Electric Exchange Company* (société dite), représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux connecteurs automatiques.
207853. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; de Mare, à Paris, rue Lemercier, n° 24. — Fourneau à gaz à récupérateur.
207854. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Walker, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les tuyaux d'échappement de vapeur des locomotives et autres machines à haute pression.
207855. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Case, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe à vide.
207856. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Cf Lockert et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau mastic pour joindre les courroies.
207857. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Quirici, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Produit nommé la *Katarsite*.
207858. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Ibbotson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les attelages pour voitures et autres véhicules de chemins de fer et dans les appareils qui s'y rattachent.

207859. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Smidt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de crochets ou boutons de laçage pour chaussures.

207860. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; de Brouckère, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système permettant d'augmenter la pression dans les conduites d'eau.

207861. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Ayles, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle fermeture à levier pour corsets.

207862. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Birgé, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux règles à mesurer ou mètres de compteurs.

207863. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Cain, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les cueille-fruits.

207864. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Liardet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs hydrauliques.

207865. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Odell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à composer.

207866. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Cohn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil perfectionné permettant d'actionner les pulvérisateurs et autres dispositifs analogues.

207867. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; le comte Ourdan et Kolb, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à graver, utiles pour graver dans les plaques métalliques de longues parallèles et pour unir les lignes en onglet pour former les bordures de cartes géographiques.

207868. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; le comte Ourdan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à graver, utile pour graver l'ombre de bordure dans la fabrication de cartes géographiques, etc., et pour d'autres usages.

207869. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; le comte Ourdan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à graver, utiles pour graver sur des plaques métalliques les lignes formant des surfaces en arc ou compassées, et pour d'autres usages.

207870. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; le comte Ourdan et Kolb, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux pantographes utiles pour reproduire sur des plaques métalliques les lignes qui composent une figure d'un modèle donné.

207871. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; le comte Ourdan et Kolb, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à graver, utile pour faire des cartes géographiques, etc., et pour d'autres usages.

207872. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Lee, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils destinés à faciliter l'arrêt et la mise en marche des véhicules ou tramways.

207873. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Goldsmith, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les boîtes à monnaie.

207874. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; *The Standard Register Company* (société dite), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'indicateur contrôleur imprimant pour la délivrance ou la réception des chèques, etc.

207875. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Pestre, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Distributeur automatique de billets pour zones de chemins de fer,

207876. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Marchetti et Mellor, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des tapis et tissus bouclés ou à poils.

207877. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Polère, représenté par Armengaud

- jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Produit destiné à l'ensimage des laines à filer et des chiffons à effiloche, dit *oléo-filicine*.
207878. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Jourdain, rue Hincmar, n° 15, à Reims. — Nouvelle machine à électriser ou démasquer les vins de Champagne.
207879. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Kœchlin, rue de la Banque, n° 6, à Belfort. — Compteur d'électricité.
207880. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Piferrer, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Soufre composé, *système Piferrer*.
207881. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Thomson (M^{me} veuve), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements dans la fabrication des plumes à écrire.
207882. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Fouché, à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 38. — Perfectionnements aux aéro-condenseurs à air sec et à air humide.
207883. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Réthy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaudière à éléments parallèles.
207884. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; de la Fare, à Paris, rue Chaptal, n° 6. — Système de perforateur annulaire fonctionnant soit à bras, soit à l'aide de tous moteurs.
207885. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Bettenant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Robinet à air pour bidons à pétrole et autres.
207886. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Raynal, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Enveloppe-lacet pour la sécurité des lettres.
207887. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Korth, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de chaussures avec semelle et garniture en acier.
207888. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Dérat, à Trun (Orne). — Appareil à ranger les céréales coupées à la faucheuse.
207889. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Vallicely, à Saint-Étienne. — Pompe automatique applicable aux machines ou appareils frigorifiques à affinité.
207890. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; David, représenté par Coudeyras, rue de la Bourse, n° 16, à Saint-Étienne. — Compteur d'énergie électrique.
207891. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Faure, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de production du courant électrique.
207892. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; de Villepigue, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de générateur de vapeur à production rapide par action capillaire.
207893. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Halstenbach, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle méthode de fixer les pelotes ou bouffettes aux bords des draperies.
207894. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Hermanns, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle construction d'escaliers.
207895. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Morison, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les carneaux et boîtes à feu des chaudières à vapeur.
207896. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Tobias et Fischer, représentés par Pallier, à Paris, rue Le Pelletier, n° 22. — Potages, sauces ou mayonnaises liquides et en conserves.
207897. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Gamet, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les tapis de jeux.
207898. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Heidelmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disposition applicable au déchargement rapide des chariots à main servant au transport de combustibles chauds ou froids, ainsi que de minerais, déblais, terre, blé, etc.
207899. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Winants, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réflecteur diffusant.

207900. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Hartmann et Braun (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Compteur électrique.

207901. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Fiske, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à mesurer les distances ou télémètre.

207902. Brevet de quinze ans, 18 août 1890; Haertel, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Godet perfectionné pour parasols, parasols et en-cas.

207903. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Kendall, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux marteaux à griffes.

207904. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Sandberg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux queues de billard.

207905. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Patry et Moché, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lyre pivotante pour instruments de musique.

207906. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Vernon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les registres à répertoire.

207907. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Bardot, représenté par Lecocq, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouvel arrêt à ressort.

207908. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Mautner von Markhof, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux projectiles creux à charge d'éclatement.

207909. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Mautner von Markhof, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fusée percutante pour projectiles creux.

207910. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; J. Drapier et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de rasoir à démontage instantané de la lame.

207911. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; A. Lenègre et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre d'album permettant la reliure instantanée des photographies et autres images sur cartons.

207912. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Davanture, rue de Thiard, n° 23, à Chalon-sur-Saône. — Liquide contre l'humidité, appelé *le neutralisateur*.

207913. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Denimeaux, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Niveau-pendule.

207914. Brevet de quinze ans, 28 août 1890; Lebeau, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux voitures pliantes.

207915. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Quillon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Pantalon à doublure mobile dit *pantalon hygiénique*.

207916. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Bauerfeld, élisant domicile, rue Jeanne-d'Arc, n° 54, à Lyon. — Faux de construction et de forme nouvelles.

207917. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; C. et J. Giraut frères (société), représentée par Brocart, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Système de persiennes en bois dites *persiennes lyonnaises*.

207918. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Ham, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Machine à scier les métaux.

207919. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Springthorpe, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Poudre explosive sans fumée.

207920. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Berthier et Dussaux: le premier, à Paris, rue Baudin, n° 5, et le second, à Paris, rue de Clichy, n° 62. — Perfectionnements aux bretelles.

207921. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Berthier et de Linières, à Paris, rue Baudin, n° 5. — Machine à cirer la chaussure.

207922. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Berthier et de Linières, à Paris, rue Baudin, n° 5. — Formateur pour la chapellerie.

207923. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Berthélemy, à Paris, rue Dauphine, n° 16. — Système de réglage mécanique pour la mise au point de l'aiguille de l'élastimètre Neel et Clermont.

207924. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Roux, représenté par Bérly, villa des Couronnes, n° 5, rue de Chanzy, à Asnières. — Indicateur de l'état de charge d'un accumulateur.

207925. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Hock, représenté par la société Ma-tray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour déterminer par le mesurage la valeur de quantités quelconques de pièces de monnaie.

207926. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Hoff, représenté par Chassereuil, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle boisson dite *Maltbow-bone*.

207927. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Doughty, représenté par Chassereuil, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à broder.

207928. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Bouke et Roberts, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mode d'application de certains agents antiseptiques à la bière, au vin ou autres boissons fermentées.

207929. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Mathé, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux cols des vêtements militaires.

207930. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Hathaway, représenté par Braidon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux batteries galvaniques.

207931. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; compagnie la Française, à Paris, rue Le Peletier, n° 17. — Nouveau système de coupe-circuits unipolaire et multipolaire pour tous usages électriques.

207932. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Odhner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine compteur nommée *arithmo-mètre*.

207933. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Sticht, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fil ouvrier pour les enveloppes de lettres.

207934. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Bru jeune, représenté par Jossé, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Singe à mouvements mécaniques.

207935. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Proctor, représenté par Menous, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les chargeurs mécaniques pour foyers de chaudières à vapeur et autres.

207936. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Caen (M^{me}), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de jupon-corsage porte-jupons et pantalons, dit *combinaison Camille*.

207937. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Frager, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ampère-mètre à fer doux.

207938. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Galicher, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Classeur à chemises indépendantes.

207939. Brevet de quinze ans, 29 août 1890; Herbertz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cubilot à jet de vapeur.

207940. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Sibut aîné, rue Leroux, n° 12, à Amiens. — Nouveau système de bouton double dit *système Sibut*.

207941. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Rambaud, rue des Jardins, n° 18, à Castelnaudary (Aude). — Vis articulée et clavette à un plateau métallique nécessaire aux tourneurs sur bois ou métaux.

207942. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Vanwelden frères (société), représentée par la société Druques et Lamblin fils, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés aux châssis de toit des établissements industriels ou autres.

207943. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; société anonyme des verreries et manufactures de glaces d'Aniche, à Aniche (Nord). — Appareil dit *lance-manigie*, destiné à supprimer l'emploi des enfants dans le travail du verre à vitre aux fours à souffler.

207944. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Boîtes en tôle recouvertes d'ébonite pour accumulateurs et piles électriques.

207945. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Genge, représenté par la société Elsner et Vanhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour la fabrication de levûre sèche et d'alcool avec du moût de maïs et avec des résidus de moût.

207946. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Rayon, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouvelle fabrication de liens de ferme en général.

207947. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Leemann et Baumgartner, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et disposition d'éclairage et de chauffage au pétrole ordinaire.

207948. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Pepperdine et Pocock, à Paris, rue de Flandre, n° 11. — Nouveau moyen pour actionner le pignon et le boucleur dans les bigornes des machines à coudre les semelles des chaussures.

207949. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Puigjaner, représenté par la société Louis Guiman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Grille servant à brûler toute sorte de charbon et autres combustibles.

207950. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Jones, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans la reliure ou assemblage de feuilles de musique ou autres papiers, brochures et livres.

207951. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Sharples, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Machine centrifuge pour écrémer le lait.

207952. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Pesant frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à mortaiser.

207953. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; *Norddeutsche Wollkammerei und Kammgarbinnerei* (société dite), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de suint de laine inodore.

207954. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Brändli, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Interrupteurs de courants électriques à destinations électro-médicales, physiologiques et industrielles.

207955. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Vivet, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés aux charues à pointes mobiles dites *pointes à rallonges*.

207956. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Brossette, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mode de décorations en couleurs des tissus en général, fils, cotons, ramie, soie, etc., et notamment des dentelles, tailles, guipures, mousselines.

207957. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Reber, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lits en fer ajustables en longueur.

207958. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Potter, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés au moulage de l'acier fondu.

207959. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 avril 1904) pris, le 30 août 1890, par Donald, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à l'obtention du chlore.

207960. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Besnard, à Paris, rue Geoffroy-Lamaze, n° 28. — Lampe à huile ou essence de pétrole.

207961. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Bethmont, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil à épurer par la vapeur les eaux d'alimentation des générateurs.

207962. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Azapis, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Sains-Denis, n° 1. — Nouvelle pile électrique.

207963. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Green, Cross et Bevan, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour photographier au moyen de composés organiques.

207964. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Walton, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour fabriquer des conducteurs électriques à enveloppe métallique flexible.

207965. Brevet de quinze ans, 27 août 1890; Pous, boulevard du Cannet, maison Flory, à Cannes. — Nouveau système de voitures.

207966. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Evrard et Lestarquit, à la Basée (Nord). — Nouveau système appelé *réduction du grisou à l'impuissance par la multiplicité des explosions*.

207967. Brevet de quinze ans, 30 août 1890; Magné, impasse de l'Université, n° 50, à Toulouse. — Néopeinture ou reproduction sur toile, bois, cuivre, etc., et généralement sur toutes surfaces planes, vernies ou non, de tous chromos, lithographies, gravures, dessins, manuscrits, etc.

207968. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Poulet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 154. — Nouveau système de croisement des voies de chemins de fer.

207969. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Dunlop, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux montures des bicyclettes et autres véhicules de ce genre.

207970. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Lingner et Kraft (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Taille-crayon.

207971. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Bailleu, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Porte-cigare et porte-cigarette.

207972. Brevet de quinze ans, 18 juin 1890; Biermanns, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Porte-plume électro-thérapeutique.

207973. Brevet de quinze ans, 20 août 1890; Heller-Larose, rue Neuve, à Anor (Nord). — Nouveau système d'enrayage des trains de chemins de fer.

207974. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Dunkel (les sieurs), représentés par Pallier, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Accouplage à tuyaux pour conduites de chauffage et de freins.

207975. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Burger et Manheimer, représentés par Pallier, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Antiporeux pour préserver des formations poreuses les métaux fondus, et procédé ayant pour objet d'y remédier.

207976. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Thuan, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de berceuse automatique dite *le.xdotecourte*.

207977. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Gonat, à Paris, rue de Tournon, n° 31. — Nouveau mode de publicité postale à l'aide de cartes-lettres et de cartes-enveloppes gommées et pointillées sur les bordures, dénommé la *poste économique*.

207978. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Svarstad et Thoresen, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de sauvetage en cas d'incendie.

207979. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; David, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Filière-jauge pour les eaux.

207980. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Tissaux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coupe-sève *express* pour la vigne.

207981. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Chaumonde, place de l'Hôtel-de-Ville, à Brive (Corrèze). — Nouveau système de bouchage pour bouteilles, flacons ou tout autre objet de même nature.

207982. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Leboulanger, cours Fénélon, n° 3, à Cahors. — Nouvelle bicyclette.

207983. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Schneider et compagnie (société), représentée par Bréhon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Perfectionnements apportés aux tourelles à éclipse.

207984. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Dames, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux machines à imprimer.

207985. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Sabolle, à Paris, rue Volta, n° 46. — Appareil de sauvetage pour incendie.

207986. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Daull, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Sommier.

207987. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Leechman, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Presse à huile et autres semblables.

207988. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Elliott, représenté par la société Matray freres, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les conducteurs électriques.

207989. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Riekie, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines *Compound*.

207990. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Cote, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à fabriquer les contreforts pour *quartiers* de chaussures.

207991. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Cathelineau, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédés et appareils pour l'utilisation des forces naturelles.

207992. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Burdy, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil *bobineur-compteur* automatique, applicable à toutes les machines à carder, en boudins continus, les matières textiles en général.

207993. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Lopez, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'aiguilles.

207994. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Schott (M^{me}) et Dobbs, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les gobelets à dés.

207995. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Gallaher, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les commutateurs et interrupteurs électriques.

207996. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Hobby, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs à la fabrication des filaments pour lampes électriques à incandescence et aux dispositifs destinés à l'usage de ladite fabrication.

207997. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Draper, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux encriers et porte-plumes.

207998. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Saint-John, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine perfectionnée servant à la fabrication des barres à caractères.

207999. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Smyth, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux méthodes et aux appareils servant à relier les livres par la couture.

208000. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Reynolds et Jacobs, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux méthodes et aux machines servant à relier les livres par la couture.

208001. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; James, représenté par Blétry freres, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les moteurs.

208002. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Walker, représenté par Blétry freres, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instrument à mesurer l'électricité.

208003. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Sturgis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils à signaux électriques.

208004. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Russell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.

208005. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Tourneau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchage obturateur.

208006. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Reed, représenté par Arrien-

gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Composé perfectionné pour piles galvaniques.

208007. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Morel (M^{lle}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système permettant d'enlever, sans les découdre, les garnitures des draps, taies d'oreillers, etc.

208008. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Michel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture de bouteille.

208009. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Albert, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Grue élévatoire pour travaux de construction.

208010. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Curtis, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de caniveau pour conducteurs électriques.

208011. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Van Ness, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil contre l'onanisme des chevaux.

208012. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1890; Labarthe, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Bec de lampe à triple courant d'air.

208013. Brevet de quinze ans, 1^{er} septembre 1890; Mahieu, à Arques-la-Bataille (Seine-Inférieure). — Crémaillère à châssis de couches.

208014. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Matière, à Saint-Aubin-Jouxte-Boulleng (Seine-Inférieure). — Balançoire d'un nouveau genre.

208015. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Dagouri, cité Joffroy-Renault, n° 58, à Clichy (Seine). — Lampe à arc électrique.

208016. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Lancronon, à Paris, rue de Rennes, n° 148. — Perfectionnement apporté aux divers systèmes de chauffage à la vapeur et notamment au chauffage des voitures de chemins de fer.

208017. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Pelletier de Martres, Lejeune et Collignon, représentés par Touaillon, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 72. — Fabrication de briquettes en charbon de bois dites *briquettes françaises*.

208018. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Suhr, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe avec chauffage préalable de l'air servant à la combustion.

208019. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Jennings, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux méthodes et aux appareils servant à construire des tunnels.

208020. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Quinche frères et compagnie (société), représentée par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Compteur kilométrique et horaire pour voitures de place et autres.

208021. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Laissle, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Machine combinée pour aléser, tourner et fraiser.

208022. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Ortelli, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pile électrique.

208023. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Guerrier, représenté par Watier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Plume à double bec.

208024. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Guerrier, représenté par Watier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouveau genre de porte-plume approprié pour plume à double bec.

208025. Brevet (brevet suisse devant expirer le 20 août 1905) pris, le 3 septembre 1890, par Müller et Schweizer (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à pivoter (système Schweizer).

208026. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Huber et Magee, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Méthode perfectionnée de locomotion électrique par alimentation intermittente directe et au moyen de batteries secondaires.

208027. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Graetz, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé de décoloration des sucres bruts et autres en sucrerie et en raffinerie.

208028. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Vaucher, représenté par Blétry

frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture à verrou de sûreté automatique pour voitures de chemins de fer et autres.

208029. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Trobach et Huppertsberg, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Procédé de fabrication d'une matière pierreuse pour chausées, pavés, couvertures de toit et de pièces moulées quelconques.

208030. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Auguste Swoboda et compagnie (société), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de métier à crochets pour faire des passementeries entrelacées.

208031. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Faber, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de table pour la réception des paiements.

208032. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Norres, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouvelle disposition pour mettre le feu à des pétards.

208033. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Bajac, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de couteaux à montage élastique sur les arracheurs de betteraves et autres plantes, sur les charrues monosocs et polysocs, etc.

208034. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; Chappée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de glacage de la poterie en fonte, en fer ou en acier.

208035. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; A. Cordier et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet plongeur perfectionné.

208036. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 mars 1904) pris, le 3 septembre 1890, par Carey, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les accouplements des tuyaux.

208037. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; société anonyme des forges de Châtillon et de Commentry, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coupole à éclipse pour un ou deux canons à tir rapide.

208038. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1890; *The Alboline Oil and Varnish Company limited* (société dite), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traitement de l'huile de lin et des diverses autres huiles employées dans la fabrication des vernis et d'autres produits analogues.

208039. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Dollignon, boulevard Victor-Hugo, n° 32, à Saint-Quentin. — Perfectionnements aux appareils d'évaporation et de cuite et aux condenseurs des pompes à air.

208040. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Morisseau, rue des Olivettes, n° 20, à Nantes. — Application d'un nouveau système de transmission de mouvement à vitesse variable en marche, applicable principalement aux appareils automobiles, tels que voitures, tricycles, bateaux, etc.

208041. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Meachem, représenté par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à la fabrication des roues.

208042. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Dencède, à Paris, rue de la Grande-Chaumière, n° 3. — Cadres indicateurs apposés sur murs et sur poteaux, sur la voie publique, portant plans de villages, de cités, départements ou autres, avec notices et descriptions.

208043. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Moral, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Tourne-feuille mécanique à transmission fluide, s'adaptant à tous les pupitres de musiciens en général, dit *Expelsior*.

208044. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Chambon, à Paris, rue Rébeval, n° 21. — Nouvel appareil à distribuer et compter les pilules, granules, perles ou tous autres objets de forme sphérique.

208045. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Dixon, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements apportés aux batteries secondaires.

208046. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Obermeyer, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareils et procédés nouveaux pour la fabrication mécanique des toiles et papiers de verre, d'émeri, et autres, en partie applicables à d'autres usages.

208047. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Paquelin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chalumeau à carburateur et ses diverses applications.

208048. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Almore, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements au procédé d'extraction du zinc par l'électrolyse.

208049. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; E. Alba, La Source et A. Puech (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre perpétuel pour grandes masses d'eau.

208050. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; compagnie française du centre et du Midi pour l'éclairage au gaz, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Dispositif de fixation des globes ou coupes de becs de gaz à récupération et autres.

208051. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Guichané (Justin), représenté par Guichané (François), à Paris, rue Pergolèse, n° 35. — Nouveau système de sommiers en fer.

208052. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Abbott, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de chargement et de déchargement des navires.

208053. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Malcotte (M^{me}) et les sieurs Malcotte, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines rotatives, pompes, ventilateurs, etc.

208054. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Lund, représenté par Mennons jeune, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les veilleuses et articles semblables et dans leurs récipients.

208055. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Paquelin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés au thermo-cautère.

208056. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Fransson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des gants.

208057. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Perreur-Lloyd et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle disposition de pile électrique.

208058. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Demange et Hervieu, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton-griffe pour ganterie, chaussures, vêtements, etc.

208059. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 décembre 1903) pris, le 4 septembre 1890, par Hall, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux pièces d'artillerie se chargeant par la culasse.

208060. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1890; Scalarone, à Paris, rue Lafayette, n° 92. — Niveau Scalarone.

208061. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Troncy, rue Élisabeth, n° 41, à Roanne. — Système de crochet à bossage dit *de sûreté*, tendant à remplacer les vis dans les lits, armoires et partout où il pourra s'appliquer.

208062. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Rousseau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tablier porte-bébé.

208063. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Acher (M^{me}), représentée par Marchand, rue Jacques-Dulud, n° 52, à Neuilly-sur-Seine. — Machine ou mécanisme devant multiplier la force reçue et produire de l'électricité statique et dynamique.

208064. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Michel, représenté par Aussel, à Paris, rue des Halles, n° 11. — Système de gâche à levier pour fermetures de cabinets d'aisances et urinoirs, faisant fonctionner le réservoir d'eau, système Michel.

208065. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; de Pecker et de Stramare, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle cartouche pour fusils, revolvers, mitrailleuses et canons, et améliorations desdites armes à feu, système Pecker.

208066. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Berthier, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Fusil à répétition, système A. Berthier.

208067. Breve de quinze ans, 5 septembre 1890; Gandonnière, représenté par

Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de boîte de carton estampé et embouti, à bourrelets.

208068. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Ford, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Échelle pour wagons-lits et dortoirs de vaisseaux.

208069. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Ellerhausen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements à la fabrication de la soude caustique.

208070. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Ellerhausen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés à la fabrication du sulfure de sodium.

208071. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Cablat, rue Henry-Guinier, à Montpellier. — Appareil dit *Le Vigilant* (cadre avertisseur).

208072. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Henry, à Béziers. — Instrument dit *brancard de labour combiné*, système Saturnin Henry.

208073. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Malicet et Dubois, représentés par Foucault, à Charleville (Ardennes). — Procédé de fabrication des tubes en fer, à l'aide d'un fer profilé enroulé en hélice et soudé, soit au marteau, soit au laminoir, soit par un bain de soudure spéciale.

208074. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Immisch, représenté par la société Asii et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les commutateurs employés pour la propulsion électrique des bateaux.

208075. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Immisch, représenté par la société Asii et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de commutateur pour tramways électriques.

208076. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Bardot, représenté par Lecocq, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Poinçonneuse-cisailleuse.

208077. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Metzeler et compagnie (société), représentée par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de fabrication d'une matière dite *gomme de bois*.

208078. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tramway électrique.

208079. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Toldi et Bruni, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pressoir Toldi.

208080. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Jarman, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les batteries secondaires.

208081. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Robertson, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les roues de vélocipèdes et autres véhicules.

208082. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Stacey et Bright, représentés par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à enrouler.

208083. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Pearson, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système perfectionné de jonction des rails de chemins de fer au moyen d'éclisses spéciales.

208084. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; société *von de Maatschappy Eureka*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graisseur avec filtrage automatique en combinaison avec un frein pour désembrayer la poulie motrice.

208085. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Domon père, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur-contrôleur horo-kilométrique.

208086. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; David, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cadre porte-reclame pour voitures de commerce.

208087. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Dautrebande, représenté par la société Asii et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Essieu perfectionné.

208088. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Leroy, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les ascenseurs.

208089. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Brown, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à écrire.
208090. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; société hongroise de navigation l'Adria, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de boussole marine électrique, combinée avec un enregistreur de la route.
208091. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Thomas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 22. — Masque de jeu à lecture immédiate avec index mobile.
208092. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Gras, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pous de vélocipède à montage et démontage instantanés des rayons.
208093. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Hancock et Dobbs, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tulle brodé.
208094. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Pierre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pulvérisateur à pression hydraulique et à démontage rapide.
208095. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Dardichon, rue Wadélincourt, n° 52, à Sedan. — Système de réfrigérant à circulation d'eau pour fours à réchauffer, à puddler, et autres foyers.
208096. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Sauné, à Muret (Haute-Garonne). — Outil de cordonnier appelé *paroir*.
208097. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Jeantet-David, à Saint-Claude (Jura). — Robinet à clef rayé.
208098. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Chenevier, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Siphons isolateurs pour conduites de gaz.
208099. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Tourrel, à Paris, passage Saint-Antoine, n° 3. — Appareil de chauffage instantané.
208100. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Bénard, à Paris, rue Bridaine, n° 12, 14 et 17. — Sonnerie magnétique, système G. Bénard.
208101. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Christy et Cartes, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements dans les appareils servant à extraire des morceaux de fer mêlés à des ossements.
208102. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Douglas, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements relatifs à l'application de semelles intérieures aux chaussures.
208103. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Oger, à Paris, rue Polonceau, n° 36. — Système de force motrice gratis par l'air comprimé.
208104. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Hunaeus, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé pour changer la forme de corps de caoutchouc.
208105. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Meyer, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé d'extraction de l'alumine, sous forme d'hydrate, des silicates aluminiques ou de l'argile.
208106. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Bau, représenté par Chevillard, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Régleurs pour pompes pneumatiques et compresseurs de machines frigorifiques.
208107. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Gras, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de pont métallique.
208108. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Ayulo, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux armes à feu.
208109. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Wilisky, à Paris, rue Fondary, n° 70. — Conservateurs-étagères de plusieurs grandeurs, consistant à garantir les fromages à l'étalage.
208110. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Campbell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes à huile et leurs mèches.
208111. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg,

- n° 23. — Préparation de nouvelles matières colorantes obtenues par l'action des amines de la série grasse sur la gallocyanine.
208112. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Ehmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes à brûler la vapeur de benzoline ou autres.
208113. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Reimann et Schlameuss, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Flotteur pliant.
208114. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1890; Kresser, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). — Utilisation de la matière fibreuse de la noix de coco à la fabrication de la pâte à papier.
208115. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Lèques, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). — Emploi du baryum dans les armes à feu.
208116. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Pernot, place de l'Hôtel-de-Ville, à Épernay (Marne). — Réveil-parillon composé d'un mouvement d'horlogerie et d'une série de timbres.
208117. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Pellicot, boulevard du Nord, n° 2, à Marseille. — Papier à lettres-enveloppe.
208118. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Alix, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Système d'ascenseurs pour chandeliers.
208119. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Gourdon, rue Martin, n° 9, à Lyon. — Procédés d'obtention rapide de clichés typographiques.
208120. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Santa-Maria, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil de sûreté pour éviter les suites de la rupture de la chaîne dans les palans.
208121. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Chambet, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 21, à Lyon. — Nouveau système de couverture de cahiers.
208122. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Savigny, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle méthode d'annonces, dites *annonces-rébus*.
208123. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Naura, rue des Chambards, n° 26, à Bois-Colombes (Seine). — Coussinet rotatif fonctionnant librement.
208124. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Balbian, représenté par la société Asni et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de raccords pour l'accomplissement des tuyaux.
208125. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Henrici, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements apportés aux machines à repasser.
208126. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Perkins, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements dans les appareils servant à fermer ou à ouvrir les courants électriques.
208127. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Osborn et Edelheim, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements dans la fabrication des matrices en papier mâché.
208128. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Vilson, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Ciment perfectionné pour coller du bois, de la pierre et d'autres matières.
208129. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Knabe, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Machine à colorer le cuir.
208130. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Dixon, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositifs perfectionnés destinés à être employés avec une boussole de marine ou autre instrument analogue, dans le but de rendre l'aiguille magnétique moins sensible aux influences du magnétisme local.
208131. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Fiske, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode perfectionnée servant au pointage des bouches à feu installées à bord des vaisseaux.
208132. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Hinde, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de friseuse perfectionnée pour les cheveux.

208133. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Pendleton, Tiers et Bryson junior, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la construction des chemins de fer funiculaires et aux dispositifs servant à saisir, à porter et à guider les câbles.

208134. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Herman, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à concentrer les solutions, à sécher des substances diverses et à d'autres usages semblables.

208135. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Terlinden, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Marqueur automatique de journées.

208136. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Joh. Lundstrom et compagnie (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans la fabrication de briquettes d'anthracite.

208137. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Abell et Fletcher, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements relatifs à des machines centrifuges.

208138. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; d'Eulensfeld, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de serre-sangle.

208139. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Locoge et Rochart (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moteur à vapeur perfectionné, à détente variable par le régulateur obtenue sans dé clics, disposition assurant une grande compression.

208140. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Baldwin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Engrenage perfectionné de transmission directe et de renversement, applicable principalement aux moteurs électriques actionnant des véhicules.

208141. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Graff, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyens pour éviter les accidents des trains de chemins de fer.

208142. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Williams, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les transmetteurs électriques.

208143. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Trask, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la taille des dents de roues d'engrenages et dans les fraises employées dans ce but.

208144. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; société *Thomson-Houston International Electric company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Régulateur pour moteurs électriques.

208145. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; société dite *The Smidt and Puppe manufacturing Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la méthode ou au procédé pour couvrir les crochets à lacer pour souliers.

208146. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Bethmont, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de caisses de sûreté pour l'emballage et le transport des cartouches chargées pour canons à tir rapide.

208147. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Roberts, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à repasser (A).

208148. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; Roberts, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à repasser (B).

208149. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1890; de Wolkoff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de séparation et d'épuration simultanées de l'alcool renfermé dans les moûts et autres liquides fermentés à l'aide de l'eau chaude.

208150. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Goullon et Giribaldi, rue Saint-Sébastien, n° 26, à Marseille. — Soupes pour l'élevage, l'engrais et la production du lait de vache et pour l'élevage et l'engrais des porcs.

208151. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Baudin, élisant domicile chez M^{me} veuve Roussel, rue des Trois-Piliers, n° 33, à Poitiers. — Moteur.

208152. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Kost, représenté par la société

internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil d'éclairage au magnésium à répétition.

208153. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; D^{re} von Münchhausen, représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Aiguille pour tramways.

208154. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; de Dion, Bouton et Trepardoux, rue Ernest, n° 12, à Puteaux. — Chaudière multitubulaire à circulation.

208155. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Pollard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition d'appareils pour la fabrication des creusets en terre réfractaire.

208156. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Germain et Ravaud, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur à force centrifuge applicable aux véhicules de toute nature.

208157. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Dépensier frères et Bocquentin (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Timbre de porte à battants-marteaux double échappement.

208158. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Detmering, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Godet perfectionné pour parapluies, parasols et en-cas.

208159. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Hall, représenté par la société Louis Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les plaques de garnitures pour semelles de chaussures.

208160. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Droz et Schülz (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour produire dans des turbines et en vase clos du sucre propre à la consommation, à l'aide du sucre brut.

208161. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Meyer, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé pour dessaler la viande, le poisson, les légumes et les conserves au moyen d'un appareil d'osmose.

208162. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1890; Cabanis, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil de déchargement automatique s'adaptant aux tombereaux pour l'enlèvement des immondices et autres matières.

208163. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Bonenfant, rue Sainte-Eulalie, n° 41, à Bordeaux. — Confection dite *matinée hygiénique ou de santé*.

208164. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; de Lespinatz et Decosse, le premier à Neuves-Maisons, et le second à Champigneulle (Meurthe-et-Moselle). — Procédé de simplification et d'amélioration de la fabrication des fers laminés de toute nature (marchands, spéciaux, profilés, feuillards, machine, etc.).

208165. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Rahn, rue de l'Arbalète, n° 5, à Besançon. — Système de miroir à alouettes pouvant fonctionner avec le pied.

208166. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Combret, à Paris, rue des Sablois, n° 40. — Apéritif hygiénique au boldo.

208167. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 mars 1904) pris, le 11 septembre 1890, par Smith et Cooper, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Méthode et dispositif d'assemblage pour tuyaux de plomb.

208168. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Graves, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à arc.

208169. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Villaume, rue du Détour, à Montreuil-sous-Bois. — Moyen de transport sur l'eau.

208170. Brevet de quinze ans, 19 août 1890; Ponson, rue du Kremlin, n° 14, à Gentilly. — Propulseur Ponson.

208171. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Baron et Verschave, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Liquide dépolarisant et liquide excitateur destinés à être employés dans les piles électriques.

208172. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Varenne-Caillard, représenté par Lanier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 147. — Application d'une pâte coulaute et plastique destinée à la fabrication des têtes de poupées et autres parties qui s'y adaptent, ainsi que pour tout jouet ou objet quelconque.

208175. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Pierrugues, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine typographique jouet.

208174. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Pleper, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux armes à barillet.

208175. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Gras, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Transport mécanique de l'eau de mer dans les villes situées à l'intérieur des terres, par canalisations fermées.

208176. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Edison, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode et appareil permettant de protéger la carène des vaisseaux.

208177. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Glover, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de timbre à date.

208178. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Hering et Helbig, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Robinet de décharge à fermeture automatique et à évacuation des tuyaux de conduite.

208179. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Dehaitre, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'essoreuses multiples combinées sur cuve unique.

208180. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Marx, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition pour protéger les conducteurs pour courants électriques.

208181. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Scherding, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Nouveau jeu de zanzibar mécanique, dit *le hasard*.

208182. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1890; Belf, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les chargeurs mécaniques pour chaudières à vapeur.

208183. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Revel père et fils (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux parapluies, ombrelles, en-cas, parasols, etc.

208184. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Richard et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Bonbonnière-coiffure.

208185. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Fanon et Thérès, à Pau. — Sabot destiné au serrage des freins de voiture.

208186. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Bollée fils, avenue de Paris, n° 81 bis, au Mans. — Nouveau système d'appareil calculeur.

208187. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Rastrick, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les raccords pour fils télégraphiques, téléphoniques et autres.

208188. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Chameroy, représenté par Maulvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil de chasse perfectionné, dit *système Chameroy*.

208189. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Encausse, représenté par Maulvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil L. Encausse pour l'absorption cutanée des médicaments.

208190. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Wohl, à Paris, boulevard de Denain, n° 9. — Nouveau système de sommiers métalliques pour lits, canapés, banquettes.

208191. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Andreoli, représenté par Leconte, à Paris, avenue de Villiers, n° 108. — Production électrolytique des hypochlorites alcalins.

208192. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Osorio del Pozo, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau système de construction des monuments funéraires et des cercueils faits en métal recouvert de porcelaine émaillée et décorée en toutes couleurs.

208193. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Raynaud, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la production de la soude et du chloré.

208191. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; de Szvetics, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Distribution automatique.

208195. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Buschbaum et Holland, représentés par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Mécanisme de traction pour voitures de tramways et autres, actionné par le frein du véhicule.

208196. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Mountford, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements aux bretelles de pantalons.

208197. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Decoufflé, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine perfectionnée à fabriquer les cigarettes avec des tubes non collés.

208198. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Jacta, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de passementerie métallique et ses applications en joaillerie.

208199. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Regnault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à projection de sable servant à la gravure sur verre, cristal, métaux et minéraux.

208200. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Bender, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit explosif, dit *grésuline comprimée*.

208201. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; L.-S. Japy et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Montre d'observations ou montre aide-mémoire à rotations de montre ordinaire.

208202. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Mestre et Stævehagen, à Paris, rue Julien-Lacroix, n° 12. — Nouveau système de boîtes à ordures ménagères.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Société anonyme la manufacture lyonnaise de matières colorantes, 6 juin 1890, brevet 201770. (Procédé pour la fabrication de couleurs dérivant de l'acide amidonaphtolmonosulfonique.)

Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, 5 juin 1890, brevet 202675. (Procédé de fabrication de matières colorantes azoïques dérivées des azoxyamines, invention Poirrier et Rosenstiehl.)

A. Leonhardt et compagnie (Société), 7 juin 1890, brevet 203787. (Préparation de nouveaux dérivés de la naphtylène-diamine et leur application à la fabrication des matières colorantes.)

A. Leonhardt et compagnie (Société), 7 juin 1890, brevet 205459. (Fabrication de matières colorantes orangées.)

Abadie et Chambon, 4 juin 1890, brevet 191750. (Machine à imprimer, gaufrer, brocher, perforer, timbrer en noir ou en couleur, marchant avec papier continu et donnant à volonté des bandes sans fin ou des feuilles découpées de formes quelconques.)

Roussan, 5 juin 1890, brevet 202548. (Application d'une nouvelle cellulose remarquablement propre à la construction des piles et accumulateurs électriques.)

Fouillet, 5 juin 1890, brevet 170510. (Machine à battre : 1° les céréales; 2° ébosser et battre les graines fourragères en même temps.)

Libert, 5 juin 1890, brevet 187686. (Pulvérisateur pour le traitement des vignes contre le mildew.)

A. Cordier et compagnie (Société), 9 juin 1890, brevet 191921. (Appareil compresseur d'air fonctionnant automatiquement au moyen de l'eau sous pression.)

Société anonyme des moteurs thermiques Gardie, 5 juin 1890, brevet 196082. Système perfectionné de moteur thermique.)

Ozer, 7 juin 1890, brevet 204696. (Système de force motrice gratis et ses applications industrielles.)

Lecouloux et Garnier, 19 mai 1890, brevet 151604. (Application des cylindres à quatre tiroirs aux souffleries.)

Abadie, 4 juin 1890, brevet 176112. (Machine servant à fabriquer d'une façon mécanique et continue les cahiers de papier à cigarettes.)

Chevalier (Les siens), 7 juin 1890, brevet 183251. (Nouveau système de truc à plate-forme surbaissée avec frein à patin.)

Theisen, 6 juin 1890, brevet 201783. (Perfectionnements aux appareils vaporisateurs.)

Wackernie, 6 juin 1890, brevet 205520. (Système de perfectionnements aux appareils à filtrer.)

Secrétan, 4 juin 1890, brevet 205618. (Perfectionnements dans la fabrication des cartouches métalliques pour canons-revolvers ou à tir rapide de gros calibre.)

Piat, 9 juin 1890, brevet 198529. (Nouveau système de cubilot-creuset.)

Fieux-Béal (M^{re}), 6 juin 1890, brevet 203779. (Application d'une semelle en cuir aux fers à cheval et patins en caoutchouc.)

Lecellier-Havard frères (Société), 9 juin 1890, brevet 200282. (Ressort croche-pène de serrure.)

Carichou (les sieurs), 5 juin 1890, brevet 201652. (Traitement des vins, boissons de marcs de raisin et autres provenant des vignes sulfatées.)

Brunon, 5 juin 1890, brevet 200053. (Filtre métallique à haute température pour l'épuration des eaux d'alimentation des chaudières à vapeur.)

Decœur, 7 juin 1890, brevet 206116. (Balle élastique résonnante, jouet dit *perroquet*.)

Kirsch, 4 juin 1890, brevet 200777. (Fermeture pour boîtes à conserves à sardines.)

Paul Sormani (veuve) et fils (Société), 5 juin 1890, brevet 172422. (Coulant-sabot pour mallettes, sacs et autres articles de voyage.)

Dulevron, 10 juin 1890, brevet 171777. (Chaudière thermosiphon, système Dulevron, pouvant se transformer en appareil de chauffage.)

Cortella, 10 juin 1890, brevet 198852. (Calorifère à air chaud et à chargement continu.)

Lefrançois et Boutry, 16 juin 1890, brevet 199161. (Systèmes de grilles mobiles destinées à la combustion du charbon.)

Massé, 12 juin 1890, brevet 198906. (Système d'embouchure pour instruments de musique à vent en cuivre, soit à piston, soit à coulisses, système L. Massé.)

Legat, 16 juin 1890, brevet 164871. (Système d'appareil détendeur régulateur automatique de pression des fluides.)

Petit, 13 juin 1890, brevet 201981. (Chaudière tubulaire à feu central, à double compartiment et à vaporisation très rapide, système A. Petit.)

Chavant, 10 juin 1890, brevet 163863. (Perfectionnements aux métiers mécaniques à tisser les velours et peluches.)

Mense, 10 juin 1890, brevet 186375. (Graisseur à clapet double et à fonction automatique.)

Wood, 13 juin 1890, brevet 203951. (Perfectionnements apportés aux grues roulantes.)

De Susini, 12 juin 1890, brevet 205543. (Nouveau moteur à vapeur d'éther.)

Vivier-Saint Ange, 10 juin 1890, brevet 199561. (Nouveau système de porte roulante.)

Hennequin, 14 juin 1890, brevet 205887. (Système d'abri-publicité destiné aux petites voitures.)

L. Dolley et Lecellier-Pitel (Société), 9 juin 1890, brevet 198755. (Nouveau système de bec-de-cane.)

Regad, 11 juin 1890, brevet 203598. (Serrure de sûreté à combinaisons.)

Frébault, 13 juin 1890, brevet 178081. (Galvano-cautère.)

Fargue, 12 juin 1890, brevet 204281. (Nouveaux vitraux.)

Cabanis, 14 juin 1890, brevet 203869. (Tricycle à grande vitesse utilisant le poids et la force musculaire de l'homme.)

Reynier, 13 juin 1890, brevet 199341. (Système de montage élastique applicable aux accumulateurs électriques.)

Berton, 13 juin 1890, brevet 198139. (Coupe-ongles universel.)

Wahl, 10 juin 1890, brevet 205831. (Perfectionnements aux supports à coulisse ou à suspension pour lampes, pupitres à musique, etc., permettant leur arrêt automatique dans toute position voulue.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 13 juin 1890, brevet 199850. (Procédé de fabrication de nouvelles matières colorantes bleues des dérivés nitrosés des amines tertiaires ou de leurs sels et des produits de condensation cristallisés du tanin avec de l'aniline et ses homologues.)

- Féron et Bassot (Société), 14 juin 1890, brevet 195451. (Régulateur double pour la pression du gaz.)
- Daguin, 16 juin 1890, brevet 198983. (Canne-chevalet.)
- Toutée, 17 juin 1890, brevet 203326. (Appareil destiné à fixer les bouchons sur les bouteilles de limonade gazeuse.)
- Michaud, 13 juin 1890, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)
- Jumeau, 20 juin 1890, brevet 200839. (Nouveau genre de décoration remplaçant la peinture décorative, la faïence, la mosaïque, etc.)
- Raygasse et Margry (Société), 18 juin 1890, brevet 189113. (Nouveau système de canapé-lit.)
- Jacquemin, 23 juin 1890, brevet 184354. (Procédés de fabrication de vins d'orge et autres.)
- Olé, 17 juin 1890, brevet 201538. (Appareil rotatif pouvant servir de moteur à vapeur hydraulique et de pompe.)
- Mégy, 17 juin 1890, brevet 193034. (Perfectionnements apportés aux appareils de levage.)
- Hérissou, 21 juin 1890, brevet 203899. (Appareil à air comprimé, sans renouvellement d'air, servant à la projection sous pression des liquides, système Hérissou.)
- De Tocqueville, Picot et Caillet, 18 juin 1890, brevet 204519. (Nouveau fer à cheval antilisseur, en câble armaturé dit *cordeur Picot*.)
- D'Amilly et Caillet, 18 juin 1890, brevet 206024. (Système de serrure dite *serrure diastique Caillet*.)
- Dessole, 19 juin 1890, brevet 206426. (Procédé d'étirage des douilles de cartouches métalliques, à épaisseur conique.)
- Marès, 20 juin 1890, brevet 201091. (Compteur d'électricité.)
- Meylan et Niehniewski, 19 juin 1890, brevet 203614. (Compteur d'électricité.)
- Weber et Schutz, 18 juin 1890, brevet 199308. (Robinet obturateur d'entrée et de sortie d'air pour tonneaux mis en perce.)
- Crété et Baldauff, 17 juin 1890, brevet 204399. (Appareil pour la réfrigération automatique et continue des mouls de vin pendant la fermentation.)
- Magnant, 23 juin 1890, brevet 200058. (Appareil aérothérapique devant servir à la cure des maladies des organes respiratoires et notamment de la phthisie pulmonaire, et se composant d'une chambre respiratoire isolatrice.)
- Raymond et Guttin (Société), 17 juin 1890, brevet 176400. (Nouveau bouton-fermoir à ressort pour gants, chaussures, porte-monnaie, etc.)
- Rolland, 19 juin 1890, brevet 205988. (Système de busc de corset indérochable.)
- Quinton, 19 juin 1890, brevet 204046. (Fabrication d'un nouveau genre de chaussure en dessus en toile d'une seule pièce.)
- Dürschmidt, 14 juin 1890, brevet 202264. (Machine à estamper et à composer les caractères d'imprimerie.)
- Tardy père et Tardy fils aîné, 19 juin 1890, brevet 166723. (Disposition propre à changer instantanément la vitesse des métiers de lacets.)
- Agny, 20 juin 1890, brevet 199096. (Machine destinée à nettoyer, cirer et frotter les parquets.)
- Camion frères (Société), 19 juin 1890, brevet 201261. (Fer à repasser et à glacer simultanément dit *fer excelsior*.)
- Neveux, 20 juin 1890, brevet 164638. (Perfectionnement apporté aux presses hydrauliques.)
- Boisrenoult fils, 19 juin 1890, brevet 199410. (Distributeur d'engrais.)
- Cenet, 19 juin 1890, brevet 192839. (Perfectionnements apportés dans la fabrication des tringles de rideaux.)
- Decker, 19 juin 1890, brevet 194776. (Ballon de poche géographique.)
- Col, 28 juin 1890, brevet 198161. (Nouvel appareil à distiller les produits résineux bruts par la vapeur et sans préparation préalable à la distillation.)
- Thomas, 25 juin 1890, brevet 200995. (Emploi du gaz de houille, à basse et haute pression, comme force motrice appliquée à la locomotion, au transport ou au remorquage des marchandises et des voyageurs par voies de terre, de mer, de fleuves, rivières et canaux.)
- Dervaux, 3 juillet 1890, brevet 189766. (Appareil épurateur-décanteur Dervaux pour l'épuration des eaux.)

- De Notbeck, 27 juin 1890, brevet 206179. (Indicateur de l'heure ou de la longueur.)
- Dessolle, 26 juin 1890, brevet 206426. (Procédé d'étirage des douilles de cartouches métalliques à épaisseur conique.)
- Deroy fils aîné, 21 juin 1890, brevet 198921. (Perfectionnements aux plateaux des colonnes et appareils à distiller et à rectifier.)
- Goupil, 27 juin 1890, brevet 206342. (Appareil antiseptique dénommé *aérofiltre saturateur*.)
- Deroy fils aîné, 23 juin 1890, brevet 198921. (Perfectionnements aux plateaux des colonnes et appareils à distiller et à rectifier.)
- Lion fils, 26 juin 1890, brevet 20155a. (Cueilleuse électro-automatique.)
- Hérisson, 24 juin 1890, brevet 203899. (Appareil à air comprimé sans renouvellement d'air, servant à la projection sous pression des liquides, système Hérisson.)
- Barry et Fériaud, 24 juin 1890, brevet 206244. (Appareil à grand travail pour combattre le mildew et autres maladies cryptogamiques.)
- D'Arsonval, 20 juin 1890, brevet 148748. (Nouveau système de transmetteur microphonique.)
- Léotard, 26 juin 1890, brevet 205872. (Nouveau système de pompe oscillante, à double effet, système Léotard.)
- Delacroix, 26 juin 1890, brevet 201138. (Carnets d'abonnements kilométriques, à combinaisons multiples, à timbres mobiles et autres, ou combinés avec chèques, timbres ou jetons d'échange divisionnaires, conventionnels ou kilométriques, etc., etc., principes et moyens applicables universellement.)
- Caron, 26 juin 1890, brevet 202011. (Nouvel accrochement de wagons.)
- Laval, 30 juin 1890, brevet 199254. (Rame fixeuse ou application de la rame dans un bain d'eau bouillante pour obtenir, fixer et conserver le plus grand élargissement possible du tissu.)
- Alfred Duquesne et fils (Société), 25 juin 1890, brevet 205367. (Appareil mécanique portatif destiné au reprisage des bas, tissus et étoffes quelconques, dit *la repriseuse universelle*.)
- Malarme, 27 juin 1890, brevet 199142. (Graisseur à double courant et la conduite d'arrivée d'huile à la boîte à vapeur, de façon à assurer un écoulement régulier de l'huile, que le régulateur de vapeur soit fermé ou non.)
- Durant et Leucauchez, 27 juin 1890, brevet 181973. (Système de distribution de vapeur à détente variable et à échappement fixe.)
- Sée, 2 juillet 1890, brevet 190809. (Réfrigérant.)
- Tissier, 25 juin 1890, brevet 204980. (Nouveau moulin destiné à réduire en poudre le chocolat, le cacao, le sucre, etc.)
- Paul Olosy et Söhne (Société), 27 juin 1890, brevet 200881. (Allumettes sans tête.)
- Shimer, 24 juin 1890, brevet 194081. (Perfectionnements aux machines à découper les rondelles de métal.)
- Castelnau, 27 juin 1890, brevet 200016. (Nouvel appareil à traiter les minerais dit *enrichisseur de fines*.)
- Collette, 20 juin 1890, brevet 200374. (Système d'aération évitant les explosions du grison dans les mines.)
- De Kerpezdron et Gibault, 1^{er} juillet 1890, brevet 201842. (Système d'épurateur parisien des eaux d'alimentation des chaudières à vapeur.)
- Lepelletier et Backman, 3 juillet 1890, brevet 199851. (Moteur hydraulique pour ascenseur et monte-charges.)
- De Ohivré, 4 juillet 1890, brevet 203923. (Appareil pour faire avancer ou reculer sans effort un objet suspendu, en le maintenant sans oscillation à la même hauteur ou même en l'élevant, dit *l'équilibre*.)
- Burham, 2 juillet 1890, brevet 204972. (Perfectionnements apportés aux jacquards des métiers à tulle à rotation et à l'amélioration du travail qui en résulte.)
- Koets, 30 juin 1890, brevet 167020. (Perfectionnements apportés à la construction des contaux rotatifs destinés à raguer les semelles de chaussures et à en façonner les talons, ainsi qu'aux pièces de guidage destinées à desservir ces contaux.)
- Société Badische Anilin und Soda fabrik, 2 juillet 1890, brevet 198781. (Préparation de nouvelles matières colorantes jaunes teignant sur mordants et appartenant au groupe des oxyketones.)

- Charbonnier, 4 juillet 1890, brevet 187879. (Appareil servant à annuler la charge portant sur les attelages, par suite de la pression de la mécanique, pour charrettes, voitures à deux roues.)
- Carpentier, 1^{er} juillet 1890, brevet 203295. (Nouveau système de construction pour les roues de vélocipèdes.)
- Mertz, 1^{er} juillet 1890, brevet 188855. (Système de rafraîchissement, de purification, de séchage ou d'humectation de l'air.)
- Morris, 30 juin 1890, brevet 204730. (Dispositif servant à la fois de charnière à ressort et d'arrêt pour les portes.)
- Pionard frères (Société), 3 juillet 1890, brevet 198641. (Perfectionnements aux pègneuses circulaires.)
- Chapellier, 5 juillet 1890, brevet 190127. (Mélangeur rotatif à beurre.)
- David, 3 juillet 1890, brevet 208205. (Nouveau procédé d'apprêt des matières textiles en tout état, par incorporation de matières grasses, résineuses ou autres insolubles dans l'eau, mais dissoutes au préalable dans un liquide volatil quelconque.)
- Société française d'accumulateurs électriques, 1^{er} juillet 1890, brevet 205512. (Perfectionnements au système de distribution automatique d'éclairage électrique par les batteries secondaires.)
- Casson, 2 juillet 1890, brevet 196698. (Couvercle Casson, à fermeture et ouverture faciles.)
- Puillas, 2 juillet 1890, brevet 201085. (Appareil de dessiccation continue du sucre en bandes ou en plaques.)
- Coze, 2 août 1890, brevet 167044. (Système de cornue inclinée à chargement et déchargement automatiques.)
- Geibel, 28 juillet 1890, brevet 206070. (Système de régulateur de pression.)
- Mandroux, 25 juillet 1890, brevet 202315. (Commutateur multiple pour poste central téléphonique.)
- Andre, 28 juillet 1890, brevet 206424. (Nouveau système de bureau central pour communications téléphoniques.)
- Berthelot, 31 juillet 1890, brevet 196886. (Nouvel appareil à faire la rayure sur métiers circulaires.)
- Demerliac, 5 août 1890, brevet 201040. (Moteur rotatif marchant au moyen d'un fluide sous pression.)
- Cockland, 31 juillet 1890, brevet 206014. (Indicateur de sûreté pour portières de wagons et voitures.)
- Legrand, 4 août 1890, brevet 202829. (Nouveau système de rails mobiles.)
- Collet, 28 juillet 1890, brevet 203887. (Fabrication à bras des coins pour coussinets de chemins de fer.)
- Baudoux, 25 juillet 1890, brevet 200044. (Perfectionnements dans les fours à cuire le verre.)
- Bize, 1^{er} août 1890, brevet 150506. (Genre de robinet évitant le coup de bélier.)
- Villette, 31 juillet 1890, brevet 204944. (Système de filtre mécanique applicable à tous liquides et spécialement aux jus et sirops de fabriques et raffineries de sucre.)
- Etcheverry, 30 juillet 1890, brevet 200059. (Transporteurs aériens.)
- Lagarde, 30 juillet 1890, brevet 196898. (Nouvelle pile à écoulement.)
- Lévy, 29 juillet 1890, brevet 199944. (Compteur d'électricité enregistreur des watts-mètres.)
- Beldouff, 4 août 1890, brevet 202350. (Nouveau système de machine à air froid.)
- Moylan et Beckmiewski, 26 juillet 1890, brevet 203614. (Compteur d'électricité.)
- Soulst, 4 août 1890, brevet 204537. (Compteur horaire d'électricité.)
- Elein, 1^{er} août 1890, brevet 207024. (Compteur d'électricité.)
- Oudin et Kratz-Bousnac, 28 juillet 1890, brevet 207058. (Nouvelle pile sèche au plomb.)
- Puvet, 1^{er} août 1890, brevet 191642. (Perfectionnements apportés dans la constitution des affûts et leurs appareils de manœuvre.)
- Seigle-Goujon, 29 juillet 1890, brevet 202735. (Dispositif permettant d'obtenir le chauffage intensif et sans fumée des générateurs de vapeur par la combustion intégrale de gaz, vapeurs ou poussières combustibles.)
- Delattre, 1^{er} août 1890, brevet 205447. (Avertisseur électrique de niveau d'eau et d'obstruction des appareils de niveau d'eau pour chaudières à vapeur.)

Société des générateurs à vaporisation instantanée, 29 juillet 1890, brevet 206540. (Perfectionnements dans les générateurs à vaporisation instantanée.)

Allday, 2 août 1890, brevet 197923. (Perfectionnements dans les supports d'abat-jour pour chandeliers et articles semblables.)

Ménétrél, 26 juillet 1890, brevet 203345. (Lessiveur thermo-rotatif.)

Bachelerie, 31 juillet 1890, brevet 206185. (Procédé et appareils pour la conservation des substances organiques et, en particulier, des substances alimentaires.)

Boisselier, 2 août 1890, brevet 202618. (Nouveau système de décoration artistique, genre mosaïque.)

Stième, 4 août 1890, brevet 203380. (Galerie à coulisse et à recul automatique pour l'ouverture des croisées.)

Terp, 28 juillet 1890, brevet 203069. (Procédé de forage profond pour roche dure.)

Mousseau père, 14 juin 1890, brevet 205382. (Four à charbon à grille fixe ou tombante, à foyer mobile et registre automatique.)

Chollet, 2 août 1890, brevet 190386. (Nouvelle boîte en carton pour contenir et expédier du beurre, des œufs, des fruits, etc.)

Japy frères et compagnie (Société), 25 juillet 1890, brevet 187861. (Pulvérisateur économique.)

Rodary, 1^{er} août 1890, brevet 202639. (Emploi du soufre comme corrosif destructeur et préservatif des vers de terre, insectes et des herbes les plus vivaces dans les cours, allées de parcs et jardins.)

Philipps et Walch, 1^{er} août 1890, brevet 199573. (Appareil à traction automatique dit *cheval de fer*.)

Ducros-Bouterige, 5 août 1890, brevet 201909. (Adaptation au couteau de poche ordinaire d'une petite lampe pouvant brûler toute espèce de produits ou d'un étui à bougie.)

Godet, 7 août 1890, brevet 205895. (Carafe Godet, pour la conservation de la glace naturelle et son isolement absolu de l'eau potable.)

Gaillard, 9 août 1890, brevet 204119. (Nouveau système de sac et de porte-sac.)

Chaumeret, 5 août 1890, brevet 203027. (Système de bouche d'eau pour lavage des ruisseaux et des chaussées.)

Caillette, 7 août 1890, brevet 181475. (Système de terrasse en ciment.)

Boccard, 5 août 1890, brevet 168483. (Appareil dit *cubilot*, à soufflerie hélicoïdale, avec récepteur convertisseur dans l'intérieur, à l'usage de l'acier coulé pour pièces mécaniques et autres pour remplacer celles en fonte ordinaire.)

Cussac, 8 août 1890, brevet 195107. (Système de leviers à criquets articulés, à effet rotatif continu.)

Brillié, 6 août 1890, brevet 204074. (Compteur d'électricité avec ou sans enregistrement graphique.)

Loraille, 6 août 1890, brevet 198412. (Système de production naturelle du rayon de miel dans des récipients transparents.)

Popp, 5 août 1890, brevet 196038. (Système d'élévateur pour liquides.)

Augustin Normand et compagnie (société), 8 août 1890, brevet 196267. (Réchauffeur d'eau d'alimentation, particulièrement applicable aux machines à triple et quadruple détente.)

Périer, 5 août 1890, brevet 206212. (Scarificateur injecteur sulfo-gazeux.)

Timoni, 9 août 1890, brevet 195306. (Appareil automatique protégeant le gouvernail et les drosses contre les chocs et les grands paquets de mer.)

Violet-Chabran, 4 août 1890, brevet 205172. (Flotteur de sauvetage.)

Leconte, 5 août 1890, brevet 204464. (Amélioration dans le traitement de la levûre et sa régénération pour une meilleure panification en boulangerie, ainsi que pour la préparation des pâtes pour pâtisseries et fabricants de biscuits.)

Maupas, 7 août 1890, brevet 205258. (Système de four de boulangerie démontable, à clef de voute.)

Brunet, 6 août 1890, brevet 207097. (Nouveau système de table fixe ou tournante avec compartiments rayonnants simples ayant chacun leur couvercle respectif ou à ouverture et fermeture rotatives.)

Société générale de maltose, 5 août 1890, brevet 194904. (Nouveau procédés pour la fabrication de la maltose et la fermentation des matières amylacées.)

Testevuide (Les sieurs), 5 août 1890, brevet 205532. (Système de bec double pour lampes à huile de colza ou à huiles minérales.)

- Bapterosses et compagnie (Société), 9 août 1890, brevet 204946. (Pierres à l'usage de la passementerie et autres fabriques, sur barrettes métalliques au lieu d'être percées.)
- Stehlik, 8 août 1890, brevet 197011. (Appareil centrifuge servant à la filtration de liquides.)
- Dessolle, 7 août 1890, brevet 206426. (Procédé d'étrépage des douilles de cartouches métalliques à épaisseur conique.)
- Cavaillès, 9 août 1890, brevet 200132. (Procédé de teinture à l'indigo pour la laine.)
- Ognard, 6 août 1890, brevet 187123. (Perfectionnements apportés aux poêles mobiles à combustion lente.)
- De la Salle de Rochemaure, 2 août 1890, brevet 190858. (Appareil dit *biblorhapte excelsior*, servant à classer les lettres, factures, etc., ainsi qu'à contenir des collections d'échantillons.)
- Fourman-Piot, 25 août 1890, brevet 197086. (Encrier de poche perfectionné dit *l'indispensable*.)
- Chailly, 13 août 1890, brevet 200204. (Nouvel appareil distributeur à contrôle automatique.)
- Roulez, 14 août 1890, brevet 203907. (Porte-sons électrique ayant pour but de transmettre la parole et les sons à grande distance.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 18 août 1890, brevet 178417. (Procédé permettant de faire marcher les moteurs à gaz au moyen de l'air carburé, ou d'améliorer leur fonctionnement.)
- Maurel, 22 août 1890, brevet 201583. (Perfectionnements aux machines à lire et percer les cartons Jacquart.)
- Escales et Hatry (société), 14 août 1890, brevet 207232. (Procédé permettant de tisser sans frais, les déchets de soie non flambés, mieux que ceux qui ont été flambés grillés au gaz.)
- Mazuc, 16 août 1890, brevet 196092. (Appareil s'appliquant aux meubles roulants de toute espèce.)
- Bozérian, 16 août 1890, brevet 199111. (Procédé et appareils pour fixer les garde-feux et pare-étincelles.)
- Duboc, 26 août 1890, brevet 200466. (Fermeture en fer à rideaux, système G. Duboc.)
- Mas, 19 août 1890, brevet 203752. (Sommier régulateur suspendu.)
- Lacave, 21 août 1890, brevet 202647. (Parapluie-caban pour voiture.)
- Garnier, 16 août 1890, brevet 207283. (Système de transmission de mouvement dénommé *le Météore*, applicable aux vélocipèdes ou autres véhicules.)
- Faure, 22 août 1890, brevet 204507. (Machine à décortiquer la ramie et autres plantes textiles.)
- Franzel, 16 août 1890, brevet 197727. (Machine à égrener, apprêter et monder les blés.)
- Lacoste, 23 août 1890, brevet 191422. (Appareil compteur hydraulique automatique à eau forcée.)
- Silverlock, 21 août 1890, brevet 170001. (Perfectionnements dans les appareils employés pour fixer de la poudre métallique ou autre sur du papier ou autres matières analogues.)
- Tachon, 21 août 1890, brevet 179324. (Nouveau système de polissage des étoffes soie et mélangées soie.)
- Seguy, 13 août 1898, brevet 203055. (Vélocipède marin.)
- Dardenne, 26 août 1890, brevet 201808. (Moteur agissant par la pesanteur.)
- Granotier, 21 août 1890, brevet 200372. (Appareil avertisseur automatique à niveau constant pour chaudières à vapeur.)
- Rostand, 22 août 1890, brevet 204116. (Nouvel appareil dit *l'élévateur Rostand*.)
- Bethmont, 16 août 1890, brevet 204476. (Perfectionnements dans les procédés de fabrication des tubes soudés.)
- Martin, 18 août 1890, brevet 207487. (Amélioration apportée à la fabrication des agrafes, des chevilles, des clous, des rivets, des pointes, des chaînes, des épingles, etc.)
- G. Duboc et fils (Société), 19 août 1890, brevet 176376. (Système de fermeture de magasin en acier strié, se fermant et s'ouvrant au moyen d'un mécanisme mû par une vis sans fin.)

Lombard, 10 août 1890, brevet 191140. (Appareil propre à éteindre automatiquement les incendies.)

Mazellet, 13 août 1890, brevet 170427. (Nouveau système de fers pour fenêtres, portes vitrées de tous genres et menuiseries métalliques.)

Dumas, 23 août 1890, brevet 171418. (Système de croisée en fer.)

Usine pour la fabrication d'acier fondue de Friedr. Krupp, 19 août 1890, brevet 202420. (Perfectionnements dans la fermeture horizontale (système Krupp) pour bouches à feu se chargeant par la culasse, en vue de son utilisation avec des gargousses métalliques.)

Sénéchal, 20 août 1890, brevet 207098. (Nouvelle cible à cercles automatiques fonctionnant sous le choc du projectile, dite *tir militaire Sénéchal*.)

Decombe (M^{me}) et Marlin, 18 août 1890, brevet 170012. (Système de roulement-bascule de suspension.)

David, 14 août 1890, brevet 203076. (Appareil à mesurer et à enregistrer l'énergie d'un courant électrique.)

Féry, 18 août 1890, brevet 203294. (Perfectionnements aux conjoncteurs disjoncteurs.)

Mathieu, 21 août 1890, brevet 193072. (Système d'articulation à chape et coulisse applicable aux pinces, cisailles et ciseaux de chirurgie et de coutellerie.)

Mathieu, 21 août 1890, brevet 193074. (Système de cisaille à tranchant unique et guide curviligne.)

Levy, 21 août 1890, brevet 183692. (Sel fixatif, dit *soude à la roche*.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 9 août 1890, brevet 205589. (Procédé de fabrication économique et intensive de l'acide sulfurique.)

Rouart frères et compagnie (Société), 23 août 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

André, 25 août 1890, brevet 198081. (Nouveau système de tuyaux.)

André, 25 août 1890, brevet 206407. (Chauffe-bains instantané à gaz.)

Ravisé, 21 août 1890, brevet 200448. (Système de bouchage bitubulaire des bouteilles, garantissant, d'une manière absolue, l'authenticité du liquide contenu originellement.)

Barbet, 23 août 1890, brevet 195113. (Perfectionnements aux appareils à rectifier et à distiller.)

Gauthier, 1^{er} juillet 1890, brevet 199744. (Chaussure dénommée *sabot-galeuche*.)

Roch-Brault, 4 juillet 1890, brevet 198915. (Filtre à carrazas.)

Grospellier, 3 juillet 1890, brevet 203497. (Système de pipe isolant la nicotine, dite *pipe moderne*.)

Tauzia de Lespin, 3 juillet 1890, brevet 199359. (Avertisseur à l'usage des bateaux télégraphiques.)

Thiériet, 4 juillet 1890, brevet 201966. (Laine de tissage à lisse continue.)

Bernard-Pineau, 7 juillet 1890, brevet 204873. (Système de bibliographie-relieux.)

Reynier, 2 juillet 1890, brevet 199341. (Système de montage élastique applicable aux accumulateurs électriques.)

Cheswright, 3 juillet 1890, brevet 204328. (Perfectionnements dans les piles voltaïques secondaires.)

Faraire, 3 juillet 1890, brevet 205232. (Moteur à fluides combinés d'air et d'eau.)

Delacroix, 11 juillet 1890, brevet 201138. (Carnets d'abonnements kilométriques, à combinaisons multiples, à timbres mobiles et autres ou combinés avec chèques, timbres ou jetons d'échange divisionnaires, conventionnels ou kilométriques, etc., principes et moyens applicables universellement.)

Thomas, 11 juillet 1890, brevet 200995. (Emploi du gaz de houille, à haute et basse pressions, comme force motrice appliquée à la locomotion, au transport et au remorquage des marchandises et des voyageurs, par voies de terre, de mer, des fleuves, rivières et canaux.)

Brunner, 9 juillet 1890, brevet 202377. (Boucle à levier destinée aux chaussures et autres effets semblables.)

Bang et Ruffin, 11 juillet 1890, brevet 202865. (Méthode permettant de séparer l'étain de certains autres métaux et plus spécialement destinée au traitement des déchets de fer-blanc, vieilles boîtes à conserves.)

Pénières, 10 juillet 1890, brevet 187559. (Calorisation des bois et extraction des sèves.)

Bourdon et fils et Grémion (Société), 7 juillet 1890, brevet 199479. (Support pneumatique pour lampes, vases, etc.)

Brunon, 11 juillet 1890, brevet 146567. (Système de roue à moeuf et rayonnage en fer soudé et jointes en bois.)

Cosset, 8 juillet 1890, brevet 199651. (Système de frein applicable à tous genres de voitures.)

Garnier, 9 juillet 1890, brevet 204513. (Serrures à demi-tour à enclenchement et à pèche mobile.)

Dessolle, 5 juillet 1890, brevet 206426. (Procédé d'étirage des douilles de cartouches métalliques à épaisseur conique.)

Mick et Kursteiner (Société), 7 juillet 1890, brevet 199818. (Tissu brodé et imprimé mécaniquement avec concordance d'effets de broderie et d'impression, constituant un produit industriel nouveau; et procédés de fabrication industrielle dudit produit.)

Lemoir, 5 juillet 1890, brevet 158259. (Perfectionnements aux moteurs à gaz.)

Delamare-Deboutteville et Malandin, 9 juillet 1890, brevet 206618. (Système de régulation des moteurs à gaz.)

Renard, 8 juillet 1890, brevet 192612. (Moyens et procédés nouveaux permettant d'encaser les tissus et pour les produits nouveaux qui en sont les résultats.)

Clanche, 10 juillet 1890, brevet 208239. (Nouveau système de clichés articulés, destinés à l'impression polychrome, soit en typographie, soit en taille-douce ou tout autre genre d'impression.)

Punkas et Schlenker, 10 juillet 1890, brevet 205080. (Modifications apportées aux explosions sous-marines.)

Hannote frères (Société), 12 juillet 1890, brevet 203079. (Perfectionnements aux mécaniques d'armure.)

Tisset, 10 juillet 1890, brevet 199497. (Système de bouchage à écoulement latéral.)

Behnere, 15 juillet 1890, brevet 206492. (Produit alimentaire ayant pour but d'obtenir artificiellement toute boisson alimentaire et hygiénique, soit cidre, vin, bière, etc.)

Peary Hermagis, 8 juillet 1890, brevet 199472. (Nouvel obturateur instantané photographique, dit *rigle obturateur*.)

Pierre Puech (M^{re}), 9 juillet 1890, brevet 196143. (Nouveau procédé d'extraction du dur et des écarts ou chiquettes et queues des peaux de lapin, castor, vigogne, etc., par la cuisson, le grillage et le pilage produisant un nouveau dur et, dit *duré Puech soyeux*.)

Rietche et Kaiser, 5 juillet 1890, brevet 194587. (Nettoyeurs de peignes.)

Comely, 18 juillet 1890, brevet 149227. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Rouart frères et compagnie (Société), 5 juillet 1890, brevet 171597. (Perfectionnements aux appareils à produire le froid et leurs applications.)

Gilleux, 5 juillet 1890, brevet 199419. (Machine à biseauter les glaces.)

Lods et Desmouleis, 16 juillet 1890, brevet 190463. (Chambre pour photographie instantanée.)

Renard, 16 juillet 1890, brevet 201512. (Système de tourniquet automatique, à ailettes et à ressort pour l'examen des peintures, aquarelles, gravures, photographies.)

Perier, 16 juillet 1890, brevet 205375. (Combinaison d'instruments pour la mise en pratique du procédé dit *la pyrogravure*, servant à la décoration à la main de toutes matières.)

Wagner, 17 juillet 1890, brevet 195760. (Perfectionnements aux fourneaux à huile minérale pour la cuisson, le rôtissage, etc., des aliments et pour le chauffage des appartements.)

Varral, 12 juillet 1890, brevet 184769. (Système perfectionné de filtres domestiques à surfaces filtrantes combinées.)

Wang, 12 juillet 1890, brevet 196047. (Nouveau genre de castrasses pliantes pour s'asseoir avec ou sans support.)

Ellies, 21 juillet 1890, brevet 208208. (Moteur hydrostatique déduit du tirant d'eau.)

Lefebvre, 12 juillet 1890, brevet 194755. (Indicateur du travail des machines à vapeur ou autres.)

Serrin, 13 juillet 1890, brevet 205893. (Nouveau dispositif de pile à circulation.)

- Koenig, 12 juillet 1890, brevet 189780. (Perfectionnements apportés au purgeur automatique de condensation, avec cloche à air comprimé.)
- Voilin, 15 juillet 1890, brevet 202747. (Système de fusil à magasin.)
- Dessolle, 17 juillet 1890, brevet 206426. (Procédé d'étrépage des douilles de cartouches métalliques à épaisseur conique.)
- D'Amilly et Caillet, 15 juillet 1890, brevet 206024. (Système de ferrure dite *ferrure élastique Caillet*.)
- Fred. Bay et compagnie (Société), 18 juillet 1890, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)
- Trouvé, 15 juillet 1890, brevet 154568. (Système d'appareil d'éclairage dit *photophore électrique frontal*.)
- Grisson, 18 juillet 1890, brevet 191492. (Genre de couverture métallo-textile pouvant dégrager de l'électricité.)
- Granjon et Gouraud, 18 juillet 1890, brevet 204151. (Perfectionnements dans la fermeture des chaussures.)
- Berthe, Wulverryck et Servas (Société), 18 juillet 1890, brevet 190064. (Nouveau bouchage des bouteilles et flacons pour conserves.)
- Louis Bochet et compagnie (Société), 12 juillet 1890, brevet 205008. (Divers appareils propres à la pasteurisation du lait et d'autres liquides.)
- De la Salle de Rochemaure et Latté, 12 juillet 1890, brevet 201549. (Biblorhapte Terminus, accompagné de son classe 1^{er} Post.)
- Kristen, 18 juillet 1890, brevet 198274. (Procédé et machine pour la teinture des peaux à l'aide de la force centrifuge.)
- Mitscherlich, 16 juillet 1890, brevet 164097. (Procédé d'encollage du papier.)
- Mole, 19 juillet 1890, brevet 193365. (Perfectionnements dans les machines à imprimer.)
- Farcot, 12 juillet 1890, brevet 194917. (Perfectionnements aux machines motrices à fluides élastiques, et spécialement aux machines à vapeur.)
- De Bouilhac, 18 juillet 1890, brevet 204032. (Nouveau mode d'emploi de la vapeur.)
- Seigle-Goujon, 25 juillet 1890, brevet 199975. (Appareil pour la gazéification et la vaporisation rapides des essences, huiles, et généralement de liquides quelconques.)
- Nézeraux, 23 juillet 1890, brevet 175874. (Système de machine à teiller et à peigner le lin.)
- Offermann, 21 juillet 1890, brevet 192730. (Procédé et appareil pour échardonner la laine après cardage.)
- Delacroix, 22 juillet 1890, brevet 201138. (Carnets d'abonnements kilométriques, à combinaisons multiples, à timbres mobiles et autres ou combinés avec chèques, timbres ou jetons d'échanges divisionnaires, conventionnels ou kilométriques, etc., principes et moyens applicables universellement.)
- Delacroix, 23 juillet 1890, brevet 201138. (Carnets d'abonnements kilométriques, à combinaisons multiples, à timbres mobiles et autres ou combinés avec chèques, timbres ou jetons d'échanges divisionnaires, conventionnels ou kilométriques, etc., principes et moyens applicables universellement.)
- Baude, 21 juillet 1890, brevet 192803. (Appareil-outil dit *la Perleuse*, pour la taille des procédés de queues de billard.)
- Lallemant et Vassaux, 22 juillet 1890, brevet 202486. (Nouveau système de plinthes automatiques, à mouvement tournant, pour le bas des portes.)
- Balfert, 21 juillet 1890, brevet 202732. (Nouveau procédé de fabrication d'un mail-*lon* employé en bijouterie.)
- Lacquemant-Géroinine, 26 juillet 1890, brevet 201515. (Nouvelle traverse métallique d'un seul morceau, tenant le rail sans le secours d'aucune pièce rapportée.)
- Fred. Bayer et compagnie (Société), 23 juillet 1890, brevet 200520. (Procédé de préparation de nouveaux dioxynaphtalinmonosulfocides, de trioxynaphtalines et de couleurs azotiques.)
- Maxwell-Lyte et Tatters, 23 juillet 1890, brevet 203592. (Perfectionnements à la fabrication du chlore au moyen de l'oxychlorure de magnésium ainsi qu'à la préparation du chlorure de magnésium et de la magnésie servant à cette fabrication.)
- Le Gall, 21 juillet 1890, brevet 173661. (Système perfectionné de régulateur *sec* à double effet pour les becs à gaz.)
- Delmas-Azéma, 22 juillet 1890, brevet 202868. (Perfectionnements dans les becs de gaz à récupération de chaleur.)

Société des perfectionnements de l'éclairage, 23 juillet 1890, brevet 207033. (Nouvel appareil à gaz à récupération, dit *bec Chénier*, principalement destiné à l'éclairage des voies publiques.)

Bethmont, 21 juillet 1890, brevet 205650. (Système de générateurs de vapeur à vaporisation très rapide, à capacité restreinte, mais toujours certaine.)

Dürerger, 22 juillet 1890, brevet 199729. (Nouveau système de propulseur applicable aux ballons dirigeables.)

Henning, 22 juillet 1890, brevet 200163. (Système de moyens perfectionnés de transport.)

Clement, 23 juillet 1890, brevet 203957. (Système perfectionné de busc pour corset.)

Leroy, 23 juillet 1890, brevet 184993. (Télégraphe de poche applicable à la télégraphie militaire et autre.)

Klüh, 24 juillet 1890, brevet 199508. (Système de fixation pour parapluies et paravents.)

Capillery, 24 juillet 1890, brevet 199775. (Appareil à filtrer les liquides, dit *filtre français*.)

Le Turcq des Rosiers, 23 juillet 1890, brevet 200452. (Nouveaux procédés de torréfaction des cafés.)

Hock, 23 juillet 1890, brevet 205089. (Installation de caisse permettant d'embrasier, d'un coup d'œil, les diverses sortes de monnaies et leur donnant une position commode pour être mises en rouleaux et introduites dans des douilles en métal pourvus d'ouvertures qui les laissent voir et reconnaître.)

Ivon, 31 juillet 1890, brevet 180815. (Clavier dit *le vrai clavier* ou *clavier uniton*.)

Perret, 4 août 1890, brevet 167561. (Filtre universel continu à effets physiques, mécaniques et chimiques.)

Garrigou, 1^{er} août 1890, brevet 199199. (Appareil à évaporer dans le vide en conservant tous les produits : liquide, solide et gaz.)

Céillard, 26 juillet 1890, brevet 198860. (Chemises d'homme.)

Collomp, 30 juillet 1890, brevet 199878. (Corset dit *corset Collomp*.)

Couvrat, 25 juillet 1890, brevet 200420. (Nouvelle boucle à fermeture, système Couvrat.)

Courcel frères (Société), 1^{er} août 1890, brevet 202104. (Nouveau système de bouton-fermoir.)

Tasier, 24 juillet 1890, brevet 203665. (Nouveau moule à cigarettes perfectionné.)

Champanois et compagnie (Société), 22 juillet 1890, brevet 197069. (Tableau mobile pour publicité.)

Motte, 26 juillet 1890, brevet 205310. (Panorama-illusion à images distancées et mobiles.)

Jolly (M^{me} veuve), 24 juillet 1890, brevet 205581. (Système de boucle à dégagement instantané.)

Milaud frères (Société), 28 juillet 1890, brevet 199880. (Tapis de jeux-damier-annonces, avec cadre de bois et milieu en moleskine.)

H. Leconte et compagnie (Société), 23 juillet 1890, brevet 206673. (Fabrication d'un nouveau jouet-réclame.)

Oulman, 25 juillet 1890, brevet 205860. (Système d'appareil laveur enrichisseur de minerais, à mouvement centrifuge, à surface conique ou plane.)

Gautier et Pilla, 4 août 1890, brevet 204961. (Pulvérisateur humidificateur.)

Barbet, 28 juillet 1890, brevet 195113. (Perfectionnements aux appareils à rectifier et à distiller.)

Koopman, 26 juillet 1890, brevet 201601. (Perfectionnements aux lampes de poche.)

André jeune, 12 août 1890, brevet 203755. (Machine à dresser les chapeaux de foule et de teinture, dite *dresseuse André jeune*.)

Gavioli et compagnie (Société), 22 août 1890, brevet 163942. (Perfectionnements dans les orgues.)

Société Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer et compagnie, 25 août 1890, brevet 197365. (Procédé de fabrication de matières colorantes azotées, teignant directement en bleu noir.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 22 août 1890, brevet 206563. (Préparation

d'acides nitrososulfoniques et de matières colorantes violettes et bleues qui en dérivent.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 19 août 1890, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

Tissier, 21 août 1890, brevet 206665. (Nouveau moule à cigarettes perfectionné.)

Labarre, 21 août 1890, brevet 207201. (Distillation de la térébenthine et divers autres substances au moyen du chauffage par le gaz.)

Férem et Bassot (Société), 31 décembre 1890, brevet 195451. (Régulateur double pour la pression du gaz.)

Pognon, 14 août 1890, brevet 203490. (Système de collecteurs tubulaires communi-
quants, à tubes amovibles et à circulation en serpentin mixte pour chaudières à
vapeur.)

Selwig et Lange (Société), 6 septembre 1890, brevet 206985. (Système de tambour
essoreur et sécheur à travail continu pour matières pâteuses.)

Michaud, 4 septembre 1890, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer rota-
tive.)

Michaud, 4 septembre 1890, brevet 207459. (Nouvelle machine à imprimer rota-
tive.)

Caron, 4 septembre 1890, brevet 202011. (Nouvel accrochement de wagon.)

Mathieux, 6 septembre 1890, brevet 205068. (Régulateur de température.)

Lefèvre, 5 septembre 1890, brevet 204145. (Système de distribution par déclen-
chement automatique pour machines à action directe.)

Armengaud aîné, 5 septembre 1890, brevet 163760. (Système de propulsion et de
direction des aérostats.)

Diehl, 9 septembre 1890, brevet 186990. (Perfectionnements dans les machines à
coudre.)

Delpach et Moitroux, 3 septembre 1890, brevet 194530. (Nouveau système de
moulage rotatif à ailettes rayonnantes.)

Acher (M^{lre}), 6 septembre 1890, brevet 203513. (Voitures mécaniques manées par
engrenages et voitures de toute sorte, omnibus, tramways, wagons, locomotives, etc.)

Brunel et Klein (Société), 5 septembre 1890, brevet 171685. (Système de compteur
avec totalisateur pour tramways, omnibus, bateaux, etc.)

Von Skoda, 6 septembre 1890, brevet 192922. (Système de fermeture pour armes
à feu à tir rapide.)

Poux, 9 septembre 1890, brevet 206959. (Tuile de couverture, dite tuile L. Poux.)

D. Gantillon et compagnie (Société), 5 septembre 1890, brevet 207840. (Procédé
de traitement des tissus, soie et soie ou autres matières mélangées à la soie, dans
le but de leur donner l'aspect du crêpe de Chine et d'obtenir ainsi un produit nouveau
pour modes et confections.)

H. et G. Rose frères (Société), 9 septembre 1890, brevet 142747. (Perfectionnements
aux meules de moulins et autres.)

Hébert, 9 septembre 1890, brevet 203733. (Système d'articulation étanche pour
tuyauterie.)

Blein et Béraud, 4 septembre 1890, brevet 204644. (Compteur d'eau.)

Corey, 4 septembre 1890, brevet 208036. (Perfectionnements dans les accouple-
ments des tuyaux.)

Japy frères et compagnie (Société), 6 septembre 1890, brevet 207148. (Perfec-
tionnements aux lampes à arc voltaïque à foyer fixe.)

H. Galante et fils (Société), 2 septembre 1890, brevet 198527. (Système perfec-
tionné de couverture pour enfants.)

Rouart frères et compagnie (Société), 6 septembre 1890, brevet 207341. (Procédé
d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

Vuitton, 6 septembre 1890, brevet 200662. (Serrure pour articles de voyage et de
campement.)

Guerre et Martin, 9 septembre 1890, brevet 201290. (Instrument de musique dit
le palisphère électro-magnétique.)

Duez, 5 septembre 1890, brevet 200660. (Système d'accrochage à ressorts servant
à amortir les coups de bélier des remorqueurs en général.)

Bréchet, 26 août 1890, brevet 200699. (Appareil à ressorts détruisant toute trépi-
dation et s'adaptant aux wagons et aux voitures pour la suspension des brancards de
blessés ou malades.)

Bay, 27 août 1890, brevet 207511. (Système d'instrument de chirurgie perfectionné dit *pyrophore*.)

Gleauven, 27 août 1890, brevet 200437. (Système perfectionné d'annuaire personnel.)

Toulée, 9 août 1890, brevet 203326. (Appareil destiné à fixer les bouchons sur les bouteilles de limonade gazeuse.)

Klein, Hundt et compagnie (Société), 30 août 1890, brevet 163461. (Procédé de fabrication des fils de laine peignée en couleurs mélangées.)

Commandeur, 29 août 1890, brevet 185099. (Nouvel appareil balnéaire, dit *hamac flottant*.)

Jolly (M^{me} veuve), 28 août 1890, brevet 205581. (Système de boucle à dégagement instantané.)

Minet, 25 août 1890, brevet 201671. (Procédé d'extraction de l'argent de ses minerais, après traitement chimique ou directement des mattes et résidus argentifères, par l'électrolyse de ses chlorures, sulfures et fluorures.)

Péan, 30 août 1890, brevet 207696. (Busc de corslet.)

Reclus, 28 août 1890, brevet 206522. (Système de vase poreux empêchant le mélange des liquides dans les piles.)

Gould et compagnie (Société), 25 août 1890, brevet 206724. (Système perfectionné de relation ou couplages de sûreté pour conducteurs électriques.)

Gehring, 26 août 1890, brevet 194866. (Perfectionnements dans les appareils et procédés pour produire des figures sur la surface du bois, etc.)

Lake, 25 août 1890, brevet 206433. (Perfectionnements dans les moteurs à gaz en série fixe et dans les dispositifs électriques destinés à produire l'explosion dans ces moteurs.)

Vinot et Mallet, 30 août 1890, brevet 207812. (Système de suspension élastique des essieux et véhicules sur leurs roues.)

Vaillat, 1^{er} septembre 1890, brevet 201747. (Système de fusil à magasin.)

André, 26 août 1890, brevet 206244. (Nouveau système de bureau central pour communications téléphoniques.)

Société française d'exploitation des procédés Hermite, 30 août 1890, brevet 185699. (Procédé de désinfection des eaux d'égouts, des fosses d'aisances, etc., et dispositifs qui s'y rapportent.)

Trehou et Echaupre, 25 août 1890, brevet 205635. (Charnière de sûreté pour les flacons des armoires aux poisons des pharmacies et, d'une façon générale, pour tous flacons de pharmacies, etc., et laboratoires.)

Bouat frères et compagnie (Société), 26 août 1890, brevet 207541. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

Société générale de maltose, 27 août 1890, brevet 194904. (Nouveaux procédés pour la fabrication de la maltose et la fermentation des matières amylacées.)

Ditton, 30 août 1890, brevet 198388. (Noix à double échappement pour les pianos droits et autres.)

Société française d'exploitation des procédés Hermite, 30 août 1890, brevet 164230. (Blanchiment des matières textiles en général et des pâtes à papier.)

Barbier, 30 août 1890, brevet 206401. (Système de brucelots.)

Laforgue, 1^{er} septembre 1890, brevet 206269. (Appareils d'épuration et séparateurs des matières de vidange, des eaux ménagères et industrielles en vue de l'assainissement des villes, des cours d'eau et de l'hygiène des habitations.)

Bernard, 1^{er} septembre 1890, brevet 205732. (Perfectionnements dans les appareils destinés à combattre les maladies cryptogamiques de la vigne.)

Pellissier et Besson, 28 août 1890, brevet 190060. (Polymètre curseur polymétrique et bandes polymétriques.)

Ve peut être annexé au décret en date du 4 mars 1891.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24091. — *DÉCRET qui proclame 76 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 20 Mars 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 2 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 20 septembre 1890, au sieur Gavi (Antoine-Jacques), demeurant à Marseille, rue Montée-des-Ablats, n° 42, par le sieur Charrier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 juillet 1889, pour un système de scie garnie en diamants pour le sciage rapide du marbre et de la pierre dure.

2° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 9 septembre 1890, au sieur Kopenhague (Simon), demeurant à Paris, avenue Kléber, n° 61, et au sieur Furl (Jean-Maurice), demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 1, par le sieur Germain, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 mai 1889, pour un système de coffre de sûreté à extincteur automatique pour toutes matières inflammables.

3° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 7 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 19 septembre 1890, au sieur Lebeau (Hippolyte), demeurant à Marseille, rue de la République, n° 96, par la société Jullien frères, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 14 septembre 1889, pour un ensacheur décimal pour grains, à fermeture automatique.

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1890, au sieur Doffoil (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 19, par le sieur Keen, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 mai 1888, pour perfectionnements dans les arçons et panneaux de selles de courses et autres.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 12 août 1890, au sieur Marie (Léon), demeurant à Saint-Pierre (Martinique), par le sieur Debigny, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 juillet 1886, pour un système perfectionné de turbine continue à sucre.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Jura, le 17 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1890, au sieur Grenard (Samuel), lapidaire, demeurant à Rochefort, commune de Saint-Claude, par le sieur Michaud-Bonnet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 avril 1887, pour un genre de pierres taillées, à deux nuances, dites *pierres-tin-celles*.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Saône-et-Loire, le 21 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 26 septembre 1890, au sieur Sevelinge (Philibert), forgeron, demeurant au Creusot, route de Couches, par le sieur Pommier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 octobre 1889, pour un système de clef destinées au serrage des vis de rappel pour meubles et autres applications.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1890, au sieur Berl (Achille), demeurant à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 11, par le sieur

Thuan, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} mars 1879, pour un sommier élastique perfectionné dit *hamac de famille*.

9^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre 1890, au sieur Berl (Achille), demeurant à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 11, par le sieur Thuan, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 janvier 1886, pour un lit démontable à surface élastique.

10^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 25 septembre 1890, par M^e Ragot, notaire à Paris, et aux termes duquel la dame veuve Dumas, née Camille-Cécile-Marie Edwards, demeurant à Paris, rue de l'Estrapade, n° 7, le sieur Dumas (Henri-Jean-Baptiste), demeurant à Paris, rue Cuvier, n° 57, et le sieur Dumas (Noël-Jean-Baptiste), demeurant à Nancy, rue du Point-du-Jour, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans, pris, le 18 novembre 1887, par les sieurs Roswag et Dumas, pour le traitement métallurgique, par voie humide, des minerais naturels, artificiels (résidus d'usines) contenant à l'état simple ou complexe les métaux, zinc, cuivre, plomb, or et argent, etc.

11^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 12 juillet 1890, à la société anonyme des lits-sommiers hygiéniques, dont le siège est à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 42, par le sieur Pirard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 novembre 1889, pour tendeurs pour lits.

12^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 24 octobre 1890, au sieur Durand (Charles-Eugène-Victor), demeurant à Paris, rue Pigalle, n° 34, par le sieur Vieuxmaire, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 octobre 1881, pour une machine à imprimer en plusieurs couleurs avec double table d'encreage.

13^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 24 octobre 1890, au sieur Durand (Charles-Eugène-Victor), demeurant à Paris, rue Pigalle, n° 34, par le sieur Vieuxmaire, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 octobre 1887, pour perfectionnements dans les machines à imprimer à platine.

14^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Oise, le 29 octobre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 18 août 1890, par M^e Poissonnier, notaire à Compiègne, et duquel il résulte que la société Hartmann et fils, dont le siège est à Munster (Alsace), est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1884, par la dame Paillot, née Robiche, pour l'application d'un nouveau modèle destiné à l'apprentissage de la couture, suivant le procédé actuellement employé dans les écoles pour l'enseignement de l'écriture.

15^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 23 novembre 1889, à la société anonyme de carbonisation, dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 87, par le sieur Carvès (François), demeurant à Saint-Etienne, place Mi-Carême, n° 4, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de seul gérant de la société Carvès et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1881, par la société Carvès et compagnie, pour des perfectionnements apportés aux fours à coke propres à la fabrication simultanée du coke, du gaz d'éclairage et de chauffage, et des sous-produits de la houille et autres combustibles minéraux, perfectionnements consistant dans le chauffage, soit ensemble, soit séparément, de l'air et du gaz qui alimentent les foyers des fours et dans les divers appareils permettant de réaliser ce perfectionnement.

16^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 octobre 1890, faite, suivant acte en date du 23 novembre 1889, à la société anonyme de carbonisation, dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 87, par le sieur Carvès (François), demeurant à Saint-Etienne, place Mi-Carême, n° 4, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de seul gérant de la société Carvès et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1883, par la

société Carvès et compagnie, pour une nouvelle disposition de tuyaux, valves et couches pour la prise des gaz et autres sous-produits dans les fours à coke du système Carvès et compagnie.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire, le 6 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 août 1890, à la société anonyme dite *société stéphanoise d'armes*, dont le siège est à Saint-Etienne (Loire), par le sieur Giffard (Paul), et par la société dite *the Giffard inventions trust limited*, dont le siège est à Londres, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1889, par le sieur Giffard, pour un système général de balistique nouvelle à gaz liquéfiés applicable aux armes portatives, à l'artillerie et aux mitrailleuses.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire, le 6 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 août 1890, à la société anonyme dite *société stéphanoise d'armes*, dont le siège est à Saint-Etienne (Loire), par le sieur Giffard (Paul), et par la société dite *the Giffard inventions trust limited*, dont le siège est à Londres, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1890, par le sieur Giffard, pour un système d'appareil de chargement des cartouches métalliques à acide carbonique liquide destiné à la balistique générale.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 7 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 16 octobre 1890, au sieur Robin (Marc-Emile-Auguste), demeurant à Lyon, rue Vauvécœur, n° 41, par le sieur Vafarot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mai 1889, pour appareil pour la teinture en pièce de velours, peluches et autres tissus.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 30 octobre 1890, au sieur Clément (Adolphe), demeurant à Paris, rue Brémont, n° 20, par le sieur Hiltmann, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 août 1890, pour perfectionnements dans les machines servant à percer les trous d'ajustage des rais dans les moyeux et les jantes des roues de vélocipèdes et autres.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 novembre 1890, à la société Berthomieu et Gombault, dite *société du loch graphique*, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Marcel, n° 88, par les sieurs Gombault et Sannet, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 19 février 1890, pour hydrogrammètre ou loch marin destiné à mesurer et à enregistrer la vitesse de marche des navires.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 novembre 1890, à la société Berthomieu et Gombault, dite *société du loch graphique*, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Marcel, n° 88, par les sieurs Gombault et Sannet, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 6 octobre 1890, pour le loch graphique.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 31 octobre 1890, au sieur Piat (Albert-Charles-Désiré), demeurant à Paris, rue Saint-Maur, n° 85, par le sieur Leguay, agissant en qualité de liquidateur de la société G. Bréville et compagnie, ayant son siège social boulevard de Strasbourg, n° 21, à Paris, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1881, par la société Th. Piller, pour des perfectionnements dans les pompes centrifuges.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 31 octobre 1890, au sieur Piat (Albert-Charles-Désiré), demeurant à Paris, rue Saint-Maur, n° 85, par le sieur Leguay, agissant en qualité de liquidateur de la société G. Bréville et compagnie, ayant son siège social boulevard de Strasbourg, n° 21, à Paris, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1883, par la société Th. Piller pour application des moteurs hydrauliques au fonctionnement des cabestans à quai.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite suivant acte en date du 31 octobre 1890, au sieur Piat (Albert-Désiré), demeurant à Paris, rue Saint-Maur, n° 85, par le sieur Leguay, agissant en qualité de liquidateur de la société G. Bréville et compagnie, ayant son siège social boulevard de Strasbourg, n° 21, à Paris, du brevet d'invention

de quinze ans, pris, le 31 décembre 1884, par la société Th. Pitter, pour appareils de manœuvre mécanique des portes d'écluses, des vannes et cabestans.

26^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 31 octobre 1890, au sieur Piat (Albert-Charles-Desiré), demeurant à Paris, rue Saint-Maur, n° 65, par le sieur Leguay, agissant en qualité de liquidateur de la société G. Bréville et compagnie, ayant son siège social boulevard de Strasbourg, n° 22, à Paris, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1885, par le sieur Th. Pitter, pour un moteur hydraulique à mouvement compresseur avec récupération de travail.

27^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 29 octobre 1890, au sieur Gaudin (Jean), demeurant à Paris, rue des Batignolles, n° 26, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

28^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 29 octobre 1890, au sieur Schoeller (Albert), demeurant à Annières, rue d'Angouville, n° 4, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

29^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 28 octobre 1890, au sieur Saintyves (Albert-Marie), demeurant à Paris, rue Saint-Georges, n° 56, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

30^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 novembre 1890, au sieur de Bermont de Vaulx (Henri-Armand), demeurant à Paris, boulevard Malesherbes, n° 17, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

31^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 novembre 1890, au sieur Chrétien (René), demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 296, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

32^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 6 novembre 1890, au sieur Mournaud (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, boulevard Henri IV, n° 35, par le sieur Coste, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1890, pour procédé général d'abatage des roches.

33^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 21 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 30 octobre 1890, à la société anonyme des docks et entrepôts de Marseille, par le sieur Lebeau, calesseur, demeurant à Marseille, rue de la République, n° 96, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1889, par la société Julien frères et dont le sieur Lebeau est devenu propriétaire pour un ensacheur décimal pour grains, à fermeture automatique.

34^e La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 novembre 1890, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 21 septembre 1890, devant M^r Trounche, notaire à Paris, et conférant à la société Gourdiat frères, dont le siège est à Tarare, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1888, par le sieur Schlésinger, et dont la société Thomas Christy et compagnie est devenue propriétaire, pour la fabrication d'une matière destinée à remplacer la gutta-percha, le caoutchouc ou les tissus treillis dans leurs applications chirurgicales.

35^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 27 août 1890, à la société anonyme dite totalisateur Pottin, dont le siège est à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 36, par le sieur Pottin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a

pris, le 8 juin 1887, pour un système de contrôle mécanique pour les paris mutuels.

36° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 27 août 1890, à la société anonyme dite *totalisateur Pottin*, dont le siège est à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, par la demoiselle Moussier, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 19 juillet 1890, pour système mécanique et électrique de contrôle de paris mutuels.

37° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 novembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 9 septembre 1889, par M^e Bazin, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Bouvier est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1888, par les sieurs Bouvier et Billoré pour la fabrication, sans cuisson, d'un nouveau genre de briques pleines ou creuses, dites *briques de Saint-Pierre*.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 10 novembre 1890, au sieur Peinéant (Jean-Pierre), demeurant à Paris, rue Montmartre, n° 178, par le sieur Bouvier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 juin 1888, conjointement avec le sieur Billoré, et dont il est devenu seul propriétaire, pour la fabrication, sans cuisson, d'un nouveau genre de briques pleines ou creuses, dites *briques de Saint-Pierre*.

39° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 22 novembre 1890, à la compagnie dite *Elmores French Patent Copper depositing Company limited*, dont le siège est à Londres, n° 20, Bucklersburg, par le sieur Elmore, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1888, pour des perfectionnements dans les méthodes et appareils destinés à la fabrication de fil métallique, de bandes, rubans et tringles en métal.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 novembre 1890, faite, suivant acte en date du 22 novembre 1890, à la compagnie dite *Elmores French Patent Copper depositing Company limited*, dont le siège est à Londres, n° 20, Bucklersburg, par le sieur Elmore, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 février 1889, pour des perfectionnements dans la galvanoplastie des métaux et dans l'appareil y employé.

41° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 novembre 1890, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 12 novembre 1890, devant M^e Donon, notaire à Paris, et conférant au sieur Pénat le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1888, par le sieur Niel et M^{lle} Janiot, pour des perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 28 octobre 1890, au sieur Blondel (César-Marius), demeurant à Paris, avenue des Ternes, n° 96, par les liquidateurs de la société anonyme des nouveaux aciers, dont le siège est à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 9, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 novembre 1883, par le sieur Aube, et dont ladite société était devenue propriétaire, pour un procédé de fabrication d'un nouveau métal dit *métal auçais*.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 28 octobre 1890, au sieur Blondel (César-Marius), demeurant à Paris, avenue des Ternes, n° 96, par les liquidateurs de la société anonyme des nouveaux aciers, dont le siège est à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 9, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1884, par le sieur Veil, et dont ladite société était devenue propriétaire, pour un procédé de fabrication d'un nouvel acier.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1890, à la société anonyme dite *manufactures des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey*, dont le siège est à Paris, rue Sainte-Cécile, n° 9, par le sieur Négrier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 septembre 1839, pour

un système complet pour la concentration méthodique et continue de l'acide sulfurique.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1890, à la société anonyme dite *manufacture des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey*, dont le siège est à Paris, rue Sainte-Cécile, n° 9, par le sieur Négrier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 avril 1890, pour un fourneau à concentration d'acide sulfurique.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 5 décembre 1890, à la société *The Wenham Company limited* (société incorporée le 7 mai 1888), dont le siège est à Londres, Upper Ogle street, Fitzroy square W, par les liquidateurs de la société *The Wenham Company limited* (société incorporée en juillet 1885), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1882, par le sieur Clark, et dont ladite société était devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les lampes ou lanternes à gaz pour l'éclairage des wagons, des rues, etc.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 25 novembre 1890, au sieur Steffen Carl, demeurant Hungasse, n° 40, à Vienne (Autriche), par le sieur Meyer, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 décembre 1887, pour un procédé de fabrication d'ammoniaque au moyen des résidus de mélasse, sans les carboniser, avec production simultanée d'acide oxalique et de sels alcalins.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 25 novembre 1890, au sieur Steffen Carl, demeurant Hungasse, n° 40, à Vienne (Autriche), par la société Langen et Hundhausen, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 13 août 1888, pour méthode et appareil pour laver ou traiter par les liquides des substances grenues ou des substances à l'état de magma.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 19 novembre 1890, à M^{lle} Chaupé (Marguerite-Louise-Charlotte-Henriette), demeurant au Mans, rue Lenoir, n° 9, par M^{lle} Auquetin (Éléonore), demeurant également au Mans, rue Lenoir, n° 9, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1888, par le sieur Bellanger, et dont elle est devenue propriétaire, pour un nouveau système de fabrication de toile métallique.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Nord, le 13 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 21 novembre 1890, au sieur Féron (Auguste-Hippolyte), négociant, demeurant à Lille, square Jussieu, n° 50 bis, par la société Féron et Bassot, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 22 janvier 1889, pour un régulateur double pour la pression du gaz.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 4 décembre 1890, à la société dite *Badische anilin und sodia Fabrik in Ludwigshafen*, dont le siège est à Mannheim (Allemagne), par la société dite *Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer et company*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 20 décembre 1888, pour un procédé de fabrication de rhodamines dérivées de l'acide succinique.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 10 novembre 1890, au sieur Bermer (Jules), demeurant rue des Écoles, à Charenton-le-Pont, n° 39, par le sieur Belzon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 octobre 1889, pour un système général d'horlogerie électrique.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 5 décembre 1890, à la société *The Vanham Company limited* (incorporée le 7 mai 1888), dont le siège est à Londres, Upper Ogle street, Fitzroy square W, par les liquidateurs de la société *The Vanham Company limited* (incorporée en juillet 1885), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1882, par le sieur Wanham, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un système de lampes à gaz.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département

de la Seine, le 15 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 5 décembre 1890, au sieur Currie (James), demeurant à Trinity cottage, à Edimbourg (Écosse), par le sieur Bowne, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 mars 1889, pour des perfectionnements dans le procédé et les appareils pour obtenir la force motrice à l'usage des machines à pression de fluide.

55° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1890, au sieur d'Amilly, par le sieur Caillet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 mai 1890, conjointement avec le sieur d'Amilly, pour système de ferrure dite *ferrure élastique Caillet*.

56° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1890, au sieur Decorde, par le sieur Littière, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 décembre 1889, conjointement avec le sieur Decorde, pour un nouveau procédé pour queues de billard dit *procédé Decorde*.

57° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1890, au sieur Tafournoux (Antoine), demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 15, par le sieur Tafournoux (Antoine), demeurant à Paris, rue des Lombards, n° 23, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 juin 1889, pour l'application dans les patins caoutchouc et cuir d'un système de ferrure intérieure.

58° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 25 novembre 1890, au sieur Steffen (Carl), demeurant à Vienne, Hungasse, n° 40, par le sieur Frauzen, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 août 1887, pour un procédé de raffinage permettant de produire des sucres raffinés, sous une forme quelconque, au moyen des masses cuites pour raffinés ou mélasses.

59° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 25 novembre 1890, au sieur Steffen (Carl), demeurant à Vienne, Hungasse, n° 40, par le sieur Franzen, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 août 1887, pour un procédé et appareil pour fabriquer le sucre raffiné en pains au moyen d'une turbine centrifuge.

60° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^e Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1878, par le sieur Savalle, pour perfectionnements dans la construction des appareils de rectification ou raffinage des alcools.

61° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^e Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1878, par le sieur Savalle, pour un système de condensation et de réfrigération obtenues au moyen d'un courant d'air dirigé sur les surfaces de condensation ou de réfrigération et pour les appareils établis dans le but de réaliser l'application de ce système.

62° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^e Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-

Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1880, par le sieur Savalle, pour des perfectionnements aux appareils employés à rectifier ou raffiner les alcools.

63° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 12 décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1881, par le sieur Savalle, pour des perfectionnements dans la construction des appareils distillatoires.

64° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1883, par le sieur Savalle, pour des perfectionnements dans la construction des appareils distillatoires.

65° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1883, par le sieur Savalle, pour un nouvel appareil de distillation ou, à volonté, de rectification continue opérant la séparation des alcools bon goût d'avec les alcools mauvais goût et les acides.

66° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1883, par le sieur Savalle, pour un nouveau mode de construction des condenseurs analyseurs et des chauffe-vins.

67° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1885, par le sieur Savalle, pour des perfectionnements dans la construction des régulateurs de vapeur dits système Savalle.

68° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^r Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1886, par le sieur Savalle, pour un appareil de précision servant à mesurer exactement la contenance des fûts.

69° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du

département de la Seine, le 22 décembre 1890, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé par M^e Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, le 1^{er} décembre 1890, et aux termes duquel les sieurs Péreire (Charles-Gustave-Rodrigues), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, Savalle (Albert), demeurant à Paris, rue de Téhéran, n° 16, et Reclus (Paul), demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 9, sont devenus propriétaires du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 janvier 1889, par la société D. Savalle fils et compagnie, pour la construction d'un appareil à feu nu et continu, employé à la distillation des vins, des cidres, des poirés et en général des jus clairs.

70° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Yonne, le 23 décembre 1890, faite, suivant acte en date des 3 et 4 décembre 1890, au sieur Rigollet (Alphonse), mécanicien, et M^{me} Rigollet, née Suzanne-Émilie Diard, demeurant à Tonnerre, par le sieur Abadie (Bertrand), mécanicien, demeurant à Dannemoine (Yonne) et M^{me} veuve Armand Abadie, née Ernestine-Julie-Eugénie Daguet, demeurant également à Dannemoine, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1888, par la société Abadie frères, pour un système de machines à mortaiser les bois, à bras, à mèche rotative horizontale.

71° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1890, à la société Tafournoux et compagnie, dite *société du patin caoutchouc fer*, dont le siège est à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 38, par le sieur Tafournoux (Antoine), demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 15, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1890, par le sieur Tafournoux, pour l'application dans les patins caoutchouc et cuir d'un système de serrure intérieure.

72° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 20 décembre 1890, à la société *The Continental oxygen Company limited*, dont le siège est à Londres, Connaught mansions Victoria street, par la société *The Continental oxygen Company limited* et le sieur Chapman, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 26 juin 1888, pour des perfectionnements apportés dans les appareils destinés à extraire les gaz oxygène et azote de l'air atmosphérique.

73° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 19 décembre 1890, à la société dite *Badische anilin und soda Fabrik*, dont le siège est à Ludwigshafen-sur-Rhin (Allemagne), par le sieur Feer, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris le 6 septembre 1889, pour procédé de préparation de matières colorantes jaunes et oranges par la réaction du soufre sur le tétraméthylidiamidodiphénylmétane en présence d'ammoniaque ou d'amines aromatiques primaires.

74° La rétrocession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 3 décembre 1890, au sieur Backman, par le sieur Lepellier (Louis-Luce-Maurice), demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 28, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1883, par le sieur Backman, et dont le sieur Lepellier est devenu propriétaire, pour un nouveau parachute pour ascenseurs, monte-charges, appareils de levage, etc.

75° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 30 décembre 1890, faite, suivant acte en date du 5 novembre 1890, au sieur Deiss, industriel, demeurant à Salon, par la société anonyme du compresseur F. Jourdan, dont le siège est à Aix, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1883, par le sieur Jourdan, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un appareil dit *compresseur F. Jourdan*, devant servir à extraire, sans l'aide des scourtals, l'huile renfermée dans la pâte d'olive ou dans celles des graines oléagineuses.

76° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 décembre 1890, faite, suivant acte en date des 20 novembre et 4 décembre 1890, au sieur Depresle (Henri-Émile-Auguste), demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 12, par la société Louis Uhler et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 26 juin 1890, pour un appareil surchauffeur de vapeur dit à *foyer indépendant*.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCRE.

N° 24092. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de la guerre) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est autorisé à accepter le don de mille soixante-dix-sept francs de rente française trois pour cent offert par M. le général de division *Coiffé*, pour la fondation des prix ci-après indiqués.

2. Les prix suivants seront décernés annuellement aux militaires du régiment d'infanterie stationné à Saint-Maixent :

1^{er} Deux prix, de cent cinquante francs chacun, à deux sous-officiers rengagés;

2^o Deux prix, de cent francs chacun, à deux sous-officiers non rengagés;

3^o Deux prix, de quarante francs chacun, à deux caporaux;

4^o Trois prix, s'élevant ensemble à la somme de quatre-vingt-dix-sept francs, à trois simples soldats.

3. Les prix suivants seront attribués, chaque année également, aux militaires du régiment de cavalerie stationné à Niort :

1^{er} Un prix de cent cinquante francs à un sous-officier rengagé;

2^o Un prix de cent francs à un sous-officier non rengagé;

3^o Deux prix, de trente-cinq francs chacun, à deux brigadiers;

4^o Quatre prix, de vingt francs chacun, à quatre simples soldats.

4. Les sous-officiers d'infanterie et de cavalerie, rengagés et non rengagés, et les brigadiers seront choisis parmi les meilleurs instructeurs de la troupe; ils devront réunir au plus haut point les qualités de conduite, d'énergie, de commandement et d'instruction professionnelle.

Les caporaux devront être reconnus comme étant les meilleurs tireurs.

Les simples soldats du régiment d'infanterie devront être les meilleurs tireurs; ils seront désignés à raison d'un par bataillon.

Des simples soldats du régiment de cavalerie, deux seront les meilleurs tireurs (tir à la carabine) et les deux autres ceux qui auront pris le plus de soin de leurs chevaux.

5. Le conseil d'administration de chaque régiment désignera les militaires qui auront mérité ces récompenses.

Le même prix ne pourra pas être attribué deux années consécutives à un même militaire.

6. Les prix faisant l'objet du don dont il s'agit porteront le nom du général *Coiffé* et seront décernés, chaque année, à partir de 1892, le 1^{er} octobre.

7. Dans le cas où des changements se produiraient dans l'organisation actuelle des garnisons de Saint-Maixent et de Niort, la donation serait attribuée au régiment ou aux régiments, quels qu'ils soient, stationnés dans les Deux-Sèvres. (*Paris, 3 Juin 1891.*)

N° 24093. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

LIGNE D'ALGER À ORAN.

Projet de construction de cabinets d'aisances aux gares de Maison-Carrée, Baba-Ali, Boufarick, Oued-Djer et Saint-Cyprien-des-Attafs, présenté le 11 février 1891, avec un détail estimatif montant à deux mille deux cent quarante francs, y compris les frais généraux, intérêts et amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de deux mille deux cent quarante francs, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (*Paris, 5 Juin 1891.*)

N° 24094. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont de Savines, sur la Durance (route nationale n° 94), conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 14-23 mai 1890, par les ingénieurs du département des Hautes-Alpes.

2° La dépense, évaluée à soixante-quatorze mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics, pour la construction des ponts. (*Paris, 8 Juin 1891.*)

N° 24095. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Est et demeure classée, comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 19, territoire de Belfort, la voie constituée par :

1° Le chemin vicinal n° 23, entre la rue de la Porte-de-France et la rue Thiers;

2° La rue de l'Abattoir;

3° La voie raccordant la rue de l'Abattoir avec le chemin stratégique du vallon de Retenant;

4° Ledit chemin stratégique du vallon de Retenant jusqu'à sa jonction avec la route nationale n° 19, conformément au tracé figuré en rose sur le plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret.

2. La portion de la route nationale qui s'étend entre la route nationale n° 83 et l'extrémité du chemin stratégique du vallon de Retenant sera déclassée du jour où la nouvelle voie sera ouverte à la circulation. Elle sera remise au département du Haut-Rhin pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération susvisée, du 1^{er} mai 1889, du conseil général du territoire de Belfort.

3. Il est pris acte des engagements respectivement pris par le conseil général du territoire de Belfort et le conseil municipal de Belfort dans les délibérations susvisées des 1^{er} mai 1889, 18 mars et 16 avril 1889.

Il est pris acte également, en tant que de besoin, des engagements contractés par la ville de Belfort et relatés dans la convention susvisée du 18 août 1888. (*Paris, 11 Juin 1891.*)

N° 24096. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est et demeure classée parmi les routes départementales de la Côte-d'Or, comme annexe de la route départementale n° 11, de Dijon à Vitry-le-François, l'avenue d'accès à la gare des chemins de fer, à Lengley-Voulaines.

La direction générale de cette avenue est figurée par une teinte rose sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 15 juin 1889, lequel plan restera annexé au présent décret. (*Paris, 11 Juin 1891.*)

N° 24097. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics (service du canal de Berry) une parcelle de terrain d'une contenance de quatorze ares vingt-cinq centiares, située dans la commune de Langon (Loir-et-Cher), au lieu dit *Bergeon*; ladite parcelle, qui faisait partie de la route nationale n° 76 et qui est restée sans emploi à la suite de la déviation nécessitée par la construction du chemin de fer de Tours à Vierzon, est indiquée par une teinte rose sur le plan en date des 27-28 avril 1891, qui restera annexé au présent décret. (*Paris, 12 Juin 1891.*)

N° 24098. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est et demeure classée comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 2, la nouvelle voie ouverte par la commune d'Aïn-Témouchent (Algérie), entre la place du Marché et l'extrémité nord du boulevard de l'Ouest, sur une longueur de trois cents mètres soixante et onze centimètres, et figurée par une teinte rose sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 7 décembre 1889, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route nationale n° 2 demeurera déclassée à dater du jour de la promulgation du présent décret.

2° Sur la partie nouvellement classée, les alignements des maisons seront maintenus à dix mètres de distance de l'axe de la route. (*Paris, 18 Juin 1891.*)

N° 24099. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics le terrain, d'une superficie d'environ cent vingt-cinq mètres carrés, dépendant de la batterie déclassée de Portrieux (Côtes-du-Nord) et figuré en rose sur le plan annexé au présent décret. (*Paris*, 29 Juin 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Octobre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1427.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24100. — *Loi qui approuve la cession faite par l'État à la ville de Lodève (Hérault) du Champ de tir et de manœuvres de Soumont.*

Du 1^{er} Août 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 4 août 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est définitivement approuvée la convention passée, le 6 avril 1888, entre le service de la guerre et le maire de Lodève et ayant pour objet de constater : 1° la cession à la ville de Lodève du champ de tir et de manœuvres de Soumont, d'une contenance totale de seize hectares quatre - vingt - sept ares vingt - trois centiares (16^h 87^a 23^c), et 2° l'engagement contracté par ladite ville d'acquérir et de rétrocéder au département de la guerre un terrain de quatre hectares vingt ares (4^h 20^a), situé dans la vallée du ruisseau d'Aumélas, près du village de Puech, et destiné à l'établissement d'un nouveau champ de tir, et de lui abandonner en outre, pour servir de champ de manœuvres, la jouissance d'un terrain d'environ douze hectares soixante-cinq ares trente centiares (12^h 65^a 30^c), situé au bois de l'Abbat, dans la commune de Soumont, ou, à défaut, d'un terrain d'une surface à peu près équivalente dans un rayon de huit kilomètres environ autour de la ville.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24101. — **DÉCRET** qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de Tramways entre Chambéry et la Motte-Servolex

Du 10 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramways à traction de locomotives entre Chambéry et la Motte-Servolex, notamment le plan d'ensemble, en date du 1^{er} avril 1889;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu les avis de la chambre de commerce de Chambéry, en date des 11 novembre 1889 et 20 février 1890;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 21 avril 1890;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 5 avril 1890, par le directeur du génie, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu les délibérations du conseil général de la Savoie, en date des 21 août 1889 et 23 août 1890;

Vu la convention passée, le 6 octobre 1890, entre le préfet de la Savoie, agissant au nom du département, et M. Cartier-Millon, pour la concession de la ligne, et le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 24 novembre 1890;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 27 janvier 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramways desservie par des locomotives, et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Chambéry et la Motte-Servolex.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10547.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

3. Le département de la Savoie est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881.

4. Est approuvée la convention passée, le 6 octobre 1890, entre le préfet de la Savoie, agissant au nom du département, et M. Cartier-Millon, pour la concession du tramway de Chambéry à la Motte-Servolex, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix, le six octobre,

Entre M. Lefebvre du Grosrieux, préfet du département de la Savoie, agissant au nom du département, en vertu :

1° De la loi du 10 août 1871 ;

2° De la loi du 11 juin 1880, relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways ;

3° De la délibération du conseil général, en date du 21 août 1889, qui a accordé en principe à M. Philippe Cartier-Millon la concession d'un tramway de Chambéry à la Motte-Servolex ;

4° Enfin, de la délibération du conseil général, en date du 23 août 1890, qui autorise le présent acte,

D'une part ;

Et M. Philippe Cartier-Millon, entrepreneur, demeurant à Chambéry,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie concède à M. Philippe Cartier-Millon, qui l'accepte, la construction et l'exploitation, pour une durée de soixante-quinze ans, d'un tramway à traction de locomotives de Chambéry à la Motte-Servolex, pour le transport des voyageurs et des marchandises, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

Cette ligne sera construite à voie de soixante centimètres (0^m 60) entre les bords intérieurs des rails.

2. De son côté, M. Philippe Cartier-Millon s'engage à construire et à exploiter la ligne de tramways dont il s'agit conformément au cahier des charges susmentionné.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 6, 11, 12, 23, 24, 26, 37, les compléments ajoutés aux articles 6, 10, 15, la suppression de l'article 7 et l'addition des articles supplémentaires 8 bis et 15 bis.

3. Le département n'accorde à cette entreprise ni subvention ni garantie d'intérêts.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera au concessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aurait contractés avec ce dernier. Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

5. Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile, savoir :

Le préfet du département de la Savoie, à la préfecture de Chambéry ;

Et M. *Philippe Cartier-Millon*, à Chambéry.

Fait double à Chambéry, les an, jour et mois susdits.

Vu et approuvé :

Signé : *PH. CARTIER-MILLON*.

Vu et approuvé, en vertu de la délibération du conseil général, en date du 23 août 1890, et conformément à l'article 54 de la loi du 10 août 1871.

Le Préfet de la Savoie,

Signé : *A. DU GROSRIEZ*.

Enregistré à Chambéry le 13 octobre 1890, folio 91, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes. Signé : *Pottier*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. Cette ligne est destinée à relier le chef-lieu du canton de la Motte-Servolex à la ville de Chambéry.

Elle partira de l'origine du boulevard du Musée, à Chambéry, et empruntera sur tout son parcours le chemin d'intérêt commun n° 1 pour aboutir, à la Motte-Servolex, à l'extrémité de cette voie, au point d'embranchement du chemin d'intérêt commun n° 13 et du chemin vicinal n° 13.

Elle traversera à niveau, sur le territoire de la commune de Bissy, la ligne du chemin de fer de Saint-André-le-Gaz à Chambéry.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date.

Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans le délai d'un an.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre soixante-quinze centimètres (1^m 75), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m 00); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-cinq centimètres (1^m 85).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m 00). Le maximum des déclivités est fixé à trente-cinq millimètres (0^m 035).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

6. La ligne restera, sur toute sa longueur, accessible et praticable aux voitures ordinaires, et elle sera établie à rails noyés dans la chaussée. Les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Les rails seront compris dans un empiérement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empiérement. Toutefois, aux abords immédiats de Chambéry, la substitution d'un pavage à l'empiérement pourrait être imposée par le préfet, s'il en reconnaissait la nécessité, en raison de la fréquentation de la partie du chemin dont il s'agit.

La chaussée empiérrée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10).

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60) ;

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Traversée du réseau d'intérêt général.

8 bis. Pour la traversée à niveau de la ligne du chemin de fer de Saint-André-le-Gaz à Chambéry, le concessionnaire devra se conformer aux dispositions qui lui seront imposées par l'administration, la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée entendue.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes et demi (9^k 1/2) au moins par mètre courant ; ils seront posés sur traverses et munis de contre-rails.

La section transversale des rails et contre-rails, les dimensions et le mode d'attache des éclisses, le mode d'attache des rails sur les traverses et les dimensions de ces dernières seront, avant tout commencement d'exécution, soumis à l'approbation du préfet.

Gares et stations.

11. Les trains devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours. Mais ils ne seront tenus de prendre ou de laisser des marchandises que dans les gares et stations désignées à cet effet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs, sur la proposition du concessionnaire. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi une halte dans la traversée du chef-lieu de la commune de Bissy.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur toute la longueur de la voie ferrée, le concessionnaire sera tenu d'entretenir à ses frais l'empierrement ou le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Aucune subvention ne lui sera allouée pour cet entretien.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum de voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sur la ligne entière, est fixé à six.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus, et leur longueur ne dépassera pas trente mètres (30^m 00).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Dans les passages étroits, le préfet aura la faculté de réduire ce maximum jusqu'à six kilomètres (6^k), suivant les circonstances locales.

Traversée du réseau d'intérêt général.

15 bis. Au point de vue de l'entretien et de l'exploitation, la traversée de la ligne du chemin de fer de Saint-André-le-Gaz à Chambéry sera soumise aux obligations qui seront imposées au concessionnaire par l'administration, la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée entendue.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges sera de soixante-quinze ans à dater du décret déclaratif d'utilité publique.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou en partie, tel qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais

sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations

qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses engagements par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarifs des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

1° Voyageurs.

Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1^{re} classe).....
Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (1^{re} classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (3^e classe).....
Au-dessous de trois ans, les enfants ne payeront rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
De trois à sept ans, ils payeront demi-place.
Au-dessus de sept ans, ils payeront place entière.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs : dix centimes (0^e 10). quel que soit le trajet.

2° Animaux.

Boeufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
Veaux et porcs.....
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....
Les prix seront les mêmes, que le transport se fasse par les trains spéciaux de marchandises ou à la vitesse des trains de voyageurs.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

1° Bagages.

Chaque voyageur pourra transporter avec lui un colis ou bagage ne dépassant pas dix kilogrammes (10^k), en le tenant sur ses genoux.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055
0 10	0 05	0 15
0 04	0 02	0 06
0 02	0 01	0 03

Au-dessus de dix kilogrammes (10^k) jusqu'à 20 kilogrammes (20^k), le colis sera remis au fourgon et payera un droit fixe de dix centimes (0^f 10).

Au-dessus de 20 kilogrammes (20^k), il payera suivant le tarif ci-après :

1 ^{re} classe.....	0 17	0 13	0 30
2 ^e classe.....	0 11	0 09	0 20
3 ^e classe.....	0 08	0 07	0 15

2° Marchandises.

Marchandises transportées à la vitesse des trains ordinaires (grande vitesse ou petite vitesse) :

1 ^{re} classe. — Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sacre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.	0 14	0 10	1 24
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 12	0 09	0 21
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 09	0 06	0 15
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 08	0 05	0 13

3° Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes..... Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600 ^k), sous le volume d'un mètre cube, soixante-quinze centimes (0 ^f 75) par wagon et par kilomètre.	0 06	0 03	0 09
--	------	------	------

3° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 60	0 40	1 00
--	------	------	------

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens ; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres (2^k), elle sera comptée pour deux kilomètres (2^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait d'après la voie la plus courte, d'axe on axe

des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k) comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les marchandises de la première classe, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k) ; 2° au-dessus de cinq kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k) ; 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction admissible de dix kilogrammes (10^k). Pour les excédents de bagages, les coupures seront établies par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place. Au delà de dix kilogrammes (10^k), les bagages seront soumis aux conditions fixées par le tarif à l'article 23.

La franchise de dix kilogrammes (10^k) ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à 5 kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire ; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille kilogrammes (2,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille à trois mille kilogrammes (2,000^k à 3,000^k) ; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube ;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales ;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f) ;

30...

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure ou au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une autre personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse

seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans un délai de deux heures après l'arrivée du même train;

3° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entrepreneurs de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0'12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0'04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités.

Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} juillet, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement normal aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le décret de concession, à la caisse du trésorier-payeur général du département de la Savoie. Pour la fraction d'année qui s'écoulera entre le décret de concession et le 1^{er} janvier suivant, le concessionnaire devra verser, aussitôt après le décret de concession, une somme proportionnelle au temps restant à courir, calculée sur le taux de cinquante francs (50^f) par kilomètre et par an.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de trois mille francs (3,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872.

ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Election de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Chambéry.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture, à Chambéry.

Jugement des contestations.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Chambéry, le 6 octobre 1890.

Vu et approuvé :

Signé : CARTIER-MILLON.

Vu et approuvé, en vertu de la délibération du conseil général, en date du 23 août 1890, et conformément à l'article 54 de la loi du 10 août 1871.

Le Préfet de la Savoie,

Signé : A. DU GROSRIEZ.

Enregistré à Chambéry, le 6 octobre 1890, folio 84, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Pottier.

N° 24102. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1890 pour Travaux d'entretien et grosses réparations de Routes nationales.*

Du 20 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets, en date des 18 août ⁽²⁾ et 6 novembre 1890 ⁽³⁾ et 14 février 1891 ⁽⁴⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordi-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1366, n° 22890.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1375, n° 23039.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1395, n° 23487.

naire de l'exercice 1890, première section, chapitre XIX : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*, pour l'emploi de fonds de concours, les crédits additionnels ci-après :

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES auxquelles les crédits sont applicables.	CRÉDITS ouverts.
		DÉCRET N° 339, DU 18 AOÛT 1890.	
1	Seine.....	Transformation de la chaussée de la route nationale n° 5, entre les fortifications et l'avenue Gabrielle, à Charenton.....	6,000' 00'
		DÉCRET N° 394, DU 6 NOVEMBRE 1890.	
2	Ain.....	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Coligny (route nationale n° 83).....	800 00
3	Idem.....	Établissement d'un aqueduc dans la traverse de Bourg (route nationale n° 83).....	7,500 00
4	Allier.....	Réfection de bordures de trottoirs dans la traverse de Montluçon (route nationale n° 144).....	218 85
5	Aveyron....	Établissement de bordures de trottoirs dans la traverse de Millau (routes nationales n° 9 et 111).....	2,900 00
6	Charente-Inférieure.	Construction de caniveaux pavés et de bordures de trottoirs dans la traverse de Saint-Hilaire-de-Villefranche (route nationale n° 138).....	200 00
7	Corrèze....	Établissement de trottoirs dans la traverse de Tulle (routes nationales n° 89 et 120).....	5,672 00
8	Eure.....	Amélioration de la route nationale n° 154, dans la traverse d'Évreux (rue du Lycée).....	4,000 00
9	Hérault....	Pavage de la place de la Comédie, à Montpellier (route nationale n° 87).....	10,000 00
10	Ille-et-Vilaine.	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Saint-Malo (route nationale n° 137).....	4,330 00
11	Idem.....	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Montauban (route nationale n° 12).....	3,300 00
12	Isère.....	Reconstruction du pont de la prise d'eau du canal de la Romanche, aux abords de la route nationale n° 85.....	11,200 00
13	Idem.....	Amélioration de la route nationale n° 85, à l'entrée du village de la Mure.....	3,000 00
14	Jura.....	Reconstruction d'un aqueduc dans la traverse de Morez-le-Haut (route nationale n° 5).....	300 00
15	Lot-et-Garonne.	Réfection de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Casteljaloux (route nationale n° 133).....	2,568 97
16	Mayenne....	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Laigné (route nationale n° 159 bis).....	1,200 00
17	Meurthe-et-Moselle.	Amélioration de la traverse de Longwy-Bas (route nationale n° 52).....	3,200 00
18	Meuse.....	Construction de trottoirs dans la rue Saint-Victor, à Verdun (route nationale n° 3).....	2,100 00
19	Idem.....	Construction de trottoirs dans la traverse de Ligny (route nationale n° 66).....	3,000 00
20	Oise.....	Convertissement en empièchement du pavage de la route nationale n° 16, entre les points 1 ^{er} 2 et 2 ^{es} 350, près Lamorlaye, et 4 ^{es} 721 et 5 ^{es} 871, près Chantilly.....	8,650 00
21	Saône (Haute-).	Élargissement du pont de Gray, sur la Saône (route nationale n° 67).....	9,000 00
22	Seine.....	Amélioration de la route nationale n° 7, entre les fortifications de Paris et la rampe de Villejuif.....	27,000 00
23	Sèvres (Deux-).	Construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 11, dans la traverse de Mauzé.....	1,800 00

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES auxquelles les crédits sont applicables.	CRÉDITS ouverts.
DÉCRET N° 50, DU 14 FÉVRIER 1891.			
21	Loire- Inférieure.	Construction de caniveaux dans la traverse de Varades (route nationale n° 23).....	430 ^f 00 ^c
25	Marne.....	Réfection de caniveaux et établissement de bor- dures de trottoirs dans la traverse de Pierry (route nationale n° 51).....	6,600 00
26	Yonne.....	Amélioration de la route nationale n° 5, dans la traverse de Villeneuve-la-Guyard.....	6,250 00
TOTAL.....			131,219 82

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant des crédits susmentionnés, qui s'élèvent ensemble à cent trente et un mille deux cent dix-neuf francs quatre-vingt-deux centimes, il reste actuellement disponible une somme de soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-quatre francs soixante-six centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1891, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1891, première section, chapitre XIX : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*, une somme de soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-quatre francs soixante-six centimes (79,084^f 66), provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre correspondant de l'exercice 1890.

Ladite somme de soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-quatre francs soixante-six centimes est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	CRÉDITS ouverts.
1	Transformation de la chaussée de la route nationale n° 5, entre les fortifications de Paris et l'avenue Gabrielle, à Charenton (Seine).....	6,000 ^f 00 ^c
2	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Coligny (Ain), route nationale n° 83.....	210 00
3	Établissement d'un aqueduc dans la traverse de Bourg (Ain), route nationale n° 83.....	1,185 00
4	Réfection de bordures de trottoirs dans la traverse de Montluçon (Allier), route nationale n° 144.....	85 00
5	Établissement de bordures de trottoirs dans la traverse de Millau (Aveyron), routes nationales n° 9 et 111.....	448 00
6	Construction de caniveaux pavés et de bordures de trottoirs dans la traverse de Saint-Hilaire-de-Villefranche (Charente-Inférieure), route nationale n° 138.....	200 00
7	Établissement de trottoirs dans la traverse de Tulle (Corrèze), routes nationales n° 89 et 120.....	1,800 00
8	Amélioration de la route nationale n° 154, dans la traverse d'Évreux (Eure), rue du Lycée.....	2,000 00
9	Pavage de la place de la Comédie, à Montpellier (Hérault), route nationale n° 87.....	1,630 00

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	CRÉDITS ouverts.
10	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), route nationale n° 137.....	865 ⁰⁰
11	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Montauban (Ille-et-Vilaine), route nationale n° 12.....	3,270 62
12	Reconstruction du pont de la prise d'eau du canal de la Romanche (Isère), aux abords de la route nationale n° 85.....	2,435 ⁰⁰
13	Amélioration de la route nationale n° 85, à l'entrée du village de la Mure (Isère).....	520 00
14	Reconstruction d'un aqueduc dans la traverse de Morez-le-Haut (Jura), route nationale n° 5.....	125 00
15	Réfection de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Casteljaloux (Lot-et-Garonne), route nationale n° 133.....	321 04
16	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Laigné (Mayenne), route nationale n° 159 bis.....	280 00
17	Amélioration de la traverse de Longwy-Bas (Meurthe-et-Moselle), route nationale n° 52.....	1,400 00
18	Construction de trottoirs dans la traverse de Verdun (Meuse), rue Saint-Victor, route nationale n° 83.....	690 00
19	Construction de trottoirs dans la traverse de Ligny (Meuse), route nationale n° 66.....	3,000 00
20	Convertissement en empiétement du pavage de la route nationale n° 16, entre les points 1 ⁴ .2 et 2 ⁴ .350, près Lamorlaye, et 4 ⁴ .721 et 5 ⁴ .871, près Chantilly (Oise).....	8,650 00
21	Élargissement du pont de Gray (Haute-Saône), route nationale n° 67.....	3,390 00
22	Amélioration de la route nationale n° 7, entre les fortifications de Paris et la rampe de Villejuif (Seine).....	27,000 00
23	Construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 11, dans la traverse de Mauzé (Deux-Sèvres).....	300 00
24	Construction de caniveaux dans la traverse de Varades (Loire-Inférieure), route nationale n° 23.....	430 00
25	Réfection de caniveaux et établissement de bordures de trottoirs dans la traverse de Pierry (Marne), route nationale n° 51....	6,600 00
26	Amélioration de la route nationale n° 5, dans la traverse de Villeneuve-la-Guyard (Yonne).....	6,250 00
TOTAL comme ci-dessus.....		79,084 66

2. Pareille somme de soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-quatre francs soixante-six centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1890, première section, chapitre XIX : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations.*

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

**N° 24103. — DÉCRET portant application aux Colonies
de la Législation métropolitaine sur la Contrainte par corps.**

Du 12 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 27 juin 1891, portant application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des lois du 22 juillet 1867 et du 19 décembre 1871 sur la contrainte par corps,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lois du 22 juillet 1867 et du 19 décembre 1871 sont applicables aux colonies de Saint-Pierre et Miquelon, de la Guyane, du Sénégal, du Congo français, de Mayotte, de Diego-Suarez et dépendances, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie, d'Obock, ainsi qu'aux pays de protectorat de l'Indo-Chine et aux établissements français dans l'Inde et de l'Océanie.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Fait à Fontainebleau, le 12 Août 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

**N° 24104. — DÉCRET portant application au Sénégal de Lois relatives
à la Défense du littoral.**

Du 14 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 14 floréal an XI, relative au curage des canaux et rivières non navigables et à l'entretien des digues qui y correspondent;

Vu la loi du 16 septembre 1807, relative au dessèchement des marais;

Vu la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lois susvisées du 14 floréal an XI, du 16 septembre 1807 et du 21 juin 1865 sont applicables au Sénégal et dépendances.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Fontainebleau, le 14 Août 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24105. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1888.

Du 24 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé de la créance liquidée à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1888;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise dans l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne des services prévus au budget de l'exercice 1888 et que son montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1888, un crédit supplémentaire de trente et un francs quatre-vingts centimes (31^f 80), montant de la nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice conformément au tableau susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

Tableau d'une nouvelle créance reconnue en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1888 et qui est à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par l'article 126 du règlement du 31 mai 1862.

EXERCICE.	CHAPITRE DE L'ANCIEN BUDGET.		TITULAIRE et motif de la créance.	TOTAL	
	Numéro.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
1888	28	Monuments historiques et mégalithiques.	Le Journal général d'affiches. — Insertions aux Petites affiches relatives au legs fait au musée de Cluny par M. de Beaumont.	31 ^f 80 ^c	31 ^f 80 ^c

N° 24106. — DÉCRET rendant applicables dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion les dispositions du décret du 4 juin 1891, réorganisant l'Enseignement secondaire spécial, et du décret du 5 juin 1891 relatif au Baccalauréat de l'Enseignement secondaire moderne.

Du 24 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 28 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 31 juillet 1885 ⁽¹⁾, portant création aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion d'un certificat d'études et d'un brevet de capacité (baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial);

Vu le décret du 4 juin 1891, portant réorganisation de l'enseignement secondaire spécial;

Vu le décret du 5 juin 1891, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne;

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarées applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion les dispositions du décret du 4 juin 1891, portant réorganisation de l'enseignement secondaire spécial.

2. Sont également déclarées applicables dans les colonies ci-dessus désignées les dispositions du décret du 5 juin 1891, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, sous réserve des modifications suivantes :

L'expression « brevet de capacité » est substituée au mot « diplôme »;

L'article 2 est modifié ainsi qu'il suit : « Les brevets de capacité sont délivrés par le gouverneur, après des examens subis dans chaque colonie. »

Le deuxième paragraphe de l'article 6 est remplacé par la disposition ci-après :

« Cette production n'est autorisée que dans la colonie où se trouve l'établissement auquel appartient le candidat. »

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies, aux journaux officiels et aux bulletins des colonies susmentionnées.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROGEE.

N° 24107. — *DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel affecté au service de Police de la ville de Nancy.*

Du 27 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 949, n° 15782.

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls, en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu l'article 103 de la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Nancy, en date du 2 juillet 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Nancy est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 27 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Tableau portant réglementation du cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Nancy.

- 1 commissaire central de police,
- 4 commissaires de police.

SERVICE GÉNÉRAL.

- 1 inspecteur chef,
- 1 sous-inspecteur,
- 4 brigadiers,
- 1 brigadier des gardes champêtres,
- 4 sous-brigadiers,
- 13 sergents de ville de première classe,
- 17 sergents de ville de deuxième classe,
- 20 sergents de ville de troisième classe,
- 16 agents auxiliaires pour le service de nuit.

SERVICE DE SÛRETÉ ET DES MŒURS.

- 1 inspecteur,
- 1 sous-inspecteur,
- 2 agents de première classe,
- 3 agents de deuxième classe.

N° 24108. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au casernement de Magnac-Laval et à la construction d'un stand à Tours.

Du 27 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891 ;

Vu la convention passée entre l'État et :

1° La ville de Magnac-Laval, pour l'extension du casernement ;

2° La ville de Tours, pour la construction d'un stand ;

Vu l'état des sommes versées au trésor par lesdites villes en exécution de ces conventions ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 août 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires. — Budget de l'exercice 1891*), un crédit de dix-huit mille deux cent cinquante francs (18,250^f) qui sera réparti comme il suit :

CHAPITRE XXVII.

BÂTIMENTS MILITAIRES.

Magnac-Laval. — Extension du casernement.....	12,000 ^f
---	---------------------

CHAPITRE XXXVIII.

CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Tours. — Construction d'un stand.....	6,250
---------------------------------------	-------

SOMME ÉGALE.....	18,250
------------------	--------

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus désignées.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 27 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24109. — *DÉCRET portant reconstitution d'une Prud'homie de Pêcheurs à Nice.*

Du 28 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 du décret-loi pris par l'Assemblée nationale le 8-12 décembre 1790, et relatif aux marins pêcheurs;

Vu l'arrêté consulaire du 3 nivôse an X ⁽¹⁾, ordonnant, une première fois, l'établissement d'une juridiction de prud'hommes pêcheurs à Nice;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche maritime côtière;

Vu les articles 4 et 51 du décret-règlement du 19 novembre 1859, sur la police de la pêche côtière dans le v^e arrondissement maritime;

Considérant que les marins pêcheurs du quartier de Nice, réunis en assemblée générale, ont demandé que leur communauté soit érigée en prud'homie de plein exercice, conforme à celles déjà établies sur d'autres points du littoral de la Méditerranée;

Considérant que l'enquête a fait ressortir qu'il est équitable d'accueillir ce vœu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prud'homie des pêcheurs de Nice est reconstituée. Les limites de sa juridiction coïncident avec celles du quartier. Son fonctionnement est soumis aux dispositions du décret susvisé du 19 novembre 1859.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Fontainebleau, le 28 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24110. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Pierrerue (Hérault).*

Du 29 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 143, n° 1103.

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la commune de Pierrerie (Hérault);

L'avis émis, le 8 avril 1891, par le conseil général; celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Pierrerie (Hérault) est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

A cinq francs (5^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24111. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux de casernement à Magnac-Laval.

Du 3 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Magnac-Laval, pour l'extension du casernement dans cette place;

Vu le récépissé constatant qu'une somme de huit mille francs a été versée au trésor, par ladite ville, le 18 juillet 1891, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du cha-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

pitre xxvii : *Bâtiments militaires*, de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, un crédit de huit mille francs (8,000^f) qui sera affecté à l'extension du casernement dans la place de Magnac-Laval.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus désignée.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24112. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.*

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la délibération en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de son observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu une déclaration délivrée le 15 de ce mois par le trésorier-payeur général du département du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 10 du même mois, par le receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le troisième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 août dernier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le troisième trimestre de l'année 1891, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre xxii : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24113. — *DÉCRET qui accorde la Franchise postale à certains Fonctionnaires.*

Du 5 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret sont autorisés à correspondre entre eux en franchise, par la poste, dans les conditions exprimées au même tableau.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspon- dance doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance circule en franchise.
autorisés à contresigner leur correspondance.	auxquels la correspondance doit être remise en franchise.		
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du premier corps d'armée à Lille.....	Directeurs du génie *..... Ingenieur en chef des ponts et chaussées *..... Ingenieur en chef des mines *.	S. B. * S. B. * S. B. *	Région militaire.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du deuxième corps d'armée à Amiens.....	Idem.....	Idem.	
Ingenieur en chef des mines délégué auprès du com- mandant du troisième corps d'armée à Rouen...	Idem.....	Idem.	
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du quatrième corps d'armée au Mans.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du cinquième corps d'armée à Orléans.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du sixième corps d'armée à Châlons.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du septième corps d'armée à Besançon.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du huitième corps d'armée à Bourges.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du neuvième corps d'armée à Tours.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du dixième corps d'armée à Reims.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du onzième corps d'armée à Nantes.....	Idem.....	Idem.	Idem.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspon- dances doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance circule en franchise.
autorisés à contresigner leur correspondance.	auxquels la correspondance doit être remise en franchise.		
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du douzième corps d'armée à Limoges.....	Directeurs du génie *..... Ingenieur en chef des ponts et chaussées *..... Ingenieur en chef des mines *.	S. B. * S. B. * S. B. *	Région militaire.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du treizième corps d'armée à Clermont-Ferrand.....	Idem.....	Idem.	
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du quatorzième corps d'armée à Lyon.....	Idem.....	Idem.	
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du quinzième corps d'armée à Marseille.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du seizième corps d'armée à Montpellier.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du dix-septième corps d'armée à Toulouse.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du dix-huitième corps d'armée à Bordeaux.....	Idem.....	Idem.	Idem.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du commandant du dix-neuvième corps d'ar- mée à Alger.....	Idem.....	Idem.	Algérie.
Chef du cabinet du person- nel et du secrétariat au ministère des travaux pu- blics délégué auprès du gouverneur de Paris.....	Idem.....	Idem.	Gouvernement militaire de Paris.
Ingenieur en chef des ponts et chaussées délégué au- près du général comman- dant la brigade d'occupa- tion à Tunis.....	Idem.....	Idem.	Tunisie.

N° 24114. — DÉCRET qui approuve la Convention conclue avec la Commercial cable Company pour l'échange des Télégrammes de presse entre la France et l'Amérique du Nord.

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 avril 1878 ;

Vu la loi du 19 juin 1891, portant approbation du règlement international de Saint-Petersbourg et des tarifs y annexés révisés à Paris en 1890 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention conclue le 2 septembre 1891 avec la *Commercial cable Company* pour l'échange des télégrammes de presse entre la France, ou en transit par la France, d'une part, et l'Amérique du Nord, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié dans le *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24115. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 201, dans la rampe de Jarjeattaz, à l'entrée de Saint-Julien (Haute-Savoie), suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 13 décembre 1890, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route sera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours, et elle sera remise à la commune de Saint-Julien pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération du conseil municipal, en date du 12 avril 1891 (classement, comme prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 18 de ladite commune, de la partie de la route actuelle qui sera abandonnée par suite du changement de tracé).

2^o La dépense, évaluée à vingt-trois mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales.

3^o L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et

bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 27 Juillet 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Novembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1428.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24116. — *Loi qui revise le Régime légal et administratif en vigueur pour la Protection du vignoble français contre le Phylloxéra.*

Du 3 Août 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 4 août 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La libre circulation des sarments et plants de vignes, quelle que soit leur provenance, peut être autorisée dans les départements par décision du conseil général.

Un arrêté conforme du préfet assure l'exécution de cette délibération.

L'autorisation s'étend au département entier, aux arrondissements, cantons ou communes, suivant la décision du conseil général.

2. Lorsqu'un conseil municipal, après constatation de l'existence du phylloxéra sur le territoire de sa commune, demandera l'introduction des plants de vignes résistants, cette demande sera soumise à l'avis :

1^o Du professeur d'agriculture ;

2^o A celui du comité départemental d'étude et de vigilance.

Le dossier sera ensuite transmis au préfet, qui en saisira le conseil général ; celui-ci statuera souverainement sur la demande qui lui sera présentée.

XII^e Série.

Le préfet, à la suite de cette délibération, prendra d'urgence un arrêté conforme.

En cas de divergence d'opinions entre les conseils généraux de deux départements limitrophes, le ministre de l'agriculture statuera en dernier ressort.

3. Lorsqu'un département ou une commune votera une subvention destinée à la reconstitution des vignobles au moyen des cépages résistants, l'État donnera une subvention égale à celle du département ou de la commune, qui se trouvera ainsi doublée.

Lorsqu'un comice ou une société agricole ou viticole aura consacré une partie de ses ressources, provenant de ses cotisations ou des souscriptions de ses membres, à la constitution d'une pépinière de cépages résistants ou à des études sur l'adaptation ou le greffage, ou des modes particuliers de culture, le comice ou la société pourra recevoir une subvention de l'État; cette subvention ne pourra, dans aucun cas, dépasser la somme votée par l'association.

La justification d'emploi des subventions prévues par la présente loi a lieu dans la forme adoptée par les subventions attribuées par les articles 5 des lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879.

4. Sont abrogées les dispositions des lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879 en ce qu'elles peuvent avoir de contraire aux prescriptions de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Fontainebleau, le 3 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24117. — DÉCRET qui promulgue la Convention conclue, le 26 juin 1890, entre la France et la Belgique.

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une Convention, ayant été conclue, le 26 juin 1890, entre la France et la Belgique à l'effet de régler les questions relatives au dessèche-

ment des moères et des waterings franco-belges, ainsi qu'à l'amélioration des canaux de Furnes à Bergues ou Basse-Colme et de Dunkerque à Furnes, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Bruxelles le 5 août 1891, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant régler les questions relatives au dessèchement des moères et des waterings franco-belges, ainsi qu'à l'amélioration des canaux de Furnes à Bergues ou Basse-Colme et de Dunkerque à Furnes, ont résolu, d'un commun accord, de conclure, à cet effet, une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Bourée, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Belges,

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M. le prince de Chimay, officier de l'ordre de Léopold, chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., membre de la Chambre des représentants, son ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. En ce qui concerne les moères et waterings franco-belges et la Basse-Colme (canal de Furnes à Bergues), le Gouvernement français poursuivra l'achèvement, sur son territoire, des travaux projetés ou en cours et destinés à faciliter l'assèchement des terrains compris entre les canaux de Bergues à Dunkerque, de Furnes à Bergues (ou Basse-Colme) et de Dunkerque à Furnes, et de ceux qui s'étendent sur la rive sud du bief inférieur de la Basse-Colme.

2^o Le niveau de navigation ou étiage réglementaire du bief inférieur de la Basse-Colme (canal de Furnes à Bergues) compris entre Houthem (Belgique) et Bergues (France) sera abaissé de dix-sept centimètres dès que le nouveau régime prévu pour le canal de Bergues à Dunkerque sera réalisé et que cet abaissement pourra être effectué sans diminuer le mouillage actuel du bief. Ce niveau ou étiage actuel se trouve à deux mètres six centimètres en contre-bas de l'angle, vers la Belgique, de la tablette de couronnement du bajoyer nord de l'écluse des Trois-Rois (France) et à un mètre soixante-dix-neuf centimètres en contre-bas de l'angle ouest de la tablette de couronnement du bajoyer nord de l'écluse d'Houthem (Belgique).

3^o Le mouillage du canal de la Basse-Colme (ou de Furnes à Bergues) sera porté à deux mètres sous le niveau de navigation actuel

dans le bief supérieur compris entre Furnes et Houthem, et sous le niveau abaissé dans le bief inférieur compris entre Houthem et Bergues; la largeur du plafond du canal est fixée à six mètres.

4° Il sera donné un débouché linéaire de huit mètres vingt centimètres à tous les ponts dudit canal.

5° La diguette de la rive nord du bief inférieur, entre l'écluse d'Houthem et la frontière française et le batardeau de Wisschersdyck, seront tenus à une hauteur d'un mètre vingt centimètres en contre-haut du niveau de navigation ou étiage réglementaire actuel de ce bief.

6° L'administration belge veillera aux manœuvres des éclusettes de prise d'eau des canaux de Dunkerque à Furnes et de Furnes à Bergues (ou Basse-Colme) situées en Belgique, de manière que ces canaux ne déchargent jamais leurs eaux de crue dans le ringskoot des moères.

2. En ce qui concerne le canal de Dunkerque à Furnes, le programme des travaux d'amélioration à exécuter par les deux Pays, chacun sur son territoire, est arrêté ainsi qu'il suit :

1° Le mouillage du canal sera porté à deux mètres vingt centimètres en contre-bas du niveau actuel de navigation ou étiage réglementaire. Ce niveau actuel demeure fixé à deux mètres trente-trois centimètres en contre-bas de la tablette de couronnement des bajoyers de l'écluse de Zuydcoote (France), la tablette étant prise à l'aplomb du repère métallique placé au mur en retour ouest du bajoyer sud de la tête vers Dunkerque, et à deux mètres soixante-dix-sept centimètres en contre-bas de la tablette de couronnement des bajoyers de l'écluse dite de Nieuport à Furnes (Belgique), la tablette étant prise sur le bajoyer nord à l'aplomb du busc vers Dunkerque.

2° Le plafond du canal aura une largeur de six mètres avec talus de deux mètres de base pour un mètre de hauteur. Cette largeur sera augmentée dans les courbes, de manière que la navigation y trouve les mêmes facilités que dans les parties droites.

Il sera établi des gares de croisement pour les bateaux chargés.

Les projets seront dressés de manière à prévoir un approfondissement ultérieur de trente centimètres du bief compris entre l'écluse de Zuydcoote et Furnes, lorsque l'utilité de pareil approfondissement sera justifiée, de l'avis des deux Gouvernements, par l'importance de la navigation et que l'administration belge aura trouvé utile d'approfondir également le canal de Furnes à Nieuport.

Il est entendu qu'il ne sera rien modifié, le cas échéant, aux radiers des écluses de Furnes et de Nieuport, du canal de Nieuport par Furnes à Dunkerque, radiers qui sont établis à deux mètres trente-huit centimètres en contre-bas du niveau de navigation ou étiage réglementaire.

3° Il est pris acte de la déclaration faite par le Gouvernement belge que les manœuvres aux écluses de Nieuport et de Furnes, en temps de crue, seront faites en vue de l'assèchement des terrains longeant

le canal de Furnes à Dunkerque, aussi convenablement que les circonstances le permettront.

3. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original, à Bruxelles, le 26 juin 1890.

(L. S.) Signé : BOURÉE.

(L. S.) Signé : LE PRINCE DE CHIMAY.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebeau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

N° 24118. — *DÉCRET qui approuve la Substitution des sieurs Pécout et Mallet aux Concessionnaires primitifs du Canal d'irrigation de la Siagnole (Var).*

Du 2 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu le décret du 14 juin 1870⁽¹⁾, portant concession du canal d'irrigation de la Siagnole (Var), ensemble la convention et le cahier de charges y annexés;

Vu l'acte authentique passé le 12 juin 1876 et aux termes duquel les sieurs Pécout et Mallet ont été substitués aux sieurs Second, Arquier, de Villeneuve-Bargemond et de Barrême, concessionnaires primitifs dudit canal;

Vu les pétitions présentées à diverses dates par les sieurs Pécout et Mallet à l'effet d'obtenir l'extension du périmètre de la concession et l'augmentation du volume d'eau concédé;

Vu les pièces de l'avant-projet présentées par les concessionnaires le 15 avril 1888 pour l'augmentation de la portée et le prolongement du canal de la Siagnole en vue de l'extension du périmètre arrosable sur le territoire des communes de Fayence, Tourrettes, Calliau et Montauroux et de l'alimentation en eau potable des communes de Fayence, Fréjus et Saint-Raphaël;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Raphaël, en date du

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1833, n° 17962.

1^{er} avril 1889, et les délibérations des conseils municipaux de Fayence et de Fréjus, en date du 14 avril 1889;

Vu le projet de convention à intervenir entre le ministre de l'agriculture, d'une part, le préfet du Var, à ce autorisé par délibération du conseil général du Var, d'autre part, et les sieurs *Pécout et Mallet*, concessionnaires du canal de la Siagnole, d'autre part, ensemble la projet, de cahier des charges y annexé;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte dans le département du Var, du 7 octobre au 7 novembre 1889, et dans le département des Alpes-Maritimes, du 25 octobre au 25 novembre 1889;

Vu les adhésions et protestations produites et notamment les oppositions du sieur de *Navailles-Labatut* et de la ville de Cannes;

Vu les avis favorables des deux commissions d'enquête du Var et des Alpes-Maritimes, en date des 9 et 30 novembre 1889;

Vu l'avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Grasse, du 26 novembre 1889;

Vu les rapports des ingénieurs du service hydraulique du Var, en date des 30 septembre, 1^{er} octobre 1889 et 18-19 juin 1890;

Vu les rapports des ingénieurs du service hydraulique des Alpes-Maritimes, en date des 7-10 octobre 1889 et 15 janvier-1^{er} mars 1890;

Les avis des préfets du Var et des Alpes-Maritimes, en date des 21 juin 1890 et 5 mars 1890;

Vu la délibération du conseil général du Var, en date du 15 avril 1890;

Vu l'adhésion donnée par le préfet du Var aux projets de convention et de cahier des charges en suite de la délibération du conseil général ci-dessus visée;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 2 septembre 1890;

Vu la loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance royale du 18 février 1834;

Vu le décret du 8 septembre 1878⁽¹⁾ sur la délimitation de la zone frontière et la réglementation des travaux mixtes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution des sieurs *Pécout et Mallet* aux sieurs *Secod, Arquier, de Villeneuve-Bargemont et de Barême*, concessionnaires primitifs du canal de la Siagnole, conformément à l'acte authentique passé le 12 juin 1876.

2. Sont également approuvés la convention passée entre le ministre de l'agriculture, d'une part, le préfet du Var, agissant au nom du département en vertu d'une délibération du conseil général, d'autre part, et les sieurs *Pécout et Mallet*, concessionnaires, du canal de la Siagnole, d'autre part, ainsi que le cahier des charges y joint, lesquels demeureront annexés au présent décret.

3. La concession du canal de la Siagnole, comprenant l'extension du périmètre et la dotation supplémentaire prévue par la convention et le cahier des charges susvisés, est prolongée jusqu'à l'expiration d'une période de cinquante ans à dater de la promulgation du présent décret.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 414, n° 7414.

4. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter en conformité de la convention approuvée par l'article 2 ci-dessus.

En conséquence, les sieurs *Pécout* et *Mallet* sont également substitués pour ces travaux aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

5. La déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des nouveaux travaux n'ont pas été effectuées dans le délai de trois ans à partir de l'émission du présent décret.

6. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré par extrait au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24119. — DÉCRET qui approuve la Substitution de la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage à la Compagnie anglaise General irrigation and Water supply Company of France limited, concessionnaire primitive du canal de la Siagne (Alpes-Maritimes).

Du 2 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu le décret du 25 août 1866, concédant le canal d'irrigation de la Siagne (Alpes-Maritimes) pendant cinquante ans à la compagnie anglaise *General irrigation and Water supply Company of France limited* et à perpétuité ensuite à la ville de Cannes; ensemble la convention et le cahier des charges y annexés;

Vu les actes authentiques passés le 21 août 1869 et le 2 octobre 1880, et aux termes desquels la société lyonnaise des eaux et de l'éclairage a été substituée à la compagnie anglaise concessionnaire primitive dudit canal;

Vu la délibération en date du 4 février 1891, par laquelle le conseil d'administration de la société lyonnaise accepte, sur la proposition du ministre de l'agriculture, l'insertion à l'article 5 du cahier des charges annexé au décret du 25 août 1866, d'un paragraphe ainsi conçu :

« La compagnie ne sera tenue de réduire sa prise d'eau, en exécution du paragraphe 2 du présent article, qu'après que la prise d'eau du canal de la Siagne aura été ramenée à trois cents litres »;

Vu la délibération du 23 février 1891, aux termes de laquelle le conseil municipal de la ville de Cannes donne également son adhésion à l'insertion de la clause ci-dessus;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la société lyonnaise des

eaux et de l'éclairage à la compagnie anglaise *General irrigation and Water supply Company of France limited*, concessionnaire primitive du canal de la Siagne, conformément aux actes authentiques passés :

1^o Le 21 août 1869, entre la compagnie *General irrigation and Water supply Company of France limited* et le Crédit foncier d'Angleterre ;

2^o Le 2 octobre 1880, entre le Crédit foncier d'Angleterre et la société lyonnaise des eaux et de l'éclairage.

2. Est également approuvée l'addition à l'article 5 du cahier des charges annexé au décret du 25 août 1866, relatif à la concession du dit canal, d'un paragraphe ainsi conçu : « La compagnie ne sera tenue de réduire sa prise d'eau, en exécution du paragraphe 2 du présent article, qu'après que la prise d'eau du canal de la Siagne aura été ramenée à trois cents litres. »

3. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré par extrait au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVALLE.

N° 24120. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1890, affectée à l'amélioration des Forêts domaniales de la Corse.

Du 6 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 ;

Vu le décret du 24 décembre 1890⁽¹⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture (quatrième partie), pour y être inscrit à titre de fonds de concours au chapitre XLVI : *Amélioration des forêts domaniales*, du budget de l'exercice 1890, une somme de quinze mille huit cent soixante-six francs cinquante centimes montant de charges imposées aux adjudicataires des coupes de bois de l'Etat en Corse et versées par eux dans les caisses du trésor ;

Vu la lettre, en date du 8 avril 1891, du conservateur de forêts en Corse, constatant que les dépenses auxquelles devaient s'appliquer ladite somme de quinze mille huit cent soixante-six francs cinquante centimes n'ont pu être effectuées au titre de l'exercice 1890 que jusqu'à concurrence de treize mille vingt-deux francs quatre-vingt-dix centimes ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1386, n° 25264.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 juin 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1891, quatrième partie, chapitre XLVI : *Amélioration et entretien des forêts*, une somme de deux mille huit cent quarante-trois francs soixante centimes (2,843¹/₆₀), applicable à l'exécution en régie de travaux à exécuter dans les forêts domaniales de la Corse et non employée sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1890.

2. Pareille somme de deux mille huit cent quarante-trois francs soixante centimes (2,843¹/₆₀) est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1890, quatrième partie, chapitre XLVI : *Amélioration des forêts domaniales*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : J. DEVELLE.

N° 24121. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1889.

Du 6 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1889 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmen-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

tation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889, un crédit supplémentaire de deux cent cinq francs dix centimes (205^f 10), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889; et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
11	Subventions à diverses institutions agricoles.....	3 ^f 00 ^c
13	Encouragements à l'agriculture.....	4 00
23	Frais de conduite, frais de monte, etc.	24 80
39	Participation du ministère de l'agriculture à l'exposition, etc..	166 10
51	Dépenses diverses des forêts.	7 20
	TOTAL.....	205 10

Arrêté le présent état à la somme de deux cent cinq francs dix centimes.

Paris, le 28 mai 1891.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24122. — DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1891
un Crédit non employé en 1890 pour l'exécution de Travaux en Algérie.

Du 19 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu le décret du 21 octobre 1890 ⁽¹⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture (4^e partie), pour y être inscrite à titre de fonds de concours au chapitre LVIII : *Travaux en Algérie*, du budget de l'exercice 1890, une somme de vingt-trois mille sept cent soixante-quinze francs quatre-vingt-six centimes provenant de l'apposition du séquestre des incendies des forêts en 1881;

Attendu que les dépenses auxquelles devait s'appliquer ladite somme de vingt-trois mille sept cent soixante-quinze francs quatre-vingt-six centimes n'ont pu être effectuées en 1890;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture (exercice 1891), 4^e partie, chapitre LVII : *Travaux en Algérie*, une somme de vingt-trois mille sept cent soixante-quinze francs quatre-vingt-six centimes (23,775¹/₈₆) applicable aux dépenses spéciales prévues par la loi du 23 juin 1887 et non employée sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1890.

2. Pareille somme de vingt-trois mille sept cent soixante-quinze francs quatre-vingt-six centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture (exercice 1890), 4^e partie chapitre LVIII : *Travaux en Algérie*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article premier à l'aide des ressources spéciales provenant de l'apposition du séquestre des incendies des forêts en 1881.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 1358, n° 22771.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24123. — **DÉCRET** fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion
commis par les Reclusionnaires coloniaux.

Du 30 Juin 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 20 août 1853, sur le mode d'exécution de la peine des
travaux forcés et celle de la reclusion dans les établissements pénitentiaires
de la Guyane ;

Vu le décret du 10 mars 1855 ⁽¹⁾, rendant applicable aux colonies régies
par décret, sous certaines modifications, la loi du 30 mai 1854, sur l'exé-
cution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 21 juin 1858 ⁽²⁾, portant règlement d'administration pu-
blique pour l'application aux colonies du code de justice militaire pour
l'armée de mer ;

Vu la loi du 8 janvier 1877 et le décret du 6 mars 1877 ⁽³⁾, rendant appli-
cable aux colonies le code pénal métropolitain ;

Vu le décret du 4 octobre 1889 ⁽⁴⁾, qui a modifié celui du 21 juin 1858 et
constitué les tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la
transportation des individus condamnés aux travaux forcés,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 255 du Code pénal est complété ainsi qu'il suit :

« Seront, en outre, réputés en état d'évasion, les individus trans-
portés dans les colonies pénitentiaires pour y subir la peine de la
reclusion, conformément au décret du 20 août 1853, qui seront
restés pendant douze heures éloignés du lieu où ils sont détenus ou
employés, ou seront parvenus à se soustraire à la surveillance des
agents préposés à leur garde. »

2. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le
garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui
sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin*
des lois et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Paris, le 30 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 277, n° 2481.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 616, n° 5703.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 336, n° 5878.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1281, n° 21309.

N° 24124. — **DÉCRET** fixant la parité d'office du Greffier
des Tribunaux de Saint-Pierre et Miquelon.

Du 4 Juillet 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 janvier 1863 ⁽¹⁾, fixant les traitements et parités
d'office des magistrats aux colonies;

Vu le décret du 28 janvier 1890, portant règlement sur la solde et les
accessoires de solde des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils
et militaires des services coloniaux et locaux,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le traitement de parité d'office servant de base à la liqui-
dation de la pension de retraite du greffier des tribunaux de Saint-
Pierre et Miquelon est porté de mille deux cents francs (1,200) à
deux mille francs (2,000).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le
garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui
sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin*
des lois et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1891.

Signé : GARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24125. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice
1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour exécution
de Travaux hydrauliques en Algérie.

Du 6 Juillet 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1087, n° 10879.

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq cents francs par la commune de Bordj-Menaïel (Alger), pour curage et approfondissement de canaux;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 juillet 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de cinq cents francs (500^f), applicable comme suit :

Budget ordinaire, chapitre xxxviii : *Travaux hydrauliques en Algérie*.

Ce crédit sera affecté au curage et à l'approfondissement de canaux de dessèchement de la commune de Bordj-Menaïel.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Bordj-Menaïel (Alger).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVILLE.

N° 24126. — *NOTIFICATION de l'accession du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, pour la colonie du Cap de Bonne-Espérance, à la Déclaration conclue à Paris, le 23 octobre 1889, pour le Règlement des questions relatives au Sauvetage des navires naufragés sur les côtes de France et d'Angleterre.*

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} septembre 1891.)

Son Excellence le Comte de Lytton, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, a adressé, le 3 août dernier, au Gouvernement de la République la Notification prévue par l'article 6 de la Déclaration échangée entre la France et la Grande-Bretagne, le 23 octobre 1889 ⁽¹⁾, relativement au sauvetage des navires naufragés sur les

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1286, n° 21374.

côtes des deux États, pour rendre les stipulations de cette Déclaration applicables à la colonie anglaise du Cap de Bonne-Espérance.

Acte de cette Notification a été donnée à M. Egerton, Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Paris.

N° 24127. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1890, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'installation d'un vivier au Laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer.*

Du 7 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1890;

Vu l'autorisation en date du 31 juillet 1891, accordée à M. de Lacaze-Duthiers, membre de l'Institut, de verser, à titre de fonds de concours sur l'exercice 1890, une somme de mille cinq cents francs, représentant le montant de la subvention qu'il a offerte pour l'installation en 1890 d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer;

Vu le récépissé délivré le 1^{er} août 1891 par le caissier payeur central du trésor public, constatant qu'il a reçu du receveur central du département de la Seine la somme de mille cinq cents francs, qui lui avait été versée à titre de fonds de concours par M. de Lacaze-Duthiers, ladite somme représentant le montant de la subvention dont il est ci-devant parlé;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 10 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de mille cinq cents francs (1,500').

Cette somme sera rattachée au chapitre VIII : *Dépenses communes de toutes les facultés*, du budget de l'exercice 1890.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 7 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24128. — *DÉCRET qui admet à circuler en franchise la Correspondance de service expédiée par le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies au Directeur de l'École nationale pratique d'ouvriers et de contre-maitres, à Cluny (Saône-et-Loire).*

Du 10 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1891, créant à Cluny (Saône-et-Loire) une école nationale pratique d'ouvriers et de contre-maitres;

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous plis fermés, la correspondance de service expédiée par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au directeur de l'école nationale pratique d'ouvriers et de contre-maitres, à Cluny (Saône-et-Loire).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 10 Septembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24129. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 11 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de cent dix mille neuf cent quatre-vingt-cinq francs soixante-deux centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 septembre 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel — Personnel et bourses — Écoles primaires élémentaires — Traitements du personnel — Caisses des écoles — Loyers d'écoles — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines*, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886 — *Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de cent dix mille neuf cent quatre-vingt-cinq francs soixante-deux centimes (110,985⁶²).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 11 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24130. — DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre l'immeuble domanial D de l'île de Ré.

Du 13 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'adhésion du ministre des finances, en date du 19 juin 1891.
n° 10586 E;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le décret du 24 mars 1852 ⁽¹⁾, par lequel a été remise en vigueur l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽²⁾ sur les affectations d'immeubles domaniaux aux divers services publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est affecté au département de la guerre (*Service de l'artillerie*) l'immeuble domanial D de l'île de Ré, qui est délimité par un liséré rouge sur le plan ci-joint.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 13 Septembre 1891. .

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24131. — DÉCRET qui reconnaît la Maison d'arrêt et de correction de Bayonne comme Établissement affecté à l'emprisonnement des Détenus des deux sexes.

Du 14 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882 ⁽³⁾;

Vu l'avis du Conseil supérieur des prisons,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt et de correction de Bayonne, département des Basses-Pyrénées, est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 14 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 506, n° 3840.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 689, n° 11666.

⁽³⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

N° 24132. — **DÉCRET** concernant les Taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de Victoria, de la Nouvelle-Galles du Sud, de Queensland, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Guinée britannique et des îles Fidji.

Du 15 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 19 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des affaires étrangères;

Vu la communication du Conseil fédéral suisse notifiant l'admission dans l'Union postale universelle de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de Victoria, de la Nouvelle-Galles du Sud, du Queensland, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Guinée britannique et des îles Fidji;

Vu les lois du 19 décembre 1878 et du 27 mars 1886 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 27 mars 1886.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les taxes à acquitter en France, en Algérie, dans les bureaux français à l'étranger et dans les colonies ou établissements français, sur les correspondances ordinaires à destination des colonies britanniques de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de Victoria, de la Nouvelle-Galles du Sud, de Queensland, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Guinée britannique et des îles Fidji et sur les lettres non affranchies provenant de ces colonies britanniques, seront perçues conformément au tarif annexé au décret précité du 27 mars 1886.

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 du même décret seront, en outre, applicables aux correspondances à destination ou provenant des colonies britanniques précitées.

2. Les dispositions du présent décret sont applicables à partir du 1^{er} octobre 1891.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 15 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24133. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.*

Du 21 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de onze mille cinq cent vingt-quatre francs onze centimes (11,524^f 11), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

Exercice 1887.....	101 ^f 90 ^c
Exercice 1888.....	4,263 75
Exercice 1889.....	7,157 46
TOTAL ÉGAL.....	11,524 11

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 21 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances .

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil ,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24134. — *DÉCRET qui rapporte les autorisations résultant des ordonnances et décret des 23 juillet 1826 et 2 décembre 1854, relatives à l'établissement à Desnes (Jura) et à la translation à Bletterans (même département) d'une communauté des Ursulines.*

Du 22 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;
Vu l'ordonnance royale du 23 juillet 1826 ⁽¹⁾, qui autorise la communauté de religieuses Ursulines établie à Desnes (Jura);

Vu le décret du 2 décembre 1854, ⁽²⁾ autorisant ladite communauté à transférer le siège de son établissement à Bletterans (même département);

Vu les délibérations en date des 29 septembre 1888 et 18 mai 1889, par lesquelles le conseil d'administration de la communauté des Ursulines de Bletterans demande, au nom de cet établissement, l'autorisation :

1° D'aliéner tous les biens lui appartenant pour le prix être employé à l'extinction du passif;

2° De se dissoudre;

Vu l'état de l'actif et du passif de la communauté;

Vu les avis favorables de l'évêque de Saint-Claude et du préfet du Jura;

Vu le décret en date du 27 novembre 1889, autorisant la vente des biens appartenant à la communauté dont il s'agit;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET.

ART. 1^{er}. Sont rapportées les autorisations résultant des ordonnances et décret, en date des 23 juillet 1826 et 2 décembre 1854 et relatives à l'établissement à Desnes et la translation à Bletterans d'une communauté d'Ursulines.

2. Il sera procédé ultérieurement, s'il y a lieu, à la liquidation de l'actif restant à cet établissement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 24 mai 1825.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 22 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 106, n° 3561.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 240, n° 2188.

N° 24135. — **DÉCRET** qui approuve la Convention conclue avec la Compagnie française du Télégraphe de Paris à New-York pour l'échange des télégrammes de presse et le règlement de la taxe des télégrammes échangés entre l'Amérique et l'Angleterre par le câble de Brest-Déolin à Penzance (Angleterre).

Du 22 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 avril 1878 ;

Vu la loi du 19 juin 1891, portant approbation du règlement international de Saint-Petersbourg et des tarifs y annexés révisés à Paris en 1890 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvée la convention conclue, le 17 septembre 1891, avec la compagnie française du télégraphe de Paris à New-York pour l'échange des télégrammes de presse entre la France ou en transit par la France, d'une part, et l'Amérique, d'autre part, et pour régler la taxe des télégrammes transatlantiques échangés entre l'Amérique et l'Angleterre par le câble de Brest-Déolin à Penzance (Angleterre).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 22 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24136. — **DÉCRET** qui distrair le Caïdat de Nefzaoua du ressort de la justice de paix provisoire de Tozeur et le rattache à celui de la justice de paix de Gabès (Tunisie).

Du 26 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et du ministre des affaires étrangères ;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu les décrets des 29 octobre 1887 ⁽¹⁾ et 24 février 1890 ⁽²⁾ ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1129, n° 18681.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1313, n° 21923.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le caïdat de Nefzaoua est distrait du ressort de la justice de paix provisoire de Tozeur et rattaché à celui de la justice de paix de Gabès (Tunisie).

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 26 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24137. — NOTIFICATION de l'adhésion, du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour les colonies anglaises de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et de de la Nouvelle-Guinée britannique, à la Convention de l'Union postale du 1^{er} juin 1878.

(Promulguée au Journal officiel du 27 septembre 1891.)

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la Convention de l'Union postale du 1^{er} juin 1878⁽¹⁾, le Conseil fédéral suisse a notifié au Gouvernement de la République qu'il a reçu du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande une Déclaration portant adhésion, au nom des colonies anglaises de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Guinée britannique, à la Convention précitée, à partir du 1^{er} octobre 1891.

N° 24138. — DÉCRET qui règle le cadre du Personnel chargé du service de la Poste de la ville de Caen.

Du 30 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 435, n° 7863.

Vu les arrêtés des consuls, en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu l'article 103 de la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Caen, en date du 24 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Caen est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Tableau portant réorganisation du cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Caen.

1 commissaire central de première classe (frais de bureau compris).	4,800 ^f
Classe exceptionnelle personnelle.....	1,200
2 commissaires de police de deuxième classe (frais de bureau compris).....	7,200
1 commissaire de police de troisième classe (frais de bureau compris).....	2,400
1 officier de paix (frais de bureau compris).....	1,600
1 inspecteur (frais de bureau compris).....	1,400
1 secrétaire (frais de bureau compris).....	1,700
3 brigadiers à 1,300 francs (frais de bureau compris).....	3,900
7 agents de première classe à 1,200 francs (frais de bureau compris).....	8,400
10 agents de deuxième classe à 1,100 francs (frais de bureau compris).....	11,000
7 agents de troisième classe à 1,000 francs (frais de bureau compris).....	7,000

N° 24139. — *DÉCRET relatif à la circulation en Franchise de la correspondance postale adressée par le Ministre de l'Instruction publique aux membres du Comité de patronage des Boursiers de l'enseignement primaire supérieur et professionnel à l'étranger.*

Du 2 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

4.

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, sous en-

(1) IX série, Bull. 1154, n° 11656.

veloppe close, dans toute la République, la correspondance officielle adressée par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sous son contreseing, aux membres du comité de patronage des boursiers de l'enseignement primaire supérieur et professionnel à l'étranger.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 2 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24140. — *DÉCRET qui autorise, dans l'arrondissement d'Albertville, la culture du Tabac pour l'approvisionnement des manufactures de l'État.*

Du 3 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances ;

Vu les décrets des 22 avril 1863 ⁽¹⁾ et 19 décembre 1868 ⁽²⁾, qui ont autorisé la culture du tabac, le premier dans l'arrondissement de Chambéry, le second dans l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne, département de la Savoie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'autorisation de cultiver du tabac, pour l'approvisionnement des manufactures de l'État, est étendue à l'arrondissement d'Albertville (Savoie).

Les lois et règlements qui régissent la culture des tabacs y recevront leur application.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin de lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1110, n° 11184.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1676, n° 16585.

N° 24141. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, deuxième section (Beaux-Arts), un *Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1887.*

Du 12 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé de la créance liquidée à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1887;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise dans l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne des services prévus au budget de l'exercice 1887 et que son montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1887, un crédit supplémentaire de cent vingt francs (120^f), montant de la nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice, conformément au tableau susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10537.

Tableau d'une nouvelle création reconnue en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1887 et qui est à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par l'article 126 du règlement du 31 mai 1862.

EXERCICE.	CHAPITRE DE L'ANCIEN BUDGET.		TITULAIRE et motif de la créance.	TOTAL	
	Numéro.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
1887	1	Personnel de l'administration des beaux-arts.	M. Rocle, commis au service intérieur (les héritiers ou ayants droit). Son traitement pour dix-huit jours du mois de juillet 1887.....	120 ^f	120 ^f

N° 24142. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Bagnols (canton de Bagnols, arrondissement d'Uzès, département du Gard) portera, à l'avenir, le nom de *Bagnols-sur-Cèze*. (Paris, 27 Juillet 1891.)

N° 24143. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Montoire (canton de Montoire, arrondissement de Vendôme, département de Loir-et-Cher) portera, à l'avenir, le nom de *Montoire-sur-le-Loir*. (Paris, 28 Juillet 1891.)

N° 24144. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Mussey (canton de Doulaincourt, arrondissement de Vassy, département de la Haute-Marne) portera, à l'avenir, le nom de *Mussey-sur-Marne*. (Paris, 28 Juillet 1891.)

N° 24145. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Plombières (canton de Plombières, arrondissement de Remiremont, département des Vosges) portera, à l'avenir, le nom de *Plombières-les-Bains*. (Paris, 28 Juillet 1891.)

N° 24146. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Dinan (Côtes-du-Nord) est étendue à la commune de Quévert. (Fontainebleau, 1^{er} Août 1891.)

N° 24147. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui au-

torise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat, à accepter, pour les musées nationaux, la donation faite à ceux-ci par le sieur *Jean Gigoux*, en vertu de l'acte notarié en date du 5 juin 1891, d'un portrait du général *Dwernicki* peint par le donateur, ladite peinture estimée approximativement à la somme de trois mille francs.

Le portrait dont il s'agit sera placé dans les galeries du musée du Luxembourg. (*Fontainebleau, 9 Août 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18 * Novembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1429.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1418. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite et à crémaillère, d'Aix-les-Bains au plateau du Revard.*

Du 25 Juin 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à crémaillère, d'Aix-les-Bains au plateau du Revard.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de la Savoie est autorisé à poursuivre l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 14 octobre 1890, entre le préfet du département de la Savoie et MM. Dupont-Buèche, David Anneville, Tronchet et Petit, ainsi que du cahier des charges joint à cette convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt dix et le quatorze octobre,

Entre M. *Lefebvre du Grosriez*, préfet du département de la Savoie, agissant au nom du département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3° De la délibération du conseil général en date du 23 août 1890, qui a chargé la commission départementale de statuer définitivement sur la concession dont il s'agit après accomplissement des formalités préliminaires ;
- 4° Enfin, de la délibération de la commission départementale en date du 11 octobre 1890.

D'une part ;

Et MM. *Jules Dupont-Buèche*, à Genève ; *David Annevelle*, à Genève ; *Basile Tronchet*, à Chêne, et *Ferdinand Petit*, entrepreneur à Veyrier-sous-Salève, concessionnaires de la société genevoise des chemins de fer à voie étroite, agissant solidairement et indivisiblement,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de la Savoie concède, au nom du département, à MM. *Jules Dupont-Buèche*, *David Annevelle*, *Basile Tronchet* et *Ferdinand Petit*, qui acceptent, la construction et l'exploitation d'un chemin de fer d'intérêt local, à crémaillère, d'Aix-les-Bains au Revard, pour le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

Cette ligne sera construite à voie d'un mètre entre les bords intérieurs des rails.

2. De leur côté, MM. *Jules Dupont-Buèche*, *David Annevelle*, *Basile Tronchet* et *Ferdinand Petit* s'engagent, conjointement et indivisiblement, à exécuter et à exploiter le chemin de fer dont il s'agit, conformément au cahier des charges susmentionné.

Ce cahier des charges est, d'ailleurs, conforme au cahier des charges-type approuvé par décret du 6 août 1881, sauf en ce qui concerne les articles 4, 44, 51 et 55 supprimés, les articles 7, 8, 13, 19, 31, 32, 33, 47 et 60 complétés, enfin les articles 20, 41, 42, 43, 45, 46, 48, 49, 56, 57 et 61 modifiés.

Ils s'engagent aussi à acheter en France les rails nécessaires pour la construction et l'exploitation du chemin de fer.

3. Le département de la Savoie s'engage à n'accorder, sur les territoires des communes d'Aix-les-Bains, de Mouxy, de Pugny-Châtenod, de Trévinin, de Montcel et des Déserts, aucune concession de chemin de fer ayant pour objet la desserte des territoires situés à l'est du chemin de grande communication n° 11, de Chambéry à Albans, et à l'ouest de la route départementale n° 11, de Chambéry à Annecy.

Par contre, il ne sera alloué aucune subvention aux concessionnaires.

4. Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile, savoir :

Le préfet de la Savoie, à la préfecture de Chambéry,
Et MM. Jules Dupont-Buèche, David Anneville, Basile Tronchet et Ferdinand Petit, à Aix-les-Bains.

Fait double à Chambéry, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : DUPONT-BUÈCHE, DAVID ANNEVILLE,
PETIT, B. TRONCHET.

Approuvé :

Le Préfet de la Savoie,
Signé : A. DU GROSRIEZ.

5 (additionnel). Les concessionnaires s'engagent à rétrocéder la présente concession à une société anonyme dans le délai d'une année à partir du décret d'utilité publique.

Vu :

Le Préfet de la Savoie,
Signé : A. DU GROSRIEZ.

Pour les concessionnaires :

Signé : J. DUPONT-BUÈCHE.

Enregistré à Chambéry, le 14 octobre 1890, folio 93, cote 9. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pottier.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira du parc de la ville d'Aix-les-Bains, passera par le village de Mouxy (commune de Mouxy), puis près de Pugny-Châtenod (commune de Pugny-Châtenod), pour aboutir, après avoir traversé les territoires de Trévignin et de Montcel, au point dit « le Grand-Revard », dans le massif de la Cluse.

Sa longueur sera d'environ neuf kilomètres (9^k).

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle sorte que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de deux ans à partir de la même date.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois, au plus tard, de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. (Supprimé.)

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera d'un mètre (1^m 00).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes les saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante centimètres (3^m 60).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres vingt centimètres (2^m 20).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), à moins d'une autorisation spéciale qui pourra être accordée par le préfet sur la demande du concessionnaire. Au pied de chaque talus du ballast, il devra toujours être ménagé une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Dans les parties en déblai, dans le rocher compact, le ballast pourra être supprimé, et, dans ce cas, les traverses seront scellées au roc par des crampons en fer.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra pas être inférieur à cinquante mètres (50^m 00).

Une partie droite de vingt mètres (20^m 00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq centimètres (0^m 25). Dans les parties où la traction se fera par adhérence, s'il en est établi, ce maximum sera réduit à trente millimètres (0^m 030).

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m 00) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

- 1^{re} Station de départ à Aix-les-Bains;
- 2^{re} Halte à Mouxy;
- 3^{re} Halte et croisement à Pugny-Châtenod;
- 4^{re} Halte et croisement à Pré-Japert;
- 5^{re} Station terminus au Grand-Revard.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1^{re} D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2^{re} D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m 01) par mètre;
- 3^{re} D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m 00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m 00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m 00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m 00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m 00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres vingt centimètres

(4^m 20). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m 00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de sept mètres cinquante centimètres (7^m 50).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra dans aucun cas être inférieure à huit mètres (8^m 00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m 00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m 00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m 00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) pour les chemins à une voie, de sept mètres cinquante centimètres (7^m 50) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m 00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'autorité supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m 00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m 00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0,020) au plus sur dix mètres (10^m 00) de longueur de part et d'autre de chaque passage, sauf les exceptions motivées par les circonstances locales, lesquelles seront autorisées par le préfet sur la demande du concessionnaire.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et sept mètres cinquante centimètres (7^m 50) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra jamais être inférieure à un mètre (1^m 00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts

établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains établis pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie et sept mètres cinquante centimètres (7^m 50) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m 00) au moins au-dessus du niveau des rails. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m 00) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconces d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80). La distance verticale qui sera mesurée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres vingt centimètres (4^m 20). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m 00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Le délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-sept kilogrammes (17^{kg}) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera d'un mètre (1^m 00) d'axe en axe. Le type de ces traverses devra être accepté par le préfet.

Enfin le concessionnaire sera tenu de soumettre au préfet les dispositions de détail du type de crémaillère qu'il compte adopter.

20. Conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, le concessionnaire sera dispensé de poser des clôtures sur toute la ligne, sauf à la traversée du chemin vicinal n° 23 et du chemin d'intérêt commun n° 48, ainsi qu'à la traversée du chemin de grande communication n° 11 de Chambéry à Albens, où des clôtures seront établies sur dix mètres (10^m 00) de longueur de chaque côté du passage à niveau.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exé-

cution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin de fer, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire sera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront

partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines. En vue de la fixation de ces conditions, le concessionnaire sera tenu de soumettre au préfet les dispositions qu'il compte adopter.

Chaque wagon sera muni d'un frein à friction et à main, d'un frein automatique; les machines porteront également ces appareils et, en outre, un frein modérateur destiné à régler la vitesse à la descente, lequel pourra d'ailleurs être imposé pour tous les wagons, si l'on en reconnaît la nécessité. Les dispositions de ces freins devront être détaillées dans le projet d'exécution.

Les voitures de voyageurs devront être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer.

Elles seront suspendues sur ressorts et n'auront qu'un étage; elles seront complètement couvertes. Latéralement, elles seront fermées au moyen de portières avec glaces et rideaux ou laissées ouvertes suivant les propositions du concessionnaire soumises à l'approbation du préfet. On y accédera par des marchepieds latéraux de vingt-cinq centimètres (0^m 25) de largeur.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers auront une hauteur de cinquante centimètres (0^m 50).

Il n'y aura des places que d'une seule classe, mais il pourra être établi des places de luxe s'il y a lieu. Pour la disposition des places, le concessionnaire se conformera aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

On ne pourra exiger qu'un compartiment soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière. Il devra être notamment procédé à des essais sur les freins de chaque wagon par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à deux. Toutefois, vu le but spécial de la ligne projetée qui est le transport des personnes ne voyageant que pour leur agrément, ce nombre pourra varier suivant les saisons, sur la proposition du concessionnaire et après décision du préfet. Celui-ci pourra d'ailleurs autoriser la suspension complète de l'exploitation pendant l'hiver sur tout ou partie de la ligne.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer. Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que dans les trains, la machine locomotive devra toujours se placer du côté de la vallée, en queue du train pour la montée et en tête à la descente, ce qui entraînera, dans le cas de rebroussements, l'obligation de prévoir des installations destinées à permettre à la machine de passer de la queue à la tête du train ou inversement.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains. Quant à la vitesse maximum, elle est, dès à présent, fixée à dix kilomètres (10^h) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la convention. Elle prendra fin quatre-vingt-dix-neuf ans après.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ses approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs et s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de quarante mille francs (40,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque sou-

missionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de transport ci-après déterminés :

TARIF DE TRANSPORT.		PRIX maximum.
I. — VOYAGEURS.		fr. c.
<i>Par kilomètre.</i>		
Vitesse unique et classe unique.....		0 50
Enfants.	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payeront rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. De trois à sept ans, ils payeront demi-place et auront droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur. Au-dessus de sept ans, ils payeront place entière.	
Chiens....		Les chiens payeront la moitié de la place d'un voyageur d'après le tarif ci-dessus.

II. — BAGAGES.

Par kilogramme sur tout le parcours.

De 0 à 10 kilogrammes.....	0 05
De 10 à 25 kilogrammes.....	0 10
De 25 kilogrammes et au-dessus.....	0 15

III. — MARCHANDISES.

Par tonne et par kilomètre.

Grande vitesse, quelle que soit la nature de la marchandise (denrées, grains, fourrages, charbons, bois, matériaux de construction de toute sorte, minerais, métaux, fers, fontes, objets quelconques).....	3 50
Il ne sera pas fait de service spécial pour les marchandises. Elles seront transportées par les trains de voyageurs.	

IV. — CERCUEILS.

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté dans un compartiment isolé au prix maximum de 6 francs par kilomètre.

PAIX
maximum.

fr. c.

0 05

0 10

0 15

3 50

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le tableau des distances entre les diverses localités sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, pour les marchandises, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k). Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f 40).

42. Le concessionnaire sera tenu d'admettre dans chaque train autant de voyageurs qu'en comportera le nombre maximum de voitures que les machines locomotives seront susceptibles de remorquer, nombre qui sera fixé par le préfet suivant les dimensions du matériel roulant et la puissance des moteurs.

Dans le cas où ce maximum serait atteint, la préférence serait donnée aux voyageurs qui auraient le plus long trajet à effectuer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de cinq kilogrammes (5^k) n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement ni à ceux transportés à moitié prix.

44. (Supprimé.)

45. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois cents kilogrammes (300^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois cents à cinq cents kilogrammes (300^k à 500^k); mais les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq cents kilogrammes (500^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq cents kilogrammes (500^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facultés à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

4° Et, en général, à tous paquets, cotifs pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les quatre cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 4 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs homologués demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents et aux gardes assermentés.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Quand deux années consécutives auront donné un produit net moyen permettant d'attribuer au capital de premier établissement, défini ainsi qu'il est dit à l'article premier du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, un revenu net annuel supérieur à onze pour cent (11 p. 0/0), l'État aura le droit d'exiger l'abaissement de certains tarifs à son choix.

Cet abaissement sera calculé de manière à produire une diminution du revenu net annuel d'environ un pour cent (1 p. 0/0), et les nouveaux tarifs seront mis en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle pendant laquelle le revenu net moyen supérieur à onze pour cent (11 p. 0/0), afférent aux deux précédentes, aura été constaté.

Tant qu'après cet abaissement le revenu net annuel restera compris entre dix et

douze pour cent (10 et 12 p. o/o), aucun tarif ne pourra être ni abaissé d'office par l'administration, ni relevé par elle, sur l'initiative du concessionnaire.

Si le revenu net moyen de deux années consécutives devient inférieur à dix pour cent (10 p. o/o), le concessionnaire aura le droit de revenir aux premiers tarifs à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle pendant laquelle ce revenu net moyen inférieur à dix pour cent (10 p. o/o), afférent aux deux précédentes, aura été constaté.

Si, au contraire, le revenu net moyen de deux années consécutives dépasse douze pour cent (12 p. o/o), l'État aura le droit d'exiger un nouvel abaissement de certains tarifs à son choix, calculé de manière à produire une diminution probable de revenu annuel d'environ un pour cent (1 p. o/o).

Tant qu'après cet abaissement le revenu net annuel restera compris entre onze et treize pour cent (11 et 13 p. o/o), aucun tarif ne pourra être ni abaissé d'office par l'administration, ni relevé par elle, sur l'initiative du concessionnaire.

On procédera de même indéfiniment, suivant les variations du revenu net annuel de la ligne.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1^{re} Les denrées, quelle que soit leur nature, seront expédiées par le premier train comprenant des fourgons à marchandises et correspondant avec leur destination, pourvu qu'elles aient été présentées à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Elles seront mises à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2^{re} Les autres marchandises et objets quelconques devront être expédiés dans un délai de vingt-quatre heures compté à partir de la remise à la gare de départ.

Ils seront mis à la disposition des destinataires dans le délai de six heures après leur arrivée en gare.

Ces deux délais seront seuls obligatoires pour le concessionnaire.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Dans le cas de l'établissement d'un embranchement sur la ligne qui fait l'objet du présent cahier des charges, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. (Supprimé.)

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou in-

directement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. (Supprimé.)

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé et éclairé.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents proposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne sera-

blable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité d'un franc cinquante centimes (1^{fr} 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payerait une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous

le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec les lignes principales, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur les lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^e).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface occupée par les terrains du chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de quarante mille francs (40,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1873, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Aix-les-Bains.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Savoie.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Enregistré à Chambéry, le 3 juillet 1891, folio 83, case 1. — Reçu un franc, décimes vingt-cinq centimes. — Signé : Pottier.

N° 24149. — DÉCRET qui réglemente l'utilisation par le public des Grues installées, par l'Administration des Chemins de fer de l'État, sur les appontements du port de Tonnay-Charente.

Du 28 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 2 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu les rapports des ingénieurs des 27-29 mars 1890, au sujet de l'utilisation, par le public, des grues installées au port de Tonnay-Charente par l'administration des chemins de fer de l'État pour les besoins de son propre service;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur les tarifs relatifs à cette utilisation, notamment l'avis de la commission d'enquête du 11 novembre 1889;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Rochefort;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 12 mai 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Lorsque les grues installées par l'administration des chemins de fer de l'État sur les appontements du port de Tonnay-Charente, pour les besoins du service des voies ferrées d'exploitation de ce port, ne seront pas utilisées pour ce service, elles pourront, sous les conditions ci-après énoncées, être mises à la disposition du public, soit pour le levage des marchandises autres que celles en provenance directe ou à destination directe du chemin de fer, soit pour le mâtage ou le démâtage des navires.

2. Les grues sont mises à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins de l'administration des chemins de fer de l'État.

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition du capitaine du port, les grues employées par d'autres navires peuvent être enlevées à ces navires pour être affectées immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

3. Ceux qui font usage des grues de l'administration des chemins de fer de l'État doivent employer pour le déchargement ou l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage à fond de cale ou sur les wagons et, en général, pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin, faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Une grue ne peut être employée à soulever un poids supérieur à sa force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration

écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

4. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des grues de l'administration des chemins de fer de l'État, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des grues mises à leur disposition.

5. Les taxes maxima qui peuvent être perçues sont les suivantes :

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k) manutentionnée, sans que la perception puisse ressortir à moins de sept francs (7^f) par heure : cinquante centimes (0^c 50).

Ces prix comprennent le combustible nécessaire au fonctionnement de la grue, ainsi que le machiniste, mais le concessionnaire ne fournit pas le reste du personnel nécessaire à la manœuvre.

6. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 2 ci-dessus.

7. L'administration des chemins de fer de l'État a à sa charge la fourniture des engins et de leurs accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à leur fonctionnement.

Tous les autres frais de manœuvre, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis et les mâts, sont à la charge du locataire.

8. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits, en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale, en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

9. L'administration des chemins de fer de l'État peut, si elle le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

10. Les tarifs en vigueur, à toute époque, sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées, d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils, et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine du port.

L'administration des chemins de fer de l'État est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche, comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

11. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24150. — DÉCRET qui ouvre au Budget du Département de la Marine, pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Du 24 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine, pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Ce chapitre, qui portera le n° 41, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1890.*

2. Le crédit du chapitre susmentionné à l'article précédent se for-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

mera, par virement de comptes, de la somme de deux cent quatre-vingt-huit mille cent trente-neuf francs deux centimes (288,139^f 02), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1890 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme suit :

Exercice 1886.....	78,410 ^f 43 ^c
Exercice 1887.....	44,634 68
Exercice 1888.....	48,290 71
Exercice 1889.....	116,803 20
TOTAL.....	288,139 02

3. Les crédits ouverts par la loi du 17 juillet 1889 au titre du budget de l'exercice 1890, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds dudit budget, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. II.	Officiers de marine et équipages.....	139,444 ^f 45 ^c
— III.	Troupes de la marine.....	77,854 43
— IV.	Gendarmerie maritime.....	9 50
— VI.	Personnel technique.....	296 58
— VII.	Personnel administratif.....	26,555 44
— VIII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	6,037 09
— IX.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs ou transformés.....	7 53
— XV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	252 58
— XXVI.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	176 09
— XXVII.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	31,072 72
— XXXII.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	44 31
— XXXIII.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	801 29
— XXXIV.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	521 18
— XXXV.	Gratifications, secours et subventions.....	5,065 83
	SOMME ÉGALE.....	288,139 02

4. Le sénateur, ministre de la marine, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget des dépenses de l'exercice 1890.

Fait à Fontainebleau, le 24 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Sénateur, Ministre de la marine,
Signé : E. DARBET.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1890, qui ont été acquittés sur les chapitres de l'exercice 1890 désignés ci-après et dont le transport au chapitre **XL1** doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1890.				TOTAUX		
	1886.	1887.	1888.	1889.	par article.	par chapitre.	
CHAPITRE II.							
OFFICIERS DE MARINE ET ÉQUIPAGES.							
Art. 1 ^{er} . Officiers de marine. (Solde.).....	14,860 ^f 04 ^s	7,090 ^f 48 ^s	1,788 ^f 97 ^s	2,527 ^f 10 ^s	26,266 ^f 59 ^s	139,444 ^f 45 ^s	
— 2. Mécaniciens de la flotte (Solde.).....	450 60	214 98	"	"	665 58		
— 3. Équipages. (Solde.)...	44,596 15	22,255 03	21,258 30	6,314 62	94,424 10		
— 6. Officiers de marine. (Indemnités, suppléments et accessoires de solde.)...	722 87	286 99	58 68	118 38	1,186 92		
— 7. Mécaniciens de la flotte (Indemnités, suppléments, etc.)...	80 35	82 30	0 57	0 01	163 23		
— 8. Équipages. (Indemnités, suppléments, etc.).....	9,489 16	3,837 22	1,851 98	1,559 67	16,738 03		
CHAPITRE III.							
TROUPES DE LA MARINE.							
Art. 1 ^{er} . Infanterie de marine. (Solde.).....	180 00	204 00	6,184 80	53,786 34	60,355 14	77,854 43	
— 2. Artillerie de marine. (Solde.).....	"	"	4,091 37	5,773 74	9,865 11		
— 3. Compagnie de discipline. (Solde.)....	"	"	"	82 12	82 12		
— 4. Infanterie de marine. (Indemnités, suppléments, etc.)....	"	"	81 00	5,778 95	5,859 95		
— 5. Artillerie de marine. (Indemnités, suppléments, etc.)....	"	"	128 10	1,481 95	1,610 05		
— 6. Compagnie de discipline. (Indemnités, suppléments, etc.)...	"	"	"	82 06	82 06		
CHAPITRE IV.							
GENDARMERIE MARITIME.							
Art. 2. Indemnités, suppléments et accessoires de solde.....	"	"	"	9 50	9 50	9 50	

INSURANCE TRIBUTIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1890.				TOTAL	
	1886.	1887.	1888.	1889.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE VI.						
PERSONNEL TECHNIQUE.						
Art. 1 ^{er} . Génie maritime. (Solde.).....	191 ⁶⁰	"	"	"	191 ⁶⁰	296 ⁵⁸
— 3. Ingénieurs hydrogra- phes. (Solde.)....	"	88 ²²	"	"	88 22	
— 6. Génie maritime. (In- demnités, etc.)....	12 68	"	"	"	12 68	
— 8. Examinateurs et pro- fesseurs d'hydro- graphie. (Indemni- tés, etc.).....	"	4 08	"	"	4 08	
CHAPITRE VII.						
PERSONNEL ADMINISTRATIF.						
Art. 1 ^{er} . Commissariat de la marine. (Solde.)...	1,738 26	1,498 62	1,952 ⁰⁰	1,837 ⁸⁸	7,026 78	26,555 44
— 4. Personnel adminis- tratif des directions de travaux. (Solde.)...	"	"	1,033 33	"	1,033 33	
— 7. Inspecteurs des pé- ches, syndics et gardes maritimes. (Solde.).....	"	"	"	1,225 00	1,225 00	
— 9. Gardes - consignés. (Solde.).....	"	"	"	470 00	470 00	
— 13. Commissariat de la marine. (Indemni- tés, etc.).....	136 30	222 39	23 53	10 00	392 22	
— 15. Comptables des ma- tières. (Indemni- tés, etc.).....	"	436 50	1,977 83	13,993 78	16,408 11	
CHAPITRE VIII.						
PERSONNEL MÉDICAL ET HOSPI- TALIER. — PERSONNEL RE- LIGIEUX DES DIFFÉRENTS CULTES.						
Art. 1 ^{er} . Corps de santé. (Solde.).....	2,886 00	1,394 29	1,420 22	4 86	5,705 37	6,037 09
— 3. Personnel religieux des différents cultes. (Solde.).....	151 58	"	"	"	151 58	
— 4. Corps de santé. (In- demnités.).....	66 25	42 04	66 16	0 04	174 49	
— 6. Personnel religieux des différents cultes. (Indemnités, etc.)...	5 65	"	"	"	5 65	
CHAPITRE IX.						
Constructions navales. — Sa- lares pour les construc- tions neuves et pour le pre- mier armement des bâti- ments neufs ou transfor- més.....						
	"	"	"	7 53	7 53	7 53

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1890.				TOTALS	
	1886.	1887.	1888.	1889.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XV.						
SERVICE GÉNÉRAL DES PORTS, ATELIERS, CHANTIERS ET MA- GASINS. — SALAIRES.						
Art. 1 ^{er} . Constructions na- vales.....	"	"	"	252 ^f 58 ^c	252 ^f 58 ^c	252 ^f 58 ^c
CHAPITRE XXVI.						
HABILLEMENT. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTA- TIVES.)						
Art. 1 ^{er} . Habillement des équi- pages.....	"	"	"	146 29	146 29	176 09
— 5. Indemnités d'habillem- ent.....	"	"	"	29 80	29 80	
CHAPITRE XXVII.						
VIVRES. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTA- TIVES.)						
Art. 2. Traitement de table...	2,812 ^f 35 ^c	5,489 ^f 37 ^c	2,604 ^f 33 ^c	20,166 67	31,072 72	31,072 72
CHAPITRE XXXII.						
FOURNITURES ET MOULIER D'ADMINISTRATION. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNI- TÉS REPRÉSENTATIVES.)						
Art. 4. Indemnités représen- tatives de frais de bureau.....	30 59	"	12 27	1 45	44 31	44 31
CHAPITRE XXXIII.						
FRAIS DE PASSAGE ET DE TRANS- PORT PAR MER. — AFFRÈ- TEMENTS ET FRAIS ACCES- SOIRES.						
Art. 2. Frais de passage des officiers et agents de la marine sur les bâtiments de l'État et du commerce. — Frais de rapatrie- ment de marins...	"	421 30	131 81	248 18	801 29	801 ^f 29 ^c

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1890.				TOTAUX	
	1886.	1887.	1888.	1889.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XXXIV.						
FRAIS DE SÉJOUR ET DE TOUR- NÉES. — FRAIS DE ROUTE ET DE TRANSPORT PAR TERRE ET FRAIS ACCESSOIRES.						
Art. 1 ^{er} . Indemnités de route et de séjour.....	.	160 ^f 80 ^c	336 ^f 74 ^c	.	507 ^f 54 ^c	
— 2. Frais de route et de mission aux ou- vriers des arsenaux.	.	10 64	.	.	10 64	521 ^f 18 ^c
— 3. Frais de transport de matériel par terre. — Frais de char- rois, etc.....	.	.	.	3 ^f 00 ^c	3 00	
CHAPITRE XXXV.						
GRATIFICATIONS, SECOURS ET SUBVENTIONS.						
Art. 2. Remboursement de frais d'examen. (Ser- vice de santé.). Se- cours de 10 cen- times, etc.....	.	895 43	3,278 70	891 70	5,065 83	5,065 83
TOTAUX.....	78,410 43	44,634 68	48,290 71	116,803 20	.....	288,139 02

Arrêté le présent état à la somme de deux cent quatre-vingt-huit mille cent trente-neuf francs deux centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres de l'exercice 1890 ci-dessus désignés au chapitre XLI du même exercice : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1890.*

Paris, le 24 septembre 1891.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24151. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 5 Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 7 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. *Mestreau*, sénateur du département de la Charente-Inférieure,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure sont convoqués pour le dimanche 25 octobre courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Charente-Inférieure, se réunira au chef-lieu le dimanche 29 novembre prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 5 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24152. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Est autorisée la reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 74 franchit le bras de décharge de la Meurthe, à Nancy, conformément aux dispositions du projet dressé, à la date du 30 juillet 1884. par les ingénieurs du département de Meurthe-et-Moselle.

2^o Il est pris acte des engagements souscrits : 1^o par le conseil municipal de Nancy, dans ses délibérations des 20 novembre 1884 et 10 décembre 1887 (participation à la dépense pour une somme de quarante mille francs); 2^o par le conseil général de Meurthe-et-Moselle, dans ses délibérations des 20 août 1884 et 23 août 1888 (vote d'un subside de six mille cent quatre-vingt-treize francs); 3^o par la compagnie générale française de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

tramways, dans sa lettre du 21 mars 1889 (participation à la dépense pour une somme de trois mille huit cent sept francs).

3° La dépense à la charge de l'Etat, évaluée à cent cinquante mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement sur le budget du ministère des travaux publics, pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (*Paris, 28 Juillet 1891.*)

N° 24153. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant qu'il est fait remise au sieur *Pechverty*, ancien entrepreneur défaillant du premier lot d'infrastructure du chemin de fer de Saint-Gengoux à Montchanin, de la somme de quatre cent seize mille deux cent quatre-vingt-deux francs trente-deux centimes sur le montant du débet de quatre cent trente-six mille deux cent quatre-vingt-deux francs trente-deux centimes mis à sa charge par l'arrêté du préfet de Saône-et-Loire, du 6 octobre 1882. (*Fontainebleau, 31 Juillet 1891.*)

N° 24154. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses faites antérieurement à la loi du 20 novembre 1883, pour travaux complémentaires exécutés sur son nouveau réseau par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, conformément au tableau suivant :

CHEMINS DE FER de :	DÉSIGNATION des travaux.	DATES des décrets d'appro- bation.	MONTANT DES DEVIS		EXCÉDENTS de dépense.
			primitifs.	rectifiés.	
Bourges à Montluçon.	Montluçon, agrandissement de la halte.	16 juin 1869.	42,000 ^f	42,160 ^f 12 ^c	160 ^f 12 ^c
Arvant au Lot...	Massiac, construction d'un abri.	<i>Idem.</i>	2,500	5,285 41	2,785 41
Lexos à Toulouse et Albi.	Le Pantégot, construction d'un ponceau.	17 août 1870.	10,000	14,282 33	4,282 33
Arvant au Lot...	Aurillac, agrandissement du bâtiment des voyageurs.	<i>Idem.</i>	57,000	68,498 71	11,498 71
<i>Idem.</i>	Vallée de l'Alagnon, travaux de défense.	20 juin 1872.	394,000	493,734 90	99,734 90
Lexos à Montanban.	Cazals, création d'une station.	18 janvier 1873.	30,240	40,155 22	9,915 22
TOTALS..			535,740	664,116 69	128,376 69

Les dépenses en excédent indiquées au tableau ci-dessus et s'élevant à cent vingt-huit mille trois cent soixante-seize francs soixante-neuf centimes seront imputées au capital de premier établissement, par application de l'article 14 de la convention du 28 juin 1883 passée avec la compagnie d'Orléans. (*Fontainebleau, 6 Août 1891.*)

N° 24155. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise le grand chancelier de la Légion d'honneur, au nom de cet établissement, à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait par la dame *Eva-Valérie Bernhard*, femme *Delalande*, suivant son testament olographe du 19 décembre 1890, et consistant dans la nue propriété d'une somme de soixante-dix mille francs dont les intérêts seront affectés à la constitution d'un fonds de secours au profit d'anciennes élèves de la maison d'Écouen.

Lors de l'extinction de l'usufruit le produit de ce legs sera placé en rentes sur l'État, au nom de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, avec mention, sur l'inscription, de la destination des arrérages (*Fontainebleau, 14 Août 1891.*)

N° 24156. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter, pour le musée du Louvre, les œuvres ci-après désignées léguées audit établissement, en vertu du testament olographe en date du 1^{er} janvier 1888, par le sieur *Burty (Philippe)*, savoir :

La Montée du Calvaire, dessin par *Eugène Delacroix* ;

Un album d'aquarelles et de dessins et notes sur le Maroc, par le même; lesdites œuvres évaluées approximativement à la somme de trois mille francs. (*Fontainebleau, 17 Août 1891.*)

N° 24157. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de *Chambéry* (Savoie) est étendue sur la commune de *Challes-les-Eaux*. (*Fontainebleau, 21 Août 1891.*)

N° 24158. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que le polygone figuré par une teinte rouge aux plans ci-annexés est distrait de la commune de *Saint-Cornier-des-Landes*, canton de *Tinchebray*, arrondissement de *Domfront*, département de l'Orne, et annexé à la commune d'*Yvrandes*, même canton. (*Fontainebleau, 21 Août 1891.*)

N° 24159. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 28 juillet 1891, par laquelle le conseil d'arrondissement de *Nantes* a émis le vœu que les lois sur l'instruction publique soient modifiées de telle sorte que la morale ne soit pas séparée de la religion dans les écoles primaires. (*Fontainebleau, 24 Août 1891.*)

N° 24160. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare illégales et nulles les délibérations en date des 28 juillet et 21 septembre 1891, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Montauban a demandé, sous forme de vœu, la modification de la loi du 5 août 1879 sur les bureaux de bienfaisance, en ce sens que la majorité de la commission soit composée de représentants élus de la commune désignés par le conseil municipal, et non de délégués nommés par le préfet. (*Paris, 17 Octobre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Novembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1430.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24161. — *DÉCRET portant règlement sur le Service dans les Places de guerre et les Villes ouvertes.*

Du 4 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du roi, du 1^{er} mars 1768, pour régler le service des places;

Vu le décret du 8-10 juillet 1791, concernant la conservation et le classement des places de guerre;

Vu le décret du 19-22 juillet 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale;

Vu le décret du 26-27 juillet-3 août 1791, relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements;

Vu le décret du 24 messidor an XII ⁽¹⁾, relatif aux cérémonies publiques, préséances et honneurs civils et militaires;

Vu le décret du 24 décembre 1811 ⁽²⁾, relatif à l'organisation et au service des états-majors des places;

Vu le décret du 1^{er} mai 1812 ⁽³⁾, concernant les capitulations;

Vu la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège;

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de terre;

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu le décret du 28 décembre 1875 ⁽⁴⁾, portant règlement sur les rangs, préséances et honneurs des autorités militaires dans les cérémonies publiques et les réunions officielles;

Vu le décret du 29 septembre 1876 ⁽⁵⁾, relatif aux honneurs civils attri-

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 10, n° 110.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 411, n° 7543.

⁽³⁾ IV^e série, Bull. 432, n° 7928.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 284, n° 4883.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 322, n° 5571.

bués aux officiers généraux dénommés à l'article 8 du décret du 28 décembre 1875;

Vu la loi du 3 avril 1878, relative à l'état de siège;

Vu le décret du 23 octobre 1883⁽¹⁾, portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

TITRE I^{er}.

DES DIFFÉRENTS ÉTATS DANS LESQUELS LES PLACES DE GUERRE
PEUVENT SE TROUVER.

CHAPITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. La dénomination de *place de guerre* s'applique aux villes fortifiées par une simple enceinte ou par une enceinte avec forts détachés, ou par un ensemble de forts détachés. Le ministre de la guerre détermine les ouvrages qui dépendent de la place.

La même dénomination s'applique aux forts isolés (forts, châteaux, citadelles, postes militaires).

Toute place de guerre est classée par une loi.

Les places de guerre, relativement au commandement, au service et à la police, sont :

En état de paix, en état de guerre ou en état de siège.

Dans ces trois états, le commandement des places est réglé par le titre II du présent règlement.

Les dispositions relatives au service et à la police sont déterminées par les titres III, IV, V, VI, VII et VIII.

TITRE II.

DU COMMANDEMENT DES PLACES DE GUERRE ET DES VILLES OUVERTES. —
DROIT AU COMMANDEMENT.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2. Le commandement d'une place de guerre ne peut être exercé que par un officier né ou naturalisé Français et servant au titre français.

Ce commandement ne peut pas être exercé par un militaire ayant rang d'officier, appartenant à un corps ou à un personnel ayant une hiérarchie propre, lors même que les grades dont leurs membres

peuvent être revêtus correspondent à ceux de la hiérarchie militaire.

Deux services distincts.

3. Il y a lieu de considérer dans les places de guerre deux services distincts : le service de garnison et le service de défense.

Les villes ouvertes ne comportent que le premier.

Service de garnison. — Par qui dirigé.

4. Le service de garnison est dirigé, dans les places de guerre comme dans les villes ouvertes, par un officier portant le titre de commandant d'armes. Celui-ci est l'officier le plus ancien de la garnison dans le grade le plus élevé, quelles que soient son arme et ses fonctions, sous la réserve de l'exclusion prévue au deuxième paragraphe de l'article 2.

Toutefois, en raison de leurs attributions spéciales, les généraux inspecteurs permanents de cavalerie ainsi que les officiers de gendarmerie n'exercent pas les fonctions de commandant d'armes.

Le commandant d'arme est aidé dans les détails de ce service par des officiers de la garnison désignés à cet effet et, en outre, dans les places de guerre les plus importantes, par des officiers ou employés militaires attachés spécialement à ces places.

Groupement des places.

5. Il est formé, dès le temps de paix, des groupes de places dont un officier général ou, par exception, un colonel est chargé de préparer la défense. Cet officier prend le titre de commandant supérieur de la défense.

Il est pourvu d'un état-major.

Lorsque l'importance du service l'exige, il est secondé par un adjoint du grade de général ou d'officier supérieur.

Service de défense. — Par qui dirigé.

6. L'officier qui doit diriger la défense d'une place de guerre est nommé, dès le temps de paix, par le Président de la République. Il est choisi parmi les officiers généraux et autres des armées de terre et de mer en activité de service, en retraite depuis moins de cinq ans, du cadre de réserve ou du cadre dit des officiers de réserve, à la condition que ces derniers aient servi comme officiers dans l'armée active.

Cet officier porte, suivant le cas, le titre de gouverneur ou de gouverneur désigné.

Le commandant supérieur de la défense d'un groupe qui comporte une place principale est, en principe, le gouverneur de cette place. Il y réside et prend, dès le temps de paix, le titre de gouverneur de la place.

L'officier qui est désigné pour n'exercer le commandement d'une place qu'en temps de guerre ou de siège peut n'y pas résider et ne porte, en temps de paix, que le titre de gouverneur désigné; au moment de la mobilisation, il se rend dans la place et prend le titre de gouverneur.

Au moment de la mobilisation, le gouverneur de chaque place nomme tous les commandants de forts et autres ouvrages dépendant de la place, ainsi que les commandants de groupe de batteries, de secteurs, etc., que nécessitent les circonstances, dans les conditions prévues aux articles 178 et 191.

Ces officiers prennent le titre de commandant de tel fort, tel ouvrage, tel groupe. . . . , etc., et relèvent directement du gouverneur de la place.

Dès le temps de paix, les noms des officiers visés ci-dessus doivent figurer sur le plan de mobilisation. Il appartient au commandant supérieur de la défense de prendre les mesures nécessaires pour qu'ils se préparent à l'avance à l'exercice de leurs fonctions.

Le grade de l'officier désigné pour diriger la défense d'une place sera toujours égal ou supérieur à celui de l'officier le plus élevé en grade de la garnison de défense.

Dans une place en état de guerre ou de siège, tout gouverneur ou commandant de fort a autorité sur les officiers de même grade, quelle que soit leur ancienneté.

Les commandants supérieurs de la défense et les gouverneurs désignés ont, en temps de paix, des devoirs et des attributions spécifiés aux articles 10 et 12 du présent décret.

Les titres IV et V font connaître leurs fonctions en temps de guerre.

Droit de nomination et de révocation en temps de guerre.

7. En temps de guerre, le commandant en chef d'une armée, ou le commandant d'un corps d'armée agissant isolément pourra nommer des gouverneurs dans les places menacées, comprises dans le rayon d'opération de l'armée ou dans la portion de territoire qu'il commande, si ces places en sont dépourvues.

Dans les mêmes conditions, le commandant en chef d'une armée ou le commandant d'un corps d'armée peut changer, dans les circonstances graves, le gouverneur d'une place, mais seulement lorsque toute relation entre le théâtre des hostilités et le ministre de la guerre sera interrompue.

Les commandants d'armée ou de corps d'armée sont tenus de rendre compte au ministre de la guerre, dès que cela sera possible, de ces nominations.

Commandement provisoire.

8. Quand la place est en état de guerre ou de siège, si, pour une cause quelconque, le gouverneur ou commandant est empêché de

remplir ses fonctions, il est remplacé par le plus élevé en grade ou, à égalité de grade, par le plus ancien des officiers de la garnison appartenant ou ayant appartenu comme officier à l'armée active, à l'exclusion de tout autre officier, même d'un grade plus élevé, qui se trouverait éventuellement dans la place ou dans le fort.

L'officier qui remplace le gouverneur en a les droits et les devoirs.

En temps de paix, lorsque le commandant supérieur de la défense s'absente, ses fonctions de commandant du territoire et de gouverneur, s'il y a lieu, sont remplies par son adjoint, si ce dernier est officier général, ou, dans le cas contraire, par l'officier de la garnison de défense qui, par son grade ou son ancienneté, occupe dans la place le premier rang, sans distinction d'arme ou de fonction.

TITRE III.

ÉTAT DE PAIX.

DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DES COMMANDANTS SUPÉRIEURS DE LA DÉFENSE, DES ADJOINTS AU COMMANDANT SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE, DES GOUVERNEURS DÉSIGNÉS, DES COMMANDANTS D'ARMES, DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS MILITAIRES SOUS LEURS ORDRES.
— RÈGLES DE SERVICE.

CHAPITRE III.

DE L'ÉTAT DE PAIX.

Définition de l'état de paix.

9. L'état de paix existe toutes les fois que la place n'est pas constituée en état de guerre ou de siège.

CHAPITRE IV.

COMMANDANT SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE. — ADJOINT AU COMMANDANT SUPÉRIEUR. — GOUVERNEUR DÉSIGNÉ. — COMMISSION DE DÉFENSE. — ARCHIVES.

Attributions des commandants supérieurs de la défense.

10. Le commandant supérieur de la défense d'un groupe est investi du commandement territorial.

Il l'exerce sous l'autorité du commandant du corps d'armée ou du général de division, s'il est d'un grade inférieur à ce dernier. Le ministre désigne, pour chaque place, les subdivisions de région dont le commandement lui est attribué.

Lorsque le commandant supérieur s'absente, le général commandant la région territoriale charge de l'expédition des affaires concer-

nant le territoire l'officier qui est, conformément aux prescriptions du troisième paragraphe de l'article 8, désigné pour le remplacer.

Le commandant supérieur commande les troupes de l'armée active et de l'armée territoriale, destinées à former des garnisons de places fortes, qui résident dans l'étendue de son commandement.

Des instructions ministérielles règlent dans quelles conditions il devra exercer ce commandement.

Il est assisté, pour l'ensemble des places du groupe placé sous son autorité, des chefs de chaque service de groupe (artillerie, génie, intendance, santé); chacun d'eux doit se rendre compte des devoirs de la mission qui lui est confiée, de l'importance des devoirs auxquels il peut avoir à donner satisfaction, des ressources dont il dispose, de celles qu'il est toujours sûr de pouvoir se procurer. Il a qualité pour prescrire l'étude, par les services locaux, de toutes les questions qui intéressent la défense et pour faire telles propositions qu'il juge utiles pour le bien du service.

Le commandant supérieur, lorsqu'il est gouverneur de la place principale, ne perd jamais de vue qu'en cette qualité il a le devoir de se préparer à en diriger la défense en temps de guerre ou de siège. Il doit être toujours au courant des besoins de la place et des ressources dont il pourra disposer pour y donner satisfaction; il doit provoquer l'exécution de toutes les mesures qui lui paraissent nécessaires.

Toute affaire concernant la défense dont l'étude est prescrite par le ministre ou par le commandant de corps d'armée est d'abord traitée par le service compétent, sur l'ordre qui lui en est donné par le commandant supérieur. Elle est adressée ensuite aux commandants ou directeurs régionaux de ces services dans le corps d'armée. Ceux-ci la transmettent avec leurs observations au commandant supérieur de la défense; ce dernier, après y avoir consigné son avis, la fait parvenir au ministre par l'intermédiaire du commandant du corps d'armée.

Les décisions ministérielles sont adressées au commandant de corps d'armée, qui les envoie au commandant ou directeur régional du service compétent dans le corps d'armée; celui-ci les fait parvenir au commandant supérieur de la défense, après y avoir consigné, s'il y a lieu, des instructions techniques pour son service. Le commandant supérieur les notifie aux chefs de service prévus au sixième paragraphe du présent article, et s'assure de l'exécution.

Lorsqu'il n'y a pas de commandant ou directeur régional pour le corps d'armée, la transmission se fait directement du chef de service au commandant supérieur de la défense.

Quant aux affaires qui ne concernent pas la défense, elles sont traitées, dans chaque service, suivant les règles ordinaires.

Attributions des adjoints aux commandants supérieurs de la défense.

11. L'adjoint au commandant supérieur de la défense est son intermédiaire habituel dans toutes les parties du service.

Il transmet les ordres qu'il reçoit de lui et veille à leur stricte exécution.

Il a le devoir de se tenir au courant de tout ce qui concerne la préparation de la défense; il est membre de la commission de défense de la place principale du groupe.

Lorsque l'adjoint au commandant supérieur de la défense est officier général, il exerce, sous l'autorité du commandant supérieur, le commandement territorial et celui des troupes.

Attributions des gouverneurs désignés.

12. Les gouverneurs désignés, lorsqu'ils résident dans les places dont ils doivent prendre le commandement en temps de guerre, n'ont d'autre autorité, en temps de paix, sur le personnel de la place, que celle que leur attribuent les fonctions de commandant du territoire ou de commandant d'armes, lorsqu'ils en sont investis.

Tous les gouverneurs désignés, résidant ou non, sont sous les ordres du commandant supérieur de la défense pour tout ce qui est relatif à leur service spécial.

Ils ont le devoir de se préparer à diriger la défense, en cas de guerre ou de siège, de la place qui leur sera confiée. Ils doivent se tenir toujours au courant des besoins de cette place et des ressources dont ils pourront disposer. Ils proposent à la commission de défense, dont le fonctionnement est indiqué ci-après, les mesures qui leur paraissent utiles, et peuvent, en cas d'urgence, sans attendre la réunion de cette commission, adresser directement des propositions au commandant supérieur de la défense.

Dès la publication du décret de mobilisation, les gouverneurs désignés prennent le commandement de leurs places.

Commission de défense.

13. Il est formé, dans chaque place, une commission de défense composée ainsi qu'il suit :

Pour la place principale :

Le commandant supérieur de la défense, président;

Son adjoint;

Le directeur de l'artillerie, chef du service du groupe;

Le directeur du génie, chef du service du groupe;

Le sous-intendant militaire, chef du service du groupe;

Le directeur ou le chef du service de santé du groupe;

Le chef d'état-major du commandant supérieur de la défense (voix consultative).

Pour les autres places :

Le commandant supérieur de la défense, président;

Le gouverneur désigné;

Le commandant de l'artillerie de l'arrondissement;

Le chef du génie;

Le fonctionnaire de l'intendance chargé du service territorial;

Le médecin militaire de l'armée active appelé à diriger le service de santé de la place en temps de guerre, ou, à défaut, un médecin militaire de l'armée active désigné par le commandant du territoire, sur la demande du commandant supérieur de la défense;

Le chef d'état-major du commandant supérieur de la défense (voix consultative).

Chaque commission de défense doit toujours comprendre un représentant de l'arme de l'infanterie.

Dans les places dont le gouverneur est du grade de général de division, l'arme de l'infanterie est représentée, dans la commission de défense, par le général adjoint au gouverneur, s'il provient de cette arme; dans le cas contraire, cette mission incombe à un général de brigade de la garnison, s'il en existe appartenant à cette même arme, ou au colonel le plus ancien des régiments d'infanterie qui doivent faire partie de la garnison de défense, ou, enfin, à défaut de ceux-ci, au colonel le plus ancien des régiments d'infanterie stationnés dans la place en temps de paix.

Dans toutes les autres places, ces mêmes fonctions incombent à l'officier d'infanterie le plus élevé en grade des corps de troupes constituant la garnison de défense, ou, si aucun de ces corps ou détachements n'occupe la place en temps de paix, à l'officier d'infanterie le plus élevé en grade de la garnison.

Toute commission peut appeler, à titre consultatif, le maire de la place.

La commission de défense se réunit chaque année dans la place pour arrêter l'établissement ou la revision du plan de mobilisation et du plan de défense suivant les instructions données par le ministre. Le commandant supérieur de la défense, après avoir, à ce sujet, provoqué l'approbation du commandant du corps d'armée, fixe la date de la réunion de chaque commission et convoque directement tous les membres qui doivent y prendre part.

Le compte rendu des délibérations est reproduit sur un registre tenu par le chef d'état-major du commandant supérieur de la défense.

En dehors des réunions annuelles, les commissions peuvent, dans les mêmes conditions que ci-dessus, être convoquées pour traiter les questions spéciales dont l'étude aurait été prescrite par le ministre.

Le plan de défense est toujours établi dans l'hypothèse que la place peut passer subitement de l'état de paix à l'état de guerre.

Les plans de mobilisation et de défense, ainsi que les rapports des commissions, sont transmis par le commandant supérieur de la défense au ministre par l'intermédiaire du commandant du corps d'armée.

Archives des places. — A qui les archives sont communiquées.

14. Tous les documents, plans, cartes, mémoires, registres, imprimés. . . . , etc., dont l'ensemble, suivant les instructions ministérielles, constitue les archives de chaque place, sont renfermées dans un local fermant à clef.

Dans une place principale, les archives sont placées chez le commandant supérieur de la défense, lequel est détenteur de la clef.

Dans les autres places, le commandant du corps d'armée, sur la proposition du commandant supérieur de la défense, désigne le local où doivent être placées les archives ainsi que l'officier détenteur de la clef, lequel doit être l'un des membres de la commission de défense ou le commandant d'armes.

Les archives sont communiquées, sur place, au gouverneur désigné, aux officiers de l'artillerie et du génie employés au service de la place.

Le commandant de corps d'armée et le commandant supérieur de la défense du groupe autorisent, quand ils le jugent convenable et dans les mêmes conditions, la communication de ces pièces au fonctionnaire de l'intendance chargé de la préparation de la défense de la place, ainsi qu'au médecin militaire.

Aucune pièce ne peut être déplacée sans un ordre écrit du commandant supérieur de la défense.

Moyens d'information à la disposition des commandants supérieurs de la défense et des gouverneurs désignés.

15. Le commandant supérieur de la défense, ayant sous ses ordres directs les chefs des divers services du groupe, reçoit d'eux, en tout temps, les renseignements qu'il désire et procède à toutes les inspections qu'il juge utiles. Il est tenu au courant, notamment par la gendarmerie, de tous les faits qui sont de nature, dans le groupe, à influencer sur la défense, tels que déboisements, constructions de ponts, de chemins, empièvements de chaussées, dessèchements d'étangs ou de marais. . . . , etc.

Les gouverneurs désignés, ayant le devoir de se tenir au courant des besoins de leur place et des ressources dont ils pourront disposer, doivent visiter les fortifications ainsi que les établissements militaires et les magasins de toute nature. Lorsqu'ils veulent procéder à cette visite, ils en préviennent le commandant supérieur de la défense qui, après avoir pris à ce sujet les ordres du commandant du corps d'armée, fixe la date de leur visite et les en informe. Les représentants locaux des divers services les accompagnent dans leur visite ou délèguent un officier pour les accompagner. Dans le courant de leur visite, les gouverneurs désignés doivent prendre connaissance des archives et demander, en outre communication de toutes les études qui intéressent la défense de leur place, sans que cela donne lieu à aucun déplacement de pièces; il ne leur en est jamais délivré de copies.

CHAPITRE V.

COMMANDANT D'ARMES.

Attributions du commandant d'armes.

16. Le commandant d'armes relève hiérarchiquement du commandant territorial dans les conditions prévues à l'article 31. Il est informé, par ses soins, de tous les exercices et prises d'armes des troupes de la garnison qui ne seraient pas prévus par les tableaux de service journalier.

Il détermine, de concert avec l'autorité civile, s'il y a lieu, les publications et les défenses qui regardent les troupes; il règle avec elle les mesures de police qui intéressent en même temps les habitants et les militaires; il défère à ses réquisitions, lorsqu'elles ont pour objet d'assurer l'exécution des lois ou le maintien de la tranquillité publique.

Service ordinaire de la place.

17. Le commandant d'armes détermine le service que les troupes ont à faire pour la garde de la place et de ses établissements et pour le maintien de l'ordre public. Il règle, dans les conditions prescrites par l'article 42, le nombre des postes, leur emplacement, leur force, le nombre des sentinelles, etc.; donne les ordres et les consignes, prescrit les rondes et les patrouilles, et fixe le nombre des officiers, sous-officiers et soldats que les corps doivent fournir pour les différents tours de service, conformément aux prescriptions du présent règlement (chapitre ix).

Il donne les ordres et prend les mesures nécessaires pour que les règles de police générale soient observées par les troupes qui séjournent ou qui passent dans la place. Ces troupes ne peuvent avoir de rapports avec l'autorité civile que par son intermédiaire. Il ne peut s'immiscer dans l'administration ou le service intérieur des corps dont il n'a pas le commandement direct et des établissements dont il n'a pas la direction.

En fixant les heures des différents services de la place, le commandant d'armes s'applique à laisser aux corps le plus de temps possible pour leur instruction et pour l'exécution du service [intérieur.

Instructions écrites pour le cas de troubles intérieurs.

18. Il donne des instructions écrites pour les cas d'alarme ou d'incendie et, en prévision des réquisitions de l'autorité civile, pour le cas de troubles intérieurs.

Ces instructions font connaître le rôle assigné aux troupes des casernes et des postes de la place, les lieux où doit s'opérer leur ras-

semblement et les dispositions à prendre pour protéger les établissements militaires et civils.

Ces instructions précisent notamment les circonstances dans lesquelles les postes, suivant leur position, leur objet et leur force, doivent se replier sur d'autres ou se défendre sur place jusqu'à la dernière extrémité.

Elles doivent recevoir l'approbation du général commandant le corps d'armée, qui en rend compte au ministre.

Portes et clefs.

19. Les clefs des portes et celles de toutes les ouvertures donnant entrée dans la place sont déposées chez lui; il en est responsable. Ces clefs sont étiquetées et renfermées dans un coffre; celles de chaque porte sont, en outre, dans un sac, sur lequel est inscrit le nom de la porte.

Les clefs des poternes, vannages et écluses pourront, par exception, rester entre les mains des agents chargés de la manœuvre des eaux.

Domaine militaire. — Contraventions aux lois et servitudes militaires autour des places de guerre et dans la zone frontière.

20. Il veille, de concert avec le chef du génie, à la conservation du domaine militaire (art. 152 et suivants).

En cas de contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires imposées à la propriété autour des places de guerre et dans la zone frontière, le chef du génie se consulte avec le commandant d'armes pour assurer l'exécution des arrêtés ou jugements rendus par les conseils de préfecture contre les contrevenants.

Casernement et prisons.

21. Il donne les ordres nécessaires pour l'établissement des troupes dans les casernes; il veille, en ce qui le concerne, à l'exécution des lois et règlements sur l'assiette, la police et la conservation des logements, des hôpitaux (art. 129 et suivants) et des établissements de l'administration militaire.

Il a la surveillance des établissements pénitentiaires, ateliers de travaux publics, pénitenciers militaires et prisons militaires ⁽¹⁾.

Autorité sur les commandants d'armes des forts.

22. Lorsque la citadelle ou les forts dépendant d'une place ont une garnison spéciale, ils sont sous les ordres d'un commandant d'armes particulier, désigné selon les règles posées à l'article 4. Ces officiers sont soumis à l'autorité du commandant d'armes de la place,

⁽¹⁾ Règlements du 23 juillet 1856 et du 20 juin 1863.

qui reçoit leurs rapports et leur donne tous les ordres relatifs au service et à la police.

Cessation des fonctions du commandant d'armes.

23. Dans les places de guerre, dès la publication du décret de mobilisation, les fonctions de commandant d'armes cessent et les attributions énumérées aux chapitres v et suivants appartiennent au gouverneur.

CHAPITRE VI.

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET EMPLOYÉS MILITAIRES DU SERVICE DE LA GARNISON ET DE LA PLACE.

Major de la garnison. — Fonctions.

24. Dans les places de guerre comme dans les villes ouvertes, un officier supérieur désigné par le commandant d'armes remplit les fonctions de major de la garnison. Les chefs de corps ou de service, les majors des corps de troupes, les officiers du recrutement, de la remonte et de la gendarmerie sont dispensés des fonctions de major de la garnison.

Lorsque le commandant d'armes n'est pas d'un grade supérieur à celui de chef de bataillon ou d'escadron, il remplit en même temps les fonctions de major de la garnison.

Le major de la garnison est le délégué du commandant d'armes; il est chargé, sous son autorité, de diriger et de surveiller les détails du service. Il établit les consignes des différentes gardes; il envoie le mot aux corps, fixe le nombre, les heures et l'itinéraire des rondes et patrouilles; il reçoit les rapports des postes, des officiers et des sous-officiers commandés pour les différents services; il rend compte au commandant d'armes. Il ne peut s'immiscer dans l'administration ou le service intérieur des corps, établissements ou services auxquels il n'appartient pas.

Rapport journalier.

25. Le matin, à l'heure indiquée par le commandant d'armes, le major de la garnison reçoit les rapports des chefs de poste (modèle A) et des officiers et sous-officiers de ronde ou de visite (modèles B ou C ou D). Le rapport de chaque corps (modèle E) est apporté à la même heure par le fourrier d'ordre. Le major de la garnison fait ensuite établir le rapport général de la place (modèle F) et le remet au commandant d'armes avec les pièces à l'appui. Il prend ses ordres, les dicte aux fourriers et leur indique, d'après le registre spécialement destiné à cet effet, le service à fournir et tous les renseignements et détails que chaque corps doit connaître.

Il transmet par écrit, aux chefs des différents services, la copie certifiée par lui des ordres ou dispositions qui le concernent.

Registre de service.

26. Il y a dans chaque place et ville de garnison un registre de service (modèle G), coté et parafé par le sous-intendant militaire; le major fait tenir ce registre par l'officier ou par le sous-officier remplissant les fonctions de secrétaire-archiviste; il y fait inscrire chaque jour le détail de la composition des postes et détachements, l'indication des corps qui les ont fournis, les noms des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers qui les ont commandés, la désignation de chaque corps de garde occupé, les gardes et détachements fournis extraordinairement et l'objet qu'ils doivent remplir, enfin les rondes et patrouilles.

Le service est certifié sur ce registre par le major de la garnison.

Lorsque le major de la garnison quitte la ville, il remet à celui qui le remplace le registre du service journalier.

Rondes et visites de jour.

27. Le major de la garnison fait fréquemment et à des heures différentes la ronde-major. Il visite les postes, les hôpitaux et les prisons et fait les rondes qu'il croit utiles et qui sont prescrites par le commandant d'armes (art. 99 et suivants).

Officiers et sous-officiers adjoints au major de la garnison.

28. Dans les places et dans les villes occupées par plusieurs corps, des officiers et des sous-officiers, en nombre proportionné aux besoins du service, sont employés sous les ordres du major de la garnison; les premiers prennent le titre d'adjudants de la garnison. S'il n'y a qu'un seul corps, l'adjutant major de semaine, secondé par un adjudant, remplit les fonctions d'adjutant de la garnison.

Adjudants de la garnison.

29. Les adjudants de la garnison secondent le major dans la surveillance de tous les détails du service.

Tous les matins, à l'heure du rapport, ils se trouvent à la salle du rapport de la place et reçoivent les ordres du major.

En tout temps, ils sont tenus de l'informer sur le champ des événements importants qui parviennent à leur connaissance.

Quand ils en reçoivent l'ordre du major de la garnison ou quand ils le jugent utile, ils font des visites de postes, ainsi que des rondes, sauf toutefois dans les postes commandés par des officiers d'un grade supérieur ou égal au leur. Pendant ces visites et ces rondes, ils peuvent, dans les cas urgents, donner des ordres et des consignes provisoires; ils en rendent compte sur le champ. Les chefs de poste en

font mention dans leur rapport. Ces consignes et ces ordres ne sont valables que pour la journée, à moins qu'ils ne soient confirmés par le major de la garnison, qui les donne alors par écrit et les fait afficher dans les corps de garde.

Tenue des archives.

30. Un des officiers ou un des sous-officiers employés au service de la place remplit les fonctions de secrétaire-archiviste.

Il est chargé, sous la direction du major de la garnison, de la tenue des registres, des écritures et de la conservation des archives de la place. Il expédie et enregistre la correspondance et tous les ordres relatifs au service.

Lorsque les circonstances l'exigent et s'il est officier, il seconde les adjudants de la garnison ou les supplée dans leurs fonctions.

CHAPITRE VII.

RAPPORTS DU COMMANDANT D'ARMES AVEC LES AUTORITÉS MILITAIRES.

Rapports avec le général commandant le territoire.

31. Le commandant d'armes correspond par la voie hiérarchique avec le général commandant le territoire.

Dans le cas où le commandant d'armes est supérieur par le grade ou par l'ancienneté au commandant des subdivisions de région, il adresse néanmoins à celui-ci tous les documents qu'il doit faire parvenir au commandant du corps d'armée. Le commandant de subdivisions de région, après avoir pris connaissance des documents qui lui sont envoyés, se borne à les transmettre par la voie hiérarchique et sans observations au commandant de la région territoriale.

Rapports avec les commandants des troupes.

32. Les commandants des corps de troupes et des détachements de la garnison sont, ainsi que leurs troupes, soumis à l'autorité du commandant d'armes, pour tout ce qui tient au service et à la police générale de la place ou de la garnison. Quant à la police dans l'intérieur des casernes, les commandants de corps ou de détachements l'exercent directement, conformément aux règlements.

Les chefs de corps doivent au commandant d'armes :

1° Un extrait du tableau du service journalier, en ce qui concerne les services extérieurs;

2° Deux jours avant la fin de chaque mois, une situation de leurs troupes (modèle H);

3° Tous les jours, un rapport (modèle E) indiquant l'effectif en hommes et en chevaux, les mutations en gain et en perte survenues

dans les vingt-quatre heures, le nombre d'hommes et de chevaux réellement disponibles pour le service, les hommes manquant à l'appel, les mouvements des officiers, les demandes, les événements et les objets divers, les punitions infligées par des militaires du corps à des militaires d'autres corps, l'accusé de réception des notes, dépêches, ordres et punitions infligées dans le service de la place ou par des militaires d'autres corps, ainsi que la nomenclature des plis et objets accompagnant le rapport et envoyés à la place.

Rapports avec les différents chefs de service.

33. Les différents chefs de service ainsi que les officiers et employés militaires sous leurs ordres sont tenus de se conformer aux prescriptions du commandant d'armes pour tout ce qui tient au service et à la police générale de la place. Les chefs de service ne peuvent s'absenter pour plus de vingt-quatre heures, lors même que leur service s'étend hors de la place, sans en informer le commandant d'armes.

Le chef du service de santé adresse au commandant d'armes, à des époques déterminées par celui-ci, un rapport sur le service sanitaire de la place. Il propose à sa désignation les médecins chargés d'assurer le service du recrutement, de la gendarmerie, de la prison militaire, des isolés, des officiers sans troupe et employés militaires.

Les rapports du commandant d'armes avec le service de la gendarmerie sont définis dans le chapitre xiv.

CHAPITRE VIII.

DE L'ARRIVÉE DES TROUPES ET DE LEUR ÉTABLISSEMENT DANS LA PLACE.

Devoirs du commandant d'armes avant l'arrivée d'une troupe.

34. Dès que le commandant d'armes est informé qu'une troupe doit arriver dans la place pour y tenir garnison, il fait connaître au chef du génie et au sous-intendant militaire les casernes et quartiers que cette troupe devra occuper, conformément à l'assiette générale du logement; le chef du génie et le sous-intendant prennent les mesures nécessaires.

Pour s'assurer que ces bâtiments sont en bon état, le commandant d'armes les visite lui-même ou les fait visiter, avant l'arrivée de la troupe, par le major de la garnison, qui est accompagné par un médecin militaire et par les chefs de service, ou leurs délégués, que le commandant d'armes juge utile de convoquer.

Si la troupe doit être logée ou cantonnée chez l'habitant, le commandant d'armes se consulte avec l'autorité civile pour que ses fractions constituées soient logées dans des quartiers contigus, et pour que les maisons inhabitées, si elles sont désignées pour être occu-

pées par la troupe, soient ouvertes à l'avance et pourvues du nécessaire.

Il se fait également donner, par l'autorité civile, des renseignements précis sur la qualité des eaux, afin que les puits ou prises d'eau suspects puissent être immédiatement consignés.

L'officier qui devance la troupe en remet la situation au commandant d'armes, qui lui donne ses ordres.

Visite des employés de l'octroi et des douanes.

35. Les employés de l'octroi ont le droit de visiter les voitures et transports militaires à l'entrée des villes. Quand les voitures et transports militaires suivent une troupe, ils sont, dès leur arrivée dans la ville, accompagnés par un employé de l'octroi, jusqu'à la caserne, où la visite est faite en présence d'un officier désigné par le chef de corps ou de détachement.

Il doit être accordé aux employés pour cette visite toutes les facilités nécessaires. Les chefs de corps ou de détachement sont responsables de tout empêchement ou restriction à la vérification des effets.

Quand les corps militaires ne font que traverser le lieu sujet aux droits, leurs voitures et leurs bagages sont escortés jusqu'au point de sortie. S'il se trouve, à la suite des corps, des objets soumis aux droits, il n'est exigé aucune consignation au point d'introduction, l'escorte étant considérée comme une garantie suffisante.

Les voitures et transports militaires chargés d'objets assujettis aux droits sont soumis aux règles prescrites par le transit et par le passe-debout.

Dans le cas où l'administration de l'octroi aurait lieu de soupçonner que des objets soumis aux droits sont introduits en fraude dans les sacs ou dans les porte-manteaux des soldats, elle en informe le commandant d'armes et peut requérir qu'une visite de ces effets soit faite à l'arrivée de la troupe dans les casernes, sous les yeux d'un employé de l'octroi et en présence d'un officier.

Les voitures et transports militaires sont assujettis à la visite des agents des douanes à leur passage devant les bureaux de douane. Si une troupe franchit une ligne de douane, la visite des voitures et bagages qui l'accompagnent, ainsi que celle des sacs et portemanteaux, s'exécute à portée du bureau, sous les yeux d'un officier, d'un sous-officier ou d'un caporal. S'il y avait lieu à une visite à corps, elle serait faite par un sous-officier ou par un caporal désigné par le chef du détachement et serait exécutée sous les yeux d'un agent des douanes.

Entrée dans la place. — Ordres donnés.

36. Le commandant d'armes est prévenu de l'heure à laquelle la troupe doit arriver; il envoie au-devant d'elle un adjudant de la garnison, chargé de la conduire dans ses quartiers, où il lui donne

immédiatement connaissance des consignes particulières de la place, des règlements de police municipale et des défenses spéciales que les circonstances rendent nécessaires.

Service le jour de l'arrivée.

37. Habituellement, les troupes ne participent pas au service de la place le jour de leur arrivée. Lorsqu'une troupe à pied est obligée de fournir des gardes à son arrivée, ces gardes partent avec le logement, et le commandant d'armes donne des ordres pour qu'elles soient conduites directement à leurs postes dès leur arrivée dans la place.

Les troupes à cheval ne fournissent de garde à cheval, le jour de leur arrivée, qu'en temps de guerre ou dans des circonstances extraordinaires; si elles en fournissent à pied, ces gardes ne sont formées que lorsque la troupe et les chevaux sont logés.

Visite des casernes ou des logements chez l'habitant.

38. Dans les trois jours qui suivent l'établissement de la troupe, le commandant d'armes visite les casernes, accompagné du chef de corps ou du chef de détachement, d'un médecin militaire, ainsi que de l'officier du génie et du fonctionnaire de l'intendance chargés du casernement.

Lorsque la troupe est logée ou cantonnée chez l'habitant et qu'elle doit y rester plusieurs jours, les officiers font, le lendemain de l'arrivée, la visite des logements; le chef de corps fait connaître les rectifications jugées nécessaires au commandant d'armes, qui les réclame de l'autorité municipale. Les adresses des officiers sont envoyées au commandant d'armes par le colonel. Les officiers veillent à ce qu'il ne soit pas commis de dommages chez les habitants et à ce qu'il ne s'élève pas de discussions entre ces derniers et les soldats.

CHAPITRE IX.

DU SERVICE DES TROUPES DANS LES PLACES DE GUERRE ET LES VILLES OUVERTES.

Règles pour commander le service.

39. Dans les places de guerre et dans les villes ouvertes, le service est toujours fourni par fractions constituées. Il est commandé journellement, dans chaque corps, le nombre de fractions constituées nécessaires pour fournir tout le service du jour.

Le commandant d'armes restreint le service au strict nécessaire.

Des différents tours de service.

40. Dans les places de guerre et dans les villes ouvertes, il y a trois tours de service, savoir :

XII^e Série.

Premier tour, service à l'extérieur;
Deuxième tour, service à l'intérieur;
Troisième tour, service individuel.

Le premier tour comprend :

Les détachements, les escortes et les gardes des postes extérieurs, qui ne sont relevés qu'après un certain nombre de jours, ainsi que les détachements requis pour un service public en mer.

Le deuxième tour comprend :

1° Les gardes de la place ou de la ville, les gardes de police, les plantons, les ordonnances et le piquet : service habituel fourni par les fractions de jour et relevé toutes les vingt-quatre heures;

2° Les gardes et escortes d'honneur;

3° Les travaux militaires.

Le troisième tour comprend :

1° Les rondes, les visites d'hôpitaux, de prisons, etc.;

2° Les députations.

Les corps concourent entre eux pour les services généraux.

41. En principe, les corps d'une même garnison concourent entre eux pour les différents tours de service, sous la réserve des dispositions contenues dans les articles 53, 54 et 55.

L'ordre du service est habituellement réglé selon le rang dans l'ordre de bataille; toutefois les commandants d'armes peuvent faire alterner les brigades et les régiments ou commander successivement les régiments d'une même brigade; les chefs de corps peuvent aussi, dans l'intérêt de l'instruction, faire alterner les bataillons, escadrons ou batteries, ou commander successivement les fractions d'un même bataillon, d'une même compagnie, d'un même escadron ou d'une même batterie; dans certaines garnisons, le commandant d'armes peut régler le service de manière à faire occuper aux gardes de chaque corps les postes les plus voisins de ses quartiers.

Répartition du service.

42. Tous les mois, et plus souvent s'il y a lieu, le commandant d'armes fixe, d'après la situation mensuelle, le service que chaque corps doit fournir.

Le nombre des hommes à fournir par chaque corps est réglé de manière qu'ils aient au moins six nuits de repos. Si la faiblesse de l'effectif de la garnison et les besoins indispensables d'un service extraordinaire obligent le commandant d'armes à s'écarter momentanément de cette règle, il en rend compte.

La force des postes est, en général, déterminée par le nombre des sentinelles qu'ils sont chargés de fournir, à raison de trois ou quatre hommes pour une sentinelle, afin que chaque soldat fasse au plus huit heures de faction et au moins six.

Dans les postes, les soldats de première classe sont désignés de préférence pour fournir la sentinelle devant les armes et les sentinelles d'honneur.

Service des fractions constituées. — Règles à observer pour les commander.

43. Les services du premier et du deuxième tour sont faits par des fractions constituées et commandées, dans chaque tour, d'après l'ordre déterminé à l'article 40.

Les fractions constituées commandées dans chaque régiment ou dans chaque bataillon formant corps, pour le service de jour, fournissent les services du deuxième tour qui lui incombent.

Dans les services de deuxième tour, lorsqu'il faut un nombre d'hommes déterminé d'après celui des factionnaires à fournir ou par toute autre considération, si la fraction constituée est trop forte, on ne fait marcher que le nombre d'hommes nécessaire; si, au contraire, elle est insuffisante, on la complète avec des hommes pris dans la fraction qui suit.

On doit s'attacher, dans les régiments, les bataillons, les compagnies, les escadrons et les batteries, à répartir le service d'une manière égale entre les fractions et entre les militaires de ces fractions; ainsi, les compagnies de jour font prendre alternativement par toutes leurs fractions les différents postes, piquets ou services à fournir. Le commandant d'armes détermine le nombre, le grade et l'affectation des plantons et ordonnances qui doivent être employés dans la place; ce service doit être toujours confié à des hommes intelligents, d'une instruction suffisante et d'une conduite régulière.

Commandement des fractions constituées.

44. Les fractions constituées marchent avec leurs cadres, mais elles peuvent marcher avec une partie seulement de ces cadres. Réciproquement, le commandant d'une unité peut marcher avec une partie seulement de cette unité, si l'importance du service à exécuter l'exige.

Lorsqu'une garde ou un détachement doit être commandé par un officier, si celui qui commande la fraction constituée désignée pour ce service est absent ou malade, il est remplacé par un autre officier pris, autant que possible, dans la compagnie, l'escadron ou la batterie.

Tout sous-officier ou caporal empêché est remplacé, le premier par un caporal ou brigadier, le second par un soldat de première classe, un artificier ou un maître ouvrier; toutefois un soldat de première classe ne peut jamais être chef de poste.

Service individuel.

45. Dans les garnisons où plusieurs corps se trouvent réunis, il est commandé, soit périodiquement, soit à des jours et à des heures

variables, des capitaines pour visiter les hôpitaux, les prisons, etc., des officiers supérieurs, des capitaines, des lieutenants, des sous-lieutenants et des sous-officiers pour faire des rondes. A cet effet, chaque chef de corps ou de détachement fait remettre, à son arrivée, au major de la garnison, un contrôle des officiers et des sous-officiers par rang d'ancienneté, indiquant le premier à marcher dans chaque grade.

Le service des députations est commandé numériquement par le major de la garnison, nominativement par les corps; il en est de même pour les rondes et visites, lorsqu'il n'y a qu'un seul corps dans la garnison; dans ce cas, il n'est pas établi de tour spécial pour ce dernier service; il est fait par les capitaines, les officiers et les sous-officiers des fractions de jour.

Service censé fait.

46. Les services contremandés sont censés faits :

Dans le premier tour, lorsque les gardes ou les détachements sont sortis de la place ou des limites de l'octroi, s'il s'agit d'une ville ouverte, ou bien lorsqu'ils ont été embarqués;

Dans le deuxième tour, pour les gardes, lorsqu'elles sont sorties du quartier; pour les travaux, quand les détachements sont arrivés sur le chantier;

Dans le troisième tour, pour les rondes et les visites, quand elles ont été commencées; pour les députations, quand on s'est rendu au lieu de convocation.

NATURE ET OBJET DES DIFFÉRENTS SERVICES.

Gardes.

47. Les gardes sont relevées toutes les vingt-quatre heures.

Les gardes de police sont comprises dans l'ensemble du service. Ces gardes désèrent, comme celles de la place ou de la ville, aux réquisitions de l'autorité militaire ou civile, en vue du rétablissement de l'ordre public, s'il a été troublé; leurs chefs se conformant, en ce qui les concerne, aux prescriptions de l'article 63.

La force de ces gardes est déterminée par le commandant d'armes, sur la proposition des chefs de corps. Les gardes de police sont sous la surveillance spéciale de l'adjudant-major de semaine. Elles ne reçoivent pas de consignes des officiers employés comme auxiliaires du major de la garnison.

Piquets.

48. Les piquets sont destinés à fournir les détachements et les gardes qui peuvent être appelés à marcher extraordinairement pendant les vingt-quatre heures; lorsque le commandant d'armes juge utile d'en commander, il détermine leur force pour chaque corps et, au besoin, pour chaque caserne.

Le piquet est réuni en même temps que la garde montante et dans la même tenue. Pendant tout le temps qu'ils sont disponibles pour le service, les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats de piquet ne peuvent pas quitter la caserne; les officiers ne peuvent le faire qu'avec l'autorisation de l'officier supérieur de semaine. Les hommes de piquet ne se déshabillent pas la nuit, si le commandant d'armes l'ordonne.

Le commandant de la fraction constituée qui fournit le piquet s'assure, par de fréquents appels, de la présence des hommes qui le composent; si ce commandant est d'un grade inférieur à celui de capitaine, ce devoir appartient à l'adjudant-major de semaine; si le commandant du piquet est capitaine, les appels sont faits sous la surveillance du chef de bataillon de semaine.

Quand il y a lieu de rassembler le piquet pendant la nuit, il n'est fait ni bruit, ni batteries, ni sonneries; l'adjudant-major de semaine fait prévenir les officiers et les sous-officiers: ceux-ci font lever les soldats.

Plantons et ordonnances.

49. La tenue des plantons et des ordonnances est déterminée par le commandant d'armes suivant le service qu'ils ont à faire; ces hommes, après avoir été inspectés aux quartiers, se rendent directement à leur destination.

Gardes d'honneur.

50. Les gardes d'honneur fournies conformément aux articles 263 et suivants sont soumises aux consignes générales, excepté en ce qui concerne les honneurs à rendre; leur consigne, sous ce rapport, est donnée à l'article 288.

Les commandants de ces gardes doivent prendre les ordres de la personne près de laquelle elles sont placées; ils sont tenus de faire au commandant d'armes le rapport prescrit par l'article 75.

Travaux militaires.

51. Il ne peut être fourni des auxiliaires par l'infanterie aux différentes armes et aux différents services que dans les cas d'urgence constatée et d'insuffisance démontrée de leur personnel. Suivant le travail qui leur est demandé, ces auxiliaires reçoivent la même indemnité que les ouvriers ou manœuvres militaires de l'arme qui les emploie, chargés du même travail.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFÉRENTS SERVICES.

Officiers exemptés du service.

52. Sont exemptés du service de la place (voir aussi l'article 99) :

1° Les commissaires du gouvernement près les tribunaux militaires et les rapporteurs ainsi que leurs substitués;

- 2° Les officiers cités en témoignage;
- 3° Les officiers qui sont momentanément commandants d'armes;
- 4° Les capitaines qui remplissent les fonctions de major et ceux qui commandent provisoirement un bataillon; ces derniers ne marchent qu'avec leur bataillon;
- 5° Les officiers pourvus d'emplois spéciaux prévus par le règlement sur le service intérieur;
- 6° Les officiers du service d'état-major, des états-majors particuliers de l'artillerie et du génie, du recrutement et des remontes, les officiers détachés sans troupe.

Ces officiers sont, toutefois, commandés pour les députations.

Les officiers régulièrement exemptés du service ne reprennent pas les services du troisième tour qui leur sont échus pendant la durée de leur exemption. Il en est de même des officiers qu'une maladie ou une absence autorisée a empêchés de faire leur service.

Lorsqu'un officier commandé nominativement pour un service sans troupe ne peut le faire pour cause d'indisposition, il en est rendu compte immédiatement.

Dispositions générales.

53. Le service des troupes de cavalerie, d'artillerie, du génie, de l'administration et du service de santé est commandé d'après les règles générales établies ci-dessus, en observant les dispositions qui suivent.

Service de la cavalerie.

54. Lorsqu'un corps de cavalerie doit concourir avec l'infanterie au service de la place, le nombre des hommes qu'il fournit, en y comprenant la garde de police et les gardes d'écurie, est réglé par le commandant d'armes de manière que les cavaliers aient, autant que possible, huit nuits de repos.

S'il n'y a pas d'infanterie dans la place, le service est fait en entier par la cavalerie.

La garde des magasins à fourrages est fournie de préférence par les troupes à cheval.

Les règles prescrites pour la composition et le commandement des détachements d'infanterie sont applicables aux détachements de cavalerie.

Les capitaines commandants concourent avec les capitaines en second pour tous les tours de service.

Service des troupes de l'artillerie, du génie, du train des équipages et des sections organisées.

55. Les troupes d'artillerie fournissent la garde permanente de l'arsenal, du polygone et, généralement, de tous les établissements de l'artillerie; il en est de même des troupes du génie, de celles du train des équipages militaires et de celles des sections de commis et

ouvriers militaires d'administration et d'infirmiers militaires pour la garde des établissements de ces armes ou services. En cas d'insuffisance constatée, les autres troupes de la garnison concourent à ces services. L'artillerie, le génie et le train des équipages concourent en outre au service de la place lorsque l'infanterie et la cavalerie, devenues insuffisantes, n'ont plus le nombre minimum de nuits de repos déterminé pour chacune d'elles par le présent règlement et lorsque le commandant d'armes estime que leurs travaux spéciaux n'y mettent pas obstacle.

Lorsque la garnison ne comprend que des troupes de l'artillerie, du génie ou du train des équipages, ces troupes font le service de la place.

Les compagnies d'artificiers, celles d'ouvriers d'artillerie, les sections de secrétaires d'état-major et du recrutement, de commis et ouvriers militaires d'administration et d'infirmiers militaires ne concourent pas au service général de la place; elles ne peuvent y être employées que dans le cas d'une indispensable nécessité; le commandant d'armes est tenu d'en rendre compte immédiatement, par la voie hiérarchique, au commandant du territoire.

CHAPITRE X.

DU SERVICE DES GARDES DANS LEUR POSTE ⁽¹⁾.

1° DEVOIRS DES CHEFS DE POSTE.

Disposition générale.

56. Les divers détails applicables au service des gardes dans les postes sont successivement énumérés dans ce chapitre et dans les chapitres suivants, en vue du service des troupes à pied.

Les troupes à cheval se conforment, pour le même service, à l'ensemble des mêmes dispositions.

Arrivée de la garde montante.

57. Lorsque la nouvelle garde est arrivée à cinquante pas environ du poste qu'elle doit relever, son commandant lui fait mettre la baïonnette au canon et porter les armes.

Le commandant de la garde descendante lui a fait prendre les armes à l'avance et l'a établie sur le terrain, en laissant à sa gauche un espace suffisant pour que la garde montante puisse s'y former; si le terrain ne l'a pas permis, l'ancienne garde s'est placée en face du poste, laissant entre elle et lui l'espace nécessaire à la nouvelle garde.

⁽¹⁾ Les locutions employées sont celles en usage dans l'infanterie; il y a lieu d'appliquer les locutions correspondantes pour toutes les autres armes.

Le commandant de l'ancienne garde lui fait porter les armes; les tambours ou clairons des deux gardes battent ou sonnent *aux champs en marchant*, les trompettes sonnent la marche.

Manière de former les gardes.

58. Les gardes sont formées dans leur ordre constitutif sur deux rangs, les sous-officiers et caporaux à la place fixée par le règlement sur les manœuvres. Les hommes sont numérotés par file, de la droite à la gauche, et c'est dans cet ordre qu'ils sont successivement désignés pour faire faction.

Lorsque le chef de poste est officier, il se place à deux pas en avant du centre de sa troupe.

Le tambour ou le clairon est placé à deux pas à la droite du premier rang de la garde.

Relèvement de la garde.

59. Les commandants des deux gardes, après avoir fait reposer les armes, s'avancent l'un vers l'autre et se font réciproquement le salut des armes, s'ils sont officiers. Le chef de la garde descendante remet le service à celui de la garde montante, en y ajoutant tous les renseignements nécessaires.

Dans un poste d'officier, le sergent de la nouvelle garde reçoit également du sergent de l'ancienne les renseignements de détail relatifs à l'exécution du service.

Le commandant de la nouvelle garde ordonne au plus ancien caporal, appelé caporal de consigne, de prendre possession du corps de garde, et au second caporal, appelé caporal de pose, de numérotter les hommes et d'aller relever les sentinelles. L'un et l'autre opèrent avec le caporal de consigne et le caporal de pose de l'ancienne garde, ainsi qu'il sera expliqué aux articles 80 et suivants.

Dès que les sentinelles ont été relevées, les commandants des deux gardes font porter les armes, les tambours ou clairons battent ou sonnent *aux champs en marchant*, les trompettes sonnent la marche et le commandant de la garde descendante porte sa troupe en avant. Il l'arrête à quelques pas et fait remettre la baïonnette; le tambour ou clairon cesse de battre ou de sonner, et la troupe est mise en marche par le flanc et ramenée au quartier.

Si le chef de poste est officier, il peut être autorisé par le commandant d'armes à faire ramener la garde au quartier par le sergent.

Après le départ de la garde descendante, le commandant de la garde montante lui fait remettre la baïonnette et la fait rentrer au poste.

Les armes sont placées au râtelier dans l'ordre des numéros des soldats; les sacs sont déposés dans le même ordre sur la planche à bagages ou, à défaut, à la tête du lit de camp. Il est laissé des places pour les armes et les sacs des sous-officiers, caporaux, tambours ou

clairons. Les râteliers, les planches à bagages et les lits de camp sont étiquetés et numérotés en conséquence.

Consignes.

60. Les consignes générales énoncent les obligations communes à tous les postes, les devoirs généraux des chefs de poste, des sous-officiers et caporaux de garde et des sentinelles.

Les consignes particulières indiquent le but de l'établissement de chaque poste, les objets spécialement soumis à sa garde ou à sa surveillance et les devoirs du poste dans les différents cas d'alarme.

Elles indiquent également à quelle source particulière doit être prise exclusivement l'eau d'alimentation du poste.

Enfin l'ensemble des ordres verbaux que reçoit une sentinelle au moment où elle est mise en faction prend également le nom de consigne.

Les consignes générales et particulières sont affichées dans chaque corps de garde sur des planches destinées à cet usage.

Dans des cas urgents, les officiers de visite des postes et les adjoints de la garnison peuvent, pendant leurs tournées, donner des consignes provisoires. Ils les inscrivent sur le rapport et en informent sans délai le major de la garnison. Le chef de poste en fait toujours mention dans son rapport.

Les mêmes officiers peuvent se faire répéter par les sentinelles les consignes qu'elles ont reçues, mais en présence du chef de poste, du sergent ou du caporal.

Service du chef de poste.

61. Le premier devoir d'un chef de poste est de prendre connaissance des consignes affichées dans le corps de garde et de donner aux sergents et aux caporaux les explications dont ils ont besoin pour les exécuter.

Dès que la garde est établie, il va visiter les sentinelles, se fait répéter leur consigne et la rectifie, s'il y a lieu.

Le chef de poste et celui qui marche immédiatement après lui ne doivent pas s'éloigner simultanément du corps de garde.

De retour au poste, il règle tous les services et en assure la répartition de manière que tous les sous-officiers, caporaux et soldats y entrent, autant que possible, pour une part égale.

Un chef de poste ne peut s'absenter sous aucun prétexte; il prend ses repas au poste, où il lui est défendu de jouer ou de laisser jouer. Il ne peut offrir à manger ou à boire à qui que ce soit, ne quitte jamais son sabre et reste constamment en tenue. Les sous-officiers, les caporaux, les soldats et les tambours ou clairons ne peuvent se déshabiller, ni quitter leur cartouchière et leur épée-baïonnette; ils mangent au poste.

Le chef de poste ne permet à aucun des hommes de garde de s'éloigner; il les surveille constamment pour s'assurer qu'ils remplis-

sent avec exactitude leur devoir ; il en fait faire de fréquents appels et les fait quelquefois sortir en armes pour les habituer à se former promptement ; sa surveillance est plus active les jours de foire, de marché, et lorsque des circonstances particulières occasionnent ou peuvent occasionner dans la place des mouvements inaccoutumés.

Pendant la nuit, le chef de poste redouble de vigilance pour que la pose des sentinelles, les factions et les patrouilles soient faites avec exactitude. Il visite fréquemment les sentinelles.

Lorsqu'il en a reçu l'ordre, il envoie, avant l'heure de la garde montante, un soldat d'ordonnance pour conduire la nouvelle garde au poste. Ce soldat est armé et se rend à la caserne qui lui a été désignée. En général, tout homme de garde, commandé pour un service autre qu'un service de corvée, doit être porteur de son arme.

Quand, par exception, une garde de police ou un piquet est établi dans un poste concurremment avec une garde de la place, le chef de poste le plus élevé en grade ou, à égalité de grade, le plus ancien prend le commandement. Quand le poste de la place prend les armes, la garde de police ou le piquet les prend également et se place à sa gauche.

Surveillance de la tenue des hommes de garde. — Inspection.

62. Pendant toute la durée de son service, le chef de poste veille à ce que la tenue de sa troupe soit régulière. Le matin, après le réveil, il en passe l'inspection.

La tenue des hommes de garde de jour et de nuit est fixée par le commandant d'armes.

Ils se rendent toujours au poste avec le sac chargé réglementairement.

Maintien de l'ordre public. — Informations à prendre. — Réquisitions.
— Arrestations.

63. En vue des éventualités qui peuvent se produire, les adresses du bureau de la place, du chef du génie, du commissaire de police du quartier, des médecins les plus voisins, des casernes ou postes les plus rapprochés, et celles des postes de sapeurs-pompiers et des agents de police sont affichées dans le poste par les soins du major de la garnison. Tout chef de poste, en arrivant au corps de garde, doit les réclamer si elles manquent.

Les chefs de poste ne doivent pas perdre de vue que la force armée est essentiellement protectrice de l'ordre public, des personnes et de la propriété. En conséquence, ils prêtent main-forte pour l'arrestation des individus signalés comme délinquants et des perturbateurs de l'ordre, lorsqu'ils en sont requis par les officiers de police ou leurs agents. Dans aucun cas, ils ne marchent eux-mêmes et ne dégarnissent leur poste de plus de la moitié de sa force.

Ils doivent protéger toute personne dont la sûreté est menacée. Ils font arrêter, conformément à l'article 106 du Code d'instruction cri-

minelle, les individus poursuivis par la clameur publique ou surpris en flagrant délit.

Ils reçoivent tout individu qui est amené à leur poste par les agents de police. Ces agents doivent faire connaître le caractère public dont ils sont revêtus. Ils écrivent et signent leur réquisition sur le rapport.

Toutes les fois que les chefs de poste ont été dans le cas de faire procéder à une arrestation sur l'avertissement ou la plainte d'un tiers, sans l'intervention d'un officier de police, ils prennent note des noms, professions et demeures des plaignants et en font mention dans leur rapport.

Si un inconnu réclamait l'assistance de la garde pour arrêter une autre personne, en raison d'un dommage ou d'un délit qui ne serait pas bien constaté, le chef de poste les ferait conduire immédiatement l'un et l'autre devant le commissaire de police.

Tous les individus arrêtés sont conduits le plus tôt possible au bureau de la place s'ils sont militaires ou devant le commissaire de police s'ils sont civils ; le chef de poste fait connaître par écrit les motifs et toutes les circonstances des arrestations.

Quand le bureau de la place ou le bureau du commissaire de police sont fermés, les individus arrêtés pendant la nuit sont maintenus au violon du poste et ne peuvent communiquer avec qui que ce soit au dehors. Ils sont particulièrement surveillés et sont conduits, au point du jour, au bureau de la place ou chez le commissaire de police.

Les militaires et autres qui ont été arrêtés en état d'ivresse ne doivent être conduits soit au bureau de la place, soit chez le commissaire de police, que lorsque leur ivresse a cessé.

Quand des rassemblements se sont formés à l'occasion d'une arrestation et si, d'après les dispositions de la foule, le chef de poste juge que les personnes arrêtées ne peuvent être conduites avec sûreté par la force à ses ordres, il les fait garder au poste et en informe le major de la garnison.

Responsabilité du chef de poste quant au maintien de l'ordre public.

64. Les commandants des gardes, piquets et patrouilles ne doivent pas perdre de vue les conditions de responsabilité, à l'égard du maintien de l'ordre public, que leur impose l'article 234 du Code pénal, ainsi conçu :

• Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force sous ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues. »

Les autorités civiles qui sont en droit de faire des réquisitions sont : les préfets, les sous-préfets, les maires, les adjoints aux maires, les procureurs généraux près les cours d'appel, les procureurs de la Ré

publique près les tribunaux de première instance et leurs substituts, les présidents de cours ou de tribunaux, les juges d'instruction, les juges de paix et les commissaires de police.

Dans les cas urgents, les officiers et sous-officiers de gendarmerie peuvent requérir directement l'assistance de la troupe, qui est tenue de déférer à leurs réquisitions et de leur prêter main-forte.

Les réquisitions doivent être faites par écrit, rédigées de manière à mettre en évidence leur motif et leur objet, et être signées par l'autorité requérante.

Mais en obtempérant aux réquisitions des fonctionnaires chargés de l'exécution des lois et des règlements de police, les chefs de poste restent libres d'adopter telles dispositions militaires proprement dites que l'objet des réquisitions leur paraît exiger.

Le présent article est affiché dans tous les corps de garde.

**Rixes et querelles des militaires dans l'intérieur des établissements publics
et des établissements particuliers.**

65. Si un chef de poste est informé que des désordres d'une nature sérieuse, causés par des militaires ou dont des militaires seraient victimes, se produisent dans un cabaret, un café, ou tout autre lieu public, il y envoie un sous-officier ou un caporal avec le nombre d'hommes nécessaire pour arrêter, s'il y a lieu, les perturbateurs ou pour protéger les militaires menacés.

Si ces désordres se produisent dans une maison, le chef de poste y envoie un détachement. Mais il ne peut y entrer sans la réquisition de l'occupant ou sans l'assistance d'un commissaire de police, à moins que les cris : Au feu ! A l'assassin ! Au voleur ! Au secours ! ne se fassent entendre de l'intérieur.

**Règles pour faire conduire des personnes arrêtées ou faire escorter
des prisonniers.**

66. Toutes les fois que le commandant d'une garde ou d'un piquet doit faire conduire des personnes arrêtées, ou qu'il a été requis par l'autorité compétente pour faire escorter des prisonniers, il se conforme aux règles suivantes :

L'escorte se compose toujours d'un nombre de soldats double du nombre des individus à conduire. Une escorte de deux à huit soldats est commandée par un caporal ; au-dessus de ce nombre, elle est commandée par un sergent auquel le caporal reste adjoint. Elle est toujours en armes.

Le commandant de la garde ou du piquet, hors le cas d'empêchement absolu, assiste de sa personne à l'extraction des prisonniers et à leur remise à l'escorte. Il rappelle au chef de l'escorte qu'aux termes de la loi, il demeure responsable de leur évasion et qu'il peut, pour ce fait, être traduit devant un conseil de guerre.

Dispositions militaires à prendre par les escortes.

67. Les hommes commandés pour le service d'escorte sont choisis de préférence parmi les anciens soldats; ils marchent de manière à envelopper les prisonniers; si l'escorte est commandée par un caporal, il se place à la queue de la colonne; si elle est commandée par un sergent, le caporal prend la tête et le sergent se place à la queue de la colonne ou reste en observation sur l'un des flancs pour diriger les mouvements.

Les agents qui ont opéré les arrestations doivent d'ailleurs, autant qu'il est possible, conduire eux-mêmes les individus arrêtés, sous la protection de l'escorte, qui a surtout pour objet de prêter main-forte et d'empêcher les évasions.

Marche des escortes.

68. Il est expressément défendu à l'escorte de s'arrêter pendant le trajet et de permettre aux prisonniers de s'arrêter ou de communiquer avec qui que ce soit. Elle ne se laisse pas rompre par les voitures, évite les quartiers populeux, les foules, et se détourne, s'il est nécessaire, de la voie directe pour prendre les rues les moins fréquentées.

Effectif des escortes. — Cas d'insuffisance.

69. Dans aucun cas, les commandants des gardes ou piquets ne commandent pour le service d'escorte plus de la moitié de leur effectif. Pour se conformer à cette règle, ils font faire, s'il est nécessaire; l'opération en plusieurs fois ou au moyen de réquisitions qu'ils sont autorisés à faire dans les postes ou les casernes les plus rapprochés.

Évasion.

70. En cas d'évasion, les chefs de poste ou d'escorte sont responsables; ils sont tenus de faire immédiatement leur rapport, en spécifiant toutes les circonstances qui se rattachent à l'évasion.

Cas d'alarme, de trouble ou d'attaque.

71. En cas d'alarme, les chefs de poste tiennent leur troupe sous les armes. Ils ne laissent jamais de rassemblement ou d'attroupement se former dans les environs du corps de garde; si, les rassemblements persistant, les chefs constatent des symptômes de troubles sérieux, ils recommandent aux sentinelles d'être alertes, précisent les circonstances dans lesquelles elles doivent se replier sur le poste, et font charger les armes en cas de péril imminent.

Le commandant d'armes, le commissaire de police et les postes voisins sont immédiatement avertis, si les communications le permettent.

En cas d'attaque, le commandant de la garde défend énergiquement son poste par tous les moyens en son pouvoir et jusqu'à la dernière extrémité, en se conformant, d'ailleurs, pour cette défense, aux dispositions écrites que le commandant d'armes a arrêtées pour chaque poste, en vue d'événements de ce genre. Ces dispositions font connaître, conformément à l'article 18, les postes qui doivent se replier sur d'autres, suivant des règles déterminées, et les postes qui, destinés au contraire à servir de points d'appui aux troupes de la garnison, doivent être défendus à outrance.

Hors des cas d'attaque, les gardes, piquets ou patrouilles ne peuvent faire usage de leurs armes, en vue du rétablissement de l'ordre, que dans les circonstances et sous les conditions prévues par l'article 169.

Cas d'incendie.

72. En cas d'incendie, le chef de poste fait prendre les armes et avertir le poste des sapeurs-pompiers. Il envoie sur les lieux le nombre d'hommes armés dont il peut disposer sans trop s'affaiblir, pour empêcher le désordre et faciliter les premiers secours.

Il avertit sans délai le major de la garnison ou, à défaut, le commandant d'armes, le commissaire de police et les gardes de police des casernes qui sont à proximité. Si l'incendie éclate dans un bâtiment militaire ou dans le voisinage d'un bâtiment militaire, il fait prévenir le chef du génie. Le major de la garnison informe immédiatement le commandant d'armes.

A l'arrivée des troupes de la garnison, les hommes de garde retournent au poste.

Garde des portes.

73. Les commandants des gardes placées aux portes sont tenus de déférer aux réquisitions des agents assermentés du service du génie, pour tout ce qui tient à la conservation des fortifications; ils font saisir les animaux trouvés pâturant sur les remparts ou dans les ouvrages et les mettent en fourrière; ils en rendent compte sur-le-champ au major de la garnison.

Ils prêtent main-forte aux préposés des octrois et des douanes, lorsque ceux-ci réclament assistance pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils interdisent la sortie de la place aux hommes de troupe de la garnison qui sont en état d'ivresse ou qui, porteurs de leur sac, n'ont pas une feuille de route ou une permission régulière; ils font conduire au bureau de la place ceux qui sont en contravention.

Les jours de marché, ou lorsqu'il y a affluence de voitures, ils placent des sentinelles volantes pour empêcher l'encombrement aux portes ou sur les ponts et pour maintenir le passage libre.

Lorsqu'un voiturier a été arrêté pour avoir fait des dégradations aux portes ou aux ponts, ils en font sur-le-champ rapport au major de la garnison et attendent des ordres.

Ouverture et fermeture des portes des places de guerre.

74. En temps de paix, les portes des places de guerre restent habituellement ouvertes jour et nuit.

Les portes de secours et les poternes ne le sont qu'exceptionnellement et sur un ordre du commandant d'armes.

L'autorité militaire conserve toujours la faculté de fermer la totalité ou une partie des portes chaque fois qu'elle le juge nécessaire.

Rapports.

75. Tous les matins, à l'heure ordonnée par le commandant d'armes, les chefs de poste envoient au bureau de la place un rapport modèle A relatant les faits et événements de toute nature qui se sont passés depuis qu'ils ont pris possession du poste ; ils entrent, à cet égard, dans des détails circonstanciés. Les chefs des postes de police n'envoient ce rapport que dans les cas prévus à l'article 63 et suivants.

Ainsi, lorsque le poste a participé à des arrestations, le rapport fait mention des noms, prénoms, grades ou professions et demeures des personnes arrêtées, du motif de ces arrestations, de l'heure, de l'endroit où elles ont été faites, du lieu où ces personnes ont été conduites, etc.

Le rapport rend compte des punitions qui auraient été infligées aux hommes de garde, des mouvements de troupe faits aux environs du poste, depuis la retraite jusqu'au réveil, des heures d'arrivée et de départ des piquets de renfort ou de surveillance qui seraient venus stationner au poste, etc.

Enfin les chefs de poste informent le major de la garnison, dans un rapport spécial, de tout événement offrant quelque gravité et que l'autorité supérieure a intérêt à connaître sur-le-champ.

Les rapports sont portés au bureau de la place par un sous-officier si le chef de poste est officier, par un caporal si le chef de poste est sergent, par un soldat si le chef de poste est caporal.

Punitions.

76. Pour les fautes légères, on peut infliger aux hommes de garde une des punitions déterminées par le règlement sur le service intérieur ; il est défendu de les punir par des corvées ou des factions en dehors de leur tour.

Lorsqu'un homme de garde commet une faute grave, ou s'il doit être arrêté en vertu d'un mandat de justice, il en est rendu compte au major de la garnison, qui le fait relever, s'il y a lieu.

2° DEVOIRS DES SERGENTS ET CAPORAUX DE GARDE QUI NE SONT PAS CHEFS DE POSTE.

Service du sergent de garde.

77. Le sergent de garde, sous les ordres d'un officier, surveille tous les détails du service et en assure l'accomplissement.

En allant au rapport, il porte le rapport du poste et les boîtes des rondes et des patrouilles; il les présente à la vérification du major de la garnison; il rapporte au poste les marrons pour les rondes et les patrouilles; il les remet au caporal de consigne, qui les donne au caporal de consigne de la nouvelle garde.

Le caporal ou le soldat qui, dans le cas prévu par l'article 75, est envoyé au rapport, se conforme à ce qui vient d'être prescrit pour le sergent.

Service des caporaux de garde.

78. La pose des sentinelles et la reconnaissance des rondes et patrouilles sont partagées entre les caporaux par le chef de poste, de manière qu'ils aient un égal service à faire. Lorsqu'il n'y a qu'un caporal, il est chargé de l'ensemble du service.

Un caporal chef d'un petit poste peut, pendant le jour, se faire suppléer pour la pose des sentinelles par un soldat de première classe ou, à défaut, par le plus ancien de deuxième classe; ces hommes n'en doivent pas moins faire faction à leur tour.

Le matin, les caporaux font balayer le corps de garde et les environs du poste par des hommes de corvée; ceux qui sont de garde aux portes font balayer, en outre, les ponts et les passages voûtés.

Caporal de consigne.

79. Le caporal de consigne est particulièrement chargé de veiller à la propreté et à l'entretien du matériel en service dans le corps de garde, tels qu'ustensiles, bancs, tables, planchettes de consignes et tous objets formant le mobilier du poste.

En prenant possession du poste, il vérifie, avec le caporal de consigne de la garde descendante, si tous les objets énoncés dans les inventaires existent et sont en bon état; il s'assure également de l'état des portes, des fenêtres, etc.; il en rend compte au chef de poste.

Si des objets manquent ou sont dégradés, le chef de poste en informe le major de la garnison, qui les fait sur-le-champ remplacer ou réparer aux frais du chef de poste de la garde descendante ou de qui de droit. Si le caporal de consigne n'a pas rendu compte au chef de poste, il est responsable envers lui des objets manquants ou dégradés.

Dès que la garde a rompu les rangs, le caporal de consigne se conforme aux ordres du commandant d'armes pour la perception du

chauffage et de l'éclairage. S'il y a lieu d'envoyer des hommes de corvée, ceux-ci sont en képi; ils conservent leur cartouchière et leur épée-baïonnette comme marque de service.

Les corvées sont faites à tour de rôle, en commençant par les hommes qui doivent aller les derniers en faction.

Caporal de pose.

80. Le caporal de pose est responsable de la tenue des sentinelles, de leur exactitude à observer leur consigne et à la transmettre aux sentinelles qui viennent les relever. Il est également responsable de la conservation des guérites et capotes de guérite, lorsqu'il ne signale pas les dégradations et qu'il n'en fait pas connaître les auteurs.

A l'arrivée de la garde, sur l'ordre du chef de poste, il numérote les hommes en commençant par ceux de la première file, pour déterminer les tours de faction (art. 59).

Il fait ensuite sortir la première pose et la forme en avant de la garde. Puis il va relever les sentinelles, de concert avec le caporal de pose de la garde descendante, en se conformant aux règles prescrites par l'article 82 ci-après.

Placement des sentinelles.

81. Les plus anciens soldats de première classe sont mis en faction de préférence devant les armes et aux postes les plus éloignés ou les plus importants. On fait prendre aux jeunes soldats les factions les plus rapprochées du corps de garde, afin de pouvoir les surveiller plus directement et les instruire de leur devoir.

Les sentinelles font faction sac au dos.

Manière de relever les sentinelles.

82. Les sentinelles sont relevées de deux heures en deux heures, de jour comme de nuit; elles le sont d'heure en heure lorsque la rigueur de la saison ou des circonstances particulières le font juger nécessaire au commandant d'armes.

Toutes les fois qu'un caporal doit aller relever les sentinelles, il fait sortir les soldats que leur tour appelle à marcher, en les désignant par leur numéro, les forme sur un rang, leur fait mettre la baïonnette au canon et la met lui-même et s'assure de la régularité de leur tenue et de l'état de leurs armes.

Il les forme sur deux rangs si le nombre des sentinelles est de quatre et au-dessus, puis il les met en marche par le flanc et se place à la gauche de la première file. Il va relever d'abord la sentinelle devant les armes et successivement les autres, en commençant par les plus éloignées. Toutes, excepté la première, doivent le suivre jusqu'à son retour au poste.

A six pas de la sentinelle à relever, le caporal arrête ses hommes, cette sentinelle se met au port d'armes, le caporal porte les armes et

les fait porter à la nouvelle sentinelle, puis il se met en marche avec elle et l'arrête en face de l'ancienne. Les deux sentinelles présentent les armes au commandement du caporal et l'ancienne sentinelle donne la consigne; le caporal la rectifie, s'il y a lieu, et ajoute les explications nécessaires. Il leur fait ensuite porter les armes. Il fait reconnaître par la nouvelle sentinelle l'état de la guérite et de la capote de guérite. Il examine s'il n'a pas été mis dans la guérite, ou à côté, des pierres pour s'asseoir, et si les fenêtres n'ont pas été bouchées.

La sentinelle relevée se place à la gauche. Le caporal remet ses hommes en marche et va relever les autres sentinelles.

Lorsque toutes les sentinelles ont été relevées, le caporal les ramène au poste; il leur fait retirer la cartouche si l'arme est chargée et remettre la baïonnette; puis il fait rompre les rang; il rend compte au chef de poste.

Sentinelles d'augmentation.

83. A l'heure qui est fixée par le major de la garnison, le caporal prend les ordres du chef de poste pour placer des sentinelles d'augmentation pour la nuit; il les retire à l'heure prescrite.

Sergents et caporaux commandant les postes détachés.

84. Les sergents et les caporaux détachés d'un poste rendent compte immédiatement au chef de ce poste de tous les événements qui peuvent intéresser le service; ils lui envoient leur rapport le matin, assez tôt pour qu'il puisse le comprendre dans son rapport au major de la garnison.

Dès que les postes détachés sont relevés, ils rejoignent le poste principal dont ils font partie.

3^e DEVOIRS DES SENTINELLES.

Devoirs généraux.

85. Les sentinelles ont toujours la baïonnette au canon; elles peuvent être l'arme au pied ou au port d'armes ou bien porter l'arme sur l'une ou l'autre épaule, mais elles ne doivent jamais la quitter, ni la mettre à la bretelle, même dans la guérite; lorsqu'elles sont dans le cas de se mettre en défense, elles croisent la baïonnette.

Elles doivent toujours garder une attitude militaire; il leur est défendu de s'asseoir, de lire, de siffler, chanter ou fumer, de parler à qui que ce soit sans nécessité et de s'écarter de leur guérite à plus de trente pas. Elles ne souffrent pas qu'il soit fait des ordures ou des dégradations aux environs de leur poste.

Elles ne se laissent relever que par les caporaux ou par les fonctionnaires caporaux du poste; elles ne répètent leur consigne ou n'en

reçoivent de nouvelles qu'en présence du chef de poste, du sergent ou des caporaux.

Elles sont constamment attentives et observent tout ce qui se passe en vue de leur poste, même lorsque le mauvais temps les oblige à rester dans leur guérite. Elles en sortent toutes les fois qu'elles voient venir un officier général, les officiers de visite des postes revêtus de leurs insignes de service, une troupe, quelle qu'elle soit, des autorités en corps, lorsqu'elles entendent du bruit ou que, pendant la nuit, elles entendent qui que ce soit approcher d'elles.

S'il arrive qu'une sentinelle ait besoin de se faire relever, elle crie : *Caporal, venez relever !* Ce cri est transmis jusqu'au poste de sentinelle en sentinelle.

Les sentinelles doivent protection, sans quitter leur poste, à tout individu dont la sûreté est menacée.

Alertes des sentinelles.

86. Les sentinelles doivent donner l'alerte dans trois circonstances : pour signaler un incendie, lorsque l'ordre est troublé, pour rendre les honneurs.

Lorsqu'une sentinelle aperçoit un incendie, elle crie : *Au feu !*

Lorsqu'elle entend du bruit, voit commettre un délit ou du désordre, lorsqu'un individu est poursuivi par la clameur publique, etc., elle crie : *A la garde !* Ces cris sont répétés de sentinelle en sentinelle jusqu'au corps de garde ; le chef de poste envoie le sergent ou un caporal avec plusieurs soldats pour arrêter ceux qui troublent l'ordre. Il se conforme aux prescriptions des articles 63, 64 et 65.

Pour rendre les honneurs, les sentinelles s'arrêtent, font face du même côté que leur guérite et régularisent leur position, ou portent ou présentent les armes, lorsque les personnes à qui les honneurs sont dus sont arrivées à six pas d'elles ; elles restent en position jusqu'à ce qu'elles aient été dépassées de six pas.

Les articles 291 et suivants font connaître les circonstances dans lesquelles les sentinelles doivent porter ou présenter les armes ou régulariser leur position pour rendre les honneurs.

Sentinelles devant les armes.

87. Les sentinelles devant les armes crient : *Aux armes !* lorsqu'elles entendent battre ou sonner la générale ou qu'elles aperçoivent une troupe armée, un officier général, le commandant d'armes, les officiers de visite des postes (art. 105), toute personne et tout corps constitué pour lesquels la garde doit prendre les armes, conformément aux règles posées par le présent règlement (art. 281 et suivants).

Le poste ne met le sac au dos que lorsqu'on bat ou que l'on sonne la générale.

Sentinelles pendant la nuit.

88. Lorsque, par suite d'une consigne spéciale, les sentinelles ne doivent pas se laisser approcher pendant la nuit, elles crient : *Halte-là !* d'une voix forte à toutes les personnes qui s'approchent; si l'on ne s'arrête pas, elles répètent une seconde fois : *Halte-là !* Si l'on s'arrête, elles crient : *Qui vive ?* et s'il ne leur est fait une des réponses prévues par les articles 96 et suivants (patrouilles et rondes), elles crient : *Au large !* pour faire passer du côté opposé à celui qu'elles occupent.

Si, après qu'elles ont crié deux fois : *Halte-là !* on continue à s'avancer sans leur répondre, elles croisent la baïonnette et empêchent de passer.

Dans les cas d'alarme, de trouble ou d'attaque prévus par l'article 71 et en tout temps pour les sentinelles qui ont reçu l'ordre de charger leurs armes, si l'on continue à s'avancer après le deuxième cri : *Halte-là !* les sentinelles crient : *Halte-là ou je fais feu !* Si, malgré cet avertissement, on continue à s'avancer, elles font feu et appellent la garde.

Sentinelles aux portes.

89. Les sentinelles aux portes et aux barrières veillent à ce que les voitures n'encombrent jamais le passage. Elles empêchent de trotter ou de galoper sur les ponts-levis.

Sentinelles des gardes de police.

90. Les sentinelles extérieures des gardes de police sont assujetties aux mêmes devoirs généraux que les sentinelles des postes de la place..

Insulte envers une sentinelle.

91. Toute sentinelle insultée par un militaire, quel que soit son grade, ou par tout autre individu, l'arrête ou le fait arrêter sur-le-champ et conduire au poste; si elle est frappée, elle fait usage de ses armes.

CHAPITRE XI.

DU MOT ET DE LA RETRAITE.

Du mot.

92. Le mot est l'ensemble de deux noms : le premier, qui forme le *mot d'ordre*, est le nom d'un grand homme, d'un général célèbre ou d'un brave mort au champ d'honneur; le second, qui est appelé *mot de ralliement*, est le nom d'une bataille, d'une ville, d'une vertu civile ou guerrière.

Le mot varie chaque jour; il est donné par le commandant d'armes,

qui l'a reçu, par la voie hiérarchique, du général commandant le corps d'armée.

Dans les places de guerre qui sont ports militaires, le mot est le même pour la place et les établissements de la marine. Il est fixé de concert par le préfet maritime et le commandant du corps d'armée dont dépend la place.

Dans une place investie, le mot est donné par le gouverneur.

Le mot est transmis aux chefs de corps et aux chefs de service par le major de la garnison, sous pli cacheté, avant l'heure de la garde montante, et il est donné par l'adjudant-major de semaine aux chefs de poste, aux officiers et aux sous-officiers de ronde et de piquet.

Il est également envoyé, s'il y a lieu, aux chefs du service des douanes et du service forestier.

Arrivés au poste, les chefs de poste réunissent les sous-officiers et les caporaux de leur garde et leur donnent le mot.

Les caporaux donnent le mot de ralliement aux sentinelles.

Quand le commandant d'armes, ou le préfet maritime dans un port militaire, ont lieu de supposer que le mot a été livré ou surpris, ils sont autorisés à le changer, à la charge de s'en informer mutuellement et de rendre compte.

Le major de la garnison envoie le mot par un officier ou par un sous-officier aux autorités militaires, aux chefs de corps et de service et aux autorités civiles désignées à l'article 306.

De la retraite.

93. Le commandant d'armes peut, quand il le juge utile, prescrire que la retraite soit battue ou sonnée.

Il en informe l'autorité civile et il détermine les rues par lesquelles la retraite doit passer.

CHAPITRE XII.

DES PATROUILLES, DES RONDES ET DE LA VISITE DES POSTES.

Patrouilles.

94. Les patrouilles se font habituellement de nuit; il en est fait de jour lorsque les circonstances l'exigent. Elles parcourent l'intérieur de la place et le terrain militaire, suivant un itinéraire déterminé par le major de la garnison.

Le nombre des patrouilles et leur force sont réglés par le major de la garnison, qui fait varier fréquemment les heures de départ et les itinéraires. Elles sont commandées, suivant les circonstances, par un officier, un sous-officier, un caporal ou brigadier ou un soldat de première classe. Pendant la nuit et quand cela est nécessaire, elles peuvent être accompagnées par un agent de la police civile, qui marche à côté du chef de patrouille.

Le major prescrit tous les jours les dispositions relatives aux patrouilles que les postes doivent faire pendant la nuit. Si la force des postes ne leur permet pas de fournir toutes les patrouilles, elles sont prises dans les piquets.

Les chefs de patrouille reçoivent, par les soins du major, des marrons sur lesquels sont inscrits le numéro et l'heure des patrouilles; ils sont tenus de les déposer dans des boîtes placées à cet effet dans les corps de garde ou dans les guérites qui leur sont indiqués. Ces boîtes sont portées au bureau de la place avec le rapport du matin; le major en a la clef; il vérifie, au moyen des marrons, si les patrouilles ont été faites exactement et dans l'ordre voulu.

Devoirs des patrouilles.

95. Les patrouilles marchent la baïonnette au canon; elles parcourent en bon ordre, en silence et à une allure très modérée, le chemin qui leur a été tracé; elles ne peuvent s'en écarter que lorsqu'elles entendent du bruit dans les rues voisines ou aperçoivent un incendie. Dans le premier cas, leurs chefs se conforment aux articles 63 et 65; dans le second cas, ils les conduisent vers l'incendie pour maintenir l'ordre, après avoir fait avertir le poste le plus voisin. Les patrouilles se retirent quand les troupes de la garnison arrivent.

Les patrouilles arrêtent les militaires qu'elles trouvent sans permission dans les rues après l'appel du soir ou l'heure fixée pour leur rentrée, et toutes les personnes qui commettent des désordres ou qui contreviennent aux lois ou aux règlements de police. Les uns et les autres sont conduits au corps de garde le plus voisin. Le chef de poste se conforme aux prescriptions de l'article 63.

Les chefs de patrouille s'assurent de la vigilance des sentinelles; s'ils en trouvent en défaut, ils en préviennent le chef du poste auquel elles appartiennent.

À leur retour, il rendent compte au chef de leur poste, qui comprend leur rapport dans celui qu'il adresse au major de la garnison (art. 75).

Manière de reconnaître les patrouilles.

96. Lorsque la sentinelle placée devant les armes aperçoit, la nuit, une troupe armée, elle crie : *Halte-là ! Aux armes !* La troupe s'arrête; la garde se forme aussitôt. Un des caporaux de garde, accompagné de deux hommes armés et d'un troisième portant un falot, qui ont été désignés à l'avance, se porte à quinze pas, laissant son escorte à quatre pas derrière lui au port d'armes, et crie : *Qui vive ?* S'il lui est répondu : *Patrouille !* il crie : *Avance à l'ordre !* et croise la baïonnette. Le chef de patrouille s'avance seul, les hommes qui l'accompagnent restant à l'endroit où ils ont été arrêtés par la sentinelle; il donne à voix basse le mot d'ordre au caporal, qui lui rend de même le mot de ralliement et qui se forme en ligne avec son escorte pour le laisser passer; la sentinelle porte les armes, la garde rentre au poste.

Les chefs de patrouille entrent seuls au poste pour apposer leur signature sur la feuille de rapport et déposer le marron, s'il y a lieu. Ils indiquent l'heure de leur passage au corps de garde et le nom du poste ou du piquet auxquels ils appartiennent. S'ils ont remarqué quelque chose d'extraordinaire, ils le signalent.

Si la troupe armée ne s'arrête pas au cri de : *Halte-là !* la sentinelle le renouvelle; si la troupe continue à marcher, la sentinelle croise la baïonnette et le poste se met en défense.

Si le mot d'ordre n'est pas celui qui a été donné, le caporal conduit le chef de patrouille au commandant du poste. Celui-ci l'examine, l'interroge et, s'il lui paraît suspect, il le fait arrêter ainsi que les hommes qui l'accompagnent. Il en fait prévenir immédiatement le major de la garnison. S'il ne lui paraît pas suspect, il le laisse continuer sa patrouille et rend compte sur son rapport.

Les sentinelles qui ne sont pas devant les armes arrêtent également les patrouilles par le cri de : *Halte-là !* La patrouille étant arrêtée, elles crient : *Qui vive ?* La réponse reçue, elles crient : *Avance au ralliement !* et croisent la baïonnette. Elles reçoivent le mot de ralliement du chef de patrouille, qui doit s'avancer seul, et ne le lui donnent jamais.

Si la troupe armée ne s'arrête pas au cri de : *Halte-là !* la sentinelle le renouvelle, et si la troupe continue à s'approcher, la sentinelle croise la baïonnette et crie : *Aux armes !* Ce cri est transmis au poste de sentinelle en sentinelle. La sentinelle agit de même si le mot de ralliement n'est pas celui qui a été donné.

Rencontre de deux patrouilles.

97. Lorsque deux patrouilles se rencontrent, celle qui la première aperçoit l'autre crie : *Halte-là ! — Qui vive ?* et s'arrête; l'autre répond et s'arrête aussi; la première crie : *Avance à l'ordre !* Les chefs des deux patrouilles s'avancent seuls l'un vers l'autre; celui qui a crié le premier : *Halte-là ! — Qui vive ?* reçoit de l'autre le mot d'ordre, quel que soit son grade, et lui donne le mot de ralliement. Les patrouilles se remettent en marche et, en passant l'une auprès de l'autre, elles portent les armes.

Troupe passant pendant la nuit à portée d'un poste.

98. Lorsque, pendant la nuit, une troupe passe à portée d'un poste ou d'une sentinelle isolée, les sentinelles, la garde, son commandant, les caporaux et le commandant de la troupe se conforment à ce qui est prescrit à l'article 96 en substituant l'indication du corps à celle de patrouille.

Lorsque le commandant de la troupe a donné le mot, il n'entre pas au poste; le caporal ou la sentinelle le laisse passer. La troupe et la garde sont au port d'armes.

Toutes les fois qu'une troupe sort des casernes pendant la nuit, celui qui la commande reçoit, par les soins du chef de corps, les

mots d'ordre et de ralliement; la troupe marche sans bruit de tambour, de clairon ou de trompette.

Service de ronde.

99. Les rondes sont toujours faites la nuit.

Le major de la garnison règle, d'après les ordres du commandant d'armes, le nombre et l'espèce des rondes; il détermine les jours et les heures où elles doivent être faites, les postes d'où elles partent et ceux qu'elles ont à visiter. Dans des cas extraordinaires, le major de la garnison peut prescrire de doubles rondes qui, partant de points différents, se croisent en chemin.

Lorsque le petit nombre des officiers de compagnies disponibles rend le service des rondes trop pénibles, les officiers pourvus d'emplois spéciaux peuvent être appelés à concourir avec eux pour ce service, par exception aux prescriptions de l'article 52.

Tous les sous-officiers, y compris les adjudants, sont, en tout temps, commandés pour le service des rondes et s'annoncent : « Ronde de sous-officier. »

Différentes sortes de rondes.

100. Il y a quatre sortes de rondes :

1° Ronde de sous-officier;

2° Ronde d'officier (de capitaine, lieutenant, sous-lieutenant);

3° Ronde-major (du major de la garnison ou d'un officier supérieur);

4° Ronde du commandant d'armes.

Les officiers et sous-officiers de ronde reçoivent le mot de l'adjudant-major de semaine de leur régiment. Le poste d'où ils partent leur fournit un falot allumé; ils le font porter devant eux par un soldat armé et sont tenus de le faire rapporter au poste, leur ronde terminée. Les postes d'où partent les rondes sont pourvus de deux falots, afin qu'il en reste toujours un au corps de garde.

Le commandant d'armes, le major de la garnison, les officiers supérieurs peuvent faire les rondes à cheval; pour se faire reconnaître par les postes, ils ne sont pas tenus de mettre pied à terre. Ils sont escortés lorsque les circonstances le font juger nécessaire. Le commandant d'armes fixe la force et la composition de leur escorte.

Devoirs des officiers et sous-officiers de ronde.

101. Les officiers et les sous-officiers de ronde suivent le terre-plein des ouvrages dans lesquels ils passent, et montent de temps en temps sur le rempart; ils examinent si les sentinelles sont toutes à leur poste et si elles remplissent leur devoir; ils ordonnent des punitions, s'il y a lieu; ils avertissent les chefs de poste des fautes ou des négligences qu'ils ont remarquées et des punitions qu'ils ont ordonnées.

S'ils découvrent des faits contraires au bon ordre, il en préviennent le chef du poste le plus voisin, pour qu'il prenne des mesures en conséquence, et en font mention dans le rapport écrit (modèle B) qu'ils adressent au major de la garnison le lendemain matin.

Si ce qu'ils découvrent intéresse la sûreté de la place, ils en informent sur-le-champ les postes voisins et vont en rendre compte au major de la garnison.

Les officiers et les sous-officiers de ronde sont tenus de signer le rapport déposé dans chaque corps de garde; ils y indiquent l'heure de leur passage.

Ils peuvent passer l'inspection d'un poste dont le commandant leur est inférieur en grade.

On peut placer dans certaines guérites des boîtes où ils déposent les marrons que le major de la garnison leur a fait remettre.

Manière de reconnaître les différentes rondes.

102. Lorsque, après avoir arrêté une ronde par le cri : *Halte-là!* la sentinelle placée devant les armes ayant crié : *Qui vive?* il lui a été répondu : *Ronde du commandant d'armes, Ronde-major, Ronde d'officier ou Ronde de sous-officier*, elle crie : *Caporal, Ronde du commandant d'armes, Ronde-major, Ronde d'officier ou Ronde de sous-officier!* Un caporal de la garde sort, accompagné de deux hommes armés et d'un troisième portant un falot; il se porte à quinze pas en avant; plaçant son escorte comme il a été dit article 96, et crie : *Qui vive?* La ronde ayant répondu, il croise la baïonnette et crie : *Avance à l'ordre!* L'officier ou le sous-officier de ronde lui donne le mot d'ordre; le caporal lui rend le mot de ralliement et se met en ligne avec son escorte pour le laisser passer; la sentinelle porte les armes. Si le mot d'ordre n'est pas celui donné par la place, le caporal conduit l'officier ou le sous-officier au chef de poste, qui l'examine, l'interroge et le fait arrêter, s'il y a lieu.

Les sentinelles qui ne sont pas devant les armes arrêtent également les rondes par le cri : *Halte-là!* La ronde étant arrêtée, elles crient : *Qui vive?* La réponse reçue, elles crient : *Avance au ralliement!* et croisent la baïonnette. Elles reçoivent le mot de ralliement et ne le donnent jamais. L'officier ou sous-officier de ronde doit s'avancer seul.

Rencontre de deux rondes.

103. Lorsque deux rondes se rencontrent, celle qui la première aperçoit l'autre crie : *Halte-là!* — *Qui vive?* et s'arrête; celle-ci répond : *Ronde!* en désignant de quelle sorte, et s'arrête aussi; la première s'annonce à son tour; puis elles marchent à la rencontre l'une de l'autre, et lorsqu'elles sont à six pas, celle qui la première a arrêté l'autre crie : *Avance à l'ordre!* reçoit le mot d'ordre et rend le mot de ralliement.

La même règle s'applique à la rencontre d'une ronde et d'une patrouille.

Visite des postes.

104. Un officier supérieur est habituellement commandé pour la visite des postes pendant le jour.

Les colonels, les lieutenants-colonels, les chefs de bataillon et d'escadrons des troupes de toutes armes de la garnison roulent ensemble pour ce service; les officiers supérieurs sans troupes en sont exempts, comme il a été dit à l'article 52.

Le commandant d'armes peut également faire visiter les postes par les officiers attachés à son état-major. Ceux-ci sont alors porteurs de l'insigne de service.

Le major de la garnison désigne l'officier supérieur de visite au rapport du matin.

A défaut ou en cas d'insuffisance d'officiers supérieurs, les capitaines peuvent être employés à la visite des postes. En toutes circonstances, aucun officier ne peut visiter un poste commandé par un officier d'un grade supérieur ou égal au sien.

Manière de reconnaître l'officier supérieur de visite. — Devoirs qu'il remplit.

105. Dès que la sentinelle devant les armes aperçoit l'officier supérieur de visite, lequel doit toujours être revêtu de l'insigne de service, elle crie : *Aux armes!* La garde se forme promptement, le chef du poste la fait reposer sur les armes; la sentinelle présente les armes.

L'officier de visite en passe l'inspection; il s'assure qu'il ne manque personne, que les armes et les munitions sont en bon état, que les sacs contiennent les effets réglementaires, que chacun connaît ses devoirs et les remplit avec exactitude; il reçoit le rapport verbal du chef de poste; il s'assure que les sentinelles sont placées comme elles doivent l'être; il leur fait répéter leur consigne en présence du chef de poste.

Il peut encore être chargé de visiter les prisons et les hôpitaux militaires; dans ce cas, il se conforme aux prescriptions des articles 136 et 148.

Il adresse son rapport (modèle C) par écrit au commandant d'armes et le lui fait remettre le lendemain matin à l'heure fixée; dans les cas urgents, il le lui envoie sur-le-champ ou il va le lui faire lui-même.

Disposition générale.

106. Les officiers commandés pour faire les rondes, la visite des postes, celle des hôpitaux et des prisons, ne sont dispensés des devoirs du service ordinaire qu'autant que ces devoirs ne peuvent se concilier avec ceux du service de la place.

Cette disposition est applicable aux sous-officiers commandés pour les rondes et les patrouilles.

CHAPITRE XIII

DE LA POLICE MILITAIRE DANS LES PLACES.

Objet de la police militaire.

107. La police militaire s'exerce par le commandant d'armes ou, sous sa direction, par le major et les adjudants de la garnison, sur tout ce qui concerne l'ordre public dans les cas prévus par le présent règlement, le service de la place, la garde des fortifications et des établissements militaires, la tenue et la police générale des troupes de la garnison et des militaires de passage.

Officiers généraux, officiers, fonctionnaires, employés militaires ou marins arrivant dans une place.

108. Les officiers généraux qui arrivent dans une place ou dans une ville ouverte pour y séjourner en vertu d'une mission, d'un congé ou d'une permission, en donnant avis au commandant d'armes, en indiquant la durée de leur séjour et leur adresse.

Les contrôleurs généraux, les intendants généraux, les intendants militaires, les inspecteurs du service de santé se conforment à la même règle.

Les officiers supérieurs et autres, les contrôleurs, les sous-intendants militaires et adjoints, les officiers du corps de santé militaire, les officiers d'administration, les employés et agents du département de la guerre ayant rang d'officier se conforment également à la même règle lorsqu'ils sont en congé ou en permission. S'ils sont en mission, ils se présentent chez le commandant d'armes, à leur arrivée, et l'informent de la durée probable de leur séjour. S'ils sont d'un grade ou d'un rang supérieur au sien, ils l'informent par écrit. Les visites se font en tenue du jour, à moins d'ordres contraires.

Les militaires, employés ou agents qui n'ont pas rang d'officier doivent toujours présenter eux-mêmes au bureau de la place les titres dont ils sont porteurs ⁽¹⁾.

Inscription spéciale est faite audit bureau, sur un registre particulier, de tous les renseignements concernant les militaires, quel que soit leur grade, en mission, en congé ou en permission.

Toutes ces dispositions sont applicables aux officiers généraux, supérieurs et autres, aux fonctionnaires et employés ou agents de

⁽¹⁾ Les militaires, agents ou assimilés qui n'ont pas rang d'officier et qui se rendent en permission dans Paris, ne sont tenus de se présenter au général commandant la place que dans le cas où leur permission est d'une durée égale ou supérieure à huit jours.

Pour ceux qui sont porteurs d'une permission d'une durée inférieure à huit jours, les corps, services ou établissements auxquels ils appartiennent envoient directement, au moment de leur départ, au général commandant la place de Paris, un bulletin indiquant le nom du permissionnaire, la durée de sa permission et son adresse.

l'armée de mer ainsi qu'aux marins, excepté à Paris et dans les places qui sont ports militaires.

Les militaires ou marins isolés rentrant dans leurs foyers, comme passant dans la disponibilité ou la réserve, ne doivent se présenter à leur arrivée qu'à la gendarmerie de leur résidence.

Tenue.

109. Le commandant d'armes veille à ce que les militaires de la garnison, quel que soit leur grade, soient toujours dans la tenue prescrite.

Le commandant d'armes et, dans les localités où il n'y a pas de garnison, le commandant de la gendarmerie locale, surveille la tenue des officiers retraités et des officiers en réforme pour infirmités qui font usage de leur uniforme; ceux d'entre eux qui l'auraient compromis seraient signalés dans un rapport circonstancié adressé au commandant du territoire; ce dernier rend compte au commandant de la région territoriale, qui peut retirer à ces officiers le droit de le porter et qui en informe le ministre de la guerre.

La surveillance du commandant d'armes s'exerce également sur la tenue des officiers de réserve et de l'armée territoriale.

Spectacles.

110. Le commandant d'armes prend des dispositions spéciales afin que les militaires qui assistent au spectacle y respectent le bon ordre et y observent les règles de la police intérieure. Un officier et un sous-officier sont de service pour cet objet.

Cantinières-vivandières dans les casernes.

111. Le commandant d'armes veille à ce que les employés chargés de la perception des droits dont les lois de finances rendent passibles les cantinières-vivandières établies dans les bâtiments militaires ne soient pas entravés dans l'exercice de leurs fonctions.

Maisons de jeu. — Cabarets. — Filles publiques.

112. Le commandant d'armes ne permet pas que les militaires se livrent aux jeux de hasard.

Lorsqu'il est informé que des militaires fréquentent une maison de jeu, il la signale à l'autorité civile.

Il peut aussi requérir la visite des auberges, cafés, cabarets et autres lieux publics, pour que les militaires n'y restent pas après l'heure fixée pour leur rentrée au quartier. Il consigne ces établissements aux troupes de la garnison, quand il le juge nécessaire à l'intérêt de la discipline et de l'hygiène.

Les filles publiques rencontrées dans les casernes ou établissements militaires sont arrêtées et remises à la police locale; le com-

mandant d'armes a droit au concours de l'autorité civile pour toutes les mesures de recherches et de précaution qu'exige le soin de la santé des hommes.

Troupes consignées dans la place ou dans les casernes.

113. Lorsque les circonstances l'exigent, le commandant d'armes peut, de sa propre autorité ou sur la demande des chefs de corps, consigner dans l'intérieur de la place ou de la ville les troupes ou une partie des troupes de la garnison.

Dans des circonstances graves, le commandant d'armes peut consigner dans les casernes la totalité ou une partie des troupes de la garnison. Les chefs de corps et de détachement ont le même droit pour leurs troupes; ils préviennent sur-le-champ le commandant d'armes et lui font connaître leurs motifs.

Le commandant d'armes rend toujours compte de ces consignes, par la voie hiérarchique, au commandant de la région territoriale; hors le cas d'urgente nécessité, elles ne peuvent, sans l'autorisation de ce dernier, être prolongées au delà de vingt-quatre heures.

Prises d'armes inopinées.

114. Lorsque, par ordre du commandant d'armes, un corps doit, pendant le jour, prendre les armes ou monter à cheval seul et à l'improviste, le chef de corps fait battre ou sonner la marche particulière au régiment ou sonner le boute-selle précédé du refrain; les trompettes, les tambours ou clairons parcourent les différents quartiers de la ville. De nuit, le rassemblement a lieu sans bruit de caisse ou de clairon, ni de trompette. Les officiers sont immédiatement prévenus dans leurs logements.

Il est toujours rendu compte de ces prises d'armes au commandant de la région territoriale.

Une troupe en marche ne doit pas se laisser couper

115. Une troupe en marche ne doit pas se laisser couper par la foule ou par les voitures.

Lorsqu'elle fait une halte ou un repos dans l'intérieur d'une ville, le chef prend des mesures pour ne pas entraver la circulation et pour empêcher la foule de se mêler à la troupe.

Cas d'alarme.

116. L'alarme, de quelque nature qu'elle soit, est annoncée par la générale (art. 170).

Toute troupe arrivant dans une place, soit qu'elle doive y séjourner, soit qu'elle ne fasse qu'y passer, reçoit du commandant d'armes des instructions relatives au rôle qu'elle doit remplir et aux postes qu'elle doit occuper en cas d'alarme.

A la générale, les officiers, les sous-officiers et les soldats sont tenus de se réunir sur-le-champ au corps dont ils font partie.

Chaque corps est formé immédiatement et conduit, en armes, à l'emplacement qu'il doit occuper.

Distributions.

117. Lorsqu'il y a plusieurs corps dans la place, le commandant d'armes règle, d'après les besoins du service, de concert avec le sous-intendant, les heures des différentes distributions. Chaque corps, autant que possible, est, à son tour, servi le premier. Quand l'un d'eux doit faire un mouvement, il est servi le premier, lors même que ce ne serait pas son tour. Si la distribution pour un corps est commencée, elle ne peut être interrompue par l'arrivée d'un autre qui aurait dû être servi avant lui.

Champs de tir et de manœuvre.

118. Le commandant d'armes répartit entre les différents corps de la garnison l'usage des champs de manœuvre et celui des champs de tir d'infanterie; il détermine à cet effet les jours et heures auxquels chacun des corps de troupes peut s'y rendre.

L'usage des champs de tir spéciaux à l'artillerie ne peut être concédé aux troupes n'appartenant pas à cet arme que par le général commandant le corps d'armée.

CHAPITRE XIV.

DU SERVICE DE LA GENDARMERIE DANS LES PLACES.

Rapports du commandant d'armes avec la gendarmerie.

119. Les officiers de gendarmerie en résidence dans une ville ouverte ou fermée sont soumis aux règles de la discipline générale que le commandant d'armes a pour mission de faire observer; ils concourent, sous sa direction, à l'exécution des mesures de police militaire; ils ne sont tenus de lui rendre compte des ordres qu'ils reçoivent en dehors de lui que lorsque ces ordres intéressent le service ou la sécurité de la place.

Excepté dans l'état de siège, la gendarmerie ne concourt pas au service de la garnison. Elle n'assiste aux revues passées par le commandant d'armes que sur l'ordre du ministre ou du général commandant le corps d'armée.

Le commandant de la gendarmerie fait connaître au commandant d'armes les événements qui peuvent intéresser l'ordre public dans la place.

Il le prévient toutes les fois qu'il s'opère dans l'intérieur ou à proximité de la place une réunion de gendarmerie autre que celle de la résidence.

Il lui envoie, deux jours avant la fin de chaque mois, l'état de la situation de la gendarmerie de la place.

Troupes employées avec la gendarmerie.

120. Lorsqu'un détachement de troupes est appelé à agir de concert avec la gendarmerie, le commandement appartient à l'officier des deux troupes le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le grade. Si, d'après cette règle, c'est l'officier de troupe qui a le commandement et qu'il s'agisse d'un service spécial à la gendarmerie, il doit obtempérer aux demandes écrites de l'officier de gendarmerie, qui demeure responsable de l'exécution de son mandat, conformément au règlement sur le service de la gendarmerie⁽¹⁾.

Portes ouvertes à la gendarmerie.

121. Le commandant d'armes est tenu d'obtempérer aux demandes écrites et motivées que lui fait le commandant de la gendarmerie pour que les portes qui, par exception, seraient fermées la nuit soient ouvertes à lui ou à ses subordonnés, toutes les fois que le service l'exige.

Exécution des jugements militaires.

122. Pour l'exécution des jugements rendus par les tribunaux militaires, la gendarmerie ne peut être commandée qu'en vue d'assurer le maintien de l'ordre; elle reste étrangère aux détails de l'exécution.

CHAPITRE XV.

DES PUNITIONS.

Droits du commandant d'armes en matière de punitions.

123. Lorsque le commandant d'armes est officier général, il a, en matière de punitions, à l'égard de tous les militaires de la garnison et en ce qui concerne les infractions à la discipline, les droits qui lui sont conférés par son grade. S'il est officier supérieur, il a, dans les mêmes conditions, les droits qui appartiennent à un colonel dans son régiment, sauf en ce qui concerne les suspensions, pour lesquelles il en réfère au général commandant la subdivision de région; s'il est capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant, il a aussi dans les mêmes conditions les droits d'un capitaine dans sa compagnie.

Lorsqu'une punition d'arrêts de rigueur ou d'arrêts de forteresse est infligée à un officier, à un fonctionnaire ou à un employé militaire chargé d'une fonction spéciale qui engage sa responsabilité, le commandant d'armes prend les mesures nécessaires pour assurer le

service et pour mettre cette responsabilité à couvert; au besoin il suspend momentanément l'effet de la punition et en rend compte par la voie hiérarchique.

Si le commandant d'armes a des plaintes à former contre un membre du corps de l'intendance ou un membre du corps de santé à l'égard duquel il n'a pas le droit de punition, il en fait l'objet d'un rapport adressé, suivant le cas, soit au général commandant la division, soit au général commandant le corps d'armée.

Punitions infligées par le major et les adjudants de la garnison.

124. Les majors et les adjudants de la garnison ont, en matière de punitions, quant à leur nature et à leur durée, tous les droits que le règlement sur le service intérieur attribue aux officiers de leur grade.

Lorsque le major de la garnison, les adjudants de la garnison, les officiers et sous-officiers employés dans un service de place ont puni un militaire pour une infraction aux consignes générales de police, ils en rendent compte au commandant d'armes. Celui-ci peut confirmer ou modifier la punition; il peut même la faire cesser. Dans ce cas, il fait sentir à celui qui a puni l'erreur qu'il a commise et le charge de lever la punition. Il le punit lui-même s'il reconnaît qu'il y a eu de sa part abus d'autorité.

Le major de la garnison informe les chefs de corps et de service des punitions infligées aux militaires ou employés sous leurs ordres.

Il rend compte au commandant d'armes des punitions infligées aux officiers pour fautes commises dans le service de la place ou contre les règles de police générale de la garnison. Il provoque les punitions qu'il n'a pas le droit d'infliger.

Punitions infligées à des militaires d'autres corps.

125. Les officiers, les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers des corps de troupes qui infligent une punition à un militaire d'un autre corps en informent leur adjudant-major de semaine. Il en est rendu compte par le rapport journalier au major de la garnison; celui-ci fait connaître la punition au chef du corps auquel appartient le militaire puni.

Tout supérieur qui ne peut employer ce moyen de transmission donne directement avis au major de la garnison de la punition ordonnée.

CHAPITRE XVI.

DES CONSEILS DE GUERRE ET DES EXÉCUTIONS.

Réunion des conseils de guerre. — Exécution des jugements.

126. Dans les places où siègent les conseils de guerre, le major de la garnison est informé par le commissaire du gouvernement des jours

et heures auxquels ils sont convoqués; il fait commander le détachement nécessaire pour l'escorte des prévenus et pour la police des séances.

Lorsque les troupes de la garnison doivent assister en totalité ou en partie à l'exécution d'un jugement rendu par un conseil de guerre, le major de la garnison, après avoir reçu les ordres du commandant d'armes, indique le lieu et l'heure de l'exécution, ainsi que le nombre d'hommes armés qui doivent s'y trouver. Il prend toutes les mesures propres à assurer le maintien de l'ordre et fait commander les détachements de gendarmerie et de troupes qui sont nécessaires (art. 122).

Exécution à mort.

127. Si le condamné doit subir la peine capitale, l'exécution a lieu en présence des troupes de la garnison en armes. Le corps auquel appartient le condamné tient la droite; le plus ancien chef de corps prend le commandement.

Le major de la garnison fait commander pour l'exécution un adjudant, quatre sergents, quatre caporaux et quatre soldats pris à tour de rôle, en commençant par les plus anciens, dans le corps auquel appartient le condamné; lorsque le condamné n'appartient pas à un des corps de la garnison, ou lorsqu'il fait partie d'un corps qui n'est armé ni du fusil, ni du mousqueton, le piquet d'exécution est fourni à tour de rôle par les corps qui se trouvent dans la place, en commençant par le numéro le plus faible, et en suivant l'ordre de bataille.

Il est commandé, en outre, un cinquième soldat et un cinquième sergent, pris également parmi les plus anciens après ceux qui font partie du peloton d'exécution, le premier désigné pour bander les yeux du condamné et le faire mettre à genoux, et le second pour lui donner le coup de grâce.

L'adjudant, auquel un adjudant de la garnison a fait connaître le moment de l'exécution, fait charger les armes avant l'arrivée du condamné.

L'un des juges du conseil de guerre devant lequel a comparu le condamné doit être présent à l'exécution.

Il est assisté par le greffier qui en dresse procès-verbal.

Le condamné est amené sur le terrain par un détachement de cinquante hommes; il n'est pas porteur de ses insignes. Lorsqu'il arrive devant les troupes, elles portent les armes, les tambours ou les clairons battent ou sonnent aux champs.

Le condamné est placé au lieu de l'exécution; pendant la lecture de l'extrait du jugement par le greffier, on lui bande les yeux et on le fait mettre à genoux.

Le piquet, formé sur deux rangs, s'approche à six mètres du condamné et, celui-ci étant laissé seul, l'adjudant placé à quatre pas sur la droite et à deux pas en avant du piquet, lève son épée. A ce signal, les douze hommes mettent en joue, visant le milieu de la poitrine,

l'adjudant restant l'épée haute, laisse au piquet le temps d'assurer son tir, puis il commande : *Feu!* commandement instantanément suivi d'exécution. Le cinquième sous-officier donne ensuite le coup de grâce, le canon de l'arme étant placé juste au-dessus de l'oreille et à cinq centimètres du crâne.

Les exécutions multiples sont toujours simultanées; les condamnés sont placés sur une même ligne et séparés par un intervalle de dix mètres. Un seul adjudant commande le feu à tous les piquets.

L'exécution terminée, les troupes défilent devant le mort et sont reconduites dans leurs quartiers. Le commandant d'armes prend les mesures nécessaires pour l'inhumation.

Condamnation aux travaux forcés, à la déportation, à la détention, à la reclusion, au bannissement et aux travaux publics.

128. Si le jugement porte condamnation aux travaux forcés, à la déportation, à la détention, à la reclusion, au bannissement ou aux travaux publics, l'exécution a lieu, ainsi qu'il est dit à l'article 127, devant un détachement de chacun des corps de la garnison et devant les recrues ayant moins de trois mois de service.

Le corps auquel appartient le condamné s'y trouve en entier; il occupe la droite. La composition des détachements des autres corps est déterminée par le commandant d'armes. Toutes ces troupes sont dans la tenue fixée pour la garde, sauf les recrues, qui sont en tenue du jour.

La garde montante et le piquet n'y assistent pas.

Le condamné est amené par un détachement.

S'il doit subir la dégradation, soit comme peine principale, soit comme accessoire d'une peine autre que la mort, il est dégradé après que la lecture de son jugement a été faite par le greffier. Le commandant des troupes réunies prononce à haute voix la formule de dégradation : « *N...N... (nom et prénoms du condamné), vous êtes indigne de porter les armes; de par la loi, nous vous dégradons.* »

Le plus ancien sous-officier du détachement qui a conduit le condamné lui enlève les insignes de grade et les décorations, s'il y a lieu, les épaulettes et tous les accessoires de l'uniforme qui sont des marques distinctives. Le condamné, conduit par un caporal ou brigadier et quatre soldats, passe ensuite devant le front des troupes, qui sont au port d'armes.

Tout militaire condamné aux travaux publics est amené revêtu de l'habillement des condamnés; il lui est donné par le greffier lecture du jugement, puis il passe devant le front des troupes comme il vient d'être dit.

Les condamnés sont remis à la gendarmerie immédiatement après l'exécution des dispositions ci-dessus.

Les troupes ne défilent que si le commandant d'armes est officier général et préside à l'exécution du jugement.

Dans tous les autres cas, elles rentrent directement dans leurs quartiers.

CHAPITRE XVII.

SURVEILLANCE DU COMMANDANT D'ARMES SUR LE CASERNEMENT DES TROUPES,
LES CORPS DE GARDE, LES HÔPITAUX ET LES PRISONS MILITAIRES.

1° SURVEILLANCE SUR LE CASERNEMENT.

Police des bâtiments affectés au logement des troupes.

129. Le commandant d'armes s'assure que les logements des officiers, sous-officiers et soldats et ceux des employés militaires réunissent toutes les conditions de salubrité, d'étendue et d'ameublement déterminées par le règlement.

Il fait lui-même ou fait faire par le major et les adjudants de la garnison, après avoir préalablement prévenu les chefs de corps, des visites pour constater que les prescriptions relatives à l'assiette et à l'entretien des logements sont exactement observées.

Il fait établir par les médecins des corps des rapports relatifs à l'état de salubrité des logements, dont au besoin il provoque l'évacuation; dans les cas urgents il peut autoriser cette évacuation; il en rend compte sur-le-champ.

Bâtiments occupés en partie ou non occupés.

130. Lorsqu'un corps de bâtiment n'est pas occupé en entier, le chef de la troupe qui en occupe une partie doit veiller à la conservation et à la propreté de la partie non habitée, mais accessible à la troupe. Les corridors, les escaliers et l'extérieur sont maintenus en état de propreté comme s'ils étaient en entier à la disposition de la troupe.

Le chef du génie est chargé de la même surveillance pour les établissements qui ne sont pas occupés.

Logement chez l'habitant.

131. Le commandant d'armes reçoit de l'administration municipale les états qui ont pour objet de fixer l'assiette du logement chez l'habitant. Lorsqu'il est prévenu qu'un corps de troupes doit passer dans la place, il veille, de concert avec l'autorité municipale, à ce que les dispositions relatives au logement des troupes soient exécutées (art. 34).

2° SURVEILLANCE SUR LES CORPS DE GARDE.

Chauffage et éclairage des corps de garde.

132. Les allocations de chauffage et d'éclairage nécessaires aux

corps de garde sont réglées d'après les tarifs spéciaux annexés au règlement relatif à ce service.

Un tableau indiquant les allocations affectées à chaque poste est affiché dans les corps de garde par les soins du commandant d'armes.

Quand un officier commande un poste établi dans un corps de garde qui n'a pas de chambre particulière, l'éclairage et l'ameublement sont fournis comme s'il y avait une chambre d'officier.

Comment les corps de garde sont établis.

133. Au commencement du troisième mois de chaque trimestre, le commandant d'armes soumet à l'approbation du général commandant la région territoriale l'état des corps de garde qu'il juge nécessaire de faire occuper pendant le trimestre suivant. Cet officier général l'approuve ou le modifie et rend compte au ministre.

Le chef du génie, le sous-intendant et le corps de troupes chargé d'assurer le chauffage et l'éclairage, auxquels il est donné communication de ces états approuvés, prennent, chacun en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour que les corps de garde soient mis en état et meublés, et pour que le chauffage et l'éclairage soient fournis aux gardes conformément aux règlements.

Le commandant d'armes, chaque fois qu'il le juge utile, fait visiter les corps de garde, au point de vue de l'hygiène, par un médecin militaire.

Lorsque, pendant le cours du trimestre, il est indispensable d'établir d'urgence un nouveau corps de garde, le commandant d'armes donne les ordres nécessaires et en rend compte dans les vingt-quatre heures, par la voie hiérarchique, au général commandant la région. En attendant la décision de cet officier général, le chef du génie, le sous-intendant militaire et le corps pourvoient, sur l'ordre écrit qui leur est adressé, aux besoins du poste.

Lorsque dans le courant du trimestre un corps de garde n'est plus nécessaire au service, le commandant d'armes doit, sous sa responsabilité, ordonner qu'il cesse d'être occupé. Il en prévient le chef du génie, le sous-intendant militaire et le corps et il en rend compte au général commandant la région territoriale.

Inventaire du matériel et des effets.

134. Le commandant d'armes fait afficher dans chaque corps de garde l'état des lieux et l'inventaire des effets, des meubles et des ustensibles qu'il contient. Cet inventaire est signé par un adjudant de la garnison. Il est conforme aux états dressés lors de la remise des locaux et de l'ameublement au service de la place. Il est renouvelé au commencement des mois d'hiver et des mois d'été et plus souvent s'il est nécessaire.

Un adjudant de la garnison fait la vérification des objets portés sur cet inventaire une fois par mois au moins, et toutes les fois que la

garnison de la place est relevée ou que le corps de garde cesse d'être occupé.

Les chefs de poste sont responsables des ustensiles et des effets à l'usage des corps de garde, ainsi que des dégradations. L'État pourvoit aux réparations et aux remplacements provenant de vétusté ou de circonstances indépendantes de la troupe.

3° SURVEILLANCE SUR LES HÔPITAUX MILITAIRES ET SUR LES HÔPITAUX CIVILS DANS LESQUELS LES MILITAIRES SONT EN TRAITEMENT CONFORMÉMENT À LA LOI DU 7 JUILLET 1877.

Garde de l'hôpital. — Police extérieure et intérieure.

135. Quand il y a lieu de mettre un poste à un hôpital, le commandant d'armes détermine l'emplacement et la force de ce poste; il donne au chef de poste la consigne générale et celle qui concerne la sûreté et la police extérieures de l'établissement. Le médecin chef de l'hôpital donne les consignes qui ont pour objet la police intérieure; il les soumet à l'approbation du commandant d'armes. Il délivre des autorisations pour visiter les malades ou pour tout autre objet aux personnes qui demandent l'entrée de l'hôpital; toutefois, si les visites concernent un détenu en traitement, ces autorisations ne sont accordées que par le commandant d'armes.

Le chef de poste défère aux appels qui lui sont faits par le médecin chef de l'hôpital ou par l'officier d'administration gestionnaire de l'hôpital.

Capitaine de visite.

136. Un capitaine est commandé chaque jour pour faire la visite de l'hôpital. S'il y a plusieurs hôpitaux, il peut être commandé deux capitaines.

L'officier chargé de ce service fait cette visite à l'une des heures de repas; il goûte le bouillon et le vin et s'assure de la bonne qualité du pain et de la viande. Il assiste à la distribution des aliments, parcourt les salles des malades, la salle des détenus, examine si elles sont tenues proprement et reçoit les plaintes qui pourraient être formées; il est accompagné par un officier d'administration ou adjudant élève d'administration, de garde.

Il inscrit et signe sur un registre coté et paraphé par le sous-intendant militaire les observations qu'il a faites. Il fait entrer les mêmes observations dans son rapport écrit (*modèle D*), qu'il adresse au commandant d'armes; il y joint les plaintes qu'il a reçues, si, d'après les renseignements qu'il a pu prendre, elles lui paraissent fondées.

L'officier de visite ne peut donner aucun ordre dans l'hôpital ni s'immiscer dans les détails de l'administration.

A défaut de capitaines, le service est fait par des lieutenants ou des sous-lieutenants.

Sous-officier de planton.

137. Il est commandé chaque jour un sous-officier de planton qui est de service pendant vingt-quatre heures à l'hôpital. Ce sous-officier se conforme aux dispositions du règlement sur le service des hôpitaux qui sont mentionnées dans sa consigne, ainsi qu'aux ordres qu'il reçoit du médecin chef de l'hôpital pour le maintien de la police intérieure de l'établissement et lui rend compte de ses observations. Il fait verbalement son rapport au capitaine de visite.

Si l'importance de l'hôpital ou d'autres considérations l'exigent, il peut être commandé plusieurs sous-officiers de planton; le médecin chef de l'hôpital règle leur service.

Promenade et sortie des malades.

138. Lorsque les médecins de l'hôpital prescrivent pour les malades des promenades au dehors ou des bains de mer, le commandant d'armes, sur la demande du médecin chef de l'hôpital, fait commander un nombre suffisant de sous-officiers pour les accompagner et les surveiller.

Les chefs de corps, de services ou d'établissements envoient un fourrier pour recevoir les hommes sortant de l'hôpital et les ramener directement au quartier.

Visites des généraux, des officiers supérieurs, des capitaines commandants, du commandant d'armes et du major de la garnison.

139. Les généraux et les chefs de corps visitent les hôpitaux pour s'assurer des soins qui sont donnés aux malades des troupes sous leurs ordres. Les officiers supérieurs, les capitaines commandant les compagnies, escadrons ou batteries, et les médecins des corps visitent également leurs malades dans les hôpitaux. Ils rendent compte de leurs observations au chef de corps.

Le commandant d'armes fait ou fait faire par le major de la garnison la visite des hôpitaux, de jour ou de nuit, toutes les fois qu'il le juge convenable et au moins une fois par mois. Si des négligences dans le service ou des abus sont constatés, il en rend compte, s'il y a lieu, par la voie hiérarchique, au général commandant la région territoriale.

Les généraux, le commandant d'armes, le major de la garnison et les officiers supérieurs sont accompagnés dans leurs visites par un officier d'administration; ils requièrent la présence du médecin de garde, lorsqu'ils la jugent nécessaire.

Punitions des infirmiers.

140. Les infirmiers ne peuvent être punis que par le médecin chef de l'hôpital, par leurs chefs particuliers ou par les officiers du corps de santé pour tous les faits relatifs à leurs fonctions spéciales.

Ils dépendent de l'autorité militaire pour tout ce qui concerne la discipline générale.

Militaires détenus en traitement dans les hôpitaux.

141. Des salles particulières sont affectées dans chaque hôpital au traitement des militaires détenus. Elles sont l'objet d'une surveillance spéciale de la part de l'autorité militaire à laquelle incombent les mesures relatives à la garde de ces militaires.

4° SURVEILLANCE SUR LES PRISONS MILITAIRES.

Individus reçus dans les prisons militaires.

142. Les prisons militaires sont destinées à recevoir :

1° Les officiers de tous grades qui ont été condamnés à la peine de l'emprisonnement, lorsque la condamnation prononcée contre eux n'a pas entraîné leur exclusion de l'armée;

2° Les militaires extraits des différents corps et désignés pour les compagnies de discipline;

3° Les militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie;

4° Les militaires traduits devant les conseils de guerre;

5° Les militaires arrêtés en absence illégale et dont la position n'est pas déterminée;

6° Les condamnés qui attendent soit l'exécution de leur jugement, soit une commutation de peine;

7° Les réservistes ainsi que les hommes de l'armée territoriale dans leurs foyers qui encourent des punitions disciplinaires qu'ils ne peuvent faire dans un corps de troupes voisin;

8° Les militaires condamnés à la peine de l'emprisonnement qui ne sont pas susceptibles d'être envoyés dans les pénitenciers.

Les condamnés sont, le plus tôt possible, transférés dans le lieu où ils doivent subir leur peine, et, jusqu'au moment de leur départ, ils sont détenus dans une partie de la prison qui leur est spécialement affectée.

Les officiers de tous grades punis disciplinairement d'arrêts de forteresse peuvent, à défaut de locaux spéciaux, être reçus dans les prisons militaires.

Devoirs et responsabilité du commandant de la prison militaire.

143. Le commandant de la prison ou, à son défaut, l'agent principal, est responsable, sous l'autorité et la surveillance du commandant d'armes, de tout ce qui concerne le régime de la prison.

Il se conforme, à cet effet, aux prescriptions du règlement sur les prisons, dont un exemplaire doit toujours être tenu à la disposition des officiers qui se présentent dans ces établissements pour y exercer un service de place.

Tous les matins, il est envoyé au bureau de la place et au sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative de la prison un état sommaire des prisonniers portant les mutations survenues pendant les vingt-quatre heures.

[Formalités à observer pour l'entrée et la sortie.

144. Aucun militaire ne peut être écroué sans un ordre écrit émanant soit du général commandant la subdivision, soit du commandant d'armes ou portant leur visa, ou bien sans la présentation d'un procès-verbal d'arrestation visé par une des autorités militaires mentionnées ci-dessus, ou enfin, d'un mandat de dépôt décerné par le rapporteur près le conseil de guerre. Les militaires qui voyagent sous l'escorte de la gendarmerie sont écroués sur la remise de l'ordre de conduite dont le chef de l'escorte est porteur.

Tout militaire conduit à la prison militaire en vertu d'un mandat d'amener signé par l'un des commissaires du gouvernement près les conseils de guerre est mis en cellule de dépôt, en attendant que le billet d'écrou soit délivré par ordre du général commandant la subdivision ou du commandant d'armes.

Lorsque la peine ou la punition est expirée ou lorsque le militaire prévenu est absous, il est mis en liberté sur un ordre d'extraction signé par le général commandant la subdivision ou par le commandant d'armes.

Ce dernier prévient le chef du corps auquel le militaire appartient et prend ses dispositions pour qu'il soit reconduit à son corps, si celui-ci est dans la ville, ou, dans le cas contraire, à la gare la plus rapprochée.

La gendarmerie ne peut extraire des militaires de la prison que sur un ordre donné par le commandant d'armes.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de militaires de passage, l'ordre de conduite qui a servi à les faire écrouer suffit également comme pièce justificative de leur sortie.

Le commandant de la prison, ou l'agent principal, fait mention sur le rapport journalier qu'il doit fournir, conformément à l'article précédent, de la catégorie à laquelle appartiennent les militaires qui sont entrés ou sortis dans les vingt-quatre heures.

Comment doit être disposée la prison militaire.

145. Les salles destinées aux soldats, aux caporaux et aux sous-officiers en détention préventive ne doivent pas avoir de communication entre elles.

Il est défendu au commandant de la prison ou à l'agent principal de séparer aucun sous-officier, caporal, brigadier ou soldat des détenus de sa classe.

Les militaires spécifiés aux deuxième, troisième, cinquième et septième paragraphes de l'article 142 sont séparés des autres détenus.

Le commandant d'armes veille à ce qu'aucun local ne soit jamais détourné de son affectation normale.

Garde des prisons.

146. La garde établie à la prison militaire défère aux réquisitions faites par le commandant de la prison, l'agent principal, le greffier ou les surveillants pour la sûreté et la police de la prison.

Le chef de cette garde doit être au moins un sous-officier.

Plantons. — Leurs fonctions.

147. Lorsque le commandant d'armes le juge nécessaire, deux plantons, l'un de la gendarmerie et l'autre pris dans un des corps de la garnison (ce dernier, autant que possible, du grade de sous-officier), sont commandés chaque jour pour la prison. Les fonctions du planton de gendarmerie sont définies par le règlement sur le service des prisons. Le service du second planton, également défini par le même règlement, commence à sept heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, à 8 heures du 1^{er} octobre au 31 mars, et cesse après la distribution de la soupe du soir. Ce planton assiste à la pesée de la viande, à celle du pain et à la distribution de la soupe. Chaque jour, il consigne le poids de la viande, celui des portions et ses observations sur un cahier à ce destiné.

Au besoin, il prête main-forte à l'agent principal.

Dans les circonstances ordinaires, les fonctions assignées aux plantons peuvent être remplies par le sergent de garde.

Capitaine de visite.

148. Un capitaine de la garnison est commandé chaque jour pour visiter la prison ; cette visite se fait habituellement à l'une des heures de repas. Cet officier s'assure que l'ordre et la propreté règnent partout, que les vivres sont de bonne qualité et en quantité suffisante, que les règlements disciplinaires sont exactement suivis ; il visite tous les détenus punis de cellule ; il inscrit ses observations sur un registre destiné à cet usage ; il y inscrit aussi, s'il y a lieu, les observations de l'agent principal, qui doit l'accompagner, et les plaintes des détenus lorsqu'elles lui paraissent fondées ; il mentionne les unes et les autres dans son rapport (*modèle D*) au commandant d'armes.

Service sanitaire.

149. Un médecin militaire désigné par le commandant d'armes est chargé du service sanitaire de la prison, qu'il visite chaque jour ; l'agent principal lui présente tous les militaires écroués depuis sa visite de la veille ; les hommes atteints de maladie contagieuse sont envoyés sur-le-champ à l'hôpital. Il doit ses soins aux surveillants, à leurs femmes et à leurs enfants. Il propose tout moyen de salubrité

qu'il croît nécessaire. Il s'assure de la qualité des vivres; il est accompagné dans sa visite par l'agent principal.

Lorsqu'un détenu est envoyé à l'hôpital, il y est conduit par un planton porteur d'un billet d'entrée délivré par le médecin et signé par le commandant de la prison et, à son défaut, par l'agent principal; il est placé dans la salle des consignés.

Si le malade est en jugement, il est conduit à l'hôpital sous escorte.

Autorisation de communiquer avec les détenus.

150. En dehors des officiers de service de place, personne n'est admis à pénétrer dans les prisons ni à communiquer avec les détenus sans une autorisation écrite du commandant d'armes.

Il est fait exception à cette règle, et dans les conditions prévues par le règlement sur le service des prisons, pour les commissaires du gouvernement, les rapporteurs et leurs substituts assistés de leurs greffiers, les officiers généraux exerçant un commandement dans la ville, les chefs d'état-major de corps d'armée et de division, les chefs de corps de la garnison, le directeur et le chef du génie, l'intendant militaire, le sous-intendant chargé de la surveillance administrative des prisons, le médecin chargé du service sanitaire, l'aumônier et les ministres des cultes reconnus par l'État, régulièrement désignés par le ministre. Les avocats munis d'une autorisation du commissaire du gouvernement peuvent communiquer avec les prévenus qu'ils doivent défendre devant le conseil de guerre.

Les commissaires du gouvernement, les rapporteurs et leurs substituts peuvent ordonner provisoirement qu'un détenu soit isolé; ils en rendent compte au commandant d'armes.

Militaires détenus dans les prisons civiles.

151. Lorsque, à défaut d'une prison spéciale, les militaires sont reçus dans une prison civile, ils doivent toujours être séparés des autres détenus. Le commandant d'armes veille à ce que l'ensemble des dispositions prescrites par le présent règlement soit exécuté, ou, si les localités ne le comportent pas, à ce qu'on s'en rapproche autant que possible. Dans ce cas, il exerce, après s'être entendu avec l'autorité civile, tous les droits de surveillance qu'énumère le présent règlement.

CHAPITRE XVIII.

DE LA CONSERVATION DU DOMAINE MILITAIRE ET DES FORTIFICATIONS.

Désignation du domaine militaire.

152. Le domaine militaire comprend :

1° Tous les terrains des fortifications des places de guerre ou des postes militaires ;

2° Les bâtiments, établissements ou terrains appartenant à l'État et affectés au service militaire.

Surveillance du commandant d'armes.

153. Le commandant d'armes veille, de concert avec les chefs de service qui en sont chargés, à la conservation du domaine militaire en se conformant aux règlements qui régissent la matière.

Les officiers et les agents militaires que leur service y appelle peuvent seuls parcourir toutes les parties des fortifications. Les autorisations délivrées aux personnes civiles déterminent la partie des fortifications qu'elles peuvent visiter.

Les fermiers de terrains militaires munis d'une autorisation spéciale peuvent parcourir les terrains qui leur sont affermés; lorsque la faculté de pacage est une des conditions de leur bail, le commandant d'armes en fait prévenir les postes, afin que leurs bestiaux ne soient pas saisis.

Des zones de servitude.

154. Le commandant d'armes veille, de concert avec le chef du génie, à l'exacte observation des lois et règlements concernant les servitudes autour des places de guerre et des ouvrages de fortification, comme il a été dit (art. 20).

Travaux de topographie dans le rayon des zones de servitude des places et des postes militaires.

155. Dans les ouvrages, sur le rempart et dans le rayon des zones de servitude autour des places ou postes, il est défendu d'exécuter aucune opération de topographie ou de prendre des vues photographiques sans une autorisation écrite du chef du génie, visée soit par le général commandant le corps d'armée, soit par le commandant supérieur de la défense ou par leurs délégués. Lorsqu'il s'agit d'opérations relatives à l'arpentage des propriétés ou à un service public, l'autorisation ne peut être refusée.

Les contrevenants sont conduits devant le commandant d'armes qui les met, s'il y a lieu, à la disposition de l'autorité judiciaire.

Contraventions punies. — Espionnage.

156. Les contraventions aux dispositions des articles précédents sont constatées dans les formes prescrites par la loi. Lorsqu'à défaut d'exécution d'un jugement par la partie condamnée, il doit être procédé d'office à la démolition de constructions, au comblement de fouilles, etc., le chef du génie se concerta, sur les moyens et l'époque de l'exécution, avec le commandant d'armes, qui fait protéger les travaux, s'il est nécessaire.

Toute personne civile ou de nationalité étrangère, arrêtée en terrain militaire comme soupçonnée de se livrer à un acte d'espionnage,

doit être conduite au commandant d'armes, qui lui fait subir un interrogatoire. Celui-ci, s'il reconnaît la non-culpabilité de la personne arrêtée, la fait relâcher immédiatement. Dans le cas contraire, et conformément aux prescriptions de l'article 11 de la loi du 18 avril 1886, il la met entre les mains de l'autorité judiciaire.

Travaux à exécuter dans l'intérieur ou dans le rayon d'attaque d'une place.

157. Lorsque des travaux militaires interrompent les communications publiques, qu'ils exigent une manœuvre d'eau extraordinaire intéressant les habitants, le commandant d'armes et le chef du génie ne les ordonnent, hors le cas d'urgence, qu'après avoir averti l'autorité civile et pris, de concert avec elle, les mesures nécessaires.

Les détachements commandés pour des travaux militaires se conforment aux instructions du commandant d'armes et aux indications du service du génie.

Dégradations. — Vols.

158. Les dégradations faites sur les fortifications, aux bâtiments et établissements militaires, sont constatées par des rapports ou des procès-verbaux des agents assermentés du service de l'artillerie ou du génie; ces rapports ou procès-verbaux sont transmis à l'autorité compétente. Si les auteurs de ces dégradations sont des militaires, le commandant d'armes leur inflige des punitions disciplinaires ou les fait traduire devant les tribunaux militaires, suivant la gravité du délit.

Les dévastations de lieux, les vols ou les dégradations d'objets dont la surveillance est confiée au commandant d'armes, aux officiers d'artillerie ou du génie, aux fonctionnaires de l'intendance ou aux officiers du corps de santé, sont constatés et poursuivis de la même manière. Les coupables saisis en flagrant délit sont conduits au corps de garde le plus voisin; le commandant d'armes les fait mettre immédiatement à la disposition de l'autorité civile ou donne ses ordres à l'autorité militaire; il transmet à l'une ou à l'autre, suivant le cas, les rapports qu'il reçoit au sujet de ces arrestations.

Lorsque des bestiaux pâturent sur le terrain militaire, ou des voitures qui ont fait des dégradations aux ponts, aux portes ou à toute autre partie des fortifications, sont saisis et conduits en fourrière, les agents assermentés du service du génie ou de l'artillerie dressent procès-verbal.

Tout individu non militaire qui est trouvé franchissant les barrières, palissades ou autres clôtures établies sur le terrain militaire, escaladant les revêtements ou le talus des fortifications, est traduit, sur la demande du commandant d'armes, devant le tribunal de simple police; s'il a occasionné des dommages à l'État ou aux fermiers des terrains militaires, il est poursuivi conformément aux lois.

CHAPITRE XIX.

TROUPES EN ROUTE.

Du passage, du départ et du séjour des troupes en route.

159. Toute troupe en marche qui séjourne dans une ville de garnison ou ne fait que la traverser se conforme, en y entrant, aux dispositions prescrites par les articles 34 et suivants. Si elle doit être logée dans les bâtiments militaires, elle s'y rend directement.

Le commandant d'armes fait connaître à l'officier qui précède la troupe le lieu de rassemblement pour les appels et pour le cas d'alarme; il lui fait remettre les ordres et les consignes concernant le service ou la police. Ces ordres et ces consignes sont lues à la troupe, s'il y a lieu, avant qu'elle rompe les rangs.

Le commandant d'armes est informé des heures de rassemblement, tant pour les appels que pour les inspections; il n'intervient pour faire modifier les dispositions prises par le commandant de la troupe que lorsqu'elles sont contraires aux règles établies pour le service de la place.

Si la troupe ne doit pas rester dans la place plus de deux jours, elle ne contribue au service que dans le cas de nécessité absolue; mais elle y concourt si elle doit séjourner plus longtemps.

Tous les détails relatifs au départ d'une troupe, qu'elle soit casernée ou logée chez l'habitant, sont réglés par le commandant d'armes de concert avec le commandant de la troupe.

S'il y a d'autres troupes dans la place, celle qui la quitte ne fournit pas de garde la veille de son départ. Les visites de corps sont faites ce jour-là conformément aux prescriptions des articles 253 et suivants.

Le commandant d'armes informe de ce départ le sous-intendant militaire, et le chef du génie si la troupe est casernée; il en prévient officiellement l'autorité civile.

A sa sortie de la ville, la troupe est arrêtée en dehors du faubourg et l'appel est fait. Les noms des hommes manquants sont envoyés au commandant d'armes et au commandant de l'arrière-garde.

Les chefs des postes placés aux portes ne laissent rentrer aucun homme de troupe, s'il n'est porteur d'un ordre écrit.

Après le départ de l'arrière-garde, s'il y a des hommes en retard, le commandant d'armes prend des mesures pour les faire rejoindre et les remet au besoin à la gendarmerie.

Réclamations et plaintes des habitants au départ d'une troupe.

160. Le commandant d'armes reçoit par l'intermédiaire de la municipalité les réclamations ou plaintes que les habitants auraient à former contre les officiers, les sous-officiers et les soldats de la troupe

partant; il prend des mesures pour qu'il y soit fait droit, si elles sont reconnues fondées.

Lorsque les plaintes sont d'une nature grave, le commandant d'armes en saisit le commandant de la région territoriale.

Visite des casernes après le départ.

161. Après le départ d'une troupe qui a été casernée pendant son séjour, il est procédé, par un officier du génie ou par son délégué et par l'officier de casernement du corps, à la visite des casernes qui étaient occupées, pour vérifier l'état des bâtiments et du mobilier et pour en constater, s'il y a lieu, les dégradations, conformément au règlement sur le service du casernement.

Certificat de bien-vivre.

162. Si la troupe a été logée chez l'habitant, son chef est tenu de faire prendre à la mairie, par un officier ou exceptionnellement par un sous-officier laissé en arrière pour recevoir les réclamations, un certificat relatif à la conduite tenue par les soldats à l'égard de leurs hôtes ainsi qu'un état des réclamations auxquelles il n'aurait pu être fait droit. L'officier ou sous-officier chargé de ce service ne quitte la mairie que trois heures après le départ de l'arrière-garde.

Service dans les gares.

163. Dans les villes de garnison où se trouve une gare de chemin de fer, le commandant d'armes assure, en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions prescrites par le règlement sur les transports ordinaires, notamment par les articles qui s'appliquent aux isolés ou aux troupes qui s'embarquent, séjournent ou débarquent dans la garnison.

En cas de mobilisation et s'il a été institué dans la gare une commission de gare, le commissaire militaire aura, par application du règlement sur le service des transports, à remplir dans l'intérieur de la gare les fonctions de commandant d'armes.

CHAPITRE XX.

RAPPORTS DU COMMANDANT D'ARMES AVEC LES AUTORITÉS CIVILES ⁽¹⁾.

Relations entre les différentes autorités.

164. La prise de possession du commandement par les officiers appelés à l'exercer dans les places de guerre et les villes de garnison est toujours notifiée par le général commandant la région territoriale au préfet, qui en informe les autorités civiles intéressées.

⁽¹⁾ Voir les articles 34, 33 et 162 relatifs au logement chez l'habitant.

Police civile.

165. La police civile est exercée dans les places de guerre et les villes de garnison par les fonctionnaires de l'ordre civil chargés de veiller au maintien de la tranquillité publique et à l'observation des lois et règlements de police. L'autorité militaire ne peut intervenir que lorsqu'elle en est requise, dans les circonstances ou sous les conditions déterminées par le présent règlement (art. 166 et suivants).

Réciproquement, l'autorité civile ne peut s'immiscer dans les actes de la police militaire.

Les dispositions de police civile auxquelles la garnison doit se conformer sont communiquées officiellement au commandant d'armes, qui en donne connaissance aux troupes, les fait afficher au besoin dans les bâtiments militaires, après y avoir mis son visa, et s'assure qu'elles sont observées.

Les dispositions de police militaire dont l'observation s'étend aux habitants ou les intéresse sont communiquées par le commandant d'armes à l'autorité civile, qui en informe le public.

Mesures communes à la police civile et à la police militaire.

166. L'autorité civile et le commandant d'armes doivent régler de concert les mesures de police civile ou militaire auxquelles les troupes et les habitants sont respectivement intéressés.

L'autorité municipale, sur la réquisition du commandant d'armes, arrête les dispositions de police relatives à la conservation des fortifications et des bâtiments ou établissements militaires, pour les cas non spécifiés par les lois ou les règlements militaires. Ces dispositions sont publiées et affichées. Elles énumèrent les peines de simple police applicables aux contrevenants, qui sont traduits, s'il y a lieu, devant le tribunal compétent (art. 153 et suivants).

L'autorité civile et le commandant d'armes déterminent de concert l'emplacement où les salves d'artillerie doivent se faire lors des fêtes et des cérémonies publiques, en vue de prévenir tout inconvénient ou dommage qui pourrait en résulter pour les habitants.

L'autorité militaire obtempère aux réquisitions de l'autorité civile pour le maintien et le rétablissement de l'ordre.

167. Lorsque l'intervention des troupes est jugée nécessaire pour maintenir l'ordre public et pour assurer l'exécution des lois, l'autorité militaire agit sur la réquisition écrite des autorités compétentes (voir l'article 64) et, autant que possible, après s'être concertée avec elles. Les motifs et l'objet de la réquisition doivent être clairement exprimés.

Le choix et l'exécution des mesures à prendre appartiennent exclusivement à l'autorité militaire, dont la responsabilité à cet égard reste entière.

Lorsqu'un piquet est commandé pour le service des assises, la troupe agit dans l'enceinte du tribunal d'après les instructions du président, qui a la police de l'audience; à l'extérieur, elle reçoit du commandant d'armes les consignes particulières arrêtées après une entente préalable entre celui-ci et le président des assises.

Les militaires doivent prêter main-forte aux agents de l'autorité.

168. Tout militaire en uniforme doit prêter spontanément main-forte, même au péril de sa vie, à la gendarmerie et autres agents de l'autorité.

Cas où les troupes doivent faire usage de leurs armes. — Sommations.

169. En cas de troubles et en dehors des circonstances spécifiées par l'article 71, dans lesquelles les troupes sont l'objet d'une agression et doivent se défendre par tous les moyens possibles, elles ne peuvent faire usage de leurs armes pour le rétablissement de l'ordre que dans les conditions ci-après déterminées par la loi du 7 juin 1848.

Lorsqu'un attroupement s'est formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique, revêtu de l'écharpe tricolore, se rend sur les lieux de l'attroupement.

Un roulement de tambour ou une sonnerie de clairon annonce l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fait sommation de se dissoudre et de se retirer.

Si cette première sommation reste sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour ou d'une sonnerie de clairon, est faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement est dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour ou la première sonnerie de clairon, exhorte les citoyens à se disperser; s'ils ne se retirent pas, trois sommations sont successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement est dissipé par la force.

De la générale.

170. L'autorité militaire seule peut faire battre ou sonner la générale; elle avertit toujours l'autorité civile.

Cas d'incendie ou d'inondations.

171. Le service et la police de la place pour les cas d'incendie sont prévus et concertés à l'avance entre l'autorité municipale et le commandant d'armes. Les différents corps de la garnison reçoivent communication, dès leur arrivée dans la place, des consignes générales et spéciales qui règlent leur action en cas d'incendie (art. 72).

Lorsque l'avis d'un incendie parvient à une caserne, les hommes de piquet sont mis immédiatement sur pied, moitié en travailleurs, moitié en armes. L'adjudant-major de semaine fait prévenir à leurs logements les officiers de service et, sans attendre des ordres, il dirige le piquet sur le lieu de l'incendie.

Le commandant d'armes prend toutes les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre et la protection des manœuvres qui ont pour objet d'éteindre ou de couper l'incendie; il arrête ces mesures avec le représentant de l'autorité civile, le commandant de la gendarmerie, le chef du génie, s'il y a lieu, et le commandant des sapeurs-pompiers.

Si l'incendie a éclaté dans un établissement militaire, la direction des manœuvres appartient à l'autorité militaire. Dans tous les autres cas, elle incombe au commandant des sapeurs-pompiers.

Des dispositions analogues sont prises pour le cas d'inondation, particulièrement dans les villes exposées au débordement périodique des rivières.

Dettes des militaires.

172. Le commandant d'armes invite l'autorité civile à faire savoir aux habitants qu'il est interdit aux sous-officiers et soldats de contracter aucune dette; que les créanciers sont sans recours sur la solde et que, par conséquent, les habitants qui favoriseraient les désordres et l'inconduite de militaires en leur ouvrant des crédits s'exposent à perdre leur créance et à voir leur établissement consigné à la troupe.

Arrestations sur le terrain et dans les bâtiments ou établissements militaires.

173. Le commandant d'armes prend les mesures nécessaires pour que, dans aucun cas, les terrains, les bâtiments et les établissements militaires ne puissent servir de refuge aux individus prévenus ou poursuivis. Il donne les consignes nécessaires pour que les postes et les sentinelles arrêtent sur-le-champ ou aident à arrêter toute personne surprise en flagrant délit ou poursuivie par la clameur publique, qui se serait réfugiée sur le terrain ou dans les établissements militaires. Sur la réquisition de qui de droit, il y fait faire ou autorise les perquisitions nécessaires.

Jugements des tribunaux.

174. Le commandant d'armes prête le concours de la force armée, toutes les fois qu'il en est requis, pour l'exécution des ordonnances ou des jugements rendus par les tribunaux.

CHAPITRE XXI.

COMMANDEMENT ET SERVICE DANS LES CITADELLES, FORTS, CHÂTEAUX ET POSTES MILITAIRES.

Devoirs généraux des commandants d'armes.

175. Les dispositions du présent règlement sont applicables à toute ville de garnison, quelle que soit son importance; toutefois le commandant d'armes d'une citadelle, d'un fort ou d'un poste militaire dépendant d'une place de guerre exerce ses fonctions sous l'autorité du commandant d'armes de cette place, conformément à l'article 22.

Devoirs spéciaux. — Étrangers. — Cantines.

176. Les commandants d'armes des citadelles, forts et postes militaires empêchent les personnes étrangères à la garnison d'y résider, à quelque titre que ce soit.

Ils ne peuvent autoriser l'établissement d'aucune cantine et, lorsque les besoins de la garnison en font sentir l'utilité, ils adressent, par la voie hiérarchique, au général commandant la région territoriale, une demande motivée, qui doit être accompagnée de l'avis du chef du génie.

Réquisitions en cas de trouble, d'incendie, d'inondations ou autres calamités.

177. Les commandants d'armes des citadelles, forts et postes militaires sont droit aux réquisitions légales de l'autorité civile pour le maintien de l'ordre, et fournissent des troupes pour les cas d'incendie, d'inondations ou autres calamités, mais en prenant toutes les précautions que réclame la sûreté de leurs postes.

TITRE IV.

DE L'ÉTAT DE GUERRE POUR LES PLACES.

CHAPITRE XXII.

DU SERVICE ET DE LA POLICE DANS L'ÉTAT DE GUERRE.

Dispositions générales.

178. Pour les places, l'état de guerre résulte de la publication, dans la place, de l'ordre de mobilisation.

Le gouverneur désigné ou son suppléant prend aussitôt le com-

mandement effectif de la place, conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 12, et dans les conditions spécifiées à l'article 23.

A partir de ce moment, tous les gouverneurs correspondent directement avec le commandant du territoire et avec le commandant de l'armée; toutefois ceux qui, en temps de paix, n'avaient que le titre de gouverneur désigné tiennent, tant que les circonstances le permettent, le commandant supérieur, gouverneur de la place principale du groupe, au courant de toutes les mesures qu'ils ont l'intention de prendre pour l'organisation défensive de leur place et de tout ce qui intéresse, en général, la défense du territoire. Si celui sur lequel est situé leur place n'est pas directement menacé par l'ennemi, ils se passent à l'exécution d'aucune mesure sans l'autorisation préalable du commandant supérieur.

Le gouverneur est assisté dans ses fonctions par les officiers désignés à cet effet par le ministre et, à leur défaut, par des officiers choisis dans les conditions prévues au chapitre vi et pris dans la garnison de défense. Toutes les troupes qui ne font pas partie de cette garnison sont considérées comme étant de passage dans la place.

Il constitue et réunit le comité de surveillance des approvisionnements conformément à l'article 200 et constitue le conseil de défense conformément à l'article 198.

Le service et la police sont soumis aux mêmes règles générales que dans l'état de paix; toutefois l'autorité civile ne peut rendre aucune ordonnance de police sans s'être entendue avec le gouverneur, ni refuser de prendre les arrêtés que celui-ci juge nécessaires à la sûreté de la place.

Le gouverneur met à exécution les parties du projet de défense qui se rapportent à l'état de guerre, en se conformant aux prescriptions qui précèdent.

Il fait garder toutes les portes de terre et d'eau, ainsi que toutes les gares de chemins de fer, où il établit, s'il y a lieu, des postes spéciaux.

Ouverture et fermeture des portes.

179. Lorsqu'il y a lieu, dans les places en état de guerre, de tenir closes les portes pendant la nuit, celles-ci sont fermées une demi-heure après le coucher du soleil; le guichet reste ouvert jusqu'à l'heure fixée par le gouverneur après avis de l'autorité civile.

L'ouverture des portes a lieu une demi-heure avant le lever du soleil.

Parlementaires. — Déserteurs. — Voitures.

180. Si un parlementaire se présente à un poste, le chef du poste ne le laisse approcher qu'après avoir pris les ordres du gouverneur.

Si des déserteurs venant de l'ennemi demandent à entrer dans la place, le chef du poste avancé les fait désarmer et accompagner au poste principal, d'où ils sont conduits chez le gouverneur.

Lorsqu'il se présente des voitures aux portes, le chef du poste les fait visiter en sa présence par un caporal assisté de deux hommes.

Étrangers.

181. Le gouverneur s'entend avec l'autorité civile pour faire exercer sur les étrangers une surveillance rigoureuse et ne laisser séjourner ceux qui paraissent suspects ni dans les enceintes fortifiées, ni dans les lieux habités compris dans le périmètre de la ligne des postes avancés.

Limites de la garnison.

182. Le gouverneur d'une place en état de guerre fixe autour d'elle et, quand il y a lieu, autour de chacun des forts, camps et cantonnements qui en dépendent, les limites d'une zone que les soldats ne peuvent dépasser sans autorisation. Il leur en est donné connaissance par la voie de l'ordre et par des consignes affichées dans les quartiers.

L'étendue de chacune de ces zones, qui a dû être étudiée à l'avance par le gouverneur désigné, est déterminée en tenant compte des circonstances et des localités. Les limites sont marquées, autant que possible, par des objets faciles à reconnaître et, au besoin, par des bornes ou poteaux plantés sur des routes, chemins, sentiers, etc., portant l'inscription : *Limites de la garnison*.

Le gouverneur ne peut s'absenter.

183. Le gouverneur ne peut, sous aucun prétexte, s'éloigner au delà des limites de son commandement. Les chefs des divers services ne peuvent être détachés hors de ces mêmes limites.

Rapports avec l'autorité militaire supérieure.

184. Outre les obligations qui lui sont imposées par l'article 31, il est tenu de correspondre chaque jour avec le commandant du territoire et, lorsque une armée ou un corps isolé opère dans le voisinage de la place, avec le commandant de cette armée ou de ce corps.

Dispositions contre les incendies.

185. Les pompiers passent, avec leur matériel, sous l'autorité directe du gouverneur.

Les ouvriers charpentiers et autres qui peuvent être utilisés en cas d'incendie sont organisés, par quartiers, en compagnies, sections et ateliers.

Le service d'incendie est réglé par le gouverneur, de concert avec le chef du génie et l'autorité civile.

Rapports des gouverneurs avec les commandants des troupes d'opérations.

186. Dans l'état de guerre, les gouverneurs des places situées dans

la zone d'opérations d'une armée ou d'un corps d'armée opérant isolément sont sous les ordres du commandant de cette armée ou de ce corps d'armée.

Lorsqu'une place se trouve comprise dans le théâtre d'opérations de plusieurs armées réunies sous un seul commandement, le gouverneur est sous les ordres directs du commandant en chef des armées du théâtre d'opérations; celui-ci peut déléguer momentanément ses pouvoirs sur la place au commandant d'une armée déterminée.

En territoire national, le commandant des troupes d'opérations ne peut enlever à une place sous ses ordres aucune fraction de la garnison de défense déterminée par le ministre.

Il peut toutefois associer temporairement une partie de la garnison aux opérations de l'armée, sous la condition de laisser dans la place des effectifs minima au moins égaux à ceux de la garnison de sûreté; mais, si le gouverneur juge que cette mesure est de nature à compromettre la sûreté de la place dont il a la responsabilité, il soumet, par écrit, ses observations au commandant des troupes d'opérations qui, s'il passe outre, est tenu de lui délivrer un ordre écrit et signé.

Le commandant des troupes d'opérations ne doit pas toucher aux approvisionnements de guerre ou de bouche qui forment la dotation normale de la place ni requérir dans les zones de réquisitions qui sont réservées au gouverneur autour de la place, d'après le plan de ravitaillement approuvé par le ministre.

Les troupes d'opérations ne peuvent requérir, concurremment avec la garnison, que dans les zones où le gouverneur a seulement droit de réquisition partielle, en se limitant alors aux ressources restant disponibles après les prélèvements opérés par la garnison.

Ces restrictions ne s'appliquent pas à la réquisition des cantonnements. Les troupes de campagne ayant à traverser un camp retranché ou à opérer dans son rayon d'action peuvent cantonner momentanément dans les zones où la réquisition est réservée au gouverneur, et même, selon les circonstances, dans le périmètre de la place. Dans ce dernier cas, le gouverneur détermine, de concert avec le commandant des troupes d'opérations, les cantonnements qui seront mis à la disposition de ces troupes.

Le commandant des troupes d'opérations doit aux gouverneurs tous les renseignements qui peuvent intéresser la défense de la place qui leur est confiée. Si la place est menacée d'un siège, il complète la garnison et les approvisionnements par tous les moyens qui sont en son pouvoir.

Possibilité d'un siège.

187. Lorsque la place en état de guerre est menacée d'un siège, le gouverneur est tenu d'éloigner sa propre famille et celle des autres membres du conseil de défense.

Journal particulier des chefs de service.

188. Le gouverneur, les officiers généraux, les officiers supérieurs

chefs de corps et de détachements, les commandants de l'artillerie et du génie, le chef du service de l'intendance et le chef du service de santé tiennent chacun un journal sur lequel ils inscrivent chaque jour, par ordre de dates, sans aucun blanc ni interligne, ni grattage, ni surcharge, la copie littérale des ordres qu'ils reçoivent et de ceux qu'ils donnent, avec des renseignements sur le mode d'exécution de ces ordres, sur leurs résultats et, enfin, sur toutes les circonstances propres à faire connaître la marche de la défense. Des registres semblables sont tenus dans les forts détachés, suivant les instructions du gouverneur dont ils dépendent.

Le registre du gouverneur est coté et parafé, dès le temps de paix, par un fonctionnaire de l'intendance. Les registres des chefs de service sont cotés et parafés par le gouverneur au moment où il prend le commandement de la place. Chacun d'eux veille, sous sa responsabilité personnelle, à la conservation de son journal.

Ce journal est ouvert le jour même où l'état de guerre est déclaré.

TITRE V.

DE L'ÉTAT DE SIÈGE.

CHAPITRE XXIII.

DÉCLARATION DE L'ÉTAT DE SIÈGE.

Comment l'état de siège est déclaré.

189. L'état de siège d'une place de guerre ou d'un poste militaire est déclaré par une loi ou par un décret, dans les circonstances prévues et sous les conditions édictées par la loi du 3 avril 1878.

Dans les places de guerre et postes militaires, la déclaration de l'état de siège peut être faite par le commandant militaire, conformément à la loi du 10 juillet 1791 et au décret du 24 décembre 1811, dans les cas particuliers suivants :

1° L'investissement de la place ou d'un poste par des troupes ennemies qui interceptent les communications du dehors en dedans et du dedans en dehors;

2° Attaque de vive force ou par surprise;

3° Sédition intérieure de nature à compromettre la sécurité de la place;

4° Enfin, lorsque des rassemblements armés se sont formés dans un rayon de dix kilomètres sans autorisation.

Le ministre de la guerre est immédiatement informé.

L'état de siège est levé, suivant le cas, par une loi, par un décret ou par décision du commandant militaire, quand les circonstances qui l'ont fait déclarer ont cessé.

Mesures de défense.

190. Pendant la durée de l'état de siège, le gouverneur fait occuper tous les terrains, ordonne toutes les démolitions, prescrit toutes les mesures de défense qu'il juge nécessaires pour assurer la conservation de la place.

CHAPITRE XXIV.

DU SERVICE ET DE LA POLICE DANS L'ÉTAT DE SIÈGE.

Autorité du gouverneur.

191. Aussitôt que l'état de siège est déclaré, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent tout entiers à l'autorité militaire.

L'autorité civile continue néanmoins d'exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie.

Le gouverneur délègue en conséquence aux magistrats telle partie de ces pouvoirs qu'il juge convenable. En cas de blocus ou d'investissement, il exerce son action sur tout le territoire bloqué ou investi.

En proclamant la déclaration de l'état de siège, il fait connaître que tous les délits dont il ne croit pas devoir saisir les tribunaux ordinaires seront jugés par les tribunaux militaires, quelle que soit la qualité des prévenus.

L'autorité du gouverneur s'étend à l'administration intérieure des corps et aux divers services. Les commandants des troupes, ceux de l'artillerie et du génie, les fonctionnaires de l'intendance militaire et autres sont tenus de prendre toutes les mesures et de faire exécuter tous les travaux qu'il prescrit.

Le gouverneur détermine, d'après les mouvements et les travaux de l'ennemi et sans autre règle que son appréciation personnelle ou les ordres supérieurs qu'il a reçus, le service des troupes de la garnison, des officiers de toutes armes employés dans la place et des fonctionnaires de l'intendance militaire et autres.

Il charge des détails relatifs aux différents services les officiers qu'il juge les plus aptes; il confie la garde et la défense des ouvrages, ainsi que le commandement des forces mobiles et des réserves, à ceux qui lui inspirent la plus grande confiance. Toutefois il cherche à répartir également entre les différents corps de la garnison les travaux et les dangers; et, hors le cas de nécessité, il fait observer dans le service les règles prescrites par le présent décret.

Il fait tracer successivement sur la carte des environs de la place, sur le plan directeur de la place et sur le plan spécial des fronts d'attaque, les positions occupées par l'ennemi, ses travaux, ceux de contre-approche et les dispositifs de l'artillerie et des troupes.

Enfin il tient la main à ce que le journal particulier de chaque

chef de service soit tenu en se conformant strictement aux prescriptions de l'article 188.

Officiers du génie chargés des travaux civils.

192. Les officiers du génie ont la surveillance et, au besoin, la direction des travaux attribués dans les circonstances ordinaires aux ingénieurs civils; ils règlent tout ce qui est relatif aux inondations, aux dessèchements et à l'ensemble du régime des eaux pour la portion de territoire comprise dans les lignes de défense; ils informent l'autorité civile des dispositions qui l'intéressent.

Officiers isolés et troupes n'appartenant pas à la garnison.

193. Lorsque des troupes, des officiers isolés, des assimilés d'un grade ou d'un rang inférieur à celui du gouverneur se trouvent enfermés dans une place bloquée ou assiégée sans faire partie de la garnison, le gouverneur en dispose et les fait concourir au service de la défense.

Si le commandant des troupes étrangères à la garnison est d'un grade supérieur à celui du gouverneur, il ne peut se dispenser de déférer aux réquisitions qu'il reçoit de ce dernier, qui seul est responsable du sort de la place.

Ces officiers ou ces troupes se rendent à leur destination dès que le blocus ou le siège est levé et quand la position de l'ennemi permet qu'ils poursuivent leur route.

Service des troupes dans les places assiégées.

194. Dans une place assiégée, le gouverneur détermine la partie de la garnison qu'il affecte d'une manière temporaire ou permanente à des opérations actives; les troupes ainsi employées se conforment aux prescriptions du service en campagne.

Dans les forts ou enceintes, le service des garnisons proprement dites est autant que possible réparti en trois tours :

Premier tour :

La garde;
Les travaux extérieurs et armés;
Le service des bouches à feu.

Deuxième tour :

Les piquets et les réserves.

Troisième tour :

Les corvées générales et les travaux intérieurs.

Le service est commandé et exécuté dans les corps d'après les mêmes règles que dans l'état de paix.

CHAPITRE XXV.

DE LA DÉFENSE.

Responsabilité du commandement.

195. Le gouverneur d'une place de guerre ne doit jamais perdre de vue qu'il défend l'un des boulevards de la patrie, l'un des points d'appui de ses armées, et que, de la reddition d'une place, avancée ou retardée d'un seul jour, peut dépendre le salut du pays. Il doit rester sourd aux bruits répandus par la malveillance et aux nouvelles que l'ennemi lui ferait parvenir, résister à toutes les insinuations et ne laisser ébranler par les événements ni son courage, ni celui de la garnison qu'il commande.

Il se conforme aux instructions contenues dans le projet de défense de la place approuvé par le ministre, ainsi qu'aux instructions spéciales qu'il aura reçues, notamment en ce qui concerne la destruction éventuelle du matériel de guerre.

Le gouverneur ne doit pas oublier que les lois condamnent à la peine de mort, avec dégradation militaire, le gouverneur d'une place de guerre reconnu coupable d'avoir capitulé sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait et sans avoir fait tout ce que prescrivaient le devoir et l'honneur.

Les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités incombent aux commandants des forts dépendant d'une place ou d'un groupe de forts, aussitôt qu'ils sont investis ou isolés de la place.

De la capitulation.

196. Lorsque le gouverneur juge que le dernier terme de la résistance est arrivé, il consulte le conseil de défense sur les moyens de prolonger le siège. Les opinions des membres du conseil sont recueillies en commençant par le moins élevé en grade et en rang et consignées nominativement au registre des délibérations.

Le gouverneur, le conseil entendu et la séance levée, prend de lui-même, en s'inspirant de l'avis le plus énergique, s'il n'est absolument impraticable, les résolutions que le sentiment de son devoir et de sa responsabilité lui suggère.

Dans tous les cas, il décide seul et sous sa responsabilité de l'époque et des termes de la capitulation.

Jusque-là, il a le moins de communications possible avec l'ennemi; il n'en tolère aucune; il ne sort jamais lui-même de la place pour parlementer, il ne confie cette mission qu'à des officiers dont la fermeté, la présence d'esprit et le dévouement lui sont personnellement connus.

Dans la capitulation, il ne se sépare jamais de ses officiers ni de ses troupes et il partage leur sort après comme pendant le siège. Il

s'occupe surtout du soin d'améliorer les conditions faites aux soldats et de stipuler, pour les blessés et les malades, toutes les clauses d'exception et de faveur qu'il peut obtenir.

En aucun cas, il ne doit rendre la place avant d'avoir détruit les drapeaux.

La capitulation ne comprend pas obligatoirement tous les forts qui dépendent de la place.

• Récompenses accordées pour une défense honorable.

197. Tout officier commandant une place qui, après un siège, l'aura conservée contre les efforts de l'ennemi, recevra, en présence des troupes, la récompense due à ses services.

La même distinction sera accordée aux chefs de corps et de service et aux militaires qui se seront signalés dans la défense.

Tout officier commandant une place, tué dans l'accomplissement de son devoir ou mort de ses blessures après une défense honorable, sera inhumé avec des honneurs spéciaux que le Gouvernement déterminera; ses enfants seront placés dans les institutions publiques. Le ministre de la guerre soumettra au Parlement un projet de loi ayant pour objet d'accorder à sa veuve une pension spéciale à titre de récompense nationale, conformément à l'article 23 de la loi du 11 avril 1831.

Les batteries et les ouvrages extérieurs des places de guerre recevront les noms des officiers commandants et des militaires sous leurs ordres qui se seront honorés pendant la défense des places.

Les citoyens qui se seront distingués en concourant à cette défense recevront également des témoignages publics de la reconnaissance de la patrie.

CHAPITRE XXVI.

DU CONSEIL DE DÉFENSE ET DU COMITÉ DE SURVEILLANCE
DES APPROVISIONNEMENTS DE SIÈGE.

DU CONSEIL DE DÉFENSE.

Composition.

198. Le conseil de défense d'une place, d'un fort isolé ou d'un poste militaire en état de siège est composé :

Du gouverneur, président;

De son adjoint, s'il y a lieu;

De l'officier commandant l'artillerie;

De l'officier commandant le génie;

Des deux plus anciens colonels des troupes de la garnison; à défaut de colonels, des deux officiers les plus anciens dans le grade le plus élevé, mais appartenant à des corps différents.

Le chef du service de l'intendance et le chef du service de santé assistent aux séances du conseil avec voix consultative.

En cas d'empêchement d'un des membres du conseil, il est remplacé, s'il est commandant de l'artillerie ou du génie, par l'officier qui le supplée dans ses fonctions; s'il est officier de troupe, par celui qui marche immédiatement après lui sur le contrôle général du corps de troupes.

Le chef du service de l'intendance et le chef du service de santé sont également remplacés en cas d'empêchement.

Lorsque la garnison n'est formée que d'un seul corps, le commandant de ce corps remplace, au conseil de défense, les deux officiers de troupe précédemment désignés.

S'il y a dans la place un officier général employé, il fait partie du conseil; s'il y en a plusieurs, le plus ancien dans le grade le plus élevé y est appelé de droit. Dans ces deux cas, un seul colonel ou officier de troupe en fait partie.

Réunion du conseil de défense. — Registre des délibérations.

199. Le conseil de défense ne peut être réuni qu'en exécution d'un ordre écrit du gouverneur. Ses délibérations ne sont valables que si tous les membres qui le composent, ou leurs suppléants, sont présents.

Quand le conseil de défense est réuni, un membre désigné par le gouverneur rédige le procès-verbal séance tenante et l'inscrit au registre des délibérations où chacun des membres du conseil peut faire consigner son opinion avec tous les développements qu'il juge utiles. Tous les membres signent au procès-verbal. Ces dispositions s'appliquent également au chef du service de l'intendance et au chef du service de santé.

Le gouverneur, le conseil entendu et la séance levée, décide seul et sans avoir à se conformer aux avis de la majorité.

C'est un devoir absolu pour les membres du conseil de défense de garder le plus profond secret sur toutes les questions qui ont été mises en délibération devant eux.

Le registre des délibérations du conseil de défense, coté et parafé à l'avance par un fonctionnaire de l'intendance militaire, est sous la garde immédiate et exclusive du gouverneur, qui n'en donne communication qu'aux membres du conseil et seulement lorsqu'ils sont en séance. Il ne doit porter aucune trace de grattage ou de surcharge. Les mots rayés doivent l'être de manière qu'ils restent lisibles. Les ratures et les renvois doivent être approuvés.

DU COMITÉ DE SURVEILLANCE DES APPROVISIONNEMENTS DE SIÈGE.

Composition.

200. Dès que le ravitaillement de la population civile d'une place

est prescrit, par application de l'article 7 de la loi du 3 juillet 1877 modifiée par la loi du 5 mars 1890, le gouverneur est assisté, pour l'exécution des mesures consignées sur le journal de ravitaillement de la place, en ce qui concerne la zone d'action directe, par un comité de surveillance des approvisionnements de siège composé comme il suit :

Le gouverneur.....	Président.
L'adjoint au gouverneur.....	} dans les places où ces emplois existent. Membres.
Le chef d'état-major de la défense.....	
L'officier commandant l'artillerie.....	
L'officier commandant le génie.....	
Le chef du service de l'intendance.....	
Le chef du service de santé.....	
Le maire.....	}
Deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal.....	
Le président ou un membre de la chambre de commerce, s'il en existe une dans la place.....	

Un officier de la garnison, désigné par le gouverneur, remplit les fonctions de secrétaire.

Lorsqu'un des membres du comité est empêché, il est remplacé par la personne qui marche après lui ou qui le supplée dans ses fonctions.

En l'absence du gouverneur, la présidence du comité appartient à l'officier le plus ancien, dans le grade le plus élevé, parmi les officiers qui en font partie, à l'exclusion du chef du service de l'intendance et du chef du service de santé.

Fonctions.

201. Le comité seconde le gouverneur dans toutes les opérations du ravitaillement et la surveillance des approvisionnements réunis, tant pour la garnison que pour la population civile. Il visite ou charge un certain nombre de ses membres de visiter fréquemment les magasins de la place pour s'assurer que les approvisionnements sont placés dans les conditions les plus favorables à leur conservation. Il signale les améliorations qu'il croit utiles en ce qui concerne l'emmagasinement des denrées, les manutentions qu'elles doivent subir et formule des propositions pour la mise en distribution des approvisionnements et les livraisons successives à la municipalité des approvisionnements réunis par l'autorité militaire pour les besoins de la population civile.

Les membres délégués font au comité un rapport écrit sur chacune de leurs opérations.

Hors le cas d'urgence absolue, tout déplacement ou extraction de denrées des magasins d'approvisionnements ne peut avoir lieu sans un ordre spécial du gouverneur.

Le comité entendu, le gouverneur statue seul et sans avoir à se conformer aux avis de la majorité.

Le comité constate par des procès-verbaux les pertes et les avaries, soit qu'elles résultent d'événements de force majeure, soit qu'elles doivent être imputées au comptable conservateur des approvisionnements. Il ne peut s'immiscer dans les dispositions que prend le gouverneur, ni dans les ordres qu'il donne pour la composition et la distribution des rations.

Registre des délibérations.

202. Le registre des délibérations du comité, coté et parafé par le sous-intendant militaire, est tenu par l'officier secrétaire du comité. Il y inscrit les procès-verbaux des délibérations, avec mention de tous les mouvements des denrées qui s'opèrent dans les magasins.

État de situation des approvisionnements.

203. A la fin de chaque mois, le sous-intendant militaire adresse au président du comité l'état de situation des approvisionnements de siège du service des subsistances, de l'éclairage et du chauffage; après en avoir vérifié l'exactitude, le comité signe cet état et l'envoie au gouverneur pour être transmis hiérarchiquement au ministre.

Le comité peut, en outre, toutes les fois qu'il le croit utile, faire le recensement des denrées et du matériel existant dans les magasins d'approvisionnement.

Il fait connaître au gouverneur celles qui ne peuvent plus, sans danger d'altération, être conservées au delà d'une période de temps déterminée, et propose les moyens de les employer utilement. Le gouverneur statue.

Approvisionnements de la population.

204. Le gouverneur fait exercer par l'autorité civile une surveillance analogue sur les approvisionnements qu'elle a constitués elle-même pour les besoins de la population, en dehors de ceux que l'autorité militaire a réunis et qu'elle conserve jusqu'à l'épuisement complet des ressources locales.

Il fait procéder également au recensement des denrées qui peuvent exister chez les particuliers, et règle, au moyen du droit de réquisition, l'emploi et la répartition des ressources de toute nature existant dans la ville, quelle que soit leur provenance, en vue de la prolongation de la défense.

CHAPITRE XXVII.

DU SERVICE DE LA TRÉSORERIE DANS LES PLACES DE GUERRE.

Action du gouverneur sur les comptables du trésor.

205. Dans les places fortes qui possèdent un comptable du trésor,

ce comptable assure le service de la trésorerie avant comme après la déclaration de l'état de siège dans les conditions ordinaires du service, sous réserve des modifications prescrites par les décrets spéciaux, ainsi que des droits attribués au gouverneur.

A partir de la déclaration de l'état de guerre ou de siège, le gouverneur est investi, concurremment avec les agents supérieurs de l'administration des finances, du droit de contrôle sur l'encaisse du comptable du trésor.

Fonds de réserve de siège.

206. Dès les premiers jours de la mobilisation, les fonds présumés nécessaires pour la durée de la défense et dont l'importance aura été déterminée à la suite d'une entente préalable, établie entre le ministre des finances et le ministre de la guerre, sont mis à la disposition du gouverneur.

Ces fonds, dits *de réserve de siège*, sont destinés à faire face en cas de siège à l'entretien des troupes et aux besoins des divers services de la défense; ils ne peuvent être employés à aucun autre usage.

Ils sont conservés dans la caisse du comptable du trésor et il n'y est fait appel qu'après l'investissement. Jusqu'à ce moment, la caisse du comptable du trésor s'alimente suivant les règles habituelles.

Ouverture de crédits et ordonnancement des dépenses, à partir de l'investissement.

207. A partir de l'investissement, le gouverneur ouvre aux ordonnateurs secondaires tous les crédits nécessaires à l'entretien des troupes et à la défense de la place.

Les chefs locaux des services de l'artillerie, du génie, de l'intendance et de santé, sont ordonnateurs secondaires pour toutes les dépenses de leurs services, sans qu'en aucun cas les fonctions d'ordonnateur puissent être réunies à celle de comptable.

A partir de l'investissement, les crédits restant ouverts aux divers ordonnateurs dépendant du ministère de la guerre sont annulés. Les mandats à émettre par eux sont imputés sur les crédits ouverts par le gouverneur. Ils sont appuyés des justifications réglementaires et, s'il y a lieu, des réquisitions des ordonnateurs.

Attributions de l'officier désigné pour les fonctions de payeur, en cas de siège, dans les places qui n'ont pas de comptable du trésor.

208. Dans les places fortes où il n'existe pas de comptable du trésor, où il n'est pas possible d'en détacher un pour la durée de la guerre, le gouverneur désigne à l'avance un officier pour en faire les fonctions en cas de siège.

A partir de l'investissement, cet officier assure les paiements pour tous les services budgétaires conformément aux répartitions faites par le gouverneur et en échange des mandats de paiement et d'états de solde régulièrement ordonnancés et dûment quittancés.

Il tient écritures régulières de ses recettes et de ses dépenses. Le gouverneur fait vérifier ses écritures et sa caisse par le sous-intendant militaire ou son suppléant.

Il reçoit, dans les délais assignés par les règlements, les justifications des avances qu'il fait aux comptables des services régis par économie.

Il concourt aux ventes de chevaux, de matériel et d'objets provenant de prises sur l'ennemi et, en général, aux opérations qui rentrent dans les attributions des receveurs des domaines et dont sont chargés de droit les payeurs aux armées⁽¹⁾.

Les sommes produites par ces ventes sont versées dans sa caisse.

Perception des fonds de réserve de siège dans les places qui n'ont pas de comptable du trésor.

209. Au début de la mobilisation, les fonds de réserve de siège des places qui n'ont pas de comptable du trésor sont remis à l'officier désigné à l'avance par le gouverneur pour en faire les fonctions en cas de siège. A cet effet, un sous-intendant militaire, également désigné à l'avance, établit une réquisition en double expédition : l'une d'elles est adressée au comptable du trésor chargé du versement de ces fonds, l'autre est remise à l'officier faisant fonctions de payeur pour en toucher le montant sur son acquit.

Le sous-intendant militaire de la place ou son suppléant constate par procès-verbal le dépôt de ces fonds dans une caisse spéciale, pourvue de trois serrures, dont les clefs sont respectivement entre les mains du gouverneur, du sous-intendant militaire ou de son suppléant et de l'officier chargé des fonctions de payeur.

Le procès-verbal susvisé est adressé au comptable du trésor qui a fait la remise des fonds.

Le gouverneur prend toutes les mesures de précaution nécessaires pour la garde et la conservation de la caisse.

Remise des fonds à l'officier désigné pour faire les fonctions de payeur à partir de l'investissement.

210. Le gouverneur, sur la demande de l'officier désigné pour faire les fonctions de payeur, visée par le sous-intendant militaire ou par son suppléant, détermine la quotité des sommes à extraire de la caisse spéciale pour être mises à la disposition de cet officier pour les besoins courants.

La remise de ces fonds a lieu en présence du gouverneur ou de son délégué et du sous-intendant militaire ou de son suppléant.

Insuffisance des ressources.

211. En cas de besoin, le gouverneur prend des arrêtés pour la

⁽¹⁾ Instruction du 1^{er} octobre 1877 sur le service et la comptabilité des payeurs d'armée (art. 1^{er}).

création de bons de caisse tenant lieu de numéraire. Ces bons portent les visas du sous-intendant militaire ou de son suppléant et du comptable du trésor ou, à son défaut, de l'officier chargé des fonctions de payeur.

Sommes disponibles à la fin du siège.

212. Si, au moment où la continuation de la défense devient impossible, les caisses du trésor, du gouverneur ou des corps ne sont pas épuisées, le gouverneur prend les dispositions pour que les sommes restantes ne tombent pas aux mains de l'ennemi.

Régularisation des opérations.

213. Après la levée de l'état de siège, l'officier qui a fait les fonctions de payeur reverse au trésor les sommes restées sans emploi.

L'officier qui a fait les fonctions de payeur justifie de sa gestion. Sa comptabilité est soumise à la Cour des comptes à laquelle les comptes sont transmis par l'intermédiaire du ministère des finances.

Les opérations de crédits délégués, de mandats délivrés et de paiements effectués prennent place dans les écritures des administrations centrales de la guerre et des finances.

Gouverneurs des forts isolés.

214. Les gouverneurs des forts isolés ont les droits, les attributions et les devoirs conférés à un gouverneur de place forte par le présent chapitre.

CHAPITRE XXVIII.

DU CONSEIL D'ENQUÊTE.

Dispositions générales.

215. Tout officier qui a perdu la place dont le commandement lui était confié est tenu de justifier sa conduite devant un conseil d'enquête spécial.

Composition du conseil d'enquête.

216. Le conseil d'enquête spécial est composé d'un maréchal de France et, à son défaut, d'un amiral ou d'un général de division, président, et de quatre officiers généraux, dont un de l'artillerie et un du génie, quel que soit le grade de l'officier qui commandait la place.

Si le conseil d'enquête acquiert la preuve que la reddition de la place a eu pour cause l'insuffisance ou le mauvais emploi des approvisionnements qui sont du ressort de l'administration militaire, il

est tenu de demander au ministre l'adjonction d'un intendant général ou d'un intendant militaire qui a voix consultative.

Les officiers généraux appartenant à l'armée dont les opérations ont été liées d'une manière quelconque au sort de la place, ceux de la région territoriale dont elle faisait partie, ceux qui appartenaient à la garnison de la place ou qui y ont été enfermés à un titre quelconque, ne peuvent pas faire partie du conseil d'enquête.

Le conseil choisit parmi ses membres le rapporteur, qui conserve voix délibérative.

Délibération.

217. Le ministre de la guerre envoie au président du conseil d'enquête le registre des délibérations du conseil de défense, celui du comité de surveillance des approvisionnements de siège, le journal du gouverneur, ceux de l'officier commandant l'artillerie, de l'officier commandant le génie, du chef du service de l'intendance et du chef du service de santé, ainsi que tous les rapports et documents particuliers qui sont à sa disposition et que le conseil croirait utile de réclamer.

Le conseil s'assure de l'état dans lequel était la place au moment où elle a été assiégée; il examine si le gouverneur s'est conformé aux instructions qu'il avait reçues, s'il a observé les règles de la défense des places et s'il a prolongé sa résistance jusqu'à la dernière extrémité par tous les moyens qui étaient en son pouvoir.

Le conseil examine notamment si, dans le cas où la place s'est rendue par suite de l'épuisement complet de ses vivres, le gouverneur a tout fait pour compléter, conserver et ménager ses approvisionnements.

Le président cite à comparaître l'officier qui est l'objet de l'enquête, les chefs des divers services et toutes les personnes employées dans la place dont le conseil croit devoir entendre les dépositions. Les citations sont faites dans les formes prescrites pour celles des conseils de guerre.

Le rapporteur rédige, après chaque séance, un procès-verbal qui est signé par tous les membres du conseil: ceux-ci sont tenus de garder le secret le plus absolu sur les incidents et le résultat de leurs délibérations.

Avis motivé.

218. Le conseil d'enquête ne rend point de jugement; il donne son avis motivé sur la reddition de la place, en indiquant ce qui, dans la défense, lui paraît mériter l'éloge ou le blâme.

Cet avis se forme à la majorité des voix; il est signé par tous les membres du conseil; ceux qui constituent la minorité peuvent consigner leur opinion sur le registre.

L'avis du conseil est envoyé par le président, avec les registres et toutes les pièces, au ministre de la guerre.

Pour la suite à donner à l'avis du conseil, le ministre prend les ordres du chef de l'État, qui décide si l'officier dont la conduite a

été soumise à l'enquête doit être traduit devant la juridiction militaire. Dans le cas de l'affirmative, il est procédé à son égard conformément aux dispositions des articles 99 et suivants du Code de justice militaire.

TITRE VI.

RAPPORTS ENTRE L'AUTORITÉ MILITAIRE ET L'AUTORITÉ MARITIME DANS LES PLACES QUI SONT PORTS MILITAIRES.

CHAPITRE XXIX.

Droit au commandement dans les ports militaires.

219. Les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, sont les gouverneurs désignés des places de guerre qui sont ports militaires.

Ils peuvent être secondés dans les fonctions de gouverneur par un officier général de l'armée de terre.

En temps de guerre ou de siège, lorsque le préfet maritime gouverneur est empêché pour une cause quelconque de remplir ses fonctions, il est remplacé, comme gouverneur, par l'officier général de l'armée de terre ou de l'armée de mer le plus ancien dans le grade le plus élevé. Dans tous les cas, les fonctions de préfet maritime sont toujours remplies par l'officier de l'armée de mer le plus ancien dans le grade le plus élevé.

En temps de guerre, les préfets maritimes gouverneurs ne peuvent être relevés de leur commandement que par le chef de l'Etat.

Leurs devoirs et attributions pendant le temps de paix, définis au chapitre iv du titre III du présent décret, sont complétés par les dispositions suivantes.

Par qui est dirigé le service en temps de paix.

220. En temps de paix, le service de garnison est dirigé par le commandant d'armes, c'est-à-dire par l'officier de l'armée de terre le plus ancien dans le grade le plus élevé. Les troupes de l'armée de terre relèvent exclusivement du général commandant le corps d'armée.

Commission de défense.

221. Dans chaque port militaire, la commission de défense instituée par l'article 13 du présent décret est composée :

1° Du vice-amiral commandant en chef, préfet maritime, président;

2° De son adjoint;

3° De l'officier de troupe de l'armée de terre le plus ancien dans le grade le plus élevé;

- 4° Du major général de la marine ;
- 5° Du major de la flotte ;
- 6° Du directeur de l'artillerie de terre, s'il réside dans le port en temps de paix et doit faire partie de la garnison de défense, ou, à son défaut, du commandant de l'artillerie de l'arrondissement ;
- 7° Du directeur du génie, s'il réside dans le port en temps de paix et doit faire partie de la garnison de défense, ou, à son défaut, du chef du génie ;
- 8° Du directeur de l'artillerie de la marine ;
- 9° Du sous-intendant chargé du service territorial ;
- 10° Du commissaire général de la marine ;
- 11° Du médecin de l'armée de terre le plus ancien dans le grade le plus élevé ;
- 12° Du directeur du service de santé de la marine ;
- 13° Du chef d'état-major du préfet maritime (voix consultative).

Les propositions de la commission de défenses sont transmises aux ministres de la guerre et de la marine, qui s'entendent sur la suite qu'il y a lieu de leur donner.

Ils s'entendent également sur tout ce qui concerne la construction, l'entretien et l'armement de tous les ouvrages destinés à assurer la défense des ports militaires, tant du côté de la terre que du côté de la mer.

Partage de la surveillance sur les établissements et terrains des deux départements.

222. L'autorité maritime exerce la police et la surveillance sur les établissements et terrains, dépendant du ministère de la marine, situés soit à l'intérieur, soit au dehors de la place.

Le commandant d'armes a la surveillance et la police sur toutes les autres parties de la place et de ses dépendances.

Service des troupes.

223. Les équipages de la flotte et les troupes de la marine ont la garde de l'arsenal, des établissements de la marine, et sont plus spécialement chargés de l'armement, du service et de la garde des batteries ayant vue sur la mer.

Les troupes de terre font le service de la place et ont la garde des établissements de la guerre. Elles sont plus spécialement chargées de l'armement, du service et de la garde des ouvrages et batteries qui intéressent la défense du côté de terre.

Lorsque les troupes de l'armée de terre sont numériquement insuffisantes pour fournir les gardes nécessaires à la police, à la sûreté de la place ou au service des honneurs, elles sont suppléées par les troupes de la marine.

Réciproquement, lorsque les troupes de la marine sont numériquement insuffisantes pour le service du port, des établissements mari-

times et des honneurs, elles sont suppléées par les troupes de l'armée de terre.

Hors le cas de circonstances imprévues, le service des troupes que se prêtent les deux départements est toujours réglé à l'avance, de concert entre le major général de la marine et le commandant d'armes.

Commandement et juridiction.

224. Lorsqu'une troupe de l'armée de terre est, par ordre supérieur, détachée pour le service de l'arsenal et du port, ou pour l'armement, le service et la garde des batteries dont l'armée de mer est chargée, elle passe sous les ordres du major général de la marine pour tout ce qui concerne ce service. Elle reste soumise, pour la police et la discipline intérieures, à l'autorité de ses chefs particuliers. Le commandant de cette troupe continue à leur faire ses rapports; mais il fournit au major général de la marine les rapports et les situations qui lui sont demandés. Il prend ses ordres pour les lieux et les heures d'exercice. Cette troupe ne cesse pas d'être sous la police administrative de l'intendance militaire, et reste assujettie à tous les règlements du département de la guerre; l'inspection annuelle, les revues, etc., appartiennent toujours à ce département; enfin elle continue à relever de la juridiction des tribunaux militaires, sauf dans le cas de complicité, prévu par l'article 78 du Code de justice militaire.

Les mêmes dispositions sont applicables, par réciprocité, aux troupes de la marine détachées spécialement pour concourir au service de la place.

Quand des troupes sont ainsi mises par l'un des deux départements à la disposition de l'autre, les défenses, consignes et règles spéciales établies par celui qui les reçoit sont publiées par la voie de l'ordre. On fait, notamment à celles de l'armée de terre, lecture des dispositions du Code de justice militaire pour l'armée de mer sur les vols et les dévastations commis dans les ports et arsenaux de la marine.

Les plaintes sur les dévastations, vols et délits commis par les troupes de l'armée de terre sont adressées par le major général de la marine au commandant d'armes, qui leur donne la suite nécessaire, à moins qu'il n'appartienne aux juridictions maritimes d'en connaître, conformément aux articles 78 du Code militaire ou 88 du Code maritime. Aux termes de l'article 108 du Code de justice maritime, les individus appartenant au service de la marine détachés, soit en corps, soit isolément, comme auxiliaires de l'armée de terre, sont justiciables des tribunaux militaires et soumis aux lois pénales militaires.

Consignes communes.

225. Les marins et les troupes de l'armée de mer, hors de leurs quartiers, dans l'enceinte de la place, les troupes de l'armée de terre, dans l'enceinte de l'arsenal maritime, sont soumis aux consignes qui maintiennent l'ordre, la police et la discipline dans ces deux enceintes.

Ces consignes sont portées à la connaissance des troupes des deux départements.

Les marins et les troupes de l'armée de mer, hors de la place, sont tenus d'observer les consignes et les règles de toute nature auxquelles les troupes de l'armée de terre sont assujetties.

Postes de la marine établis dans l'intérieur de la place.

226. En cas d'incendie, de rassemblement, de désordre, etc., les sentinelles des postes préposés par la marine à la garde de ses établissements situés dans l'intérieur de la place doivent donner toutes les alertes mentionnées dans les consignes générales ou particulières de la place.

Ces postes prêtent main-forte et sont tenus d'informer le poste de la place le plus voisin, qui intervient, s'il est nécessaire, et qui rend compte au bureau de la place, lequel prévient immédiatement le major général de la marine.

La marine ne peut établir des postes ou placer des sentinelles dans l'intérieur de la place, pour un service maritime, qu'après que le major général de la marine s'est préalablement entendu avec le commandant d'armes, qui lui fournit toutes les indications nécessaires.

Rondes et patrouilles.

227. Les postes et les sentinelles de la marine, dans l'intérieur de la place, reconnaissent les rondes et les patrouilles de la garnison qui passent à leur portée, en se conformant aux prescriptions du présent décret.

Les officiers et sous-officiers de ronde et les chefs de patrouille de la place ne peuvent donner des ordres aux postes de la marine, ni s'immiscer dans leur service. Après avoir été reconnus par ces postes, ils passent outre. Mais ils rendent compte des irrégularités dans le service qu'ils auraient pu remarquer, sur leur rapport au commandant d'armes, qui en informe le major général de la marine. Ces prescriptions sont applicables, par réciprocité, aux officiers et sous-officiers de ronde et chefs de patrouille de la marine.

Mouvements des troupes de la marine dans la place.

228. Les postes et détachements de la marine qui ont à traverser la place pour leur service, à en sortir ou à y entrer, suivent toujours un itinéraire au sujet duquel le major général de la marine et le commandant d'armes se sont entendus.

Chaque fois que des détachements des équipages de la flotte ou des troupes de la marine ont à traverser extraordinairement la place, à en sortir ou à y entrer, le major général de la marine prévient le commandant d'armes.

Lorsque les exercices de ces troupes motivent des sorties et des rentrées périodiques régulières, le commandant d'armes en est informé une fois pour toutes.

Exercices et manœuvres des troupes des deux départements.

229. Quand les équipages de la flotte ou les troupes de la marine ont besoin, pour les exercices et les revues, des terrains de la place affectés aux exercices et aux revues des troupes de l'armée de terre, la demande en est faite par le major général de la marine au commandant d'armes, qui fixe les heures et désigne les emplacements.

Réciproquement, les troupes de la garnison ne manœuvrent et ne passent des revues sur les terrains de la marine qu'après en avoir obtenu l'autorisation, sur la demande adressée par le commandant d'armes au major général de la marine, lequel fixe les heures et désigne les emplacements.

Le major général de la marine fait prévenir le commandant d'armes, chaque fois que les troupes de son département doivent exécuter un exercice à feu. Cette obligation est réciproque.

Exécution des jugements.

230. Des détachements ou des corps entiers de troupes des deux départements assistent à l'exécution des jugements prononcés par les conseils de guerre et les tribunaux maritimes. Le commandant d'armes et le major général de la marine se préviennent réciproquement et se concertent pour les dispositions à prendre.

Mesures réciproques de police dans la place. — Troupes consignées.

231. Les autorités de la place et de la marine sont attentives à s'informer réciproquement des mesures de police qu'elles ordonnent afin que ces mesures combinées préviennent les rixes et toute occasion de rivalités fâcheuses entre les hommes des deux départements. Lorsque, dans l'intérieur de la place, il survient des querelles entre ces troupes, le commandant d'armes prend immédiatement, de concert avec le major général de la marine, les dispositions reconnues nécessaires.

Les patrouilles, les piquets et les postes de la marine qui renforcent temporairement ceux de la guerre dans l'intérieur de la place pour le maintien du bon ordre sont aux ordres et sous la direction du commandant d'armes.

Réciproquement, les patrouilles, les piquets et les postes de la place, appelés dans l'intérieur de l'arsenal et du port pour des mesures de surveillance ou de répression, sont aux ordres et sous la direction du major général de la marine pendant tout le temps que dure leur service.

Lorsque le commandant d'armes juge nécessaire de consigner les troupes de la garnison aux portes de la ville ou dans les casernes, et qu'il y a opportunité ou nécessité d'étendre en même temps cette consigne aux hommes de la marine stationnés dans l'intérieur de la

place, il en fait connaître les motifs à l'autorité maritime, à qui il appartient d'ordonner cette disposition.

Dans les circonstances graves et inopinées, telles que l'ordre public compromis, des collisions survenues ou imminentes entre les militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer, etc., le commandant d'armes prend, dans l'étendue de son commandement, toutes les dispositions que lui impose sa responsabilité spéciale; ainsi, il est en droit, si les circonstances l'exigent, de requérir directement le concours de la marine, comme aussi la rentrée des troupes de ce département dans leurs quartiers ou sur leurs terrains; il informe immédiatement le major général de la marine.

Quand le major général de la marine juge à propos de faire consigner les troupes de son département dans l'intérieur de la place, il invite le commandant d'armes à faire donner des ordres en conséquence aux gardes des ports.

Plantons de la marine aux postes de la place.

232. Le major général de la marine peut, en tout temps, envoyer des plantons aux postes de la place, pour exercer une surveillance plus active sur les hommes de la marine; dans ce cas, il en fait la demande au commandant d'armes et lui communique les consignes données à ces plantons. Le commandant d'armes donne des ordres pour que les plantons de la marine soient reçus dans les corps de garde et pour qu'on leur prête main-forte au besoin.

Sûreté de l'arsenal.

233. Lorsque l'autorité maritime juge nécessaire d'interdire l'entrée de l'arsenal et du port aux militaires de l'armée de terre, elle le fait savoir au commandant d'armes, qui porte cette défense à la connaissance de la garnison.

Pour des événements graves, survenus inopinément dans l'arsenal ou dans le port, le major général de la marine peut requérir directement le concours des troupes de la garnison. Il informe immédiatement le commandant d'armes.

Arrestations.

234. Le commandant d'armes et le major général de la marine ordonnent tous les matins, au rapport, le renvoi à leur police respective des soldats et des marins arrêtés après l'heure de l'appel du soir dans l'étendue de leur commandement; ceux qui ont été arrêtés pendant le jour sont immédiatement conduits devant l'autorité compétente.

Les deux autorités se doivent, lorsque le motif de l'arrestation l'exige, la communication des faits et des circonstances qui y ont donné lieu, afin que les punitions encourues puissent être prononcées avec connaissance de cause. Elles sont, chacune dans son enceinte,

juges des faits et des circonstances, en ce qui est contraire à la police et à la discipline. Si une enquête est nécessaire, elle est faite de concert.

Permission après l'appel du soir.

235. Les marins et les militaires de l'armée de mer ne peuvent rester dans l'intérieur de la place après l'appel du soir s'ils ne sont munis d'une permission de leurs chefs, timbrée du cachet du corps, dont le modèle est affiché dans l'intérieur de chaque corps de garde de la place, afin que les piquets et les patrouilles ne puissent pas les inquiéter, lorsqu'ils sont régulièrement autorisés.

Quand un marin arrêté par les postes ou les patrouilles de la place appartient à un bâtiment de la rade en partance, il est mis immédiatement à la disposition du major général de la marine.

Théâtre. — Garde et surveillance.

236. La garde du théâtre est fournie par les troupes de terre; un officier et un sous-officier de l'armée de terre et un officier et un officier marinier de l'armée de mer, en tenue de service, assistent aux représentations et surveillent les militaires de leurs départements respectifs.

Une consigne particulière, concertée entre le commandant d'armes et le major général de la marine, détermine le mode de surveillance de ces officiers et sous-officiers.

Réunion des troupes des deux départements. — Droit au commandement.

237. Lorsqu'il y a réunion des troupes des deux départements pour une parade, une revue, ou pour tout autre motif, l'officier le plus élevé en grade de ceux qui sont sous les armes, et, à égalité de grade, le plus ancien, prend le commandement.

Si la réunion a lieu sur les terrains dépendant de la place, un officier délégué par le commandant d'armes s'y trouve à l'avance, pour indiquer à chaque corps l'emplacement qu'il doit occuper. Un officier de la majorité est chargé des mêmes soins, quand la réunion a lieu sur les terrains de la marine.

Le commandant d'armes et le major général de la marine prennent, sur leurs terrains respectifs, les mesures d'ordre et de police militaire qu'ils jugent nécessaires, en se prêtant réciproquement, lors de ces réunions, le concours de détachements de troupes de leurs départements.

Consignes pour les honneurs.

238. Une consigne détaillée, concertée entre le commandant d'armes et le major général de la marine, spécifie les honneurs à rendre par les postes de la place et de l'arsenal; elle rappelle les marques extérieures de respect dues par l'inférieur à tout supérieur et réglées d'après les insignes de ce dernier.

Cette consigne est affichée dans les postes de la place et dans ceux de la marine.

Arrivée et passage des troupes. — Embarquement, débarquement.

239. Le commandant d'armes informe le major général de la marine des mouvements de tout corps de troupes arrivant ou passant dans la place, afin que l'autorité maritime puisse prendre des mesures pour le maintien de l'ordre.

Le major général de la marine prévient dans le même but le commandant d'armes de l'arrivée, par voie de terre ou de mer, des troupes de marine ou autres. Il le prévient également toutes les fois que des forces navales sont réunies sur la rade ou dans le port, afin que des mesures extraordinaires de police et de surveillance puissent être concertées, s'il y a lieu.

Lorsque des détachements des troupes de l'armée de terre doivent s'embarquer, ils sont conduits sur le terrain désigné par la marine; un officier délégué par le commandant d'armes fait la remise des troupes à l'officier de la majorité délégué à cet effet; celui-ci en passe la revue d'effectif, délivre à l'officier délégué du commandant d'armes la déclaration de la remise, et certifie qu'aucune réclamation ne lui a été faite par les officiers, sous-officiers et soldats du détachement. S'il se produit des réclamations, elles sont mentionnées sur la déclaration de la remise.

Lorsque des détachements de l'armée de terre débarquent, ils sont conduits sur le terrain convenu et remis par un officier de la majorité à l'officier délégué à cet effet par le commandant d'armes. Cet officier en passe la revue d'effectif, reçoit les réclamations et délivre à l'officier de la majorité la déclaration de remise, annotée s'il y a lieu.

Les officiers chargés de la réception des détachements sont, autant que possible, supérieurs en grade aux chefs desdits détachements ou au moins d'un grade égal. Lorsqu'on ne peut désigner que des officiers d'un grade ou d'un rang inférieur, ceux-ci ne passent pas la revue des détachements.

Quand ce sont des corps entiers de troupes, le commandant d'armes et le sous-intendant militaire, pour le département de la guerre, le major général de la marine et le commissaire aux revues, pour le département de la marine, assistent et président à ces opérations, en se conformant aux règles ci-dessus.

Incendies.

240. Le commandant d'armes et le major général de la marine règlent ensemble, pour le cas d'incendie, le service des troupes placées sous leurs ordres.

Lorsqu'un incendie éclate dans la ville, les secours sont dirigés comme il a été spécifié à l'article 72. Lorsqu'il éclate dans le port ou dans l'arsenal, la direction appartient à l'autorité maritime.

Par qui est dirigé le service pendant l'état de guerre et pendant l'état de siège.

241. En temps de guerre et pendant l'état de siège, le vice-amiral commandant en chef, préfet maritime, exerce le commandement supérieur dans la place ainsi que dans une zone environnante déterminée à l'avance et de concert entre les départements de la guerre et de la marine. L'autorité sur les troupes de toutes armes de terre et de mer est concentrée entre ses mains.

Droit de commandement.

242. Lorsqu'un commandant d'armée sera amené, par les opérations militaires qu'il dirige, à pénétrer dans la zone désignée ci-dessus, il exerce le commandement supérieur de la place de guerre, port militaire, aussi longtemps que ses forces occuperont une partie de cette zone.

Le vice-amiral, préfet maritime, reprend le commandement en chef lorsque l'armée quitte la zone.

Déclaration de l'état de siège.

243. Dans les cas prévus à l'article 189, le vice-amiral commandant en chef, préfet maritime, peut, sous sa responsabilité, déclarer l'état de siège et prendre le commandement des troupes de toutes armes présentes dans la place ou dans la zone déterminée. Il en informe immédiatement les ministres de la guerre et de la marine, ainsi que le commandant de la région territoriale.

Lorsque la place est en état de siège, le vice-amiral, préfet maritime gouverneur, prend tous les pouvoirs et remplace le commandant d'armes du temps de paix.

Conseil de défense.

244. Le conseil de défense d'un port militaire en état de siège est composé :

- 1° Du vice-amiral commandant en chef, préfet maritime;
- 2° Du général adjoint, s'il y a lieu;
- 3° Du major général de la marine;
- 4° Du major de la flotte;
- 5° De l'officier commandant l'artillerie de terre;
- 6° De l'officier commandant le génie;
- 7° Du directeur de l'artillerie de la marine;
- 8° Des deux plus anciens colonels des troupes de la garnison, appartenant l'un aux troupes de terre et l'autre aux troupes de mer, et, à défaut de colonels, des deux officiers les plus anciens dans le grade le plus élevé des troupes des deux départements.

Le chef du service de l'intendance, le commissaire général de la marine, le directeur du service de santé de la marine assistent aux séances du conseil avec voix consultative.

Si l'un des membres du conseil est empêché, il est remplacé par la personne qui marche après lui ou qui le supplée dans ses fonctions.

S'il y a dans la place un officier général employé, il fait également partie de ce conseil. S'il y en a plusieurs, le plus ancien dans le grade le plus élevé y est appelé de droit.

Le commandant en chef des forces navales qui se trouverait sur la rade peut assister aux séances du conseil, mais sans y avoir voix délibérative.

Comité de surveillance des approvisionnements de siège.

245. Le comité de surveillance des approvisionnements de siège, constitué par l'article 200 du présent décret, est complété, dans les ports militaires, par l'adjonction :

- 1° Du major général de la marine;
- 2° Du directeur de l'artillerie de marine;
- 3° Du directeur des travaux hydrauliques;
- 4° Du commissaire général de la marine;
- 5° Du directeur du service de santé de la marine;
- 6° De l'officier le plus élevé en grade des troupes de la marine.

TITRE VII.

RANGS ET PRÉSEANCES DANS LES ARMÉES DE TERRE ET DE MER.

CHAPITRE XXX.

RANGS ET PRÉSEANCES DANS LES CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET CÉRÉMONIES OFFICIELLES.

Rangs de préséance des autorités militaires de terre et de mer
ayant rang individuel.

246. Lorsque les autorités militaires de terre et de mer ayant rang individuel doivent assister aux cérémonies publiques et cérémonies officielles, elles y prennent rang et séance dans l'ordre suivant :

Maréchaux de France ou amiraux.	{ Après les cardinaux et les ministres.
Généraux de division gouverneurs de Paris ou de Lyon.....	{ Après le grand chancelier de la Légion d'honneur et les conseillers d'État en mission extraordinaire, en vertu d'un décret du Président de la République.
Généraux de division commandant les corps d'armée.....	
Vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes.....	
Généraux de division commandant les régions de corps d'armée après le départ du corps d'armée mobilisé.....	{ Après les députations des grands-croix et grands officiers de la Légion d'honneur.

Généraux de division commandant un groupe de subdivisions de région.....	} Après les premiers présidents de cour d'appel et les archevêques.
Généraux de brigade commandant une ou plusieurs subdivisions de région.....	
Contre-amiraux ou majors généraux de la marine.....	} Après les préfets, les présidents de cours d'assises et les évêques.
Généraux de brigade commandant les subdivisions de région après le départ du corps d'armée mobilisé.....	
Commandants d'armes d'un grade inférieur à celui de général et les majors généraux de la marine qui ne sont pas contre-amiraux.	} Après les commissaires généraux de police, les sous-préfets, le président du tribunal de première instance, les présidents du tribunal de commerce et les maires.

Les gouverneurs de place forte, en temps de guerre, occupent le premier rang dans la place dont ils ont le commandement, à moins d'une décision spéciale du Président de la République.

Les gouverneurs de Paris et de Lyon, les commandants des corps d'armée et des régions de corps d'armée prendront rang et séance dans toute l'étendue de leur commandement.

Les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, prendront rang et séance dans l'étendue de l'arrondissement maritime à la tête duquel ils sont placés.

Au chef-lieu de son arrondissement, le vice-amiral commandant en chef, préfet maritime, a, dans l'arsenal maritime et dans la place, la préséance sur le général de division commandant le corps d'armée. Il prend rang après lui dans tous les autres lieux de la région du corps d'armée.

Les généraux de division et de brigade investis du commandement des subdivisions de région prennent rang et séance dans toute l'étendue de ces subdivisions; mais, hors du chef-lieu de leur commandement, ils ne peuvent réclamer les prérogatives attachées à la préséance que si leur voyage a été annoncé officiellement par le général commandant le corps d'armée et la région de corps d'armée.

Les contre-amiraux majors généraux de la marine prennent rang et séance dans le chef-lieu de l'arrondissement maritime où ils exercent leurs fonctions.

Les généraux de brigade investis du commandement territorial des subdivisions de région dans lesquelles est compris un port militaire, chef-lieu d'arrondissement maritime, prennent rang dans les cérémonies publiques avec le contre-amiral major général de la marine, en observant, pour la préséance, l'ordre d'ancienneté dans le grade d'officier général.

Toutefois, si la cérémonie a lieu dans l'un des établissements de la marine, la préséance appartient au contre-amiral major général; réciproquement, si la cérémonie a lieu dans un des établissements de la guerre, la préséance appartient au général de brigade.

Lorsque des troupes tiennent garnison dans une ville où résident un ou plusieurs officiers généraux dont aucun n'est investi du commandement territorial, celui de ces officiers généraux qui est le plus ancien dans le grade le plus élevé y prendra rang et séance avec le rang attribué à l'officier général de son grade investi du commandement territorial de subdivision de région.

Rang des officiers généraux et autres, des fonctionnaires et employés militaires convoqués en corps.

CLASSEMENT DES GROUPES D'ÉTATS-MAJORS.

247. Les officiers généraux, supérieurs et autres, les fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer, convoqués en corps pour les cérémonies publiques, sont répartis par groupes d'états-majors qui se rangent dans l'ordre suivant :

Les états-majors relevant directement du ministre de la guerre.	
Les états-majors relevant directement du ministre de la marine.	
L'état-major des gouvernements de Paris et de Lyon ou des corps d'armée.	Après le Sénat, la Chambre des députés, le Conseil d'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes, le Conseil supérieur de l'instruction publique et la Cour d'appel.
L'état-major de la préfecture maritime.	
L'état-major de la région constitué après le départ du corps d'armée mobilisé.	
L'état-major de la division, soit que le commandement territorial ait été ou n'ait pas été réuni au commandement de la division.	
L'état-major de la majorité générale de la marine.	Après la Cour d'assises, le conseil de préfecture et le tribunal de première instance.
L'état-major de la brigade, soit que le commandement territorial ait été ou n'ait pas été réuni au commandement de la brigade..	
L'état-major de la place.	Après le conseil municipal et les corps académiques.
Les corps d'officiers de troupe. ...	Après les juges de paix et les commissaires de police. •

Dans les ports chefs-lieux d'arrondissement maritime, l'état-major de la préfecture maritime est placé avant l'état-major du corps d'armée.

Si, après le départ du corps d'armée mobilisé, il est constitué des états-majors de subdivision de région, ceux-ci prennent le rang assigné à l'état-major de la brigade.

Lorsqu'il n'y a pas d'état-major de division ou de subdivision territoriale, les états-majors des divisions ou brigades actives les remplacent, de telle sorte que les officiers, fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer trouvent toujours un état-major auquel ils peuvent se joindre. A défaut, dans la localité, de l'état-major où ils doivent prendre place, ils se réunissent au plus élevé des états-majors inférieurs.

S'il y a, dans les garnisons, des divisions ou brigades actives dont les états-majors ne soient pas appelés à constituer la représentation territoriale, ces états-majors, précédés de leurs généraux, se placent en tête des officiers des corps de troupes desdites divisions ou brigades.

Dans les cérémonies officielles, les états-majors et corps convoqués ne sont représentés que par des députations se composant, pour chaque état-major, corps ou service, des officiers généraux ou assimilés, des chefs de corps et de service et d'un officier ou d'un assimilé de chaque grade.

CLASSEMENT DU PERSONNEL DANS LES GROUPES.

Les officiers, fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer se répartissent par service, comme il suit, dans les groupes d'états-majors où ils doivent prendre place, savoir :

1^{re} ARMÉE DE TERRE.

États-majors relevant directement du ministre de la guerre.

L'état-major du ministre;

Le corps du contrôle de l'administration de l'armée;

Les directeurs et le personnel de l'administration centrale;

Les comités et les conseils;

L'état-major de l'hôtel national des invalides;

Les états-majors des écoles placées sous la direction immédiate du ministre;

Les officiers du dépôt central de l'artillerie et du dépôt des fortifications;

Les officiers des établissements placés sous la direction immédiate du ministre.

États-majors des gouvernements de Paris et de Lyon, des corps d'armée, des divisions et des brigades, comprenant le personnel du commandement territorial.

Le personnel du service d'état major (section active et section territoriale);

L'état-major particulier de l'artillerie;

L'état-major particulier du génie;

Le corps de l'intendance militaire;

Le corps des ingénieurs des poudres et salpêtres;

Le corps de santé militaire;

Les aumôniers;

Le personnel de la justice militaire;

Les officiers de gendarmerie;

Le personnel du recrutement;

Le personnel de la remonte;

Les vétérinaires;

Les archivistes;

Les gardes d'artillerie;

Les adjoints du génie;

Les officiers d'administration;

Les interprètes;

Le personnel du service des chemins de fer;

Le personnel du service télégraphique;

Le personnel du service de la trésorerie et des postes.

État-major de la place.

Les officiers et employés militaires d'artillerie et du génie.....	} attachés au service de la place.
Les officiers du service de santé..	
Les aumôniers.....	
Les vétérinaires.....	
Le personnel des services adminis- tratifs.....	
Les interprètes.....	

L'ordre ci-dessus est suivi pour tous les états-majors, suivant les services que chacun d'eux comprend.

Les officiers généraux, les contrôleurs, les intendants et les inspecteurs du service de santé, en mission ou disponibles, présents dans la localité, se joignent au groupe d'état-major du commandement le plus élevé.

Les officiers, fonctionnaires et employés qui ne font pas partie des commandements actifs prennent place avec les officiers de leur arme ou de leur service dans les états-majors des corps d'armée, des divisions, des brigades ou de la place, suivant que l'étendue de leur service, relativement au territoire, les rattache à l'un ou à l'autre de ces groupes.

Hors Paris, les officiers, fonctionnaires et employés des établissements ou des écoles ressortissant directement au ministère de la guerre prennent rang avec le personnel de leur arme ou de leur service à l'état-major le plus élevé de la localité où ils se trouvent.

Dans chaque groupe de chaque état-major, les officiers généraux et autres, les fonctionnaires et employés se placent par service suivant leur grade et leur rang, le plus ancien prenant la droite.

Les corps d'officiers de troupe prennent rang avec l'état-major de la place et à sa suite, dans l'ordre de bataille des fractions constituées de la garnison.

Les corps d'officiers de l'armée territoriale marchent après les corps d'officiers de l'armée active de leur arme ou de leur service.

2^e ARMÉE DE MER.

États-majors relevant directement du ministre de la marine.

- L'état-major du ministre;
- Le conseil d'amirauté;
- Les directeurs et le personnel de l'administration centrale;
- Les conseils et comités de la marine;
- Le personnel du dépôt des cartes et plans;
- Les inspecteurs généraux;
- Les inspecteurs généraux adjoints;
- Les officiers généraux, supérieurs et autres en service ou en résidence à Paris;
- Les officiers et le personnel de l'école du génie maritime.

État-major de la préfecture maritime.

- Les vice-amiraux et contre-amiraux autres que le préfet maritime et le major général;
- Les officiers généraux des troupes de la marine;
- Les inspecteurs généraux des divers services de la marine en mission dans le port;
- Le directeur des constructions navales;
- Le commissaire général;
- L'inspecteur en chef des services administratifs;
- Le directeur du service de santé;
- Le major de la flotte, capitaine de vaisseau;
- Les directeurs des mouvements du port, de l'artillerie et des travaux hydrauliques;
- Les officiers supérieurs et autres attachés aux états-majors généraux.

État-major de la majorité générale.

- Les officiers de marine;
- Les officiers mécaniciens;

Les officiers de l'état-major particulier de l'artillerie ;
 Les officiers de la gendarmerie ;
 Les officiers du génie maritime ;
 Les officiers du génie hydrographique ;
 Les officiers du commissariat de la marine ;
 Les officiers de l'inspection des services administratifs ;
 Les officiers du service de santé ;
 Les aumôniers ;
 Le personnel de la justice maritime ;
 Les agents du personnel administratif, des directions de travaux,
 agents comptables des matières et manutentionnaires des subsis-
 tances ;
 Les examinateurs et professeurs de l'École navale et des écoles
 d'hydrographie ;
 Les trésoriers des invalides de la marine ;
 Les gardes d'artillerie ;
 Les ingénieurs des travaux hydrauliques.
 Dans chaque groupe de chaque état-major, comme dans l'armée
 de terre, les officiers généraux et autres, les fonctionnaires et em-
 ployés se placent par service suivant leur grade et leur rang, le plus
 ancien prenant la droite.
 Les corps d'officiers de troupe prennent rang après les états-ma-
 jors.

Ports et villes qui ne sont pas sièges de préfecture maritime.

248. Dans les ports et villes qui ne sont pas sièges de préfecture maritime, le chef du service de la marine se réunit, ainsi que les commandants des bâtiments sur rade ou dans le port, à l'état-major le plus élevé ; tous les autres officiers, fonctionnaires ou employés de la marine se réunissent à l'état-major de la place.

Officiers retirés du service.

249. Les officiers de tous grades retirés du service peuvent assister en tenue aux cérémonies publiques.

Les officiers généraux se réunissent à l'état-major du corps d'armée ou de la préfecture maritime à la suite des officiers généraux du cadre d'activité ; les officiers supérieurs et autres, à l'état-major de la majorité générale ou de la place, après tous les officiers en activité ou en disponibilité.

CHAPITRE XXXI.

RANG DES TROUPES.

Ordre de bataille.

250. L'ordre de bataille pour les réunions de troupes, parades, revues, cérémonies publiques, etc., est réglé comme il suit :

XII^e Série.

39

ARMÉE DE TERRE.

1^{re} TROUPES À PIED.

Invalides.

Gendarmerie. { Gendarmerie départementale
Gendarmerie mobile;
Garde républicaine.

Sapeurs-pompiers des communes.

Sapeurs-pompiers de la ville de Paris.

Artillerie à pied { Bataillons et régiments;
et sans son matériel. { Pontonniers;
Ouvriers;
Artificiers.

Génie, sans son ma- { Sapeurs-mineurs;
tériel. { Ouvriers militaires de chemins de fer;
Sapeurs-conducteurs à pied.

Chasseurs à pied;
Douaniers. { (les compagnies ou sections
Chasseurs fores- { actives marchent à la suite
tiers. { des compagnies ou sec-
tions de forteresse);

Infanterie. { Zouaves;
Infanterie de ligne;
Infanterie légère d'Afrique;
Officiers des compagnies de discipline;
Tirailleurs algériens;
Régiments étrangers.

Train des équipages militaires, sans son matériel.

Services particu- { Sections techniques d'ou-
liers. { vriers de chemins de fer. } sans matériel;
Service de la télégraphie... }
Service de la trésorerie et des postes;
Sections de secrétaires d'état-major et du recru-
tement;
Sections de commis aux écritures et d'ouvriers
d'administration;
Sections d'infirmiers.

2^{re} TROUPES À CHEVAL OU AVEC LEUR MATÉRIEL.

Artillerie.

Génie. — Sapeurs-conducteurs.

Train des équipages militaires.

Services particuliers.	{	Sections techniques d'ouvriers de chemins de fer;
		Service de la télégraphie;
		Service de la trésorerie et des postes;
		Service des ambulances.

3° TROUPES À CHEVAL.

Gendarmerie.	{	Gendarmerie départementale;
		Garde républicaine.
Cavalerie.	{	Éclaireurs volontaires;
		Brigades à cheval des douanes;
		Escadrons des chasseurs forestiers;
		Chasseurs d'Afrique;
		Hussards;
		Chasseurs;
		Dragons;
		Cuirassiers;
		Cavaliers de remonte;
		Spahis.

ARMÉE DE MER.

1° TROUPES À PIED.

Gendarmerie;
 Equipages de la flotte;
 Artillerie de la marine;
 Infanterie de la marine;
 Pompiers de la marine;
 Gardes-consignes.

2° TROUPES À CHEVAL.

Gendarmerie;
 Artillerie montée.

Les troupes indigènes des colonies se placent à la gauche des troupes nationales de leur arme.

Dispositions spéciales.

251. L'ordre précédent peut être observé séparément par chaque division ou corps d'armée; toutefois on peut réunir les troupes de même arme, soit pour former la haie, soit pour former le défilé.

A bord, dans l'arsenal ou sur les terrains de la marine, les troupes de l'armée de mer prennent la droite. Elles prennent la gauche à terre, hors de l'arsenal et des terrains de la marine.

Les troupes de l'armée territoriale prennent la gauche des troupes de leur arme de l'armée active.

Si les troupes doivent être formées en haie, le côté droit est déterminé par la direction que suit le cortège. Quand une troupe, dans la haie, occupe le côté droit, considéré comme place d'honneur, on dit quelle prend la droite; quand elle occupe le côté gauche, elle prend la gauche.

TITRE VIII.

HONNEURS MILITAIRES.

CHAPITRE XXXII.

Principales subdivisions de la règle des honneurs.

252. La règle des honneurs militaires comprend les subdivisions suivantes :

- 1° Honneurs à rendre par les corps d'officiers et les personnels des divers services (visites de corps);
- 2° Honneurs à rendre par les troupes;
- 3° Honneurs à rendre par les postes, gardes et piquets;
- 4° Honneurs à rendre par les sentinelles, plantons, etc.;
- 5° Escortes d'honneur;
- 6° Salves d'artillerie (à titre d'honneur);
- 7° Mot d'ordre (à titre d'honneur);
- 8° Visites individuelles (à titre d'honneur);
- 9° Honneurs funèbres;
- 10° Prescriptions générales et principes relatifs à l'application de la règle des honneurs.

CHAPITRE XXXIII.

HONNEURS À RENDRE PAR LES CORPS D'OFFICIERS ET LES PERSONNELS DES DIVERS SERVICES.

Visites de corps.

253. Les corps d'officiers des troupes des armées de terre et de mer, les officiers sans troupe, fonctionnaires et employés de la guerre et de la marine, ayant rang d'officiers, présents dans la localité, doivent des visites de corps :

- Aux ministres ;
- Aux maréchaux de France et amiraux ;
- Aux généraux de division et vice-amiraux ;
- Aux contrôleurs généraux de première classe ;
- Aux intendants généraux inspecteurs ;
- Au médecin-inspecteur général ;
- Aux généraux de brigade et contre-amiraux ;

Aux contrôleurs généraux de deuxième classe;
Aux intendants militaires;
Aux majors généraux de la marine qui ne sont pas contre-amiraux;

A l'inspecteur général du génie maritime;
A l'inspecteur général du service de santé (armée de mer);
Aux inspecteurs du service de santé (armée de terre);
Aux commandants d'armes;
Aux cardinaux, archevêques et évêques;
Aux conseillers d'Etat en mission extraordinaire;
Aux premiers présidents de cours d'appel;
Aux préfets;
Au président de la cour d'assises.

Toutefois les visites de corps à ce dernier magistrat ne comprennent qu'un officier supérieur et un officier de chaque grade par corps, et un fonctionnaire ou employé de chaque service; mais tous les officiers de gendarmerie doivent y prendre part.

L'obligation des visites de corps aux officiers, fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer est subordonnée à la restriction consacrée par l'article ci-après.

Disposition spéciale.

254. Les corps d'officiers, les officiers sans troupe, fonctionnaires et employés de l'armée de terre, en ce qui concerne leurs obligations à l'égard des autorités maritimes, ne font de visites de corps qu'aux officiers généraux.

Réciproquement, les corps d'officiers, les officiers sans troupe, fonctionnaires et employés de l'armée de mer, en ce qui concerne leurs obligations à l'égard des autorités militaires, ne doivent de visites de corps qu'aux officiers généraux.

Chefs de corps ou chefs de service, officiers ou fonctionnaires en mission.

255. Les officiers, fonctionnaires et employés de la guerre et de la marine doivent des visites de corps aux officiers et fonctionnaires chefs de corps ou chefs de service, sous les ordres desquels ils sont directement placés ou qui ont une mission des ministres de la guerre ou de la marine près du service dont ils dépendent.

Visites de corps en grande tenue; avis préalable.

256. Les visites de corps sont faites en grande tenue de service. Elles ont lieu dans les quatre jours qui suivent l'arrivée dans la place des personnes à qui elles sont dues, sur l'avis que ces personnes ont préalablement adressé à celle des autorités militaires ou maritimes qui a qualité pour donner les ordres nécessaires.

Le lendemain de l'arrivée et la veille du départ d'un corps de troupes, des visites sont également faites par le corps d'officiers, dans

les formes et aux heures indiquées par l'autorité militaire ou maritime. Par exception, ces visites se font en tenue de route.

Corps de passage dans une place.

257. Lorsqu'un corps ou un détachement de passage dans une place n'y doit pas faire séjour, son chef se présente seul, et en tenue de route, chez le commandant d'armes, à moins que ce dernier ne soit d'un grade ou d'un rang inférieur au sien; dans ce cas, il se fait remplacer par un officier du grade immédiatement inférieur à celui du commandant d'armes. Lorsque le corps ou détachement ne fait que traverser la ville, cette visite n'est pas obligatoire.

Disposition spéciale.

258. Les officiers d'un grade ou d'un rang supérieur à celui de la personne à qui la visite est due sont dispensés personnellement d'y prendre part.

S'il s'agit d'un officier général, les officiers de son état-major en sont également dispensés.

Devoirs du major de la marine et du major de la garnison.

259. Le major de la marine ou le major de la garnison, aussitôt après l'arrivée d'un corps, envoie au chef de ce corps la liste et l'adresse des autorités qui ont droit aux visites.

Ordre des visites de corps.

260. Les dispositions auxquelles les corps d'officiers, fonctionnaires et employés de la guerre et de la marine doivent se conformer pour se réunir en vue des visites de corps qu'ils ont à rendre sont toujours prescrites à l'avance par l'autorité militaire ou maritime compétente. Ces visites se font dans l'ordre suivant :

ARMÉE DE TERRE.

Le commandant d'armes avec son état-major.
Le corps du contrôle.
Le personnel des écoles militaires.
L'état-major particulier de l'artillerie.
L'état-major particulier du génie.
L'intendance militaire.
Les ingénieurs des poudres et salpêtres.
Le corps de santé militaire.
Les aumôniers.
Le personnel de la justice militaire.
Les officiers de gendarmerie.
Le personnel du recrutement.
Le personnel de la remonte.
Les vétérinaires.

ARMÉE DE MER.

Les officiers de marine.
Les officiers mécaniciens.
Les officiers de l'état-major particulier de l'artillerie.
Les officiers de la gendarmerie maritime.
Les officiers du génie maritime.
Les officiers du génie hydrographique.
Les officiers du commissariat de la marine.
Les officiers de l'inspection des services administratifs.
Les officiers du service de santé.
Les aumôniers.
Le personnel de la justice maritime.

Les archivistes.

Les gardes d'artillerie.

Les adjoints du génie.

Les officiers d'administration.

Les interprètes.

Le personnel du service
des chemins de fer,

Le personnel du service télé-
graphique,

Le personnel du service de
la trésorerie et des postes,

Les officiers des corps de troupes pré-
sentés par leurs officiers généraux;
ceux-ci sont accompagnés des officiers
de leurs états-majors.

} ayant
rang
d'officier.

Les agents du personnel administratif,
des directions de travaux, agents
comptables des matières et manuten-
tionnaires des subsistances, par caté-
gories, d'après l'ordre de l'*Annuaire
de la marine*.

Les examinateurs et professeurs de
l'École navale et des écoles d'hydro-
graphie.

Les trésoriers des invalides de la ma-
rine.

Les gardes d'artillerie.

Les ingénieurs des travaux hydrau-
liques.

Les officiers des corps de troupes.

Dans chacune de ces catégories, les officiers, fonctionnaires et employés sont placés entre eux suivant leur grade ou rang.

Les officiers des corps de troupes, dans les visites de corps, mar-
chent dans l'ordre fixé par le rang de bataille des troupes entre elles
(art. 250).

Les employés du service des chemins de fer, du service télégra-
phique et du service de la trésorerie et des postes ne peuvent être
convoqués que lorsque leur service fonctionne militairement dans la
place.

CHAPITRE XXXIV.

HONNEURS À RENDRE PAR LES TROUPES ⁽¹⁾.

Salut des officiers.

261. Toutes les fois que les troupes présentent les armes, les offi-
ciers de tous grades mentionnés dans les articles suivants présentent
l'épée ou le sabre.

Ils font le salut de l'épée ou du sabre lorsque la personne à qui cet
honneur est dû passe devant eux.

Honneurs à rendre par les troupes aux revues et aux prises d'armes.

262. *Le Président de la République :*

Les troupes présentent les armes; les tambours et clairons battent
et sonnent aux champs, les trompettes sonnent la marche, les mu-
siques jouent l'air national, tous les officiers saluent de l'épée ou du
sabre, les drapeaux et étendards saluent.

Les ministres de la guerre et de la marine;

Les maréchaux et amiraux;

*Les généraux de division commandant en chef une ou plusieurs ar-
mées;*

⁽¹⁾ Voir, pour les escortes, les salves d'artillerie et le mot d'ordre, les articles 296 et
suivants jusqu'à 306.

*Les gouverneurs militaires de Paris et de Lyon ;
Les généraux de division commandant un corps d'armée ;
Les vice-amiraux pourvus d'une commission d'amiral ;
Les vice-amiraux commandant en chef à la mer, ou préfets maritimes ;
Les généraux de division commandant la région territoriale après la mobilisation :*

Les troupes placées sous leur commandement ou qu'ils ont mission de voir et d'inspecter présentent les armes, les tambours et les clairons battent et sonnent aux champs, les trompettes sonnent la marche, les musiques jouent l'air national ; les officiers généraux, les commandants des corps de troupes, quel que soit leur grade, et les officiers supérieurs saluent de l'épée ou du sabre, les drapeaux et étendards saluent.

*Les généraux de division commandant des divisions actives ;
Les généraux de division et les vice-amiraux :*

Les troupes placées sous leur commandement ou qu'ils ont mission de voir et d'inspecter portent les armes ; les tambours et les clairons battent et sonnent le rappel ; les trompettes sonnent des appels ; les musiques jouent l'air national ; les officiers généraux, les commandants des corps de troupes, quel que soit leur grade, et les officiers supérieurs saluent de l'épée ou du sabre ; les drapeaux et étendards saluent.

*Les généraux de brigade commandant les brigades actives ;
Les généraux de brigade et les contre-amiraux :*

Les troupes placées sous leur commandement ou qu'ils ont mission de voir et d'inspecter portent les armes ; les tambours, clairons et les trompettes sont prêts à battre ou à sonner ; les musiques jouent l'air national ; les commandants des corps de troupes, quel que soit leur grade, saluent de l'épée ou du sabre.

Les commandants d'armes qui ne sont pas officiers généraux :

Les troupes portent les armes ; le commandant des troupes, seul, salue de l'épée ou du sabre.

HONNEURS À RENDRE PAR LES TROUPES LORS DE L'ARRIVÉE DANS LES PLACES.

Le Président de la République.

263. Lorsque le Président de la République entre dans une place, le commandant d'armes le reçoit à son arrivée. Toutes les troupes prennent les armes, se forment en haie sur son passage, ou sont établies sur les places et rendent les honneurs prescrits à l'article 262.

Si une troupe en marche rencontre le Président de la République, elle s'arrête et lui fait face pour rendre les honneurs.

Si le Président de la République séjourne, les corps de la garnison

fournissent à tour de rôle un poste d'honneur, formé d'un bataillon avec le drapeau et commandé par le chef de corps.

Si le Président de la République séjourne dans un port militaire, le poste d'honneur est fourni alternativement par les troupes des armées de terre et de mer.

Un poste de cavalerie, formé d'un escadron avec l'étendard et commandé par le chef de corps, est également de service à la résidence présidentielle. Ce poste fournit deux vedettes qui se tiennent, le fusil haut ou le sabre à la main, devant l'entrée de la résidence. Tous les corps de cavalerie alternent pour ce service d'honneur.

Si le Président de la République conserve tout ou partie de ses postes d'honneur, les officiers qui les commandent prennent les ordres du chef de la maison militaire ou de son suppléant.

Lorsque le Président de la République quitte la place, on observe le même cérémonial que pour son entrée.

Lorsque le Président de la République voyage, les brigades de gendarmerie, isolées ou réunies, suivant les ordres spéciaux qu'elles reçoivent, l'attendent au point qui leur est indiqué sur la route qu'il parcourt et lui rendent les honneurs.

Lorsque le Président de la République arrive dans un camp à l'intérieur, il reçoit les mêmes honneurs qu'à son arrivée dans une place.

Dans les lieux où se trouve le Président de la République, les troupes et postes ne rendent d'honneurs qu'à sa personne. Dans sa résidence habituelle, cette restriction est bornée à l'enceinte du palais qu'il habite.

Ministres.

264. Pour les ministres, la garnison prend les armes. Les troupes sont formées sur leur passage et présentent les armes. Les tambours et les clairons battent et sonnent aux champs, les trompettes sonnent la marche, les musiques jouent l'air national.

Les commandants des troupes et les officiers supérieurs, seulement, saluent de l'épée ou du sabre. Les drapeaux et étendards saluent.

Une garde d'honneur de soixante hommes, commandée par un capitaine, leur est envoyée; elle fournit deux sentinelles.

Pour le ministre de la guerre dans toutes les places et pour le ministre de la marine dans les places qui sont en même temps ports militaires, la garde est de quatre-vingts hommes commandés par un capitaine. Le commandant d'armes le reçoit à son arrivée. Un officier d'ordonnance du grade de lieutenant ou de sous-lieutenant lui est envoyé par chaque corps de la garnison.

Pour le ministre de la marine, la garde est fournie par les troupes de son département.

Maréchaux de France et amiraux.

265. Les maréchaux de France ou amiraux investis d'un comman-

dement ou en mission sont reçus, lors de leur prise de possession ou de leur première entrée, de la même manière que les ministres de la guerre et de la marine, mais leur garde n'est que de cinquante hommes commandés par un capitaine.

Généraux de division et vice-amiraux.

266. Les généraux de division commandant en chef une ou plusieurs armées reçoivent, dans l'étendue de leur commandement, lors de leur prise de possession ou de leur première entrée, les honneurs attribués aux maréchaux.

Les vice-amiraux pourvus d'une commission de commandement d'amiral, lorsqu'ils se présentent dans une place de guerre qui est en même temps port militaire, ont droit aux mêmes honneurs que ceux dévolus aux amiraux.

Lorsque les généraux de division gouverneurs de Paris ou de Lyon, les généraux de division commandant un corps d'armée et les généraux de division commandant la région territoriale après la mobilisation prennent possession de leur commandement ou entrent pour la première fois dans une place qui en dépend, le major de la garnison les reçoit à leur arrivée. Les troupes sont formées sur leur passage et rendent les honneurs prescrits par l'article 262. Leur garde d'honneur est de cinquante hommes commandés par un capitaine; elle fournit deux sentinelles. Ils ont droit en tout temps à deux sentinelles.

Dans une place de guerre qui est en même temps port militaire, les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, reçoivent les mêmes honneurs.

Lorsque les généraux de division commandant un groupe de subdivisions de région prennent possession de leur commandement ou entrent pour la première fois dans une place qui en dépend, si cette place n'est pas la résidence du commandant du corps d'armée, le major de la garnison les reçoit à leur arrivée. Les troupes sont formées sur leur passage et rendent les honneurs. Leur garde d'honneur est de cinquante hommes commandés par un capitaine; elle fournit deux sentinelles. Ils ont droit en tout temps à deux sentinelles.

Pour les généraux de division et vice-amiraux, inspecteurs généraux ou employés, les troupes de la garnison ne prennent pas les armes. Leur garde d'honneur est de cinquante hommes commandés par un capitaine; elle fournit deux sentinelles. Ils ont droit en tout temps à deux sentinelles.

Généraux de brigade et contre-amiraux.

267. Lorsque les généraux de brigade commandant une ou plusieurs subdivisions de région, avant ou après la mobilisation, prennent possession de leur commandement ou entrent pour la première fois dans une place qui en dépend, si cette place n'est pas la résidence du commandant du corps d'armée ou du général de division

commandant le groupe des subdivisions de région, le major de la garnison les reçoit à leur arrivée. Les troupes sont formées sur leur passage et rendent les honneurs prescrits à l'article 262. Leur garde d'honneur est de vingt hommes commandés par un lieutenant ou un sous-lieutenant; elle fournit une sentinelle. Ils ont droit en tout temps à une sentinelle.

Dans les places de guerre qui sont en même temps ports militaires, les contre-amiraux majors généraux de la marine reçoivent les mêmes honneurs.

Lorsque les généraux de brigade commandant une brigade active visitent pour la première fois les troupes sous leurs ordres, celles-ci sont formées sur leur passage et rendent les honneurs. Leur garde d'honneur est de vingt hommes commandés par un lieutenant ou un sous-lieutenant; elle fournit une sentinelle. Ils ont droit en tout temps à une sentinelle.

Pour les généraux de brigade et contre-amiraux, inspecteurs généraux ou employés, les troupes de la garnison ne prennent par les armes. Leur garde d'honneur est de vingt hommes commandés par un lieutenant ou un sous-lieutenant; elle fournit une sentinelle. Ils ont droit en tout temps à une sentinelle.

Règles relatives aux gardes d'honneur.

268. Les gardes d'honneur sont fournies sur la demande des officiers généraux auxquels elles sont dues; elles rentrent à leur quartier aussitôt l'arrivée à leur logis de ces officiers, en ne laissant, s'il y a lieu, que le nombre d'hommes nécessaire pour fournir les sentinelles.

Officiers généraux se présentant devant les troupes.

269. Toutes les fois qu'un officier général, quel que soit son grade et quelle que soit sa mission, se présente devant les troupes pour en passer la revue, le commandant de ces troupes se porte vivement au-devant de lui, le salue de l'épée ou du sabre et reste à portée de recevoir ses ordres.

En l'accompagnant dans sa revue, il lui cède toujours le côté des troupes.

Contrôleurs généraux de première classe, intendants généraux, médecin-inspecteur général, contrôleurs généraux de deuxième classe, intendants militaires, commissaires généraux de la marine, inspecteurs généraux du génie maritime et inspecteurs du service de santé des armées de terre et de mer.

270. Les contrôleurs généraux de première classe, les intendants généraux, le médecin-inspecteur général, les contrôleurs généraux de deuxième classe, les intendants militaires, les commissaires généraux de la marine, les inspecteurs généraux du génie maritime, les inspecteurs du service de santé des armées de terre et de mer ont droit à une sentinelle pendant la durée de leur inspection ou mission.

Toutes les fois qu'un contrôleur général ou un intendant arrive sur le terrain pour passer la revue d'effectif ou de détail d'un corps de troupes, le chef de corps se place à la droite du grand état-major, mais à deux pas en avant; il a le sabre à la main et salue avec cette arme.

Préfets.

271. Lorsque les préfets font leur première entrée dans le chef-lieu ou visitent pour la première fois une ville du département, les troupes formées sur leur passage portent les armes. Les officiers supérieurs ou autres et les drapeaux et étendards ne saluent pas. Les tambours, clairons et trompettes sont prêts à battre ou à sonner. En tout temps, un poste de dix hommes commandé par un sergent est établi à l'hôtel de la préfecture. Il fournit une sentinelle.

Présidents de cours d'assises.

272. Les présidents de cours d'assises ont droit à une sentinelle pendant toute la durée de la session.

Cas où les sentinelles peuvent ne pas être fournies.

273. Lorsque, dans une garnison, le nombre d'hommes disponibles ou les nécessités du service ne permettront pas d'établir certains postes ou de fournir certaines sentinelles, le général commandant la région en informera les autorités ou fonctionnaires intéressés, qui ne pourront élever à ce sujet aucune réclamation.

Troupes en marche.

274. Lorsqu'une troupe en armes en rencontre une autre, toutes les deux portent les armes, les tambours ou clairons battent ou sonnent aux champs en marchant, les trompettes sonnent la marche. Les commandants des deux troupes se font réciproquement le salut des armes, les drapeaux et étendards saluent.

Cet échange d'honneurs se fait sans arrêter la marche et les deux troupes ne doivent pas s'attendre pour les rendre. Elles prennent chacune leur droite. En cas d'encombrement, les troupes à cheval s'arrêtent et laissent passer les troupes à pied.

Troupes passant devant un poste.

275. Lorsqu'une troupe en armes passe devant un poste, elle rend les honneurs la première d'après les mêmes règles. Le poste se conforme aux dispositions de l'article 289 ci-après.

Troupes rencontrant un officier général.

276. Lorsqu'une troupe en marche rencontre un officier général le commandant de la troupe fait porter les armes sans arrêter la marche et salue.

Si la troupe est arrêtée lorsque l'officier général passe devant elle, son chef fait prendre les armes et rendre les honneurs qui lui sont dus.

Manifestation extérieure d'un culte reconnu par l'État ou convoi funèbre.

277. Lorsqu'une troupe en marche se trouve en présence d'une manifestation extérieure d'un culte reconnu par l'État ou en présence d'un convoi funèbre, le commandant de la troupe fait porter les armes sans arrêter la marche.

Si la troupe est arrêtée, son chef fait porter les armes.

Commandant d'une troupe rencontrant un supérieur du grade d'officier.

278. Tout commandant d'une troupe en marche qui rencontre un supérieur du grade d'officier salue de l'épée ou du sabre s'il est officier, en portant l'arme s'il est sous-officier, caporal ou soldat. S'il a l'épée ou le sabre au fourreau ou si la troupe est sans armes, il salue en portant la main droite à la coiffure.

Honneurs à rendre aux drapeaux et étendards.

279. En ce qui concerne les troupes, ces honneurs sont rendus conformément aux règles tracées par les règlements de manœuvres.

Tout commandant d'une troupe en armes ou sans armes qui rencontre un drapeau ou étendard le salue.

Tout militaire isolé passant devant un drapeau ou étendard salue.

Les sentinelles présentent les armes aux drapeaux et étendards lorsque ceux-ci passent devant elles.

En toutes circonstances, l'officier qui passe une revue ou fait défiler, quel que soit son grade, salue les drapeaux et étendards en passant devant les troupes et quand elles défilent devant lui.

Honneurs du défilé.

280. Les honneurs du défilé sont exclusivement attribués :

Au Président de la République;

Aux ministres de la guerre et de la marine;

Aux maréchaux et amiraux;

Aux généraux de division et vice-amiraux;

Aux généraux de brigade et contre-amiraux;

Aux chefs de corps, par les troupes sous leurs ordres;

Aux officiers supérieurs commandant d'armes ou exerçant titulaire-
ment un commandement territorial en Algérie ou aux colonies.

Les officiers placés, à quelque titre que ce soit, à la tête d'une troupe, font aussi défiler cette troupe, mais ils commandent eux-mêmes le défilé, qui n'a pas, dans ce cas, le caractère que lui attribue le paragraphe précédent.

Lorsque les troupes défilent, les officiers de tout grade, les commandants des troupes, les drapeaux et étendards rendent à la personne devant laquelle ils défilent les honneurs prescrits par l'article 262.

Lorsque les troupes défilent devant les chefs de corps, les officiers supérieurs commandants d'armes ou exerçant titulairement un commandement territorial en Algérie ou aux colonies :	} Le commandant des troupes les salue de l'épée ou du sabre. Les officiers supérieurs, drapeaux et étendards ne saluent pas.
---	--

Dans les revues, les prises d'armes et les défilés, le commandant des troupes, quel que soit son grade, salue de l'épée ou du sabre la personne à qui les honneurs sont rendus.

Dans toutes les circonstances où les troupes doivent rendre les honneurs, les membres de l'intendance, du corps de santé militaire, les vétérinaires et les autres fonctionnaires des armées de terre et de mer ayant rang d'officier qui ne mettent pas l'arme à la main saluent dans les mêmes conditions que les officiers de troupe qui leur sont assimilés. Ce salut s'exécute en portant la main droite à la coiffure.

Les officiers convoqués pour une revue sans avoir de commandement dans les troupes qui défilent ou sans être appelés à faire partie des états-majors, les officiers et fonctionnaires spécifiés dans le paragraphe précédent et n'appartenant pas aux corps de troupes présents à la revue, mais qui y ont été convoqués par les officiers généraux commandant, ne défilent pas. Pendant la revue, ils se placent sur le terrain à la droite des troupes et, pendant le défilé, ils se groupent derrière la personne à qui les honneurs sont dus. Dans les deux cas, ils se rangent dans l'ordre assigné aux troupes de leur arme, les chefs de service au premier rang ayant leur personnel derrière eux. Ils ne mettent pas l'arme à la main et, quand ils doivent saluer, ils le font en portant la main droite à la coiffure.

CHAPITRE XXXV.

HONNEURS À RENDRE PAR LES POSTES, GARDES ET PIQUETS.

Le Président de la République.

281. Quand le Président de la République passe devant un poste :

La garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, présente les armes; les tambours et clairons battent et sonnent aux champs; les trompettes sonnent la marche; les officiers saluent de l'épée ou du sabre.

Le Sénat, la Chambre des députés, les grands corps de l'État, les ministres, maréchaux ou amiraux, etc.

282. Pour le Sénat
 Pour la Chambre des députés. ...
 Pour le Conseil d'État
 Pour la Cour de cassation
 Pour la Cour des comptes
 } en corps ou en députation,
 réunis en costume officiel
 ou revêtus de leurs insignes,

Pour les présidents du Sénat et de la Chambre des députés;

Pour les ministres;

Pour les maréchaux ou amiraux;

Pour les généraux de division commandant en chef une ou plusieurs armées;

Pour les vice-amiraux pourvus d'une commission de commandement d'amiral;

Pour les généraux de division gouverneurs de Paris ou de Lyon;

Pour les généraux de division commandant un corps d'armée;

Pour les vice-amiraux commandant en chef à la mer ou préfets maritimes :

La garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, porte les armes; les tambours ou clairons battent ou sonnent aux champs; les trompettes sonnent la marche.

Dans l'intérieur des palais du Sénat et de la Chambre des députés, les honneurs sont rendus conformément au règlement intérieur de ces deux assemblées.

Cours d'appel, généraux de division, vice-amiraux.

283. Pour les cours d'appel en corps ou en députation en costume officiel;

Pour les généraux de division ou les vice-amiraux :

La garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, porte les armes; les tambours ou clairons battent ou sonnent le rappel; les trompettes sonnent des appels.

Les préfets, les cours d'assises, les généraux de brigade, les contre-amiraux.

284. Pour les préfets en uniforme;

Pour les cours d'assises en costume officiel;

Pour les généraux de brigade et contre-amiraux :

La garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, porte les armes; les tambours, clairons ou trompettes sont prêts à battre ou à sonner.

Majors généraux de la marine, commandants d'armes, tribunaux de première instance.

285. Pour les majors généraux de la marine qui ne sont pas contre-amiraux;

Pour les commandants d'armes qui ne sont pas officiers généraux ;
Pour les tribunaux de première instance } réunis en costume officiel ou
Pour les corps municipaux..... } revêtus de leurs insignes :
Pour les corps académiques..... }
Pour les tribunaux de commerce. }

La garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, l'arme au pied ou le sabre au fourreau.

Gardes de police.

286. La garde de police sort en armes et se forme devant le poste, l'arme au pied ou le sabre au fourreau, quand le chef de corps passe devant elle. Elle ne rend d'honneurs qu'aux officiers généraux qui se présentent pour visiter le quartier.

Piquets.

287. Les piquets, les gardes ou postes réunis accidentellement pour un service spécial (les gardes d'honneur exceptées), se conforment, pour les honneurs à rendre, aux dispositions ci-dessus indiquées.

Consignes des gardes d'honneur.

288. Les gardes d'honneur ne rendent d'honneurs qu'à la personne près de laquelle elles sont placées et à celles qui lui sont supérieures ou égales en rang.

Troupes en armes.

289. Lorsqu'une troupe en armes passe devant un poste, la garde sort, se forme devant le poste et porte les armes; les tambours ou clairons battent ou sonnent aux champs; les trompettes sonnent la marche.

Si cette troupe a son drapeau ou son étendard, la garde présente les armes lorsque le drapeau ou l'étendard passe devant elle et tous les officiers saluent de l'épée ou du sabre.

Les gardes mettent la baïonnette au canon.

290. Toutes les fois que les gardes sortent pour rendre les honneurs, elles mettent la baïonnette au canon.

CHAPITRE XXXVI.

HONNEURS À RENDRE PAR LES SENTINELLES ET PLANTONS.

Règle générale.

291. Les honneurs à rendre par les sentinelles sont dus quelle

que soit la tenue des officiers ou fonctionnaires qui passent auprès d'elles.

Les sentinelles s'arrêtent pour rendre les honneurs dès que la personne à qui ils sont dus est arrivée à six pas d'elles. Elles lui font face et restent dans cette position jusqu'à ce qu'elles aient été dépassées de six pas.

Les officiers et fonctionnaires rendent le salut.

Présentation des armes.

292. Les sentinelles présentent les armes :

Au Président de la République;

Aux ministres;

Aux sénateurs	} en costume officiel ou revêtus de leurs insignes;
Aux députés	
Aux conseillers d'État	

Aux maréchaux et amiraux;

Aux grands-croix	} de la Légion d'honneur por- teurs de leur décoration;
Aux grands officiers	
Aux commandeurs	

Aux officiers généraux et supérieurs;

Aux fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer qui ont le grade ou le rang d'officier général ou supérieur;

Aux préfets en costume officiel;

A la Cour de cassation, à la Cour des comptes et aux cours d'appel en corps ou en députation.

Port d'armes.

293. Les sentinelles portent les armes :

Aux officiers et chevaliers de la Légion d'honneur porteurs de leur décoration;

Aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants des armées de terre et de mer;

Aux lieutenants et enseignes de vaisseau, aux aspirants de première classe de la marine;

Aux fonctionnaires et employés des armées de terre et de mer ayant le grade ou le rang d'officier;

En présence d'une manifestation extérieure d'un culte reconnu par l'État ou au passage d'un convoi funèbre;

A la cour d'assises	} en corps ou en députation.
Au tribunal de première instance	
Au corps municipal	
Aux corps académiques	
Au tribunal de commerce	

Immobilité sous les armes.

294. Les sentinelles gardent l'immobilité, la main dans le rang et l'arme au pied, pour :

Les aspirants de deuxième classe de la marine ;

Les adjudants principaux des ports militaires ;

Les maîtres principaux et entretenus des arsenaux de la marine ;

Les adjudants des armées de terre et de mer et les premiers maîtres des équipages de la flotte ;

Les employés du génie ou de l'artillerie des armées de terre et de mer ayant rang de sous-officier ;

Les décorés de la médaille militaire porteurs de leur médaille.

Plantons et ordonnances.

295. En passant près des officiers de tout grade et de tout rang ou devant une troupe en armes, les sous-officiers, caporaux et soldats de planton, ou envoyés en ordonnance, portent l'arme sans s'arrêter. Les plantons à cheval saluent.

Cette règle est applicable aux sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats qui marchent isolément en armes pour un motif quelconque.

CHAPITRE XXXVII.

ESCORTES D'HONNEUR.

Le Président de la République.

296. Lorsque le Président de la République fait son entrée dans une ville, toute la gendarmerie et les troupes à cheval vont au-devant de lui et l'escortent jusqu'à sa résidence.

A son départ, la gendarmerie et les troupes à cheval le reconduisent.

Pour l'entrée du Président de la République dans un camp à l'intérieur, l'escorte est composée de la gendarmerie formant la prévôté et d'une brigade de troupes à cheval.

Ministres, maréchaux et amiraux, etc.

297. Une escorte d'honneur va également au devant des ministres, maréchaux ou amiraux, etc., et des autorités civiles désignées ci-après. Elle n'est fournie que sur leur demande et se compose :

Pour le ministre de la guerre	{	De cinq brigades de gendarmerie commandées par un chef d'escadron et de deux escadrons de troupes à cheval commandés par un chef d'escadrons ;
Pour le ministre de la marine dans les places qui sont ports militaires.		

Pour les autres ministres.....

Pour les maréchaux et amiraux...

Pour les généraux de division commandant en chef une ou plusieurs armées et les vice-amiraux pourvus d'un commandement d'amiral dans les places qui sont ports militaires, le jour de leur prise de possession ou de leur première entrée.....

Pour les généraux de division commandant un corps d'armée....

Pour les vice-amiraux commandant en chef à la mer ou préfets maritimes dans les places qui sont ports militaires et les généraux de division commandant la région après la mobilisation, le jour de leur prise de possession ou de leur première entrée....

Pour les généraux de division commandant un groupe de subdivisions de région, le jour de leur prise de possession ou de leur première entrée.....

Pour les généraux de division commandant les divisions actives, les généraux de division et les vice-amiraux inspecteurs généraux, la première et la dernière fois qu'ils voient les troupes....

Pour les généraux de division et généraux de brigade, inspecteurs généraux de gendarmerie.

Pour les généraux de brigade commandant une ou plusieurs subdivisions de région, les contre-amiraux majors généraux de la marine, les généraux de brigade commandant une brigade active, les généraux de brigade et contre-amiraux inspecteurs généraux, le jour de leur prise de possession ou de leur première entrée, ou la première et la dernière fois qu'ils voient les troupes.....

De cinq brigades de gendarmerie commandées par un capitaine et d'un escadron de troupes à cheval commandé par un capitaine;

De trois brigades de gendarmerie commandées par un lieutenant et de deux pelotons de troupes à cheval commandés par un lieutenant;

De deux brigades de gendarmerie commandées par un lieutenant et de deux pelotons de troupes à cheval commandés par un lieutenant;

De deux pelotons de troupes à cheval commandés par un lieutenant;

De trois brigades de gendarmerie à cheval commandées par un lieutenant;

D'un peloton de troupes à cheval commandé par un lieutenant ou sous-lieutenant;

- | | | |
|---|---|--|
| Pour les préfets, le jour de leur prise de possession..... | { | De deux brigades de gendarmerie à cheval commandées par un lieutenant; |
| Pour les présidents de cour d'assises, le jour de leur entrée ... | | D'une brigade de gendarmerie. |

Escortes des autorités dans les cérémonies publiques.

298. Dans les cérémonies publiques, les maréchaux de France et amiraux, les généraux de division investis d'un commandement territorial, les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, et les préfets peuvent avoir, au chef-lieu de leur commandement ou de leur administration, une escorte d'honneur qui se compose :

- | | | |
|--|---|--|
| Pour les maréchaux et amiraux.. | { | De deux compagnies d'infanterie ou d'un escadron de troupes à cheval, sous le commandement d'un capitaine; |
| Pour les généraux de division commandant les régions de corps d'armée avant ou après la mobilisation, et les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes..... | | D'une compagnie d'infanterie ou de trois pelotons de troupes à cheval, sous le commandement d'un capitaine; |
| Pour les généraux de division investis du commandement d'un groupe de subdivisions de région, ou commandants d'armes. | { | D'un peloton d'infanterie ou de deux pelotons de troupes à cheval, sous le commandement d'un lieutenant; |
| Pour les préfets | | De deux brigades de gendarmerie à cheval, commandées par un lieutenant. En outre, pendant leurs tournées dans le département, mais seulement lorsqu'ils font ces tournées en costume officiel, les préfets peuvent être escortés par deux gendarmes. |

Le Sénat, la Chambre des députés, le Conseil d'État, etc.

299. Lorsque le Sénat, la Chambre des députés, les grands corps de l'État et les cours de justice se rendent en corps et en costume officiel auprès du Président de la République ou à une cérémonie publique, ils sont escortés par une garde à cheval; à défaut, par une garde à pied qui est répartie en avant, en arrière et sur les flancs du cortège.

Ces escortes se composent :

- | | | |
|---------------------------------|---|--|
| Pour le Sénat..... | { | D'un escadron de troupes à cheval ou de deux compagnies d'infanterie, sous le commandement d'un capitaine; |
| Pour la Chambre des députés.... | | |
| Pour le Conseil d'État..... | | |

Pour la Cour de cassation.....	{	De trois pelotons de troupes à cheval ou d'une compagnie d'infanterie, sous le commandement d'un capitaine.
Pour la Cour des comptes.....		
Pour les cours d'appel.....	{	De deux pelotons de troupes à cheval ou d'un peloton d'infanterie, sous le commandement d'un lieutenant;
Pour les cours d'assises. ?.....		
Pour les tribunaux de première instance.....	{	D'un peloton de troupes à cheval ou d'une section d'infanterie, sous le commandement d'un lieutenant ou d'un sous-lieutenant;
Pour les tribunaux de commerce..		
Pour les corps municipaux.....		

Si ces divers corps ne sont représentés que par des députations, l'escorte est réduite de moitié.

Les escortes spécifiées dans le présent article et dans l'article précédent sont composées d'infanterie ou de troupes à cheval, suivant que les personnages ou les corps à escorter sont à pied ou en voiture et à cheval.

La gendarmerie remplace les troupes de ligne.

300. A défaut de troupes de ligne, la gendarmerie fournit une escorte d'honneur:

De deux brigades aux cours d'appel;

D'une brigade aux cours d'assises;

De deux gendarmes aux tribunaux de première instance.

CHAPITRE XXXVIII.

SALVES D'ARTILLERIE.

Le Président de la République.

301. Dans les places et camps à l'intérieur, il est tiré cent un coups de canon à l'arrivée et au départ du Président de la République.

Ministres.

302. Dans les mêmes circonstances, il est tiré:

Pour le ministre de la guerre.....	{	Dix-neuf coups de canon;
Pour le ministre de la marine, dans les places qui sont ports militaires.....		

Pour les autres ministres, et pour le ministre de la marine dans les places qui ne sont pas ports militaires..... } Dix-sept coups de canon.

Maréchaux, amiraux, généraux, etc.

303. Pour les maréchaux, amiraux et généraux, lors de leur prise de possession ou de leur première entrée dans une place de leur commandement, il est tiré :

Pour les maréchaux de France et amiraux.....	} Dix-sept coups de canon ;
Pour les généraux de division commandant une ou plusieurs armées.....	
Pour les vice-amiraux pourvus d'une commission de commandement d'amiral..	} Quinze coups de canon ;
Pour les généraux de division commandant un corps d'armée	
Pour les vice-amiraux commandant en chef à la mer ou préfets maritimes....	} Onze coups de canon ;
Pour les généraux de division commandant une région après la mobilisation.	
Pour les généraux de division commandant un groupe de subdivisions de région.....	} Neuf coups de canon ;
Pour les généraux de brigade commandant des subdivisions territoriales, et les contre-amiraux majors généraux de la marine.....	

Échange de saluts entre les autorités de terre et de mer.

304. Lorsqu'une escadre arrive dans un port, les saluts mentionnés à l'article précédent sont échangés entre les officiers généraux des armées de terre et de mer lors de la première visite officielle qu'ils se font, soit à terre, soit à bord.

Dans les mêmes conditions, les vice-amiraux et les contre-amiraux commandant en chef des nations étrangères sont salués, les premiers de quinze coups de canon et les seconds de treize.

Saluts à rendre aux bâtiments de guerre étrangers.

305. Lorsque des bâtiments de guerre étrangers, à leur arrivée dans un des ports ou sur une des rades du littoral, salueront le pavillon national, ce salut devra être rendu dans les chefs-lieux des arrondissements maritimes par les soins des préfets maritimes commandant en chef, et, dans tous les autres ports, sur l'ordre des commandants d'armes.

Il en sera de même lorsque, après entente préalable, il y aura lieu

de s'associer aux salves tirées par ces bâtiments à titre de réjouissance nationale.

Les saluts seront toujours rendus coup pour coup, mais sans dépasser toutefois vingt et un coups de canon.

Les forts ou batteries chargés de rendre les salves devront avoir le pavillon français hissé en tête du mât.

CHAPITRE XXXIX.

MOT D'ORDRE.

Port du mot d'ordre.

306. Le mot est porté, lorsqu'ils séjournent temporairement à titre officiel dans une place ou une ville de garnison autre que Paris:

Aux ministres.....	} Par un capitaine;
Aux maréchaux de France ou amiraux	
Aux généraux de division	} Par un lieutenant ou sous-lieutenant;
Aux vice-amiraux	
Aux intendants généraux	} Par un sous-officier.
Au médecin-inspecteur général de santé.....	
Aux généraux de brigade	
Aux contre-amiraux.....	
Aux intendants militaires.....	
Aux inspecteurs du service de santé de l'armée.	

Il pourra être envoyé aussi par un sous-officier, mais seulement sur leur demande, aux préfets et aux présidents des cours d'assises, aux chefs du service des douanes, du service forestier et de la police municipale.

CHAPITRE XL.

VISITES INDIVIDUELLES ET SALUT.

Dispositions spéciales.

307. Dans les armées de terre et de mer, les officiers généraux et hauts fonctionnaires des divers services se doivent réciproquement des visites.

Elles ont lieu lorsqu'ils prennent possession de leurs commandements ou lorsqu'ils arrivent sur les lieux étant en mission.

La première visite est faite par l'inférieur en grade et, à égalité de grade ou de rang, par l'arrivant.

Les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, reçoivent la première visite dans les ports militaires chefs-lieux d'arrondissement maritime, mais les généraux de division commandants

de corps d'armée la reçoivent dans toute autre place ou ville de leur région.

Les vice-amiraux commandant en chef à la mer, arrivant dans un port autre qu'un port militaire chef-lieu d'un arrondissement maritime où se trouve le commandant de corps d'armée, doivent à celui-ci la première visite. Inversement, ils la reçoivent de tout autre général de division présent dans le port, quand le commandant du corps d'armée ne s'y trouve pas.

Les visites sont rendues dans les vingt-quatre heures.

A quelles autorités les visites individuelles sont dues.

308. Tout officier, fonctionnaire ou employé ayant rang d'officier, venant prendre possession d'un emploi dans une place ou dans un port, doit, à son arrivée, faire une visite aux officiers sous les ordres directs desquels il est placé.

Dans les mêmes circonstances, les officiers généraux ou supérieurs et les fonctionnaires assimilés des armées de terre et de mer doivent faire une visite aux maréchaux et amiraux, aux officiers généraux des armées de terre et de mer et au commandant d'armes.

Les officiers, fonctionnaires ou employés en mission ne doivent de visite qu'au commandant d'armes et aux chefs des services que leur mission concerne.

Salut.

309. Tout inférieur doit le salut à son supérieur, soit de jour, soit de nuit; dans le service, le fonctionnaire ou employé assimilé doit le premier salut à l'officier revêtu de ses insignes qui est son supérieur ou son égal en rang.

Les gendarmes ne doivent pas le salut aux sous-officiers, caporaux et brigadiers étrangers à leur corps.

Les sous-officiers rengagés et les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire ont droit au salut des militaires du même grade non rengagés ou décorés; en cas de refus du salut, le militaire qui y a droit peut demander une punition au capitaine du coupable.

CHAPITRE XLI.

HONNEURS FUNÈBRES MILITAIRES.

Disposition spéciale.

310. Les honneurs funèbres à rendre au Président de la République sont l'objet de dispositions spéciales arrêtées par le Gouvernement.

Présidents des deux Chambres, ministres, maréchaux et amiraux,
généraux de division employés, etc.

311. Toutes les troupes prennent les armes:

Pour les présidents des deux Chambres;

Pour les ministres;

Pour les maréchaux et amiraux;

Pour les généraux de division et vice-amiraux employés;

Pour les commandants d'armes;

Pour les préfets.

Généraux de division, grands-croix de la Légion d'honneur, etc.

312. La moitié de la garnison prend les armes:

Pour les généraux de division;

Pour les vice-amiraux;

Pour les grands-croix de la Légion d'honneur;

Pour les généraux de brigade commandant une ou plusieurs subdivisions de région;

Pour les contre-amiraux majors généraux de la marine;

Pour les généraux de brigade commandant une brigade active.

Généraux de brigade, grands officiers de la Légion d'honneur, etc.

313. Le tiers de la garnison prend les armes:

Pour les fonctionnaires et assimilés des armées de terre et de mer ayant le rang de général de division;

Pour les généraux de brigade;

Pour les contre-amiraux;

Pour les grands officiers de la Légion d'honneur;

Pour les majors généraux de la marine qui ne sont pas contre-amiraux.

Disposition générale.

314. A Paris, hors les cas spécialement réglés par l'autorité supérieure, dans les places qui renferment une nombreuse garnison et dans les camps à l'intérieur, les termes : *tout, moitié et tiers de la garnison* doivent s'entendre de l'équivalent : pour le premier cas, d'une division; pour le deuxième, d'une brigade; pour le troisième, de la moitié d'une brigade contenant autant que possible des détachements des différentes armes. Dans les villes qui n'ont pour garnison qu'un régiment ou fraction de régiment, toutes les troupes prennent les armes.

Suivant que les honneurs sont rendus par la totalité, par la moitié ou par le tiers de la garnison, le commandement est exercé par l'officier qui occupe le premier, le deuxième ou le troisième rang.

Toutefois, l'officier qui commande ne doit pas être d'un grade ou d'un rang supérieur à celui de la personne décédée.

Sénateurs, députés, conseillers d'État, colonels, commandeurs
de la Légion d'honneur.

315. Un bataillon ou deux escadrons, commandés par un colonel ou par un capitaine de vaisseau, prennent les armes :

Pour les sénateurs. } décédés pendant la session dans la ville où
Pour les députés. . } siège l'assemblée dont ils font partie ;

Pour les conseillers d'État, décédés en fonctions dans la ville où
siège le Conseil d'État ou dans une ville où ils sont en mission extra-
ordinaire ;

Pour les fonctionnaires et assimilés des armées de terre et de mer
ayant rang de général de brigade ;

Pour les colonels ;

Pour les capitaines de vaisseau ;

Pour les commandeurs de la Légion d'honneur.

Lieutenants-colonels, capitaines de frégate, etc.

316. Deux compagnies ou deux pelotons de troupes à cheval commandés par un chef de bataillon ou d'escadrons ou major, ou par un capitaine de frégate, prennent les armes :

Pour les fonctionnaires des armées de terre et de mer ayant le
rang de colonel ;

Pour les lieutenants-colonels ;

Pour les capitaines de frégate.

Chefs de bataillon, officiers de la Légion d'honneur, etc.

317. Une compagnie ou un peloton de troupes à cheval commandés par un capitaine ou un lieutenant de vaisseau prennent les armes :

Pour les fonctionnaires des armées de terre et de mer ayant le rang
de lieutenant-colonel ;

Pour les chefs de bataillon ou d'escadrons et les majors ;

Pour les officiers de la Légion d'honneur.

Capitaines, lieutenants de vaisseau, etc.

318. Un peloton d'infanterie ou de troupes à cheval, commandé par un lieutenant ou un enseigne de vaisseau, prend les armes :

Pour les fonctionnaires des armées de terre et de mer ayant le
rang de chef de bataillon ;

Pour les capitaines ;

Pour les lieutenants de vaisseau.

Lieutenants, sous-lieutenants, enseignes de vaisseau, aspirants de première classe, chevaliers de la Légion d'honneur, etc.

319. Une section d'infanterie ou un demi-peloton de troupes à cheval, commandé par un sous-lieutenant ou un aspirant de première classe, prend les armes :

Pour les fonctionnaires des armées de terre et de mer ayant le rang de capitaine, de lieutenant, de sous-lieutenant ou d'aspirant de première classe ;

Pour les lieutenants et les sous-lieutenants ;

Pour les enseignes de vaisseau et les aspirants de première classe ;

Pour les chevaliers de la Légion d'honneur.

Aspirants de deuxième classe, adjudants, sous-officiers, etc.

320. Un quart de peloton, commandé par un sous-officier, prend les armes :

Pour les aspirants de deuxième classe de la marine ;

Pour les adjudants principaux des ports militaires ;

Pour les maîtres principaux et entretenus des arsenaux de la marine ;

Pour les adjudants des corps de troupes et les premiers maîtres des équipages de la flotte ;

Pour les employés du génie ou de l'artillerie des armées de terre et de mer ayant rang de sous-officier ;

Pour les officiers marins et les sous-officiers des armées de terre et de mer ;

Pour les caporaux, brigadiers, quartiers-maîtres, soldats et marins décorés de la médaille militaire.

Caporaux et brigadiers, quartiers-maîtres de la marine, simples soldats et marins.

321. Un huitième de peloton, commandé par un caporal, brigadier ou quartier-maître, prend les armes :

Pour les caporaux ou brigadiers ;

Pour les quartiers-maîtres ;

Pour les simples soldats et marins.

Officiers de troupe décédé en activité de service.

322. Pour les chefs de corps décédés dans l'exercice de leur commandement, les corps marchent en entier avec drapeau ou étendard.

Pour les lieutenants-colonels, la moitié du corps prend les armes ; pour les chefs de bataillon, d'escadrons ou majors, un bataillon ou deux escadrons ; pour les capitaines, leur compagnie, escadron ou batterie ; pour les lieutenants ou sous-lieutenants, leur peloton.

Officiers, fonctionnaires et employés décédés en dehors du service.

323. Les honneurs définis par les articles 311 et suivants appartiennent exclusivement aux officiers généraux du cadre d'activité ou du cadre de réserve et aux officiers, fonctionnaires et employés qui décèdent en position d'activité ou dans l'exercice de leurs fonctions. Quand ils décèdent en toute autre position, retraite, non-activité, réforme, etc., ils n'ont droit qu'à la moitié de ces mêmes honneurs.

Les honneurs dus aux membres de la Légion d'honneur, à ce titre, leur sont rendus intégralement dans toutes les positions.

Aucun honneur n'est rendu, en raison de leur grade, aux officiers, fonctionnaires et employés mis en réforme par mesure de discipline.

Les officiers et soldats de la réserve et ceux de l'armée territoriale ont droit, lorsqu'ils décèdent étant sous les drapeaux, aux mêmes honneurs que les officiers et soldats de l'armée active.

Dans toute autre circonstance, il ne leur est dû aucun honneur en raison de leur grade dans la réserve ou dans l'armée territoriale.

Effectif des détachements.

324. Pour les honneurs funèbres à rendre en vertu des articles 315 et suivants, l'effectif des compagnies d'infanterie et celui des escadrons de troupes à cheval est supposé de cent hommes.

Service des troupes commandées pour rendre les honneurs funèbres aux personnes autres que les militaires et marins décédés en activité.

325. Les honneurs militaires funèbres dus aux membres de la Légion d'honneur et aux personnes autres que les militaires et marins en activité dénommés aux articles 311 et suivants sont rendus au domicile du défunt.

Pour rendre ces honneurs, les troupes sont rangées autant que possible face à la maison mortuaire. Pendant la levée du corps et jusqu'à ce que le cortège ait défilé, elles sont au port d'armes; les tambours, clairons ou trompettes battent ou sonnent une marche funèbre. Après le défilé du cortège, les troupes sont reconduites à leurs quartiers.

On se conforme, en ce qui concerne la composition des détachements, aux dispositions des articles 311 et suivants.

Pour les officiers, fonctionnaires et employés décédés en dehors du service et dénommés à l'article 323, ainsi que pour les sous-officiers et soldats retraités, membres de la Légion d'honneur ou décorés de la médaille militaire, il sera commandé en outre une députation d'au moins quatre personnes de grade ou de rang égal à celui du décédé et, à défaut, de quatre personnes du grade ou du rang inférieur.

Cette députation accompagnera le corps jusqu'à l'endroit où se terminent les cérémonies funèbres.

Service des troupes commandées pour rendre les honneurs funèbres aux militaires et marins décédés en activité. — Marche du cortège.

326. Les troupes commandées pour rendre les honneurs funèbres aux militaires et marins décédés en activité sont conduites à la maison mortuaire. À la levée du corps, elles portent ou présentent les armes et rendent les honneurs dus au grade du défunt. Elles accompagnent ensuite le corps jusqu'au cimetière.

Pendant la marche du cortège, les troupes marchent en colonne, l'arme sur l'épaule, partie en avant, partie en arrière du char funèbre. Ces deux colonnes sont reliées par deux détachements marchant en file à droite et à gauche du char et des voitures de deuil. Les hommes marchant en file ont l'arme sous le bras droit. Les drapeaux et étendards sont voilés d'un crêpe; les tambours sont couverts de serge noire; les clairons et les trompettes ont des sourdines et des crêpes.

Sur le char funèbre sont déposés les insignes, armes et décorations du décédé. S'il était officier général ou officier supérieur chef de corps et en activité de service, son cheval de bataille, dont le harnachement est couvert d'un voile noir, est conduit derrière le char.

Les coins du poêle sont portés par quatre personnes de grade ou de rang égal à celui du décédé et, à défaut, par quatre personnes du grade ou du rang inférieur.

Arrivée au cimetière.

327. À l'arrivée au cimetière, les troupes rendent les mêmes honneurs qu'à la maison mortuaire et sont reconduites à leurs quartiers.

Salves d'artillerie.

328. Les salves d'artillerie attribuées au rang du défunt, qu'il appartienne à l'ordre civil ou à l'ordre militaire, par les articles 301, 302 et 303, sont tirées au moment de la levée du corps et au moment de l'arrivée au cimetière.

Munitions fournies par l'État.

329. Les munitions pour les salves d'artillerie sont fournies par l'État.

Deuil du drapeau ou de l'étendard.

330. Tous les drapeaux et étendards de l'armée prennent le deuil à la mort du Président de la République et le gardent jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Le drapeau ou étendard d'un corps de troupes prend le deuil du chef de corps et le garde jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Le deuil du drapeau consiste en un crêpe noué à la lance.

Décès des chefs de corps.

331. Tous les officiers portent pendant un mois le deuil de leur chef de corps.

Port du deuil militaire et du deuil de famille.

332. Le deuil militaire se porte par un crêpe à l'épée, le deuil de famille par un crêpe au bras gauche.

Députations.

333. L'autorité militaire ou maritime locale reste juge des circonstances dans lesquelles des députations des divers corps doivent assister aux cérémonies funèbres.

Les honneurs funèbres ne sont rendus qu'une seule fois.

334. Lorsque le corps de la personne décédée doit être transporté d'un lieu dans un autre, les honneurs funèbres ne sont rendus qu'une seule fois.

Déplacement des troupes pour les honneurs funèbres

335. Les troupes, à moins d'ordres supérieurs, ne sont pas déplacées pour rendre les honneurs funèbres.

La cavalerie fait le service à pied pour les honneurs funèbres.

336. Lorsque l'infanterie est remplacée exceptionnellement, en tout ou en partie, pour rendre les honneurs funèbres, par des troupes à cheval, celles-ci font le service à pied, excepté dans le cas où toute la garnison prend les armes.

Service des honneurs funèbres dans les places qui sont ports militaires.

337. Dans les places qui sont ports militaires, les détachements commandés pour rendre les honneurs funèbres à un officier ou fonctionnaire de la guerre ou de la marine sont, autant que possible, composés de troupes des deux départements en nombre égal.

Ils sont commandés par un officier du département auquel appartient la personne décédée. Cet officier doit avoir la supériorité ou l'ancienneté du grade sur le commandant particulier de chaque département.

Des officiers de l'armée de terre et de l'armée de mer font partie,

quand il y a lieu, du cortège funèbre. Les troupes du département auquel appartient la personne décédée prennent la droite.

En cas d'insuffisance numérique des troupes de l'un des deux départements, l'autre y pourvoit.

CHAPITRE XLII.

PRESCRIPTIONS SPÉCIALES ET PRINCIPES RELATIFS AUX HONNEURS.

Les honneurs sont rendus du lever au coucher du soleil.

338. Les honneurs militaires, qu'il ne faut pas confondre avec les marques extérieures de respect que tout militaire doit à son supérieur dans toutes les circonstances, ne se rendent que du lever au coucher du soleil.

Les honneurs ne se cumulent pas.

339. Les honneurs militaires ne se cumulent pas. A toute personne revêtue à la fois de plusieurs titres dans les fonctions publiques, il n'est attribué que les honneurs qui appartiennent à la plus élevée de ses fonctions.

Honneurs des intérimaires et des assimilés.

340. Un officier ou fonctionnaire remplaçant son supérieur à titre intérimaire ou provisoire n'a droit ni au rang, ni aux honneurs attribués au titulaire qu'il supplée.

Les fonctionnaires des armées de terre et de mer auxquels des règlements spéciaux auraient assigné le même rang qu'à certains officiers ne peuvent prétendre qu'aux honneurs qui leur sont attribués par le présent règlement.

Garde d'honneur auprès des officiers généraux des armées de terre et de mer.

341. Les personnes à qui sont dues des gardes d'honneur sont énumérées dans les articles 263 et suivants.

Le service de ces gardes a été défini par les articles 50 et 288. Elles sont, autant que possible, fournies aux officiers généraux des armées de terre et de mer par les troupes de leurs départements respectifs.

En cas d'insuffisance numérique des troupes de l'un des deux départements, l'autre y pourvoit.

Le service des honneurs est subordonné à l'effectif des garnisons.

342. Les prescriptions du présent décret, quant à l'effectif des troupes ou détachements marchant pour rendre les honneurs, et au

nombre des sentinelles fournies au même titre, sont subordonnées dans l'application aux ressources des garnisons et aux nécessités du service général.

Le service des honneurs est dévolu aux troupes à pied.

343. Le service des honneurs est fait de préférence par les troupes à pied.

Costume officiel, visites, drapeaux, étendards.

344. Les visites de corps et autres sont toujours faites, reçues et rendues, quand il y a lieu de les rendre, en uniforme ou en costume officiel.

Les honneurs, quels qu'ils soient, ne sont rendus qu'aux personnes revêtues de l'uniforme, du costume officiel, portant leurs décorations (Légion d'honneur, médaille militaire) ou les insignes de la fonction.

En toutes circonstances, les drapeaux et étendards ne sortent qu'avec les chefs de corps.

Dispositions particulières à la ville de Paris.

345. A Paris, les visites de corps et les visites individuelles ne sont faites qu'aux autorités sous les ordres desquelles les corps ou les personnes qui doivent la visite sont directement placés.

Honneurs qui ne doivent être rendus que par ordre supérieur.

346. Les honneurs déterminés par les articles 263 et suivants, 296 et suivants, 301 et suivants, sont rendus :

Au Président de la République;

Aux Ministres;

Aux maréchaux et amiraux qui n'ont pas de commandement, sur l'ordre des ministres de la guerre ou de la marine.

Il en est de même des honneurs funèbres attribués aux ministres, aux maréchaux et amiraux.

Par décret spécial du Président de la République, les honneurs funèbres pourront être rendus exceptionnellement, jusqu'à l'endroit où se terminent les cérémonies funèbres, à des fonctionnaires non militaires, morts soit en activité de service, soit après la cessation de leurs fonctions.

Souverains étrangers, corps diplomatique, officiers des armées étrangères.

347. Les honneurs sont rendus aux souverains et princes étrangers et aux membres du corps diplomatique, sur l'ordre des ministres de la guerre ou de la marine, et d'après une communication du ministre des affaires étrangères.

Les honneurs attribués par le présent règlement aux militaires de l'armée nationale sont rendus aux militaires des armées étrangères, revêtus de leur uniforme et de leurs insignes de grade.

Interdiction d'exiger des honneurs particuliers.

348. Il est interdit d'exiger ou de rendre des honneurs autres que ceux qui sont déterminés par le présent décret.

Dispositions générales.

349. Sont abrogés les ordonnances, décrets et règlements antérieurs, tant sur le service dans les places de guerre et villes de garnison que sur les honneurs militaires. Sont également abrogées toutes autres dispositions contraires au présent règlement.

Dispositions transitoires.

350. Les dispositions contenues dans le chapitre xxvii et relatives au service de la trésorerie dans les places fortes ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} juillet 1892.

351. Les ministres de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances, de la guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 4 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

MODÈLES
DE
RAPPORTS, REGISTRES ET SITUATIONS.

•
—
CONSIGNE GÉNÉRALE DES POSTES.

° RÉGION.

MODÈLE A.

SUBDIVISION
DE RÉGION

POSTE d

Art. 25 et 75.

de

Place d

Rapport du

au

Visite des postes. (Indiquer
l'heure et les grades.).....Rondes. (Indiquer l'espèce et
l'heure.).....Patrouilles. (Indiquer l'heure de
leur sortie et celle de leur
rentrée.).....Arrestations. (Indiquer les noms,
prénoms et professions.)....

Voies de l'arrestation.....

Par devant qui les personnes
arrêtées ont été conduites, ou
si elles sont restées au violon.

Inventaire du corps de garde.
(Dans quel état il était tenu à
la garde descendante; dési-
gner les objets manquants ou
détériorés.).....

Vérification des munitions.
(Faire mention de leur état
et du nombre.).....

Vérification des capotes de gué-
rite. (Faire mention de leur
état.).....

Punitions infligées pendant les
vingt-quatre heures, et par
qui.....

Événements survenus pendant
la durée de la garde. (Dési-
gner le lieu.).....

CERTIFIÉ VÉRITABLE par le chef de poste.

Nom : X...

Grade :

Corps :

RÉGION.

MODÈLE B

SUDDIVISION
DE RÉGION

RONDE (1)

Art. 15 et 101.

de

Place d

Heure du commencement de
la ronde. (Indiquer aussi le
jour.)

Premier poste d'où elle est par-
tie.....

Postes par qui elle a été recon-
nue.....

Comment le service était-il fait
et la surveillance exercée ?...

Résumé des rapports des chefs
de poste recueillis par l'offi-
cier ou le sous-officier.....

A , le

Nom : X...

Grade :

Corps :

(1) Indiquer si c'est une ronde de sous-officier, d'officier, major, ou du commandant d'armes.

• RÉGION.

MODÈLE C.

SUBDIVISION
DE RÉGION

VISITE DES POSTES.

Art. 25 et 105.

de

Place d

Heure du commencement de
la ronde. (Indiquer aussi le
jour.).....

Tenue des postes.....

Comment le service est-il fait et
la surveillance est-elle exer-
cée?.....

Punitions infligées.....

Observations.....

A , le

Nom : X...

Grade :

Corps :

RÉGION.

MODÈLE D.

SUBDIVISION
DE RÉGION

VISITE DES PRISONS

Art. 148 et 136.

de (ou) DES HÔPITAUX.

Place d

Prisons visitées ou hôpitaux vi-
sités. (Indiquer l'heure.). ...Observations auxquelles a donné
lieu l'examen des aliments...

Tenue des salles.....

Réclamations et plaintes reçues.

Observations de l'agent princi-
pal ou du sergent de planton.

Observations particulières.

A

le

Nom : X...

Grade :

Corps :

• RÉGION.

SUBDIVISION
DE RÉGION

de

Place d

PLACE d

MODÈLE E.

Art. 25 et 32.

Régiment.
• Bataillon.
• Compagnie, escadron
ou batterie,

Rapport sommaire du

au

		HOMMES.		CHEVAUX		OBSERVATIONS.
		Offi- ciers.	Troupe.	d'offi- ciers.	de troupe.	
Sous les armes.	L'effectif des présents était au de..					
	Augmentation.....					
	TOTAL.....					
	Diminution.....					
	L'effectif des présents au est de..					
Mutations..	Gains.....					
	Pertes.....					
	Différence.....					
Hommes manquant à l'appel.....		NOM et prénom.	GRADÉS.	OBSERVATIONS et renseignements.		

	NOMS et prénoms.	GRADES.	RENSEIGNEMENTS.			
Mutations des officiers.....						
Demandes.....						
Événements et objets divers.						
Accusés de réception.....						
Indication d'envois.....						

	SOUS- OFFICIERS. — Prison.	CAPORAUX ET SOLDATS.		OBSERVATIONS.
		Prison.	Cellule.	
Punitions	infligées au corps, diminuant l'effectif des disponibles pour le service de la place...			

	CORPS.	NOMS et prénoms.	GRADES.	NATURE DES PUNITIONS.				OBSERVATIONS.
				Consigne.	Salle de police.	Prison.	Cellule.	
Punitions	infligées par des militaires du corps à des militaires d'autres corps.....							
infligées dans le service de la place.....								

CERTIFIÉ :

A

, le

189 .

L

commandant,

RÉSUMÉ DES RAPPORTS DES CHEFS DE POSTE.

MOUVEMENTS DES TROUPES DANS LA PLACE.

ARRIVÉE.....}

DÉPART.....}

OFFICIERS DE TOUT GRADE ARRIVÉS DANS LA PLACE.

NOMS DES ÉTRANGERS
DE DISTINCTION OU CHARGÉS DE MISSIONS IMPORTANTES
DE PASSAGE DANS LA PLACE.

MOUVEMENTS DE LA PRISON ET DE L'HÔPITAL.

		RÉCAPITULATION.	
Prisons. — Détenus.	Il restait le ... Entrés dans les vingt-quatre heures..... Sortis.....	Condamnés par le conseil de guerre.	A mort.....
			Aux travaux forcés.....
			A la reclusion.....
			Aux travaux publics.....
	A la détention.....		
	RESTE....		A l'emprisonnement...
			Traduits devant le conseil de guerre...
			A la disposition de la gendarmerie...
			Discipline du corps.....
Hôpital.....	Fiévreux..... Blessés..... Vénériens..... Galeux.....		Entrés à l'hôpital.....
			Sortis.....
			Morts.....
	TOTAL....		

PUNITIONS INFLIGÉES PENDANT LES VINGT-QUATRE HEURES.

[illegible]

MANQUANT A L'APPEL DU SOIR DU

ÉVÉNEMENTS ET OBJETS DIVERS.

Le

MODÈLE H.

—
Art. 32.

SITUATION DE RÉGIMENT

AU 1^{er} DE CHAQUE MOIS.

OBSERVATIONS.

EFFETS DE L'INDISPONIBILITÉ.

Digitized by Google

COMMISSAIRE
DE POLICE :

MÉDECINS :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

SAPEURS-
POMPIERS :

CASERNES :

CONSIGNE GÉNÉRALE DES POSTES.

DEVOIRS DES CHEFS DE POSTE.

1. Le premier devoir du chef de poste, en arrivant au corps de garde, est de prendre connaissance des consignes qui y sont affichées. Il demande à son prédécesseur tous les renseignements nécessaires sur le service des vingt-quatre heures. S'il se trouve des détenus au violon, il s'informe en vertu de quel ordre ils ont été arrêtés, se fait remettre les ordres de consignes, d'arrestations, donnés par les fonctionnaires et agents de l'autorité, et s'assure si ces détenus doivent être conduits chez le commissaire de police ou remis à des agents de police à une heure indiquée.

2. Le chef de poste s'assure que le mobilier et les ustensiles du corps de garde sont en bon état et que les baquets du violon ont été vidés; et, en hiver, que la garde descendante lui a laissé une réserve de combustible suffisante pour attendre l'heure de la distribution. Il est lui-même soumis à cette obligation envers la garde qui le relèvera le lendemain.

3. Le chef de poste prend connaissance de la demeure du commissaire de police du quartier, de celle des médecins du quartier, de la position du poste de sapeurs-pompiers le plus voisin et de celles des casernes ou postes les plus à portée de lui prêter main-forte au besoin. Ces renseignements sont enregistrés en tête de la présente consigne par les soins du major de la garnison.

4. Le chef de poste est responsable de toutes les parties du service. Il doit instruire les sous-officiers et caporaux de leurs devoirs pendant les vingt-quatre heures. Il les prévient qu'il sont garants envers lui de la tenue de la troupe, de l'exécution des consignes, de la propreté du corps de garde et de ses abords, ainsi que de la conservation des capotes, des cartes et de tous les objets portés sur l'état du mobilier.

5. Dès que la garde a rompu les rangs, le caporal de consigne se conforme aux ordres du commandant d'armes pour la perception du chauffage et de l'éclairage.

6. Le chef de poste ne peut s'absenter sous aucun prétexte; il prend ses repas au poste, ne quitte jamais son sabre et reste constamment en tenue. Les sous-officiers, les caporaux et les soldats ne peuvent se déshabiller, ni quitter leur sabre ou leur giberne. Il leur est apporté à manger au poste.

Lorsque le service est fourni par des troupes qui ont pour coiffure le shako ou le casque, les hommes de garde qui ne sont pas en faction et en patrouille peuvent prendre le képi, mais seulement dans l'intérieur du poste.

7. Le commandant d'une garde ne peut donner à boire ni à manger dans son poste à qui que ce soit. Il lui est expressément défendu de jouer ou de laisser jouer; il ne permet à aucun des hommes de garde de s'éloigner, les surveille constamment, en fait faire de fréquents appels et les fait quelquefois sortir en armes pour les habituer à se former promptement.

8. Tout militaire, quel que soit son grade ou tout autre individu qui insulte une sentinelle, est arrêté sur-le-champ et conduit au commandant d'armes. Si elle est frappée, la sentinelle fait usage de ses armes.

9. Tous les individus arrêtés sont conduits, suivant leur qualité et les prescriptions des consignes, au bureau de la place ou devant le commissaire de police, auxquels le chef de poste fait connaître par écrit les motifs et toutes les circonstances des arrestations.

10. Si des individus arrêtés pendant la nuit ne peuvent être immédiatement conduits au bureau de la place ou devant le commissaire de police, ils sont déposés au violon du poste et ne peuvent communiquer avec qui que soit. Ils sont particulièrement surveillés.

11. Les militaires et autres qui ont été arrêtés en état d'ivresse ne doivent être conduits au bureau de la place ou devant le commissaire de police que lorsque leur ivresse a cessé.

12. Chaque matin, à l'heure prescrite, le chef de poste envoie au bureau de la place la feuille de rapport signée par lui, sur laquelle il aura établi d'une manière claire, précise et circonstanciée tout ce qui aura eu lieu pendant le temps de sa garde. Le rapport est porté par un sergent, si le chef de poste est officier; par un caporal, si le chef de poste est sergent; par un soldat, si le chef de poste est caporal.

13. Indépendamment du rapport journalier, le chef de poste adresse au bureau de la place un rapport spécial pour tout événement offrant quelque gravité et que l'autorité supérieure a intérêt à connaître sur-le-champ.

ALARME. — ATTAQUE. — INCENDIE.

14. En cas d'alarme, les chefs de poste tiennent leur troupe sous les armes. Ils ne laissent jamais de rassemblement ou d'attroupement se former dans les environs du corps de garde. Les rassemblements persistant, si le chef de poste constate des symptômes de troubles sérieux, il prévient les sentinelles d'être alertes et précise les circonstances dans lesquelles elles doivent se replier sur le poste.

Le commandant d'armes, le commissaire de police, les casernes voisines et les postes à proximité sont immédiatement avertis, si les communications le permettent.

15. En cas d'attaque, le commandant de la garde défend énergiquement son poste par tous les moyens en son pouvoir et jusqu'à la dernière extrémité, en se conformant d'ailleurs, pour cette défense, aux dispositions écrites que le commandant d'armes a arrêtées pour chaque poste en vue d'événements de ce genre.

16. Hors le cas d'attaque, les gardes, piquets ou patrouilles ne peuvent faire usage de leurs armes pour le rétablissement de l'ordre que lorsque les sommations d'usage ont été faites par l'autorité civile.

17. En cas d'incendie, le chef de poste fait prendre les armes et avertir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin. Il envoie sur les lieux le nombre d'hommes armés dont il peut disposer sans trop s'affaiblir, pour empêcher le désordre et faciliter les premiers secours.

Il avertit sans délai le major de la garnison ou à défaut le commandant d'armes, le commissaire de police et les gardes de police des casernes qui sont à proximité.

A l'arrivée des troupes de la garnison, les hommes de garde retournent au poste.

DEVOIRS DES SENTINELLES.

18. Le caporal de pose, pour aller relever les sentinelles, fait sortir les soldats dont c'est le tour à marcher, en les appelant par leur numéro, les forme sur un rang, ou sur deux rangs si le nombre des sentinelles est de quatre et au-dessus, s'assure de la régularité de leur tenue et de l'état de leurs armes, leur fait mettre la baïonnette au canon et la met lui-même.

19. Le caporal les met ensuite en marche par le flanc et se place à la gauche de la première file. Il va relever d'abord la sentinelle devant les armes et successivement les autres, en commençant par la plus éloignée. Toutes, excepté la première, le suivent jusqu'à son retour au poste.

20. A six pas de la sentinelle à relever, le caporal arrête ses hommes; cette sentinelle se met au port d'hommes, le caporal porte les armes, les fait porter à la nouvelle sentinelle, puis il se met en marche avec elle et l'arrête en face de l'ancienne. Les deux sentinelles présentent les armes au commandement du caporal; l'ancienne sentinelle donne la consigne, le caporal la rectifie s'il y a lieu et donne les explications nécessaires. Il leur fait ensuite porter les armes; il fait reconnaître par la nouvelle sentinelle l'état de la guérite et de la capote de guérite; il examine s'il n'a pas

été mis dans la guérite, ou à côté, des pierres pour s'asseoir, et si les fenêtres n'ont pas été bouchées, et rejoint ensuite avec l'ancienne sentinelle les hommes restés en arrière. La sentinelle relevée se place à la gauche, le caporal remet ses hommes en marche et va relever les autres sentinelles.

21. Lorsque toutes les sentinelles ont été relevées, le caporal les ramène au poste. Il leur fait essuyer leurs armes, retirer la cartouche si l'arme est chargée, remettre la baïonnette et rompre les rangs; il rend compte au chef de poste.

22. Les sentinelles ont toujours la baïonnette au canon; elles peuvent avoir l'arme au pied, au port d'armes, ou bien porter l'arme sur l'une ou l'autre épaule; elles ne doivent jamais la quitter, même dans la guérite; lorsqu'elles sont dans le cas de se mettre en défense, elles croisent la baïonnette.

Elles doivent toujours garder une attitude militaire. Il leur est défendu de s'asseoir, de lire, de siffler, chanter ou fumer, de parler à qui que soit sans nécessité et de s'écarter de leur guérite à plus de trente pas. Elles ne souffrent pas qu'il soit fait des ordures ou des dégradations aux environs de leur poste.

23. Les sentinelles ne se laissent relever que par les caporaux ou les fonctionnaires caporaux du poste; elles ne répètent leur consigne ou n'en reçoivent de nouvelle qu'en présence du chef de poste, du sergent ou des caporaux.

Elles doivent protection, sans quitter leur poste, à tout individu dont la sûreté est menacée et qui se réfugie auprès d'elles.

24. S'il arrive qu'une sentinelle ait besoin d'être relevée pour maladie, blessure ou autre cause, elle crie : *Caporal, venez relever!* Ce cri est répété de sentinelle en sentinelle.

25. Les sentinelles doivent donner dans trois circonstances : pour signaler un incendie; lorsque l'ordre est troublé; pour rendre les honneurs.

Lorsqu'une sentinelle aperçoit un incendie, elle crie : *Au feu !*

Lorsqu'elle entend du bruit, voit commettre un délit ou du désordre, lorsqu'un individu est poursuivi par la clameur publique, elle crie : *A la garde!* Les cris sont répétés, de sentinelle en sentinelle, jusqu'au corps de garde : le chef de poste envoie le sergent ou un caporal, avec plusieurs soldats, pour arrêter ceux qui troublent l'ordre.

Pour rendre les honneurs, les sentinelles s'arrêtent, font face du même côté que leur guérite, et portent ou présentent les armes, ou rectifient la position lorsque le cortège ou les personnes à qui ces honneurs sont rendus sont arrivés à six pas d'elles. Elles restent en position jusqu'à ce qu'elles aient été dépassées de six pas.

26. Les sentinelles devant les armes crient : *Aux armes!* lorsqu'elles entendent battre ou sonner la générale ou lorsqu'elles aperçoivent une troupe armée, un officier général, le commandant d'armes, les officiers de visite des postes, toute personne ou tout corps constitué pour lequel la garde doit prendre les armes.

27. En cas d'alarme, de trouble ou d'attaque, les sentinelles ne se laissent pas approcher.

Pendant la nuit, à partir de l'heure fixée par les ordres de la place, elles crient : *Halte-là!* d'une voix forte, à toutes personnes qui viennent à passer; si l'on ne s'arrête pas, elles répètent une seconde fois : *Halte-là!* Si l'on s'arrête, elles crient : *Qui vive!* et, s'il ne leur est pas répondu : *Ronde!* ou *Patrouille!* elles crient : *Au large!* pour faire passer du côté opposé à celui qu'elles occupent.

Si après qu'elles ont crié deux fois : *Halte-là!* on continue à s'avancer sans leur répondre, elles croisent la baïonnette et empêchent de passer.

Dans les cas d'alarme, de trouble ou d'attaque, les sentinelles ayant leurs armes chargées, si l'on continue à s'avancer après leur deuxième cri : *Halte-là!* elles s'écrient : *Halte-là, ou je fais feu!* Si, malgré cet avertissement, on continue à s'avancer, elles font feu et appellent la garde.

VISITES DE JOUR. — PATROUILLES. — RONDES.

28. Dès que la sentinelle devant les armes aperçoit l'officier supérieur de visite des postes, lequel doit toujours être revêtu de l'insigne du service, elle crie : *Aux armes!* La garde se forme promptement. Le chef de poste lui fait reposer les armes; la sentinelle présente les armes.

29. Pendant la nuit, lorsque la sentinelle placée devant les armes aperçoit une troupe, elle crie : *Halte-là ! Aux armes !* La garde se forme aussitôt et porte les armes. Un des caporaux de garde, accompagné de deux hommes armés et d'un troisième portant un falot, tous désignés à l'avance, se porte à quinze pas, laissant à quatre pas derrière lui son escorte, et crie : *Qui vive ?* La patrouille ayant répondu, il crie : *Avance à l'ordre !* et croise la baïonnette. Le chef de la patrouille s'avance seul, les hommes qui l'accompagnent restant à l'endroit où ils ont été arrêtés par la sentinelle ; il donne le mot d'ordre au caporal qui lui remet le mot de ralliement et qui se forme en ligne avec son escorte pour le laisser passer. La sentinelle porte les armes ; la garde rentre au poste.

Le chef de patrouille entre seul au poste pour apposer sa signature sur la feuille de rapport et déposer le marron, s'il y a lieu. Il indique l'heure de son passage au corps de garde et le nom du poste ou du piquet auquel il appartient. S'il a remarqué quelque chose d'extraordinaire, il le signale.

30. Lorsque, après avoir arrêté une ronde par le cri : *Halte-là !* la sentinelle placée devant les armes ayant crié : *Qui vive ?* il lui a été répondu : *Ronde du commandant d'armes, ronde-major, ronde d'officier ou ronde de sous-officier*, elle crie : *Caporal, ronde du commandant d'armes, ronde-major, ronde d'officier ou ronde de sous-officier*. Le caporal sort du poste et reconnaît la ronde, comme il est dit pour une patrouille.

31. Tout chef de patrouille ou de détachement, ou tout officier ou sous-officier de ronde, qui n'a pas donné le mot d'ordre indiqué, est conduit au chef de poste. Celui-ci l'examine et l'interroge et, s'il lui paraît suspect, il le fait arrêter, ainsi que les hommes qui l'accompagnent. Il en fait prévenir immédiatement le major de la garnison. S'il ne lui paraît pas suspect, il le laisse continuer et rend compte sur son rapport.

32. Il est de principe général que, toutes les fois qu'une ronde se fait reconnaître par un poste, elle donne le mot d'ordre, quelle que soit son espèce, et reçoit le mot de ralliement.

33. Les sentinelles qui ne sont pas devant les armes arrêtent également les rondes et les patrouilles par le cri : *Halte-là !* La ronde ou patrouille étant arrêtée, elles crient : *Qui vive ?* La réponse reçue, elles crient : *Avance au ralliement !* et croisent la baïonnette. Elles reçoivent le mot de ralliement et ne le donnent jamais. Le chef de patrouille ou l'officier de ronde doivent s'avancer seuls.

34. Les chefs de poste font faire exactement les patrouilles prescrites. Elles doivent avoir la baïonnette au canon.

Les patrouilles parcourent lentement, en bon ordre et en silence, le chemin qui leur a été tracé ; elles ne peuvent s'en écarter que lorsqu'elles entendent du bruit dans les rues voisines ou aperçoivent un incendie.

Dans le premier cas, leurs chefs se conforment aux prescriptions faites ci-après (*observations générales*) pour le maintien de l'ordre public ; dans le second cas, ils les portent vers l'incendie pour maintenir l'ordre, après avoir fait avertir le poste le plus voisin. Ils se retirent quand les troupes de la garnison arrivent.

Les chefs de patrouille s'assurent de la vigilance des sentinelles ; s'ils en trouvent en défaut, ils en préviennent le chef du poste auquel elles appartiennent.

A leur retour, ils rendent compte au chef de leur poste, qui comprend leur rapport dans celui qu'il adresse au major de la garnison.

35. Lorsqu'elles trouvent dans les rues, après l'appel du soir, des militaires qui ne sont pas porteurs d'une permission, les patrouilles les arrêtent.

Elles font de même pour les sous-officiers qui sont rencontrés après l'heure fixée pour leur rentrée et pour toutes les personnes qui commettent des désordres, troublent le repos des habitants ou qui sont en contravention avec les lois ou règlements de police.

Les uns et les autres sont déposés au corps de garde le plus voisin pour être, le lendemain, conduits au bureau de la place ou devant le commissaire de police, suivant leur qualité.

HONNEURS MILITAIRES.

Pour les honneurs militaires à rendre par les postes, gardes et piquets, et par les sentinelles, plantons et ordonnances, il y a lieu de se reporter au titre 8, chapitres 35

et 36, du décret sur le service des places. Les prescriptions de ces chapitres sont reproduites *in extenso* dans l'extrait qui est entre les mains des sous-officiers et caporaux.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Régquisitions, arrestations.

36. Les chefs de poste ne perdent pas de vue que la force armée est essentiellement protectrice de l'ordre public, des personnes et de la propriété. En conséquence, ils prêtent main-forte pour l'arrestation des individus signalés comme délinquants et des perturbateurs de l'ordre, lorsqu'ils en sont requis par les officiers de police, leurs agents ou même par les particuliers. Ils prêtent également main-forte aux préposés des octrois et des douanes, lorsque ceux-ci réclament assistance pour l'exercice de leurs fonctions.

Dans aucun cas, ils ne marchent eux-mêmes et ne dégarnissent leur poste de plus de la moitié de sa force.

Ils protègent toute personne dont la sûreté est menacée. Ils font arrêter les individus poursuivis par la clameur publique ou surpris en flagrant délit.

Ils reçoivent tout individu qui est amené à leur poste par les agents de police. Les agents doivent faire connaître le caractère public dont ils sont revêtus. Ils écrivent et signent leur réquisition sur le registre du poste.

37. Toutes les fois que les chefs de poste ont été dans le cas de faire procéder à une arrestation sur la plainte ou l'avertissement d'un tiers, sans l'intervention d'un officier de police, ils prennent, dans l'intérêt de leur responsabilité, les noms, professions et demeures des plaigants et en font mention dans leur rapport.

Si un inconnu n'offrant pas de garantie suffisante réclamait l'assistance de la garde pour faire arrêter une autre personne en raison d'un dommage ou d'un délit qui ne serait pas apparent et bien constaté, le chef de poste les ferait conduire l'un et l'autre devant le commissaire de police.

38. En général, les commandants des gardes, piquets et patrouilles ne doivent pas perdre de vue les conditions de responsabilité, à l'égard du maintien de l'ordre public, que leur impose l'article 234 du Code pénal, ainsi conçu :

« Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après avoir été légalement requis par l'autorité, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues. »

Mais, en obtempérant aux réquisitions des fonctionnaires chargés de l'exécution des lois et des règlements de police, les chefs de poste restent libres d'adopter telles dispositions militaires proprement dites que l'objet des réquisitions leur paraît exiger.

Rixes.

39. Si un chef de poste est informé que des rixes, querelles et désordres d'une nature sérieuse se produisent dans un cabaret, un café ou tout autre lieu public, il y envoie un sous-officier ou un caporal avec le nombre d'hommes nécessaire pour les faire cesser et arrêter, s'il y a lieu, les perturbateurs.

Cette troupe peut pénétrer dans l'établissement, *les désordres dont il s'agit continuant*, sans être assistée d'un commissaire ou officier de police (loi du 22 juillet 1791). Mais si, à l'arrivée de la garde, l'ordre est rétabli, elle n'entre pas.

Si les désordres se produisent dans une maison particulière, le chef de poste y envoie également un détachement. Mais il ne peut y entrer sans la réquisition du propriétaire ou sans l'assistance d'un commissaire de police, à moins que les cris : *Au feu ! à l'assassin ! au secours !* ne se fassent entendre.

Escorte des prisonniers.

40. Toutes les fois que le commandant d'une garde fait conduire des personnes arrêtées, ou qu'il a été requis par l'autorité compétente de faire escorter des prisonniers, il se conforme aux règles suivantes :

L'escorte se compose toujours d'un nombre de soldats double du nombre des individus à conduire. Une escorte de deux à huit soldats est commandée par un caporal. Au-dessus de ce nombre, elle est commandée par un sergent auquel le caporal reste adjoint. Elle est toujours en armes et baïonnette au canon.

41. Le commandant de la garde ou du piquet, hors le cas d'empêchement absolu, assiste de sa personne à la remise des prisonniers à l'escorte. Il rappelle à son chef qu'aux termes de la loi, il demeure responsable de leur évasion et qu'il peut, pour ce fait, être traduit devant un conseil de guerre.

42. Les hommes commandés pour le service d'escorte sont choisis parmi les anciens soldats; ils marchent de manière à envelopper les prisonniers; si l'escorte est commandée par un caporal, il se place à la queue de la colonne; si elle est commandée par un sergent, le caporal prend la tête et le sergent se place à la queue de la colonne ou reste en observation sur l'un des flancs pour diriger les mouvements.

43. Il est expressément défendu à l'escorte de s'arrêter pendant le trajet et de permettre aux prisonniers de s'arrêter et de communiquer avec qui que ce soit. Elle ne se laisse pas rompre par les voitures, évite les quartiers populeux, les foules, et se détourne, s'il est nécessaire, de la voie directe pour prendre les rues les moins fréquentées.

44. Dans aucun cas, les commandants de garde ne commandent, pour le service d'escorte, plus de la moitié de leur effectif.

Pour se conformer à cette règle, ils font faire, s'il est nécessaire, l'opération en plusieurs fois. Dans ce but, ils sont autorisés à faire des réquisitions dans les postes ou casernes les plus rapprochés.

45. En cas d'évasion, les chefs de poste ou d'escorte sont responsables. Ils sont tenus de faire immédiatement leur rapport, en spécifiant toutes les circonstances qui se rattachent à l'évasion.

NOTA. La conservation de la présente consigne étant sous la responsabilité personnelle du chef de poste, il ne souffre pas qu'il y soit apporté aucune altération, qu'il y soit crayonné, chiffré ou tracé un signe quelconque, sous peine d'être puni et de supporter les frais de remplacement. Il est également responsable, sous peine de punition et de réparation, de tout tracé, dessin, griffonnage ou dégradation faits sur les murs du corps de garde.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1431.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24162. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 12 Mai 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1891, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

BREVETS D'INVENTION.

208203. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 juillet 1904) pris, le 12 septembre 1890, par Wells, Kemsley et Tremear, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

XII^e Série.

208204. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Pujol-Lafort, à Paris, rue de Chabrol, n° 28. — Canne-brouette porte-paquets.

208205. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Partington, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les machines à raffiner employées dans la fabrication du papier.

208206. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Partington, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Moyens perfectionnés de tendre et guider les leutres ou autres étoffes sans fin, employés dans les machines à fabriquer le papier.

208207. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; de Brandt, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Appareil avertisseur portatif pour trains de chemins de fer.

208208. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1890; Ostini, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux maisons portatives, maisons d'été, pavillons de jardins, pavillons à musique et autres constructions semblables.

208209. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Chambaud, place Lehu, n° 67, à Caudéran-Bordeaux (Gironde). — Agglomération des lignites, avec désulfuration, augmentation très importante du pouvoir calorifique et combustion parfaite ne dégageant dans la cheminée que des gaz incolores et incombustibles.

208210. Brevet de cinq ans, 17 septembre 1890; Bedel, rue Valhubert, à Avranches (Manche). — Tender d'intérieur de capote pour voiture.

208211. Brevet de dix ans, 18 septembre 1890; Hordoïr, à Aire (Pas-de-Calais). — Véloce-pède sans chaîne.

208212. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Haute, représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Machine à nettoyer les déchets textiles.

208213. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Haute, représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Laveuse de déchets.

208214. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Olivier, rue des Oyers, n° 8, à Lille. — Raccord à serrage rapide.

208215. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Beazley, représenté par Vinck, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux poivrières ou récipients destinés à renfermer le poivre et autres matières pulvérentes.

208216. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Kühn, représenté par la société Elsnér et Naehardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Modifications aux freins automatiques à air comprimé pour trains.

208217. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Georget, à Paris, boulevard Ornano, n° 63. — Bretelles graduées.

208218. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Foster, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine perfectionnée pour mouler ou pour mettre du beurre en formes.

208219. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Bressy, rue Mathieu, n° 3, à Saint-Ouen (Seine). — Raccord à fermeture rapide.

208220. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Brooks et Edge, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil perfectionné pour l'affûtage des garnitures plates tournantes des machines à carder.

208221. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Brooks et Edge, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les appareils destinés à vérifier la précision et l'exactitude des surfaces plates cylindriques ou autres et spécialement applicables à la vérification des surfaces à denture en fils métalliques des machines à carder.

208222. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Theermann et Foxwell, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les pompes à vapeur dites *pulsomètres*.

208223. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Freund et Heim, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédés pour préparer de nouveaux dérivés des alcaloïdes : hydrastine et narcotine.

208224. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Smith, représenté par Armand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à numérotage automatique et à imprimer les chèques.

208225. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Dannenberg, représenté par

Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ciseaux et cisailles ou cisoirs perfectionnés à coulisse.

208225. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 février 1904) pris, le 13 septembre 1890, par Wynne, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à la commande des véhicules au moyen de l'électricité, ainsi qu'à protéger les conducteurs électriques.

208227. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Phillipson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les soupapes ou robinets de purge pour cylindres ou conduites de machines à vapeur, applicables aussi comme soupapes de sûreté.

208228. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Wearing, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les appuis pour les pieds employés dans les bateaux à rames.

208229. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Massicard, représenté par Lamer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 147. — Nouvel appareil automatique destiné à la manœuvre des aiguilles pour voies de tramways, de chemins de fer, etc.

208230. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Dupetit frères et Debaitre (société), représentée par Albert Cabon, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à dérompre le velours et autres tissus.

208231. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Weiss, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à donner la voie aux scies.

208232. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; von Forell, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé permettant d'obtenir avec du ciment romain un produit analogue au ciment de Portland.

208233. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Jones, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bouchons.

208234. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Sloan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de raccord universel instantané permettant de supprimer toute soudure ou brasure dans les conduites.

208235. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Gémier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de machine hydraulique.

208236. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; société anonyme du filtre Chamberland (système Pasteur), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de raccord.

208237. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Th. Hue et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des lames servant à la construction des armures, corsels ou échals pour arbres de toutes sortes.

208238. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Vincent, à Paris, boulevard de Courcelles, n° 17. — Procédé d'agglomération du sel en grains.

208239. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Levesque, à Paris, rue de Maïte, n° 49. — Machine à écrire en caractères typographiques.

208240. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Hatschek, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouveau système de patins, dit *simplex*.

208241. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Völker, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Cercle destiné à hâter la putréfaction.

208242. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Galster, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boucles perfectionnées pour bretelles, etc.

208243. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Weidknecht, représenté par Leclerc, à Paris, rue de Paradis, n° 47. — Perfectionnements aux locomotives mûtes à crémaillère, c'est-à-dire pouvant fonctionner par simple adhérence ou par crémaillère.

208244. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Pohl, représenté par Atmengand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Siège à bascule pour éviter le mal de mer.

208245. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Marc, représenté par la société Nafay frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle machine décortiqueuse et désagrégeuse pour le caoutchouc.

208246. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Grison, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pile électrique destinée aux usages médicaux et à l'industrie.

208247. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Drach, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de donne-monnaie.

• 208248. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Schückher, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de la xyloïdine nitramidine.

208249. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Brustlein, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication des cuirasses ou plaques de blindage à face trempée très dure.

208250. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Monier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de constructions en ciment avec ossature en fer.

208251. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Staudt et Voigt (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de sûreté pour contacts électriques.

208252. Brevet de quinze ans, 15 septembre 1890; Balny, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pelotes à deux étiquettes pour coton, laine et autres textiles.

208253. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Fossé de Méreil, à Saint-Raphaël (Var). — Jeu dénommé *le Mistigris*.

208254. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; de Mans, représenté par Autanier, rue du Haut-Tardy, n° 24, à Saint-Étienne. — Nouveau procédé pour tourner les pièces métalliques.

208255. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Quéry, à Montgesoye (Doubs). — Nouvel appareil de cuisine et de dessiccation dit *four combiné Quéry*.

208256. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Serrot, à Montluçon. — Réchauffeur dit *pile métallique*.

208257. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1890; Pagès, rue Victor-Hugo, à Cahors. — Clou à ferrier dénommé *clou Pagès*.

208258. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Kolpak, à Paris, boulevard de Magenta, n° 45. — Pâte à rouleaux d'imprimerie.

208259. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Edgar, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux foyers de chaudières et aux foyers destinés à d'autres usages.

208260. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Béliard fils, élisant domicile chez le sieur Chomin, à Paris, rue de Fécamp, n° 45. — Moteur marin dit *flotte-immersé*, destiné à la production de la force motrice et de l'électricité.

208261. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; B. Rittmeyer et compagnie (société), représentée par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Mécanisme moteur pour métiers à broderie plate.

208262. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Àuzat (M^{lre}), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de hachoir perfectionné.

208263. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Fortunati, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines à vapeur avec fonds mobiles.

208264. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; compagnie dite *The Hal Signal Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les appareils à signaux électriques.

208265. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Hughes, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les boîtes de coussinets de voitures.

208266. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Poulet, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau système de pliant dit *le Micro*.

208267. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Barnes et Nichols, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les épingles pour chapeaux de dames.

2082 Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Émery, représenté par Chasse

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pendules à compensation.

208269. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; A^m Gallié et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue en métal pour brouette.

208270. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Gérard, Compagny de Courvières et Jaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de chaussure militaire ou de chasse.

208271. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; société dite *The National Typographic Company*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les machines destinées à produire des surfaces portant des caractères d'impression en vue du tirage sur des presses typographiques.

208272. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Kolb, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Monocycle.

208273. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; G. Cambray et compagnie (société), à Paris, rue de Dunkerque, n° 24. — Appareil mesureur et échantillonneur automatique de grandes quantités de liquides.

208274. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; société *Badische Anilin et Soda fabrik*, représentée par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'une matière colorante rouge-jaune.

208275. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; société *Badische Anilin et Soda fabrik*, représentée par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de matières colorantes disazoïques teignant de noir, bleu-noir à vert.

208276. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Gentil et Vanoni, représentés par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédés et moyens nouveaux pour éviter l'échappement de la fumée dans l'atmosphère et supprimer les cheminées des foyers industriels et domestiques.

208277. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Steck, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pianos.

208278. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Thain, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à souffler les bulles de savon.

208279. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Willey et Stone, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la mise en forme des chaussures.

208280. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Lott, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roue de véhicule.

208281. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Robinson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de voiture à moteur électrique.

208282. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Balduin Heller's Söhne (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Douille à ressort pour la fixation des bougies dans les chandeliers.

208283. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Guerder, représenté par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à écoulement lent pour injections sous-cutanées.

208284. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Forge, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Siffranem-manchure pour tailleurs, etc.

208285. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Guillot, représenté par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Cartes à jouer annonces.

208286. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Degrave, représenté par Sée, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Segments-garnitures de piston.

208287. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Cabanis, rue de Vesles, n° 108, à Reims. — Appareil dessiccateur en terre réfractaire et à courant d'air chaud direct pour le conditionnement des matières textiles.

208288. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Langlois, à Paris, rue Raynouard, n° 6 bis. — Séparateur ayant pour but de séparer les gros grains des petits dans un courant d'air chargé de poussières; produit, par aspiration ou refoulement, différentes dispositions de cet appareil et de celui employé comme classificateur.

208289. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Langlois, à Paris, rue Ray-

nouard, n° 6 bis. — Perfectionnements apportés à l'appareil pulvérisateur connu sous le nom de pulvérisateur-cyclone.

208290. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Langlois, à Paris, rue Raynouard, n° 6 bis. — Régulateur destiné à régulariser la marche des machines et appareils dont le travail est exécuté par un ou deux ou plusieurs axes animés d'un mouvement de rotation, ou dont la commande peut être faite par un arbre de transmission ordinaire.

208291. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Pulvermacher, représenté par Danser, rue de Provence, n° 9. — Mode de liaison pour poupées à articulations sphériques.

208292. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Boulouys, rue de Noisy-le-Sec, n° 167, aux Lilas (Seine). — Préparation des escargots de Bourgogne et des petits escargots gris de vigne au vin blanc de Châblis.

208293. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Speyser, à Paris, rue Picot, n° 14. — Nouveau four à feu continu et à foyer extérieur, applicable à la cuisson des ciments de Portland et autres ainsi qu'à celle des pouzzolanes artificielles.

208294. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Georg Hentschel et compagnie (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Métier circulaire à platines servant en même temps à cueillir et à abattre.

208295. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Benoit, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle méthode de transport sur pierre sans l'emploi de couleurs à transporter, et renouvellement de la sensibilité de la pierre (régénération) par traitement à l'acide et avec de la terre argileuse sulfurique et sans ponçage.

208296. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Altmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de réglage automatique pour voies de chemins de fer.

208297. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Köhler, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fou nouveau à coupelle rotatif avec échauffement préalable de l'air pour séchage, calcination ou grillage de matières à l'état pulvérulent en général et applicable spécialement au grillage de la blende.

208298. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Goupil, à Paris, rue de Rivoli, n° 14. — Nouveau mode d'enveloppement imperméable évitant l'évaporation, la dessiccation ou la déliquescence des médicaments ou de toutes autres substances.

208299. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Mattick, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de sacs sans coutures.

208300. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Viohl, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements des fermetures de portes.

208301. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Kreisel, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Appareil à mesurer les distances.

208302. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Clément, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

208303. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Robinson, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de calendrier illustré memento pour le sport et autres usages analoges.

208304. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Pinto, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil destiné à indiquer par mois, par quinzaine ou par semaine, dans les établissements publics ou particuliers, non seulement le total des journées de chaque ouvrier, mais aussi le montant du salaire auquel chacun a droit pour ses jours de travail, dénommé *pointeur automatique Alagoano*.

208305. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Michelet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement des anciennes bâches ou prélaris, permettant de les remettre à neuf.

208306. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Bloch, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boussole mystérieuse.

208307. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Bloch, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel obturateur pour appareil photographique.

208308. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Heenan, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines et aux pompes rotatives.

208309. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Queutelot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de sommier à réseau métallique.

208310. Brevet (brevet suisse devant expirer le 22 août 1905) pris, le 17 septembre 1890, par la société dite *Actiengesellschaft der Maschinenfabriken von Escher Wyss und company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chariots de format des machines à papier.

208311. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Boulet fils et Contamine, quai du Mont-Riboudet, n° 12, à Rouen. — Augmentation du rendement en alcool dans le travail des grains par les acides ou dans le travail des mélasses, pommes de terre, topinambours, betteraves, etc., par l'emploi des mélasses interverties, vinasses provenant du travail des grains par les acides.

208312. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Chanot, représenté par Leresque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Archet pliant pour violon et autres instruments.

208313. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Santenard, à Paris, boulevard Voltaire, n° 101. — Compteur horo kilométrique pour voitures publiques avec commutation spéciale horaire et kilométrique, et sa transmission par un liquide comprimé.

208314. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Grondal, représenté par la société Elsner et Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour la transformation continue de combustible, sous forme de poussière ou de poudre, en gaz de chauffage.

208315. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Flandin (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de malle à tiroirs visibles.

208316. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Serrin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile hermétique à liquide.

208317. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Bath'as, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Voiture jouet d'enfant à animaux galopants, dit *sylphide*.

208318. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; société dite *Manufacture lyonnaise de matières colorantes*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'acides sulfoconjugués de safranines benzylées.

208319. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; de Gago, rue Assalit, n° 24, à Nice. — Appareil destiné à pointer automatiquement à la roulette et au trente et quarante.

208320. Brevet de cinq ans, 23 septembre 1890; Lepierre, à Châtillon-en-Bazois (Nievre). — Mine ou chauffe-pieds.

208321. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Reichardt, rue des Écoles, n° 31, à Charenton (Seine). — Traction par câble téléodynamique avec rail aérien et diverses applications de son système.

208322. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; L'Épine, représenté par Lanier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 147. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des têtes de poupée et autres parties de détails qui les composent et s'y adaptent par juxtaposition, et pour tous autres jouets.

208323. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Calmant, à Paris, rue Saint-Charles, n° 135. — Fabrication du charbon de sciures et copeaux de bois pour le traitement des vins, alcools, eaux-de-vie, cidres, bières, etc.

208324. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Dumasdier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de frein à air comprimé pour voitures, tramways et autres véhicules.

208325. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Brinker et Rövenstrunk (so-

ciété), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Chaîne à chaînons combinés en noms.

208326. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Résuche et Jacob, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Lit portatif à montage instantané.

208327. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Kiddier (les sieurs), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tricoter pour tissus.

208328. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Otto, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil culinaire à alcool avec réservoir d'eau et flamme ajustable.

208329. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Robin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Grille à feu continu, avec deux systèmes combinés de barreaux, l'un fixe, l'autre mobile à bascule, applicable à tous appareils de chauffage.

208330. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Fred. Bayer et compagnie (société), représentée par Dittmar et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes vertes, bleues et violettes, dérivées du triphényl et diphénylnaphtylméthane.

208331. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Canclon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'enfournement de briques et carreaux vernissés dans les fours Virollet, à combustion fractionnée sur grille ou dans des fours analogues, au charbon ou au gaz, continus ou intermittents.

208332. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Tantin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de broche de navette pour tissage.

208333. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Haas, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Dispositif de sécurité combiné avec un système de nettoyage des rails, applicables aux tramways.

208334. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Dumont, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Application d'une boucle sans ardoillons et à ressort aux pantalons et gilets.

208335. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; James, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication des fers à cheval et autres objets analogues.

208336. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1890; Charles, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux appareils de gaufrage et d'impression.

208337. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Domercq, à Montpellier. — Bouteille (système Domercq).

302338. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Fraignac, représenté par la société Druesnes et Lamblin fils, à Roubaix. — Machine à emboutir et enviroler les tuyaux.

208339. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Pingard, représenté par Garry, à Revin (Ardennes). — Nouveau procédé de préparation des cocons pour les métiers à tisser la laine ou autres matières textiles.

208340. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Brémoud, rue Gimelli, n° 17, à Toulon. — Siphon à eau de Seltz à tube chargeur modifié.

208341. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Destenay, rue Denfert, n° 1, à Auxonne (Côte-d'Or). — Deux poinçons destinés à perforer d'une façon homogène les galettes de biscuit de troupes et autres usages.

208342. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Voituret, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Machine à percer et à mortaiser universelle.

208343. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Schwoerer, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnement apporté à la distribution de la vapeur dans les machines à deux ou plusieurs cylindres.

208344. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Chameroy et Bapst, à Paris, rue Saint-Augustin, n° 17. — Système de chaudière amovible à vaporisation instantanée, avec procédé mécanique pour l'entraînement des résidus calcaires qui s'y trouvent déposés.

208345. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Jones, représenté par Armergaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé pour la revivification par la chaux de l'oxyde de fer des matières employées pour l'épuration du gaz d'éclairage.

208346. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Simon, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Machine à peser (balance) automatique pour le blé, les grains, les céréales, etc.

208347. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Wood, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux engrenages moteurs variables pour bicycles, tricycles et autres machines analogues.

208348. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Oschwald, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pierre de tourbe.

208349. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; F. Suter et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métier à tisser mécanique marchant à la main et au moteur avec changement automatique des navettes.

208350. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Maclean, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'épingles à cheveux.

208351. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; société dite *The Harmonious Colouring Company limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de coloration harmonieuse basé sur l'analogie entre les lois naturelles qui régissent la production de la musique ou des sons et la production des couleurs.

208352. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Cassulo et Richetta, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Balançoire automatique à double suspension rigide.

208353. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; société anonyme des cartouches et projectiles, à Bruxelles, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cartouche destinée au tir à blanc.

208354. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Grabau, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fabrication du sodium métallique par électrolyse du sel marin fondu à chaud.

208355. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Haggemacher, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Blutoir à tamis horizontaux et à secoueurs.

208356. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Clamond, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareil d'éclairage à incandescence par le gaz.

208357. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Metz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de wagon à emboîtement et à oreilles latérales.

208358. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; de Velna et Lagoutte, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'un savon à l'huile de pétrole ou aux huiles congénères.

208359. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Lechevalier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau timbre à souche.

208360. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1890; Tardres, à Tizi-Ouzou (Alger). — Appareil servant au calcul rapide et exact des terrassements de routes, chemins et canaux et donnant la figuration exacte des profils en travers sans avoir à les rapporter et pour ses applications, dit *profilomètregraphe*.

208361. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Gauguin, route d'Olivet, n° 4, à Orléans. — Poteau à angles aigus pour la vigne.

208362. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Hall et Phillips, représentés par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les roues de vélocipèdes et autres véhicules.

208363. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Stott, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de pulvérisateur.

208364. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Hill, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de crampon servant à la fixation des rails de chemins de fer.

208365. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; société dite *Adolphe Bergt et compagnie*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à tourner des boudons, des olives et autres objets analogues.

208366. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Gautier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couple de navire à faible tirant d'eau et de stabilité absolue.

208367. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Köhl, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Canne-table.

208368. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Webster, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour fournir les clous aux machines à clouer les boîtes.

208369. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Cartenet aîné, à Paris, rue de Jouy, n° 15. — Système de blanchissage instantané.

208370. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Schallmo, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à dégermer, à nettoyer et à polir le malt.

208371. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Dohet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fusil à répétition.

208372. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Gras, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Floteur servant à transformer en force motrice le mouvement de la marée.

208373. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Bualier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à distribuer des cartes en guise d'annonces ou réclames, également applicables à d'autres usages.

208374. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Schneller et Astfalck, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé industriel pour la fabrication de l'aluminium pur.

208375. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Lecerf, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de compteur d'électricité.

208376. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Zapp, Malina et Schlechta, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour fixer, par la voie électrolyte, des ornements métalliques sur les pierres précieuses ou imitations.

208377. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Donat et Dreyer, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe réflecteur.

208378. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Déchon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau busc de corset dit *le Kabyle*.

208379. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Melzer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint Denis, n° 7. — Parapet transportable et protecteur contre le feu de mousquerie.

208380. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Spittle et Millington, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les dispositifs pour diriger les vélocipèdes.

208381. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Gahlen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à fileter les entretoises.

208382. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Laurent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de ballon-jouet.

208383. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Villiard, à Paris, rue Bourg-l'Abbé, n° 2. — Nouveau tuyau en caoutchouc et toile métallique pour hautes pressions.

208384. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Dupuy, à Paris, avenue de la Grande Armée, n° 77. — Appareil servant à utiliser d'une manière économique les composés que l'on trouve dans le commerce sous la dénomination de *briquettes chimiques* ou charbons artificiels, spécialement au point de vue du chauffage des voitures de chemin de fer.

208385. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Graepel, représenté par Le-

vesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouvelle machine pour mettre les liquides en bouteilles.

208386. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Delubac fils, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux tendeurs et guides-fils du métier à retordre, système Vaucanson.

208387. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Stidder, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Bougeoir perfectionné ou lampe à bougie.

208388. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; *Rochester Lasting Machine Company* (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Machine à former les chaussures (A).

208389. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; *Rochester Lasting Machine Company* (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à former les chaussures (B).

208390. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Sanders et Willett, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour allumer et éteindre les becs de gaz.

208391. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Alderson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les mains de poupées.

208392. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Sadrazet, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Séparateur de farine.

208393. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Fuller, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux navettes de machines à coudre.

208394. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Guinon, Picard et Jay (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Préparation de matières colorantes noires et leur formation sur les fibres.

208395. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Neudecker et Heinemann, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Robinet pour la conservation de l'acide carbonique des eaux gazeuses lors du transvasement de celles-ci des ballons dans les verres.

208396. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Wrigley et Hope, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux housses de marine ou appareils servant à enregistrer la marche des navires ou paquebots.

208397. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Rosenfeld, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'épingle à chapeau.

208398. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Jones (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à la fabrication des articles en verrerie.

208399. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 décembre 1903) pris, le 23 septembre 1890, par Fox, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines ou aux appareils servant à courber, suivant un angle quelconque voulu, les extrémités des fers ou des aciers à section en T, des fers en T et des cornières en acier ou en fer.

208400. Brevet de quinze ans, 21 août 1890; Powell, représenté par Gay, rue Saint-Julien, n° 48, à Rouen. — Nouveau moteur rotatif à jets.

208401. Brevet de quinze ans, 26 août 1890; Bouillanne, à Flassan (Vaucluse). — Nouvelle pédale dite *cliquet-pédale*.

208402. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1890; Colet, à Berles-Monchel (Pas-de-Calais). — Brosse à ruban de crin continu.

208403. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 décembre 1903) pris, le 23 septembre 1890, par Fox, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la construction des cadres inférieurs pour véhicules de chemins de fer et le matériel roulant en général.

208404. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; *Actiengesellschaft der Metallfabrik in Oed*, vormals *gebrüder Rosthorn*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de fabrication d'un fil possédant une conductibilité électrique et une résistance à la traction les

plus grandes possibles, destiné à être employé dans les réseaux téléphoniques et télégraphiques ainsi que dans les câbles sous-marins.

208405. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; de Chardonnet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils propres à la fabrication de la soie artificielle par la filature des liquides.

208406. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Franck, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de boas et colliers en plumes.

208407. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Sordoillet, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Système de fond mobile étanche pour carafes frappées et autres récipients.

208408. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Abshagen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage électriques.

208409. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Conte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de siphon vide-bouteilles.

208410. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Mac Clure, Corning, Hodgson, Mac Williams et White, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication du combustible artificiel.

208411. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Rogers et Bright, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à composer et à cliquer.

208412. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Schlesinger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'épuration des moûts, flegmes et liquides alcooliques.

208413. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; société *Maschinenfabrik Deutschland*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de support de tour applicable au façonnage des bandages des roues de chemins de fer.

208414. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Mallet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à emboutir à serrage hydraulique progressif réglable.

208415. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Notovitch, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Préserveur téléphonique.

208416. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1890; Stoppani, représenté par Ginsani, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 100. — Application aux dames-jeannes, bonbonnes ou bouteilles, d'un robinet fixe ou mobile pour transporter, conserver et tirer les liquides.

208417. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Delacroix, à Deville-lès-Rouen (Seine-Inférieure). — Publicité diurne et nocturne, fixe et mobile, continue ou intermittente, dite *publicité-éclipse automatique*.

208418. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Denous, à Verd (Maine-et-Loire). — Moteur automatique aérien.

208419. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1890; Ducroux, rue Roland, n° 7, à Villefranche (Rhône). — Nouvelle machine mécanique à travailler les cuirs, dite *machine perfectionnée à ébouter, mettre au vent, retenir ou lisser les cuirs*.

208420. Brevet de quinze ans, 22 septembre 1890; Privat, représenté par Bretton, rue Neuve, n° 32, à Lyon. — Greffoir perfectionné.

208421. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Pompéien Piraud, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Publicité aérienne.

208422. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Cardon, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Broyeuse-tailleuse pour matières textiles.

208423. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Enout, rue Léon-Penlé, n° 16, au Havre. — Moteur à pétrole combiné.

208424. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Trempu, à Paris, boulevard Garibaldi, n° 43. — Bouchon-siphon.

208425. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Guny, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau système de fer à enduire les cheveux.

208426. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Pichard, rue Chaptal, n° 17, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau système de tête de dard à bascule et à ressort.
208427. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Marchesi et Pieroni, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Lampe à huile nationale italienne.
208428. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Dammann, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur de guidage pour pantographes, croisements, allonges, etc.
208429. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; société dite *Henry Alexander et C*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour charger de gaz et embouteiller les liquides.
208430. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Farmer et Jenkins, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'épingle de nourrice.
208431. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Couailliac, à Paris, rue Picot, n° 13. — Procédés et appareils pour l'épuration et le blanchiment des corps gras et des huiles.
208432. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Julhe, rue des Villas, n° 6, à Saint-Mandé (Seine). — Procédé nouveau pour obtenir le durcissement et la protection des enduits en plâtre contre les agents atmosphériques.
208433. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Fuchs, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les casiers pour caractères d'imprimerie.
208434. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; F. Benoist, L. Berthiot et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle fabrication des loupes compte-fils.
208435. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Heyder, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau moyen pour améliorer le son des violons et instruments semblables.
208436. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Bricard frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux moyens de fixation des tringles d'escaliers, de rideaux, etc.
208437. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Cot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de moteur à vapeur.
208438. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Peters, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes.
208439. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Farmer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'instruments automatiques de musique.
208440. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Gilliet fils, rue Réclusière, n° 1, à Saint-Chamond (Loire). — Système de vaporisateur multitubulaire, à un ou plusieurs faisceaux tubulaires applicables aux chaudières horizontales à foyer extérieur.
208441. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Picard, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Procédé pour cintrer les fers à I et autres.
208442. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Henry, élisant domicile à l'hôtel de Paris, place de la Gare, à Lille. — Appareil de chargement mécanique des bateaux.
208443. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Mendl et Löwy (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à tailler les crayons.
208444. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Jackson, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux modes de fixation des tuyaux élastiques pour jardinage et autres tuyaux flexibles.
208445. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Vollmer et Eck (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour la fabrication d'un tissu de feutre destiné à remplacer le bois ou le cuir dans la confection des malles de voyage.
208446. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Deninger, représenté par Ar-

mengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à appointes (assouplir et étirer) et à dégorger le cuir.

208447. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Bowers, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailif, n° 11. — Nouvel organe de transmission de force.

208448. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Egner, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Instrument servant à tracer des ellipses.

208449. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Grivotet, rue Gravel, n° 131, à Levallois-Perret (Seine). — Perfectionnements et applications nouvelles de raccordement de tuyaux désignés sous le nom de *Ligature rapide*.

208450. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; de Montessus de Ballère, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Compteur d'énergie électrique pour courants continus ou alternatifs.

208451. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Woods, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de vaporisateur servant à la désinfection, à la parfumerie et au rafraîchissement.

208452. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Mittag et Vogel, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à guider les fils de chaîne des machines à tricoter les galons.

208453. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Borgeaud, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Tabouret pupitre.

208454. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Zündorf, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer la partie inférieure de boutons à œillet en fil métallique.

208455. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; de Jonge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine-outil destinée à opérer la jonction des arêtes des plaques de tôle.

208456. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de tubes sans soudure par laminage.

208457. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Mondollot et Cliquet (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareils extincteurs à eau saturée de gaz acide carbonique.

208458. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Stammer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la cristallisation des solutions saccharines et autres.

208459. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Unge, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Arme à feu avec disposition pour charger et tirer automatiquement.

208460. Brevet de quinze ans, 25 septembre 1890; Courtois, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture à canon applicable aux gants, chaussures, corsets, etc.

208461. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Gacon et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux breaks.

208462. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Gravel-Fréjus, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Graisseur à compression libre dit *Graisseur lyonnais*.

208463. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Oriolle, quai de la Fosse, n° 86, à Nantes. — Application de l'hélice centrale à des navires de mer et de rivière de tout tonnage.

208464. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; de Mare, Ney, Saunier et Dambmann, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication artificielle du camphre.

208465. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Bourgoignon, rue de Dohai, n° 11, à Paris. — Système de traction par volant et engrenage adapté aux vélocipèdes et voitures.

208466. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Dhoste, représenté par la société Jacquelin, Bertrand et compagnie, à Paris, rue de Turbigo, n° 34. — Appareil frigo-

rique perfectionnée pour la conservation et le transport, même à grandes distances, des pigeons, volailles et gibiers.

208467. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Gollot frères (société), représentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Disposition perfectionnée de serrure à bec-de-cane.

208468. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Couquilliot, rue de Grammont, n° 4, à Paris. — Glaçage américain dit *Brillant Sylvain*.

208469. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Brune, représenté par la société Elsner et Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de soutirage des liquides contenus dans des récipients (tonneaux ou autres) à l'aide d'une donille métallique fixée dans le récipient et à laquelle on adapte les dispositifs de soutirage, d'obturation et autres.

208470. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Greminger, représenté par la société Assi et Cienès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Jeu marquant de lui-même certaines indications sur un chemin magnétique.

208471. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Maistre, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé pour la préparation des sulfures alcalins et alcalino-terreux.

208472. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Morel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Restaurant méthodique à tables tournantes.

208473. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Massey, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'épingle universelle applicable à tous usages et à la frisure des cheveux, etc.

208474. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Landis, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à affûter les scies à ruban, scies alternatives et scies circulaires.

208475. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; van Rysselberghe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur isochrone à balance.

208476. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Carmody, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les patronnetres pour tailleurs, coupeurs, etc.

208477. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Joray, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application simultanée du frottement et des dépôts électro-chimiques pour obtenir un dépôt adhérent et brillant sur toutes petites pièces métalliques quelconques.

208478. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Schönauf, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Biscuits de conserve à base de viande de poissons et procédé perfectionné pour les préparer.

208479. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Prétot, à Paris, rue des Immeubles-Industriels, n° 11 et 13. — Machine à allonger les barres ou tubes de tous métaux et autres matières.

208480. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Wilke (les sieurs), représentés par la société Elsner et Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Lime à queues de billard.

208481. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Richters, représenté par la société Elsner et Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour utiliser par la fabrication de cryolite artificielle le fluorure de silicium provenant de la désagrégation de phosphates contenant du fluor.

208482. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Forcher von Ainbach, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé de fabrication de décorations polychromes dites *Mosaïques de pierres de Forcher*.

208483. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; société d'appareillage électrique, à Genève, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle lampe à arc voltaïque.

208484. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Vega, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle pile électrique.

208485. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Mair et Groth, représentés par

la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fers à cheval et pièces accessoires ajustables.

208486. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Lehmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil pour la fabrication du papier de couleurs variées directement sur la machine à fabriquer le papier continu.

208487. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Hogan, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Latte perfectionnée.

208488. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; société *Pfälscher Metallwaaren Fabrik*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Dispositif de sûreté pour bouilloires à lait.

208489. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Gettman, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la conservation et le transport des cartouches.

208490. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Gettmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fermetures hermétiques pour vases.

208491. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Güth, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle gaufrure des boutons, pistils, etc., pour fleurs artificielles et nouveaux moyens pour l'obtenir.

208492. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Saltcorn et Nicolai, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à découper le carton et autres matières semblables.

208493. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Challiner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication et de pose des bandages silencieux pour roues de véhicules.

208494. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Delvart et Lecocq, à Paris, rue Julien-Lacroix, n° 25. — Lapidaire à rectifier les billes métalliques (système Jules Delvart et Jules Lecocq).

208495. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Poudroux, représenté par Rousseau, à Paris, rue Grange-Batelière, n° 6. — Pile électrique.

208496. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Tappan, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Cassolette perfectionnée.

208497. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Marx, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour la décomposition électrolytique des solutions.

208498. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Sugg, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de ventilation.

208499. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Vincent fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vélocipède à monture articulée et élastique.

208500. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; société *Palliser's Patent Syndicate limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux projectiles destinés aux armes de petite dimension.

208501. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Desforge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de table à transformations.

208502. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Guéret frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tireuse à liquides.

208503. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1890; Carette, à Saint-Ferdinand (Alger). — Appareils destinés à améliorer les procédés de vinification dans les climats chauds et à assurer la conservation des vins.

208504. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1890; Tardy, à Valence (Drôme). — Pile électrique à vase unique.

208505. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Dujardin, à Lille. — Mouvement pour compresseurs.

208506. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Decock, représenté par la société Druenes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés à la machine à teindre en écheveaux les matières textiles.

208507. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Delaborde, rue de Chamarande, n° 34, à Chaumont (Haute-Marne). — Perfectionnement de la plaque tournante et son application à des objets divers.

208508. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1890; Humbert, à Saint-Pierre (iles Saint-Pierre et Miquelon). — Bouée insubmersible.

208509. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Mond, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnement dans le traitement des minerais phosphatés.

208510. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Fahnehjelm, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux éléments à incandescence.

208511. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Ellingen, représenté par la société Elser et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Navigation aérienne par loage.

208512. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Van der Ploeg, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Régulateur astronomique.

208513. Brevet (brevet anglais devant expirer le 3 avril 1904) pris, le 29 septembre 1890, par Moncrieff (les sieurs), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les théières, cafetières et autres récipients de même genre.

208514. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Thranitz, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Éclairage électrique automatique pour les escaliers.

208515. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Mertz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle pompe de compression pour machines à glace, compresseurs d'air, applications hydrauliques, etc.

208516. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Klaes, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ventrière perfectionnée.

208517. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Jossu, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Publicité par plaques lumineuses.

208518. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Chevalier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Canot démontable et repliable dit *dit barque portable*.

208519. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Klein junior, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à imprimer en blanc et en retiration.

208520. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Vilasera, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil marqueur pour billards.

208521. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; société *Chemische Fabrik auf Aktien (vorm E. Schering)*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de spermine (spermin).

208522. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; A. R. Péchiney et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moyen nouveau de préparation du chlorate de soude.

208523. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Thomas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bouteille à claire et séparateur d'égouts.

208524. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Kaufmann, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme pour jouer mécaniquement des instruments de musique à l'aide de patrons notés.

208525. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Kirschbaum et Schnitzer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Matière pour fabriquer les coussinets.

208526. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'acides diamidonaphtaline et disulfoniques.

208527. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; J. Moche et compagnie (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Bourse tirelire à serrure.

208528. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Bachelierie, à Paris, place de Valois, n° 3. — Nouveau procédé d'impressions multicolores.
208529. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Olive, rue Fortia, n° 7, à Marseille. — Boute de sauvetage.
208530. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1890; Magnié, à Épinal. — Nouveau système de fermeture de plastron de chemise supprimant les boutons et les boutonnières.
208531. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Dameron, à Morey (Côte-d'Or). — Nouveau système de préservation de la vigne contre les gelées.
208532. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Gabert, élisant domicile chez le sieur Leydier, rue Thiers, n° 22, à Avignon. — Bouchage mécanique pour boissons gazeuses dit *système Gabert*.
208533. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Lapière, rue du Faubourg-Martinville, n° 39, à Rouen. — Perfectionnements aux semoirs à toutes graines généralement employées en agriculture.
208534. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Espéron-Morin, à Issoire. — Appareil de chauffage à eau ou thermo-siphon perfectionné pour le chauffage des appartements, églises, serres, ateliers, etc., système *Espéron-Morin*.
208535. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Ruy, à Vernon (Eure). — Perfectionnements apportés dans la fabrication des galoches.
208536. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1890; Iseux, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Projecteur lumineux.
208537. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Tranchand, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de sommier.
208538. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Margotton, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux bicycles, tricycles, etc.
208539. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Leau et Duqueyroix (société), représentés par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Appareil de chauffage à foyer omnivore à feu continu.
208540. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Jarrand frères (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fil coupeur destiné à l'ouverture des enveloppes ou autres plis fermés.
208541. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Mac Kenney, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés au lissage des gants, bottines ou autres articles analogues.
208542. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Szajler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Extracteur éjecteur automatique pour douilles de cartouches, avec dispositif de dégagement pour fusils de tous systèmes à un ou plusieurs canons, se chargeant à plomb ou à balles.
208543. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Von Kalkstein, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Procédé pour l'obtention de la cellulose tirée du bois, au moyen d'une cuisson en présence d'ammonin et d'une fermentation ou digestion dans une dissolution chlorée.
208544. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Schweizer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Machine à boucher les bouteilles, cruches, etc., système *Schweizer*.
208545. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Bonzano, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Perfectionnements aux traverses métalliques de chemins de fer.
208546. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Mac Cluer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Système de circuit métallique, de terre artificielle et composé.
208547. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Meylan, à Paris, rue de Poissy, n° 31. — Petit moteur électrique pour compteurs et appareils spéciaux.
208548. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Delaunay père, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 57. — Instrument nouveau destiné à la détermination de la richesse alcoolique des vins et des liquides spiritueux non sucrés, dit *vinomètre capillaire Delaunay*, perfectionné, à tube incliné.

208549. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Collins (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de seringues.
208550. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Butterfield, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard Lenoir, n° 90. — Perfectionnements à l'appareil de commande de la navette des métiers à tisser.
208551. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Lönholdt, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Barreau de grille double à circulation d'air pour foyers.
208552. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Lönholdt, représenté par Piéplu, à Paris, rue Brés, n° 20. — Grille de foyer forme corbeille à barreaux mobiles.
208553. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Vivian, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les moteurs à air chaud.
208554. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Petit, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à nettoyer les peignes.
208555. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Van Laer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système d'enlavage applicable à l'impression des tissus ou autres substances textiles de nature animale ou végétale.
208556. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Maardt, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Imitation de marbre.
208557. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Brewster, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à remplir les ceintures de sauvetage et autres articles analogues.
208558. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Brewster, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil de sauvetage perfectionné.
208559. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Spiro, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'appareil typographe.
208560. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Mendl et Lowy (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Règle à diviser une ligne et à tirer des lignes parallèles.
208561. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Saxe, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à river.
208562. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Payne, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les affûts de canons à éclipse et leur mécanisme de manœuvre.
208563. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Davis et Brown, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux accouplements pour voitures de chemin de fer et autres.
208564. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Lenain et Lebon (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile électrique.
208565. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Fenaillé et Despeaux (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet pour bidon à pétrole.
208566. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Prost, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de double siphon.
208567. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Clark, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moyens d'empêcher les chevaux et autres animaux de trait de glisser.
208568. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Reese, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe à gaz dite *lampe éclair*.
208569. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; société anonyme des ateliers de constructions mécaniques d'Escher Wyss et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Filtre admettant par le bas l'eau à épurer.
208570. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; la manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Stras-

bourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes ou pour leur production sur la fibre.

208571. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Mercier, rue de Lahire, n° 13, à Orléans. — Appareil de stabilité mobile à ajouter aux vélocipèdes.

208572. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Campion, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Taquet pour tissage.

208573. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Welle Willemot, rue de Wazemmes, n° 30, à Lille. — Machine à parer, glacer et sécher les fils et ficelles.

208574. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Samain, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les pompes à trois cylindres.

208575. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; société anonyme d'électricité, représentée par Jesse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Lampe à arc différentielle, à point lumineux fixe et à frein funiculaire.

208576. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Jordan, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les crochets ou pinces.

208577. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; F. Deroq et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à fabriquer les crochets ou agrafes pour ardoises, système Deroq.

208578. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Hallenstein, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil servant à actionner les portes incombustibles fermant les entrées des élévateurs et autres ouvertures pratiquées dans les planchers des bâtiments.

208579. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Lakos, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Conduite horizontale d'échappement de la fumée pour les trains de chemins de fer.

208580. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Van Depoele, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de conduit pour railways électriques avec conducteur tubulaire fermé.

208581. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Chavane frères, représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Machine à relouer les têtes de clous à cheval et autres clous de toutes espèces et de toutes formes, rivets, boulons, vis, etc.

208582. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Giesen, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Jouet vexatoire ou nœud gordien à clefs.

208583. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Kruse, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif moteur pour voiture de carrousel roulant sur une voie accidentée.

208584. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Bataille, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de mécanisme permettant de transformer un billard en table et *vice versa*.

208585. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Morgenthaler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Porte-journal propre à porter des annonces.

208586. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 avril 1904) pris, le 1^{er} octobre 1890, par Schoop, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux électrodes ainsi qu'au mode de réunion des électrodes dans les accumulateurs ou piles secondaires.

208587. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Peignot, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des caractères d'imprimerie.

208588. Brevet de quinze ans, 1^{re} octobre 1890; Leik, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fusil à gaz.

208589. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Giron frères (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Nouveau fuseau pour métiers de rubans et de velours.

208590. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Manteau, rue Saint-Thierry, n° 4, à Reims. — Pulvérisateur-humecteur à air comprimé, appareil destiné à assainir,

rafraichir et humidifier l'atmosphère des ateliers, principalement celui des ateliers de filature.

208591. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Thiébault, à Paris, rue de Rivoli, n° 52. — Système permettant de faire circuler des trains ne s'arrêtant pas à toutes les gares, sur les lignes à voie unique régies par le système du bâton-pilote.

208592. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Sugden, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux machines à aplanir, à vernir et à polir.

208593. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Cottin aîné, représenté par Berson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 23. — Dent diathorique triplee.

208594. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Hirbec, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil de principe utilisant la chaleur comme source d'électricité.

208595. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Roussel, à Paris, rue de Rome, n° 61. — Mécanisme dénommé *machine terrestre* et dont le but est de démontrer, par l'aspect, les mouvements simultanés de la terre et de la lune dans l'espace.

208596. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Arnaud, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication de produits céramiques dit : *Procédé par granulation et agglomération*.

208597. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Petrini frères et Noël Aducci (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvel et économique appareil mécanique pour tricoter des bas et des ouvrages en mailles de toutes les dimensions et couleurs, variant les dessins à l'infini, et destiné à se combiner dans un instant avec toutes sortes de machines à coudre.

208598. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Wentscher, représenté par Dienaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Fermeture pour galée.

208599. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Chenot (M^{me}), représentée par Chenot, rue du Landy, n° 69, à Clichy-la-Garenne (Seine). — Système de réglage des marteaux à air.

208600. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Soucheire, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de commande des bicyclettes et des tricycles, système Soucheire.

208601. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Dyrenforth, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux livres à multiplication stylographique.

208602. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Brand, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux boucles pour courroies en cuir, particulièrement pour harnais.

208603. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Kitchell, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux matières servant à obtenir des embossements ou reliefs dans du papier et dans d'autres matières analogues.

208604. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Slawianoff, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé et appareils pour la fonte et le coulage des métaux par l'électricité.

208605. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Slawianoff, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouvelle méthode de traitement des métaux fondus par l'électricité.

208606. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Weinrich, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements au nettoyage ou lavage du sucre brut.

208607. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Weinrich, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements au filtrage des solutions saccharines et autres.

208608. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Cuverville, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fer à ondueler les cheveux.

208609. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Théroude père, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle poupée articulée.

208610. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Friedlaender et Josephson (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Application sur les voies ferrées d'un rail auxiliaire pour amortir les chocs.

208611. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Proust, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau bec de lampe à pétrole, à mèche cylindrique, dit *bec Proust*.

208612. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1890; Worms et Zwierzchowski, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bicycle perfectionné.

208613. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Laporte, à Mugron (Landes). — Nouveau système de rotation par la pression perpendiculaire ou bien verticale et horizontale d'un levier.

208614. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Devilder, rue Cantimpré, n° 11, à Cambrai. — Égoutteur transporteur rotatif.

208615. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Charles Fontaine et compagnie (société), rue des Oyers, n° 8 et 12, à Lille. — Appareil à produire gratuitement de la force motrice.

208616. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Dalifol et Girardin, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil démolisseur permettant de séparer simultanément les côtés des châssis et la couche de moulage.

208617. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Marey, à Paris, boulevard Delessert, n° 11. — Appareil photochronographique.

208618. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Jakobson et Rostad, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de graisseur.

208619. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Hoffmann, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les cercles en caoutchouc pour véhicules et dans les moyens de les assujettir sur les roues.

208620. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Laesecke, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Clé pour écrous dont l'écartement des mâchoires se règle automatiquement.

208621. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Catel, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 69. — Ballon dirigeable.

208622. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Brüder Wüster (société), représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'arrêt pour parapluies et ombrelles.

208623. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Hill, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à détacher les canots.

208624. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Gras, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau ballon dirigeable à grande vitesse de propulsion.

208625. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Dufrène, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de parachute pour monte-charge.

208626. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Jean Rod. Geigy et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes brunes se prêtant à la diazotation sur la fibre et à des combinaisons avec des phénols ou des amines.

208627. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Pena, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction et la fabrication des lits en fer.

208628. Brevet de cinq ans, 3 octobre 1890; Carrère, rue des Arts, n° 5, à Pau. — Ventilateur servant à l'épuration des avoines.

208629. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Viallon, représenté par Bretton, rue Neuve, n° 32, à Lyon. — Support perfectionné de lampe électrique à incandescence.

208630. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Boyeux et Canton, représentés par Brocard, rue Ferrandièrre, n° 44, à Lyon. — Impressions tinctoriales sur cuirs et peaux, soit par teintures réserves, soit par rongeants ou impressions directes.

208631. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Vernav, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la mécanique Jacquard et dans son mode d'emploi.

208632. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Campbell, représenté par Freydier-

Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux portemanteaux.

208633. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Kramer et compagnie (société), représentée par Freydyer-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Dispositif impulsif pour véhicules de chemin de fer.

208634. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Grammont, représenté par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Disposition nouvelle de conducteurs électriques pour lumière et autres.

208635. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Brasnet, place Marengo, n° 5, à Saint-Etienne. — Appareil avertisseur électrique destiné aux métiers à tisser mécaniques ou à mains pour l'arrêt instantané du métier chaque fois qu'un fil-chaine vient à se rompre.

208636. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Marloy et Legat, le premier à Anzin, cité Lecaille, le second à Valenciennes (Nord). — Système de tuyaux en fer avec ailettes en fonte soudées sur ce tube.

208637. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Loesch, rue Anquetil, à Reims. — Pétrin de boulangers, nouveau système.

208638. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Henry, rue d'Alsace, n° 31, à Lunéville. — Régulateur automatique d'alimentation d'eau dans les chaudières à vapeur.

208639. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Jardin, boulevard de Courtais, n° 16, à Moulins. — Nouvel outil dit *biseautier-page*.

208640. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Schneider et compagnie (société), à Paris, rue de Provence, n° 56. — Perfectionnements apportés dans les mécanismes de fermeture de culasse des bouches à feu.

208641. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Booth, représenté par Loresque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil portatif pour battre les céréales.

208642. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Köhler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint Germain, n° 30. — Machine à coudre à point de surjet.

208643. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Lebrun, représenté par Jungfleisch, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 71. — Système de pompe rotative à graissage automatique central des axes.

208644. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Lefoyer, à Paris, rue du Caire, n° 29. — Fabrication du Milan sur moules tissus.

208645. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Larippe, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de mécanisme articulé de tension de chaîne pour bicyclettes, tricycles, etc.

208646. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Goehde, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Robinet à gaz perfectionné.

208647. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Diamant, représenté par Lombard-Boonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Wagon réfrigérant automatique pour le transport, par voie ferrée, de produits alimentaires et organiques de toute nature.

208648. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Bourbon et Pellé, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Régulateur de lumière électrique.

208649. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Baschung et Buissart, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pignons en deux pièces, à douilles mobiles, destinés à la commande des broches dans les métiers à filer et à retordre.

208650. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 juillet 1904) pris, le 4 octobre 1890, par Bischof, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Procédé de fabrication de la cèruse.

208651. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Dunkley, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les roues à rais métalliques pour voitures ambulantes, fauteuils roulants, vélocipèdes et autres véhicules.

208652. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Remus, représenté par la société Martier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux tuyaux et réservoirs.

208653. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Cailler-Griveaux, représenté par

Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de cric automatique pour la manœuvre des wagons et autres véhicules.

208654. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Seiller, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des bougies.

208655. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Cannon, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Méthode perfectionnée et appareil pour administrer des remèdes aux chevaux et autres animaux.

208656. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 juillet 1904) pris, le 4 octobre 1890, par Robertson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens servant à annoncer les stations et faire de la publicité dans les wagons de chemins de fer.

208657. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Loubière-Quarez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tireuse pour liquides.

208658. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Rocholl, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, 36. — Appareil pour l'exhibition de photographies, etc.

208659. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1890; Charpy et fils et Thévenin (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de bouchage de garantie applicable aux flacons, bouteilles et autres récipients en verrerie.

208660. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; société *Actiengesellschaft für Cartonagen Industrie*, représentée par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Perfectionnements aux cartouches à blanc et leur fabrication.

208661. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 mai 1904) pris, le 6 octobre 1890, par Phillips, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux pinces pour fermer les goulots.

208662. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Dresco (M^{me} veuve), à Paris, rue Amelot, n° 62. — Nouveau manche s'appliquant à toute espèce de forme elliptique ou sphérique, dit *manche articulé universel*.

208663. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Tricotel, à Paris, rue Boulainvilliers, n° 7. — Appareil d'aviation par l'hélice.

208664. Brevet de quinze ans, 22 août 1890; Maniguet, à Paris, boulevard Barbès, n° 15. — Chemin de fer sur patins.

208665. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1890; Dodon, rue du Cornet, n° 21, à Angers. — Appareil servant à maintenir l'immobilité des bicyclettes à l'arrêt.

208666. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1890; Ripert, rue Turgot, n° 7, à Limoges. — Automoteur marchant grâce à un système de leviers mobiles nommé *automoteur à leviers*.

208667. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Longin père, Grande-Rue, n° 57, à Vizille (Isère). — Système de roues pouvant s'appliquer indistinctement à tout genre de voiture.

208668. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Nahusen, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour l'extraction électrolytique du zinc.

208669. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Cornu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des capsules en gluten et leurs diverses applications.

208670. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Gombault et Sonnet, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Loch graphique.

208671. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Lanckenau, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Verre à boire en deux parties.

208672. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Lührig, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux appareils de traitement des minerais dans la préparation mécanique.

208673. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Mandereau, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer le parchemin.

208674. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Ullmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Relève-quartier apporté aux machines.

208675. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Vez, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tram-fenêtre.

208676. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Niclausse (les sieurs), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Générateur multitubulaire inexplosible à tubes indépendants amovibles et équilibrés.

208677. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Barr et Stroud, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux instruments servant à fixer ou à indiquer des distances et des angles.

208678. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Garnier, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des taffetas.

208679. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Garnier, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des toiles cirées pour meubles.

208680. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; société anonyme dite *Fabrik Leipziger Musikwerke vorm. Paul Ehrlich et compagnie*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux instruments de musique.

208681. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; société dite *The Wenham Company Limited*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les lampes à récupération.

208682. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1890; Reeb et Sagot, représentés par Chappuis, à Paris, rue de la Tour, n° 37. — Distributeur automatique donnant par les cartes et la magie combinées l'avenir et ses événements.

208683. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; de Lostalot, boulevard de Talence, n° 96, à Bordeaux. — Machine à gaz liquéfié (gaz ammoniac).

208684. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Brown, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans la construction des machines à vapeur.

208685. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Gomez Arias, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ballon dirigeable.

208686. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Gajardo, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux appareils à enregistrer le nombre des personnes entrant dans ou sortant des voitures de tramways et autres véhicules, les bâtiments ou autres places.

208687. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Higgins, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les encres d'impression.

208688. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Higgins, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les encres d'impression.

208689. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; van Haagen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les mèches et les alésoirs.

208690. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Milliken, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux poteaux métalliques.

208691. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; société anonyme du Palais-Bonne-Nouvelle, représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de stalles, boxes et panneaux ou lambris d'écurie permettant de transporter ces objets tout montés, de les démonter très rapidement sur place sans aucun desscellement, et facilitant le remplacement et la réparation des frises.

208692. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Rappaport, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les poulies de transmission, poulies à friction et roues à friction élastiques.

208693. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Joanne, à Paris, quai de la Tourneffe, n° 55. — Tableau-affiche Edmond Joanne.

208694. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Dick, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil automatique à élévation pour canons de vaisseaux et toutes pièces d'artillerie reposant sur une base stable ou mobile.

208695. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Matheret, représenté par Fayollet,

à Paris, rue Drouot, n° 16. — Ruban ou pierre rubannée destiné à fournir une nouvelle matière première pour la bijouterie.

208696. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Culp, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tire-bouchon se renfermant dans son manche.

208697. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Renaud, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle canette et ses moyens de fabrication.

208698. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Tweedy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux liquides à tremper destinés au traitement de l'acier.

208699. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 décembre 1903) pris, le 7 octobre 1890, par Lanchester, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

208700. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Garrow, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux caenniers tournants.

208701. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Bohlig, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux jeux dits *chevaux hygiéniques*.

208702. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Stone, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de cultivateur à vapeur.

208703. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Droöp, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle disposition pour fixer sur la tête les chapeaux de dames.

208704. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Westinghouse, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les freins automatiques à pression fluide.

208705. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Goupal et Towne, représentés par Thirion, à Paris, boulevard B-aumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer et enfoncer les crampons en fil métallique principalement destinés à l'usage de la fabrication des chaussures.

208706. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Saint-Hubert, route de Solesmes, à Cambrai. — Machine frigorifique dite *Excelsior*.

208707. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; de Silva et de Almeida, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germ.in, n° 36. — Appareil avertisseur d'incendie dénommé *incendioscope électrique*.

208708. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Lühne, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Phonographe automatique.

208709. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; del Monte, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les foyers alimentés de bagasse.

208710. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Février, à Paris, boulevard de Courcelles, n° 6. — Translormation, sans en changer l'usage habituel, des poignées de canne, parapluie, ombrelle et cravache, etc., en binocle, lorgnon ou miroir, ou de stationnement.

208711. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Lucchesini, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Compteur à eau.

208712. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Spence (les sieurs) et Esilman, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication de l'alun.

208713. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Spence (les sieurs), représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication de l'alun.

208714. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de filirage.

208715. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Leameur-Sauflroy et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de demiroir à quatre faces.

208716. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Brunot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de gril mobile pour nettoyer les peignes-barrettes des peigneuses circulaires.

208717. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Carey, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les scaphandres.

208718. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Durenne, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe à incendie à vapeur, système Durenne et Krebs.

208719. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Labois, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Élévateurs et transporteurs pneumatiques pour le chargement et le déchargement des céréales dans les navires, les magasins ou greniers.

208720. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Moran, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour simuler les spectacles des courses de taureaux avec des chiens spécialement dressés et artificiellement arrangés avec des têtes de taureaux en caoutchouc ou carton.

208721. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Lacourt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à électriser les vins mousseux, système Hubert-Lacourt.

208722. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Marie et Bretonnière (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'échantillonnage mobile.

208723. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Pellot, à Reims. — Divers perfectionnements apportés à la construction des semoirs en général.

208724. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Baron-Bauginet, à Vignieu-Ardenne. — Système de fabrication et d'agencement des roulettes de lits et autres meubles.

208725. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Monnerat, rue Voltaire, n° 12, à Firminy (Loire). — Sabre à feu, arme de cavalerie, à percussion centrale, six coups.

208726. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Piat et Pierrel, à Puelle, commune de Fresse (Vosges). — Fabrication de rouleaux en tôle métallique pour tissages.

208727. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Nivaud, à la Motte-Sainte-Hélène (Deux-Sèvres). — Pièges à taupes, dit *piège à taupes perpétuel*.

208728. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Lios, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils employés dans les jeux de billard.

208729. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Mougin, à Paris, rue d'Abbeville, n° 15. — Fût mixte destiné au transport des huiles, alcools et autres liquides.

208730. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Lamplugh, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés au mode de support des selles ou sièges des bicycles, tricycles et autres vélocipèdes de sûreté.

208731. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Ronsin, à Paris, rue de Vaugirard, n° 152. — Nouveau modèle de persienne fer et bois.

208732. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; V. Kamenarovic et compagnie (société), ébéniste domicilié chez le sieur Winterlitz, à Paris, rue Richer, n° 54. — Compteur-contrôleur horo kilométrique automatique pour voitures de place.

208733. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Bostwick, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95; — Perfectionnements dans les machines à faire les lattis.

208734. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Schweri, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Appareil à dessiner dit *dessinateur de nature*.

208735. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Remy, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Parapluie-manteau dit *parapluie excursionniste*.

208736. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Gallerand, à Paris, rue de Montmorency, n° 40. — Hochet de dentition à mus que.

208737. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Shaw (les sieurs), représentés par

Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le mécanisme des freins à pression de fluide ou autre pression.

208738. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Chameroi, à Paris, rue Saint-Augustin, n° 17. — Système de réflecteur mobile s'appliquant aux cibles de tir, rendant lumineux les trous formés par les balles.

208739. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Bergmann, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition appliquée aux pompes pour obtenir l'égalité de pression, et consistant en chambres spéciales d'égalisation à mettre en communication avec les deux chambres du corps de pompe où il s'agit d'égaliser la pression, la communication étant interrompue dès que l'égalité de pression est obtenue.

208740. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Hans, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de transformation des fusils à verrou, à simple charge, en fusils à répétition.

208741. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Giessmann, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Système de mur, paroi ou couverture cellulaire, capable d'être gonflé et dégonflé, et applicable à la construction de tentes, huttes, cabanes, bateaux et autres objets creux pour en faciliter le transport.

208742. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Halverscheid, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux pinces servant à attacher les boutons avec du fil de fer.

208743. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Delamare et Monthury, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe à arc régulateur.

208744. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; Lévy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé d'enrichissement des craies et des argiles phosphatées.

208745. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1890; société *Actiengesellschaft für Cartonnagen-Industrie*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Assemblage pour agrafes métalliques pour boîtes en carton, cadres en bois, etc.

208746. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Dumortier, représenté par Bretton, rue Neuve, n° 32, à Lyon. — Charbon de bois aggloméré destiné au chauffage des chaudières et autres emplois.

208747. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1890; Girard, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau produit liquide pour le nettoyage des métaux.

208748. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Santonx et Févrot, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements au tissage mécanique.

208749. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Santoux et Févrot, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Moyens de réchauffement automatique des cylindres de moteurs à air comprimé.

208750. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Landry et Larcancher, le premier, au bourg de la commune d'Aillant-sur-Millerson; et le deuxième, au moulin de la Forge, commune de Dammarie-sur-Loing (Loiret). — Système de réchauffeur de machines à vapeur.

208751. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; Kessler, à Clermont-Ferrand. — Durcissement du plâtre.

208752. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Bouchereau, au Cellier (Loire-Inférieure). — Produit industriel destiné à détruire le phylloxéra, dit *Antiphyllorifique Bouchereau*.

208753. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Serres, rue Boyer, n° 23, à Bordeaux. — Jeu d'adresse dit *Jeu des arceaux*.

208754. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Brochon, à Paris, rue de Richelieu, n° 12. — Procédé pour la décomposition du chlorure de sodium en ses éléments par l'action de la vapeur d'eau et du fluorure de calcium incessamment régénéré.

208755. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Schneider et compagnie (société), représentée par Bréhon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Perfectionnements apportés dans les mécanismes de fermeture de culasse des canons à tir rapide.

208756. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; von Munchhausen (M^{re}), représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de contrôle pour voitures de place et autres véhicules.

208757. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Subra, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 34. — Machine à décortiquer la ramie.

208758. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Gigot et Levasseur (M^{me}). à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 52. — Nouvel appareil appelé *daudine-mélangeuse*, destiné à diviser toutes espèces de liquides pour en obtenir un mélange complet.

208759. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Bellangé, à Paris, avenue Parmen-tier, n° 2. — Spéculum pulvo-injecteur.

208760. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; de Ferranti, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les conducteurs électriques et dans leur fabrication.

208761. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Fisher, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Nouvelles attaches pour gants, bottines et autres objets divers.

208762. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Boittier, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de régulateur de machine à tisser.

208763. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Marelle, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de retailage de limes par l'électricité.

208764. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Bachelé, représenté par Chasse-vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de table scolaire hygiénique.

208765. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Kelway, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de fusée électrique pour torpilles et autres projectiles explosifs.

208766. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; société *Badische Anilin et Soda Fabrick*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'une nouvelle dioxyanphthaline.

208767. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Henrard, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Balance équilibrée pour attelages à deux ou trois chevaux de front.

208768. Brevet (brevet anglais devant expirer le 3 juin 1904) pris, le 10 octobre 1890, par Bailey, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 33. — Perfectionnements dans les guidons des vélocipèdes.

208769. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Rochette, à Paris, passage Corbeau, n° 7. — Nouvelle machine rotative à plier, par opérations successives, les enveloppes de lettres, etc.

208770. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Pumpelly et Butterworth, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Accumulateurs électriques.

208771. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Lefebvre et Chabot, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Manchon universel pour réparations temporaires.

208772. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1890; Anthon-Prudhomme, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ceinture périodique.

208773. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Carré, à Cauffry (Oise). — Perfectionnements aux appareils réfrigérants fonctionnant avec les agents hygrométriques.

208774. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Labadie, rue du Belvédère, n° 14, à Tours. — Système de porte-selles et de porte-harnais.

208775. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Pilliet, rue de la République, n° 59, à Bourg. — Produit servant à rendre brillant et imperméable le cuir, le bois et dénommé *brillant imperméable*.

208776. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Moulis, Grande-Rue, n° 43, à Montpellier. — Procédé pour épurer les jus sucrés et autres.

208777. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Weiss, rue de Paradis, n° 47, à Marseille. — Déglycérination des huiles et des graisses pour l'obtention des acides gras et de la glycérine.

208778. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Hoffmann, représenté par Rienne, rue du Verger, n° 27, à Anzin (Nord). — Moteur à air chaud dit *domestique économique, silencieux, inextensible*.

208779. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Guenser et Théobalt; le premier,

à Verdun, et le deuxième, à Charny (Meuse). — Appareil à moucher les lampes dit *mouches-lampe*.

208780. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Testard, rue Poyenne, n° 44, à Bordeaux. — Machine à élever l'eau de la mer sur le pont d'un navire par sa vitesse.

208781. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Cole, représenté par Lévêque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux instruments aratoires.

208782. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Jarman, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les véhicules à propulsion électrique.

208783. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Ducretet, à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Voltamètres ou cuves à décomposition, à grand débit, servant à la production et à l'utilisation industrielle des gaz provenant de la décomposition électrique de l'eau.

208784. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Janka et Nowoczek, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de multiplication non sexuée des betteraves à sucre et des betteraves pour la nourriture du bétail.

208785. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Weiss et von Essen, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'arrêt pour maintenir des portes, des fenêtres ou trappes ouvertes entièrement ou en partie.

208786. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; A. Dubost et B. Rongère (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la fabrication des manches de couteau.

208787. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Nougès (les sieurs), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Amélioration et perfectionnements apportés à la navigation sur les canaux par les courants giratoires perpétuels.

208788. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Blackie et Nisbet, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau genre de mouvement mécanique.

208789. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Blackie et Nisbet, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les tondeuses pour moutons.

208790. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Maistre et Campagne, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de recueillage de l'indigo non fixé sur les matières textiles, d'utilisation immédiate de cet indigo, de teinture directe et de dégraissage à l'aide d'un produit savonneux.

208791. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Réveilbac, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'extincteur applicable aux lampes, fourneaux, etc.

208792. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Gérard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Grisouscope d'alarme pour mineurs.

208793. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Gresser, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Étui s'ouvrant seul sous l'action d'une pièce de monnaie pour jumelles de théâtre.

208794. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Dudach et Roux (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de supports à coulisse, à contact continu sans fil intérieur pour lampes électriques.

208795. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Bamford, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif destiné à empêcher le dégouttage des bougies.

208796. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Thorn Westendap et Pieper, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Explosifs sans fumée.

208797. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Vignier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au travail des vins de Champagne.

208798. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Larrouy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application de la vapeur convenant

blement surchauffée à la production économique du sel de cuisine sous toutes ses formes et pour tous emplois.

208799. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Fellner (M^{re}), représentée par la société Malray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Support ajustable pour draperies, rideaux de fenêtres, etc.

208800. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Lafaurie, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de sonneries de pendules sans repères, à effet de délai et d'arrêt extérieurs.

208801. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Diehl, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux machines à coudre.

208802. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Crosnier, représenté par Lecocq, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouveau genre de fermetures hermétiques, croisées, portes, etc., avec leurs ferrements.

208803. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Marchand, rue du Château, n° 9, à Lyon. — Divers perfectionnements apportés aux calorifères à étages multiples.

208804. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Chardigny et Tournier, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Fabrication mécanique des paniers.

208805. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Estivalet, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau genre de balles pour fusils.

208806. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Belleville, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Système de moire façonnée française antique ou à réserves et sa fabrication.

208807. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; Gilliard, P. Monnet et Cartier (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Mode de conservation et d'application du chlorure d'éthyle.

208808. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Paquier, rue Motière, n° 39, à Lyon. — Appareil de décharge automatique appliqué à la robinetterie à pression et aux vannes.

208809. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Kestner, représenté par Variot, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Procédé permettant la fabrication simultanée de la baryte et des chromates alcalins au moyen du carbonate de baryum et du fer chromé.

208810. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Gilliard, P. Monnet et Cartier (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil mécanique pour l'oxydation du noir Monnet.

208811. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Arboucau (M^{re}), à Paris, rue de Belleville, n° 45. — Nouveau balai rotatif.

208812. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Pickhardt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Pipe servant en même temps de fume-cigarette.

208813. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Rumpf, représenté par Damas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau genre de mécanisme pour broder sur les machines à coudre.

208814. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Bornstein et Kleemann, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour séparer les uns des autres les isomères contenus dans la xylidine du commerce.

208815. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Duplain, à Paris, impasse de Gènes, n° 5. — Nouveau métier à crochet-dentelle.

208816. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Badische Anilin et Soda Fabrik (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production d'une matière colorante basique bleue.

208817. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Stelzner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte à conserves perfectionnée.

208818. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Gray, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Fabrication d'un appareil en forme de double cuiller pour contenir du thé sec ou autres substances pour infusions théiformes.

208819. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Boucaut, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 30. — Manivelle mobile s'adaptant aux vélocipèdes de tous genres.

208820. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Lefort, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveaux matériaux de construction à âme métallique.

208821. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Haupt von Hochstatten, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme servant de frein de secours pour voitures de tramway et destiné à empêcher de passer sur un obstacle.

208822. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Misch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de préparation de la cellulose.

208823. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Alvin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ressort à arrêt automatique et ses diverses applications.

208824. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Prunier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chenets à double circulation d'air servant au chauffage d'appartements.

208825. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Aldigier (les sieurs), représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Tour multiple à décolleter.

208826. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Esmarch, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système d'encriers maintenant propres les becs de plume.

208827. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Hooker, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Liquide alimentaire nouveau ou perfectionné.

208828. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 avril 1904) pris, le 13 octobre 1890, par Thompson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les garnitures de roues de vélocipèdes et d'autres véhicules.

208829. Brevet (brevet suisse devant expirer le 24 avril 1905) pris, le 13 octobre 1890, par Wüthrich, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvel échappement à détente.

208830. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Vellemann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Compresseur de gaz.

208831. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Dumarest, place Saint-Bruno, à Grenoble. — Nouvelle machine rotative appelée *rotative universelle*.

208832. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Mertz, à Montpellier. — Appareil pour la production du gaz carburé.

208833. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Fletcher, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de poignée pour coffrets, etc.

208834. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Mac Kenney, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux agrafes pour gants, chaussures, etc.

208835. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Mac Donald, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Méthode et appareils perfectionnés pour gazéifier les liquides et les mettre en bouteilles.

208836. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Mac Donald, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil perfectionné pour maintenir des bouteilles contenant un liquide gazeux et pour débiter ce liquide.

208837. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Beek, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil applicable aux fûts à bière pour le débit sous pression d'acide carbonique.

208838. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Wécernik et Vrazil, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux fours locomobiles.

208839. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Lloyd, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le procédé et appareil de coulage des cadres ou supports pour plaques ou éléments de piles.

208840. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Currie, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans l'isolation des éléments des piles électriques.

208841. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Currie, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le réglage des accumulateurs.

208842. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Rosell et Pennie, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des savons de potasse durs, opaques et transparents.

208843. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Glaser, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les hélices de navires.

208844. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Hillairet-Huguet (société), à Paris, rue Vicq-d'Azir, n° 22. — Accouplement élastique.

208845. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Hillairet-Huguet (société), à Paris, rue Vicq-d'Azir, n° 22. — Dispositif de prises de courant à vitesses différentes.

208846. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; G. Muller et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Chariot réglable pour montres.

208847. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; G. Muller et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau mode de fixation des pierres fines dans les montres.

208848. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Gaillandre, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de cryptes en béton de ciment aggloméré.

208849. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Mountain, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la méthode de fabrication ou dans la fabrication du fil de cuivre et d'autres fils métalliques durs.

208850. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Retaux et Medawar, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine dite *Retauxgraph*, propre à la composition et à la distribution des caractères d'imprimerie.

208851. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Takaki, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture pour parapluie.

208852. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Decarie et Lee, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les assemblages de tuyaux métalliques.

208853. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; société dite *Kommandit Gesellschaft für Popp'sche Druckluftanlagen August Riedinger und C^e*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et dispositifs permettant d'employer l'air comprimé ou le vide pour actionner les horloges.

208854. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Simoneau et Morse, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les ourdissoirs.

208855. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Le Dan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de crécelle musicale perfectionnée.

208856. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; du Vivier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de dissolution dans l'acide acétique cristallisable, de l'osséine, de l'épidermose (cornes, poils, plumes et parties dures du corps des insectes) et de la fibroïne des fils de tous les insectes fileurs.

208857. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; du Vivier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de la dissolution acétique d'albumine et ses diverses applications.

208858. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; société générale de Maltose, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fluoruration du grain de maltage par l'emploi des sels de l'acide fluorhydrique et des combinaisons organiques du fluor en agriculture.

208859. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Whichelow, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé perfectionné de fabrication du cuir tanné au chrome, et articles produits avec cette matière.

208860. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; White et Middleton, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais n° 95. — Machine à gaz.

208861. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Surleau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les écluses à grande dénivellation.

208862. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Scellier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de réservoir de chasse automatique, transformable en réservoir de chasse à volonté, mû par tirage à la main ou par moteur électrique.

208863. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1890; Parvillée (les sieurs), représentés par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de culots mixtes céramo-métalliques pour lampes à incandescence.

208864. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Courally, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 8, à Saint-Étienne. — Système d'éjecteur de cartouches.

208865. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Maussier, à Saint-Galmier (Loire). — Fabrication métallurgique de l'aluminium et de ses alliages.

208866. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Cajot, à Terramesnil (Somme). — Appareil de lavage et de décantation destiné à l'enrichissement des phosphates de chaux, des craies phosphatées, ainsi qu'à la préparation des ciments, marnes et amidos.

208867. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Saint-Léger frères (société), représentée par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Machine à sécher et repasser le linge.

208868. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Renard, chef de bataillon du génie, à Meudon (Seine-et-Oise). — Appareil destiné à la production électrolytique de l'hydrogène et de l'oxygène par l'électrolyse.

208869. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Roulleaux du Houx et Fraysse, à Paris, rue d'Aboukir, n° 130. — Procédés et appareils pour la conservation de la viande fraîche et de toute denrée alimentaire à l'état frais.

208870. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Piquemal (M^{re}), rue Théophile-Gautier, n° 9, à Neuilly-sur-Seine. — Système d'application d'un moteur mobile à essence de pétrole ou à essence minérale avec pompe pneumatique, accouplés pour opérer la vidange.

208871. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Gault, à Paris, place Maubert, n° 3. — Bouton à pompe à tige circulaire et application de la tige des boutons mécaniques, en général, et autres à tige, au support des insignes de décorations ou de sociétés.

208872. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Valentiner, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication du musc artificiel.

208873. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Aimond, à Paris, rue Lafayette, n° 132. — Système d'assainissement des latrines par une tinette-siphon chambrée.

208874. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Johns et Oliver, représentés par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des assiettes et des plats en étain et en fer-blanc terne, et dans les appareils employés à cet effet.

208875. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 novembre 1903) pris, le 15 octobre 1890, par Crawford, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à la fabrication des cylindres, des tubes ou des tuyaux en métal.

208876. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Chobert, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre en porcelaine pour cafetière en fer battu, émaillé et autres.

208877. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Platen et Busck, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux presses à rivets et à boulons.

208878. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; LeFranc (les sieurs) et Vivien, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Préparation de l'acide fluosilicique (Si F1)² (HF1)² et de ses sels.

208879. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Goldschmidt et Gollor, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil à diviser les longueurs.

208880. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Nedwied, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil à griller le café.
208881. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Abate, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil utilisateur de la vapeur d'échappement par le retour libre de la même au générateur.
208882. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Siemens et Halske (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Lampe à arc, à haute tension.
208883. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Siemens et Halske (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Mode de couplage pour charger les batteries d'accumulateurs.
208884. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; du Vivier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de jus taniniques incolores.
208885. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; du Vivier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'électrolyse applicable principalement aux matières organiques.
208886. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Johns et Slattery, représentés par Chaserent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les freins pour wagons et autres véhicules.
208887. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Fabre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'ouilleur automatique pour la pasteurisation des vins en bouteilles, dit *ouilleur Fabre*.
208888. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Brownlow, représenté par Menons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans la construction des appareils à purifier et adoucir l'eau.
208889. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Mathieu, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazargan, n° 5. — Perfectionnements dans les machines à broder, permettant d'employer lesdites machines pour faire de la passementerie et de la ganse bourrée ou non, à un ou plusieurs fils ou cordons, d'une ou plusieurs couleurs, ainsi que de la soutache debout et à plat.
208890. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Nicora, à Paris, rue Saint-Sabin, n° 9. — Système de panneau décoratif.
208891. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Brogowski, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareils pour la fabrication du sodium et de l'aluminium.
208892. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Moine, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de moteur solaire, dit *solarimètre*.
208893. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1890; Clermont, à Romans (Drôme). — Grand arrêt pour bicyclette, système *Clermont*.
208894. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Maréchal, représenté par Delpoy, rue de Bussat, n° 16, à Marseille. — Nouveau système de brasier ou brasero, dit *brasier*.
208895. Brevet de dix ans, 17 septembre 1890; Casse, à Clairac (Lot-et-Garonne). — Serrure à combinaisons invisibles et à cap chantré.
208896. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1890; de Wojtkiewicz, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Enveloppe pour envois recommandés (enveloppe de sûreté).
208897. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Salmon, aux Mesneux (Marne). — Nouvelle machine à semer mécaniquement.
208898. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Laloue, représenté par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Procédé de fabrication de boas, tours de bras et fantaisies en plumes.
208899. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Scholes, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux appareils vendeurs automatiques de liquides ou de corps solides, actionnés par l'introduction d'une pièce de monnaie.
208900. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Senault, à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 9. — Système de fermeture de sûreté pour lettre de publicité portant le titre *l'Universelle*.

208901. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Bouchené, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Panier porte-bouteilles de sûreté, dit *panier Baron*.

208902. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Sandt et Sturm, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rebrouilleur transportable à commande électrique.

208903. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Schindler, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme pour le mouvement des vélocipèdes.

208904. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Boucher, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de conservation perpétuelle des vieux documents, archives de famille, etc.

208905. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Tower, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils permettant de maintenir dans un même plan constant les corps flottants.

208906. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Elstein, représenté par Caron, à Paris, rue Rochecouart, n° 17. — Nouveau système de talons pour bottines et souliers.

208907. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; G. et J. Lacoür frères (société), rue Poirier, n° 37 et 39, à Bordeaux. — Nouveau paillon enveloppe-bouteille en paille, jonc, etc., dit *enveloppe-bouteille tampon*.

208908. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Fromage, à Darnétal (Seine-Inférieure). — Toise hygiénique avec tableau indicateur.

208909. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Fromm, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bague-joint.

208910. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Hartmann et Braun (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Régulateur à levier pour lampe à arc.

208911. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Cadot, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil photographique, dit *photo-album*.

208912. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Warwick, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à contrôler les heures et à enregistrer.

208913. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; société Fréd. Bayer et compagnie, représentée par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Procédé pour transformer les matières colorantes dites *bleus nouveaux* en nouveaux colorants.

208914. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Comin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouvel appareil ou mécanisme perfectionné de jalousie ou persienne, système Comin.

208915. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Dumasdier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pile électrique perfectionnée.

208916. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Latzko, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fermeture pour bouteilles et récipients analogues.

208917. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Mohn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Régulateur astatique perfectionné applicable aux machines à grande vitesse et à tiroir unique équilibré.

208918. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Jacométy et Lenicque, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de table tournante continue à arrosages progressifs pour la préparation mécanique des minerais.

208919. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Bozzi, représenté par Chérellard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Porte-allumettes à surprise.

208920. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Eadie, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Objet servant à relever et abaisser les jupes.

208921. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Mazure fils, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à plier les couvertures pour cahiers de papiers à cigarettes.

208922. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Paoli, à Fozzano (Corse). — Nouveau presseoir.

208923. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Simon et ses fils (société), à Cher-

bourg. — Clapet épierreur et levier de déclenchement appliqués aux broyeurs de pommes, poires, raisins et tous corps minéraux ou végétaux.

208924. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Jardon, élisant domicile chez le sieur Chognard, rue de Lorraine, n° 1, à Besançon. — Système d'arrosage s'adaptant à tous les tourne-broche.

208925. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Mathey, faubourg Saint-Michel, n° 23, à Épinal. — Système de clef fixe ou mobile à l'intérieur du tuyau de poêle, en vue d'empêcher l'humidité et pour la propagation de la chaleur.

208926. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Rochetin, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Fabrication de lames de fleuret tout arier.

208927. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Natu, à Paris, rue Vandamme, n° 52. — Pétrisseuse mécanique s'adaptant à tous les pétrins en usage.

208928. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Terrot, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Métier circulaire français pour la fabrication d'étoffes vanisées.

208929. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Egrot, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux alambics distillateurs avec ou sans rectificateurs.

208930. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Osborne, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux pipes de fumeurs.

208931. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Morel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à boulet pour broyer et pulvériser toutes matières quelconques.

208932. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Guebhard, à Paris, rue Legoff, n° 6. — Mode d'emploi de diaphragmes placés en avant des objectifs et des appareils d'application pour isoler en dégradé, sur fond noir, des portions quelconques du champ des instruments d'optique, sans en restreindre l'éclairement.

208933. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Schell, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Ampèremètre-heure.

208934. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Boileau, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau mastic calorifuge applicable aux chaudières et conduites de vapeur.

208935. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Beckmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de papier ou de carton avec incorporation d'un tissu métallique ou autre.

208936. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Hübner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rènes universelles de sûreté.

208937. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Thornycroft, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les générateurs de vapeur.

208938. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; de Waroquier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carcasse bourrée pour ornements funéraires, couronnes, croix, coussins et autres.

208939. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Challiner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de bandages pour roues de véhicules.

208940. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Hazlehurst, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de robinet pour tonneaux et autres récipients.

208941. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Meldrum (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux foyers des générateurs de vapeur et autres foyers ainsi qu'aux appareils insufflateurs employés dans ces foyers.

208942. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Störmer, représenté par la société Louis Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bretelle de pantalon perfectionnée.

208943. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Blancan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'impression et de décoration spéciale des papiers.

208944. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Pfister, représenté par Chassevent

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de clavette de sûreté pour les tire-fonds de chemins de fer.

208945. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; d'Esclaihes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de repérage, dit le *télescographe*, applicable à tous genres de lunettes ou télescopes.

208946. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; société anonyme dite *Fabrik Leipziger Musikwerke vorm. Paul Ehrlich und Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux boîtes à musique.

208947. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Atherton, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication du papier pour l'isolation des conducteurs électriques.

208948. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Langier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des vases à fleurs.

208949. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Fasset, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système combiné de peigne électrique à friser avec un fer à friser pour les cheveux.

208950. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1890; Perraudin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de garnitures refroidies protégeant les cloisons séparatrices des carnaux de gaz et d'air dans les fours Martin et autres.

208951. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Briand, quai Châteaubriand, n° 19, à Rennes. — Système de pipe à écouvillon, dite la *parfaite*.

208952. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Lonnard et Bonello, rue Pierrequi-Rage, n° 2, à Marseille. — Objet d'amusement représentant des figures humaines ou animales, dit le *figuremane*.

208953. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Roubaud, représenté par Ducassou, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Appareil brûleur désinfecteur et insecticide.

208954. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Richard et Pache (société), à Chambéry. — Filtre en porcelaine.

208955. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Boisset, à Paris, rue Le Peletier, n° 31. — Machine à gaz liquéfiés sous pression continue.

208956. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Collignon, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Moteur maréo-atmosphérique.

208957. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; maison Bréguet (société anonyme), à Paris, rue Didot, n° 19. — Système d'accouplement par bielles et manivelles, entre l'arbre de la dynamo et les essieux du véhicule, dans les voitures, tramways ou locomotives électriques.

208958. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Hauterive, à Paris, place d'Anvers, n° 4. — Biblorbapte articulé à panneaux de bois servant de reliure.

208959. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Coignet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau mode de construction des aqueducs.

208960. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Redon et de Parcevaux, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 77. — Procédé de désinfection et d'utilisation des matières fécales.

208961. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Kayser, représenté par la société Eisner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pince formant ressort à pression continue pour retenir des objets de forme quelconque.

208962. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Bouhon, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil fumivore Bouhon.

208963. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Bonnaz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur à gaz.

208964. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Prinzhorn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cercles ou bandages de roues en caoutchouc.

208965. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Mac Coli, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à écrire.

208966. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; François, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 39. — Dispositions destinées à libérer les soupapes d'aspiration d'air des compresseurs et des machines soufflantes pendant toute la durée de l'aspiration.

208967. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; March, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de compteur pour l'eau ou autres liquides, pouvant être employé comme moteur.

208968. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Whitney, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Trémie pour alimentation automatique des moulins à cylindres.

208969. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Currie, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour mesurer les courants électriques.

208970. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; société dite *usine pour la fabrication d'acier fondu de Fried Krupp*, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Vis porte-amorce électrique avec ou sans friction.

208971. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Ladroye, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Application de l'émaillage aux moulins à café et aux moulins à poivre.

208972. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Koepsel et Ventscher, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux étaleurs de feuilles.

208973. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Lucht et Galster, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Outil à redresser les moules à émeri.

208974. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Holtzmann (les sieurs) et Brosel, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lampe électrique de sûreté perfectionnée.

208975. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Andreassen, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lanternes de navires pour feux de bord et de tribord et aux moyens employés pour leur montage.

208976. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Möhrle, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour remettre en état les lampes électriques à incandescence dont la fibre de charbon est consumée ou rompue.

208977. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Deimet, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Régulateur pour lampes avec alimentation produite au moyen d'un flotteur.

208978. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; *Ellithorp Manufacturing Company* (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les machines à formes.

208979. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Riboulet et Moretton, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer la cannetille.

208980. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; Lumière, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Obturateur instantané pour appareils de photographie.

208981. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1890; Prost, Gallay et Larnaz, rue Louis-Blanc, n° 73, à Lyon. — Nouveaux moyens d'obtention de force motrice.

208982. Brevet (brevet suisse devant expirer le 29 avril 1905) pris, le 22 octobre 1890, par Rymtowitz-Prince, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Cryptographe militaire de poche.

208983. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Manquat, avenue de Saxe, n° 262, à Lyon. — Machine à coudre et à faufiler les pièces d'étoffes.

208984. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Vernaz et Charlon, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil cinématique applicable aux vélocipèdes en général.

208985. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Bergier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil de filature de la soie dit *croiseur automatique jette-bouts*, pouvant produire des soies filées de toutes grosseurs.

208986. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Durand, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les commandes des lisses pour les métiers à tisser les velours double pièce et autres articles exigeant la leve-et-baisse.

208987. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Cambon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement apporté à la vini-
fication.

208988. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Hoffacker, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les cylindres de roulement des rouleaux compresseurs.

208989. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Miot, à Paris, rue d'Alésia, n° 43. — Nouveau type de dynamo dit *type économique*.

208990. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Lohausen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé permettant la production d'un bloc de cuivre avec âme en acier pour la fabrication des fils télégraphiques et téléphoniques.

208991. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Sénéchal, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements apportés dans les bandes de billard.

208992. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Mac Kenney, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les pièces d'at-
tache ou de fermeture pour gants, chaussures ou autres articles de vêtement.

208993. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Mac Kenney, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les pièces d'attache employées pour lacer les gants, les chaussures et autres articles semblables, et égale-
ment applicables à d'autres usages.

208994. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Rawlings, représenté par Baron, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux appa-
reils ou mécanismes pour établir des communications entre les étages des bâti-
ments.

208995. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Paraf-Javal, à Paris, rue du Fau-
bourg-Poissonnière, n° 75. — Emploi de certaines substances comme antiseptiques
et pour les dégraissages.

208996. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; société dite *The American Screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Per-
fectionnements dans les vis à bois laminées (n° 56).

208997. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Spelman, représenté par Chasse-
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les nattes
métalliques.

208998. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Spelman, représenté par Chasse-
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine perfectionnée
pour découper et former des bandes ondulées servant à la fabrication de nattes mé-
talliques et à des buts analogues.

208999. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Hall, représenté par Chassevent, à
Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des
couleurs.

209000. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; société dite *The general Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta,
n° 11. — Perfectionnements apportés aux attaches des bouchons de bouteilles.

209001. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; société dite *The general Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta,
n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à mettre en bouteilles.

209002. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; société dite *The general Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta,
n° 11. — Perfectionnements apportés aux extracteurs de bouchons de bouteilles.

209003. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Martinot (M^{me}), représentée par
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les
bains de pieds.

209004. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; compagnie dite *Fontaine Safety Signal Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. —
Mécanisme pour actionner les signaux des chemins de fer.

309005. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Bellamy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines servant à donner au papier ou autre matière en feuilles un aspect nuancé ou marbré.

309006. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Gordon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de production d'un grain spécial pointillé sur les pierres lithographiques.

309007. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Miller, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la méthode et les appareils pour presser et apprêter les tissus textiles.

309008. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Saupé, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métier à diaprer à chaîne pour la fabrication de tissus de peluche à dessins en plusieurs couleurs.

309009. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Scheewe, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ciseaux avec une lame immobile pour tailleurs.

309010. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Saint-Pierre et Gombault, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système propre à déceler ou séparer instantément les brancards de toutes voitures suspendues montées sur trains mobiles et sur quatre roues.

309011. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Bates, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux foyers de chaudières à vapeur.

309012. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Perrier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil purgeur automatique de vapeur.

309013. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Franck, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de réglage à arrêt pour l'écartement des objectifs et oculaires dans les jumelles et appareils similaires.

309014. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Heffernan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux moyens pour assujettir les souliers en caoutchouc sur la chaussure.

309015. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Schramm et Chechong, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de préparation de pain de conserve ou autres produits de boulangerie.

309016. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Currier, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'agitateur pour les caisses ou cuves à pâte employées dans la fabrication du papier.

309017. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Ligné (M^{re}), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les pétrins mécaniques.

309018. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Christel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Clef universelle.

309019. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; de la Villegègne, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régulateur à pression hydraulique pour moulins à cannes et autres appareils à cylindres.

309020. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Patterson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les compositions fertilisantes ou engrais.

309021. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Warden, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les planches à dessin.

309022. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Robertson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à régler l'air autour des courroies motrices et des machines.

309023. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Bord, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bateau-filtreur.

309024. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Devaux, rue de Montmorency, n° 22, à Saint-Quentin. — Moteur hydraulique automatique perpétuel et gratuit.

309025. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Mange, à Champagny (Haute-Saône). — Fabrication d'un nouveau système de pipe dite *pipe Mange*.

209026. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Bouilloux, rue Rambuteau, n° 109, à Mâcon. — Nouveau système de charrue.
209027. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Ducat, représenté par Beltier, à Mézières. — Appareil destiné à la circulation sur les câbles d'extraction plats et ronds en aloès et en fils métalliques dans les puits de mines.
209028. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Graux et Beulin, représentés par Corroyer, rue Damié, n° 26, à Amiens. — Nouveau modèle de fer à cheval avec attache s'appliquant l'emploi des clous, système Graux (Georges) et Beulin.
209029. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Baudouin, à Rochefort (Charente-Inférieure). — Nouveau système de niveau d'eau avec soupapes automatiques pour chaudières à vapeur.
209030. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Tardy père et Tardy fils aîné, représentés par Delorme, rue Gambetta, n° 14, à Saint-Étienne. — Perfectionnements aux métiers à lacs.
209031. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Portal, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouveau jeu d'adresse et de précision dit *concours européen*.
209032. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Chacot, représenté par Picard, à Paris, rue Oborkampff, n° 127. — Appareil de déviation pour voies à quatre files de rails, applicable également aux voies à trois files de rails.
209033. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Mock, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Appareil à meuler et à égaliser les cylindres de pression couverts en drap ou en cuir pour machines de filature de coton.
209034. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Camion frères (société), représentée par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements aux triangles de cuisine.
209035. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; King, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les crayons, styles à écrire ou autres objets analogues destinés à l'écriture ou au dessin et dans leur mode d'attache.
209036. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Driggs, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à courant d'eau.
209037. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Baljer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mouvement moteur pour bateaux.
209038. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Gartmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à pièces de monnaie.
209039. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Reichard, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à ressort.
209040. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; société dite *The Mining and general electric Lamp Company limited*, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les éléments pour piles voltaïques.
209041. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Werner et Günther, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour le polissage des étoffes à chapeaux.
209042. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Meili et Fuog, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à fabriquer les ressorts à boudin à pas variable.
209043. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; société *Badische Anilin und Soda Fabrick*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de matières colorantes disazoïques, dérivées de l'acide paradiamidobiphénolylacétique.
209044. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Barret et Copp, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Écrou pour éclisses de rails de chemins de fer et pour d'autres usages.
209045. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Sloet van Oldruitenborgh, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de l'aluminium métallique pur ou en alliage avec le zinc et de séparation de l'al-

minimum avec le zinc et ses impuretés habituelles, le plomb, le silicium, le manganèse et le fer.

209046. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Smith et Strange, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Trappe et grille d'égout combinées.

209047. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Barchem, représenté par la société Assi et Genes, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux épingles de cravates, brochets, etc.

209048. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Marx, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour liquéfier le chlore, pour l'emmagasiner et pour l'employer dans cet état.

209049. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Marx, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Conducteur d'électricité artificiel.

209050. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Fauconnier et Français, à Lamarche (Vosges). — Système de poignées fermantes pour étrilles.

209051. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Petit, rue de l'Hôpital, n° 36, à Neufchâteau (Vosges). — Robinet à fermeture hermétique.

209052. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Bellemer, à Amboise (Indre-et-Loire). — Nouvelle presse carrosseuse.

209053. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Mathelin et Garnier (société), rue de Douai, n° 94, à Lille. — Appareil de borne-fontaine à pression équilibrée.

209054. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Dufrane, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Nouveau peseur automatique.

209055. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; H. Grignon et fils (société), rue de la Merci, n° 8, à Bordeaux. — Clef-guillotine pour l'ouverture de toutes les boîtes à conserves ou autres.

209056. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Pourret, rue Henri IV, n° 39, à Bordeaux. — Robinet automatique.

209057. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Leblond, à Paris, rue de Londres, n° 58. — Calorigastre.

209058. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Mehner, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé et appareil pour employer et reproduire des mélanges frigorifiques.

209059. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Gessner, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Continu-diviseur pour fil doux.

209060. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Lagave, dit Dupont, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 60. — Épingle à onduler les cheveux en vagues.

209061. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Auerbach (M^{me}), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 15. — Nouvelle pipe à déboureur automatique.

209062. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Clément, à Paris, rue Brunel, n° 20. — Perfectionnements apportés dans la construction des roues de vélocipèdes, tricycks, bicyclettes, etc.

209063. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Leonardi, Zen et Sardi, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Entomophobe pour la destruction des insectes.

209064. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Martini et Kilp, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Dispositif de sûreté pour lustres et lampes à suspension.

209065. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1890; Carpenter, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication de papier peint.

209066. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Gunther, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Verrou-chaine de sûreté.

209067. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Odokolek, Freiherr von Augezd, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de canon à tir rapide.

209068. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Oller y Camon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Turbine à vent, système Oller.

209069. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Remus, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de boîtes en carton.

209070. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Remus, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Disposition pour récipients destinés à conserver et à appliquer des couleurs, des liquides colorants, etc.

209071. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Williams, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Procédé et appareil perfectionnés pour la production du gaz oxyde de carbone.

209072. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Groswith, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Moteur électrique.

209073. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Gianetto, à Paris, rue de la Victoire, n° 53. — Système de fermeture pour récipients en général et boîtes de conserves alimentaires.

209074. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Pigault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil inhalateur à air chaud aseptique et antiseptique.

209075. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Anglès y Gibert, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Propulsion flexible en forme d'aïlaron ou queue de poisson, applicable à la navigation ou à l'impulsion de tout corps flottant ou plongé dans l'eau.

209076. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890, Delacourt, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Poêle, système Delacourt.

209077. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Harrold, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Soc de charrue perfectionné à lame réversible pouvant s'appliquer à différentes espèces de charrues.

209078. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Watin (M^{re}), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Livres et gaines de livres porte-monnaie.

209079. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; Chinnery (les sieurs), Bostock et Grant, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils servant à fabriquer des liquides aérés ou gazeux et dans la mise en bouteilles de ces mêmes liquides.

209080. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1890; von Bühler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Disposition imprimant un mouvement de rotation automatique aux outils animés d'un mouvement vertical de va-et-vient.

209081. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Traub et de Wyttenbach, rue Tramassac, n° 54, à Lyon. — Madrier-type destiné à faciliter la pose des rails de tramways sur des chaussées pavées en bois, etc., avec des pavés de n'importe quelle hauteur.

209082. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Lallouette et Toce, rue de l'Héronnière prolongée, n° 16, à Nantes. — Appareil mélangeur à deux cylindres à courant électrique interrupteur pour le tannage des cuirs en général.

209083. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Dolone, rue Sainte-Philomène, n° 38, à Marseille. — Isolant nommé *le Quercus suber*.

209084. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Coibeau, rue des Trente, n° 6, à Rennes. — Tube d'ascension à mouvement de va-et-vient pour élever l'eau à une hauteur illimitée.

209085. Brevet de dix ans, 28 octobre 1890; Rissour, rue de la République, n° 14, à Avignon. — Frottoir mécanique à l'usage des barbiers et coiffeurs.

209086. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Liberti, représenté par Simon, à Paris, rue Lamartine, n° 54. — Nouveau jeu de la vapeur dans les cylindres (excepté le dernier) des machines à détente successive de tous genres : fixes, locomotives, locomotives des chemins de fer ou des tramways et marines, dans le but de diminuer la dépense de vapeur.

209087. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Luck, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils pour la purification de l'alcool ou des liqueurs alcooliques.

209088. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Zeller, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Utilisation du schiste posidonien pour le filtrage et pour l'épuration et comme matière colorante.

309089. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Aurich et Lassig, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine à coudre à point de chaînette croisé.

309090. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Schneckenburger, à Paris, rue Linois, n° 6. — Perfectionnements à son brevet (n° 201578) pris, le 28 octobre 1889, pour un procédé de dégorgeement des conduits de gaz obstrués par la naphthaline et par la paraffine, avec utilisation de ceux-ci pour la carburation du gaz.

309091. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Motte (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompes à soufflets hydrauliques.

309092. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rails creux élastiques.

309093. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Read, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements aux archets d'horloger.

309094. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1890; Grinnell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareils extincteurs automatiques d'incendie.

309095. Brevet de quinze ans, 15 août 1890; société dite *The mining and general electric Lamp Company limited* et les sieurs Fitz-Gerald et Hough, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux lampes électriques portatives destinées plus spécialement aux mineurs.

309096. Brevet de quinze ans, 8 septembre 1890; Rodriguez et Marti, représentés par Dufour, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Timbre rotatif dateur et numérateur automatique s'encrant de lui-même en une ou plusieurs couleurs, dit *timbre Rodriguez*.

309097. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1890; Meurant, à Charleville. — Crochet de traction à ressort pour attelage des chevaux.

309098. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Marcourel, rue Alexandre-Cabanel, n° 11, à Montpellier. — Romaine à tige graduée développant sur la tête de romaine.

309099. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 juillet 1904) pris, le 24 octobre 1890, par Richards, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux dispositifs servant à mettre de niveau les tables de billard et autres pièces lourdes analogues.

309100. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Chevallier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Distributeur engrenneur à alimentation régulière pour cylindres à blé.

309101. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Violet-Chabrand, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils électriques permettant de produire l'ouverture ou la fermeture permanente d'un circuit électrique en un nombre quelconque de points.

309102. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Biedermann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de frein.

309103. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; Smith, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les engrenages différentiels pour tricycles et autres vélocipèdes et véhicules.

309104. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; société française d'accumulateurs électriques (Faure, Sellon, Volckmar), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux accumulateurs électriques.

309105. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Lowne et Mills, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur à air.

309106. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Picard, élisant domicile à Paris, quai des Tournelles, n° 65 (hôtel des Tournelles). — Système de fusil de chasse à bloc et se chargeant par la culasse sans basculage de canon.

309107. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Heurtier, Ascarate et Calderon, à Paris, rue des Martyrs, n° 17. — Application industrielle destinée à augmenter l'intérêt et l'attraction des courses de taureaux, dite *tauromatch*.

309108. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Nouvelle, à Paris, rue de Cléry, n° 38. — Système de fusil à répétition.

209109. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Colson, rue Manoury, n° 24, à Bois-Colombes (Seine). — Contact avertisseur pour serrures.

209110. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Martinet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Système de moulage et d'étuvage des bois de carrosse, i.e. façonnés ou bruts.

209111. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Cléret, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à tourner les boutons de nacre ou autres articles de forme et de matière analogues.

209112. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Desprez, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de porte-brancards pour le transport des blessés dans les wagons ou autres véhicules.

209113. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 mai 1904) pris, le 25 octobre 1890, par Groombridge et South, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau système de poignée pour freins de tramways et autres véhicules.

209114. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; de Kunwald fils, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouvel appareil dit *vaporomètre*, permettant, sans l'emploi d'une machine à vapeur et sans l'emploi d'une pompe, d'aspirer et de refouler les liquides et de comprimer et de raréfier des gaz par l'action directe de la vapeur.

209115. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Bardon, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Volts-mètres ou ampères-mètres L. Bardon.

209116. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Boles, Reynolds et Waldron, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de machine à brunir les cartes ainsi que d'autres articles de même nature.

209117. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Häny et Scheffer, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle fermeture pour tonnelots de bière, de vin, etc., réservoirs, etc.

209118. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Kennedy et Groswith, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Batterie secondaire.

209119. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Langheck, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Foyer fumivore.

209120. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Nothhaas, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tourne-feuillets pour cahiers de musique.

209121. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Levi et Beilmann, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition pour assujettir le manche aux brosses de parquet.

209122. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Haas, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lien de sûreté pour sacs de toutes sortes.

209123. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Waldner, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de sauvetage toujours prêt à fonctionner dit *sac de sauvetage*.

209124. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Romero, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel engin de défense dit *talisman défensif-inoffensif*.

209125. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Krüger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux robinets.

209126. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; A. Dehors et Deslandres (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique à main.

209127. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Cook, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à tarauder les écrous.

209128. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1890; Thiemt, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fermeture à bouton annulaire élastique pour gants, guêtres, bottines, porte-monnaie et autres articles analogues.

209129. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Lowis, représenté par Josse, à Pa-

ris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans le mode d'assemblage ou de jonction des tubes ou tuyaux destinés au transport des liquides, de la vapeur, du gaz ou de l'air comprimé.

209130. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Dickinson, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Système de jouet aérien pour enfants, etc.

209131. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Wilkins, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Dispositif à contre-poids pour tenir les pages de livres, de cahiers de musique, etc.

209132. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Spilker, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Capsule de protection pour écrous servant en même temps à empêcher le desserrage.

209133. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Hilner, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau bouton dit *bouton de sûreté*.

209134. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Meyer et Redier, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 8. — Perfectionnements aux appareils enregistreurs.

209135. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Lebanc et Hengesch, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 9. — Perfectionnement apporté dans le système de fermeture des carafes à lait.

209136. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Ém. Charles et G. Babillot (société), rue de la Briche, n° 26 et 30, à Saint-Denis (Seine). — Type de détenteur ou régulateur de pression dit *système Charles et Babillot*.

209137. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Cuntz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Canne combinée avec une brosse à habits.

209138. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Kirchels, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour fermer les boîtes métalliques par repliage du métal.

209139. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des divers clichés pour les impressions en couleurs.

209140. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Alsberge, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouvelle méthode de blanchiment des fils de lin, d'étoupes, de coton, etc., méthode pouvant s'appliquer aussi au lessivage et à la teinture des fils, etc.

209141. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Lossen, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de retenue pour conduites d'eau.

209142. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Kentnowski, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur à double effet avec distribution de précision au moyen de tiroirs tournants.

209143. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Moreau, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production et applications industrielles de l'air comprimé et asséché.

209144. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Mourgue Tur, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Protecteur invisible inhalateur couvre-nez, couvre-bouche.

209145. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Ostwald, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Imprimeur multicolore simultané universel.

209146. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Cléret, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à façonner les boutons de nacre ou articles de forme et de matière analogues.

209147. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Cléret, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à percer les boutons de nacre ou autres articles de forme et de matière analogues.

209148. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Minier et Portelance (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de ferme porte à barillet de rappel et lame de tirage, avec arrêlage, réglage et déclenchement faciles.

209149. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; de Laire, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 23. — Préparation de l'isocengénol et de certains de ses dérivés, et leur application à la fabrication de la vanilline.

209150. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Bonhomme, boulevard Gambetta, n° 31, à Nîmes. — Dossier applicable aux vélocipèdes, bicycles et tricycles.

209151. Brevet de dix ans, 29 octobre 1890; Valette, à Montréal (Aude). — Treuil destiné au défoncement des terres par la vapeur.

209152. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Vallet, élisant domicile avenue Victor-Hugo (hôtel de la Cloche), à Dijon. — Pompes centrifuges et ventilateurs avec moyens de porter à son maximum l'effet utile de ces appareils.

209153. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Deweppe, représenté par Bruns-
wick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

209154. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Moret, boulevard Victor-Hugo, à Saint-Quentin. — Dispositif nouveau de pompes à air sèches et humides, et système de condenseur et de vase s'y rattachant.

209155. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Maugras, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel accumulateur.

209156. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Fleischhauer, représenté par Bran-
don et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'anneau de clefs.

209157. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 janvier 1904) pris, le 28 oc-
tobre 1890, par Richardson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Pro-
vence, n° 59. — Machine à peser automatique.

209158. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Mac Gregor et Wallach, représen-
tés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'inter-
rupteur électrique.

209159. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Kellogg, représenté par Brandon
et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine servant à laminier des tubes en
acier sans couture au moyen de lingots creux.

209160. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Brasseur et Mallet, représentés par
Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Arçon de selle d'une seule
pièce en tôle d'acier emboutie ou en tout autre métal convenable, etc.

209161. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Arter, représenté par Armengaud
aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les moisson-
neuses et les faucheuses.

209162. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Schram, représenté par la so-
ciété Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chaudière
produisant la vapeur à la seconde.

209163. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; société dite *The Wanamaker Inter-
national car scale Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris,
boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux appareils de
pesage de véhicules.

209164. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 juillet 1904) pris, le 28 octobre
1890, par Gibb, représenté par la société internationale des inventions modernes, à
Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil à mesurer de petits espaces de
temps.

209165. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Létrange, représenté par Blétry
frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourreau à fermeture étanche
pour fusil démonté.

209166. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Sanchez et Soloizano, représentés
par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil dit *hamani-
taire*, permettant de porter des pendants d'oreilles sans qu'il soit nécessaire de percer
les oreilles.

209167. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Strom, Hilliker et Lindman, re-
présentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux viaducs
sous-marins.

209168. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Lotz, représenté par Dumas, à
Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'attache-étiquette à épingle double.

209169. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; veuve A. Fayaud et fils (société),
représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de
fermeture applicable aux ballons et autres articles en caoutchouc, peau, baudruche,
etc., permettant de les gonfler et de les dégonfler à volonté.

209170. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Lacombe et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement ou de préparation des charbons pour lumière électrique.

209171. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Royer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de corset dor-al.

209172. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Moore, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à piquer les boutonnères.

209173. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Farrel, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les allumoirs de poche.

209174. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Donisthorpe et Crofts, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la production et la représentation des images photographiques instantanées.

209175. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Caspar, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les tourniquets fonctionnant à l'aide d'une pièce de monnaie.

209176. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; société d'horlogerie Breitenbach, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux pendules et horloges électriques.

209177. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; société *Ramford Chemical Works*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les poudres ou préparations pour la boulangerie.

209178. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Lavanchy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux distributeurs automatiques.

209179. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Chaux, représenté par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication des tissus et tricots avec des poils d'animaux, notamment avec les poils de lapin de toutes qualités et de toutes provenances, dits *tissus Kachmyr-super*.

209180. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Laumonier, représenté par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'attache de l'anneau des hochets, sucettes, grelots, etc.

209181. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Vorbrodtt, représenté par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Piano droit avec mécanisme à frottement.

209182. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Gianetto, à Paris, rue de la Victoire, n° 53. — Application de l'air non chauffé à l'évaporation par un courant d'air forcé.

209183. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Alexandre, à Paris, rue de Saintonge, n° 10. — Nouveau bec à gaz dénommé *bec à gaz horizontal* (système Alexandre).

209184. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Oreggia, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à balance pour soufrer les vignes.

209185. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Christy, Scott et Johnstone, représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Piquets de tente en forme de vis.

209186. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Carpentier, élisant domicile chez le sieur Alaume, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 142. — Appareil de photographie à magasin et à plaques indépendantes.

209187. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Barboza de Souza, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de navigation flottante et sous-marine par la pression de l'air, et navire composé de trois sections se liant entre elles et pouvant se séparer.

209188. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Haake, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couleurs de toutes nuances dites *preciosissimement*, capable d'être appliquées immédiatement, sans addition de liaison, mais simplement délayées dans l'eau froide, et procédé de fabrication de ces couleurs.

209189. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Livtchak, représenté par Bœtcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Cheminée hydraulique.

209190. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Hotz et Lederle, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — In-

strument pour prendre les mesures de vêtements de toute espèce, permettant de déterminer exactement la position des points voulus sur le corps.

209191. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Flynn et Lornie, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Couverture de parquets perfectionnée.

209192. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Benfield, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux fers pour chevaux, mulets et autres animaux.

209193. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Mannesmann (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des essieux et autres pièces analogues avec des éléments tubulaires.

209194. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Hodgson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

209195. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Fabre et Brulé, représentés par Mennons jeune, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Insufflateur à air chaud, à température constante et progressive.

209196. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Tell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Civière universelle pour malades et blessés.

209197. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Eloheimo, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compresseur d'air automatique.

209198. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Reese, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux lampes à gaz régénératrices.

209199. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1890; Pape et Wermann, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pupitre avec carnet se changeant spontanément (automatique), placé à des boîtes aux lettres ou autres choses pareilles.

209200. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; A. Teste fils, Pichat, Morey et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux transports aériens par câbles.

209201. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; C. Garnier et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Transformation des tissus unis ou armurés en tissus crépés imitant notamment le crêpe de Chine ou crépons analogues.

209202. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Gauthier, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil nouveau permettant de fabriquer mécaniquement et sans coups perdus le ruban-velours simple pièce.

209203. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Gauthier, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvel appareil réalisant la fabrication mécanique du ruban-velours simple pièce sans coups perdus.

209204. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Tissieux fils, rue de Sèze, n° 99, à Lyon. — Machine à relier.

209205. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Louis Gille et compagnie (société), représentée par Variot, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Nouveau genre de roses-glantines artificielles.

209206. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Claverie et Ducassou, le premier rue Desfourniel, n° 31, et le second rue Huguerie, n° 21, à Bordeaux. — Nouveau bouton à vis.

209207. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Schlunegger, rue du Chateaur, n° 13, à Besançon. — Système de mouvement de montre avec échappement nouveau.

209208. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Allary, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Barre de sûreté à manœuvre extérieure.

209209. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Chappell, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les bicycles.

209210. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Cayeux, représenté par Dienaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les piquets-tuteurs pour pâturages, espaliers et clôtures.

209211. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Ball, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les jantes de roues.

209212. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Melting, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les dispositifs pour percer des trous carrés ou polygonaux.

209213. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Germot et Lefèvre (société), représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de disques à royaux amovibles applicables aux signaux stationnaires dans le but de faciliter leur entretien.

209214. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; King, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements apportés aux harnais pour chevaux.

209215. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Lambert, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Application nouvelle de l'impression en couleurs à l'édition de la musique pour en faciliter la lecture.

209216. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Meslé, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de raidisseurs pour la tension des fils de fer.

209217. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Fowler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux moyens employés pour protéger les chaudières à vapeur et appareil pour remplir ce but.

209218. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Cahen, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Électromètre pour heures-ampères.

209219. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Rueff, représenté par Casalanga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle disposition de voûtes d'hélices.

209220. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Corrier, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelle boîte à conserves métallique.

209221. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Dehaitre, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de lavage et rinçage continu du linge et autres matières.

209222. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Lindauer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau mode de confection des corsets.

209223. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Tantet et Manon (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Seau-réclame, jouet d'enfant.

209224. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Harburger Gummi-Kamm et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Peigne rond en plusieurs parties.

209225. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Ravasse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Numéroteur pour mandats de poste.

209226. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Ravasse et Marcilly, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à imprimer en taille-douce.

209227. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Guebbard, à Paris, rue Le Goff, n° 6. — Souffle-éclair magnétique inextensible, maniable d'une seule main.

209228. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de traverse creuse en forme de caisse pour chemins de fer.

209229. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Margueritte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de l'antimoine.

209230. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Latour, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-foret ou porte-outil pour fraiseuses, perceuses ou autres machines.

209231. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Aubé et Larriou, rue Castéja, n° 1, à Bordeaux. — Nouvelle application des fluides très volatils à la production de la force motrice.

209232. Brevet de cinq ans, 6 novembre 1890; Freulard, à Saint-Germain-de-Fremey (Eure). — Fabrication d'une charrue connue sous le nom de *charrue système Bordel*.

209233. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Péberay, rue des Bourguignons, n° 118, à Bois-Colombes (Seine). — Panorama se composant de plusieurs panoramas successifs, mouvants, ayant pour but de faire effectuer aux visiteurs, tant par mer que par terre, le tour du monde.

209234. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Mastrozzi, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil d'alimentation automatique à manomètre.

209235. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Boudineau, représenté par Armeugaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Brique chauffeuse à gaine métallique et à porteur mobile.

209236. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; George, représenté par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Nouveau procédé de dégraissage et de lavage des laines et autres matières analogues.

209237. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Kuess, à Paris, rue Bayen, n° 25 quater. — Désinfection des huiles de résine et leur transformation en huiles siccatives, en vernis extérieurs et en huiles lampantes.

209238. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Graeser, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tête de poupée remuant simultanément les yeux et les lèvres et appelant *papa* et *maman*.

209239. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Willer, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au béliet hydraulique.

209240. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Catel et Farcy, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Nouvelle planche à dessin dite *de campagne*.

209241. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Rejchman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'induit pour machines dynamo pour moteurs électriques.

209242. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Nunès, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil de suspension des livres, albums de publicité et articles similaires dans les voitures de chemins de fer et autres véhicules.

209243. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Deitz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cuir verni incassable et imperméable.

209244. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piliers et supports obtenus avec des tubes sans soudure.

209245. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; société dite *Standard Coal and Fuel Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Composé pour le traitement du combustible (A).

209246. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; société dite *Standard Coal and Fuel Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Composé pour le traitement du combustible (B).

209247. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; société dite *Standard Coal and Fuel Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Composé pour le traitement du combustible (C).

209248. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Becquerelle (les sieurs), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de chargement et de déchargement automatiques des wagonnets.

209249. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Morand, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de boucle à débouclage instantané.

209250. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Gutensohn, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Méthode et procédé perfectionnés pour recuire des plaques et feuilles de métal.

209251. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Lucas, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil perfectionné pour placer des pétards ou autres signaux d'alarme sur les rails.

209252. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1890; Dierexsens, représenté par la

société Louis Gudmau et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Évaporateur automatique de parfums liquides.

209253. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Jacquot-Constant, rue de la Madeleine, n° 11, à Arras. — Tourne-feuillets électrique.

209254. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Prokhoroff et Falhberg, représentés par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Système central d'horloges électriques.

209255. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Jeanperrin, à Paris, rue Clavel, n° 1. — Revêtement en caoutchouc des roues, roulettes et boules utilisées dans l'industrie, notamment de celles appliquées aux meubles.

209256. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Roswag, à Paris, rue Compans, n° 91. — Nouveau produit industriel et nouvelle application des toiles métalliques aux attelles-gouttières de campagne en toile métallique pour l'immobilisation chirurgicale des membres.

209257. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Perrin, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Plaques protectrices pour amortir les projectiles de tout genre.

209258. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Considère, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22. — Houppes à système projecteur.

209259. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; d'Eulensfeld, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fer à cheval à crampon de sûreté.

209260. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Kohler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

209261. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Chassagnon, rue Nationale, n° 55, à Ivry-Port (Seine). — Utilisation de la corne dans la confection des chaussures.

209262. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Meyer, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouveau procédé de recarburation pour produire, sans fonte spéculaire, de l'acier de tous les degrés de dureté déterminée, du métal obtenu par l'affinage, soit dans les cornues acides ou basiques Bessemer, soit dans les fours acides ou basiques Siemens-Martin.

209263. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1890; Klotz et Plump, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-plume à réservoir d'encre.

209264. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Moore, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tarares ou nettoyeurs de grains.

209265. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Higgons et Manwaring, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres.

209266. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Léopold, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fermeture pour parapluie.

209267. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Edison, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux méthodes et aux appareils servant à transmettre la force.

209268. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Fouillet-Chevance, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Centimètre-ruban à tube roulis.

209269. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Heim, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de chauffage et de ventilation.

209270. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Seive fils aîné, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Téterelle à amorçage par aspiration auxiliaire.

209271. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Simon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'enveloppement des boîtes de dragées et bonbons de tous genres.

209272. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; société *Sangerhauser Aktien-Maschinenfabrik und Eisengiesserei vorm. Hornung et Rabe* et le sieur Schulze, représentés

par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à conper en tranches ou tronçons la canne à sucre et autres matières.

209273. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; Pinfold, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de métronome.

209274. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Cauchy, à Braux (Ardennes). — Écrou en deux parties, indésserrable pendant les mouvements de trépidation ou autres, et desserrable à volonté.

209275. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Terrin et Verron, boulevard des Dames, n° 47, à Marseille. — Système de garniture métallique dit système A. Terrin et V. Verron.

209276. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Fauchoux, rue des Vignerons, n° 17, à Marseille. — Nouveau mode de suspension de divers appareils et leur transmission de mouvement.

209277. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Hidien, à Châteauroux. — Chaudière démontable, système Hidien.

209278. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Linot, avenue Beaulieu, n° 16, à Nice. — Procédé de rouissage industriel du lin et de tous les textiles sans exception par l'électricité et l'ozone.

209279. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Moussier (M^{lle}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système mécanique et électrique de contrôle des paris mutuels.

209280. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Beltenant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau bouchon pour bidons à pétrole.

209281. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Purbeck, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bouteilles et bouchons de bouteilles.

209282. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Mössner, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Dispositif servant à prendre, à replacer ou à vider de tous côtés les pots et autres ustensiles de cuisine.

209283. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Riby, à Paris, rue Lécuyer, n° 9. — Poulie à double pivotage pour vasistas et autres usages.

209284. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Wright, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à estamper les balles en fer ou acier.

209285. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Wright, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à roder les billes.

209286. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Howieson et Whittelsey, représentés par Pauzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Fabrication des surfaces cylindriques et plus particulièrement celle des cylindres pour calandrer du papier et pour d'autres usages.

209287. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Boucherot, quai d'Asnières, n° 12, à Villeneuve-la-Garenne (Seine). — Disposition permettant d'obtenir, avec une force électro-motrice périodique de valeur efficace constante, une intensité efficace constante, et inversement, avec une intensité efficace constante, une différence de potentiel efficace constante.

209288. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Walker, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de foyer.

209289. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Hard, Franks et Loomis, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à tisser perfectionnée servant à la fabrication des matelas en fil métallique.

209290. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Malmström, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les fusées à percussion.

209291. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; de Ferranti, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les compteurs d'électricité.

209292. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Gottsmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mitre pour cheminées.

209293. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Pelegri, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux appareils immovibles ou mi-rouds.

209294. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Moore, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moulins à cylindres.

209295. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Cleaver et Fassold, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les régulateurs automatiques pour dynamos et moteurs électriques.

209296. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Bolton, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'appareils distillatoires et condenseurs.

209297. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Lunsford, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de machines à faire les cigarettes.

209298. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Tronchon, Comboul et société anonyme la Subérine, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de construction en fer avec remplissage incombustible et aphone.

209299. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Berent, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour le mesurage automatique des liquides.

209300. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Paul, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Cadres en fer plat ajustables pour tendre les ressorts dans les sièges à ressorts, sommiers élastiques, etc.

209301. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Nevill, Brice, Goodnight, Parks et Stocking, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage.

209302. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Mac Nicol et Bernheimer, représentés par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à imprimer les tissus.

209303. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1890; Frostad, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux joints pour pics ou vergues à corne.

209304. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Nuejouis, rue du Château-d'Eau, n° 25, à Bordeaux. — Système de sûreté inviolable pour la fermeture des caisses de toute nature.

209305. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Mayer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Boîte à pier.

209306. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Michelin et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux pompes en caoutchouc durci.

209307. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Japy frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle machine à fabriquer les gonds.

209308. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Grusonwerk (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Frein à friction contre le moyeu, applicable aux pièces d'artillerie.

209309. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Collot, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de projection lumineuse applicable aux balances de précision à l'effet d'obtenir des pesées très rapides.

209310. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Posener, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements dans les pipes, les porte-cigarettes et les porte-cigarettes.

209311. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Pfluger, représenté par la société Elmer et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pipe à tabac combinée avec un fume-cigarette et avec une cartouche changeable à nicotine.

209312. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Smith, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication du fil métallique creux sans couture.

209313. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Schulz, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil d'évaporation rapide.

209314. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 janvier 1904) pris, le 5 novembre 1890, par Parsons, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de turbine à vapeur.

209315. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Lecellier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure à bascule et à pêne tournant.

209316. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Slattey, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux coupes-circuits électriques.

209317. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Wolff, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fume-cigare passe-partout.

209318. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Floquet, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Reconstitution de peaux normales par la réunion de fleurs et de croûtes isolées de provenance quelconque.

209319. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Brier, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Régulateur automatique de pression.

209320. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Eitle, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour le chargement de la houille dans les cornues à gaz.

209321. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Moreau, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 24. — Nouveau système de buvard dit *buvard tournant*.

209322. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Chavaribier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte métallique à double fond tournant pour l'ouverture et la fermeture.

209323. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Hutin et Leblanc, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de traction électrique des véhicules.

209324. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Mathieu, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Spéculum auto-fixateur.

209325. Brevet de dix ans, 30 août 1890; Gros, à Batna (Constantine). — Système de nettoyage des métaux par le brillant du Sahara.

209326. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1890; Desplanque et Verbeke, rue du Collège, n° 151, à Roubaix. — Nouveaux tissus.

209327. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Salendre, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de scies à diamant pour le sciage des pierres.

209328. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1890; Rath, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements apportés aux moules pour vulcaniser les bandages de roues en caoutchouc.

209329. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Waguenaire, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Ourdissoir imprimeur.

209330. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Irvine et Parkinson, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de collier de cheval.

209331. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Lingner et Kraft (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil à moucher les lampes.

209332. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Poltavtseff, à Paris, rue de l'Éstrapade, n° 3. — Gazo-pulvérisateur servant à chauffer toutes sortes de poêles et chaudières par n'importe quel combustible.

209333. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; de Torton (M^{re}), à Paris, rue Guersant, n° 39. — Perfectionnement du parapluie.

209334. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Avrial et Warde, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil producteur destiné à la commande de petits outils ou instruments portatifs quelconques.

209335. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Toby, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme pour la translation automatiques des plaques dans l'appareil photographique dit *le triomphe*.

209336. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; société dite *The Aurora, Engineering joint-stock Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Amélioration dans les fers à repasser.

209337. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1890; A. Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cercles en caoutchouc pour garniture de roues de vélocipèdes et autres véhicules.

209338. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Hirsch et Reinisch, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Macadam de couverture.

209339. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Sandberg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux somniers d'orgues.

209340. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1890; Bergier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil de torsion destiné à la filature de la soie.

209341. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Goy, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil vertical à descendre les sacs.

209342. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Goy, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Empocheuse pour farines et autres matières.

209343. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Viailly, rue Corne-de-Cerf, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux détendeurs de vapeur, régulateurs automatiques de pression.

209344. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Chatel, chemin vicinal de Saint-Joseph, n° 30, à Marseille. — Appareil destiné à augmenter la force et la vitesse dans les vélocipèdes, etc.

209345. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Valetton, place de la Mairie, à Bergerac (Dordogne). — Papier à cigarettes antinicotique.

209346. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Moncharmont et Fesquet, à Béziers. — Appareil de distribution et de contrôle automatiques de sous-lasses, dit *le Sphinx*.

209347. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Ducat, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication du noir décolorant, désodorisant et désinfectant.

209348. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Bourgoïn, rue de Corneilles, n° 31, à Levallois-Perret (Seine). — Nouvel appareil à produire instantanément le gaz d'air carburé pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

209349. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Antrobus, Marsden et Furniss, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnement au mouvement de tension de la chaîne des métiers à tisser.

209350. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Rees, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Crochets et œilletons perfectionnés pour vêtements de femme.

209351. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Scheid, Muller et Schwarz, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fabrication de crins artificiels avec des fibres végétales appropriées.

209352. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Maumené, à Paris, avenue de Villiers, n° 91. — Calorifère mobile sans charbon.

209353. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Bartlett, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les roues à bande ou rebord élastique.

209354. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Thumler, représenté par Brandon et fils à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication des chaînes en verre moulé.

209355. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Delaere et Sole, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle machine dite *machine à sarcler*.

209356. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Howard, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux paliers à billes.

209357. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Schmidt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chronomètre indiquant les millièmes de seconde.

209358. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de montage de rayons de roues de vélocipèdes ou autres véhicules, permettant facilement leur remplacement en cas d'accident.

209359. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Boussereau, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Brûloir à café.

209360. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Enzinger, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à laver les bouteilles.

209361. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; société *Gesellschaft für Linde's Eismaschinen*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil réfrigérant à air.

209362. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Pathé, route stratégique, à Montreuil-sous-Bois (Seine). — Nouveau jeu de billes.

209363. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Gunesch, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour vernir plus rapidement et d'une façon plus durable les véhicules.

209364. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; C. Delescluse et compagnie (société), représentée par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Apprêt et charge des textiles végétaux par les hypoaluminates alcalins.

209365. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Coisset-Dubralle fils, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Fermetures diverses à rivet de plomb pour lampes de sûreté de toutes formes.

209366. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Parigot, Mail-des-Charmillles, à Troyes. — Perfectionnements dans les métiers rectilignes (augmentation de la longueur des revers).

209367. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Vessier (M^{re} veuve), représentée par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Laveur de pâtes raffinées.

209368. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; de Bellomayre, à Paris, rue de Rennes, n° 106 bis. — Instrument appelé *le stadian*.

209369. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Robache, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau système de ressort pour navette de métier à tisser à la mécanique.

209370. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Lisse, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouvelle poupée perfectionnée pour plateau de tour, dite *poupée parisienne*.

209371. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Calmus, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système d'agrafage des buscs de corsets à fermeture automatique et indérochable.

209372. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Meyer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de fermeture de portes.

209373. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Rolland, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 247. — Nouvelle méthode de musique en couleur pour piano et chant.

209374. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Battye, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le mécanisme des freins à pression de fluide.

209375. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Berchtold, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositions de chauffage à l'eau et à la vapeur.

209376. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; société *Gillman et Spencer limited*, représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil perfectionnés pour torréfier ou faire éclater des grains ou des céréales.

209377. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Held, représenté par la société

Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Modes d'attache de la courroie à passée au taquet des métiers à tisser.

209378. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Fréd. Bayer et compagnie (société), représentée par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Procédé pour la préparation de méthyl et d'éthyl-phénacétine.

209379. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Roustau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel organe propulseur et multiplicateur pour vélocipèdes, bicycles et tricycles.

209380. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Dessaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tricycle dit *tricycle hippique*.

209381. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Klinger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouveau système d'indicateur de niveau d'eau pourvu d'un réflecteur approprié.

209382. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Girault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Manchon sphérique destiné à plusieurs usages, notamment aux meules de moulins.

209383. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Richard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau jouet facteur tricycliste à conducteur mouvementé.

209384. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production d'un nouveau pyrazolon.

209385. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production de sodium formyl-phénylhydrazine et d'alkyl-phénylhydrazine symétrique.

209386. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Bisson, représenté par Lanier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 147. — Râpoir à chocolat et autres matières similaires.

209387. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Batallé, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour améliorer, conserver et vieillir les vins.

209388. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Von Munchhausen (M^{re}), représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein avec mécanisme de roues à chaînes.

209389. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Heinsdorf, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil servant à examiner les grains de blé.

209390. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Calantariens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la méthode et les moyens de préparer et d'entretenir des surfaces destinées au skating ou patinage.

209391. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Plessy, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de molettes métalliques estampées pour jumelles de théâtres, longues-vues, etc.

209392. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Rotten, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de teinture à la cuve pour matières textiles de toute espèce.

209393. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 juillet 1905) pris, le 10 novembre 1890, par Schwarzenbach, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Tuyau imperméable pour pompes à incendie et autres usages analogues.

209394. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Holdsworth (les sieurs), représentés par Banmann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements dans la construction de crampons pour fers à cheval ainsi que dans celle des fers à cheval permettant d'y rattacher vivement les crampons.

209395. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Wolpert, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Mécanisme de sonnerie de sûreté pour portes d'appartement.

209396. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Riese, représenté par la société

Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à faire des rainures.

209397. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Schoop, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des électrodes pour batteries électriques.

209398. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Henning, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tambour tournant à circulation d'air perfectionné pour le maitage pneumatique.

209399. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Salzmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication du fil de coton teint.

209400. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Lanchester, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils moteurs à gaz.

209401. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Rauppach et Bergel, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication d'une colle caséine (gomme caséine) libre de petit lait, et emploi de ce produit pour diluer les couleurs ou recouvrir des surfaces peintes ou vernies, ainsi que dans diverses branches d'industrie, telles que la fabrication des textiles, du papier, etc.

209402. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Kufner, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et machine pour tailler en biais et dorer les bords des cartes de tous formats.

209403. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Perrusson, à Fontasie (Charente). — Système nouveau de tuyaux à emboîtement dits *tuyaux à double emboîtement, à mortaises à joints hermétiques*.

209404. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Perrusson, à Fontasie (Charente). — Nouvelle filière dite *filière à extension ou rétrécissement progressif et instantané*.

209405. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Jubert, rue de Tilloy, n° 57, à Reims. — Machine à confectionner la lisse métallique faite avec deux fils simples de métal, l'un très petit et l'autre de la longueur de la lisse.

209406. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Steel, avenue Alsace-Lorraine, n° 8, à Grenoble. — Appareil destiné au foulage des peaux et désigné sous le nom de *Stampider*.

209407. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Cauchille-Delanoy, rue d'Arcole, n° 66, à Lille. — Casse-fil, appointe-fil et applications.

209408. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1890; Schiaffino, à Alger. — Caisse réfrigérante pour conserver le poisson à l'aide de glace.

209409. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Despau, à Tarbes. — Système de confection de balles pressées de fourrage de toute nature, renfermant un nombre déterminé de rations distinctes et complètes en denrées, à l'état naturel, pour l'alimentation des chevaux, mulets, etc., dites *balles fourragères de campagne*.

209410. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Défontaine, élisant domicile chez le sieur Tranquet, à Paris, rue du Pont-Neuf, n° 18. — Perfectionnements apportés aux brouettes.

209411. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Défontaine, élisant domicile chez le sieur Tranquet, à Paris, rue du Pont-Neuf, n° 18. — Perfectionnements apportés aux auges et mangeoires, des caisses de brouettes, de wagonnets, de civières et autres objets ou récipients emboutis sans découpage de la tôle et d'une seule pièce.

209412. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 juin 1904) pris, 11 le novembre 1890, par Ball, représenté par Lombard-Benneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés aux bandages en caoutchouc ou autres matières élastiques pour roues.

209413. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Bezault, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 82. — Nouveau système de monture de boutons de portes à ajustement variable.

209414. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Grand, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 4. — Nouvelle forme de publicité parlée.

209415. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Coomes et Hyde, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements dans la fabrication et dans le procédé de la trempe de l'acier.

209416. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Duconseil, à Paris, rue de la Chapelle, n° 106. — Perfectionnements dans la propulsion des vélocipèdes, voitures et machines diverses.

209417. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Monroe, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de herse tournante.

209418. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Gigot et Alavène, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 52. — Nouvel appareil appelé *rouleaux à méandres distillateurs rectificateurs*, destinés à distiller et rectifier toutes espèces de liquides fermentés ou non, provenant de n'importe quelles substances, soit tubercules, soit fruits ou fleurs, etc.

209419. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Fullarton, représenté par Émile Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans le traitement et l'épuration des minerais phosphatés.

209420. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Knoch, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de commutateur.

209421. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Monti, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Obturateur photographique perfectionné avec propulseur d'air à piston.

209422. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Fiske, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux appareils pour trouver la portée et la position d'objets éloignés.

209423. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Farmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés à la fabrication des plaques propres à la gravure, la stérotypie et l'électrotypie.

209424. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Blondeau, représenté par Armeigaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux bretelles de pantalons.

209425. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Uhlenbroich, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine à battre les œufs en neige.

209426. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société dite *The American screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les matrices pour la fabrication des vis à bois laminées (57).

209427. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société dite *The American screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les boulons à vis et dans les matrices destinées à leur fabrication (59).

209428. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société dite *The American screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les matrices à laminer les vis à bois (60).

209429. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société dite *The American screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les matrices pour la fabrication des vis à bois laminées (61).

209430. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société dite *The American screw Company*, représentée par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les plans de vis et dans les matrices pour laminer les vis à bois (63).

209431. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Greenwald, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécaniques pour cravates.

209432. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Piat, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux procédés de moulage.

209433. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Balogh de Galantha, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Brosse à dents rotative, dite *rotifère*.

209434. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Callahan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les traverses métalliques pour chemins de fer.

209435. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils de mesure d'électricité.

209436. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Flügge, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour préparer une solution concentrée non alcoolique de la résine de myrrhe.

209437. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Lehmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Conservation du lait condensé en combinaison avec le chocolat pour former un chocolat lacté.

209438. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société *The Phonopore syndicate limited*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les récepteurs télégraphiques.

209439. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; de Haan et Jacobs, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la conservation des aliments.

209440. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Gathmann, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le chargement des pièces d'artillerie.

209441. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; société *Kommanditgesellschaft für Popp'sche Druckluftanlagen August Riedinger und C.*, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Moteur à air pour machines à condre et autres applications analogues.

209442. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Poure O'Kelly et compagnie (société), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau porte-plume cache-plume.

209443. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Paulik, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les fermetures de burettes.

209444. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1890; Eichert, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositif d'arrêt ou parachute élastique pour cages d'extraction.

209445. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Legat fils et Marloy, le premier, rue Croix-d'Anzin, à Valenciennes; et le deuxième, à Anzin (Nord). — Système de tuyau en fer avec ailettes en tôle soudées sur ce tube.

209446. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Deleplanque, rue Guillaume-Wernier, n° 39, à Fives-Lille (Nord). — Perfectionnements dans les mécaniques Jacquard pour la fabrication des rideaux de guipures.

209447. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Dujardin, à Lille. — Distribution à obturateurs concentriques.

209448. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; A. Auger et compagnie (société), rue Haute-du-Trépié, n° 1 et 3, à Nantes. — Défendeur.

209449. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Poulet et Fontaine, élisant domicile chez la dame Caux, à Paris, rue Malebranche, n° 13. — Manège vertical perfectionné.

209450. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Mandl, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé perfectionné de brassage.

209451. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Roulin, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements apportés dans la fabrication et le montage des boutons à têtes et patins séparables ou divisibles.

209452. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Bourré frères (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle application de la teinture sur les tulles et dentelles mécaniques.

209453. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Leather, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux procédés de ventilation ainsi qu'aux appareils servant à cet effet.

209454. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Sarton, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau fusil de chasse et de guerre.

209455. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 avril 1904) pris, le 12 novembre 1890, par Sample, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. —

Méthode et appareil perfectionnés pour le traitement des chevaux et autres animaux dans le but de les dresser ou de les maîtriser.

209456. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Ronino, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil vaporisateur instantané pour chaudières à vapeur, système A. Bonino.

209457. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Rousseau et Derker, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Extraction du sucre de la cossette de betterave additionnée ou non de mélasse, par procédé de diffusion à batterie double de six, sept ou huit diffuseurs.

209458. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; société anonyme des parfums naturels de Canne, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Purification des corps gras extraits par les dissolvants volatils.

209459. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Placet et Bonnet, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à l'électrolyse en général et particulièrement à l'électrolyse des métaux.

209460. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Lefranc et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte avec tiroirs se déployant automatiquement.

209461. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Espian, représenté par Chapuis, à Paris, rue de la Tour, n° 37. — Système de tramway aérien.

209462. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Fischer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux crics.

209463. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Mac Intire, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux jonctions de fils.

209464. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Weyl, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de navire destiné à la navigation maritime et fluviale.

209465. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Bürsten et Pinselabrik Donaueschingen [Mez et compagnie] (société), représentée par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines servant à enfoncer les loquets de soies ou autres matières dans la fabrication des brosses et des balais.

209466. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Portanier, à Brassac-les-Mines (Puy-de-Dôme). — Article passementerie-fourrure.

209467. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Patin, à Fontaine-le-Bourg (Seine-Inférieure). — Procédé de frein équilibrant pour voitures à deux roues.

209468. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Vissac et Turpin, rue de Paris, n° 284, à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Inférieure). — Système d'emballages articulés pour vélocipèdes de tous genres, tels que bicyclettes, bicycles, tricycles et tandems.

209469. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; A. Clément et F. Manaud (société), rue de Maubourguet, n° 27, à Bordeaux. — Nouvelle méthode de publicité applicable sur les candélabres des voies publiques.

209470. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Pepin aîné, rue Notre-Dame, n° 110, à Bordeaux. — Perfectionnements apportés aux têtes de soufflets, pompes ou toute autre machine, et appareil de compression servant à envoyer l'air ou tout autre gaz dans les fûts afin d'en chasser le liquide par la pression fournie.

209471. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Zaboklicka (M^{re}), à Paris, rue Lamandé, n° 4. — Modifications aux poêles de faïence.

209472. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Puigarnau, Roldos et compagnie (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à fabriquer les cigarettes à pointes fermées.

209473. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Van Sluys et Steffelaar, représentés par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Supports articulés pour chaloupes, disposés sur le pont des navires.

209474. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Lamp'l, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Caractères d'imprimerie pour affiches.

209475. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Schollmeyer, représenté par

Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements apportés aux fermatures de tonneaux.

209476. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Gourde, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de coudreuses perfectionnées pour la préparation des peaux.

209477. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Tabary, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Foyer perfectionné à utilisation complète de la chaleur.

208478. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Calage, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tourniquet amovible destiné au serrage des prolonges des chargements de paille ou autres sur les wagons de chemins de fer, dit *Tourniquet Calage*.

209479. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Dulac, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour rendre malléables la terre glaise, le kaolin et toutes les argiles en général.

209480. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Diedrich, Fournier et Leclère, à Paris, rue Saint-Amand, n° 12. — Nouveau système de tiroir équilibré.

209481. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Ulbrich, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Bouton de col pour la fixation des cravates.

209482. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Grün, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux métiers à filer continus à anneaux.

209483. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Chapman, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Seringue de poche à réservoir de liquide.

209484. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Frascara, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disposition spéciale pour les tours cuirassées.

209485. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Fouquet et Frauz (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fraiser des trous polygonaux.

209486. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Monfils, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de clapet pour pompes de condenseurs et autres.

209487. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Simpson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés au traitement de certains minéraux ou de scories contenant du phosphate de chaux, dans le but d'obtenir : 1° ce dernier produit à l'état concentré, avec ou sans production d'alcali comme sous-produit; 2° de l'alcali et du sulfate de chaux, sans traiter le phosphate de chaux, ainsi qu'aux appareils servant à cet effet.

209488. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; compagnie dite *The Gas lighting Improvement Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la carburation des gaz des houilles et autres.

209489. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Lévy-Samson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de traitement des matières organiques en vue de la production industrielle d'un noir décolorant.

209490. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Storz et Leidenthal, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les assemblages de tuyaux souples pour conduites d'aspiration et de refoulement à haute pression.

209491. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Bally, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fermeture pour ceintures.

209492. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; C. Heckmann (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour extraire l'acide stéarique des acides sébaciques bruts.

209493. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1890; Köster, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Dispositif de sûreté destiné à éviter le desserrage d'écrous.

209494. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Bermont, représenté par Baf-

land, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 27, à Lyon. — Application à la commande des voitures, vélocipèdes, canots, etc., d'une transmission de mouvement par galets de friction.

209495. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Duport, représenté par Buffaud, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 27, à Lyon. — Perfectionnements apportés dans les métiers à passementerie.

209496. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Gervat, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Compteur horo-kilométrique ou horo-dynamique applicable aux voitures et à l'industrie.

209497. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Joseph Mosoni et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux pulvérisateurs.

209498. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Sival, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux métiers *Leavers* et *Go through Leavers*.

209499. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Lauridan, rue Jacquard, n° 50, à Roubaix. — Régulateur pour accorder les saxophones.

209500. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Lhuillier, élisant domicile chez le sieur Lonis Lhuillier, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 5. — Baratte.

209501. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Flisseau, représenté par Gallois, à Paris, rue de Maubeuge, n° 81. — Système de rame renversée.

209502. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Fairbairn, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, 59. — Perfectionnements aux machines à forger et à finir les balles, projectiles et autres articles analogues.

209503. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Hablitzel, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Système perfectionné de rabots et son application à un outil à raboter les parquets.

209504. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Weidl, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements apportés à l'attelage latéral des wagons de chemins de fer.

209505. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; May, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Dispositif pour fabriquer le sucre en barres.

209506. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Nagel, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bretelles hygiéniques.

209507. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Gamant et Tourbier, rue des Entrepôts, n° 2, à Saint-Ouen (Seine). — Roues hydrauliques à aubes mobiles.

209508. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Japy frères et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements dans les pompes dites à *battants à double effet*.

209509. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Cormier, à Paris, rue de Charleval, n° 184. — Sacs et papiers renforcés.

209510. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; J. Convers et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Clou ou pointe à deux têtes.

209511. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Enfer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Four perfectionné à chauffer les rivets, applicable aux soufflets de forges portatives ou autres de tous systèmes.

209512. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Souchet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'encriers en pâtes diverses avec garnitures de fleurs et feuillages en celluloid, porcelaine, etc.

209513. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Mackintire, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du fer et de l'acier.

209514. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Winkler, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, 2. — Méthode pour produire le remplissage des entrevous.

209515. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Josz, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés au débrayage de transmission de mouvement.

209516. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Frascara, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Disposition pour abaisser et élever les coupoles cuirassées pour canons.

209517. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Davies, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux coussinets de chemins de fer.

209518. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Degrémont-Samadén, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graisseur continu à lubrifiant consistant.

209519. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Guinon, Picard et Jay (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Préparation de nouvelles matières colorantes jaunes.

209520. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Skucik et Jelen, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à teindre les peaux.

209521. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Wiegand, représenté par Josse, à Paris, rue de Bondy, n° 48. — Perfectionnements dans l'art de la télégraphie et de la téléphonie et dans les appareils qui s'y rapportent.

209522. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Hicks et société *The Ale and Beef Company*, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boisson tonique et stimulante composée d'ale et de bœuf peptonisé.

209523. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1890; Brown, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour charger les hauts fourneaux d'une manière régulière.

209524. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1890; Guillen, à Paris, rue Troyon, n° 1. — Appareil à saturer les liquides de gaz enmagasinés sous fortes pressions.

209525. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1890; Salade, rue Charras, n° 11, à Marseille. — Application du bourrelet *l'indispensable*, à tige-baguette.

209526. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1890; Gérard, à Dôle. — Système d'éplucheur pour légumes.

209527. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Bruel et Brunat (société), à Moulins. — Rouleau à articulations.

209528. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Corbon, à Pernes (Vaucluse). — Fabrication d'un pain de conserve.

209529. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Rémy, rue des Fonderies, n° 125, à Rochefort (Charente-Inférieure). — Bandage herniaire avec pelotes en caoutchouc à air comprimé.

209530. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Pahl et Ingwersen (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîte à conserves pour grenades et autres matières comestibles.

209531. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Échavidre, à Paris, rue Pernelle, n° 8. — Procédé pour la décomposition des chlorures de sodium en ses éléments par l'action d'oxydes métalliques solubles dans la soude caustique et incessamment régénérés.

209532. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Benker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de régénération des produits nitreux et d'absorption d'autres vapeurs acides.

209533. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Rabanié, au Carbon-Blanc (Gironde). — Bouillie bordelaise concentrée soufrée.

209534. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Jobard, avenue de la République, n° 27, à Vincennes (Seine). — Procédé économique de fabrication du chlorate de potasse et de ses dérivés.

209535. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Holzmänn, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Enveloppe de sûreté.

209536. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Christy et société Goordiat frères, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication et application d'un nouveau produit industriel substitut de la gutta-percha, du caoutchouc et des tissus huilés et transparents, applicable également à divers autres usages.

209537. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Davoust, représenté par Ar-

menginad jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de festons vernés.

209538. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Silver et Ritchie, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Article remplaçant le papier à tapisser et pouvant ainsi servir aux parquets et autres couvertures ornementales.

209539. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Worms, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bealon de sûreté économique.

209540. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Robert Lasne et compagnie (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation des boues pauvres contenant du phosphate provenant de l'enrichissement des argiles phosphatées.

209541. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Rohrbach, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lanery, n° 10. — Agrafe de corset perfectionnée.

209542. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Bachelier, à Paris, place de Valois, n° 3. — Application nouvelle du cellulose, poudre brune ou noire qui entoure les fibres de la partie filamenteuse de l'enveloppe du fruit du cocotier, vulgairement connu sous la dénomination de *cofferdan*, pour l'extraction des parties aqueuses de tous les corps.

209543. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Hook, représenté par Danzer, à Paris, rue de Flammange, n° 9. — Perfectionnements aux moyens servant à fermer des enveloppes de lettres, des bandes de journaux et autres pièces analogues.

209544. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Hausmann, représenté par Bronden et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux réflecteurs.

209545. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; société dite *The Vanishing Dress Sizing Company limited*, représentés par Menath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements apportés aux mannequins pour jupes.

209546. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Louis Bechet et compagnie (société), à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 36. — Appareils permettant de chauffer et de refroidir successivement et à l'abri du contact de l'air, le lait et autres liquides.

209547. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Mac Cord, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Attelage de wagons.

209548. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Dérge, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif porte-craie pour tailleurs.

209549. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Rutter, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux lances et autres machines à déclenchement automatique au moyen d'une pièce de monnaie.

209550. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Rallet (M^{me} veuve), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mouleur pour cannaue.

209551. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Pierson et Couher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres.

209552. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Wilbault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cuir végétal imputrescible, imperméable aux corps gras, non hygrométrique, hydrofuge et d'un collage facile et une peinture portative.

209553. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Frémont, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil pour l'extraction du suc gastrique, la lavage et l'insufflation de l'estomac.

209554. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Bourseul, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau système d'électrophone.

209555. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Rylands, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans le bouchage des bouteilles, bocaux et autres récipients analogues.

209556. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Teillac, à Paris, rue Sauffroy

prolongée, n° 21. — Appareil de chauffage mobile (poêle à siphon système Teillac), avec ou sans tuyaux et grille automatique indiquant la quantité de charbon contenue dans le foyer.

209557. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Brejon, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à affûter les scies circulaires pour os, corozo, buis et autres matières.

209558. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Decœur, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Porte-cigares, porte-cigarettes et embouchures de pipes à action réfrigérante.

209559. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Strohbach, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Canne-parapluie.

209560. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Bonamy, à Paris, rue de l'Arbalète, n° 39. — Système de sommier métallique avec fils ondulés à plat.

209561. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Arpin, représenté par Damas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Utilisation et désulfuration des résidus de la distillation des lignites en vases clos pour la fabrication du charbon artificiel dit de Paris.

209562. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Maass, représenté par Damas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux mécanismes d'arrêt pour châssis et volets à coulisse.

209563. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Vicher, représenté par la société Berson et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 23. — Système de robinet sans presse-étoupe et à étanchéité parfaite.

209564. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Clegg, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil d'arrêt par freins et de mise en marche pour voitures de tramways et autres véhicules similaires.

209565. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Delrue, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux appareils pour savonner et polir les glaces, pierres, marbres, etc.

209566. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Nainville, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de siphon à cloison amovible.

209567. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Sellier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système et appareil giratoire mécaniques pour presses photographiques à copier.

209568. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Jossier de Brancion, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Canalisations électriques souterraines.

209569. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Marquès, à Paris, boulevard de Ménilmontant, n° 143. — Moteur éclair produisant le travail sans dépenses.

209570. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Mackie (M^{re}), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les appareils bouilleurs à laver et blanchir.

209571. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Oddie, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines rotatives destinées à servir de pompes ou à d'autres usages.

209572. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Haumann (les sieurs), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de préparation d'une masse en caoutchouc et de plaques en caoutchouc imperméables à l'eau, et mode d'emploi desdites masses et plaques.

209573. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Favre et Savourat, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application du maïs malté par le procédé Favre à la fabrication de la bière.

209574. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Oudschans, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau mode de publicité au moyen du linge de table destiné aux hôtels, cafés, restaurants, pensions, etc.

209575. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Saunders, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de casier roulant pour l'étalage de la chaussure.

209576. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Saltkorn et Nicolai, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et machine à fixer les angles des boîtes en carton.

209577. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Tiedemann, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil mélangeur pour les machines continues servant à la fabrication des liquides contenant de l'acide carbonique.

209578. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Rudel, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de préparation des fibres végétales à la filature.

209579. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Lukin et Baker, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de roues pour bicyclettes, tricycles et autres vélocipèdes ou autres véhicules.

209580. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Watson (les sieurs), représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les plaques de tamisage ou plaques à boutons pour l'épuration de la pâte à papier, pâte de bois et autres analogues.

209581. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Curtius (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé et installation pour la fabrication de l'outremer.

209582. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Lebedeff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour l'extraction des métaux des matières qui les contiennent à l'état d'oxydes.

209583. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Perry, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur d'alimentation électrique.

209584. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1890; Case, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils pour bluter et sasser la farine et autres matières.

209585. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Druy, avenue Faidherbe, n° 19, à Rosendaël (Nord). — Allume-feu hygiénique parfumé.

209586. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Leleu (les sieurs), rue de Valenciennes, n° 58, à Raismes (Nord). — Système nouveau de distribution applicable aux machines à vapeur rotatives.

209587. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Guerre, rue du Pont-Neuf, n° 7, à Lille. — Perfectionnements dans la fabrication des toiles et tissus quelconques.

209588. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Cravatte, à Vrine-aux-Bois (Ardennes). — Perfectionnements dans la construction des roulettes de bois de lits ou autres meubles, dites *roulettes à canon*.

209589. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Rittersbach (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux coussinets de voies ferrées.

209590. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Miller, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de forme pour la chaussure.

209591. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Beth, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les filtres épurateurs d'air.

209592. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Flinsch, représenté par la société Elaner et Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Matière de pansement désignée comme *coton aseptique de Flinsch*.

209593. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Soury, représenté par Parmen-tier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Genre de récipient invisible disposé pour être placé dans l'intérieur de tous bijoux.

209594. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Langenberg, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fixation des lames de couteaux de poche et des scalpels ou couteaux employés en chirurgie.

209595. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Injecteur de vapeur à réglage automatique pour production du gaz pauvre.

209596. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; société dite *National Pneumatic Tool Company*, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les outils pneumatiques.

209597. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Bott, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans la fabrication des plaques de blindage Compound et d'articles similaires.

209598. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; d'Espinasse, Achard et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux machines à scier la pierre.

209599. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Bailly, à Paris, boulevard des Capucines, n° 35. — Nouveau steamer à quilles membrures mobiles et bi-latérales, à faible tirant d'eau.

209600. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Hochedez, à Paris, rue de Cléry, n° 88. — Verron de sûreté à gorges et à condensation verticale.

209601. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Gicéri, Fritz, Miège et Raymond, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 31. — Jeu de tonnelets.

209602. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; société dite *Ethmore's French Patent Copper Depositing Company limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour la fabrication de tuyaux, plaques, rubans et fils en cuivre par l'électrolyse.

209603. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Hardy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système et appareil pour la production du froid et de la glace.

209604. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Turnbull, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux roudelles d'arrêt.

209605. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Sheldon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les signaux de chemins de fer.

209606. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Wesson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les projectiles pour l'artillerie comme pour les armes portatives.

209607. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Schmidt et Silsbee, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des chemins de fer.

209608. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; société dite *The General Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bouchons de bouteilles et dans les mécanismes servant à y insérer des tenons de fils métalliques.

209609. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; société dite *The General Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux outils servant à former les cols des bouteilles de verre.

209610. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; société dite *The General Bottle Seal Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bouchons de bouteilles.

209611. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Lake, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de chambre à vide.

209612. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Achard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné au réchauffage instantané des boissons.

209613. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Groke, représenté par la société Bléry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositions et procédé pour fabriquer des objets en pierres, des plaques, des carreaux, etc., à surfaces colorées en toutes matières convenables.

209614. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Vives et fils frères (société), représentée par la société Bléry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre à marche continue et régulière pour vins, eaux-de-vie et liqueurs.

209615. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Waddehl, représenté par la so-

cité Bétty aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les signaux électriques des voies ferrées.

209616. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Sharpnack, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements aux régulateurs pour les moteurs à gaz.

209617. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Lemp, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs aux appareils destinés au soudage, au forgeage et autres opérations pour travailler les métaux.

209618. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Thomson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au soudage des métaux par l'électricité.

209619. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Tatro, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les sacs ou valises destinés au transport des lettres.

209620. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Sterling, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositifs frappeurs.

209621. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Sterling, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement aux perforatrices.

209622. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Sabers, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les tourillons à friction.

209623. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Scellier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de tuyaux à joints en caoutchouc.

209624. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Thomson et von Koller, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les boutons-poussoirs pour circuits électriques.

209625. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Worms, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un nouvel alliage à base de plomb pour accumulateurs électriques et autres usages.

209626. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Egrot et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Épurateur-filtre.

209627. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Michet et Virfolet, à Villefranche (Rhône). — Tube de sûreté pour le transport et la manutention des vins ou autres liquides en fermentation.

209628. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1890; Pessat neveu, rue des Forces, n° 4, à Lyon. — Perfectionnement à un carton-caisse bordé en bois se repliant sur lui-même.

209629. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Barthès et Palmade, allées des Capucines, n° 5, à Marseille. — Café instantané.

209630. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Pfeiffer, à Châtelleraut (Vienne). — Moteur hydraulique.

209631. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Wilh. Wolthaus et compagnie (société), représentée par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les métiers Jacquard permettant la réalisation d'une économie de cartons.

209632. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Collingridge, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 12. — Appareils et accessoires perfectionnés relatifs à l'utilisation des gaz (notamment le gaz hydrogène), applicables à la génération de la vapeur.

209633. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Étienne-Piedboeuf, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Système de crosses de porte, à tige libre.

209634. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; société Read Holliday and Sons limited, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication de matières colorantes et dans leur application à la teinture ou à l'impression de la laine et d'autres fibres textiles.

209635. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; société anonyme des ardoisières de Deville, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. —

Procédés nouveaux d'agglomération pour l'obtention d'un produit nouveau dit *ardosine*.

209636. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Webb, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Système d'éclairage au gaz pour voitures d'omnibus et autres.

209637. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Zandt, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Compteur mécanique.

209638. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Edgell, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil destiné à peser des quantités de sucre en poudre, de thé et d'autres substances.

209639. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Gibault et Le Blanc, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication de joints de tuyaux et plus spécialement de celui connu sous le nom de *joint universel Gibault*.

209640. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Picard, représenté par Thizion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de télégraphie et de téléphonie simultanées sans anti-inducteurs.

209641. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Heller, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour le traitement du gypse.

209642. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Massonneau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à double courant vertical d'air surchauffé pour la dessiccation continue des cossettes et autres matières et pour autres usages.

209643. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Harmel frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau tissu-fourrure.

209644. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Landry et Dechavannes (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Album démontable.

209645. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Bernard, rue du Ruisseau, n° 49 bis, à Nancy. — Mode de fabrication de sable de rivière par une machine à broyer le sable brut et réduisant les graviers à une dimension donnée au moyen de quatre cylindres broyeurs.

209646. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Farenc, à Saint-Macaire (Gironde). — Chenet-bouillotte.

209647. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Roche, élisant domicile au siège de la société « les fils de Léopold Picard », à Paris, rue d'Aboukir, n° 45. — Toile imperméable pour bâches.

209648. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Carpentier, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Système d'entraînement par encliquetage pour vélocipèdes de tous genres.

209649. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Grezard, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Système de palissage économique de la vigne, avec piquets en fer à T sans scellement.

209650. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Gauvin et Miguet, à Paris, rue Nollet, n° 97. — Fer à onduler pour la coiffure de dames.

209651. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Ravasse, représenté par Brunck, à Paris, rue de Crimée, n° 99. — Nouveaux tableaux indicateurs des départs pour chemins de fer, compagnies de transports et autres applications.

209652. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Bernard, représenté par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau moyen de transport de l'énergie calorifique à longue distance par circulation à haute température de corps appropriés à l'état liquide, applicable à la distribution de la chaleur dans les villes et plus spécialement au chauffage domestique et aux établissements publics et industriels.

209653. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Génot, à Paris, quai des Orfèvres, n° 52. — Timbres de poche à tampon mobile suspendu.

209654. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; L'Épée, représenté par Armén-

gand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'urinal destiné aux malades, infirmes, etc.

209655. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Levat, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau compresseur d'air à distribution instantanée.

209656. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Wood, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Mégenta, n° 11. — Procédés et appareils de fumivorté applicables aux carneaux, foyers, etc., de chaudières à vapeur et autres.

209657. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Bernier, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application aux rideaux de cheminées, à poids ou à crémaillères, d'un dôme aspirateur empêchant les cheminées de fumer.

209658. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Buschbacher, représenté par la société Blétry aîné et Morel à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à repulsion.

209659. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Wichelmann, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à teindre les cheveux.

209660. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Ribard, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Presse filtrante automatique à clapet régulateur, système Paul Ribard.

209661. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Herfurth, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la fabrication des bas.

209662. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Yagn, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau type de bandes en caoutchouc pour roues de voitures et leur mode d'attache.

209663. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Ernst, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Étrier de sûreté.

209664. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Saint-Albin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'imperméabilisation des métaux et autres matières.

209665. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 octobre 1904) pris, le 20 novembre 1890, par Whitburn, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chandelier perfectionné.

209666. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Jacomet, à Sainte-Marthe, banlieue de Marseille. — Tour à cric à deux définitions.

209667. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Junca (M^{re}), rue Paradis, n° 332, à Marseille. — Utilisation de la force perdue de l'eau des surverses de chaque maison et de l'eau d'arrosage avant son emploi.

209668. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; société générale des cirages français, représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 34. — Nouveau mode de sertissage appliqué aux boîtes à conserves.

209669. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Knoop, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil contrôleur à signal sonore pour la distribution des billets de tramways, d'omnibus, etc.

209670. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Chauveau, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 105. — Nouveau moteur à gaz, à consommation réduite et à marche régulière, sans réfrigérant.

209671. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Nadal, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Essieu patent à graisse.

209672. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Harper, représenté par Carénon, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans les lampes à arc électriques.

209673. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Buecher, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Procédé de fabrication de moellons en chaux (sulfate de) ou plâtre.

209674. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Tommasi, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouvelle lampe électrique pour mineurs.

209675. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Base, représenté par Lafontaine,

à Paris, rue Le Paletier, n° 22. — Moyen d'attacher les verres des lunettes et des pince-nez.

209676. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Lantz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux moule-chargeurs et ascenseurs mécaniques.

209677. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Simmons, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux appareils de sauvetage pour incendies.

209678. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Piat, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés de moulage.

209679. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Ferrari et Leprou, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

209680. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 août 1904) pris, le 21 novembre 1890, par Thompson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux bicycles.

209681. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Andrews, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux vis, vis à chasser, tiges de vis pour articles divers et tiges de vis applicables aux outils à percer, aux tarières, aux mèches à fraiser et dans tout but similaire.

209682. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Hittier, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de bouteille inviolable pour la garantie de la provenance des produits qu'elle renferme.

209683. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Schweers, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Dispositif de débrayage et d'embrayage des commandes doubles de vélocipèdes.

209684. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Bouvier, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Nouveau système de bascule applicable à toutes espèces de ratières ou nasses.

209685. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1890; de Vigan, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils à nettoyer, glacer et polir le riz.

209686. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1890; Fox, à Sedan. — Fabrication d'un procédé de fermeture de persiennes de toutes formes et de toute nature.

209687. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1890; Juste et Burlat, représentés par Delorme, rue Gambetta, n° 14, à Saint-Étienne. — Nouveau procédé de la fabrication à froid des clous à ferrer les chevaux, brufs, etc.

209688. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Valfort, rue de Lyon, n° 26, à Saint-Étienne. — Bouillotte dite *bouillotte Valfort*.

209689. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1890; Chapeau-Delon, rue Violette, n° 13, à Saint-Étienne. — Fusil à canon fixe se chargeant par la culasse, d'un et de deux coups, sans platines et sans chiens, système Chapeau-Delon.

209690. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Réotor, place Raspail, n° 9, à Lyon. — Nouvelle batteuse de cocons dite *l'incomparable*.

209691. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Polaud, rue Bachais, n° 5, à Lyon. — Flotteur servant au sauvetage, à la guerre et à la chasse.

209692. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Guerre, rue du Pont-Neuf, n° 7, à Lille. — Accumulateur électrique.

209693. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1890; de Surmont, rue Nationale, n° 72, à Lille. — Fourneau de cuisine appelé *fourneau de cuisine tubulaire*.

209694. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Combet, rue de l'Alma, n° 229, à Roubaix. — Production sur fibres de couleurs azoïques nouvelles.

209695. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Damancy, à Lons-le-Saunier. — Pulvérisateur destiné à combattre les maladies des vignes et autres végétaux.

209696. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Blampied, faubourg Delahaye, n° 12, à Dieppe. — Appareil destiné à la suspension et au maintien des embarcations de sauvetage.

209697. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Baudoin, au Nouvion-en-Thiérache (Aisne). — Nouvelle machine à écrire à caractères typographiques, dite *la comptéte*.

209698. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Carde, quai Deschamps, n° 17, à Bordeaux. — Coulisse de fit.
209699. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Carde, quai Deschamps, n° 17, à Bordeaux. — Coulisse de table.
209700. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1890; de Lescauble, à Saint-Denis (île de la Réunion). — Nouveau mode de préparation de la vanille.
209701. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Henriot et Godard (société), étant domicile chez le sieur Escoffier, à Paris, rue Guichard, n° 10. — Calendrier simple ou à réclames exécuté en forme de livre et muni d'un appareil spécial l'empêchant, une fois ouvert, de se refermer de lui-même.
209702. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Bru, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 2. — Application d'un robinet distribuant trois liquides différents par le même orifice à tous les réservoirs en général et particulièrement aux caves à liqueurs ou à parfums.
209703. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Ibes, représenté par Weil, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13. — Nouvelle arme de guerre dite *sabre-résolbor* ou *latta Ibes*.
209704. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Foveau de Courmoullles, à Paris, rue du Printemps, n° 7. — Appareil pour le transport électrique des médicaments dans le corps humain.
209705. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Delamotte (M^{me} veuve), rue de la Pompe, n° 107, à Paris-Passy. — Système de publicité par les tickets de chemins de fer, tramways, correspondances d'omnibus ou tous tickets similaires.
209706. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Kirschner, représenté par Dauter, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Volant cardeur pour coton, système Aug. Kirschner.
209707. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Rohbergel, représenté par Parnmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau procédé de fabrication de l'épingle de sûreté.
209708. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Lea, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à coudre.
209709. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Nuttall, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à coudre les cartons des métiers Jacquard.
209710. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Veisseire, à Paris, quai de Valmy, n° 39. — Perfectionnements formant un nouveau système de montage de procédé de queues de billard.
209711. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Morel, représenté par Armaingaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à tisser et séparer les matières sèches ou humides.
209712. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; société centrale de construction de machines et le sieur Benjeur, représentés par Armaingaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau moteur à fluide élastique quelconque.
209713. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Hamilton, représenté par Armaingaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux orgues et autres instruments de musique analogues à tuyaux ou à anches.
209714. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Vilmard, rue Laure-Fiot, n° 16, à Asnières (Seine). — Appareil pour la production du gaz avec du pétrole, destiné à la force motrice et à l'éclairage et désigné sous le nom de *l'ultimo-gaz*.
209715. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; société générale des biscuits français, représentée par Goy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouveau gâteau dit *tartinelette fourrée aux confitures*.
209716. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Thier, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'appareils servant à humecter les surfaces gommées.
209717. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Perera, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'appareil typographique intitulé *profilographe*.
209718. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; L. de Grootte et compagnie (société), représentée par la société Assi et Gouès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication de sièges à sertissures par estampage.

209719. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Guillaume, représenté par Emile Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système pour brocher les livres sans fil ni couture.

209720. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Spiegel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour l'extraction de l'huile de ricin.

209721. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Desruelles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil dit *transformateur électro-thermique*, servant à la production de la chaleur par l'électricité et à son rayonnement.

209722. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Applegarth, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le traitement de la paille du sparte et autres matières textiles, ainsi que dans les composés obtenus avec ces matières.

209723. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Chandler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les procédés et appareils employés pour charger les cornues à gaz.

209724. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Puech (M^{me}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de duvet et tissu arc-en-ciel.

209725. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; société anonyme des huiles minérales de Colombes, à Paris, rue de Paradis, n° 20. — Système de bouchon de bidons.

209726. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Maguin, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil brossueur-nettoyeur-débourreur et raviveur des couteaux de diffusion en marche.

209727. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Neujean, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau procédé de fabrication de fils métalliques inoxydables et leur application, notamment au *électricité*, en téléphonie et en filature.

209728. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Arbott, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Timbre perforateur pour chèques, coupons, titres, etc.

209729. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Pusset, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 47. — Agrandisseur de clichés photographiques, dessins, gravures.

209730. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Dilli, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bain minéral à l'acide carbonique combiné avec l'emploi du courant électrique.

209731. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Dietrich (les sieurs), représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements aux machines à broder.

209732. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Mohr, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Siège pliant à dossier.

209733. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Knoop, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de préparation de boissons gazeuses dans les bouteilles mêmes.

209734. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Lepape, à Paris, rue Montaigne, n° 23. — Chaudière à production instantanée de vapeur.

209735. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; société anonyme des parfums naturels de Cannes, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour recueillir les vapeurs de dissolvant évacuées des appareils dans le traitement des matières premières par les dissolvants volatils.

209736. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; société anonyme des parfums naturels de Cannes, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Purification et décoloration des corps gras.

209737. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Fournier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tuyaux adossés ou wagons dans l'épaisseur des murs.

209738. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Wareham et Doll, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dévidoirs de ficelle.

209739. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Bertrand, représenté par Chas-sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appui à gouttières et à cuvettes siphonides pour portes et fenêtres.

209740. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Caird, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication et dans la construction de tonneaux métalliques et autres récipients semblables.

209741. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Matray frères (société), à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux baromètres métalliques.

209742. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Kindermann, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication de plaques de zinc destinées à remplacer la pierre lithographique.

209743. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Spohr, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'horloges électriques pour l'emploi des courants alternatifs.

209744. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Alauzet (veuve) et Tiquet (société), représentée par Senceine, à Paris, passage Stanislas, n° 4 et 6. — Perfectionnements dans les procédés d'impression sur les surfaces rigides.

209745. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Hyman (M^{re}), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les cols-boas.

209746. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1890; Martin, à Grenoble. — Procédé de fabrication de plaques souples dites *pellicules Martin*, remplaçant le verre pour l'obtention d'épreuves photographiques.

209747. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Gauthier, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil nouveau permettant de fabriquer mécaniquement et sans coups perdus le ruban-velours double pièce.

209748. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Chazalon, rue Montesquieu, n° 55, à Lyon. — Montagne lyonnaise.

209749. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Bony et Mortier, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Refouleur de déblais appliqué aux fondations à air comprimé.

209750. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Serve, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux machines-locomotives.

209751. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Serve, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Application de la paille métallique en fer ou autre métal dans les machines à vapeur.

209752. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Serve, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau moyen de condenser la vapeur des machines à vapeur pour utiliser l'eau de condensation à l'alimentation des chaudières.

209753. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Lacotte et Ardisson, rue Marengo, n° 71, à Marseille. — Machine à comprimer.

209754. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Riche, rue Saint-Antoine, n° 31, à Roubaix. — Mécanisme à balancier denté actionnant les pompes de tous systèmes et notamment les pompes de forage.

209755. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Bayles, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les procédés pour assembler des plaques ou des feuilles de fer ou d'acier au moyen de joints soudés.

209756. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Bayles, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Méthode et appareils perfectionnés pour souder ensemble les bords de feuilles ou plaques de fer ou d'acier qui se joignent.

209757. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Gingras, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les rondelles en cuir pour essieux.

209758. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Carbon-Iron Company (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la réduction des minerais (A).

209759. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Carbon-Iron Company (société),

représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la réduction des minerais (B).

209760. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Straube, représenté par la société Elsner et Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Accroche-chapeau.

209761. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; société dite *The Essex Universal Typewriter Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de machine à écrire.

209762. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; société dite *The Masquera-Julia Food Company*, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication de la peptone et des produits alimentaires peptonisés.

209763. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; société dite *Alexander Smith and sons Carpet Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de machine servant à laver, nettoyer ou dégruer les fils filés ainsi que d'autres matières.

209764. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Norton et Adcock, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication des tubes en métal.

209765. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Hatch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les accumulateurs d'électricité.

209766. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Bornholdt et Glatz, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de récipients vides d'air pour lampes à incandescence et autres usages et ses procédés de fabrication.

209767. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Legat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de régulateur de pression.

209768. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Coward, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil perfectionné, déclenché automatiquement par l'introduction d'une pièce de monnaie servant à donner des commotions électriques.

209769. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Claussen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pavé en asphalte avec assauture en fer.

209770. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Knublauch, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans l'obtention de cyanures et de l'ammoniaque.

209771. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Butler, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux caractères d'imprimerie.

209772. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Capcyron, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

209773. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Traube et Kattentidt, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux compte-gouttes pour obtenir des gouttes d'égale grosseur.

209774. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Mallonco, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les timbres à date imprimant l'heure.

209775. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Salomon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les machines à poser les étiquettes.

209776. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Coppée, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Pont de déchargement universel à fonctionnement continu pour tous matériaux en vrac.

209777. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Cauchemont, à Paris, rue de Clignancourt, n° 46. — Nouveau système d'appareil de chauffage à foyer ouvert et à

combustion vive, avec circulation de fumées enveloppant la réserve de combustible et l'isolant complètement du milieu habité.

209778. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Montgomery, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Outils pour arracher les clous, pointes, etc.

209779. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Wholest et Wheatley, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux tramways électriques à conduits souterrains.

209780. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Dejeune, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux compositions servant à empêcher les objets sur lesquels elles sont appliquées de se gâter ou de se corroder.

209781. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; *Felt and Tarrant manufacturing Company* (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à additionner.

209782. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; société anonyme d'éclairage et de force par l'électricité, représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de coffret électrique.

209783. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Capocci, Piconet et Spacagna, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Signaux contrôleurs électriques pour éviter les accidents de chemins de fer.

209784. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Erny et Subers, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils de réfrigération et de production artificielle de la glace.

209785. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Morrell, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Méthodes et appareils perfectionnés pour la vaporisation et la concentration de solutions.

209786. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; O'Neill, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boussole automatique électrique indiquant la latitude et enregistrant la route suivie par le navire.

209787. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Lyman, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les tire-forces.

209788. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Arnould, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelles moulures rainées pour distribution électrique.

209789. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Goujon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour supporter et guider les pinces d'artistes, peintres, etc.

209790. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Laurent et Carrée, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouteille-réclame formant liasse.

209791. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Wiener et Schmidt, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à rouler les cigares.

209792. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Hévette, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à décoffleter et à démasquer les bouteilles de vin de Champagne.

209793. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Thomas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coulant à triple anneau pour cravates, foulards, écharpes.

209794. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Westinghouse junior, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de machine compound et pompe de compression.

209795. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Haussy fils, rue des Pyramides, n° 16, à Lille. — Mécanisme de réglage de l'air et du gaz dans le brûleur à gaz, lampe Bunsen.

209796. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Skene et Devallée (société), représentée par Lepert, rue du Trichon, n° 60, à Roubaix. — Perfectionnements apportés aux machines à laver les textiles en général et particulièrement la laine.

200797. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Barailhé, rue Judaique, n° 166, à Bordeaux. — Appareil servant à décontracter la main des cavaliers.
200798. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Jean Heckhausen et Weies (société), représentée par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Procédé et machine pour produire des décors plastiques sur des plinthes, colonnes et plaques profilées.
200799. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Graffard, représenté par Surry, Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouvelle colle dite *colle Graffard*.
200800. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Steinberg, représenté par Böttcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Couverture de verre à bière s'ouvrant et se fermant automatiquement.
200801. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Smith, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine pour retirer le coke des fours à coke et pour d'autres usages analogues, comme, par exemple, pour retirer la chaux des four à chaux.
200802. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Blau, représenté par la société Elsnor et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Patère à fermeture.
200803. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Geneste, Herscher et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil propre à fournir de l'eau stérilisée et potable.
200804. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Chasles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour effectuer la circulation des liquides, et ses diverses applications.
200805. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Schlaepfer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Composition propre à combattre la maladie de la vigne connue sous le nom de *blanc de racine*.
200806. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Mac Donell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de graisseur automatique.
200807. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Stous Sloot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les boggies qui s'appliquent aux véhicules de chemins de fer.
200808. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Daudeteau, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil chargeur destiné aux fusils à répétition à magasin sous la culasse.
200809. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Pielsticker, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la distillation des hydrocarbures et d'autres huiles et liquides.
200810. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de wagons à bestiaux pour voies étroites.
200811. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 septembre 1904) pris, le 26 novembre 1890, par Buckley, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux appareils servant à supporter et à guider les pistons ainsi que les tiges de piston des machines motrices horizontales, verticales, diagonales et autres.
200812. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Ringling, représenté par Lomhard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les appareils pour détacher ou cueillir le fruit ou les fleurs sur les arbres ou arbustes.
200813. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; société dite *The Serrell automatic Silk Reeling Company limited*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé perfectionné de préparation des cocons avant filature.
200814. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Alter, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Siège pour baignoires.
200815. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Hirsch et Pfeuffer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coffre-fort incombustible et inérochetable.
200816. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Iribarnegaray, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application des caisses à ordures dans l'intérieur ou en bordure des trottoirs.

209817. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Manière, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pince arroseuse pour arroser les rôtis dans les tourne-broche.

209818. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Grimaud et Chartier (société), et le sieur Chambon, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil à distribuer les cartes à jouer, cartes de visite, étiquettes et en général tous objets de faible épaisseur.

209819. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Fontaine, à Saint-Martin-d'Alois (Marne). — Échelle de sauvetage et pour l'élagage des arbres.

209820. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Azémar, au Pont-de-Larn, canton de Mazamet (Tarn). — Produit dénommé *Corione*, applicable au dégraissage de toute nature de laine et tissus de laine, lessivage de tout genre de tissus et nettoyage d'ustensiles de ménage et boiseries.

209821. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Gatouillat, à Marigny-le-Châtel (Aube). — Système de sûreté contre les accidents, applicable aux armes de chasse et de tir.

209822. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Frois, à Bayonne (Basses-Pyrénées). — Machine à tronçonner les panneaux pour caisses.

209823. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Mathieu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sifflet métallique pour flûtes, flageolets, cannes-flûtes.

209824. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Manois, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manchette ou col mobile pour la protection du linge.

209825. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Richardière, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau genre de jeu dit *jeu de courses à obstacles*.

209826. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Bardot, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouvel appareil télégraphique imprimeur ayant plusieurs de ses parties susceptibles d'être employées dans l'utilisation générale de l'électricité.

209827. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Anderson, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux récipients pour conserver du verre soluble, de la colle et pour empêcher leur séchage.

209828. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Herrburger, représenté par Chamaul, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Perfectionnements dans les mécaniques de piano.

209829. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 septembre 1904), pris le 27 novembre 1890, par Taylor, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux appareils servant à livrer automatiquement des liquides désinfectants aux water-closets, urinoirs et autres appareils semblables.

209830. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Cazzaniga, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux capotes de voiture.

209831. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Martinet, représenté par Armeingaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de tour à reproduire pour le bois, à bagues et gouges mobiles.

209832. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Courot, représenté par Armeingaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de pompe à arc voltaïque brûlant en vase clos dans un milieu gazeux déterminé ou dans le vide.

209833. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Rotten, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la distribution de l'énergie électrique par des accumulateurs.

209834. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Bartz, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de sûreté pour arrêter les chevaux qui s'emportent.

209835. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Van den Berghé, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Utilisation de la persistance des impressions lumineuses sur l'œil pour réaliser une économie d'énergie dans l'éclairage électrique.

209836. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; de Negri, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux métiers à tricoter.

209837. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Kühnel, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux cannes et à la monture des parapluies, parasols et en-cas.

209838. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Newcombe, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Soupape perfectionnée pour gonfler des bandes pneumatiques de roues pour bicycles, tricycles et autres véhicules, ainsi que pour divers usages de même nature.

209839. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Cassagnes, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de synchronisme par électro-diapasons.

209840. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; de Waroquier, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle de la perle à la formation d'écussons, chiffres, armoiries et ornements funéraires semblables.

209841. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} mai 1904) pris, le 27 novembre 1890, par Goodall, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ciment marin perfectionné.

209842. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Remmert et Grosche dit Grosch, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moule à pression pour verres de lampes de sûreté.

209843. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Barris frères et Cerveaux (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de bouchon hermétique universel pour vins de Champagne et boissons gazeuses ou sous pression, dit *système Tronchet*.

209844. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1890; Bourdil et Estienne, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture métallique.

209845. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Frérot, rue de Vesle, n° 210 bis, à Reims. — Nouvelle machine à fabriquer les tubes en papier.

209846. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Lémonin et Forestier, à Paris, rue de Bondy, n° 72. — Orifice mélangeur dit *orifice mélangeur Forestier*.

209847. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; société dite *The Paget Web Company limited*, représentée par Cardeau, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements aux métiers-chaîne à bonneterie.

209848. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Bouzandroffier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil dit *ophthalmostatomètre*, destiné à mesurer l'écartement des pupilles, la hauteur du nez et la largeur bi-pariétale.

209849. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Hirschler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil pour retourner l'orge et d'autres matières.

209850. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; de Méritens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle pile à grand débit.

209851. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Meyer, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements dans la fabrication des canules pour seringues, clysts, injecteurs, etc.

209852. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Meyer, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Appareil formant coussin, destiné à s'appliquer aux selles de vélocipède ou autres, dit *le Velo-coussin Meyer*.

209853. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Meyer, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Pulvérisateur destiné au traitement de la vigne et autres végétaux, dit *le Simplex*.

209854. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Tedesco, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perforatrice à champ continu pour roches submergées.

209855. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Gosling, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour la vidange

des tonneaux et autres récipients, fermant automatiquement le trou de la cannelle quand on enlève cette dernière.

209856. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Musmicki, représenté par la société Biétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif s'adaptant aux voitures de tramways pour faciliter le démarrage par les chevaux.

209857. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Spanoche, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à vapeur réduite à sa dernière simplicité par la suppression de la tige de piston, de la bielle, de la manivelle et de l'arbre coudé.

209858. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Minier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel article dit *bol Figaro*, servant à essuyer les rasoirs.

209859. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines dynamo-électriques.

209860. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Doodley, représenté par Chas-sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les câbles.

209861. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Bardou, représenté par Ar-mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil récepteur enregis-treur photographique des dépêches transmises par les appareils de télégraphie optique.

209862. Brevet (brevet suisse de quinze ans du 11 juin 1890) pris, le 28 novembre 1890, par Schaffler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Stras-bourg, n° 23. — Disposition pour la prise du lait.

209863. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Bédou frères (société) et le sieur Belbézet, à Ham (Somme). — Système d'extraction et de lavage des écumes par la force centrifuge appliqué au travail des jus et sirops chargés de chaux ou matières quelconque pour sucreries ou raffineries.

209864. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Orecchioni, représenté par Del-pey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Planeur aérien (système Orecchioni).

209865. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Orecchioni, représenté par Del-pey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Torpille électrique dirigeable (système Orecchioni).

209866. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Orecchioni, représenté par Del-pey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Vigie électrique sous-marine (système Orecchioni).

209867. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Larrien et Bernat (société), rue Prunier, n° 17, à Bordeaux. — Nouveau procédé pour obtenir de l'eau épurée.

209868. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Quéry, à Montgesoye (Doubs). — Procédé intitulé *diamant céramique* pour l'application et la cuisson des lustres et gla-cures sur des produits céramiques de formes plates ou à larges contacts, embourrés en charge.

209869. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Quéry, à Montgesoye (Doubs). — Nouveau système de brique-filtre.

209870. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Vannhet, représenté par Maul-vaud, à Paris, rue Richelieu, n° 25. — Système de fixateur ou d'attache pour cra-tère.

209871. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Bonvouut, à Paris, rue Boinod, n° 11. — Appareil dit *porte-nécessaire parisien* ou *manche-trousse*.

209872. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Lloyd et Priest, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés aux bicycles, tricycles et autres vélocipèdes.

209873. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; société des machines magnéto-électriques Gramme, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Régulateur Gramme équilibré.

209874. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; société dite *The Liverpool Patent soap Company limited*, représentée par Bért, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans la fabrication du savon.

209875. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Bargi, représenté par Bért, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux instruments de musique en cuivre.

209876. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Salguès, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Écluse à récupération d'eau.

209877. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Dardel, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle pile électrique.

209878. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Lacroix, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil à mesurer les liquides en les transvasant, dit *l'éclair*.

209879. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Le Meur, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 20. — Machine à tarauder et à faire les moulures par laminage rotatif.

209880. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Mancion, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Liquide spécial antiseptique pour la meilleure conservation des bois de construction.

209881. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Coquard, à Paris, rue Nollet, n° 15. — Système destiné à empêcher le feu grisou et l'empoisonnement des ouvriers dans les mines par un moyen spécial d'extraction et d'expulsion rationnelles et intégrales des gaz, vapeurs et poussières qui les produisent.

209882. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Bernardel, à Paris, passage Saulnier, n° 4. — Verrou automatique électrique, allumeur extincteur.

209883. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Almgren, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'assemblage des rails au moyen d'éclisses formant support.

209884. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Thiesing, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de suspension pour pantalon.

209885. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Corvinus et société Selwig et Lange, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de clairage du sucre en plaques, bâtons et cubes, à l'aide de claire et de vapeur dans les centrifuges.

209886. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Cornillier, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Parapluie avec couverture en caoutchouc.

209887. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Faulhaber, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositif de rotation des chapeaux de cheminées.

209888. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Magnin et Richbourg, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Chaîne de transmission.

209889. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Blaye et Porcher, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé chimique de décortication et de désaggrégation de la ramie, du chanvre et du lin, à l'état vert comme à l'état sec, en un seul bain à chaud, sans aucune pression et sans l'emploi d'aucun acide.

209890. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Granger, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelles plaques lumineuses.

209891. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Mériaux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Houe à cheval, à distributeur d'engrais et avec réglage perfectionné de la pénétration et de l'écartement des socs.

209892. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; société anonyme de constructions mécaniques de Saint-Quentin, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau filtre mécanique destiné au débouillage ou à la clarification des liquides de toute industrie et spécialement des jus et sirops de sucrerie et de raffinerie.

209893. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Tichborne, Darlay, Purcell et Geophégan, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et dispositifs employés pour recueillir, purifier, séparer et liquéfier les produits gazeux provenant de toutes fermentations.

209894. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Iliffe, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les commutateurs électriques.

209895. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Mieg, représenté par la société

Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Projectile et cartouche pour faibles portées.

209896. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Esnard, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Oeufrier automatique à cuisson réglable, dit *le Christophe-Colomb*.

209897. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Brownhill, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attachement ou appareil pour abonnements à un compteur à gaz ou à eau.

209898. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Bergman et Ternstrom, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de fermeture de culasse de canon à tir rapide.

209899. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; de Wreden, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux ciseaux.

209900. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; David, Troullier et Adhémar (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tissue nouveau pour vêtements, couvertures, couvre-lits, etc.

209901. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Robert frères (société), boulevard National, n° 381 et 383, à Marseille. — Nouveau système de triturateur Robert pour toutes sortes de matières dures, tendres, fibreuses ou pâteuses.

209902. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Possien et Malhadô dos Santos, rue Charles-Laffitte, n° 72, à Neuilly-sur-Seine. — Bandage de roue en caoutchouc à protection métallique.

209903. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 mai 1904) pris, le 1^{er} décembre 1890, par Zimer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements dans les moyens de propulsion et de direction des bateaux.

209904. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Rentzsch, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Suspension réglable pour lampes à incandescence.

209905. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Guérin, à Paris, avenue Victor-Hugo, n° 108. — Emploi des silicates alcalins comme moyen de collage sur métaux, verres, etc., sous la dénomination de *colle minérale Guérin*.

209906. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; société anonyme dite *Aktiengesellschaft für Glasindustrie vorm. Friedrich Siemens*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau système de fermeture à couvercle pour bouteilles.

209907. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Tenting, à Paris, rue Curial, n° 46. — Nouvel embrayage à vitesse variable et à changement de direction.

209908. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Bergh, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode d'aération (oxygénation) du vin, du cognac et des spiritueux, et appareils servant à cet usage.

209909. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Labois, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication rapide de la céruse.

209910. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Curry, Mackie, Souter et Hughes, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de joint perfectionné pour l'accouplement des tuyaux à gaz, à vapeur et autres.

209911. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Davies et Fuge, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs hydrauliques ou à air comprimé.

209912. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; société dite *Hamburg-Amerikanische Uhrenfabrik*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de balancier à compensation pour les montres.

209913. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Kortum, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bouteille perfectionnée pour gaz comprimés ou liquéfiés.

209914. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Carpenter, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de fer à souder électrique.

209915. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Dobner, représenté par Armen-

gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux ponts de guerre transportables.

209916. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Daudoteau, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fusil à répétition à fermeture en deux temps et à pontet-magasin.

209917. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1890; société *Deutsche Central Uhren-Gesellschaft C. A. Mayrhofer und C.*, représentée par Cheviard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour régler et remonter d'un poste central des horloges, des pendules, etc.

209918. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1890; Gros, à Morez (Jura). — Nouveau système d'optomètre.

209919. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Tamisier, à Paris, avenue du Maine, n° 43. — Appareil à fabriquer des pastilles, dit *pastilleuse Tamisier*.

209920. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1890; Baissade, rue de Villefranche, n° 2, à Montpellier. — Fermeture à secret de lampes de mines.

209921. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1890; Levanq et Gabriel; le premier, rue des Étuves, n° 26; le deuxième, avenue de Toulouse, n° 34, à Montpellier. — Système de bouchage dit *bouchage d'authenticité*, applicable à tous formats de bouteille en verre, terre cuite, grès ou métal.

209922. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; E. Blin et compagnie (société), représentée par Seigre, boulevard de la Gare, n° 39, à Beauvais. — Machine à percer les boutons.

209923. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; André, à Paris, rue Royale, n° 15. — Perfectionnements au nettoyage des filtres à parois poreuses et spécialement des filtres Chamberland.

209924. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Siegl et Bøger, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Dispositif permettant d'enlever, saisir et amener une à une les feuilles de papier à la presse, applicable aux presses typographiques, lithographiques et analogues.

209925. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Jewell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes compteurs ou enregistreurs.

209926. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; compagnie parisienne de colorants d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'iodo-antipyrine.

209927. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Deprez, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé augmentant le rendement économique des turbines à vapeur.

209928. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Thompson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système pour empêcher le desserrage des écrous.

209929. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Avenarius, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé de préparation de parfums artificiels.

209930. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Ventzki, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à air chaud, fermée, à haute pression.

209931. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Mquiline, à Vals-les-Bains (Ardèche). — Nouveau genre de pains rationnels et leur procédé de préparation.

209932. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1890; Fontaine-Agier, à Fontainebleau. — Machine Volta-Gravure.

209933. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Montebout, rue Lemire, n° 4, à Rouen. — Levier mécanique destiné à vaincre sans efforts l'inertie des voitures, wagons et autres.

209934. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Cardon, représenté par Bruaswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Machine à broyer, tailler et assouplir les textiles.

209935. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; David (M^{lle}), rue Nationale, n° 134, à Lille. — Ornementation des étoffes à l'aide de feuillages ou de fleurs naturelles intercalés dans les tissus.

209936. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Bertrand, représenté par Boivin,

rue Nationale, n° 284, à Lille. — Machine à trindre et écheveaux le coton, la laine et autres textiles filés ou peignés, les écheveaux ne recevant aucun mouvement.

209937. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Pogneaux, avenue Thols, n° 5, à Bordeaux. — Pile Junus Pogneaux.

209938. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Regat, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 9. — Modèleur conformateur et marqueur destiné à mouler la tête pour faire adhérer les perruques à la tête.

209939. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Maurin, à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, n° 7. — Procédé de suspension des corps dans l'eau.

209940. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Mansford et Anthony, représentés par Dienaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à vapeur ou pompes à piston distributeur.

209941. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Menard, à Paris, rue Marcadet, n° 279. — Système d'attaches pour corde et à la presse pour emboutir les dites attaches.

209942. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Guillemin, représenté par Faugé, à Paris, rue Guillemin, n° 5. — Fabrication d'un nouvel engrais pulvérulent dit *producteur Guillemin perfectionné*.

209943. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Hopkins, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux dispositifs automatiques servant à ajuster les coussinets.

209944. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Hurlbut, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle machine destinée à la fabrication des tubes et produit nouveau donné par cette machine.

209945. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Greenfield, représenté par Brandon, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de conduit souterrain pour la distribution électrique.

209946. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Greenfield et Nagel, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé d'imprégnation des corps fibreux, poreux et cellulaires, de préparation de la matière ou du composé imprégnant et enfin produit nouveau qui en résulte.

209947. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Stanley et Wass, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux aiguilles de jacquards.

209948. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; société anonyme des établissements Decanville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Voie portative démontable pour mines et autres destinations.

209949. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Kohlhepp, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de bracelet.

209950. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Blanchet, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bourses jumelles à fermoir nouveau applicable aux porte-monnaie, sacs de dames, etc.

209951. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Verdor et Guinard, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bandage pour hommes, dit *suspensoir à enveloppe hygiénique*.

209952. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Winterdorff, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Porte-jumelles perfectionné.

209953. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Cohn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de désinfection.

209954. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Guilbert-Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de galettes d'or pour mosaïque, et ses procédés de fabrication.

209955. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Ceyell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif perfectionné pour fixer les fers aux sabots des chevaux.

209956. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; société dite *The Eastmann Photo-graphic materials Company limited*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux pellicules photographiques.

209957. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Felbel, représenté par Thirion,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

209958. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Marks, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les fermetures pour portes, etc., et dans les moyens de les actionner.

209959. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Martel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Foyer économique à grilles verticales et à feu continu pour brûler les combustibles pulvérisés.

209960. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; société Gewerkschaft Messel, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de l'acide tumenolsulfonique.

209961. Brevet de dix ans, 7 décembre 1890; Magrin, à Saint-Denis (île de la Réunion). — Système particulier applicable aux scieries mécaniques.

209962. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Morel, cours Pierre-Puget, n° 10, à Marseille. — Produit antiphyloxérique Morel.

209963. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Lumière, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Emploi comme révélateurs en photographie d'homologues des dioxyphénols, des crésylène diamines et de quelques hydrazines primaires.

209964. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Fowler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à embauchoirs pour l'achevage des chaussures.

209965. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Pick, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour blanchir, teindre, imprégner, etc., des fils de tous genres en bobines.

209966. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Lobet, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux moteurs à gaz ou autres.

209967. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Briquet et Chalançon, à Paris, rue de Chabrol, n° 24. — Chaussure rendue imperméable par une semelle entre-deux en caoutchouc.

209968. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Buxtorf, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux machines à coudre et à sur-jeter.

209969. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Le Neveu et Râte, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux chaussures.

209970. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Anquetin, à Paris, rue d'Aboukir, n° 77. — Système de montre de chasse à guichet sur le côté.

209971. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Imbert et Jullien, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et appareils pour l'extraction directe du fer malléable et de ses minerais oxydés.

209972. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Pierrot, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau système de ferme-persiennes.

209973. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Gnant, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et machines pour la fabrication en gros de verres fusibles décorés, à couleurs vitrifiables, pour vitraux, gobelins en verre, vitraux animés, etc.

209974. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Meyers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil perfectionné pour faciliter le transvasement des liquides.

209975. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Haynes-Grey (M^{lle}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les dents artificielles.

209976. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Bourseau, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graisseur à débit réglable.

209977. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Barré, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de bouchon à clef de sûreté.

209978. Brevet de quiaze ans, 3 décembre 1890; Engelhorn, représenté par la

société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Disposition pour transférer, sans chambre obscure, les plaques de photographie des caisses d'emballage dans la cassetle.

209979. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Lange et société Omer, Decugis et fils et compagnie, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bonde pour le bouchage des vases et récipients de toutes natures et la conservation des liquides sans air à l'intérieur des vases.

209980. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Nessi, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil s'adaptant aux calorifères pour leur alimentation continue.

209981. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1890; Quinton, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de chaussons, tiges et empeignes de feutre sans coutures.

209982. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Pestel, rue Tournante, n° 3, à Elbeuf. — Système de tourne-pages.

209983. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; de Lairesse, représenté par Bruers, élisant domicile au café Décottignies, place de la Gare, à Lille. — Nouveaux calorifères à gaz dits *poêles Simoun*.

209984. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Delizy et Doisteau (société), représentée par Lévy, à Paris, quai Valmy, n° 189. — Appareil à éliminer les produits de tête dans la rectification des (slegmes) alcools bruts.

209985. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Barbat, représenté par la société Jaquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 55. — Couvercle graisseur à fermeture automatique sans développement.

209986. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Boulton, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux pipes.

209987. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Moodey, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — (Filletts à cordes et fixation combinés du dos des cadres de tableaux, applicables à d'autres usages.

209988. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Kessler, à Paris, avenue de l'Opéra, n° 15. — Perfectionnements à l'évaporation et à la distillation de l'acide sulfurique.

209989. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Latarche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à vapeur par la division effective de la chute de température et la régénération de la vapeur.

209990. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans l'introduction et la sortie des feuilles de papier dans les machines à imprimer ou autres, à mouvement continu ou alternatif.

209991. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Laugier et Le Chat de Tesse-court (M^{lle}), à Paris, rue Galvani, n° 13. — Nouveau genre de publicité, dit *le copie-de-lettres-annonces*.

209992. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Schira, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de ferrure pour rideaux, portières, etc.

209993. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Neveu, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau réchaud dit *réchaud Georges*, *l'inusable*.

209994. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Monthury, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateur à arc à action directe et point lumineux fixe.

209995. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Lauchlan, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de robinet applicable aux tonneaux et autres vases.

209996. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Maurer, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Pompe à effets simultanés centrifuge et centripète, dite *pompe Vulcain*.

209997. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Brennan, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour produire des tableaux ou des dessins paraissant mobiles et changeants.

209998. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; d'Adelsward, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Locomotive à grande vitesse.

209999. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Frette, quai National, n° 29, à Angers. — Jeu d'enfant appelé *le petit télégraphe*.

210000. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Chavez, à Paris, passage de la Vierge, n° 5. — Appareil de navigation aérienne appelé *aéromobile différentiel dirigeable*.

210001. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Trapp, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil démontable permettant de transformer tout wagon de marchandises en un wagon frigorifique à circulation d'air continu et devant servir spécialement au transport des viandes fraîches.

210002. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; société anonyme Maison Breguet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Postes téléphoniques à cadran indicateur pour installation de plus de trois postes sur une même ligne.

210003. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Desboutin, à Paris, impasse de Guelma, n° 5. — Cuvette-laboratoire servant au développement au grand jour des plaques photographiques.

210004. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Würz et Heinhaus, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour la fabrication des formes pour chaussures.

210005. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; de Moerleose, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mode de fabrication des limes.

210006. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Kuhn et Tièche (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme perfectionné de remontoir et mise à l'heure.

210007. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Grusonwerk (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Joint automatique de bouches à feu pour embrasures à minima.

210008. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Philippart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de traitement industriel des résidus des plaques d'accumulateurs au plomb et d'autres matières obtenues au moyen de l'électrolyse des oxydes et sels de plomb.

210009. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Goupil, à Paris, rue de Rivoli, n° 14. — Divers appareils médicaux et chirurgicaux pour injections et lavages médicamenteux antiseptiques.

210010. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; L. Ménestré (société) et P. Pasquier, représentés par Brandon et fils, rue de Provence, n° 59. — Arme à feu à sûreté automatique.

210011. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Viggo Mottlau et Oskar Svendsen (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de moteur à vapeur.

210012. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Pinette, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'étoupage ou garniture pour tiges de pistons et tiroirs-pistons plongeurs et autres pièces analogues autour desquelles il s'agit d'obtenir l'étanchéité tout en évitant les frottements, dit garniture *Coze*.

210013. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Dierckxens, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau système de brandards incassables.

210014. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Bowman, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour la fabrication du gaz oxygène.

210015. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Dunlop, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les jantes pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

210016. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Dunlop, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Amélioration dans les jantes pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

210017. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1898; Mercier et Franoux, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de conservation et d'empêchement de la pousse des betteraves en silos.

210018. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Benson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tablier-paravent pour cheminées.

210019. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Weisk, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour l'alimentation automatique des chaudières à vapeur.

210020. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Bonfot, rue de Courcel, n° 3, à Tours. — Moteur à vapeur à action directe.

210021. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Fourlinnia, rue de Dama, n° 85 et 87, à Lille. — Pompe rotative à palettes centrifuges, système Fourlinnia.

210022. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Bertrand, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Nouveau bec de gaz à récupération.

210023. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Morel, place Jean-Gigoux, n° 2, à Beaune. — Nouveau marteau de moulin, dit *marteau de moulin à répétition*.

210024. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Bonnet, à Argenton-Château (Deux-Sèvres). — Réglage de montre, dit *réglage universel*.

210025. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Vermot, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Meuble articulé pouvant servir de fauteuil ou de voiture pour enfants.

210026. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; O'Brien, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de galeche en caoutchouc.

210027. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Delancott et Child, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle équerre de biseau.

210028. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Guthmann, à Paris, boulevard de Charonne, n° 87. — Système de traction des trains de chemins de fer métropolitains et de banlieue.

210029. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Santet, représenté par Martin, à Paris, rue Saint-Maur, n° 104. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des ballons (jouets) en matières plastiques, telles que : lithoid, fibrolithoid, nélonite, cellulose et autres matières se rapprochant du celluloïd.

210030. Brevet (brevet suisse du 21 juillet 1890) pris, le 6 décembre 1890, par Rüger, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau genre d'attache-courroie.

210031. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Goodwin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les lits, couchettes ou appareils destinés à recevoir des malades, infirmes, invalides, etc.

210032. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Kukhar van Guericke, représenté par la société Elsnor et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour le tirage mécanique des loteries, tombolas, etc.

210033. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Fred. Bayer et compagnie (société), représentée par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Procédé pour la préparation de nouveaux acides amidonaphtholsulfoniques et de matières colorantes azoïques qui en dérivent.

210034. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; André, représenté par la société Bléry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de bécicot pour fabrication du gaz d'éclairage supprimant l'immersion des tubes plongeurs pendant la période de distillation.

210035. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; société *Schweizerische Lokomotive und Maschinenfabrik*, représentée par la société Bléry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein automatique pour locomotives de montagne.

210036. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Julian Joseph, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un nouveau combustible dit *le carbonite ou l'inflammable*.

210037. Brevet de dix ans, 8 décembre 1890; Goltz, au Thillay (Seine-et-Oise). — Frein automatique à double effet.

210038. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Dreyer et Lallemand, rue du Breuil, à Châtenois (Vosges). — Machine à coudre sans navette à fil continu.
210039. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 mai 1904) pris, le 8 décembre 1890, par de Liebhafner, élisant domicile chez le sieur Mathieu, à Paris, rue Broca, n° 26. — Nouveau moyen d'enlever la rouille sur les constructions et objets en fer et en fonte.
210040. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Brément, élisant domicile chez le sieur Guillot, à Paris, rue de Sambre-et-Meuse, n° 25. — Nouveau ballon rotatif.
210041. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Faulhaber, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Peinture de porte à fermeture automatique.
210042. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Roy, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Disposition du chauffage de l'extérieur des cylindres à vapeur des locomotives.
210043. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Landin, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans l'éclairage au gaz par des corps incandescents.
210044. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Landin, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour séparer l'acide carbonique de mélanges de gaz, surtout dans le but de fabriquer du gaz d'eau contenant peu d'oxyde de carbone, en utilisant en même temps l'acide carbonique.
210045. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Faulhaber, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Peinture de porte avec gond à coulisse.
210046. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Hubert, à Paris, rue de la Roquette, n° 188. — Coussin-buvard à coulisse.
210047. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Gobert (M^{me} veuve) et Burselet (M^m). rue Compoise, n° 93, à Saint-Denis (Seine). — Poignée à plaque protectrice pour fers à repasser.
210048. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Thévenet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil moteur-compteur rotatif à pistons reversibles.
210049. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1890; de Bonnin de Fraysseix, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Hausse optique.
210050. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1890; Tonlot père et fils (société), à Issoire (Puy-de-Dôme). — Photodégradomètre.
210051. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Lapèze, rue du Vieux-Chemin-de-Couéron, n° 10, à Nantes. — Machine à filer.
210052. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1890; Challet, à Saint-Germain-Lembron (Puy-de-Dôme). — Peinture à la colle.
210053. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1890; Perrouin, place Lamoricière, n° 1, à Nantes. — Inhalateur gazomètre.
210054. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1890; Faure, place du Champ-de-Foire, à Limoges. — Machine à décortiquer la ramie et autres plantes textiles. (Perfectionnements à son brevet du 24 mars 1890, n° 204507.)
210055. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Lefebvre et Pelletier, à Bourges. — Mécanisme d'éviction automatique des cartouches du magasin du sac des soldats ou de toute cartouchière ou gibecière de chasse ou société de tir.
210056. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; Virat, à Brioude (Haute-Loire). — Système de couverture-abri.
210057. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1890; Desvaud et Landry, rue Darnet, n° 8, à Limoges. — Bustographe universel.
210058. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1890; Riche, à Bagnols-sur-Sèze (Gard). — Serrure avec entrée graduée et mobile et à point fixe, système Riche.
210059. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Lavril, à Saint-Aquilin-de-Pacy (Eure). — Nouveau moule à fromages, destiné à la fabrication des fromages à la crème et à double crème.
210060. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1890; Pouget, à Montpellier. — Appareil dit *chronotachyscope*, faisant voir et enregistrant la vitesse et tous les incidents de marche d'une machine, tant locomotive que locomobile ou fixe.
210061. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Levasseur, à Évreux. — Diver

perfectionnements apportés à la construction des machines motrices à gaz et à pétrole.

210062. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Lauret fils, à Ganges (Hérault). — Poudre anticryptogamique.

210063. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Desfrères, à Couches-les-Mines (Saône-et-Loire). — Perfectionnement dans la culture de la vigne.

210064. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Frenet-Vauthier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Distributeur d'engrais.

210065. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Mundorf et Prinz junior, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de filtre.

210066. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Pierret, rue Ancelle, n° 6, à Neuilly-sur-Seine. — Système ou moyen d'appliquer des ailes aux ballons et d'en faire des propulseurs.

210067. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Böhme, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fabrication de pierres ou briques moulées en forme de scie pour la construction de couvertures et de parois.

210068. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Heymen, à Paris, passage Choiseul, n° 4. — Mouvement de moteur horizontal à pédale.

210069. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Jouvence, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de ventilateur.

210070. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Denne (les sieurs), représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

210071. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Guinant, représenté par Marin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 109. — Porte-plateaux couverts, à isolement et à air libre.

210072. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Kluge, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de nasse avec entrées accessibles de tous côtés et à toute hauteur.

210073. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Longepied, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la mesure et l'indication directe et automatique des inclinaisons ou pentes.

210074. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Pomor (M^{me}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode de coupe avec corsage *ad hoc*.

210075. Brevet de cinq ans, 5 décembre 1890; Touranche-Jouve, au Puy (Haute-Loire). — Application du végétal *le rafia* dans les dentelles.

210076. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Bonneville, rue de l'Orme, n° 23, à Epervain. — Cheville mobile pour serrage à glace.

210077. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Guérin, à Paris, rue Laugier, n° 36. — Nouveau système supprimant le scellement des lambourdes et accrochage des plafonds en bois sous les solives en fer.

210078. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Charlopin, à Paris, rue de Rennes, n° 98. — Création d'hydrogène au moyen du sodium pour tous les usages industriels.

210079. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Hair, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux plumeaux.

210080. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; G. Aboilard et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Appareil d'échange téléphonique.

210081. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Poupard aîné, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Système de vidange pour cuvette de lavabo.

210082. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Capell, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés à des appareils aspirants et soufflants, spécialement pour la ventilation des mines.

210083. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Sabold, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de circuit pour des chemins de fer électriques.

210084. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Rigal, Vaugeois et compagnie parisienne d'éclairage par l'électricité, représentés par la société Surry-Montaut et

compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau moteur magnéto-électrique conjugué à attraction progressive.

210085. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Carotte, représenté par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau jouet dit *l'auto-marcheur suspendu*.

210086. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Bonnard et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Statuettes à musique.

210087. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Schneemann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication mécanique d'engrais secs en blocs ou en poudre.

210088. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; compagnie dite *the Ross Valve Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux robinets-vannes à passage direct.

210089. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Vigneau, représenté par Armeaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à battre les grains, actionnée par un manège à piste.

210090. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Touzelin, éliant domicile chez le sieur Prince, à Paris, rue de Provence, n° 34. — Coussinet à rouleaux.

210091. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; von Zelewski, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Pose de bouton sans couture.

210092. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 novembre 1904) pris, le 9 décembre 1890, par Scholes (les sieurs), représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Procédé perfectionné pour fabriquer, aromatiser, mesurer et distribuer des liquides gazeux.

210093. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Mareau, à Paris, rue du Helder, n° 12. — Application de la publicité sur papiers de cabinets d'aisances, réunis en bloc sous une presse spéciale.

210094. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Saxlehner (M^{re} veuve), représentée par la société Ami et Gagné, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à coudre les enveloppes de paille.

210095. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Staehle, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chambre obscure pour photographes, à tiroir et sans soufflet, avec cassette pour plaques et papier sensibles se remplaçant aisément.

210096. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Duncan et Carson, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Support de menton pour les armes à feu.

210097. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Benson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine perfectionnée pour embobiner des fils sur les bobines en laiton s'employant dans les métiers à dentelle.

210098. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Roeske, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils à filtrer les liquides.

210099. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Davis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositifs perfectionnés pour faciliter la respiration.

210100. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Roberts et Graw, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à l'usage de la décomposition électrolytique des sels métalliques.

210101. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Shaw, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de machine ou moteur perfectionné.

210102. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Robin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau foyer pour la combustion des combustibles pulvérulents.

210103. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1890; Gillet (les sieurs), rue des Vallées, n° 3, à Saint-Mandé (Seine). — Chromos ou nouveau genre de teinture sur tissus de toute nature.

210104. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Bergmann, représenté par la société Bétray aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de culasse applicable aux armes à répétition de tous calibres.
210105. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Letellier et Diamond, à Paris, rue de Langchamps, n° 100. — Commande de compte-duites par casse-trame.
210106. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Bourgoïn, rue de Cormeille, n° 34, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau procédé pour l'éclairage d'une ville et de ses abonnés, par le gaz d'air carburé, système Bourgoïn.
210107. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Vieuxmaire, représenté par Dyon, à Paris, rue de Laucry, n° 56. — Perfectionnements apportés aux machines à imprimer en plusieurs couleurs et aux machines à imprimer dites à pédales.
210108. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; A. Cavert et d'Hangest (société), représentée par Debois, rue Massue, n° 44, à Vincennes. — Point d'arrêt perfectionné pour les parapluies, ombrelles, etc.
210109. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Huizer, représenté par Böttcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Séchoir pour produits coloniaux, tels que café, cacao, poivre, etc.
210110. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Lazarus, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans la construction des montures pour lunettes et autres verres oculaires.
210111. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; See, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les voitures destinées au transport et à la livraison des petits colis ou autres petits objets.
210112. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Nisius, à Paris, rue du Quatre-Septembre, n° 22. — Table de travail dite *table-banc hygiénique familiale*.
210113. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; société *Sachsische Rohrstal und Möbelabrik*, représentée par Faugé, à Paris, rue Guillemin, n° 5. — Armoire à table basculante à l'instar des secrétaires.
210114. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Itasse, représenté par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Utilisation des résidus des plaques positives et négatives des accumulateurs en plomb hors d'usage.
210115. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Belzon, à Paris, rue de Tanger, n° 45. — Électrique perpétuelle.
210116. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Wilson (les sieurs), représentés par Monmons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Méthode ou procédé et appareil perfectionnés pour le blanchiment, la teinture ou autre traitement des matières fibreuses.
210117. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Boubilla, à Paris, rue Oberkampf, n° 13. — Nouvelle table s'agrandissant au moyen de volets à charnières pour former, avec des bandes mobiles d'un nouveau système, un billard garni de plaques métalliques remplaçant les plaques en ardoises ou en pierre.
210118. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Cordier et les sieurs Bøyer, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareils servant à la désagrégation, à la pulvérisation et à la purification de toutes matières au moyen de la compression de l'air et de l'entraînement qui en résulte.
210119. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Égasse, représenté par Chassevent, à Paris boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de propulsion applicable plus spécialement à la navigation aérienne.
210120. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Lartigue (les sieurs) et Finet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de voie crémaillère, à éléments amovibles.
210121. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Haselwander, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour protéger les conducteurs électriques contre la foudre.
210122. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Helm, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux appareils de chauffage.
210123. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Mohr, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les tables d'harmonie pour pianos de toutes espèces.
210124. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; société *Hannoversche Central-*

heizungs et Apparate Bau Anstalt, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Injecteur à double effet, à soupapes commandées par la tige du robinet d'admission.

210125. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; *Gutensohn*, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour la préparation de plaques de métal en vue de leur étamage ou autre traitement analogue, ainsi que pour le travail de finissage des plaques indiquées.

210126. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Boardman, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc avec corps incandescent ou à semi-incandescence.

210127. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Adler et Schaller, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de tableau indicateur multiple (indicateur à numéros) pour signaux électriques avec courant de batterie ou d'induction.

210128. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Trollet, représenté par Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle boîte en carton.

210129. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; D. Gantillon et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Machine à apprêter simultanément à la règle et en mandarine les tissus de soie pure ou mélangés de laine ou de coton, et principalement l'article satin.

210130. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1890; Molleron (J.) et Molleron (M^{re}), représentés par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Carafe-fontaine à robinets pour absinthe et sirops quelconques.

210131. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Réty, à Belleville-sur-Saône (Rhône). — Clapet automatique destiné à s'adapter à toutes espèces de fûts contenant des liquides en fermentation, afin de faciliter l'échappement des gaz produits par les liquides.

210132. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Dreyer et Lallemand, rue du Breuil, à Châtenois (Vosges). — Moteur électrique à courant secondaire.

210133. Brevet de dix ans, 13 décembre 1890; Barbusse, chemin de Montpellier, n° 22, à Nîmes. — Caisse à vendange, à fond et à parois étanches.

210134. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Henriet-Hauster, à Ancerville (Meuse). — Roue de voiture munie d'un nouveau système permettant le resserrage du cercle en fer nécessité par le rétrécissement du bois.

210135. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; de Reulle de Saint-Germain, rue Lacretelle, n° 65, à Mâcon. — Système de levier dit *levier français*.

210136. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; P. et J. Farigoule (société), élysant domicile chez le sieur Dumas, à Paris, rue Saint-Pierre, n° 17. — Emploi des tulles, gazes, mousselines, crêpes et toutes autres étoffes dans la fabrication de la dentelle.

210137. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; A. M. Rehns et compagnie (société), à Paris, boulevard des Italiens, n° 29. — Étui à cosmétique fixateur.

210138. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Wirth, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouveau fauteuil spéculum, système Wirth.

210139. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Schneider, Jaquet et compagnie (société), représentée par Sigwalt, rue Limandoux, n° 8, à Asnières. — Câble sans fin.

210140. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Jacob, représenté par Sigwalt, rue Limandoux, à Asnières (Seine). — Appareil servant à l'enseignement des lettres et des chiffres.

210141. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Landsberg et Kohler, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Machine à empreindre les matrices.

210142. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Molinari et Lucas, à Paris, passage Vaucouleurs, n° 3. — Nouveaux tuyaux de chauffage à ailettes.

210143. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Lallé, à Paris, place des Pyrénées, n° 2. — Aggloméré dit *coke parisien*, et fours à carboniser.

210144. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Siemens et Halske (société).

représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Dispositif pour le réglage du potentiel de débit dans les réseaux électriques distributeurs.

210145. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; de Pokutynski, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65. — Compteur à eau.

210146. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; société anonyme dite *Maschinenbau Actiengesellschaft vorm Breitfeld, Danek und C^e*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Centrifuge à action continue.

210147. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Société anonyme dite *Maschinenbau Actiengesellschaft vorm Breitfeld, Danek und C^e*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de fermeture hydraulique pour appareil à cuire dans le vide.

210148. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Shaw, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les globes et réflecteurs pour lampes à gaz.

210149. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Marix, représenté par Bleton, à Paris, rue Lepeltier, n° 49. — Utilisation nouvelle des appareils centrifuges pour obtenir l'émulsion des corps gras de provenance animale, végétale ou minérale avec tous corps de densité plus lourde.

210150. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Vuillermoz-Vuez, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de pipe dite *la l'estale*.

210151. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1890; Albrecht, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur actionné directement par les gaz provenant de la combustion de carbone.

210152. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Farge, à Agen. — Appareil pour empêcher l'asphyxie du public et du personnel dans les incendies de théâtre et donner la possibilité de sauver le monument.

210153. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Armagnac, à Agen. — Gilet-bretelle, système Cangamra.

210154. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Bourguignon et Preston, à Paris, rue Fromentin, n° 1. — Application d'un nouveau système d'accélération de vitesse aux bicycles, bicyclettes et tricycles, ainsi que l'application à ces divers véhicules d'un frein par friction.

210155. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Cohn, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Appareil stérilisateur.

210156. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Peigné, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 19. — Multiplication de la vitesse des vélocipèdes par un nouveau système d'engrenage.

210157. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Bascaran, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bec et tube, système Bascaran, applicables aux lampes simples.

210158. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Gigot, Leblanc et Alavène; le premier, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 52; le deuxième, boulevard Saint-Germain, n° 9, à Paris; le troisième, rue Rivay, n° 44, à Levallois-Perret (Seine). — Nouvel appareil appelé *batterie ferrugineuse*, destiné à produire instantanément un liquide ferrugineux pour être employé soit comme colorant, soit comme boisson et à tous autres usages.

210159. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; société des établissements Deauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tampon d'attelage à ressort de choc et de traction.

210160. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 août 1904) pris, le 12 décembre 1890, par Kimber, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à percer à rochet.

210161. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Gwynne, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.

210162. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Ivanovsky, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Règle à calcul perfectionnée.

210163. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Riekie, représenté par la so-

ciété Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Locomotive compound.

210164. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Adams, représenté par Chasse-sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lentille perfectionnée pour la déviation des rayons lumineux.

210165. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Dépensier frères et Boquetin (société), représentée par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cadenas à gorges incrochetable et anse d'ouverture automatique.

210166. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Schloss, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système général de publicité dit *sac-publicité*, par avis industriels, etc., sur les sacs en papiers, les papiers de pliage pour enveloppes, les paquets à la main, les cornets, papiers d'emballage, etc.

210167. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Dillon de Micheroux, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Combinaison d'un genre de publicité dans les hôtels, cafés, etc., avec bibliothèques destinées à la vente et à l'échange gratuit des volumes, œuvres littéraires ou scientifiques, romans, etc.

210168. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Koeler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de voie métallique.

210169. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Scharff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de rasoir mécanique.

210170. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Sescou, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frein démarreur pour voitures, tramways, etc.

210171. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1890; Verner et Tedesco, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système automatique dit *auto-communicateur téléphonique*.

210172. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Lailler (les sieurs), rue de Sotteville, n° 20, à Rouen. — Appareil destiné à graisser, adoucir, humecter, vaporiser, charger ou encoller les fils de chaînes et de trames, soit pendant les différentes manutentions que subissent les premiers avant d'être tissés, soit au moment même de la confection des trames.

210173. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Barbey, à Paris, rue de Seine, n° 13. — Alambic purificateur destiné à toutes les matières volatiles.

210174. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Oller, à Paris, rue Caumartin, n° 2. — Fermeture *automatique* pour tableaux de distribution ou d'enregistrement des opérations dites *de paris matuels* ou opérations similaires.

210175. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Gutmann, représenté par Discaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Innovation aux machines à boutonnières.

210176. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Demoulin, à Paris, boulevard Pereire, n° 197. — Distribution par bagues et tiroir circulaires.

210177. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Paul, représenté par Caréneau, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans le déchargement du charbon et autres marchandises analogues entre chalands et navires ou quais.

210178. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Semmler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux machines à couler les bougies creuses.

210179. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Bersin, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Boîte à graisse avec coussinets à rouleaux.

210180. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Alley, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux moteurs à grande vitesse et à triple détente.

210181. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Mattler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Régulateur compteur applicable aux métiers à tisser pour faire les linceaux à l'écartement voulu et donner, à tous moments, le nombre d'objets tissés.

210182. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Bertram, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour fabriquer les deux éthers monométhyliques isomères de l'aldéhyde de protocroton.

210183. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Stever, représenté par la société Marikier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux graisseurs pour essieux.

210184. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Avedyk, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel appareil à fabriquer les eaux gazeuses à l'aide de l'acide carbonique liquide.

210185. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Couthier, représenté par Mennessier, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Boutonnière mobile pour boutons de toutes espèces, dite *boutonnière mobile indispensable*.

210186. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Manil, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis à tabatière perfectionné en fer laminé, à joints étanches.

210187. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Woremser, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fusil à répétition.

210188. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Cantelo, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les planes.

210189. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Brouillet, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil de sûreté régulateur de pression assurant la sécurité des générateurs, compresseurs à accumulateurs, etc.

210190. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Siemang, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de fermeture pour bouteilles.

210191. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 novembre 1904) pris, le 13 décembre 1890, par Whinfield et Horne, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les affûts d'artillerie.

210192. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Davis, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de commutateur pour machines dynamo et moteurs électriques.

210193. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Hartley et Blenkinsop, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements à la décoloration d'huiles végétales dans la fabrication d'huiles siccatives pâles et de vernis gras de teinte claire, ainsi qu'aux appareils employés à cet effet.

210194. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Hodd, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système combiné d'écrin porte-montre applicable également aux bijoux.

210195. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Schoenerstedt, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe électrique à arc.

210196. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; A. Bourgeois et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. Boîte à cuvette intérieure mobile pour flacons et tous autres articles.

210197. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Fadat, rue Latrade, n° 12, à Brive (Corrèze). — Système de ferrage s'appliquant à toutes les chaussures à semelles en bois, dit *fers Fadat*.

210198. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; des Moutis et Lacroix, à Périgueux. — Tunnel-séchoir à marche régulière et continue pour le séchage des produits céramiques.

210199. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Surre, rue de la Concorde, n° 23, à Toulouse. — Appareil pour doser le sulfate de potasse (plâtrage) et le chlorure de sodium dans les vins, dit *le dosimètre*.

210200. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Advocat, représenté par Foucault, à Charleville. — Fouet ou bâton de chasse de métier à tisser.

210201. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Breittmayer, rue Terre-Nègre, n° 70, à Bordeaux. — Nouveau système récupérateur dit *récupérateur-crible*.

210202. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Jaclot, rue de la Gare, n° 6, à Brie (Meurthe-et-Moselle). — Poudre pour souder l'acier fondu à chaude portée.

210203. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; LeBlanc et Poirer, à Paris, rue de la Villette, n° 51. — Lunettes dichromes.

210204. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Delvaux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de décoloration et de clarification des extraits tanniques.

210205. Brevet de cinq ans, 15 décembre 1890; Fontaine, représenté par Verlivet, à Paris, boulevard Haussmann, n° 105. — Système onduleur pour cheveux supprimant l'emploi du fer à papillottes.

210206. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Roumier, représenté par Charroppin, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 128. — Boulon de fermeture à clavette à ressort.

210207. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Wüstenhöfer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil pour réduire ou consommer la force du choc de deux trains carambolants.

210208. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Frikart, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à vapeur à triple expansion et à simple effet.

210209. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Marx, représenté par la société Elsnér et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pile électrique fer-charbon et production électro-chimique du chlore et des combinaisons du chlore.

210210. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Dawant, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Glacière à denrées alimentaires.

210211. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Piret, à Paris, rue Mouffetard, n° 51. — Compteur électrique à cent bobines se communiquant automatiquement par l'aimantation.

210212. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Poirét, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau porte-allumettes.

210213. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; L. Rochet et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système d'assemblage des pièces tubulaires du corps des bicycles, bicyclettes, tricycles, etc.

210214. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Fougeadoire, représenté par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Machine pour la fabrication et l'impression des étiquettes cillétées.

210215. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Darbou, à Paris, rue de la Croix-Nivert, n° 128. — Marchés volants montables et démontables avec système de boîte à scellement.

210216. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Arnott, Olivier et Seagrave, représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Procédé perfectionné pour le lavage et le nettoyage des laines et autres matières fibreuses contenant des substances grasses.

210217. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Popp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour la distribution de l'énergie par l'électricité.

210218. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Robinette, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mors perfectionné dit *l'acme*.

210219. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Willoughby et Horsfield, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les cercles ou bandages de roues de voitures et de vélocipèdes.

210220. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Phillips, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils servant à mettre les véhicules en marche ou agissant comme propulseur et comme freins.

210221. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; *Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft* (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans la régulation de la vitesse et de la force propulsive des moteurs à courants alternatifs par des courants à phases différentes.

210222. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; *Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft* (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement aux moteurs à courants alternatifs.

210223. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Moret, représenté par Thirion,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 55. — Nouveau genre de bretelle dite *bretelle française l'européenne*.

210224. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Jackson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux générateurs de vapeur.

210225. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Williams, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à écrire.

210226. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Ferrand et Lemoine, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Applications de l'écorce de l'arbre nommé *Maputa*.

210227. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Binder et Jalla jeune (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de tissu bouclé à rayures avec des effets de couleurs produits par impression ou par teinture avant tissage.

210228. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Assan, représenté par Gay, rue Saint-Julien, n° 48, à Rouen. — Compteur automatique de graines.

210229. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Bory, rue Sainte-Catherine, à Bordeaux. — Billard mythologique.

210230. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Lucchini, rue de la République, n° 102, à Marseille. — Peinture sous-marine, dite *la Thétis*.

210231. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Bourrely, à Saint-Just, quartier de la Fabrique-Neuve (banlieue de Marseille). — Appareil pour la destruction complète des chenilles sur les arbres.

210232. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Forest, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux piles électriques.

210233. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Voland frères (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Obtention de moire sans tramage pour toutes étoffes à grain.

210234. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Boiron, rue Sainte-Hélène, n° 29, à Lyon. — Frein excentrique progressif et instantané s'adaptant à toute sorte de voitures.

210235. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Lerocher et fils (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Teinture de la soie dans les bassines de filature.

210236. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; F. Lange et Chanvin (société), à Troyes. — Nouvelle manière de faire le tissu bouclé et peluché sur les articles de bonneterie à maille unie proportionnée, et substitution de ce nouveau tissu au tissu ordinaire dans toutes les parties des vêtements qui en comportent l'emploi.

210237. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Girod, rue de Glères, n° 23, à Besançon. — Porte-billet de chemins de fer, tramways, omnibus, etc.

210238. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Dock, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux hélices propulsives.

210239. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Reffet, à Paris, passage Maurice, n° 14. — Nouveau modèle de masque d'escrime.

210240. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Tommasi, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouvel alliage de métaux dit *plombéine*, pour servir à la soudure de tous métaux en général et plus particulièrement au plomb.

210241. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Hardinge, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Extracteur de plateau fixé sur l'axe des balanciers de montre.

210242. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Loubère et Rolland, représentés par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouvelle composition de pâte en papier spécialement affectée au papier à cigarettes.

210243. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Leblanc, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnements dans la coupe et finition des gants de peau.

210244. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Dumont frères et compagnie

(société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau montage de manchon pour broches à peindre.

210245. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Wiman, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnement aux trieurs magnétiques.

210246. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Lowe, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé de traitement des fibres en cellulose telles que le coton et le lin.

210247. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Wood, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils spécialement destinés à réduire les bavures sur les pinces métalliques soudées à l'électricité.

210248. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Reynaud, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ecraseur-castreur automatique.

210249. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Curran, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux plaques ou carrelages portatifs en plâtre, aux méthodes de fabrication de ces carrelages, ainsi qu'aux moules destinés à cette fabrication.

210250. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Kennedy junior, Diss et Rosenfield, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de jouet.

210251. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Blickensderfer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux rouleaux servant à supporter le papier dans les machines à écrire.

210252. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Stager, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux coudes de retour pour foyers de rayonnement à vapeur.

210253. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Michel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau produit pour l'alimentation des animaux.

210254. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Klein, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11, à Paris. — Système de filtre-pressé dit *Teintures express Klein*.

210255. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Klein, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'entonnoir-filtre dit *Entonnoir-filtre Klein*.

210256. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Cupplès, représenté par Menons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les enveloppes et dans leur méthode et moyens de fabrication.

210257. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Bisbee, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les explosifs et projectiles.

210258. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Dorget, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Contre-taquet mécanique à levier et ressort pour métiers à tisser.

210259. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Maubré, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement se rapportant à la fabrication d'extrait de malt, etc.

210260. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Maubré, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements se rapportant à la fabrication des alcools, etc.

210261. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Stuart et Binney, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux moteurs actionnés par l'explosion de mélanges de vapeurs ou de gaz combustibles et d'air.

210262. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Haight, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système électrique inducteur téléphonique et avertisseur, et appareils employés pour sa mise en pratique.

210263. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Fairchild, représenté par Ar-

mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de frein démontable pour voitures et autres véhicules.

210264. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; G. Binder et Jalla (société), représentée par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tissu bouclé à effets produits par l'emploi de fils moulinsés.

210265. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1890; Chatal frères (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de graissage automatique dit *petit cheval oléomètre*.

210266. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Levray fils, route de Caen, n° 125, au Petit-Quevilly (Seine-Inférieure). — Caramélisation de toutes matières végétales organiques brutes.

210267. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Guerre, rue du Pont-Neuf, n° 7 à Lille. — Perfectionnements dans la construction des métiers à filer.

210268. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Mond, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé de nickelage et de production de cli-chés et objets en nickel.

210269. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Mond, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé d'extraction du nickel.

210270. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Hoyt, représenté par Armeugaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil d'arrosage des pelouses.

210271. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Ragon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de cirage.

210272. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Stegmüller, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Epingle attache-fleurs.

210273. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Geneste-Herscher et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil à stériliser l'eau et à la fournir potable.

210274. — Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Marrer, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de lambris à double face.

210275. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Klein, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les machines pour sécher les cheveux.

210276. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Petit, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Onduleuse.

210277. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1890; Jailly, à Paris, boulevard Voltaire, n° 38. — Production et préparation de papiers et produits spéciaux relatifs à la fabrication de timbres-poste et autres timbres, à la fabrication de papier timbré, titres, etc., et à la confection d'enveloppes et fermetures spéciales des lites.

210278. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Villemont et Barbichon, à Brou (Eure-et-Loir). — Ballon géographique.

210279. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Beaupied, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 208 bis. — Nouveau système de joint dit *le rapide*.

210280. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Price, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Éteignoir automatique perfectionné pour lampes.

210281. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Bussienne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de tubes en caoutchouc découpé pour la fabrication de plantes artificielles.

210282. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Trouvé et Lalung de Férol, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumeur électrique à jet de gaz dit *allumeur universel Trouvé*.

210283. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Schäffer et Budenberg (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de réglage de la détente dans les machines à vapeur.

210284. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Iscovesco, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de certains objets de pansement, éponges, cataplasmes, etc., en végétaux comprimés.

210285. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; G. Binder et Jalla jeune (société), représentée par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de tissu bouclé à effets obtenus par la jacquard ou par des mécaniques d'armure.

210286. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; White, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les supports à douilles pour lampes électriques incandescentes.

210287. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Dreyfus et Charpentier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bec rond à pétrole, à galerie porte-verre mobile.

210288. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; société anonyme d'Escant et Meuse, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes métalliques.

210289. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Harness, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils employés pour les opérations chirurgicales et dentaires.

210290. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Gauthier-Thorigny, rue Gambetta, n° 3, à Tours. — Manutention du pain avec du bouillon gras.

210291. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Mabilley, à Amboise (Indre-et-Loire). — Plantoir universel destiné à la plantation de la vigne ou tout autre arbuste.

210292. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Levasseur et Plicque, à Evreux. — Perfectionnements aux lampes à arc marchant sur courants continus et alternatifs.

210293. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Cottancin, à Paris, rue Chaligny, n° 22. — Travaux en matière plastique avec ossature composée.

210294. Brevet de cinq ans, 18 décembre 1870; Moreau, à Paris, rue Lafayette, n° 189. — Gamelle-marmite de campement dite *gamelle Alexis Moreau*.

210295. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Spahlinger, élisant domicile chez le sieur Borge des Renaudes, à Paris, rue Volney, n° 8. — Composition chimique pour éteindre toutes sortes d'incendies, dite *l'antifeu*.

210296. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Demuth (les sieurs), à Paris, rue de Lyon, n° 15. — Système d'agglomération du liège.

210297. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Fred. Bayer et compagnie (société), représentée par Dobler, à Paris, rue du Foin, n° 8. — Procédé pour la fabrication du carmin d'indigo artificiel, de ses homologues et analogues.

210298. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Tettweiler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Matière élastique et flexible dite *cuir végétal*.

210299. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Kahl et Soetje, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Four combiné pour sécher et carboniser de la tourbe pour la fabrication de briquettes et de coke de tourbe.

210300. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Guin et Tavan, à Paris, avenue de Lowendal, n° 6. — Nouveau système d'appareil de contrôle dit *robinet compteur automatique* pour tous les liquides en général.

210301. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Poizot, rue des Ursulines, n° 16, à Saint-Denis (Seine). — Application du caoutchouc durci aux broches des filatures.

210302. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Graham et White, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les pinces à ouvrir les huîtres.

210303. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Hirschfeld, à Paris, rue Vernier, n° 3. — Produit dit *gla Hirschfeld* et son application à l'enlèvement des objets.

210304. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Müller, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Clou à deux lames sans tête.

210305. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Bergère, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lit-armoire perfectionné.

210306. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Junginger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de pot destiné à recevoir des cure-dents ou des allumettes.

210307. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; P. Willame et compagnie (société).

représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bidon à pétrole, essence et autres liquides.

310308. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Kuthe, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour obtenir au premier jet toute la quantité de sucre cristallisable renfermée dans les masses cuites.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Dépensier frères et Bocquentin (Société), 16 septembre 1890, brevet 205425. (L'arête-bouton tournant à ouverture et fermeture automatiques.)

Riès, 16 septembre 1890, brevet 201088. (Nouveau système de capsules à chevilles pour bouchons de liège.)

Asche, 16 septembre 1890, brevet 200394. (Procédé hygiénique pour souder les boîtes en fer-blanc.)

Rouart frères et compagnie (Société), 16 septembre 1890, brevet 171527. (Perfectionnements aux appareils à produire le froid et leurs applications.)

Siemens et Halske (Société), 13 septembre 1890, brevet 199783. (Appareils à mesurer et additionner l'énergie électrique traversant un conducteur dans des courants directs ou continus, ou des courants alternatifs.)

Tommasi, 12 septembre 1890, brevet 203249. (Système d'accumulateur électrique multitubulaire.)

Société *Higham Patent Right Company*, 11 septembre 1890, brevet 206975. (Réglage des dynamos desservant des lampes à arc pour l'éclairage électrique.)

Société française des fontaines populaires, 13 septembre 1890, brevet 191574. (Distributeur automatique de boissons.)

Société française des fontaines populaires, 13 septembre 1890, brevet 196462. (Distributeur automatique de boissons sous pression.)

F. Revel père et fils (Société), 13 septembre 1890, brevet 205435. (Godet fixe à ressort pour parapluies, ombrelles, etc.)

Gourde, 13 septembre 1890, brevet 206866. (Nouveaux moyens de fixation de la tête en papier sur les œillets-crochets.)

Bernard, 13 septembre 1890, brevet 194932. (Procédé chimique à l'effet d'obtenir sur les métaux des dépôts métalliques ou des combinaisons avec les métalloïdes.)

Steinmesse, 17 septembre 1890, brevet 204590. (Nouveau système de distribution de vapeur.)

Hughes, 13 septembre 1890, brevet 206471. (Mode de fixation du bout sur les queues de billard, cannes, parapluies, etc.)

Eynard, 16 septembre 1890, brevet 204345. (Appareil dit *auto-moteur* pour machines à coudre et autres, s'adaptant en particulier et sans changement aux tables et bâtis des machines à coudre de tous systèmes.)

Pollak, 16 septembre 1890, brevet 204405. (Lampe électrique de mineur.)

Scherer, 13 septembre 1890, brevet 201071. (Piège électrique pour insectes et autres animaux.)

Smith, Goddard, Higginbottom et Mannock, 12 septembre 1890, brevet 186020. (Perfectionnements dans les appareils pour couper les tissus à poil.)

Barnabé, 23 septembre 1890, brevet 205138. (Nouveau genre de râteau dénommé *râteau français*, système Barnabé.)

Chartier, 16 septembre 1890, brevet 207447. (Mécanisme servant de point d'appui pour conduire les ballons.)

Bonnefond, 17 septembre 1890, brevet 185689. (Système perfectionné de distribution à détente variable pour locomotives et machines fixes.)

Métayer, 13 septembre 1890, brevet 204341. (Pompe-hélice élévatoire pour les liquides et pour comprimer les gaz au moyen d'une quantité de liquide très dense, etc.)

Moreau, 12 septembre 1890, brevet 187890. (Moulin à cylindre et plaques de friction.)

Gras, 13 septembre 1890, brevet 208107. (Nouveau système de pont métallique.)

Brunot, 9 septembre 1890, brevet 206219. (Système d'échardonnage mécanique de la laine.)

Vallerant, 10 octobre 1890, brevet 172371. (Cadenas de sûreté.)

Sclavrand, 13 octobre 1890, brevet 187839. (Timbre pneumatique à balle.)

Vallerant, 10 octobre 1890, brevet 190161. (Nouveau système de bec-de-cane.)

- Vallerant, 10 octobre 1890, brevet 205380. (Timbre de porte à simple ou double marteau.)
- Le Mée, 10 octobre 1890, brevet 193451. (Nouveau mélangeur à farine, automatique et mathématique, système Ch. Le Mée.)
- Mertz, 13 octobre 1890, brevet 192906. (Appareil à humidifier et à rafraîchir l'air des salles de filatures, des malteries, des bateaux, des salles de théâtre, etc.)
- Steiner, 7 octobre 1890, brevet 206131. (Bébé marcheur, dit *bébé premier pas*.)
- Broadwell, 14 octobre 1890, brevet 206462. (Perfectionnements dans les armes à gaz liquéfié.)
- Bretonneau, 18 septembre 1890, brevet 190521. (Nouveau genre de musette pour chevaux.)
- Lugnes, 24 septembre 1890, brevet 202698. (Nouveau système de porte-brancard articulé, dit *porte-brancard de sûreté*.)
- Frager, 10 octobre 1890, brevet 195713. (Compteur d'électricité.)
- Société française d'études et d'entreprises, 8 octobre 1890, brevet 205560. (Système perfectionné de pose des voies de tramways avec les chaussées pavées en bois.)
- Gennari, 14 octobre 1890, brevet 204850. (Nouvel apprêt dénommé *préservateur des tissus*.)
- Paxman, 8 octobre 1890, brevet 201895. (Générateur multitubulaire de vapeur.)
- Marclat, 9 octobre 1890, brevet 201158. (Machine servant à la fabrication des lisses pour rubans et cotonnades.)
- Ronze, 14 octobre 1890, brevet 203059. (Système d'empoutage économisant les cartons et le lisage pour les articles façonnés en général.)
- Lenoir, 10 octobre 1890, brevet 158259. (Perfectionnements aux moteurs à gaz.)
- Popp, 10 octobre 1890, brevet 199249. (Machine mixte à vapeur et à air.)
- Schmahl, 8 octobre 1890, brevet 207573. (Procédé pour composer un ciment pouvant s'ajouter à la colle à délayer les couleurs de terre et chimiques.)
- Lecucq fils, 2 octobre 1890, brevet 202712. (Nouvelle boîte dite *boîte Lecucq*.)
- Brison, 6 octobre 1890, brevet 201227. (Application du sulfate d'alumine et de potasse appelé alun pour combattre le mildew et autres maladies qui détruisent les feuilles de vigne et paralysent la plante.)
- Berton fils, 7 octobre 1890, brevet 204531. (Nouveau système de nettoyage de grains, dit *densitricur Berton*.)
- Van Rysselberghe, 26 septembre 1890, brevet 202866. (Système de distribution hydro-électrique.)
- Van Rysselberghe, 26 septembre 1890, brevet 202867. (Moteurs hydrauliques rotatifs.)
- Lamena père, 25 septembre 1890, brevet 207776. (Machine hydro-atmosphérique.)
- Péron, 18 septembre 1890, brevet 200860. (Calorifère à gaz à combustion intensive.)
- Marzin, 10 octobre 1890, brevet 204638. (Nouveau servo-moteur dit *mi-roto-moteur Marzin*.)
- Michel, 10 octobre 1890, brevet 203622. (Système de machine à couler les bougies, dit *système Alfredo Michel*.)
- Schlosser, 30 septembre 1890, brevet 201074. (Base de cirages, de vernis, d'impressions et de peintures par dissolution des laines.)
- Passburg, 13 octobre 1890, brevet 203556. (Appareil à vide pour le séchage des explosifs.)
- Pénières, 27 septembre 1890, brevet 206970. (Procédé de conservation des bois par les cyanures.)
- Digeon, 11 octobre 1890, brevet 182223. (Système avertisseur universel.)
- Ravelli, 4 novembre 1890, brevet 183319. (Mouvement d'engrenages mécaniques portant le titre : *hélicoïdal Ravelli à échappements*, applicable à l'industrie.)
- Ménétrier, 30 octobre 1890, brevet 163985. (Cheminée dite *française portative à calorifère*.)
- Chambers et Smith, 4 novembre 1890, brevet 164063. (Perfectionnements dans les fours à coke et dans les méthodes et appareils pour recueillir et titiliser les produits de la combustion de ces fours.)
- Compagnie française des eaux-de-vie, L. Teilliard, 25 octobre 1890, brevet 177796. (Procédé d'ozonisation de l'oxygène en vue de la désinfection des liquides alcooliques et des autres applications similaires de l'ozone.)

Guillaume dit Gaiffe, 30 octobre 1890, brevet 201916. (Système perfectionné de chaussure dite *chausson consolidé*.)

Boumieu, 6 novembre 1890, brevet 206558. (Appareil extracteur étagé et méthode d'extraction chimique des huiles par cet extracteur.)

Crosier, 5 novembre 1890, brevet 208802. (Nouveau genre de fermetures hermétiques, croisées, portes, etc., avec leurs ferrements.)

Paix et Monnier, 4 novembre 1890, brevet 200787. (Système d'arme à feu à plusieurs coups, dit *le rapide*, avec ou sans son chargeur.)

Thomas, 3 octobre 1890, brevet 205580. (Système d'appareil chargeur jeuqueur à deux soupapes.)

De Chardonnet, 25 octobre 1890, brevet 208405. (Perfectionnements dans les appareils propres à la fabrication de la soie artificielle par la filature des liquides.)

Compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, 5 novembre 1890, brevet 187659. (Perfectionnement aux tourelles cuirassées oscillantes.)

Fey, 29 octobre 1890, brevet 204247. (Procédé et appareil pour le saumurage des viandes salées.)

Turlot et Mallet, 27 octobre 1890, brevet 201363. (Nouveau système de numéroteurs à pression.)

Sallebreux, 3 octobre 1890, brevet 201715. (Générateur à vaporisation instantanée.)

Maréchal, 3 novembre 1890, brevet 146278. (Glacière fixe et sans acide pour la fabrication des glaces, sorbets, etc., dite *glacière Maréchal*.)

Durrelet, 6 novembre 1890, brevet 208783. (Voltamètres ou cuves à décomposition, à grand débit, servant à la production et à l'utilisation industrielle des gaz provenant de la décomposition électrolytique de l'eau.)

Société des générateurs à vaporisation instantanée, 5 novembre 1890, brevet 206540. (Perfectionnements dans les générateurs à vaporisation instantanée.)

Muller, 28 octobre 1890, brevet 203938. (Système perfectionné de revêtement centrifuge.)

Remus, 7 novembre 1890, brevet 209069. (Procédé de fabrication de boîtes en carton.)

Tillet, 11 novembre 1890, brevet 201627. (Perfectionnements aux roderies ou machines à obtenir des moulures sur le fer ou autres métaux.)

Société *Badische Anilin et Soda Fabrik*, 13 novembre 1890, brevet 202804. (Production d'une oxime de la para-diamido-diphenylénacétone et de matières colorantes tétrazoïques dérivant de ce nouveau produit.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 13 novembre 1890, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

De Bellomayre, 8 novembre 1890, brevet 205847. (Curvimètre universel.)

Gresser, 7 novembre 1890, brevet 208793. (Étui s'ouvrant seul sous l'action d'une pièce de monnaie, pour jumelles de théâtre.)

Mérelle, 8 novembre 1890, brevet 205919. (Machine à écharbonner les laines avant leur passage à la carde.)

Jules Lussiez et compagnie (Société), 13 novembre 1890, brevet 206040. (Appareil dit *chassis dévidoir*, destiné à teindre en nappes la laine peignée et autres textiles.)

Bergier, 12 novembre 1890, brevet 209340. (Appareil de torsion destiné à la filature de la soie.)

Verny, 15 novembre 1890, brevet 189553. (Évacuateur automatique de l'huile sale des organes graisseurs.)

Hamelle, 14 novembre 1890, brevet 207396. (Graisseur automatique à pression constante obtenue mécaniquement.)

Dacretet, 12 novembre 1890, brevet 208783. (Voltamètres ou cuves à décomposition, à grand débit, servant à la production et à l'utilisation industrielle des gaz provenant de la décomposition électrolytique de l'eau.)

Renard, 15 novembre 1890, brevet 208868. (Appareil destiné à la production électrolytique de l'hydrogène et de l'oxygène par l'électrolyse.)

Monette, 2 octobre 1890, brevet 202282. (Compte-gouttes réglable à pression.)

Société des distilleries de la Méditerranée, 26 septembre 1890, brevet 201552. (Nouveau mode de préparation de l'alcool à l'aide de matières amylacées.)

Perrody, 25 septembre 1890, brevet 187583. (Traverse métallique destinée aux

- grandes lignes de chemins de fer et pour une pavé du même système formant une voie complètement métallique pour tramways.)
- Pignot et ses fils (Société), 22 septembre 1890, brevet 204926. (Procédé de filage à la main supprimant le filage dans l'allée et moyens de le produire.)
- Gadeau de Kerville, 25 septembre 1890, brevet 206165. (Machine à aiguiser les plaques et chapeaux de carte, système Gadeau de Kerville.)
- Albert, 30 septembre 1890, brevet 204556. (Nouvel amorçage des douilles de cartouches à percussion centrale.)
- Société française d'exploitation des procédés Hermite, 30 septembre 1890, brevet 185699. (Procédé de désinfection des eaux d'égouts, des fosses d'aisances, etc., et dispositifs qui s'y rapportent.)
- Monnier, 27 septembre 1890, brevet 207420. (Perfectionnements dans les machines automatiques pour la photographie.)
- Appert, 7 octobre 1890, brevet 200473. (Nouveau procédé de moulage méthodique du verre.)
- Dolignon, 7 octobre 1890, brevet 208039. (Perfectionnements aux appareils d'évaporation et de cuite et aux condenseurs des pompes à air.)
- Degivry, 2 octobre 1890, brevet 196364. (Monture réductible pour parapluies, ombrelles, etc.)
- Desruelles et Chauvin, 30 septembre 1890, brevet 204274. (Nouveau système de compteur d'énergie électrique.)
- Henry, 4 octobre 1890, brevet 192677. (Système] mécanique spécial permettant d'utiliser la puissance de réaction de l'air.)
- Duriez, 9 octobre 1890, brevet 192224. (Fourneau à concentration calorifique, économique et hygiénique à foyer mobile.)
- Tantot-Duchamp, 30 septembre 1890, brevet 193736. (Appareil dit *foyer Tantot-Duchamp*, à air libre ou forcé par le rideau régulateur avec récupérateur des gaz du foyer.)
- Salomon, 30 septembre 1890, brevet 197880. (Procédé de séchage et de torréfaction.)
- Morgan, 7 octobre 1890, brevet 206624. (Perfectionnements dans les grilles de fourneaux.)
- Dupuis, 7 octobre 1890, brevet 179855. (Moteur dit *levier Dupuis*.)
- Jomain, 29 septembre 1890, brevet 206544. (Perfectionnements dans les fermetures en fer pour magasins.)
- Vany frères (Société), 8 octobre 1890, brevet 201855. (Nouvelle pince à cire pour parquets.)
- Philippe, 4 octobre 1890, brevet 206813. (Système perfectionné de filtre à poches simples ou multiples.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 7 octobre 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)
- Barr et Stroud, 22 septembre 1890, brevet 199368. (Perfectionnements apportés aux instruments de précision et spécialement applicables aux télémètres ou chercheurs de distances.)
- Société française d'exploitation des procédés Hermite, 18 septembre 1890, brevet 164230. (Blanchiment des matières textiles en général et des pâtes à papier.)
- Bolvin, 2 octobre 1890, brevet 167893. (Bouche viennoise de four de boulanger à bouchoir cintré.)
- Jacobi, 25 septembre 1890, brevet 205072. (Système de bouton-serrure.)
- Fontaine-Besson, 18 septembre 1890, brevet 207422. ((Nouvel instrument établi à l'octave inférieure de la clarinette-basse et dénommé *clarinette contre-basse* si b.)
- Sébillot, 19 septembre 1890, brevet 187315. (Système d'appareils de transport des navires sur voies ferrées.)
- Société dite *The Pittsburgh Reduction Company*, 24 septembre 1890, brevet 197139. (Perfectionnements dans la production de l'aluminium.)
- Poirson, 20 septembre 1890, brevet 205179. (Plaque vibrante bombée pour transmetteur microphonique à charbon.)
- Vassort, 25 septembre 1890, brevet 205955. (Appareil dit *lucimètre universel*.)
- Blancan, 11 octobre 1890, brevet 207328. (Nouveau genre de buvard dit *buvard barométrique*.)

- Lemaire, 18 septembre 1890, brevet 153811. (Machine à main pour la fabrication domestique des cigarettes.)
- Lefranc (Les sieurs) et Vivien, 14 octobre 1890, brevet 202750. (Nouveau procédé de fabrication du sucre.)
- Landier, 10 octobre 1890, brevet 204796. (Perfectionnements aux fours mobiles destinés au chauffage à la houille des fours de boulangerie, pâtisserie, etc.)
- Gavi, 7 octobre 1890, brevet 199430. (Système de scie garnie en diamant pour le sciage rapide du marbre et de la pierre dure.)
- Anthoni, 22 septembre 1890, brevet 191065. (Perfectionnements aux voitures.)
- Lardonnois, 25 septembre 1890, brevet 200956. (Système d'attelage et de dételage instantanés pour voitures à un, deux et trois chevaux.)
- Delacroix, 6 octobre 1890, brevet 201138. (Carnets d'abonnements kilométriques à combinaisons multiples, à timbres mobiles et autres ou combinés avec chèques, timbres ou jetons d'échanges divisionnaires conventionnels ou kilométriques, etc.)
- Delville, 6 octobre 1890, brevet 202836. (Système de commutateur de bureau central pour réseau téléphonique à double fil.)
- Delville, 6 octobre 1890, brevet 202836. (Système de commutateur de bureau central pour réseau téléphonique à double fil.)
- Dumonceau, 29 septembre 1890, brevet 201427. (Méthode destinée à l'enrichissement des craies phosphatées par le soufre.)
- Remus, 17 octobre 1890, brevet 208652. (Perfectionnements aux tuyaux et réservoirs.)
- Du Virier, 16 octobre 1890, brevet 195655. (Composition dite *soie artificielle*, propre à la fabrication des fils et plaques, et ses procédés de préparation.)
- Gresser, 16 octobre 1890, brevet 208793. (Étui s'ouvrant seul sous l'action d'une pièce de monnaie pour jumelles de théâtre.)
- Renault et Desvernay, 18 octobre 1890, brevet 194572. (Genre perfectionné de pile électrique.)
- David, 21 octobre 1890, brevet 203076. (Appareil à mesurer et à enregistrer l'énergie d'un courant électrique.)
- Zipernowsky, 15 octobre 1890, brevet 206670. (Instrument pour souder les métaux par les courants électriques.)
- Rodenstock, 14 octobre 1890, brevet 207317. (Longues-vues doubles, jumelles et lunettes pourvues d'une disposition permettant d'en fixer les deux moitiés dans la position correspondante à la distance entre les pupilles.)
- Carre, 15 octobre 1890, brevet 208773. (Perfectionnement aux appareils réfrigérants fonctionnant au moyen des agents hygrométriques.)
- Hock, 14 octobre 1890, brevet 205089. (Installation de caisse permettant d'embrancher d'un coup d'œil les diverses sortes de monnaies et leur donnant une position commode pour être mises en rouleaux et introduites dans des douilles en métal pourvues d'ouvertures qui les laissent voir et reconnaître.)
- Léry, 15 octobre 1890, brevet 195963. (Nouveau procédé de métallisation au trempé de tous les métaux.)
- Société française d'exploitation des procédés Hermite, 18 octobre 1890, brevet 161230. (Blanchiment des matières textiles en général et des pâtes à papier.)
- Paut, 14 octobre 1890, brevet 199981. (Perfectionnements aux raquettes des métiers à planches à tisser les rubans et étoffes.)
- Archambault, 18 octobre 1890, brevet 201432. (Nouveau métier mécanique à tissage, coupe et fermeture de chenille, pour la fabrication de la chenille pour tapis ou ameublement.)
- Archambault, 18 octobre 1890, brevet 201433. (Nouveau métier mécanique pour pose et tissage du tapis chenille dit *haute laine*.)
- Pescetto, 15 octobre 1890, brevet 207516. (Perfectionnements dans la disposition des appareils de chasse fonctionnant automatiquement ou à volonté.)
- Castelnau, 15 octobre 1890, brevet 201159. (Générateur à vapeur dit *meilleur*.)
- Carmien, 20 octobre 1890, brevet 206895. (Fourneau à différents usages, produisant lui-même le gaz propre à son alimentation.)
- Gege, 17 octobre 1890, brevet 207945. (Procédé et appareil pour la fabrication de lere sèche et d'alcool avec du moût de maïs et avec des résidus de moût.)
- Romart frères et compagnie (Société), brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

- Raveaud, 18 octobre 1890, brevet 198101. (Nouveau système de sondage.)
- Robin, 27 octobre 1890, brevet 197932. (Appareil pour la teinture en pièce des velours, peluches et autres tissus.)
- D. Gantillon et compagnie (Société), 5 novembre 1890, brevet 207840. (Procédé de traitement des tissus schape et soie ou autres matières mélangées à la soie, dans le but de leur donner l'aspect du crêpe de Chine et d'obtenir ainsi un produit nouveau pour modes et confections.)
- Brossette, 27 octobre 1890, brevet 207956. (Nouveau mode de décoration en couleurs des tissus en général, fils, coton, ramie, soie, etc., et notamment des dentelles, tulles, guipures, mousselines.)
- Alamagny, Oriol et compagnie (Société), 3 novembre 1890, brevet 200724. (Perfectionnements aux fuseaux des métiers à lacets.)
- Weiss, 29 octobre 1890, brevet 204822. (Système de régulateur dynamique pour moteurs à vapeur à détente variable.)
- Bochkoltz, 6 novembre 1890, brevet 204719. (Wagounnet à laitier avec huche pourvue de trons de coulée et mouvement de bascule combiné avec mouvement de culbute pour faire le décrassage en liquides et en pains.)
- Lintz, 8 octobre 1890, brevet 188975. (Dispositif de creuset à étamer les feuilles de fer.)
- Reis, 29 novembre 1890, brevet 201757. (Nouveau système de graisseur pour machines, intitulé *graisseur à pivot*.)
- Cailleaux, 14 octobre 1890, brevet 185122. (Système d'ensachoir perfectionné à bascule.)
- Castay, 4 novembre 1890, brevet 206180. (Vélocipède bimoteur ou à double mouvement.)
- Martin, 28 octobre 1890, brevet 204377. (Couveuse bain-marie appliquée à l'incubation artificielle des œufs de toutes sortes, ainsi qu'à d'autres usages, notamment comme couveuse pour enfants nés avant terme.)
- Maroger et Vidal, 7 novembre 1890, brevet 207610. (Pulvérisateur à dos de mulet sans pression, pour sa lance et pour son jet.)
- Société anonyme l'*Incandescence électrique*, 31 octobre 1890, brevet 179824. (Procédé de réparation des lampes électriques à incandescence.)
- Duvalle et Dousson, 31 octobre 1890, brevet 190385. (Moteur dynamique servant à la transformation directe de l'électricité en force mécanique et réciproquement.)
- Bayle, 6 novembre 1890, brevet 202580. (Lampe à arc.)
- Clegg, 29 octobre 1890, brevet 205442. (Perfectionnements dans la fabrication des émetteurs de lumière ou luminaires pour lampes électriques et autres.)
- David, 3 novembre 1890, brevet 207890. (Compteur d'énergie électrique.)
- Dervaux, 29 octobre 1890, brevet 189766. (Appareil épurateur-décanteur Dervaux pour l'épuration des eaux.)
- Dervaux, 6 novembre 1890, brevet 189766. (Appareil épurateur-décanteur Dervaux pour l'épuration des eaux.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 4 novembre 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)
- Cornu, 31 octobre 1890, brevet 208669. (Procédé de fabrication des capsules en gluten et leurs diverses applications.)
- Christoph et Unmack, 30 octobre 1890, brevet 183442. (Baraques démontables, système von Döcker.)
- A. Lenègre et compagnie (Société), 5 novembre 1890, brevet 207911. (Ceure d'album permettant la reliure instantanée des photographies et autres images sur carton.)
- Capone, 28 octobre 1890, brevet 201233. (Mécanisme pour la translation aérienne.)
- Bisson et Bal, 6 novembre 1890, brevet 202682. (Distributeur automatique de tickets d'assurances, publicité, escompte, tombola, etc.)
- Harsant, 5 novembre 1890, brevet 192972. (Nouveau système de collet de charret articulé, à serrage automatique.)
- Maisonnave, 5 novembre 1890, brevet 192596. (Machine portative à marquer et distribuer les tickets de courses pour paris mutuels.)
- Leroux et Fischbach, 30 octobre 1890, brevet 202539. (Nouveau procédé de couvrir produit à base métallique ininflammable pour décoration théâtrale.)

Besnard et Robin, 4 novembre 1890, brevet 207750. (Perfectionnements dans les appareils à couler la lessive.)

Appert, 30 octobre 1890, brevet 200473. (Nouveau procédé de moulage méthodique du verre.)

Société dite *manufacture lyonnaise de matières colorantes*, 28 octobre 1890, brevet 204395. (Procédé de fabrication des thionines sulfoconjugués.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 3 novembre 1890, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

Lagrafel et d'Allest, 18 octobre 1890, brevet 189441. (Système de chaudières marines ou autres à haute pression.)

Koellner, 18 octobre 1890, brevet 205063. (Appareils et matériels à filtrer pour épurer l'huile et autres liquides.)

Duconseil, 18 octobre 1890, brevet 203318. (Nouveau système de moteur mécanique.)

Legras, 22 octobre 1890, brevet 201449. (Système de bouchage et de débouchage de flacons, bouteilles, etc., système bordelais.)

Mandroux, 18 octobre 1890, brevet 202315. (Commuteur multiple pour poste central téléphonique.)

Gavi, 23 octobre 1890, brevet 199430. (Système de scie garnie en diamant pour le sciage rapide du marbre et de la pierre dure.)

Vaudiot, 21 octobre 1890, brevet 182641. (Robinets hydropneumatiques.)

Bauer et Röder, 20 octobre 1890, brevet 195850. (Mécanisme destiné à pincer les languettes qui donnent les sons dans les boîtes à musique.)

Kasper et Gache, 16 octobre 1890, brevet 201256. (Appareil transpositeur pour violon et autres instruments à cordes.)

Wilhelm, 24 octobre 1890, brevet 205793. (Système de transmission et d'enregistrement des ordres et en particulier des ordres à bord des navires, et appareils combinés à cet effet.)

Cornely, 21 octobre 1890, brevet 154380. (Coupeuse dite *coupeuse Bertrand*.)

Pommeret, 25 octobre 1890, brevet 201915. (Jouet dit *fontaines lumineuses*.)

Von Possanner-Ehrnthall, 20 octobre 1890, brevet 202696. (Nouveau système de pompage de sûreté, système de Possanner.)

Rodary, 25 octobre 1890, brevet 207329. (Système de brouette distributrice.)

David, 23 octobre 1890, brevet 203076. (Appareil à mesurer et à enregistrer l'énergie d'un courant électrique.)

David, 4 octobre 1890, brevet 207890. (Compteur d'énergie électrique.)

L. Durand et Huguenin (Société), 20 octobre 1890, brevet 178364. (Fabrication de nouvelles matières colorantes.)

Feer, 20 octobre 1890, brevet 200613. (Procédé de préparation de matières colorantes jaunes et oranges par la réaction du soufre sur le tétraméthylamidodiphénylméthane en présence d'ammoniaque ou d'amines aromatiques primaires.)

Besnard, 20 octobre 1890, brevet 203232. (Perfectionnements dans les appareils destinés à combattre les maladies cryptogamiques de la vigne.)

Tirard, 20 octobre 1890, brevet 205875. (Appareil appelé *paratherme horticole*, applicable aux serres et châssis.)

Paquet, 24 octobre 1890, brevet 204983. (Appareil de serrage automatiques pour machines-outils, etc.)

Garambois, 18 octobre 1890, brevet 170807. (Nouvelle application d'un tissu gaufré, imitant la piqure à l'aiguille, aux étoffes ouatées ou assemblées pour la doublure des vêtements, couvre-pieds, etc.)

Rodriguez et Marti, 20 septembre 1890, brevet 209096. (Timbre rotatif dateur et numéroteur automatique s'encrent de lui-même en une ou plusieurs couleurs, dit *timbre Rodriguez*.)

H. et G. Rose frères (Société), 25 octobre 1890, brevet 201532. (Perfectionnements apportés aux moulinis à disques dits *granulateurs*.)

Franke, 21 octobre 1890, brevet 205669. (Machine à forer et à entailler la roche.)

Société dite *The mining and general Electric Lamp Company limited*, 6 septembre 1890, brevet 209095. (Perfectionnements aux lampes électriques portatives destinées plus spécialement aux mineurs.)

Compagnie française d'application du parallélogramme articulé Bonicard, 24 oc-

tobre 1890, brevet 201144. (Appareil destiné à obtenir, dans les vélocipèdes, en en augmentant la solidité, une multiplication quelconque.)

Lindner, 25 octobre 1890, brevet 207038. (Nouvelle roue métallique.)

Fepoux, 22 octobre 1890, brevet 205842. (Tireuse servant à la mise en bouteilles des liquides, tels que vins, alcools, cidres, bières, huiles, eaux, etc.)

Gardenghi, 25 octobre 1890, brevet 206032. (Nouveaux types et établissement spéciaux de fer angulaire et fer en U pour la construction des balustrades, grilles artistiques et travaux similaires.)

Zentz d'Alnois, 27 novembre 1890, brevet 205223. (Machine à bras portative, à étreigneurs courbes simples ou multiples, pour botteler les plantes textiles ou fourragères, dite *la botteleuse*.)

Connell, 29 novembre 1890, brevet 207499. (Perfectionnements aux machines à rouler les cigares.)

Tantin, 25 novembre 1890, brevet 208332. (Système de broche de navette pour tissage.)

Coward, 27 novembre 1890, brevet 194171. (Perfectionnements dans les appareils à broyer ou pulvériser les minerais et autres matières.)

Piat, 26 novembre 1890, brevet 209432. (Perfectionnements aux procédés de montage.)

Castay, 26 novembre 1890, brevet 206180. (Vélocipède bimoteur ou à double mouvement.)

Weingartner, 22 novembre 1890, brevet 197032. (Réchaud à tube porte-mèche nu, mobile.)

Société anonyme des cartouches de projectiles, à Bruxelles, 26 novembre 1890, brevet 208353. (Cartouche destinée au tir à blanc.)

Cheswright, 28 novembre 1890, brevet 204328. (Perfectionnements dans les pile-voltaiques secondaires.)

Dion, 25 novembre 1890, brevet 207399. (Nouveaux perfectionnements dans les avertisseurs électriques d'incendie.)

Bergh, 25 novembre 1890, brevet 195131. (Procédé et appareil pour aérer et purifier le moût de bière et la bière.)

Proust, 24 novembre 1890, brevet 187352. (Fourneau-réchaud à pétrole dit *l'éclair*.)

Société anonyme *la manufacture lyonnaise de matières colorantes*, 25 novembre 1890, brevet 201770. (Procédé pour la fabrication de couleurs dérivant de l'acide γ amidonaphtolmonosulfonique.)

Massicard, 29 novembre 1890, brevet 208229. (Nouvel appareil automatique destiné à la manœuvre des aiguilles pour voies de tramways, de chemins de fer, etc.)

Clostre-Richard, 22 novembre 1890, brevet 204579. (Application nouvelle de la fibre d'agave, itzle, pour constituer des baleines de corsets et corsages, l'intérieur des cravaches, etc.)

Laffitte, 8 octobre 1890, brevet 197225. (Somatographe servant à habiller sans prise de mesures et rapporteur.)

Sumner, 17 novembre 1890, brevet 189772. (Perfectionnements apportés aux broches, colliers-supports et coussinets employés pour la préparation, le filage, le doublage, le tordage, le dévidage du coton, de la laine, du lin, de la soie et d'autres matières textiles.)

Fayol, 15 novembre 1890, brevet 201980. (Cuiseuse-batteuse mécanique des cocons, système A. Fayol.)

Doublier, 3 décembre 1890, brevet 201500. (Nouveau cerceau d'enfant dit *cyclo-sonne*.)

Wahl, 3 décembre 1890, brevet 205831. (Perfectionnements aux supports à coulisse ou à suspension pour lampes, pupitres à musique, etc., permettant leur arrêt automatique dans toute position voulue.)

Talbot, 25 novembre 1890, brevet 204045. (Procédé pour la production artificielle d'acides tartriques à l'aide des matières cellulosiques, saccharines ou amylacées.)

Rouart frères et compagnie (Société), 4 décembre 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

Bittinger, 1^{er} décembre 1890, brevet 206698. (Blutoir avec tamis plans.)

Compagnie générale des lampes incandescentes, 1^{er} décembre 1890, brevet 145554.

(Perfectionnements dans les lampes électriques, ainsi que dans leur mode de fabrication.)

Desrozières, 3 décembre 1890, brevet 194964. (Perfectionnements aux machines électriques.)

Simon, 3 décembre 1890, brevet 202365. (Nouveau système de régulateur différentiel d'arc électrique.)

Pogneaux, 6 décembre 1890, brevet 206761. (Horalux électrique.)

Iliffe, 2 décembre 1890, brevet 209894. (Perfectionnements dans les commutateurs électriques.)

Bonnefond, 1^{er} décembre 1890, brevet 185689. (Système perfectionné de distribution à détente variable pour locomotives et machines fixes.)

Férot, 9 septembre 1890, brevet 206482. (Nouvelle structure du foyer des machines-locomotives présentant les deux plaques latérales inclinées et courbées avec la boîte à fumée à double tirage, pour servir à l'exploitation des chemins de fer de toutes largeurs de voie et tramways.)

De Landtsheer, 5 novembre 1890, brevet 201754. (Décortiqueuse agricole permettant d'opérer l'extraction de la filasse contenue dans les plantes textiles, telles que la ramie, le chanvre, le lin, l'aloès, la pita et autres.)

Huet, 25 novembre 1890, brevet 187212. (Machine à fabriquer le papier disposée pour satiner, glacer et frictionner le papier d'un côté ou des deux côtés de la feuille pendant la fabrication.)

Ravelli, 19 novembre 1890, brevet 183319. (Mouvement d'engrenages mécanique dit *hélicoïdal Ravelli à échappements*, applicable à l'industrie.)

Société centrale de construction de machines et le sieur Bonjour, 17 novembre 1890, brevet 207631. (Mécanisme de commande par bielle hydrostatique pour machines à quatre distributeurs et autres.)

Agobet et compagnie (Société), 18 novembre 1890, brevet 150652. (Procédé de fabrication de l'acétate de plomb au moyen de cuves roulantes ou tournantes.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 19 novembre 1890, brevet 203745. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés iodés des phénols et de leurs acides carboxyliques.)

Wackernie, 21 novembre 1890, brevet 205520. (Perfectionnements aux appareils à filtrer.)

Ducretet, 15 novembre 1890, brevet 208783. (Voltamètres ou cuves à décomposition, à grand débit, servant à la production et à l'utilisation industrielle des gaz provenant de la décomposition électrolytique de l'eau.)

Puech (M^{re}), 20 novembre 1890, brevet 196243. (Nouveau procédé d'extraction du duvet des écarts ou chiquettes et queues des peaux de lapin, cartor, vigogne, etc., par la cuisson, le grillage et le pilage produisant un nouveau duvet, dit *duvet Puech soyeux*.)

D. Cazaubon et fils (Société), 20 novembre 1890, brevet 202139. (Réservoir de chasse à clapet et à débit variable.)

Maubert, 19 novembre 1890, brevet 203209. (Application d'un entonnoir ventilateur pour enlever la fumée de n'importe quel appartement.)

Bougenot, 18 novembre 1890, brevet 205438. (Nouveau système de chemin de fer aérien dit à *bon marché*.)

J. Depoilly et Fleury (Société), 15 novembre 1890, brevet 201824. (Perfectionnements dans les cadenas et serrures.)

Avoine et Bonamy (Société), 17 novembre 1890, brevet 180406. (Nouveau système de sommier métallique.)

Richard-Lagerie, 24 novembre 1890, brevet 204155. (Nouvelle application permettant de teindre ensemble les matières animales et végétales et d'y développer de nouvelles nuances.)

Kirchner, 21 novembre 1890, brevet 205357. (Four de boulanger à fonctionnement continu et chauffage à gaz.)

Demuraux, 24 novembre 1890, brevet 191692. (Appareil d'épuration et de décanation.)

Lévy, 22 novembre 1890, brevet 208744. (Nouveau procédé d'enrichissement des crues et des argiles phosphatées.)

Vigouroux, 24 novembre 1890, brevet 202239. (Nouveau pulvérisateur à traction destiné à répandre les liquides fluides ou semi-fluides comme remède contre le mildew, dit *Appareil pulvérisateur à traction Vigouroux*.)

- Peters, 20 novembre 1890, brevet 206148. (Procédé de fabrication d'une matière colorante ressemblant à l'induline et désignée comme *indocarmin*.)
- Martinot, 20 novembre 1890, brevet 201921. (Perfectionnements dans les genouillères pour chevaux et autres animaux.)
- Dumon père, 19 novembre 1890, brevet 208085. (Compteur-contrôleur horo-kilométrique.)
- Wood, 25 novembre 1890, brevet 203951. (Perfectionnements apportés aux grues roulantes.)
- Girardet, 15 novembre 1890, brevet 201923. (Production nouvelle de gaz par les hydrocarbures, essences, etc., et ses applications.)
- Loret, 17 novembre 1890, brevet 200639. (Appareil gazogène à tube fixe.)
- Espinasse, 18 novembre 1890, brevet 205788. (Nouveau système de coins métalliques pour voies ferrées posées sur coussinets.)
- Beaux, 21 novembre 1890, brevet 199047. (Système de lissage et coupage des macaronis et autres pâtes sur carton.)
- Maumené, 20 novembre 1890, brevet 203352. (Calorifère mobile sans charbon.)
- L'Huillier et Du Mas, 27 novembre 1890, brevet 205962. (Moteur aérohydrodynamique pouvant servir comme machine fixe et employant comme éléments l'air et l'eau.)
- Derichs, 2 décembre 1890, brevet 202433. (Appareil mesureur pour liquides et gaz, dit *compteur à cloche*.)
- Richard-Lagerie, 1^{er} décembre 1890, brevet 204155. (Nouvelle application permettant de teindre ensemble les matières animales et végétales et d'y développer de nouvelles nuances.)
- Vernaz, 14 novembre 1890, brevet 201890. (Appareil cinématique applicable aux principales machines-outils à travailler les métaux.)
- Berlie, 5 décembre 1890, brevet 202347. (Système de chasse automatique pour cabinet d'aisances.)
- Février père, 4 décembre 1890, brevet 200887. (Chauferette à veilleuse.)
- Gutensohn, 5 décembre 1890, brevet 209250. (Méthode et procédé perfectionnés pour recuire des plaques et feuilles de métal.)
- Brining, 2 décembre 1890, brevet 191995. (Perfectionnements aux machines à mettre les chaussures en formes.)
- A. Léonhart et compagnie (Société), 29 novembre 1890, brevet 205459. (Fabrication de nouvelles matières colorantes orangées.)
- Levenq et Gariel, 3 décembre 1890, brevet 209921. (Système de bouchage dit *bouchage d'authenticité*, applicable à tous formats de bouteille en verre, terre cuite, grès ou métal.)
- Bruers, 8 décembre 1890, brevet 192788. (Lampe à gaz à récupérateur.)
- Compagnie dite *The Gas Lighting Improvement Company Limited*, 4 décembre 1890, brevet 209488. (Procédés et appareils perfectionnés pour la carburation des gaz de houille et autres.)
- Dehillotte, dit Dejean, 3 décembre 1890, brevet 191608. (Système de forme à pieds de rechange mobile, dit *la favorite*, pour chaussures d'hommes, femmes et enfants.)
- Witt, 24 novembre 1890, brevet 205178. (Brodequin dont la couture et la couverture du contre-fort sont supprimées.)
- Henry Scellier et compagnie (Société), 2 décembre 1890, brevet 153495. (Genre de poêle à coke.)
- Mercier, 5 décembre 1890, brevet 202515. (Transformateur de vitesse applicable aux vélocipèdes.)
- Roussan, 9 décembre 1890, brevet 202548. (Application d'une nouvelle cellulose remarquablement propre à la construction des piles et accumulateurs électriques.)
- Tommasi, 16 décembre 1890, brevet 203249. (Système d'accumulateur électrique multitubulaire.)
- Bru jeune, 8 décembre 1890, brevet 207934. (Singe à mouvements mécaniques.)
- Dupuy, 6 décembre 1890, brevet 208384. (Appareil servant à utiliser, d'une manière économique, les composés que l'on trouve dans le commerce sous la dénomination de briquettes chimiques ou charbons artificiels, spécialement au point de vue du chauffage des voitures de chemins de fer.)
- Beckmann, 17 décembre 1890, brevet 208935. (Procédé de fabrication de papier ou de carton avec incorporation d'un tissu métallique ou autre.)

Barbet, 13 décembre 1890, brevet 199885. (Procédé et appareil de distillation destinés à améliorer les eaux-de-vie de vin.)

A. Leonhardt et compagnie (Société), 10 décembre 1890, brevet 203787. (Préparation de nouveaux dérivés de la naphtylène diamine et leur application à la fabrication de matières colorantes.)

Balagny, 12 décembre 1890, brevet 197771. (Plaques souples phototypiques avec ou sans sel d'argent.)

Auguste Godchaux, 10 décembre 1890, brevet 201109. (Machine rotative à imprimer à format variable, papier continu et en plusieurs couleurs, avec coupeuse à deux ou un plus grand nombre de receveurs.)

Zietz, 16 décembre 1890, brevet 206810. (Talon perfectionné pour chaussures.)

Seigle-Goujon, 9 décembre 1890, brevet 199975. (Appareil pour la gazéification et la vaporisation rapides des essences, huiles et généralement des liquides quelconques.)

Société dite *la teinturerie stéphanoise*, 17 décembre 1890, brevet 194033. (Machine à teindre les tissus en utilisant le matériel actuellement en usage dans cette industrie.)

Maistre et Campagne, 17 décembre 1890, brevet 208790. (Procédé de recouvrement de l'indigo non fixé sur les matières textiles, d'utilisation immédiate de cet indigo, de teinture directe et de dégraissage à l'aide d'un produit savonneux spécial.)

Michand, 12 décembre 1890, brevet 201626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Botton, 16 décembre 1890, brevet 202703. (Compositeur typographique ayant pour objet de fournir une composition très rapide, aussi bien en un seul genre de caractères qu'en un nombre infini de variétés.)

Michand, 12 décembre 1890, brevet 207459. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Legrand, 16 décembre 1890, brevet 208209. (Nouveau système de rails mobiles.)

Fürst, 8 décembre 1890, brevet 186718. (Nouveau moteur à gaz tonnants.)

Weiss, 10 décembre 1890, brevet 204822. (Système de régulateur dynamique pour moteurs à vapeur à détente variable.)

Patureau, 8 décembre 1890, brevet 202825. (Machine à coller des bandes sur boîtes en carton embouti ou autres matières de forme cylindrique.)

Blache, 13 décembre 1890, brevet 207658. (Machine à fabriquer les tubes en papier pour cigarettes.)

Jost, 16 décembre 1890, brevet 168598. (Système à développement pour la publicité, l'enseignement, etc., dit *mentor Jost*.)

Fossart, 16 décembre 1890, brevet 207544. (Colonne-pancarte électorale.)

Guthmann, 16 décembre 1890, brevet 206722. (Moteur à vent.)

Teste fils, Pichat, Moret et compagnie (Société), 12 décembre 1890, brevet 207644. (Perfectionnements dans les treuils d'enroulement des câbles de touage.)

Cuiziniér, Ferber et Ozanne, 6 décembre 1890, brevet 205162. (Appareil aspirateur à double courant pour le transvasement et l'extraction des liquides et leur élévation des caves, des magasins ou de tout autre lieu, sur le comptoir ou autre part.)

Henry, 12 décembre 1890, brevet 194511. (Système de bourrelets métalliques à garniture compressible.)

Carr, 12 décembre 1890, brevet 200281. (Perfectionnements apportés à la commande des aiguilles et signaux de voies ferrées, ainsi qu'au mécanisme servant à cette commande.)

Thirion, 8 décembre 1890, brevet 202935. (Système de générateur de vapeur multitubulaire avec faisceau de tubes à deux branches recourbées.)

Caraman, Vassel et compagnie (Société), 17 décembre 1890, brevet 204915. (Système de tubage des chaudières à vapeur.)

Hidien, 27 novembre 1890, brevet 289177. (Chaudière démontable, système Hidien.)

Desrumaux, 8 décembre 1890, brevet 191692. (Appareil d'épuration et de décantation.)

Rouart frères et compagnie (Société), 11 décembre 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

Avenarius, 15 décembre 1890, brevet 209929. (Procédé de préparation de parfums artificiels.)

Picard, 11 décembre 1890, brevet 209640. (Système de télégraphie et téléphonie simultanées sans anti-inducteurs.)

Bardot, 15 décembre 1890, brevet 209826. (Nouvel appareil télégraphique imprimé.)

meur ayant plusieurs de ses parties susceptibles d'être employées dans l'utilisation générale de l'électricité.)

Carmien, 27 novembre 1890, brevet 206895. (Fourneau à différents usages, produisant lui-même le gaz propre à son alimentation.)

Ferrand et Dumey, 16 décembre 1890, brevet 202261. (Utilisation industrielle de la partie textile du fruit du *luffa*.)

Faure, 28 novembre 1890, brevet 204507. (Machine à décortiquer la ramie et autres plantes textiles.)

F. Revel père et fils (Société), 10 décembre 1890, brevet 205435. (Godet fixe à ressort pour parapluies, ombrelles, etc.)

Aman Vigie fils, 12 décembre 1890, brevet 202485. (Système de fond élastique en métal formant sommier et applicable aux lits, sofas, canapés, etc.)

Bonamy, 15 décembre 1890, brevet 209560. (Système de sommier métallique avec fils ondulés à plat.)

Cantelo, 15 décembre 1890, brevet 210188. (Perfectionnements dans les planes.)

Vigreux, 13 décembre 1890, brevet 205827. (Appareil à triturer les pailles destinées à la nourriture du bétail, dit *Noradj française*.)

Vaudiot, 5 décembre 1890, brevet 182641. (Robinets hydropneumatiques.)

Lacave, 13 décembre 1890, brevet 202647. (Parapluie-caban pour voiture.)

Vincent, 13 décembre 1890, brevet 209358. (Nouveau mode de montage des rayons des roues de vélocipèdes ou autres véhicules, permettant facilement leur remplacement en cas d'accident.)

Vermersch, 10 décembre 1890, brevet 189303. (Palier graisseur automatique.)

Guerder, 16 décembre 1890, brevet 208283. (Appareil à écoulement lent pour injections sous-cutanées.)

Bardon, 10 décembre 1890, brevet 206507. (Commutateur bi-polaire à contact glissant et à rupture rapide sans déclenchement spécial.)

E. Cornely et fils (Société), 8 novembre 1890, brevet 194216. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Mathieu, 14 novembre 1890, brevet 208889. (Perfectionnements apportés dans les machines à broder permettant d'employer lesdites machines pour faire de la passementerie et de la ganse bourrée ou non, à un ou plusieurs fils ou cordons, d'une ou plusieurs couleurs, ainsi que de la soutache debout et à plat.)

Rouveyre, 7 novembre 1890, brevet 194163. (Changements, additions et perfectionnements à son brevet (n° 192695) du 31 août 1888, concernant un nouveau système mécanique à moteur animé, applicable principalement aux tricycles et véhicules quelconques.)

Jausseran (M^{re}), 8 novembre 1890, brevet 203609. (Serrure à gorges avec application ou sans application de sonnerie ordinaire ou électrique.)

Brun, 8 novembre 1890, brevet 199160. (Peinture ou application des poudres bronzes sur velours toute nuance pouvant servir pour modes, ameublements et costumes.)

Maquaire, 12 novembre 1890, brevet 190085. (Système de régulateur électrique dit *régulateur absolu*.)

Barbou fils (Société), 13 novembre 1890, brevet 175707. (Machine à boucher les bouteilles, dite *barboucheuse*.)

Meslé, 14 novembre 1890, brevet 201229. (Fourneau-grillade économique.)

Rouart frères et compagnie (Société), 14 novembre 1890, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

Larchevêque, 8 novembre 1890, brevet 206568. (Moteur automatique.)

Witts et Beattie, 7 novembre 1890, brevet 207782. (Perfectionnements dans les bottines, souliers et pantoufles.)

Wittkowsky, 8 novembre 1890, brevet 191149. (Procédé de fabrication de reliets bois par pression.)

pour être annexé au décret en date du 12 mai 1891.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHER.

N° 24163. — DÉCRET qui proclame 78 Cessions de Brevets d'invention.

Du 22 Juin 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Ardeche, le 3 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 25 février 1890, à la société Johannot et compagnie, dont le siège est à Annonay, par le sieur Finet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 septembre 1889, pour une trieuse mécanique à papier, système Finet.

2^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 27 décembre 1890, à la société dite *The Pneumatic Type and Booth's cycle Agency limited*, dont le siège est à Oriel House Westland Row, Dublin (Irlande), par le sieur Dunlop, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} octobre 1888, pour une garniture de jante applicable aux roues de véhicules.

3^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passée le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1880, par le sieur Faure, pour des perfectionnements aux batteries galvaniques et application de ces batteries aux machines locomotives électriques.

4^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph) demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1881, par le sieur Faure, pour des perfectionnements dans les dispositions et la construction des couples-batteries galvaniques secondaires.

5^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1881, par le sieur Volckmar, pour un nouveau système de piles secondaires.

6^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passée le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire, à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1881, par le sieur Volckmar, pour l'emmagasinement de l'électricité dans les piles dites *secondaires*.

7^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1882, par le sieur

Sellou, pour des perfectionnements apportés aux piles secondaires ou accumulateurs d'électricité.

8° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire, à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 août 1883, par le sieur Philippart, pour construction nouvelle d'accumulateurs électriques.

9° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1888, par le sieur Philippart, pour des perfectionnements dans le montage des accumulateurs électriques.

10° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 janvier 1891, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 24 décembre 1890, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et conférant au sieur Julien (Edmond-Louis-Joseph), demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, n° 101, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1889, par le sieur Philippart, pour des perfectionnements dans la construction des accumulateurs.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1890, à la société anonyme *The Roburite Explosives Company limited*, dont le siège est à Londres, Cannon-Street, E. C., par le sieur Roth, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 juillet 1886, pour des perfectionnements relatifs à la préparation d'explosifs au moyen du goudron de houille ou de ses dérivés.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 29 décembre 1890, au sieur Doublet (Charles-Alfred) demeurant à Paris, rue Nicolas-Flamel, n° 9, par le sieur Doffoil, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1888, par le sieur Kleen, et dont il est devenu propriétaire, pour perfectionnements dans les arçons et les panneaux de selles de courses et autres.

13° L'acte en date du 16 décembre 1890, enregistré au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire, le 15 janvier 1891, et portant ratification de la cession faite à la société stéphanoise d'armes, par le sieur Giffard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 juin 1889, pour un système général de balistique nouvelle à gaz liquéfié, applicable aux armes portatives, à l'artillerie et aux mitrailleuses.

14° L'acte en date du 16 décembre 1890, enregistré au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire, le 15 janvier 1891, et portant ratification de la cession faite à la société stéphanoise d'armes, par le sieur Giffard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 mai 1890 pour un système d'appareil de chargement des cartouches métalliques à acide carbonique liquide destinées à la balistique générale.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire, le 15 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 16 décembre 1890, à la société stéphanoise d'armes, dont le siège est à Saint-Étienne, par le sieur Giffard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 décembre 1888, pour un système général de balistique nouvelle par cartouches et gargousses à gaz liquéfié et dilaté.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 13 décembre 1890, à la société Decore et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Tilsitt, n° 31, par le sieur Bourgoïn, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1889, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 13 décembre 1890,

à la société Decorce et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Tilsitt, n° 32, par le sieur Bourgoin, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} février 1890, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice, perfectionnement au brevet du 4 février 1889, pris par la société Bourgoin et Decorce.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 13 décembre 1890, au sieur de Faucompré (Xavier-Gustave-Edouard) et au sieur Vautard (Joseph), demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 33, par la société Decorce et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Tilsitt, n° 32, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1889, par la société Bourgoin et Decorce et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 13 décembre 1890, au sieur de Faucompré (Xavier-Gustave-Edouard) et au sieur Vautard (Joseph), demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 33, par la société Decorce et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Tilsitt, n° 32, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1890, par le sieur Bourgoin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice, perfectionnement au brevet du 4 février 1889 pris par la société Bourgoin et Decorce.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 15 janvier 1891, au sieur de Faucompré (Xavier-Gustave-Edouard), demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 33, par le sieur Vautard (Marie-Joseph), même adresse, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1889, par la société Bourgoin et Decorce, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 15 janvier 1891, au sieur de Faucompré (Xavier-Gustave-Edouard), demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 33, par le sieur Vautard (Marie-Joseph), même adresse, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1890, par le sieur Bourgoin, pour un nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice, perfectionnement au brevet du 14 février 1889 pris par la société Bourgoin et Decorce.

22° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, telle qu'elle résulte de l'acte dressé, le 9 janvier 1891, devant M^{re} Trousselle, notaire à Paris, et conférant à la société Machoder, Baumwollspinnerei Warndorfer Bénédict Mautner, dont le siège est à Vienne (Autriche), le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1890, par les sieurs Lederer et Dlanhy, pour perfectionnements aux cartes.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 13 janvier 1891, à la société A. Genez et compagnie, dont le siège est à Paris, rue des Vinaigriers, n° 33, par les dames Reynaud et Collomé, nées Louvrier, et le sieur Louvrier (Charles-Alexandre), de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1883, par les demoiselles Louvrier, pour une machine à cylindrer toutes sortes de bois, soit à cheval, soit à bois.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 21 janvier 1891, aux sieurs Torkington, Abner, Hayward, William (Henry) et Logan (Henry), demeurant à Londres, 90, Queen street par le sieur Randall, du brevet d'invention qu'il a pris, le 15 février 1888, et qui doit expirer le 16 novembre 1901, pour timbre à imprimer les dates, les heures et les minutes.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Yonne, le 31 janvier 1891, faite, suivant acte en date du 7 janvier 1891, au sieur Henry (Alfred), quincaillier, demeurant à Auxerre, par le sieur Mause, du brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 30 juin 1886, pour un nouveau système de tuyère pour forge.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1891, faite, suivant acte en date des 9 et 10 décembre 1890, à la société Gombault et compagnie, dont le siège est à Paris, avenue de Villiers, n° 90, par le sieur Gombault, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 mai 1889, pour un four rotatif à cuire les gaufres.

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1891, faite, suivant acte en date des 9, 28 juin et 1^{er} juillet 1890, à la société Roy et Lambert, dont le siège est à Lyon, par le sieur Garnier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 octobre 1888; pour une nouvelle fabrication de tubes sans soudures, ronds ou aplatis.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 3 février 1891, faite, suivant acte en date du 31 décembre 1890, au sieur Tabard (André), négociant, demeurant à Lyon, quai Saint-Vincent, n° 46, par le sieur Drevet, demeurant à Valence (Espagne), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1885, par les sieurs Schundler et Riboulet, et dont il est devenu propriétaire, pour la fabrication mécanique de la cannelille et autres articles analogues.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris; rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1876, par le sieur Loutin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1876, par les sieurs Loutin et Bertin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour appareils destinés à obtenir de la lumière électrique régulière et de très longue durée.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1876, par les sieurs Loutin et Bertin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un système de régulateur de lumière électrique se réglant au moyen de pièces thermo-dynamiques et à charbons à marche indépendante.

32° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1876, par le sieur de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour une lampe pour signaux électriques.

33° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, 13 octobre 1876, par les sieurs Loutin et compagnie, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un système propre à faire fonctionner les régulateurs de lumière électrique.

34° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le

Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1876, par les sieurs Loutin et compagnie, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les machines dynamo-électriques et magnéto-électriques.

35° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1877, par les sieurs Loutin et compagnie, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des procédés d'amélioration des opérations d'électrolyse.

36° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1877, par le sieur de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des obturateurs électriques pour signaux lumineux.

37° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juin 1877, par les sieurs Loutin et compagnie, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un système de machines dynamo-électriques et magnéto-électriques à courants de direction constante.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1877, par le sieur de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour régulateur Mersanne pour lumière électrique à charbons proportionnés à la durée de l'éclairage.

39° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1877, par la société Loutin et compagnie, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les régulateurs de lumière électrique.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1877, par le sieur de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans l'appareil moteur des régulateurs de lumière électrique.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1878, par le sieur Bertin, et dont ladite

société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1878, par le sieur Loutin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un commutateur automatique, régulateur de l'intensité des courants électriques, et ses diverses applications.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1878, par les sieurs de Mersanne et Bertin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des appareils propres à l'éclairage électrique des habitations.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 décembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1878, par les sieurs Bertin et de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1878, par les sieurs de Mersanne et Bertin, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un genre de régulateur à poids pour lumière électrique.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1879, par les sieurs Bertin et de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un genre de régulateur électrique.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 20 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1880, par le sieur Bonlard, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un système de réflecteurs de lumière à échelons.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1890, à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, par les liquidateurs de la société lyonnaise de constructions mécaniques et de lumière électrique, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1881, par le sieur de Mersanne, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des appareils de protection pour tous foyers électriques dits *boite de sûreté de Mersanne*.

49° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 novembre

1890, devant M^r Lefebvre, notaire, à Paris, et conférant à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1878, par le sieur Brush, pour des perfectionnements dans les machines à produire et appliquer l'électricité.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 novembre 1890, devant M^r Lefebvre, notaire à Paris, et conférant à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris le 18 mars 1879, par le sieur Brush, pour des perfectionnements dans les appareils pour l'éclairage électrique.

51° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 novembre 1890, devant M^r Lefebvre, notaire, à Paris, et conférant à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier n° 6, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1879, par le sieur Brush, pour perfectionnements dans les lampes électriques.

52° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 novembre 1890, devant M^r Lefebvre, notaire à Paris, et conférant à la société lyonnaise de mécanique et d'électricité, dont le siège est à Paris, rue Le Peletier, n° 6, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1880, par le sieur Brush, pour des perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 février 1891, faite, suivant acte en date du 23 janvier 1891, à la société *The Hopcraft Furnace Company limited*, dont le siège est à Londres, par le sieur Hopcraft, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 décembre 1889, pour des perfectionnements dans les grilles de foyers.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Gironde, le 6 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 septembre 1890, à la société anonyme de conservation des viandes à l'état frais, dont le siège est à Bordeaux, par les sieurs Dosmond et Rozès, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 25 février 1890, pour procédé de conservation de la viande et matières alimentaires en général à l'état frais.

55° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 février 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 24 janvier 1891, devant M^r Lefebvre, notaire, à Paris, et conférant à la société anonyme dite *Compagnie des moteurs Niel*, dont le siège est à Paris, rue de Grammont, n° 30, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le quinze octobre 1888, par le sieur Niel et la demoiselle Janiot, pour des perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

56° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 9 février 1891, faite, suivant acte en date du 15 décembre 1888, au sieur Leyshou, par le sieur Lintz, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 février 1888, conjointement avec ledit sieur Leyshou, pour un dispositif de creuset à étamer les feuilles de fer.

57° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 février 1891, faite, suivant acte en date du 30 janvier 1891, aux sieurs Racine (Ludovic), demeurant à Paris, boulevard de Courcelles, n° 91; Racine (Adrien), demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 54, et Muller (Gérard-Marcellus), demeurant à Paris, avenue de l'Opéra, n° 28, par le sieur de Kunwald fils, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 août 1889, pour système d'appareil dit *aspirateur de Kunwald*, pour la vidange des touries contenant des acides ou d'autres liquides.

58° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 février 1891, faite, suivant acte en date du 15 février 1891, à la société *Poore O'Kelly* et compagnie, par le sieur Gros, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 janvier 1887, conjointement avec ladite société, pour rachat-crampon rendant les enveloppes absolument inviolables.

59° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 février 1891, faite, suivant acte en date du 3 février 1891, au sieur Barnard (William-Théodore), demeurant à Baltimore (États-Unis), par le sieur Lasser, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 janvier 1883, pour un nouveau procédé d'extraction de l'aluminium de ses silicates naturels, feldspath, kaolin, argiles ordinaires, etc.

60° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 février 1891, faite, suivant acte en date du 8 janvier 1891, à la société Paul Lebœuf et Guion, dont le siège est à Paris, rue Vésale, n° 7, par le sieur Lebœuf, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 avril 1886, pour un poêle thermo-siphon mobile destiné au chauffage à l'eau chaude des serres, appartements, etc.

61° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 février 1891, faite, suivant acte en date du 21 janvier 1891, à la société *Mettlefords limited*, dont le siège est à Birmingham, par le sieur Seldon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 août 1884, pour des perfectionnements dans les machines à fabriquer les vis et boulons métalliques filetés et autres articles métalliques portant des filets de vis.

62° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 février 1891, faite, suivant acte en date du 21 janvier 1891, à la société *Mettlefords limited*, dont le siège est à Birmingham, par le sieur Seldon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 décembre 1888, pour perfectionnements dans les machines à fabriquer les vis et boulons métalliques filetés et autres articles métalliques portant des filets de vis.

63° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 février 1891, faite, suivant acte en date du 2 février 1891, au sieur Baker-Cook (Samuel-Georges), demeurant à Londres, par les sieurs Painter et Keizer, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 29 septembre 1885, pour un nouveau système de bouchage des bouteilles et récipients analogues.

64° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 février 1891, faite, suivant acte en date du 29 janvier 1891, au sieur Espinasse (Jacques), demeurant à Saint-Ouen-l'Aumône (Seine-et-Oise), par le sieur Wohl, du brevet d'invention qu'il a pris, le 12 septembre 1890, pour un nouveau système de sommiers métalliques pour lits, canapés, banquettes.

65° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Vosges, le 18 février 1891, faite, suivant acte en date du 4 février 1891, au sieur Houot (Antoine-Roch), demeurant à Eloyes, par le sieur Félix, agissant en qualité de syndic de la faillite du sieur Dugravot, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1887, par ledit sieur Dugravot, pour une nouvelle presse à tuiles avec porte-moules rotatif et démoulage automatique à changement de vitesse et coupe-bavures de la terre également automatique.

66° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 février 1891, faite, suivant acte en date du 21 janvier 1891, au sieur Guissonneau (Adolphe-Louis), demeurant à Fougères, par le sieur Colin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mai 1890, pour système de fabrication des poupées-bébés incassables et autres jouets en pâte de bois.

67° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 février 1891, faite, suivant acte en date du 19 février 1891, à la sieur Reeb, par le sieur Sagot, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 octobre 1890, conjointement avec ledit sieur Reeb, pour un distributeur automatique donnant par les cartes et la magie combinées l'avenir et ses événements.

68° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 février 1891, faite, suivant acte en date du 19 février 1891, à la société dite *The general Bottle seal syndicate limited*, dont le siège est à Londres, Great Winchester street, par le sieur Baker-Cook (Samuel-Georges), demeurant à Londres, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 septembre 1885, par les sieurs Painter et Keiser, et dont il est devenu propriétaire, pour un nouveau système de bouchage des bouteilles et récipients analogues.

69° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 mars 1891, telle qu'elle résulte de deux actes passés, l'un le 12 novembre 1888 devant M° Delafon, notaire à Paris, et l'autre le 4 mars 1891, devant M° Fortefin, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Carnaud, demeurant à Paris, rue Cambon, n° 49, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1885, par la société A. Paillard et compagnie pour un perfectionnement apporté à l'ouverture facile des boîtes métalliques de toutes formes et de toutes grandeurs, principalement des boîtes à conserves alimentaires.

70° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 mars 1891, faite, suivant acte en date du 20 février 1891, au sieur Linjier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 12, par le sieur Blandy, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 février 1890, pour perfectionnements dans la production de nouveaux composés pour la fabrication des semelles et tisons de chaussures et autres applications.

71° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 mars 1891, faite, suivant acte en date du 21 février 1891, à la société Pouré, O'Kelly et compagnie par le sieur Gros, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 novembre 1887, conjointement avec ladite société, pour épingle-crampon pour cravates.

72° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1891, faite, suivant acte en date du 9 mars 1891, à la société Louis Tédesco et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Tailbout, n° 8, par le sieur Leclair, du brevet de quinze ans qu'il a pris, le 12 août 1890, pour un nouveau système de robinet dit *robinet Leclair*.

73° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 20 mars 1891, faite, suivant acte en date du 20 février 1891, au sieur Compagne (Jean-Marie-Adolphe), demeurant à Loivre (Marne), par le sieur de Granrut, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 août 1890, pour un procédé de bouchage des bouteilles de vins mousseux et non mousseux.

74° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 21 mars 1891, telle qu'elle résulte de l'acte passé les 19 et 20 février et 3 mars 1891, devant M° Mathieu, notaire à Villeurbanne, et conférant à la société Bonnet, Ramel, Savigny, Giraud et Marnas, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1887, par les sieurs Four et Pocachard pour un nouveau procédé de polissage des étoffes.

75° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Pas-de-Calais, le 24 mars 1891, faite, suivant acte en date du 12 février 1891, au sieur Sagot (Alfred), fabricant de tulles à Calais, par la société Smith frères et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 15 janvier 1889, pour un nouveau fond de dentelle dédoublée.

76° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 mars 1891, faite, suivant acte en date du 7 mars 1891, à la Société générale mercantile, dont le siège est à Paris, rue de l'Echiquier, n° 26, par le sieur Rumpf (Martin-Henri), demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 84, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1886, par le sieur von Pittler, et dont il est devenu propriétaire, pour appareil et procédé pour broder par voie de réduction sur les machines à coudre à point de navette double.

77° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 mars 1891, faite, suivant acte en date du 7 mars 1891, à la Société générale mercantile, dont le siège est à Paris, rue de l'Echiquier, n° 26, par le sieur Rumpf (Martin-Henri), demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 84, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1887, par le sieur Von Pittler, et dont il est devenu propriétaire, pour un appareil à coudre et à broder.

78° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 mars 1891, faite, suivant acte en date du 16 mars 1891, au sieur Ranert (Frédéric), demeurant rue de l'Université, n° 5, à Reims (Marne), par les sieurs Sahut (Paul-Alexandre), demeurant à Paris, rue Berzélius, n° 1, et Portalès (Henri-Marie-Ernest-Louis), demeurant à Paris, rue de Buci, n° 10, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1889, par la société Sahut et

compagnie, pour procédé et appareil de chauffage instantané applicables aux chauffe-rettes, bouillottes, chaudières, etc.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24164. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 4 juin 1890, la mer avait pour limites, sur le littoral de la commune de Saint-Tropez, au droit des plages des Cannebiers, de l'Estagnet et de la Pinède (département du Var, quartier maritime de Saint-Tropez), la ligne tracée en rouge sur les plans annexés au présent décret, avec l'indication « Limite du rivage de la mer ».

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 16 Mai 1891.*)

N° 24165. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'établissement, à Olivet (Loiret), d'un bassin d'absorption destiné à recevoir les eaux de la route nationale n° 20, conformément aux dispositions du projet dressé par les ingénieurs, en date des 16-18 octobre 1890;

2° La dépense, évaluée à quatre mille francs, sera imputée sur les fonds mis annuellement à la disposition du ministère des travaux publics, pour les grosses réparations des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à partir du présent décret. (*Paris, 20 Juillet 1891.*)

N° 24166. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret) est étendue à la commune de Saint-Firmin-sur-Loire. (*Paris, 21 Juillet 1891.*)

N° 24167. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) portant :

ART. 1^{er}. Sont distraits du régime forestier, pour être ultérieurement remis au service de la colonisation, trente et un hectares soixante-dix-sept ares de terrains boisés formant la forêt domaniale de Nedjairia.

2. En cas d'aliénation, il serait stipulé, comme réserve expresse, que la parcelle de quatre hectares quarante-cinq ares dominant le cours de l'Oued el-Hammam, telle qu'elle est délimitée au plan annexé au présent décret, devra être maintenue à l'état boisé et que le défrichement en sera interdit. (*Paris, 21 Juillet 1891.*)

N° 24168. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Tabia à Tlemcen.

Projet de divers ouvrages d'art supplémentaires à établir entre Lamoricière et Aïn-Fezza, présenté, le 26 mars 1891, avec un détail estimatif montant à six mille cent soixante francs, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, pour travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Senia à Aïn-Témouchent et Tabia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Paris, 24 Juillet 1891.*)

N° 24169. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui affecte à l'administration des douanes une parcelle de terrain d'une superficie de cinquante-sept ares quarante et un centiares faisant partie de la batterie Saint-Pierre déclassée, au lieu dit des Ambiers, commune de Six-Fours, arrondissement de Toulon, département du Var, et désignée au plan ci-joint par une teinte rouge. (*Paris, 25 Juillet 1891.*)

N° 24170. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

Ligne d'Alger à Oran. Projet de construction d'égouts à la gare d'Affreville.

2^o Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérifi-

cation par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de quatre mille trente-six francs quatre-vingts centimes, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (Paris, 25 Juillet 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 8 * Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1432.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24171. — *Loi portant création de Surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'Octroi de la Seyne (Var).*

Du 12 Mai 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 13 mai 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la perception, jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, à l'octroi de la Seyne (Var), des surtaxes suivantes :

- 1° Un franc quatre centimes (1^{fr} 04) par hectolitre sur les vins;
- 2° Onze francs (11^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-seize centimes et de neuf francs par hectolitre, perçus à titre de taxes principales sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article 1^{er} sont spécialement affectées à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ces surtaxes, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24172. — *DÉCRET portant réglementation du port des Décorations et Médailles françaises et étrangères.*

Du 10 Mars 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 14 mars 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret organique de la Légion d'honneur en date du 16 mars 1852 ⁽¹⁾;

Vu les décrets des 22 janvier ⁽²⁾ et 29 février 1852 ⁽³⁾ sur la médaille militaire;

Vu le décret et la décision du 10 juin 1853 ⁽⁴⁾ sur les ordres étrangers;

Vu les décrets relatifs aux médailles commémoratives, aux décorations universitaires, au Mérite agricole, aux médailles d'honneur;

Considérant qu'il importe de régler d'une manière uniforme le port des décorations et médailles françaises et étrangères;

Sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;

Le Conseil de l'ordre entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les décorations et médailles françaises et étrangères se portent sur le côté gauche de la poitrine, le ruban ou la rosette posés :

1° Sur l'uniforme militaire (tunique, dolman, veste, capote, habit ou redingote), à la hauteur de la deuxième rangée de boutons;

2° Sur le costume officiel civil (frac, robe, soutane, etc.), à la hauteur du sein gauche;

3° Sur l'habit ou la redingote de ville, à la première boutonnière.

2. La croix de la Légion d'honneur, la médaille militaire et tous les insignes à l'effigie de la République doivent présenter la face sur laquelle se trouve l'effigie.

3. Les décorations françaises sont placées les premières et dans l'ordre suivant, de droite à gauche, sur le côté gauche de la poitrine :

Légion d'honneur,
Médaille militaire,
Médailles commémoratives,
Décorations universitaires,
Décoration du mérite agricole,
Médailles d'honneur.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 481, n° 3541.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 502, n° 3785.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 66, n° 599.

4. Les décorations étrangères viennent à la suite, et à la gauche des décorations et médailles françaises.

5. Sur l'uniforme, en costume officiel, militaire ou civil, dans la petite tenue en armes, toutes les décorations et médailles françaises et étrangères doivent être portées avec leurs insignes réglementaires; le port des rubans ou rosettes, seuls, à la boutonnière est formellement interdit.

6. Les personnes en tenue de ville sont seules autorisées à porter à la boutonnière des rubans ou des rosettes sans insignes, excepté s'il s'agit des décorations étrangères qui contiennent du rouge en quantité plus ou moins notable, et dont le port a été réglementé par les décisions présidentielles des 11 avril 1882, 8 juin 1885 et 10 juin 1887.

7. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, les différents ministres et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Mars 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24173. — DÉCRET relatif au Matériel à réserver pour les Unités de combat.

Du 1^{er} Mai 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 novembre 1887 ⁽¹⁾ sur l'organisation et la comptabilité des magasins de la marine;

Vu l'avis du comité des inspecteurs généraux de la marine;

Sur le rapport du sénateur, ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1, 2, 3 et 6 du décret susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

• Art. 1^{er}. Dans les ports, arsenaux et établissements de la marine, le matériel mis à la disposition des différents services comprend :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1138, n° 18718.

« 1° La réserve de guerre, constamment tenue au complet et renouvelée au moyen d'échanges avec le service courant;

« 2° L'approvisionnement pour le service courant.

« Art. 2. Font partie du matériel de guerre à réserver :

« 1° Dans la limite définie par les feuilles d'armement, le matériel non consommable et les quantités de poudres, projectiles, charbons et matières grasses nécessaires à l'armement complet des unités flottantes ou de combat (bâtiments de la flotte, à l'exception de ceux que le ministre ne juge pas aptes à être armés en temps de guerre; forts et batteries, défenses fixes et mobiles des ports et du littoral);

« 2° Dans les conditions déterminées par un arrêté ministériel fixant leur nomenclature, leur importance et les points sur lesquels ils doivent être établis, des stocks de charbon, de matières grasses, de poudres et projectiles, de matériel d'armement, d'artillerie et de torpillerie, et, s'il y a lieu, de vivres, médicaments et autres matières consommables, suffisants pour assurer, en cas de guerre, le ravitaillement des unités de combat susmentionnées;

« 3° Un stock d'armes, d'effets et objets destiné à assurer la mise sur pied de guerre des équipages et des troupes et à pourvoir les hommes susceptibles d'être rappelés au service.

« Art. 3. Le ministre fixe le chiffre des approvisionnements de service courant à entretenir dans chaque arsenal, suivant la nature des articles, les ressources budgétaires et les facilités de ravitaillement de chaque localité.

« Ce chiffre ne peut, en aucun cas, au 1^{er} janvier de chaque année, dépasser les besoins prévus de cinq ans pour les bois, et d'une année pour les autres articles, calculés d'après la moyenne des consommations des trois dernières années.

« La valeur de ces existants à la date du 31 décembre de chaque année doit toujours être comprise dans les limites maxima et minima fixées par la loi de finances.

« Art. 6. Le matériel, à quelque catégorie qu'il appartienne, est déposé en magasin, s'il n'est ni en service ni en œuvre.

« Il est placé dans le magasin de manière à en rendre le recensement toujours facile.

« La comptabilité du magasin signale d'une manière distincte :

« 1° Le matériel de réserve énoncé à l'article 2 du présent décret;

« 2° Les matières et objets destinés aux constructions neuves et aux grands travaux de refonte et de renouvellement (art. 4);

« 3° Les matières et objets formant l'approvisionnement courant (art. 3);

« 4° Le matériel régulièrement reconnu hors de service (art. 5), ce dernier ne devant jamais comprendre que des matières et objets non susceptibles, sous leur forme actuelle, d'un emploi ultérieur pour le département. »

2. Le sénateur, ministre de la marine, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 1^{er} Mai 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la Marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24174. — **DÉCRET** qui fixe les Droits à percevoir par les Courtiers-Interprètes et Conducteurs de navires au port des Sables-d'Olonne (Vendée).

Du 20 Juillet 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance du 22 octobre 1817, qui a établi deux charges de courtier-interprète et conducteur de navires aux Sables-d'Olonne (Vendée);

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾;

Vu l'article 12 du règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, en date du 3 septembre 1851 ⁽³⁾;

Vu les avis du tribunal civil des Sables-d'Olonne, faisant fonctions de tribunal de commerce, et du préfet de la Vendée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires aux Sables-d'Olonne (Vendée) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHER.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 76, n° 642.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽³⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 393, n° 6056.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIGES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR. Entrant sur lest. Sortant sur lest. Entrant chargés en totalité ou en partie. Sortant chargés en totalité ou en partie. Entrant chargés de houille. Sortant chargés de houille.
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce. Pour un connaissement ordinaire. Pour un connaissement extraordinaire. Pour le protêt d'une lettre de change. Pour les actes judiciaires (la première page). Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes). La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout taje.	

dans le port des Sables-d'Olonne (Vendée).

MITE.

NAVIERS

font le cabotage avec les ports français situés entre Cherbourg et Bayonne.	font le cabotage avec les ports français situés en dedans de Cherbourg et de Bayonne.	font la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de la Méditerranée.
---	---	---

PAR TONNEAU DE JAUGE.

•	•	•
•	•	•

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^f 10 ^s	0 ^f 10 ^s	0 ^f 40 ^s
0 10	0 10	0 40
•	•	100 00
•	•	50 00

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1835.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 3.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonnes qu'il aura embarquées ou débarquées, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)

APFÈTEMENTS

par charie-partie.

à la cueillette.

SUR LA VALEUR DU FRET.

2 p. o/o | 2 p. o/o

payables moitié par le frêteur et moitié par l'affrêteur, à moins de conventions contraires.

VENTE DES NAVIERS.

SUR LE PRIX DE VENTE.

1 1/2 p. o/o

payable moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.

Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la sortie ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrôle à chacune des parties.

Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

N° 24175. — *DÉCRET sur le Rapatriement et les conduites de retour des Gens de mer.*

Du 22 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'ordonnance du mois d'août 1681, livre III, titre IV, articles 3 et 10;

Vu l'ordonnance du 15 avril 1689, livre VIII, titre I^{er}, articles 21 et 27;

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1743;

Vu l'ordonnance du 31 octobre 1784, titre XIV, articles 14, 15 et 16;

Vu l'arrêté du 5 germinal an XII ⁽¹⁾;

Vu les articles 252, 258, 262 et 263 du Code de commerce;

Vu l'ordonnance du 12 mai 1836 ⁽²⁾;

Vu le décret du 7 avril 1860 ⁽³⁾;

Vu la décision impériale du 22 mars 1862 et le décret du 14 septembre 1864 ⁽⁴⁾, modifiant le décret précédent;

Le Comité des inspecteurs généraux entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout inscrit maritime et tout Français, provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État ou d'un navire de commerce, qui se trouve délaissé ou débarqué, par suite de quelque circonstance que ce soit, à l'étranger ou dans une des possessions françaises d'outre-mer, doit être rapatrié dans le plus bref délai possible, par les soins des commandants des bâtiments de l'État, des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de France à l'étranger, des gouverneurs et commissaires de l'inscription maritime dans les possessions françaises d'outre-mer.

2. Les commandants des bâtiments de l'État, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de France à l'étranger, les gouverneurs et commissaires de l'inscription maritime aux colonies veillent à ce qu'aucun homme faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce ne soit débarqué en cours de voyage sans une cause légitime dont l'appréciation leur appartient.

Ils régularisent, par une apostille sur le rôle d'équipage, les débarquements qu'ils autorisent. Ils précisent, audit rôle, les motifs de ces débarquements.

Ils portent les mêmes indications sur le rôle d'équipage du navire par lequel le rapatriement est effectué.

Ils n'autorisent le débarquement de gré à gré, conformément à l'article 18, que si le rapatriement ou le rembarquement immédiat de l'homme est assuré sans le concours des deniers de l'État.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 357, n° 3735.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 425, n° 6304.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 800, n° 7696.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1244, n° 12662.

3. Les étrangers débarqués, hors de leur pays, d'un navire français sur lequel ils servaient comme marins ou à tout autre titre, sont remis au consul de leur nation dont la résidence est la plus proche, à moins de stipulation contraire inscrite dans leur engagement.

Néanmoins, les marins étrangers appartenant à des nations avec lesquelles la France est liée par des conventions réglant l'assistance réciproque due aux marins délaissés, sont traités conformément aux clauses desdites conventions.

4. Lorsqu'un homme est débarqué en cours de voyage pour cause de maladie, le capitaine peut se libérer de tous les frais de traitement, de rapatriement et autres en versant, entre les mains de l'autorité qui a opéré le débarquement, la somme déterminée par les règlements d'administration publique édictés en exécution de l'article 262 du Code de commerce, ou bien en fournissant une caution solvable, qui prend par écrit l'engagement de payer ladite somme.

A défaut de versement ou de caution, l'autorité consulaire ou maritime fait l'avance des frais de traitement, d'entretien, de rapatriement et, s'il y a lieu, de sépulture. La dépense est signalée au ministre de la marine, qui en poursuit le remboursement auprès de qui de droit.

5. Lorsque les hommes à rapatrier sont dans le dénuement, l'autorité maritime, coloniale ou consulaire leur procure les effets dont ils ont besoin.

Ces fournitures doivent être faites dans des conditions aussi économiques que possible et limitées aux vêtements strictement nécessaires, suivant les saisons, les régions et la durée du voyage, pour permettre aux hommes d'effectuer leur retour dans leurs foyers.

Si la dépense n'est pas acquittée par le capitaine du navire ou par les représentants de l'armateur, l'autorité maritime, coloniale ou consulaire en fait l'avance et la signale au ministre de la marine, qui en poursuit le remboursement auprès de qui de droit.

6. L'autorité maritime, coloniale ou consulaire a le droit de requérir les capitaines des navires de commerce de recevoir à leur bord des hommes délaissés ou débarqués d'un bâtiment de l'État ou d'un navire de commerce, à raison d'un homme par cinquante tonneaux de la jauge officielle du navire.

Elle a également le droit, mais seulement dans la limite d'un homme par cent tonneaux, d'imposer aux capitaines des navires du commerce l'obligation de recevoir à leur bord, pour les rapatrier, des passagers de l'ordre civil, pourvu toutefois qu'il n'ait pas encore été usé, à l'égard de ces capitaines, de la faculté ouverte par le paragraphe précédent.

Les réquisitions sont délivrées par écrit et mentionnent les noms, prénoms et qualités des hommes à rapatrier.

7. Les hommes à rapatrier doivent être renvoyés en France par la voie la plus prompte et la plus économique, à savoir, sauf exceptions résultant de circonstances spéciales :

Par la voie de mer, de préférence à la voie de terre;

Par les bâtiments de l'État, de préférence aux navires du commerce;

Par les navires du commerce français, de préférence aux navires du commerce étranger.

Il sont embarqués à titre de remplaçants, de passagers gagnant leur passage ou de simples passagers.

Le premier mode doit être préféré au second et le second au troisième.

Le capitaine ne peut être obligé de recevoir à son bord des inscrits, à titre de remplaçants, qu'autant que son équipage est réduit aux deux tiers de l'effectif qu'il comptait au départ, non compris le capitaine lui-même et les officiers. Dans ce cas même, il n'est tenu de recevoir des remplaçants que dans la proportion d'un homme sur deux manquants. Les autres vacances existant dans l'équipage sont remplies, s'il y a lieu, par des inscrits à rapatrier, qui gagnent leur passage.

Les inscrits embarqués comme remplaçants ou comme passagers gagnant leur passage ne comptent pas dans l'établissement de la proportion d'un homme par cinquante tonneaux fixée par l'article précédent.

8. Il est fait mention sur les rôles d'équipage des navires du commerce des noms, prénoms, qualités et fonctions des hommes y embarqués pour être rapatriés, ainsi que des conditions de leur rapatriement.

Les salaires à attribuer à l'homme embarqué comme remplaçant sont débattus et réglés entre le capitaine et lui, sous le contrôle de l'autorité maritime, consulaire ou coloniale. En cas de désaccord persistant entre les parties, ces salaires sont fixés au même taux que ceux de l'homme remplacé.

Si l'homme à rapatrier se trouve délaissé par sa faute, les salaires qui lui sont alloués ne peuvent excéder ceux qu'il recevait à bord du navire d'où il provient.

9. A bord des bâtiments de l'État, le passage donne lieu au remboursement du prix de la nourriture, suivant la table à laquelle les rapatriés ont été admis et d'après les tarifs arrêtés par le ministre de la marine. Le ministre peut accorder des dispenses de remboursement aux hommes rapatriés à leurs propres frais.

A bord des navires du commerce français, le prix du passage est fixé conformément au tarif de l'article 11 ci-après, mais seulement dans la proportion ci-dessus déterminée d'un rapatrié par cinquante ou cent tonneaux. Cette proportion dépassée, et elle ne doit l'être qu'en cas d'urgence, le prix du passage est débattu de gré à gré avant l'embarquement pour les hommes embarqués en excédent. Ce dernier prix est inscrit au rôle d'équipage.

A bord des navires du commerce étrangers, le prix du passage est réglé de gré à gré avec le capitaine du navire par l'autorité maritime, coloniale ou consulaire. Ce prix doit être l'objet d'un contrat

fait en double, dont chacune des parties contractantes garde une expédition.

A son arrivée à destination, le capitaine français est payé par les soins de l'administration de la marine du port où il aborde, sur le vu de son rôle d'équipage.

Le capitaine étranger est payé sur le vu du contrat dont il est porteur. S'il l'exige, le prix du passage peut lui être payé d'avance, soit par acompte, soit en totalité.

10. Quand le rapatriement a lieu par la voie de terre, il est payé conformément aux dispositions de l'article 14 du présent décret.

11. Les capitaines des navires du commerce français qui effectuent des rapatriements par réquisition reçoivent, à leur arrivée à destination, les indemnités suivantes, nourriture comprise :

Par homme et par jour :

GRANDES OU FONCTIONS DES PASSAGERS.	NAVIRES.	NAVIRES
	à voiles.	à vapeur.
1 ^{re} CATÉGORIE. — Pour les capitaines au long cours embarqués comme capitaines ou officiers, pour les mécaniciens chefs d'une machine au-dessus de trois cents chevaux nominaux, pour les médecins docteurs, pour les commis-aux.....	4 ⁰⁰	7 ⁰⁰
2 ^e CATÉGORIE. — Pour les maîtres au cabotage embarqués comme capitaines ou officiers, pour les mécaniciens chefs d'une machine de cent à trois cents chevaux nominaux, pour les médecins non docteurs et pour les subrécargues.....	3 00	5 00
3 ^e CATÉGORIE. — Pour les capitaines au long cours embarqués comme matelots, pour les officiers sans brevet, pour les mécaniciens chefs d'une machine au-dessous de cent chevaux nominaux, pour les mécaniciens en sous-ordre et pour les patrons brevetés commandants à la pêche de la bal-line ou de la morue.....	2 50	4 00
4 ^e CATÉGORIE. — Pour les maîtres au cabotage embarqués comme matelots, pour les maîtres d'équipage, matelots, novices, mousses, ouvriers mécaniciens et chauffeurs et tous autres individus provenant de l'équipage d'un navire du commerce.....	1 25	2 50
5 ^e CATÉGORIE. — Passagers de l'ordre civil recevant la ration de l'équipage.....	2 00	4 00

Le prix du passage est réglé de gré à gré pour les passagers de l'ordre civil qui ne sont pas nourris avec l'équipage.

12. Le ministre de la marine règle, d'après les catégories fixées par l'article précédent, le classement des passagers rapatriés à bord des bâtiments de l'État ou des navires affrétés par l'État.

Sur les navires du commerce, les passagers rapatriés ne gagnant pas leur passage ont droit au logement et à la nourriture, autant que les circonstances et les installations du bord le permettent, conformément aux indications données par le tableau suivant :

51...

CATÉGORIES de passagers. — (Art. 11 ci-dessus.)	À BORD des paquebots subventionnés.	À BORD des vapeurs affectés à un service régulier.	À BORD des vapeurs ordinaires.	À BORD des voiliers.
Passagers de la 1 ^{re} catégorie.	Table : 2 ^e classe. Logement cor- respondant.	Table : 1 ^{re} classe. Logement cor- respondant.	Table du capi- taine. Loge- ment corres- pondant.	Table du capi- taine. Loge- ment corres- pondant.
Passagers de la 2 ^e catégorie.	Table des offi- ciers.* Loge- ment corres- pondant.	Table des offi- ciers. Loge- ment corres- pondant.	Table des offi- ciers, ou, à défaut, du maître d'équi- page. Loge- ment corres- pondant.	Table des offi- ciers, ou, à défaut, du maître d'équi- page. Loge- ment corres- pondant.
Passagers de la 3 ^e catégorie.	Table des maîtres Logement cor- respondant.	Table des maîtres Logement cor- respondant.	Table du maître d'équipage. Lo- gement corres- pondant.	Table du maître d'équipage. Lo- gement corres- pondant.
Passagers des 4 ^e et 5 ^e catégories.	Ration.	Ration.	Ration.	Ration.

13. Les gens de mer naviguant pour le commerce ont droit à une indemnité de route pour se rendre dans leurs quartiers, s'ils ne sont pas ramenés dans le port d'armement du navire à bord duquel ils étaient embarqués.

Les gens de mer débarqués hors de France et rapatriés et ceux qui ont été embarqués en cours de voyage peuvent exiger l'indemnité de route pour se rendre dans leurs quartiers, lors même qu'ils sont ramenés au port d'armement du navire.

Les médecins, subrécargues, cuisiniers, domestiques et autres personnes ou agents non inscrits, faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce, ont droit à une indemnité de route pour se rendre dans le port d'armement du navire, si le navire ne les y ramène pas ou s'ils ont débarqué en cours de voyage pour une raison indépendante de leur volonté.

Il peut être dérogé à ces dispositions, dans tous les cas, par des stipulations particulières, insérées dans les conventions conclues entre les armateurs et les marins ou autres personnes susmentionnées. Ces stipulations sont inscrites sur le rôle d'équipage.

14. L'indemnité de route accordée aux gens de mer et autres personnes provenant de l'équipage d'un navire du commerce, pour se rendre soit dans leur quartier, soit au port d'armement du navire, est fixée à la somme nécessaire pour gagner ce quartier ou ce port par la voie régulière la moins coûteuse. Elle comprend, en outre, le prix du transport des bagages et les frais de nourriture, calculés par vingt-quatre heures de route, à raison de sept francs (7^f) pour les personnes classées par l'article 11 dans la première catégorie de passagers, de cinq francs (5^f) pour les personnes classées dans la deuxième

catégorie et de trois francs (3') pour les personnes classées dans les trois dernières catégories.

Les voyageurs de la première catégorie ont droit au prix des places de deuxième classe sur les chemins de fer et de première classe sur les voitures et bateaux; les voyageurs de la deuxième catégorie ont droit au prix des places de deuxième classe dans les deux cas; ceux des autres catégories n'ont droit qu'au prix de la dernière classe.

En cas de contestation entre les armateurs et les personnes réclamant la conduite, les commissaires de l'inscription maritime déterminent, sauf recours aux tribunaux, le chiffre de l'indemnité à allouer, conformément aux indications ci-dessus.

15. Les sommes dues aux gens de mer, à titre d'indemnité de route pour rejoindre leurs quartiers, ne peuvent être atténuées ou compensées par celles qu'ils doivent à l'armement.

Il en est de même des frais de subsistance, entretien et rapatriement.

16. Sauf dans les cas prévus aux articles suivants, les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de retour au quartier des individus provenant de l'équipage d'un navire du commerce sont à la charge de l'armement.

Dans les armements à la part ou au fret, les parts de l'équipage, considérées comme salaires, son indemnes desdits frais.

17. En cas de prise, de naufrage ou de déclaration d'innavigabilité, les frais de subsistance et autres susmentionnés ne sont dus par l'armement que jusqu'à concurrence de la valeur du navire ou de ses débris et du montant du fret des marchandises sauvées du naufrage, les loyers de l'équipage pour la dernière traversée ayant été d'abord prélevés sur ces produits. La partie des frais non couverte par lesdits produits reste à la charge de l'État.

18. Les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de retour au quartier des hommes débarqués de gré à gré, en cours de voyage, sont à la charge de la partie désignée par la convention amiable intervenue.

19. Si le débarquement résulte de motifs d'ordre public ou de discipline, les autorités désignées à l'article 1^{er} en constatent les causes par procès-verbal, en vue de fixer la responsabilité de la partie qui doit supporter les frais du rapatriement. Ce procès-verbal est établi en deux expéditions, dont l'une reste entre les mains de l'autorité qui a verbalisé et l'autre est adressée au ministre de la marine.

Si les frais de rapatriement leur paraissent devoir être mis à la charge de l'homme débarqué, ils sont prélevés sur les salaires de celui-ci.

Dans le cas contraire, et si le capitaine ne consent pas à pourvoir aux frais du rapatriement, lesdits frais sont avancés par le trésor public, sauf poursuites ultérieures contre le propriétaire du navire.

20. Les mêmes frais sont à la charge de l'État quand ils sont occa-

sionnés par les individus provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État, par les déserteurs des navires du commerce, ou par les hommes débarqués en cours de voyage pour passer en jugement ou pour subir une peine.

21. Lorsqu'il y a lieu d'embarquer dans les possessions françaises d'outre-mer, à titre de complément d'équipage, des hommes, marins ou autres, non domiciliés en France, les autorités chargées de constater les engagements veillent à ce que les intérêts de ces hommes soient sauvegardés pour le cas où ils ne trouveraient pas à effectuer leur retour avec salaires. L'obligation de les rapatrier est expressément mentionnée sur le rôle d'équipage.

Les frais de rapatriement sont imputés, suivant les circonstances, conformément aux dispositions des articles 16 et suivants du présent décret.

Les capitaines des navires sont tenus de recevoir ces hommes à leur bord pour les rapatrier, sur la réquisition des autorités maritimes, coloniales ou consulaires, dans la proportion indiquée par l'article 6 et aux conditions fixées par les articles 11 et 12 du présent décret.

22. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

23. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Fontainebleau, le 22 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24176. — DÉCRET qui admet en franchise, du 1^{er} octobre 1891 au 30 juin 1892, une quantité déterminée de Produits d'origine et de provenance tunisiennes.

Du 1^{er} Octobre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France;

Vu notamment l'article 5, paragraphe D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce

et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi;

Vu les statistiques fournies par le résident général,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités des produits ci-après dénommés, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admis en franchise, à l'entrée en France, du 1^{er} octobre 1891 au 30 juin 1892, dans les conditions de la loi susvisée :

Espèce chevaline, 1,000 têtes;

Espèces asine et mulassière, 2,000 têtes;

Espèce bovine, 19,000 têtes;

Espèce ovine, 150,000 têtes;

Espèce caprine, 500 têtes;

Espèce porcine, 1,150 têtes.

Gibiers, volailles et tortues :

Animaux morts, 4,000 kilogrammes;

Animaux vivants, 4,000 kilogrammes.

2. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24177. — DÉCRET qui fixe à la somme de 6 millions de francs la valeur des quantités de Produits d'origine et de provenance tunisiennes admis, jusqu'au 30 juin 1892, à des traitements de faveur à leur entrée en France.

Du 1^{er} Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 8 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France;

Vu notamment l'article 5, paragraphe D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi;

Vu les statistiques fournies par le résident général,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est fixée à la somme de six millions de francs la valeur des quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes non dénommés dans les articles 1 et 2 de la loi du 19 juillet 1890 qui, dans les conditions de ladite loi, et sous réserve des exceptions prévues dans l'article 4, pourront, du 1^{er} octobre 1891 au 30 juin 1892, être admis en payant à l'entrée en France, conformément aux dispositions de l'article 3, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

2. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24178. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1891, un Crédit représentant le produit de la Vente de vieilles matières remises à l'Administration des domaines.

Du 3 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891;

Vu spécialement l'article 39 de la loi susvisée, relatif à la vente des vieilles matières provenant du département de la marine;

Considérant que, d'après le compte tenu dans les écritures du département des finances, le produit de la vente des matières remises en 1891 à l'administration des domaines par les services de la marine s'élève, au 1^{er} septembre 1891, à la somme de neuf cent cinquante-deux mille quatre cent quatre-vingt-sept francs seize centimes, après réalisation faite, au

profit des domaines, du produit de huit cent neuf mille cent francs inscrit au budget des recettes;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 septembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, au titre du chapitre XVIII : *Constructions navales — Approvisionnement de la flotte — Achats pour l'entretien et le service courant*, un crédit de neuf cent cinquante mille francs (950,000').

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources prévues par l'article 39 de la loi de finances du 26 décembre 1890.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la marine,

Signé : ROUVIER.

Signé : E. BARBEY.

N° 24179. — DÉCRET portant homologation du Bornage des zones de servitudes du fort de Liouville.

Du 6 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre :

FORT DE LIOUVILLE.

Zones de servitudes.

Bornage du 11 mai 1891.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 887.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 6 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24180. — *DÉCRET qui ouvre au Budget du Ministère de la Guerre, pour l'Exercice 1890, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Rappels de solde applicables à des Exercices antérieurs.*

Du 7 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les arrérages de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du règlement général du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la guerre, pour l'exercice 1890, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1890 et non passibles de déchéance.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de trois cent trente-huit mille trois cent vingt-neuf francs quinze centimes, montant des rappels de solde et autres y assimilés, provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XX, XXI, XLVIII et XLIX pour l'exercice 1890 et dont les résultats se répartissent comme il suit :

EXERCICE 1886.....	1,105 ¹ 33 ^e
EXERCICE 1887.....	1,895 05
EXERCICE 1888.....	3,052 21
EXERCICE 1889.....	332,276 56
TOTAL ÉGAL.....	338,329 15

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 17 juillet 1889, aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus, sont atténuées dans les proportions ci-après :

CHAP. X.	États-majors.	41,850 ¹ 89 ¹
— XI.	Écoles militaires (personnel).....	18,633 79
— XII.	Personnels hors cadres.....	14,686 26
— XIII.	Infanterie.	132,982 81
— XIV.	Troupes d'administration.....	5,127 88
— XV.	Cavalerie.....	47,198 21
— XVI.	Artillerie.....	24,019 86
— XVII.	Génie.....	5,350 18
— XVIII.	Train des équipages militaires.....	4,921 80
— XX.	Gendarmerie.....	13,319 47
— XXI.	Garde républicaine.....	1,723 29
— XLIII.	Solde de non-activité.....	13,443 04
— XLIV.	Secours.....	15,071 67
TOTAL ÉGAL.....		<u>338,329 15</u>

4. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé: C. DE FREYCINET.

N° 24181. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Saint-Sever (Landes) à l'effet d'élire un Député.

Du 9 Octobre 1891:

(Promulgué au Journal officiel du 11 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Sourigues, député de l'arrondissement de Saint-Sever (Landes),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Sever

(Landes) est convoqué pour le dimanche 8 novembre 1891, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24182. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire pour Remboursement de droits indûment perçus.*

Du 12 Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 20 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891, et notamment l'article 25 et l'état H y annexé, relatifs à la nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert des crédits, par décrets, en exécution de l'article 5 de la loi susvisée du 14 décembre 1879;

De l'avis du Conseil des ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1891, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit supplémentaire de soixante-dix mille francs (70,000^f) au titre de la 5^e partie : *Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes*, chapitre cviii : *Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

2. Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur prochaine réunion.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 12 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24183. — DÉCRET portant homologation du Bornage des zones de servitudes de quatre batteries de côtes dépendant de la place de Boulogne.

Du 14 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre :

BOULOGNE.

Batterie de la Crèche; zones de servitudes. Bornage du 4 mai 1891.

Batterie de la Tour-d'Ordre; zones de servitudes et polygone exceptionnel. Bornage du 4 mai 1891.

Batterie du Mont-de-Couple; zones de servitudes et polygone exceptionnel. Bornage du 19 mai 1891.

Batterie d'Alpreck; zones de servitudes. Bornage du 19 mai 1891.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 24184. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses des Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.*

Du 16 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général de dépenses de l'exercice 1891 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par diverses villes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1891 ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1891, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre x : *Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*, un crédit de vingt-neuf mille six cent cinquante francs (29,650^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

ÉTAT des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XI. ÉCOLES SPÉCIALES DES BEAUX-ARTS ET DE DES- SIN DANS LES DÉPARTE- MENTS. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés : 3 ^e TRIMESTRE 1891.			
Alpes-Maritimes..	Villes de : Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	4076	7 août 1891.....	3,875
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	4184	13 août 1891.....	3,000
Creuse.....	Atibussan..	École nationale d'art dé- coratif.	2673	24 juillet 1891...	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	8303	28 juillet 1891...	10,000
Haute-Vienne...	Limoges..	1 ^{re} École nationale d'art décoratif.	4130	13 juillet 1891...	7,500
		2 ^{re} Musée national Adrien Dubouché.	4131	Idem.....	
Alger.....	Alger.....	École nationale des beaux-arts.	91	7 août 1891.....	4,450
				TOTAL.....	29,650

N° 24185. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour location du Magasin d'habillement à Nantes.

Du 16 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Nantes pour la location du magasin d'habillement installé dans cette place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs a été versée au trésor, par ladite ville, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre xxxiv : *Habillement et campement*. — *Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1891, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affecté à la location du magasin d'habillement de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24186. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'une Fontaine à Corte.*

Du 16 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la délibération du conseil municipal de Corte (Corse), en date du 7 novembre 1858, aux termes de laquelle ladite ville s'engage à verser annuellement au trésor une somme de cent cinquante francs pour l'entretien d'une conduite d'eau appartenant au département de la guerre;

Vu la déclaration constatant que le versement afférent à l'année 1891 a été effectué le 24 juillet 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLIX : *Établissements du génie*. — *Matériel*, de la première section

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

du budget de 1891, un crédit de cent cinquante francs (150^f) qui sera affecté à l'entretien d'une conduite d'eau à Corte.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Corte.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24187. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'un Chemin vicinal à Vernon.*

Du 16 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée, le 25 mars 1874, entre l'État et la ville de Vernon (Eure), aux termes de laquelle ladite ville s'engage à verser annuellement au trésor une somme de quarante-huit francs quarante centimes pour concourir à l'entretien d'un chemin vicinal longeant la direction d'artillerie de cette place;

Vu le récépissé constatant que le versement afférent à l'année 1891 a été effectué le 25 juillet 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLV : *Établissements de l'artillerie. — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1891, un crédit de quarante-huit francs quarante centimes (48^f 40) qui sera affecté à l'entretien d'un chemin vicinal longeant la direction d'artillerie de Vernon.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Vernon.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24188. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux de colonisation.*

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration du payeur de Tizi-Ouzou, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 27 juillet 1891, par le syndicat de l'Oued-Boghni, une somme de cinq cents francs représentant un premier acompte sur sa part contributive dans les dépenses de travaux de dérivation de l'Oued Boghni (département d'Alger);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, chapitre XII, article 2 : *Travaux de colonisation*, un crédit supplémentaire de cinq cents francs (500') applicable aux dépenses des travaux de dérivation de l'Oued Boghni.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par le syndicat de l'Oued-Boghni.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24189. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de la guerre), qui autorise le président du Conseil, ministre de la guerre, à accepter le don de deux mille quatre cents francs qui lui a été fait par les héritiers et exécuteurs des dernières volontés du sieur Noël (Adolphe), en son vivant capitaine adjudant-major au troisième bataillon du 75^e régiment territorial d'infanterie.

Ladite somme sera employée en rente quatre et demi pour cent sur l'État, dont les arrérages seront consacrés, lors des convocations dudit bataillon, à la distribution de prix de tir, à l'achat d'effets de petite monture, de distribution et de cuisine et au paiement des dégradations et pertes qui pourraient être mises à la charge des officiers de ce même bataillon.

Les prix décernés en vertu de cette fondation porteront le nom de *prix du capitaine Noël*. (Fontainebleau, 30 Septembre 1891.)

N° 24190. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et d' nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, par laquelle le conseil d'arrondissement de Paimbœuf (Loire-Inférieure) a émis le vœu que la morale ne reste pas séparée de la religion, que l'enseignement des devoirs envers Dieu y soit pris comme base fondamentale et indispensable de tous les devoirs qui incombent à l'homme et qu'à cet effet les lois sur l'instruction publique reçoivent toutes les modifications nécessaires. (Paris, 28 Octobre 1891.)

N° 24191. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, par laquelle le conseil d'arrondissement de Châteaubriant (Loire-Inférieure) a émis le vœu que la loi sur l'instruction primaire soit révisée et réformée. (Paris, 28 Octobre 1891.)

N° 24192. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 septembre 1891, par laquelle le conseil d'arrondissement de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) a émis le vœu que l'enseignement religieux soit introduit de nouveau dans les écoles. (Paris, 28 Octobre 1891.)

N° 24193. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 2 septembre 1891, par laquelle le conseil d'arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure) a émis le vœu que l'instruction religieuse soit donnée dans toutes les écoles. (Paris, 28 Octobre 1891.)

N° 24194. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 28 juillet et 21 septembre 1891, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Lyon a demandé, sous forme de vœu :

- « 1° Que l'ambassade auprès du pape soit supprimée;
 - « 2° Que les diplômes, brevets et certificats d'études soient accordés aux seuls candidats ayant passé trois années, avant l'examen, dans les écoles de l'État, des départements et des communes;
 - « 3° Que tout agent du Gouvernement ayant divulgué à l'étranger nos secrets d'État soit condamné à mort au lieu d'un emprisonnement de cinq ans, maximum actuel de la peine;
 - « 4° Que tous les employés et fonctionnaires de l'État soient tenus d'envoyer leurs enfants dans les écoles de l'État ou placées directement sous son contrôle;
 - « 5° Que, dans les cas spéciaux où la question de salubrité prime toutes les autres considérations contre les épidémies, l'incinération devienne obligatoire; qu'en dehors même de ces cas, l'administration puisse recourir à l'incinération pour les personnes mortes dans les hôpitaux et prisons, dont les corps n'ont pas été réclamés et qui n'auraient pas, de leur vivant, témoigné le désir d'être inhumées;
 - « 6° Qu'une loi punisse très sévèrement les lanceurs de fausses nouvelles, syndicats d'écumeurs de la fortune publique et parasites de tout gouvernement. » (*Paris, 28 Octobre 1891.*)
-

N° 24195. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 14 octobre 1891, par lesquelles le conseil général du département de la Seine a demandé, sous forme de vœu :

- « 1° Qu'une amnistie pleine et entière pour faits de grève, de presse et de réunion ou faits connexes soit votée par le Parlement;
 - « 2° Qu'en tout état de cause et en attendant l'amnistie, le citoyen *Lafargue* soit immédiatement mis en liberté provisoire;
 - « 3° Que le Parlement prononce, sans plus tarder, la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que la suppression de l'ambassade auprès du pape. » (*Paris, 28 Octobre 1891.*)
-

N° 24196. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 21 août 1891, par laquelle le conseil général de l'Indre a décidé que les propositions de secours aux anciens cantonniers et à leurs familles seront soumises à la commission départementale et que ces secours seront accordés avec son approbation. (*Paris, 31 Octobre 1891.*)

N° 24197. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la

délibération, en date du 26 août 1891, par laquelle le conseil général de la Loire-Inférieure a voté, à titre de subventions : cinq mille francs aux frères de la doctrine chrétienne de Nantes; deux mille francs au noviciat du même institut et cinq cents francs à l'école libre de filles de Campbon. (*Paris, 31 Octobre 1891.*)

N° 24198. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 août 1891, par laquelle le conseil général de Maine-et-Loire a émis le vœu que, dans les écoles primaires, la morale ne reste pas séparée de la religion, que les devoirs envers Dieu soient enseignés comme base indispensable de la morale et qu'en conséquence les lois sur l'instruction primaire soient modifiées en ce sens. (*Paris, 31 Octobre 1891.*)

N° 24199. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 22 août 1891, par laquelle le conseil général du Morbihan a émis le vœu que, dans les écoles du département, l'on enseigne aux enfants leurs devoirs envers Dieu, que la morale n'y soit plus séparée de la religion et qu'à cet effet les lois sur l'instruction publique soient modifiées. (*Paris, 31 Octobre 1891.*)

N° 24200. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Picard (*Ernest-Philibert-Marie*), capitaine de frégate commandant « le Tonnant », né le 5 janvier 1843, à Brest (Finistère), demeurant à Cherbourg (Manche), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Destelan*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Picard-Destelan*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (*Paris, 3 Novembre 1891.*)

N° 24201. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 21 août 1891, par laquelle le conseil général de l'Indre a divisé la ville de Châteauroux en cinq sections électorales. (*Paris, 5 Novembre 1891.*)

N° 24202. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 22 août 1891, par laquelle le conseil général des Pyrénées-Orientales

a divisé la commune de Collioure en deux sections électorales. (Paris, 5 Novembre 1891.)

N° 24203. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Lacaille* (*Ferdinand-Charles-Henry*), avoué à la cour d'appel de Nancy, né le 29 octobre 1845, à Carignan (Ardennes), demeurant à Nancy (Meurthe-et-Moselle),

Et M. *Lacaille* (*Eugène-Gabriel-Victor*), inspecteur des forêts, né le 20 avril 1848, à Carignan (Ardennes), demeurant à Tarbes (Hautes-Pyrénées),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Desse*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Lacaille-Desse*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 9 Novembre 1891.)

N° 24204. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Lavigne* (*Émile-Charles*), né le 28 avril 1862, à Montpellier (Hérault), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Poujol*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Poujol* au lieu de *Lavigne*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 16 Novembre 1891.)

N° 24205. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Léopold* (*Norbert-Paul-Irénée*), caissier de la transportation à la Guyane française, né le 25 janvier 1840, à Cayenne (Guyane française), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Léger*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Léopold-Léger*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 16 Novembre 1891.)

N° 24206. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Vachier* (*Joseph-Henri-Alfred*), né le 15 janvier 1862, à Arlanc (Puy-de-Dôme), président du tribunal de première instance de Karikal (Indes françaises), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Vacher*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Vacher* au lieu de *Vachier*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Novembre 1891.*)

N° 24207. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Weibel* (*Dominique-Louis*), employé aux télégraphes, né le 10 octobre 1869, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Hickenbick*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Weibel-Hickenbick*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Novembre 1891.*)

N° 24208. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Queulevée* (*Alphonse-Ernest*), représentant de commerce, né le 10 octobre 1865, à Paris, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Quelvé*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Quelvé* au lieu de *Queulevée*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Novembre 1891.*)

N° 24209. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Siegelberg* (*Victor-Édouard-Adolphe*), né le 17 décembre 1855, à Colmar (Haut-Rhin), demeurant à Majunga (Madagascar), est autorisé à

substituer à son nom patronymique celui de *Guilgot*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Guilgot* au lieu de *Sfiesselberg*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Novembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1433.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24210. — *DÉCRET modifiant l'organisation de l'Administration centrale de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.*

Du 11 Avril 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 avril 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1881 ⁽¹⁾ et l'arrêté, en date du même jour, du garde des sceaux, ministre de la justice, portant règlement des services administratifs et financiers de la grande chancellerie de la Légion d'honneur;

Vu le décret du 23 mars 1889 ⁽²⁾, concernant l'organisation de l'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur comprend, outre le bureau du secrétariat général, quatre autres bureaux.

2. Les attributions des bureaux, ainsi que le nombre de leurs

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 674, n° 11368.

XII^e Série.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1270, n° 21112.

chefs, sont fixés conformément aux indications du tableau ci-dessous :

DÉSIGNATION.	CHEFS de bureau.
Bureau du <i>secrétariat général</i>	1
Enregistrement des dépêches. — Propositions dans la Légion d'honneur et la médaille militaire par la grande chancellerie. — Personnel de l'administration centrale. — Conseil de l'ordre. — Archives. — Service intérieur. — Budget de la Légion d'honneur.	
1 ^{er} bureau.....	1
Personnel des membres de l'ordre, des décorés de la médaille militaire et des ordres étrangers.	
2 ^e bureau.....	1
Maisons d'éducation de la Légion d'honneur, personnel et administration de ces maisons. — Gratifications et secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.	
3 ^e bureau.....	1
Titres et ordonnancement. — Traitements aux membres de la Légion d'honneur et aux décorés de la médaille militaire. — Liquidation et concession de pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. — Correspondance avec les comptables pour les paiements, changements de résidence, etc.	
4 ^e bureau.....	1 (Agent comptable.)
Centralisation de toutes les opérations de recette et de dépense effectuées sur le budget de la Légion d'honneur. — Compte courant avec le Trésor. — Compte de gestion. — Compte définitif.	
TOTAL.....	5

3. Le nombre total des commis principaux et ordinaires ne peut dépasser trente.

La répartition de ce personnel dans les bureaux est faite par le grand chancelier, sur la proposition du secrétaire général.

4. Les traitements du personnel de l'administration centrale de la grande chancellerie sont fixés ainsi qu'il suit :

5 chefs de bureau.	De 1 ^{re} classe (1 au maximum), à	9,000 ^f
	De 2 ^e classe, à	8,000
	De 3 ^e classe (2 au minimum), à	6,500
Commis principaux (10 au maximum).	De 1 ^{re} classe, à	5,500
	De 2 ^e classe, à	5,000
	De 3 ^e classe, à	4,500
	De 4 ^e classe, à	4,000
Commis ordinaires.	De 1 ^{re} classe, à	3,700
	De 2 ^e classe, à	3,200
	De 3 ^e classe, à	2,700
	De 4 ^e classe, à	2,200
	De 5 ^e classe, à	1,800
Gardien chef, conservateur du mobilier	de	1,500 à 2,000
3 huissiers.....	de	1,400 à 1,600
2 concierges.....	de	1,400 à 1,600
4 gardiens de bureau.....	de	1,200 à 1,500
4 hommes de peine.....	de	1,200 à 1,400

5. Les avancements en classe ne peuvent avoir lieu que dans les limites du crédit porté au budget, au chapitre du personnel de l'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

6. Nul fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être rétribué, en tout ou en partie, que sur les crédits portés au budget au chapitre du personnel de l'administration centrale.

7. Il est institué un conseil d'administration composé du grand chancelier, président, du secrétaire général, du chef de bureau du secrétariat général et d'un chef de bureau désigné par le grand chancelier et qui remplira les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

Ce conseil délibère sur les affaires qui lui sont déferées par le présent règlement ou soumises par le grand chancelier.

TITRE II.

RECRUTEMENT, AVANCEMENT ET DISCIPLINE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

8. Sous réserve des droits attribués par la loi aux anciens sous-officiers, le personnel des employés se recrute par la voie du concours.

Les aspirants doivent être François, âgés de dix-sept ans au moins et de trente ans au plus. Ils doivent produire un diplôme de bachelier.

Après une année de service, le chef du bureau auquel sont attachés les nouveaux employés présente au secrétaire général un rapport détaillé sur leurs aptitudes et leur manière de servir. Si ce rapport ne leur est pas favorable, le grand chancelier peut les congédier.

9. Toute nomination à un emploi se fait à la dernière classe de cet emploi.

10. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale a lieu au choix.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure avant un an au moins de service dans la classe immédiatement inférieure.

Le choix, pour l'emploi de chef de bureau, ne peut s'exercer que sur les commis principaux promus depuis un an au moins à la première classe, et, pour l'emploi de commis principal, que sur les commis ordinaires remplissant la même condition.

Les huissiers, gardiens de bureau et gens de service avancent jusqu'à ce qu'ils aient atteint le traitement maximum de leur emploi par des augmentations successives de cent francs (100^f), dans les conditions prévues par le règlement intérieur de la grande chancellerie.

11. Les mesures de discipline applicables aux fonctionnaires, employés ou agents de l'administration centrale sont :

- La réprimande ;
- La retenue du traitement n'excédant pas la moitié du traitement, ni la durée de deux mois ;
- La rétrogradation ;
- La révocation.

Ces peines sont prononcées par le grand chancelier, après avis du conseil d'administration, l'agent entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

12. Avec l'assentiment du grand chancelier, des permutations peuvent s'effectuer entre les employés de l'administration centrale de la grande chancellerie et ceux des administrations centrales des ministères.

Le permutable ne peut entrer à la grande chancellerie dans un emploi supérieur à celui de l'employé avec lequel il permute ; il prend rang, dans son emploi et dans sa classe, du jour de sa permutation.

13. Les commis appelés au service militaire sont remplacés dans l'effectif si leur absence doit dépasser la limite d'une année.

Dans le cas contraire, le grand chancelier leur accorde un congé d'un an, sans solde. Ce laps de temps passé sous les drapeaux est compris dans le temps de service exigé pour l'avancement de classe.

Le grand chancelier, après avis du conseil d'administration, peut refuser la réadmission dans l'administration centrale aux employés dont la feuille de punitions militaires constaterait des faits graves.

14. Les titulaires actuels d'emplois non prévus par le présent règlement conserveront, à titre transitoire, leurs grades et leurs traitements.

15. Le décret du 23 mars 1889 est abrogé.

16. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et le grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Avril 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24211. — *DÉCRET relatif au Régime disciplinaire des Établissements de travaux forcés aux Colonies.*

Du 4 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 13 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DU CLASSEMENT DES CONDAMNÉS DANS LES COLONIES PÉNITENTIAIRES.

ART. 1^{er}. Les condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine dans les colonies pénitenciaires sont divisés en trois classes, déterminées d'après la situation pénale, la conduite et l'assiduité au travail des condamnés.

Il est établi pour chaque condamné une notice individuelle faisant connaître son état civil, son signalement, sa situation de famille et sur laquelle est reproduit l'extrait du casier judiciaire en ce qui le concerne.

Il est inscrit chaque mois, sur cette notice, des renseignements relatifs à la conduite et au travail du condamné, ainsi que les récompenses ou les punitions dont il a été l'objet.

2. La première classe comprend les transportés les mieux notés.

Les condamnés de cette classe peuvent seuls :

1° Obtenir une concession urbaine ou rurale, dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi du 30 mai 1854 et les règlements d'administration publique;

2° Être employés chez les habitants de la colonie, dans des conditions à déterminer par un décret ultérieur.

3. Les condamnés de la première classe qui n'auraient pu obtenir ni une concession, ni le bénéfice de l'assignation peuvent être employés soit sur un établissement agricole pour y être soumis à un stage en vue de l'obtention d'une concession rurale, soit dans les chantiers ou ateliers de l'administration pénitenciaire et des services publics.

Ils peuvent, en outre, être employés chez des particuliers, mais seulement comme chefs de chantiers ou d'ateliers.

4. Les condamnés placés à la première classe peuvent seuls être compris dans les propositions de remise, de réduction de peine ou

de libération conditionnelle transmises par le gouverneur de la colonie.

Toutefois des propositions exceptionnelles peuvent être faites en faveur des condamnés de deuxième ou de troisième classe qui auraient accompli des actes de courage et de dévouement.

5. Les condamnés de la deuxième classe sont employés à des travaux de colonisation et d'utilité publique pour le compte de l'État, de la colonie, des municipalités ou des particuliers, dans les conditions prévues par les règlements d'administration publique sur l'emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés au travaux forcés.

6. Les condamnés de la troisième classe sont affectés aux travaux les plus particulièrement pénibles. En outre, ils sont entièrement séparés des condamnés des autres classes. Si les locaux le permettent, ils sont isolés la nuit; ils couchent sur un lit de camp et peuvent être mis à la boucle simple. Ils sont enfermés dans les cases pendant tout le temps qu'ils ne passent pas sur les travaux. Ils sont astreints au silence de jour et de nuit, pendant le travail comme pendant le repos.

Sont exceptées de la règle du silence les communications indispensables à l'occasion des travaux ou du service.

7. L'affectation des condamnés aux différentes colonies pénitentiaires est faite par le ministre chargé des colonies, et leur répartition dans la deuxième ou la troisième classe par le ministre de la justice, avant le départ de chaque convoi, sur la proposition d'une commission composée de représentants des départements intéressés.

8. Le groupement des condamnés, d'après leurs antécédents judiciaires et leurs aptitudes, est effectué, à leur arrivée dans la colonie, par le directeur de l'administration pénitentiaire.

9. Le passage d'un condamné à la classe supérieure a lieu par décision du directeur de l'administration pénitentiaire, sur l'avis de la commission disciplinaire instituée au titre III du présent décret.

Les condamnés de la troisième classe ne peuvent être proposés pour la deuxième classe s'ils n'ont été effectivement employés pendant deux ans aux travaux de leur classe dans la colonie.

Aucun condamné à temps de la deuxième classe ne peut être proposé pour la première classe s'il n'a accompli la moitié de sa peine. Pour le condamné à perpétuité ou à plus de vingt ans de travaux forcés, le délai minimum est de dix ans.

Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le passage à la première classe pourra être accordé, par décision spéciale du ministre chargé des colonies, aux condamnés de la deuxième classe qui auront accompli soit le quart de la peine, en cas de condamnation temporaire, soit au moins cinq ans, si la peine dépasse vingt ans.

10. Le renvoi d'un condamné à une classe inférieure peut être prononcé par le directeur de l'administration pénitentiaire, après

avis de la commission disciplinaire, pour toute punition de cellule ou de cachot.

11. Tout transporté qui est condamné dans la colonie à la reclu-sion cellulaire ou à l'emprisonnement pour crimes ou délits est placé à la troisième classe à l'expiration de cette nouvelle peine et y est maintenu pendant une période au moins égale à la durée de la peine prononcée, sans qu'elle puisse être inférieure à deux ans.

Si le condamné à la peine de la reclu-sion cellulaire ou de l'emprisonnement bénéficie des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, il est également, lors de sa réintégration sur un établissement de transportation, placé à la troisième classe et y est maintenu au moins pendant un an.

Tout transporté à temps condamné à une nouvelle peine de travaux forcés, par application des dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, est placé à la troisième classe et y est maintenu pendant une durée au moins égale à celle de la nouvelle condamnation prononcée contre lui, sans qu'elle puisse être inférieure à deux ans.

Tout transporté à perpétuité condamné à la double chaîne, par application des dispositions de l'article et de la loi relatés au paragraphe précédent, est placé dans un des quartiers ou camps disciplinaires prévus au titre IV du présent décret et y est maintenu pendant au moins un an. En outre, il est maintenu à la troisième classe au moins pendant toute la durée de sa peine de double chaîne.

12. Le condamné valide qui n'a pas accompli le travail qui lui est imposé n'a droit qu'au pain et à l'eau.

Tout condamné ayant effectué le travail qui lui est imposé obtient, pour la journée du lendemain, un bon de cantine donnant droit à la ration normale déterminée par un arrêté du ministre chargé des colonies.

Tout condamné qui aura obtenu, dans la semaine, quatre fois la ration normale aura droit, le dimanche, à la ration normale.

Les condamnés peuvent, par leur travail et leur conduite, obtenir un ou plusieurs bons supplémentaires dont la valeur est fixée par arrêté ministériel. Si ces bons ne sont pas consommés le jour même, la valeur en est versée au pécule.

Le pécule peut être employé soit en menus achats, autorisés par arrêtés locaux, soit en envoi de fonds aux familles.

13. Les condamnés, à l'exception de ceux placés sous le régime de l'assignation ou en concession, ne peuvent détenir aucune somme d'argent ou valeur quelconque.

TITRE II.

LES PUNITIONS DISCIPLINAIRES.

14. Les punitions disciplinaires qui peuvent être infligées aux condamnés, suivant la gravité des cas, sont les suivantes :

- 1° La prison de nuit;
- 2° La cellule;
- 3° Le cachot.

Pendant la durée des punitions qu'ils encourent, les condamnés qui travaillent ne reçoivent aucun bon supplémentaire.

Dans aucun cas, les punitions disciplinaires prévues au présent article ne peuvent se cumuler avec les peines prononcées, pour le même fait, par les tribunaux maritimes spéciaux.

15. Les condamnés punis de prison de nuit couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple. Ils sont enfermés après le repas du soir et sortent de prison le matin au lever. Ils sont, dans la journée, astreints au travail de leur classe.

La prison de nuit est infligée pour un mois au plus.

16. Les condamnés punis de cellule sont enfermés isolément; ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple pendant la nuit. Ils sont astreints au travail d'après une tâche déterminée.

Ils ne peuvent recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au directeur de l'administration pénitentiaire, au gouverneur ou aux ministres. Ils sont réunis dans un préau pendant une heure chaque jour et obligés de marcher à la file, en silence, sous la conduite de surveillants. Ils sont mis au pain sec un jour sur trois, sans préjudice de l'application du paragraphe premier de l'article 12.

La cellule est infligée pour deux mois au plus.

17. Les condamnés punis de cachot sont enfermés isolément; ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la double boucle pendant la nuit; toutefois, en cas de révolte ou violence, ils peuvent être mis, par l'agent chargé de la surveillance des locaux disciplinaires, à la double boucle de jour et de nuit pendant un temps qui ne peut excéder trois jours. Il est rendu compte immédiatement de cette mesure à l'autorité supérieure.

Les condamnés punis de cachot ne peuvent, en outre, recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est au directeur de l'administration pénitentiaire, au gouverneur ou aux ministres. Ils sont mis au pain sec deux jours sur trois.

Le cachot se subit dans un local obscur. Il est infligé pour un mois au plus.

S'il a été prononcé contre un transporté plusieurs punitions de cachot devant être subies consécutivement et dont le total excède la durée d'un mois, les huit premiers jours qui suivent l'expiration de chaque mois en cachot obscur sont subis dans un local clair.

18. Tout cachot doit être visité tous les huit jours au moins par le médecin de l'établissement, qui rend compte de cette inspection par un rapport adressé au commandant du pénitencier.

19. Les condamnés qui, punis de cellule ou de cachot, se disent malades, sont visités par le médecin.

20. Les surveillants peuvent prononcer la punition de prison pour deux nuits. Pour les cas plus graves, ils doivent se borner à faire un rapport au chef de l'établissement ou de camp. Ils peuvent toutefois, dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, faire arrêter et mettre provisoirement en prison ou isoler le délinquant, à la condition d'en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure.

21. Les punitions disciplinaires de la prison de nuit et de la cellule, prononcées contre des condamnés en cours de peine placés en concession, pour des fautes dont la gravité ne serait pas de nature à entraîner le retrait de la concession, peuvent, par une disposition spéciale de la décision disciplinaire, être converties en journées gratuites de travail pour l'exécution de travaux d'intérêt général ou d'utilité publique sur les centres de colonisation.

Le nombre des journées gratuites de travail ainsi imposées aux transportés concessionnaires est déterminé par la décision disciplinaire et ne peut excéder quinze, pour une peine de prison de nuit, et trente, pour une peine de cellule.

Des arrêtés des gouverneurs, pris en conseil privé et soumis à l'approbation du ministre chargé des colonies, déterminent dans quelles conditions a lieu la conversion des punitions.

TITRE III.

DE LA COMMISSION DISCIPLINAIRE ET DU PRONONCÉ DES PUNITIONS.

22. Dans chaque pénitencier, il est créé une commission disciplinaire devant laquelle sont traduits les condamnés tombant sous l'application de l'article 14, à l'exception de ceux qui peuvent être punis par les surveillants dans les termes de l'article 20.

23. La commission est présidée par le fonctionnaire chargé du commandement de l'établissement, assisté de deux fonctionnaires, employés ou agents de l'administration pénitentiaire, désignés par le directeur.

24. Le directeur ou le sous-directeur en tournée peut présider la commission. Dans ce cas, le fonctionnaire le moins élevé en grade se retire.

L'inspecteur de la transportation en mission ou de passage dans un pénitencier assiste de droit aux séances, mais sans voix délibérative.

25. Un surveillant militaire désigné par le chef de l'établissement remplit les fonctions de greffier de la commission. Il inscrit sur un registre spécial toutes les punitions prononcées.

26. La police des séances de la commission appartient au président.

27. Le président fait connaître à chaque condamné les motifs de sa comparution devant la commission. Il interroge le délinquant sur

les faits qui lui sont reprochés et entend les personnes qui peuvent fournir des renseignements utiles.

La décision est prise à la majorité des voix, hors la présence de l'intéressé, et lui est notifiée par le greffier.

Toutes les punitions prononcées par la commission sont portées, par la voie de l'ordre, à la connaissance du pénitencier.

28. Les condamnés ayant des réclamations à formuler sont admis, à des époques déterminées, à les présenter devant la commission, qui les examine et les transmet, avec son avis, au directeur de l'administration pénitentiaire.

Les lettres adressées sous plis fermés par les transportés, soit au directeur de l'administration pénitentiaire, soit au gouverneur de la colonie, soit au ministre chargé des colonies et au ministre de la justice, et remises aux fonctionnaires et agents des services de la transportation, sont, par leurs soins, transmises sans retard à destination.

29. Toutes les propositions du commandant de pénitencier pour le changement de classe des condamnés, le classement et le déclassement dans la catégorie des incorrigibles, etc., sont accompagnées de l'avis de la commission disciplinaire.

30. Des relevés, certifiés conformes, de toutes les punitions prononcées par la commission disciplinaire dans le cours de chaque mois sont transmis au directeur de l'administration pénitentiaire, par les soins des commandants des établissements.

Ces relevés indiquent les noms des condamnés qui sont en cellule ou au cachot depuis plus de deux mois.

31. Lorsque les centres ou camps annexes dépendant d'un pénitencier en sont trop éloignés, le chef de centre ou de camp est investi, par décision spéciale du directeur de l'administration pénitentiaire, du pouvoir de prononcer la punition de la prison de nuit. Les punitions de cellule et de cachot sont infligées par la commission disciplinaire de l'établissement.

32. Dans les centres ou camps non rattachés à un pénitencier, la punition de la prison de nuit est prononcée par le chef de centre ou de camp.

Les autres punitions sont infligées par le directeur de l'administration pénitentiaire, au vu des rapports qui lui sont adressés à cet effet.

33. Les chefs de centres et de camps rendent compte, chaque mois, suivant le cas, au directeur de l'administration pénitentiaire ou au commandant du pénitencier, des punitions infligées par eux. Ils tiennent un registre spécial sur lequel sont inscrites toutes les punitions qu'ils prononcent et où sont portées aussi les punitions infligées, sur leur rapport, soit par le directeur de l'administration pénitentiaire, soit par la commission disciplinaire de l'établissement.

34. Les punitions infligées aux condamnés ne peuvent être remises par voie de mesure générale.

Toute punition peut être augmentée, réduite ou remise par le directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE IV.

DES QUARTIERS ET CAMPS DISCIPLINAIRES POUR L'INTERNEMENT DES INCORRIGIBLES.

35. Les condamnés de la troisième classe reconnus incorrigibles sont entièrement séparés des autres transportés et soumis à un régime spécial.

36. Les condamnés classés dans la catégorie des incorrigibles sont placés soit dans des quartiers disciplinaires situés sur les pénitenciers spéciaux de répression, soit dans des camps disciplinaires établis à cet effet pour l'exécution de travaux publics au compte de l'État ou de la colonie.

37. La désignation de pénitenciers spéciaux, en vue de l'internement des incorrigibles, et la création de quartiers et de camps disciplinaires sont faites par arrêté du gouverneur, pris sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire et soumis à l'approbation préalable du ministre chargé des colonies.

38. La désignation des condamnés qui doivent être placés dans les quartiers ou camps disciplinaires est faite par le directeur de l'administration pénitentiaire, sur la proposition des commandants de pénitenciers, après avis de la commission disciplinaire, ou sur la proposition des chefs de centres et de camps non rattachés à un pénitencier.

La notice individuelle prévue à l'article 1^{er} est jointe aux propositions.

39. La durée de séjour aux quartiers ou camps disciplinaires n'est pas limitée; elle est entièrement subordonnée à la conduite et au travail des condamnés, ainsi qu'à leurs fautes antérieures. Elle ne peut être inférieure à six mois.

40. Tous les trois mois, des notes individuelles sont données sur chacun des condamnés classés dans la catégorie des incorrigibles, par la commission disciplinaire de l'établissement ou, à défaut, par une commission spéciale désignée à cet effet par le directeur de l'administration pénitentiaire.

41. La commission disciplinaire ou la commission spéciale prévue à l'article précédent formule des propositions en faveur des condamnés qui n'ont encouru aucune punition depuis trois mois au moins, et qui lui paraissent avoir mérité leur renvoi du quartier ou camp disciplinaire. Ce renvoi est prononcé par le directeur de l'administration pénitentiaire.

42. La ration des hommes placés dans la catégorie des incorrigibles est celle des condamnés de troisième classe.

Ils ne peuvent recevoir aucun bon supplémentaire.

43. Les condamnés des quartiers et camps disciplinaires sont, comme les autres condamnés de la troisième classe, employés aux travaux les plus particulièrement pénibles. Ils sont placés sur des chantiers spéciaux, où ils ne doivent avoir aucun contact avec les autres transportés.

Ils sont astreints à toutes les obligations imposées aux condamnés de la troisième classe par l'article 6 du présent décret et, lorsqu'ils ne sont pas isolés la nuit, ils couchent sur un lit de camp avec la double boucle.

44. Les punitions qui peuvent être infligées aux condamnés, dans les quartiers et camps disciplinaires, suivant la gravité des cas, sont les suivants :

- 1° La salle de discipline;
- 2° La cellule;
- 3° Le cachot.

45. Les condamnés punis de « salle de discipline » sont réunis, sous la garde permanente d'un ou de plusieurs surveillants, dans un local où ils sont tenus de marcher au pas et à la file, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil; la marche est interrompue toutes les demi-heures par un repos d'un quart d'heure, durant lequel les condamnés sont assis sur des dés en pierre ou en bois suffisamment espacés.

Les repas sont pris sur place, pendant l'une des interruptions de marche. Le silence le plus absolu doit être observé.

La salle de discipline est prononcée pour un mois au plus.

46. Les punitions de cellule et de cachot sont subies dans les conditions déterminées aux articles 16 et 17 du présent décret.

La cellule est infligée pour quatre mois au plus; le cachot, pour une durée maxima de deux mois; à l'expiration du premier mois et au cas de plusieurs peines de cachot devant être subies consécutivement, les huit premiers jours à la suite de chaque mois en cachot obscur sont subis dans un local clair.

47. Les punitions sont infligées aux incorrigibles dans la forme tracée pour les autres condamnés. Les surveillants peuvent prononcer la punition de la salle de discipline pour deux jours.

Dans les centres ou camps trop éloignés d'un pénitencier, les chefs de centres et de camps investis de ce pouvoir par décision spéciale du directeur de l'administration pénitentiaire et, dans ceux non rattachés à un pénitencier, tous les chefs de centres et de camps peuvent prononcer la punition de salle de discipline pour huit jours ou la cellule pour deux mois; les autres punitions sont infligées par le directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE V.

DISPOSITION TRANSITOIRE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

48. La répartition des condamnés, présents au moment de la pro-

mulgation du présent décret dans les colonies pénitenciaires, entre les trois classes prévues à l'article 1^{er} sera faite par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'administration pénitenciaire.

19. Sont abrogées toutes dispositions antérieures concernant le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies, et notamment le décret du 18 juin 1880.

50. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROGHE.

N° 14212. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit au profit des Victimes du cyclone de la Martinique.

Du 4 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires;

Vu notamment le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi précitée, relatif aux crédits extraordinaires commandés par des circonstances urgentes et imprévues, et l'article 4 relatif aux crédits à ouvrir par décrets rendus en Conseil d'État;

De l'avis du Conseil des ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit extraordinaire de un million de francs (1,000,000) qui figurera à la troisième section du budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, où il formera un chapitre portant le n° III et intitulé : *Secours aux victimes du cyclone de la Martinique*.

Il sera pourvu aux dépenses imputables sur ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

2. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Fontainebleau, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 24213. — DÉCRET portant application à la Colonie de Saint-Pierre et Miquelon de l'article 4 de la loi du 28 mars 1882 sur l'Enseignement primaire obligatoire.

Du 10 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 43 de l'ordonnance du 18 septembre 1844⁽¹⁾;
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré applicable à la colonie de Saint-Pierre et Miquelon l'article 4 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie susmentionnée.

Fait à Fontainebleau, le 10 Septembre 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1142, n° 11547.

N° 24214. — DÉCRET concernant l'emploi aux Colonies de la main-d'œuvre des Condamnés aux travaux forcés.

Du 15 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 2 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu la loi du 30 mai 1854;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Les condamnés aux travaux forcés qui ne sont pas affectés à des travaux de colonisation ou à d'autres travaux d'utilité publique pour le compte de l'État peuvent être mis, pour les mêmes travaux, à la disposition des colonies ou des municipalités. Ils peuvent également être employés à des travaux de colonisation exécutés par des particuliers.

2. Les condamnés qui, en exécution de l'article 11 de la loi susvisée, sont autorisés à travailler pour les habitants de la colonie ou les administrations locales sont placés sous le régime de l'assignation.

CHAPITRE II.

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE PÉNALE DANS LES COLONIES PÉNITENTIAIRES AU PROFIT DES SERVICES LOCAUX OU DES MUNICIPALITÉS.

3. Des condamnés aux travaux forcés peuvent être mis, dans les colonies pénitentiaires, à la disposition soit du service local, soit d'une municipalité, pour l'exécution de travaux de colonisation ou autres travaux d'utilité publique.

Un arrêté du ministre chargé des colonies détermine les travaux d'utilité publique auxquels ces hommes seront employés. En cas d'urgence, le gouverneur autorise provisoirement l'affectation des condamnés aux travaux nécessaires, sous réserve d'en rendre compte immédiatement au ministre.

4. Les condamnés placés dans ces conditions restent soumis au régime général de la transportation, notamment en ce qui concerne la nourriture, l'habillement et la discipline.

5. La colonie ou la municipalité doit, chaque mois, rembourser à l'État le prix d'entretien des hommes mis à sa disposition.

Le prix de l'entretien est fixé chaque année, par le ministre, d'après la moyenne des dépenses supportées de ce chef par l'État pendant les cinq dernières années.

Toutefois le ministre peut, en considération de la situation spéciale des colonies pénitentiaires et à raison de la nature des travaux qu'il s'agit d'exécuter, exonérer la colonie ou les municipalités de tout ou partie de ces dépenses.

CHAPITRE III.

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE PÉNALE DANS LES COLONIES NON PÉNITENTIAIRES.

6. Les condamnés aux travaux forcés peuvent être constitués en sections mobiles et envoyés dans les colonies non pénitentiaires pour l'exécution de travaux d'utilité publique, soit au compte de l'État, soit au compte des budgets locaux. L'envoi des condamnés a lieu cependant sur la demande des administrations coloniales.

Ils sont soumis aux règles édictées par l'article 4. Leur garde est assurée par des surveillants militaires placés sous le commandement d'un surveillant principal ou d'un surveillant-chef, chef de camp.

Des décrets rendus sur le rapport du ministre chargé des colonies déterminent les colonies où sont envoyées les sections mobiles, ainsi que les travaux à exécuter.

7. Si ces travaux sont exécutés aux frais du budget local, toutes les dépenses sont supportées par ce budget; toutefois l'État peut prendre à sa charge tout ou partie des dépenses résultant des transports des condamnés à l'aller et au retour.

8. Après l'achèvement des travaux à l'exécution desquels elles auront été affectées, les sections de transportés seront dirigées sur une colonie pénitentiaire ou sur une autre colonie où il y aurait des travaux à entreprendre.

CHAPITRE IV.

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE PÉNALE PAR LES PARTICULIERS.

9. La main-d'œuvre pénale ne peut être mise à la disposition des particuliers que pour l'exécution des travaux suivants :

Travaux d'utilité publique exécutés pour le compte de l'État, des colonies ou des communes;

Travaux de mines;

Travaux de défrichement et de dessèchement;

Travaux d'agriculture et industries diverses intéressant la colonisation.

Il ne sera employé, pour ces derniers travaux, que des condamnés parvenus à la première classe.

10. Les arrêtés de concession de main-d'œuvre déterminent le travail auquel les condamnés doivent être affectés et le lieu dans lequel ils doivent être employés.

Toute rétrocession de main-d'œuvre est expressément interdite et entraîne l'annulation de l'arrêté de concession et la saisie du cautionnement.

11. Les contingents de condamnés mis à la disposition des particuliers sont fixés à cent hommes au moins et à deux cents hommes au plus.

12. Les arrêtés concédant la main-d'œuvre pénale fixent la durée de cette concession sans toutefois qu'elle puisse dépasser :

1° Pour les travaux d'utilité publique, la durée du marché et trois ans au maximum;

2° Pour tous les autres travaux, un an.

Les arrêtés de concession peuvent être renouvelés d'année en année.

13. L'administration désigne les condamnés et pourvoit à leur remplacement individuel.

Le remplacement peut avoir lieu, soit sur la demande du concessionnaire, soit d'office dans le cas de force majeure ou par application de mesures disciplinaires. Les désignations faites d'office par l'administration ne peuvent donner lieu à aucune réclamation de la part du concessionnaire.

14. Les concessionnaires doivent employer, tous les jours, sauf les dimanches et jours de fêtes légales, les condamnés mis à leur disposition. Dans le cas où, avant l'expiration de la concession, ils désirent renoncer à la main-d'œuvre pénale ou réduire le nombre des condamnés mis à leur disposition, ils doivent en adresser la demande deux mois à l'avance à l'administration. Pendant cette période de deux mois, ils demeurent responsables du prix des journées de travail, même s'ils renoncent à employer des condamnés.

15. Les condamnés sont logés dans un camp établi aux frais du concessionnaire.

Il en est de même du personnel de surveillance.

L'emplacement de ce camp et les conditions dans lesquelles les caes doivent être construites, aménagées et entourées sont fixés, dans chaque cas, par arrêté du gouverneur, en conseil privé.

16. Le concessionnaire doit établir à ses frais, sur le camp affecté aux condamnés, une infirmerie où seront soignés les hommes atteints d'indispositions légères ou de maladies peu graves. Il doit y avoir dans cette infirmerie un nombre de lits complets égal au moins à cinq pour cent (5 p. 100) de l'effectif employé.

À la Guyane, la proportion est fixée à dix pour cent (10 p. 100) de cet effectif.

17. Le concessionnaire doit établir à ses frais, sur le camp des

condamnés; des locaux disciplinaires, conformément au type adopté par l'administration pénitentiaire pour ses camps mobiles.

18. Les condamnés sont assujettis aux mêmes nombres d'heures de travail que sur les chantiers de travaux publics de l'Etat.

Tout travail de nuit est expressément interdit.

19. Une décision ministérielle fixe, au commencement de chaque année et pour chaque colonie, le prix de la journée de main-d'œuvre, lequel sera appliqué à toutes les concessions qui seront faites pendant l'année. Cette décision est prise sur le rapport du gouverneur, après avis du directeur de l'intérieur et du directeur de l'administration pénitentiaire.

20. Le montant des journées de travail à rembourser à l'Etat doit être versé au trésor dans les trente jours qui suivent le mois écoulé.

En cas de retard dans le versement, il est encouru, de plein droit, par le concessionnaire, et par chaque quinzaine de retard, une amende de cinq pour cent (5 p. 100) sur les sommes non versées. Toute quinzaine commencée est considérée comme quinzaine entière. Si le retard excède un mois, le cautionnement versé conformément à l'article 25 du présent décret est saisi et les hommes sont immédiatement retirés.

Les hommes affectés au service intérieur des camps sont compris dans l'effectif des hommes fournis au concessionnaire, mais sans que leur nombre puisse dépasser cinq pour cent (5 p. 100) de l'effectif.

21. L'administration pourvoit à la surveillance, à la nourriture, à l'habillement, au couchage et à l'hospitalisation de tous les hommes mis à la disposition du concessionnaire, sauf en ce qui concerne les réserves stipulées à l'article 15.

22. Le concessionnaire assure, à ses frais, le transport des vivres et du matériel de la côte au camp des condamnés.

23. Le remplacement des condamnés punis, malades ou manquants pour quelque cause que ce soit a lieu tous les deux mois.

24. Les condamnés mis à la disposition du concessionnaire demeurent soumis à tous les règlements en vigueur.

Le personnel de la surveillance doit non seulement s'assurer que la discipline est observée, mais encore que les condamnés travaillent effectivement.

Le concessionnaire doit se soumettre à toutes les vérifications ou inspections que l'administration juge convenable de faire faire en ce qui concerne le régime et la discipline des condamnés mis à sa disposition.

25. Le concessionnaire verse, à titre de garantie, dans les conditions du décret du 18 novembre 1882 sur les adjudications et mar-

chés passés au nom de l'État, un cautionnement représentant cent francs (100^f) par homme mis à sa disposition.

Ce cautionnement lui est remboursé, à l'expiration de sa concession, sur le vu d'un certificat délivré par le directeur de l'administration pénitentiaire et constatant l'entier accomplissement des clauses de l'arrêté de concession.

26. Le concessionnaire doit faire élection de domicile au chef-lieu de la colonie.

27. En cas de non-exécution des prescriptions des articles 15, 16, 17 et 22, il y est pourvu, après mise en demeure, aux frais, risques et périls du concessionnaire.

28. Dans le cas de fautes graves commises par le concessionnaire, en cette qualité, les hommes mis à sa disposition peuvent lui être retirés par arrêté du gouverneur pris en conseil privé, le concessionnaire entendu.

Cet arrêté est soumis à l'approbation du ministre.

CHAPITRE V.

ASSIGNATION INDIVIDUELLE.

29. Les individus condamnés aux travaux forcés qui ont, pendant trois ans, subi leur peine dans la colonie et qui sont parvenus à la première classe, peuvent être autorisés à travailler chez les habitants, aux conditions déterminées dans les articles suivants.

Le délai de séjour dans la colonie est porté à cinq ans pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et réduit à deux ans et demi pour les individus condamnés à cinq ans.

30. L'habitant qui désire se faire assigner des condamnés adresse sa demande au directeur de l'administration pénitentiaire. Il indique le nombre de condamnés dont il a besoin, la localité où il les placera, l'emploi spécial auquel il les destine.

Il ne peut être accordé plus de quinze condamnés à un habitant.

31. Le gouverneur, sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire et après avis du directeur de l'intérieur sur les garanties que présente le colon, décide si la demande peut être accueillie.

L'habitant qui n'a point exécuté, par sa faute, des contrats antérieurs déjà intervenus avec l'administration, ne peut, pendant une période de trois ans, obtenir le bénéfice d'une nouvelle assignation.

32. Le directeur de l'administration pénitentiaire passe, au nom de l'assigné, le contrat avec le colon.

33. L'assignation est consentie pour une durée qui ne peut excéder un an. Elle peut être renouvelée pour une même limite de temps.

L'assignation et le renouvellement sont constatés par écrit.

34. A toute époque, la réintégration de l'assigné est effectuée :

- 1° Sur la demande motivée du patron ;
- 2° Sur la demande motivée de l'assigné ;
- 3° D'office par l'administration.

L'administration reste toujours libre de réintégrer l'assigné par mesure d'ordre public ou par mesure générale, sans qu'il en résulte aucun droit en faveur du patron, soit vis-à-vis de l'administration, soit vis-à-vis de l'assigné.

Les réintégrations sont prononcées, le patron entendu ou dûment appelé, par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire.

35. Le changement de résidence ou d'emploi d'un condamné, opéré sans l'autorisation écrite et préalable de l'administration, entraîne la résiliation du contrat et le retrait de l'assigné.

36. Tout prêt, toute vente à crédit sont interdits entre le patron et l'assigné, sous peine de retrait de l'assigné.

37. Le patron doit à l'assigné :

- 1° Un logement salubre et des effets de couchage ;
- 2° Une nourriture au moins égale à la ration réglementaire ;
- 3° Une somme mensuelle fixée d'après un tarif arrêté par le gouverneur et soumis à l'approbation du ministre. Cette somme est affectée pour deux cinquièmes (2/5) au budget sur ressources spéciales et deux cinquièmes (2/5) au pécule réservé de l'assigné ; le reste est directement versé par l'employeur à l'assigné ; mention en est faite sur un livret remis à ce dernier par l'administration ;

4° Les soins médicaux et, s'il y a lieu, les frais d'hospitalisation calculés à deux francs par jour et pour une période qui ne pourra excéder trente jours par an.

Un cautionnement de cinquante francs par chaque assigné est versé par le patron au moment de la signature du contrat.

38. Le patron doit veiller sur la conduite de l'assigné. Chaque mois, il adresse à l'administration pénitentiaire un avis constatant la présence de l'assigné et les fautes commises. Il doit prévenir sans retard l'administration du décès, de l'évasion ou de toute autre circonstance grave intéressant la position de l'assigné.

39. L'assigné doit porter les effets d'habillement qui lui sont fournis par l'administration.

40. Le logement particulier de l'assigné est soumis, en tout temps, aux visites et aux recherches des agents de l'administration pénitentiaire dûment autorisés, des gendarmes et de la police.

41. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal*

officiel de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Fontainebleau, le 15 Septembre 1891.

Signé : CARNOT

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24215. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.

Du 17 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de quatre-vingt-dix francs (90').

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau y annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Etat des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer portés dans les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1888.	CONTRIBUTIONS DIRECTES.				
	CHAP. LXVII. Mutations cadastrales.	Indemnités pour l'établissement de relevés d'actes translatifs de propriétés ⁽¹⁾	12 ^f 75 ^c	12 ^f 75 ^c	
	MANUFACTURES DE L'ÉTAT.				
	CHAP. CI. Dépenses diverses.	Frais relatifs à la livraison anticipée des tabacs de la récolte de 1888 appartenant au sieur <i>Delmont</i> , planteur à Valajoux ⁽²⁾ ..	36 00	36 00	48 ^f 75 ^c
1889.	FRAIS DE PERCEPTION, ETC.				
	CHAP. LXXII. Remises proportionnelles aux percepteurs et frais divers.	Solde de remises aux percepteurs de la Manche sur l'exercice 1889 ⁽³⁾ ...	1 05	1 05	
	ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.				
	CHAP. LXXIII. Personnel. Art. 2. Remises des receveurs, etc.	Indemnité pour frais d'intérim ⁽⁴⁾	40 20	40 20	41 25
	TOTAUX.....		90 00	90 00	90 00

(1) Créance omise par le directeur des contributions directes de la Gironde et réclamée par le titulaire après la clôture de l'exercice. — (2) Le planteur *Delmont* s'étant expatrié et n'ayant pas laissé de mandataire, la répétition des frais ci-contre n'a pu être opérée sur le prix des tabacs de sa récolte qui ne lui a pas été payée. — (3) Créance payée à tort au titre de l'exercice 1890 et qui a fait l'objet d'un reversement à la date du 12 août 1891. — (4) Créance omise par le directeur de l'enregistrement du Var sur l'état des frais d'intérim pour l'année 1889.

Arrêté le présent état à la somme de quatre-vingt-dix francs.

Paris, le 17 octobre 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24216. — **DÉCRET** réduisant à une zone unique les Zones de servitudes du fort Carré, à Antibes.

Du 22 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret du 10 août 1853 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur le même objet;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les zones de servitudes du fort Carré, à Antibes, sont réduites à une zone unique.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24217. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes (Service des cultes) un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.

Du 24 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1888 et 1889 du budget des cultes;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

et des cultes (*Service des cultes*), en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices clos 1888 et 1889, un crédit de neuf cent cinquante et un francs trente-neuf centimes (951³⁹), égal au montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices.

2. L'ordonnement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Signé : A. FALLIÈRES.

État des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1888 et 1889.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT		
			par créance.	par chapitre.	par exercice.
1888.....	6	Traitements des curés.....	95 ¹ 83 ³	155 ¹ 00 ⁰	190 ¹ 00 ⁰
	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	59 17 35 00	35 00	
1889.....	6	Traitements des curés.....	100 00 23 89	223 89	761 39
	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	100 00 200 00 337 50	537 50	
TOTAL.....					951 39

N° 24218. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 26 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques supérieures, pendant l'exercice 1891, une somme de quarante-huit mille cent trente-cinq francs seize centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de quarante-huit mille cent trente-cinq francs seize centimes (48,135^f 16).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24219. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 26 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 :

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de soixante-dix-neuf mille huit cent quarante-cinq francs seize centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 octobre 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de soixante-dix-neuf mille huit cent quarante-cinq francs seize centimes (79,845'16).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24220. — DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre une partie de l'ancien Port de Moulins (Allier).

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur la marche à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu les avis favorables émis par les ingénieurs des ponts et chaussées et le directeur local des domaines;

Vu l'adhésion donnée, le 27 août et le 12 octobre 1891, aux conclusions des avis dont il s'agit par le ministre des travaux publics;

Vu la lettre du 9 octobre 1891, par laquelle le ministre des finances donne également son adhésion au projet d'affectation dont il s'agit;

Considérant que, pour l'établissement d'un nouveau manège pour les troupes de cavalerie à Moulins (Allier), il y a lieu d'affecter au département de la guerre une partie de l'ancien port de ladite localité, laquelle dépend du domaine public fluvial et est, au surplus, délimitée par un liséré vert sur un plan parcellaire dressé par le chef du génie de Clermont,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le terrain domanial susmentionné est affecté au service du département de la guerre.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24221. — DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre une partie de Terrain dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau.

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur la marche à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de conférence tenue à Fontainebleau, le 28 avril 1891, entre les représentants locaux des services des forêts et du génie;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée, le 26 juin 1891, aux conclusions de ce procès-verbal par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 19 septembre 1891, par laquelle le ministre des finances donne également son adhésion aux conclusions dudit procès-verbal;

Considérant qu'en vue des modifications à apporter dans l'emplacement

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

du camp du Bas-Bréau, situé dans la forêt domaniale de Fontainebleau, il y a lieu d'affecter au département de la guerre une partie de terrain d'une superficie de treize hectares vingt-huit ares quatre-vingts centiares dépendant de ladite forêt, telle, au surplus, qu'elle est délimitée par un liséré rose sur un plan parcellaire dressé, le 28 avril 1891, par le chef du génie de Fontainebleau,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le terrain domanial susmentionné est affecté au service du département de la guerre, sous les réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24222. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour fournitures de Papiers timbrés faites au Gouvernement égyptien pendant l'année 1891.*

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la convention conclue, le 18 octobre 1886, avec le directeur général des contributions indirectes et des octrois d'Égypte et approuvée, le 21 du même mois, par le ministre des finances, d'après laquelle l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre s'est engagée à assurer la fourniture annuelle des papiers timbrés nécessaires au gouvernement égyptien, à charge par lui de rembourser les dépenses occasionnées par ce service;

Vu la déclaration de versement tenant lieu du récépissé constatant le versement, à titre de fonds de concours, par la Banque impériale ottomane, agissant pour le compte du ministre des finances d'Égypte, d'une somme de trois mille six cent quatre-vingt-quinze francs quatre-vingt-trois centimes représentant la dette du gouvernement égyptien pour fournitures de papiers timbrés faites pendant l'année 1891;

Vu la lettre du directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en date du 9 octobre 1891;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1891, un crédit de trois mille six cent quatre-vingt-quinze francs quatre-vingt-trois centimes à répartir ainsi qu'il suit entre les chapitres suivants :

CHAP. LXXVII. Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	2,968 ¹ 89 ⁵
— LXXVIII. Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	726 94
TOTAL ÉGAL.....	<u>3,695 83</u>

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24223. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 11 juillet 1891, devant le préfet de la Seine-Inférieure, portant concession, aux clauses et conditions y exprimées, des parcelles de lais de mer ci-après désignées, sises au Havre, sur la plage ouest, et contiguës au chemin de grande communication n° 79, dit *boulevard Maritime*, savoir :

1° A M. *Gustave Bourgeois*, directeur des Magasins généraux, au Havre, pour une contenance de deux mètres trente-quatre décimètres carrés, moyennant quarante-six francs quatre-vingts centimes, ci... 46¹ 80⁵

2° A M. *François Andrieu*, propriétaire au Havre, pour une contenance de six mètres cinquante-trois décimètres carrés, moyennant cent trente francs soixante centimes, ci. 130 60

3° A M^{me} *Agnès Caldon*, veuve de M. *Hulin*, propriétaire au Havre, pour une contenance de huit mètres quatre-vingt-sept décimètres carrés, moyennant cent soixante-dix-sept francs quarante centimes, ci..... 177 40

4° A M. *Louis Sorel*, négociant au Havre, pour une contenance de treize mètres quatre-vingt-quatre décimètres carrés, moyennant deux cent soixante-seize francs quatre-vingts centimes, ci..... 276 80

5° A M. *Lionel de Coninck*, négociant au Havre, pour une contenance de cinquante-deux mètres quatre-vingt-onze décimètres carrés, moyennant deux mille trois cent quatre-vingts francs quatre-vingt-quinze centimes, ci..... 2,380 95

6° A M. <i>Eugène Maille</i> , propriétaire au Havre, pour une contenance de cent vingt et un mètres six décimètres carrés, moyennant cinq mille quatre cent quarante-sept francs soixante-dix centimes, ci.....	5,447 70
7° A M. <i>Edouard Voisard</i> , capitaine au long cours au Havre, pour une contenance de trois cent dix-huit mètres cinquante-huit décimètres carrés, moyennant quatorze mille trois cent trente-six francs dix centimes, ci.....	14,336 10
8° A M. <i>Joseph de Querhoënt</i> , négociant à Sainte-Adresse, pour une contenance de trente-quatre mètres trente-quatre décimètres carrés, moyennant mille trente francs vingt centimes, ci.....	1,030 20
9° A M. <i>Émile Vénot</i> , rentier au Havre, pour une contenance de quatre-vingts mètres trente-huit décimètres carrés, moyennant deux mille quatre cent onze francs quarante centimes, ci.....	2,411 40
10° A M. <i>Paul-Auguste-Mathieu Patras</i> , propriétaire au Havre, et à M ^{me} <i>Léontine-Cornélie Bénard</i> , veuve de M. <i>Jean-Victor Lebrun</i> , rentière au Havre, pour une contenance de deux cent quarante et un mètres soixante-treize décimètres carrés, moyennant dix mille huit cent soixante-dix-sept francs quatre-vingt-cinq centimes, ci.....	10,877 85
11° A M. <i>Eugène-Auguste-Aimé Marescot du Thilleul</i> , receveur de l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, pour une contenance de cent soixante-dix-sept mètres quatre-vingt-seize décimètres carrés, moyennant six mille deux cent vingt-huit francs soixante centimes, ci.....	6,228 60
Et 12° à M ^{me} <i>Marie-Juliette Maufra</i> , veuve de M. <i>Sylvain-Alphonse Marchandon</i> , propriétaire à Sceaux, pour une contenance de cinquante-huit mètres quinze décimètres carrés, moyennant mille six cent vingt-huit francs vingt centimes, ci.....	1,628 20
ainsi que le tout est figuré par une teinte rose sur les plans annexés au contrat. (Paris, 12 Novembre 1891.)	

N° 24224. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Isaac (Georges)*, né le 22 avril 1855, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Marx*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Isaac-Marx*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24225. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M^{lle} *Gamahut (Blanche-Stéphanie)*, née le 24 octobre 1854, à Reims

(Marne), demeurant à Paris, est autorisée à substituer à son nom patronymique celui de *Gamoir*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Gamoir* au lieu de *Gamahut*.

2° Ladite impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24226. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Rigollet (Henri-Georges)*, né le 28 mai 1873, à Paris, y demeurant, mineur sous la tutelle de sa mère, la dame *Rigollet (Marie-Ludivine)*, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Dupré*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Rigollet-Dupré*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24227. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Cocu (Jules-Eugène)*, né le 29 mars 1837,
M^{lle} *Cocu (Berthe-Eugénie)*, née le 6 février 1859,
Et M. *Cocu (Fernand-Albert)*, né le 5 août 1862, tous trois à Saint-Quentin (Aisne), y demeurant,

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Ruette*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Ruette* au lieu de *Cocu*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24228. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Ysnel (André-Georges)*, né le 24 janvier 1861, au Havre (Seine-Inférieure), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Franque*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Ysnel-Franque*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24229. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M^{me} *Maupinot (Marie-Léonie)*, veuve *Pantin*, née le 2 février 1847, à Reims (Marne), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur et pupille, *Marie-Amédée-Manuel Pantin*, né au même lieu, le 9 novembre 1884,

Et M. *Pantin (Jean-Fernand-Manuel)*, né le 26 avril 1868, à Reims (Marne), y demeurant tous deux,

Sont autorisés à substituer au nom patronymique de leur mari et père celui de *Manuel*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, la première, veuve *Manuel* au lieu de veuve *Pantin*, et le second, *Manuel* au lieu de *Pantin*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 30 Novembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1434.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24230. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'exercice 1882.*

Du 14 Juin 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 15 Juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

§ 1^{er}.

Fixation des dépenses.

ART. 1^{er}. Les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1882 constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de trois milliards trente-deux millions huit cent quarante et un mille quatre cent dix-sept francs quatre-vingt-onze centimes, ci.....

3,032,841,417^f 91^c

Les paiements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à trois milliards vingt-trois millions vingt-cinq mille cent soixante-cinq francs vingt et un centimes, ci.....

3,023,025,165 21

Et les dépenses restant à payer, à neuf millions huit cent seize mille deux cent cinquante-deux francs soixante-dix centimes, ci.....

9,816,252 70

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1882 seront ordonnancés sur les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des crédits.

2. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882, pour la régularisation de dépenses effectuées au delà des crédits législativement accordés, des crédits complémentaires montant à la somme de cinq millions sept cent quarante-quatre mille cent douze francs quatre-vingt-deux centimes (5,744,112' 82), applicable aux chapitres ci-après :

CHAP. IV. États-majors.....	394,857' 57"
—— X. Hôpitaux militaires.....	1,138,350 41
—— XI. Service de marche.....	403,699 42
—— XXX. Opérations militaires en Tunisie.....	3,807,205 42
TOTAL des crédits ouverts.....	5,744,112 82

3. Les crédits ouverts par l'article précédent sont et demeurent compensés par l'annulation d'une somme égale sur les chapitres ci-après des mêmes budget, exercice et ministère, savoir :

CHAP. V. Gendarmerie.....	400,000' 00"
—— VI. Solde et prestations en nature (1 ^{re} partie. — Effectif des corps de troupe).....	1,500,000 00
—— VII. Vivres.....	3,400,000 00
—— IX. Fourrages.....	444,112 82
TOTAL des annulations en somme égale aux crédits ouverts.....	5,744,112 82

4. Les crédits, montant ensemble à trois milliards quatre-vingt-dix-neuf millions cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-trois francs cinquante-deux centimes (3,099,182,663' 52), suivant récapitulation aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1882, sont réduits, conformément au tableau A précité :

1° D'une somme de soixante-cinq millions quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent quarante et un francs seize centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1882, et qui est annulée définitivement, ci 65,478,341' 16"

2° De celle de neuf millions huit cent seize mille deux cent cinquante-deux francs soixante-dix centimes représentant les dépenses non payées de l'exercice 1882, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci.....

9,816,252^f 70^c

3° De celle de huit cent soixante-deux mille neuf cent quatre francs quarante-cinq centimes, non employée, à la clôture de l'exercice 1882, sur les fonds généraux affectés au service du cadastre, laquelle somme est transportée au budget ordinaire de l'exercice 1883 pour y recevoir la destination qui lui est donnée par la présente loi de règlement, ci

862,904 45

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à soixante-seize millions cent cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit francs trente et un centimes, sont et demeurent divisés par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé, ci.....

76,157,498 31

5. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget ordinaire de l'exercice 1882 sont définitivement fixés à la somme de trois milliards vingt-trois millions vingt-cinq mille cent soixante-cinq francs vingt et un centimes (3,023,025,165^f 21), égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des recettes.

6. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur le budget ordinaire de l'exercice 1882 sont arrêtés, conformément au tableau G ci-annexé, à la somme de deux milliards neuf cent quatre-vingt-onze millions cinq cent trente mille trente-cinq francs quatre-vingt-dix centimes, ci

2,991,530,035^f 99^c

Les recettes du budget ordinaire effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à deux milliards neuf cent quatre-vingts millions cinq cent trente-deux mille six cent cinquante-cinq francs soixante-neuf centimes, ci

2,980,532,655 69

Et les droits et produits restant à recouvrer,
à dix millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept
mille trois cent quatre-vingt francs trente cen-
times, ci.....

10,997,380' 30'

7. Les recettes du budget ordinaire de l'exercice 1882, arrêtées par
l'article précédent à la somme de..... 2,980,532,655' 69'
sont augmentées, en exécution de la loi de
règlement du budget de l'exercice 1881, des
fonds généraux non employés à l'époque de la
clôture de cet exercice sur les crédits affectés
au service du cadastre, ci.....

807,938

Sur cette somme totale de..... 2,981,340,594 35
il est prélevé et transporté à l'exercice 1883, en
conformité de l'article 4 de la présente loi,
une somme de huit cent soixante-deux mille
neuf cent quatre francs quarante-cinq centimes,
pour servir à payer les dépenses du service du
cadastre restant à solder à la clôture de l'exer-
cice 1882, ci.....

862,904 45

Les voies et moyens du budget ordinaire de
l'exercice 1882 demeurent, en conséquence,
fixés à la somme de deux milliards neuf cent
quatre-vingts millions quatre cent soixante-dix-
sept mille six cent quatre-vingt-neuf francs
quatre-vingt-dix centimes, ci.....

2,980,477,689 90

§ IV.

Fixation du résultat du budget ordinaire.

8. Le résultat du budget ordinaire de l'exercice 1882 est définitive-
ment arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à.....	2,980,477,689' 90'
Payements fixés par l'article 1 ^{er} à	3,023,025,165 31

Excédent de dépense réglé à la somme de
quarante-deux millions cinq cent quarante-
sept mille quatre cent soixante-quinze francs
trente et un centimes, conformément au ta-
bleau D ci-annexé, ci.....

42,547,475 31

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES
DE L'EXERCICE 1882.§ I^{er}.*Fixation des crédits et des dépenses.*

9. Les crédits ouverts, les dépenses constatées et les paiements effectués au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 sont définitivement fixés à la somme de six cent soixante-trois millions six cent vingt-quatre mille huit cent soixante-quinze francs soixante-seize centimes (663,624,875^f 76), conformément aux tableaux E et F annexés à la présente loi.

§ II.

Fixation des recettes.

10. Les droits et produits constatés au profit du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 sont arrêtés, conformément au tableau G annexé à la présente loi, à la somme de six cent soixante-trois millions six cent vingt-quatre mille huit cent soixante-quinze francs soixante-seize centimes,

ci.....	663,624,875 ^f 76 ^c
---------	--

Les recettes effectuées sur le même budget, pendant l'exercice 1882, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées en somme égale à celle des droits constatés pour six cent soixante-trois millions six cent vingt-quatre mille huit cent soixante-quinze francs soixante-seize centimes

ci.....	663,624,875 76
---------	----------------

BALANCE	"
---------------	---

§ III.

Fixation du résultat du budget des dépenses sur ressources extraordinaires.

11. Le résultat du budget des dépenses sur ressources extraordinaires est définitivement arrêté, pour l'exercice 1882, conformément au tableau H, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à.....	663,624,875 ^f 76 ^c
--	--

Payements fixés par l'article 9 à.....	663,624,875 76
--	----------------

BALANCE	"
---------------	---

TITRE III.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1882.

§1^{er}.

Fixation des crédits et des dépenses.

12. Les crédits, montant ensemble à cinq cent trente millions neuf cent quatre-vingt-douze mille cinq cent soixante-quinze francs quatre-vingt-dix-sept centimes, conformément aux tableaux I et J ci-annexés, pour le budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1882, ci..... 530,992,575' 97'
sont réduits d'une somme de soixante-deux millions neufcent vingt-neufmillesix cent vingt-trois francs quarante-six centimes (62,929,623' 46), non employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1882, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée, avec la même affectation, aux budgets des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1883, savoir :

Service départemental..... 45,942,551' 34'

Divers services spéciaux.... 16,987,072 12

ENSEMBLE..... 62,929,623 46

62,929,623 46

Au moyen de cette disposition, les crédits du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1882 sont définitivement fixés à la somme de quatre cent soixante-huit millions soixante-deux mille neuf cent cinquante-deux francs cinquante et un centimes, égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau I, ci.....

468,062,952 51

§ II.

Fixation des recettes.

13. Les recettes réalisées sur le même budget jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice 1882, s'élevant à quatre cent soixante-quatorze millions quatre-vingt-quinze mille quatre cent soixante-cinq francs soixante-dix centimes, conformément au tableau K, ci

474,095,465¹ 70[°]

sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1880 et de 1881, des fonds non employés, à l'époque de la clôture de ces derniers exercices, sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, de la somme de cinquante-six millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille cent dix francs vingt-sept centimes, ci.

56,897,110 27

ENSEMBLE

530,992,575 97

Sur cette ressource totale, une somme de soixante-deux millions neuf cent vingt-neuf mille six cent vingt-trois francs quarante-six centimes, restée sans emploi pendant l'exercice 1882, ainsi qu'il résulte de l'article 12 ci-dessus, est transportée à l'exercice 1883 ci.

62,929,623 46

Les voies et moyens du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1882 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de quatre cent soixante-huit millions soixante-deux mille neuf cent cinquante-deux francs cinquante et un centimes, ci.

468,062,952 51

§ III.

Fixation du résultat du budget des dépenses sur ressources spéciales.

14. Le résultat du budget des dépenses sur ressources spéciales est définitivement arrêté conformément au tableau L, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à..... 468,062,952¹ 51[°]

Payements fixés par l'article 12 à..... 468,062,952 51

BALANCE

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

15. Les recettes et les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1882 demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de soixante-huit millions sept cent soixante-trois mille quatre cent quatre francs cinquante-cinq centimes. (68,763,404^f 55), conformément au résultat général du tableau M ci-annexé, savoir :

Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,551,709 ^f 22 ^c
Imprimerie nationale.....	8,307,224 41
Légion d'honneur.....	17,722,166 41
Caisse de la dotation de l'armée.....	6,519,230 15
Caisse des invalides de la marine.....	33,417,629 91
École centrale des arts et manufactures....	1,245,444 45
TOTAL.....	68,763,404 55

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

16. Les crédits d'inscription accordés sur l'exercice 1882 pour les pensions militaires, par la loi du 29 juillet 1881, sont fixés et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau N ci-annexé, à la somme de six millions cinq cent mille francs (6,500,000^f).

17. Les crédits d'inscription accordés, sur l'exercice 1882, pour les pensions civiles, par la loi du 29 juillet 1881 et par le décret du 13 mai 1882, sont réduits de neuf cent soixante-huit mille cent quarante-sept francs (968,147^f) et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau O ci-annexé, à la somme de trois millions cinq cent soixante-treize mille huit cent cinquante-trois francs (3,573,853^f).

18. La situation des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1882, dans les ports et établissements de la marine, est arrêtée à la somme de deux cent soixante-deux millions trois cent cin-

quante-deux mille quarante-trois francs quatre-vingt-treize centimes (262,352,043^f 93), conformément au tableau P ci-annexé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République,

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TABEAU A.

TABEAUX
à la loi portant règlement définitif
1^{er} BUDGET

Règlement définitif des dépenses

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS			
MINISTÈRE			
DETTE CONSOLIDÉE.			
1	Rentes 5 p. o/o.....	342,439,065 ⁰⁰	341,834,708 ⁰⁰
2	Rentes 4 1/2 p. o/o.....	37,442,260 00	37,433,671 50
3	Rentes 4 p. o/o.....	446,096 00	446,096 00
4	Rentes 3 p. o/o.....	362,698,818 00	362,698,302 50
TOTAL.....		743,026,239 00	742,412,778 00
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.			
5	Intérêts et amortissement des capitaux du budget sur res- sources extraordinaires.....	190,000,000 00	190,000,000 00
6	Annuités diverses.....	4,414,962 00	4,406,962 95
7	Annuité à la société générale algérienne.....	4,997,765 00	4,997,765 00
8	Intérêts et amortissement des obligations du Trésor.....	6,699,000 00	6,558,520 00
9	Annuités de conversion de l'emprunt Morgan.....	17,300,000 00	17,300,000 00
10	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	20,500,000 00	20,500,000 00
11	Annuités aux départements, aux villes et aux communes pour remboursement d'une partie des contributions extraordinaires et réparations de dommages résultant de la guerre.....	17,432,500 00	17,431,500 00
12	Annuités pour réparations de dommages causés par le génie militaire.....	1,797,750 00	1,797,750 00
13	Annuités de remboursement aux communes et aux dépar- tements des avances faites pour le casernement.....	8,963,000 00	8,961,558 40
14	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,600,000 00	9,600,000 00
15	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	44,000,000 00	43,715,901 90
16	Redevance annuelle envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées.....	20,000 00	15,836 90
17	Annuités aux compagnies de chemins de fer.....	28,231,501 00	28,231,485 10
18	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établisse- ment thermal d'Aix.....	35,800 00	35,800 00
TOTAL.....		353,992,278 00	353,553,714 90

ANNEXES

du Budget de l'exercice 1882.

ORDINAIRE.

du budget ordinaire de l'exercice 1882.

DES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs de l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

DES FINANCES.

340,309,342'75°	1,525,365'28°	604,357'00°	1,525,365'25°	340,309,342'75°
36,650,288 86	783,382 64	8,588 50	783,382 64	36,650,288 86
438,034 50	8,061 50	"	8,061 50	438,034 50
360,371,677 99	2,326,624 51	515 50	2,326,624 51	360,371,677 99
737,769,344 10	4,643,433 90	613,481 00	4,643,433 90	737,769,344 10
189,870,520 00	129,480 00	"	129,480 00	189,870,520 00
4,362,433 95	44,473 00	8,055 05	44,473 00	4,362,433 95
4,997,765 00	"	"	"	4,997,765 00
6,549,920 00	8,600 00	140,480 00	8,600 00	4,549,920 00
17,300,000 00	"	"	"	17,300,000 00
20,500,000 00	"	"	"	20,500,000 00
17,432,500 00	"	"	"	17,432,500 00
1,797,750 00	"	"	"	1,797,750 00
8,961,258 48	"	1,741 52	"	8,961,258 48
8,658,229 41	941,770 59	"	941,770 59	8,658,229 41
43,715,901 91	"	284,098 09	"	43,715,901 91
15,836 98	"	4,163 02	"	15,836 98
28,231,485 56	"	15 44	"	28,231,485 56
34,700 00	1,100 00	"	1,100 00	34,700 00
352,428,301 29	1,125,423 59	438,553 12	1,125,423 59	352,428,301 29

		SITUATION	
CHAPITRES		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
spéciaux.			

Suite du MINISTÈRE			
DETTE VIAGÈRE.			
19	Rentes viagères d'ancienne origine.....	97,415'00°	82,902'22
20	Rentes viagères pour la vieillesse.....	20,288,011 89	18,911,514 51
21	Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.....	182,000 00	156,933 31
22	Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.....	60,000 00	60,000 00
23	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,567,431 75	1,405,431 81
24	Pensions à titre de récompenses nationales.....	233,282 78	214,965 71
24 bis	Indemnités aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.....	11,362,028 59	10,913,005 21
25	Pensions militaires.....	74,779,949 08	73,240,021 11
26	Pensions ecclésiastiques.....	32,100 00	25,521 11
27	Pensions de donataires dépossédés.....	609,758 90	547,972 84
28	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	52,538,492 16	50,638,480 31
29	Secours aux pensionnaires de la liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.....	32,000 00	30,021 00
30	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis-Philippe.....	113,499 44	86,983 81
31	Anciens dotataires du Mont-de-Milan.....	264,346 69	251,503 22
32	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	3,668,000 00	3,668,000 00
32 bis	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions accordés aux anciens militaires et mariés et à leurs veuves.....	9,325,000 00	9,325,000 00
.	Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieures à 1882.....	212,433 11	212,433 11
.	Rappels d'arrérages de pensions viagères antérieures à 1882.....	643,924 61	643,924 61
TOTAL.....		176,009,674 00	170,414,918 22
DOTATIONS.			
33	Traitement du Président de la République.....	600,000 00	600,000 00
34	Frais de maison du Président de la République.....	300,000 00	300,000 00
35	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	300,000 00	300,000 00
36	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	10,041,164 51	10,041,164 51
37	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	14,645,000 00	14,645,000 00
TOTAL.....		25,886,164 51	25,886,164 51
DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
38	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	4,500,000 00	4,448,900 00
39	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	7,072,900 00	7,000,000 00
TOTAL.....		11,572,900 00	11,448,900 00
TOTAL GÉNÉRAL.....		1,310,487,265 51	1,303,716,485 51

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs de l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

25 FINANCES.

82,902'22°	"	14,512'78°	"	82,902'22°
18,911,514 53	"	1,376,497 36	"	18,911,514 53
156,933 33	"	25,066 67	"	156,933 33
60,000 00	"	"	"	60,000 00
1,405,431 89	"	161,999 88	"	1,405,431 89
214,965 74	"	18,317 04	"	214,965 74
10,913,005 26	"	449,023 33	"	10,913,005 26
73,240,022 14	"	1,639,926 94	"	73,240,022 14
25,521 10	"	8,678 90	"	25,521 10
547,972 84	"	61,786 06	"	547,972 84
50,638,480 31	"	1,900,011 85	"	50,638,480 31
30,024 00	"	1,976 00	"	30,024 00
86,983 85	"	26,515 59	"	86,983 85
251,803 27	"	12,543 42	"	251,803 27
3,668,000 00	"	"	"	3,668,000 00
9,325,000 00	"	"	"	9,325,000 00
212,433 11	"	"	"	212,433 11
643,924 61	"	"	"	643,924 61
170,414,918 20	"	5,594,755 80	"	170,414,918 20
600,000 00	"	"	"	600,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
10,041,164 51	"	"	"	10,041,164 51
14,645,000 00	"	"	"	14,645,000 00
25,886,164 51	"	"	"	25,886,164 51
4,448,900 00	"	51,100 00	"	4,448,900 00
7,000,000 00	"	72,900 00	"	7,000,000 00
11,448,900 00	"	124,000 00	"	11,448,900 00
1,297,947,628 10	5,768,857'49°	6,770,769 92	5,768,857'49°	1,297,947,628 10
		12,539,627'41°		

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réalisées des services faits. — Droits constitués au profit des créanciers de l'Etat.

2° PARTIE. — SERVICE

MINISTÈRE D

ADMINISTRATION CENTRALE.			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	578,800 ⁰⁰	578,795 ³⁴
2	Matériel de l'administration centrale.....	110,000 00	110,000 00
CONSEIL D'ÉTAT.			
3	Personnel.....	1,055,300 00	1,054,958 95
4	Matériel.....	83,800 00	83,780 23
COURS ET TRIBUNAUX.			
5	Cour de cassation.....	1,189,600 00	1,186,899 17
6	Cours d'appel.....	6,353,362 00	6,324,350 76
7	Cours d'assises.....	119,200 00	116,100 00
8	Tribunaux de première instance.....	10,084,380 00	10,068,204 81
9	Tribunaux de commerce.....	177,466 66	176,594 27
10	Tribunaux de police.....	93,100 00	91,697 46
11	Justices de paix.....	8,405,012 67	8,393,677 08
12	Justice française en Algérie.....	1,405,500 00	1,398,799 26
FRAIS DE JUSTICE.			
13	Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais des statistiques.....	6,805,811 76	6,802,519 92
DÉPENSES DIVERSES.			
14	Secours et dépenses imprévues.....	85,000 00	84,997 23
15	Collection des lois étrangères.....	20,000 00	19,998 36
16	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	79,506 52	79,506 52
19	Justice musulmane en Algérie.....	117,950 00	113,796 48
20	Personnel de la justice en Tunisie.....	"	"
21	Matériel de la justice française en Tunisie.....	"	"
17	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	150 00	150 00
		36,763,839 61	36,684,825 84
18	Dépenses des exercices clos.....	7,641 50	7,641 50
TOTAL.....		84,772,481 11	86,693,267 32

ES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits définitifs de l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

A JUSTICE.

578,795 ^f 34 ^a	.	4 ^f 66 ^a	.	578,795 ^f 34 ^a
110,000 00	.	.	.	110,000 00
1,054,958 95	.	341 05	.	1,054,958 95
83,780 23	.	19 77	.	83,780 23
1,185,163 06	1,736 ^f 11 ^a	2,700 83	1,736 ^f 11 ^a	1,185,163 06
6,324,267 43	83 33	29,011 24	83 33	6,324,267 43
116,100 00	.	3,100 00	.	116,100 00
10,068,063 15	141 66	16,075 19	141 66	10,068,063 15
176,394 29	199 98	872 39	199 98	176,394 29
91,697 46	.	1,402 54	.	91,697 46
8,378,751 85	14,925 23	11,335 59	14,925 23	8,378,751 85
1,398,504 13	295 13	6,700 74	295 13	1,398,504 13
6,801,519 92	1,000 00	3,291 84	1,000 00	6,801,519 92
84,997 23	.	2 77	.	84,997 23
19,998 36	.	1 64	.	19,998 36
79,506 52	.	.	.	79,506 52
113,769 48	27 00	4,153 52	27 00	113,769 48
.	.	.	.	.
.	.	.	.	.
150 00	.	.	.	150 00
36,666,417 40	18,408 44	79,013 77	18,408 44	36,666,417 40
7,641 50	.	.	.	7,641 50
36,674,058 90	18,408 44	79,013 77	18,408 44	36,674,058 90
97,422 ^f 21 ^a				

NUMÉROS		SITUATION	
des	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.
chapitres.			
MINISTÈRE DE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administra- tion centrale.....	779,200 ⁶ 00 ^c	779,152 ⁵ 39 ^c
2	Matériel de l'administration centrale.....	300,000 00	293,180 65
3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	8,290,625 00	8,290,586 27
4	Traitements des agents en inactivité.....	134,000 00	132,892 69
5	Frais d'établissement des agents.....	900,000 00	882,173 12
6	Frais de voyage et de courriers.....	800,000 00	799,977 79
7	Frais de service des résidences.....	2,605,100 00	2,604,236 90
8	Présents diplomatiques.....	52,500 00	51,529 07
9	Indemnités et secours.....	205,500 00	205,471 61
10	Dépenses secrètes.....	500,000 00	500,000 00
11	Missions et dépenses extraordinaires; dépenses impré- vues.....	350,000 00	349,928 56
12	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	52,000 00	50,829 12
13	Subvention à l'émir Abd-el-Kader.....	150,000 00	150,000 00
16	Dépenses de la commission franco-américaine.....	312,000 00	298,297 87
17	Reconstruction de l'hôtel de l'ambassade de France à Berlin.....	100,000 00	99,996 88
18	Reconstruction de l'hôtel consulaire à Alexandrie.....	164,621 57	129,577 73
19	Reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tsien-Tsin et restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin.....	10,712 71	10,712 71
20	Indemnités à divers agents en raison des événements d'Égypte.....	80,000 00	77,034 00
21	Acquisition de l'hôtel d'ambassade à Madrid.....	900,000 00	893,543 83
22	Frais de transport et de nourriture des réfugiés d'Égypte.....	300,000 00	280,372 80
14	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,967 02	1,967 00
15	Dépenses des exercices clos.....	16,988,216 30 74,047 04	16,886,481 00 74,047 04
TOTAL.....		17,062,273 34	16,960,528 07

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs de l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

PAIRES ÉTRANGÈRES.

778,695 ^f 73 ^a	456 ^f 66 ^a	47 ^f 61 ^a	456 ^f 66 ^a	778,695 ^f 73 ^a
292,764 76	5,415 89	1,819 35	5,415 89	292,764 76
8,138,200 21	152,386 06	38 73	152,386 06	8,138,200 21
130,892 69	2,000 00	1,107 31	2,000 00	130,892 69
867,539 91	14,633 31	17,826 78	14,633 31	867,539 91
796,795 61	3,182 18	22 21	3,182 18	796,795 61
2,585,486 38	18,770 52	843 10	18,770 52	2,585,486 38
51,529 07	"	970 93	"	51,529 07
204,596 61	875 00	28 39	875 00	204,596 61
500,000 00	"	"	"	500,000 00
324,678 85	25,249 71	71 44	25,249 71	324,678 85
50,671 69	157 75	1,170 56	157 75	50,671 69
150,000 00	"	"	"	150,000 00
298,297 87	"	13,702 13	"	298,297 87
99,996 88	"	3 12	"	99,996 88
129,577 73	"	35,043 84	"	129,577 73
10,712 71	"	"	"	10,712 71
77,034 00	"	2,966 00	"	77,034 00
887,903 23	5,640 60	6,456 17	5,640 60	887,903 23
279,338 64	1,033 76	19,627 60	1,033 76	279,338 64
1,967 02	"	"	"	1,967 02
16,656,679 59	229,801 44	101,745 27	229,801 44	16,656,679 59
74,047 04	"	"	"	74,047 04
16,730,726 63	229,801 44	101,745 27	229,801 44	16,730,726 63
		331,546 ^f 71 ^a		

NUMÉROS	des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	
			Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services fait — Droits constatés ou prévus des créances de l'Etat.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE				
1		Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,428,900 00	1,428,900 00
2		Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	360,000 00	359,913 00
3		Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	5,023,000 00	5,000,294 00
4		Abonnement pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	6,208,400 00	6,207,927 00
5		Inspections générales administratives.....	236,000 00	236,999 00
6		Subvention pour l'organisation et l'entretien du corps des sapeurs-pompiers.....	10,000 00	8,951 50
7		Frais des élections sénatoriales.....	370,000 00	334,645 00
8		Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du Journal officiel.....	74,300 00	74,299 60
9		Dépenses fixes du matériel d'administration et d'exploitation du Journal officiel.....	24,700 00	24,669 00
10		Dépenses d'exploitation du Journal officiel non susceptibles d'une évaluation fixe. (Personnel et matériel.).....	1,015,608 00	1,015,365 00
11		Commissariats de l'émigration.....	36,000 00	34,221 00
12		Traitements et indemnités des commissaires de police.....	2,143,701 00	2,139,552 00
13		Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	7,693,825 00	7,693,825 00
14		Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	1,469,266 00	1,469,265 90
15		Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,000,000 00	2,000,000 00
16		Personnel du service pénitentiaire.....	5,845,438 35	5,843,587 00
17		Entretien des détenus.....	12,206,529 00	11,997,234 00
18		Transport des détenus et des libérés.....	538,650 00	529,335 00
19		Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Service à l'entreprise.).....	220,000 00	190,173 00
20		Mobilier du service pénitentiaire. (Service à l'entreprise.)..	127,800 00	110,199 00
21		Travaux ordinaires et mobilier du service pénitentiaire.. (Service en régie.).....	428,564 56	417,845 00
22		Exploitations agricoles et dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	806,048 99	806,338 00
23		Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire...	607,800 00	580,199 00
24		Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (3 ^e annuité).....	70,149 00	70,149 00
25		Subventions aux départements pour transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.).....	600,000 00	227,149 00
26		Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	4,000,000 00	3,979,419 00
27		Subventions aux établissements généraux de bienfaisance....	992,297 50	992,297 50
28		Secours à des établissements et institutions de bienfaisance..	726,000 00	723,919 00
29		Sociétés de secours mutuels.....	160,000 00	160,000 00
30		Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés.....	1,000,000 00	976,919 00
31		Frais de protection des enfants du premier âge.....	500,000 00	499,919 00
32		Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc.	1,091,000 00	1,029,219 00
32 bis		Secours aux victimes des inondations et de la grêle.....	1,000,000 00	999,149 00
33		Secours aux réfugiés étrangers.....	290,000 00	276,149 00
34		Matériel des cours d'appel.....	530,000 00	506,749 00
35		Célébration de la fête nationale du 14 juillet.....	500,000 00	498,149 00
36		Indemnités aux victimes du 2 décembre.....	"	"
37		Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	27,650 06	25,319 00

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministères.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES CULTES.

INTÉRIEUR.

1,428,743' 88 ^c	116' 66 ^c	39' 46 ^c	116' 66 ^c	1,428,743' 88 ^c
369,933 81	12 00	54 19	12 00	369,933 81
5,019,856 80	437 61	2,705 59	437 91	5,019,856 80
6,207,507 03	420 68	472 39	420 68	6,207,507 03
235,999 31	"	0 69	"	235,999 31
8,801 54	150 00	1,048 46	150 00	8,801 54
334,345 10	300 00	36,354 90	300 00	334,345 10
74,299 62	"	0 38	"	74,299 62
24,659 89	"	40 11	"	24,659 89
1,015,365 49	"	240 51	"	1,015,365 49
34,061 48	160 00	1,778 52	160 00	34,061 48
2,131,111 71	1,440 32	11,148 97	1,440 32	2,131,111 71
7,693,825 00	"	0 04	"	7,693,825 00
1,469,249 30	16 66	"	16 66	1,469,249 30
2,000,000 00	"	"	"	2,000,000 00
5,860,328 09	3,059 15	1,851 12	3,059 15	5,860,328 09
11,986,182 26	11,052 64	209,294 10	11,052 64	11,986,182 26
516,110 06	13,222 61	9,317 33	13,222 61	516,110 06
187,953 80	2,219 83	29,826 37	2,219 83	187,953 80
109,985 40	205 00	17,609 60	205 00	109,985 40
416,079 25	1,762 81	10,722 50	1,762 81	416,079 25
802,239 36	2,094 14	1,715 49	2,094 14	802,239 36
567,009 83	13,482 43	27,507 74	13,482 43	567,009 83
70,149 00	"	"	"	70,149 00
211,250 99	15,898 86	372,850 15	15,898 86	211,250 99
3,999,473 03	"	526 97	"	3,999,473 03
992,297 50	"	"	"	992,297 50
722,236 55	1,674 55	2,088 90	1,674 55	722,236 55
160,000 00	"	"	"	160,000 00
966,013 41	10,964 24	23,022 35	10,964 24	966,013 41
499,721 87	276 08	2 06	276 08	499,721 87
1,025,914 19	3,327 11	61,758 70	3,327 11	1,025,914 19
991,951 50	1,194 50	6,854 00	1,194 50	991,951 50
275,094 66	190 49	14,714 86	190 49	275,094 66
505,274 65	428 74	24,296 61	428 74	505,274 65
497,912 99	215 18	1,871 83	215 18	497,912 99
25,335 37	"	2,314 69	"	25,335 37

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services fait — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.
Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR			
Suite de la 1 ^{re} SECTION. — SERVICES			
39	Impressions et frais accessoires pour l'exécution des lois des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873 sur les chemins vicinaux.	10,000' 00"	9,999' 00"
40	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.	6,000 00	5,930 00
41	Travaux des palais de justice d'Amiens, d'Angers et de Dijon.	165,000 00	122,800 00
42	Subvention pour le rachat des ponts à péage. (Loi du 30 juillet 1880.)	500,000 00	500,000 00
43	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	10,000 00	9,930 00
44	Personnel de l'administration centrale en Algérie.	520,250 00	520,217 00
45	Matériel de l'administration centrale en Algérie.	88,000 00	87,968 00
46	Publications, sociétés de tir, subsides; secours et récompenses en Algérie.	161,950 00	151,519 00
47	Personnel de l'administration civile en Algérie.	1,944,969 00	1,944,215 00
48	Matériel de l'administration civile en Algérie.	726,100 00	705,921 00
49	Personnel de l'administration militaire en Algérie.	337,818 00	309,133 00
50	Matériel de l'administration militaire en Algérie.	66,065 00	62,503 00
51	Colonisation en Algérie. (Frais généraux, secours aux colons, passages gratuits, etc.)	727,798 79	710,657 50
52	Dépenses secrètes en Algérie.	80,000 00	80,000 00
53	Subventions aux chemins vicinaux en Algérie.	173,000 00	173,000 00
54	Travaux de colonisation en Algérie.	2,503,493 00	2,495,900 70
55	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.	660,000 00	658,193 00
56	Acquisition des bâtiments de la préfecture de police.	300,000 00	300,000 00
57	Secours pour remédier aux effets de la mauvaise saison et d'un hiver exceptionnellement rigoureux.	272,247 00	266,131 00
58	Acquisition et installation de deux orgues dans l'institution nationale des jeunes aveugles.	14,000 00	6,539 00
59	Réparation des dommages subis par les victimes de Saïda et de Tiaret.	1,950,000 00	864,093 00
60	Frais de publication du dénombrement quinquennal de la population.	4,000 00	3,993 00
61	Frais relatifs à la liquidation des indemnités aux victimes du 2 décembre 1851. (Lois des 30 juillet et 19 décembre 1881.)	28,917 38	12,618 00
62	Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès.	15,851 98	15,851 98
63	Complément de subvention extraordinaire à la caisse des chemins vicinaux.	13,000,000 00	13,000,000 00
64	Transport et secours de route aux indigents graciés ou amnistiés en vertu des lois des 3 mars 1879 et 11 juillet 1880.	506 83	506 83
65	Funérailles de Louis Blanc.	10,000 00	8,600 00
66	Secours aux victimes des inondations de 1882.	490,200 00	479,700 00
38	Dépenses des exercices clos	85,127,792 44 425,734 32	83,000,000 00 425,700 00
TOTAL		85,553,526 76	83,426,300 00

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES CULTES.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

9,999 ^f 98 ^c	"	0 ^f 02 ^c	"	9,999 ^f 98 ^c
5,950 00	"	50 00	"	5,950 00
122,808 89	"	42,191 11	"	122,808 89
500,000 00	"	"	"	500,000 00
9,928 38	10 ^f 00 ^c	61 62	10 ^f 00 ^c	9,928 38
520,247 34	"	2 66	"	520,247 34
87,968 62	"	31 38	"	87,968 62
150,854 65	675 00	10,120 35	675 00	150,854 65
1,943,733 56	482 33	753 11	482 33	1,943,733 56
705,840 67	83 33	20,176 00	83 33	705,840 67
308,133 37	"	29,684 63	"	308,133 37
62,403 02	"	3,661 98	"	62,403 02
710,636 55	21 00	17,141 24	21 00	710,636 55
80,000 00	"	"	"	80,000 00
173,000 00	"	"	"	173,000 00
2,377,977 19	117,923 55	7,591 26	117,923 55	2,377,977 19
659,189 21	"	810 79	"	659,189 21
300,000 00	"	"	"	300,000 00
266,213 42	19 00	6,014 58	19 00	266,213 42
6,539 84	"	7,160 16	"	6,539 84
868,093 70	"	1,081,906 30	"	868,093 70
3,995 70	"	4 30	"	3,995 70
"	12,618 53	16,298 85	12,618 53	"
15,851 98	"	"	"	15,851 98
13,000,000 00	"	"	"	13,000,000 00
506 83	"	"	"	506 83
8,630 80	"	1,369 20	"	8,630 80
474,645 55	5,064 45	10,490 00	5,064 45	474,645 55
81,779,622 97	221,219 48	2,126,949 99	221,219 48	81,779,622 97
425,734 32	"	"	"	425,734 32
83,205,357 29	221,219 48	2,126,949 99	221,219 48	83,205,357 29
		2,348,169 ^f 47 ^c		

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	REVENUS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

2^e SECTION. — SERVICE

1	Personnel des bureaux des cultes.....	252,800' 00"	252,349' 31"
2	Matériel des bureaux des cultes.....	36,000 00	35,990 56
3	Cardinaux, archevêques et évêques.....	1,229,669 82	1,207,422 60
4	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	40,206,243 00	38,753,569 33
5	Chapitre de Saint-Denis.....	181,000 00	152,604 15
6	Bourses des séminaires catholiques.....	1,032,200 00	1,016,800 99
7	Pensions ecclésiastiques et secours personnels.....	897,000 00	893,375 87
8	Secours annuels à divers établissements religieux.....	60,000 00	60,000 00
9	Service intérieur des édifices diocésains.....	440,623 00	435,915 28
10	Entretien des édifices diocésains.....	800,000 00	797,491 83
11	Travaux aux édifices diocésains de l'Algérie.....	90,000 00	87,791 25
12	Acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains.....	2,051,500 00	2,034,588 25
13	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	1,111,000 00	1,102,429 15
14	Secours pour les églises et presbytères.....	3,250,000 00	3,259,302 85
15	Personnel des cultes protestants.....	1,589,100 00	1,587,675 32
16	Frais d'administration de l'Eglise de la confession d'Augsbourg.....	10,000 00	9,993 90
17	Personnel du culte israélite.....	202,900 00	201,791 21
18	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite..	100,000 00	100,000 00
19	Dépenses diverses et accidentelles; frais de passage.....	35,000 00	34,995 81
20	Culte musulman.....	216,340 00	211,703 39
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.	.
		53,791,375 82	52,126,791 59
22	Dépenses des exercices clos.....	220,680 36	220,680 36
	TOTAL.....	54,012,056 18	52,447,471 95

RÉCAPITULATIF

1 ^{re} SECTION. — Service du Ministère de l'intérieur.....	85,553,526' 76"	83,426,576' 71"
2 ^e SECTION. — Service des cultes.....	54,012,056 18	52,447,471 95
TOTAUX.....	139,565,582 94	135,874,048 72

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ET DES CULTES.

DES CULTES.

552,349 ^f 34 ^c	"	850 ^f 60 ^c		552,349 ^f 34 ^c
35,990 56		9 44		35,990 56
1,198,922 59	8,500 ^f 01 ^c	22,247 22	8,500 ^f 01 ^c	1,198,922 59
38,713,956 91	39,612 43	1,452,673 66	39,612 43	38,713,956 91
151,590 30	1,013 88	28,395 82	1,013 88	151,590 30
1,007,973 97	8,827 02	15,399 01	8,827 02	1,007,973 97
886,476 34	6,899 53	3,624 13	6,899 53	886,476 34
60,000 00	"	"	"	60,000 00
435,915 45	"	4,707 55	"	435,915 45
794,343 78	3,148 05	2,508 17	3,148 05	794,343 78
87,753 74	37 51	2,208 75	37 51	87,753 74
1,888,326 75	148,261 50	16,911 75	148,261 50	1,888,326 75
1,099,819 15	2,610 00	6,579 85	2,610 00	1,099,819 15
3,178,112 85	71,190 00	697 15	71,190 00	3,178,112 85
1,588,330 34	1,344 98	1,424 68	1,344 98	1,588,330 34
9,993 90	"	6 10	"	9,993 90
201,491 51	1,300 00	108 49	1,300 00	201,491 51
100,000 00	"	"	"	100,000 00
34,645 81	350 00	4 19	350 00	34,645 81
211,695 29	8 10	4,636 61	8 10	211,695 29
"	"	"	"	"
51,935,688 58	291,103 01	1,564,584 23	291,103 01	51,935,688 58
220,680 36	"	"	"	220,680 36
52,156,368 94	291,103 01	1,564,584 23	291,103 01	52,156,368 94
1,845,687 ^f 24 ^c				

ATION.

83,205,357 ^f 29 ^c	221,219 ^f 48 ^c	2,126,949 ^f 99 ^c	221,219 ^f 48 ^c	83,205,357 ^f 29 ^c
52,156,368 94	291,103 01	1,564,584 23	291,103 01	52,156,368 94
135,361,726 23	512,322 49	3,691,534 22	512,322 49	135,361,726 23
4,203,866 ^f 71 ^c				

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créations de l'Etat.	
MINISTÈRE DES FINANCES				
40	Administration centrale des finances.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	6,152,350 ³⁰	6,151,861
41		Matériel de l'administration centrale....	1,067,776 20	1,033,011
42		Impressions.....	2,860,000 00	2,836,530
43	Monnaies et médailles. (Service des établissements monétaires.)	Dépenses diverses de l'adm ^{te} centrale....	306,200 00	298,557
44		Personnel.....	88,600 00	88,575
45		Matériel.....	72,400 00	72,383
46	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	Dépenses diverses.....	26,100 00	25,506
47			452,140 46	241,435
49			1,513,700 00	1,513,695
50	Cour des comptes.	Matériel et dépenses diverses.....	79,800 00	79,795
51		Frais de trésorerie.....	1,296,500 00	991,758
52	Service de trésorerie.	Traitements et émoluments des trésoriers- payeurs généraux et des receveurs par- ticuliers des finances.....	6,816,700 00	6,816,700
			20,732,266 96	20,449,809
48	Dépenses des exercices clos.....	4,152,817 36	4,152,817	
	TOTAL.....	14,885,084 32	24,309,626	
MINISTÈRE DES POSTES				
1	Personnel de l'administration centrale.....	1,649,260 ⁰⁰	1,648,080	
2	Matériel de l'administration centrale.....	441,726 00	441,607	
2 bis	Installation des bureaux de l'administration centrale dans le nouveau bâtiment construit rue de Grenelle n° 99.....	40,000 00	39,949	
3	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	13,500 00	8,355	
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance...	40 50	40	
		2,144,526 50	2,138,071	
5	Dépenses des exercices clos.....	46,711 78	46,711	
	TOTAL.....	2,191,238 28	2,184,784	

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ES FINANCES.

6,150,527 ^f 97 ^a	1,333 ^f 21 ^a	489 ^f 12 ^a	1,333 ^f 21 ^a	6,150,527 ^f 97 ^a
1,024,787 90	8,224 09	34,764 21	8,224 09	1,024,787 90
2,836,530 28	"	23,469 72	"	2,836,530 28
298,557 20	"	7,642 80	"	298,557 20
88,575 83	"	24 17	"	88,575 83
72,383 14	"	16 86	"	72,383 14
25,505 89	"	594 11	"	25,505 89
241,425 36	"	210,715 10	"	241,425 36
1,513,695 41	"	4 59	"	1,513,695 41
79,743 03	52 00	4 97	52 00	79,743 03
991,675 86	92 40	304,731 74	92 40	991,675 86
6,816,700 00	"	"	"	6,816,700 00
20,140,107 87	9,701 70	582,457 39	9,701 70	20,140,107 87
4,152,817 36	"	"	"	4,152,817 36
24,292,925 23	9,701 70	582,457 39	9,701 70	24,292,925 23
		592,159 ^f 09 ^a		

T DES TÉLÉGRAPHES.

1,648,061 ^f 71 ^a	18 ^f 33 ^a	1,179 ^f 96 ^a	18 ^f 33 ^a	1,648,061 ^f 71 ^a
441,607 06	"	118 94	"	441,607 06
39,989 65	"	10 35	"	39,989 65
8,355 00	"	5,145 00	"	8,355 00
40 50	"	"	"	40 50
2,138,053 92	18 33	6,454 25	18 33	2,138,053 92
46,711 78	"	"	"	46,711 78
2,184,765 70	18 33	6,454 25	18 33	2,184,765 70
		6,472 ^f 58 ^a		

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Crédits proposés par le présent projet de loi de répartition. (Art. 2 et 3.)
			Crédits ouverts. Crédits annulés.
1	Traitement du ministre et personnel de l'adminis- tration centrale.	2,862,872 65	.....
2	Matériel de l'administration centrale.	852,275 00	.....
3	Dépôt de la guerre.	1,182,470 00	.....
4	États-majors.	24,049,957 54	394,857 57
5	Gendarmerie.	40,305,156 56	.....
6	Solde et prestations en nature :		.....
	1 ^{re} partie. — Effectifs de corps de troupes.	175,801,272 44	.....
	2 ^e partie. — Effectif en dehors des corps de troupes.	19,383,817 12	.....
7	Vivres.	104,257,706 00	.....
8	Chauffage et éclairage.	4,274,711 00	.....
9	Fourrages.	82,303,968 00	.....
10	Hôpitaux militaires.	12,388,695 46	1,138,350 42
11	Service de marche.	13,391,602 00	403,699 42
12	Habillement et campement.	39,616,824 00	.....
13	Lits militaires.	6,437,484 00	.....
14	Transports généraux.	7,433,500 00	.....
15	Recrutement, réserve et armée territoriale.	860,500 00	.....
16	Justice militaire.	1,078,061 00	.....
17	Remonte générale et harnachement.	15,082,535 00	.....
18	Établissements et matériel de l'artillerie et des équipages militaires.	17,704,961 40	.....
19	Poudres et salpêtres.	5,719,481 00	.....
20	Établissements et matériel du génie.	12,407,328 04	.....
20 bis	Fortifications de Grenoble.	860,000 00	.....
20 ter	Déplacement du quartier de Bonne, à Grenoble.	950,000 00	.....
20 quat.	Construction d'une nouvelle caserne d'infanterie à Nantes et cession du quartier de cavalerie des Prémontrés à la ville de Nancy.	275,000 00	.....
21	Écoles militaires. (Matériel.)	4,427,651 00	.....
22	Invalides.	786,977 00	.....
23	Solde de non-activité, solde et traitement de ré- forme.	1,174,207 61	.....
24	Secours.	3,637,401 00	.....
25	Subventions. ....	.....	.....
26	Dépenses secrètes.	300,000 00	.....
27	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	57,168 81	.....
30	Opérations militaires en Tunisie.	30,419,985 74	3,807,205 42
31	Construction d'un chemin de fer stratégique reliant à Méchéria la ligne d'Arzew à Saïda.	700,000 00	.....
32	Entretien des compagnies mixtes en Tunisie.	2,800,000 00	.....
28	Dépenses des exercices clos.	639,983,579 37	5,744,112 82
29	Rappels de dépenses payables sur revues anté- rieures à l'exercice 1882.	4,621,630 90	.....
	TOTAL.	644,940,466 57	5,744,112 82 5,744,112 82

RÉCAPITULÉ				RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Total des crédits.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
				Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
2,662,272'65°	2,639,773'26°	2,639,385'66°	387'60°	2° 499'39°	387'60°	2,639,385'66°
552,275 00	552,152 20	552,048 87	103 33	122 86	103 33	552,048 87
1,182,470 00	1,136,956 28	1,136,949 92	6 36	45,513 72	6 36	1,136,949 92
24,444,815 11	24,444,815 11	24,444,815 11	"	"	"	24,444,815 11
39,906,166 56	39,866,663 87	39,859,127 92	7,495 95	38,492 69	7,495 95	39,859,167 92
71,301,272 44	174,253,003 99	174,164,107 02	88,896 97	48,268 45	88,896 97	174,164,107 02
18,987,030 87	18,987,030 87	18,986,660 97	369 90	396,796 25	369 90	18,986,660 97
100,862,518 65	100,862,518 65	100,862,518 65	155,625 22	39,562 13	155,625 22	100,862,518 65
4,266,936 97	4,266,936 97	4,186,328 37	80,607 60	7,775 03	80,607 60	4,186,328 37
81,761,420 08	81,761,420 08	81,678,982 07	82,438 01	98,435 10	82,438 01	81,678,982 07
13,517,947 77	13,517,947 77	13,517,947 77	9,098 10	9,098 10	9,098 10	13,517,947 77
13,795,301 42	13,795,301 42	13,456,692 15	338,609 27	"	338,609 27	13,456,692 15
39,616,824 00	39,616,824 00	39,481,397 54	135,426 46	"	135,426 46	39,481,397 54
6,295,012 74	6,295,012 74	6,290,238 68	4,774 11	142,471 36	4,774 11	6,290,238 68
7,432,311 52	7,432,311 52	7,292,364 59	139,946 73	1,168 68	139,946 73	7,292,364 59
806,385 39	806,385 39	805,090 04	1,295 35	58,114 61	1,295 35	805,090 04
1,029,514 77	1,029,514 77	1,029,395 57	119 20	48,546 23	119 20	1,029,395 57
14,789,973 36	14,789,973 36	14,789,367 74	826 62	292,581 64	826 62	14,789,146 74
17,704,320 35	17,704,320 35	17,254,072 82	450,247 53	641 05	450,247 53	17,254,072 82
5,591,352 74	5,591,352 74	5,560,910 85	30,441 89	128,128 26	30,441 89	5,560,910 85
18,750,262 34	18,750,262 34	18,659,455 12	90,797 22	57,075 70	90,797 22	18,659,455 12
859,043 67	859,043 67	859,043 67	"	956 33	"	859,043 67
950,000 00	950,000 00	950,000 00	"	"	"	950,000 00
274,999 80	274,999 80	274,999 80	"	0 20	"	274,999 80
4,191,395 01	4,191,395 01	4,191,395 01	2,771 22	233,684 77	2,771 22	4,191,395 01
766,921 36	766,921 36	766,921 36	"	20,055 64	"	766,921 36
824,737 85	824,737 85	824,737 85	"	250,069 76	"	824,737 85
3,637,399 07	3,637,399 07	3,637,399 07	90 00	1 93	90 00	3,637,399 07
300,000 00	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00
56,120 47	56,120 47	56,120 47	"	1,048 34	"	56,120 47
34,237,191 16	34,237,191 16	34,080,172 91	147,018 25	"	147,018 25	34,080,172 91
686,894 81	686,894 81	686,894 81	"	13,105 19	"	686,894 81
1,349,692 27	1,349,692 27	1,347,677 84	2,014 43	1,450,307 73	2,014 43	1,347,677 84
634,722,449 17	634,722,449 17	634,722,449 17	1,769,407 32	3,491,222 88	1,769,407 32	634,722,449 17
4,521,530 90	4,521,530 90	4,521,530 90	"	"	"	4,521,530 90
435,536 30	435,536 30	435,536 30	"	"	"	435,536 30
641,449,243 69	641,449,243 69	639,679,836 37	1,769,407 32	3,491,222 88	1,769,407 32	639,679,836 37

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
MINISTÈRE DE LA MARINE			
1 ^{re} SECTION			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,189,063'00"	1,176,205'00"
2	Matériel de l'administration centrale.....	216,348 00	216,065 00
3	Dépôt des cartes et plans.....	539,080 00	536,860 00
4	États-majors et équipages à terre et à la mer. (Personnel naviguant.).....	46,366,988 27	44,179,772 00
5	Troupes.....	14,754,889 58	14,366,991 11
6	Corps entretenus et agents divers. (Personnel non naviguant.).....	5,152,703 25	5,035,944 40
7	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,931,295 17	2,906,641 00
8	Vivres.....	21,564,654 00	21,299,775 40
9	Hôpitaux.....	3,433,771 00	3,045,668 30
10	Constructions navales. — Salaires pour confections et transformations.....	2,865,000 00	2,843,001 11
11	Constructions navales. — Salaires pour constructions neuves des bâtiments de la flotte.....	6,925,000 00	6,921,050 30
12	Constructions navales. — Salaires pour réparations du matériel naval.....	4,226,363 00	4,189,731 00
13	Constructions navales. — Salaires pour le service général.....	7,204,502 00	7,106,061 75
14	Approvisionnements généraux des constructions navales.....	54,773,937 00	51,096,363 80
15	Artillerie. — Salaires pour confections et transformations.....	1,325,940 00	1,281,287 90
16	Artillerie. — Salaires pour le service direct de la flotte.....	151,890 50	68,355 11
17	Artillerie. — Salaires pour le service général et la défense des côtes.....	759,720 00	745,251 80
18	Approvisionnements généraux de l'artillerie.....	7,519,762 00	7,519,030 60
19	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	5,827,250 00	5,172,111 90
20	Justice maritime.....	225,917 00	219,630 90
21	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	657,051 00	651,581 00
22	Frais de voyage par terre et par mer.....	4,312,660 20	4,249,233 00
23	Dépenses diverses.....	938,823 29	828,322 00
23 bis	Opérations sur le littoral de la Tunisie.....	4,996,787 00	3,748,955 00
23 ter	Secours aux marins ou aux familles des marins victimes des accidents causés par des événements de mer exceptionnels.....	200,000 00	184,977 00
26 bis	Inscription maritime, police de la navigation. Surveillance de la pêche, service intérieur des ports militaires en Algérie.....	71,028 00	57,647 00
26 ter	Renouvellement des matricules de l'inscription maritime.....	46,054 61	46,064 00
26	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	18,327 37	18,306 00
		199,194,745 14	189,709,258 00
25	Dépenses des exercices clos.....	72,003 39	72,003 00
26	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1881.....	33,824 84	33,824 00
Spécial.	Payements faits par le Trésor sur les traites de la marine restant à régulariser.....	.	.
	TOTAL du service marine.....	199,300,573 37	189,815,077 00

Dépenses.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

SERVICE MARINE.

1,176,205 ^f 73 ^c	°	12,857 ^f 27 ^c	°	1,176,205 ^f 73 ^c
216,043 53	12 ^f 00 ^c	292 47	12 ^f 00 ^c	216,043 53
536,859 62	1 27	2,189 11	1 27	536,859 62
44,179,743 93	28 12	2,187,216 22	28 12	44,179,743 93
14,365,790 89	1,200 22	387,898 47	1,200 22	14,365,790 89
5,035,948 44	°	116,754 71	°	5,035,948 44
2,905,641 04	°	25,654 13	°	2,905,641 04
21,298,651 96	1,123 45	264,878 59	1,123 45	21,298,651 96
3,045,509 43	158 96	388,102 61	158 96	3,045,509 43
2,843,001 18	°	21,998 82	°	2,843,001 18
6,921,050 30	°	3,949 70	°	6,921,050 30
4,189,602 54	128 47	36,631 99	128 47	4,189,602 54
7,105,063 75	°	99,438 25	°	7,105,063 75
51,020,396 14	75,867 69	3,677,673 17	75,867 69	51,020,396 14
1,281,257 96	°	44,682 04	°	1,281,257 96
68,355 13	°	83,535 37	°	68,355 13
745,451 86	°	14,268 14	°	745,451 86
7,511,820 39	7,210 25	731 36	7,210 25	7,511,820 39
5,169,966 06	2,145 90	655,138 04	2,145 90	5,169,966 06
219,916 92	14 00	5,986 08	14 00	219,916 92
651,404 25	180 69	5,466 06	180 69	651,404 25
4,246,770 12	2,463 07	63,427 01	2,463 07	4,246,770 12
828,223 08	99 63	110,500 58	99 63	828,223 08
3,748,304 43	660 83	1,247,831 74	660 83	3,748,304 43
184,977 35	°	15,022 65	°	184,977 35
57,647 93	°	13,380 07	°	57,647 93
46,054 61	°	°	°	46,054 61
18,305 67	°	21 70	°	18,305 67
189,617,964 24	91,284 55	9,485,496 35	91,284 55	189,617,964 24
72,003 39	°	°	°	72,003 39
33,824 84	°	°	°	33,824 84
°	°	°	°	°
189,723,792 47	91,284 55	9,485,496 35	91,284 55	189,723,792 47
9,576,780 ^f 90 ^c				

CHAPITRES	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.
spéciaux.			

Suite du MINISTÈRE DE LA

2^e SECTION

27	Personnel des services civils.....	4,664,643 83	4,655,879 01
28	Personnel des services militaires.....	5,304,665 05	5,300,009 01
29	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....	1,078,662 07	921,696 30
30	Hôpitaux et vivres.....	7,170,609 13	7,164,055 41
31	Matériel civil et militaire.....	3,822,792 57	3,727,602 61
32	Subvention au service local.....	1,524,055 00	1,524,055 00
33	Service du Tonkin.....	733,900 00	662,750 11
34	Service pénitentiaire.....	7,806,996 32	7,618,231 11
35	Avance due à la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion.....	750,000 00	750,000 00
36	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	508 66	508 66
		32,856,232 63	32,324,618 47
37	Dépenses des exercices clos.....	59,835 73	59,835 73
.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1882..	8,103 03	8,103 03
Spécial.	Payements faits par le Trésor sur les traites de la marine restant à régulariser.....	.	.
	TOTAL	32,924,171 39	32,392,557 23

RÉCAPITULATIF

1 ^{re} SECTION. — Service marine.....	199,300,673 37	189,815,077 02
2 ^e SECTION. — Service colonial.....	32,924,171 39	32,392,557 23
TOTAL GÉNÉRAL.....	232,224,744 76	222,207,634 25

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ANNE ET DES COLONIES.

SERVICE COLONIAL.

4,655,879 ⁰⁸	"	8,764 ⁷⁵	"	4,655,879 ⁰⁸
5,299,003 54	1,006 ²⁶	4,655 25	1,006 ²⁶	5,299,003 54
901,059 99	20,436 31	156,565 77	20,436 31	901,059 99
7,154,026 14	10,029 32	6,553 67	10,029 32	7,154,026 14
3,720,976 48	6,626 14	95,189 95	6,626 14	3,720,976 48
1,524,055 00	"	"	"	1,524,055 00
651,658 90	11,121 54	71,119 56	11,121 54	651,658 90
7,598,352 66	19,878 45	188,765 21	19,878 45	7,598,352 66
750,000 00	"	"	"	750,000 00
508 66	"	"	"	508 66
32,255,520 45	69,098 02	531,614 16	69,098 02	32,255,520 45
59,835 73	"	"	"	59,835 73
8,103 03	"	"	"	8,103 03
"	"	"	"	"
32,323,459 21	69,098 02	531,614 16	69,098 02	32,323,459 21
		600,712 ¹⁸		

ATION.

189,723,792 ⁴⁷	91,284 ⁵⁵	9,485,496 ³³	91,284 ⁵⁵	189,723,792 ⁴⁷
32,323,459 21	69,098 02	531,614 16	69,098 02	32,323,459 21
222,047,251 68	160,382 57	10,017,110 51	160,382 57	222,047,251 68
		10,077,493 ⁰⁸		

NUMÉROS	DESIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
	1^{re} SECTION. — SERVICE	
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	729,100 ⁰⁰
2	Matériel de l'administration centrale.....	138,900 ⁰⁰
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique.....	425,700 ⁰⁰
4	Services généraux de l'instruction publique.....	409,000 ⁰⁰
5	Administration académique.....	1,513,950 ⁰⁰
6	École normale supérieure.....	486,740 ⁰⁰
7	Facultés.....	11,154,240 ⁰⁰
7 bis	Dépenses de premier établissement, de construction, d'acquisition, pour le service de l'enseignement supérieur en Algérie.....	65,655 ⁹⁵
7 ter	Reconstruction et agrandissement de la Sorbonne.....	4,100,000 ⁰⁰
8	École des hautes études.....	300,000 ⁰⁰
9	Encouragements aux membres du corps enseignant. Souscription aux ouvrages classiques.....	50,000 ⁰⁰
10	Institut national de France.....	707,762 ⁰⁰
11	Académie de médecine.....	75,500 ⁰⁰
12	Collège de France.....	545,180 ⁰⁰
13	Muséum d'histoire naturelle.....	609,442 ⁰⁰
14	Établissements astronomiques et météorologiques.....	1,024,639 ⁰⁰
14 bis	Cession à l'État de l'observatoire du Pic du Midi.....	80,000 ⁰⁰
15	Enseignement des langues orientales vivantes.....	155,616 ⁰⁰
16	École des chartes.....	71,300 ⁰⁰
17	Écoles françaises d'Athènes et de Rome.....	139,240 ⁰⁰
18	Bibliothèque nationale. Dépenses ordinaires.....	674,073 ⁰⁰
18 bis	Acquisition de documents destinés à la Bibliothèque nationale.....	13,103 ¹⁰
19	Bibliothèque nationale. Dépenses extraordinaires.....	50,000 ⁰⁰
20	Bibliothèques publiques et musée d'Alger.....	306,660 ⁰⁰
21	Archives nationales.....	204,700 ⁰⁰
22	Sociétés savantes et échanges internationaux.....	166,000 ⁰⁰
23	Journal des Savants.....	24,000 ⁰⁰
24	Souscriptions scientifiques et littéraires.....	140,000 ⁰⁰

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.		

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

729,091 ^f 45 ^c	729,091 ^f 45 ^c	"	8 ^f 55 ^c	"	729,091 ^f 45 ^c
138,899 63	138,899 63	"	0 37	"	138,899 63
425,699 66	425,005 21	694 ^f 45 ^c	0 34	694 ^f 45 ^c	425,005 21
407,581 69	405,965 15	1,616 54	1,418 31	1,616 54	405,965 15
1,510,076 25	1,509,525 21	551 04	3,873 75	551 04	1,509,525 21
485,987 59	485,987 59	"	752 41	"	485,987 59
11,138,799 98	11,126,788 35	22,011 63	5,410 02	22,011 63	11,126,788 35
65,655 98	65,655 98	"	"	"	65,655 98
4,100,000 00	4,100,000 00	"	"	"	4,100,000 00
298,999 22	298,502 07	1,497 15	0 78	1,497 15	298,502 07
49,997 00	49,997 00	"	3 00	"	49,997 00
707,754 80	707,450 28	304 52	7 20	304 52	707,450 28
75,499 47	75,358 47	141 00	0 53	141 00	75,358 47
545,270 45	545,199 45	71 00	9 55	71 00	545,199 45
909,422 22	909,202 12	220 10	19 78	220 10	909,202 12
928,969 83	928,534 25	435 58	95,669 17	435 58	928,534 25
80,000 00	80,000 00	"	"	"	80,000 00
155,607 08	155,607 08	"	8 92	"	155,607 08
71,299 97	71,299 97	"	0 03	"	71,299 97
139,234 97	139,234 97	"	5 03	"	139,234 97
674,063 00	673,763 00	300 00	10 00	300 00	673,763 00
13,103 25	7,451 25	5,652 00	"	5,652 00	7,451 25
50,000 00	50,000 00	"	"	"	50,000 00
306,631 85	306,631 85	"	28 15	"	306,631 85
204,688 97	204,688 97	"	11 03	"	204,688 97
165,794 09	164,967 09	827 00	205 91	827 00	164,967 09
23,975 08	23,975 08	"	24 92	"	23,975 08
139,990 19	139,990 19	"	9 81	"	139,990 19

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
Suite de la 1 ^{re} SECTION. — SERVICES DIVERS.		
25	Encouragements et secours aux savants et gens de lettres.....	200,000 00
26	Voyages et missions scientifiques. — Musée ethnographique.....	265,100 00
26 bis	Achat de la bibliothèque et des papiers ayant appartenu à Mariette-Pacha.....	79,000 00
26 ter	Missions scientifiques entreprises par MM. Charney, Crevaux, Debaize et Pinart.....	150,000 00
27	Recueil et publication de documents inédits sur l'histoire de France.....	165,000 00
28	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	447,600 00
29	Lycées et collèges communaux.....	9,738,800 00
30	Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	9,856,000 00
31	Bourses nationales. — Dégrevements.....	2,300,000 00
32	Inspection des écoles primaires.....	2,208,196 90
33	Écoles normales primaires.....	2,739,500 00
34	Instruction primaire. — Traitements. — Maisons d'école. — Encouragements. — Gratuité. — Enseignement primaire supérieur.....	59,484,039 61
35	Instruction primaire. — Cours d'adultes. — Secours. — Allocations diverses.....	4,348,116 00
36	Subvention aux communes pour la gratuité de l'enseignement primaire.....	15,000,000 00
37	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	1,124 00
39	Instruction publique musulmane.....	94,000 00
40	Voyages et missions scientifiques en Algérie.....	5,000 00
42	Publication des œuvres de Fermat.....	25,000 00
45	Observation du passage de Vénus en 1882.....	405,281 50
38	Dépenses des exercices clos.....	132,269,362 34
TOTAL.....		129,675 10
		132,399,037 44

SITUATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant la dépense restant à payer à la clôture de l'exercice.	

PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

200,000' 00"	199,725' 00"	275' 00"	"	275' 00"	199,725' 00"
266,081 72	264,937 90	143 82	18' 28"	153 82	264,937 90
79,000 00	79,000 00	"	"	"	79,000 00
115,195 80	115,195 80	"	34,804 20	"	115,195 80
164,972 03	162,126 49	2,845 54	27 97	2,845 54	162,126 49
437,779 88	434,544 88	3,235 00	9,820 12	3,235 00	434,544 88
9,723,554 80	9,719,002 05	4,552 75	15,245 20	4,552 75	9,719,002 05
9,856,000 00	9,856,000 00	"	"	"	9,856,000 00
2,299,188 53	2,295,891 28	3,297 25	811 47	3,297 25	2,295,891 28
2,148,307 50	2,145,757 50	550 00	58,889 46	550 00	2,145,757 50
2,718,278 51	2,718,468 27	7,810 24	13,221 49	7,810 24	2,718,468 27
57,711,570 73	57,670,446 55	41,124 18	1,772,468 91	41,124 18	57,670,446 55
354,167 34	4,322,365 07	32,102 27	93,648 66	32,102 27	4,322,365 07
13,971,847 89	13,968,311 02	3,576 87	1,028,112 11	3,576 87	13,968,311 02
1,124 00	1,124 00	"	"	"	1,124 00
90,977 53	85,216 53	5,761 00	3,022 47	5,761 00	85,216 53
4,500 00	4,500 00	"	500 00	"	4,500 00
4,567 50	4,567 50	"	20,432 50	"	4,567 50
405,279 00	405,279 00	"	5 56	"	405,279 00
129,110,826 43	128,971,230 50	139,595 93	3,158,535 96	139,595 93	128,971,230 50
129,675 47	129,675 47	"	"	"	129,675 47
129,110,901 90	129,100,905 97	139,595 93	3,158,535 96	139,595 93	129,100,905 97
			3,298,131' 89"		

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et per des lois spéciales.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

2^e SECTION. — SE

1	Personnel de l'administration des beaux-arts.....	563,500 ⁰⁰
2	Frais divers des inspections et frais de mission.....	44,600 ⁰⁰
3	Matériel de l'administration des beaux-arts.....	77,665 ⁰⁰
4	Décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements et travaux d'art.....	861,590 ⁰⁰
5	Exposition des beaux-arts.....	299,300 ⁰⁰
6	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	140,000 ⁰⁰
7	Établissements des beaux-arts.....	677,660 ⁰⁰
8	Écoles municipales de dessin.....	390,303 ¹⁴
9	Musées nationaux.....	805,920 ⁰⁰
10	Souscriptions et publications.....	127,450 ⁰⁰
11	Monuments historiques et mégalithiques.....	1,577,300 ⁰⁰
12	Conservatoire de musique et succursales dans les départements.....	277,700 ⁰⁰
13	Théâtres nationaux.....	1,470,800 ⁰⁰
14	Concerts populaires et sociétés musicales des départements.....	55,000 ⁰⁰
15	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	130,000 ⁰⁰
16	Manufactures nationales.....	1,006,820 ⁰⁰
17	Personnel des bâtiments civils.....	111,160 ⁰⁰
18	Entretien des bâtiments civils.....	854,600 ⁰⁰
19	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	885,900 ⁰⁰
20	Entretien des palais nationaux.....	1,013,550 ⁰⁰
21	Réfections et grosses réparations des palais nationaux.....	450,000 ⁰⁰
22	Services des régies des palais nationaux.....	656,400 ⁰⁰
23	Servir du mobilier national.....	322,100 ⁰⁰
24	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly.....	367,000 ⁰⁰
25	École normale d'horticulture.....	86,000 ⁰⁰
26	Archives nationales.....	95,000 ⁰⁰
27	École vétérinaire d'Alfort.....	263,000 ⁰⁰
28	Bibliothèque nationale.....	400,000 ⁰⁰
29	Maison de santé de Charenton.....	300,000 ⁰⁰
30	Conservatoire des arts et métiers.....	130,000 ⁰⁰
31	Château de Pierrefonds.....	50,000 ⁰⁰
32	Institution des sourds-muets de Chambéry.....	156,000 ⁰⁰
33	Muséum d'histoire naturelle. — Réfection de la rotonde des grands animaux.....	100,000 ⁰⁰
34	Palais du Louvre.....	289,000 ⁰⁰
35	Construction du nouvel Opéra.....	942,378 ⁰⁰
36	Construction de nouvelles serres et de nouvelles galeries au Muséum d'histoire naturelle.....	800,000 ⁰⁰
37	Reconstruction et agrandissement des bâtiments des dépôts d'étalons.....	1,524,000 ⁰⁰

SITUATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
Droits constatés au profit des créanciers de l'État.			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

REPUBLICQUE ET DES BEAUX-ARTS.

DES BEAUX-ARTS.

563,423' 59'	562,398' 61'	1,024' 98'	76' 41'	1,024' 98'	562,398' 61'
44,507 17	44,407 17	"	92 83	"	44,407 17
77,663 74	76,897 79	765 95	1 26	765 95	76,897 79
861,589 55	861,589 55	"	0 45	"	861,589 55
299,298 59	299,298 59	"	1 41	"	299,298 59
139,729 22	139,729 22	"	270 78	"	139,729 22
677,609 66	677,609 66	"	50 34	"	677,609 66
390,171 54	389,971 54	200 00	131 90	200 00	389,971 54
805,919 89	805,919 89	"	0 11	"	805,919 89
127,419 85	127,123 75	296 10	30 15	296 10	127,123 75
1,570,567 82	1,558,875 92	11,691 90	6,632 18	11,691 90	1,558,875 92
277,699 70	276,356 50	1,343 20	0 30	1,343 20	276,356 50
1,469,995 75	1,469,995 75	"	4 25	"	1,469,995 75
55,000 00	55,000 00	"	"	"	55,000 00
130,000 00	130,000 00	"	"	"	130,000 00
1,006,807 08	1,006,678 33	128 75	12 92	128 75	1,006,678 33
111,048 02	111,048 02	"	111 98	"	111,048 02
858,398 61	855,043 10	3,355 51	201 39	3,355 51	855,043 10
879,892 57	878,642 05	1,250 52	6,007 43	1,250 52	878,642 05
1,013,411 59	1,013,053 99	357 60	138 41	357 60	1,013,053 99
444,873 00	437,973 91	6,899 09	5,127 00	6,899 09	437,973 91
640,999 00	649,860 84	1,138 16	5,401 00	1,138 16	649,860 84
322,012 89	321,502 84	510 05	87 11	510 05	321,502 84
366,409 66	366,337 54	72 12	590 34	72 12	366,337 54
85,997 05	85,997 05	"	2 95	"	85,997 05
94,885 06	94,885 06	"	114 94	"	94,885 06
262,539 37	262,539 37	"	460 63	"	262,539 37
183,864 37	160,995 67	22,868 70	216,135 63	22,868 70	160,995 67
299,964 45	299,964 45	"	35 55	"	299,964 45
129,907 96	129,907 96	"	92 04	"	129,907 96
48,998 88	48,998 88	"	1,001 12	"	48,998 88
155,958 86	155,958 86	"	41 13	"	155,958 86
99,871 79	41,335 83	58,535 96	128 21	58,535 96	41,335 83
287,594 12	240,112 02	47,482 10	1,405 88	47,482 10	240,112 02
942,277 08	942,277 08	"	0 92	"	942,277 08
799,683 44	799,683 44	"	316 56	"	799,683 44
1,052,082 56	1,034,433 73	17,648 83	471,917 44	17,648 83	1,034,433 73

CHA- PIRES spé- ciaux.	MINISTÈRE ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
---------------------------------	------------------------	--

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

Suite de la 1^{re} SECTION.

38	Beaux-arts et théâtres en Algérie.....	51,000 00
39	Travaux ordinaires en Algérie.....	310,000 00
40	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	1,061 99
42	Participation de la France à l'exposition de Vienne en 1882.....	73,000 00
43	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	77,359 67
44	Mobilier national et dépôt des marbres.....	70,000 00
45	Installation du Sénat au palais du Luxembourg.....	344,000 00
46	Agrandissement de l'Observatoire de Paris.....	138,000 00
47	Travaux de réparation au Ministère de l'intérieur.....	65,000 00
49	Frais et honoraires du procès soutenu contre la demoiselle Vailiant.....	1,600 91
50	Agrandissement des bâtiments du Ministère de l'instruction publique.....	110,000 00
51	Achèvement des bâtiments du Ministère de la guerre.....	610,000 00
52	Agrandissement de l'École polytechnique.....	648,000 00
53	Travaux de reconstruction de la Cour de cassation.....	150,000 00
54	Achèvement de la manufacture de Sèvres.....	300,000 00
55	Acquisition du grand orgue du Trocadéro.....	101,000 00
56	Acquisition de la collection Timbal.....	107,000 00
57	Achat de tableaux de Courbet.....	118,545 00
59	Démolition et enlèvement des ruines du palais des Tuileries.....	10,000 00
60	Consolidation de l'aile gauche du petit Luxembourg.....	164,429 00
61	Acquisition d'objets d'art destinés aux palais nationaux.....	67,350 00
63	Frais judiciaires exceptionnels.....	3,084 60
64	Aménagements des locaux occupés au Louvre par le gouvernement militaire de Paris, le service d'architecture et divers fonctionnaires ou agents des musées.....	3,962 00
41	Dépenses des exercices clos.....	21,829,849 50
	TOTAL.....	263,639 00

1^{re} SECTION. — Service de l'instruction publique..... 132,399,037 80

2^e SECTION. — Service des beaux-arts..... 21,093,529 30

TOTAL GÉNÉRAL..... 154,492,567 10

SITUATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

SERVICE DES BEAUX-ARTS.

50,093 ^f 86 ^c	50,093 ^f 86 ^c	"	906 ^f 14 ^c	"	50,093 ^f 86 ^c
309,359 34	305,342 34	4,017 ^f 00 ^c	640 66	4,017 ^f 00 ^c	305,342 34
1,861 99	1,861 99	"	"	"	1,861 99
72,861 37	71,103 31	1,758 06	138 63	1,758 06	71,103 31
63,608 42	62,691 32	917 10	13,751 25	917 10	62,691 32
69,927 33	69,927 33	"	72 67	"	69,927 33
313,990 52	292,792 59	51,197 93	9 48	51,197 93	292,792 59
137,991 73	137,991 73	"	8 27	"	137,991 73
60,666 55	56,161 59	4,504 96	4,333 45	4,504 96	56,161 59
1,600 40	1,600 40	"	"	"	1,600 40
109,662 86	109,459 65	203 21	337 14	203 21	109,459 65
609,916 75	609,720 72	196 03	83 25	196 03	609,720 72
547,028 02	550,761 16	96,266 86	971 98	96,266 86	550,761 16
41,341 00	29,010 86	12,330 14	108,659 00	12,330 14	29,010 86
299,295 03	296,824 47	2,470 56	704 97	2,470 56	296,824 47
101,000 00	101,000 00	"	"	"	101,000 00
107,000 00	107,000 00	"	"	"	107,000 00
118,545 00	118,545 00	"	"	"	118,545 00
9,569 07	660 00	8,909 07	430 93	8,909 07	660 00
164,404 30	151,827 70	12,576 60	24 70	12,576 60	151,827 70
67,450 00	67,450 00	"	"	"	67,450 00
3,084 60	3,084 60	"	"	"	3,084 60
"	"	"	3,962 44	"	"
20,978,231 62	20,607,314 58	370,917 04	851,657 92	370,917 04	20,607,314 58
263,639 82	263,639 82	"	"	"	263,639 82
21,241,871 44	20,870,954 40	370,917 04	851,657 92	370,917 04	20,870,954 40
			1,222,574 ^f 96 ^c		

ITION.

129,140,501 ^f 90 ^c	129,100,905 ^f 97 ^c	139,595 ^f 93 ^c	3,158,535 ^f 96 ^c	139,595 ^f 93 ^c	129,100,905 ^f 97 ^c
21,241,871 44	20,870,954 40	370,917 04	851,657 92	370,917 04	20,870,954 40
150,481,373 34	149,971,860 37	510,512 97	4,010,193 88	510,512 97	149,971,860 37
			4,520,706 ^f 85 ^c		

CHAPITRES SÉRIÉS CIRCUITS.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
MINISTÈRE		
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.....	557,000 00
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	163,000 00
2 bis	Frais d'installation de l'hôtel du quai d'Orsay.....	30,000 00
3	Impressions.....	326,937 00
4	Inspection du travail des enfants dans les manufactures. — Subvention à l'enseignement commercial.....	204,850 00
5	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Délivrance et publication des brevets d'invention.....	142,750 00
6	Encouragements aux pêches maritimes.....	2,100,000 00
7	Subvention à la marine marchande.....	12,000,000 00
8	Poids et mesures.....	1,215,550 00
9	Entretien des établissements thermaux de l'Etat. — Subvention aux établissements particuliers d'eaux minérales.....	268,250 00
10	Établissements et services sanitaires.....	415,100 00
10 bis	Expériences sur la désinfection appliquée aux provenances maritimes.....	30,000 00
11	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries.....	270,000 00
12	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	130,000 00
13	Commerce et poids et mesures en Algérie.....	107,300 00
14	Enseignement technique.....	814,175 00
15	École d'apprentissage de Dellys.....	45,112 00
16	Construction de l'école centrale des arts et manufactures.....	856,500 00
17	École professionnelle de Nevers.....	3,301 00
18	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	1,300 00
21	Établissement thermal de Bourbon-l'Archambault.....	407,000 00
22	Établissement thermal de Bourbonne.....	60,701 00
23	Subvention éventuelle à la société philomatique de Bordeaux.....	50,000 00
24	Exposition internationale de Melbourne.....	30,000 00
25	Exposition internationale de Sydney.....	18,000 00
26	Liquidation de l'approvisionnement et du ravitaillement de Paris.....	10,500 00
27	Exposition internationale d'Amsterdam.....	2,600 00
28	Frais de construction des alcoomètres étalons en vue de l'exécution de la loi du 7 juillet 1881.....	1,643 00
29	Purification des dépêches de l'Inde et de l'Égypte.....	2,000 00
19	Dépenses des exercices clos.....	21,228,891 00
TOTAL.....		279,495 00
		21,508,390 00

DISTRIBUTION DES DÉPENSES.

Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
Droits constatés au profit des créanciers de l'État.		

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DU COMMERCE.

556,949' 93	556,945' 53	4' 40	556,945' 53	4' 40	556,945' 53
162,849 93	162,849 93	"	150 07	"	162,849 93
29,983 50	29,983 50	"	16 50	"	29,983 50
324,067 85	324,067 85	"	2,869 16	"	324,067 85
202,850 26	202,850 26	"	1,999 74	"	202,850 26
110,579 87	110,579 87	90 00	32,080 13	90 00	110,579 87
2,055,404 08	2,055,404 08	1,214 60	43,381 32	1,214 60	2,055,404 08
10,876,423 92	10,876,423 92	91,050 02	1,032,526 06	91,060 02	10,876,423 92
1,210,744 39	1,210,744 39	879 15	3,926 46	879 15	1,210,744 39
260,866 43	260,866 43	6,060 28	1,313 79	6,060 28	260,866 43
408,848 37	408,848 37	900 58	5,351 05	900 58	408,848 37
"	"	"	30,000 00	"	"
269,230 65	269,230 65	646 17	123 18	646 17	269,230 65
115,004 16	115,004 16	242 72	4,753 12	242 72	115,004 16
98,136 74	98,136 74	4,143 20	40 06	4,143 20	98,136 74
1,801,782 55	1,801,782 55	165 00	12,227 45	165 00	1,801,782 55
45,377 02	45,377 02	"	36 98	"	45,377 02
556,509 22	556,509 22	300,000 00	"	300,000 00	556,509 22
3,304 60	3,304 60	"	"	"	3,304 60
1,200 00	1,200 00	"	100 00	"	1,200 00
180,531 74	180,531 74	"	226,468 26	"	180,531 74
47,741 41	47,741 41	4,000 00	8,959 72	4,000 00	47,741 41
"	"	"	50,000 00	"	"
11,672 33	11,672 33	"	8,327 67	"	11,672 33
3,377 23	3,377 23	"	14,622 77	"	3,377 23
10,035 75	10,035 75	"	464 25	"	10,035 75
2,339 76	2,339 76	"	260 24	"	2,339 76
1,643 00	1,643 00	"	"	"	1,643 00
879 80	879 80	"	1,120 20	"	879 80
19,348,330 09	19,348,330 09	409,396 12	1,471,168 25	409,396 12	19,348,330 09
279,495 61	279,495 61	"	"	"	279,495 61
19,627,825 70	19,627,825 70	409,396 12	1,471,168 25	409,396 12	19,627,825 70
1,880,564' 37					

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
		MINISTÈRE
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	742,100
	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale....	130,700
3	Impressions.....	160,750
4	Écoles et services vétérinaires.....	1,155,628
4 bis	Indemnités pour abatages d'animaux.....	950,000
5	Recherches sur les maladies contagieuses du bétail.....	50,000
6	Enseignement professionnel de l'agriculture.....	2,029,340
6 bis	Inspection de l'agriculture et de la sériciculture.....	147,000
7	Bergeries et vacheries.....	291,101
8	Encouragements à l'agriculture et au drainage.....	1,816,100
9 bis	Grande statistique agricole décennale.....	40,000
9 ter	Prime pour la destruction des loups.....	60,000
10	Phylloxéra, doryphora et autres parasites.....	1,980,000
11	Personnel des haras et dépôts d'étalons.....	1,613,230
12	Matériel des haras et dépôts d'étalons.....	2,834,233
13	Remonte des haras.....	1,328,600
14	Encouragements à l'industrie chevaline.....	2,162,000
15	Encouragements à l'agriculture en Algérie.....	80,000
16	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	15,000
17	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.....	15,000
18	Personnel des gardes de la navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure.....	4,500
19	Études et subventions pour travaux extraordinaires d'irrigation, de des- sèchement et de curage.....	200,000
20	Travaux ordinaires en Algérie.....	220,920
21	Études et subventions pour travaux extraordinaires d'irrigation, de des- sèchement et de curage et travaux d'amélioration agricole.....	1,626,267
22	Travaux de routes agricoles et salicoles.....	40,000
23	Assainissement des marais communaux.....	10,000
24	Prêts pour irrigations et dessèchements.....	5,000
25	Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires de canaux d'irrigation ou grandes entreprises d'amélioration agricole.....	176,000
26	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	3,192
27	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAUX.....		19,853,713 4,000 19,858,613

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — moins constatées au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

AGRICULTURE.

742,089' 31"	741,639' 31"	450' 00"	10' 69"	450' 00"	741,639' 31"
130,671 31	130,378 02	293 39	28 69	293 29	130,378 02
160,635 17	160,635 17	"	124 83	"	160,635 17
1,155,296 66	1,155,296 28	0 38	331 50	0 38	1,155,296 28
681,725 33	681,725 33	12,901 00	254,373 67	13,901 00	681,725 33
50,000 00	50,000 00	"	"	"	50,000 00
2,023,493 83	2,023,493 83	4,923 46	963 31	4,923 46	2,023,493 83
120,962 94	120,962 94	"	26,037 06	"	120,962 94
289,958 67	289,958 67	"	1,142 75	"	289,958 67
1,841,553 09	1,841,553 09	2,697 50	1,849 41	2,697 50	1,841,553 09
28,880 37	28,880 37	"	11,119 63	"	28,880 37
37,760 00	37,760 00	500 00	21,740 00	500 00	37,760 00
1,554,936 55	1,554,936 55	7,227 45	337,836 00	7,227 45	1,554,936 55
1,612,802 48	1,612,802 48	"	427 52	"	1,612,802 48
2,834,202 27	2,834,202 27	"	30 96	"	2,834,202 27
1,327,100 00	1,327,100 00	"	1,500 00	"	1,327,100 00
2,145,290 64	2,145,290 64	7,170 00	10,539 36	7,170 00	2,145,290 64
77,510 30	77,510 30	135 00	2,354 70	135 00	77,510 30
24,950 00	24,950 00	"	50 00	"	24,950 00
13,187 46	13,187 46	"	1,812 54	"	13,187 46
4,475 00	4,475 00	"	25 00	"	4,475 00
180,320 14	180,320 14	201 45	19,478 41	201 45	180,320 14
215,156 75	215,156 75	63 30	5,699 95	63 30	215,156 75
1,568,147 17	1,568,147 17	489 50	57,631 14	489 50	1,568,147 17
8,559 88	8,559 88	"	31,440 12	"	8,559 88
4,011 46	4,011 46	"	5,988 54	"	4,011 46
"	"	"	5,000 00	"	"
176,000 00	176,000 00	"	"	"	176,000 00
2,034 39	2,034 39	"	1,257 78	"	2,034 39
19,010,967 50	19,010,967 50	38,052 33	804,693 56	38,052 33	19,010,967 50
4,900 26	4,900 26	"	"	"	4,900 26
19,015,867 76	19,015,867 76	38,052 33	804,693 56	38,052 33	19,015,867 76
			842,745' 89"		

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget prin cipal et par des lois spéciales.
MINISTÈRE D		
1^{re} SECTION.		
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	675,800
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	152,000
3	Personnel du corps des ponts et chaussées. Enseignement et école des ponts et chaussées.....	3,877,000
4	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	115,000
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	4,283,000
6	Personnel du corps des mines, enseignement, écoles.....	870,000
7	Personnel des gardes-mines.....	245,300
8	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	310,000
9	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.....	1,426,600
10	Personnel des gardes de la navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	1,772,216
11	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.....	358,000
12	Personnel des agents affectés à la surveillance de la pêche fluviale.....	327,000
13	Secours.....	132,000
14	Établissements thermaux appartenant à l'État.....	18,000
15	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.)...	30,097,660
15 bis	Entretien des routes forestières de la Corse.....	180,000
16	Entretien des chaussées de Paris.....	3,886,687
17	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.).....	5,129,179
18	Navigation intérieure. (Canaux.) (<i>Idem.</i>).....	4 775,187
18 bis	Travaux destinés à l'amélioration des canaux de Briare et du Centre.....	600,000
19	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires, entretien et grosses réparations.).....	7,049,150
20	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement et de curage.....	
21	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	2,005,960
22	Matériel des mines.....	53,000
23	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	15,635,367
33 bis	Ports de commerce en Algérie.....	193,698
33 ter	Personnel des travaux publics en Algérie.....	974,443
33 qual.	Travaux ordinaires en Algérie. (Routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés, ports, etc.).....	4,355,150
32	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	5,777
33	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 1^{re} section.....		89,613,311
		135,373
		89,748,693

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des ordres faits.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
—	—	—	Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	—
—	—	—	—	—	—

TRAVAUX PUBLICS.

BUDGET ORDINAIRE.

675,729 ^f 94 ^s 132,000 00	675,729 ^f 94 ^s 151,801 60	198 ^f 40 ^s	70 ^f 06 ^s "	198 ^f 40 ^s	675,729 ^f 94 ^s 151,801 60
3,446,382 88	3,845,391 77	1,191 11	30,417 12	1,191 11	3,845,391 77
93,732 55	93,782 55	"	21,217 45	"	93,782 55
4,273,699 54	4,273,551 05	348 49	9,300 46	348 49	4,273,551 05
854,600 51	854,600 51	1,719 10	13,680 39	1,719 10	854,600 51
224,379 71	224,379 71	286 38	20,633 91	286 38	224,379 71
305,681 51	305,681 51	83 61	4,234 88	83 61	305,681 51
1,367,741 08	1,367,741 08	500 53	58,368 39	500 53	1,367,741 08
1,771,599 47	1,771,595 18	404 29	217 19	404 29	1,771,595 18
357,497 48	357,497 48	116 67	385 85	116 67	357,497 48
314,110 33	314,110 33	138 41	12,751 26	138 41	314,110 33
131,900 00	131,900 00	"	100 00	"	131,900 00
171 00	171 00	"	17,829 00	"	171 00
29,996,427 61	29,996,427 61	12,762 68	88,475 97	12,762 68	29,996,427 61
150,000 00	150,000 00	"	311 38	"	150,000 00
3,778,650 14	3,778,650 14	107,725 10	"	107,725 10	3,778,650 14
5,152,613 70	5,152,613 70	3,736 16	72,829 97	3,736 16	5,152,613 70
4,761,466 16	4,761,466 16	2,912 62	10,803 46	2,912 62	4,761,466 16
594,590 05	594,590 05	49 85	5,360 10	49 85	594,590 05
6,647,322 86	6,647,322 86	3,196 02	138,621 78	3,196 02	6,647,322 86
1,648,310 40	1,648,310 40	"	"	"	1,648,310 40
51,358 69	51,358 69	"	357,649 60	"	51,358 69
11,802,229 97	11,802,229 97	"	1,641 31	"	11,802,229 97
191,048 85	191,048 85	50 00	3,833,137 03	"	191,048 85
955,905 29	955,905 29	950 00	2,599 15	50 00	955,905 29
4,307,072 02	4,307,072 02	31,505 55	17,587 71	950 00	4,307,072 02
5,827 90	5,827 90	"	16,672 98	"	5,827 90
84,710,557 15	84,710,557 15	167,874 97	4,734,892 40	167,874 97	84,710,557 15
135,373 65	135,373 65	"	"	"	135,373 65
84,845,930 80	84,845,930 80	167,874 97	4,734,892 40	167,874 97	84,845,930 80
			4,902,767 ^f 37 ^s		

NUMÉ- ROS des cha- pitres.	DÉNOMINATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget ordinaire et par des lois spéciales.
Suite du MINISTÈRE		
2 ^e SECTION		
34	Rectification des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	1,643,541
35	Grosses réparations des chaussées des routes nationales	3,017,937
36	Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales	129,167
37	Garantie d'intérêt aux concessionnaires de tramways	1,000
38	Construction de ponts	2,210,000
39	Travaux de défense contre les inondations	1,053,239
39 bis	Achèvement des travaux nécessités par les inondations et la débâcle des glaces de l'hiver 1879-1880	53,821
39 ter	Achèvement des travaux nécessités par la réparation des avaries causées aux ouvrages de navigation par les tempêtes et crues extraordinaires de 1880, et par les crues de l'hiver 1880-1881	343,900
45	Exécution de la carte géologique détaillée de la France	80,000
45 bis	Etude des moyens propres à prévenir les explosions de grisou	5,351
46	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	910,409
47	Garanties d'intérêts aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local ..	1,000
48	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	31,500,710
49	Annuité pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêts afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872	2,500,000
50	Travaux à exécuter d'office sur les lignes concédées, sauf règlement ultérieur	100,000
64	Garanties d'intérêts aux chemins de fer algériens et tunisiens	13,344,000
65	Travaux d'aménagement des eaux thermales et réservoir de l'établissement de Bourbonne	13,540
TOTAL de la 2 ^e section		56,913,101
RÉCAP		
1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire		89,748,698
2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires		56,913,101
TOTAL GÉNÉRAL		146,661,799

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
Breux constatés au profit des créanciers de l'Etat.		

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

1,638,849' 14"	1,638,101' 66"	747' 48"	4,662' 70"	747' 48"	1,638,101' 66"
2,885,514 17	2,878,034 39	7,479 78	132,423 21	7,479 78	2,878,034 39
124,167 00	124,500 00	4,667 00	"	4,667 00	124,500 00
"	"	"	1,000 00	"	"
1,990,273 74	1,987,018 73	3,255 01	219,726 26	3,255 01	1,987,018 73
784,572 69	783,804 35	768 34	268,656 39	768 34	783,804 35
51,203 03	50,936 13	265 90	2,640 97	266 90	50,936 13
337,092 28	336,967 28	125 00	26,807 72	125 00	336,967 28
75,686 37	75,686 21	580 16	3,733 63	580 16	75,686 21
3,551 80	3,551 80	"	"	"	3,551 80
701,337 86	701,337 86	"	209,071 14	"	701,337 86
"	"	"	1,000 00	"	"
9,430,591 72	9,432,591 72	"	22,069,408 28	"	9,430,591 72
2,491,954 26	2,491,954 26	"	8,045 74	"	2,491,954 26
"	"	"	100,000 00	"	"
13,344,000 00	13,344,000 00	"	"	"	13,344,000 00
300 00	300 00	"	13,250 00	"	300 00
33,846,674 06	33,846,784 39	17,889 67	23,060,426 04	17,889 67	33,846,784 39
			23,078,315' 71"		

TOTAL.

5,013,805' 77"	84,845,930' 80"	167,874' 97"	4,734,892' 40"	167,874' 97"	84,845,930' 80"
33,864,674 06	33,846,784 39	17,889 67	23,060,426 04	17,889 67	33,846,784 39
118,692,715 83	118,692,715 19	185,764 64	27,795,318 44	185,764 64	118,692,715 19
			27,981,088' 08"		

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits, — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

3^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION

MINISTÈRE

	DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. (Taxes perçues en vertu de rôles et cadastre.)		
53	Personnel.....	3,481,030 ^f 00 ^e	3,480,681 ^f
54	Dépenses diverses.....	2,652,930 00	2,644,509
55	Frais d'arpentage et d'expertise.....	957,938 66	95,031
56	Mutations cadastrales.....	560,000 00	563,417
56 bis	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875.....	12,308 88	12,308
56 ter	Dépense relative à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des pro- priétés non bâties.....	1,027,108 00	1,027,108
57	Remises aux percepteurs; indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires.....	12,142,500 00	11,966,868
58	Service de la perception des amendes et condamnations pécuniaires.....	479,900 00	432,799
59	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et or- phelins de percepteurs.....	200,000 00	199,130
	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
60	Personnel.....	15,519,500 00	15,519,071
61	Matériel.....	1,038,000 00	1,037,305
62	Dépenses diverses.....	1,772,800 00	1,769,456
	DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
63	Personnel.....	27,592,080 00	27,590,711
64	Matériel.....	488,240 99	481,361
65	Dépenses diverses.....	2,173,985 00	2,171,661
66	Dépenses du personnel des douanes en Algérie.....	1,032,363 00	1,030,681
67	Dépenses du matériel des douanes en Algérie.....	213,877 00	207,881

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1883.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

FINANCES.

3,480,497 ^f 44 ^c	187 ^f 50 ^c	345 ^f 06 ^c	187 ^f 50 ^c	•	3,480,497 ^f 44 ^c
2,644,499 19	7 61	8,423 20	7 61	•	2,644,499 19
95,034 21	•	•	•	862,904 ^f 45 ^c	95,034 21
553,126 15	301 41	6,572 44	301 41	•	553,126 15
12,308 88	•	•	•	•	12,308 88
1,027,108 00	•	•	•	•	1,027,108 00
11,962,984 57	2,823 64	176,691 79	2,823 64	•	11,962,984 57
432,417 59	381 43	47,100 98	381 43	•	432,417 59
199,150 00	•	830 00	•	•	199,150 00
15,518,687 63	389 62	422 75	389 62	•	15,518,687 63
1,035,278 17	2,027 71	694 12	2,027 71	•	1,035,278 17
1,769,270 48	186 37	3,343 15	186 37	•	1,769,270 48
27,590,308 67	404 24	1,367 09	404 24	•	27,590,308 67
480,680 69	688 26	6,872 04	688 26	•	480,680 69
2,171,289 73	405 60	2,289 67	405 60	•	2,171,289 73
1,030,589 95	46 87	1,726 18	46 87	•	1,030,589 95
207,762 27	77 98	6,036 75	77 98	•	207,762 27

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
des			
chapitres.			

Suite du MINISTÈRE			
DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
(Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements.)			
68	Personnel.....	28,845,800' 00"	28,760,834'
69	Matériel.....	469,900 00	464,838
70	Dépenses diverses.....	7,447,980 00	7,344,795
71	Avances recouvrables.....	650,000 00	580,331
DIRECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT.			
(Service administratif et d'exploitation dans les départements.)			
72	Personnel.....	1,923,450 00	1,921,665
73	Matériel.....	19,125,000 00	19,123,294
74	Aménagement, entretien et réparations ordinaires des bâtiments.....	400,000 00	392,364
75	Constructions nouvelles.....	980,000 00	979,307
76	Dépenses diverses.....	413,600 00	403,881
77	Avances recouvrables.....	160,000 00	124,003
78	Achats et transports de tabacs.....	47,063,050 00	47,650,231
GOVERNEMENT GÉNÉRAL CIVIL DE L'ALGÉRIE.			
78 bis	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	293,250 00	287,243
78 ter	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	265,450 00	253,393
78 qu'	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	657,162 00	643,314
78 qq.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	372,825 00	367,682
78 sex.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	854,458 00	814,608
78 sept.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	399,740 00	395,817
78 oct.	Personnel du service topographique en Algérie.....	721,750 00	709,421
78 no.	Matériel du service topographique en Algérie.....	22,650 00	22,642
78 déc.	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie.....	30,333 51	30,333
TOTAL.....		182,440,960 04	180,828,963

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur condamnations des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1883.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

S FINANCES.

8,79,519 ^f 31 ^c	1,319 ^f 41 ^c	84,961 ^f 28 ^c	1,319 ^f 41 ^c	"	28,759,519 ^f 31 ^c
201,237 66	801 31	65,061 03	801 31	"	404,037 66
1,412,709 93	1,985 13	103,184 94	1,985 13	"	7,342,809 93
579,795 80	535 83	69,668 37	535 83	"	579,795 80
1,921,665 98	"	1,784 02	"	"	1,921,665 98
1,096,130 15	24,164 57	1,705 28	24,164 57	"	19,099,130 15
392,364 93	"	7,635 07	"	"	392,364 93
979,307 20	"	692 80	"	"	979,307 20
403,490 98	393 88	9,715 14	393 88	"	403,490 98
124,004 58	"	35,995 42	"	"	124,004 58
47,046,390 85	3,840 86	12,818 29	3,840 86	"	47,046,390 85
287,283 26	"	5,966 74	"	"	287,283 26
253,393 38	"	12,056 62	"	"	253,393 38
643,312 25	2 50	13,847 25	2 50	"	643,312 25
367,382 78	300 00	5,142 22	300 00	"	367,382 78
814,581 50	27 07	39,849 43	27 07	"	814,581 50
395,448 67	368 75	3,922 58	368 75	"	395,448 67
709,019 81	401 84	12,328 35	401 84	"	709,019 81
22,648 39	"	1 61	"	"	22,648 39
30,333 51	"	"	"	"	30,333 51
180,914 54	42,069 39	749,071 66	42,069 39	862,904 ^f 45 ^c	180,786,914 54
		791,141 ^f 05 ^c			

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUA	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résumées des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

MINISTÈRE D

Unique.	Remises de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	75,000' 00 ^e	71,991'
---------	--	-------------------------	---------

MINISTÈRE DES POST

6	Personnel (départements)	64,061,860' 00 ^e	64,016,951'
7	Matériel (départements)	31,051,953 10	30,755,337'
8	Dépenses diverses (départements)	1,584,556 00	1,572,000'
9	Subventions	24,730,815 34	24,675,539'
10	Personnel (Algérie)	1,994,383 00	1,960,771'
11	Matériel (Algérie)	1,203,636 47	1,198,816'
12	Dépenses diverses (Algérie)	43,000 00	39,758'
12 bis	Établissement d'un câble télégraphique entre Dakar et Saint-Vincent	"	"
12 ter	Dépenses du congrès international des électriciens	39,907 24	36,365'
12 qu'	Agrandissement de l'usine de Toulon pour la fabrication et la réparation des câbles télégraphiques	79,705 78	79,705'
12 qq.	Dépenses se rapportant à la réunion internationale des électriciens	18,859 21	18,859'
TOTAL		124,808,676 14	124,343,909'

MINISTÈRE

28	Personnel du service des forêts dans les départements ..	5,479,367' 00 ^e	5,176,799'
29	Enseignement forestier	215,385 00	201,115'
30	Matériel du service des forêts	2,870,230 58	2,738,235'
31	Construction, reboisement et gazonnement	3,933,895 00	3,478,744'
32	Dépenses diverses du service des forêts	2,161,950 00	2,135,117'
33	Personnel du service des forêts en Algérie	848,031 50	667,314'
34	Matériel du service des forêts en Algérie	818,347 50	756,848'
TOTAL		16,327,206 58	15,454,155'

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1883.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

FAIRES ÉTRANGÈRES.

71,270 ^f 90 ^c	720 ^f 35 ^c	3,008 ^f 75 ^c	720 ^f 35 ^c	"	71,270 ^f 90 ^c
		3,729 ^f 10 ^c			

DES TÉLÉGRAPHES.

4,012,135 ^f 41 ^c	4,819 ^f 37 ^c	44,905 ^f 22 ^c	4,819 ^f 37 ^c	"	64,012,135 ^f 41 ^c
30,259 19	30,259 19	496,615 44	30,259 19	"	30,725,078 47
660 10	660 10	12,535 55	660 10	"	1,571,360 35
"	"	55,276 04	"	"	24,675,639 30
502 23	502 23	33,610 74	502 23	"	1,960,270 03
5,759 66	5,759 66	5,020 28	5,759 66	"	1,192,856 53
"	"	3,261 60	"	"	39,738 40
"	"	"	"	"	"
26,365 88	"	13,541 36	"	"	26,365 88
79,705 78	"	"	"	"	79,705 78
18,859 21	"	"	"	"	18,859 21
42,000 55	42,000 55	464,766 23	42,000 55	"	124,301,909 36
		506,766 ^f 78 ^c			

AGRICULTURE.

5,475,046 ^f 06 ^c	1,713 ^f 65 ^c	2,607 ^f 29 ^c	1,713 ^f 65 ^c	"	5,475,046 ^f 06 ^c
201,435 48	"	13,949 52	"	"	201,435 48
20,369 42	20,369 42	132,003 37	20,369 42	"	2,717,857 79
92,147 26	92,147 26	455,146 77	92,147 26	"	3,386,600 97
758 08	758 08	26,832 38	758 08	"	2,134,359 54
82 97	82 97	180,713 31	82 97	"	667,235 22
2,596 83	2,596 83	61,498 65	2,596 83	"	754,252 02
117,668 21	117,668 21	872,751 29	117,668 21	"	15,336,787 08
		990,419 ^f 50 ^c			

NUMÉROS des chapitres.	DESIGNATION DES CHAPITRES.	ÉTAT	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

4^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS

MINISTÈRE D

79	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes perçues en vertu de rôles. — Taxes spéciales.....	200,000 ^f 00 ^e	121,164 ^f 1
80	Remboursements sur produits indirects et divers.....	6,969,000 00	6,714,661 2
81	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations.....	8,350,800 00	4,784,762 6
82	Primes à l'exportation des marchandises.....	380,000 00	220,056 8
83	Remboursement au département de l'Oise.....	80,000 00	80,000 0
84	Remboursement de droits d'enregistrement indûment perçus en Algérie.....	46,425 00	22,870 6
85	Frais d'attributions concernant le service des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	.	.
86	Liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques.....	835,139 72	835,123 4
TOTAL.....		16,861,364 72	12,798,632 1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET D

Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....	4,310,000 ^f 00 ^e	3,863,061 ^f 9
---------	---	--	--------------------------

MINISTÈRE DES POST

13	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	3,627,960 ^f 00 ^e	3,627,960 ^f 0
14	Répartition de produits d'amendes.....	20,000 00	2,498 8
TOTAL.....		3,647,960 00	3,630,458 8

MINISTÈRE

Unique.	Remboursements sur produits divers des forêts.....	50,000 ^f 00 ^e	10,000 ^f 0
---------	--	-------------------------------------	-----------------------

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1883.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

STITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

ANCES.

121,168 ^f 11 ^c	"	78,831 ^f 89 ^c	"	"	121,168 ^f 11 ^c
714,651 26	"	254,348 74	"	"	6,714,651 26
781,762 63	"	3,566,037 37	"	"	4,784,762 63
220,056 44	"	159,943 56	"	"	220,056 44
80,000 00	"	"	"	"	80,000 00
42,870 67	"	3,554 33	"	"	42,870 67
"	"	"	"	"	"
835,123 12	"	16 60	"	"	835,123 12
798,632 23	"	4,062,732 49	"	"	12,798,632 23
		4,062,732 ^f 49 ^c			

ETES. (SERVICE DE L'INTÉRIEUR.)

851,917 ^f 92 ^c	1,163 ^f 99 ^c	456,918 ^f 09 ^c	1,163 ^f 99 ^c	"	3,851,917 ^f 92 ^c
--------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	------------------------------------	---	--

DES TÉLÉGRAPHES.

817,909 ^f 42 ^c	"	50 ^f 58 ^c	"	"	3,627,909 ^f 42 ^c
2,694 52	"	17,305 48	"	"	2,694 52
830,603 94	"	17,356 06	"	"	3,630,603 94
		17,356 ^f 06 ^c			

L'AGRICULTURE.

19,941 ^f 38 ^c	4 ^f 37 ^c	30,054 ^f 25 ^c	4 ^f 37 ^c	"	19,941 ^f 38 ^c
		30,058 ^f 62 ^c			

DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION	
	Crédites accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

RÉCAPITULATION

1 ^{re} PARTIE. — Dette publique et dotations. (Voir ci-dessus.).....	1,310,487,255 ^f 51 ^c	1,303,716,383 ^f 71 ^c
2 ^e PARTIE. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.).....	24,886,084 32	24,302,626 64
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	182,440,960 04	180,828,953 31
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	16,861,364 72	12,798,632 14
TOTAL GÉNÉRAL.....	1,534,674,664 59	1,521,646,728 80

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE

2 ^e PARTIE. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.).....	17,062,273 ^f 34 ^c	16,960,537 ^f 64 ^c
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	75,000 00	71,991 14
TOTAL GÉNÉRAL.....	17,137,273 34	17,032,528 78

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

2 ^e PARTIE. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.).....	85,553,526 ^f 76 ^c	83,326,571 ^f 71 ^c
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	4,310,000 00	3,863,084 99
TOTAL GÉNÉRAL.....	89,863,526 76	87,189,656 70

RÉCAPITULATION DES POSTES

2 ^e PARTIE. — Service généraux des ministères. (Voir ci-dessus.).....	2,191,238 ^f 28 ^c	2,184,784 ^f 00
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	124,808,676 14	124,343,909 99
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	3,647,960 00	3,630,603 99
TOTAL GÉNÉRAL.....	130,647,874 42	130,159,297 98

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE

2 ^e PARTIE. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.).....	19,858,613 ^f 65 ^c	19,063,937 ^f 64 ^c
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.).....	16,327,206 58	15,454,455 44
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.).....	50,000 00	19,945 71
TOTAL GÉNÉRAL.....	36,235,820 23	34,538,328 79

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1883.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

MINISTÈRE DES FINANCES.

17,317,438 ^f 18 ^c	5,768,857 ^f 49 ^c	6,770,760 ^f 92 ^c	5,768,857 ^f 49 ^c	"	1,297,947,628 ^f 10 ^c
391,915 23	9,701 70	582,457 39	9,701 70	"	24,292,925 23
2,84,914 54	42,069 39	749,071 66	42,069 39	862,904 ^f 45 ^c	180,786,914 54
4,79,632 23	"	4,062,732 49	"	"	12,798,632 23
74,211,100 10	5,820,628 58	12,165,031 46	5,820,628 58	862,904 ^f 45	1,515,826,100 10
		17,985,660 ^f 04 ^c			

5 AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

17,317,438 ^f 18 ^c	229,801 ^f 44 ^c	101,745 ^f 27 ^c	229,801 ^f 44 ^c	"	16,730,726 ^f 63 ^c
71,270 90	720 35	3,008 75	720 35	"	71,270 90
101,997 53	230,521 79	104,754 02	230,521 79	"	16,801,997 53
		335,275 ^f 81 ^c			

DES CULTES. (SERVICE DE L'INTÉRIEUR.)

256,357 ^f 29 ^c	221,219 ^f 48 ^c	2,126,949 ^f 99 ^c	221,219 ^f 48 ^c	"	83,205,357 ^f 29 ^c
851,917 92	1,163 99	456,918 09	1,163 99	"	3,851,917 92
667,275 21	222,383 47	2,583,868 08	222,383 47	"	87,057,275 21
		2,806,251 ^f 55 ^c			

DES TÉLÉGRAPHES.

184,765 ^f 70 ^c	18 ^f 33 ^c	6,454 ^f 25 ^c	18 ^f 33 ^c	"	2,184,765 ^f 70 ^c
301,409 36	42,000 55	464,766 23	42,000 55	"	124,301,909 36
100,603 94	"	17,356 06	"	"	3,630,603 94
117,279 00	42,018 88	488,576 54	42,018 88	"	130,117,279 00
		530,595 ^f 42 ^c			

L'AGRICULTURE.

115,867 ^f 76 ^c	38,052 ^f 33 ^c	804,693 ^f 56 ^c	38,052 ^f 33 ^c	"	19,015,867 ^f 76 ^c
36,737 08	117,668 21	872,751 29	117,668 21	"	15,336,787 08
19,941 38	4 37	30,054 25	4 37	"	19,941 38
72,596 22	155,724 91	1,707,499 10	155,724 91	"	34,372,596 22
		1,863,224 ^f 01 ^c			

MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.		Credits proposés sur le présent projet de loi de règlement.		Total des crédits.	Dépe- rse- ment des services — Don- com- sur des créd- de l'
	Credits	Credits	Credits	Credits		
	ouverts.	annuels.				
RÉCAPITULATION						
I^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Ministère des finances.....	1,310,487,255 51				1,310,487,255 51	1,303,714
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
Ministère de la justice.....	36,771,481 11				36,771,481 11	36,692
Ministère des affaires étrangères.....	17,062,273 34				17,062,273 34	16,960
Ministère de l'intérieur et des cultes :						
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	85,553,526 76				85,553,526 76	85,461
2 ^e section. — Service des cultes.....	54,012,056 18				54,012,056 18	53,917
Ministère des finances.....	24,885,084 32				24,885,084 32	24,802
Ministère des postes et des télégraphes.....	2,191,238 28				2,191,238 28	2,184
Ministère de la guerre.....	644,940,466 57	5,744,112 82	5,744,112 82		644,940,466 57	641,119
Ministère de la marine et des colonies :						
1 ^{re} section. — Service marine.....	199,300,573 37				199,300,573 37	199,155
2 ^e section. — Service colonial.....	32,924,171 39				32,924,171 39	32,825
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :						
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	132,399,037 86				132,399,037 86	132,305
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	22,093,529 36				22,093,529 36	22,012
Ministère du commerce.....	21,508,390 07				21,508,390 07	21,427
Ministère de l'agriculture.....	19,858,613 65				19,858,613 65	19,781
Ministère des travaux publics :						
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	89,748,698 17				89,748,698 17	89,655
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	56,925,100 10				56,925,100 10	56,827
	1,440,174,240 53	5,744,112 82	5,744,112 82		1,440,174,240 53	1,438,151
III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
Ministère des finances.....	182,440,960 04				182,440,960 04	182,348
Ministère des affaires étrangères.....	75,000 00				75,000 00	74
Ministère des postes et des télégraphes.....	124,808,676 14				124,808,676 14	124,714
Ministère de l'agriculture.....	16,327,206 58				16,327,206 58	16,240
	323,661,842 76				323,661,842 76	323,562
IV^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
Ministère des finances.....	16,861,364 72				16,861,364 72	16,798
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.).....	4,310,000 00				4,310,000 00	4,303
Ministère des postes et des télégraphes.....	3,647,960 00				3,647,960 00	3,640
Ministère de l'agriculture.....	50,000 00				50,000 00	50
	24,869,324 72				24,869,324 72	24,811
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3,099,182,663 58	5,744,112 82	5,744,112 82		3,099,182,663 58	3,096,963

Digitized by Google

TABLEAU MODIFICATIF DES PRÉVISIONS

TABLEAU B.

Résultats généraux sur l'ensemble

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif. (Loi du 29 juillet 1881, modifiée, en ce qui concerne les produits et revenus de l'Algérie, par suite du décret du 26 août 1881.)	ÉVALUATIONS supplémentaires des recettes dont la nomenclature figure seulement pour ordre au budget primitif.		MODIFICATIONS résultant de la réalisation des recettes affectées à divers serv.	
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
§ 1^{er}. — IMPÔTS DIRECTS.	francs.	fr.	c.	fr.	c.
Contributions directes. (Fonds généraux.).....	375,136,500	.	.	.	.
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).....	24,857,600	.	.	.	.
Contributions directes et taxes spéciales de l'Algérie.....	8,717,100	.	.	.	.
TOTAL des impôts directs.....	408,711,200	.	.	.	.
§ 2. — PRODUITS DOMANIAUX.					
Produit des domaines autres { France.....	15,117,500	.	.	.	.
que le domaine forestier. { Algérie.....	2,377,000	.	.	.	.
France.....	38,558,600	.	.	.	.
Produits des forêts..... { Algérie.....	580,000	.	.	.	.
TOTAL des produits domaniaux.....	56,633,100	.	.	.	.
§ 3. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.					
Enregistrement..... { France.....	552,096,000	.	.	.	.
Algérie.....	2,814,000	.	.	.	.
Timbre..... { France.....	145,014,000	.	.	.	.
Algérie.....	2,950,000	.	.	.	.
Douanes..... { France.....	331,858,000	.	.	.	.
Algérie.....	6,467,000	.	.	.	.
Contributions indirectes (France).....	1,033,743,000	.	.	.	.
Contributions diverses de l'Algérie.....	2,520,000	.	.	.	.
Produits des postes (France et Algérie).....	113,900,700	.	.	.	.
Produits des télégraphes (France et Algérie).....	26,799,000	.	.	.	.
TOTAL des impôts et revenus indirects.....	2,217,961,700	.	.	.	.
§ 4. — DIVERS REVENUS.					
Impôt de 3 p. 100 sur le revenu { France.....	40,435,000	.	.	.	.
des valeurs mobilières. { Algérie.....	80,000	.	.	.	.
Produits universitaires.....	3,485,906	.	.	.	.
Produits des amendes et condamnations pécuniaires Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	8,487,155	.	.	.	.
TOTAL des divers revenus.....	20,664,000	.	.	.	.
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers.....	49,461,162	(a)	(b)	13,912 85	85
TOTAL GÉNÉRAL.....	2,805,919,223	9,764,059 96	.	.	.
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 pour parer au dégrèvement sur les sucres. (Évalué au budget primitif.).....	50,616,000	.	.	.	.
Prélèvement sur l'exercice 1880. (Subvention à la caisse des chemins vicinaux, non évalué au budget primitif.) (Loi du 2 avril 1883).....	2,856,535,223	9,764,059 96	.	13,912 85	85
Fonds reportés de l'exercice 1880 pour le service du cadastre. (Non évalué au budget primitif.)..	2,856,535,223	9,764,059 96	.	13,912 85	85
		9,764,059 96	.	13,912 85	85
		Résultat en augmentation			

RECETTES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

Évaluations de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1882.		ÉVALUATIONS servant de base au compte définitif du budget ordinaire de l'exercice 1882.		OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.		
		375,136,500 00		(a) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public..... 6,574,763 ^f 35 ^c Recettes sur exercices clos (comprises dans les recettes accidentelles à différents titres)..... 3,189,296 61 9,764,059 96
		24,857,600 00		(b) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État : Ces produits se développent comme suit :
		8,717,100 00		
		408,711,200 00		
		15,117,500 00		
		2,377,000 00		
		38,558,600 00		
		580,000 00		
		56,633,100 00		
		552,096,000 00		
		2,814,000 00		
		145,014,000 00		
		2,950,000 00		
		331,858,000 00		
		6,167,000 00		
		1,033,743,000 00		
		2,320,000 00		
		113,900,700 00		
		16,799,000 00		
		2,217,961,700 00		
		40,435,000 00		
		80,000 00		
		3,485,906 00		
		8,487,155 00		
		20,664,000 00		
		73,152,061 00		
	(d)	59,905,986 31		
01,601 50	434,750 00	2,866,364,047 31		
01,601 50	434,750 00	50,616,000 00		
01,601 50	434,750 00	2,866,980,047 31		
00,000 00		13,000,000 00		
01,601 50	434,750 00	2,879,980,047 31		
13,666,851 ^f 50 ^c				
07,938 66		907,938 66		
09,540 16	434,750 00	2,880,787,985 97		
14,474,790 ^f 16 ^c				
24,252,762 ^f 97 ^c				
				(c) Loi de règlement de l'exercice 1881.

EXCÉDENT	
des réalisations sur les évaluations.	des évaluations sur les réalisations.
23,648 ^f 16 ^c	
2,376 49	
	41,583 ^f 58 ^c
3,510 00	
25,961 78	
55,496 43	41,583 ^f 58 ^c
13,912 ^f 85 ^c	

(c) Cette somme se décompose ainsi :	
Reversements par les compagnies de chemins de fer pour provisions perçues en trop. (Décision ministérielle du 17 octobre 1879.).....	2,879 ^f 60 ^c
Complément du solde disponible des obligations trentennaires. (Loi du 29 juin 1861.).....	83,700 00
Reliquat du cautionnement versé par les premiers concessionnaires de la ligne d'Orléans à Châlons. (Décret du 18 juin 1865.).....	347,246 65
Remboursement de traitements et frais afférents au contrôle par le ministère de la guerre des fabriques de dynamite. (Loi du 8 mars 1875 et règlement du 21 janvier 1879.).....	4,408 33
Produit net des prises sur l'ennemi. (Ordonnance du 31 mai 1838.).....	101,216 40
Contributions et indemnités de guerre. (Ordonnance du 2 janvier 1846.).....	1,000 00
Produits et revenus accidentels spéciaux à l'Algérie. (Décret du 21 août 1881.).....	61,150 52
Prélèvement sur le reliquat de la loterie nationale de l'Exposition universelle de 1878. (Loi du 16 mars 1883.).....	500,000 00
	1,101,601 50
(d) Annulations prononcées :	
1° Par la loi du 10 juin 1882 et applicable au compte : Produit des moulages de l'école des beaux-arts (25 p. 100).....	2,200 ^f 00 ^c
2° Par la loi du 31 juillet 1883 et applicable au compte : Prélèvement sur le reliquat de la loterie de l'Exposition universelle de 1878. (Loi du 16 mars 1883.).....	432,550 00
	434,750 00

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2° RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Tableau des modifications apportées aux crédits du budget de l'exercice 1882 par suite : 1° du rat et 4 novembre 1881 ; 2° de la création et de la transformation de divers ministères (décrets : 1882) ; 4° du décret du 31 août 1882, portant modification du décret du 21 septembre 1881 ; 5° au ministère de l'intérieur en exécution du décret du 3 septembre 1882.

ANCIENS MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés pour l'exercice 1882 par la loi du 29 juillet 1881	CRÉDITS attachés des services de de l'Algérie. (Décrets des 21 septembre et 4 novembre 1881)
1^{re} PARTIE.		
DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS		
Ministère des finances.....	1,271,406,783 ¹	.
2^{re} PARTIE.		
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Ministère de la justice.....	35,572,992	102,5
Ministère des affaires étrangères.....	13,758,300	.
Ministère de l'intérieur et des cultes :		
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	65,254,341	7,013
2 ^{re} section. — Service des cultes.....	53,347,866	116,1
Gouvernement général civil de l'Algérie.....	21,095,899	A déd. 21,095,899
Ministère des finances.....	14,561,922	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	1,995,860	.
Ministère de la guerre.....	571,398,898	.
Ministère de la marine et des colonies :		
1 ^{re} section. — Service marine.....	166,346,990	13,2
2 ^{re} section. — Service colonial.....	30,696,507	.
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	106,152,451	64,0
2 ^{re} section. — Service des beaux-arts.....	8,201,490	36,0
Ministère de l'agriculture et du commerce.....	33,131,904	222,7
.....	.	.
.....	.	.
.....	.	.
Ministère des travaux publics :		
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	85,714,377	6,057,4
2 ^{re} section. — Travaux extraordinaires.....	46,219,354	6,544,0
3^{re} PARTIE.		
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,258,449,151	A déd. 744,4
Ministère des finances.....	170,009,341	3,565,3
Ministère des affaires étrangères.....	75,000	.
Gouvernement général civil de l'Algérie.....	4,448,975	A déd. 4,448,975
Ministère des postes et des télégraphes.....	113,980,898	63,2
Ministère de l'agriculture et du commerce.....	14,404,032	1,501,2
4^{re} PARTIE.		
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	302,918,246	744,4
Ministère des finances.....	13,899,000	329,2
Ministère de l'intérieur.....	4,310,000	.
Gouvernement général civil de l'Algérie.....	329,725	A déd. 329,725
Ministère des postes et des télégraphes.....	2,870,000	.
Ministère de l'agriculture et du commerce.....	50,000	.
TOTAL.....	21,458,725	.
TOTAL.....	4,854,232,905	.

ÉTAT DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

ENSEMBLE DES CRÉDITS.

Montant des services civils de l'Algérie aux départements ministériels compétents (décrets des 21 septembre et 26 décembre 1881); 3° de la modification des départements ministériels (décret du 25 février 1882); 4° du décret du 27 octobre 1882 qui transporte les crédits du service des cultes du ministère de la justice

Crédits transformations de divers ministères des 1 ^{er} et 26 décembre 1881.	TOTAUX rectifiés.	NOUVEAUX MINISTÈRES ET SERVICES.
		1^{re} PARTIE.
	1,271,406,783 ^f	DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS Ministère des finances.
		2^e PARTIE.
		SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.
	35,676,942	Ministère de la justice.
	13,758,300	Ministère des affaires étrangères.
	71,987,363	Ministère de l'intérieur.
del. 300,000 ^f		
del. 53,584,206		
	19,561,922	Ministère des finances.
	1,995,860	Ministère des postes et des télégraphes.
	571,398,898	Ministère de la guerre.
		Ministère de la marine :
del. 221,028	166,168,990	1 ^{re} section. — Service marine.
del. 14,123,031	16,573,476	2 ^e section. — Service colonial.
del. 400,000	105,826,351	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :
del. 8,257,490		1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.
del. 42,557,406	49,547,406	2 ^e section. — Service des cultes.
del. 24,433,592	24,433,592	Ministère des arts.
del. 33,356,638		
		Ministère du commerce et des colonies :
17,590,647	17,590,647	1 ^{re} section. — Service du commerce.
14,123,031	14,123,031	2 ^e section. — Service des colonies.
16,391,225	16,391,225	Ministère de l'agriculture.
		Ministère des travaux publics :
del. 5,060,730	86,111,072	1 ^{re} section. — Service ordinaire.
del. 6,182,778	46,580,576	2 ^e section. — Travaux extraordinaires.
	1,257,704,751	3^e PARTIE.
		FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.
44,200	173,622,126	Ministère des finances.
	75,000	Ministère des affaires étrangères.
	114,044,153	Ministère des postes et des télégraphes.
del. 12,965,567		
del. 12,965,567	15,965,567	Ministère de l'agriculture.
44,200	303,706,846	4^e PARTIE.
		REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.
del. 44,200	14,184,525	Ministère des finances.
	4,310,000	Ministère de l'intérieur.
	2,970,000	Ministère des postes et des télégraphes.
del. 50,000		
del. 50,000	50,000	Ministère de l'agriculture.
del. 44,200	21,414,525	
	2,854,242,905	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTE

2° RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Tableau des modifications apportées aux crédits du budget de l'exercice 1882 par suite : 1° du décret du 4 novembre 1881; 2° de la création et de la transformation de divers ministères (décrets 1882); 4° du décret du 31 août 1882, portant modification du décret du 21 septembre 1881; 5° au ministère de l'intérieur en exécution du décret du 3 septembre 1882.

NOUVEAUX MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS modifiés par le décret du 25 février 1882.	TOTAUX rectifiés.	NOUVEAUX MINISTÈRES ET SERVICES.
1^{re} PARTIE.			1^{re} PARTIE.
DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.
Ministère des finances.....	.	1,271,406,783 ^f	Ministère des finances.....
2^o PARTIE.			2^o PARTIE. — SERVICES GÉN. ET
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			Ministère de la justice et des cultes
Ministère de la justice.....	.	35,675,942	1 ^{er} sect. — Service de la justice
Ministère des affaires étrangères...	53,564,206	53,564,206	2 ^o sect. — Service des cultes.
Ministère de l'intérieur.....	300,000	72,267,363	Ministère des affaires étrangères.
.....	.	.	Ministère de l'intérieur.....
.....	.	.	
Ministère des finances.....	.	19,561,922	Ministère des finances.....
Ministère des postes et des télégraphes.	.	1,995,860	Ministère des postes et des télégraphes.
Ministère de la guerre.....	.	571,398,898	Ministère de la guerre.....
Ministère de la marine :			Ministère de la marine et des colonies :
1 ^{er} section. — Service marine...	221,028	166,390,018	1 ^{er} sect. — Service marine
2 ^o section. — Service colonial...	14,123,031	30,096,507	2 ^o sect. — Service colonial
Minist. de l'inst. publ. et des b.-arts :			Minist. de l'inst. publ. et des b.-arts :
1 ^{er} sect. — Service de l'inst. publ.	425,000	106,251,451	1 ^{er} sect. — Service de l'inst. publ.
.....	17,851,078	17,851,078	2 ^o sect. — Service des beaux-arts
2 ^o sect. — Service des cultes.....	Ad. 49,547,406	.	.....
Ministère des arts.....	Ad. 24,433,592	.	.....
.....	.	.	
Ministère du comm. et des colonies :			Ministère du commerce.....
1 ^{er} sect. — Service du commerce...	1,619,686	19,210,333	.....
2 ^o sect. — Service des colonies...	Ad. 14,123,031	.	Ministère de l'agriculture.....
Ministère de l'agriculture.....	.	16,391,225	Ministère des travaux publics :
Ministère des travaux publics :			1 ^{er} sect. — Service ordinaire.....
1 ^{er} sect. — Service ordinaire.....	.	86,111,072	2 ^o sect. — Travaux extraordinaires
2 ^o sect. — Travaux extraordinaires	.	46,580,576	.....
3^o PARTIE.	.	1,257,704,751	3^o PARTIE.
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION			FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS, ETC.			ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS, ETC.
Ministère des finances.....	.	173,622,126	Ministère des finances.....
Ministère des affaires étrangères.....	.	75,000	Ministère des affaires étrangères.....
.....	.	.	
Ministère des postes et des télégraphes.	.	114,044,153	Ministère des postes et des télégraphes.
.....	.	.	
Ministère de l'agriculture.....	.	15,965,567	Ministère de l'agriculture.....
4^o PARTIE.	.	303,706,846	4^o PARTIE.
REMBOURSEMENTS ET RESTITUT., ETC.			REMBOURSEMENTS ET RESTITUT., ETC.
Ministère des finances.....	.	14,184,525	Ministère des finances.....
Ministère de l'intérieur.....	.	4,310,000	Ministère de l'intérieur.....
.....	.	.	
Ministère des postes et des télégraphes.	.	2,870,000	Ministère des postes et des télégraphes.
.....	.	.	
Ministère de l'agriculture.....	.	50,000	Ministère de l'agriculture.....
.....	.	21,414,525	.....
.....	.	2,854,232,905	.....

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

ENSEMBLE DES CRÉDITS. (Suite.)

ment des services civils de l'Algérie aux départements ministériels compétents (décrets des 21 septembre et 26 septembre 1881); 3° de la modification des départements ministériels (décret du 25 février et du 27 octobre 1882 qui transporte les crédits du service des cultes du ministère de la justice

CRÉDITS MODIFIÉS.		TOTAUX rectifiés.	NOUVEAUX MINISTÈRES ET SERVICES.
Modification ou décret du 21 septembre 1881.	Transport du service des cultes.		
.	.	1,271,406,783 ^f	1 ^{re} PARTIE. DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LEGISLATIFS. Ministère des finances.
.	.	35,675,942	2 ^e PARTIE. SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.
100,000 ^f	A d. 53,664,206 ^f	13,758,300	Ministère de la justice.
.	.	72,267,363	Ministère des affaires étrangères.
.	53,664,206	63,664,206	Ministère de l'intérieur et des cultes :
.	.	.	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.
.	.	.	2 ^e section. — Service des cultes.
.	.	19,561,922	Ministère des finances.
.	.	1,995,860	Ministère des postes et des télégraphes.
.	.	571,398,898	Ministère de la guerre.
.	.	166,390,018	Ministère de la marine et des colonies :
.	.	30,696,507	1 ^{re} section. — Service marine.
.	.	106,251,451	2 ^e section. — Service colonial.
ind. 100,000	.	17,751,078	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :
.	.	.	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.
.	.	.	2 ^e section. — Service des beaux-arts.
.	.	.	
.	.	19,210,333	Ministère du commerce.
.	.	.	
.	.	16,391,225	Ministère de l'agriculture.
.	.	86,111,072	Ministère des travaux publics :
.	.	46,580,576	1 ^{re} section. — Service ordinaire.
.	.	.	2 ^e section. — Travaux extraordinaires.
.	.	1,257,704,751	3 ^e PARTIE. FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.
.	.	173,622,126	Ministère des finances.
.	.	75,000	Ministère des affaires étrangères.
.	.	114,044,153	Ministère des postes et des télégraphes.
.	.	15,965,567	Ministère de l'agriculture.
.	.	303,706,846	4 ^e PARTIE. REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, ETC.
.	.	14,184,525	Ministère des finances.
.	.	4,310,000	Ministère de l'intérieur et des cultes.
.	.	.	Service des cultes.
.	.	2,870,000	Ministère des postes et des télégraphes.
.	.	50,000	Ministère de l'agriculture.
.	.	21,414,525	
.	.	2,854,232,905	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTE

2° Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif rectifié. (Voir page précédente.)	MODIFICATIONS spéciales résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services.
1^{re} PARTIE. DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS. Ministère des finances.....	1,271,406,783 ^f	.
2^e PARTIE. SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. •		
Ministère de la justice.....	35,675,941	.
Ministère des affaires étrangères.....	13,758,300	.
Ministère de l'intérieur et des cultes :		
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	72,267,363	.
2 ^e section. — Service des cultes	53,664,206	.
Ministère des finances.....	19,561,922	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	1,995,960	.
Ministère de la guerre.....	571,398,898	.
Ministère de la marine et des colonies :		
1 ^{re} section. — Service marine.....	166,390,018	.
2 ^e section. — Service colonial	30,696,507	.
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	106,251,451	.
2 ^e section. — Service des beaux-arts	17,751,078	.
Ministère du commerce.....	19,210,333	.
Ministère de l'agriculture	16,391,225	13,912 ^f 85 ^c
Ministère des travaux publics :		
1 ^{re} section. — Service ordinaire	86,111,072	.
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	46,580,576	.
3^e PARTIE.	1,257,704,751	13,912 ^f 85
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Ministère des finances	173,622,126	.
Ministère des affaires étrangères	75,000	.
Ministère des postes et télégraphes.....	114,044,153	.
Ministère de l'agriculture.....	15,965,567	.
4^e PARTIE.	303,707,846	.
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Ministère des finances	14,184,525	.
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.).....	4,310,000	.
Ministère des postes et télégraphes.....	2,870,000	.
Ministère de l'agriculture	50,000	.
TOTAUX.....	21,414,545	.
	2,854,232,905	13,912 ^f 85

ET DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

sur l'ensemble des crédits.

CREDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES.

Crédits ouverts ou annulés par des lois			Crédits reportés de l'exercice 1881 pour le service du cadastre.	Crédits ouverts ou annulés par des décrets pour fonds de concours.		TOTALS.	TOTAL
Crédits imputables sur l'excédent de recette de l'exercice 1880.	Crédits imputables sur le reliquat de fonds de la souscription nationale d'encouragement aux beaux-arts et à l'industrie.			Augmen- tations.	Dimi- nutions.		à reporter
	Crédits ouverts.	Crédits annulés.						à
							la page suivante.
							1,271,406,783 ^f 00 ^c
				17,049 ^f 62	7,543 ^f 10	9,506 ^f 52	35,685,448 52
				28,810 95	18,098 24	10,712 71	13,769,012 71
13,000,000 ^f				994,623 08	520,238 31	13,474,390 77	85,741,753 77
				51,500 00	"	51,500 00	53,715,706 00
				30,500 00	30,500 00	"	19,561,922 00
				1,769,943 44	214,067 00	1,555,876 44	1,995,860 00
				"	"	"	572,954,474 44
				35,000 00	"	35,000 00	166,390,018 00
				"	"	"	30,731,507 00
	500,000 ^f	432,550 ^f		196,539 60	"	196,539 60	106,447,990 60
				208,853 44	133,000 00	143,303 44	17,891,381 44
				26,742 21	14,451 71	12,290 50	19,222,623 50
				52,502 45	16,780 53	49,634 77	16,440,859 77
				794,834 18	26,409 56	768,424 62	86,879,496 62
				376,993 68	42,315 38	334,678 30	46,915,254 30
1,000,000	500,000	432,550	"	4,583,898 65	1 013,403 83	16,641,857 67	1,274,316,608 67
			807,938 ^f 66	392,549 48	320,570 98	879,917 16	174,501,043 16
				"	"	"	75,000 00
				3,142,863 43	203,568 98	2,939,294 45	116,983,447 45
				2,995 58	"	2,995 58	15,968,062 58
			807,938 66	3,538,408 49	524,139 96	3,822,207 19	307,529,053 19
				"	"	"	14,184,525 00
				"	"	"	4,310,000 00
				"	"	"	2,870,000 00
				"	"	"	50,000 00
				"	"	"	21,414,525 00
13,000,000	500,000	432,550	807,938 66	8,122,307 14	1,517,543 79	20,464,064 86	2,874,696,969 86
67,450 ^f			6,574,763 ^f 35 ^c				

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTE

1° Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	REPORT de la page précédente.	Modifications résultant de lois et de décrets qui ont autorisé des virements de crédits Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrivages et de dépenses de solde	
		Augmen- tations.	Dimin- utions.
	fr. c.	fr. c.	fr.
1^{re} PARTIE.			
DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES IMPÔTS ET POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
Ministère des finances.....	1,271,406,783 00	856,357 72	856,357
2^e PARTIE.			
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice.....	35,685,448 52	.	.
Ministère des affaires étrangères.....	13,769,012 71	.	.
Ministère de l'intérieur :			
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	85,741,753 77	.	.
2 ^e section. — Service des cultes.....	53,715,706 00	.	.
Ministère des finances.....	19,561,922 00	.	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	1,995,860 00	.	.
Ministère de la guerre.....	572,954,774 44	435,356 30	436,356
Ministère de la marine et des colonies :			
1 ^{re} section. — Service marine.....	166,390,018 00	33,824 84	33,824
2 ^e section. — Service colonial.....	30,731,507 00	8,103 05	8,103
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :			
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	106,447,990 60	.	.
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	17,894,381 44	.	.
Ministère du commerce.....	19,222,623 50	.	.
Ministère de l'agriculture.....	16,440,859 77	.	.
Ministère des travaux publics :			
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	86,879,496 62	.	.
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	46,915,154 30	.	.
3^e PARTIE.	1,274,346,608 67	477,284 19	477,284
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances.....	174,502,043 16	.	.
Ministère des affaires étrangères.....	75,000 00	.	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	116,983,447 45	.	.
Ministère de l'agriculture.....	15,968,562 58	.	.
4^e PARTIE.	307,529,053 19	.	.
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances.....	14,184,525 00	.	.
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.)...	4,310,000 00	.	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	2,870,000 00	.	.
Ministère de l'agriculture.....	60,000 00	.	.
	21,414,525 00	.	.
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	2,874,696,969 86	1,333,641 91	1,333,641

ET DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1881.

sur l'ensemble des crédits. (Suite.)

ALLOCATION DES CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET.

Crédits ouverts ou annulés par des lois.		Crédits supplémentaires ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi.		Crédits reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services.		Crédits pour dépenses des exercices clos, payés pendant l'année 1882.	TOTAUX.	Crédits servant de base au compte définitif du budget général de l'exercice 1882.
Augmen- tations.	Diminua- tions.	Augmen- tations.	Diminua- tions.	Augmen- tations.	Diminua- tions.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
155,472 51	1,075,000 00	"	"	"	"	"	39,080,472 51	1,310,487,255 51
278,391 09	"	"	"	"	"	7,641 50	1,086,032 50	36,771,481 11
219,213 59	"	"	"	"	"	74,047 04	3,293,260 63	17,062,273 34
957,117 09	6,571,078 42	"	"	"	"	425,734 32	Ad.188,227 01	85,553,526 76
75,666 82	"	"	"	"	"	220,680 36	296,350 18	54,012,056 18
213,412 76	43,073 80	"	"	"	"	4,152,817 36	5,323,162 30	24,885,084 32
138,666 50	"	"	"	"	"	46,711 78	195,378 28	2,191,238 28
618,167 92	2,207,106 69	"	"	34,200 00	11,200 00	4,451,530 90	71,985,692 13	644,940,466 57
187,147 37	9,348,595 39	"	"	"	"	72,003 39	32,910,555 37	199,300,573 37
450,328 66	317,500 00	"	"	"	"	59,835 73	2,192,064 39	32,924,171 39
476,586 33	2,655,214 54	"	"	"	"	129,675 47	25,951,047 26	132,399,037 86
879,158 10	943,650 00	"	"	"	"	263,639 82	4,199,147 92	22,093,529 36
485,904 61	479,633 65	"	"	"	"	279,495 61	2,285,766 57	21,508,390 07
412,653 62	"	"	"	"	"	4,900 26	3,417,753 88	19,858,613 65
957,827 90	224,000 00	"	"	"	"	135,373 65	2,869,201 55	89,748,698 17
612,411 72	2,565 92	"	"	"	"	"	10,009,845 80	56,925,100 10
202,963 08	22,792,418 41	"	"	34,200 00	11,200 00	10,394,087 19	165,827,631 86	1,440,171,240 53
034,500 00	"	865,000	"	1,343,818 91	304,402 03	"	7,938,916 88	182,440,960 04
061,425 36	2,236,196 67	"	"	"	"	"	"	75,000 00
358,644 00	"	"	"	"	"	"	7,825,228 69	124,808,676 14
"	"	"	"	"	"	"	358,144 00	16,327,206 58
454,569 36	2,236,196 67	865,000	"	1,343,818 91	304,402 03	"	16,122,789 57	323,651,842 76
674,866 87	23,027 15	1,025,000	"	"	"	"	2,676,839 72	16,861,364 72
"	"	"	"	"	"	"	"	4,310,000 00
"	"	777,960	"	"	"	"	777,960 00	3,647,960 00
"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00
674,866 87	23,027 15	1,802,960	"	"	"	"	3,454,799 72	24,869,324 72
447,871 82	28,126,642 23	2,667,960	"	1,378,018 91	315,602 03	"	"	"
210,361,229 59	2,667,960	"	"	1,062,416 88	"	10,394,087 19	224,485,693 66	3,099,122,863 52

TABLEAU C.

Règlement définitif des recettes

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
S I ^{re} . — IMPÔTS.		
CONTRIBUTIONS.		
Contribution foncière.....	174,700,000 ^f 00 ^s	174,978,036 ^f 71 ^s
Contribution personnelle et mobilière.....	62,536,500 00	63,091,401 25
Contribution des portes et fenêtres.....	43,077,600 00	43,484,513 25
Contribution des patentes.....	94,222,400 00	98,864,656 00
Taxe de premier avertissement. (Portion imputable sur les fonds généraux.).....	600,000 00	600,874 50
	375,136,500 00	380,999,476 51
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES.		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte (y compris deux décimes et demi).....	5,360,000 ^f 00 ^s	5,651,707 ^f 76 ^s
Redevance des mines.....	2,498,000 00	2,500,722 71
Droit de vérification des poids et mesures.....	4,708,000 00	4,429,897 28
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....	259,000 00	292,810 00
Contributions sur les chevaux et les voitures.....	9,589,600 00	9,927,232 62
Taxe sur les billards publics et privés.....	1,014,000 00	1,051,740 00
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.....	1,431,000 00	1,505,949 98
	24,857,600 00	25,360,079 25
CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Contributions arabes.....	7,300,000 ^f 00 ^s	6,023,015 ^f 50 ^s
Patentes.....	1,200,000 00	1,405,951 25
Redevance des mines.....	118,000 00	27,609 34
Droits de vérification des poids et mesures.....	90,000 00	97,381 25
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie.....	9,100 00	15,677 25
	8,717,100 00	7,574,635 25

Le budget ordinaire de l'exercice 1882.

LES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
DIRECTES.				
DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)				
174,978,026 ^f 77 ^c	"	278,026 ^f 77 ^c	"	174,978,026 ^f 77 ^c
63,091,401 20	"	534,901 20	"	63,091,401 20
43,464,513 25	"	386,913 25	"	43,464,513 25
98,864,656 86	"	1,642,256 86	"	98,864,656 86
600,878 43	"	878 43	"	600,878 43
380,999,476 51	"	5,862,976 51	"	380,999,476 51
		5,862,976 ^f 51 ^c		

AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)

5,651,726 ^f 76 ^c	"	291,726 ^f 76 ^c	"	5,651,726 ^f 76 ^c
2,500,722 71	"	4,722 71	"	2,500,722 71
4,429,897 28	"	"	278,102 72	4,429,897 28
292,810 00	"	33,810 00	"	292,810 00
9,927,232 62	"	337,632 62	"	9,927,232 62
1,051,740 00	"	37,740 00	"	1,051,740 00
1,505,949 88	"	74,949 88	"	1,505,949 88
25,360,079 25	"	780,581 97	278,102 72	25,360,079 35
		502,479 ^f 25 ^c		

TAXES SPÉCIALES EN ALGÉRIE.

5,803,041 ^f 42 ^c	224,974 ^f 18 ^c	"	1,496,958 ^f 58 ^c	5,803,041 ^f 42 ^c
1,362,117 49	43,833 97	162,117 ^f 49 ^c	"	1,362,117 49
27,201 71	407 68	"	90,798 29	27,201 71
97,339 21	42 21	7,339 21	"	97,339 21
14,846 92	830 35	5,746 92	"	14,846 92
7,304,546 75	270,088 35	175,203 62	1,587,756 87	7,304,546 75
		1,412,553 ^f 25 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.

S II. — PRODUITS

PRODUITS DES DOMAINES AUTRES

FRANCE.		
Revenus des domaines autres que le domaine forestier.....	2,810,000 ⁰⁰	2,255,535 ⁵²
Recouvrement de rentes et de créances.....	100,000 00	156,392 35
Aliénation d'objets mobiliers.....	7,307,500 00	7,243,766 57
Aliénation d'immeubles.....	3,700,000 00	4,617,453 11
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	1,200,000 00	1,265,334 04
	15,117,500 00	15,518,586 31
ALGÉRIE.		
Produits du domaine autres que les forêts et ventes d'objets mobiliers.....	2,350,000 00	2,804,873 21
Produits accidentels.....	27,000 00	•
	2,377,000 00	2,804,873 21
	17,494,500 00	18,323,459 52

PRODUITS

FRANCE.		
Produits des coupes de bois.....	30,835,600 ⁰⁰	24,108,886 ⁷⁷
Produits divers.....	6,313,000 00	3,099,300 12
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,140,000 00	1,074,289 92
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	270,000 00	341,394 11
	38,558,600 00	28,622,870 02
ALGÉRIE.		
Produit des coupes de bois.....	103,000 00	142,492 61
Produits accessoires.....	326,000 00	465,821 37
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	500 00	•
Valeur des bois cédés aux arsenaux de la guerre.....	500 00	•
Valeur des anciennes concessions de chênes-lièges.....	150,000 00	175,677 96
	580,000 00	784,051 94
	39,138,600 00	29,406,917 02

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
DMANIAUX.				
LE LE DOMAINE FORESTIER.				
2,183,543 ^f 37 ^c	61,994 ^f 88 ^c	"	626,456 ^f 63 ^c	2,183,543 ^f 37 ^c
145,978 43	413 92	45,978 ^f 43 ^c	"	145,978 43
7,180,568 07	62,300 50	"	126,931 93	7,180,568 07
1,455,368 51	3,162,084 62	"	2,244,631 49	1,455,368 51
1,188,584 19	76,845 85	"	11,411 81	1,188,588 19
12,154,046 57	3,364,539 77	45,978 43	3,009,431 86	12,154,046 57
		2,963,453 ^f 43 ^c		
2,531,409 61	273,463 61	181,409 61	"	2,531,409 61
"	"	"	27,000 00	"
2,531,409 61	273,463 61	181,409 61	27,000 00	2,531,409 61
		154,409 ^f 61 ^c		
14,685,456 18	3,638,003 38	227,388 04	3,036,431 86	14,685,456 18
		2,809,043 ^f 82 ^c		
IS FORÊTS.				
24,048,553 ^f 38 ^c	60,333 ^f 39 ^c	"	6,787,046 ^f 62 ^c	24,048,553 ^f 38 ^c
3,021,248 97	77,053 26	"	3,291,751 03	3,021,248 97
1,029,062 21	45,227 71	"	110,937 79	1,029,062 21
341,394 12	"	71,394 ^f 12 ^c	"	341,394 12
28,440,258 68	182,614 36	71,394 12	10,189,735 44	28,440,258 68
		10,118,341 ^f 32 ^c		
126,889 06	15,603 56	23,889 ^f 06 ^c	"	126,889 06
194,335 10	271,549 27	"	131,664 ^f 90 ^c	194,335 10
"	"	"	500 00	"
"	"	"	500 00	"
128,757 61	46,920 29	"	21,242 39	128,757 61
449,981 77	334,073 12	23,889 06	153,907 29	449,981 77
		130,018 ^f 23 ^c		
28,890,240 45	516,687 48	95,283 18	10,343,642 73	28,890,240 45
		10,248,359 ^f 55 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	ÉTATS	
	Évaluation des produits.	Produits résultant des droits constatés.

S III. — IMPÔTS

ENREGISTREMENT

FRANCE.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	552,096,000'00"	555,762,660'
Droit de timbre.....	145,014,000 00	155,729,621
	697,110,000 00	711,492,281
ALGÉRIE.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	2,814,000 00	3,658,765
Droits de timbre.....	2,950,000 00	3,550,621
	5,764,000 00	7,209,386
	702,874,000 00	718,701,667

FRANCE.		
Droits de douane } Marchandises diverses.....	243,085,000'00"	263,347,955'
à l'importation. } Sucres..... coloniaux.....	29,155,000 00	23,036,002
Droits de douane à l'exportation..... étrangers.....	24,105,000 00	42,213,821
Droit de statistique.....	6,360,000 00	39
Droits de navigation.....	7,208,000 00	6,671,037
Droits et produits divers de douane.....	3,738,000 00	7,398,305
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	18,207,000 00	4,505,471
	331,858,000 00	21,404,613
	368,621,160	
ALGÉRIE.		
Droits de douane.....	5,916,000 00	7,030,773
Droits de navigation.....	123,000 00	140,351
Droits et produits divers des douanes.....	364,000 00	451,522
Droits sanitaires et de port.....	64,000 00	92,593
	6,467,000 00	7,725,608
	338,825,000 00	376,346,761

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.

VENUS INDIRECTS.

TIMBRE.

555,606,408 ^f 86°	156,251 ^f 95°	3,510,408 ^f 86°	.	555,606,408 ^f 86°
155,729,624 08	.	10,715,624 08	.	155,729,624 08
711,336,032 94	156,251 95	14,226,032 94	.	711,336,032 94
		14,226,032 ^f 94°		
3,651,223 54	7,542 35	837,223 54	.	3,651,223 54
3,550,621 77	.	600,621 77	.	3,550,621 77
7,201,845 31	7,542 35	1,437,845 31	.	7,201,845 31
		1,437,845 ^f 31°		
718,537,878 25	163,794 30	15,663,878 25	.	718,537,878 25
		15,663,878 ^f 25°		

15.

263,387,955 ^f 26°	.	20,302,955 ^f 26°	.	263,387,955 ^f 26°
23,036,002 60	.	.	6,118,997 ^f 40°	23,036,002 60
42,213,824 30	.	18,108,824 30	.	42,213,824 30
39 64	.	39 64	.	39 64
6,674,937 50	.	314,937 50	.	6,674,937 50
7,398,305 55	.	190,305 55	.	7,398,305 55
3,684,453 98	821,018 ^f 31°	.	53,546 02	3,684,453 98
21,404,623 21	.	3,197,623 21	.	21,404,623 21
367,800,142 04	821,018 31	42,114,685 46	6,172,543 42	367,800,142 04
		35,942,142 ^f 04°		
7,040,773 53	.	1,124,773 53	.	7,040,773 53
140,381 83	.	17,381 83	.	140,381 83
451,690 73	162 18	87,690 73	.	451,690 73
92,593 07	.	28,593 07	.	92,593 07
7,725,439 16	162 18	1,258,439 16	.	7,725,439 16
		1,258,439 ^f 16°		
375,525,581 20	821,180 49	43,373,124 62	6,172,543 42	375,525,581 20
		37,200,581 ^f 20°		

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés

CONTRIBUTIONS		
FRANCE.		
Droits sur les boissons.....	393,775,000 ^f 00 ^c	408,731,165 ^f
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.	14,345,000 00	11,795,741
Droit sur le sucre indigène.	91,988,000 00	82,529,516
Droit sur les allumettes.....	16,068,000 00	16,213,796
Droit sur le papier.....	16,433,000 00	15,106,597
Droit sur l'huile minérale.....	86,000 00	12,898
Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales... 1.	3,365,000 00	3,216,993
Droit sur la stéarine et les bougies.....	7,901,000 00	8,666,069
Droit de consommation sur les vinaigres et l'acide acétique....	2,432,000 00	2,700,775
Droit de fabrication sur la dynamite.....	983,000 00	1,762,528
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des marchandises, par chemins de fer, en grande vitesse.....	84,245,000 00	89,640,732
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des marchandises par autres voitures publiques.....	4,472,000 00	4,671,359
Produit de l'impôt de 5 p. o/o sur les transports par chemins de fer, en petite vitesse.....	•	280
Droits divers et recettes à différents titres.	41,029,000 00	43,632,294
Produit de la vente des tabacs.....	343,280,000 00	362,863,663
Produit de la vente des poudres à feu.	13,342,000 00	14,511,299
TOTAL des contributions indirectes.....	1,033,743,000 00	1,066,071,870
CONTRIBUTIONS DIVERSES DE L'ALGÉRIE.		
Licences (boissons et tabacs).	1,000,000 00	1,164,169
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France....	291,000 00	570,156
Produit de la vente des poudres à feu.....	859,000 00	942,880
Droit de garantie des matières d'or et d'argent.....	66,000 00	103,531
Produits divers.....	104,000 00	50,911
	2,320,000 00	2,831,977
	1,036,063,000 00	1,068,903,850

DEBITES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits constatés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
406,877,508 ^f 46 ^c	1,853,654 ^f 98 ^c	13,102,508 ^f 46 ^c	"	406,877,508 ^f 46 ^c
11,795,741 91	"	"	2,549,258 ^f 09 ^c	11,795,741 91
82,437,530 02	91,986 76	"	9,550,469 98	32,437,530 02
16,066,844 01	146,952 00	"	1,155 99	16,066,844 01
14,260,346 94	846,251 05	"	2,172,653 06	14,260,346 94
12,898 40	"	"	72,101 60	12,898 40
3,216,993 98	"	"	148,006 02	3,216,993 98
8,664,127 96	1,961 30	763,127 96	"	8,664,127 96
2,690,760 03	9,945 86	258,760 03	"	2,690,760 03
1,762,528 48	"	779,528 48	"	1,762,528 48
89,105,649 85	535,082 44	4,860,649 85	"	89,105,649 85
4,669,455 19	1,904 28	197,455 19	"	4,669,455 19
280 54	"	280 54	"	280 54
41,693,633 94	1,944,660 07	664,633 94	"	41,693,633 94
362,834,563 23	29,400 00	19,554,563 23	"	362,834,563 23
14,519,262 07	1,947 00	1,177,262 07	"	14,519,262 07
1,060,608,125 01	5,463,745 74	41,358,769 75	14,493,644 74	1,060,608,125 01
		26,865,125 ^f 01 ^c		
1,163,858 00	311 00	163,858 00	"	1,163,858 00
570,456 56	"	279,456 56	"	570,456 56
942,880 38	"	83,880 38	"	942,880 38
103,531 86	"	37,531 86	"	103,531 86
48,462 98	2,478 80	"	55,537 02	48,462 98
2,829,189 78	2,789 50	564,726 80	55,537 02	2,829,189 78
		509,189 ^f 78 ^c		
1,063,437,314 79	5,466,535 24	41,923,496 55	14,549,181 76	1,063,437,314 79
		27,374,314 ^f 79 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	SIV	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constants
POSTES		
PROG		
FRANCE ET ALGÉRIE.		
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes. — Solde des comptes avec les offices étrangers.....	109,184,000 ⁰⁰	122,540,000 ⁰⁰
Droit perçu sur les envois d'argent.....	4,673,000 00	5,491,117 ⁰⁰
Droits perçus sur les bons de poste.....	.	24,871 ⁰⁰
Taxes perçues par l'État pour le transport des colis postaux....	.	1,017 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	43,000 00	43,960 ⁰⁰
	113,900,700 00	128,104,157 ⁰⁰

FRANCE ET ALGÉRIE.		
Recettes des bureaux télégraphiques en France et en Algérie....	23,889,000 ⁰⁰	26,569,915 ⁰⁰
Recettes encaissées pour le compte de la France par des offices étrangers.....	1,634,000 00	1,332,261 ⁰⁰
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique.....	490,000 00	732,143 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	786,000 00	1,179,704 ⁰⁰
	26,799,000 00	29,520,333 ⁰⁰
TOTAL des produits des postes et des télégraphes.	140,699,700 00	157,624,490 ⁰⁰

§ IV. — DIVERS		
Impôt de 3 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.....	40,435,000 ⁰⁰	47,852,000 ⁰⁰
Produits universitaires.....	80,000 00	172,000 ⁰⁰
Produits des amendes et condamnations pécuniaires.....	3,485,906 00	3,366,270 ⁰⁰
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	8,487,165 00	9,000,000 ⁰⁰
	20,664,000 00	22,698,134 ⁰⁰
TOTAL des divers revenus.....	73,152,061 00	84,135,000 ⁰⁰

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.

TELEGRAPHES.

POSTES.

122,540,250 ^f 65°	"	13,356,250 ^f 65°	"	122,540,250 ^f 65°
5,494,147 31	"	821,147 31	"	5,494,147 31
24,871 10	"	24,871 10	"	24,871 10
1,007 50	"	1,007 50	"	1,007 50
43,606 53	254 ^f 00°	"	93 ^f 47°	43,606 53
128,108,883 09	254 00	14,203,276 56	93 47	128,103,883 09
		14,203,183 ^f 09°		

TELEGRAPHES.

26,569,915 ^f 16°	"	2,680,915 ^f 16°	"	26,569,915 ^f 16°
1,038,261 04	"	"	595,738 ^f 96°	1,038,261 04
618,971 12	83,177 ^f 48°	158,971 12	"	618,971 12
1,142,049 16	37,659 58	356,049 16	"	1,142,049 16
29,399,196 48	120,837 06	3,195,935 44	535,738 96	29,399,196 48
		2,600,196 ^f 48°		
157,503,079 57	121,091 06	17,399,212 00	595,832 43	157,503,079 57
		16,803,379 ^f 57°		

RENTES.

47,858,293 ^f 41°	"	7,423,283 ^f 41°	"	47,858,293 ^f 41°
179,441 11	"	99,441 11	"	179,441 11
4,366,170 42	"	880,564 42	"	4,366,170 42
9,032,772 00	"	545,617 00	"	9,032,772 00
22,698,138 90	"	2,034,138 90	"	22,698,138 90
84,135,105 84	"	10,983,044 84	"	84,135,105 84
		10,983,044 ^f 84°		

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés
S V. — PRODUITS		
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles (5 dixièmes).....	78,029'00 ^c	79,906'
Produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes) ..	56,500 00	67,473'
Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale (1 dixième).....	21,585 00	330,605'
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations.....	4,626,000 00	4,644,619'
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État.....	3,500,000 00	4,446,998'
Produit de l'exploitation en régie du <i>Journal officiel</i>	758,500 00	972,438'
Produit de la rente de l'Inde.....	944,841 00	896,653'
Contingent à verser au trésor par la Cochinchine.....	2,200,000 00	1,924,445'
Produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	1,500,000 00	2,012,318'
Taxe des brevets d'invention.....	1,841,130 00	2,039,230'
Pensions et trousseaux des écoles du gouvernement.....	1,933,482 00	2,105,563'
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires.....	31,190 00	20,379'
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre....	35,126 00	31,620'
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État.....	2,325,162 85	2,115,980'
Revenus des lazarets et établissements sanitaires.....	962,000 00	1,174,589'
Droit de visite du bétail importé en France.....	185,000 00	174,212'
Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères.....	250 00	242'
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre.	4,695,000 00	4,596,925'
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	10,585 00	10,399'
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés.....	100,000 00	139,478'
Portion des dépenses de la garde républicaine remboursée à l'État par la ville de Paris.....	3,176,929 00	2,574,924'
Versements des engagés conditionnels d'un an.....	7,125,000 00	7,481,230'
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	440,780 00	430,779'
Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale.....	434,700 00	459,562'
Produit de la vente des publications du gouvernement.....	220,800 00	290,639'
Produit du concours général d'animaux de boucherie.....	27,600 00	48,470'
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées.	40,000 00	38,160'
Produit des moulages de l'école des beaux-arts (25 p. o/o)..... (A)	"	"
Produits des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres.....	100,000 00	94,412'
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome.....	3,326 00	6,091'
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires.....	500,000 00	465,788'
Produits des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés.....	6,015,000 00	5,331,172'
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (20 p. o/o).....	63,000 00	42,223'

(A) Déduction faite de l'évaluation de 2,200 francs annulée par la loi du 10 juin 1882. (Voir la note d des tableaux.)

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1892.
79,966 ^f 55 ^c	"	1,937 ^f 55 ^c	"	79,966 ^f 55 ^c
67,473 23	"	10,973 23	"	67,473 23
330,605 77	"	309,020 77	"	330,605 77
4,644,619 32	"	18,619 32	"	4,644,619 32
4,446,998 43	"	946,998 43	"	4,446,998 43
972,438 52	"	213,938 52	"	972,438 52
896,653 41	"	"	48,187 ^f 59 ^c	896,653 41
1,924,485 97	"	"	275,514 03	1,924,485 97
2,012,318 51	"	512,318 51	"	2,012,318 51
2,039,230 00	"	198,100 00	"	2,039,230 00
2,105,563 06	"	172,081 06	"	2,105,563 06
20,379 00	"	"	10,811 00	20,379 00
31,620 72	"	"	3,505 28	31,620 72
2,115,980 77	"	"	209,182 08	2,115,980 77
1,174,589 12	"	212,589 12	"	1,174,589 12
174,212 15	"	"	10,787 85	174,212 15
342 50	"	92 50	"	342 50
4,595,625 26	"	"	99,374 74	4,595,625 26
10,499 50	"	"	85 50	10,499 50
139,478 93	"	39,478 93	"	139,478 93
2,574,924 85	"	"	602,004 15	2,574,924 85
7,481,250 00	"	356,250 00	"	7,481,250 00
440,779 74	"	"	0 26	440,779 74
459,562 50	"	24,862 50	"	459,562 50
290,629 41	"	69,829 41	"	290,629 41
48,470 40	"	20,870 40	"	48,470 40
48,160 30	"	8,160 30	"	48,160 30
"	"	"	"	"
94,424 75	"	"	5,575 25	94,424 75
6,091 59	"	2,765 59	"	6,091 59
465,788 28	"	"	34,211 72	465,788 28
5,381,172 33	"	"	633,827 67	5,381,172 33
42,244 89	"	"	17,765 11	42,244 89

Saldo des prévisions de recettes et de dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1892.

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
Suite des PRODUITS.			
Prélèvement de 3 p. o/o pour frais de perception des revenus départementaux de l'Algérie.....		60,000' 00	37,281' 10
Intérêts de sommes avancées à la compagnie des messageries maritimes.....		24,170 00	24,170 00
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan.....		250,000 00	250,000 00
Restitutions au trésor.....		44,070 00	14,259 00
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes.		49,900 00	100,552 00
Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans.		171,236 00	236,908 00
Redevance de la vallée d'Andorre.....		960 00	960 00
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères.....		3,607,587 00	546,355 00
Reversements par les compagnies des chemins de fer pour provisions perçues en trop.....		2,879 60	2,879 60
Complément du solde disponible des obligations trentenaires...		83,700 00	83,700 00
Prélèvement sur le reliquat de la loterie nationale de l'exposition universelle de 1878.....		67,450 00	67,450 00
Reliquat du cautionnement versé par les premiers concessionnaires de la ligne d'Orléans à Châlons.....		347,246 65	347,246 65
Remboursement de traitements et frais afférents au contrôle par le ministère de la guerre des fabriques de dynamite.....		4,408 33	4,408 33
Produit net des prises sur l'ennemi.....		101,216 40	101,216 40
Contributions et indemnités de guerre.....		1,000 00	1,000 00
Produits et revenus accidentels spéciaux à l'Algérie.....		61,150 52	61,150 52
Recouvrements sur prêts faits en 1830 au commerce et à l'industrie.....		500 00	.
Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances.....		400,000 00	1,155,619 10
Reversements des associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.).....		10,000 00	7,761 70
Intérêts et frais provenant des prêts faits au commerce et à l'industrie. (Loi du 1 ^{er} août 1860.).....		250,000 00	186,663 00
Recettes accidentelles à différents titres.....		3,845,232 61	5,627,052 50
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.....		6,574,763 35	6,574,763 35
TOTAL.....		59,905,986 31	60,537,496 90
PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES.			
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 pour parer au dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880.)		50,616,000' 00	50,616,000' 00
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1880. (Subvention à la caisse des chemins vicinaux. (Loi du 2 avril 1883.		13,000,000 00	13,000,000 00
TOTAL.....		63,616,000 00	63,616,000 00

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
37,281' 66°	.	.	22,718' 34°	37,281' 66°
24,170 57	.	0' 57°	.	24,170 57
250,000 00	.	.	.	250,000 00
14,289 85	.	.	29,780 15	14,289 85
100,452 77	.	50,552 77	.	100,452 77
226,968 78	.	55,732 78	.	226,968 78
960 00	.	.	.	960 00
546,255 91	.	.	.	546,255 91
2,879 60	.	.	.	2,879 60
83,700 00	.	.	.	83,700 00
67,450 00	.	.	.	67,450 00
347,246 65	.	.	.	347,246 65
4,408 33	.	.	.	4,408 33
101,216 40	.	.	.	101,216 40
1,000 00	.	.	.	1,000 00
61,150 52	.	.	.	61,150 52
.	.	.	500 00	.
1,155,619 48	.	755,619 48	.	1,155,619 48
7,761 75	.	.	2,238 25	7,761 75
186,653 00	.	.	63,347 00	186,653 00
5,627,088 52	.	1,781,855 91	.	5,627,088 52
6,574,763 35	.	.	.	6,574,763 35
60,537,896 90	.	5,762,647 65	5,130,737 06	60,537,896 90
		631,910' 59°		

EXERCICES 1879 ET 1880.

50,616,000' 00°	.	.	.	50,616,000' 00°
13,000,000 00	.	.	.	13,000,000 00
63,616,000 00	.	.	.	63,616,000 00

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES RECETTES		
§ 1^{er}. — IMPÔTS DIRECTS.		
Contributions directes. (Fonds généraux.)	375,136,500 ^f 00 ^c	380,999,470 ^f 00 ^c
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	24,857,600 00	25,360,079 ^f 00 ^c
Contributions directes et taxes spéciales de l'Algérie.....	8,717,100 00	7,874,635 ^f 00 ^c
TOTAL des impôts directs	408,711,200 00	413,934,190^f 00^c
§ 2. — PRODUITS DOMANIAUX.		
Produits des domaines autres que le domaine forestier.....	15,117,500 ^f 00 ^c	15,518,586 ^f 00 ^c
Produits des forêts.....	3,377,000 00	2,804,873 ^f 00 ^c
	38,558,600 00	28,622,873 ^f 00 ^c
	580,000 00	784,054 ^f 00 ^c
TOTAL des produits domaniaux.....	56,633,100 00	47,730,387^f 00^c
§ 3. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.		
Enregistrement.....	552,096,000 ^f 00 ^c	555,762,860 ^f 00 ^c
	2,814,000 00	3,682,765 ^f 00 ^c
Timbre.....	145,014,000 00	155,739,612 ^f 00 ^c
	2,950,000 00	3,550,611 ^f 00 ^c
Douanes.....	331,858,000 00	368,621,160 ^f 00 ^c
	6,467,000 00	7,725,601 ^f 00 ^c
Contributions indirectes (France).....	1,035,743,000 00	1,066,071,870 ^f 00 ^c
Contributions diverses de l'Algérie.....	2,320,000 00	2,831,879 ^f 00 ^c
Produits des postes (France et Algérie).....	113,900,700 00	129,104,137 ^f 00 ^c
Produits des télégraphes (France et Algérie).....	26,799,000 00	29,520,033 ^f 00 ^c
TOTAL des impôts et revenus indirects...	2,217,961,700 00	2,321,876,454^f 00^c
§ 4. — DIVERS REVENUS.		
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.....	40,435,000 ^f 00 ^c	47,858,183 ^f 00 ^c
	80,000 00	179,441 ^f 00 ^c
Produits universitaires.....	3,485,906 00	4,366,470 ^f 00 ^c
Produits des amendes et condamnations pécuniaires.....	8,487,165 00	9,032,772 ^f 00 ^c
Retenues et autres produits perçus en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	20,664,000 00	22,698,138 ^f 00 ^c
TOTAL des divers revenus	73,152,061 00	84,135,106^f 00^c

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
BUDGET ORDINAIRE.				
380,999,476 ^f 51 ^c	.	5,862,976 ^f 51 ^c	.	380,999,476 ^f 51 ^c
25,360,079 25	.	502,479 25	.	25,360,079 25
7,304,546 75	270,088 ^f 35 ^c	.	1,412,553 ^f 25 ^c	7,304,546 75
413,664,102 51	270,088 35	6,365,455 76	1,412,553 25	413,664,102 51
		4,952,902 ^f 51 ^c		
12,154,046 ^f 57 ^c	3,364,539 ^f 77 ^c	.	2,963,453 ^f 43 ^c	12,154,046 ^f 57 ^c
2,531,409 61	273,463 61	154,409 ^f 61 ^c	.	2,531,409 61
28,440,258 68	182,614 36	.	10,118,341 32	28,440,258 68
449,981 77	334,073 12	.	130,018 23	449,981 77
43,575,696 63	4,154,690 86	154,409 61	13,211,812 98	43,575,696 63
		13,057,403 ^f 37 ^c		
555,606,408 ^f 86 ^c	156,251 ^f 95 ^c	3,510,408 ^f 86 ^c	.	555,606,408 ^f 86 ^c
3,651,223 54	7,542 35	837,223 54	.	3,651,223 54
155,729,624 08	.	10,715,624 08	.	155,729,624 08
3,550,621 77	.	600,621 77	.	3,550,621 77
367,800,142 04	821,018 31	35,942,142 04	.	367,800,142 04
7,725,439 16	162 18	1,258,439 16	.	7,725,439 16
1,060,608,125 01	5,463,745 74	26,865,125 01	.	1,060,608,125 01
2,829,189 78	2,789 50	509,189 78	.	2,829,189 78
128,103,883 09	254 00	14,203,183 09	.	128,103,883 09
29,399,196 48	120,837 06	2,600,196 48	.	29,399,196 48
2,315,003,853 81	6,572,601 09	97,042,153 81	.	2,315,003,853 81
		97,042,153 ^f 81 ^c		
47,858,283 ^f 41 ^c	.	7,423,283 ^f 41 ^c	.	47,858,283 ^f 41 ^c
179,441 11	.	99,441 11	.	179,441 11
4,366,470 42	.	880,564 42	.	4,366,470 42
9,032,772 00	.	545,617 00	.	9,032,772 00
22,698,138 90	.	2,034,138 90	.	22,698,138 90
84,135,105 84	.	10,983,044 84	.	84,135,105 84
		10,983,044 ^f 84 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits récoltés des droits constatés
Suite de la RÉCAPITULATION D.		
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Produits divers	59,905,986 ¹ 31 ²	60,537,896 ¹ 90
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,816,364,047¹ 31²	2,927,914,035¹ 90
PRÉLÈVEMENTS SUR LES EXERCICES 1879 ET 1880.		
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 pour parer au dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880.)	50,616,000 00	50,616,000 00
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1880. (Subvention à la caisse des chemins vicinaux. (Loi du 2 avril 1883.))	13,000,000 00	13,000,000 00
	2,870,980,047 31	2,991,530,035 90
Fonds reportés de l'exercice 1881. (Cadastré.)	807,938 66	.....
	2,880,787,985 97	2,991,530,035 90

TABLEAU D.

RÉSULTAT DU BUDGET

RECETTE.		
Fonds généraux reportés de l'exercice 1881. (Cadastré.)		807,938 ⁶⁶
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget ordinaire de l'exercice 1882 :		
Impôts directs	413,664,102 ¹ 51 ²	
Produits domaniaux	43,575,696 63	
Impôts et revenus indirects	2,315,003,853 81	
Divers revenus	84,135,106 84	
Produits divers	60,537,896 90	
	2,916,916,655 69	2,916,916,655 69
Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1879 pour parer au dégrèvement sur les sucres. (Évalué au budget primitif.)	50,616,000 00	
Prélèvement sur l'exercice 1880. (Subvention à la caisse des chemins vicinaux, non évaluée au budget primitif.) (Loi du 2 avril 1883.)	13,000,000 00	
	63,616,000 00	63,616,000 00
		2,980,532,655 69

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
60,537,896 ^f 90 ^c	.	5,762,647 ^f 65 ^c	5,130,737 ^f 08 ^c	60,537,896 ^f 90 ^c
		0 1,910 ^f 59 ^c		
2,916,916,655 ^f 69 ^c	10,997,380 ^f 30 ^c	115,176,974 ^f 61 ^c	14,624,366 ^f 23 ^c	2,916,916,655 ^f 69 ^c
50,616,000 00	.	.	.	50,616,000 00
13,000,000 00	.	.	.	13,000,000 00
2,920,532,655 69	10,997,380 30	115,176,974 61	14,624,336 23	2,920,532,655 69
		100,552,608 ^f 38 ^c		
				807,938 66
				2,981,340,594 35

ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

A déduire :		
Revenus généraux transportés au budget ordinaire de l'exercice 1883. (Cadastré.)	862,904 ^f 45 ^c	
TOTAL de la recette	2,980,477,689 90	2,980,477,689 ^f 90 ^c

DÉPENSE.

Paiements effectués sur les droits constatés à la charge du budget ordinaire de l'exercice 1882 :		
Dettes publiques, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs	1,297,947,628 ^f 10 ^c	
Services généraux des ministères	1,384,279,559 76	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	320,496,881 88	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	20,301,095 47	
TOTAL de la dépense	3,023,025,165 21	3,023,025,165 21
Excédent de dépense du budget ordinaire		42,547,475 31

TABLEAU E.

Règlement définitif des dépenses du bud

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
Uniq.	Subventions aux chemins vicinaux de Algérie.....	385,000' 00"	385,000' 00"	385,000'
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES				
Uniq.	Établissements de lignes télégraphiques souterraines.....	9,950,242' 35"	9,950,242' 35"	9,950,142'
MINISTÈRE DE LA GUERRE				
1	Approvisionnement et armement. — Artillerie.....	84,998,800' 00"	84,998,800' 00"	84,998,800'
2	Génie.....	44,877,183 06	44,877,183 06	44,877,183 06
3	Subsistances militaires.....	8,148,931 11	8,148,931 11	8,148,931 11
4	Hôpitaux et ambulances militaires.....	1,504,256 44	1,504,256 44	1,504,256 44
5	Remonte et harnachement.....	1,180,000 00	1,180,000 00	1,180,000 00
6	Habillement.....	10,339,353 58	10,339,353 58	10,339,353 58
7	Transports généraux.....	399,999 99	399,999 99	399,999 99
8	Dépôt de la guerre.....	213,989 89	213,989 89	213,989 89
10	Administration centrale. — Matériel.....	4,240 85	4,240 85	4,240 85
TOTAL.....		151,666,754 92	151,666,754 92	151,666,754 92
MINISTÈRE DE LA MARINE				
1	Matériel naval.....	12,657,066' 22"	12,657,066' 22"	12,657,066'
2	Travaux des ports.....	85,000 00	85,000 00	85,000 00
5	Travaux de fortifications aux colonies.....	15,557 86	15,557 86	15,557 86
6	Constructions des chemins de fer du Sénégal.....	7,387,663 25	7,387,663 25	7,387,663 25
TOTAL.....		20,145,287 33	20,145,287 33	20,145,287 33

EXTRAORDINAIRE.

Extraordinaire de l'exercice 1882.

Montants à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			OBSERVATIONS.
	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

DES CULTES.

DE L'ÉVÊCHÉ.

.	.	.	385,000' 00'
---	---	---	--------------

DES TÉLÉGRAPHES.

.	.	.	9,950,242' 35'
---	---	---	----------------

LA GUERRE.

.	.	.	84,998,800' 00'
.	.	.	44,877,183 06
.	.	.	8,148,931 11
.	.	.	1,504,266 44
.	.	.	1,180,000 00
.	.	.	10,339,353 58
.	.	.	399,999 99
.	.	.	213,989 89
.	.	.	4,240 85
.	.	.	151,666,754 92

DES COLONIES.

.	.	.	12,657,066' 22'
.	.	.	85,000 00
.	.	.	15,557 86
.	.	.	7,387,663 25
.	.	.	20,145,287 33

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE				
1	Reconstruction de l'hôtel des postes.....	2,173,196 ^f 14 ^c	2,173,196 ^f 16 ^c	2,173,196 ^f 16 ^c
2	Installation et agrandissement de divers ministères.	983,274 92	983,274 92	983,274 92
3	Agrandissement et isolement de la Bibliothèque nationale.....	6,616,097 44	6,616,097 44	6,616,097 44
4	Agrandissement du poste central des télégraphes..	14,495 45	14,495 45	14,495 45
	TOTAL.....	9,787,063 97	9,787,063 97	9,787,063 97
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS				
1	Personnel de l'administration centrale attaché aux travaux extraordinaires.....	"	"	"
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	"	"	"
3	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	77,229 ^f 11 ^c	77,229 ^f 11 ^c	77,229 ^f 11 ^c
4	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	84,813 31	84,813 31	84,813 31
5	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	22,505 39	22,505 39	22,505 39
6	Études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.	2,670,311 96	2,670,311 96	2,670,311 96
7	Travaux extraordinaires en Algérie.....	497,159 17	497,159 17	497,159 17
	TOTAL du budget extraordinaire.....	3,352,018 94	3,352,018 94	3,352,018 94
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite)				
1	Personnel de l'administration centrale attaché aux services des travaux extraordinaires.....	277,023 ^f 80 ^c	277,023 ^f 80 ^c	277,023 ^f 80 ^c
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	119,166 17	119,166 17	119,166 17
3	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	1,164,415 47	1,164,415 47	1,164,415 47
4	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	21,025 80	21,025 80	21,025 80
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	2,196,657 32	2,196,657 32	2,196,657 32
6	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,005,653 89	1,005,653 89	1,005,653 89
7	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	3,627,116 43	3,627,116 43	3,627,116 43
7 bis	Construction des routes forestières de la Corse.....	139,238 04	139,238 04	139,238 04
8	Amélioration des rivières.....	24,983,700 76	24,983,700 76	24,983,700 76
9	Établissement et amélioration des canaux de navigation.....	42,886,075 52	42,886,075 52	42,886,075 52
10	Amélioration et achèvement des ports maritimes...	42,942,785 92	42,942,785 92	42,942,785 92

ordonnaire de l'exercice 1882.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				OBSERVATIONS.
Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

LIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

.	.	.	2,173,196 ¹⁶
.	.	.	983,274 92
.	.	.	6,616,097 44
.	.	.	14,495 45
.	.	.	9,787,063 97

L'AGRICULTURE.

.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	77,229 ¹¹
.	.	.	84,813 31
.	.	.	22,505 39
.	.	.	2,670,311 96
.	.	.	497,159 17
.	.	.	3,352,018 94

VAUX PUBLICS.

.	.	.	277,023 ⁸⁰
.	.	.	119,166 17
.	.	.	1,164,415 47
.	.	.	21,025 80
.	.	.	2,196,657 32
.	.	.	1,005,653 89
.	.	.	3,627,116 43
.	.	.	139,238 04
.	.	.	24,983,700 76
.	.	.	42,886,075 52
.	.	.	42,942,785 92

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État	Payements effectués sur les ordonnances des ministres
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
11	Études et travaux relatifs à l'aménagement des EAUX.....			
12	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	266,053,520 96	266,053,520 96	266,053,520 96
13	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	739,500 00	739,500 00	739,500 00
14	Rachat de lignes de chemins de fer.....	7,805,582 00	7,805,582 00	7,805,582 00
15	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	52,098,220 74	52,098,220 74	52,098,220 74
16	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances diverses.....	11,740,947 01	11,740,947 01	11,740,947 01
17	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés depuis la loi du 18 mai 1878 (Lois diverses) et des lignes revenues à l'État à la suite de déchéances définitives..	403,589 43	403,589 43	403,589 43
18	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés et placés sous le séquestre administratif.....	28,000 00	28,000 00	28,000 00
19	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État.....	3,513,540 51	3,513,540 51	3,513,540 51
20	Travaux extraordinaires en Algérie (routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés, ports, etc.).....	3,317,830 12	3,317,830 12	3,317,830 12
21	Fonds de roulement des approvisionnements généraux de l'exploitation des chemins de fer de l'État.....	3,000,000 00	3,000,000 00	3,000,000 00
22	Remboursement aux compagnies des frais d'achèvement des lignes rachetées en 1878.....	274,918 36	274,918 36	274,918 36
TOTAL.....		468,338,508 25	468,338,508 25	468,338,508 25

RÉCAPITULATION

Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur.....	385,000 00	385,000 00	385,000 00
Ministère des postes et des télégraphes.....	9,950,242 35	9,950,242 35	9,950,242 35
Ministère de la guerre.....	151,666,754 92	151,666,754 92	151,666,754 92
Ministère de la marine et des colonies.....	20,145,287 33	20,145,287 33	20,145,287 33
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts.....	9,787,063 97	9,787,063 97	9,787,063 97
Ministère de l'agriculture.....	3,352,018 94	3,352,018 94	3,352,018 94
Ministère des travaux publics.....	468,338,508 25	468,338,508 25	468,338,508 25
TOTAUX.....	663,624,875 76	663,624,875 76	663,624,875 76

ordinaire de l'exercice 1882.

tes à payer la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			OBSERVATIONS.
	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1832.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

VAUX PUBLICS. (Suite.)

"	"	"	"
"	"	"	266,053,520 ⁶ 96°
"	"	"	739,500 00
"	"	"	7,805,582 00
"	"	"	52,098,220 74
"	"	"	11,740,947 01
"	"	"	403,589 43
"	"	"	28,000 00
"	"	"	3,513,540 51
"	"	"	3,317,830 12
"	"	"	3,000,000 00
"	"	"	274,918 36
"	"	"	468,338,508 25

GET EXTRAORDINAIRE.

"	"	"	385,000 ⁰ 00°
"	"	"	9,950,242 35
"	"	"	151,666,754 92
"	"	"	20,145,287 33
"	"	"	9,787,063 97
"	"	"	3,352,018 94
"	"	"	468,338,508 25
"	"	"	663,624,875 76

TABLEAU F.
(Suite.)

Résultats généraux

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DU BUDGET PRIMITIF.				MODIFICATIONS DES ÉVALUATIONS en somme égale au montant des crédits ou annulés.	
	Loi du 29 juillet 1881.	Loi du 25 décembre 1881.	Loi du 29 décembre 1881 et décret du 15 février 1882.	TOTAL des évaluations du budget primitif.	Augmentation.	Diminution.
Ressources provenant de la deuxième partie du compte de liquidation.....	.	.	27,000,000 ^f	27,000,000 ^f	(A) 13,330,377 ^f 77 ^c	.
Prêt de 80 millions fait à l'Etat par la Banque de France..	.	.	.	.	(B) 18,911,784 26	(C) 9,124,728
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	.	.	13,200,000	13,200,000	(C) 87,500,000 00	(D) 21,500,000
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	(A) 461,136,000 ^f	(B) 16,600,000 ^f	41,200,000	518,936,000	(D) 105,633,778 77	(E) 58,586,837
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	.	.	.	.	.	.
	461,136,000	16,600,000	81,400,000	559,136,000	225,375,940 80	89,111,568
					136,164,381 ^f 70 ^c	
(A) Loi du 26 juin 1882.....						11,200,000
Loi du 17 juillet 1882.....						2,113,377
Loi du 29 décembre 1882.....						17,600
						13,330,377
(B) Loi du 19 juin 1882.....						15,591,778
Loi du 15 juillet 1882.....						2,920,000
Loi du 28 juillet 1882.....						500,000
Loi du 30 juillet 1882.....						70,000
						18,911,778
(C) Loi du 26 juin 1882.....						43,000,000
Loi du 7 août 1882.....						44,500,000
						87,500,000
(D) Loi du 22 mars 1882.....						1,250,000
Loi du 4 avril 1882.....						7,625,000
Loi du 10 juin 1882.....						22,500,000
Loi du 11 juin 1882.....						6,400,000
Loi du 8 juillet 1882.....						5,000,000
Loi du 17 juillet 1882.....						5,263,300
Loi du 7 août 1882.....						60,000
Loi du 10 août 1882.....						15,000,000
Loi du 21 août 1882.....						3,000,000
Loi du 4 décembre 1882.....						150,000
Loi du 29 décembre 1882.....						27,600,000
Loi du 31 décembre 1882.....						9,300,000
Loi du 3 janvier 1883.....						864,000
Loi du 22 mars 1883.....						200,000
Loi du 1 ^{er} mai 1883.....						150,000
						105,633,778

DES RECETTES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

ensemble des évaluations de recettes.

ÉVALUATIONS de ressources en exécution de la loi du 30 décembre 1882.	TOTAL DES ÉVALUATIONS de ressources correspondant aux crédits législatifs.	MODIFICATIONS DES ÉVALUATIONS résultant de décrets de fonds de concours.		ÉVALUATIONS SERVANT de base au compte définitif du budget extraordinaire. de 1882.
		Augmentations.	Diminutions.	
.	40,330,377 ^f 77 ^c	.	.	40,330,377 ^f 77 ^c
.	9,787,063 97	.	.	9,787,063 97
.	79,200,000 00	.	.	79,200,000 00
5,959,532 ^f 02 ^c	517,013,408 94	.	.	517,013,408 94
.	.	(K) 28,022,056 ^f 80 ^c	(L) 10,728,031 ^f 72 ^c	17,294,025 08
5,959,532 02	646,330,850 68	28,022,056 80	10,728,031 72	663,624,875 76
104,488,875 ^f 76 ^c		17,294,025 ^f 08 ^c		
1 ^{re} Loi du 1 ^{er} mai 1883.....				8,678,167 ^f 60 ^c
Loi du 18 mars 1884.....				846,362 69
				9,124,730 29
2 ^e Loi du 23 août 1883.....				21,500,000 00
3 ^e Loi du 10 juin 1883.....				54,700 00
Loi du 4 décembre 1881.....				150,000 00
Loi du 11 décembre 1882.....				1,500,000 00
Loi du 31 décembre 1882.....				6,000,000 00
Loi du 9 mars 1883.....				770,000 00
Loi du 8 août 1883.....				10,853,700 00
Loi du 18 mars 1884.....				3,088,023 18
Loi du 22 juillet 1884.....				31,569,570 83
Loi du 22 juillet 1884.....				4,600,843 80
				58,586,837 81
1 ^{re} Ressources de fonds de concours reportées des exercices précédents à 1882, en somme égale aux crédits de l'exercice reportés par décrets (Voir le tableau suivant).....				4,945,887 ^f 70 ^c
2 ^e Montant de recettes de fonds de concours égal à celui des crédits ouverts à ce titre à l'exercice 1882 (Voir le tableau suivant).....				23,076,169 16
				28,022,056 80
3 ^e Transport aux exercices suivants de ressources de fonds de concours, en somme égale aux crédits reportés de 1882 aux mêmes exercices (Voir le tableau suivant).....				10,728,031 72

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2° Résultats généraux

MINISTÈRES et services.	BUDGET PRIMITIF.				CREDITS modifiés par les décrets des 21 sept. 1881 et 17 juillet 1882.	CREDITS modifiés par le décret du 26 déc. 1881.	CREDITS modifiés par le décret du 25 fév. 1882.	1881.
	Loi du 29 juillet 1881.	Loi du 25 déc. 1881.	Loi du 29 décembre 1881.	Totaux du budget primitif.	Transport des services civils de l'Algérie.	Création et transfor- mation de ministères	Cabinet du 30 janv. 1882.	
(Voir ci-après le dévelop- pement des crédits aux comptes des différents ministères.)	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Ministère des finances.	1,500,000	"	"	1,500,000	"	"	"	1,500,000
Ministère de l'intérieur et des cultes (service de l'intérieur)	"	"	"	"	385,000	"	"	385,000
Ministère de l'intérieur et des cultes (service de l'Algérie)	4,100,000	"	"	4,100,000	A déduire : 4,100,000	"	"	0
Ministère des postes et des télégraphes	10,000,000	"	"	10,000,000	"	"	"	10,000,000
Ministère de la guerre.	"	"	81,400,000	81,400,000	"	"	"	81,400,000
Ministère de la marine et des colonies	"	16,600,000	"	16,600,000	"	"	"	16,600,000
Ministère de l'instruc- tion publique et des beaux-arts (service des beaux-arts)	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'agricul- ture	"	"	"	"	"	6,670,700	"	6,670,700
Ministère des travaux publics	445,536,000	"	"	445,536,000	3,715,000	A déduire : 6,670,000	"	445,536,000
TOTAUX	461,136,000	16,600,000	81,400,000	559,136,000	"	"	"	559,136,000
	559,136,000 ^f							

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882.

Table des crédits.

CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois.		CRÉDITS annulés par décrets en exécution de la loi du 30 décembre 1882.	TOTAL NET des crédits législatifs.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des décrets de fonds de concours.			CRÉDITS servant de base au compte définitif du budget extraordinaire de l'exercice 1882.
ouverts.	Crédits annulés.			Crédits ouverts.	Crédits reportés à l'exercice précédent.	Crédits transportés aux exercices suivants.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.	1,500,000 00	.	.	.	.	.	.
.	.	.	385,000 00	.	.	.	385,000 00
.	.	.	.	.	.	.	.
3,168 15	847,925 80	.	9,950,242 35	.	.	.	9,950,242 35
6,776 73	18,017,421 81	1,600,000 00	150,978,354 92	707,000 00	70,400 00	89,000 00	151,666,751 92
4,645 00	12,318,357 67	.	20,145,287 33	.	.	.	20,145,287 33
1,784 26	9,124,720 29	.	9,787,063 97	.	.	.	9,787,063 97
4,178 13	3,477,859 19	.	3,352,018 94	.	.	.	3,352,018 94
4,388 53	43,925,273 34	47,369,532 02	451,732,883 17	22,369,169 10	4,875,487 70	10,639,031 72	468,338,508 25
9,940 80	89,211,558 10	48,969,532 02	646,330,850 68	23,076,169 10	4,945,887 70	10,728,031 72	663,624,875 76
136,164,382 ^f 70 ^c				17,294,025 ^f 08 ^c			
			104,488,827 ^f 76 ^c				

TABLEAU G.

Règlement définitif des recettes du budget

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	SITUATION DES		
	ÉVALUATION des produits.	PRODUIT résultant des droits constatés.	RECouvrements effectués sur les droits constatés.
Ressources provenant de la deuxième partie du compte de liquidation.....	40,330,377 ¹ 77 ^c	40,330,377 ¹ 77 ^c	40,330,377 ¹ 77 ^c
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	9,787,063 97	9,787,063 97	9,787,063 97
Produit de l'emprunt d'un milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	79,200,000 00	79,200,000 00	79,200,000 00
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	517,013,408 94	517,013,408 94	517,013,408 94
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	17,294,025 08	17,294,025 08	17,294,025 08
	663,624,875 76	663,624,875 76	663,624,875 76

TABLEAU H.

Résultat du budget extraordinaire

RECETTE.	
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1882:	
Ressources provenant de la deuxième partie du compte de liquidation.....	40,330,377 ¹ 77 ^c
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	9,787,063 97
Produit de l'emprunt d'un milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	79,200,000 00
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	517,013,408 94
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	17,294,025 08
TOTAL de la recette.....	663,624,875 76

extraordinaire de l'exercice 1882.

RECETTES.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1882.
LISTE À RECOURIR SUR les droits constatés.			
"	"	"	40,330,377 ¹ 77 ²
"	"	"	9,787,063 97
"	"	"	79,200,000 00
"	"	"	517,013,408 94
"	"	"	17,294,025 08
"	"	"	663,624,875 76

de l'exercice 1882.

DÉPENSE.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1882 :

Ministère des finances	"
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur).....	385,000 ¹ 00 ²
Ministère des postes et des télégraphes.....	9,950,242 35
Ministère de la guerre.....	151,666,754 92
Ministère de la marine et des colonies.....	20,145,287 33
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service des beaux-arts.).	9,787,063 97
Ministère de l'agriculture	3,352,018 94
Ministère des travaux publics.....	468,338,508 25
TOTAL de la dépense.....	663,624,875 76
BALANCE.....	"

TABLEAU I.

Règlement définitif des dépenses du bud

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par les lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.
MINISTÈRE DE			
	CONTRIBUTIONS DIRECTES : TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES SPÉCIAUX D'IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES, DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES.		
1	Rôles spéciaux. (Frais d'impression et de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, départementales et communales.).....	40,671 ⁰⁰	38,768 ⁵
2	Avertissements.....	18,960 28	18,407 4
3	Frais de distribution du premier avertissement.....	435,037 60	432,953 0
4	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastrc.).....	348,764 72	110,214 0
ARTICLE PREMIER.			
RESTITUTIONS ET NON-VALEURS (CONTRIBUTIONS DIRECTES).			
5	\$ 1. Restitution pour dépenses ordinaires des communes.....	11,532,936 16	11,532,627 0
	\$ 2. Restitution pour dépenses extraordinaires des communes...		107,021,505 8
	\$ 2 bis. Restitution pour dépenses des bourses et chambres de commerce.....	107,803,845 95	749,817 1
	\$ 3. Restitution pour dépenses des chemins vicinaux.....	14,387,336 13	14,387,093 9
	\$ 4. Restitution pour dépenses de l'instruction primaire. (Lois des 15 mars 1877 et 10 avril 1877.).....	13,631,170 60	13,631,004 0
	\$ 5. Restitution pour frais de perception de diverses impositions communales.....	4,495,812 47	4,490,771 4
	\$ 6. Restitution du produit des 8 centimes du principal des patentes attribués aux communes.....	6,313,803 75	6,313,545 8
	\$ 7. Restitution de l'augmentation du produit des patentes attribuée au compte spécialement établi en exécution de l'article 19 de la loi du 18 juillet 1866 sur les courtiers de marchandises.....	1,277,436 02	1,277,436 0
	\$ 8. Décharges et réductions sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.....	16,417,851 90	6,104,139 0
	\$ 9. Dégrevement et frais de confection de formules pour la contribution des patentes.....	5,997,662 30	5,997,662 3
	\$ 10. Décharges et réductions imputables sur le fonds des réimpositions. (Contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.).....	1,464,114 19	1,464,114 1

RESSOURCES SPÉCIALES.

ressources spéciales de l'exercice 1882.

PRELÈVEMENTS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés				Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.	
		au budget de l'exercice 1883.		au budget de l'exercice 1884.			
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.		
38,265 ^f 53 ^c	.	.	2,405 ^f 47 ^c	.	.	38,265 ^f 53 ^c	
18,407 13	.	.	553 15	.	.	18,407 13	
432,953 06	.	.	2,084 54	.	.	432,953 06	
110,224 66	.	238,540 ^f 06 ^c	.	.	.	110,224 66	
11,532,627 06	.	.	309 10	.	.	11,532,627 06	
107,021,505 24	.	.	32,523 55	.	.	107,021,505 24	
749,817 16	.	.	242 26	.	.	749,817 16	
14,387,093 87	.	.	166 57	.	.	14,387,093 87	
13,631,004 03	.	.	5,041 37	.	.	13,631,004 03	
4,490,771 10	.	.	254 87	.	.	4,490,771 10	
6,313,548 88	.	.	.	.	.	6,313,548 88	
1,277,436 02	.	.	.	.	.	1,277,436 02	
6,104,139 03	.	.	10,313,712 87	.	.	6,104,139 03	
5,997,662 30	.	.	.	.	.	5,997,662 30	
1,464,114 19	.	.	.	.	.	1,464,114 19	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits construits au profit des créanciers de l'Etat.
Suite du MINISTÈRE			
ART. 2.			
TAXES SPÉCIALES. — CONTRIBUTIONS SUR LES CHEVAUX ET VOITURES.			
5 (Suite.)	\$ 1. Restitution du vingtième du principal attribué aux communes.....	528,108 ^f 90 ^c	526,771 ^f
	\$ 2. Dégrevement et frais d'assiette et de confection des rôles ..	638,739 56	638,739
	TOTAL du chapitre 5.....	184,488,817 93	174,135,136
6	Établissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.	826,916 25	825,210
7	Parts des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recouvrement de l'impôt arabe.....	1,318,835 99	1,269,925
	TOTAL du budget sur ressources spéciales...	187,478,003 77	176,830,221
MINISTÈRE			
SERVICE			
1	Dépenses ordinaires.....	169,764,892 ^f 24 ^c	151,276,561 ^f
2	Dépenses extraordinaires.....	141,670,211 20	114,454,520
3	Frais de rédaction du <i>Bulletin officiel des communes</i>	6,075 00	6,000
4	Assistance publique en Algérie.....	2,793,247 51	2,018,278
		314,234,425 95	267,753,589
MINISTÈRE DES POSTES			
Uniq.	Traitements d'agents du service postal détachés auprès de divers établissements.....	38,532 ^f 25 ^c	38,532
MINISTÈRE DE LA MARINE			
Uniq.	Transportation : travail des condamnés, salaires.	635,063 ^f 17 ^c	133,546

CHAPITRES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés				Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		au budget de l'exercice 1883.		au budget de l'exercice 1884.		
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

FINANCES.

526,777 ^f 79 ^c	"	"	1,331 ^f 11 ^c	"	"	526,777 ^f 79 ^c
638,739 56	"	"	"	"	"	638,739 56
1,353,336 23	"	"	10,353,581 70	"	"	174,135,236 23
825,210 37	"	"	1,705 88	"	"	825,210 37
169,925 52	"	"	48,910 47	"	"	1,269,925 52
1830,222 50	"	238,540 ^f 06	10,409,241 21	"	"	176,830,222 50
		10,647,781 ^f 27 ^c				

INTÉRIEUR ET DES CULTES.

INTÉRIEUR.

276,551 ^f 62 ^c	"	18,488,340 62	"	"	"	151,276,551 ^f 62 ^c
451,540 54	"	27,215,670 66	"	"	"	114,454,540 54
6,000 00	"	"	75 00	"	"	6,000 00
2018,476 70	"	"	774,770 81	"	"	2,018,476 70
7755,568 86	"	45,704,011 28	774,845 81	"	"	267,755,568 86
		46,478,857 ^f 09 ^c				

DES TÉLÉGRAPHES.

38,532 ^f 25 ^c	"	"	"	"	"	38,532 ^f 25 ^c
-------------------------------------	---	---	---	---	---	-------------------------------------

DES COLONIES.

133,506 ^f 51 ^c	"	"	501,556 ^f 66 ^c	"	"	133,506 ^f 51 ^c
		501,556 ^f 66 ^c				

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services de — Droits communs au profit des crédits de l'État
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE			
SERVICES			
1	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux.....	20,653,027 ⁶⁷	17,593,400
2	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds spéciaux des écoles normales primaires.....	409,705 83	379,000
		21,062,733 50	17,972,400
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR			
Uniq.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	62,170 ¹⁶	29,600
MINISTÈRE DE LA JUSTICE			
1	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	2,772,573 ⁰⁶	1,963,000
2	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	10,000 00	10,000
		2,782,573 06	1,973,000
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
1	Contrôle et surveillance des chemins de fer en France.....	4,210,222 ²³	3,107,960
2	Contrôle et surveillance des tramways.....	40,294 08	40,296
3	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	29,565 04	11,100
4	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	418,592 76	167,336
		4,699,074 11	3,329,675

VOTES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					
		Crédits transportés					
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Monte à payer à la clôture de l'exercice.	au budget de l'exercice 1883.		au budget de l'exercice 1884.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.	
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.		

LIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

FRACTION PUBLIQUE.

17,593,407 ²⁶	"	"	3,059,620 ⁴¹	"	"	17,593,407 ²⁶
379,057 63	"	"	30,648 20	"	"	379,057 63
17,972,464 89	"	"	3,090,268 61	"	"	17,972,464 89
			3,090,268 ⁶¹		"	

COMMERCÉ.

29,899 ⁹¹	"	"	32,270 ²⁵	"	"	29,899 ⁹¹
			32,270 ²⁵		"	

GRICULTURE.

1,963,081 ⁹⁰	"	"	809,491 ¹⁶	"	"	1,963,081 ⁹⁰
10,000 00	"	"	"	"	"	10,000 00
1,973,081 90	"	"	809,491 16	"	"	1,973,081 90
			809,491 ¹⁶		"	

VACX PUBLICS.

3,107,968 ⁹⁹	"	"	1,102,253 ²⁴	"	"	3,107,968 ⁹⁹
40,266 68	"	"	27 40	"	"	40,266 68
14,103 33	"	"	15,461 71	"	"	14,103 33
167,336 69	"	"	251,656 07	"	"	167,336 69
3,329,675 69	"	"	1,369,398 42	"	"	3,329,675 69
			1,369,398 ⁴²		"	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services (sauf — Droits con- sue au profit des créanciers de l'Etat.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES			
Ministère des finances.....	187,478,003 ¹ 77 ^c	176,830,222 ¹	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service du ministère de l'in- térieur.....	314,234,425 95	267,755,568 ¹	
Ministère des postes et des télégraphes.....	38,532 25	38,532 ¹	
Ministère de la marine.....	635,063 17	133,506 ¹	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique.....	21,062,733 50	17,972,464 ¹	
Ministère du commerce.....	62,170 16	29,899 ¹	
Ministère de l'agriculture.....	2,782,573 06	1,973,081 ¹	
Ministère des travaux publics.....	4,699,074 11	3,329,675 ¹	
	530,992,575 97	468,062,952 ¹	

DEBTS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Paiements effectués sur mandances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés				Crédits déduits égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1882.
		au budget de l'exercice 1883.		au budget de l'exercice 1884.		
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

336,222'50"	"	238,540'06"	10,409,241'21"	"	"	176,830,222'50"
175,568 86	"	45,704,011 28	774,845 81	"	"	267,755,568 86
38,532 25	"	"	"	"	"	38,532 25
133,506 51	"	"	501,556 66	"	"	133,506 51
177,464 89	"	"	3,090,268 61	"	"	17,972,464 89
29,899 91	"	"	32,270 25	"	"	29,899 91
973,081 90	"	"	809,491 16	"	"	1,973,081 90
329,675 69	"	"	1,369,398 42	"	"	3,329,675 69
162,952 51	"	45,942,551 34	16,987,072 12	"	"	468,062,952 51
		62,929,623'46"		"		
		62,929,623'46"				

TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET

TABEAU J.

1^{er} Résultats généraux sur l'ensemble

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif. (Loi du 29 juillet 1881.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.	
		Augmentations.	Diminutions.
Contributions directes.....	324,354,328 ^f	11,057,329 ^f 82 ^c	.
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes.....	1,035,520	160,433 94	.
Produits éventuels départementaux.....	79,300,000	46,349,244 64	.
Produits divers spéciaux.....	8,566,109	3,272,500 30	.
	413,255,957	60,839,508 70	.
FONDS SPÉCIAUX REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.			
Fonds reportés des exercices 1880 et 1881. {	Exercice 1880..... 18,266 ^f 71 ^c	.	.
	Exercice 1881..... 56,878,843 56	.	.
	413,255,957	60,839,508 70	.
		60,839,508 ^f 70 ^c	
		RÉSULTAT en augmentation.	

2^{es} Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif. (Loi de finances du 29 juillet 1881.)	MODIFICATIONS résultant du décret du 20 septembre 1881 qui a transporté les services civils de l'Algérie.	
		Augmentations.	Diminutions.
Ministère des finances.....	167,882,748 ^f	2,000,000 ^f 00 ^c	.
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur.....	220,080,600	1,660,000 00	.
Gouvernement général civil de l'Algérie.....	3,800,550	.	3,800,550
Ministère des postes et des télégraphes.....	35,500	.	.
Ministère de la marine.....	240,000	.	.
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service de l'instruction publique.).....	15,862,420	.	.
Ministère de l'agriculture et du commerce.....	2,308,000	.	.
Ministère du commerce et des colonies.....	.	.	.
Ministère de l'agriculture.....	.	.	.
Ministère des travaux publics.....	3,046,139	140,550 00	.
	413,255,957	3,800,550 00	3,800,550
		RÉSULTAT en augmentation.	

(A) Décret du 25 décembre 1881.

(B) Décret du 25 février 1882.

PENSES DU BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1882.

Évaluations de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés légalement au budget de l'exercice 1881.		ÉVALUATIONS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1882.	OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.		
"	"	335,411,657 ⁸²	
"	"	1,195,953 ⁹⁴	
"	"	125,649,244 ⁶⁴	
"	"	11,838,609 ³⁰	
"	"	474,095,465 ⁷⁰	
(A) 197,110 ²⁷	"	56,897,110 ²⁷	(A) Lois de règlement des exercices 1880 et 1881.
197,110 ²⁷	"	530,992,575 ⁹⁷	
56,897,110 ²⁷			
117,736,618 ⁹⁷			

Ensemble des crédits.

MODIFICATIONS résultant du décret du 25 décembre 1881 qui a créé divers ministères du décret du 25 février 1882.		MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.		Crédits reportés des exercices 1880 et 1881 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.	CRÉDITS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1882.
Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.		
"	"	7,257,160 ⁸⁴	"	10,338,094 ⁹³	187,478,003 ⁷⁷
"	"	50,193,147 ⁵²	"	42,300,678 ⁴³	314,234,425 ⁹⁵
"	"	3,032 ²⁵	"	"	38,532 ²⁵
150,000 ^f	(A) 240,000 ^f	53,948 ⁰⁸	"	341,115 ⁰⁹	635,063 ¹⁷
"	"	3,135,170 ³⁰	"	2,065,143 ²⁰	21,062,733 ⁵⁰
(A) 2,308,000	"	"	"	"	"
266,500	(B) 240,000	23,500 ⁰⁰	"	12,170 ¹⁶	62,170 ¹⁶
2,289,300	"	9,674 ¹⁰	"	483,598 ⁹⁶	2,782,573 ⁰⁶
(A) 7,800	"	163,875 ⁶¹	"	1,356,309 ⁵⁰	4,699,074 ¹¹
2,795,800	2,795,800	60,839,508 ⁷⁰	"	56,897,110 ²⁷	530,992,575 ⁹⁷
		60,839,508 ⁷⁰			
				115,338,331 ⁶⁸	

Développement des modifications que les évaluations et les crédits du budget primitif affectées au service départemental et à divers services spéciaux

ÉVALUATION

NATURE DES RECETTES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
<i>Contributions directes. (Augmentation : 11,057,329^f 82^c.)</i>			
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels portant sur les contributions foncière, personnelle et mobilière votés par les conseils généraux.....	192,456 ^f 39 ^c
		Centimes additionnels pour dépenses ordinaires des départements.....	46,233 24
		Centimes additionnels pour dépenses du service vicinal.....	323,633 68
		Centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....	184,033 47
		Centimes pour dépenses du cadastre.....	19,277 00
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses de l'instruction primaire.....	108,501 56
		Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses autres que celles de l'instruction primaire..	3,161,211 14
Fonds pour dépenses communales.		Centimes pour dépenses ordinaires.....	144,427 06
		Centimes pour dépenses extraordinaires.....	5,436,205 ^f 00
		Centimes pour frais de bourses et chambres de commerce..	88,578 90
		Centimes pour dépenses des chemins vicinaux.....	42,094 96
		Centimes pour dépenses de l'instruction primaire.....	489,404 17
		Centimes pour frais de perception de diverses impositions communales.....	175,320 27
		Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.....	281,551 15
Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises.....			243,436 02
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations ou autres cas fortuits.....			7,474 10
Fonds de non-valeurs		des contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, réductions, remises et modérations.).....	129,391 07
		des patentes, décharges, réductions, remises et modérations et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes.....	161,700 00
Fonds de réimpositions.....			173,314 19
Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires....			10,076 01
Taxe de premier avertissement.....			5,081 57

recettes spéciales de l'exercice 1882 ont éprouvées, d'après la réalisation des ressources
exécution de l'article 10 de la loi du 4 mai 1834.)

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
<i>Taxes spéciales assimilées aux contributions directes.</i> (Augmentation : 160,433 ¹ 94 ¹ .)		
recettes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte.....	99 ¹ 70 ¹	"
recettes spéciales pour frais de premier avertissement de redevances des mines.....	"	6 ¹ 55 ¹
Contributions sur les voitures et les chevaux. { Fonds de 1/30 ^e attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	23,580 61	"
{ Fonds de non-valeurs.....	136,539 56	"
{ Portion de la taxe de premier avertissement..	1,040 32	"
recettes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	164 65	"
recettes spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe sur les cartes.....	15 65	"
<i>recettes éventuelles départementales.</i> (Augmentation : 46,349,244 ¹ 64 ¹ .)		
recettes éventuelles affectées aux dépenses départementales ordinaires...	13,326,748 45	"
recettes éventuelles affectées aux dépenses départementales extraordinaires.....	33,022,496 19	"
<i>Produits divers spéciaux.</i> (Augmentation : 3,272,500 ¹ 30 ¹ .)		
recettes spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	"	331,150 85
recettes divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	3,174,886 12	"
emprunt de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	96,926 30	"
emprunt de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	53,963 27	"
emprunt de frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	12,086 04	"
emprunt de frais de surveillance { Commerce.....	23,500 00	"
{ Agriculture.....	2,200 00	"
{ Travaux publics.....	"	"
emprunt par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des communes</i>	"	"
emprunt par les tribus des dépenses résultant de la constatation de la constitution de la propriété individuelle indigène. (Loi du 6 juillet 1873 et taxe de premier avertissement.).....	"	270,830 24
Prime du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs colons.....	265,384 98	"
recette affectée au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	120,368 43	"
exportation. — Produit du travail des condamnés.....	53,948 08	"
recettes de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	3,032 25	"
recettes avancées pour dépenses cadastrales.....	67,285 92	"
	61,622,491 18	782,982 48
RÉSULTAT		
Augmentation. { Ressources applicables au service départemental.....	53,256,008 ¹ 17 ¹	
{ Ressources applicables à divers services spéciaux.....	7,583,500 53	
	60,839,508 ¹ 70 ¹	

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	<i>Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.</i> (Augmentation : 64,530 ^f 13 ^c .)		
1	Rôles spéciaux. (Frais d'impression et de confection.)....	10,076 ^f 01 ^c	
2	Avertissements. (Frais d'impression et d'expédition des avertissements relatifs aux rôles spéciaux.).....	2,861 64	
3	Frais de distribution du premier avertissement.....	3,533 70	
4	Cadastre.....	48,058 78	
	<i>Remboursements et restitutions sur les contributions directes.</i> (Augmentation : 7,198,075 ^f 97 ^c .)		
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dé- penses ordinaires des communes.....	144,427 06	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dé- penses extraordinaires des communes.....	5,436,205 66	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dé- penses des bourses et chambres de commerce.....	85,578 96	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dé- penses des chemins vicinaux.....	42,094 95	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dé- penses de l'instruction primaire.....	489,404 17	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de perception des impositions communales.....	175,320 27	
	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du prin- cipal des patentes attribués aux communes.....	281,551 15	
5	Restitutions du produit des patentes attribué au rachat des offices de courtiers de marchandises.....	243,436 02	
	Décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises, modérations et non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres.....	129,391 07	
	Dégrèvements et frais de confection de formules sur la contribution des patentes.....	.	161,767 ^f
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions.....	173,314 19	
	Restitution de 5 centimes du principal des contributions sur les chevaux et voitures attribué aux communes.....	23,580 61	
	Dégrèvement et frais d'assiette et de confection des rôles des contributions sur les chevaux et voitures (5 centimes sur le principal).....	135,539 56	
6	Etablissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.....	.	270,836
7	Part des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recou- vrement de l'impôt arabe.....	265,384 98	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	(Augmentation : 50,193,147 ^f 52 ^c .)		
1	Dépenses ordinaires.....	13,889,071 76	
2	Dépenses extraordinaires.....	36,183,707 33	
3	Frais de rédaction du <i>Bulletin officiel des communes</i>		
4	Assistance publique en Algérie.....	120,368 43	

MINISTRES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
(Augmentation : 3,032 ^f 25°.)		
Versements de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	3,032 ^f 25°	.
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
(Augmentation : 53,948 ^f 08°.)		
Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires.....	53,948 08	.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
(Augmentation : 3,135,170 ^f 30°.)		
Dépenses imputables sur les fonds départementaux.....	291,435 03	.
Sur centimes votés par les conseils généraux.....		

Sur produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....
 | |

TABLEAU K.

Règlement définitif des recettes du l

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	PRODUITS	
	Évaluations des produits.	Produits réalisés des droits com.
CONTRIBUTIONS DIRECTES (Voir le développement ci-contre)		
Fonds pour dépenses départementales.....	159,291,342 34	159,291,342 34
Fonds pour dépenses communales	158,130,711 22	158,130,711 22
Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises.....	1,277,436 02	1,277,436 02
Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,288,974 10	2,288,974 10
Fonds de non-valeurs, réimpositions, etc.....	13,963,836 56	13,963,836 56
Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	38,276 11	38,276 11
Portion de la taxe de premier avertissement.....	421,081 57	421,081 57
	335,411,657 82	335,411,657 82

TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES

Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte.....	5,699 70	5,699 70
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de redevances des mines.....	63 45	63 45
Contributions sur les voitures et sur les chevaux. {		
Fonds de 1/20 ^e attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	526,780 61	526,780 61
Fonds de non-valeurs.....	638,739 56	638,739 56
Portion de la taxe de premier avertissement.....	20,140 32	20,140 32
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	4,164 05	4,164 05
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles.....	265 65	265 65
	1,195,953 94	1,195,953 94

PRODUITS ÉVENTUELS

Produits éventuels affectés aux dépenses départementales ordinaires...	67,626,748 45	67,626,748 45
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales extraordinaires.....	58,027,495 19	58,027,495 19
	125,654,243 64	125,654,243 64

ressources spéciales de l'exercice 1882.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.	
159,291,342 ³⁴	"	"	"	159,291,342 ³⁴	(A) Contribution foncière..... 164,376,266 ⁵²
4,130,711 22	"	"	"	4,130,711 22	Contribution personnelle et mobilière..... 57,480,225 55
1,277,436 02	"	"	"	1,277,436 02	Contribution des portes et fenêtres. 28,339,411 70
2,388,974 10	"	"	"	2,388,974 10	Contribution des patentes..... 44,592,582 48
12,943,836 56	"	"	"	12,943,836 56	Taxe de premier avancement... 421,081 57
38,276 01	"	"	"	38,276 01	
421,081 57	"	"	"	421,081 57	
					335,411,657 82
411,657 82	"	"	"	335,411,657 82	(Voir le compte définitif des recettes de 1882.)

CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS SPÉCIAUX.)

5,699 ⁷⁰	"	"	"	5,699 ⁷⁰
63 45	"	"	"	63 45
638,739 56	"	"	"	638,739 56
20,240 32	"	"	"	20,240 32
4,164 65	"	"	"	4,164 65
265 65	"	"	"	265 65
1,195,953 94	"	"	"	1,195,953 94

PARTEMENTAUX.

67,626,748 ⁴⁵	"	"	"	67,626,748 ⁴⁵
38,022,496 19	"	"	"	38,022,496 19
125,649,244 64	"	"	"	125,649,244 64

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MTC.	
	Évaluations des produits.	Produits résultats des droits com.
PRODUITS DU		
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	368,849 ¹⁵	368,84
Produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	3,886,306 12	3,886,30
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins fer en France	3,096,926 30	3,096,92
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de de fer en Algérie et en Tunisie.....	194,513 27	194,51
Remboursement de frais de contrôle et de surveillance des tramways..	36,525 04	36,52
Remboursement de frais de surveillance { Commerce.....	50,000 00	50,00
de sociétés et établissements divers... { Agriculture.....	10,000 00	10,00
Travaux publics.....	14,800 00	14,80
Versement par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des communes</i>	6,000 00	6,00
Remboursement par les tribus des dépenses résultant de la constata- tion et de la constitution de la propriété individuelle algérienne et taxe de premier avertissement	729,169 76	729,16
Dixième du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs collecteurs.	1,265,384 98	1,265,38
Produit affecté au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	1,780,368 43	1,780,36
Transportation. — Produit du travail des condamnés.....	293,948 08	293,94
Versements de divers établissements pour traitements d'agents du ser- vice postal et télégraphique	38,532 25	38,53
Fonds avancés pour dépenses cadastrales.....	67,285 92	67,28
	11,838,609 30	11,838,60
TOTAL GÉNÉRAL des recettes.....	474,095,465 70	474,095,46
Fonds reportés des exercices 1880 et 1881 pour le service départemental et divers services spéciaux.....	56,897,110 27	.....
	530,992,575 97	.....

TABLEAU L.

RÉSULTAT DU BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES

RECETTE.		
Fonds reportés des exercices 1880 et 1881 pour le service départemental et pour di- vers services spéciaux.....		56,897,110
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1882 :		
Contributions directes. (Fonds spéciaux.)	335,411,657 ⁸²	474,095,46
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds spéciaux.)	1,195,953 94	
Produits éventuels départementaux.....	125,649,244 64	
Produits divers spéciaux.....	11,838,609 30	
	474,095,465 70	
ENSEMBLE		530,992,575
A déduire : Fonds transportés au budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....		61,939,61
TOTAL de la recette.....		468,052,96

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Mouvements directs et droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.	
68,849 ^f 15 ^c	"	"	"	368,849 ^f 15 ^c	
86,306 12	"	"	"	3,886,306 12	
96,926 30	"	"	"	3,096,926 30	
194,513 27	"	"	"	194,513 27	
36,525 04	"	"	"	36,525 04	
50,000 00	"	"	"	50,000 00	
10,000 00	"	"	"	10,000 00	
14,800 00	"	"	"	14,800 00	
6,000 00	"	"	"	6,000 00	
29,169 76	"	"	"	729,169 76	
66,384 98	"	"	"	1,265,384 98	
80,348 43	"	"	"	1,780,348 43	
93,948 08	"	"	"	293,948 08	
38,532 25	"	"	"	38,532 25	
67,285 92	"	"	"	67,285 92	
28,609 30	"	"	"	11,838,609 30	
95,165 70	"	"	"	474,095,465 70	
.....				56,897,110 27	
.....				530,992,575 97	

TABLES DE L'EXERCICE 1882.

DÉPENSE.

Revenus effectués sur les droits constatés à la charge du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1882 :

Ministère des finances	176,830,222 ^f 50 ^c
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.)	267,755,568 86
Ministère des postes et des télégraphes	38,532 25
Ministère de la marine et des colonies	133,506 51
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service de l'instruction publique.)	17,972,464 89
Ministère du commerce	29,809 91
Ministère de l'agriculture	1,973,081 90
Ministère des travaux publics	3,329,675 69
TOTAL de la dépense	468,062,952 51

BALANCE

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE

Règlement définitif des budgets annexes

FABRICATION DES MONNAIES

TABEAU M.

RÈGLEMENT

ARTICLES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits
1	Prélèvements pour frais de fabrication des monnaies.....	432,358
2	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies.....	10,000
3	Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes	22,000
4	Produit de la vente des médailles Prix de la matière Frais de fabrication..... Médailles et jetons de bronze..... Recettes accessoires	(a) 950,000
5		180,000
6		1,000
7		21,000
8	Droits d'essai.....	100
9	Droits sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce.....	1,000
10	Produit brut de l'émission des monnaies de bronze.....	200,000
11	Recettes accidentelles.....	Mémoire
	TOTAUX.....	1,817,358

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1882.

attachés pour ordre au budget général de l'exercice 1882.

MONNAIES ET MÉDAILLES.

RECETTES.

MODIFICATIONS DES ÉVALUATIONS d'après la réalisation des produits.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués.	RECETTES définitives de l'exercice 1882.
Augmentations.	Diminutions.				
.	323,370 ^f 68 ^c	108,887 ^f 32 ^c	108,887 ^f 32 ^c	108,887 ^f 32 ^c	108,887 ^f 22 ^c
.	10,000 00	"	"	"	"
4,229 ^f 02 ^c	"	26,229 02	26,229 02	26,229 02	26,229 02
.	66,226 63	883,773 37	883,773 37	883,773 37	883,773 37
2,207 54	"	185,207 54	185,207 54	185,207 54	185,207 54
66,313 62	"	66,313 62	66,313 62	66,313 62	66,313 62
37,037 71	"	58,037 71	58,037 71	58,037 71	58,037 71
.	94 00	6 00	6 00	6 00	6 00
.	400 00	600 00	600 00	600 00	600 00
.	"	200,000 00	200,000 00	200,000 00	200,000 00
22,654 64	"	22,654 64	22,654 64	22,654 64	22,654 64
134,442 53	400,091 31	1,551,709 22	1,551,709 22	1,551,709 22	1,551,709 22
265,648 ^f 78 ^c					

(a) Y compris une recette de 150,000 francs évaluée par la loi du 31 décembre 1882.

ARTICLES spéciaux.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	catégorie accrédités par le budget
CHAPITRE I^{er}.		
DÉPENSES FIXES D'ADMINISTRATION ET D'EXPLOITATION.		
1	Personnel.....	208,050'
2	Matériel.....	65,000'
CHAPITRE II.		
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'UNE ÉVALUATION FIXE.		
1	Personnel. — Salaires des ouvriers.....	88,850'
2	Matériel.....	138,900'
CHAPITRE III.		
DÉPENSES ÉVENTUELLES.		
Uniq.	Indemnités pour travaux extraordinaires, secours, etc.....	10,500'
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES D'ORDRE.		
Uniq.	Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles.....	(a) 950,000'
CHAPITRE V.		
Uniq.	Service des monnaies de bronze.....	87,000'
CHAPITRE VI.		
Uniq.	Application au Trésor. (Excédent des recettes sur la fabrication des monnaies et médailles et produit net de l'émission des monnaies de bronze.....)	5/10 ^{me} au compte des produits divers du budget..... 134,529' 5/10 ^{me} au compte du fonds capital de l'administration des monnaies. 134,529'
	TOTAUX.....	1,817,358'

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

Recettes.....	1,551,709' 22"
Dépenses.....	1,551,709' 22"

MONNAIES ET MÉDAILLES.

DES DÉPENSES.

MODIFICATIONS DES CRÉDITS d'après la réalisation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	PAYEMENTS effectués.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1882.
Augmentations.	Diminutions.				
"	33,885 ^f 14 ^a	174,164 ^f 86 ^a	174,164 ^f 86 ^a	174,164 ^f 86 ^a	174,164 ^f 86 ^a
"	41,112 03	23,887 97	23,887 97	23,887 97	23,887 97
"	21,062 55	67,787 45	67,787 45	67,787 45	67,787 45
"	102,313 53	36,586 47	36,586 47	36,586 47	36,586 47
"	4,924 00	5,576 00	5,576 00	5,576 00	5,576 00
"	66,226 63	883,773 37	883,773 37	883,773 37	883,773 37
"	21,946 46	65,053 54	65,053 54	65,053 54	65,053 54
25,821 56	"	294,879 56	294,879 56	294,879 56	(b) 294,879 56
25,821 56	291,470 34	1,551,709 22	1,551,709 22	1,551,709 22	1,551,709 22
265,648 ^f 78 ^a					

(a) Y compris un crédit de 150,000 francs accordé par le décret du 29 septembre 1882, régularisé par la loi du 31 décembre 1882.

(b) Cet excédent de recette se décompose de la manière suivante :

Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles.....	159,933 ^f 10 ^a
Produit net de l'émission des monnaies de bronze.....	134,946 46
	294,879 56

Il est réparti, savoir :

5 dixièmes au compte des produits divers du budget.....	147,439 ^f 78 ^a
5 dixièmes au compte du fonds capital de l'administration des monnaies.	147,439 78
	294,879 56

IMPRIMERIE

RÈGLEMENT

ARTICLES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Revenant des produits.
1	§ 1 ^{er} . — Produits de l'exercice 1882 :	
2	Produit des impressions diverses	(A) 7,930,000 fr
2	Produit du dépôt du <i>Bulletin des lois</i> , codes et ouvrages, etc.....	175,000 fr
4	Produit du <i>Bulletin des arrêts de la Cour de cassation</i>	1,000 fr
5	Produit des fournitures de journaux à souches, etc.....	80,000 fr
6	Produit du 1 p. o/o retenu sur les fournitures diverses.....	29,700 fr
	Produit des recettes diverses.....	110,000 fr
	§ 2. — Restes à recouvrer sur les exercices clos et périmés.....	(Mémoire.)
	TOTAUX.....	8,325,000 fr
(A) Y compris une recette de 1,630,000 francs évaluée, savoir :		
	1 ^{re} Par la loi du 10 août 1882.....	960,000 fr
	2 ^e Par le décret du 21 octobre 1882, régularisé par la loi du 31 décembre 1882.....	670,000 fr
	TOTAL.....	1,630,000 fr

RÈGLEMENT

ARTICLES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget, primitif et par des lois spéciales.	Modifications des crédits d'ordre d'exécution la répartition des ressources.
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....	(A) 521,900 ^{fr} 00 ^c	
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	(B) 7,577,560 00	
3	Dépenses éventuelles.....	120,000 00	
3 bis	Dépenses des exercices clos.....		106 ^{fr} 7
4	Excédent des recettes de l'exercice 1882.....	8,109,150 00	106 ^{fr} 7
	TOTAUX.....	8,325,000 00	114,755 ^{fr} 7

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

Recettes.....	8,307,224 ^{fr} 41 ^c
Dépenses.....	8,307,224 41

NATIONALE.

RECETTES.

ÉTAT DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des droits constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
8,009,593 ^f 36 ^c	8,007,065 ^f 12 ^c	2,528 ^f 23 ^c	77,065 ^f 12 ^c	"	8,007,065 ^f 12 ^c
39,131 70	39,131 70	"	"	135,868 ^f 30 ^c	39,131 70
797 40	797 40	"	"	202 60	797 40
83,365 05	83,365 05	"	3,365 05	"	83,365 05
43,981 77	43,981 77	"	14,981 77	"	43,981 77
117,064 74	117,064 74	"	7,064 74	"	117,064 74
15,818 63	15,818 63	"	15,818 63	"	15,818 63
8,309,752 64	8,307,224 41	2,528 23	118,295 31	136,070 90	8,307,224 41
			17,776 ^f 59 ^c		

LES DÉPENSES.

ÉTAT DES DÉPENSES.				RÈGLEMENT DES DÉPENSES.		
Total.	Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
	Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
521,900 ^f 00 ^c	508,810 ^f 25 ^c	508,810 ^f 25 ^c	"	13,089 ^f 75 ^c	"	508,810 ^f 25 ^c
7,577,250 00	7,463,644 17	7,463,644 17	"	113,605 83	"	7,463,644 17
10,000 00	3,957 95	3,957 95	"	6,042 05	"	3,957 95
206 27	206 27	206 27	"	"	"	206 27
8,109,356 27	7,978,618 64	7,978,618 64	"	132,727 63	"	7,978,618 64
330,605 77	330,605 77	330,605 77	"	"	"	(c) 330,605 77
8,439,962 04	8,307,224 41	8,307,224 41	"	132,727 63	"	8,307,224 41

(a) Y compris un crédit de 27,500 francs accordé par la loi du 10 août 1882.

(b) Y compris des crédits s'élevant à la somme de 1,602,500 francs, savoir :

1° Crédit accordé par la loi du 10 août 1882.....	922,500 ^f
2° Crédit ouvert par le décret du 21 octobre 1882 et régularisé par la loi du 21 décembre 1882....	680,000
TOTAL.....	1,602,500

(c) Somme à verser au Trésor public (Produits divers de l'exercice 1882), 330,605 fr. 77.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluation des produits.
1	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique..	6,907,946 ⁶
2	Supplément à la dotation..	10,512,306 ⁶
3	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi..	900 ⁰
4	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations ou médailles..	60,000 ⁰
5	Produit des brevets de nomination ou de promotion dans l'ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères..	125,000 ⁰
6	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohortes..	14,843 ⁰
7	Versements par les titulaires de majorats..	3,000 ⁰
8	Domaine d'Écouen..	7,000 ⁰
9	Montant présumé des pensions et trousseaux des élèves de la maison de Saint-Denis..	96,000 ⁰
10	Montant présumé des pensions et trousseaux des élèves pensionnaires de la première succursale (Écouen), restée provisoirement congréganiste..	15,000 ⁰
11	Montant présumé des pensions et trousseaux des élèves pensionnaires de la seconde succursale (Loges), devenue laïque..	15,000 ⁰
12	Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution..	10,000 ⁰
13	Produits divers..	6,000 ⁰
14	Intérêts payés par la caisse des dépôts et consignations (son compte courant avec la Légion d'honneur)..	70,000 ⁰
15	Avances à faire à la Légion d'honneur par la caisse des dépôts et consignations pour le payement des pensions viagères en vertu de la loi du 5 mai 1869..	800,000 ⁰
	TOTAL..	18,642,995 ⁶

HONNEUR.

ES RECETTES.

SITUATION DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des recettes constatées.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
6,907,946 ^f 00 ^e	6,907,946 ^f 00 ^e	"	"	"	6,907,946 ^f 00 ^e
10,041,164 51	10,041,164 51	"	471,141 ^f 49 ^e	"	10,041,164 51
970 00	970 00	"	"	70 ^f 00 ^e	970 00
40,653 50	40,653 50	"	19,346 50	"	40,653 50
118,151 00	118,151 00	"	6,849 00	"	118,151 00
14,843 00	14,843 00	"	"	"	14,843 00
6,749 17	6,749 17	"	"	3,749 17	6,749 17
5,335 50	3,478 50	2,457 ^f 00 ^e	3,521 50	"	3,478 50
53,283 35	53,283 35	"	42,716 65	"	53,283 35
18,316 66	18,316 66	"	"	3,316 66	18,316 66
"	"	"	15,000 00	"	"
3,087 69	3,087 69	"	6,912 31	"	3,087 69
8,998 85	8,998 85	"	"	2,998 85	8,998 85
"	"	"	70,000 00	"	"
504,524 18	504,524 18	"	295,475 82	"	504,524 18
17,722,166 41	17,722,166 41	2,457 00	930,963 27	10,134 68	17,722,166 41
			920,828 ^f 59 ^e		

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES DÉPENSES		
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des crédits ouverts. — Droits constatés au profit des créanciers.	Payements effectués.
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	255,000 ⁰⁰	254,992 ⁶⁵	254,992
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	66,000 00	65,999 99	65,999
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'Ordre.....	10,342,719 88	10,257,712 54	10,257,712
4	Décorations aux membres de l'Ordre sans traite- ment.....	20,000 00	19,996 00	19,996
5	Secours aux membres de l'Ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	64,000 00	64,000 00	62,714
6	Traitements des médaillés militaires.....	5,069,463 75	5,005,220 06	5,001,733
7	Maison de Saint-Denis. (Personnel.).....	184,030 00	184,029 50	184,029
8	Maison de Saint-Denis. (Matériel.).....	447,200 00	447,199 03	446,967
9	1 ^{re} succursale (Écouen). — Personnel congréganiste.	66,925 00	66,924 08	66,924
10	2 ^e succursale (Loges). — Personnel laïque.....	57,100 00	57,092 75	57,092
11	1 ^{re} succursale (Écouen). — Matériel.....	178,425 00	178,420 45	178,419
12	2 ^e succursale (Loges). — Matériel.....	170,000 00	169,999 41	169,991
13	Pensions et trousseaux de 20 élèves de la 1 ^{re} suc- cursale aux frais des familles.....	18,525 00	18,315 51	18,315
13 bis	Indemnité à un inspecteur général chargé de la direction des études.....	6,000 00	6,000 00	6,000
14	Secours aux élèves.....	4,000 00	4,000 00	4,000
15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	35,173 51	35,173 51	34,853
16	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	5,500 00	5,499 87	5,499
17	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux em- ployés. — Dépenses diverses.....	15,000 00	14,994 45	14,994
18	Prix de décorations militaires et médailles.....	60,000 00	59,413 00	59,413
19	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'Ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	125,000 00	118,150 66	110,670
20	Subventions supplémentaires aux militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	20,000 00	7,892 35	7,892
21	Remboursements de sommes versées à charge de restitution.....	10,000 00	8,490 41	8,390
22	Dépenses des exercices clos.....	31,006 63	31,005 63	31,006
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	1,904 50	1,804 50	1,804
24	Pensions accordées en vertu de la loi du 5 mai 1869.	800,000 00	504,524 18	504,524
25	Renouvellement du mobilier scolaire des trois mai- sons d'éducation de la Légion d'honneur.....	58,000 00	57,999 51	57,999
26	Rappels de traitements et suppléments de traite- ments de la Légion d'honneur des exercices clos.	71,080 12	71,080 12	71,080
27	Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	26,236 25	26,236 25	26,236
TOTAUX.....		18,208,288 64	17,722,166 41	17,705,134

BONNEUR.

LES DÉPENSES.

		OBSERVATIONS.		
Lois à payer à la clôture de l'exercice.		(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :		
	DATES.	CHA- PITRES	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
	Loi du 29 juill. 1881.	"	Crédits ouverts par le budget primitif.....	18,642,995 ⁰⁰
		7	Crédits ouverts par des lois : Maison d'éducation de Saint-Denis.	
		"	(Personnel).....	50,860 ⁰⁰
	Loi du 10 juin 1882.	9	1 ^{re} succursale (Économe). — Personnel congréganiste.....	31,825 00
1,290 ⁰⁰		13 bis	Indemnité à un inspecteur général chargé de la direction des études..	6,000 00
3,636 83		25	Renouvellement du mobilier scolaire des trois maisons d'éducation de la Légion d'honneur.....	58,000 00
731 25			<u>146,685⁰⁰</u>	146,685 00
	Loi du 8 juill. 1882.	20	Subventions supplémentaires aux mi- nistres admis à la retraite de 1814 à 1861.....	20,000 ⁰⁰
3,098 01		23	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	399 95
			<u>20,299 95</u>	20,299 95
290 35		11	1 ^{re} succursale (Économe). — Matériel.....	10,000 00
	Loi du 31 déc. 1882.	13	Pensions et trousseaux de 20 élèves de la 1 ^{re} succursale aux frais des familles...	3,525 00
7,480 00		23	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	1,604 55
			<u>15,129 55</u>	15,129 55
		15	Commissions aux trésoriers-payeurs gé- néralistes.....	2,273 51
			<u>184,288 01</u>	
605 86	Loi du 14 mars 1884.	20	A déduire. Crédits annulés : Subventions supplémentaires aux mi- nistres admis à la retraite de 1814 à 1861.....	600,000 00
			Transport des chapitres 3 et 6 aux chapitres 26-27 des rappels de traitements sur exer- cices clos.....	97,316 ³⁷
18,932 30	Loi du 10 juin 1882.	22	TOTAL.....	18,177,283 01
			Dépenses des exercices clos.....	31,005 63
			TOTAL ÉGAL.....	18,208,288 64
				A déduire : 465,711 99

RÈGLEM

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	RÈGLEMENT	
		Crédits annuels.	
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	7 ^f 35 ^c	.
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	0 01	.
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	85,007 34	.
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	4 00	.
5	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	.	1,290 ^f 00
6	Traitements des médaillés militaires.....	64,243 69	3,436 83
7	Maison de Saint-Denis. (Personnel.).....	0 50	.
8	Maison de Saint-Denis. (Matériel.).....	0 97	731 25
9	1 ^{re} succursale (Écouen). — Personnel congréganiste.....	0 92	.
10	2 ^e succursale (Loges). — Personnel laïque.....	7 25	.
11	1 ^{re} succursale (Écouen). — Matériel.....	4 55	.
12	2 ^e succursale (Loges). — Matériel.....	0 59	3,098 01
13	Pensions et trousseaux de 20 élèves de la 1 ^{re} succursale aux frais des familles.....	209 49	.
13 bis	Indemnité à un inspecteur général chargé de la direction des études.....	.	.
14	Secours aux élèves.....	.	.
15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	.	290 35
16	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	0 13	.
17	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux employés. — Dépenses diverses.....	5 55	.
18	Prix de décorations militaires et médailles.....	20,587 00	.
19	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	6,849 34	7,480 00
20	Subventions supplémentaires aux militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	12,107 65	.
21	Remboursements de sommes versées à charge de resti- tution.....	1,509 59	.
22	Dépenses des exercices clos.....	.	.
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	100 00	.
24	Pensions accordées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	295,475 82	.
25	Renouvellement du mobilier scolaire des trois maisons d'éducation de la Légion d'honneur.....	0 49	605 86
26	Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	.	.
27	Rappels de traitements de la médaille militaire des exer- cices clos.....	.	.
	TOTAUX.....	486,122 23	16,932 30
		503,054 ^f 53 ^c	

Transport de l'exer. 1882 à l'exer. 1883, conformément à l'article 298 de l'inst. minist. du 1^{er} déc.

RÉSULTAT
Recettes.....
Dépenses.....

HONNEUR.

RS DÉPENSES. (Suite.)

DÉPENSES. crédits définitifs pour les paiements effectués par l'exercice 1882.	OBSERVATIONS.
254,992 ^f 65 ^c 65,999 99 2,157,712 54 13,996 00 61,710 00 1,001,783 23 143,029 50 146,467 78 66,924 08 57,092 75 178,120 45 166,901 40	
18,315 51 6,000 00 1,000 00 34,883 16 5,499 87 14,994 45 39,413 00	
110,670 66 7,892 35 8,490 41 31,006 63 1,804 50 504,524 18 57,393 65 71,080 12 16,236 25	
1,722,166 41 16,932 30 1722,166 41	
TOTAL.	17,722,166 ^f 41 ^c 17,722,166 41

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des produits.
DOTATION DE L'ARMÉE. Arrérages de rentes 3 p. o/o appartenant à la dotation de l'armée..... Arrérages des rentes appartenant aux sous-officiers rengagés..... Intérêts résultant du compte courant Recettes à divers titres	
VERSEMENTS VOLONTAIRES. Versements volontaires faits, à titre de dépôt, par des militaires de tous grades, dans le cours de leur service..... Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1882, prélevée sur le bénéfice de la caisse des dépôts.	. . .
MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS. Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1882, prélevée sur les bénéfices de la caisse des dépôts. Fonds reportés de l'année 1881. (Voir compte général des finances de l'année 1881, page 820, n° 16.).....	. . .
	.

DÉPENSES DE L'ARMÉE.

DES RECETTES.

MODIFICATIONS DES ÉVALUATIONS d'après la répartition des recettes.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RESTE à recouper sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1882.
Augmentations.	Diminutions.					
148,004' 00"	"	148,004' 00"	148,004' 00"	148,004' 00"	"	148,004' 00"
1,855 25	"	1,855 25	1,855 25	1,855 25	"	1,855 25
183,210 07	"	183,210 07	183,210 07	183,210 07	"	183,210 07
41 65	"	41 65	41 65	41 65	"	41 65
459 00	"	459 00	459 00	459 00	"	459 00
1,301 60	"	1,301 60	1,301 60	1,301 60	"	1,301 60
"	"	"	"	"	"	"
2,982 70	"	2,982 70	2,982 70	2,982 70	"	2,982 70
337,854 27	"	337,854 27	337,854 27	337,854 27	"	337,854 27
6,181,375 88	"	6,181,375 88	.....	.....	"	6,181,375 88
6,519,230 15	"	6,519,230 15	.....	.....	"	6,519,230 15
6,519,230' 15"						

DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif.
DOTATION DE L'ARMÉE. Compléments de primes et d'annuités payés à des militaires engagés ou rengagés ou à leurs héritiers..... Compléments de primes et d'annuités payés à des remplaçants libérés ou à leurs héritiers..... Hautes payes de 10 et de 20 centimes allouées aux rengagés et aux engagés volontaires après libération..... Remboursements à titres divers. FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE BUREAU. Frais d'impression payés à des corps..... Frais d'administration à la caisse des dépôts et consignations. (Année 1881.).... Taxations allouées aux préposés de la caisse des dépôts et consignations pour les recettes et les dépenses effectuées par eux pour le compte de la dotation... VERSEMENTS VOLONTAIRES. Remboursements de versements volontaires. (Capital et intérêts.)..... MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS. Remboursements à des militaires libérés du service et paiement des intérêts....	Néant.
Transport à l'exercice 1883 du solde général au 31 décembre 1882 en faveur de la caisse de la dotation	
Recettes. Dépenses.	RÉSULTAT
(a) Le solde se décompose ainsi : 1° Dotation de l'armée..... 2° Versements volontaires..... 3° Militaires savoisiens..... TOTAL.....	

OTATION DE L'ARMÉE.

ES DÉPENSES.

MODIFICATIONS DES CRÉDITS d'après la réalisation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés.	PAYEMENTS effectués.	RESTES à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1882.
Augmentation.	Diminution.					
			92,030 ^f 42 ^c	92,030 ^f 42 ^c	"	92,030 ^f 42 ^c
			73,767 08	73,767 08	"	73,767 08
			469 90	469 90	"	469 90
			793 36	793 36	"	793 36
519,230 ^f 15 ^c	"	6,519,230 ^f 15 ^c	21 52	21 52	"	21 52
			21,624 82	21,624 82	"	21,624 82
			247 61	247 61	"	247 61
			188,954 71	188,954 71	"	188,954 71
			12,367 60	12,367 60	"	12,367 60
			7,082 70	7,082 70	"	7,082 70
230 15	"	6,519,230 15	208,405 01	208,405 01	"	208,405 01
éc, solde égal à celui inscrit au compte général des finances de l'année 1882						(a) 6,310,825 14
GÉNÉRAL.						6,519,230 15
..... 6,519,230 ^f 15 ^c						
..... 6,519,230 15						
..... 6,248,875 ^f 70 ^c						
..... 47,849 44						
..... 14,100 00						
..... 6,310,825 14						

ARTICLES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluations des produits.
		(a)
1	Retenue sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies.....	8,341,000 ^f c
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires ou civils et agents de tous grades en congé tant de la marine que des colonies.....	150,000 c
3	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,650,000 c
4	Solde des déserteurs.....	20,000 c
5	Dépôts provenant de solde, de parts de prises et produits de successions de marins.....	200,000 c
6	Dépôts provenant de naufrages.....	100,000 c
7	Droits des invalides sur les prises.....	1,000 c
8	Arrérages des inscriptions de rentes au Grand-Livre appartenant à la caisse des invalides de la marine.....	5,127,692 c
9	Plus-value de feuilles de rôles d'équipage délivrées aux navires du commerce.....	40,000 c
10	Recettes diverses.....	90,308 c
11	Subvention du trésor public.....	(b) 14,645,000 c
		30,365,000 c
	Report de partie de l'excédent de recette de l'exercice 1879.....	1,000,000 c
		31,365,000 c
	Reliquat des fonds non employés des exercices antérieurs.....	.....
(a) Déduction faite d'une somme de 360,000 francs représentant une insuffisance de recette sur les premières évaluations. (Loi du 18 juillet 1883.)		12,980,000
(b) La subvention primitivement accordée.....		420,000
a été successivement réduite de.....		12,560,000
par la loi du 10 juin 1882.....		2,090,000
et augmentée par la loi du 18 juillet 1883 de.....		14,645,000

recettes.

SITUATION DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des droits constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1882.
8,894,153 ^f 81 ^c	8,894,153 ^f 81 ^c	"	553,153 ^f 81 ^c	"	8,894,153 ^f 81 ^c
108,375 56	108,375 56	"	"	41,614 ^f 44 ^c	108,375 56
1,848,463 38	1,848,463 38	"	198,463 38	"	1,848,463 38
17,062 30	17,062 30	"	"	2,937 70	17,062 30
181,706 80	181,706 80	"	"	18,293 20	181,706 80
36,373 66	36,373 66	"	"	63,626 34	36,373 66
"	"	"	"	1,000 00	"
5,130,640 00	5,130,640 00	"	2,948 00	"	5,130,640 00
104,855 46	104,855 46	"	64,855 46	"	104,855 46
79,942 24	79,942 24	"	"	10,365 76	79,942 24
14,645,000 00	14,645,000 00	"	"	"	14,645,000 00
31,046,573 21	31,046,573 21	"	819,420 65	137,847 44	31,046,573 21
1,000,000 00	1,000,000 00	"	"	"	1,000,000 00
32,046,573 21	32,046,573 21	"	819,420 65	137,847 44	32,046,573 21
			681,573 ^f 21 ^c		
					1,371,056 70
					33,417,629 91

ARTICLES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif.
	CHAPITRE I^{er}.	
1	Pensions dites <i> demi-soldes </i> liquidées aux marins d'après la loi du 13 mai 1791, 28 juin 1862 et 11 avril 1881.....	6,171,1
2	Pensions pour ancienneté et pour blessures, pensions de veuves réglées d'après les lois des 11 et 18 avril 1831, 21 juin 1856, 25 et 26 juin 1861, 28 juin 1862, 10 avril 1869, 20 et 22 juin 1878, 5, 17 et 18 août 1879, 11 avril 1881 et autres actes antérieurs.....	23,672,2
	TOTAL du chapitre I^{er}.....	(a) 29,843,3
	CHAPITRE II.	
1	Fonds annuel de secours (y compris le subside à l'hospice de Rochefort, constitué par l'arrêté consulaire du 9 messidor an IX et la loi de finances du 8 juillet 1865).....	(b) 622,0
	CHAPITRE III.	
1	Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, parts de prises, etc.	180,0
2	Remboursements sur anciens dépôts provenant de naufrages.....	68,0
3	Dépenses diverses et remboursements de trop-perçus.....	133,0
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....	518,6
	TOTAL du chapitre III.....	899,6
	TOTAL GÉNÉRAL.....	31,365,0
Transport à l'exercice 1883 de l'excédent de restes.....		
(a) Le crédit primitif était de..... 28,550,2 Par la loi du 10 juin 1882, une somme de..... 422,0 a été annulée sur le chapitre 1^{er} (art. 3. — Fonds annuel de secours et subventions aux anciens pensionnaires)..... 28,128,2 Mais la loi du 18 juillet 1883 ayant ouvert un crédit supplémentaire s'élevant à..... 2,714,0 le crédit de ce chapitre est ramené à..... 29,842,2 (b) Y compris un crédit de 12,000 francs accordé par la loi du 18 juillet 1883.		
Recettes.....		RÉSULTAT.....
Dépenses.....		

SITUATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — droits constatés au profit des créanciers.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
6,194,290 ^f 22 ^c	6,194,290 ^f 22 ^c				6,164,290 ^f 22 ^c
23,621,457 38	23,621,457 38	.	27,625 ^f 40 ^c	.	23,621,457 38
29,815,747 60	29,815,747 60				29,815,747 60
618,178 70	618,178 70	.	3,821 30	.	618,178 70
125,985 37 8,977 04 195,914 36	125,985 37 8,977 04 195,914 36	.	44,782 05	.	125,985 37 8,977 04 195,914 36
523,968 18	523,968 18				523,968 18
854,844 95	854,844 95				854,844 95
31,288,771 25	31,288,771 25	.	76,228 75	.	31,288,771 25
Exercice 1882.....					2,128,858 66
					33,417,629 91
TOTAL.....			33,417,629 ^f 91 ^c		
			33,417,629 91		

Règle

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluation des produits.
1	Produit des bourses accordées par l'État.....	30,000
2	Produit des bourses accordées par les départements et les communes.....	13,000
3	Produit des pensions.....	438,000
4	Recettes éventuelles. — Produit des détériorations imputables aux élèves..	13,000
5	Legs et donations.....	Mémoire
6	Recettes extraordinaires. — Rentes 3 p. 100 sur l'État. — Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations et produits divers.....	47,000
7	Recettes sur exercices clos.....	Mémoire
	TOTAUX.....	533,000
	Fonds reportés de l'exercice 1881.....	0
	TOTAUX.....	533,000

Règle

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif.	Crédits d'ordre en somme égale à l'excédent des produits recouvrés.	Total.
1	Personnel.....	341,000 ⁰⁰	"	341,000
2	Matériel.....	110,000 00	"	110,000
3	Exercices clos et réserve. (Versement à la caisse des dépôts et consignations, au crédit de l'école centrale, de l'excédent des recettes de l'exercice 1882 transporté à l'exercice 1883.....	451,000 00	"	451,000
	TOTAUX.....	89,000 00	712,444 ⁴⁵	794,444
		533,000 00	712,444 45	1,245,444

RESC

Recettes.....
Dépenses.....

MANUFACTURES.

Recettes.

RÉCAPITULATION DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits présent des non constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1889.
29,699 ^f 99 ^c 17,450 00 431,600 00 13,027 85	29,699 ^f 99 ^c 14,925 00 129,750 00 13,027 85	2,925 ^f 00 ^c 1,850 00 .	. 1,750 ^f 00 ^c 27 85 .	300 ^f 01 ^c 75 00 . .	29,699 ^f 99 ^c 14,925 00 429,750 00 13,027 85
59,045 97 77,798 00	59,045 90 6,700 00	. 71,028 00	12,045 90 6,700 00	. .	59,045 90 6,700 00
62,948 74 692,295 71	553,148 74 692,295 71	75,800 00 .	20,523 75 692,295 71	375 01 .	553,148 74 692,295 71
1,245,444 45	1,245,444 45	75,800 00	712,819 46	375 01	1,245,444 45
			712,444 ^f 45 ^c		

Dépenses.

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses présent des non constatés ou profit à annuler de l'exercice.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits à annuler.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1889.
			Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
320,110 ^f 81 ^c 91,888 87	320,110 ^f 81 ^c 91,888 87	. .	20,889 ^f 19 ^c 18,111 13	. .	320,110 ^f 81 ^c 91,888 87
411,999 68	411,999 68	.	39,000 32	.	411,999 68
			39,000 ^f 32 ^c		
					833,444 77
					1,245,444 45

TOTAL.

1,245,444^f 45^c
1,245,444 45

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU RÈGLEMENT DES RECETTES ET DES DÉPENSES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	RECETTES.	DÉPENSES.
Ministère des finances. — Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,551,709 ^f 22 ^c	1,551,709 ^f 25 ^c
Ministère de la justice. — Imprimerie nationale.....	8,307,224 41	8,307,224 41
Ministère de la justice. — Légion d'honneur.....	17,722,166 41	17,722,166 41
Ministère de la guerre. — Caisse de la dotation de l'armée.....	6,519,230 15	6,519,230 15
Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine....	33,417,629 91	33,417,629 91
Ministère de l'agriculture et du commerce. — École centrale des arts et manufactures.....	1,245,444 45	1,245,444 45
	68,763,404 55	68,763,404 55

*Tableau des crédits d'inscription des pensions militaires pour l'exercice 1882.
(Exécution de l'article 4 de la loi du 17 avril 1833.)*

TABLEAU N.

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 29 juillet 1881.....		6,500,000 ^f 00 ^c
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	6,583,801 ^f	6,500,000 00
Pensions annulées.....	83,801	
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		

*Tableau des crédits d'inscription des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853)
pour l'exercice 1882.*

TABLEAU O.

(Exécution du décret du 13 mai 1882.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 29 juillet 1881.....	1,500,000 ^f	4,542,000 ^f 00 ^c
Décret du 13 mai 1882. (Produit des extinctions de l'année 1881.)	3,042,000	
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	3,589,870	3,573,853 00
Pensions annulées.....	16,017	
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		968,147 00

*Situation, par service, des approvisionnements existant,
TABLEAU P. à l'époque du 31 décembre 1882, dans les ports et établissements de la marine.*

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existant au 31 décembre 1882.
Habillement et couchage des équipages de la flotte.....	9,666,534 ^f 65 ^c
Habillement, couchage et campement des troupes de la marine.....	5,061,380 67
Vivres.....	8,136,794 94
Hôpitaux.....	979,514 61
Approvisionnements généraux de la flotte.....	237,086,125 96
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,394,238 64
Justice maritime.....	24,454 92
TOTAL.....	262,352,043 93

Vu pour être annexé à la loi du 14 juin 1891 délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24231. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé, pour la perception des droits de péage au bac de Roffy, sur la rivière de Dordogne, au territoire de la commune d'Auriac, département de la Corrèze.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 3 Novembre 1891.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de Roffy, sur la rivière de Dordogne, au territoire de la commune d'Auriac.

Pour le passage d'une personne, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes. 0' 05^e

Pour le passage des denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinquante kilogrammes. 0 10
Par dix kilogrammes excédant. 0 03

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage d'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise. 0 15

D'un cheval ou mulet, chargé. 0 10

D'un cheval ou mulet, non chargé. 0 06

D'un âne ou ânesse, chargé. 0 06

D'un âne ou ânesse, non chargé. 0 04

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne allant au labour ou au pâturage. . 0 04

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destinés à la vente. 0 08

Par veau ou porc. 0 04

Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons. 0 02

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc., payeront. 0 06

Pour le passage d'une voiture suspendue, à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur. 0 20

D'une voiture suspendue à quatre roues, du cheval ou mulet et du conducteur. 0 35

D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur. 0 35

Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée et attelée d'un seul cheval ou mulet, y compris le conducteur. 0 20

Attelée de deux chevaux, mulets ou bœufs, y compris le conducteur. 0 30

Attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur. 0 45

Pour une charrette à vide, le cheval et le conducteur. 0 15

Pour une charrette chargée employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur. 0 15

La même à vide, le cheval ou deux bœufs et le conducteur. 0 12

Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur. 0 12

Pour un chariot de roulage à quatre roues chargé, un cheval et le conducteur.....	0 ¹ 30 ¹
Chargé, deux chevaux et le conducteur.....	0 50
Chargé, trois chevaux et le conducteur.....	0 80
A vide, un seul cheval et le conducteur.....	0 18

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse comme pour les ânes ou ânesses non chargés.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double.

Dans le temps des basses eaux, le payement du droit sera diminué de moitié; en cas de fraction, le centime entier sera perçu.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le passage est interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera de forts glaçons et dans les cas de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

DÉSIGNATION du cours d'eau.	NOM du pas- sage.	POINTS auxquels les eaux sont réputées		LARGUEUR de la rivière à l'endroit où fonctionnent les bacs.	MAXIMUM de la charge.	NOMBRE de personnes que les embar- ractions peuvent contenir.
		hautes.	basses.			
Dor- dogne.	Roffy.	1 ^{re} 26 au-dessus du fond du lit au milieu du courant.	0 ^m 60 au-dessus du fond du lit au milieu du courant.	80 mètres.	Bac. . . 2,500 ^k Batclat. 700	15 6

ARTICLES ADDITIONNELS DE POLICE LOCALE.

ART. 1^{er}. Le passage sera ouvert une heure et demie avant le lever du soleil et une heure après le coucher.

Néanmoins, pourront passer à toute heure de la nuit les maires et adjoints, les juges de paix, le curé et les autres prêtres pour le service de leur ministère, les gendarmes et autres fonctionnaires publics dans le cas d'urgence, les courriers extraordinaires, les officiers de santé connus.

2. Toutes les contestations seront jugées par le maire ou, en son absence, par l'adjoint, d'après l'application du tarif aux niveaux qui seront déterminés pour fixer les basses, moyennes et hautes eaux, ainsi que les limites de la largeur du port, par des opérations faites immédiatement avant l'adjudication.

3. Nul ne sera admis à réclamer s'il ne justifie avoir payé le droit fixé.

4. Il est défendu à tout propriétaire de bateau de passer qui que ce soit. Celui qui aura enfreint le présent article sera condamné à une amende de trente francs, dont un tiers sera versé dans la caisse du receveur de l'hospice de Tulle, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 25 floréal an VIII, et les deux autres tiers appartiendront au fermier. Cette amende sera supportée solidairement par le propriétaire du bateau et l'individu qui aura voulu frauder les droits de passage.

EXTRAIT DES FRANCHISES ET MODÉRATIONS.

Le fermier ne pourra, dans les cas prévus par le présent article, exiger aucun droit de passage des fonctionnaires, employés ou agents ci-après désignés, savoir :

1^{er} Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances.

les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement ou ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

1° Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades, les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement;

5° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions;

7° Les personnes qui passeront pour les déclarations de l'état-civil, les sacrements de baptême et les convois funèbres;

8° Les habitants de la rive de la Dordogne opposée au chef-lieu de la commune pour les jours de dimanche et de fêtes consacrées, depuis l'aurore jusques et immédiatement après l'office des vêpres;

9° Les enfants allant ou revenant pour leur instruction, lorsqu'ils sont réunis aux heures fixées par le maire;

10° Les indigents munis d'un certificat du maire ou autre autorité compétente, sous la condition qu'ils seront obligés d'attendre que le passeur ait au moins réuni quatre personnes.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions qui précèdent, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Il devra effectuer le passage gratuit soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, lorsque le service de leurs fonctions l'exigera, du préfet du département, du sous-préfet de l'arrondissement, des maires et adjoints des communes de chacune des rives du passage, des juges d'instruction, du procureur de la République de l'arrondissement, des juges de paix et de leurs greffiers, des commissaires et agents de police, des employés des contributions indirectes et des douanes et de la gendarmerie, du curé et des autres prêtres.

Enfin, le fermier ne pourra percevoir que la moitié du prix du tarif des propriétaires, de leurs domestiques ou manouvriers, des bêtes de trait ou de somme, pour l'exploitation de leurs propriétés situées sur les rives opposées de la Dordogne, suivant l'état qui en sera dressé par le maire et dont copie sera remise au fermier.

N° 24232. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Chevallier (Gavarni-Pierre-Auguste)*, artiste peintre, chevalier de la Légion d'honneur, né le 4 décembre 1846, à Auteuil (Seine), demeurant à

Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Gavarai*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Chevallier-Gavarni*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 8 Décembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29 * Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1435.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24233. — *LOI qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune d'Aiguesvives (Gard), d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, entre la station d'Aiguesvives et le bourg de ce nom.*

Du 9 Juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 10 juillet 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune d'Aiguesvives (Gard), d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de soixante centimètres de largeur entre les bords intérieurs des rails, entre la station d'Aiguesvives et le bourg de ce nom.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

3. La commune d'Aiguesvives est autorisée à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 16 mai 1891, entre le maire d'Aiguesvives, d'une part, et la compagnie nationale des chemins de fer à voie étroite, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. Talma Daudé, négociant en vins, maire de la commune d'Aiguesvives (Gard), y demeurant et domicilié, agissant en sa qualité de maire au nom de la commune d'Aiguesvives et d'après les pouvoirs qui lui ont été donnés par la délibération du conseil municipal, en date du 15 mai 1891,

D'une part;

Et M. François Dujardin-Beaumetz, agissant en qualité d'administrateur délégué de la compagnie nationale des chemins de fer à voie étroite, société anonyme au capital de quarante millions de francs, dont le siège est à Paris, 64, rue des Petits-Champs, et dûment autorisé aux fins des présentes,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Talma Daudé, au nom de la commune d'Aiguesvives, concède à M. François Dujardin-Beaumetz, ès qualités, la concession pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne de chemin d'intérêt local partant de la gare d'Aiguesvives (compagnie Paris-Lyon-Méditerranée) et aboutissant au bourg d'Aiguesvives, suivant le plan et le cahier des charges ci-annexés.

2. Cette concession est faite sous le régime de la loi du 11 juin 1880 et, notamment, sous les conditions du cahier des charges ci-annexé, conforme, sauf les modifications consenties, au type approuvé par le décret réglementaire du 6 août 1881.

3. Le concessionnaire s'engage à exécuter et à exploiter la ligne dont il s'agit sans subvention ni garantie d'intérêts, ni obligation de rachat de la part de la commune, conformément au cahier des charges susmentionné et autres pièces de l'affaire.

4. Dans le cas où la commune se trouverait exposée, de la part du concessionnaire antérieur, à une demande en justice, le concessionnaire actuel s'engage à la garantir et la relever de toutes condamnations qui pourraient être prononcées contre elle, et à payer en son lieu et place les dommages-intérêts et frais.

5. Le concessionnaire sera tenu d'employer pour l'exploitation du chemin de fer concédé un matériel sortant d'usines françaises.

6. Pour l'exécution des présentes, M. F. Dujardin-Beaumetz, ès qualités, fait élection de domicile à Aiguesvives, en la mairie, où toutes significations lui seront valablement faites.

7. Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Aiguesvives, le 16 mai 1891.

Approuvé l'écriture :

Le Maire,

L'Administrateur délégué de la compagnie nationale des chemins de fer à voie étroite,

Signé : TALMA DAUDÉ.

Signé : F. D.-BEAUMETZ.

Enregistré à Sommières, le 25 juillet 1891, folio 132, cases 1 et 2. Reçu un franc quatre vingt-huit centimes. — Signé : DAPON.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la gare d'Aiguës-vives (compagnie Paris-Lyon-Méditerranée), ligne de Tarascon à Cette, pour aboutir au bourg d'Aiguës-vives, suivant le plan ci-annexé, sauf entente avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de l'accomplissement de toutes les formalités administratives. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois mois à partir de l'autorisation des travaux par les autorités compétentes.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil municipal, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois, au plus tard, de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil municipal, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil municipal; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auront été antérieurement dressés aux frais de la commune.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005) pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déviations et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus,

soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom de la commune, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes les saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres cinq centimètres (2^m 05); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres quatre-vingt-dix centimètres (2^m 90).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-neuf centimètres (1^m 89) au moins.

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-dix centimètres (0^m 70).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente centimètres (0^m 30), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

La distance devant être ménagée entre les obstacles isolés et le bord intérieur du rail le plus rapproché appartenant à une voie principale sera, à moins d'une autorisation spéciale de l'administration, d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40).

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m 00).

Une partie droite de trente mètres (30^m 00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à vingt millièmes (20/1000).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Il demeure entendu, dès à présent, que la gare (voyageurs et marchandises) sera établie dans la parcelle n° 243 de la section C ou celles voisines, c'est-à-dire à l'endroit le plus commode pour le commerce d'Aiguesvives; l'emplacement définitif sera arrêté par le conseil municipal, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale, ainsi que pour l'abri-station d'embranchement qui sera établi dans la parcelle n° 53 de la section C. Une ouverture donnant accès au quai de la gare sera faite sur la place du Fort (maison Rousson) et une seconde sur le chemin de Galargues.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues

nécessaires, d'accord entre le conseil municipal et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil municipal, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième ($1/500$) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre ($0^m\ 01$) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente. Toutes les propriétés traversées par la ligne seront desservies par un nouveau chemin destiné au service des parcelles qui, par suite du partage de ces propriétés, seront enclavées des deux côtés de la voie. Ce nouveau chemin devra être livré au public immédiatement après le bornage des parcelles acquises par le concessionnaire.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres ($8^m\ 00$) pour la route nationale, à sept mètres ($7^m\ 00$) pour la route départementale, à cinq mètres ($5^m\ 00$) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres ($4^m\ 00$) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres ($5^m\ 00$) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres ($4^m\ 30$) au moins.

La largeur entre les parapets ou garde-corps sera au moins de trois mètres soixante centimètres ($3^m\ 60$). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre ($1^m\ 00$).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres trente centimètres ($6^m\ 30$).

12. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'autorité supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres ($6^m\ 00$) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres ($4^m\ 00$) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes ($0,020$) au plus sur dix mètres ($10^m\ 00$) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

13. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'incinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois cen-

timètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

14. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m 50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres (6^m 00) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m 00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux points établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

15. Il n'y aura aucun souterrain.

16. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que la service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

17. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

18. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes cinq cents grammes (9^k 500) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera réduit à quatre-vingts centimètres (0^m 80) au plus.

19. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie; mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1^o Dans la traversée des lieux habités;

2^o Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3^o Sur dix mètres (10^m 00) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

20. Les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dé-

pendances, pour la dérivation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

21. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

22. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

23. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

24. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

25. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être exécutés par le concessionnaire directement ou devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans séries de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin de fer, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

26. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

27. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les

agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.¹

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 38.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

29. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

30. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts.

Les voitures de voyageurs seront complètement couvertes, garnies de banquettes avec dossiers, fermées à glaces, munies de rideaux et éclairées pendant la nuit.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de première et deuxième classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

La liaison des locomotives et des véhicules sera opérée par l'emploi d'un attelage approuvé par l'administration.

La hauteur du tampon central et unique des véhicules vides, mesurée verticalement du sommet des rails au centre du tampon, sera de quarante-trois à quarante-six centimètres (0^m 43 à 0^m 46). La dimension horizontale de ce tampon sera d'au moins deux cent cinquante millièmes (250/1000) et sa dimension verticale d'au moins cent soixante-cinq millièmes (165/1000). Le concessionnaire se conformera aux prescriptions qui pourront lui être données par l'administration au sujet de l'approvisionnement de maillons de raccordement qu'il devra toujours avoir en magasin, en vue de permettre la circulation de son matériel roulant, en dehors de son réseau, sur les lignes à voie de soixante centimètres (0^m 60). Les dispositions qui précèdent pourront être modifiées avec l'autorisation de l'administration supérieure.

31. Le nombre minimum des trains devra être suffisant pour assurer chaque jour le service de correspondance des voyageurs entre le bourg d'Aiguesvives et les trains principaux qui desservent la ligne Paris-Lyon-Méditerranée, sans toutefois que le nombre de trains dans chaque sens soit inférieur à six.

32. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

33. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit.

34. À l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, la commune sera subrogée à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et elle entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, la commune aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, la commune se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contrainte. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à la commune.

La commune sera tenue, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si la commune le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ses approvisionnements de la même manière. Toutefois, la commune ne pourra être obligée de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

35. La commune aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par la commune après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 34, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour la commune.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué à la commune dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

36. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs et s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de vingt mille francs (20.000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 64, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de la commune et lui restera acquise.

37. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande de la commune, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque sou-

missionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété de la commune.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à la commune.

38. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

39. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

40. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET POUR LE TRAJET TOTAL.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, fermées à vitres et à banquettes rembourrées (1 ^{re} classe).....	0 20
	Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe).....	0 15
(Il sera accordé une réduction de 25 p. o/o pour les billets d'aller et retour valables pour deux jours et les jours fériés qui suivront.)		
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	

PRIX à percevoir.	
fr.	c.
0	20
0	15

	PRIX à percevoir.
	fr. c.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 10
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^f 10 ^c .)	
Colis postaux et autres ne dépassant pas le poids de cinq kilogrammes par colis et par kilomètre.....	0 15
<i>Petite vitesse.</i>	
PAR UNITÉ ET POUR LE TRAJET TOTAL.	
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 30
Veaux et porcs.....	0 15
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 05
2 ^e PAR TONNE ET POUR LE TRAJET TOTAL.	
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>	
1 ^{re} classe. — Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.	
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>	
Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gi- bier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Épicerie. — Tissus. — Denrées colo- niales. — Objets manufacturés. — Armes. — Vins et spiritueux en bouteilles. — Eaux minérales. — Verreries, porcelaines et généralement toutes les mar- chandises fragiles.....	1 50
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées. — Alcools, raisins secs, futailles, bois de tonnellerie, cercles en bois et en fer. — Huiles.....	1 25
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises. — Coke. — Fers. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 70
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>	
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classes.	
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilo- grammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon.....	1 20
3 ^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.	
<i>Par pièce et pour le trajet total.</i>	
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 50
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 60
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)...	5 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	6 00
Tender de sept à dix tonnes.....	3 00
Tender de plus de dix tonnes.....	3 50
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué suit de voyageurs, soit de marchan- dises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.	
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.	

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 60
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 80
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.	
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.	
Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....	1 00
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement.....	0 35

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Trajet total.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	2 00
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	1 00
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale au prix de.....	3 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq, jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fractions indivisibles de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à vingt-cinq centimes (0^f 25), sauf les colis postaux et les petits paquets ne dépassant pas cinq kilogrammes (5^k), dont le prix a été fixé à quinze centimes (0^f 15) pour le trajet.

41. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

42. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

43. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans

PRIX à percevoir.	
fr.	c.
0	60
0	80
1	00
0	35
2	00
1	00
3	00

le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

44. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

45. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

46. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

47. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

48. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

49. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

50. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

51. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

52. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

53. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

54. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage intérieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi :

1° Requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°;

2° Requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment en conformité du paragraphe 1° du présent article sera effectuée gratuitement.

Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et la commune entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

55. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction et l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à

racrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0'50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

56. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

57. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

58. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 30, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un ma-

matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payerait une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

59. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec les lignes principales, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gar-

diens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur les lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de dix centimes (0'10) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0'04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de quatre mille kilogrammes (4,000^{kg}) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

60. La contribution foncière sera établie en raison de la surface occupée par les terrains du chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourraient être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

61. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

62. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

63. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cent francs (100^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

64. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt mille francs (20,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise et devra être versée de la

manière suivante : quatre mille francs (4,000^f) avant le 15 juin 1890 et le solde de seize mille francs (16,000^f) trente jours après le décret d'utilité publique.

Les quatre cinquièmes de ce cautionnement seront rendus au concessionnaire par la caisse des dépôts et consignations lors de l'achèvement des travaux, et le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

65. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Aiguesvives.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Gard.

66. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Gard, sauf recours au Conseil d'État.

67. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Aiguesvives, le 16 mai 1891.

Accepté :

*L'Administrateur délégué de la compagnie nationale
des chemins de fer à voie étroite,*

Signé : F. D.-BRAUMETZ.

Vu conformément à la délibération du conseil municipal en date du 15 mai 1891.

Signé : TALMA DAUDÉ.

Enregistré à Sommières, le 25 juillet 1891, folio 132 recto, case 9. Reçu un franc quatre-vingt-huit centimes. — Signé : Dupon.

N° 24234. — *DÉCRET approuvant un Arrêté du Gouverneur des Établissements français dans l'Inde qui interdit le port de Bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes.*

Du 15 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 mars 1877⁽¹⁾ portant application du Code pénal métropolitain aux colonies;

Vu l'arrêté du gouverneur des établissements français dans l'Inde, en date du 11 juin 1891, interdisant le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé l'arrêté susvisé du gouverneur des établissements français dans l'Inde, en date du 11 juin 1891, dont la teneur est ci-annexée et qui interdit le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 336, n° 5878.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Fontainebleau, le 25 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

ARRÊTÉ du Gouverneur des Établissements français dans l'Inde interdisant le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes.

Du 11 Juin 1891.

Nous, gouverneur des établissements français dans l'Inde, chevalier de la Légion d'honneur,

Considérant que le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes offre des dangers pour l'ordre et la sécurité publique ;

Vu l'article 3 du décret du 6 mars 1877 ;

Sur le rapport du procureur général ;

Le Conseil privé entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Le port de bâtons, et notamment de ceux dont se servent ordinairement les individus dits *bâtonnistes*, est interdit dans les foires, marchés, fêtes civiles et religieuses, abords de bureaux électoraux et, d'une façon générale, dans tous les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes.

2. Il peut être accordé pour les fêtes religieuses des permissions individuelles de port de bâtons interdits ordinairement. Ces autorisations sont personnelles et valables pour un laps de temps déterminé et qui ne peut excéder la durée de la fête. Elles sont délivrées dans la ville de Pondichéry par le maire, dans les communes rurales de Pondichéry par le directeur de l'intérieur, sur la proposition des maires, et dans les dépendances par les administrateurs.

3. Toute infraction au présent arrêté sera punie d'un emprisonnement de cinq à quinze jours et d'une amende de quinze à cent francs.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal pourront être appliquées.

4. Le procureur général et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'enregistrement aura lieu partout où besoin sera.

Pondichéry, le 11 Juin 1891.

Signé : CLÉMENT THOMAS.

Par le gouverneur :

Le procureur général,

Signé : MADRE.

Vu pour être annexé au décret du 25 septembre 1891 :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24235. — **DÉCRET** qui nomme un Membre du Comité supérieur de la Caisse des offrandes nationales.

Du 1^{er} Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 12 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juin 1860 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 27 novembre 1872 ⁽²⁾;

Vu les décrets des 9 janvier 1873 et 31 octobre 1880 ⁽³⁾;

Sur le rapport des ministres de la guerre, de la marine et des finances;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Fabre (Eugène-Joseph), administrateur de l'établissement des invalides de la marine, est nommé membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales, en remplacement de M. Delarbre, trésorier général honoraire de la caisse des invalides de la marine, démissionnaire.

2. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des Finances,

Signé : ROUVIER.

Le Sénateur,
Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

Le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24236. — **DÉCRET** portant homologation du Bornage de la zone extérieure des fortifications du fort du Santon, ouvrage détaché de la place d'Oran.

Du 5 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ✓

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽⁴⁾ pour l'application des lois précitées;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 814, n° 7797.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 426, n° 7678.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 570, n° 9944.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués pour l'ouvrage ci-après le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications visés et approuvés par le ministre de la guerre.

ORAN.

Fort du Santon.

Limite extérieure de la zone des fortifications.

Bornage du 19 mai 1891.

2. Le président du Bonseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYNET.

N° 24237. — *DÉCRET portant création d'un Agent comptable des rentes viagères de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse.*

Du 10 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 30 janvier 1884;

Vu l'article 20 de la loi du 30 juillet 1886, prescrivant « la tenue à la caisse des dépôts et consignations d'un grand-livre, sur lequel les rentes viagères de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont enregistrées »;

Vu le décret du 28 décembre 1886 ⁽¹⁾, rendu pour l'exécution de la loi précitée;

Vu la loi du 28 avril 1816, articles 100, 101 et 111, et l'ordonnance réglementaire du 22 mai 1816, article 11, disposant que les employés de tout grade de la caisse des dépôts et consignations seront à la nomination du directeur général;

Vu la loi du 8 août 1847, article 14;

Vu le décret du 13 février 1884 ⁽²⁾;

Vu les avis émis, le 15 mai 1889 et le 21 octobre 1891, par la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1074, n° 17709.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 827, n° 14103.

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'inscription au grand-livre de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse des rentes viagères préalablement liquidées au nom des déposants, la délivrance des extraits d'inscription, les annulations, réunions, réexpéditions, renouvellements de titres, et toutes autres opérations relatives à ces rentes, sont effectuées par un comptable responsable qui prend le titre de : *Agent comptable des rentes viagères de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse*.

2. L'agent comptable est nommé par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles sus-visés de la loi du 28 avril 1816.

Il fournit, à moins qu'il n'en soit expressément dispensé, un cautionnement dont le montant est fixé, après avis de la commission de surveillance, par le directeur général.

Il est justiciable de la Cour des comptes et remet chaque année un compte des accroissements et diminutions des rentes viagères, ainsi que des diverses opérations de sa gestion.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24238. — DÉCRET qui ouvre un Crédit supplémentaire au budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1891.

Du 11 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 19 décembre 1890⁽¹⁾, qui a fixé le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1891;

Vu la demande, en date du 24 octobre 1891, présentée par le président de la commission de surveillance instituée auprès desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par celle du 21 juin 1871;

Vu le décret du 22 décembre 1874⁽²⁾ modifiant sur certains points l'organisation des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, telle qu'elle avait été réglée par les décrets des 30 octobre 1861 et 14 août 1866;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1371, n° 22985.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 241, n° 3834.

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de trente mille francs (30,000^f) sont ouverts additionnellement au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1891, conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

ÉTAT des Crédits supplémentaires ajoutés au budget des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations de l'année 1891.

NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits demandés.
	DÉPENSES ORDINAIRES.	
	—	
	PERSONNEL.	
	—	
IV	Abonnement de l'agent de change.....	20,000 ^f
V	Indemnités pour travaux extraordinaires pour le service de la caisse nationale des retraites.....	10,000
	TOTAL.....	30,000

Arrêté le présent état à la somme de trente mille francs.

Approuvé par la commission de surveillance:

Paris, 21 Octobre 1891.

*Le Sénateur, président de la commission
de surveillance,*

Signé: EUGÈNE GOUIN.

Paris, 16 Octobre 1891.

Le Directeur général,

Signé: LABREYRE.

Vu et approuvé:

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

N° 24239. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire*.

Du 12 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de cent quatre-vingt-treize mille cinq cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-six centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de cent quatre-vingt-treize mille cinq cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-six centimes (193,590'86).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24240. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.*

Du 14 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices 1887, 1888 et 1889 et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit total de quatre mille trente-huit francs quarante-quatre centimes (4,038^{fr} 44), représentant le montant des nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICES CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1887.		1^{re} SECTION. SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE XVIII. Personnel du service pénitentiaire (département de la Seine excepté).	Indemnité pour frais de voyages et de déplacements allouée au régisseur des cultures du pénitencier agricole de Berrouaghia.....	1,175 ⁰⁰	1,175 ⁰⁰	1,281 ⁰⁸
	CHAPITRE XLVII. Frais de rapatriement.	Remboursement au trésorier-payeur de la Guyane des frais de traversée de deux Français indigents en 1887.	106 08	106 08	
1888.		1^{re} SECTION. SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE VIII. Frais des élections sénatoriales.	Indemnité à un délégué du conseil municipal de Rombrès et Monchypour lors des élections sénatoriales du 5 janvier 1888.....	30 00	30 00	638 79
	CHAPITRE XIX. Entretien des détenus.	Frais d'expertise en 1888 du matériel existant à la prison cellulaire de Chaumont.	103 70	103 70	
	CHAPITRE XIII. Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Services en entreprise.)	Acompte sur les frais de construction de murs de séparation des préaux à la prison d'Angoulême.	505 09	505 09	
		II^e SECTION. SERVICES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
	CHAPITRE IV. Subsides et récompenses en Algérie.	Secours accordés en 1888 au sieur Malbrouck Ben Abdel Aziz.	100 00	100 00	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		I^{re} SECTION. SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Services pénitentiaires exceptés.)			
	CHAPITRE XXIX. Frais de protection des enfants du premier âge.	Part contributive de l'État dans les dépenses de protection des enfants du premier âge du département de la Gironde en 1889.....	5 ^{fr} 52 ^c	5 ^{fr} 52 ^c	
	CHAPITRE XXIV. Frais de rapatriement.	Remboursement au trésorier-payeur de l'Inde des frais de rapatriement de Français indigents en 1889.....	50 00	50 00	
	CHAPITRE XXXI. Matériel des cours d'appel.	Frais d'entretien du matériel de la cour d'appel de Lyon en 1889.....	14 52	14 52	
	CHAPITRE XLIX. Participation du ministère de l'intérieur à l'exposition universelle de 1889.	Indemnités pour travaux concernant l'exposition des services de l'enfance.....	200 00		
		Fournitures et transports divers pour l'organisation de l'exposition des services de l'enfance.....	1,033 60	1,233 60	
	CHAPITRE LXVI. Secours aux populations éprouvées par les inondations et orages.	Secours accordé à la dame Guerre pour pertes éprouvées en 1889 par suite d'orages.....	6 00	6 00	
1889.		II^e SECTION. SERVICES PÉNITENTIAIRES.			
	CHAPITRE I ^{er} . Personnel du service pénitentiaire (département de la Seine excepté).	Indemnité annuelle, du 23 septembre au 31 décembre 1889, au docteur Teynant, médecin de la prison de Béthune.....	95 28	95 28	
		Transport de condamnés, en 1889, par le sieur Andouard.	56 00		2,018 ^{fr} 57 ^c
		Transport d'une jeune détenue, en 1889, par la compagnie des tramways de Loir-et-Cher.....	8 50		
	CHAPITRE V. Transport des détenus et des libérés.	Frais de transfèrement d'un jeune détenu, en 1889, par le directeur de l'hôpital d'Arras.....	26 00	126 45	
		Frais d'escorte par la gendarmerie, en 1889, de deux condamnés.....	20 00		
		Transport d'un condamné, en 1889, par la compagnie du chemin de fer de l'Est.....	26 95		

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1889. (Suite).	CHAPITRE VII. Moblier du service pénitentiaire. (Service à l'entreprise.)	Fourniture d'un contrôleur de ronde faite en 1889 par les sieurs <i>Châlon</i> père et fils, pour le service de la prison de la petite Roquette.	433 ¹ 20 ⁰	433 ¹ 20 ⁰	
	CHAPITRE X. Dépenses accessoires du service pénitentiaire.	Prix de deux consultations données en 1889 par le docteur <i>Lefevre</i> pour les détenus de la maison centrale de Rennes.	30 00	30 00	
	CHAPITRE XIX. Visite des pharmacies en Algérie.	III ^e SECTION. SERVICES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. Vacations dues à M. <i>Lafrogne</i> pour visites de pharmacies et drogueries en 1889.....	24 00	24 00	
RÉCAPITULATION.					
DÉSIGNATION DES SERVICES.		1887.	1888.	1889.	TOTAUX.
Services du ministère de l'intérieur.		1,281 ¹ 08 ⁰	638 ¹ 79 ⁰	1,994 ¹ 57 ⁰	3,914 ¹ 44 ⁰
Services du gouvernement général de l'Algérie.....		.	100 00	24 00	124 00
ENSEMBLE.....		1,281 08	738 79	2,018 57	4,038 44

N° 24241. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 26 août 1891, par laquelle le conseil général de la Vienne, après avoir régulièrement et définitivement homologué, dans le cours de sa session d'avril, le plan d'alignement du chemin de grande communication n° 17, dans la traverse de Saint-Pierre-de-Maille, a décidé, sur la proposition de l'un de ses membres, que les anciens plans seraient conservés. (Paris, 7 Novembre 1891.)

N° 24242. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint, en sus du nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884, sera nommé dans la section de Libercourt, commune de Carvin, canton dudit, arrondissement de Béthune, département du Pas-de-Calais.

Il remplira, dans cette section et dans celle de Gargnetelle, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an x (8 mai 1802). (*Paris, 17 Novembre 1891.*)

N° 24243. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 21 septembre 1890, par lesquelles le conseil d'arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône) a demandé, sous forme de vœux :

- 1° Que le Concordat soit abrogé;
- 2° Que les décorations de la Légion d'honneur soient conférées exclusivement aux militaires. (*Paris, 19 Novembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Décembre 1891.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1436.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24244. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, d'une ligne de Tramways entre Veyrier (frontière suisse) et Collonges-sous-Salève.*

Du 22 Juin 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 4 juillet 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement d'une ligne de tramways, à traction mécanique, entre Veyrier (frontière suisse) et Collonges-sous-Salève;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne, en date du 28 mai 1888;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date des 11-25 février 1889;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes d'Étrembières, Bossey et Collonges-sous-Salève, en date des 13 janvier, 7 et 8 février 1889;

Vu la délibération de la commission départementale de la Haute-Savoie, en date du 7 février 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 8 octobre 1888 et 9 mars 1891;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 23 mars 1891;

Vu la lettre du 18 avril 1891, par laquelle le président du conseil, ministre de la guerre, donne son approbation aux conclusions de la commission mixte des travaux publics;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 2 mai 1891;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le traité passé, le 12 février 1891, entre le préfet de la Haute-Savoie, au nom du département, et les sieurs *Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet*, pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement entre Veyrier (frontière suisse) et Collonges-sous-Salève, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramways à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans et demi à partir de la date du présent décret.

3. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramways susmentionnée par le département de la Haute-Savoie, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

4. Est approuvé le traité passé, à la date du 12 février 1891, entre le préfet de la Haute-Savoie, au nom du département, d'une part, et les sieurs *Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet*, d'autre part, pour la rétrocession de l'entreprise énoncée aux articles précédents.

Ledit traité, ainsi que les plan et cahier des charges mentionnés aux articles 1 et 3 ci-dessus, resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 664, n° 11273.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre le préfet de la Haute-Savoie, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général, du 21 août 1888, et de la commission départementale, du 7 février 1891, sous la réserve de l'approbation des présentes par un décret délibéré en conseil d'État,

D'une part;

Et MM. Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie s'engage à rétrocéder à MM. Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet, pour une durée égale à la durée de la concession qui lui sera accordée par l'État, l'établissement et l'exploitation d'une ligne de tramways à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises, entre Veyrier (Suisse) et Collonges-sous-Salève.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu d'un décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

1. MM. Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet déclarent accepter cette rétrocession. Elle leur est consentie conformément à la loi du 11 juin 1880, au décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de cette loi, et aux conditions stipulées dans le cahier des charges de la concession, conditions auxquelles ils déclarent expressément souscrire.

Ils seront en conséquence assujettis envers le département à toutes les obligations imposées au département lui-même par ce cahier des charges.

3. Il est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans la rédaction dudit cahier des charges, ont été modifiés les articles ou portions d'articles indiqués ci-après, savoir :

31, 32 et 34;

Articles supprimés : 7 et 8;

Article ajouté : 42.

La longueur de la ligne sera déterminée au moyen d'un chaînage contradictoire entre les axes des bâtiments de voyageurs, ou, à leur défaut, entre les axes des trottoirs à établir pour le service des voyageurs dans les gares terminus.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, les concessionnaires devront constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera aux concessionnaires et deviendra solidement responsable avec eux, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'ils auront contractés avec ce dernier.

Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

5. Les frais d'enregistrement du cahier des charges de la concession, ainsi que du présent traité de rétrocession, seront supportés par MM. Anneville, Dupont-Buèche, Petit et Tronchet.

Fait à quadruple à Annecy, le 12 février 1891.

Accepté par les rétrocessionnaires :

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Signé : DAVID ARNEVILLE, J. DUPONT-BUÈCHE,
B. TRONCHET, PETIT.

Signé : MASCLÉT.

Vu pour être annexé au décret du 22 juin 1891, enregistré sous le n° 261.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Saint-Julien, le 14 août 1891, folio 30, case 2. Reçu un franc quatre-vingt-huit centimes, décimes compris. — Signé : Bertolus.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur ou par moteur mécanique de tout autre système.

Tracé.

2. La ligne empruntera les voies publiques ci-après désignées : route nationale n° 206, entre l'embranchement de la route cantonale (canton de Genève (Suisse), près de Veyrier), au lieu dit « le Pas de l'Échelle », et la rencontre du chemin vicinal ordinaire n° 1 d'Archamps; sa longueur totale sera de cinq mille cent dix-sept mètres (5,117^m 00).

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de deux ans à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans le délai de deux ans et six mois.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m 00).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-quinze centimètres (3^m 75).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m 00).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à soixante-dix mètres (70^m 00). Le maximum des déclivités est fixé à trente et un millimètres (0^m 031).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le

sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empièchement.

La chaussée en empièchement de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

7. (Supprimé.)

8. (Supprimé.)

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de trente kilogrammes (30^k) au moins par mètre courant; ils seront du type dit «Demerbe». Dans le cas où on emploierait le rail Vignole, le poids par mètre courant sera d'au moins dix-sept kilogrammes (17^k) et la voie sera accompagnée d'un contre-rail sur toute sa longueur.

Gares et stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront pas en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

1° A la rencontre de la route nationale n° 206, près du pensionnat dit «Pensionnat de Veyrier; 2° à l'embranchement de l'avenue de la gare de Bossey-Veyrier; 3° à Bossey; 4° à Pierre-Grand; et 5° il sera établi une station à Collonges.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire,

comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quatre.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus, locomotive et fourgons compris, et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m 00).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 9 juillet 1966.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarifs des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe), si cette classe existe.....	0 10	0 05	0 15
		Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes (2 ^e classe).....	0 055	0 025	0 08
Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
		De trois à dix ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
		Au-dessus de dix ans, ils payent place entière.			
		Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 045	0 025	0 07
		(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 20 ^e .)			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 135	0 065	0 20
Veaux et porcs.....	0 055	0 025	0 08
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 045	0 025	0 07
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 40	0 20	0 60
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Cafés. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 40	0 20	0 60
--	------	------	------

PRIX			TOTAL.
de péage.	de transport.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
0 10	0 05	0 15	
0 055	0 025	0 08	
0 045	0 025	0 07	
0 135	0 065	0 20	
0 055	0 025	0 08	
0 045	0 025	0 07	
0 40	0 20	0 60	
0 40	0 20	0 60	

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 30	0 15	0 45
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 26	0 14	0 40
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 26	0 14	0 40
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>			
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 80	0 40	1 20
Les foin, fourrages, pailles et tontes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600 ^k), sous le volume d'un mètre cube, un franc vingt-cinq centimes (1 ^f 25) par wagon et par kilomètre.			

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à un kilomètre (1^k), elle sera comptée pour un kilomètre (1^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k) comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1^o de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2^o au-dessus de cinq kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3^o au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à vingt centimes (0^f 20).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de cinq cents kilogrammes (500^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de cinq cents à trois mille kilogrammes (500^k à 3.000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3.000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de trois mille kilogrammes (3.000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Ravois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5.000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure ou au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours

total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés libres de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions rela-

tives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement des masses pesant plus de cinq cents kilogrammes (500^k) et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, location de wagons, passages en douane, etc., seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une autre ligne. Le chargement et le déchargement des colis pesant moins de cinq cents kilogrammes (500^k) seront à la charge du concessionnaire et ne pourront donner lieu à aucuns frais accessoires.

Camionnage.

32. Le camionnage et le factage seront faits par l'expéditeur au départ et par le destinataire à l'arrivée, la compagnie n'effectuant ses transports que sur ses rails.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 40 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à un franc vingt centimes (1^f 20) par wagon et par kilomètre, quel que soit le chargement du wagon.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes confor-

mément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur dev. ont être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur de la Haute-Savoie.

Cautionnement

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cinq mille francs (5,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Saint-Julien.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Saint-Julien.

Jugement des contestations.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Haute-Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

42. La compagnie devra informer le préfet du département de la Haute-Savoie de toutes les modifications qui seraient apportées, à une époque quelconque, au cahier des charges régissant la ligne de tramways dont elle est concessionnaire sur le territoire suisse. Le Gouvernement français se réserve le droit d'appliquer, s'il le juge convenable, des modifications analogues sur son territoire, de façon à assurer à ses na-

tionaux les avantages dont pourrout jouir, dans l'avenir, les habitants du canton de Genève.

Accepté par les demandeurs en concession :

Genève, le 21 janvier 1891.

Signé : DAVID ANNEVELLE, B. TRONCHET, PETIT, J. DUPONT-BESCHET.

Accepté au nom du département de la Haute-Savoie :

Annecy, le 12 février 1891.

Signé : MASCIET.

Arrêté par le ministre des travaux publics :

Paris, le 12 juin 1891.

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Saint-Julien, le 14 août 1891, folio 30, case 4. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Bertolus.

N° 24245. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1887.*

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1887 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887, un crédit supplémentaire de sept francs (7'), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1887, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
37	Amélioration des forêts domaniales.....	7 ^f

Arrêté le présent état à la somme de sept francs.

Paris, le 1^{er} août 1891.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24246. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1889.

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le bud-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

get de l'exercice 1889 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889, un crédit supplémentaire de cinq cent soixante-sept francs cinquante centimes (567^f 50), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé: JULES DEVELLE.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
7	Service des épizooties.	361 ^f 50 ^c
7 bis	Inspection à la frontière des viandes abattues.	50 00
49	Restauration et conservation des terrains en montagne.	76 00
51	Matériel et dépenses diverses du service des forêts.	80 00
	TOTAL.	567 50

Arrêté le présent état à la somme de cinq cent soixante-sept francs cinquante centimes.

Paris, le 1^{er} août 1891.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé: JULES DEVELLE.

N° 24247. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs de 1888 et 1889.*

Du 9 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à dix mille cent quatre-vingt-deux francs cinquante centimes et comprenant douze créances liquidées à la charge du budget du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de chacun des exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 5 octobre 1891;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par le budget des exercices 1888 et 1889, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif de chacun des exercices 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de dix mille cent quatre-vingt-deux francs cinquante centimes (10,182^f 50) destiné à payer douze nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit, savoir :

Exercice 1888.....	788 ^f 21 ^c
Exercice 1889.....	9,394 29
TOTAL ÉGAL.....	10,182 50

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget ordinaire du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice 1891.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1888 et 1889

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXERCICE 1888			
BUDGET			
1 ^{re} SECTION			
19	Routes et ponts, travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Meurthe-et-Moselle.	M. Gillet
EXERCICE 1889			
BUDGET			
1 ^{re} SECTION			
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	Paris (direct).....	Le Journal des fonctionnaires.
2 ^e SECTION			
53	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Charente.....	M. Pazeaud (Adrien)...
		Idem.....	M. Dumont (Marcel)...
		Idem.....	M. Bernard-Loquin (Eugène)...
		Idem.....	M. Vergnaud (François)...
		Idem.....	M. Villedary (Joseph)...
		Idem.....	M. Ramponneau - Duvigneau (Eudoxie)...
		Idem.....	M. Roty (Jean).....
		Hérault.....	MM. Briandait et Cassin
		Indre.....	La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans
		Pyénées-Orientales.	M ^{me} Bailla, veuve Vilar

devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
8.				
RENAIRE.				
FICE ORDINAIRE.				
tenue de garantie de l'entreprise des travaux d'amélioration de la route nationale n° 4 aux abords de Toul.....	1	788 ^f 21 ^c	788 ^f 21 ^c	788 ^f 21 ^c
9.				
RENAIRE.				
FICE ORDINAIRE.				
bonnement en 1889 au journal des fonctionnaires.	2	10 ^f 00 ^c	10 ^f 00 ^c	
FICE EXTRAORDINAIRES.				
oyer de terrains sur lesquels a été déposé le matériel du sieur Auboyer, entrepreneur des travaux de terrassements et ouvrages d'art de la ligne de Confolens à Excideuil.....	3	20 ^f 00 ^c		
.....	4	20 00		
.....	5	3 00		
.....	6	3 00		
.....	7	5 00		
.....	8	3 00		
.....				9,394 ^f 29 ^c
.....	9	15 00		
.....				9,394 ^f 29 ^c
.....	10	7,661 35		
.....	11	1,650 26		
.....	12	3 68		
TOTAL				10,182 50

Arrêté à la somme de dix mille cent quatre - vingt - deux francs cinquante centimes.

Paris, le 24 septembre 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24248. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Roanne (Loire) à l'effet d'élire un Député.*

Du 10 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

Attendu le décès de M. Gerbay, député de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Roanne (Loire),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Roanne (Loire) est convoqué pour le dimanche 6 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 1261, n° 2063.

N° 24249. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Carpentras (Vaucluse) à l'effet d'élire un Député.

Du 10 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Michel*, député du département de Vaucluse, pour l'arrondissement de Carpentras,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Carpentras (Vaucluse) est convoqué pour le dimanche 6 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 24250. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Marine un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.*

Du 11 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 9 novembre 1891;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de dix-huit mille cent soixante francs cinquante-sept centimes (18,160⁵⁷), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 126 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1887.....	2,278 ⁴²
Exercice 1888.....	2,608 ³¹
Exercice 1889.....	13,273 ⁸⁴
TOTAL ÉGAL.....	18,160⁵⁷

2. Le ministre de la marine est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du budget ordinaire de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

EXERCICES CLOS.

État des nouvelles créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1887, 1888 et 1889, qui sont à endosser sur le budget de l'exercice courant.

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1887.			
29	Constructions navales. Approvisionnement de la flotte..	1,873 ⁰³ 465 39	2,278 ⁴³
28	Achats pour l'entretien et le service courant.....		
28	Vivres (achats directs et indemnités représentatives)...		
EXERCICE 1888.			
18	Constructions navales. Approvisionnement de la flotte.	790 01 264 68	
27	Achats pour l'entretien et le service courant.....		
35	Vivres (achats directs et indemnités représentatives)...		
35	Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.....	203 92	2,608 31
34	Frais de séjour et de tournées. Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	469 70	
35	Gratifications, secours et subventions.....	880 00	
EXERCICE 1889.			
18	Constructions navales. Approvisionnement de la flotte.	7,255 62	
20	Achats pour l'entretien et le service courant.....		
20	Constructions navales. Achats pour les travaux de con- structions neuves et transformation de bâtiments de la flotte et pour le premier armement des bâtiments neufs ou transformés.....	4,510 00	13,278 84
24	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Travaux neufs et grandes améliorations.....	1,161 80	
29	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion..	11 00	
32	Fournitures et mobilier d'administration (achats directs et indemnités représentatives). Impressions, livres et reliure.....	74 28	
33	Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.....	29 00	
34	Frais de séjour et de tournées. Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	21 05	
38	Dépenses diverses.....	211 14	
TOTAL.....			18,160 57

N° 24251. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Affaires étrangères un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs de 1887, 1888 et 1889.*

Du 16 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances mentionnées dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices précités et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 novembre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit de vingt-trois mille six cent soixante-seize francs soixante-quatre centimes (23,676⁶⁴), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre des affaires étrangères est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé : A. RIBOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Etat des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1887.	Traitements des élèves - chanceliers et commis; indemnités des commis, traducteurs, drogman et interprètes auxiliaires.	Appointements de divers agents auxiliaires en 1887.	12,789 ^f 43 ^s	12,789 ^f 43 ^s	
	Missions, dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.	Frais de voyage d'agents chargés de missions en 1887..... Frais de télégrammes d'un agent chargé d'une mission en Corée en 1887..... Frais de déplacement d'un agent chargé de mission (revision des traités du Japon) en 1887.....	421 47 699 21 358 35	1,479 03	14,268 46
	Traitements des élèves - chanceliers et commis; indemnités aux commis, traducteurs, drogman et interprètes auxiliaires.	Solde de traitement dû à un commis auxiliaire en 1888.	1 11	1 11	
	Présents diplomatiques.	Prix de livres donnés en présent en 1888.....	50 00	50 00	4,323 30
1888.	Acquisition d'un hôtel de légation à Tokio.	Dépenses de construction et d'aménagement de l'hôtel en 1888..... Établissement de conduites d'eau en 1888.....	4,228 19 44 00	4,272 19	
	Matériel.....	Montant de divers mémoires de travaux d'entretien effectués en 1889..... Prix d'une fourniture pour le service matériel en 1889...	1,690 25 9 00	1,699 25	
	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.	Traitement du mois de novembre 1889 dû à un consul chargé de la chancellerie de l'ambassade à Vienne.....	833 33	833 33	
	Frais de service..	Pièces de registres pour l'ambassade à Berlin dues à un fournisseur.....	2 30	2 30	5,084 88
1889.	Allocations à la famille d'Abd-el-Kader.	Avances faites pendant les troisième et quatrième trimestres 1889, à des membres de la famille d'Abd-el-Kader.....	2,550 00	2,550 00	
	TOTAUX.....		23,676 64	23,676 64	23,676 64

N° 24252. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Rhône à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 20 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 21 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat duquel il résulte que, dans la séance du 19 octobre 1891, il a été procédé, conformément à l'article 3 de la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort qui a désigné le département du Rhône comme devant être appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Testelin, sénateur inamovible, décédé,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Rhône sont convoqués pour le dimanche 6 décembre prochain, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Rhône, se réunira au chef-lieu, le dimanche 10 janvier prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290. n° 4942.

N° 24253. — **DÉCRET** qui convoque les *Conseils municipaux des communes comprises dans le département de Seine-et-Oise à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 20 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 21 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Hippolyte Maze, sénateur du département de Seine-et-Oise,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Seine-et-Oise sont convoqués pour le dimanche 6 décembre prochain, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de Seine-et-Oise, se réunira au chef-lieu, le dimanche 10 janvier prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 290, n° 4942.

N° 24254. — **DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Beaugé (Maine-et-Loire) à l'effet d'élire un Député.**

Du 26 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Lacretelle*, député de l'arrondissement de Beaugé (Maine-et-Loire),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Beaugé (Maine-et-Loire) est convoqué pour le dimanche 20 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 24255. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses de Colonisation.*

Du 3 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le récépissé (n° 2) délivré, le 10 avril 1891, par le payeur de Bel-Abbès et constatant le versement au trésor public, à titre de fonds de concours, d'une somme de cent francs, représentant la part contributive de M. Dutilleul (Toussaint) dans les dépenses d'achat d'une parcelle irrigable de neuf hectares destinée à la création de lots de jardins dans le territoire d'agrandissement du centre de Sidi-Khaled (Oran);

Vu le récépissé (n° 3) délivré, le 25 mai 1891, par le payeur de Tiaret et constatant le versement au trésor public, à titre de fonds de concours, d'une somme de sept mille cent soixante-six francs soixante centimes, représentant la deuxième annuité du contingent de la commune mixte de Fren dah (Oran) dans les dépenses d'installation de ce centre;

Vu la déclaration de versement (n° 2) délivrée par le payeur de Tizi-Ouzou et constatant le versement au trésor public, à titre de fonds de concours, d'une somme de mille francs, représentant le deuxième acompte de la part contributive de la commune mixte de Dra-el-Mizan dans les dépenses de dérivation de l'Oued-Bogni;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre XII, article 2 : *Dépenses de colonisation proprement dites*, un crédit supplémentaire de huit mille deux cent soixant-six francs soixante centimes (8,266⁶⁰).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24256. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, la donation de l'immeuble dit *les Jardies*, à Sèvres, et du terrain y attenant, offerts à l'État par les héritiers *Gambetta*, en vertu des actes de donation susvisés, ainsi qu'à recevoir des mains du sénateur *Scheurer-Kestner* la somme de vingt mille francs provenant de divers souscripteurs.

Ladite somme de vingt mille francs sera placée en rente trois pour cent sur l'État français avec mention, sur l'inscription, de la destination des arrérages. (*Paris, 17 Juin 1891.*)

N° 24257. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 19 avril 1891, portant concession aux consorts de la Châtre, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de deux mille deux cent cinquante et un francs, de deux parcelles d'alluvions en voie de formation au droit de leur propriété, sur la rive gauche de la Garonne, communes d'Arbanats et de Portets (Gironde); lesdites parcelles d'une contenance totale de deux hectares quatre-vingt-un ares trente-quatre centiares et entourées d'un liseré rose au plan annexé audit acte. (*Fontainebleau, 4 Août 1891.*)

N° 24258. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter, pour le musée national du Luxembourg, le tableau donné à l'État par le sieur *Edwards (Alfred-Charles)*, en vertu de l'acte notarié en date du 15 mai 1891, et ce, aux clauses et conditions stipulées audit acte; ladite peinture évaluée approximativement à la somme de quatre mille francs. (*Fontainebleau, 15 Septembre 1891.*)

N° 24259. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° *M. Baillardel de Larsinty (Jules-Jean-Marie)*, né le 10 septembre 1851, à Guermantes (Seine-et-Marne), député de la Loire-Inférieure, demeurant à Blain (Loire-Inférieure), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Tholozan*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Baillardel de Larsinty-Tholozan*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 14 Décembre 1891.*)

N° 24260. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Chabert (*Antoine-Fortuné-Frédéric*), né le 1^{er} avril 1863, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Brack*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Chabert de Brack*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 14 Décembre 1891.*)

N° 24261. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. de Mandell d'Écosse (*Fernand-Guillaume*), lieutenant au 3^e régiment de chasseurs à cheval, né le 7 septembre 1863, à Liverdun (Meurthe-et-Moselle), en garnison à Abbeville (Somme), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *La Tour Maubourg*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *de Mandell d'Ecosse La Tour Maubourg*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 14 Décembre 1891.*)

N° 24262. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Darius (*Stanislas-Albert*), médecin de 2^e classe de la marine, né le 13 novembre 1855, à Fort-de-France (Martinique), demeurant à Lorient (Morbihan), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Sévère*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Sévère* au lieu de *Darius*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 21 Décembre 1891.*)

N° 24263. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. de Pomereu (*Armand-Michel-Étienne*), né le 6 octobre 1817, à Paris, Et M. de Pomereu (*Gaston-Étienne-Armand-Marie*), né le 10 juillet 1861, à Neuilly (Seine), demeurant tous deux à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *d'Aligre*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *de Pomereu d'Aligre*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (*Paris, 21 Décembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Janvier 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1437.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24264. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Calvados, d'une ligne de Tramways entre Grandcamp et Isigny.*

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 12 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'avant-projet présenté par le département du Calvados, pour l'établissement d'une ligne de tramways à traction de locomotives entre Grandcamp et Isigny ;

Vu, notamment, les plans d'ensemble, en date des 30 mars 1888 et 25 avril 1891 ;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique, ouverte en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾ ;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 11 octobre 1888 ;

Vu les avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Bayeux, en date du 11 septembre 1888, et de la chambre de commerce de Caen, en date du 4 octobre 1888 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes d'Isigny, Grandcamp, Maisy, Geffosses-Fontenay, Cardonville et Osmanville ;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale, en date des 24 août 1888, 16 avril, 20 août 1890 et 8 avril 1891 ;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée, le 3 octobre 1890, entre le préfet du Calvados, agissant au nom du département, et la société des établissements *Decauville aîné*, aux termes de laquelle le

⁽¹⁾ M^e série, Bull. 629, n° 10747.

département rétrocède à cette société la construction et l'exploitation du tramway susmentionné de Grandcamp à Isigny;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 14 mai 1889 et 2 juillet 1891;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 1^{er} juillet 1889;

Vu les lettres, des 19 et 22 juillet 1889, par lesquelles le ministre de la guerre, d'une part, et le ministre de l'intérieur, d'autre part, donnent leur adhésion aux conclusions de la délibération de la commission mixte des travaux publics;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 9 novembre 1889;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de la guerre, en date du 21 février 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Calvados, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'une ligne de tramways desservie par des locomotives et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Grandcamp et Isigny.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

3. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation du tramway désigné à l'article 1^{er} ci-dessus par le département du Calvados, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

4. Est approuvée la rétrocession à la société anonyme des établissements *Decauville aîné* de la ligne de tramways susmentionnée, conformément à la convention susvisée du 3 octobre 1890 et au cahier des charges y annexé.

Lesdits convention et cahier des charges, ainsi que les plans d'ensemble susvisés, resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 695, n° 11818.

CONVENTION.

Entre M. Ed. Vatin, préfet du département du Calvados, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général des 23 août 1887 et 24 août 1888, de la commission départementale du 15 novembre 1889 et du conseil général du 16 avril 1890 et du 20 août 1890,

D'une part;

Et la société anonyme des établissements *Decauville aîné*, représentée par M. Paul *Decauville*, président du conseil d'administration,

D'autre part;

Ont été faites et acceptées les conventions suivantes :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados, qui est en instance pour obtenir la concession d'une ligne de tramways de Grandcamp à Isigny, s'engage à rétrocéder à la société *Decauville aîné*, pour une durée de cinquante ans, égale à celle de cette concession, l'établissement et l'exploitation de cette ligne conformément à l'avant-projet dressé le 30 mars 1888, qui a servi de base à l'enquête d'utilité publique et qui a été modifié le 6 mars 1890, ainsi qu'aux projets définitifs à approuver ultérieurement.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

1. La société *Decauville aîné* est assujettie envers le département du Calvados à toutes les obligations qui sont imposées à ce département lui-même par le cahier des charges annexé au décret de concession, de même qu'elle est subrogée aux avantages résultant pour le département de ce même cahier des charges, qui est conforme au cahier des charges type approuvé par décret du 6 août 1881, sauf les dérogations ou modifications ci-après apportées aux articles 5, 7, 20, 31 et 32, en vertu de l'article 30 de la loi du 11 juin 1880 :

1° (Art. 5.) Le minimum du rayon des courbes pourra être abaissé exceptionnellement à vingt-cinq mètres (25^m) dans la traverse bâtie d'Isigny.

2° (Art. 7.) Le ballast de la voie ferrée sera soutenu du côté du chemin par une banquettes en terre pilonnée et gazounée.

3° (Art. 20.) dans les délois fixés par l'article 3, ou si l'exploitation est interrompue de son fait, il encourra.....

4° (Art. 31.) Toutefois les frais de transbordement des bagages, messageries et marchandises à grande vitesse resteront à la charge du rétrocessionnaire.

5° (Art. 32.) Le rétrocessionnaire opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, marchandises, messageries et bagages, et d'une manière générale de tous les colis susceptibles d'être chargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à cent cinquante kilogrammes (150^k) au maximum.

Il ne sera pas tenu d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises.

3. La rétrocession est faite moyennant :

1° Une subvention fixe de deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre, payable au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de la livraison du matériel fixe et roulant, sur des états de situation mensuels approuvés par l'administration.

Cette subvention pourra être transformée en annuités au taux ordinaire du Crédit foncier, et le capital sera, dans ce cas, employé par le département à l'achèvement des chemins devant supporter l'assiette du tramway ;

2° Le paiement pendant cinquante ans d'une annuité fixée à six mille huit cent quatre-vingt-dix francs (6,890^f) destinée, avec la subvention de deux mille cinq cents francs (2,500^f) susmentionnée ou avec l'annuité correspondante, et jusqu'à due concurrence, à couvrir les insuffisances de recettes.

Dans le cas où le rétrocessionnaire cesserait l'exploitation, la subvention cesserait immédiatement.

4. La plate-forme nécessaire à l'établissement de la voie ferrée sera fournie au rétrocessionnaire par l'État, en tant que la ligne empruntera la route nationale n° 13, et par les communes et le département, en tant que le tramway suivra le tracé des chemins vicinaux; tous les travaux et dépenses utiles pour l'établissement des chemins vicinaux empruntés, y compris les élargissements, écrêtements et contournements, resteront à la charge de l'administration départementale. La dépense à faire pour cet objet, en ce qu'elle est applicable à l'appropriation et au redressement du chemin vicinal de grande communication n° 32, est évaluée à trente mille francs (30,000'), soit à deux mille neuf cent douze francs (2,912') par kilomètre en moyenne.

Les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme du tramway en dehors des voies publiques pour garages, voies d'évitement, raccordements et pour tous autres aménagements, seront fournis par le rétrocessionnaire. Toutefois, le département prend l'obligation de lui céder gratuitement les terrains offerts par les communes et par les particuliers.

L'établissement et l'appropriation des garages et tous autres travaux et dépenses, tant pour la construction de la voie ferrée dans les conditions de l'avant-projet que pour l'exploitation, resteront à la charge du rétrocessionnaire qui sera tenu d'établir dans la gare d'Isigny, point de jonction du tramway avec le chemin de fer de Neuilly à Isigny, et d'accord avec la compagnie de l'Ouest, des moyens de transbordement pour les voyageurs et les marchandises aussi commodes que la disposition de cette gare le permettra.

5. Le rétrocessionnaire ne pourra employer à l'exploitation de la ligne que du matériel roulant dont les types auront été admis par le préfet.

6. Le rétrocessionnaire est chargé à forfait de l'exploitation de la ligne moyennant le prélèvement à son profit de toute la recette brute aussi longtemps que celle-ci, impôts déduits, restera inférieure à, trois mille cent francs (3,100') par kilomètre et par an.

Lorsque la recette brute dépassera cette somme de trois mille cent francs (3,100'), les trois cinquièmes de l'excédent seront acquis au rétrocessionnaire et les deux autres cinquièmes seront versés au département et aux communes pour le remboursement des subventions départementales et communales.

Lorsque la recette brute dépassera trois mille huit cents francs (3,800'), la part du département et des communes sera égale à la moitié de l'excédent.

Le maximum des dépenses de premier établissement est fixé à trois cent trente-neuf mille cinq cent quarante-cinq francs (339,545'), savoir : quinze mille francs (15,000') pour la plate-forme et trois cent vingt-quatre mille cinq cent quarante-cinq francs (324,545') pour l'établissement du tramway, soit à trente-deux mille neuf cent cinquante-six francs (32,956') par kilomètre.

7. Lorsque les avances faites par le département et par les communes auront été remboursées conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, le département et les communes continueront, pendant toute la durée de la concession, à participer aux bénéfices nets jusqu'à concurrence de vingt pour cent (20 p. 00) seulement du surplus défini à l'article 6 qui précède.

8. Le rétrocessionnaire se réserve, soit de constituer seul son capital, soit, dans un délai de trois mois à partir de la déclaration d'utilité publique, de constituer une société anonyme pour l'émission des actions à un capital dont le chiffre sera soumis à la sanction du conseil général.

Sous réserve de l'application de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, la société qui sera ainsi formée se substituera au rétrocessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aurait contractés avec ce dernier.

Le rétrocessionnaire déclare renoncer à toute réclamation pour les frais de constitution du capital et de la société auxquels pourra donner lieu le présent article.

9. Le rétrocessionnaire s'engage à faire le service des colis postaux.

10. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer, dans l'exécution des travaux de construction du tramway, que du matériel de provenance française et du dernier perfectionnement et à n'utiliser comme agents de l'exploitation que des employés de nationalité française, sous réserve des autorisations particulières qui pourraient lui être accordées.

11. En dehors des conditions stipulées à l'article 8 qui précède, le rétrocessionnaire ne pourra céder les droits qui lui sont rétrocédés par les présentes qu'avec l'autorisation du conseil général du département.

12. Le rétrocessionnaire acquittera les frais d'enregistrement calculés conformément à l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, les frais de timbre et d'expédition, ainsi que tous les autres frais accessoires auxquels pourrait donner lieu la présente convention.

Fait double à Caen, le 3 octobre 1890.

Le Rétrocessionnaire;

Le Préfet du Calvados,

Signé : PAUL DECAUVILLE.

Signé : ED. VATIN.

Enregistré à Caen, le 15 octobre 1891, folio 9, cases 10 à 13. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pitet.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs, bagages, messageries et marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne comprend la section unique de Grandcamp à Isigny et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Le chemin vicinal de grande communication n° 32, la route nationale n° 13 et le chemin vicinal ordinaire n° 19 de la commune d'Isigny.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'administration fera remise de la plate-forme aux rétrocessionnaires.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-huit centimètres (1^m 88), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix-huit centimètres (2^m 18); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-quinze centimètres (1^m 95).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Toutefois ce minimum pourra être abaissé exceptionnellement à vingt-cinq mètres (25^m) dans la traverse bâtie d'Isigny. Le maximum des déclivités est fixé à deux cent quatre-vingt-seize dix-millièmes (0^m 0296).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement ou un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composée de sable graveleux, de galet roulé ou de caillou calcaire cassé, d'un mètre cinquante-cinq centimètres (1^m 55) de largeur et d'au moins treize centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins cinq mètres (5^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une banquette en terre pilonnée et gazonnée d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route ou du chemin.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, se formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes (15^l) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois de chêne espacées de quatre-vingts à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 80 à 0^m 90), fixés par des tire-fonds et reliés entre eux par des éclisses en acier.

Le contre-rail ne sera exigé que dans les parties en pavage.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des garages et des voies d'évitement seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des garages et des voies d'évitement à Grandcamp, à Maisy, à Gêfosses-Fontaine, à Cardouville, à Osmanville et à Isigny. Un quai de transbordement, d'une longueur d'environ soixante-dix mètres (70^m), sera construit dans la gare de jonction d'Isigny.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage et l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que

des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois pour la ligne entière.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus, et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, arrêts compris.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle sera de cinquante années.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des huit premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de huit ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne complète, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des huit premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les quatre années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des deux autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des quatre années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité se fait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, ou si l'exploitation est interrompue de son fait, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL.
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.		fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 08	0 04	0 12
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 07	0 03	0 10
	Plates-formes couvertes dans les voitures susdésignées (3 ^e classe).....	0 05	0 01	0 07
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	Sans que la perception puisse être inférieure à trente-cinq centimes (0 ^e 35).	0 012	0 008	0 02
<i>Petite vitesse.</i>				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 072	0 048	0 12
Veaux et porcs.....		0 03	0 02	0 05
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 018	0 012	0 03
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 35	0 25	0 60

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 48	0 32	0 80
0 24	0 16	0 40

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens. Dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à cinq kilomètres (5^k), elle sera comptée pour cinq kilomètres (5^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé, contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des gares extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète, qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10^k et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k), jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèse pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément de prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formelles aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles; aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délai de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du conces-

sionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente. Toutefois, les frais de transbordement des bagages, messageries et marchandises à grande vitesse resteront à la charge des concessionnaires.

Camionnage.

32. Les concessionnaires opéreront le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, marchandises, messageries et bagages, et d'une manière générale de tous les colis susceptibles d'être chargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à cent cinquante kilogrammes (150^k) au maximum. Ils ne seront pas tenus d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0¹ 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0¹ 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1¹).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer,

lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser d'avance chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de vingt-cinq francs (25^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du Calvados. Le surplus des frais de contrôle restera à la charge du département.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de dix mille huit cents francs (10.800^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 3^e janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes (4/5) en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième (1/5) ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Caen.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Calvados.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Calvados, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Arrêté :

Paris, le 4 septembre 1891.

Le Ministre des travaux publics.

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Caen, le 13 octobre 1891, folio 9, case 9. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : PIERRE.

N° 24265. — DÉCRET concernant les communes assujetties à la Réglementation du Pâturage.

Du 16 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'article 12 de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne;

Vu l'article 23 du décret du 11 juillet 1882 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau, par département, des communes assujetties à la réglementation du pâturage annexé au décret du 16 septembre 1890, est remplacé par le tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

Tableau, par département, des communes assujetties à la réglementation du pâturage, en vertu de l'article 12 de la loi du 4 avril 1882.

BASSES-ALPES.

Angles.	Jausiers.	Meyronnes.
Archail.	La Javie.	Montclar.
Barcelonnette.	La Mure.	Saint-André-de-Méoulles.
Barrême.	Le Brusquet.	Saint-Pons.
Bayons.	L'Éscale.	Sélonnet.
Beaujeu.	Les Dornes.	Seyne.
Castellane.	Les Thuiles.	Uvernet.
Chaudon.	Le Vernet.	Verdaches.
Digne.	Marcoux.	Vergons.
Faucou.		

HAUTES-ALPES.

Ancelle.	Eygliers.	Le Voyer.
Briançon.	Freyssipières.	Les Crottes.
Champoléon.	Guillestre.	Les Orres.
Châteauroux.	La Bâtie-Veuve.	Mauteyer.
Châtillon-le-Désert.	La Motte.	Molines-en-Champsaur.
Embrun.	Laya.	Montmaur.
Espinas.	Le Monestier-de-Briançon.	Nevache.

Orcières.
Prunières.
Puy-Saint-André.
Puy-Saint-Eusèbe.
Puy-Sanières.
Réallon.
Réotier.
Risoul.

Rochebrune.
Rousset.
Saint-Apollinaire.
Saint-Clément.
Saint-Crépin.
Saint-Jean-Saint-Nicolas.
Saint-Martin-de-Queyrières.

Saint-Michel-de-Chaillo.
Saint-Sauveur.
Savines.
Sigoyer.
Thens.
Val-des-Prés.
Vars.

ARDÈCHE.

Borée.

Loubaresse.

Valgorge.

AUDE.

Albières.
Arques.
Fourton.
Les Bains-de-Rennes.
Peyrolles.
Serres.
Drôme.
Bonnaval.

Boule.
Fourcinet.
Glandage.
Jonchères.
La Bâtie-Crémezin.
La Bâtie-des-Fonds.
Laval d'Aix.
Les Prés.

Luc-en-Diois.
Lus-la-Croix-Haute.
Marnagac.
Meuglon.
Molières.
Trescheun.
Valdrôme.
Volvent.

GARD.

Coucoules.

Lannéjols.

Saint-Sauveur-des-Pourcils.

HÉRAULT.

Cambou.
Mons.

Prémian.
Riols.

Saint-Julien.
Saint-Vincent.

ISÈRE.

Beaufin.
Cordéac.
Cornillon-en-Trièves.
Corps.
Côtes-de-Corps.
Entraigues.
Gresse.

Lalley.
La Morte.
Lavaldens.
Lavors.
Livet-et-Gavet.
Nantes-en-Rattier.
Pellafol.

Prébois.
Saint-Baudille-et-Pipet.
Saint-Lurent-en-Beaumont.
Saint-Maurice-en-Trièves.
Saint-Paul-les-Monastier.
Tréminis.

HAUTE-LOIRE.

Araules.
Beaulieu.
Cayres.
Champtaux.
Chaudeyrolles.
Freycenet-la-Cuche.
Freycenet-la-Tour.

La Fare.
Laussonne.
Le Bouchet-Saint-Nicolas.
Les Estables.
Monastier.
Montusclat.
Rosières.

Saint-Front.
Saint-Germain-Laprade.
Saint-Jean-Lachalm.
Saint-Julien-Chapteuil.
Saint-Pierre-Eynac.
Seneujols.
Yssingeaux.

LOIRE.

Badaroux.
Chadenet.
Cultures.

Lannéjols.
Pelouse.

Saint-Beauzile.
S'-Etienne-du-Valdonnez.

PUY-DE-DÔME.

Chapdes-Beaufort.

Combrailles.

HAUTES-PYRÉNÉES.

Belponney.

Sers.

Viella.

PYRÉNÉES-ORIENTALES.

Canaveilles-Slar.
Corneilla.
Escaro.
Fondpédrouse.
Fuilla.

Jujols.
Nyers-En.
Olette.
Planès.

Ria-Sirach.
Saint-Pierre.
Santo.
Serdinya.

N° 24266. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889 (Service colonial).*

Du 8 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies (*Service colonial*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 septembre 1891 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que leur montant n'excède pas les reliquats de crédits à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Service colonial*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de vingt-neuf mille trois cent quatorze francs onze centimes (29,314¹/₁₁), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1887.....	28,900 ¹ / ₀₀
Exercice 1888.....	133 10
Exercice 1889.....	281 01
TOTAL ÉGAL.....	29,314 11

¹ 1^{re} série, Bull. 1013, n° 10327.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances;

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé: NOUVIER.

Signé: JULES ROCHE.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1887, 1888 et 1889, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1887.		
15	Subvention au service local des colonies.....	28,900'00	28,900'00
	EXERCICE 1888.		
10	Vivres.....	133 10	133 10
	EXERCICE 1889.		
7	Agent des vivres et du matériel.....	97 78	281 01
8	Frais de voyage par terre et par mer.....	20 00	
12	Hôpitaux. — Matériel.....	18 75	
14	Matériel. — Services militaires.....	12 28	
24	Relégation. — Matériel.....	132 20	
	TOTAL.....		29,314 11

N° 24267. — *DÉCRET qui ouvre au budget du Département du Commerce, de l'Industrie et des Colonies (Service colonial), pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.*

Du 8 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRET : — Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département du commerce, de l'industrie et des colonies (3^e section, Colonies), pour l'exercice 1890, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° 29, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1890.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de treize mille huit cent quatre-vingt-deux francs cinquante-cinq centimes (13,882^f 55), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1890 (*Service colonial*) désignés dans le tableau ci-annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1886.....	359 ^f 83 ^c
Exercice 1887.....	836 00
Exercice 1888.....	1,554 83
Exercice 1889.....	11,137 89
TOTAL ÉGAL.....	13,882 55

3. Les crédits ouverts par la loi du 17 juillet 1889, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. III. Personnel des services civils.....	1,036 ^f 00 ^c
IV. Personnel de la justice.....	1,348 33
V. Personnel des cultes.....	105 33
VI. Personnel des services militaires.....	583 45
VII. Agents des vivres et du matériel.....	97 00
XI. Hôpitaux. — Personnel.....	6,342 14
XIX. Routes et chemins de fer dans le Haut-Sénégal..	346 50
XXI. Transportation. — Personnel.....	2,412 53
XXIII. Relégation. — Personnel.....	1,529 27
TOTAL ÉGAL.....	13,882 55

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 1057.

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif des dépenses de l'exercice 1890.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1891.

Signé : CARNOT,

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur recues antérieures à 1890 qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1890 désignés ci-après, et dont le transport au chapitre XXIX doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE des crédits et des paiements.	DÉTAIL, PAR EXERCICE, des paiements effectués en 1890.				TOTAL.
	1886.	1887.	1888.	1889.	
CHAP. III. Personnel des services civils.....	.	230 ^f 00 ^c	400 ^f 00 ^c	400 ^f 00 ^c	1,030 ^f 00 ^c
— IV. Personnel de la justice.	13 ^f 33 ^c	600 00	735 00	.	1,348 33
— V. Personnel des cultes.	.	.	193 33	.	193 33
— VI. Personnel des services militaires.....	.	.	126 50	356 95	583 45
— VII. Agents des vivres et du matériel.....	.	.	.	97 00	97 00
— VIII. Hôpitaux. — Personnel.	.	.	.	6,342 14	6,342 14
— XIX. Routes et chemins de fer dans le Haut-Sénégal.....	346 50	.	.	.	346 50
— XXI. Transportation. — Personnel.....	.	.	.	2,512 53	2,512 53
— XXIII. Relégation. — Personnel.....	.	.	.	1,529 27	1,529 27
TOTAL.....	359 83	830 00	1,554 83	11,137 89	13,882 55

N° 24268. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.

Du 16 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾;

Vu les réclamations des communes et des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices clos 1887, 1888 et 1889 présentent aux chapitres portant les numéros 57, 50, 52 et 53, 50, 51 et 56, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 16 septembre 1891,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer sur les exercices ci-après désignés, un crédit supplémentaire montant à deux mille quatre cent soixante-treize francs (2,173¹), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1887.....	60 ¹
Exercice 1888.....	1,567
Exercice 1889.....	845
TOTAL.....	2,473

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIEN.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 579, n° 7437.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Développement des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices 1887, 1888 et 1889.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		OBSERVATIONS.
			par chapitre.	par exercice.	
1887.	57	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. Matériel. Encouragements.	60 ⁶⁰	60 ⁰⁰	Indemnité pour frais de déplacement à M. Tostain, instituteur privé à Bayeux (Calvados), membre du conseil départemental.
	50	Écoles normales primaires. Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. Dépenses d'installation et de matériel des écoles normales primaires.	1,032 00		Subvention pour travaux d'installation du gaz dans l'école normale de filles de Limoges (Haute-Vienne).
	52	Enseignement primaire. — Traitements. Caisse des écoles. Loyers d'écoles. Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment	400 00		Subvention à la commune de Villard-Théry (Savoie) pour les dépenses de son école facultative de filles.
1888.		pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886.		1,567 00	
	53	Subvention pour améliorer le sort des instituteurs et institutrices adjoints et adjointes laïques.	75 00		Subvention pour améliorer le traitement de M. Page, instituteur adjoint à Bayeux (Calvados).
	57	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. Matériel. Encouragements.	60 ⁶⁰		Indemnité pour frais de déplacement à M. Tostain, instituteur privé à Bayeux (Calvados).
	50	Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel.	21 50		Supplément de frais de pension accordé à l'élève François, boursier de l'État à l'école d'agriculture d'Évry (Seine-et-Marne).
	51	Enseignement primaire. — Traitements. Caisse des écoles. Loyers d'écoles. Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment	606 60		Subvention à la commune de Chamblay (Aisne) pour dépenses ordinaires de ses écoles publiques.
1889.		pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886.		697 79	
			55 20		Indemnité pour frais de déplacement à M. Marty, membre du conseil départemental, instituteur à Boulogne (Pas-de-Calais).
	56	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. Matériel. Encouragements.	20 ⁰⁰		Indemnité pour frais de déplacement à M. Tostain, membre du conseil départemental, instituteur privé à Bayeux (Calvados).

EXERCICE.	N° des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		OBSERVATIONS.
			par chapitre.	par exercice.	
			6'00		Indemnité pour frais de déplacement à M. Baudry, membre du conseil départemental, maire de Mannague (Cher).
1889 (Suite)	56	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. Matériel. Encouragements.	34 00		Indemnité pour frais de déplacement à M. Benedetti, membre du conseil départemental, directeur de l'école primaire à Ota (Corse).
			76 80	846'00	Indemnité pour frais de déplacement à M. Béchal, membre du conseil départemental, directeur de l'école primaire d'Ambert (Puy-de-Dôme).
			31 50		Frais de publications, mémoires et documents relatifs à l'enseignement primaire fournis par M. Delagrave, éditeur à Paris.
		TOTAUX.....	2,473 00	2,473 00	

N° 24269. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 17 Novembre 1891:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques supérieures pendant l'exercice 1891, une somme de quarante et un mille trois cent soixante-dix-neuf francs quatre-vingt-quinze centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Ecoles nationales et écoles communales d'ensei-*

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

gnement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie, un crédit de quarante et un mille trois cent soixante-dix-neuf francs quatre-vingt-quinze centimes (41,379⁹⁵).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24270. — DÉCRET qui crée un Tribunal de commerce à Cusset (Allier).

Du 17 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 20 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu les articles 615, 616 et 617 du Code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé dans l'arrondissement de la Palisse (Allier) un tribunal de commerce dont le siège est à Cusset.

Ce tribunal est composé d'un président, de deux juges et de deux juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1891,

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24271. — *DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre des Terrains dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (Vosges).*

Du 21 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de la conférence en date du 13 juillet 1891;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée, le 29 août 1891, aux conclusions de ce procès-verbal par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 29 octobre 1891, par laquelle le ministre des finances donne également son adhésion aux conclusions du même procès-verbal;

Considérant que, pour la construction du magasin à poudre de Saint-Antoine et de la voie ferrée destinée à desservir ce magasin dans les dépendances de la place d'Épinal, il y a lieu d'affecter au département de la guerre différentes parcelles de terrain, d'une contenance d'environ cinquante-huit ares trente-cinq centiares dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (cantons Saint-Antoine et Côte-Brûlée) et situés sur le territoire de la commune de Saint-Laurent (Vosges), telles, au surplus, qu'elles sont délimitées par un liséré jaune sur un plan parcellaire dressé, le 3 août 1891, par le chef du génie de ladite place,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains domaniaux susmentionnés sont affectés au département de la guerre sous les conditions et réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24272. — *DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre des Terrains dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (Vosges).*

Du 23 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de la conférence en date du 8 juillet 1891;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée, le 14 août 1891, aux conclusions de ce procès-verbal par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 24 septembre 1891, par laquelle le ministre des finances donne également son adhésion aux conclusions du même procès-verbal;

Considérant que, pour la construction du réseau ferré militaire, à voie de soixante centimètres, du camp retranché d'Épinal (ligne périphérique de Girancourt à la Bourieure, avec embranchement sur le fort de Sanchey et raccordement avec la voie rayonnante d'Olimas) dans les dépendances de ladite place d'Épinal, il y a lieu d'affecter au département de la guerre différentes parcelles de terrain, d'une contenance d'environ quatre-vingt-trois centiares dépendant de la forêt domaniale du Ban d'Uxegney (canton de Bois-le-Duc) et situées sur le territoire de la commune de Forges (Vosges), telles, au surplus, qu'elles sont délimitées par un liseré jaune sur un plan parcellaire dressé, le 18 juillet 1891, par le chef du génie de ladite place,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains domaniaux susmentionnés sont affectés au département de la guerre, sous les conditions et réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24273. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 26 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts:

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique, et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé, par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques supérieures et élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de trente-cinq mille cinq cent dix francs vingt-cinq centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (1);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 20 novembre 1891;

DÉCRET

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses*; — *Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel*; — *Caisses des écoles*; — *Loyers d'écoles*; — *Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886*; — *Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de trente-cinq mille cinq cent dix francs vingt-cinq centimes (35,510^{fr} 25).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : ROUVIER.

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 21274. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.

Du 4 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la délibération en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de son observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu une déclaration délivrée le 16 octobre 1891 par le trésorier-payeur général du département du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 8 du même mois, par le receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le quatrième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le quatrième trimestre de l'année 1891, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24275. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le préfet des Landes est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le maire de la commune de Mimizan, le contrat d'échange :

1° D'un terrain de neuf hectares quatre-vingt-neuf ares trente centiares à

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

détacher de la forêt domaniale de Mimizan-Nord, formant un polygone irrégulier, désigné au plan des lieux par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, G, L, M, N;

2° Du sol appartenant à l'État et contigu audit terrain des rues désignées audit plan sous les numéros 1, 2, 3, 4 et 5 et du passage de la Douane, d'une superficie d'un hectare trente-cinq ares cinquante-cinq centiares, contre les parcelles suivantes appartenant à la commune de Mimizan :

1° Un terrain de deux hectares vingt-cinq ares vingt-cinq centiares, dit *enclos de Bel-Air*, situé sur le bord du chemin vicinal de Mimizan à la mer;

2° Une parcelle de trente-neuf ares quatre-vingt-neuf centiares, appelée *le jardin et le pré des Gardes*, et située sur le bord du courant de Mimizan;

3° Une parcelle de huit hectares soixante-six ares quatre-vingt trois centiares, désignée au plan par les lettres A, Y, Z, à détacher de la forêt communale des Lurgues, attenante à la forêt domaniale de Mimizan-Sud.

L'échange aura lieu sans soulte, mais à la charge par la commune de fournir gratuitement à l'État un passage de six mètres de largeur permettant d'accéder du jardin des Gardes à l'enclos de Bel-Air et de cet enclos au chemin de Mimizan à la mer.

Tous les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de transcription, seront supportés, moitié par l'État, moitié par la commune. (*Fontainebleau, 28 Août 1891.*)

N° 24276. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont affectés au service des douanes les bâtiments et terrains dépendant du fort déclassé de Socoa (commune de Ciboure, arrondissement de Bayonne, département des Basses-Pyrénées) à l'exclusion :

1° De la tour centrale, désignée au plan ci-joint par la lettre A et réservée au département de la guerre;

2° Des caves mentionnées au plan, par une teinte bistre, sous les n° 39 et 41 et affectées au service des ponts et chaussées;

3° Des cinq parcelles de terrain figurées au plan ci-joint par une teinte rouge et sous les lettres A, B, C, D, F, G, H, I, D, K, H, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, H, I, K et Z, O, N, X, Y, W, lesquelles ont été également affectées au service des ponts et chaussées.

Les bâtiments et terrains affectés au service des douanes sont indiqués au plan par une teinte jaune clair.

2. Sont également affectés au service des douanes les terrains dits *de la Redoute du sémaphore*, d'une superficie de dix-sept mille trois cent soixante-onze mètres carrés soixante-quinze décimètres carrés; lesdits terrains, repris au plan sous les lettres a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, sont figurés à ce plan par une teinte verte.

3. Le passage par le pont-levis et la première porte du fort de Socoa sera constamment ouvert aux agents des douanes. Ces mêmes agents auront aussi droit de passage sur la parcelle insubmersible et l'escalier indiqués au plan par les lettres D, K et A, B, C, D.

4. Quand les travaux de dégagement de l'accès de la grande digue du large auront été effectués, le service maritime fera établir à ses frais une clôture à la crête supérieure du talus, dans la parcelle indiquée au plan par les lettres Z, O, N, X, Y, W et rétrocèdera au service des douanes la partie de cette parcelle Z, O, N, X, Y, W restée en deçà de la clôture.

5. Le service des douanes aura la jouissance de la parcelle Z, O, N, X, Y, W tant que les travaux indiqués à l'article précédent ne seront point commencés.

6. Les agents du service maritime auront, comme par le passé, le droit de franchir la seconde enceinte du fort pour accéder au mât de signaux placé sur la tour centrale. Ils auront en outre la faculté de circuler en tout temps sur le chemin qui conduit au phare de Socoa à travers les terrains dits de la Redoute du sémaphore. (Fontainebleau, 3 Octobre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 20^r Janvier 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1438.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24277. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'exercice 1883.*

Du 21 Juin 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 22 juin 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

§ I^{er}.

Fixation des dépenses.

ART. 1^{er}. Les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1883 constatées dans les comptes rendus par les ministres sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de trois milliards cent douze millions cinq cent cinquante-trois mille cinq cent soixante-trois francs soixante-trois centimes, ci 3,112,553,563⁶³

Les paiements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à trois milliards cent millions quatre cent mille neuf cent onze francs quatre-vingt-dix-sept centimes, ci.

3,100,400,911 97

Et les dépenses restant à payer, à douze millions cent cinquante-deux mille six cent cinquante et un francs soixante-six centimes, ci.

12,152,651 66

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1883 seront ordonnancés sur les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II

Fixation des crédits.

2. Les crédits montant ensemble à trois milliards cent cinquante-six millions soixante-treize mille cent vingt-huit francs quarante-trois centimes (3,156,073,128¹ 43), ouverts conformément aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1883, sont réduits, conformément au tableau A précité :

1° D'une somme de quarante-deux millions six cent huit mille quatre cent quatre-vingt-douze francs quarante-sept centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1883, et qui est annulée définitivement, ci. 42,608,492¹ 47

2° De celle de douze millions cent cinquante-deux mille six cent cinquante et un francs soixante-six centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1883, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci..... 12,152,651 66

3° De celle de neuf cent onze mille soixante-douze francs trente-trois centimes non employée, à la clôture de l'exercice 1883, sur les fonds généraux affectés au service du cadastre, laquelle somme est transportée au budget ordinaire de l'exercice 1884, pour y recevoir la destination qui lui est donnée par la présente loi de règlement, ci..... 911,072 33

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à cinquante-cinq millions six cent soixante-douze mille deux cent seize francs quarante-six centimes, sont et demeurent divisés, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé, ci.... 55,672,216 46

3. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget ordinaire de l'exercice 1883 sont définitivement fixés à la somme de trois milliards cent millions quatre cent mille neuf cent onze francs quatre-vingt-dix-sept centimes (3,100,400,911¹ 97), égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau A.

S III.

Fixation des recettes.

4. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur le budget ordinaire de l'exercice 1883 sont arrêtés, conformément au tableau C ci-annexé, à la somme de trois milliards cinquante millions cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-deux francs cinquante-six centimes, ci

3,050,184,262' 56'

Les recettes du budget ordinaire effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à trois milliards trente-huit millions vingt et un mille cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-trois centimes, ci.

3,038,021,186 83

Et les droits et produits restant à recouvrer, à douze millions cent soixante-trois mille soixante-quinze francs soixante-treize centimes, ci.....

12,163,075 73

5. Les recettes du budget ordinaire de l'exercice 1883, arrêtées par l'article précédent à la somme de trois milliards trente-huit millions vingt et un mille cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-trois centimes, ci

3,038,021,186' 83'

sont augmentées, en exécution de la loi de règlement du budget de l'exercice 1882, des fonds généraux non employés à l'époque de la clôture de cet exercice sur les crédits affectés au service du cadastre, ci

862,904 45

Sur cette somme totale de il est prélevé et transporté à l'exercice 1884, en conformité de l'article 2 de la présente loi, une somme de neuf cent onze mille soixante-douze francs trente-trois centimes, pour servir à payer les dépenses du service du cadastre restant à solder à la clôture de l'exercice 1883, ci.....

3,038,884,091 28

911,072 33

Les voies et moyens du budget ordinaire de l'exercice 1883 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de trois milliards trente-sept millions neuf cent soixante-treize mille dix-huit francs quatre-vingt-quinze centimes, ci.

3,037,973,018 95

§ IV.

Fixation du résultat du budget ordinaire.

6. Le résultat du budget ordinaire de l'exercice 1883 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à	3,037,973,018' 95'
Payements fixés par l'article 1 ^{er} à	3,100,400,911 97

Excédent de dépense réglé à la somme de soixante-deux millions quatre cent vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-treize francs deux centimes, conformément au tableau D ci-annexé, ci

62,427,893 02

Cet excédent de dépense sera porté en augmentation des découverts du Trésor.

TITRE II.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

§ I^{er}.

Fixation des crédits et des dépenses.

7. Les crédits ouverts, les dépenses constatées et les paiements effectués au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1883 sont définitivement fixés à la somme de six cent quatorze millions neuf cent soixante-cinq mille sept cent quatre francs soixante-trois centimes (614,965,704' 63), conformément aux tableaux E et F annexés à la présente loi.

§ II.

Fixation des recettes.

8. Les droits et produits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1883 sont arrêtés, conformément au tableau G annexé à la présente loi, à la somme de six cent quatorze millions neuf cent soixante-cinq mille sept cent quatre francs soixante-trois centimes, ci

614,965,704' 63'

Les recettes effectuées sur le même budget, pendant l'exercice 1883, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées en somme égale à celle des droits constatés pour six cent quatorze millions neuf cent soixant-cinq mille sept cent quatre francs soixante-trois centimes, ci

614,965,704 63

BALANCE

§ III.

Fixation du résultat du budget extraordinaire.

9. Le résultat du budget extraordinaire est définitivement arrêté, pour l'exercice 1883, conformément au tableau H, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à . . .	614,965,704 ^f 63 ^c
Payements fixés par l'article 7 à	614,965,704 63

BALANCE

TITRE III.

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1883.

§ I^{er}.*Fixation des crédits et des dépenses.*

10. Les crédits, montant ensemble à cinq cent trente-neuf millions neuf cent soixante-quatre mille six cent trente francs quarante-sept centimes (539,964,630^f 47^c), conformément aux tableaux I et J ci annexés, pour le budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883, ci. 539,964,630^f 47^c

sont réduits d'une somme de soixante-quatre millions sept cent cinquante-cinq mille six cent soixante-quatre francs cinquante-trois centimes (64,755,664^f 53^c), non employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1883, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée, avec la même affectation, aux budgets sur ressources spéciales de l'exercice 1884, savoir :

Service départemental. .	47,806,005 ^f 87 ^c
Divers services spéciaux. .	16,949,658 66

ENSEMBLE 64,755,664 53

64,755,664 53

Au moyen de cette disposition, les crédits du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883 sont définitivement fixés à la somme de quatre cent soixante-quinze millions deux cent huit mille neuf cent soixante-cinq francs quatre-vingt-quatorze centimes, égale aux payements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau I, ci. . .

475,208,965 94

§ II.

Fixation des recettes.

11. Les recettes réalisées sur le même budget jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice 1883 s'élevant à quatre cent soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille cinq cent quarante et un francs quatre-vingt-dix centimes, conformément au tableau K, ci

476,873,541' 90'

sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1881 et de 1882 des fonds non employés, à l'époque de la clôture de ces derniers exercices, sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, de la somme de soixante-trois millions quatre-vingt-onze mille quatre-vingt-huit francs cinquante-sept centimes, ci.....

63,091,088 57

ENSEMBLE.....

539,964,630 47

Sur cette ressource totale, une somme de soixante-quatre millions sept cent cinquante-cinq mille six cent soixante-quatre francs cinquante-trois centimes, restée sans emploi pendant l'exercice 1883, ainsi qu'il résulte de l'article 10 ci-dessus, est transportée à l'exercice 1884, ci.....

64,755,664 53

Les voies et moyens du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de quatre cent soixante-quinze millions deux cent huit mille neuf cent soixante-cinq francs quatre-vingt-quatorze centimes, ci.....

475,208,965 94

§ III.

Fixation du résultat du budget sur ressources spéciales.

12. Le résultat du budget sur ressources spéciales est définitivement arrêté, conformément au tableau L, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à...

475,208,965' 94'

Payements fixés par l'article 10 à.....

475,208,965 94

BALANCE.....

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

13. Les recettes et les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1883 demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de quatre-vingt-quinze millions cent quatre-vingt-onze mille huit cent soixante-six francs quarante-sept centimes (95,191,866^f 47), conformément au résultat général du tableau M ci-annexé, savoir :

Administration des monnaies et médailles.	1,486,765 ^f 51 ^c
Imprimerie nationale.....	7,847,883 14
Légion d'honneur.....	17,371,463 35
Caisse de la dotation de l'armée.....	6,555,029 74
Caisse des invalides de la marine.....	32,905,087 51
École centrale des arts et manufactures..	1,413,519 17
Chemins de fer de l'État.....	27,612,118 05
	95,191,866 47

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

14. Les crédits d'inscription accordés sur l'exercice 1883 pour les pensions militaires par la loi du 29 décembre 1882, sont réduits de six cent six mille huit cent soixante-treize francs (606,873^f) et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau N ci-annexé, à la somme de six millions quatre-vingt-treize mille cent vingt-sept francs (6,093,127^f).

15. Les crédits d'inscription accordés, sur l'exercice 1883, pour les pensions civiles par la loi du 29 décembre 1882 et par le décret du 11 mai 1883, sont réduits de six cent vingt-trois mille quatre-vingt-onze francs (623,091^f) et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau O ci-annexé, à la somme de quatre millions trois cent quatre-vingt-huit mille neuf cent neuf francs (4,388,909^f).

16. La situation des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1883, dans les ports et établissements de la marine est arrêtée à la somme de deux cent soixante-quinze millions cinq cent trente-trois mille cent trois francs trente-quatre centimes (275,533,103^f 34), conformément au tableau P ci-annexé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris le 21 Juin 1891.

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

TABLEAU
à la loi portant règlement définitif de
1^{er} BUD

TABLEAU A.

Règlement définitif des dépenses

N ^{os} des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS ACCORDÉS	
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services publics — Droits constatés au profit des caisses de l'Etat
DETTE PUBLIQUE, DOTATION			
MINISTÈRE			
DETTE CONSOLIDÉE.			
1	Rentes 5 p. o/o	255,386,819 ²⁵	255,386,819
1 bis	Rentes 4 1/2 p. o/o (Fonds nouveau)	76,608,772 ⁶⁵	76,608,772
2	Rentes 4 1/2 p. o/o	37,442,235 ⁰⁰	37,442,235
3	Rentes 4 p. o/o	446,096 ⁰⁰	446,096
4	Rentes 3 p. o/o	362,698,490 ⁰⁰	362,698,490
TOTAL		732,582,412 ⁹⁰	732,582,412
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.			
5	Intérêts et amortissement des capitaux du budget sur ressources extraordinaires	240,000,000 ⁰⁰	240,000,000
6	Annuités diverses	3,068,635 ⁰⁰	3,068,635
7	Annuité à la société générale algérienne	4,997,765 ⁰⁰	4,997,765
8	Intérêts et amortissement des obligations du Trésor	6,854,260 ⁰⁰	6,854,260
9	Annuités de conversion de l'emprunt Morgan	17,300,000 ⁰⁰	17,300,000
10	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est	20,500,000 ⁰⁰	20,500,000
11	Annuités aux départements, aux villes et aux communes pour remboursement d'une partie des contributions extraordinaires et réparations de dommages résultant de la guerre militaire	17,399,500 ⁰⁰	17,399,500
12	Annuités pour réparations de dommages causés par le génie militaire	1,861,500 ⁰⁰	1,861,500
13	Annuités de remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour le casernement	8,963,000 ⁰⁰	8,963,000
14	Intérêts de capitaux de cautionnements	9,500,000 ⁰⁰	9,500,000
15	Intérêts de la dette flottante du Trésor	30,440,000 ⁰⁰	30,440,000
16	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées	20,000 ⁰⁰	20,000
17	Annuités aux compagnies de chemins de fer	28,231,501 ⁰⁰	28,231,501
18	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix	36,100 ⁰⁰	36,100
TOTAL		389,172,261 ⁰⁰	389,172,261

NEXÉS.

budget de l'exercice 1883.

NAIRE.

budget ordinaire de l'exercice 1883.

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS		
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
254,847,662 ^f 49 ^c 75,363,891 00 36,668,133 50 439,783 50 360,248,757 98	539,156 ^f 76 ^c 1,093,071 07 765,258 00 6,312 50 2,448,795 27	151,810 ^f 58 ^c 8,843 50 936 75	539,156 ^f 76 ^c 1,093,071 07 765,258 00 6,312 50 2,448,795 27	254,847,662 ^f 49 ^c 75,363,891 00 36,668,133 50 439,783 50 360,248,757 98
727,568,228 47	4,852,593 60	161,590 83	4,852,593 60	727,568,228 47
239,856,397 50 3,013,210 26 4,997,765 00 6,657,470 00 17,300,000 00 20,500,000 00	143,602 50 47,369 69 9,560 00 187,230 00 17,300,000 00 20,500,000 00	8,055 05 187,230 00 1,741 52 212,091 95 3,572 22 15 44	143,602 50 47,369 69 9,560 00 187,230 00 17,300,000 00 20,500,000 00	239,856,397 50 3,013,210 26 4,997,765 00 6,657,470 00 17,300,000 00 20,500,000 00
17,399,500 00 1,861,500 00 8,961,258 48 8,670,118 89 30,227,908 05 16,427 78 28,231,485 56 34,000 00	17,399,500 00 1,861,500 00 8,961,258 48 8,670,118 89 30,227,908 05 16,427 78 28,231,485 56 34,000 00	1,741 52 212,091 95 3,572 22 15 44	17,399,500 00 1,861,500 00 8,961,258 48 8,670,118 89 30,227,908 05 16,427 78 28,231,485 56 34,000 00	17,399,500 00 1,861,500 00 8,961,258 48 8,670,118 89 30,227,908 05 16,427 78 28,231,485 56 34,000 00
387,727,041 52	1,032,513 30	412,706 18	1,032,513 30	387,727,041 52

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles du service — Droits en plus des crédits originaux
Suite du MINISTÈRE			
DETTE VIAGÈRE.			
19	Rentes viagères d'ancienne origine.....	87,278 ¹ 34	31,4
20	Rentes viagères pour la vieillesse.....	23,743,936 38	23,691,7
21	Pensions des grands fonctionnaires.....	58,000 00	115,80
22	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat.....	60,000 00	60,00
23	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,534,291 01	1,340,00
24	Pensions à titre de récompense nationale.....	236,475 00	149,6
25	Indemnités aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	8,171,306 31	7,823,0
26	Pensions militaires.....	80,841,327 08	75,550,0
27	Pensions ecclésiastiques.....	26,940 88	21,0
28	Pensions de donataires dépossédés.....	597,639 72	5,740
29	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	54,718,613 86	52,116,0
29 bis	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883).....	375,000 00	216,0
30	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.....	30,000 00	27,0
31	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis- Philippe.....	85,341 89	71,0
32	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	265,448 62	255,0
33	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	3,668,000 00	3,668,00
34	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions accordés aux anciens militaires et marins et à leurs veuves.....	9,325,000 00	9,325,00
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieures à 1883....	256,785 28	256,7
"	Rappels d'arrérages de pensions viagères antérieures à 1883....	594,228 13	594,2
		184,773,618 00	176,390,0
DOTATIONS.			
35	Traitement du Président de la République.....	600,000 00	600,00
36	Frais de maison du Président de la République.....	300,000 00	300,00
37	Frais de voyages, de déplacement et de représentation du Pré- sident de la République.....	300,000 00	300,00
38	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	9,965,214 75	9,965,2
39	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	14,084,000 00	14,084,00
		25,249,214 75	25,249,2
DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
40	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	4,600,000 00	4,600,00
41	Dépenses administratives de la Chambre et indemnités des députés.....	7,160,780 00	7,160,78
		11,760,780 00	11,760,78
TOTALS.....		1,313,538,286 65	1,313,538,286 65

DEBITES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.

RECETTES. — 1^{re} SECTION.

34,479 ^f 58 ^c	•	52,798 ^f 76 ^c	•	34,479 ^f 58 ^c
23,691,173 88	•	52,762 50	•	23,691,173 88
145,200 00	•	12,800 00	•	145,200 00
60,000 00	•	•	•	60,000 00
1,360,649 76	•	173,641 25	•	1,360,649 76
199,999 83	•	34,475 17	•	199,999 83
7,874,260 94	•	297,065 37	•	7,874,260 94
75,840,659 17	•	5,000,667 91	•	75,840,659 17
24,005 64	•	2,940 74	•	24,005 64
527,011 06	•	70,628 66	•	527,011 06
52,116,533 97	•	2,602,079 89	•	52,116,533 97
216,689 50	•	158,310 50	•	216,689 50
27,424 00	•	2,576 00	•	27,424 00
74,204 07	•	11,137 82	•	74,204 07
255,831 62	•	9,617 00	•	255,831 62
3,668,000 00	•	•	•	3,668,000 00
9,325,000 00	•	•	•	9,325,000 00
256,785 28	•	•	•	256,785 28
594,228 13	•	•	•	594,228 13
176,292,136 43	•	8,481,481 57	•	176,292,136 43
600,000 00	•	•	•	600,000 00
300,000 00	•	•	•	300,000 00
300,000 00	•	•	•	300,000 00
9,965,214 75	•	•	•	9,965,214 75
14,084,000 00	•	•	•	14,084,000 00
25,219,214 75	•	•	•	25,219,214 75
4,600,000 00	•	•	•	4,600,000 00
7,100,000 00	•	60,780 00	•	7,100,000 00
11,700,000 00	•	60,780 00	•	11,700,000 00
328,536,621 17	5,885,106 ^f 90 ^c	9,116,558 58	5,885,106 ^f 90 ^c	1,328,536,621 17
		15,001,665 ^f 48 ^c		

CRA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits concédés au profit des créanciers de l'État.

2^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

1^{re} SECTION. — SERVICES GÉNÉRAUX

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	578,800 ⁰⁰	578,770
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale....	120,000 00	119,900
3	Personnel.....	1,055,300 00	1,054,900
4	Matériel.....	83,800 00	83,770
5	Cour de cassation.....	1,190,600 00	1,181,300
6	Cours d'appel.....	6,353,362 00	6,031,300
7	Cours d'assises.....	119,200 00	118,000
8	Tribunaux de première instance.....	10,084,280 00	9,868,100
9	Tribunaux de commerce.....	177,400 00	177,300
10	Tribunaux de police.....	93,100 00	91,500
11	Justices de paix.....	8,403,250 00	8,300,000
12	Justice française en Algérie.....	1,657,400 00	1,581,100
13	Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais des statistiques.....	6,871,440 97	6,869,000
14	Secours et dépenses imprévues.....	85,000 00	84,800
15	Collection des lois étrangères.....	20,000 00	19,800
16	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	70,000 00	68,100
17	Justice musulmane en Algérie.....	103,150 00	102,900
18	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"	"
20	Personnel de la justice française en Tunisie.....	135,000 00	127,000
21	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie (exécution de la loi du 23 mars 1882).....	"	"
		37,021,082 97	36,530,000
19	Dépenses des exercices clos.....	4,287 41	4,200
	TOTAUX.....	37,205,370 38	36,541,200

PENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES MINISTÈRES.

DES CULTES.

A JUSTICE.

578,698 ^f 10 ^c	75 ^f 00 ^c	26 ^f 90 ^c	75 ^f 00 ^c	578,698 ^f 10 ^c
119,941 39	57 63	0 98	57 63	119,941 39
1,054,948 34	13 38	337 78	13 38	1,054,948 34
83,771 70	"	28 30	"	83,771 70
1,181,392 96	"	9,207 40	"	1,181,392 96
6,031,014 33	1,291 58	321,056 09	1,291 58	6,031,014 33
118,800 00	"	400 00	"	118,800 00
9,845,771 17	2,362 69	236,146 14	2,362 69	9,845,771 17
177,296 29	66 66	37 05	66 66	177,296 29
91,697 55	"	1,402 45	"	91,697 55
8,382,071 08	19,976 01	1,202 91	19,976 01	8,382,071 08
1,580,535 53	1,586 25	75,278 22	1,586 25	1,580,535 53
6,869,095 26	"	2,345 71	"	6,869,095 26
84,839 00	"	161 00	"	84,839 00
19,999 58	"	0 42	"	19,999 58
64,131 51	"	5,868 49	"	64,131 51
102,918 46	"	231 54	"	102,918 46
"	"	"	"	"
127,682 72	"	7,371 28	"	127,682 72
"	"	"	"	"
36,514,604 97	25,429 70	661,048 30	25,429 70	36,514,604 97
4,287 41	"	"	"	4,287 41
36,518,892 38	25,429 70	661,048 30	25,429 70	36,518,892 38
686,478 ^f 00 ^c				

NU- MÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés	Dépenses
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services faits — Droits concédés au profit des créanciers de l'Etat.

Suite du MINISTÈRE

2^e SECTION

1	Personnel des bureaux des cultes.....	236,800 ⁰⁰	236,790
2	Matériel des bureaux des cultes.....	36,000 00	35,997
3	Cardinaux, archevêques et évêques.....	1,154,000 00	1,154,019
4	Traitement des curés, allocations aux vicaires généraux, chapitres; desservants et vicaires.....	40,206,143 00	38,543,905
5	Chapitres de Saint-Denis.....	141,000 00	131,398
6	Bourse des séminaires catholiques.....	816,200 00	816,186
7	Pensions ecclésiastiques et secours personnels.....	897,000 00	867,196
8	Secours annuels à divers établissements religieux.....	7,100 00	7,100
9	Service intérieur des édifices diocésains.....	162,613 00	74,415
10	Entretien des édifices diocésains.....	800,000 00	791,360
11	Travaux aux édifices diocésains de l'Algérie.....	90,000 00	87,000
12	Acquisitions, constructions et grosses réparations des édi- fices diocésains.....	2,125,745 00	2,117,700
13	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	1,111,000 00	1,110,990
14	Secours pour les églises et presbytères.....	3,250,000 00	3,249,990
15	Personnel des cultes protestants.....	1,589,100 00	1,589,090
16	Frais d'administration de l'Eglise de la confession d'Augs- bourg.....	10,000 00	10,000
17	Personnel du culte israélite.....	202,900 00	202,890
18	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.	100,000 00	99,990
19	Dépenses diverses et accidentelles; frais de passage.....	25,000 00	24,990
20	Culte musulman.....	216,340 00	213,340
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.		
		53,177,061 00	51,138,140
22	Dépenses des exercices clos.....	176,358 10	176,358
	TOTAUX.....	53,353,609 10	51,314,498

1 ^{re} section. — Service de la justice.....	37,205,370 ³⁸	36,540,380
2 ^e section. — Service des cultes.....	53,353,609 10	51,314,498
TOTAL GÉNÉRAL.....	90,558,979 48	87,854,878

PENSEES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

JUSTICE ET DES CULTES.

DE DES CULTES.

136,799 ^f 50 ^c	"	0 ^f 50 ^c	"	236,799 ^f 50 ^c
35,997 15	"	2 85	"	35,997 15
1,123,740 17	277 ^f 77 ^c	29,982 06	277 ^f 77 ^c	1,123,740 17
38,405,826 65	38,077 23	1,762,339 12	38,077 23	38,405,826 65
132,352 38	40 00	8,607 62	40 00	132,352 38
807,432 78	8,750 04	17 18	8,750 04	807,432 78
862,919 60	4,275 00	29,866 60	4,275 00	862,919 60
7,100 00	"	"	"	7,100 00
74,318 25	95 00	88,209 75	95 00	74,318 25
791,391 22	3,163 52	5,445 26	3,163 52	791,391 22
85,342 01	2,321 30	2,336 69	2,321 30	85,342 01
2,050,782 81	66,921 63	8,040 56	66,921 63	2,050,782 81
1,095,283 40	15,655 04	61 50	15,655 04	1,095,283 40
3,148,494 00	101,417 00	89 00	101,417 00	3,148,494 00
1,586,585 71	1,430 00	1,084 29	1,430 00	1,586,585 71
10,000 ^f 00	"	"	"	10,000 ^f 00
202,650 11	150 00	99 89	150 00	202,650 11
99,552 50	447 00	0 50	447 00	99,552 50
24,999 44	"	0 56	"	24,999 44
209,321 72	4,228 00	2,790 28	4,228 00	209,321 72
50,990,889 30	247,248 53	1,938,913 17	247,248 53	50,990,889 30
176,558 10	"	"	"	176,558 10
51,167,447 40	247,248 53	1,938,913 17	247,248 53	51,167,447 40
		2,186,161 ^f 70 ^c		

N.

36,518,892 ^f 38 ^c	25,429 ^f 70 ^c	661,048 ^f 30 ^c	25,429 ^f 70 ^c	36,518,892 ^f 38 ^c
51,167,447 40	247,248 53	1,938,913 17	247,248 53	51,167,447 40
87,686,339 78	272,678 23	2,599,961 47	272,678 23	87,686,339 78
		2,872,639 ^f 70 ^c		

NU- MÉROS	DES CHA- PITRES.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services fu- — Droits con- au pro- des créan- de l'Éta
MINISTÈRE				
ADMINISTRATION CENTRALE.				
1		Traitement du ministre et personnel de l'administration cen- trale.....	827,600 ⁰⁰	827,38
2		Matériel de l'administration centrale.....	225,000 00	224,98
TRAITEMENT DES AGENTS DU SERVICE EXTÉRIEUR.				
3		Traitements des agents politiques et consulaires	8,331,700 00	8,331,67
4		Traitements des agents en disponibilité.....	140,000 00	139,37
DÉPENSES VARIABLES.				
5		Frais d'établissement des agents politiques consulaires.....	400,000 00	391,43
6		Frais de voyages et de courriers.....	800,000 00	697,12
7		Frais de service des résidences.....	2,317,100 00	2,314,39
8		Présents diplomatiques.....	40,000 00	39,85
8 bis		Présents diplomatiques afférents à la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain.....	65,000 00	64,19
9		Indemnités et secours.....	205,500 00	203,88
10		Dépenses secrètes.....	500,000 00	500,00
11		Missions et dépenses extraordinaires; dépenses imprévues.....	350,000 00	349,99
12		Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la rési- dence de l'ambassade ottomane.....	51,000 00	51,93
13		Subvention à l'émir Abd-el-Kader.....	150,000 00	64,19
14		Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	10,449 20	10,41
16		Dépenses de la commission franco-américaine.....	272,000 00	263,78
17		Dépenses du matériel de la justice française en Tunisie.....	85,000 00	70,53
18		Dépenses pour la représentation de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie.....	370,000 00	369,99
19		Reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin et restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin.....	16,080 81	16,08
			15,167,430 02	14,943,94
15		Dépenses des exercices clos	244,259 79	244,25
TOTAUX.....			15,411,689 81	15,188,18

Dépenses.		Règlement des crédits.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
827,003 ^f 10 ^e 215,625 39	583 ^f 31 ^e 9,335 11	13 ^f 59 ^e 39 50	583 ^f 31 ^e 9,335 11	827,003 ^f 10 ^e 215,625 39
8,317,095 53 139,979 42	14,576 37 .	28 10 20 58	14,576 37 .	8,317,095 53 139,979 42
391,455 20 672,280 58 2,301,552 49 39,850 76	. 24,846 64 22,945 62 .	8,544 80 102,872 78 2,601 89 149 24	. 24,846 64 22,945 62 .	391,455 20 672,280 58 2,301,552 49 39,850 76
64,194 05 204,780 11 500,000 00 349,945 00	. 700 00 . 46 90	805 95 19 89 . 8 10	. 700 00 . 46 90	64,194 05 204,780 11 500,000 00 349,945 00
49,498 50 61,191 16 10,414 93 263,369 09 66,899 33	2,436 76 . . 376 76 3,932 19	64 74 83,808 84 34 27 8,254 15 14,168 48	2,436 76 . . 376 76 3,932 19	49,498 50 64,191 16 10,414 93 263,369 09 66,899 33
369,994 10 16,080 82	. .	5 90 .	. .	369,994 10 16,080 82
14,864,209 56 244,259 79	79,779 66 .	223,440 80 .	79,779 66 .	14,864,209 56 244,259 79
15,108,469 35	79,779 66	223,440 80	79,779 66	15,108,469 35
		303,220 ^f 46 ^e		

CHAPITRES spéciaux.	DÉNOMINATION DES CHAPITRES.	CREDITS	
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services — — au point des crédits de l'Etat
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,445,850 ⁰⁰	1,445,850 ⁰⁰
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	3,600,000 00	359,900 ⁰⁰
3	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	5,131,000 00	5,130,900 ⁰⁰
4	Abonnement pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	6,235,400 00	6,235,400 ⁰⁰
5	Inspections générales administratives.....	236,000 00	235,900 ⁰⁰
6	Subvention pour l'organisation et l'entretien du corps des sapeurs-pompiers.....	10,000 00	6,000 ⁰⁰
7	Frais des élections sénatoriales.....	62,000 00	60,000 ⁰⁰
8	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du Journal officiel.....	74,300 00	74,300 ⁰⁰
9	Dépenses fixes du matériel d'administration et d'exploitation du Journal officiel.....	28,100 00	27,800 ⁰⁰
10	Dépenses d'exploitation du Journal officiel non susceptibles d'une évaluation fixe. (Personnel et matériel.).....	1,154,900 00	1,154,900 ⁰⁰
11	Commissariats de l'émigration.....	36,000 00	35,900 ⁰⁰
12	Traitements et indemnités des commissaires de police.....	2,239,446 00	2,239,446 ⁰⁰
13	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	7,693,845 00	7,693,845 ⁰⁰
14	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	1,469,266 00	1,469,266 ⁰⁰
15	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,000,000 00	2,000,000 ⁰⁰
16	Personnel du service pénitentiaire.....	5,912,869 00	5,912,869 ⁰⁰
17	Entretien des détenus.....	12,329,180 00	12,111,180 ⁰⁰
18	Transport des détenus et des libérés.....	542,132 00	538,132 ⁰⁰
19	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Services à l'entreprise.).....	220,000 00	159,000 ⁰⁰
20	Mobilier du service pénitentiaire. (Services à l'entreprise.).....	90,500 00	64,500 ⁰⁰
21	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier. (Services en régie.).....	349,900 00	349,900 ⁰⁰
22	Exploitations agricoles et dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	778,373 00	738,373 ⁰⁰
23	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	764,230 76	702,230 ⁷⁶
24	Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (4 ^e année).....	70,149 00	70,149 ⁰⁰
25	Subventions aux départements pour transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.).....	800,000 00	100,000 ⁰⁰
26	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	4,000,000 00	3,999,000 ⁰⁰
27	Subventions aux établissements généraux de bienfaisance.....	1,013,285 00	1,013,285 ⁰⁰
28	Secours à des établissements et institutions de bienfaisance.....	726,000 00	726,000 ⁰⁰
29	Sociétés de secours mutuels.....	160,000 00	160,000 ⁰⁰
30	Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés.....	1,000,000 00	950,000 ⁰⁰
31	Frais de protection des enfants du premier âge.....	800,000 00	800,000 ⁰⁰
32	Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc.....	1,041,000 00	1,041,000 ⁰⁰
33	Secours aux réfugiés étrangers.....	200,000 00	200,000 ⁰⁰
34	Matériel des cours d'appel.....	530,000 00	530,000 ⁰⁰
35	Célébration de la Fête nationale du 13 juillet.....	500,000 00	490,000 ⁰⁰
36	Impressions et frais accessoires pour l'exécution des lois des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873 sur les chemins vicinaux.....	10,000 00	9,000 ⁰⁰

REVENUS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

L'INTÉRIEUR.

1,445,463 ^f 43 ^c 359,873 00	385 ^f 94 ^c 115 00	0 ^f 63 ^c 12 00	385 ^f 94 ^c 115 00	1,445,463 ^f 43 ^c 359,873 00
5,128,719 44	2,194 44	86 12	2,194 44	5,128,719 44
6,232,791 64 235,974 55	2,566 74 "	41 62 25 45	2,566 74 "	6,232,791 64 235,974 55
6,797 23 59,779 00	" 401 25	3,202 77 1,819 75	" 401 25	6,797 23 59,779 00
74,299 64	"	0 36	"	74,299 64
27,827 50	"	272 50	"	27,827 50
1,154,875 05 35,996 62	" 105 33	24 95 3 38	" 105 32	1,154,875 05 35,996 62
2,230,176 03 7,693,825 00 1,469,268 67 2,000,000 00 5,899,203 36 12,089,064 95 524,509 23	" 3 33 " 4,300 93 22,737 09 3,737 77	" " " 9,354 71 217,377 98 13,855 00	" 3 33 " 4,300 93 22,737 09 3,737 77	2,230,176 03 7,693,825 00 1,469,268 67 2,000,000 00 5,899,203 36 12,089,064 95 524,509 23
147,222 13 67,388 30	12,714 22 835 00	60,063 65 22,176 70	12,714 22 835 00	147,222 13 67,388 30
348,860 73	867 47	171 80	867 47	348,860 73
733,420 88 662,454 53	5,227 21 40,231 02	39,724 91 61,545 21	5,227 21 40,231 02	733,420 88 662,454 53
70,148 28	"	0 72	"	70,148 28
75,638 28 3,999,982 01 1,013,285 00	26,917 58 " "	697,444 14 17 99 "	26,917 58 " "	75,638 28 3,999,982 01 1,013,285 00
724,008 67 160,000 00	" "	1,991 33 "	" "	724,008 67 160,000 00
964,267 71 644,359 45 1,008,635 52 287,832 71 517,046 73 496,720 95	21,261 60 42,207 79 14,777 00 109 44 4,882 80 239 05	14,470 69 113,432 76 17,587 48 2,057 85 8,070 47 3,040 00	21,261 60 42,207 79 14,777 00 109 44 4,882 80 239 05	964,267 71 644,359 45 1,008,635 52 287,832 71 517,046 73 496,720 95
9,999 03	"	0 97	"	9,999 03

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réalisées des services au profit des crédits de l'exercice
Suite du MINISTÈRE			
37	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	6,000'00'	6,000'00'
38	Travaux des palais de justice d'Amiens, d'Angers et de Dijon..	95,359 24	95,359 24
39	Subvention pour le rachat des ponts à péage. (Loi du 30 juillet 1880.).....	600,000 00	600,000 00
40	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	10,000 00	9,000 00
41	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	500,000 00	499,000 00
42	Acquisition des bâtiments de la préfecture de police.....	400,000 00	400,000 00
43	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	544,250 00	544,250 00
44	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	88,000 00	87,000 00
45	Publications, sociétés de tir, subsides; secours et récompenses en Algérie.....	152,950 00	152,950 00
46	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	1,954,129 07	1,954,129 07
47	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	730,620 00	729,000 00
48	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	537,818 00	535,000 00
49	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	68,065 00	65,000 00
50	Colonisation en Algérie. (Frais généraux, secours aux colons, passages gratuits, etc.).....	686,116 40	607,000 00
51	Dépenses secrètes en Algérie.....	80,000 00	80,000 00
52	Subvention aux chemins vicinaux en Algérie.....	558,000 00	558,000 00
53	Travaux de colonisation en Algérie.....	2,470,000 00	2,369,000 00
54	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	2,284 06	2,284 06
56	Funérailles de M. Gambetta.....	20,000 00	20,000 00
57	Secours pour remédier aux effets de la mauvaise saison et d'un hiver exceptionnellement rigoureux.....	231,350 56	230,000 00
58	Secours aux victimes des inondations de 1882.....	515,627 53	125,000 00
59	Transport et secours de route aux indigents graciés ou amnistiés en vertu des lois des 3 mars 1879 et 11 juillet 1880.....	6,263 80	6,263 80
60	Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès.....	9,700 00	9,700 00
61	Funérailles d'Henri Martin.....	10,000 00	9,700 00
		70,178,229 34	68,214,000 00
55	Dépenses des exercices clos.....	413,587 14	413,587 14
TOTAUX.....		70,591,816 48	68,627,587 14

PENSEES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

INTÉRIEUR.

6,000' 00'	"	"	"	6,000' 00'
95,342 09	"	17' 15"	"	95,342 09
600,000 00	"	"	"	600,000 00
9,952 47	"	47 53	"	9,952 47
499,859 57	"	140 43	"	499,859 57
400,000 00	"	"	"	400,000 00
544,119 26	130' 00"	0 74	130' 00"	544,119 26
87,999 16	"	0 84	"	87,999 16
148,909 29	3,790 00	250 71	3,790 00	148,909 29
1,934,973 80	19,154 89	0 31	19,154 89	1,934,973 80
729,333 51	"	1,286 49	"	729,333 51
335,769 04	"	2,048 56	"	335,769 04
65,220 12	"	844 88	"	65,220 12
605,813 94	1,233 33	79,069 13	1,233 33	605,813 94
80,000 00	"	"	"	80,000 00
558,000 00	"	"	"	558,000 00
2,391,324 19	78,428 79	247 02	78,428 79	2,391,324 19
2,254 05	"	30 00	"	2,254 05
20,000 00	"	"	"	20,000 00
229,873 56	595 91	881 09	595 91	229,873 56
122,567 92	3,059 08	390,000 53	3,059 08	122,567 92
6,263 80	"	"	"	6,263 80
9,700 00	"	"	"	9,700 00
"	9,748 09	251 91	9,748 09	"
68,091,985 02	322,958 08	1,763,286 24	322,958 08	68,091,985 02
413,587 14	"	"	"	413,587 14
68,505,572 16	322,958 08	1,763,286 24	322,958 08	68,505,572 16
		2,086,244' 32"		

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION	
		Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
MINISTÈRE			
42	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	6,120,263 ¹ / ₅₀	6,116,730 ¹ / ₁₁
43	Matériel de l'administration centrale.....	1,110,850 00	1,073,243 71
44	Impressions.....	2,225,500 00	2,211,302 13
45	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	306,200 00	287,964 22
46	Personnel de l'administration des monnaies et médailles.....	88,600 00	88,597 98
47	Matériel de l'administration des monnaies et médailles.....	72,600 00	72,399 16
48	Dépenses diverses de l'administration des monnaies et médailles.....	26,100 00	25,496 05
49	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	341,564 69	134,188 26
50	Dépenses des exercices clos. (Voir ci-dessous.)		
51	Personnel de la Cour des comptes.....	1,519,700 00	1,519,693 81
52	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.....	79,800 00	79,768 55
53	Frais de trésorerie.....	1,205,000 00	1,043,475 71
53 bis	Frais de conversion des rentes 5 p. o/o.....	2,500,000 00	2,473,777 57
54	Traitements et émoluments des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers des finances.....	6,816,700 00	6,816,700 00
50	Dépenses des exercices clos.....	22,412,878 19 4,402,299 80	21,943,347 20 4,402,299 80
	TOTAUX.....	26,814,977 99	26,345,647 00
MINISTÈRE DES POSTES			
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	1,730,760 ¹ / ₀₀	1,730,106 ¹ / ₉₈
2	Matériel de l'administration centrale.....	424,317 00	424,153 54
3	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	13,600 00	13,365 00
3 bis	Participation de la France à l'Exposition internationale d'élec- tricité de Vienne.....	80,000 00	54,856 45
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....		
		2,248,577 00 141,741 45	2,222,482 39 141,741 45
5	Dépenses des exercices clos.....		
	TOTAUX.....	2,390,318 45	2,364,223 24

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ES FINANCES.

6,116,485 ^f 12 ^c	234 ^f 99 ^c	3,543 ^f 39 ^c	234 ^f 99 ^c	6,116,485 ^f 12 ^c
1,072,870 38	373 34	37,606 28	373 34	1,072,870 38
2,209,946 46	1,355 67	14,197 87	1,355 67	2,209,946 46
287,964 22	"	18,235 78	"	287,964 22
88,597 96	"	2 04	"	88,597 96
72,399 16	"	0 84	"	72,399 16
25,306 06	100 00	603 95	100 00	25,306 05
134,188 26	"	207,376 43	"	134,188 26
1,519,603 81	90 00	6 19	90 00	1,519,603 81
79,405 55	383 00	11 45	383 00	79,405 55
1,043,475 71	"	161,624 29	"	1,043,475 71
2,473,777 52	"	26,222 48	"	2,473,777 52
6,816,700 00	"	"	"	6,816,700 00
21,940,810 20	2,537 00	469,330 99	2,537 00	21,940,810 20
4,402,299 80	"	"	"	4,402,299 80
26,343,110 00	2,537 00	469,330 99	2,537 00	26,343,110 00
		471,867 ^f 99 ^c		

DES TÉLÉGRAPHES.

1,730,092 ^f 54 ^c	14 ^f 44 ^c	653 ^f 02 ^c	14 ^f 44 ^c	1,730,092 ^f 54 ^c
424,153 56	"	163 44	"	424,153 56
13,365 00	"	135 00	"	13,365 00
54,856 85	"	25,143 15	"	54,856 85
2,222,467 95	14 44	26,094 61	14 44	2,222,467 95
141,741 45	"	"	"	141,741 45
2,364,209 40	14 44	26,094 61	14 44	2,364,209 40
		26,109 ^f 05 ^c		

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	ANNEE	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services fait — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.
MINISTRE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	2,760,625 00	2,739,114
2	Matériel de l'administration centrale.....	867,000 00	866,317
3	Dépôt de la guerre.....	1,346,000 00	1,300,000
4	Etats-majors.....	25,384,484 12	25,031,181
5	Ecoles et personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe.....	19,866,335 02	19,813,119
6	Solde des corps de troupe.....	172,152,987 19	172,151,299
7	Vivres.....	102,008,475 00	100,705,707
8	Chauffage et éclairage.....	4,173,000 00	4,044,343
9	Fourrages.....	75,896,000 00	75,808,313
10	Hôpitaux militaires.....	12,445,938 73	12,445,187
11	Service de marche.....	12,322,000 00	12,321,547
12	Habillement et campement.....	37,659,580 00	37,603,072
13	Lits militaires.....	6,631,000 00	6,379,664
14	Transports généraux.....	5,011,000 00	4,967,163
15	Recrutement, réserve et armée territoriale.....	1,466,000 00	1,463,331
16	Justice militaire.....	1,109,200 00	1,103,563
17	Remonte générale et harnachement.....	17,172,000 00	17,096,361
18	Etablis. et matériel de l'artillerie et des équipages militaires.....	20,140,048 43	20,111,924
19	Poudres et salpêtres.....	5,968,000 00	5,441,999
19 bis	Construction du dépôt des poudres.....		
20	Etablissements et matériel du génie.....	17,943,143 19	17,837,116
20 ter	Déplacement du quartier de Bonne, à Grenoble.....	800,000 00	800,000
20 quat.	Construction d'un quartier de cavalerie à Nancy.....	185,000 00	184,997
20 quinq.	Démantèlement de la place de Sedan.....		
21	Ecoles militaires. (Matériel.).....	4,888,110 00	4,882,037
22	Invalides de la guerre.....	786,977 00	777,942
23	Solde de non-activité, solde et traitement de réforme.....	1,078,422 86	1,048,068
24	Secours.....	3,561,830 00	3,561,810
25	Gendarmerie.....	40,447,066 83	40,446,701
26	Dépenses secrètes.....	550,000 00	550,000
27	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	9,740 81	9,740
30	Frais d'occupation de la Tunisie.....	23,130,287 98	20,511,333
31	Obsèques de M. le général Chanzy.....	10,000 00	9,905
32	Entretien des compagnies mixtes en Tunisie.....	3,999,582 88	3,905,966
33	Construction de l'hôtel du quartier général du 18 ^e corps d'armée à Bordeaux.....	160,000 00	160,000
34	Chemin de fer de Méchéria au Kreider.....	100,000 00	100,000
35	Déclassement d'une partie des anciennes fortifications de Grenoble.....	640,000 00	633,530
36	Ecuries du quartier de cavalerie à Sévres.....		
		622,288,835 01	614,916,967
28	Dépenses des exercices clos.....	1,739,741 15	1,739,741
29	Rapports de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1883.....	365,184 06	365,184
	TOTAUX.....	624,393,760 21	617,091,901

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LA GUERRE.

2,739,049 ^f 81 ^c	99 ^f 17 ^c	21,476 ^f 02 ^c	99 ^f 17 ^c	2,739,049 ^f 81 ^c
850,451 65	15,866 08	682 27	15,866 08	850,451 65
1,297,962 96	2,914 03	45,123 01	2,914 03	1,297,962 96
25,031,181 66	"	353,302 46	"	25,031,181 66
19,812,698 44	450 68	63,185 90	450 68	19,812,698 44
172,088,863 77	62,406 15	1,717 27	62,406 15	172,088,863 77
100,605,598 28	100,109 06	1,302,787 66	100,109 06	100,605,598 28
3,983,279 70	61,063 62	128,656 68	61,063 62	3,983,279 70
75,800,120 77	8,222 93	87,656 30	8,222 93	75,800,120 77
12,432,708 99	12,478 82	750 92	12,478 82	12,432,708 99
12,301,229 08	20,355 62	20,415 30	20,355 62	12,301,229 08
37,464,661 38	141,310 98	53,607 64	141,310 98	37,464,661 38
6,368,506 90	11,149 59	251,343 51	11,149 59	6,368,506 90
4,888,100 08	79,055 64	43,844 28	79,055 64	4,888,100 08
1,436,693 93	16,737 69	11,568 38	16,737 69	1,436,693 93
1,103,379 37	207 10	5,613 53	207 10	1,103,379 37
17,020,768 24	5,595 98	145,635 78	5,595 98	17,020,768 24
19,686,441 72	425,498 71	28,107 97	425,498 71	19,686,441 72
5,283,439 71	158,559 56	526,000 73	158,559 56	5,283,439 71
17,755,325 91	82,090 36	105,726 92	82,090 36	17,755,325 91
800,000 00	"	"	"	800,000 00
184,997 15	"	2 85	"	184,997 15
4,273,179 78	8,857 56	206,072 66	8,857 56	4,273,179 78
777,942 07	"	9,034 93	"	777,942 07
828,056 26	"	250,366 60	"	828,056 26
3,561,810 57	"	19 43	"	3,561,810 57
40,443,380 58	3,323 30	362 95	3,323 30	40,443,380 58
550,000 00	"	"	"	550,000 00
9,740 81	"	"	"	9,740 81
20,383,343 92	128,209 92	2,618,734 14	128,209 92	20,383,343 92
9,985 21	"	14 79	"	9,985 21
2,899,869 42	6,096 30	1,093,617 16	6,096 30	2,899,869 42
159,999 98	"	0 02	"	159,999 98
100,000 00	"	"	"	100,000 00
633,527 36	3 12	6,469 52	3 12	633,527 36
613,566,295 46	1,350,661 97	7,371,877 58	1,350,661 97	613,566,295 46
1,739,741 15	"	"	"	1,739,741 15
365,184 05	"	"	"	365,184 05
615,671,220 66	1,350,661 97	7,371,877 58	1,350,661 97	615,671,220 66
		8,722,539 ^f 55 ^c		

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services (sit — Droits consti en profit des créances de l'Etat.
MINISTÈRE DE LA MARINE			
1 ^{re} SECTION			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,285,365 ⁰⁰	1,251,704 ⁰⁰
2	Matériel de l'administration centrale.....	196,348 ⁰⁰	195,463 ⁰⁰
3	Dépôt des cartes et plans.....	519,010 ⁰⁰	517,834 ⁰⁰
4	Etats-majors et équipages à terre et à la mer. (Personnel naviguant.).....	46,211,851 ¹²	44,358,799 ⁰⁰
5	Troupes.....	16,265,333 ⁶⁹	15,217,721 ⁰⁰
6	Corps entretenus et agents divers.....	5,160,553 ¹¹	5,119,370 ⁰⁰
7	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,953,413 ⁷⁷	2,951,381 ⁰⁰
8	Vivres.....	21,348,788 ⁰⁰	21,345,844 ⁰⁰
9	Hôpitaux.....	3,114,064 ⁰⁰	3,107,411 ⁰⁰
10	Constructions navales. — Salaires pour confections et transformations.....	3,275,000 ⁰⁰	3,232,620 ⁰⁰
11	Constructions navales. — Salaires pour constructions neuves des bâtiments de la flotte.....	8,619,000 ⁰⁰	8,526,734 ⁰⁰
12	Constructions navales. — Salaires pour réparations du matériel naval.....	4,226,363 ⁰⁰	4,224,649 ⁰⁰
13	Constructions navales. — Salaires pour le service général.....	7,240,502 ⁰⁰	7,142,712 ⁰⁰
14	Constructions navales. — Approvisionnements généraux.....	57,313,514 ⁰⁰	57,250,644 ⁰⁰
15	Artillerie. — Salaires pour confections et transformations.....	1,149,145 ⁰⁰	1,144,462 ⁰⁰
16	Artillerie. — Salaires pour le service direct de la flotte.....	76,940 ⁰⁰	67,736 ⁰⁰
17	Artillerie. — Salaires pour le service général et la défense des côtes.....	913,000 ⁰⁰	870,650 ⁰⁰
18	Approvisionnements généraux de l'artillerie.....	14,705,000 ⁰⁰	14,690,345 ⁰⁰
19	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	11,481,650 ⁰⁰	11,307,643 ⁰⁰
20	Justice maritime.....	225,917 ⁰⁰	221,100 ⁰⁰
21	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	657,051 ⁰⁰	664,813 ⁰⁰
22	Frais de voyage par terre et par mer.....	4,328,467 ⁴⁹	4,004,198 ⁰⁰
23	Dépenses diverses.....	861,155 ³¹	843,522 ⁰⁰
24	Inscription maritime, police de la navigation. — Surveillance de la pêche, service intérieur des ports militaires en Algérie.....	70,985 ⁰⁰	69,702 ⁰⁰
24 bis	Renouvellement des matricules de l'inscription maritime.....	107,945 ³⁹	103,407 ⁰⁰
25	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	17,863 ⁹⁰	17,461 ⁰⁰
26	Opérations sur le littoral de la Tunisie.....	1,685,000 ⁰⁰	1,681,112 ⁰⁰
27	Dépenses des exercices clos.....	212,350,235 ⁷⁸	210,412,313 ⁰⁰
28	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1883.....	70,877 ³¹	70,877 ⁰⁰
Spécial.	Payements faits par le Trésor sur les traites de la marine restant à régulariser.....	85,191 ⁵¹	84,191 ⁰⁰
TOTAL du service marine.....		213,506,304 ⁶⁰	210,568,314 ⁰⁰

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur des ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

FLEET MARINE.

1,351,704 ^f 07 ^c	"	33,060 ^f 93 ^c	"	1,261,704 ^f 07 ^c
195,772 49	123 ^f 20 ^c	452 31	123 ^f 20 ^c	195,772 49
517,787 28	61 34	1,171 38	61 34	517,787 28
44,355,730 11	69 06	1,856,051 95	69 06	44,355,730 11
15,217,393 38	328 58	47,611 73	328 58	15,217,393 38
5,119,370 26	"	41,182 85	"	5,119,370 26
2,951,354 12	"	2,049 65	"	2,951,354 12
21,341,634 29	4,210 22	9,943 49	4,210 22	21,341,634 29
3,107,082 27	329 69	6,652 04	329 69	3,107,082 27
3,232,951 43	"	42,048 57	"	3,232,951 43
8,526,748 88	"	92,251 12	"	8,526,748 88
4,224,643 22	6 00	1,713 78	6 00	4,224,643 22
7,142,667 40	51 38	97,783 22	51 38	7,142,667 40
57,214,087 72	26,516 88	72,909 40	26,516 88	57,214,087 72
1,454,492 71	"	35,652 29	"	1,454,492 71
62,795 18	"	14,144 82	"	62,795 18
870,348 38	53 80	42,597 82	53 80	870,348 38
14,690,125 37	360 50	14,514 13	360 50	14,690,125 37
11,294,753 88	12,894 41	174,001 71	12,894 41	11,294,753 88
221,002 72	157 47	4,756 81	157 47	221,002 72
654,213 80	630 19	2,207 01	630 19	654,213 80
3,999,562 00	4,636 30	324,269 19	4,636 30	3,999,562 00
843,318 58	236 40	17,600 33	236 40	843,318 58
69,702 34	"	1,282 66	"	69,702 34
103,250 85	156 93	4,537 61	156 93	103,250 85
17,863 90	"	"	"	17,863 90
1,681,111 94	12 67	3,875 39	12 67	1,681,111 94
210,361,478 57	50,835 02	2,937,922 19	50,835 02	210,361,478 57
70,877 31	"	"	"	70,877 31
85 191 51	"	"	"	85,191 51
"	"	"	"	"
210,517,547 39	50,835 02	2,937,922 19	50,835 02	210,517,547 39

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services lab. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE

2^e SECTION

1	Personnel des services civils.....	3,374,904 59	3,245,903 70
2	Personnel des services militaires.....	6,002,161 36	5,961,641 00
3	Personnel du haut fleuve (Sénégal).....	417,322 86	416,660 75
	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses acces- soires.....	1,105,187 20	1,018,778 48
4	Missions coloniales.....	100,000 00	80,370 31
5	Hôpitaux et vivres.....	8,457,429 20	8,439,823 41
6	Matériel civil et militaire aux colonies.....	4,002,049 66	3,949,152 71
7	Subvention au service local.....	1,247,055 00	1,247,055 00
8	Service du Tonkin.....	14,858,900 00	14,854,751 71
9	Avances dues à la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion.....	750,000 00	750,000 00
10	Service pénitentiaire.....	8,684,186 26	8,667,063 64
11	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. Mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. —	7,869 08	7,849 08
12	Achat et entretien d'un navire à vapeur, dépenses d'affre- tement et de transport.....	230,000 00	204,046 04
13	Exposition internationale d'Amsterdam.....	25,000 00	24,863 92
		49,262,065 21	48,871,864 00
13	Dépenses des exercices clos.....	62,065 62	62,065 62
"	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1887. Payements faits par le Trésor sur les traités de la marine restant à régulariser.....	127,294 87	127,294 87
	TOTAL du service colonial.....	49,451,425 70	49,061,225 15

RÉCAPITULATIF

1 ^{re} section. — Service marine.....	213,566,304 60	210,568,382 24
2 ^e section. — Service colonial.....	49,451,425 70	49,061,225 15
TOTAL GÉNÉRAL.....	262,957,730 30	259,629,607 39

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

MINE ET DES COLONIES.

VICE COLONIAL.

3,245,903 ^f 07 ^c	.	129,001 ^f 52 ^c	.	3,245,903 ^f 07 ^c
5,964,641 02	.	37,520 34	.	5,964,641 02
416,660 75	.	662 11	.	416,660 75
1,014,292 97	4,485 ^f 08 ^c	86,409 15	4,485 ^f 08 ^c	1,014,292 97
80,370 35	.	19,629 65	.	80,370 35
8,402,683 29	37,140 52	17,605 39	37,140 52	8,402,683 29
3,836,907 26	112,244 83	52,897 57	112,244 83	3,836,907 26
1,247,055 00	.	.	.	1,247,055 00
14,806,909 11	47,843 66	4,147 23	47,843 66	14,806,909 11
750,000 00	.	.	267,840 38	750,000 00
8,400,128 30	267,840 38	16,217 58	.	8,400,128 30
7,849 08	.	20 00	.	7,849 08
204,046 04	.	25,953 96	.	204,046 04
24,863 95	.	136 05	.	24,863 95
48,402,310 19	469,554 47	390,200 55	469,554 47	48,402,310 19
62,065 62	.	.	.	62,065 62
127,294 87	.	.	.	127,294 87
.	.	.	.	.
48,591,670 68	469,554 47	390,200 55	469,554 47	48,591,670 68
859,755 ^f 02 ^c				

ATION.

210,517,517 ^f 39 ^c	50,835 ^f 02 ^c	2,937,922 ^f 19 ^c	50,835 ^f 02 ^c	210,517,517 ^f 39 ^c
48,591,670 68	469,554 47	390,200 55	469,554 47	48,591,670 68
259,109,218 07	520,389 49	3,328,122 74	520,389 49	259,109,218 07
3,848,512 ^f 23 ^c				

NUMÉ- ROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépense résultant des services — — au profit des crédits de l'État.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1^{re} SECTION. — ALGER

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	729,100 ⁰⁰	729,100
2	Matériel de l'administration centrale	172,900 ⁰⁰	172,900
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instr. publique ..	425,700 ⁰⁰	425,700
4	Services généraux de l'instruction publique	487,320 ²⁶	487,320
5	Administration académique	1,851,650 ⁰⁰	1,851,650
6	École normale supérieure	500,010 ⁰⁰	499,300
6 bis	École nationale des beaux-arts	.	.
7	Facultés	11,901,755 ⁰⁰	11,890,300
7 bis	Dépenses de premier établissement, de construction, d'acquisition, pour le service de l'enseignement supérieur en Algérie	62,157 ⁰⁸	61,510
8	École des hautes études	300,000 ⁰⁰	299,900
9	Encouragements aux membres du corps enseignant et souscription aux ouvrages classiques	50,000 ⁰⁰	49,900
10	Institut national de France	720,262 ⁰⁰	720,120
11	Académie de médecine	75,500 ⁰⁰	75,300
12	Collège de France	490,280 ⁰⁰	490,270
13	Muséum d'histoire naturelle	918,442 ⁰⁰	918,200
14	Établissements astronomiques et météorologiques	1,033,880 ⁰⁰	933,700
14 bis	Observation de l'éclipse totale de soleil en 1883	30,000 ⁰⁰	29,900
15	Écoles des langues orientales vivantes	157,616 ⁰⁰	155,900
16	École des chartes	71,300 ⁰⁰	71,200
17	Écoles françaises d'Athènes et de Rome	153,010 ⁰⁰	152,100
18	Bibliothèque nationale. — Dépenses ordinaires	674,073 ⁰⁰	673,900
19	Bibliothèque nationale. — Dépenses extraordinaires	50,000 ⁰⁰	50,000
20	Bibliothèques publiques et musée d'Alger	306,660 ⁰⁰	306,300
20 bis	Bibliothèques publiques. — Dépenses extraordinaires	30,000 ⁰⁰	29,700
21	Archives nationales	204,700 ⁰⁰	201,600
22	Sociétés savantes et échanges Internationaux	176,000 ⁰⁰	175,200
23	Journal des savants	24,000 ⁰⁰	23,900
24	Souscriptions scientifiques et littéraires	190,000 ⁰⁰	189,900

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1882.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

BLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

STRUCION PUBLIQUE.

728,793 ^f 44 ^e	223 ^f 32 ^e	83 ^f 24 ^e	223 ^f 32 ^e	728,793 ^f 44 ^e
172,895 98	"	4 02	"	172,895 98
425,254 86	240 00	205 14	240 00	425,254 86
435,519 61	47,656 12	4,144 98	47,656 12	435,519 61
1,640,767 31	287 15	210,595 54	287 15	1,640,767 31
499,258 91	126 67	624 42	126 67	499,258 91
"	"	"	"	"
11,604,579 89	289,764 86	7,410 85	289,764 86	11,604,579 89
58,285 93	3,260 50	610 65	3,260 50	58,285 93
299,958 93	"	41 07	"	299,958 93
49,410 75	580 00	9 25	580 00	49,410 75
719,892 31	369 69	"	369 69	719,892 31
75,497 96	"	2 04	"	75,497 96
490,278 76	"	1 24	"	490,278 76
918,147 32	285 00	9 68	285 00	918,147 32
938,262 07	6,519 63	89,098 30	6,519 63	938,262 07
29,996 93	"	3 07	"	29,996 93
156,403 79	561 85	650 36	561 85	156,403 79
71,299 95	"	0 05	"	71,299 95
152,153 48	"	886 52	"	152,153 48
674,024 32	48 68	"	48 68	674,024 32
50,000 00	"	"	"	50,000 00
306,217 70	172 50	269 80	172 50	306,217 70
29,974 66	"	25 34	"	29,974 66
204,692 04	"	7 96	"	204,692 04
172,485 70	3,321 64	192 66	3,321 64	172,485 70
23,666 24	"	333 76	"	23,666 24
189,841 99	150 00	8 01	150 00	189,841 99

NUMÉ- ROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services fai- — Droits créés au profit des communes de l'Alg.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE			
1 ^{re} SECTION. — SERVICE			
25	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	200,000 00	199,933
26	Voyages et missions scientifiques. — Musée ethnographique....	287,960 00	287,960
26 bis	Voyage de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain.....	980,000 00	979,995
26 ter	Mission archéologique et scientifique en Tunisie.....	"	"
26 quat.	Mission archéologique et scientifique au Caire.....	"	"
27	Recueil et publication de documents inédits sur l'histoire de France	165,000 00	161,094
28	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	178,000 00	177,593
29	Lycées et collèges communaux.....	11,274,800 00	11,260,673
30	Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	9,856,000 00	9,856,000
31	Bourses nationales et dégrèvements.....	2,400,000 00	2,398,598
32	Inspection des écoles primaires.....	2,319,297 00	2,286,930
33	Écoles normales.....	4,336,200 00	4,335,774
34	Instruction primaire. — Traitements. — Maisons d'école. — Encouragements. — Gratuité. — Enseignement primaire su- périeur.....	77,034,736 78	75,797,851
35	Instruction primaire. — Cours d'adultes. — Secours. — Allo- cations diverses.....	4,615,116 00	4,541,134
36	Reconstruction et agrandissement des bâtiments de la Sorbonne	1,400,000 00	1,400,000
37	Instruction publique musulmane.....	94,000 00	90,778
38	Voyages et missions scientifiques en Algérie.....	5,000 00	5,000
39	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	1,956 20	1,956
41	Complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	13,333,333 33	13,333,333
		150,267,744 65	148,587,027
40	Dépenses des exercices clos.....	134,786 21	134,786
TOTAL.....		150,402,530 86	148,721,793

DEBTS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Credits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

QUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

BUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

199,733'35°	250' 00°	16' 65°	250' 00°	199,733'35°
287,427 43	513 00	19 57	513 00	287,427 43
979,749 38	250 00	0 62	250 00	979,749 38
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
164,334 74	659 50	5 76	659 50	164,334 74
175,460 32	2,133 33	406 35	2,133 33	175,460 32
10,588,090 61	672,583 15	14,126 24	672,583 15	10,588,090 61
9,856,000 00	"	"	"	9,856,000 00
2,387,870 78	8,969 75	3,159 47	8,969 75	2,387,870 78
2,282,880 95	4,049 60	32,366 45	4,049 60	2,282,880 95
4,329,373 71	6,000 39	825 90	6,000 39	4,329,373 71
74,532,253 15	1,255,597 86	1,236,885 77	1,255,597 86	74,532,253 15
4,506,674 12	34,460 24	73,981 64	34,460 24	4,506,674 12
1,400,000 00	"	"	"	1,400,000 00
86,599 92	3,675 00	3,725 08	3,675 00	86,599 92
5,000 00	"	"	"	5,000 00
1,956 20	"	"	"	1,956 20
13,333,333 33	"	"	"	13,333,333 33
146,244,298 37	2,342,709 13	1,680,737 15	2,342,709 13	146,244,298 37
134,786 21	"	"	"	134,786 21
146,379,084 58	2,342,709 13	1,680,737 15	2,342,709 13	146,379,084 58
4,023,446' 28°				

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles du service Bénéfice ou surplus des crédits de l'ex.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1^{re} SECTION. —

1	Personnel de l'administration des beaux-arts.....	456,000 ⁰⁰	453,000
2	Traitements des inspecteurs.....	106,500 00	106,500
3	Frais divers des inspections et frais de missions.....	36,500 00	36,460
4	Matériel de l'administration des beaux-arts.....	65,100 00	65,095
5	Établissement des beaux-arts.....	685,610 00	685,510
6	Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	425,528 33	425,490
6 bis	École nationale et spéciale des beaux-arts.....	7,000 00	7,000
7	Conservatoire de musique et succursales dans les départements.....	278,900 00	278,800
8	Théâtres nationaux.....	1,470,000 00	1,469,900
9	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.....	78,000 00	77,990
10	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	130,000 00	130,000
11	Beaux-arts, théâtres en Algérie.....	51,000 00	49,900
12	Indemnités et secours. (Beaux-Arts.).....	140,000 00	139,900
13	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.....	864,090 00	864,070
14	Manufactures nationales.....	1,022,820 00	1,022,500
15	Musées nationaux.....	824,566 00	824,560
16	Musées départementaux et municipaux.....	10,000 00	10,000
17	Souscriptions aux ouvrages d'art et publications.....	127,450 00	126,900
18	Expositions à Paris et dans les départements.....	399,300 00	399,200
19	Monuments historiques et mégalithiques.....	1,578,100 00	1,576,100
20	Service du mobilier national.....	322,100 00	322,000
21	Services des régies des palais nationaux.....	656,400 00	655,100
22	Personnel des bâtiments civils.....	111,160 00	110,100
23	Entretien des bâtiments civils.....	858,600 00	858,500
24	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	985,900 00	985,800
25	Entretien des palais nationaux.....	1,013,550 00	1,013,400
26	Réfections et grosses réparations des palais nationaux.....	450,000 00	449,900
27	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly.....	408,000 00	406,800
28	Bibliothèque nationale.....	170,873 40	170,800
29	Maison de santé de Charenton.....	300,000 00	299,900
30	Conservatoire des arts et métiers.....	227,485 37	226,500
31	Château de Pierrefonds.....	50,000 00	49,900
32	Institution des sourds-muets de Chambéry.....	156,000 00	155,900
33	Muséum d'histoire naturelle. — Réfection de la rotonde des grands animaux.....	110,000 00	109,900
34	Palais du Louvre.....	300,000 00	299,900

RUSSE.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

455,882 ¹ 64 ⁰	"	117 ¹ 36 ⁰	"	455,882 ¹ 64 ⁰
106,383 35	"	110 65	"	106,383 35
36,461 75	"	38 25	"	36,461 75
65,095 27	"	4 73	"	65,095 27
685,541 75	"	68 25	"	685,541 75
425,454 36	44 ¹ 70 ⁰	29 27	41 ¹ 70 ⁰	425,454 36
7,000 00	"	"	"	7,000 00
278,527 35	72 65	300 00	72 65	278,527 35
1,469,996 25	"	3 75	"	1,469,996 25
77,998 42	"	1 58	"	77,998 42
130,000 00	"	"	"	130,000 00
45,932 72	"	8,067 28	"	45,932 72
139,345 40	"	654 60	"	139,345 40
864,075 73	"	14 27	"	864,075 73
1,022,734 93	66 68	28 29	66 68	1,022,734 93
824,564 03	"	0 97	"	824,564 03
9,300 00	700 00	"	700 00	9,300 00
126,770 95	160 00	529 06	160 00	126,770 95
399,295 51	"	4 49	"	399,295 51
1,560,009 70	16,416 56	1,673 74	16,416 56	1,560,009 70
322,026 65	60 80	12 55	60 80	322,026 65
663,339 45	1,888 50	1,172 05	1,888 80	663,339 45
110,546 27	"	613 78	"	110,546 27
853,333 47	5,166 81	99 72	5,166 81	853,333 47
980,782 82	4,847 58	269 60	4,847 58	980,782 82
1,007,095 23	6,346 63	108 14	6,346 63	1,007,095 23
445,486 21	4,486 34	47 46	4,486 34	445,486 21
398,847 70	7,974 58	1,177 72	7,974 58	398,847 70
170,144 84	668 49	60 16	668 49	170,144 84
299,346 79	215 30	437 91	215 30	299,346 79
226,571 13	9 60	904 64	9 60	226,571 13
49,169 54	"	830 46	"	49,169 54
155,999 08	"	0 92	"	155,999 08
107,312 97	2,677 43	9 60	2,677 43	107,312 97
272,023 61	27,942 39	34 00	27,942 39	272,023 61

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Depenses
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	réelles des services — Droits en sus perçus de l'impôt

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

2^e SECTION. — BEAUX-ARTS.

35	Construction de nouvelles serres et de nouvelles galeries au Muséum d'histoire naturelle.....	800,000 ⁰⁰	798,03
36	Reconstruction et agrandissement des bâtiments des dépôts d'étalons.....	800,000 00	799,83
37	Travaux ordinaires en Algérie.....	310,000 00	309,34
38	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	617 91	61
40	Exposition internationale d'Amsterdam.....	50,000 00	49,96
41	Acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux.....	369,468 65	369,46
42	Achèvement des bâtiments du ministère de la guerre.....	300,000 00	299,74
43	Mobilier national et dépôt des marbres.....	130,000 00	129,89
44	Agrandissement de l'école polytechnique.....	75,000 00	74,99
45	Démolition et enlèvement des ruines du palais des Tuileries...	40,000 00	39,36
46	Travaux de reconstruction de la cour de cassation.....	108,435 68	108,43
47	École vétérinaire d'Alfort.....	71,123 11	71,10
48	Archives nationales.....	50,000 00	49,96
49	Installation du Sénat au palais du Luxembourg.....	194,000 00	193,99
50	Consolidation de l'aile gauche du petit Luxembourg.....	50,000 00	49,83
51	Concours de l'État dans les travaux du Palais de justice de Paris.	32,591 00	
52	Acquisition de la collection Timbal (2 ^e annuité).....	100,000 00	100,00
53	Restauration de peintures aux musées de Fontainebleau et de Versailles.....	45,000 00	44,74
54	Frais de procès et d'instances.....	1,370 70	1,36
55	Reconstruction du Palais de justice d'Alger.....	13,837 53	13,83
56	Exposition de Munich et de Vienne.....	14,000 00	13,96
57	École du Louvre.....	13,000 00	12,96
		18,444,976 77	18,393,13
39	Dépenses des exercices clos.....	508,691 24	508,69
	TOTAL.....	18,953,668 01	18,901,82

1^{re} section. — Service de l'instruction publique..... 150,402,530⁸⁰ 149,714

2^e section. — Service des beaux-arts..... 18,953,668 01 18,901,82

TOTAL GÉNÉRAL..... 169,356,198 87 168,615,64

TITRES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS. (Suite.)

798,035 ^f 69°	"	1,964 ^f 31°	"	798,035 ^f 69°
787,794 62	12,037 ^f 99°	167 39	12,037 ^f 99°	787,794 62
289,541 02	20,000 00	458 98	20,000 00	289,541 02
617 91	"	"	"	617 91
49,910 80	57 80	31 40	57 80	49,910 80
369,468 65	"	"	"	369,468 65
299,744 59	43 48	211 93	43 48	299,744 59
129,994 18	"	5 82	"	129,994 18
68,213 71	5,995 73	790 56	5,995 73	68,213 71
39,436 49	127 75	435 76	127 75	39,436 49
106,416 10	2,017 55	2 03	2,017 55	106,416 10
71,044 60	"	78 51	"	71,044 60
49,948 60	"	51 40	"	49,948 60
193,999 99	"	0 01	"	193,999 99
49,825 08	"	174 92	"	49,825 08
"	"	32,591 00	"	"
100,000 00	"	"	"	100,000 00
43,724 07	1,058 40	217 53	1,058 40	43,724 07
1,223 80	"	146 90	"	1,223 80
13,837 53	"	"	"	13,837 53
13,998 52	"	1 48	"	13,998 52
13,000 00	"	"	"	13,000 00
18,272,171 82	121,063 74	51,741 21	121,063 74	18,272,171 82
508,691 24	"	"	"	508,691 24
18,780,863 06	121,063 74	51,741 21	121,063 74	18,780,863 06
172,804 ^f 95°				

ATION.

146,379,084 ^f 58°	2,342,709 ^f 13°	1,680,737 ^f 15°	2,342,709 ^f 13°	146,379,084 ^f 58°
18,780,863 06	121,063 74	51,741 21	121,063 74	18,780,863 06
165,159,947 64	2,463,772 87	1,732,478 36	2,463,772 87	165,159,947 64
4,196,251 ^f 23°				

CNA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés		Dépense réelle des services — Dépense au point des crédits de l'Etat
		par le budget primitif et par des lois spéciales.		
MINISTÈRE DU COMMERCE				
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	554,350 ⁰⁰	554,350 ⁰⁰	
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	163,000 00	163,000 00	163,000 00
3	Impressions.....	296,200 00	296,200 00	296,200 00
4	Enseignement technique. — Inspection du travail des enfants dans les manufactures.....	2,006,775 00	2,006,775 00	2,006,775 00
5	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Brevets et publication des brevets d'invention.....	144,250 00	144,250 00	144,250 00
6	Encouragements aux pêches maritimes.....	2,600,000 00	2,600,000 00	2,600,000 00
7	Subvention à la marine marchande.....	12,000,000 00	12,000,000 00	12,000,000 00
8	Poids et mesures.....	1,215,550 00	1,215,550 00	1,215,550 00
9	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat. — Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.	264,000 00	264,000 00	264,000 00
10	Établissements et service sanitaires.....	468,100 00	468,100 00	468,100 00
11	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries.....	270,000 00	270,000 00	270,000 00
12	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon, du Canada, etc.....	115,000 00	115,000 00	115,000 00
13	Construction et installation de l'école centrale des arts et manufactures.....	2,621,504 20	2,621,504 20	2,621,504 20
14	Commerce, poids et mesures, service sanitaire en Algérie.....	268,070 00	268,070 00	268,070 00
15	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	10,000 00	10,000 00	10,000 00
17	Liquidation de l'approvisionnement et du ravitaillement de Paris.	250,000 00	250,000 00	250,000 00
18	Reconstruction de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault.....	70,000 00	70,000 00	70,000 00
19	Achèvement du lazaret de Trompeloup.....	8,809 00	8,809 00	8,809 00
20	Part contributive de la France dans les frais de confection des prototypes internationaux des étalons métriques et témoins de différentes espèces.....	458,230 00	458,230 00	458,230 00
21	Exposition internationale d'Amsterdam.....	31,600 00	31,600 00	31,600 00
22	Frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam.....	4,857 00	4,857 00	4,857 00
23	Frais de construction des alcoomètres étalons, en vue de l'exécution de la loi du 9 juillet 1931.....	101,427 06	101,427 06	101,427 06
24	Construction de l'établissement de Bourbonne.....	5,000 00	5,000 00	5,000 00
25	Acquisition d'appareils d'horlogerie pour le conservatoire des arts et métiers.....	30,900 00	30,900 00	30,900 00
26	Dépenses relatives à l'installation de l'école professionnelle de Nevers.....	50,000 00	50,000 00	50,000 00
27	Subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice.....	41,209 50	41,209 50	41,209 50
28	Reconstruction de l'école d'horlogerie de Cluses.....			
29	Mission sanitaire en Egypte.....			
30	Mesures sanitaires en Algérie contre l'épidémie cholérique.....			
		24,046,711 76	24,046,711 76	24,046,711 76
16	Dépenses des exercices clos.....	121,808 23	121,808 23	121,808 23
	TOTAUX.....	24,168,519 98	24,168,519 98	24,168,519 98

DEBIRS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

554,261 ^f 16 ^c	"	88 ^f 84 ^c	"	554,261 ^f 16 ^c
151,813 87	21 ^f 25 ^c	11,164 88	21 ^f 25 ^c	151,813 87
294,556 80	"	1,523 20	"	294,556 80
2,003,028 75	35 00	3,711 25	35 00	2,003,028 75
125,057 18	13 04	19,179 78	13 04	125,057 18
2,525,662 49	2,783 64	71,553 87	2,783 64	2,525,662 49
11,563,060 69	63,940 28	372,999 03	63,940 28	11,563,060 69
1,214,291 18	432 25	826 57	432 25	1,214,291 18
252,972 98	12 50	11,018 52	12 50	252,972 98
438,510 80	85 79	29,503 71	85 79	438,510 80
269,852 63	37 46	109 91	37 46	269,852 63
103,302 71	"	11,697 29	"	103,302 71
2,621,504 20	"	"	"	2,621,504 20
260,760 60	2,477 30	2,832 10	2,477 30	260,760 60
9,854 50	"	145 50	"	9,854 50
103,563 95	140,000 00	6,436 05	140 00	103,563 95
69,999 92	"	0 08	"	69,999 92
8,809 00	"	"	"	8,809 00
446,445 38	"	11,784 62	"	446,445 38
31,600 00	"	"	"	31,600 00
4,813 97	"	43 03	"	4,813 97
88,966 02	"	12,462 04	"	88,966 02
5,000 00	"	"	"	5,000 00
30,900 00	"	"	"	30,900 00
48,500 00	"	1,500 00	"	48,500 00
41,209 50	"	"	"	41,209 50
23,268,297 96	209,838 51	568,575 27	209,838 51	23,268,297 98
121,808 22	"	"	"	121,808 22
23,390,106 20	209,838 51	568,575 27	209,838 51	23,390,106 20
778,413 ^f 78 ^c				

CMA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services — Droits con- ces par des ordres de l'ad-
MINISTÈRE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	753,600 ⁰ 00 ⁰	753,600 ⁰ 00 ⁰
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	130,700 00	130,633 00
3	Impressions.....	155,760 00	155,760 00
4	Écoles et services vétérinaires.....	1,142,836 36	1,235,636 36
5	Indemnités pour abattage d'animaux.....	598,620 00	555,820 00
6	Enseignement agricole.....	2,120,000 21	2,112,000 21
7	Bergeries et vacheries.....	308,392 42	307,800 00
8	Inspection de l'agriculture et de la sériciculture.....	160,000 00	157,000 00
9	Encouragements à l'agriculture et au drainage.....	1,926,100 00	1,099,700 00
9 bis	Prime pour la destruction des loups.....	150,000 00	104,500 00
10	Statistique agricole décennale.....	36,827 63	36,827 63
11	Phylloxéra, doryphora et autres parasites.....	1,250,000 00	1,116,600 00
12	Personnel des haras et dépôts d'étalons.....	1,613,230 00	1,613,230 00
13	Matériel.....	2,785,409 06	2,703,600 00
14	Remonte des haras.....	1,409,000 00	1,405,700 00
15	Encouragements à l'industrie chevaline.....	2,249,000 00	2,210,500 00
16	Personnel des ingénieurs, conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées attachés au service de l'hydraulique agricole.....	305,000 00	265,500 00
17	Études et subventions pour travaux extraordinaires d'irrigation, de dessèchement et de curage et travaux d'amélioration agricole.....	1,799,206 49	1,122,600 00
18	Travaux de routes agricoles et salicoles.....	20,000 00	11,000 00
19	Assainissement des marais communaux.....	10,000 00	1,000 00
20	Prêts pour irrigations et dessèchements.....	5,000 00	
21	Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires de canaux d'irrigation ou grandes entreprises d'amélioration agricole.....	216,000 00	216,000 00
22	Études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.....	4,632,000 00	3,126,000 00
23	Encouragements à l'agriculture en Algérie.....	200,000 00	184,000 00
24	Travaux hydrauliques en Algérie.....	620,300 00	619,600 00
24 bis	Rétablissement du barrage de l'Oued-Fergoug (Algérie).....	500,000 00	500,000 00
25	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	2 20	
		25,096,984 37	22,507,600 00
26	Dépenses des exercices clos.....	44,091 99	44,091 99
	TOTAL.....	25,141,076 36	22,551,691 99

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

AGRICULTURE.

752,960 ^f 53 ^e	"	639 ^f 47 ^e	"	572,960 ^f 53 ^e
129,559 18	1,074 ^f 02 ^e	66 80	1,074 ^f 02 ^e	129,559 18
155,760 00	"	"	"	155,760 00
1,135,910 29	75 00	6,851 07	75 00	1,135,910 29
532,991 31	22,860 00	42,768 69	22,860 00	532,991 31
2,108,559 35	3,522 75	7,918 11	3,522 75	2,108,559 35
307,822 81	24 00	545 61	24 00	307,822 81
120,641 84	1,926 50	37,431 66	1,926 50	120,641 84
1,908,331 59	1,439 00	16,329 41	1,439 00	1,908,331 59
104,250 00	200 00	45,550 00	200 00	104,250 00
36,827 63	"	"	"	36,827 63
1,114,630 11	1,992 09	133,377 80	1,992 09	1,114,630 11
1,613,050 14	"	179 86	"	1,613,050 14
2,783,601 79	"	1,807 27	"	2,783,601 79
1,405,713 89	"	3,286 11	"	1,405,713 89
2,208,377 17	2,320 00	38,302 83	2,320 00	2,208,377 17
266,436 33	450 00	38,113 67	450 00	266,436 33
1,123,243 93	453 98	675,508 58	453 98	1,123,243 93
11,023 86	"	8,976 14	"	11,023 86
4,900 00	"	5,100 00	"	4,900 00
"	"	5,000 00	"	"
216,000 00	"	"	"	216,000 00
3,114,481 40	12,051 16	1,505,467 44	12,051 16	3,114,481 40
180,902 22	3,567 11	15,530 67	3,567 11	180,902 22
535,509 17	84,184 00	606 83	84,184 00	535,509 17
500,000 00	"	"	"	500,000 00
2 20	"	"	"	2 20
22,371,486 74	136,129 61	2,589,358 02	136,139 61	22,371,486 74
44,091 99	"	"	"	44,091 99
22,415,578 73	136,139 61	2,589,358 02	136,139 61	22,415,578 73
2,725,497 ^f 63 ^e				

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	BUDGET	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

MINISTÈRE DES

1^{re} SECTION. —

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	675,800 ⁰⁰	674,420 ⁵⁷
2	Personnel de l'administration centrale attaché au service des grands travaux publics.	277,100 00	276,952 68
3	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	148,000 00	148,000 00
4	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale pour le service des grands travaux publics.	119,200 00	119,199 85
5	Personnel du corps des ponts et chaussées. Enseignement et école des ponts et chaussées.	3,877,000 00	3,864,745 53
6	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.	115,000 00	105,401 71
7	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.	4,743,000 00	4,741,534 92
8	Personnel du corps des mines. (Enseignement et écoles.)	870,000 00	864,536 14
9	Personnel des gardes-mines.	273,200 00	254,663 04
10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.	310,200 00	309,957 07
11	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.	1,806,600 00	1,631,075 37
12	Personnel des gardes de la navigation, écluseurs, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.	1,780,300 00	1,779,008 19
13	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.	385,000 00	368,850 68
14	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	327,000 00	316,256 49
15	Secours.	160,000 00	165,350 00
16	Etablissements thermaux appartenant à l'Etat.	18,000 00	4,969 16
17	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.)	29,671,842 39	29,447,171 47
18	Entretien des routes forestières de la Corse.	150,000 00	150,000 00
19	Entretien des chaussées de Paris.	3,840,000 00	3,840,000 00
20	Navigaton intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.)	5,379,033 76	5,299,013 07
21	Navigaton intérieure. (Canaux.) (<i>Idem.</i>)	5,690,381 06	5,612,861 01
22	Ports maritimes, phares et fanaux. (<i>Idem.</i>)	7,707,206 66	7,673,465 31
23	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.	1,036,521 79	999,134 34
24	Matériel des mines.	53,000 00	42,387 00
25	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.	17,261,006 00	14,461,321 00
26	Personnel des travaux publics en Algérie.	1,148,003 00	1,151,741 57
27	Travaux ordinaires en Algérie. (Routes nationales et ponts. — Grande voirie. — Subventions aux routes départementales. — Chemins non classés.)	3,897,600 00	3,890,221 30
28	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.)	516,441 00	509,516 34
29	Travaux ordinaires en Algérie. (Etudes et dépenses diverses relatives aux ponts et chaussées.)	91,430 00	91,157 90
30	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.)	50,000 00	35,871 71
31	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.	163 53	55 30
32	Dépenses des exercices clos.	92,385,030 19	88,815,477 17
		73,419 90	75,419 90
	TOTAL de la 1^{re} section.	92,460,450 19	88,890,897 47

S. DÉPENSES.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

SERVICE ORDINAIRE.

674,426' 40°	.	1,373' 60°	.	674,426' 40°
276,952 68	.	147 32	.	276,952 68
148,000 00	.	.	.	148,000 00
119,199 85	.	0. 15	.	119,199 85
3,857,923 47	6,821' 06°	12,254. 47	6,821' 06°	3,857,923 47
105,402 72	.	9,597 28	.	105,402 72
4,739,291 81	2,243 11	1,665 08	2,243 11	4,739,291 81
856,139 04	5,397 10	8,463 86	5,397 10	856,139 04
254,361 76	306 25	18,531 99	306 25	254,361 76
309,720 15	236 92	242 93	236 92	309,720 15
1,630,663 16	442 42	175,524 43	442 42	1,630,663 16
1,779,595 01	403 18	302 81	403 18	1,779,595 01
368,720 68	130 00	16,489 32	130 00	368,720 68
326,684 06	372 43	143 62	372 43	326,684 06
165,350 00	.	650 00	.	165,350 00
4,969 26	.	13,080 74	.	4,969 26
29,433,355 34	13,816 14	224,670 91	13,816 14	29,433,355 34
149,999 05	2 95	.	2 95	149,999 05
3,618,387 40	221,612 60	.	221,612 60	3,618,387 40
5,290,975 00	6,038 07	85,020 69	6,038 07	5,290,975 00
5,611,672 45	1,289 56	77,519 03	1,289 56	5,611,672 45
7,661,527 56	11,937 75	53,762 35	11,937 75	7,661,527 56
999,134 34	.	37,387 45	.	999,134 34
42,387 77	.	10,642 23	.	42,387 77
14,449,021 06	12,300 72	2,800,684 02	12,300 72	14,449,021 06
1,127,300 41	4,444 16	16,258 43	4,444 16	1,127,300 41
3,887,491 45	2,760 94	7,347 61	2,760 94	3,887,491 45
502,990 63	6,525 95	6,925 42	6,525 95	502,990 63
91,141 88	16 10	272 02	16 10	91,141 88
35,871 78	.	14,128 22	.	35,871 78
55 20	.	108 33	.	55 20
88,518,709 37	296,768 40	3,569,552 42	296,768 40	88,518,709 37
75,419 92	.	.	.	75,419 92
88,594,129 29	296,768 40	3,569,552 42	296,768 40	88,594,129 29
3,866,320' 82°				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

Suite du MINISTÈRE

2^e SECTION.

33	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	3,895,000 ⁰⁰	3,791,231 ⁸⁰
34	Routes forestières de la Corse.....	150,000 00	150,000 00
35	Rectifications des routes nationales et des routes d'departementales des départements annexés.....	3,021,476 00	2,949,034 ³⁰
36	Grosses réparations des chaussées des routes nationales.....	4,009,000 00	3,942,467 ⁶⁰
37	Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales.....	125,667 00	125,666 00
38	Garantie d'intérêt aux concessionnaires de tramways.....	17,500 00	
39	Construction de ponts.....	1,824,342 79	1,719,038 ³⁰
40	Amélioration des rivières.....	1,782,380 65	1,557,925 ⁸⁰
41	Amélioration des canaux.....	1,050,579 80	1,029,111 ⁰⁰
42	Amélioration des ports.....	2,350,000 00	2,125,221 ⁰⁰
43	Travaux de défense contre les inondations.....	1,224,895 20	1,218,702 ⁰⁰
44	Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique).....	500,000 00	24,193 ⁵⁰
45	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.....	80,000 00	79,374 ³⁰
45 bis	Étude des moyens propres à prévenir les explosions de grisou.....	557 22	557 22
46	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	812,026 00	186,160 ⁰⁰
47	Garanties d'intérêt aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local.....	500,000 00	
48	Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.....	8,493,000 00	8,493,000 00
49	Annuité pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêt afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872.....	2,500,000 00	2,491,733 ⁵⁰
50	Travaux à exécuter d'office sur les lignes concédées sauf règlement ultérieur.....	50,000 00	
51	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'Etat depuis la loi du 18 mai 1878 (Lois diverses) et des lignes revenues à l'Etat à la suite de déchéances définitives.....	1,000,000 00	397,663 ⁰⁰
52	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif.....	100,000 00	
53	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'Etat.....	4,800,000 00	3,695,289 ⁰⁰
54	Travaux ordinaires en Algérie (Routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés).....	632,667 00	629,650 ⁰⁰
55	Garantie d'intérêt aux chemins de fer algériens et tunisiens.....	9,544,000 00	9,544,000 00
56	Frais de loyer des gares communes.....		
TOTAL de la 2 ^e Section.....		48,364,090 86	44,150,594 ⁸⁰

1 ^{re} Section. — Travaux ordinaires.....	92,460,450 ⁴¹	88,890,897 ⁸⁰
2 ^e Section. — Travaux extraordinaires.....	48,364,090 86	44,150,594 ⁸⁰
TOTAL GÉNÉRAL.....	140,824,540 97	133,041,492 ⁶⁰

DES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ES TRAVAUX PUBLICS.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

3,784,185 ⁵⁰ 149,300 00	7,046 ³⁰ 700 00	103,768 ²⁰	7,046 ³⁰ 700 00	3,784,185 ⁵⁰ 149,300 00
2,045,246 18 3,936,750 01	3,802 21 5,717 65	72,427 61 66,532 34	3,802 21 5,717 65	2,045,246 18 3,936,750 01
125,666 66	.	0 34	.	125,666 66
1,710,174 76	8,863 58	17,500 00	8,863 58	1,710,174 76
1,557,551 34	403 12	105,304 45	403 12	1,557,551 34
1,021,263 81	8,147 81	224,426 19	8,147 81	1,021,263 81
2,124,921 89	503 03	21,167 58	503 03	2,124,921 89
1,215,409 26	3,293 28	224,575 08	3,293 28	1,215,409 26
24,193 35	.	6,192 66	.	22,193 35
79,533 39	2,841 00	475,806 65	2,841 00	76,533 39
557 22	.	625 41	.	557 22
186,180 50	.	625,846 50	.	186,180 50
8,493,000 00	.	500,000 00	.	8,493,000 00
2,491,733 57	.	8,266 43	.	2,491,733 57
.	.	50,000 00	.	.
397,396 16	273 38	602,330 46	273 38	397,396 16
3,549,588 19	145,700 83	2,000 00	145,700 83	3,549,588 19
629,650 45	.	1,104,700 98	.	629,650 45
9,544,000 00	.	3,016 55	.	9,544,000 00
43,963,302 24	187,292 19	4,400,788 ⁶²	187,292 19	43,963,302 24

RELATION.

88,594,129 ⁵⁹ 43,963,302 24	296,768 ⁴⁰ 187,292 19	3,569,552 ⁴² 4,216,496 43	296,768 ⁴⁰ 187,292 19	88,594,129 ⁵⁹ 43,963,302 24
132,557,431 53	484,060 59	7,783,048 85	484,060 59	132,557,431 53
		8,267,109 ⁴⁴		

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées au profit des créanciers de l'Etat.
3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION			
MINISTÈRE			
55	Personnel de l'administration des contributions directes..	3,481,036 00	3,480,887 47
56	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes	2,652,930 00	2,651,560 19
57	Frais d'arpentage et d'expertise. (Dépenses à la charge du budget de l'Etat.)	1,012,904 45	1,011,832 12
58	Mutations cadastrales	576,000 00	570,213 15
58 bis	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1873	69,873 44	69,873 44
58 ter	Dépense relative à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties	54,230 95	54,230 95
59	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	321,300 00	320,019 77
60	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	416,600 00	411,274 04
61	Personnel du service topographique en Algérie	721,750 00	717,332 27
62	Matériel du service topographique en Algérie	22,650 00	22,649 82
62 bis	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie	53,631 97	53,631 97
63	Remises aux percepteurs, indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires	12,210,950 00	12,062,037 52
64	Service de la perception des amendes et condamnations pécuniaires	479,900 00	439,471 51
65	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs	200,000 00	199,950 00
66	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,668,100 00	15,622,356 60
67	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,038,000 00	1,036,437 90
68	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,783,412 28	1,783,319 25
68 bis	Démolition des fortifications déclassées de Calais	150,000 00	150,000 00
69	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	673,874 00	657,553 40
70	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	380,300 00	380,197 04
71	Personnel de l'administration des douanes	27,582,571 40	27,580,879 01
72	Matériel de l'administration des douanes	962,538 67	958,370 13
73	Dépenses diverses de l'administration des douanes	2,168,485 00	2,167,118 40
74	Personnel des douanes en Algérie	1,129,578 00	1,126,927 20
75	Matériel des douanes en Algérie	108,347 00	107,961 14

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Paiements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1884.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

FINANCES.

3,480,650 ³⁸	237 ⁴⁹	142 ¹³	237 ⁴⁹	.	3,480,650 ³⁸
2,651,495 99	64 20	1,369 81	64 20	.	2,651,495 99
101,832 12	"	"	"	911,072 ³³	101,832 12
569,715 36	498 29	5,786 35	498 29	.	569,715 36
69,873 44	"	"	"	.	69,873 44
54,230 65	0 30	"	0 30	.	54,230 65
320,019 77	"	1,280 23	"	.	320,019 77
411,274 09	"	5,325 91	"	.	411,274 09
717,173 94	158 33	4,417 73	158 33	.	717,173 94
22,649 82	"	0 18	"	.	22,649 82
53,631 97	"	"	"	.	53,631 97
12,059,439 06	2,598 48	148,912 46	2,598 48	.	12,059,439 06
439,208 36	266 45	40,425 19	266 45	.	439,208 36
199,950 00	"	50 00	"	.	199,950 00
15,614,109 44	256 16	43,734 40	256 16	.	15,614,109 44
1,036,395 62	42 28	1,562 10	42 28	.	1,036,395 62
1,782,797 38	521 77	93 13	521 77	.	1,782,797 38
150,000 00	"	"	"	.	150,000 00
657,559 61	"	16,314 39	"	.	657,559 61
380,123 22	73 86	102 92	73 86	.	380,123 22
27,580,596 56	282 87	1,691 97	282 87	.	27,580,596 56
956,014 25	2,556 18	3,988 24	2,556 18	.	956,014 25
2,166,857 35	291 07	1,336 58	291 07	.	2,166,857 35
1,126,440 68	386 62	2,745 70	386 62	.	1,126,440 68
107,962 10	"	384 90	"	.	107,962 10

CHA- PITRES spé- ciaux.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

76	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	85,620'00'	84,553'12
77	Personnel de l'administration des contributions indirectes.	29,338,800 00	29,337,972 00
78	Matériel de l'administration des contributions indirectes.	450,000 00	421,282 70
79	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes	7,364,980 00	7,361,543 70
80	Avances recouvrables par l'administration des contribu- tions indirectes.....	650,000 00	617,922 50
81	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	867,954 00	834,010 70
82	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	399,640 00	393,693 00
83	Personnel de l'administration des manufactures de l'État.	1,952,350 00	1,951,386 50
84	Matériel de l'administration des manufactures de l'État...	19,860,000 00	19,834,370 30
85	Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'État.....	350,000 00	349,902 00
86	Constructions nouvelles des manufactures de l'État.....	780,000 00	776,198 30
87	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État.....	420,600 00	411,180 30
88	Avances recouvrables par l'Administration des manufac- tures de l'État.....	160,000 00	153,139 00
89	Achats et transports de tabacs.....	49,563,050 00	49,559,391 20
TOTAL.....		186,151,966 16	184,795,220 70

MINISTÈRE DE

Uniq.	Remises de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries dip- lomatiques et consulaires.....	75,500'00'	70,631'00'
-------	---	------------	------------

MINISTÈRE DES POSTES

SERVICE ADMINISTRATIF DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DANS LES DÉPARTEMENTS.			
6	Personnel (départements).....	68,347,045'00'	67,784,737'00'
7	Matériel (départements).....	32,219,536 66	32,161,577 00
8	Dépenses diverses (départements).....	1,625,886 00	1,571,178 00

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1884.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

FINANCES.

84,552 ^f 24 ^c	"	1,067 ^f 76 ^c	"	"	84,552 ^f 24 ^c
29,337,847 01	125 ^f 00 ^c	827 99	125 ^f 00 ^c	"	29,337,847 01
420,187 33	1,095 40	28,717 22	1,095 40	"	420,187 38
7,360,897 97	645 75	3,436 28	645 75	"	7,360,897 97
617,922 59	"	32,077 41	"	"	617,922 59
834,010 71	"	33,943 29	"	"	834,010 71
393,667 44	25 60	5,946 96	25 60	"	393,667 44
1,951,825 59	"	524 41	"	"	1,951,825 59
19,809,682 54	24,688 05	25,629 41	24,688 05	"	19,809,682 54
349,902 93	"	97 07	"	"	349,902 93
776,198 38	"	3,801 62	"	"	776,198 38
411,175 60	4 55	9,419 85	4 55	"	411,175 60
153,139 30	"	6,860 70	"	"	153,139 30
49,548,216 26	1,174 94	13,658 80	1,174 94	"	49,548,216 26
14,759,227 10	35,993 64	445,673 09	35,993 64	911,072 ^f 33 ^c	184,759,227 10
		481,666 ^f 73 ^c			

FAIRES ÉTRANGÈRES.

39,829 ^f 68 ^c	30,801 ^f 39 ^c	4,868 ^f 93 ^c	30,801 ^f 39 ^c	"	39,829 ^f 68 ^c
		35,670 ^f 32 ^c			

DES TÉLÉGRAPHES.

7,759,003 ^f 06 ^c	25,733 ^f 98 ^c	562,307 ^f 96 ^c	25,733 ^f 98 ^c	"	67,759,003 ^f 06 ^c
2,080,607 05	80,970 06	57,959 55	80,970 06	"	32,080,607 05
1,570,993 20	185 00	54,707 80	185 00	"	1,570,993 20

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	Dépenses réelles
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	des services faits. — Droits constatés au profit des créations de l'État.

Suite du MINISTÈRE M

9	Subvention pour le service maritime entre le continent et la Corse.....	375,000' 00"	366,636'
10	Subvention pour les lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata.....	4,382,263 00	4,382,263
11	Subvention pour le service de Calais à Douvres.....	100,000 00	99,999
12	Subvention pour les lignes de New-York et des Antilles..	9,958,606 00	9,958,601
13	Subvention pour les lignes de l'Indo-Chine.....	7,736,544 00	7,736,541
14	Subvention pour les lignes de l'Algérie.....	880,000 00	879,409
14 bis	Subvention au service maritime postal entre la France, l'Australie et la Nouvelle-Calédonie.....	3,297,216 00	3,283,903
15	Personnel de l'Algérie.....	2,123,979 00	2,069,556
16	Matériel de l'Algérie.....	1,393,043 41	1,319,146
17	Dépenses diverses de l'Algérie.....	38,274 00	37,136
17 bis	Établissement d'un câble télégraphique entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal.....	283,333 33	283,333
17 ter	Dépenses se rapportant à la réunion internationale des électriciens.....	16,378 39	16,371
17 quater	Insuffisance des ressources de la caisse d'épargne postale en 1882.....	16,844 85	16,844
TOTAL.....		132,793,949 64	132,042,100

MINISTÈRE

27	Personnel du service des forêts dans les départements....	5,773,667' 00"	5,675,261'
28	Enseignement forestier.....	215,385 00	200,171
29	Matériel du service des forêts dans les départements....	2,897,845 00	2,845,900
30	Construction, reboisement et gazonnement.....	3,936,685 00	3,677,576
30 bis	Reboisement des montagnes. (Loi du 4 avril 1882.).....	2,660,111 64	2,600,200
31	Dépenses diverses du service des forêts dans les départements.....	2,182,450 00	2,179,750
32	Personnel du service des forêts en Algérie.....	1,356,048 00	1,179,330
33	Matériel du service des forêts en Algérie.....	329,887 00	297,133
34	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie.....	74,650 00	74,210
TOTAL.....		19,426,728 64	16,969,010

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1884.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.

TES ET DES TÉLÉGRAPHES.

368,646 ^f 65 ^c	"	8,333 ^f 35 ^c	"	"	366,666 ^f 65 ^c
4,382,263 00	"	"	"	"	4,382,263 00
99,999 96	"	0 04	"	"	99,999 96
9,958,606 92	"	0 08	"	"	9,958,606 92
7,736,544 00	"	"	"	"	7,736,544 00
879,999 84	"	0 16	"	"	879,999 84
3,283,903 92	"	13,312 08	"	"	3,283,903 92
530 ^f 00 ^c	530 ^f 00 ^c	34,422 38	530 ^f 00 ^c	"	2,089,026 62
1,338,800 13	10,685 13	43,558 15	10,685 13	"	1,338,800 13
37,034 01	20 ^f 00 ^c	1,137 99	102 00	"	37,034 01
283,333 33	"	"	"	"	283,333 33
16,378 39	"	"	"	"	16,378 39
16,844 85	"	"	"	"	16,844 85
900,003 93	118,206 17	775,739 54	118,206 17	"	131,900,003 93
893,945 ^f 71 ^c					

RICULTURE.

5,673,267 ^f 09 ^c	1,996 ^f 08 ^c	98,403 ^f 83 ^c	1,996 ^f 08 ^c	"	5,673,267 ^f 09 ^c
200,451 54	26 65	14,906 81	26 65	"	200,451 54
2,804,835 07	41,114 25	51,895 68	41,114 25	"	2,804,835 07
3,670,623 21	6,952 47	259,109 32	6,952 47	"	3,670,623 21
681,618 50	157,605 28	1,819,887 86	157,605 28	"	681,618 50
2,178,753 31	999 33	2,697 36	999 33	"	2,178,753 31
1,177,473 76	906 46	177,667 78	906 46	"	1,177,473 76
291,229 41	5,953 81	32,703 78	5,953 81	"	291,229 41
73,187 87	1,056 32	405 81	1,056 32	"	73,187 87
16,752,439 76	216,610 65	2,457,678 23	216,610 65	"	16,752,439 76
2,674,888 ^f 88 ^c					

N° des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	MONTANT	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

4^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS

		MINISTÈRE DES FINANCES	
90	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes.....	200,000 ⁰⁰	126,107
90 bis	Dégrèvements à la compagnie minière de Mokta-el-Hadid.....	48,014 51	48,014
91	Remboursements sur produits indirects et divers.....	6,224,175 78	6,009,482
92	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations.....	6,058,500 00	6,579,933
93	Primes à l'exportation des marchandises.....	380,000 00	204,214
94	Remboursement au département de l'Oise (art. 3 de la loi du 28 mars 1874).....	80,000 00	80,000
95	Mise à la charge du Trésor des 2/5 ^e d'un récépissé faux payé à la Banque de France.....	54,000 00	54,000
96	Liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques.....	23,027 15	23,027
TOTAL.....		13,067,717 14	12,124,773

		MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES	
Uniq.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....	4,310,000 ⁰⁰	3,947,795
18	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	4,029,371 ⁰⁰	4,029,371
19	Répartition de produits d'amendes.....	20,000 00	20,000
TOTAL.....		4,049,371 00	4,031,371

		MINISTÈRE DES FORÊTS	
Uniq.	Remboursements sur produits divers des forêts.....	50,000 ⁰⁰	20,000

LES DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1884.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

STITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

ES FINANCES.

126,100 ^f 99 ^c	"	78,899 ^f 04 ^c	"	"	126,100 ^f 99 ^c
48,014 51	"	"	"	"	48,014 51
6,009,482 69	"	214,693 09	"	"	6,009,482 69
5,579,933 80	"	478,566 20	"	"	5,579,933 80
204,214 70	"	175,785 30	"	"	204,214 70
80,000 00	"	"	"	"	80,000 00
34,000 00	"	"	"	"	54,000 00
"	23,027 ^f 15 ^c	"	23,027 ^f 15 ^c	"	"
12,101,746 69	23,027 15	942,943 60	23,027 15	"	12,101,746 69
		965,970 ^f 75 ^c			

E L'INTÉRIEUR.

3,947,764 ^f 69 ^c	30 ^f 83 ^c	362,204 ^f 48 ^c	30 ^f 83 ^c	"	3,947,764 ^f 69 ^c
--	---------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------	---	--

T DES TÉLÉGRAPHES.

4,029,253 ^f 29 ^c	"	117 ^f 71 ^c	"	"	4,029,253 ^f 29 ^c
2,169 24	"	17,830 76	"	"	2,169 24
4,031,422 53	"	17,948 47	"	"	4,031,422 53
		17,948 ^f 47 ^c			

AGRICULTURE.

20,651 ^f 90 ^c	44 ^f 48 ^c	29,302 ^f 62 ^c	44 ^f 48 ^c	"	20,652 ^f 90 ^c
		29,347 ^f 10 ^c			

DÉNOMINATION DES SERVICES.

Crédits accordés
par le budget
primitif
et par des lois
spéciales.

Dépenses réelles
des
services faits.
—
Droits comptés
au profit
des créanciers
de l'État.

RÉCAPITULATIONS

1 ^{re} partie. — Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs. (Voir ci-dessus.)	1,343,538,286 ⁶⁵	1,334,421,728 ⁶⁵
2 ^e partie. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.)	26,814,977 99	26,815,647 99
3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.)	186,151,966 16	184,795,220 16
4 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.)	13,067,717 44	12,124,773 44
TOTAL GÉNÉRAL	1,569,572,948 24	1,557,867,352 24

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES

2 ^e partie. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.)	15,411,689 ⁸¹	15,138,219 ⁸¹
3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.)	75,500 00	70,631 00
TOTAL GÉNÉRAL	15,487,189 81	15,208,850 81

RÉCAPITULATIONS

2 ^e partie. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.)	70,591,816 ⁴⁸	68,828,436 ⁴⁸
3 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.)	4,310,000 00	3,947,725 00
TOTAL GÉNÉRAL	74,901,816 48	72,776,161 48

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

2 ^e partie. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.)	2,390,318 ⁴⁵	2,364,228 ⁴⁵
3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.)	132,793,949 64	132,028,220 64
4 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.)	4,049,371 00	4,031,422 00
TOTAL GÉNÉRAL	139,233,639 09	138,423,970 09

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

2 ^e partie. — Services généraux des ministères. (Voir ci-dessus.)	25,141,076 ³⁶	23,551,176 ³⁶
3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. (Voir ci-dessus.)	19,446,728 64	18,255,220 64
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. (Voir ci-dessus.)	50,000 00	20,597 00
TOTAL GÉNÉRAL	44,637,805 00	41,826,993 60

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1884.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

MINISTÈRE DES FINANCES.

28,536,821 ¹⁷	5,885,106 ⁹⁰	9,116,558 ⁵⁸	5,885,106 ⁹⁰	"	1,328,536,621 ¹⁷
26,343,110 00	2,537 00	469,330 99	1,537 00	"	26,343,110 00
24,759,227 10	35,993 64	445,673 09	35,993 64	911,072 ³⁸	24,759,227 10
12,101,746 69	23,027 15	942,943 60	23,027 15	"	12,101,746 69
1,740,704 96	5,946,664 69	10,974,506 26	5,946,664 69	911,072 33	1,551,740,704 96
		26,921,270 ⁹⁵			

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

15,108,469 ³⁵	79,779 ⁶⁶	223,440 ⁸⁰	79,779 ⁶⁶	"	15,108,469 ³⁵
3,829 68	30,801 39	4,868 93	30,801 39	"	3,829 68
15,148,299 03	170,001 05	228,309 73	110,682 06	"	15,148,299 03
		338,890 ⁷⁸			

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

2,505,572 ¹⁶	322,958 ⁰⁸	1,763,286 ²⁴	322,958 ⁰⁸	"	68,505,572 ¹⁶
3,947,764 69	30 83	302,204 48	30 88	"	3,947,764 69
72,453,336 85	322,988 91	2,125,490 72	322,988 91	"	72,453,336 85
		2,248,479 ⁶³			

POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2,364,209 ⁴⁰	14 ⁴⁴	26,094 ⁶¹	14 ⁴⁴	"	2,364,209 ⁴⁰
1,900,003 93	118,206 17	775,739 54	118,206 17	"	1,900,003 93
4,031,422 53	"	17,948 47	"	"	4,031,422 53
138,295,635 86	118,220 61	819,782 62	118,220 61	"	138,295,635 86
		928,003 ²³			

AGRICULTURE.

2,415,578 ⁷³	136,139 ⁶¹	2,589,358 ⁰²	136,139 ⁶¹	"	2,415,578 ⁷³
2,752,439 76	216,610 65	2,457,678 23	216,610 65	"	2,752,439 76
20,652 90	44 48	29,802 62	44 48	"	20,652 90
39,188,671 39	352,794 74	5,076,338 87	352,794 74	"	39,188,671 39
		5,429,133 ⁶¹			

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION		
	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués pour les dépenses propres à l'exercice 1883.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES			
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
Ministère des finances.....	1,343,538,286 ⁶⁵	1,384,421,728 ⁰⁷	1,328,536,621 ¹
2^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice et des cultes. 1 ^{re} section. — Service de la justice.....	37,205,370 38	36,544,322 08	36,514,604 9
2 ^e section. — Service des cultes.....	53,353,609 10	51,414,695 93	50,990,889 3
Ministère des affaires étrangères.....	15,411,689 81	15,488,240 01	14,844,209 8
Ministère de l'intérieur.....	70,591,816 48	68,828,530 24	68,091,985 2
Ministère des finances.....	26,814,977 99	26,345,647 00	21,948,800 2
Ministère des postes et des télégraphes.....	2,390,318 45	2,364,223 84	2,222,467 9
Ministère de la guerre.....	624,393,760 21	617,021,882 63	613,931,479 1
Ministère de la marine et des colonies. 1 ^{re} section. — Service marine.....	213,506,304 60	210,568,382 41	210,416,670 0
2 ^e section. — Service colonial.....	49,451,426 70	49,061,225 15	48,529,606 0
Ministère de l'instruction publique et beaux-arts. 1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	150,402,530 86	148,741,993 71	146,241,293 3
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	18,953,668 01	18,901,926 80	18,272,171 1
Ministère du commerce.....	24,168,519 98	23,599,944 71	23,264,297 7
Ministère de l'agriculture.....	28,141,076 36	22,651,718 34	22,371,466 0
Ministère des travaux publics. 1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	92,460,450 12	88,890,897 69	88,518,709 9
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	48,364,090 86	44,150,594 43	43,963,300 1
	1,452,609,608 90	1,424,154,033 97	1,410,179,988 4
3^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances.....	186,151,960 16	184,795,220 74	184,759,217 7
Ministère des affaires étrangères.....	75,503 00	70,631 07	39,529 0
Ministère des postes et des télégraphes.....	232,793,949 64	132,078,210 10	131,900,000 0
Ministère de l'agriculture.....	19,426,728 64	16,969,050 41	16,752,439 0
	333,348,144 44	333,853,112 32	333,451,500 0
4^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances.....	13,067,717 44	12,441,773 84	12,101,746 0
Ministère de l'intérieur.....	4,810,000 00	3,947,798 52	3,947,741 0
Ministère des postes et des télégraphes.....	4,049,371 00	4,031,422 58	4,031,422 5
Ministère de l'agriculture.....	50,000 00	20,697 39	20,697 3
	21,477,088 44	20,421,589 27	20,101,546 8
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3,456,073,128 43	3,212,663,668 62	3,209,604,898 2

ORDONNANCES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
les ordonnances des ministres		Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits transportés pour le service du cadastre au budget général de l'exercice 1884.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
pour des dépenses allouées à payer sur les exercices clos.	Total des paiements.		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

BUDGET ORDINAIRE.

	1,328,536,621 ¹⁷	5,885,106 ⁹⁰	9,116,558 ⁵⁸	5,885,106 ⁹⁰		1,328,536,621 ¹⁷
4,287 ⁴¹	36,518,892 38	25,429 70	661,043 30	25,429 70		36,518,892 38
176,568 10	51,167,447 40	247,248 53	1,938,913 17	247,248 53		51,167,447 40
244,259 79	15,108,469 35	79,779 66	223,440 80	79,779 66		15,108,469 35
413,587 14	68,506,572 16	322,958 08	1,763,286 24	322,958 08		68,506,572 16
400,299 80	26,343,110 00	2,537 00	469,330 99	2,537 00		26,343,110 00
141,741 45	2,364,209 40	14 44	26,094 61	14 44		2,364,209 40
739,741 15	615,671,220 66	1,350,661 97	7,371,877 58	1,350,661 97		615,671,220 66
70,877 31	210,517,547 39	50,835 02	2,937,922 19	50,835 02		210,517,547 39
62,006 62	48,591,670 68	469,554 47	390,200 55	469,554 47		48,591,670 68
134,786 21	146,379,084 58	2,342,709 13	1,680,737 15	2,342,709 13		146,379,084 58
509,691 24	18,780,863 06	121,063 74	51,741 21	121,063 74		18,780,863 06
121,808 22	23,390,106 20	209,838 51	568,575 27	209,838 51		23,390,106 20
44,091 99	22,416,578 73	136,139 61	2,589,358 02	136,139 61		22,416,578 73
75,429 92	88,594,129 29	296,768 40	3,569,552 42	296,768 40		88,594,129 29
	43,963,302 24	187,292 19	4,213,496 43	187,292 19		43,963,302 24
140,216 35	1,418,311,203 52	5,842,830 45	28,455,674 93	5,842,830 45		1,418,311,203 52
	184,759,227 10	35,993 64	445,673 09	35,993 64	911,072 ³³	184,759,227 10
	39,829 68	30,801 39	4,868 93	30,801 39		39,829 68
	131,900,003 93	118,206 17	775,739 54	118,206 17		131,900,003 93
	16,752,439 76	216,610 65	2,457,678 23	216,610 65		16,752,439 76
	333,451,500 47	401,611 86	3,683,959 79	401,611 85	911,072 33	333,451,500 47
	12,101,746 69	23,027 15	942,943 60	23,027 15		12,101,746 69
	3,947,764 69	30 83	361,204 48	30 83		3,947,764 69
	4,031,422 53		17,948 47			4,031,422 53
	20,652 90	44 48	29,302 62	44 48		20,652 90
	20,101,586 81	23,102 46	1,352,399 17	23,102 46		20,101,586 81
400,415 25	3,400,400,911 97	12,152,651 66	42,608,492 47	12,152,651 66	911,072 33	3,400,400,911 97
			54,761,144 ¹³			
			55,672,216 ⁴⁶			

TABEAU MODIFICATIF DES PRÉVISIONS DE RECETTE

TABEAU B.

1^{er} Résultats généraux

DÉNOMINATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif. (Loi des 11 août et 28 décembre 1882.)	ÉVALUATIONS supplémentaires des recettes dont figure la nomenclature seulement pour ordre au budget définitif. Augmentations.	MOYENS d'assurer la réalisation des recettes affectées. Augmentations.
1^{re}. — IMPÔTS DIRECTS.			
Contributions directes. (Fonds généraux.)	378,100,000	.	.
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux)	24,723,800	.	.
Contributions directes et taxes spéciales de l'Algérie	7,625,800	.	.
TOTAL des impôts directs.	410,450,100	.	.
2^e. — PRODUITS DOMANIAUX.			
Produits des domaines autres que le domaine forestier	15,227,000	.	.
Produits des forêts	2,488,000	.	.
	85,186,900	.	.
	580,000	.	.
TOTAL des produits domaniaux.	56,483,900	.	.
3^e. — IMPÔTS ET REVENUS DIRECTS. — France.			
Enregistrement	593,327,000	.	.
Timbre	159,407,000	.	.
Douanes	394,227,500	.	.
Contributions indirectes	1,089,816,000	.	.
Postes	128,325,000	.	.
Télégraphes	30,629,900	.	.
	2,095,731,500	.	.
Algérie.			
Enregistrement	3,964,000	.	.
Timbre	8,185,000	.	.
Douanes	7,408,000	.	.
Contributions diverses	9,557,300	.	.
Bactes	2,610,000	.	.
Télégraphes	1,156,000	.	.
	19,830,300	.	.
TOTAL des impôts et revenus indirects.	2,115,561,800	.	.
4^e. — DIVERS REVENUS.			
Impôt de 3 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières	47,118,000	.	.
Produits universitaires	121,900	.	.
Produit des amendes et condamnations pénales	3,593,685	.	.
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	7,334,181	.	.
	639,708	.	.
TOTAL des divers revenus	59,685,774	.	.
5^e. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.			
Produits divers	49,951,998	(1) 2,606,353 47	(2) 2,606,353 47
TOTAL DES RECETTES	3,012,768,592	2,606,353 47	2,606,353 47
PRÉLÈVEMENTS SUR LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1880 ET 1881.			
Prélèvement au profit de l'exercice 1883 sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880 pour faire face au dégrèvement aux autres. (Loi du 19 juillet 1880.)	34,835,500	.	.
Prélèvement au profit de l'exercice 1883 sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Frais de l'expédition de Tunisie en 1882. (Loi du 31 décembre 1882.)	.	.	.
Prélèvement au profit de l'exercice 1883 sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Mission Brassa au Congo. (Loi du 30 janv. 1883.)	.	.	.
Prélèvement au profit de l'exercice 1883 sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Recettes annuelles de complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires. (Loi du 30 mars 1883.)	.	.	.
Prélèvement au profit de l'exercice 1883 sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881. — Dépenses des compagnies mixtes en Tunisie. (Loi du 21 juillet 1883.)	3,044,655,092	2,606,353 47	2,606,353 47
Fonds reportés de l'exercice 1882 pour le service du cadastre. (Non évalué au budget primitif.)	5,654,835,092	2,606,353 47	2,606,353 47
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 1883			

semble des évaluations de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés législativement ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1883.		ÉVALUATIONS comptes de base au réglement définitif du budget ordinaire de l'exercice 1883.		OBSERVATIONS.	
augmentations.	diminutions.				
		378,100,500 ⁰⁰		(A) Loi du 29 décembre 1882.	
		24,723,840 ⁰⁰		(B) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public,	
		7,625,800 ⁰⁰		ci.....	5,160,430 ⁹²
		410,450,140 ⁰⁰		Recettes sur exercices clos (comprises dans	
				les recettes accidentelles à différents titres)...	3,445,924 ⁵⁵
160,000 ⁰⁰		18,367,000 ⁰⁰			9,606,355 ⁴⁷
		2,488,000 ⁰⁰		(C) Produits consommés en nature dans les établissements	
		33,188,900 ⁰⁰		spéciaux répartis par l'Etat.	
160,000 ⁰⁰		580,000 ⁰⁰		Ces produits se développent comme suit :	
		56,643,900 ⁰⁰			
		593,327,000 ⁰⁰			
		159,407,000 ⁰⁰			
		394,227,500 ⁰⁰			
		1,089,816,000 ⁰⁰			
		128,325,000 ⁰⁰			
		30,629,000 ⁰⁰			
		2,395,731,500 ⁰⁰			
		3,964,000 ⁰⁰		Écoles vétérinaires.....	10,836 ³⁰
		3,185,000 ⁰⁰		Écoles d'agriculture.....	15,164 ⁸²
		7,408,000 ⁰⁰		Bergeries.....	36,350 ⁰⁸
		2,597,300 ⁰⁰		Véneries.....	3,247 ⁵⁰
		1,610,000 ⁰⁰		Haras et dépôts d'étalons.	31,660 ⁹⁶
		1,160,000 ⁰⁰			
		19,880,300 ⁰⁰			63,949 ¹⁴
		2,415,611,800 ⁰⁰			36,350 ⁰⁸
					27,599 ⁰⁸
		47,118,000 ⁰⁰		(D) Cette somme se décompose ainsi :	
		221,300 ⁰⁰		Produits de l'exposition annuelle des œuvres	
		3,563,665 ⁰⁰		des artistes vivants.....	90,116 ⁰⁰
		7,534,181 ⁰⁰		Revenants par les compagnies de che-	
		630,000 ⁰⁰		mins de fer pour prestations perçues en trop.	
		21,262,000 ⁰⁰		(Décision ministérielle du 27 octobre 1879.)	206,718 ⁹⁷
		80,268,754 ⁰⁰		Prélèvement sur le reliquat de la loterie	
				nationale de l'exposition universelle de 1878. (Lois	
				des 16 mars et 31 juillet 1883.)	432,560 ⁰⁰
3,644,400 ⁶⁴	(e) 63,081 ³⁵	63,189,351 ⁸²		Produits accessoires du service de Trésorerie.	
3,644,400 ⁶⁴	63,081 ³⁵	3,026,163,945 ⁸²		(Décret du 31 décembre 1881.)	2,739,366 ¹⁰
				Excédent de recouvrements perçus pour les frais	
				de surveillance des sociétés et établissements	
				divers. — Guerre. (Loi du 8 mars 1875 et ré-	
				glement du 27 janvier 1879.)	3,506 ⁴⁴
		31,888,500 ⁰⁰		Mouvement des subventions allouées par	
1,000,000 ⁰⁰		25,000,000 ⁰⁰		la Légion d'honneur aux pensionnaires mili-	
275,000 ⁰⁰		1,275,000 ⁰⁰		taires dont les pensions ont été complétées par	
1,333,333 ³³		13,333,333 ³³		la loi du 28 août 1881. (Décision ministérielle	22,218 ²⁴
				du 27 octobre 1881.)	
1,000,000 ⁰⁰		4,000,000 ⁰⁰		Bénéfices de l'exploitation du chemin de fer	
1,434,813 ⁹⁷	63,081 ³⁵	3,201,860,779 ¹⁵		de Perpignan à Prades. (Décret du 12 février	82,486 ⁹⁵
				1881.)	
				Contributions et indemnités de guerre. (Or-	
				donnance du 2 janvier 1881.)	99,862 ⁹⁴
					3,666,480 ⁶⁴
47,371,780 ⁶²				(2) Annulation prononcée par la loi du 25 juillet 1884 et	
86,904 ⁶⁵		86,904 ⁶³		applicable au compte: Prélèvement sur le reliquat de la loterie	
407,718 ⁸⁷	63,081 ³⁵	3,202,323,863 ⁶⁰		nationale de l'exposition universelle de 1878.	
28,224,637 ⁰⁷				(3) Loi de règlement de l'exercice 1882.	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2^e Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif. (Loi de finances du 22 décembre 1882.)	Modifica- tions spéciales résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services.	CRÉDITS IMPUTABLES		
			Crédits additionnels ouverts		
			Crédits imputables sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Crédits ouverts.	Crédits imputables sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881. — Crédits ouverts.	Crédits imputables sur la somme versée par ville de deux et maintenant des budgets de recettes. Créd. ouverts.
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.					
Ministère des finances.....	1,353,897,870 ⁶	.	.	.	.
2^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère de la justice. — Service de la justice.	35,944,642	.	.	.	.
et des cultes. — Service des cultes....	52,951,306	.	.	.	.
Ministère des affaires étrangères....	14,348,900	.	(A) 65,000 ⁶ 00	.	.
Ministère de l'intérieur.....	68,813,705	.	.	.	.
Ministère des finances.....	19,572,970	.	(B) 305,000 00	.	.
Ministère des postes et des télégraphes	2,122,360	.	.	.	.
Ministère de la guerre.....	584,482,977	.	(C) 23,010,000 00	(D) 4,000,000	(E) 16,000,000
Ministère de la marine. — Service marine.....	204,946,816	.	(F) 1,635,000 00	.	.
et des colonies. — Service colonial.....	32,259,991	.	(G) 230,000 00	.	.
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique.....	133,817,451	.	(H) 14,313,333 33	.	.
et des beaux-arts. — Service des beaux-arts....	16,654,845	.	.	.	.
Ministère du commerce.....	21,970,000	.	.	.	.
Ministère de l'agriculture.....	24,637,350	27,599 ⁶ 06 ⁶	.	.	.
Ministère des travaux publics. — Service ordinaire....	89,725,681	.	.	.	.
et des travaux publics. — Travaux extraordinaires....	49,462,860	.	.	.	.
3^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,351,691,854	27,599 06	39,608,333 33	4,000,000	16,000,000
Finances.....	176,301,559	.	.	.	.
Affaires étrangères.....	75,500	.	.	.	.
Postes et télégraphes.....	125,078,908	.	.	.	.
Agriculture.....	16,165,617	.	.	.	.
4^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	317,621,582	.	.	.	.
Finances.....	13,835,500	.	.	.	.
Intérieur.....	4,310,000	.	.	.	.
Postes et télégraphes.....	2,960,000	.	.	.	.
Agriculture.....	50,000	.	.	.	.
TOTAUX.....	3,044,366,806	27,509 96	39,608,333 33	4,000,000	16,000,000

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

semble des crédits (A).

LES REVENUES DE DIVERSES NATURES.					A REPORTER		OBSERVA- TIONS.
En par des lois.		Crédits reportés de l'exercice 1882 pour le service du cadastre.	Crédits ouverts ou annulés par des décrets pour fonds de concours.		TOTAUX.	à la page suivante.	
Recettes nouveles.	Crédits annulés.		Augmenta- tion.	Diminution.			
						1,353,897,870 ⁰⁰	(A) Mission de M. Savor- gnan de Braxxa.
						35,944,642 ⁰⁰	(B) Dépense en Tunisi- e.
		126,745 ⁰⁰			126,745 ⁰⁰	53,077,051 ⁰⁰	(C) Idem.
		18,098 ²⁴	2,017 ⁴²		81,080 ⁸²	24,429,090 ⁸²	(D) Entree- tion des compagnies maritimes en Tunisie.
		580,621 ¹²	222,626 ⁶³		357,994 ⁴⁹	69,273,699 ⁴⁹	
					305,000 ⁰⁰	19,877,970 ⁰⁰	
		30,500 ⁰⁰			30,500 ⁰⁰	2,152,860 ⁰⁰	
		1,491,027 ²⁴	306,500 ⁶⁵		28,354,466 ⁵⁹	612,817,443 ⁶⁹	
					1,685,000 ⁰⁰	206,631,816 ⁰⁰	(E) Recon- struction de l'hôpital du quartier gé- néral du 18 ^e corps d'ar- mée à Bor- deaux.
					150,000 ⁰⁰	245,500 ⁰⁰	
			134,500 ⁰⁰			32,505,491 ⁰⁰	
					145,536 ⁷⁸	14,764,870 ¹²	
432,550	(1) 63,081 ³⁵		271,034 ⁵⁸	101,718 ⁷²	538,784 ⁵¹	17,193,629 ⁵¹	(F) Dépense en Tunisi- e.
			39,256 ⁷¹	25,451 ⁵¹	13,805 ⁰⁰	21,983,805 ⁰⁰	
			38,687 ⁰²	10,214 ⁶⁴	56,071 ⁴⁴	24,693,421 ⁴⁴	(G) Mission de M. Savor- gnan de Braxxa.
			1,069,043 ¹⁶	235,837 ⁵⁹	832,185 ⁶⁶	99,557,866 ⁶⁶	
			574,552 ³⁶	266,878 ⁷²	307,673 ⁶⁴	49,770,538 ⁶⁴	(H) Subven- tion à la caisse des ly- cées et éco- les primai- res :
432,550	63,081 ³⁵		4,840,102 ²¹	1,306,825 ⁹⁹	47,698,697 ²⁶	1,399,399,531 ²⁶	13,333,333 ³³
		862,904 ⁴⁵	919,198 ²¹	345,312 ¹⁷	1,436,790 ⁴⁹	177,738,349 ⁴⁹	Mission de M. Savor- gnan de Braxxa :
			2 942,531 ²⁷	893,862 ⁶⁴	2,048,668 ⁶⁶	75,800 ⁰⁰	
			4,600 ⁰⁰		4,600 ⁰⁰	127,127,574 ⁶⁶	
		862,904 ⁴⁵	3,866,329 ⁴⁸	1,229,174 ⁷⁸	3,490,059 ¹⁵	16,170,217 ⁰⁰	(I) Archa- d'objets d'art pour les musées.
						321,111,641 ¹⁵	Total : 14,313,333 ³³
						13,835,500 ⁰⁰	
						4,310,000 ⁰⁰	
						2,960,000 ⁰⁰	
						50,000 ⁰⁰	
						21,155,500 ⁰⁰	
432,550	63,081 ³⁵		8,706,431 ⁶⁹	2,546,000 ⁷⁷			
369,468 ⁶⁵							
		862,904 ⁴⁵	6,160,430 ⁹²		51,188,736 ⁴¹	3,095,555,542 ⁴¹	

OBSER-
TIONS.(A) Mission
de M. Savor-
gnan de
Brazza.(B) Dépense
en Tunisie.(C) Idem.
(D) Entrep-
tien des
compagnies
militaires en
Tunisie.(E) Recon-
struction de
l'hôtel du
quartier gé-
néral du 18^e
corps d'ar-
mée à Bor-
deaux.(F) Dépense
en Tunisie.(G) Mission
de M. Savor-
gnan de
Brazza.(H) Subven-
tion à la
caisse des ly-
cées et écoles
primaires.(I) Mission de
M. Savor-
gnan de
Brazza.(J) Subven-
tion à la
caisse des ly-
cées et écoles
primaires.(K) Mission de
M. Savor-
gnan de
Brazza.(L) Subven-
tion à la
caisse des ly-
cées et écoles
primaires.(M) Acha-
t d'objets
d'art pour
les musées.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2^e Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES.	REPORT de la page précédente.	AUGMENTATIONS				Augmen- tations.
		Modifications résultant de lois et de décrets qui ont autorisé des virements de crédits.				
		Virements de ministère à ministère.		Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde.		
		Augmen- tations.	Dimi- nutions.	Augmen- tations.	Dimi- nutions.	
Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)						
1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE. DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.						
Ministères des finances....	1,353,897,870 ⁰⁰	..	..	851,013 ⁴¹	851,013 ⁴¹	77,701,275 ⁵⁰
2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
Ministère de la justice et des cultes :						
Service de la justice....	35,944,642 00	"	"	"	"	1,256,440
Service des cultes.....	53,077,051 00	"	"	"	"	100,000
Ministère des affaires étrangères....	14,429,980 82	"	"	"	"	777,449
Ministère de l'intérieur....	69,171,899 49	"	"	"	"	1,107,797
Ministère des finances....	19,877,970 00	"	"	"	"	2,534,708
Ministère des postes et des télégraphes.....	2,152,860 00	"	"	"	"	95,717
Ministère de la guerre....	612,817,443 59	"	"	365,184 05	365,184 05	15,913,503
Ministère de la marine et des colonies :						
Service marine.....	206,631,816 00	"	"	85,191 51	85,191 51	6,914,611
Service colonial.....	32,565,491 00	"	"	127,294 87	127,294 87	17,058,469
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts						
Service de l'instruction publique.....	148,582,321 11	"	"	"	"	3,894,801
Service des beaux-arts....	17,193,629 51	"	"	"	"	1,886,317
Ministère du commerce....	21,983,805 00	"	"	"	"	2,254,188
Ministère de l'agriculture....	24,893,421 44	"	"	"	"	834,736
Ministère des travaux publics :						
Service ordinaire.....	90,557,806 66	"	"	"	"	1,847,161
Travaux extraordinaires	49,770,533 64	"	"	"	"	2,500
3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,399,390,531 26	"	"	577,670 43	577,670 43	56,513,700
Finances.....	177,738,349 49	"	"	"	"	8,764,511
Affaires étrangères.....	75,500 00	"	"	"	"	"
Postes et télégraphes.....	127,127,574 66	"	"	"	"	8,119,343
Agriculture.....	16,170,217 00	"	"	"	"	3,256,511
4 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	321,111,641 15	"	"	"	"	20,130,377
Finances.....	13,835,500 00	"	"	"	"	3,038,117
Intérieur.....	4,310,000 00	"	"	"	"	"
Postes et télégraphes.....	2,960,000 00	"	"	"	"	"
Agriculture.....	50,000 00	"	"	"	"	"
	21,155,501 00	"	"	"	"	3,038,077
		"	"	1,428,683 84	1,428,683 84	157,458,812
TOTAUX.....	3,095,555,542 41	"	"	"	"	51,132,700

DE DEPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

semble des crédits. (A) Voir la note A de la page précédente.

CHIFFRES IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET.

Articles des lois.	Crédits supplémentaires ouverts par décrets spéciaux à régulariser par la loi.		Crédits reportés par des décrets sur le vote des lois qui ont autorisé les services.		Crédits pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1883.	TOTALS.	Crédits servant de base au compte définitif du budget ordinaire de l'exercice 1883.
	Augmen- tations.	Dimi- nutions.	Augmen- tations.	Dimi- nutions.			
120,858'50	.	.	.	.	.	10,359,583'35	1,343,538,286'65
.	.	.	.	.	4,287'41	1,260,728 38	37,205,370 38
.	.	.	.	.	176,558 10	276,558 10	53,353,609 10
50,000 00	.	.	.	.	244,259 79	941,708 99	15,411,689 81
121,165 38	20,000'00	.	.	.	413,587 14	1,420,116 99	70,591,816 48
.	.	.	.	.	4,102,299 80	6,937,007 99	26,814,977 99
.	.	.	.	.	141,741 45	237,458 45	2,390,318 45
122,950 89	.	.	11,200'00	.	1,739,741 25	11,576,316 82	624,393,760 21
121,000 00	.	.	.	.	70,877 31	6,874,488 60	213,506,304 60
175,000 00	.	.	.	.	62,066 62	16,945,934 70	49,451,425 70
209,377 46	.	.	.	.	134,786 21	1,820,209 75	150,402,530 86
535,000 00	.	.	.	.	508,691 24	1,760,038 50	18,953,668 01
194,284 58	.	.	.	.	121,808 22	2,184,714 93	24,168,519 98
431,172 37	.	.	.	.	44,091 99	447,654 92	25,141,076 36
20,000 00	.	.	.	.	75,419 92	1,902,583 45	92,460,450 11
109,008 70	.	.	.	.	.	1,406,442 78	48,364,090 86
166,056 38	20,000 00	.	11,200 00	.	8,140,215 35	53,219,077 64	1,452,609,608 90
175,000 00	.	.	304,402 03	180,297'64	.	8,413,616 67	186,151,966 16
151,928 14	.	.	.	.	.	75,000 00	75,000 00
.	.	.	.	.	.	5,666,374 98	132,793,949 64
.	.	.	.	.	.	3,255,511 64	19,426,728 64
177,928 54	.	.	304,402 03	180,297 64	.	17,336,503 29	538,448,144 44
106,000 00	.	.	.	.	.	767,782 56	13,067,717 44
.	.	.	.	.	.	.	4,310,000 00
.	1,089,371 00	.	.	.	.	1,089,371 00	4,049,371 00
.	.	.	.	.	.	.	50,000 00
106,000 00	1,089,371 00	.	.	.	.	321,588 44	21,477,088 44
320,843 42	1,109,371 00	.	315,602 03	180,297 64	.	.	.
	1,109,371'		135,304'30		8,140,215 35	60,517,580 02	3,156,073,128 43

TABLEAU C.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECETTES

PRODUITS ET REVENUS.	ACTES	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés
§ 1. — IMPÔTS.		
CONTRIBUTIONS DIRECTES		
Contribution foncière.....	175,500,000 ⁰⁰	175,722,538 ⁰⁰
Contribution personnelle et mobilière.....	63,765,000 00	64,352,990 00
Contribution des portes et fenêtres.....	43,772,400 00	44,558,268 00
Contribution des patentes.....	94,461,600 00	100,607,382 00
Taxe de premier avertissement. (Portion imputable sur les fonds généraux.).....	601,500 00	604,855 00
TOTAUX.....	378,100,500 00	385,846,134 00
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES		
Taxe sur les biens de mainmorte (y compris deux décimes et demi).....	5,496,000 ⁰⁰	5,790,563 ⁰⁰
Redevances des mines.....	2,368,500 00	2,793,300 00
Droit de vérification des poids et mesures.....	4,248,000 00	4,477,000 00
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....	273,000 00	300,000 00
Contributions sur les voitures et les chevaux.....	9,862,140 00	10,213,719 00
Taxe sur les billards publics et privés.....	1,019,700 00	1,094,000 00
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.....	1,456,500 00	1,454,251 00
TOTAUX.....	24,723,840 00	26,162,433 00
CONTRIBUTIONS DIRECTES		
Impôts arabes.....	6,317,300 ⁰⁰	6,430,013 ⁰⁰
Patentes.....	1,140,400 00	1,537,110 00
TOTAUX.....	7,457,700 00	7,967,123 00
TAXES SPÉCIALES.		
Redevances des mines.....	74,200 00	35,091 00
Droits de vérification des poids et mesures.....	86,600 00	102,979 00
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie.....	8,300 00	11,100 00
TOTAUX.....	168,100 00	149,170 00
TOTAUX.....	7,625,800 00	8,106,309 00

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
175,722,548 ^f 02 ^s	"	222,548 ^f 02 ^s	"	175,722,548 ^f 02 ^s
64,352,994 75	"	587,994 75	"	64,352,994 75
44,558,268 66	"	785,868 66	"	44,558,268 66
100,607,482 95	"	6,145,882 95	"	100,607,482 95
604,855 14	"	3,355 14	"	604,855 14
385,846,149 52	"	7,745,649 52	"	385,846,149 52
		7,745,649 ^f 52 ^s		

RECTS.

FONDS GÉNÉRAUX.)

175,722,548 ^f 02 ^s	"	222,548 ^f 02 ^s	"	175,722,548 ^f 02 ^s
64,352,994 75	"	587,994 75	"	64,352,994 75
44,558,268 66	"	785,868 66	"	44,558,268 66
100,607,482 95	"	6,145,882 95	"	100,607,482 95
604,855 14	"	3,355 14	"	604,855 14
385,846,149 52	"	7,745,649 52	"	385,846,149 52
		7,745,649 ^f 52 ^s		

CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)

5,790,503 ^f 37 ^s	"	294,503 ^f 37 ^s	"	5,790,503 ^f 37 ^s
2,793,301 18	"	424,801 18	"	2,793,301 18
4,477,687 03	"	229,687 03	"	4,477,687 03
303,015 00	"	32,015 00	"	303,015 00
10,217,719 62	"	355,579 62	"	10,217,719 62
1,094,004 00	"	74,304 00	"	1,094,004 00
1,484,251 01	"	27,751 01	"	1,484,251 01
26,162,481 21	"	1,438,641 21	"	26,162,481 21
		1,438,641 ^f 21 ^s		

IMPÔTS SPÉCIAUX À L'ALGÉRIE.

6,216,764 ^f 16 ^s	203,251 ^f 04 ^s	"	100,535 ^f 84 ^s	6,216,764 ^f 16 ^s
1,490,101 33	47,019 61	349,701 ^f 33 ^s	"	1,490,101 33
7,706,865 49	250,270 65	349,701 33	100,535 83	7,706,865 49
		249,165 ^f 49 ^s		
16,630 05	17,461 59	"	57,569 ^f 95 ^s	16,630 05
102,885 54	93 91	17,285 ^f 54 ^s	"	102,885 54
10,655 80	446 21	2,355 80	"	10,655 80
130,171 39	18,001 71	19,641 34	57,569 95	130,171 39
		37,928 ^f 61 ^s		
7,837,036 88	268,272 36	369,342 ^f 67 ^s	158,105 ^f 79 ^s	7,837,036 88
		211,236 ^f 88 ^s		

PRODUITS ET REVENUS.	MTR	
	Évaluations des produits.	Produits réels des droits constatés

S 2. — PRODUITS

PRODUITS DES DOMAINES AUC

FRANCE.

Revenus des domaines autres que le domaine forestier.....	2,060,000 ⁰⁰	2,201,00 ⁰⁰
Recouvrement de rentes et de créances.....	150,000 00	203,50 ⁰⁰
Aliénation d'objets mobiliers.....	10,787,000 00	8,211,50 ⁰⁰
Aliénation d'immeubles.....	4,000,000 00	5,697,40 ⁰⁰
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	1,230,000 00	1,520,71 ⁰⁰
Soutte versée par la ville de Bordeaux pour la construction de l'hôtel du quartier général du 18 ^e corps d'armée.....	160,000 00	(a) 160,000
	18,387,000 00	18,005,17 ⁰⁰

ALGÉRIE.

Produits du domaine autres que les forêts.....	1,082,400 00	1,441,09 ⁰⁰
Produits des biens des corporations.....	44,500 00	63,53 ⁰⁰
Recouvrements de rentes et créances.....	303,500 00	351,79 ⁰⁰
Redevances pour concessions de chutes d'eau.....	22,000 00	37,71 ⁰⁰
Aliénations d'objets mobiliers.....	344,700 00	406,63 ⁰⁰
Aliénations d'immeubles.....	481,000 00	1,122,30 ⁰⁰
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	209,900 00	48 11 ⁰⁰
	2,488,000 00	3,532,07 ⁰⁰

TOTAUX.....	20,875,000 00	21,637,24 ⁰⁰
-------------	---------------	-------------------------

PRODUITS

FRANCE.

Produits des coupes de bois.....	29,757,900 ⁰⁰	23,531,50 ⁰⁰
Produits divers.....	4,142,400 00	3,444,38 ⁰⁰
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,071,800 00	1,124,52 ⁰⁰
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	216,800 00	29,15 ⁰⁰
	35,188,900 00	28,130,60 ⁰⁰

ALGÉRIE.

Produits des coupes de bois.....	102,616 00	251,09 ⁰⁰
Produits accessoires.....	306,384 00	541,58 ⁰⁰
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	500 00	
Valeur des bois cédés aux arsenaux de guerre.....	500 00	32 11 ⁰⁰
Valeur des anciennes concessions de chênes-lièges.....	150,000 00	108,69 ⁰⁰
	580,000 00	874,48 ⁰⁰

TOTAUX.....	35,768,900 00	29,809,30 ⁰⁰
-------------	---------------	-------------------------

(a) Loi du 29 décembre 1882.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenements affiliés sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.

MANIAUX.

LE DOMAINE FORESTIER.

1,172,888 ^f 21 ^c	28,319 ^f 66 ^c	112,688 ^f 21 ^c	.	2,172,688 ^f 21 ^c
203,091 83	413 92	53,091 83	.	203,091 83
8,178,058 21	44,502 45	.	2,608,941 ^f 79 ^c	8,178,058 21
1,029,943 71	3,667,457 46	.	1,970,056 29	1,029,943 71
1,443,870 89	76,830 88	213,870 89	.	1,443,870 89
160,000 00	.	.	.	160,000 00
14,877,652 85	3,817,523 87	379,650 93	4,578,998 08	14,187,652 85
		4,199,347 ^f 15 ^c		
1,233,661 75	208,335 28	151,261 75	.	1,233,661 75
38,316 55	24,998 79	.	6,183 45	38,316 55
317,248 02	34,543 42	13,748 02	.	317,248 02
23,551 24	14,160 30	1,651 24	.	23,551 24
464,078 57	2,554 03	119,378 57	.	464,078 57
1,075,949 70	46,251 44	594,949 70	.	1,075,949 70
43,017 59	5,404 53	.	166,882 41	43,017 59
3,195,823 42	336,247 69	880,889 28	173,065 86	3,195,823 42
	.	707,823 ^f 42 ^c		
17,383,476 27	4,153,771 56	1,260,540 21	4,752,063 94	17,383,476 27
		3,491,523 ^f 73 ^c		

IS FORÊTS.

23,519,017 ^f 30 ^c	12,863 ^f 04 ^c	.	6,238,882 ^f 70 ^c	23,519,017 ^f 30 ^c
3,369,826 81	74,911 98	.	772,573 19	3,369,826 81
1,090,511 34	34,815 11	18,711 ^f 34 ^c	.	1,090,511 34
29,154 49	.	.	187,645 51	29,154 49
28,008,509 94	122,090 13	18,711 34	7,199,101 40	28,008,509 94
		7,180,390 ^f 06 ^c		
184,021 96	70,944 73	81,405 96	.	184,021 96
246,051 43	268,832 64	.	80,332 57	246,051 43
.	.	.	500 00	.
224 10	.	.	275 90	224 10
41,921 36	66,767 85	.	108,078 64	41,921 36
472,218 85	406,545 22	81,405 96	189,187 11	472,218 85
		107,781 ^f 15 ^c		
28,480,728 79	528,635 35	100,117 30	7,388,288 51	28,480,728 79
		7,288,171 ^f 21 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	MONTANTS	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constants

§ 3. — IMPÔTS

ENREGISTREMENT

FRANCE.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	593,327,000 ⁰⁰	544,812,551 ⁰⁰
Droit de timbre.....	159,407,000 00	155,300,799 00
	752,734,000 00	700,113,351 00
ALGÉRIE.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	3,964,000 00	3,941,379 00
Droits de timbre.....	3,185,000 00	3,670,396 00
	7,149,000 00	7,612,775 00
TOTAUX.....	759,883,000 00	707,725,577 00

FRANCE.				
Droits de douanes	{	Marchandises diverses.....	284,151,000 ⁰⁰	274,316,935 ⁰⁰
a		Sucres..... {	coloniaux.....	21,085,400 00	15,728,963 00
l'importation.)		étrangers.....	50,832,100 00	39,738,219 00
Droit de statistique.....			6,701,000 00	6,797,490 00
Droits de navigation.....			8,320,000 00	7,783,058 00
Droits et produits divers de douanes.....			3,746,000 00	4,461,398 00
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....			19,392,000 00	21,985,208 00
			334,227,500 00	370,811,177 00
ALGÉRIE.				
Droits de douanes.....			6,792,000 00	7,140,577 00
Droits de navigation.....			117,000 00	136,678 00
Droits et produits divers de douanes.....			414,000 00	411,410 00
Droits sanitaires et de port.....			85,000 00	91,400 00
			7,408,000 00	7,789,065 00
TOTAUX.....			401,635,500 00	378,600,553 00

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.

VENUS INDIRECTS.

TIMBRE.

644,636,392 ^f 37 ^c	176,159 ^f 20 ^c	.	48,690,607 ^f 63 ^c	644,636,392 ^f 37 ^c
255,300,769 59	.	.	4,106,230 41	155,300,769 59
699,937,161 96	176,159 20	.	52,796,838 04	699,937,161 96
		52,796,838 ^f 04 ^c		
3,937,489 15	4,390 74	.	26,510 85	3,937,489 15
3,670,396 00	.	485,396 ^f 00 ^c	.	3,670,396 00
7,607,885 15	4,390 74	485,396 00	26,510 85	7,607,885 15
		458,885 ^f 15 ^c		
707,546,047 11	180,549 94	485,396 00	52,823,348 89	707,546,047 11
		52,337,952 ^f 89 ^c		

8.

274,316,955 ^f 06 ^c	.	.	9,834,044 ^f 94 ^c	274,316,955 ^f 06 ^c
15,728,953 92	.	.	5,356,446 08	15,728,953 92
39,738,219 62	.	.	11,093,880 38	39,738,219 62
6,797,490 30	.	96,490 ^f 30 ^c	.	6,797,490 30
7,783,058 71	.	.	536,941 29	7,783,058 71
3,710,135 43	751,255 ^f 23 ^c	.	35,864 57	3,710,135 43
21,985,208 95	.	2,593,208 95	.	21,985,208 95
370,060,021 99	751,255 23	2,689,699 25	26,857,177 26	370,060,021 99
		24,167,478 ^f 01 ^c		
7,149,677 40	.	357,677 40	.	7,149,677 40
136,678 54	.	19,678 54	.	136,678 54
411,248 07	162 18	.	2,751 93	411,248 07
91,840 01	.	6,840 01	.	91,840 01
7,789,444 02	162 18	384,195 95	2,751 93	7,789,444 02
		381,444 ^f 02 ^c		
377,849,466 01	751,417 41	3,073,895 20	26,859,929 19	377,849,466 01
		23,786,033 ^f 99 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	CONTRIBUTIONS	
	Évaluations des produits.	Produits récoltés des droits constatés.
FRANCE.		
Droits sur les boissons (a)	150,000,000 ⁰⁰	149,468,779 ⁰⁰
{ Droits sur les vins, cidres, poirés et hydromels.....	278,309,000 00	273,253,756 00
{ Droits sur les alcools et bières. . . .	13,788,000 00	12,999,237 00
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.	92,058,000 00	92,646,122 00
Droit sur le sucre indigène	16,129,000 00	16,200,431 00
Droit sur les allumettes	12,841,000 00	15,642,976 00
Droit sur l'huile minérale	98,000 00	13,239 00
Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales	3,304,000 00	3,070,612 00
Droit sur la stéarine et les bougies	8,622,000 00	8,841,986 00
Droit de consommation sur les vinaigres et l'acide acétique	2,857,000 00	2,717,839 00
Droits de fabrication sur la dynamite	2,112,000 00	1,535,153 00
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des mar- chandises, par chemins de fer, en grande vitesse	88,496,000 00	90,670,231 00
Produit des 2/10 ^e du prix de transport des voyageurs et des mar- chandises par autres voitures publiques	4,437,000 00	4,728,337 00
Droits divers et recettes à différents titres	41,082,000 00	46,270,133 00
Produit de la vente des tabacs	360,437,000 00	371,243,206 00
Produit de la vente des poudres à feu	15,236,000 00	14,257,839 00
	1,089,816,000 00	1,102,647,394 00
CONTRIBUTIONS DIVERSES DE L'ALGÉRIE.		
Licences (boissons et tabacs)	1,066,600 00	1,050,000 00
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	372,500 00	366,000 00
Produit de la vente des poudres à feu	984,000 00	1,151,715 00
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	107,000 00	109,841 00
Produits divers	47,200 00	63,499 00
	2,537,300 00	3,187,305 00
TOTAUX	1,092,373,300 00	1,105,794,713 00

(a) Les droits sur les boissons qui dans le budget de 1883 sont partagés en deux séries distinctes, savoir : 1^{re} des receveurs d'contributions indirectes un total unique. La division de ce total a été opérée par voie administrative.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
148,640,217 ^f 38°	828,562 ^f 60°	.	1,359,782 ^f 62°	148,640,217 ^f 38°
272,252,381 59	2,001,374 24	.	6,056,618 41	272,252,381 59
12,092,237 45	.	.	1,695,762 58	12,092,237 45
92,100,756 75	541,364 59	42,756 ^f 75°	.	92,100,756 75
16,055,679 92	245,752 00	.	83,320 08	16,055,679 92
14,559,768 32	483,214 36	2,318,762 32	.	15,159,762 32
13,239 52	.	.	84,760 48	13,239 52
3,090,583 11	28 00	.	233,416 89	3,070,583 11
8,838,752 64	3,233 62	216,752 64	.	8,838,752 64
2,700,403 65	17,225 47	.	156,596 36	2,700,403 65
1,535,445 53	.	.	576,554 47	1,535,445 53
90,098,297 57	572,015 10	1,602,297 57	.	90,098,297 57
4,723,848 05	1,489 68	286,848 05	.	4,723,848 05
43,815,428 06	2,455,005 70	2,733,428 06	.	43,815,428 06
371,217,089 71	26,116 60	10,780,089 71	.	371,217,089 71
14,255,942 59	1,947 00	.	980,057 41	14,255,942 59
1,096,570,065 84	6,077,328 36	17,980,935 10	11,226,869 26	1,096,570,065 84
		6,754,065 ^f 84°		
1,259,766 00	232 00	193,146 00	.	1,259,766 00
562,264 01	.	189,764 01	.	562,264 01
1,151,715 75	.	187,715 75	.	1,151,715 75
109,841 17	.	2,841 17	.	109,841 17
60,439 76	3,059 70	13,239 76	.	60,439 76
3,144,026 69	3,291 70	586,726 69	.	3,144,026 69
		586,726 ^f 69°		
1,099,714,092 53	6,080,620 06	18,567,661 79	11,226,869 26	1,099,714,092 53
		7,340,792 ^f 53°		

des vins, cidres, poirés et hydromels; 2° droits sur les alcools et bières, continuent à former dans les comptes les, conformément à la distinction établie au budget.

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés
PRODUITS DES POSTES		
FRANCE.		
Postes.		
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes. — Solde des comptes avec les offices étrangers.....	123,198,000 ⁰⁰	126,334,599 ⁰⁰
Droit perçu sur les envois d'argent.....	5,087,000 ⁰⁰	5,571,563 ⁰⁰
Droits perçus sur les bons de poste.....	"	151,833 ⁰⁰
Taxes perçues par l'État pour le transport des colis postaux....	"	3,561 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	40,000 ⁰⁰	70,473 ⁰⁰
	128,325,000 ⁰⁰	132,131,981 ⁰⁰
Télégraphes.		
Recettes des bureaux télégraphiques en France.....	27,756,000 ⁰⁰	25,750,799 ⁰⁰
Recettes encaissées pour le compte de la France par divers offices étrangers.....	1,320,000 ⁰⁰	1,154,738 ⁰⁰
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique.....	651,000 ⁰⁰	774,370 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	902,000 ⁰⁰	1,531,304 ⁰⁰
	30,629,000 ⁰⁰	29,211,211 ⁰⁰
TOTAUX.....	158,954⁰⁰	161,343,041⁰⁰
ALGÉRIE.		
Postes.		
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées (Lettres et boîtes).....	1,450,000 ⁰⁰	1,715,039 ⁰⁰
Droits perçus sur les envois d'argent.....	159,000 ⁰⁰	234,974 ⁰⁰
Droits perçus sur les bons de poste.....	"	2,322 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	1,000 ⁰⁰	204 ⁰⁰
	1,610,000 ⁰⁰	1,983,361 ⁰⁰
Télégraphes.		
Recettes des bureaux télégraphiques en Algérie.....	1,152,000 ⁰⁰	1,153,874 ⁰⁰
Recettes diverses et accidentelles.....	4,000 ⁰⁰	7,679 ⁰⁰
	1,156,000 ⁰⁰	1,161,553 ⁰⁰
TOTAUX.....	2,766,000⁰⁰	3,149,581⁰⁰

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Racourcissements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur des droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
126,334,699 ^f 09 ^c 5,571,563 59 151,833 70 3,261 40 69,360 96	" " " " 1,213 ^f 00 ^c	3,136,699 ^f 09 ^c 484,563 59 151,833 70 3,261 40 29,360 96	" " " " "	126,334,699 ^f 09 ^c 5,571,563 59 151,833 70 3,261 40 69,360 96
132,130,718 74	1,213 00	3,805,718 74	"	132,130,718 74
		3,805,718 ^f 74 ^c		
25,750,799 12	"	"	2,005,200 ^f 88 ^c	25,750,799 12
1,154,738 93	"	"	165,261 07	1,154,738 93
743,875 46 1,363,103 54	30,395 00 168,201 05	92,875 46 461,103 54	" "	743,875 46 1,363,103 54
29,012,517 05	198,596 05	553,979 00	2,170,461 95	29,012,517 05
		1,616,482 ^f 95 ^c		
161,143,235 79	199,809 05	4,359,697 74	2,170,461 95	161,143,235 79
		2,189,235 ^f 79 ^c		
1,745,049 70 234,970 04 2,502 50 828 00	" " " "	295,049 70 75,476 04 2,502 50 "	" " " 172 00	1,745,049 70 234,970 04 2,502 50 828 00
1,983,356 24	"	373,528 24	172 00	1,983,356 24
		373,356 ^f 24 ^c		
1,153,578 45 2,629 82	" "	1,578 45 "	" 1,370 18	1,153,578 45 2,629 82
1,156,208 27	"	1,578 45	1,370 18	1,156,208 27
		208 ^f 27 ^c		
3,139,564 51	"	375,106 69	1,542 18	3,139,564 51
		373,564 ^f 51 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.	S IV. — DIVERSES	
	Évaluations des produits.	Produits réels : des droits constatés.
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	France 47,118,000 ⁰⁰	47,980,035 ⁰⁰
	Algérie..... 121,200 00	235,014 00
Produits universitaires	3,593,665 00	4,808,111 00
Produit des amendes et condamnations pécuniaires	France..... 7,534,181 00	8,037,155 00
	Algérie..... 639,708 00	1,029,860 00
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	21,262,000 00	23,402,215 00
TOTAL	80,268,754 00	85,492,405 00

S V. — PRODUITS DIVERS		
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles (5 dixièmes).....	217,029 ⁰⁰	72,614 ⁰⁰
Produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes) ..	56,500 00	67,392 00
Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale.	22,585 00	22,585 00
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations.....	4,200,000 00	3,118,145 00
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État.....	4,221,000 00	3,890,000 00
Produit de l'exploitation en régie du <i>Journal officiel</i>	940,000 00	794,255 00
Produit de la rente de l'Inde.....	944,841 00	943,600 00
Contingent à verser au trésor par la Cochinchine	2,200,000 00	1,875,140 00
Produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	1,510,000 00	1,504,500 00
Taxe des brevets d'invention.....	1,945,760 00	2,063,780 00
Pensions et trousseaux des écoles du gouvernement.....	2,228,648 00	2,227,460 00
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé des missionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	18,294 00	19,000 00
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	38,943 00	27,693 00
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État.....	(A) 2,532,549 00	2,103,777 00
Revenus des lazarets et établissements sanitaires.....	1,145,000 00	1,350,000 00
Droit de visite du bétail importé en France.....	156,000 00	185,667 00
Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères.....	164 00	503 00
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre.	4,600,000 00	4,623,266 00
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	10,645 00	10,636 00
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés.....	162,000 00	145,904 00
Portion des dépenses de la garde républicaine remboursée à l'État par la ville de Paris	2,900,726 00	2,950,308 00
Versements des engagés conditionnels d'un an.....	7,125,000 00	7,200,613 00
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	440,780 00	440,779 00
Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale.....	474,700 00	543,711 00
Produit de la vente des publications du Gouvernement.....	232,800 00	219,118 00
Produits de l'exposition des œuvres des artistes vivants.....	(B) 92,116 00	90,191 00
Produit du concours général d'animaux de boucherie.....	42,423 00	58,906 00
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées.	40,000 00	43,316 00
Produits des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres.....	100,000 00	104,083 00
Revenus ordinaires de l'académie de France à Rome.....	3,326 00	4,786 00
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires.....	600,000 00	669,229 00
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés.....	6,000,000 00	5,346,147 00
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (20 p. o/o).....	60,000 00	35,310 00

(A) Voir note C des tableaux modificatifs des prévisions de recettes et de dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1882.

(B) Voir note D (*idem*).

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur droits constatés.	Monts à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
VENUS.				
47,980,033 ^f 65 ^c	"	862,058 ^f 65 ^c	"	47,980,033 ^f 65 ^c
235,014 44	"	113,814 44	"	235,014 44
4,808,112 10	"	1,214,847 10	"	4,808,112 10
8,037,155 02	"	602,974 02	"	8,037,155 02
1,029,866 25	"	390,158 25	"	1,029,866 25
23,402,225 38	"	2,140,225 38	"	23,402,225 38
85,492,406 84	"	5,223,652 84	"	85,492,406 84
		5,223,652 ^f 84 ^c		

BUDGET.

72,689 ^f 20 ^c	"	"	44,339 ^f 80 ^c	72,689 ^f 20 ^c
67,392 33	"	10,892 ^f 33 ^c	"	67,392 33
488,738 91	"	466,153 91	"	488,738 91
3,118,146 96	"	"	1,081,863 04	3,118,146 96
3,891,971 48	"	"	219,028 52	3,891,971 48
794,265 70	"	"	145,734 30	794,265 70
963,492 95	"	15,861 95	"	963,492 95
1,775,140 17	"	"	324,859 88	1,875,140 17
1,404,510 40	"	"	105,489 60	1,404,510 40
2,065,780 00	"	120,020 00	"	2,065,780 00
2,227,460 04	"	"	1,187 96	2,227,460 04
19,990 00	"	1,696 00	"	19,990 00
27,698 54	"	"	1,244 46	27,698 54
2,103,777 78	"	"	428,771 28	2,103,777 78
1,360,900 42	"	205,900 42	"	1,360,900 42
188,657 55	"	32,657 55	"	188,657 55
503 75	"	339 75	"	503 75
4,628,288 89	"	28,288 89	"	4,628,288 89
10,635 15	"	"	9 85	10,635 15
145,904 19	"	"	16,095 81	145,904 19
2,950,308 18	"	49,582 18	"	2,950,308 18
7,160,625 00	"	35,825 00	"	7,160,625 00
440,779 74	"	"	0 26	440,779 74
513,711 00	"	39,011 00	"	513,711 00
219,118 13	"	"	13,681 87	219,118 13
90,116 00	"	"	"	90,116 00
52,926 70	"	16,503 70	"	52,926 70
43,849 95	"	3,849 95	"	43,849 95
104,963 70	"	4,963 70	"	104,963 70
4,266 59	"	1,040 59	"	4,266 59
469,229 40	"	"	130,770 60	469,229 40
5,324,127 19	"	"	675,872 81	5,324,127 19
35,315 71	"	"	24,684 29	35,315 71

PRODUITS ET REVENUS.		SITUATION	
		Évaluations des produits.	Produits réalisés des droits constants.
Suite des PRODUITS			
Prélèvement de 3 p. o/o pour frais de perception des revenus départementaux de l'Algérie		46,000 ^f 00 ^c	20,954 ^f 00 ^c
Intérêts de sommes avancées à la compagnie des messageries maritimes		24,170 00	24,170 00
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan		250,000 00	250,000 00
Restitutions au Trésor		30,369 00	13,156 00
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes ..		120,000 00	112,652 00
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans ..		225,966 00	225,391 00
Redevance de la vallée d'Andorre		960 00	960 00
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères		2,753,893 00	2,688,666 00
Reversements par les compagnies des chemins de fer pour provisions perçues en trop	(A)	206,713 97	206,713 97
Produits accessoires du service de trésorerie	(A)	2,739,326 10	2,739,326 10
Prélèvement sur le rollat de la loterie nationale de l'exposition universelle de 1878	(A)	369,468 65	369,468 65
Excédents de redevances perçues pour les frais de surveillance des sociétés et établissements divers. — Guerre	(A)	3,506 44	3,506 44
Reversements des subventions allouées par la Légion d'honneur aux pensionnaires militaires dont les pensions ont été complétées par la loi du 18 août 1881	(A)	12,218 24	12,218 24
Produit de l'exploitation du chemin de fer de Perpignan à Prades ..	(A)	82,486 95	82,486 95
Contributions et indemnités de guerre	(A)	99,582 94	99,582 94
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor.	Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie	500 00	3,921 00
	Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances ..	400,000 00	707,327 00
	Reversements des associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)	10,000 00	9,450 00
	Intérêts et frais provenant des prêts faits au commerce et à l'industrie. (Loi du 1 ^{er} août 1860.)	250,000 00	60,351 00
	Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	45,000 00	87,428 00
Recettes accidentelles à différents titres	(A)	4,309,080 55	5,508,822 00
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	(A)	6,160,430 92	6,160,430 92
TOTAL		63,189,351 82	61,930,068 00

PRÉLÈVEMENTS SUR			
Prélèvement, au produit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recette de l'exercice 1880 pour faire face au dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880.)		31,888,500 ^f 00 ^c	31,888,500 ^f 00 ^c
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Frais de l'expédition de Tunisie en 1883. (Loi du 31 décembre 1882.)		25,000,000 00	25,000,000 00
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Mission Brazza au Congo et dans l'Ouest africain. (Loi du 10 janvier 1883.)		1,275,000 00	1,275,000 00
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Première annuité du complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires. (Loi du 20 mars 1883.)		13,333,333 33	13,333,333 33
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881. — Dépenses des compagnies mixtes en Tunisie. (Loi du 31 juillet 1883.)		4,000,000 00	4,000,000 00
TOTAL		75,496,833 33	75,496,833 33

(A) Voir note D des tableaux modificatifs des prévisions de recettes et de dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1882.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits déditifs de l'exercice 1883.
20,952 ^f 68°	.	.	25,047 ^f 32°	20,952 ^f 68°
24,170 57	.	0 ^f 57°	.	24,170 57
250,000 00	.	.	.	250,000 00
15,945 00	.	.	14,484 00	15,945 00
112,652 94	.	.	7,347 06	112,652 94
324,591 86	.	98,625 86	.	324,591 86
960 00	.	.	.	960 00
2,268,666 28	.	.	485,226 72	2,268,666 28
206,713 97	.	.	.	206,713 97
1,739,326 10	.	.	.	1,739,326 10
369,468 65	.	.	.	369,468 65
3,506 44	.	.	.	3,506 44
12,218 24	.	.	.	12,218 24
82,486 95	.	.	.	82,486 95
99,562 94	.	.	.	99,562 94
3,922 10	.	3,422 10	.	3,922 10
707,328 79	.	307,328 79	.	707,328 79
9,450 55	.	.	549 45	9,450 55
60,382 92	.	.	189,617 03	60,382 92
87,828 17	.	42,828 17	.	87,828 17
5,508,822 27	.	1,199,771 72	.	5,508,822 27
6,160,430 92	.	.	.	6,160,430 92
61,930,668 04	.	2,687,152 13	3,945,835 91	61,930,668 04
		1,258,683 ^f 78°		

RECETTES 1879 ET 1880.

31,888,500 ^f 00°	.	.	.	31,888,500 ^f 00°
25,000 00	.	.	.	25,000,000 00
1,275,000 00	.	.	.	1,275,000 00
13,333,333 33	.	.	.	13,333,333 33
4,000,000 00	.	.	.	4,000,000 00
75,496,833 33	.	.	.	75,496,833 33

PRODUITS ET REVENUS.		Evaluations des produits.	Produits réels: des droits accrus
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE			
§ 1^{er}. — IMPÔTS DIRECTS.			
Contributions directes. (Fonds généraux.)	France.	378,100,500 ⁰⁰	385,266,147 ⁰⁰
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	Algérie.	24,723,840 ⁰⁰	26,162,341 ⁰⁰
Contributions directes et taxes spéciales de l'Algérie.	France.	7,625,800 ⁰⁰	8,105,391 ⁰⁰
TOTAL des impôts directs.	Algérie.	410,450,140 ⁰⁰	420,113,939 ⁰⁰
§ 2. — PRODUITS DOMANIAUX.			
Produits des domaines autres que le domaine fo-	France.	18,387,000 ⁰⁰	18,008,175 ⁰⁰
restier.	Algérie.	2,488,000 ⁰⁰	3,531,071 ⁰⁰
Produits des forêts.	France.	35,188,900 ⁰⁰	28,130,600 ⁰⁰
	Algérie.	580,000 ⁰⁰	878,764 ⁰⁰
TOTAL des produits domaniaux.	Algérie.	56,643,900 ⁰⁰	50,546,611 ⁰⁰
§ 3. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.			
<i>France.</i>			
Enregistrement.	France.	593,327,000 ⁰⁰	544,812,351 ⁰⁰
Timbre.	France.	169,407,000 ⁰⁰	155,300,749 ⁰⁰
Douanes.	France.	394,227,500 ⁰⁰	370,811,277 ⁰⁰
Contributions indirectes.	France.	1,089,816,000 ⁰⁰	1,102,647,394 ⁰⁰
Postes.	France.	128,325,000 ⁰⁰	132,131,934 ⁰⁰
Télégraphes.	France.	30,629,000 ⁰⁰	29,211,112 ⁰⁰
	France.	2,395,731,500 ⁰⁰	2,334,915,077 ⁰⁰
<i>Algérie.</i>			
Enregistrement.	Algérie.	3,964,000 ⁰⁰	3,941,179 ⁰⁰
Timbre.	Algérie.	3,185,000 ⁰⁰	3,670,391 ⁰⁰
Douanes.	Algérie.	7,408,000 ⁰⁰	7,789,646 ⁰⁰
Contributions diverses.	Algérie.	2,557,300 ⁰⁰	3,117,131 ⁰⁰
Postes.	Algérie.	4,610,000 ⁰⁰	4,933,356 ⁰⁰
Télégraphes.	Algérie.	1,156,000 ⁰⁰	1,156,288 ⁰⁰
	Algérie.	19,880,300 ⁰⁰	21,668,481 ⁰⁰
TOTAL des impôts et revenus indirects.	Algérie.	2,415,611,800 ⁰⁰	2,356,604,458 ⁰⁰
§ 4. — DIVERS REVENUS.			
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mo-	France.	47,118,000 ⁰⁰	47,944,211 ⁰⁰
bilières.	Algérie.	121,200 ⁰⁰	135,141 ⁰⁰
Produits universitaires.	France.	3,593,865 ⁰⁰	4,804,112 ⁰⁰
Produits des amendes et condamnations pécu-	France.	7,534,181 ⁰⁰	8,307,121 ⁰⁰
niaires.	Algérie.	639,708 ⁰⁰	1,072,000 ⁰⁰
Retenues et autres produits perçus en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.	France.	21,262,000 ⁰⁰	23,302,226 ⁰⁰
TOTAL des divers revenus.	France.	80,268,754 ⁰⁰	85,499,800 ⁰⁰
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.			
Produits divers.	France.	63,189,351 ⁸²	61,950,000 ⁰⁰
	France.	3,026,163,945 ⁸²	2,974,687,000 ⁰⁰

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectuels sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
S RECETTES DU BUDGET ORDINAIRE.				
385,846,149 ^f 52 ^a	.	7,745,649 ^f 52 ^a	.	385,846,149 ^f 52 ^a
26,162,481 21	.	1,438,641 21	.	26,162,481 21
7,837,036 88	268,272 ^f 86 ^a	211,236 88	.	7,837,036 88
419,845,667 61	268,272 36	9,395,527 61	.	419,845,667 61
		9,395,527 ^f 61 ^a		
14,187,652 85	3,817,523 87	.	4,199,347 ^f 15 ^a	14,187,652 85
3,195,823 42	336,247 69	707,823 42	.	3,195,823 42
28,008,509 94	122,090 13	.	7,180,390 06	28,008,509 94
472,218 85	406,545 22	.	107,781 15	472,218 85
45,864,205 06	4,682,406 91	707,823 42	11,487,518 38	45,864,205 06
		10,779,694 ^f 94 ^a		
544,636,392 37	176,159 20	.	48,690,607 63	544,636,392 37
155,300,769 59	.	.	4,106,230 41	155,300,769 59
370,060,021 99	751,255 23	.	24,167,478 01	370,060,021 99
1,096,570,065 84	6,077,328 36	6,754,065 84	.	1,096,570,065 84
132,130,718 74	1,213 00	3,805,718 74	.	132,130,718 74
29,012,517 05	198,596 05	.	1,616,482 95	29,012,517 05
2,327,710,485 58	7,204,651 84	10,559,784 58	78,580,799 00	2,327,710,485 58
		68,021,014 ^f 42 ^a		
3,937,489 15	4,390 74	.	26,510 85	3,937,489 15
3,670,396 00	.	485,396 00	.	3,670,396 00
7,789,444 02	162 18	381,444 02	.	7,789,444 02
3,144,026 69	3,291 70	586,726 69	.	3,144,026 69
1,983,356 24	.	373,356 24	.	1,983,356 24
1,156,208 27	.	208 27	.	1,156,208 27
21,680,920 37	7,844 62	1,827,131 22	26,510 85	21,680,920 37
		1,800,620 ^f 37 ^a		
2,349,391,405 95	7,212,396 46	12,386,915 80	78,607,309 85	2,349,391,405 95
		66,220,394 ^f 05 ^a		
47,980,033 65	.	862,033 65	.	47,980,033 65
235,014 44	.	113,814 44	.	235,014 44
4,803,112 10	.	1,214,447 10	.	4,803,112 10
8,037,155 02	.	502,974 02	.	8,037,155 02
1,029,866 25	.	390,158 25	.	1,029,866 25
23,402,225 38	.	2,140,225 38	.	23,402,225 38
85,492,406 84	.	5,223,652 84	.	85,492,406 84
61,930,668 04	.	.	1,258,683 78	61,930,668 04
2,962,524,353 50	12,163,075 73	27,713,919 67	91,353,511 99	2,962,524,353 50
		63,639,592 ^f 32 ^a		

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits réalisés des droits constatés

Suite de la RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

PRÉLÈVEMENTS SUR LES EXCÉDENTS DE RECETTES DES EXERCICES 1880 ET 1881.		
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880, pour faire face au dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880.)	31,888,500 ^f 00 ^c	31,888,500 ^f
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Frais de l'expédition de Tunisie en 1883. (Loi du 31 décembre 1882.)	25,000,000 00	25,000,000
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Mission Brazza au Congo. (Loi du 10 janvier 1883.)	1,275,000 00	1,275,000
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Première annuité du complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires. (Loi du 20 mars 1883.)	13,333,333 33	13,333,333
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881. — Dépenses des compagnies mixtes en Tunisie. (Loi du 30 juillet 1883.)	4,000,000 00	4,000,000
	75,496,833 33	75,496,833
	3,101,660,779 15	3,050,184,480
Fonds reportés de l'exercice 1882 pour le service du cadastre	862,904 45	.....
	3,102,523,683 60	

TABLEAU D.

RÉSULTAT DU BUDGET

RECETTE.		
Fonds généraux reportés de l'exercice 1882. (Cadastre.)		862,904
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget ordinaire de l'exercice 1883 :		
§ 1 ^{er} . Impôts directs.	419,815,667 ^f 61 ^c	
§ 2. Produits domaniaux	45,864,205 66	
§ 3. Impôts et revenus indirects.	2,349,391,405 95	
§ 4. Divers revenus	85,492,406 84	
§ 5. Produits divers du budget	61,930,668 04	
	2,962,524,353 50	2,962,524,353
Prélèvements sur les excédents de recettes des exercices 1880 et 1881 :		
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880 pour faire face au dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880.)	31,888,500 ^f 00 ^c	
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Frais de l'expédition de Tunisie en 1883. (Loi du 31 décembre 1882.)	25,000,000 00	
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Mission de Brazza au Congo. (Loi du 10 janvier 1883.)	1,275,000 00	
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880. — Première annuité du complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires. (Loi du 20 mars 1883.)	13,333,333 33	
A reporter	71,496,833 33	71,496,833

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
31,888,500 ^f 00 ^c	.	.	.	31,888,500 ^f 00 ^c
25,000,000 00	.	.	.	25,000,000 00
1,275,000 00	.	.	.	1,275,000 00
13,333,333 33	.	.	.	13,333,333 33
4,000,000 00	.	.	.	4,000,000 00
75,496,833 33	.	.	.	75,496,833 33
3,038,021,186 83	12,163,075 ^f 73 ^c	27,713,919 ^f 67 ^c	91,353,511 ^f 99 ^c	3,038,021,186 83
		63,639,592 ^f 32 ^c		
				862,904 45
				3,038,884,091 28

NAIRE DE L'EXERCICE 1883.

Reports	71,496,833 ^f 33 ^c	2,963,387,257 ^f 95 ^c
Prélèvement, au profit de l'exercice 1883, sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881. — Dépenses des compagnies mites en Tunisie. (Loi du 31 juillet 1883.)	4,000,000 00	
	75,496,833 33	75,496,833 33
A déduire :		3,038,884,091 28
Des généraux transportés au budget ordinaire de l'exercice 1884. (Cadastr.)	911,072 33	
TOTAL des recettes	3,037,973,018 95	3,037,973,018 95

DÉPENSE.

Revenus effectués sur les droits constatés à la charge du budget ordinaire de l'exercice 1883 :

1 ^{re} partie. — Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.	1,328,536,621 ^f 17 ^c	
2 ^e partie. — Services généraux des ministères.	1,418,311,203 52	
3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	333,451,500 47	
4 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	20,101,586 81	
TOTAL des dépenses.	3,100,400,911 97	3,100,400,911 97
Excédent de dépenses du budget ordinaire		62,427,893 02

TABEAU E.

Règlement définitif des dépenses

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services — Droits au profit des de l'Etat.
MINISTÈRE DES POSTES			
1	Personnel des lignes souterraines.....	328,277 ⁴⁴	328,277 ⁴⁴
2	Matériel des lignes souterraines.....	9,871,870 08	9,871,870 08
	TOTAUX.....	10,200,087 52	10,200,087 52
MINISTÈRE DE LA MARINE			
1	Artillerie.....	62,770,226 ⁹⁷	62,770,226 ⁹⁷
2	Génie.....	39,698,006 30	39,698,006 30
3	Subsistances.....	13,136,018 30	13,136,018 30
4	Hôpitaux et ambulances militaires.....	670,433 46	670,433 46
5	Réparation et harnachement.....		
6	Habillage.....	7,163,962 72	7,163,962 72
7	Transports généraux.....		
9	Indemnités pour les armes réintégrées dans les arsenaux.....	140 00	140 00
10	Administration centrale. — Matériel.....		
	TOTAUX.....	123,378,787 85	123,378,787 85
MINISTÈRE DE LA MARINE			
1	Matériel naval.....	10,951,644 ⁶⁵	10,951,644 ⁶⁵
2	Travaux des ports.....	84,636 12	84,636 12
5	Travaux de fortifications aux colonies.....	4,068 00	4,068 00
6	Construction des chemins de fer du Sénégal.....	6,875,607 74	6,875,607 74
7	Avances à la compagnie concessionnaire des chemins de fer de Dakar à Saint-Louis.....	1,723,288 18	1,723,288 18
	TOTAUX.....	19,639,244 69	19,639,244 69
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE			
1	Agrandissement de l'école normale supérieure.....	399,891 ²⁵	399,891 ²⁵
2	Reconstruction de l'hôtel des postes.....	1,806,916 09	1,806,916 09
3	Installation et agrandissement de divers ministères.....	2,071,534 78	2,071,534 78
4	Agrandissement du poste central des télégraphes.....	816,231 00	816,231 00
5	Agrandissement et isolement de la bibliothèque nationale.....	6,064 00	6,064 00
	TOTAUX.....	4,600,237 70	4,600,237 70

EXTRAORDINAIRE.

Budget extraordinaire de l'exercice 1883.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
DES TÉLÉGRAPHES.				
328,277 ^f 44 ^e	"	"	"	328,277 ^f 44 ^e
9,871,810 08	"	"	"	9,871,810 08
10,200,087 52	"	"	"	10,200,087 52
GUERRE.				
62,770,226 ^f 77 ^e	"	"	"	62,770,226 ^f 77 ^e
39,698,006 30	"	"	"	39,698,006 30
13,136,018 30	"	"	"	13,136,018 30
610,433 46	"	"	"	610,433 46
7,163,962 72	"	"	"	7,163,962 72
140 00	"	"	"	140 00
123,378,787 55	"	"	"	123,378,787 55
DES COLONIES.				
10,951,644 ^f 65 ^e	"	"	"	10,951,644 ^f 65 ^e
84,636 12	"	"	"	84,636 12
4,088 00	"	"	"	4,088 00
6,875,607 74	"	"	"	6,875,607 74
1,723,288 18	"	"	"	1,723,288 18
19,639,244 69	"	"	"	19,639,244 69
DES BEAUX-ARTS (SERVICE DES BEAUX-ARTS).				
399,891 ^f 25 ^e	"	"	"	399,891 ^f 25 ^e
1,806,916 09	"	"	"	1,806,916 09
2,071,534 76	"	"	"	2,071,534 76
315,231 60	"	"	"	315,231 60
6,664 00	"	"	"	6,664 00
4,600,237 70	"	"	"	4,600,237 70

CMA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits concédés au profit des créanciers de l'État.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
1	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,140,236 ¹ 13 ^c	1,140,236 ¹
2	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	31,500 00	31,500
3	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	2,501,703 79	2,501,703
4	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,353,417 04	1,353,417
5	Amélioration des rivières.....	31,582,663 72	31,082,663
6	Établissement et amélioration des canaux de navigation.....	38,668,718 76	38,668,718
7	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	50,513,778 92	50,513,778
8	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	281,908,979 42	281,908,979
9	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	500,000 00	500,000
10	Rachat de lignes de chemins de fer.....	3,038,500 00	3,038,500
11	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	29,070,241 95	29,070,241
12	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	15,029,968 62	15,029,968
13	Travaux extraordinaires en Algérie (ports, phares et fanaux).	2,307,640 82	2,307,640
14	Remboursements aux compagnies des frais d'achèvement des lignes rachetées en 1878.....	.	.
TOTAL.....		457,147,347 17	457,147,347
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES			
Ministère des postes et des télégraphes.....		10,200,087 ⁵ 52 ^c	10,200,087 ⁵
Ministère de la guerre.....		123,378,787 55	123,378,787
Ministère de la marine et des colonies.....		19,639,244 63	19,639,244
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts.....		4,600,237 70	4,600,237
Ministère des travaux publics.....		457,147,347 17	457,147,347
TOTAUX.....		614,965,704 63	614,965,704

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

1,140,236 ^f 13 ^c	•	•	•	1,140,236 ^f 13 ^c
31,500 00	•	•	•	31,500 00
2,501,703 79	•	•	•	2,501,703 79
1,353,417 04	•	•	•	1,353,417 04
31,082,663 72	•	•	•	31,082,663 72
38,668,718 76	•	•	•	38,668,718 76
50,513,778 92	•	•	•	50,513,778 92
281,908,979 42	•	•	•	281,908,979 42
500,000 00	•	•	•	500,000 00
3,038,500 00	•	•	•	3,038,500 00
29,070,241 95	•	•	•	29,070,241 95
15,029,966 62	•	•	•	15,029,966 62
2,307,640 82	•	•	•	2,307,640 82
•	•	•	•	•
457,147,347 17	•	•	•	457,147,347 17

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

10,200,087 ^f 52 ^c	•	•	•	10,200,087 ^f 52 ^c
123,378,787 55	•	•	•	123,378,787 55
19,639,244 69	•	•	•	19,639,244 69
4,600,237 70 ^c	•	•	•	4,600,237 70
457,147,347 17	•	•	•	457,147,347 17
614,965,704 63	•	•	•	614,965,704 63

TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

TABEAU F.

1^{re} Résultats généraux sur l'exercice 1883

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DU BUDGET PRIMITIF			MODIFICATIONS des ÉVALUATIONS par suite de diverses lois postérieures à la loi de finances.	
	Loi du 30 décembre 1882.	Décrets des 4 et 23 janvier, 30 mai et 27 juin 1883, rendus en exécution de la loi du 30 décembre 1882.	Total des évaluations du budget primitif.	Augmentation.	Diminution.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ressources provenant de la première partie du compte de liquidation.	.	.	.	(D) 20,252 65	.
Ressources provenant de la 2 ^e partie du compte de liquidation ...	.	(A) 16,499,990 37	16,499,990 37	(B) 4,588,988 73	.
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.	.	.	.	(F) 10,784,252 69	(J) 6,182,016
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).	.	(B) 45,738,553 66	45,738,553 66	(G) 21,500,000 00	.
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante...	19,653,049 06	(C) 269,161,455 97	288,814,505 03	(H) 75,505,807 29	(I) 3,083,000
Remboursements par les compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts.	84,985,529 73	.	84,985,529 73	(I) .	.
Excédents de recettes des exercices 1880 et 1881.	.	.	.	(J) 29,677,000 00	.
Prêt sur les ressources de la dette flottante.	93,502,454 21	.	93,502,454 21	(K) 1,911,327 11	(L) 56,052,577
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884).	.	.	.	(M) 153,732 55	(N) 31,112,540
Produit de fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.	.	.	.	.	.
TOTAUX.	198,141,033 00	331,400,000 00	529,541,033 00	144,141,360 92	86,551,400
				57,589,883 57	

(A) Décret du 23 janvier 1883.

(B) Décret du 4 janvier 1883.

(C) Décret du 4 janvier 1883.

Décret du 25 janvier 1883.

Décret du 30 mai 1883.

Décret du 27 juin 1883.

(D) Loi du 31 juillet 1883 (art. 4.).

(E) Loi du 31 juillet 1883 (art. 5.).

(F) Loi du 20 mars 1883.

Loi du 1^{er} mai 1883.

Loi du 18 mars 1884.

(G) Loi du 23 août 1883.

(H) Loi du 9 mars 1883.

Loi du 22 mars 1883.

Loi du 24 mars 1883.

Loi du 1^{er} mai 1883.

Loi du 28 juillet 1883.

Loi du 31 juillet 1883.

Loi du 6 août 1883.

Loi du 18 mars 1884.

Loi du 22 juillet 1884 (art. 7).

(J) Loi du 28 mars 1883.

Loi du 4 août 1883.

144,141,360 92

64,980,000 00

12,530,407 11

67,309,210

269,161,455 97

10,784,252 69

20,252 65

4,588,988 73

21,500,000 00

31,112,540

56,052,577

153,732 55

84,985,529 73

29,677,000 00

1,911,327 11

75,505,807 29

288,814,505 03

45,738,553 66

16,499,990 37

20,252 65

198,141,033 00

331,400,000 00

529,541,033 00

144,141,360 92

86,551,400

57,589,883 57

PENSES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

Table des évaluations de recettes.

TOTAL des recettes évaluées indéfiniment.	IMPUTATION sur divers recettes à prélever sur les ressources de la dette flottante.	IMPUTATION sur le fonds de l'emprunt de 350 millions autorisé par la loi du 30 janvier 1884 des dépenses primaires imputables sur les ressources de la dette flottante.	TOTAL recettes des évaluations législatives.	MODIFICATIONS des ÉVALUATIONS résultant de décrets de fonds de concours.		ÉVALUATIONS de RECETTES servant de base au compte définitif du budget extraordinaire de l'exercice 1885.
				Augmentations.	Diminutions.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
20,252 55	"	"	20,252 55	"	"	20,252 55
2,088,979 10	"	"	21,088,979 10	"	"	21,088,979 10
4,600,237 70	"	"	4,600,237 70	"	"	4,600,237 70
67,238,553 66	"	"	67,238,553 66	"	"	67,238,553 66
A déduire : 13,119 50	"	"	361,219,169 64	"	"	361,219,169 64
A déduire : 33,336,149 66	"	"	46,649,380 07	"	"	46,649,380 07
A déduire : 29,677,000 00	"	"	29,677,000 00	"	"	29,677,000 00
38,349,249 16	"	"	"	"	"	"
77,708,178 40	"	"	"	"	"	"
77,708,178 40	"	"	56,637,343 85	"	"	56,637,343 85
"	"	"	"	(P) 35,970,853 52	(Q) 8,136,065 46	37,834,799 06
"	"	"	"	35,970,853 52	8,136,065 46	614,965,704 63
587,130,916 57	"	"	587,130,916 57	27,834,788 06	"	"
85,424,671 63						

Loi du 12 mars 1884.	
Loi du 14 mars 1885 (art. 3).	
Loi du 22 juillet 1884.	6,440,000 00
Loi du 13 mars 1885.	4,496 52
Loi du 14 mars 1885.	72,519 47
	8,118,014 99
Loi du 14 mars 1885.	
Loi du 24 mars 1883.	1,082 54
Loi du 1 ^{er} mai 1883.	427 76
Loi du 31 juillet 1883 (art. 3).	20,252 55
Loi du 31 juillet 1883 (art. 4).	2,660,231 98
Loi du 31 juillet 1883 (art. 11).	4,588,988 73
Loi du 22 juillet 1884 (art. 7).	31,269,970 86
Loi du 22 juillet 1884.	16,000,000 00
Loi du 18 août 1884.	1,182,675 00
Loi du 12 mars 1885 (art. 3).	31,622 69
	56,054,872 08
Loi du 12 mars 1885 (art. 1 et 2).	180,991 68
Loi du 12 mars 1885 (art. 1 ^{er}).	10,259,627 50
Loi du 12 mars 1885 (art. 5).	10,783,947 92
	21,224,567 10
1 ^{re} Ressources de fonds de concours reportées des exercices précédents à 1883, en somme égale aux crédits de l'exercice reportés par décrets. (Voir le tableau suivant.)	25,266,678 09
2 ^e Montant des recettes de fonds de concours égal à celui des crédits ouverts à ce titre à l'exercice 1883. (Voir le tableau suivant.)	10,704,175 43
	35,970,853 52
3 ^e Transport aux exercices suivants de ressources de fonds de concours, en somme égale, aux crédits reportés de 1883 aux mêmes exercices. (Voir le tableau suivant.)	8,136,065 46

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES

2^e Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits au compte des différents ministères).	BUDGET PRIMITIF — CRÉDITS OUVERTS par la loi du budget.		TOTAL DES CRÉDITS du budget primitif.	CRÉDITS ADDITIONNELS — CRÉDITS OUVERTS ou annulés par des lois.	
	Loi du 30 décembre 1882.	Décrets des 4 et 23 janvier, 30 mai et 27 juin 1883, rendus en exécution de la loi du 30 décembre 1882.		Crédits ouverts.	Crédits annulés.
	francs.	francs.	francs.	fr. c.	fr.
Ministère des postes et des télégraphes.....	7,750,000	"	7,750,000	2,800,000 00	349,950
Ministère de la guerre.....	"	81,400,000	81,400,000	47,270,226 77	5,842,500
Ministère de la marine et des colonies.....	"	"	"	19,888,303 89	219,800
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service des beaux-arts.).....	"	"	"	10,784,252 69	6,182,500
Ministère des travaux publics.....	190,391,033	250,000,000	440,391,033	24,588,023 18	35,125,000
TOTAUX.....	198,141,033	331,400,000	529,541,033	106,300,806 53	47,780,000
				57,589,833 87	

DE DÉPENSES DU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

semble des crédits.

TOTAL DES CRÉDITS additionnels.	TOTAL NET des crédits législatifs.	CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS par des décrets de fonds de concours.			CRÉDITS servant de base AU COMPTE définitif du budget extraordinaire de l'exercice 1883.
		Crédits ouverts.	Crédits reportés des exercices précédents.	Crédits transportés aux exercices suivants.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2,450,087 52	10,200,087 52	"	"	"	10,200,087 52
41,427,956 55	122,827,956 55	731,831 00	89,000 00	270,000 00	123,378,787 55
19,639,244 69	19,639,244 69	"	"	"	19,639,244 69
4,600,237 70	4,600,237 70	"	"	"	4,600,237 70
déduire : 10,527,642 89	429,863,390 11	24,534,847 09	10,615,175 43	7,866,065 46	457,147,347 17
57,589,883 57	587,130,916 57	25,266,678 09	10,704,175 43	8,136,065 46	614,965,704 63
		27,834,788 ^f 06 ^s			
	85,424,671 ^f 63 ^s				

TABLEAU G.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECETTES

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Évaluation des recettes.
	fr. c.
Ressources provenant de la 1 ^{re} partie du compte de liquidation.....	20,151
Ressources provenant de la 2 ^e partie du compte de liquidation.....	21,088,979
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	4,600,237
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	67,238,333
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	361,219,169
Remboursements par les compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts.....	46,649,380
Excédent de recettes des exercices 1880 et 1881.....	29,677,000
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884).....	56,637,343
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	27,834,788
TOTAL.....	644,987,788

TABLEAU H.

RÉSULTAT DU BUDGET EXTRAORDINAIRE

RECETTES.	
—	
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1883 :	
Ressources provenant de la 1 ^{re} partie du compte de liquidation.....	20,151
Ressources provenant de la 2 ^e partie du compte de liquidation.....	21,088,979
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	4,600,237
Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881).....	67,238,333
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante.....	361,219,169
Remboursement par les compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts.....	46,649,380
Excédents de recettes des exercices 1880 et 1881.....	29,677,000
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884).....	56,637,343
Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.....	27,834,788
TOTAL de la recette.....	644,987,788

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

ÉTAT DES RECETTES.			COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer.		Produits définitifs de l'exercice 1883.
Droits constatés à la charge des tribunes de l'État	Recouvrements effectués.	Restes à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redouvables de l'État	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
20,252 55	20,252 55	.	.	.	20,252 55
21,088,979 10	21,088,979 10	.	.	.	21,088,979 10
4,600,237 70	4,600,237 70	.	.	.	4,600,237 70
67,238,553 66	67,238,553 66	.	.	.	67,238,553 66
361,219,169 64	361,219,169 64	.	.	.	361,219,169 64
46,649,380 07	46,649,380 07	.	.	.	46,649,380 07
29,677,000 00	29,677,000 00	.	.	.	29,677,000 00
56,637,343 85	56,637,343 85	.	.	.	56,637,343 85
27,834,788 06	27,834,788 06	.	.	.	27,834,788 06
614,965,704 63	614,965,704 63	.	.	.	614,965,704 63

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883.

DÉPENSES.

Revenus effectués sur les droits constatés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1883 :

Ministère des postes et des télégraphes.....	10,200,087 52
Ministère de la guerre.....	123,378,787 55
Ministère de la marine et des colonies.....	19,639,244 69
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service des beaux-arts.).....	4,600,237 70
Ministère des travaux publics.....	457,147,347 17
TOTAL des dépenses.....	614,965,704 63

BALANCE.....

TABLEAU I.

Règlement définitif des dépenses du budget

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
	CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES SPÉCIAUX, D'IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES, DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES.	
1	Rôles spéciaux. — Impression et confection.....	36,069
2	Avertissements. — Impression et expédition.....	18,480
3	Frais de distribution du premier avertissement.....	430,000
4	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastré.).....	360,000
5	Établissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.....	700,000
6	Contributions diverses en Algérie.....	1,407,000
	RESTITUTIONS ET NON-VALEURS (CONTRIBUTIONS DIRECTES).	
	Restitutions sur centimes ordinaires des communes.....	11,623,730
	Restitutions sur centimes extraordinaires des communes.....	111,741,340
	Restitutions pour frais de bourses et chambres de commerce.....	14,499,300
	Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour les dépenses des chemins vicinaux.....	13,884,150
	Restitutions sur centimes imposés pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi des 15 mars 1850 et 19 juillet 1875.).....	4,623,707
	Restitutions sur centimes imposés pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 10 avril 1877, art. 8.).....	6,434,700
7	Restitutions pour frais de perception des impositions communales.....	1,353,000
	Restitutions sur le produit des 8 centimes du principal des patentes attribués aux communes.....	16,953,700
	Restitutions de l'augmentation du produit des patentes attribuée au rachat des offices des courtiers de marchandises.....	6,266,110
	Dégrèvements sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.....	1,480,300
	Dégrèvements sur la contribution des patentes.....	
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions.....	
	TAXES SPÉCIALES, CONTRIBUTIONS SUR LES CHEVAUX ET VOITURES.	
	§ 1. Un vingtième du principal attribué aux communes.....	542,000
	§ 2. Dégrèvements sur fonds ordinaires de 5 centimes et sur le principal des rôles.....	645,500
	TOTAL du chapitre 7.....	190,054,400
	TOTAL du budget sur ressources spéciales.....	193,085,000

RESSOURCES SPÉCIALES.

ressources spéciales de l'exercice 1883.

CATÉGORIE DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés au budget de l'exercice 1884.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
non constatés au profit des créanciers de l'État.			Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	
563' 70 ^c	33,563' 70 ^c	.	.	2,505' 34 ^c	33,563' 70 ^c
17,348 40	17,348 40	.	.	1,114 57	17,348 40
435,960 80	435,960 80	.	.	2,124 62	435,960 80
139,588 86	139,588 86	.	220,866' 68 ^c	.	139,588 86
766,053 84	766,053 84	.	.	2,114 17	766,053 84
1,329,356 85	1,329,356 85	.	.	78,586 05	1,329,356 85
623,394' 39 ^c	11,623,394' 39 ^c	.	.	339' 10 ^c	11,623,394' 39 ^c
110,942 71	110,942,159 71	.	.	31,428 58	110,942,159 71
770,752 91	770,752 91	.	.	.	770,752 91
14,499,048 37	14,499,048 37	.	.	252 46	14,499,048 37
13,883,993 02	13,883,993 02	.	.	166 61	13,883,993 02
.	.	.	.	.	.
4,623,512 93	4,623,512 93	.	.	5,254 99	4,623,512 93
6,434,532 02	6,434,532 02	.	.	256 11	6,434,532 02
1,353,697 67	1,353,697 67	.	.	.	1,353,697 67
5,362,307 40	5,362,307 40	.	.	11,590,420 60	5,362,307 40
6,266,111 48	6,266,111 48	.	.	.	6,266,111 48
1,480,309 12	1,480,309 12	.	.	.	1,480,309 12
541,601 74	541,601 74	.	.	1,331 64	541,601 74
645,563 26	645,563 26	.	.	.	645,563 26
178,426,984 02	178,426,984 02	.	.	11,629,450 09	178,426,984 02
181,148,856 47	181,148,856 47	.	220,866 68	11,715,894 84	181,148,856 47
			11,936,761' 52 ^c		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits alloués par le budget ordinaire et par des budgets spéciaux.
		MINISTÈRE DES FINANCES
		SERVICE DES PENSIONS
1	Dépenses ordinaires.....	167,172,492
2	Dépenses extraordinaires.....	145,703,671
3	Frais de rédaction du <i>Bulletin officiel des communes</i>	6,075
4	Assistance publique en Algérie.....	2,738,525
	TOTAUX.....	315,620,063
		MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES
1	Traitements d'agents du service postal détachés auprès de divers établissements.....	12,391
		MINISTÈRE DE LA GUERRE
Unique.	Traitements et indemnités des agents du service des poudres détachés auprès des fabriques privées de dynamite.....	16
		MINISTÈRE DE LA MARINE
1	Transportation, travail des condamnés, salaires.....	668,237
		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
		SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
1	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux.....	21,978,697
2	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds spéciaux des écoles normales primaires.....	550,000
	TOTAUX.....	22,528,697

ACTION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses seulement des vices légit.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés au budget de l'exercice 1884.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
Il est constaté au profit des versements à l'Etat.			Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

L'INTÉRIEUR.

L'INTÉRIEUR.

144,645' 32°	149,254,645' 32°	"	17,917,389' 17°	"	149,254,645' 32°
35,381 47	116,035,381 47	"	29,667,290 02	"	116,035,381 47
6,075 00	6,075 00	"	"	"	6,075 00
127,622 11	2,227,622 11	"	"	511,203' 67°	2,227,622 11
143,723 90	267,523,723 90	"	47,585,139 19	511,203 67	267,523,723 90
			48,096,342' 86°		

DES TÉLÉGRAPHES.

40,391' 34°	40,391' 34°	"	"	"	40,391' 34°
-------------	-------------	---	---	---	-------------

LA GUERRE.

7,264' 44°	7,264' 44°	"	"	"	7,264' 44°
------------	------------	---	---	---	------------

DES COLONIES.

668,738' 71°	668,738' 71°	"	"	"	668,738' 71°
--------------	--------------	---	---	---	--------------

LE TRAVAIL PUBLIC ET DES BEAUX-ARTS.

LE TRAVAIL PUBLIC.

13,518' 91°	18,423,818' 91°	"	"	3,554,788' 70°	18,423,818' 91°
48,502 37	342,502 37	"	"	207,777 77	342,502 37
66,321 28	18,766,321 28	"	"	3,762,566 47	18,766,321 28
			3,762,566' 47°		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget principal et par des budgets spéciaux.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR		
Unique.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	61,77 ⁰
MINISTÈRE DES FINANCES		
1	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	3,116,64 ⁰
2	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	14,000 ⁰
	TOTAUX.....	3,130,64 ⁰
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS		
1	Contrôle et surveillance des chemins de fer en France.....	4,365,50 ⁰
2	Contrôle et surveillance des tramways.....	33,798 ⁰
3	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	50,000 ⁰
4	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	411,600 ⁰
	TOTAUX.....	4,861,198 ⁰
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES		
Ministère des finances.....		193,065,64 ⁰
Ministère de l'intérieur.....		315,600,00 ⁰
Ministère des postes et des télégraphes.....		40,300 ⁰
Ministère de la guerre.....		7,000 ⁰
Ministère de la marine.....		668,000 ⁰
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service de l'instruction publique.).....		22,500,00 ⁰
Ministère du commerce.....		61,770 ⁰
Ministère de l'agriculture.....		3,130,64 ⁰
Ministère des travaux publics.....		4,821,198 ⁰
TOTAUX.....		539,966,638 ⁰

FRACTION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — revenus constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés au budget de l'exercice 1884.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
			Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

COMMERCE.

61,770 ¹ 25 ^e	61,770 ^f 25 ^a	.		61,770 ^f 25 ^a
-------------------------------------	-------------------------------------	---	---	-------------------------------------

L'AGRICULTURE.

1,156,704 ^f 51°	2,156,704 ^f 51°	"	"	959,993 ^f 68°	2,156,704 ^f 51°
14,000 00	14,000 00	"	"	"	14,000 00
2,170,704 51	2,170,704 51	"	"	959,993 68	2,170,704 51
			959,993 ^f 68°		

TRAVAUX PUBLICS.

4,345,505' 25"	4,345,505' 25"	"	"	"	4,345,505' 25"
33,799 92	33,799 92	"	"	"	33,799 92
30,261 71	30,261 71	"	"	"	30,261 71
411,628 16	411,628 16	"	"	"	411,628 16
4,821,195 04	4,821,195 04	"	"	"	4,821,195 04

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

148,856' 47"	181,148,856' 47"	.	220,866' 68"	11,715,894' 84"	181,148,856' 47"
523,723 90	267,523,723 90	.	47,585,139 19	511,203 67	267,523,723 90
40,391 34	40,391 34	.	.	.	40,391 34
7,264 44	7,264 44	.	.	.	7,264 44
668,738 71	668,738 71	.	.	.	668,738 71
18,766,321 28	18,766,321 28	.	.	3,762,566 47	18,766,321 28
61,770 25	61,770 25	.	.	.	61,770 25
2,170,704 51	2,170,704 51	.	.	959,993 68	2,170,704 51
4,821,195 04	4,821,195 04	.	.	.	4,821,195 04
475,208,965 94	475,208,965 94	.	47,806,005 87	16,949,668 66	475,208,965 94
64,755,664' 53"					

TABLEAUX MODIFICATIFS DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET

TABEAU J.

1^{er} Résultats généraux sur l'ensemble

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif. (Loi de finances du 29 déc. 1882.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.	
		Augmentations.	Diminutions.
Contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	327,088,951 ^f	17,680,787 ^f 67 ^c	.
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	1,064,840	153,940 87	.
Produits éventuels départementaux.....	81,300,000	37,372,295 06	.
Produits divers spéciaux.....	7,477,638	4,735,029 30	.
FONDS SPÉCIAUX REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.	416,931,429	59,942,112 90	.
Fonds reportés des exercices 1881 et 1882. { Exercice 1881..... 161,465 ^f 11 ^c Exercice 1882..... 62,929,623 46 }	.	.	.
TOTAUX.....	416,931,429	59,942,112 90	.
		59,942,112 ^f 90 ^c	
		RÉSULTAT en augmentation	

2^{es} Résultats généraux

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ouverts d'après le budget primitif. (Loi de finances du 29 déc. 1882.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.	
		Augmentations.	Diminutions.
Ministère des finances.....	171,077,491 ^f	11,360,345 ^f 72 ^c	.
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.).....	224,618,392	41,522,817 67	.
Ministère des postes et des télégraphes.....	35,500	4,891 33	.
Ministère de la guerre.....	4,600	2,664 44	.
Ministère de la marine et des colonies.....	240,000	.	7,212 ^f
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service de l'instruction publique.).....	15,314,920	3,962,234 03	.
Ministère du commerce.....	26,500	3,000 00	.
Ministère de l'agriculture.....	2,314,000	7,207 03	.
Ministère des travaux publics.....	3,300,026	151,770 62	.
TOTAUX.....	416,931,429	60,014,930 85	72,212 ^f
		59,942,112 ^f 90 ^c	

PENSES DU BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1883.

Évaluations de recettes.

MODIFICATIONS résultant de changements apportés légalement au budget de l'exercice 1883.		ÉVALUATIONS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883.	OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.		
		344,769,738 ⁶⁷	(A) Lois de règlement des exercices 1881 et 1882.
		1,218,780 87	
		118,672,295 06	
		12,212,727 30	
		476,873,541 90	
(A) 191,088 57		63,091,088 57	
191,088 57		539,964,63 47	
63,091,088 ⁵⁷			
... 123,033,201 ⁴⁷			

l'ensemble des crédits.

CRÉDITS REPORTÉS des exercices 1881 et 1882 pour les dépenses départementales et pour divers services spéciaux.	CRÉDITS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883.	OBSERVATIONS.
464,731 ²⁷	193,085,617 ⁹⁹	
478,857 09	315,620,066 76	
	40,391 34	
	7,264 44	
501,556 66	668,738 71	
251,733 72	22,528,887 75	
32,270 25	61,770 25	
809,491 16	3,130,698 19	
250,398 42	4,821,195 04	
191,088 57	539,964,630 47	

3^e DÉVELOPPEMENT DES MODIFICATIONS QUE LES ÉVALUATIONS
SPECIALES DE L'EXERCICE 1883 ONT ÉPROUVÉES, D'APRÈS
DÉPARTEMENTAL ET À DIVERS SERVICES SPÉCIAUX. (EXTRAIT)

ÉVALUATION

NATURE DES RECETTES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
Contributions directes. (Augmentation : 17,680,787 ^f 67.)			
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels portant sur les contributions foncière, personnelle et mobilière votés par les conseils généraux	186,129 ^f 73 ^c
		Centimes additionnels pour dépenses ordinaires des départements	61,548 16
		Centimes additionnels pour dépenses du service vicinal	430,838 06
		Centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire	246,193 19
		Centimes pour dépenses du cadastre	18,697 18
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses de l'instruction primaire	341,029 77
		Centimes votés par les conseils généraux et autorisés par des lois spéciales pour dépenses autres que celles de l'instruction primaire ...	5,697,543 69
Fonds pour dépenses communales.		Centimes pour dépenses ordinaires	160,824 39
		Centimes pour dépenses extraordinaires	8,863,159 80
		Centimes pour frais de bourses et chambres de commerce ..	65,257 85
		Centimes pour dépenses des chemins vicinaux	283,958 57
		Centimes pour dépenses de l'instruction primaire	75,993 06
		Centimes pour frais de perception de diverses impositions communales	274,759 55
		Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes	378,533 26
Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises		153,697 67	
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations ou autres cas fortuits		7,207 03	
Fonds de non-valeurs	des contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, réductions, remises et modérations.)	182,316 13	
		des patentes, décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes	162,726 48
Fonds de réimpositions		132,109 12	
Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires ...			76 76
Taxe de premier avertissement		3,295 36	

5 CRÉDITS DU BUDGET PRIMITIF SUR RESSOURCES
ALISATION DES RESSOURCES AFFECTÉES AU SERVICE
N DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 4 MAI 1834.)

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
<i>Taxes spéciales assimilées aux contributions directes.</i> (Augmentation: 153,940 ^f 87.)		
Contributions spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte.....	508 ^f 85 ^c	"
Contributions spéciales pour frais de premier avertissement de redevances des mines.....	"	6 ^f 30 ^c
Contributions { Fonds de 1 vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	24,102 27	"
et Fonds de non-valeurs.....	128,063 16	"
Contributions des voitures. Portion de la taxe de premier avertissement.....	1,064 24	"
Contributions spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	200 00	"
Contributions spéciales pour frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles.....	8 45	"
<i>Produits éventuels départementaux.</i> (Augmentation: 37,372,295 ^f 08.)		
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales ordinaires ..	8,164,637 92	"
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales extraordinaires	29,207,657 14	"
<i>Produits divers spéciaux.</i> (Augmentation: 4,735,089 ^f 30.)		
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	108,166 83	"
Reduits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	3,266,844 24	"
Emboutement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	143,252 01	"
Emboutement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	472 09	"
Emboutement de frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	8,046 52	"
Emboutement de frais de surveillance de sociétés et établissements divers. — Guerre.....	2,664 44	"
Emboutement de frais de surveillance de sociétés et établissements divers. — Commerce.....	3,000 00	"
Emboutement de frais de surveillance de sociétés et établissements divers. — Agriculture.....	"	"
Emboutement de frais de surveillance de sociétés et établissements divers. — Travaux publics.....	"	"
Emboutement par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des communes</i>	"	"
Emboutement par les tribus des dépenses résultant de la constatation et de la constitution de la propriété individuelle indigène. (Loi du 26 juillet 1873 et taxe de premier avertissement.).....	"	83,537 87
Reduit du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs collecteurs.....	509,032 43	"
Reduit affecté au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	774,462 97	"
Transportation. — Produit du travail des condamnés.....	"	72,817 95
Emboutement de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	4,891 34	"
Reduits avancés pour dépenses cadastrales.....	70,612 25	"
	60,124,808 12	182,695 22
RÉSULTAT de l'augmentation.	59,942,112 ^f 90 ^c	
	Ressources applicables au service départemental..... 47,762,504 ^f 21 ^c Ressources applicables à divers services spéciaux..... 12,179,608 69	

3° DÉVELOPPEMENT DES MODIFICATIONS QUE LES ÉVALUATIONS SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1883 ONT ÉPROUVÉES, D'APRÈS LE DÉPARTEMENTAL ET À DIVERS SERVICES SPÉCIAUX. (EXCERPT)

CREDITS OCT

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	<i>Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.</i> (Augmentation : 49,349 ^f 75.)		
1	Rôles spéciaux. (Frais d'impression et de confection.)	.	7,537 6
2	Avertissements. (Frais d'impression et d'expédition des avis- sements relatifs aux rôles spéciaux.)	1,061 ^f 82	.
3	Frais de distribution du premier avertissement.	4,008 88	.
4	Cadastre.	51,915 48	.
	<i>Remboursements et restitutions sur les contributions directes.</i> (Augmentation : 11,310,995 ^f 97.)		
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses ordinaires des communes.	160,824 39	.
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses extraordinaires des communes.	8,863,159 80	.
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des bourses et chambres de commerce.	65,257 85	.
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des chemins vicinaux.	283,958 57	.
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.	75,993 06	.
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de perception des impositions communales.	274,759 55	.
5	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.	378,533 26	.
	Restitutions du produit des patentes attribué au rachat des offices de courtiers de marchandises.	253,697 67	.
	Décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises, modérations et non-valeurs sur les contributions foncière, per- sonnelle et mobilière et des portes et fenêtres.	182,316 13	.
	Dégrèvements et frais de confection de formules sur la contri- bution des patentes.	162,726 48	.
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimposi- tions.	132,109 12	.
	Restitution de 5 centimes du principal des contributions sur les chevaux et voitures attribué aux communes.	24,102 27	.
	Dégrèvement et frais d'assiette et de confection des rôles des contributions sur les chevaux et voitures (5 centimes sur le principal).	128,063 26	.
6	Établissement et conservation de la propriété indigène en Algérie.	.	82,337 6
7	Part des chefs indigènes chargés de l'assiette et du recouvrement de l'impôt arabe.	509,032 43	.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Augmentation : 44,522,817 ^f 67.)		
1	Dépenses ordinaires.	8,843,153 87	.
2	Dépenses extraordinaires.	34,905,200 83	.
3	Frais de rédaction du Bulletin officiel des communes.	.	.
4	Assistance publique en Algérie.	774,462 97	.

S CRÉDITS DU BUDGET PRIMITIF SUR RESSOURCES
ALISATION DES RESSOURCES AFFECTÉES AU SERVICE
ON DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 4 MAI 1834.) (Suite.)

MINISTRES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Augmentation : 4,891 ^f 34.)		
Versements de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	4,891 ^f 34 ^e	"
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Augmentation : 2,664 ^f 44.)		
Traitement et indemnités des agents du service des poudres et salpêtres détachés auprès des fabriques privées de dynamite..	2,664 ^f 44	"
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Diminution : 72,817 ^f 95.)		
Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires.....	"	72,817 ^f 95 ^e
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Augmentation : 3,962,234 ^f 03.)		
Dépenses imputables sur les fonds départementaux	587,222 96	"
{ sur centimes votés par les con- seils généraux.....		"
{ sur produits divers spéciaux appli- cables à l'instruction publique.	3,266,844 24	"
Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles nor- males primaires.....	108,166 88	"
MINISTÈRE DU COMMERCE. (Augmentation : 3,000 fr.)		
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	3,000 00	"
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Augmentation : 7,207 ^f 03.)		
Secours spéciaux pour pertes matérielles, événements malheu- reux, etc.....	7,207 03	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	"	"
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Augmentation : 151,770 ^f 62.)		
Contrôle et surveillance des chemins de fer en France.....	143,282 01	"
Contrôle et surveillance des tramways.....	8,046 52	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	"	"
Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	472 09	"
	60,106,105 15	163,992 25
RÉSULTAT en augmentation.	59,942,112 ^f 90 ^e	
{ Crédits applicables au service départemen- tal..... 47,762,504 ^f 21 ^e		
{ Crédits applicables à divers services spéciaux..... 12,179,608 69		

TABLEAU K.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES RECETTES DU BUDGET

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT	
	Évaluations des produits.	Produits récoltés des droits constatés
CONTRIBUTIONS DIRECTES (Voir le développement ci-après)		
Fonds pour dépenses départementales.....	163,490,885 ⁸³	163,490,885 ⁸³
Fonds pour dépenses communales.....	162,776,553 48	162,776,553 48
Fonds pour rachats des offices de courtiers de marchandises.....	1,353,697 67	1,353,697 67
Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,307,207 03	2,307,207 03
Fonds de non-valeurs, réimpositions, etc.....	14,385,435 73	14,385,435 73
Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	33,663 57	33,663 57
Portion de la taxe de premier avertissement.....	422,295 36	422,295 36
TOTAUX.....	344,769,738 67	344,769,738 67
TAXES SPÉCIALES ASSURANCES		
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte.....	6,208 ⁸⁸	6,208 ⁸⁸
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de redevances des mines.....	63 80	63 80
Contributions sur les voitures et les chevaux. {		
Fonds de 1 vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	541,602 27	541,602 27
Fonds de non-valeurs.....	645,563 26	645,563 26
Portion de la taxe de premier avertissement.....	20,824 24	20,824 24
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	4,250 00	4,250 00
Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles.....	269 25	269 25
TOTAUX.....	1,218,780 87	1,218,780 87
PRODUITS ÉVENTUELS		
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales ordinaires...	62,464,637 ⁹²	62,464,637 ⁹²
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales extraordinaires.....	56,207,657 14	56,207,657 14
TOTAUX.....	118,672,295 06	118,672,295 06
(a) Contribution foncière.....	188,018,000 ⁷⁸	188,018,000 ⁷⁸
Contribution personnelle et mobilière.....	59,304,920 00	59,304,920 00
Contribution des portes et fenêtres.....	20,800,000 00	20,800,000 00
A reporter.....	277,326,920 78	277,326,920 78

RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1883.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Mouvements effectués et les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.	

DES SPÉCIAUX.)

nature de contributions.)

163,490,885 ⁸³	"	"	"	163,490,885 ⁸³
162,776,553 ⁴⁸	"	"	"	162,776,553 ⁴⁸
1,353,697 ⁶⁷	"	"	"	1,353,697 ⁶⁷
2,307,207 ⁰³	"	"	"	2,307,207 ⁰³
14,385,435 ⁷³	"	"	"	14,385,435 ⁷³
33,663 ⁵⁷	"	"	"	33,663 ⁵⁷
422,295 ³⁶	"	"	"	422,295 ³⁶
344,769,738 ⁶⁷	"	"	"	344,769,738 ⁶⁷

CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS SPÉCIAUX.)

6,208 ⁸⁵	"	"	"	6,208 ⁸⁵
63 ⁸⁰	"	"	"	63 ⁸⁰
541,602 ²⁷	"	"	"	541,602 ²⁷
645,663 ²⁶	"	"	"	645,663 ²⁶
20,824 ²⁴	"	"	"	20,824 ²⁴
4,250 ⁰⁰	"	"	"	4,250 ⁰⁰
268 ⁴⁵	"	"	"	268 ⁴⁵
1,218,780 ⁸⁷	"	"	"	1,218,780 ⁸⁷

PARTEMENTAUX.

62,464,637 ⁹²	"	"	"	62,464,637 ⁹²
56,207,657 ¹⁴	"	"	"	56,207,657 ¹⁴
118,672,295 ⁰⁶	"	"	"	118,672,295 ⁰⁶

Report.....	277,326,924 ⁹⁵
Contribution des patentes.....	67,020,458 ³⁶
Taxe de premier avertissement	422,295 ³⁶
TOTAL.....	344,769,738 ⁶⁷

(Voir le compte définitif des recettes de 1883.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	PRODUITS DIVERS	
	Évaluations des produits.	Produits récoltés des droits constatés.
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	358,166' 83'	358,166
Produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	3,978,264 24	3,978,264
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	3,243,252 01	3,243,252
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie et en Tunisie.....	159,972 09	159,972
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	33,772 52	33,772
Remboursement de frais de surveillance de sociétés et établissements divers....	Guerre.....	7,264 44
	Commerce.....	29,500 00
	Agriculture.....	14,000 00
	Travaux publics.....	14,800 00
Versement par la direction anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du <i>Bulletin officiel des communes</i>	6,000 00	6,000
Remboursement par les tribus des dépenses résultant de la constatation et de la constitution de la propriété individuelle algérienne et taxe de premier avertissement.....	766,462 13	766,462
Dixième du prix principal des impôts arabes affecté aux chefs collecteurs.....	1,359,032 43	1,359,032
Produit affecté au service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	1,964,054 97	1,964,054
Transportation. — Produit du travail des condamnés.....	167,182 05	167,182
Versements de divers établissements pour traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	40,391 34	40,391
Fonds avancés pour dépenses cadastrales.....	70,612 25	70,612
TOTAUX.....	12,212,727 30	12,212,727
TOTAL GÉNÉRAL des recettes.....	476,873,541 90	476,873,541
Fonds reportés des exercices 1881 et 1882 pour le service départemental et divers services spéciaux.....	63,091,088 57	.....
ENSEMBLE.....	539,964,630 47	.....

TABLEAU L.

RÉSULTAT DU BUDGET

RECETTE.	
Fonds reportés des exercices 1881 et 1882 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....	63,091,088 57
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883 :	
Contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	344,769,738' 67"
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds spéciaux.).....	1,218,780 87
Produits éventuels départementaux.....	118,672,295 06
Produits divers spéciaux.....	12,212,727 30
ENSEMBLE.....	539,964,630 47
A déduire : Fonds transportés aux budgets sur ressources spéciales de l'exercice 1884 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....	64,755,000
TOTAL de la recette.....	475,209,630 47

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Produits effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.	
CHAUSSÉES.					
58,166 ⁸³	"	"	"	358,166 ⁸³	
78,264 24	"	"	"	3,978,264 24	
43,252 01	"	"	"	3,243,252 01	
59,972 09	"	"	"	159,972 09	
33,772 52	"	"	"	33,772 52	
7,264 44	"	"	"	7,264 44	
29,500 00	"	"	"	29,500 00	
14,000 00	"	"	"	14,000 00	
14,800 00	"	"	"	14,800 00	
6,000 00	"	"	"	6,000 00	
66,462 13	"	"	"	766,462 13	
89,032 43	"	"	"	1,359,032 43	
84,054 97	"	"	"	1,984,054 97	
87,182 05	"	"	"	167,182 05	
40,391 34	"	"	"	40,391 34	
70,612 25	"	"	"	70,612 25	
112,727 30	"	"	"	12,212,727 30	
473,241 90	"	"	"	476,873,541 90	
				63,091,088 57	
				539,964,630 47	

SOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1883.

DÉPENSE.

versements effectués sur les droits constatés à la charge du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1883 :

Ministère des finances.....	181,188,856 ⁴⁷	} 475,208,965 ⁹⁴
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.)	267,523,723 90	
Ministère des postes et des télégraphes.....	40,391 34	
Ministère de la guerre.....	7,264 44	
Ministère de la marine et des colonies.....	668,738 71	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. (Service de l'instruction publique.)	18,766,321 28	
Ministère du commerce.....	62,770 25	
Ministère de l'agriculture.....	2,170,704 51	
Ministère des travaux publics.....	4,821,195 04	

BALANCE.....

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR OR

Règlements définitifs des budgets annexes rati

FABRICATION DES MONNAIES

TABEAU M.

RÈGLE

ARTICLES spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits.
1	Prélèvements pour frais de fabrication des monnaies	432,50
2	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies	10,00
3	Prix de la matière	900,00
4	Produit de la vente des médailles. { Frais de fabrication des médailles d'or et d'argent ..	150,00
5	Médailles et jetons de bronze	90,00
6	Recettes accessoires	10,00
7	Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes	32,00
8	Droits d'essai	10,00
9	Droits sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce	1,00
10	Produit brut de l'émission des monnaies de bronze	200,00
11	Recettes accidentelles	Mécanisme
		TOTAUX
		1,845,50

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1883.

en ordre au budget général de l'exercice 1883.

MÉDAILLES.

RECETTES.

INDICATIONS DES ÉVALUATIONS d'après la réalisation des produits.		ÉVALUATIONS	PRODUITS	RECOUVREMENTS	RECETTES
Augmentations.	Diminutions.	rectifiées.	résultant des droits constatés.	effectués.	définitives de l'exercice 1883.
.	377,771 ^f 78 ^e	54,486 ^f 22 ^e	54,486 ^f 22 ^e	54,486 ^f 22 ^e	54,486 ^f 22 ^e
.	10,000 00	.	.	.	.
.	28,448 75	871,551 25	871,551 25	871,551 25	871,551 25
33,257 ^f 67 ^e	.	183,257 76	183,257 76	183,257 76	183,257 76
.	25,289 67	64,710 33	64,710 33	64,710 33	64,710 33
28,346 36	.	68,346 36	68,346 36	68,346 36	68,346 36
26,818 85	.	26,818 85	26,818 85	26,818 85	26,818 85
.	86 40	13 60	13 60	13 60	13 60
150 00	.	1,150 00	1,150 00	1,150 00	1,150 00
.	.	200,000 00	200,000 00	200,000 00	200,000 00
16,431 14	.	16,431 14	16,431 14	16,431 14	16,431 14
33,004 11	411,596 60	1,486,765 51	1,486,765 51	1,486,765 51	1,486,765 51
358,592 ^f 49 ^e					

ARTICLES	NATURE DES DÉPENSES.	CREDIT accrédité par le budget
spé- ciaux.		
CHAPITRE PREMIER.		
DÉPENSES FIXES D'ADMINISTRATION ET D'EXPLOITATION.		
1	Personnel.....	208,050
2	Matériel.....	65,000
CHAPITRE II.		
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'ÉVALUATION FIXE.		
1	Personnel. — Salaire des ouvriers.....	81,450
2	Matériel.....	138,900
CHAPITRE III.		
DÉPENSES ÉVENTUELLES.		
Unique	Indemnités pour travaux extraordinaires, secours, etc.	10,500
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES D'ORDRE.		
Unique	Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles.....	900,000
CHAPITRE V.		
Unique	Service des monnaies de bronze.....	87,000
CHAPITRE VI.		
Unique	Application au Trésor. (Excédent des recettes sur la fabrication des monnaies et médailles et produit net de l'émission des monnaies de bronze.).....	317,000
	5 dixièmes au compte des produits di- vers du budget..... 173,529⁰⁰ 5 dixièmes au compte du fonds capital de l'admini- stration des mon- naies..... 173,529⁰⁰	
	TOTAUX.....	1,845,320
RÉSULTAT GÉNÉRAL.		
	RECETTES.....	1,486,765 ⁵¹
	DÉPENSES.....	1,486,765 ⁵¹

MONNAIES ET MÉDAILLES.

DÉPENSES.

MODIFICATIONS résultant de la réalisation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	PAYEMENTS effectués.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1883.
Augmentations.	Diminutions.				
•	37,298 ^f 60°	170,751 ^f 40°	170,751 ^f 40°	170,751 ^f 40°	170,751 ^f 40°
•	44,690 92	20,309 08	20,309 08	20,309 08	20,309 08
•	32,163 65	56,686 35	56,686 35	56,686 35	56,686 35
•	121,141 96	17,758 04	17,758 04	17,758 04	17,758 04
•	6,169 00	4,331 00	4,331 00	4,331 00	4,331 00
•	28,448 75	871,551 25	871,551 25	871,551 25	871,551 25
•	21,784 65	65,215 35	65,215 35	65,215 35	65,215 35
•	66,894 96	280,163 04	280,163 04	280,163 04	(a) 280,163 04
•	358,592 49	1,486,765 51	1,486,765 51	1,486,765 51	1,486,765 51
358,592 ^f 49°					

Cet excédant de recette se décompose de la manière suivante :

Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles.....	145,378 ^f 39°
Produit net de l'émission des monnaies de bronze.....	134,784 65
	<u>280,163 04</u>

Il est réparti, savoir :

5 dixièmes au compte des produits divers du budget.....	140,081 ^f 53°
5 dixièmes au compte du fonds capital de l'administration des monnaies.....	140,081 51
	<u>280,163 04</u>

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS	
		des produits.	Produits restés des droits constatés.
	§ 1^{er}. — PRODUITS DE L'EXERCICE 1883.		
1	Produit des impressions diverses	(a) 8,511,000 ^f	7,592,924 ^f
2	Produit du dépôt du <i>Bulletin des lois</i> , codes et ouvrages, etc.	37,000	37,755
3	Produit du <i>Bulletin des arrêts de la Cour de cassation</i>	1,000	1,011
4	Produit des fournitures de journaux à souche, etc	80,000	81,603
5	Produit du 1 p. o/o retenu sur les fournitures diverses...	29,000	38,495
6	Produit des recettes diverses	110,000	100,730
	§ 2. — RESTES À RECOURIR SUR LES EXERCICES CLOS ET PÉ- RIMÉS	Mémoire.	8,286
	TOTAUX	8,768,000	7,847,833^f 14^c

(a) Y compris une recette de 1,941,000 francs évaluée par la loi du 14 août 1883.

ARTICLES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CREDITS	
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	MODIFICATIONS des crédits d'après le réajustement des recettes.
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation	(b) 525,900 ^f	525,900 ^f
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe	(c) 7,993,750	7,993,750
3	Dépenses éventuelles	22,500	22,500
bis	Dépenses des exercices clos	—	—
4	Excédent des recettes de l'exercice 1883	8,542,150 225,850	8,542,150 225,850
	TOTAUX	8,768,000	8,768,000

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES	7,847,833 ^f 14 ^c
DÉPENSES	7,847,833 14

MALE.

SCETTES.

RETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Couvrements effectués sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
1,578,900 ^f 57 ^c	12,002 ^f 40 ^c	"	932,039 ^f 43 ^c	7,578,900 ^f 57 ^c
37,765 30	"	765 ^f 30 ^c	"	37,765 30
921 40	"	"	78 60	921 40
81,683 49	"	2,683 49	"	81,683 49
38,495 38	"	9,495 38	"	38,495 38
100,730 64	"	"	9,269 36	100,730 64
8,386 36	"	8,386 36	"	8,386 36
7,847,883 14	12,002 40	21,330 53	941,447 39	7,847,883 14
		920,116 ^f 86 ^c		

EXPENSES.

DES DÉPENSES.				RÈGLEMENT DES DÉPENSES.		
Mél.	Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
	Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
400 ^f 00 ^c	485,862 ^f 76 ^c	485,862 ^f 76 ^c	"	40,037 ^f 24 ^c	"	485,862 ^f 76 ^c
750 00	6,854,654 02	6,854,654 02	"	1,139,095 98	"	6,854,654 02
500 00	18,627 45	18,627 45	"	3,872 55	"	18,627 45
"	"	"	"	"	"	"
150 00	7,359,144 23	7,359,144 23	"	1,183,005 77	"	7,359,144 23
438 91	488,738 91	488,738 91	"	"	"	(d) 488,738 91
488 91	7,847,883 14	7,847,883 14	"	1,183,005 77	"	7,847,883 14

Compris un crédit de 22,000 francs accordé par la loi du 14 août 1883.

Compris un crédit de 1,919,000 francs accordé par la loi du 14 août 1883.

Comme à verser au Trésor public. (Produits divers de l'exercice 1883.) 488,738^f 91^c

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.		Évaluation des produits.
1	Arrérages des rentes sur le grand-livre de la dette publique		6,974
2	Supplément à la dotation		9,794
3	Intérêts des actions sur les canaux d'embranchement du canal du Midi		
4	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires du prix de leurs décorations ou médailles.		60,2
5	Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.		1,24
6	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte		1,4
7	Versements par les titulaires de majorats		3
8	Produits du domaine d'Écouen		7
9	Pensions des élèves pensionnaires de la maison de Saint-Denis et trousseaux des élèves pensionnaires et des élèves gratuites		98
10	Pensions et trousseaux des élèves des succursales		32
11	Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution		1,2
12	Produits divers		6
13	Avances à faire à la Légion d'honneur par la Caisse des dépôts et consignations pour le payement des pensions viagères en vertu de la loi du 5 mai 1869. ...		19,2
14	Vente d'une coupe extraordinaire de bois du parc d'Écouen		
15	Transport de l'exercice 1882 à l'exercice 1883		
	TOTAL		7,554

(a) Diminution de ressources provenant de la conversion des rentes 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100.

BUDGET.

RECETTES.

SOMME DES RECETTES.			RÉGLÉMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des la constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Produits définitifs de l'exercice 1863.
65,247 ¹ 25°	6,735,247 ¹ 25°	"	(a) 172,698 ¹ 75°	"	6,735,247 ¹ 25°
9,965,214 75	9,965,214 75	"	"	(b) 174,998 ¹ 75°	9,965,214 75
970 00	970 00	"	"	70 00	970 00
41,804 50	41,804 50	"	18,195 50	"	41,804 50
113,455 00	113,455 00	"	26,545 00	"	113,455 00
14,843 00	14,843 00	"	"	"	14,843 00
3,186 94	3,186 94	"	"	186 94	3,186 94
3,199 90	3,199 90	2,047 ¹ 50°	3,800 10	"	3,199 90
64,800 00	64,800 00	"	31,200 00	"	64,800 00
20,300 00	20,300 00	"	9,700 00	"	20,300 00
2,027 15	2,027 15	"	7,972 85	"	2,027 15
2,446 25	2,446 25	"	3,553 75	"	2,446 25
357,863 96	357,863 96	"	132,636 04	"	357,863 96
29,172 35	29,172 35	"	"	29,172 35	29,172 35
16,932 30	16,932 30	"	"	16,932 30	16,932 30
17,510 85	17,371,463 35	2,047 50	406,301 99	221,360 34	17,371,463 35
			184,941 ¹ 65°		

Recette complémentaire prévue par la loi du 22 juillet 1864 pour parer :

à la diminution des recettes produites par la conversion des rentes 5 p. 100.....	172,698 ¹ 75°
à une augmentation de dépense prévue au chapitre 15.....	2,300 00
TOTAL.....	174,998 ¹ 75°

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS	
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales. (A)	Dépenses réelles des services — Droits en paiement des crédits
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	253,800' 00'	253,799
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	61,200 00	61,199
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	10,185,594 77	10,072,735
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	20,000 00	19,999
5	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	51,000 00	51,000
6	Traitements des médaillés militaires.....	4,990 592 97	4,965,854
7	Maison de Saint-Denis. (Personnel.).....	183,030 00	183,029
8	Maison de Saint-Denis. (Matériel.).....	433,000 00	432,999
9	Succursale d'Écouen. (Personnel.).....	66,925 00	66,924
10	Succursale d'Écouen. (Matériel.).....	189,000 00	188,999
11	Succursale des Loges. (Personnel.).....	56,100 00	56,099
12	Succursale des Loges. (Matériel.).....	169,000 00	168,999
13	Indemnité à un inspecteur général de l'Université chargé de la direction des études.....	6,000 00	6,000
14	Secours aux élèves.....	4,000 00	4,000
15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	33,300 00	33,299
16	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	5,500 00	5,499
17	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux employés. — Dé- penses diverses.....	15,000 00	15,000
18	Prix de décorations militaires et médailles.....	60,000 00	59,999
19	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours aux membres de l'ordre et à leurs orphelines, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	140,000 00	139,999
20	Subventions supplémentaires aux militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	20,000 00	19,999
21	Remboursements de sommes versées à charge de restitution....	10,000 00	9,999

ONNEUR.

DÉPENSES.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
253,799 ^f 60 ^c	"	0 ^f 40 ^c	"	253,799 ^f 60 ^c
61,199 98	"	0 02	"	61,199 98
10,072,733 25	"	112,861 52	"	10,072,733 25
19,989 65	"	10 35	"	19,989 65
48,900 00	2,100 ^f 00 ^c	"	2,100 ^f 00 ^c	48,900 00
4,963,654 86	"	26,938 11	"	4,963,654 86
183,024 95	"	5 05	"	183,024 95
432,998 22	"	1 78	"	432,998 22
66,921 08	"	3 92	"	66,921 08
188,982 83	14 31	2 86	14 31	188,982 83
56,077 28	"	22 72	"	56,077 28
168,989 10	8 91	1 99	8 91	168,989 10
6,000 00	"	"	"	6,000 00
4,000 00	"	"	"	4,000 00
33,111 12	188 88	"	188 88	33,111 12
5,487 98	11 96	0 06	11 96	5,487 98
15,000 00	"	"	"	15,000 00
44,727 00	"	15,273 00	"	44,727 00
108,857 33	4,590 00	36,552 67	4,590 00	108,857 33
6,264 45	"	13,735 55	"	6,264 45
2,183 48	"	7,816 52	"	2,183 48

RÈGLEM

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	MONTANT	
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services — Droits com- muns au profit des crédits
22	Pensions viagères accordées en vertu de la loi du 5 mai 1863..	490,500 ^f 00 ^c	357,663
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	320 95	130
24	Dépenses des exercices clos.....	25,491 08	25,491
25	Travaux extraordinaires à la maison d'Écouen.....	20,900 00	20,499
26	Travaux extraordinaires à la maison des Loges.....	8,272 35	8,172
27	Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	85,655 23	85,655
28	Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	29,507 03	29,507
	TOTAUX.....	17,613,689 38	17,277,666

Transport de l'exercice 1883 à l'exercice 1884, conformément à l'article 298 de l'Instruction ministérielle.
Application au déficit de l'ordre.....

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES.....	17,371,463 ^f 35 ^c
DÉPENSES.....	17,371,463 35

ONNEUR.

DÉPENSES. (Suite.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1883.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
357,863 ^f 96 ^c	"	132,836 ^f 04 ^c	"	357,863 ^f 96 ^c
150 55	"	170	"	150 55
25,491 08	"	"	"	25,491 08
20,899 93	"	0 07	"	20,899 93
8,038 20	234 ^f 12 ^c	0 03	234 ^f 12 ^c	8,038 20
85,655 23	"	"	"	85,655 23
24,507 03	"	"	"	29,507 03
17,270,508 14	7,148 18	336,033 06	7 8	17,270,508 14
343,786 ^f 24 ^c				
1 ^{er} décembre 1881.....				7,148 18
.....				93,807 03
.....				17,371,463 35

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES.	CHA-PITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
du 29 déc. 1881....	"	Crédits ouverts par le budget primitif.....	17,556,405 ^f 00 ^c
du 18 juillet 1883..	23	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	320 ^f 95 ^c
du 31 juillet 1883..	25	Travaux extraordinaires à la maison d'éconou. 30,900 00	
du 31 juillet 1884..	26	Travaux extraordinaires à la maison des Loges. 8,272 35	
	15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.. 2,300 00	
		31,793 30	31,793 30
		Transport des chapitres 3 et 6 aux chapitres 27 et 28 des rappels de traitements sur exercices clos (115,162 ^f 26 ^c)....	"
		TOTAL.....	17,588,198 30
	22	Dépenses des exercices clos.....	25,491 08
		TOTAL ÉGAL.....	17,613,689 38

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

DOTATION DE L'ARMÉE.

Arrérages de rentes 3 p. o/o et 3 p. o/o amortissable appartenant à la dotation de l'armée.....

Arrérages des rentes appartenant aux sous-officiers rengagés.....

Intérêts bonifiés par la caisse des dépôts et consignations.....

VERSEMENTS VOLONTAIRES.

Versements volontaires faits, à titre de dépôt, par des militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....

Arrérages de rentes 4 1/2 p. 100 appartenant à un déposant.....

Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1883, prélevée sur le bénéfice de la caisse des dépôts.....

MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS.

Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1883, prélevée sur les bénéfices de la Caisse des dépôts.....

TOTAUX.....

Fonds reportés de l'année 1882. (Voir compte général des finances de l'année 1882.)

TOTAUX.....

ATION DE L'ARMÉE.

RECETTES.

VARIATIONS DES ÉVALUATIONS d'après la réalisation des recettes.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1883.
Augmentations.	Diminutions.					
8,929 ^f 00 ^e	"	178,929 ^f 00 ^e	178,929 ^f 00 ^e	178,929 ^f 00 ^e	"	178,9 9 ^f 00 ^e
1,777 75	"	1,777 75	1,777 75	1,777 75	"	1,177 75
2,173 00	"	62,173 00	62,173 00	62,173 00	"	62,173 00
32 00	"	32 00	32 00	32 00	"	32 00
266 00	"	266 00	266 00	266 00	"	266 00
979 85	"	979 85	979 85	979 85	"	979 85
47 00	"	47 00	47 00	47 00	"	47 00
4,204 60	"	244,204 60	244,204 60	244,204 60	"	244,204 60
0,825 14	"	6,310,825 14	.....	.....	.....	6,310,825 14
5,029 74	"	6,555,029 74	.....	.....	.....	6,555,029 74
6,555,029 ^f 74 ^e						

REVENUS

CREDITS
accrues
par
le budget
principal.

NATURE DES DÉPENSES.

DOTATION DE L'ARMÉE.

Compléments de primes ou annuités payés à des militaires engagés ou rengagés ou à leurs héritiers.....
Compléments de primes ou annuités payés à des remplaçants libérés ou à leurs héritiers..
Hautes payes de 10 et de 20 centimes allouées aux rengagés et aux engagés volontaires après libération.....
Coût de 221,850 francs de rentes 3 p. 0/0 amortissable.....
Remboursements à titres divers.....

FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE BUREAU.

Frais d'impression payés à des corps.....
Frais d'administration à la caisse des dépôts et consignations (année 1882).....
Taxations allouées aux préposés de la caisse des dépôts et consignations pour les recettes et les dépenses effectuées par eux pour le compte de la dotation.....

VERSEMENTS VOLONTAIRES.

Remboursements de versements volontaires (capital et intérêts).....

MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS.

Remboursements à des militaires savoisiens et niçois des primes versées à leurs noms..

TOTAUX.....

Transport à l'exercice 1884 du solde général au 31 décembre 1883 en faveur de la caisse de la dotation

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES..... 6,555,099 74"
DÉPENSES.. 6,555,099 74

ÉTAT DE L'ARMÉE.

DÉPENSES.

COMPARAISON DES CRÉDITS d'après la réalisation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés.	PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1883.
Augmentation.	Diminution.					
			51,622 ^f 47 ^c	51,622 ^f 47 ^c	•	51,622 ^f 47 ^c
			46,689 15	46,689 15	•	46,689 15
			362 00	362 00	•	362 00
			5,953,256 75	5,953,256 75	•	5,953,256 75
			2,070 76	2,070 76	•	2,070 76
56,029 ^f 74 ^c	•	6,555,029 ^f 74 ^c	9 14	9 14	•	9 14
			18,801 55	18,801 55	•	18,801 55
			223 67	223 67	•	223 67
			6,073,035 49	6,073,035 49	•	6,073,035 49
			3,078 85	3,078 85	•	3,078 85
			647 00	647 00	•	647 00
5,029 74	•	6,555,029 74	6,076,761 34	6,076,761 34	•	6,076,761 34
Solde, solde égal à celui inscrit au compte général des finances de l'année 1883.....						(a) 478,268 40
						6,555,029 74
(a) Le solde se décompose ainsi :						
Dotation de l'armée.....						418,719 ^f 90 ^c
Versements volontaire.....						45,048 44
Militaires savoisians ou niais.....						13,500 00
TOTAL.....						478,268 40

ARTICLES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluation des produits.
1	Retenues sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies.....	9,139,000 fr.
2	Retenues exercées sur la solde des officiers et agents de tous grades, <i>en congé</i> , tant de la marine que des colonies.....	143,000 fr.
3	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,630,000 fr.
4	Décomptes des déserteurs.....	20,000 fr.
5	Dépôts provenant de solde, de parts de prises, etc.....	200,000 fr.
6	Dépôts provenant de naufrages.....	100,000 fr.
7	Droits sur les prises.....	1,000 fr.
8	Arrérages des inscriptions de rentes au grand-livre appartenant à la caisse des invalides de la marine.....	5,130,647 fr.
9	Plus-value de feuilles de rôles d'équipage délivrées aux navires du commerce....	50,000 fr.
10	Recettes diverses.....	90,540 fr.
11	Report des excédents des exercices 1889 et 1890.....	1,911,779 fr.
12	Subvention du Trésor public.....	14,084,000 fr.
	TOTAL.....	32,580,000 fr.
	Reliquat des fonds non employés des exercices antérieurs.....	
(a) L'évaluation primitive de report était de.....		1,961,779 fr.
Elle a été augmentée par la loi du 22 décembre 1884 d'une somme de.....		750,000 fr.
SOMME ÉGALE.....		1,911,779 fr.
(b) La subvention primitivement accordée.....		13,731,000 fr.
a été successivement augmentée :		
1° Par la loi du 22 décembre 1884, de.....		200,000 fr.
2° Par la loi du 14 mars 1885, de.....		160,000 fr.
SOMME ÉGALE.....		14,084,000 fr.

LA MARINE.

RECETTES.

SITUATION DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des droits constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
9,367,068 ^f 2 ^c	9,367,068 ^f 92 ^c	"	68,068 ^f 92 ^c	"	9,367,068 ^f 92 ^c
116,402 93	116,402 93	"	"	26,597 ^f 07 ^c	116,402 93
1,897,876 44	1,897,876 44	"	277,876 44	"	1,897,876 44
14,345 82	14,345 82	"	"	5,654 18	14,345 82
172,736 45	172,736 45	"	"	27,263 55	172,736 45
59,286 33	59,286 33	"	"	40,713 67	59,286 33
"	"	"	"	1,000 00	"
5,007,515 00	5,007,515 00	"	"	123,125 00	5,007,515 00
45,442 82	45,442 82	"	5,442 82	"	45,442 82
71,554 14	71,554 14	"	"	19,026 86	71,554 14
1,911,779 00	1,911,779 00	"	"	"	1,911,779 00
14,084,000 00	14,084,000 00	"	"	"	14,084,000 00
32,688,007 85	32,688,007 85	"	351,388 18	243,380 33	32,688,007 85
			108,007 ^f 85 ^c		(c) 217,079 66
					32,905,087 51

Le reliquat des fonds non employés s'élevait, à la clôture de l'exercice 1882, à 2,128,858^f 66^c
 Le budget primitif à la loi du 22 décembre 1884 ayant opéré un prélèvement de 1,911,779 00
 applicable à l'exercice 1883, le reliquat des fonds non employés se trouve ramené à 217,079 66

RÉGLÉ

CHAPITRE SPÉCIAL.	DESIGNATION DES SERVICES.		Crédit accrédité par le budget primitif.
	CHAPITRE PREMIER.		
1	Pensions dites <i>semi-soldes</i> , liquidées aux marins d'après les lois des 13 mai 1791, 28 juin 1862 et 11 avril 1881.....	6,600,000 ⁰⁰	
2	Pensions pour ancien neté et pour blessures, pensions de veuves régies d'après les lois des 11 et 18 avril 1831, 21 juin 1866, 26 et 26 juin 1861, 28 juin 1862, 10 avril 1869, 20 et 22 juin 1878, 5 et 17 août 1879, 11 avril 1881 et autres actes antérieurs.....	24,310,000 ⁰⁰	
	TOTAL du chapitre 1 ^{er}	(A) 30,970,000 ⁰⁰	
	CHAPITRE 2.		
1	Fonds annuel de secours (y compris le subside à l'hospice de Rochefort, constitué par l'arrêté consulaire du 9 messidor an ix et la loi de finances du 8 juillet 1865).....	710,000 ⁰⁰	
	CHAPITRE 3.		
1	Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, etc.	180,000 ⁰⁰	
2	Remboursements sur anciens dépôts provenant de naufrages.....	68,000 ⁰⁰	
3	Dépenses diverses et remboursements trop-perçus.....	123,000 ⁰⁰	
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....	529,000 ⁰⁰	
	TOTAL du chapitre 3.....	900,000 ⁰⁰	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	32,580,000 ⁰⁰	
	Transport à l'exercice 1884 de l'excédent de recette de l'exercice 1883.....		
(a) Le crédit primitif du chapitre 1 ^{er} était de.....			29,850,000 ⁰⁰
Il a été augmenté, savoir :			
1°	Par la loi du 22 décembre 1884, d'une somme de.....	950,000 ⁰⁰	
2°	Par la loi du 14 mars 1885, d'une somme de.....	160,000 ⁰⁰	
		1,110,000 ⁰⁰	1,110,000 ⁰⁰
	SOMME EGALE.....		30,970,000 ⁰⁰

INVALIDES DE LA MARINE.

DES DÉPENSES.

ÉTAT DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	Paiements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
6,480,821 ^f 29 ^c	6,480,821 ^f 29 ^c				6,480,821 ^f 29 ^c
24,489,053 53	24,489,053 53	.	125 ^f 18 ^c	.	24,489,053 53
30,969,874 82	30,969,874 82				30,969,874 82
697,630 20	697,630 20	.	12,369 80	.	697,630 20
111,006 61	111,630 20				111,006 61
27,948 52	27,948 52				27,948 52
233,774 28	233,774 28	.	2,969 41	.	233,774 28
524,301 18	524,307 18				524,301 18
897,030 59	897,030 59				897,030 59
32,564,535 61	32,564,535 61	.	15,464 39	.	32,564,535 61
					340,551 90
					32,905,087 51

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES	32,905,087 ^f 51 ^c
DÉPENSES	32,905,087 51

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	RÈGLE	
		Évaluations des produits.	Produits réalisés des droits constatés.
1	Produit des bourses accordées par l'État.....	30,000 ^f 00 ^e	30,000 ^f 00 ^e
2	Produit des bourses accordées par les départements et les communes.....	19,000 00	18,740 00
3	Produit des pensions.....	424,000 00	455,575 00
4	Recettes éventuelles. — Produit des détériorations imputables aux élèves.....	12,000 00	12,731 40
5	Legs et donations.....	(Mémoire.)	•
6	Recettes extraordinaires. — Rentes 3 p. o/o sur l'État.....	3,000 00	27,204 00
7	Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations.....	7,000 00	28,070 00
8	Produits divers.....	8,000 00	8,000 00
9	Recettes sur exercices clos.....	(Mémoire.)	53,525 00
	Fonds reportés de l'exercice 1882.....	503,000 00	631,849 40
	TOTAUX.....	503,000 00	833,141 77

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	RÈGLE		
		Crédits accordés par le budget primitif.	Crédits d'ordre ou somme égale à l'excédent des produits recouvrés.	Total.
1	Personnel.....	341,000 ^f 00 ^e	•	341,000 ^f 00 ^e
2	Matériel.....	102,000 00	•	102,000 00
3	Exercices clos et réserves. (Versement à la caisse des dépôts et consignations, au crédit de l'école centrale, de l'excédent des recettes de l'exercice 1883 transporté à l'exercice 1884.).....	443,000 00	•	443,000 00
		60,000 00	910,519 ^f 17 ^e	970,519 17
	TOTAUX.....	503,000 00	910,519 17	1,413,519 17

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES.....	1,413,519 ^f 17 ^e
DÉPENSES.....	1,413,519 17

MANUFACTURES.

RECETTES.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
30,000 ^f 00 ^c	"	"	"	30,000 ^f 00 ^c
13,640 00	3,100 ^f 00 ^c	"	5,360 ^f 00 ^c	13,640 00
452,100 00	3,475 00	28,100 ^f 00 ^c	"	452,100 00
12,731 40	"	731 40	"	12,731 40
"	"	"	"	"
27,208 00	"	24,208 00	"	27,208 00
28,070 00	"	21,070 00	"	28,070 00
8,000 00	"	"	"	8,000 00
8,325 00	45,200 00	8,325 00	"	8,325 00
580,074 40	51,775 00	82,434 40	5,360 00	580,074 40
833,444 77	"	833,444 77	"	833,444 77
1,413,519 17	51,775 00	915,879 17	5,360 00	1,413,519 17
		910,519 ^f 17 ^c		

DÉPENSES.

DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Depenses résultant des services faits.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits à annuler.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1881.
Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
327,694 ^f 36 ^c	324,194 ^f 36 ^c	3,500 ^f 00 ^c	13,305 ^f 64 ^c	3,500 ^f 00 ^c	324,194 ^f 36 ^c
88,299 81	88,299 81	"	13,700 19	"	88,299 81
415,994 17	412,494 17	3,500 00	27,005 83	3,500 00	412,494 17
.....	.....	.....	30,505 ^f 83 ^c		(A) 1,001,025 00
.....	.....	.....			1,413,519 17

a) Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1882..... 833,444^f 77^c
EXERCICE 1883.

Excédent de recettes prévu au budget.....	60,000 ^f 00 ^c	
Excédent de recettes sur les évaluations.....	77,074 40	
Excédent des crédits sur les dépenses.....	30,505 83	
	<u>167,580 23</u>	167,580 23
SOMME ÉGALE.....		1,001,025 00

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluations du budget primitif.	MODIFICATIONS résultant du budget rectificatif.	
			Augmentations.	Diminutions.
1	Grande vitesse.....	12,721,000 ⁰⁰	149,700 ⁰⁰	.
2	Petite vitesse.....	13,095,000 00	.	.
3	Recettes en dehors du trafic.....	500,000 00	100,000 00	.
		26,316,000 00	(A) 249,700 00	
	VERSEMENTS DU TRÉSOR POUR INSUFFISANCES.			
	Insuffisances de l'exploitation des lignes de l'ancien réseau ouvertes pendant l'année 1883 (imputées sur les crédits du compte de premier établissement).....	.	.	.
	Insuffisances des lignes du nouveau réseau (imputées sur les chapitres 51 et 53 du ministère des travaux publics).....	.	.	.
	TOTAL.....	26,316,000 00	249,700 00	.

RÈGLEMENT

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES DÉPENSES.	Crédits accordés par le budget primitif.	MODIFICATIONS résultant du budget rectificatif.		Crédits rectifiés.
			Augmentations.	Diminutions.	
1	Conseil d'administration.....	75,000 ⁰⁰	.	.	75,000 ⁰⁰
2	Secrétariat général, caisse générale.	102,000 00	26,700 ⁰⁰	.	128,700 00
3	Direction.....	422,500 00	98,566 00	.	521,066 00
4	Exploitation.....	6,106,800 00	629,500 00	.	6,736,300 00
5	Matériel et traction.....	6,302,700 00	940,000 00	.	7,242,700 00
6	Voie et bâtiments.....	6,038,690 00	.	406,790 ⁰⁰	5,631,900 00
7	Gratifications, secours et indemnités.....	772,300 00	296,520 00	.	1,068,820 00
8	Impôts et assurances.....	638,000 00	29,200 00	.	667,200 00
9	Gares communes, dépenses diverses	1,747,010 00	.	90,745 00	1,656,265 00
10	Exercices clos.....	Mémoire.	184,850 48	.	184,850 48
	TOTAUX dépenses d'exploitation..	22,205,000 00	2,205,336 48	497,535 00	23,912,801 48
11	Excédent des recettes sur les dépenses.....	4,111,000 00	.	1,458,101 48	2,652,898 52
		26,316,000 00	2,205,336 48	1,955,636 48	26,565,700 00
			(B) 249,700 ⁰⁰		

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

RECETTES.....	27,515,235 ⁰⁰
DÉPENSES.....	27,612,118 00

(A) Ces modifications résultent de l'article 4 de la loi du 16 décembre 1885.

(B) Ces modifications sont comprises dans les articles 2 et 3 de la loi du 16 décembre 1885.

RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.			
Évaluations rectifiées.	Produits résultant des droits constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1883.
170,700 00	13,014,885 02	13,014,885 02	"	144,185 02	"	13,014,885 02
995,000 00	13,160,607 52	13,160,607 52	"	65,607 52	"	13,160,607 52
600,000 00	481,267 04	479,966 94	1,300 10	"	120,033 06	479,966 94
568,700 00	26,656,759 58	26,655,459 48	1,300 10	209,792 54	120,033 06	26,655,459 48
				89,759 48		
	69,661 10	69,661 10	"			956,658 57
	886,692 42	886,692 42	"			
565,700 00	27,633,11 15	27,612,118 06	1,300 10			27,612,118 05

DÉPENSES.

DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Évaluations des crédits d'ordre d'exécution d'après l'indication des ressources.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1883.
				Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
"	72,080 00	72,080 00	"	3,920 00	"	72,080 00
"	119,664 59	119,664 59	"	9,035 41	"	119,664 59
"	520,544 18	520,544 18	"	521 82	"	520,544 18
"	6,724,365 03	6,724,365 03	"	11,934 97	"	6,724,365 03
"	7,242,627 71	7,242,627 71	"	72 29	"	7,242,627 71
"	5,609,957 43	5,609,957 43	"	21,942 57	"	5,609,957 43
"	945,797 20	945,797 20	"	123,022 80	"	945,797 20
"	645,504 03	645,504 03	"	21,695 97	"	645,504 03
"	1,655,755 92	1,655,755 92	"	509 08	"	1,655,755 92
"	184,850 48	184,850 48	"	"	"	184,850 48
"	23,720,146 57	23,720,146 57	"	192,654 91	"	23,720,146 57
170,700 00	3,891,971 48	3,891,971 48	"	"	"	3,891,971 48
565,700 00	27,612,118 05	27,612,118 05	"	192,654 91	"	27,612,118 05

C L'excédent des recettes, versé au Trésor public (produits divers de l'exercice 1883), se décompose ainsi :

Excédent prévu au budget rectificatif.....		2,632,894 52
Excédent des recouvrements sur les évaluations.....	89,759 48	
Crédits non consommés par les dépenses.....	192,654 91	1,239,072 96
Versements du Trésor pour insuffisance.....	956,658 57	
SOMME ÉGALE.....		3,891,971 48

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU RÈGLEMENT DES RECETTES ET DES DÉPENSES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	RECETTES.	DÉPENSES.
Ministère des finances. — Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,486,765 ⁵¹	1,486,765 ⁵¹
Ministère de la justice. — Imprimerie nationale.....	7,847,883 14	7,847,883 14
Ministère de la justice. — Légion d'honneur.....	17,371,463 35	17,371,463 35
Ministère de la guerre. — Caisse de la dotation de l'armée.....	6,555,029 74	6,555,029 74
Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine....	32,905,087 51	32,905,087 51
Ministère de l'agriculture. — École centrale des arts et manufactures.....	1,413,519 17	1,413,519 17
Ministère des travaux publics. — Chemins de fer de l'État.....	21,612,118 05	27,612,118 05
TOTAUX.....	95,191,866 47	95,191,866 47

*Tableau des crédits d'inscription des pensions militaires pour l'exercice 1883.
(Exécution de l'article 4 de la loi du 17 avril 1833.)*

TABLEAU N.

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 22 décembre 1882.....		6,700,000 ⁰⁰
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	6,199,502 ⁰⁰	
Pensions annulées.....	106,375 00	6,093,127 00
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		606,873 00

*Tableau des crédits d'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853)
pour l'exercice 1883.*

TABLEAU O.

(Exécution du décret du 11 mai 1883.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 29 décembre 1882.....	2,000,000 ⁰⁰	
Décret du 11 mai 1883. (Produit des extinctions de l'année 1882.).....	3,012,000 00	5,012,000 ⁰⁰
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	4,409,284 ⁰⁰	
Pensions annulées.....	20,375 00	4,388,909 00
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		623,091 00

*Situation, par service, des approvisionnements existant, à l'époque
du 31 décembre 1883, dans les ports et établissements de la marine.
(Exécution de l'article 14 de la loi du 8 mars 1850.)*

TABLEAU P.

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existants au 31 décembre 1883.
Hal-lilement et couchage des équipages de la flotte.....	9,726,392 ⁴⁶
Habillement, couchage et campement des troupes de la marine.....	5,458,417 16
Vivres.....	7,870,835 30
Hôpitaux.....	1,192,046 63
Approvisionnements généraux de la flotte.....	219,349,779 01
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,913,337 11
Justice maritime.....	12,265 77
TOTAL.....	275,533,103 54

Vu pour être annexé à la loi du 21 juin 1891 délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés.

Par le Président de la République :
Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIEN.

Le Président de la République.
Signé : CARNOT.

N° 24278. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont autorisés les travaux à exécuter pour la restauration et l'amélioration des digues de la Loire, entre Nantes et la Martinière (Loire-Inférieure), conformément aux dispositions de l'avant-projet en date des 5 avril-29 mai 1890;

2° La dépense, évaluée à six cent cinquante mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des rivières. (*Fontainebleau, 8 Août 1891.*)

N° 24279. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant qu'à la date du 30 mars 1889, la mer avait pour limites, sur le littoral des communes de Staouéli, Koléa et Castiglione, entre la pointe de Sidi-Ferruch et Castiglione (département et quartier maritime d'Alger), la ligne tracée en rouge de 1 à 380 sur le plan en neuf feuilles annexé au présent décret et portant l'indication « Limites du rivage de la mer ». (*Fontainebleau, 9 Août 1891.*)

N° 24280. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée la reconstruction du pont de Bonpas, sur la Durance (route nationale n° 7), et la rectification de ladite route, aux abords de cet ouvrage, conformément aux dispositions du projet dressé, à la date des 19-30 mai 1891, par les ingénieurs du département de Vaucluse;

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à un million cent vingt mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (*Fontainebleau, 20 Août 1891.*)

N° 24281. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juin 1891, par laquelle le conseil général de la Seine a protesté contre la révocation du maire et la dissolution du conseil municipal de Saint-Ouen, ainsi que contre l'administration de cette commune par une délégation spéciale. (*Fontainebleau, 24 Août 1891.*)

N° 24282. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet les délibérations, en date du 28 juillet 1891, par lesquelles le conseil d'arrondissement d'Apt (Vaucluse) a émis le vœu : 1° qu'il soit accordé aux divers mandataires du suffrage universel une indemnité proportionnelle aux frais de déplacement et aux autres dépenses faites à l'occasion de l'exercice de leur mandat; 2° que les prestations en nature soient sup-

primées et remplacées par un impôt proportionnel à la fortune du contribuable; 3° que le tarif des indemnités de déplacement allouées aux membres du jury criminel soit révisé, en tenant compte de la distance qui sépare la résidence des jurés du siège de la cour d'assises et de la durée du séjour des jurés hors de leur résidence. (*Fontainebleau, 24 Août 1891.*)

N° 24283. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, pour l'augmentation du matériel roulant.

Les dépenses dont il s'agit seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de six cent vingt-cinq mille cent cinquante-cinq francs, y compris trente-huit mille cent cinquante-cinq francs pour frais généraux, intérêts et amortissement au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les lois et décrets du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (*Fontainebleau, 25 Août 1891.*)

N° 24284. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac de la Traille-du-Dragonnet, sur la rivière du Rhône, au territoire de la commune de Sorgues, département de Vaucluse.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 3 Novembre 1891.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de la Traille-du-Dragonnet (bras du Talar), sur le Rhône, au territoire de la commune de Sorgues (département de Vaucluse).

ART. 1^{er}. Pour les journaliers, ouvriers quelconques, bêtes de somme, voitures de transport et suspendues appelées « jardinières », se rendant dans l'île pour le compte d'une personne déjà abonnée :

1° Une personne à pied, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes.....	0 075
2° Une bête de somme (comprise dans l'abonnement).....	1
3° Une charrette chargée ou non chargée, appelée « jardinière », y compris le conducteur.....	0 30
4° Une voiture suspendue chargée ou non, appelée « jardinière », y compris le conducteur.....	0 40

2. Pour les personnes étrangères traversant l'île ou ayant affaire dans l'île :

5° Une personne à pied, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes.....	0 10
6° Denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinquante kilogrammes.....	0 05
7° Par dix kilogrammes d'excédent.....	0 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passager.

8° Une bête de somme.	0 ^f 10
9° Une charrette, chargée ou non, y compris le conducteur.	0 50
10° Une voiture suspendue appelée «jardinière», chargée ou non, y compris le conducteur.	0 75
11° Pour chaque cheval, mulet ou bœuf attelé, en plus d'un, aux charrettes ou aux voitures, il sera payé le prix fixé pour les bêtes de somme.	0 10
12° Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons traversant l'île.	0 04
13° Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	

3. Les bateliers ne pourront être contraints de passer une personne, une charrette ou une voiture isolément, sans attendre un laps de temps de demi-heure, qu'autant que les passagers consentiront à payer un droit triple, dans le cas d'un piéton, et double dans le cas d'une charrette ou d'une voiture.

Le paiement du droit sera double lorsque les eaux atteindront trois mètres cinquante centimètres à l'échelle du pont suspendu de Rauquemaure.

Ces deux dernières clauses sont applicables tant aux personnes étrangères qu'à celles se rendant dans l'île pour le compte des personnes abonnées.

Le passage sera interdit quand le fleuve charriera des glaçons, dans les temps de débâcle et lorsque les eaux seront à quatre mètres cinquante centimètres de hauteur à l'échelle du pont suspendu de Roquemaure.

Les deux niveaux des eaux ci-dessus mentionnés de trois mètres cinquante centimètres et quatre mètres cinquante centimètres à l'échelle du pont suspendu de Roquemaure seront indiqués par le concessionnaire au moyen de traits rouges marqués à l'embarcadère du bac et à un endroit très apparent de la rive.

Les bacs et bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

4. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent, les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, les officiers lors de la dorée et dans l'étendue de leur commandement;

5° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les gardes-pêche;

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5. Le concessionnaire devra passer sans aucun délai, soit avant, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 4.



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Janvier 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1439.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24255. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Manche, d'un réseau de Tramways à traction mécanique destiné à desservir la ville de Cherbourg et sa banlieue, de Tourlaville à Querqueville.*

Du 25 Juillet 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 4 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 28 mai 1887⁽¹⁾, portant :

1° Déclaration d'utilité publique et concession à la ville de Cherbourg d'un réseau de tramways à traction de chevaux, destiné à desservir ladite ville et sa banlieue, de Tourlaville à Querqueville, conformément aux dispositions générales du plan, en date du 8 janvier 1884;

2° Approbation du traité passé entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, et la société anglaise *The empire syndicate limited*, pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu l'article 2 dudit décret, stipulant que la déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans;

Vu la décision ministérielle du 16 mai 1889, prononçant la déchéance de la société *The empire syndicate limited*;

Vu l'avant-projet des modifications à apporter aux dispositions primitives et consistant dans la substitution de la traction mécanique à la traction par chevaux, dans la réduction à un mètre (1^m) de la voie et dans l'augmentation du tarif des voyageurs;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1104, n° 18146.

en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête du 13 mai 1890;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Cherbourg du 2 mai 1890;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Cherbourg, Tourlaville, Equeurdreville, Hainneville et Querqueville, en date des 9, 10 et 4 mai 1890;

Vu la délibération du conseil général et de la commission départementale de la Manche, en date des 15 avril et 31 mai 1890;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 23 octobre 1890;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 27 novembre 1890;

Vu la lettre du préfet de la Manche, en date du 1^{er} juin 1891;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le traité passé, à la date du 4 juillet 1891, entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, et la compagnie générale française des chemins de fer secondaires, aux termes duquel la ville rétrocède à ladite société la construction et l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, pour le transport des voyageurs et des marchandises, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné à desservir la ville de Cherbourg et sa banlieue, de Tourlaville à Querqueville, suivant les dispositions du plan d'ensemble du 8 janvier 1884, avec les modifications résultant du cahier des charges, en date des 4 et 9 juillet 1891.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau de tramways ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans et demi, à partir de la date du présent décret.

3. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation du réseau dont il s'agit par la ville de Cherbourg, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

4. Est approuvé le traité passé, le 4 juillet 1891, entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, d'une part, et la compagnie générale française des chemins de fer secondaires, d'autre part, pour la rétrocession de l'entreprise énoncée aux articles précédents.

Ledit traité de rétrocession, ainsi que le plan et le cahier des

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11322.

charges mentionnées aux articles 1 et 3 ci-dessus, resteront annexés au présent décret.

5. Il est interdit à la compagnie générale française des chemins de fer secondaires, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des tramways de Cherbourg, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre :

La ville de Cherbourg, représentée par M. Charles Moll, son maire, agissant sous réserve de la ratification par le conseil municipal et par l'administration supérieure,

D'une part;

Et la compagnie générale française des chemins de fer secondaires, représentée par M. Charles Ducourau, administrateur, muni des pouvoirs réguliers et dont une annexe est ci-jointe,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cherbourg rétrocède à la compagnie générale française des chemins de fer secondaires, dont le siège est à Paris, 27, rue de Londres, pour une durée égale à celle de la concession qui lui sera consentie par l'État, l'établissement et l'exploitation du réseau de tramways défini à l'article 2 du cahier des charges annexé au présent traité, lequel est conforme au cahier des charges-type approuvé par décret du 6 août 1881, sauf les dérogations ou modifications apportées dans les articles 2, 8 bis, 23, 24, 31 et 36. Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir, approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes.

2. La compagnie générale française des chemins de fer secondaires est substituée à la ville de Cherbourg dans toutes les obligations qui sont imposées à la ville elle-même par le cahier des charges annexé au décret d'approbation, de même que la compagnie est subrogée aux avantages résultant pour la ville de ce même cahier des charges.

3. Toutefois, les modifications aux trottoirs de la rue Grande-Vallée, nécessitées par le passage de la ligne A dans cette rue, seront faites par les soins et aux frais de la ville.

De plus, dans le cas où le gouvernement appliquerait la clause prévue à l'article 18 du cahier des charges, la compagnie sera tenue seulement à enlever les voies ferrées et la ville sera chargée du surplus des travaux pour la remise des lieux dans l'état primitif.

4. La compagnie payera annuellement à la ville de Cherbourg, à titre de droit de stationnement, tant du matériel fixe, que du matériel roulant, une redevance annuelle de cent francs (100^f). Cette redevance annuelle est fixée pour toute la durée de la concession. Elle ne pourra être augmentée, pour quelque cause que ce soit, même en cas de perception nouvelle que la ville serait autorisée à faire; elle sera

versée en espèces à la caisse municipale en une seule fois le 1^{er} juillet de chaque année.

5. Pour garantir envers la ville l'exécution de ses engagements, la compagnie générale française des chemins de fer secondaires affecte au cautionnement de son entreprise la somme de dix mille francs (10,000) sur les vingt-cinq mille francs (25,000) qu'elle a versés, le 14 décembre 1889, à la caisse du receveur municipal, les quatre mille francs (4,000) formant la différence devant constituer le cautionnement exigé par l'Etat.

Ce cautionnement envers la ville sera remboursé, savoir :

Quatre mille francs (4,000), après la mise en exploitation de la section de la ligne A comprise entre l'octroi de Tourlaville et celui d'Equeurdreville, et de la ligne B, partie ;

Deux mille francs (2,000) après la mise en exploitation de la section comprise entre l'octroi d'Equeurdreville et le loirage Saint-Clair ;

Et deux mille francs (2,000), après la mise en exploitation de la section comprise entre l'octroi de Tourlaville et la place de cette commune.

Les derniers deux mille francs (2,000) ne seront remboursés qu'à l'expiration de la concession.

Si la compagnie ne remplissait pas ses engagements envers la ville Cherbourg, toute somme non remboursée serait acquise à la ville.

Fait et signé en double original, après lecture, à Cherbourg, le 6 juillet 1891.

Le Maire de Cherbourg, *Un Administrateur*

Ch. MOULIER, *Oct. DUCON*

Enregistré à Cherbourg, le 21 août 1891, folio 63, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes. *Signé B. de Saint-Julien*

CHARGES DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACE ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

Art. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par moteurs mécaniques.

Tracé.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Ligne A (pour voyageurs et marchandises), de la place de Tourlaville à Querquesville.

Cette ligne empruntera :

1^o Dans la commune de Tourlaville, le chemin de grande communication n^o 10, de Cherbourg à Barilleur ;

2^o Dans la commune de Cherbourg : 1^o le chemin de grande communication n^o 10 précité (rue du Val-de-Saire) jusqu'à la rue de Paris ; 2^o la rue de Paris jusqu'à l'avenue du Cauchin ; 3^o la route nationale n^o 13 de Paris à Cherbourg (avenue du Cauchin, quai de Paris, rue des Tribunaux, rue Gambetta) jusqu'à la rue de la Fontaine ; 4^o la rue de la Fontaine, François-la-Vieille et Grande-Vallée jusqu'à la rue de l'Abbaye (route n^o 13) ; 5^o la route nationale n^o 13 déjà citée (rue de l'Abbaye) jusqu'à l'octroi d'Equeurdreville ;

- 3° Dans la commune d'Équeurdreville, la route nationale n° 13 déjà citée ;
 4° Dans la commune de Hainneville, la même route nationale n° 13 ;
 5° Dans la commune de Querveville, la même route nationale n° 13 jusqu'au chemin de grande communication n° 46, à l'entrée du foirage Saint-Clair.
 La ligne B (pour voyageurs et marchandises), du carrefour des rues du Val-de-Saire et de Paris, à la rue des Tribunaux par le pont tournant sur des écluses du bassin à flot. Cette ligne, qui est en entier sur la commune de Cherbourg, empruntera : 1° le chemin de grande communication n° 10 déjà ci-dessus dénommé (rue du Val-de-Saire), depuis la rue de Paris où elle se sépare de la ligne A ; 2° les terrains plats entre le bassin à flot et le port d'échouage, et le pont tournant sur les écluses du bassin ; 3° le quai de Paris jusqu'à la rue des Tribunaux, où elle se raccorde de nouveau avec la ligne A.

Il est entendu que le passage des lignes sur le quai de Paris n'aura lieu qu'à titre provisoire et qu'il pourra être supprimé sans indemnité dans le cas où l'administration supérieure jugerait à propos, à quelque époque que ce soit, d'autoriser l'établissement sur ce quai d'une voie ferrée se reliant aux chemins de fer de l'Ouest.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans le délai d'un an à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de façon que :

1° La ligne B entière et la section de la ligne A comprise entre l'octroi de Tourlaville et l'octroi d'Équeurdreville (traversée de la ville de Cherbourg) soit livrée à l'exploitation dans les dix-huit mois à partir du décret d'approbation ;

2° Les sections de la ligne A comprises entre la place et l'octroi de Tourlaville d'une part, et entre l'octroi d'Équeurdreville et le hameau Bourgeois d'autre part, soient livrées à l'exploitation dans le sixième mois qui suivra l'ouverture de la section de la ligne A correspondant à la traversée de Cherbourg ;

3° La section de la ligne A s'étendant du hameau Bourgeois à l'entrée du foirage Saint-Clair soit livrée à l'exploitation dans le douzième mois qui suivra l'ouverture de la section correspondant à la traversée de la ville de Cherbourg.

Largueur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, y compris toutes les saillies, notamment celle des marchepieds latéraux et celles du chargement des véhicules, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres cinq centimètres (4^m 05).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres au moins (1^m 70).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt-cinq mètres (25^m 00). Le maximum des déclivités est fixé à vingt-cinq millimètres (0^m 25).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le

profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. La portion de chaussée qui aura été démolie pour l'établissement de la voie ferrée sera rétablie aux frais du concessionnaire, en pavage ou en empierrement, selon ce qui existait antérieurement aux travaux, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, le concessionnaire entendu.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées, d'un mètre quatre-vingt centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10).

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^{er} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Traversée du pont tournant, des voies ferrées de la marine et de la compagnie de l'Ouest et passage sur le quai de Paris.

8 bis. La pose de la voie du tramway, dans la traversée des voies ferrées de la marine, sera faite par les soins du concessionnaire.

Les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter dans les traverses des voies de la marine seront effectuées par les soins du service des travaux hydrauliques, aux frais du concessionnaire.

Si, par suite de changements dans les voies ferrées de la marine, il devenait nécessaire de modifier les installations des voies des tramways, ces modifications seraient faites par le concessionnaire et à ses frais.

Si le tramway venait à être supprimé, le concessionnaire serait tenu de supporter les dépenses de rétablissement des lieux dans l'état primitif.

Il ne sera pratiqué aucune entaille dans les rails de la marine.

Le concessionnaire sera responsable des avaries ou accidents qui pourraient résulter de l'exécution de ses travaux et de la circulation de ses voitures à travers les voies de la marine, et supportera les frais du remplacement des rails que le service des travaux hydrauliques devrait enlever par suite des détériorations dues au passage des voitures du tramway.

Dans la partie du tracé où la voie ferrée du tramway empruntera le quai ouest du bassin à flot, l'axe de ladite voie sera placé à trois mètres soixante-dix centimètres (3^m 70) de l'arête du trottoir.

Il devra être dressé, pour les travaux relatifs à la rencontre de la voie du tramway avec celle des chemins de fer de la marine et de la compagnie de l'Ouest et au passage de cette voie sur le pont tournant du bassin à flot, des projets de détail qui seront soumis à des conférences spéciales entre les services intéressés.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier; ils seront posés sur des traverses espacées au maximum de quatre-vingt-quinze centimètres (0^m 95) d'axe en axe; ils pèseront au minimum vingt kilogrammes (20^k) quand ils reposeront directement sur les traverses, et au minimum dix-sept kilogrammes cinq cents grammes (17^k 500) quand ils reposeront sur des coussinets et qu'ils seront accompagnés de contre-rails.

Gares et stations.

11. Les trains devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours; exception est faite pour les parties de ligne correspondant à des longueurs de quatre-vingts mètres (80^m) de part et d'autre des points d'arrêt réguliers, pour la partie de la ligne B correspondant au pont tournant sur les écluses et à des longueurs de vingt mètres (20^m) de chaque côté du pont tournant à partir des extrémités de celui-ci et pour les points particuliers qui seraient déterminés par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, que des arrêts pour le service des voyageurs auront lieu aux points ci-après : place de Tourlaville, la Fonderie (hameau Vivier), octroi de Tourlaville, avenue du Cauchin (gare du chemin de fer de Paris), place du Château (théâtre), rue de la Fontaine, rue de l'Abbaye (près de la rencontre de la rue du Chantier), octroi d'Équeurdreville, hameau Bourgeois, hameau de la Mer et Querqueville.

Pour la réception et la livraison des marchandises, des stations seront fixées lors de l'approbation des projets définitifs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux véhicules automobiles, y compris à rails novés dans la chaussée, l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend le pavage ou l'empierrement des zones de roulement, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0'50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Les travaux de réparation et d'entretien des routes dont le sol sera emprunté par la voie ferrée, en raison de l'usage qui en sera fait par les voitures ordinaires sur la largeur de chaussée qui est affectée au service de la voie ferrée, ces chiffres pourront être relevés toutes les cinq ans.

Une subvention annuelle de trois centimes (0'03) par mètre carré de surface pavée et de neuf centimes (0'09) par mètre carré de surface empierrée, entendue par les soins et aux frais du concessionnaire, d'après les constatations qui seront faites, sera allouée au concessionnaire sur les fonds affectés à l'entretien des routes dont le sol sera emprunté par la voie ferrée, en raison de l'usage qui en sera fait par les voitures ordinaires sur la largeur de chaussée qui est affectée au service de la voie ferrée, ces chiffres pourront être relevés toutes les cinq ans.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la route, situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu, par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours sur la ligne A entière est fixé à six dans chaque sens.

Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens en passant sur le pont tournant et sans attendre les deux terminus est fixé à douze.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront d'un nombre de voitures tel que leur longueur totale ne dépasse pas cinquante mètres (50').

La vitesse des trains en marche ne dépassera pas quinze kilomètres (15^k) à l'heure en rase campagne et douze kilomètres (12^k) dans les traverses bordées au côté de la voie de maisons d'habitation. Elle sera réduite à six kilomètres (6^k) à la traversée du pont tournant et des principaux croisements de rues et autres points désignés par le préfet.

La vitesse des trains qui ne seront pas pourvus d'un frein continu ne pourra dépasser huit kilomètres (8^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 1 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1931.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières, et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'Etat et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés, qui seront les mêmes sur les deux lignes A et B.

Il est entendu que tous les prix résultant de l'application des tarifs qui donneraient lieu à la perception d'une somme non multiple de cinq centimes (0^e 05) seront augmentés du nombre minimum de centimes et fractions de centime nécessaire pour qu'ils deviennent un multiple de cinq centimes (0^e 05).

I. — TRANSPORTS À GRANDE VITESSE.

Voyageurs.

Les voyageurs transportés dans les compartiments couverts, garnis, fermés à glaces et sur les plates-formes y attenantes (1^{re} classe), payeront, pour le premier kilomètre, quinze centimes (0^e 15) et cinq centimes (0^e 05) pour chaque kilomètre en

plus, chaque kilomètre entamé étant compté comme parcouru et le minimum de perception par place étant fixé à vingt centimes (0' 20).

Les voyageurs transportés dans les compartiments couverts et fermés à glaces, mais non garnis, et sur les plates-formes y attenantes (2^e classe), payeront, pour le premier kilomètre, dix centimes (0' 10) et cinq centimes (0' 05) pour chaque kilomètre en plus, chaque kilomètre entamé étant compté comme parcouru et le minimum de perception par place étant fixé à dix centimes (0' 10).

Sur la demande du concessionnaire, des prix pourront être arrêtés par le ministre pour transports entre des points déterminés.

Il est entendu dès maintenant que tout transport effectué à l'intérieur de Cherbourg, entre les bureaux d'octroi, quels que soient la distance parcourue et le parcours suivi pour un même voyage, sera payé : en première classe, vingt centimes (0' 20); en deuxième classe, dix centimes (0' 10).

Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Les militaires et marins, non officiers, en uniforme, payeront demi-place, le minimum de perception étant maintenu toutefois à vingt centimes (0' 20) pour la première classe et à dix centimes (0' 10) pour la seconde.

Des prix spéciaux de vingt centimes (0' 20) en première classe et de dix centimes (0' 10) en deuxième classe, non susceptibles de réduction pour militaires et marins, seront appliqués entre le port militaire (square de l'Arsenal) et la place de Tourlaville d'un côté, et Querqueville de l'autre, et réciproquement, aux transports faits aux heures d'entrée et de sortie des ouvriers du port militaire; mais ces prix ne s'appliqueront qu'à l'aller au port le matin et au retour du port le soir.

Les voyages faits la nuit, c'est-à-dire après dix heures du soir et jusqu'à cinq heures du matin, donneront lieu à une majoration de moitié sur les prix du tarif. Toutefois, cette majoration ne s'appliquera pas aux voyages réguliers du soir commencés aux heures de la fin du service.

Chiens.

Dans les voitures comportant des compartiments spéciaux pour les chiens, ces animaux seront transportés à la moitié du tarif de la deuxième classe, le minimum de la perception étant fixé à vingt centimes (0' 20) par tête.

Marchandises de toute espèce.

Les marchandises transportées à la vitesse des voyageurs payeront, pour un transport de quatre kilomètres (4^k) ou tout autre moindre, et pour les poids indiqués ci-dessous, les taxes suivantes :

Jusqu'à cinq kilogrammes (5^k) inclusivement, trente centimes (0' 30);

Au delà de cinq kilogrammes (5^k) et jusqu'à dix kilogrammes (10^k) inclusivement, trente-cinq centimes (0' 35);

Au delà de dix kilogrammes (10^k) et jusqu'à vingt kilogrammes (20^k) inclusivement, quarante centimes (0' 40);

Et ainsi de suite par coupure de dix kilogrammes (10^k) jusqu'à cent kilogrammes (100^k) inclusivement, chaque coupure indivisible de dix kilogrammes (10^k) et fraction de dix kilogrammes (10^k) entraînant une augmentation de taxe de cinq centimes (0' 05);

Au delà de cent kilogrammes (100^k) et jusqu'à cent cinquante kilogrammes (150^k) inclusivement, un franc (1^f);

Au delà de cent cinquante kilogrammes (150^k) et jusqu'à deux cents kilogrammes (200^k) inclusivement, un franc vingt centimes (1^f 20);

Et ainsi de suite par coupure de cinquante kilogrammes (50^k) jusqu'à cinq cents kilogrammes (500^k) inclusivement, chaque coupure indivisible de cinquante kilogrammes (50^k) et fraction de cinquante kilogrammes (50^k) entraînant une augmentation de vingt centimes (0' 20);

Au delà de cinq cents kilogrammes (500^k) et jusqu'à six cents kilogrammes (600^k) inclusivement, deux francs soixante-dix centimes (2^f 70);

Au delà de six cents kilogrammes (600^k) et jusqu'à sept cents kilogrammes (700^k) inclusivement, trois francs (3^f);

Et ainsi de suite par coupure de cent kilogrammes (100^k) jusqu'à mille kilogrammes (1,000^k) inclusivement, chaque coupure indivisible de cent kilogrammes (100^k) et fraction de cent kilogrammes (100^k) entraînant une augmentation de taxe de trente centimes (0^f 30);

Au delà de mille kilogrammes (1,000^k), la taxe déterminée pour mille kilogrammes (1,000^k) sera augmentée de dix centimes (0^f 10) par coupure indivisible de cent kilogrammes (100^k) et fraction de cent kilogrammes (100^k);

Pour les transports au delà de quatre kilomètres (4^k), les taxes à appliquer seront celles ci-dessus, augmentées d'un quart par kilomètre parcouru, toute fraction de kilomètre en plus comptant pour un kilomètre.

Il est stipulé que le droit de péage entre pour les deux tiers et le prix de transport pour un tiers dans toutes les taxes applicables aux transports en grande vitesse.

II. — TRANSPORTS A PETITE VITESSE.

TARIF.

1^{re} Par tête et par kilomètre.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
 Veaux et porcs.....
 Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....
 Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2^{re} Par tonne et par kilomètre.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois façonnés pour menuiserie et autres. — Bois exotiques découpés. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viandes fraîches. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogueries. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes. — Allumettes chimiques. — Beurre frais. — Biscuits. — Bougies. — Brosse. — Chapellerie. — Chocolat. — Citrons. — Cochenille. — Confitures. — Conserves. — Coutellerie. — Cuir façonné, teints ou vernis. — Draperies. — Fruits verts. — Fruits confits. — Glaces. — Horloges. — Houblon. — Indienne. — Indigo. — Librairie. — Lièges. — Lingerie. — Machines en pièces. — Mercerie. — Oranges. — Papeterie. — Parfumerie. — Passenterie. — Sabots. — Savon de toilette. — Serrurerie. — Tapis. — Tissus non dénommés. — Toiles. — Vannerie. — Verrerie. — Verroterie. — Vins en bouteilles, en caisses et en paniers. — Pour chaque kilomètre.....
 2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farinés. — Riz. — Maïs. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons filés. — Laines filées pour tissage, peignées ou cardées. — Vins. — Vinaigres en fûts. — Boissons et bières en fûts. — Levure sèche. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fonte moulée. — Beurre salé en fûts. — Bouteilles vides. — Déchets de coton ou de laine lavés. — Goudron en fûts. — Poisson salé. — Pommes de terre. — Savon mou. — Savon non parfumé. — Suif en fûts. — Pour chaque kilomètre.....
 3^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers et engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Pierre de taille et produits de carrières. — Minerais de fer et autres. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Cailloux. — Sable. — Argile. — Tuiles. — Briques. — Ardoises. — Bois de teinture en bûches. — Côté brut ou en balles. — Laines brutes en suint ou en balles. — Pour chaque kilomètre.....

TAXE DE PÉAGE			PRIX DE TRANSPORT			TOTAL		
fr.	c.	d.	fr.	c.	d.	fr.	c.	d.
0	07		0	03		0	10	
0	025		0	015		0	04	
0	01		0	01		0	02	
0	06		0	03		0	09	
0	20		0	30		0	50	
0	15		0	27		0	42	
0	10		0	20		0	30	

matériel roulant transportés à petite vitesse en
(Par pièce et par kilomètre.)

Wagon ou chariot pour porter de trois à six tonnes
Wagon ou chariot pour porter plus de six tonnes
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi)

Tender de sept à dix tonnes
Tender de plus de dix tonnes

Les machines locomotives et tenders sont affectés comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc., des voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.

Les voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'au prix fixé pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est moindre que trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations, pour l'application du tarif des marchandises, sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Le chainage sera fait en suivant la ligne d'axe en axe des bureaux des terminus de la ligne. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).
Les fractions de poids, pour les transports en petite vitesse ne seront comptées que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k), toute fraction de dix kilogrammes (10^k) payant comme dix kilogrammes (10^k).

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quels que soient la distance parcourue et le poids transporté, le prix d'une expédition en petite vitesse ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^{fr} 40).

PRIX			TOTALS.		
de péage.		de transport.	TOTALS.		
fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
0	09	0	06	0	15
0	12	0	08	0	20
1	80	1	20	3	00
2	25	1	50	3	75
3	90	0	60	1	50
4	35	0	90	2	25
0	15	0	10	0	25
0	18	0	14	0	32
0	12	0	08	0	20
0	08	0	06	0	14

Bagages.

24. Ne seront acceptés dans ou sur les voitures à voyageurs que les paquets que les voyageurs pourront conserver avec eux, et qui par leurs formes, leurs dimensions ou leur odeur, ne seront pas de nature à incommoder d'une façon quelconque les autres voyageurs.

Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration supérieure, qui prononcera définitivement.

Transport des masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement.

ment par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le débi total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en voyageurs qu'en marchandises, les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires. — Les frais accessoires, ab ordinaire ou extraordinaire, de transport, de manutention, de chargement et de déchargement, dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transportement qui seront faits, dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Le concessionnaire sera tenu d'opérer, toutes les fois qu'il en sera requis, le chargement et le déchargement des marchandises.

Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise en destination des destinataires, de toutes les marchandises qui lui sont confiées, qu'il soit fait par la voie de terre, de mer ou d'eau, sous quelque dénomination que ce soit, et sans que les arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 22 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète sécurité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise en destination des destinataires, de toutes les marchandises qui lui sont confiées, qu'il soit fait par la voie de terre, de mer ou d'eau, sous quelque dénomination que ce soit, et sans que les arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du territoire de l'État, non plus que pour les gares qui desservent une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^{ks}) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires ne seront point obligés de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

TRAITEMENT PARTICULIERS.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce soit, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 22 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète sécurité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera tenu de fournir, à la demande et de l'entrepreneur, le matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à deux centimes (2^{cs}) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (4^{cs}) par tonne par kilomètre supplémentaire.

Le tarif à percevoir pour le matériel prêt, sera de deux centimes (2^{cs}) par tonne pour le premier kilomètre et de quatre centimes (4^{cs}) par tonne par kilomètre supplémentaire.

Le tarif à percevoir pour le matériel prêt, sera de deux centimes (2^{cs}) par tonne pour le premier kilomètre et de quatre centimes (4^{cs}) par tonne par kilomètre supplémentaire.

Le tarif à percevoir pour le matériel prêt, sera de deux centimes (2^{cs}) par tonne pour le premier kilomètre et de quatre centimes (4^{cs}) par tonne par kilomètre supplémentaire.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle sera opérée la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports et des envois seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués.

Les facteurs des postes et des télégraphes en service seront admis gratuitement dans les voitures du concessionnaire, mais dans le cas seulement où les voyageurs ne seront pas en nombre suffisant pour occuper toutes les places. A défaut de places libres, ils pourront se tenir sur les marchepieds, de façon à ne pas gêner la montée et la descente des voyageurs. Les dispositions destinées à régler l'exercice du droit conféré à l'administration par le présent paragraphe et à prévenir les abus seront arrêtées de concert entre le préfet, sur l'avis du directeur des postes et télégraphes du département, et le concessionnaire.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les conventions du service des postes, l'heure d'arrivée des dépôts dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que le service spécial aura imposées au concessionnaire, d'après la note qu'il aura pu en retirer, sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait d'après le rapport des deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à compter de la date du décret de concession, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement des frais de contrôle aura lieu dans le mois de la date du décret de concession; les suivants auront lieu d'année en année, dans le courant de janvier. Ils seront faits à la caisse du trésorier-payeur général de la Manche.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de quinze mille francs (15,000^f) en numéraire ou en rente sur l'Etat, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de telles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme sera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Cherbourg.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait dans le mois de la date du décret d'approbation, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Cherbourg.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture de la Manche, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Le maire de la ville de Cherbourg certifie que le conseil municipal de cette ville a adopté le cahier des charges ci-dessus dans sa séance du 9 juillet 1891.

Le Maire,

CH. MOLL.

Accepté au nom de la compagnie générale française des chemins de fer secondaires représentée par M. Charles Duçourau, muni à cet effet de pouvoirs réguliers.

Paris, le 4 juillet 1891.

Un Administrateur,

CH. DUÇOURAU.

Arrêté :

Paris, le 24 juillet 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Cherbourg, le 24 août 1891, folio 93, case 17. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : E. de Saint-Julien.

N° 24286. — **DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Dordogne, de Voies ferrées destinées à desservir les Quais du port de la Cité, à Périgueux.**

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 13 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département de la Dordogne, en vue de la déclaration d'utilité publique et de la concession audit département :

1° Des voies ferrées à établir sur les quais du port de la Cité, à Périgueux;

2° D'un embranchement destiné à relier ces voies avec celles du tramway de Périgueux à la Juvénie;

Ensemble le plan général visé par l'ingénieur en chef, le 30 avril 1889;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, dans la forme prescrite par le décret réglementaire du 18 mai 1881, et notamment l'avis de la commission d'enquête du 18 octobre 1890;

Vu la délibération du conseil général de la Dordogne, en date du 2 mai 1889, relative à l'établissement et à la concession des voies ferrées dont il s'agit;

Vu la délibération du conseil municipal de Périgueux, en date du 13 octobre 1890;

Vu la délibération de la commission départementale de la Dordogne, en date du 29 octobre 1890, prise conformément à la délégation donnée par le conseil général, dans sa séance du 21 août précédent;

Vu la convention passée, le 15 novembre 1890, entre le préfet de la Dordogne, agissant au nom du département, et la société des chemins de fer du Périgord, pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu, avec la convention et le cahier des charges y annexés, le décret du 21 décembre 1886, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway de Périgueux à la Juvénie;

Vu le décret du 18 mars 1890⁽¹⁾, qui a approuvé la substitution au sieur Empain de la société anonyme des chemins de fer du Périgord, pour la construction et l'exploitation des deux lignes de Périgueux à Saint-Pardoux-la-Rivière et de Périgueux à la Juvénie;

Vu la lettre du préfet, du 26 novembre 1890;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur du 17 avril 1891;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de la guerre, en date du 13 juin 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 13 août 1890 et 22 janvier 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 et le règlement d'administration publique du 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Dordogne, suivant les dispositions générales du plan susvisé, de voies ferrées destinées à desservir le quai du port de la Cité, à Périgueux, et à relier ce port avec la gare déjà autorisée pour le transbordement des marchandises entre les tramways de la Dordogne et les chemins de fer de la compagnie d'Orléans.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution des dites voies ferrées ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans, à partir du présent décret.

2. L'État concède les voies ferrées dont il s'agit, sans aucune subvention ni garantie d'intérêts, au département de la Dordogne, qui sera tenu à leur établissement et à leur exploitation suivant les dis-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1322, n° 22091.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

positions de la loi du 11 juin 1880 et conformément au cahier des charges annexé au décret du 21 décembre 1886 pour le tramway de Périgueux à la Juvénie, sauf les modifications signalées à l'article 5 de la convention dont il est parlé dans l'article suivant.

3. Est approuvée la convention passée, le 15 novembre 1890, entre le préfet de la Dordogne, au nom du département, d'une part, et la société des chemins de fer du Périgord, d'autre part, pour la rétrocession des voies ferrées faisant l'objet du présent décret.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 septembre 1891.

Signé : CARNOT,

Ministre des Travaux Publics.
Signé : Yves Duport,

Président du Conseil.

En un tout, cent quatre-vingt-dix et 10 quinz novembre

Entre les soussignés :

M. Prosper Pourcel, préfet de la Dordogne, agissant au nom du département de la Dordogne, en vertu des pouvoirs qu'il a reçus du conseil général, à la date du 16 avril 1890, et de la commission départementale, à la date du 29 octobre 1890,

D'une part :

Et la société des chemins de fer du Périgord, dont le siège est à Paris, rue de Courcelles, n° 49, rétrocessionnaire des lignes de tramways de Périgueux à Saint-Pardoux-la-Rivière et de Périgueux à la Juvénie

D'autre part ;

Ont été faites et acceptées les conventions suivantes :

Art. 1^{er}. Le département de la Dordogne, qui est en instance pour obtenir la concession d'un embranchement du tramway à vapeur de Périgueux à la Juvénie, désigné sous le nom d'embranchement du Port, s'engage à rétrocéder à la société des chemins de fer du Périgord l'établissement et l'exploitation dudit embranchement.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

2. La société des chemins de fer du Périgord est assujettie envers le département à toutes les obligations qui résultent pour le département du cahier des charges annexé au décret de concession, en date du 21 décembre 1886, pour le tramway de Périgueux à la Juvénie, sauf les modifications mentionnées à l'article 5 de la présente concession, de même qu'elle est subrogée aux avantages résultant pour le département de ce même cahier des charges.

3. Les subventions éventuelles de l'État resteront acquises au département sans que le rétrocessionnaire puisse élever aucune prétention à cet égard. Par contre, le département accorde à la société des chemins de fer du Périgord une somme de treize mille sept cent cinquante francs (13,750^f) à titre de subvention sur le capital de construction.

Moyennant cette allocation, la société des chemins de fer du Périgord reste chargée de tous les travaux d'infrastructure et de superstructure, achats de terrains, fourniture de matériel et, en général, de toutes les dépenses, et travaux d'établissement et d'entretien nécessaires pour la construction et l'exploitation de l'embranchement du port et de ses dépendances, suivant les dispositions de l'avant-projet, du cahier des charges et des règlements en vigueur.

Cette subvention sera payée au fur et à mesure de l'avancement constaté des travaux, y compris la valeur des approvisionnements et du matériel de l'exploitation rendu à pied d'œuvre. Toutefois lesdits approvisionnements et matériel ne seront portés en situation qu'après que le département les aura reçus contradictoirement et pris en charge.

Une retenue d'un cinquième (1/5) sera faite sur leur valeur estimée contradictoirement.

Le département payera ladite subvention en numéraire.

4. Le rétrocessionnaire est chargé d'exploiter à ses frais l'embranchement du port.

Les recettes effectuées sur cet embranchement seront reportées sur la masse générale des recettes du réseau départemental, tel qu'il a été concédé par le décret du 21 décembre 1886.

La longueur de l'embranchement ne sera pas ajoutée à la longueur du susdit réseau, ni pour le calcul des recettes kilométriques, ni pour le calcul des subventions de l'État ou de la participation du département aux recettes de l'exploitation.

5. L'embranchement du port sera régi par le cahier des charges de la ligne de Périgueux à la Juvénie, sauf les dérogations suivantes aux articles 1, 14, 16, 23, 24, 27, 30, 32, 35 et 36 de ce cahier des charges.

« Art. 1^{er}. La destination de l'embranchement est limitée au seul transport des marchandises à petite vitesse.

« 14. Le nombre des voyages qui devront être faits dans chaque sens, tous les jours, n'est pas limité et devra être proportionné aux exigences du trafic.

« 16. La concession prendra fin le 30 décembre 1886.

« 23. Aucun tarif n'est prévu pour la grande vitesse.

« 24. Cet article, relatif aux bagages, est supprimé.

« 27 et 30. Les prescriptions relatives à la grande vitesse sont supprimées.

« 32. Les prescriptions relatives à la zone de factage et camionnage obligatoires sont supprimées.

« 35. Le mot *train* est substitué aux mots *voitures de voyageurs*.

« 36. Cet article, relatif au service des postes, est supprimé. »

6. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer dans l'exécution des travaux de l'embranchement que du matériel de provenance française.

7. Le rétrocessionnaire s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que tous les autres frais accessoires auxquels pourraient donner lieu les présentes conventions.

Fait double à Périgueux, le 15 novembre 1890.

Le rétrocessionnaire, Le Préfet de la Dordogne,

Pour la société des chemins de fer

du Périgord,

Le Gérant-Directeur de l'exploitation,

Signé : DE WANDRE.

Enregistré à Périgueux, le 19 septembre 1890, folio 51, case 3. Reçu un franc

vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Fournier.

N° 24287. — DÉCRET portant modifications à divers articles du Code civil relatifs aux Conditions requises pour contracter Mariage et à l'État civil dans les Établissements français de l'Océanie.

Du 18 Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 23 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu les articles 55, 70, 71, 72, 73, 99, 148, 149, 150, 151, 152, 159 et 160 du Code civil;

Vu les articles 1, 2 et 3 du décret du 28 juin 1877, relatif au mariage des sujets français en Océanie;

Vu le décret du 28 décembre 1885 ⁽¹⁾, sur le gouvernement des établissements français de l'Océanie;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions des articles 1 et 2 du décret du 28 juin 1877, relatives au mariage des sujets français dont les ascendants ont leur domicile en Europe, sont rendues applicables aux sujets français de la colonie dont les ascendants résident en dehors des établissements français de l'Océanie, quel que soit le lieu de leur résidence.

2. Les dispositions de l'article 3 du même décret, relatives aux Français originaires d'Europe, sont également rendues applicables à tous les Français de la colonie, quel que soit leur lieu d'origine.

3. La production de l'acte authentique du consentement, prévu par l'article 73 du Code civil, ne sera pas exigée des futurs époux, lorsque les parents de ces derniers résideront dans une localité de la colonie dépourvue de notaire ou de tout autre officier public. Dans ce cas, le consentement pourra être donné par un simple acte écrit dont la signature sera légalisée par l'autorité locale. Lorsque les parents ne sauront pas écrire, leur consentement sera relaté dans un procès-verbal dressé par ladite autorité locale.

4. Les tribunaux de paix à compétence étendue de la colonie auront compétence pour statuer, sauf appel, sur les demandes en rectification des actes de l'état civil. Ils pourront aussi rendre des jugements devant tenir lieu d'actes omis.

5. Le gouverneur a qualité pour régler, par des arrêtés pris en conseil privé, tout ce qui se rattache à l'état civil en dehors des ques-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 348, n° 6193.

tions déjà réglées par le Code civil. Il pourra exceptionnellement modifier, dans la même forme, les délais fixés par la loi pour les déclarations des naissances et des décès.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Paris, le 18 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24288. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux militaires à Reims et à Saint-Mihiel.*

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Reims, le 2 décembre 1889, pour l'installation, dans les limites de l'octroi de la ville, d'une brigade de cavalerie;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Mihiel, en date du 21 juin 1890, aux termes de laquelle ladite ville s'engage à verser au trésor une somme de deux mille francs pour concourir à l'établissement d'un nouveau champ de tir pour les troupes de la garnison;

Vu l'état des sommes versées au trésor, par les deux villes désignées ci-dessus, en exécution des engagements pris par elles;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XXVII : *Bâtiments militaires* de la deuxième section (Dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice de 1891, un crédit de cinq

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cent deux mille francs (502,000), qui sera reparté entre les travaux militaires ci-après :

Reims. — Installation d'une brigade de cavalerie.....	500,000
Saint-Mihiel. — Etablissement d'un nouveau champ de tir.....	2,000
SOMME EGALE.....	
	502,000

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par les villes de Reims et de Saint-Mihiel.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24289. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction d'une Caserne d'infanterie à Toulouse.*

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Toulouse, le 15 mars 1888, pour la construction d'une caserne d'infanterie;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de cent mille francs a été versée au trésor par ladite ville, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XXVII : *Bâtiments militaires*, de la deuxième section du budget

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

de 1891, un crédit de cent mille francs (100,000^f), qui sera affecté à la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Toulouse.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUJAL.

Le Président du Conseil,

Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FRANÇAIS.

N° 24290. — **Décret** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux militaires à Cahors.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre,
Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Cahors pour le dégagement des abords de la caserne Bessières;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de trente-cinq mille huit cent quarante et un francs quarante-trois centimes a été versée au trésor par ladite ville, en exécution de cette convention;

Vu l'article 53 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, chapitre XXVII : *Bâtiments militaires*, un crédit de trente-cinq mille huit cent quarante et un francs quarante-trois centimes (35,841^f 43), qui sera affecté aux travaux de dégagement des abords de la caserne Bessières, à Cahors.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Cahors.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24291. — DÉCRET qui reconnaît la Maison d'arrêt, de justice et de correction de Foix (Ariège) comme Établissement affecté à l'emprisonnement individuel des Détenus des deux sexes.

Du 23 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt, de justice et de correction de Foix, département de l'Ariège, est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24292. — DÉCRET qui fixe la quantité de Vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra, jusqu'au 30 juin 1892, être admise en France à des traitements de faveur.

Du 17 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 19 Novembre 1891)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 689, n° 11666.

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture ;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France ;

Vu, notamment, l'article 5^e paragraphe D, de l'adite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3 de l'adite loi ;

Vu les statistiques fournies par le résident général,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est fixée à cinquante mille hectolitres (50,000^e) la quantité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France jusqu'au 30 juin 1892, dans les conditions de la loi susvisée.

2. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre de l'agriculture

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24293. — *DÉCRET relatif à la vente en Algérie des Cartouches de poudre de mine.*

Du 25 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal Officiel du 27 Novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les ordonnances des 14 février 1835 ⁽¹⁾, 22 juin 1841 ⁽²⁾ et 4 septembre 1844 ⁽³⁾ ;

Vu le décret du 21 février 1851 ⁽⁴⁾ ;

Vu le décret du 12 juin 1890 ;

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 352, n° 5684.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 826, n° 9382.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 1135, n° 11513.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 360, n° 2775.

Sur les rapports des ministres des finances et de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les cartouches de poudre de mine comprimée seront vendues en Algérie au prix de la poudre de mine qui les compose, majoré de vingt-cinq centimes (0^e 25^e) par kilogramme.

Ces prix sont fixés comme suit :

	ENTRÉES.	DÉBIT.
Cartouches de poudre de mine comprimée :		
Lente.....	1 75	2 00
Ordinaire.....		
Fort.....		

2. Les ministres des finances et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1891.

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,*
Signé : C. DE FREYCINET.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 24294. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Affaires étrangères un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1889.

Du 30 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances mentionnées dans l'état susvisé concernent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

des services prévus au budget de l'exercice précité et n'excèdent pas les crédits qui lui étaient applicables;

Vu la lettre du ministre des finances,

1891

Décreté : Le ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889, un crédit de douze mille sept cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-quatre centimes (12,790^{fr} 84) montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889, un crédit de douze mille sept cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-quatre centimes (12,790^{fr} 84) montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre des affaires étrangères est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : ROLVIER.

Signé : A. RIBOT.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889.

EXERCICE.	DÉSIGNATION des services.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1889	189	Remboursement à divers agents diplomatiques et consulaires de frais de voyages et de courriers effectués en 1889.	12,790 ^{fr} 84	12,790 ^{fr} 84	12,790 ^{fr} 84
1889	Frais de voyages et de courriers.	Frais de passage de divers agents sur les paquebots de la compagnie des messageries maritimes en 1889.			

N° 24295. — DÉCRET qui nomme un Membre du Comité supérieur de la Caisse des Offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer.

Du 3 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 6 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juin 1860 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 27 novembre 1872;

Vu les décrets des 9 janvier 1873 ⁽²⁾ et 31 octobre 1880 ⁽³⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre, de la marine et des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Chaudruc de Crazannes, intendant militaire, directeur des services administratifs au ministère de la guerre, est nommé membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales, en remplacement de M. l'intendant général Barattier.

2. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de la marine.

Signé : E. BARBEY.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24296. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1891, un Crédit représentant le produit de la Vente de vieilles matières remises à l'Administration des Domaines.

Du 8 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891;

Vu, spécialement, l'article 9 de la loi susvisée, relatif à la vente des vieilles matières provenant du département de la marine;

Vu le décret du 3 octobre 1891 ⁽⁴⁾, portant ouverture au ministre de la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 814, n° 7797.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 118, n° 1734.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 570, n° 9944.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1432, n° 24178.

marine, sur l'exercice 1891, d'un crédit de neuf cent cinquante mille francs; Considérant que, d'après le compte tenu dans les écritures du département des finances, le produit de la vente des matières remises en 1891 à l'administration des domaines s'élève, au 1^{er} novembre 1891, à la somme de quatre cent six mille quatre cent trente-trois francs, après réalisation, au profit des domaines, du produit de huit cent neuf mille francs inscrit au budget des recettes et déduction faite du crédit ouvert par le décret visé ci-dessus;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 décembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, au titre du chapitre XVIII : *Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant*, un crédit de quatre cent mille francs (400,000').

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources prévues par l'article 30 de la loi de finances du 26 décembre 1890.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24297. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Brioux, canton de Brioux, arrondissement de Melle, département des Deux-Sèvres, portera à l'avenir le nom de *Brioux-sur-Boutonne*. (*Fontainebleau, 26 Août 1891.*)

N° 24298. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le nombre des personnes désignées pour l'arrondissement de Versailles, en vertu de l'article 29 de la loi du 3 mai 1841, et parmi lesquelles sont choisis les membres du jury spécial chargé de régler les indemnités dues par suite d'expropriations pour cause d'utilité publique, est porté, jusqu'au 31 août 1893, à cent quarante-quatre, en application de la loi du 3 juillet 1880. (*Fontainebleau, 26 Août 1891.*)

N° 24299. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du

5 avril 1884 sera nommé dans la section de Chéra, commune de Solta, canton de Serra-di-Scopamene, arrondissement de Sartène, département de la Corse.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an x (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (*Fontainebleau, 27 août 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Janvier 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1440.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24300. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, d'une ligne de Tramways de Pithiviers à Toury.

Du 20 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 23 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, d'une ligne de tramways à voie de soixante centimètres de largeur entre les bords intérieurs des rails, à traction de locomotives, et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Pithiviers et Toury;

Vu notamment le plan d'ensemble de ladite ligne,

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique auxquelles cet avant-projet a été soumis dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu notamment les délibérations des commissions d'enquête, en date des 12 juillet et 18 août 1890 et 7 avril 1891;

Vu l'avis de la chambre de commerce d'Orléans, en date du 8 août 1890;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale du Loiret, en date des 24 août 1889, 15 avril et 23 août 1890, 8 et 30 avril 1891;

Vu les délibérations du conseil général d'Eure-et-Loir, en date des 16 avril et 21 août 1890 et 8 avril 1891;

Vu le cahier des charges dressé le 14 août 1890;

Vu le traité passé, le 8 août 1891, entre le préfet du Loiret, agissant au

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

nom du département, et la société des établissements *Decauville* aîné, pour l'exploitation de la ligne;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 5 février et 28 mai 1891;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de la guerre, en date du 4 mai 1891;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 6 juillet 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾ et 20 mars 1882⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramways à voie de soixante centimètres (0^m60) de largeur entre les bords intérieurs des rails, à traction de locomotives et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Pithiviers et Toury.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département du Loiret est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, à ses risques et périls, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement du tramway mentionné à l'article 1^{er} est fixé à vingt-huit mille francs (28,000^f) par kilomètre, y compris les travaux complémentaires qui pourront être jugés nécessaires pendant les quinze premières années de l'exploitation, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder trente-deux kilomètres (32^k).

Les frais d'exploitation, par kilomètre et par an, seront fixés à forfait à une somme égale au montant de la recette brute, tant que celle-ci n'atteindra pas deux mille trois cents francs (2,300^f) par kilomètre. Quand la recette dépassera deux mille trois cents francs (2,300^f), les frais d'exploitation seront donnés par la formule

$$F = 1,150 + \frac{R}{2}$$

et R la recette brute kilométrique, impôts déduits.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n^o 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n^o 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n^o 11818.

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter pour le trésor des dispositions qui précèdent est fixé à la somme de dix-sept mille neuf cent vingt francs (17,920^f).

La durée du concours de l'État est limitée à l'expiration de la période d'amortissement de l'emprunt qui sera contracté par le département pour la construction de la ligne.

4. Est approuvé le traité passé, le 8 août 1891, entre le préfet du Loiret, au nom de ce département, et la société des établissements Decauville aîné, pour l'exploitation du tramway de Pithiviers à Toury.

Ledit traité, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visé, resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 20 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

TRAITÉ.

Entre le département du Loiret, représenté par M. Bagnier, officier de la Légion d'honneur, préfet dudit département, et la société des établissements Decauville aîné,

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de la convention.

ART. 1^{er}. Le département du Loiret confie à la société d'exploitation des établissements Decauville aîné, suivant les clauses applicables de la loi du 11 juin 1880 et des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882, et aux conditions du cahier des charges annexé à la présente convention et en faisant partie intégrante, l'exploitation de la ligne de tramways sur route à traction de locomotives, à voie de soixante centimètres (0^m 60) de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Pithiviers à Toury, pour le transport des voyageurs et des marchandises.

Construction.

2. Le département du Loiret construira à ses frais la ligne faisant l'objet de la présente convention, sur les territoires des départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, la mettra en état complet d'exploitation et en fera remise à la société, dont la prise de possession sera constatée par un procès-verbal contradictoire de livraison. Cette construction comprendra : les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, y compris les raccordements aux gares des voyageurs et de marchandises de la compagnie d'Orléans, à Pithiviers et à Toury, le matériel fixe, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers. Il prendra à sa charge, dans l'avenir, le montant de tous les travaux complémentaires de premier établissement que rendra nécessaires le développement du trafic et qui seront arrêtés d'un commun accord avec la société.

Dans le cas où cet accord ne pourrait s'établir tant au moment de la livraison de la ligne qu'à toute autre époque du bail, les travaux supplémentaires à exécuter seront arrêtés en dernier ressort par le ministre des travaux publics, le département et la société d'exploitation entendus.

A la fin de chaque exercice, le capital d'établissement sera, la société entendue, arrêté par le préfet et notifié à la société.

Matériel et exploitation.

3. La société d'exploitation fournira le matériel roulant et le tiendra constamment au niveau des besoins du trafic, et le département lui en remboursera la valeur en capital.

Dans le cas où le département et la société ne pourraient se mettre d'accord au sujet de la valeur de ce matériel et de la quantité de véhicules nécessaires pour les besoins du trafic, la question serait résolue en dernier ressort par le ministre des travaux publics, comme il est dit à l'article précédent.

La valeur de ce matériel sera portée au compte de premier établissement et est aujourd'hui approximativement fixée à cent soixante-cinq mille francs (165,000^f).

La société prendra à sa charge les dépenses d'exploitation, de quelque nature qu'elles soient. Elle devra notamment maintenir en bon état d'entretien le chemin de fer et ses dépendances. Cet entretien comprendra le remplacement des objets mis hors d'usage par l'usure normale pendant la durée du bail.

Contrôle des recettes et dépenses.

4. La vérification et le contrôle des comptes de dépenses et recettes se feront conformément aux règles posées par le décret du 20 mars 1882, en ce qui concerne le compte d'exploitation.

Conditions d'exploitation.

5. Si la recette brute kilométrique (impôts déduits) est inférieure à mille huit cents francs (1,800^f), les frais d'exploitation seront évalués à forfait à mille huit cents francs (1,800^f) et, par suite, l'exploitation sera considérée comme en déficit. Dans ce cas, à la fin de chaque exercice, le département payera au concessionnaire, par kilomètre, la moitié de la différence entre mille huit cents francs (1,800^f) et ladite recette brute.

Si la recette brute est supérieure à mille huit cents francs (1,800^f) et inférieure à deux mille trois cents francs (2,300^f), le concessionnaire la conservera tout entière.

Si la recette brute kilométrique est supérieure à deux mille trois cents francs (2,300^f), les frais d'exploitation seront calculés par la formule $F = \frac{2,300}{2} + \frac{R}{2}$ (mille

cent cinquante francs (1,150^f), plus la moitié de la recette brute, impôts déduits). La totalité des excédents, sous déduction des prélèvements destinés à constituer le fonds de renouvellement prévu à l'article 6 ci-dessous, recevra les affectations ci-après :

Elle servira d'abord à couvrir les insuffisances des exercices précédents que la société aura prises à sa charge et dont elle aura fait précédemment état, avec intérêt à quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o). Lorsque ces insuffisances seront couvertes, les excédents des recettes sur les frais d'exploitation appartiendront au département, qui commencera par se couvrir avec intérêts à quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o) des sommes payées à la société, en vertu du premier paragraphe du présent article, et qui ensuite en conservera la totalité jusqu'à concurrence de l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) des dépenses de premier établissement faites par lui.

Lorsque ce chiffre sera atteint, les excédents supplémentaires seront partagés par moitié entre le département et la société.

S'il y avait lieu d'appliquer l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, le département et la société seraient chargés de rembourser à l'État, par parties égales, les sommes prévues par ledit article.

Fonds de renouvellement.

6. Lorsque l'exploitation donnera un bénéfice net constaté comme il est dit à l'article 4, le tiers du bénéfice net revenant à la société sera consacré, chaque année, à constituer un fonds spécial de réserve jusqu'à concurrence de mille cinq cents francs (1,500^f) par kilomètre exploité.

Ce fonds, qui devra être au besoin rétabli chaque année, sera déposé dans les caisses départementales; il n'y pourra être touché que d'accord avec le préfet et exclusivement pour les grosses réparations et réfections.

En fin de bail ou en cas de résiliation, le département retiendra, s'il y a lieu, sur ce fonds spécial et sur le cautionnement, la somme qui sera jugée nécessaire par le ministre des travaux publics, comme il est dit à l'article 2, pour remettre toute la ligne en état normal d'entretien, matériel roulant compris.

Nombre de trains.

7. La société ne peut être tenue à faire sur la ligne plus de trois trains de voyageurs par jour dans chaque sens, tant que le produit brut de cette ligne (impôts déduits) n'excèdera pas trois mille francs (3,000^f) par kilomètre.

Mais à l'époque des transports de betteraves la société devra faire autant de trains de marchandises que le trafic l'exigera.

Au delà de la limite de trois mille francs (3,000^f), le département aura le droit d'exiger un train de plus par mille cinq cents francs (1,500^f) ou fraction de mille cinq cents francs (1,500^f) de produit brut kilométrique.

Longueur de la ligne.

8. La longueur de la ligne sera fixée par un chainage continu ayant pour extrémités les axes des bâtiments des gares extrêmes.

Matériel et agents français.

9. La société s'engage à n'employer dans son exploitation que du matériel construit en France et à n'utiliser que des Français comme agents de son exploitation.

Durée.

10. La durée de la présente convention est fixée à quinze ans; elle continuera ensuite, par tacite reconduction, avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin en prévenant l'autre un an à l'avance. A l'expiration du bail, la société fermière ne pourra élever aucune réclamation en raison des insuffisances d'exploitation qui auront pu se produire et qui ne lui auront pas été remboursées.

Déchéance.

11. Faute par la société d'exploitation d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par la présente convention, par le cahier des charges qui y est annexé et par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, elle encourra la déchéance qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Cautionnement.

12. La société déposera dans la caisse départementale, avant de commencer l'exploitation, un cautionnement de cinq mille francs (5,000^f) par kilomètre. En cas de déchéance, ce cautionnement appartiendra au département.

Frais de contrôle.

13. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} février, afin de pourvoir aux frais de contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie exploitée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} février qui suivra le jour de la mise en exploitation de la ligne, à la caisse du trésorier-payeur général du Loiret.

Contestations.

14. Toutes les contestations relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, à l'exception de celles dont le règlement est stipulé par le décret

du 20 mars 1882 et par la présente convention, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du Loiret, sauf recours au Conseil d'État.

Enregistrement.

15. La société s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que tous les autres frais accessoires auxquels pourraient donner lieu la présente convention et le cahier des charges qui en fait partie.

Orléans, le 8 Août 1891.

Pour l'Administrateur délégué,

Signé : A. GAILLÉ.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : PAUL DECAUVILLE.

Le Préfet,

Signé : BOURGNER.

Enregistré à Corbeil, le 9 septembre 1891, folio 10-6. Reçu pour fourniture de matériel mille six cent cinquante francs, pour redevance vingt francs, décimes quatre cent dix-sept francs cinquante centimes; au total, deux mille quatre-vingt-sept francs cinquante centimes. Signé : Duveau.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne partira de la gare actuelle de Pithiviers et aboutira à celle de Toury; elle empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Chemin de grande communication n° 22;

Chemin d'intérêt commun n° 34;

Chemins de grande communication n° 20 et 21;

Chemins d'intérêt commun n° 10 et 22.

3. (Supprimé.)

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres (3^m).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m). Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 0030).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le fermier aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée en rase campagne. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet; le fermier restera chargé d'entretenir à ses frais cet empièchement.

La chaussée empièchée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée en rase campagne. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées d'un mètre quarante (1^m 40) de largeur et d'au moins vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour les chemins vicinaux, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée. Toutefois le préfet pourra autoriser la suppression de la bordure et du caniveau dans les parties du tracé où cette suppression serait reconnue n'avoir pas d'inconvénients.

Traverses des villes et villages (voie établie sur un trottoir).

8. Dans les traverses des villes et des villages, si la voie ferrée est établie sur un

trottoir, elle reposera sur une couche de ballast d'épaisseur au moins égale à celle indiquée dans l'article précédent.

Ce trottoir sera limité, du côté de la route, par une bordure en pierre d'au moins quatorze centimètres (0^m 14) de saillie, dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre; cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée. Un autre intervalle libre d'un mètre (1^m) subsistera entre ce matériel et les constructions existantes ou les alignements approuvés pour la traverse.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau du trottoir, ne formeront sur l'entre-rail que la saillie nécessaire pour le passage du boudin des roues du matériel de la voie ferrée.

Entre la verticale de la bordure indiquée ci-dessus et le nu des constructions existantes ou futures situées du côté opposé, il devra rester une largeur d'au moins cinq mètres soixante centimètres (5^m 60).

Traverses des villes et villages (voie établie dans la chaussée).

8 bis. Dans les traverses des villes et des villages, si les voies ferrées sont établies dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6, le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

A) Pour un trottoir, un mètre (1^m) ;

B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60) ;

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du département.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes cinq cents grammes (9^k 500) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en acier, système Pechot.

Gares et stations.

11. Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes sont provisoirement arrêtés ainsi qu'il suit :

1° Des stations seront établies à Pithiviers; à Guigneville; à Torville; entre Guigneville et Grigneville; à Châtillon; entre Châtillon et Bazoches, au droit du chemin vicinal de Fresnay-l'Aubry; à Bazoches, près du hameau de Malvoisine; à Outarville et enfin à Toury, soit neuf stations;

1° Des points d'arrêt existeront au droit du hameau d'Ormes, au droit de celui de Bitry, à Guendreville et près de la ferme de Brandelou, soit quatre points d'arrêt.

Le département pourra établir de nouvelles stations et de nouveaux points d'arrêt là où il en reconnaitra la nécessité, sans que le fermier puisse élever de réclamation en raison de ces nouvelles charges d'exploitation.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du fermier, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de routes ou de chemins atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la réfection ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le fermier à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens sur la ligne entière est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de douze voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

16. (Supprimé.)

17. (Supprimé.)

18. (Supprimé.)

19. (Supprimé.)

20. (Supprimé.)

21. (Supprimé.)

22. (Supprimé.)

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le département et le fermier des travaux et dépenses qu'ils

s'engagent à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'ils rempliront exactement toutes leurs obligations, ils sont autorisés à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

		PREX à percevoir.	
<i>Grande vitesse.</i>		fr. c.	
Voyageurs....	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe)...	0	12
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0	09
	Au-dessus de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.		
Enfants.....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.		
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.		
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0	02
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30)			
<i>Petite vitesse.</i>			
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0	12
Veaux et porcs.....		0	06
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0	03

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

<i>Marchandises transportées en grande vitesse.</i>			
Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0	50
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Oeufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		0	25
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Betteraves. — Pommes de terre. — Ris, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrans. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuvres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....		0	20
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerai autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables....		0	15

Tarif spécial par wagon complet.

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 0^e 80 par wagon de quatorze mètres cubes et par kilomètre.

3° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

<i>Grande vitesse.</i>			
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....		0	30

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au fermier

qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le fermier et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au dessus de cinq kilogrammes jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à quarante centimes (0'40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le fermier; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de mille cinq cents kilogrammes (1,500^k).

Néanmoins le fermier ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de mille cinq cents à deux mille cinq cents kilogrammes (1,500 à 2,500^k), mais les droits de péage et le prix de transport seront augmentés de moitié.

Le fermier ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le fermier transporte des masses indivisibles pesant plus de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du fermier.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5.000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du fermier.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculées de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le fermier jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le fermier sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le fermier dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le fermier aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le fermier sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du fermier et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le fermier sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délai de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du fermier.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises il pourra être établi, sur la proposition du fermier, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du fermier.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du fermier.

Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédées avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le fermier sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du fermier. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Le fermier opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages, etc., et d'une manière générale de tous les colis susceptibles d'être chargés ou déchargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à trois cents kilogrammes (300^k).

Il ne sera pas tenu d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au fermier, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le fermier sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le fermier sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'Etat se serait engagé à fournir au fermier une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le fermier pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au fermier, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le fermier doit verser chaque année à la date du 1^{er} février, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^{fr}) par kilomètre de voie affermée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} février qui suivra la mise en exploitation de la ligne, à la caisse du trésorier-payeur général du Loiret.

Cautionnement.

38. Avant la signature du bail, le fermier déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cinq mille francs (5.000^{fr}) par kilomètre de ligne affermée en numéraire ou en rente sur l'Etat, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle ne sera remboursée qu'après l'expiration du bail.

Élection de domicile.

39. Le fermier devra faire élection de domicile à Pithiviers.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la sous-préfecture de Pithiviers.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le fermier et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Loiret, sauf recours au Conseil d'Etat.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le fermier.

42. Sont annulés les articles 3, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22.

Sont modifiés les articles 7, 8, 23, 32 et 38.

Dressé par l'ingénieur en chef soussigné :

Orléans, le 14 août 1890.

Signé : HEUDE.

Fait et arrêté à Orléans, le 8 août 1891.

Pour l'Administrateur délégué,

Signé : A. GRILLE.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : PAUL DECAUVILLE.

Le Préfet,

Signé : BONGHE.

Enregistré à Corbeil, le 9 septembre 1891, folio 10-6. — Acte exempt de droits. —
Signé : DAVEAU.

N° 24301. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement d'une Conduite d'eau sur les quais du port de Philippeville.

Du 5 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 77, 78, 79 et 80) du trésorier-payeur du département de Constantine (Algérie), constatant qu'il a été versé au trésor public, les 19 et 22 juin 1891, par divers intéressés, pour l'établissement d'une conduite d'eau sur les quais du port de Philippeville, une somme totale de dix mille trois cents francs, savoir :

NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
77	19 juin 1891..	Compagnie générale transatlantique.....	3,033' 33"
78	Idem.....	Société générale des transports maritimes...	3,033 33
79	Idem.....	Compagnie anonyme de navigation mixte....	3,033 34
80	22 juin 1891..	M. Hersent.....	1,200 00
TOTAL comme ci-dessus...			10,300 00

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 septembre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre XLV : *Travaux ordinaires en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de dix mille trois cents francs (10,300^f) applicable à l'établissement d'une conduite d'eau sur les quais du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des Travaux publics,

Signé : YVES GUTOT.

N° 24302. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de canalisation d'eau à Sèvres et à Vauresson.*

Du 5 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 6657 et 7658) du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 22 juin et 16 juillet 1891, par M. Poulet (André) et par M^{lle} Pamelard, une somme totale de neuf cent soixante-dix francs (270^f + 700^f), à titre de fonds de concours, pour travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'avenue Sainte-Lucie, à Sèvres, et de l'allée Saint-Gilles, à Vauresson;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 septembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre xxxviii : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de, neuf cent soixante-dix francs (970^f) applicable à divers travaux de canalisation d'eau d'une partie de l'avenue Sainte-Lucie, à Sèvres, et de l'allée Saint-Gilles, à Vauresson.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés,

¹ xi^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24303. — *DÉCRET relatif à l'exécution des Travaux d'amélioration du port de Port-Rhu, à Douarnenez (Finistère).*

Du 1^{er} Octobre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, du ministre de l'intérieur et du ministre des travaux publics;

Vu, avec les rapports à l'appui, le projet dressé, les 14 août et 14 septembre 1890, par les ingénieurs du département du Finistère, pour l'amélioration du port de Port-Rhu, à Douarnenez (Finistère);

Vu la délibération, en date du 7 septembre 1889, par laquelle le conseil municipal de Douarnenez s'est engagé, au nom de la ville, à verser à l'État, pour l'exécution de ce projet, un subside de vingt-cinq mille francs moyennant l'institution, à son profit, d'une taxe de tonnage sur les navires qui fréquentent le port;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique, notamment le rapport de la commission d'enquête en date du 23 janvier 1891;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Quimper, du 14 janvier 1891;

Vu le dossier des conférences mixtes, ensemble les adhésions délivrées, le 30 juillet 1890, par le directeur du génie, et le 6 août 1890 par le directeur des travaux hydrauliques de la marine;

Vu la lettre du ministre des finances, du 25 mars 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 8 mai et 17 novembre 1890 et 5 mars 1891;

Vu la loi du 19 mai 1866;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'exécution des travaux d'amélioration du port de Port-Rhu, à Douarnenez (Finistère), conformément aux dispositions du projet ci-dessus visé et aux avis également ci-dessus visés du conseil général des ponts et chaussées.

2. Il est pris acte de l'offre faite par la ville de Douarnenez, ainsi qu'il résulte de la délibération de son conseil municipal en date du

7 septembre 1889, de fournir à l'État, pour l'exécution de ces travaux, un subside de vingt-cinq mille francs (25,000').

Ce subside sera versé au trésor par acomptes successifs au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance de chaque versement partiel et l'époque à laquelle il devra être effectué seront déterminées par le ministre des travaux publics.

Le surplus de la dépense, évalué à quatre-vingt-cinq mille francs (85,000'), sera prélevé sur les ressources annuellement inscrites au budget du ministère des travaux publics, deuxième section (*Amélioration des ports maritimes*).

3. La ville de Douarnenez est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent (4 p. 0/0), une somme de vingt-cinq mille francs (25,000') remboursable en vingt ans pour servir au paiement du subside mentionné à l'article précédent.

Cet emprunt pourra être contracté soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

4. A partir de la promulgation du présent décret, il sera établi au port de Port-Rhu, sur les navires entrant chargés dans ledit port ou venant y prendre charge, un droit de trente centimes (0'30) par tonneau de jauge.

Ce droit sera réduit à quinze centimes (0'15) par tonneau de jauge pour les navires se livrant au cabotage entre ports français.

Sont exempts de tous droits :

- 1° Les navires jaugeant vingt-cinq tonneaux et au-dessous;
- 2° Les navires appartenant à l'État ou employés à son service;
- 3° Les navires affectés au pilotage et au remorquage;
- 4° Les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce;
- 5° Les navires entrés sur lest et repartant sur lest sans avoir pris de chargement.

5. La perception du droit de tonnage établi par l'article précédent est concédée à la ville de Douarnenez, pour le produit en être exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt de vingt-cinq mille francs (25,000') qu'elle se propose de contracter pour faire face aux charges qui lui incombent en vertu de l'article 2 du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au

complet remboursement de l'emprunt et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de vingt années.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la ville de Donar-nenez adressera au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu détaillé des recettes, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre de l'intérieur et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux
publics,

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,

Signé : YVES GUYOT.

Signé : JULES ROCHE.

N° 24304. — *DÉCRET relatif à l'acquisition des Terrains destinés à l'extension des terre-pleins et chaussées des Quais de la rive droite du port de Rouen (Seine-Inférieure).*

Du 1^{er} Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu, avec les rapports à l'appui, le projet présenté par les ingénieurs du service de la navigation de la Seine, quatrième section, pour l'acquisition des terrains destinés à l'extension des terre-pleins et chaussées des quais de la rive droite du port de Rouen;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur ce projet et notamment le rapport de la commission d'enquête, en date du 13 octobre 1890;

Vu le dossier des conférences mixtes, ensemble les adhésions délivrées, le 23 décembre 1890, par le directeur des travaux hydrauliques de la marine, et le 14 janvier 1891, par le directeur du génie;

Vu les délibérations, en date des 27 février, 8 mai 1890 et 25 juin 1891, par lesquelles la chambre de commerce de Rouen s'est engagée, moyennant la prorogation à son profit de la perception du droit de tonnage de cinquante-cinq centimes par tonneau de jauge, institué au port de Rouen par les lois des 14 décembre 1875, 11 mars 1885 et 20 juillet 1887, à fournir un subside égal aux soixante-cinq centièmes de la dépense totale des acquisitions de terrains, évaluée à un million de francs;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine-Inférieure, en date du 18 août 1891, et du conseil municipal de Rouen, en date du 21 août 1891, par lesquelles le département de la Seine-Inférieure et la ville de Rouen se sont engagés à payer respectivement, dans la proportion de cinquante-trois pour cent et de quarante-sept pour cent, les trente-cinq centièmes restant de la dépense totale d'acquisition des mêmes terrains;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 10 juillet 1890 et 19 février 1891;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu les lois des 14 décembre 1875, 11 mars 1885 et 20 juillet 1887;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchandise;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu les lettres du ministre des finances des 2 mai et 5 septembre 1891 et du ministre de l'intérieur des 14 août et 1^{er} septembre 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'acquisition, sur la rive droite de la Seine, dans les communes de Rouen et de Canteleu, de terrains d'une superficie totale approximative de vingt et un hectares cinquante ares (21^h50') destinés à l'extension des terre-pleins des quais de la rive droite du port de Rouen et à l'établissement, au nord et en bordure desdits terre-pleins, d'une chaussée de circulation.

Ces acquisitions de terrains, évaluées à un million de francs (1,000,000'), sont déclarées d'utilité publique.

2. Il est pris acte :

1^{re} Des engagements pris par le département de la Seine-Inférieure et la ville de Rouen, ainsi qu'il résulte des délibérations, ci-dessus visées, du conseil général de la Seine-Inférieure et du conseil municipal de Rouen, de supporter la dépense des acquisitions de terrains mentionnées à l'article 1^{er} du présent décret jusqu'à concurrence de trente-cinq pour cent (35 p. o/o);

2^{de} De l'offre faite par la chambre de commerce de Rouen, ainsi qu'il résulte de ses délibérations précitées des 27 février et 8 mai 1890 et 25 juin 1891, de fournir à l'État un subside égal à soixante-cinq pour cent (65 p. o/o) du prix d'acquisition desdits terrains.

3. La chambre de commerce de Rouen est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excédera pas cinq pour cent (5 p. o/o), la somme qui lui sera nécessaire pour remplir les engagements pris dans ses délibérations susmentionnées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente-cinq années au maximum.

4. La perception du droit de tonnage de cinquante-cinq centimes

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

(o^f 55) par tonneau de jauge, établi au port de Rouen en vertu des lois des 14 décembre 1875, 11 mars 1885 et 20 juillet 1887, continuera à être concédée à la chambre de commerce de cette ville, pour le produit en être appliqué, concurremment avec son affectation actuelle, à couvrir les charges résultant de l'emprunt autorisé par l'article 3 du présent décret.

5. Le présent décret sera considéré comme nul et non avenu si les expropriations n'ont pas été effectuées dans un délai de cinq ans à partir de la date de son émission.

6. Le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24305. — **DÉCRET** portant réorganisation du Comité de l'exploitation technique des Chemins de fer.

Du 17 Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 19 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le comité de l'exploitation technique des chemins de fer institué près du ministère des travaux publics sera présidé par le ministre. Il aura la composition et les attributions ci-après :

2. Le comité de l'exploitation technique est composé de seize membres nommés par arrêté ministériel; du directeur des chemins de fer au ministère des travaux publics et des inspecteurs généraux des ponts et chaussées ou des mines chargés de la direction des services de contrôle de l'exploitation des chemins de fer, membres de droit.

Les seize membres nommés par arrêté comprennent :

Un inspecteur général des ponts et chaussées ou des mines, vice-président;

Trois inspecteurs généraux ou ingénieurs en chef des mines;

Trois inspecteurs généraux ou ingénieurs en chef des ponts et chaussées ;

Un représentant de l'administration de la guerre ;

Un représentant de l'administration des chemins de fer de l'État ;

Sept membres choisis parmi les personnes compétentes sur les matières qui touchent à l'exploitation des chemins de fer.

Les concessionnaires de chemins de fer ou de tramways pourront être admis à présenter des observations orales au comité, dans les séances où seront discutées les affaires qui intéressent leur entreprise.

3. Les inspecteurs généraux chargés de la direction des services de contrôle d'exploitation des chemins de fer peuvent, en cas d'absence ou d'empêchement, être suppléés par l'un des ingénieurs en chef placés sous leurs ordres, qui alors a entrée au comité avec voix délibérative pour les affaires de son service.

Un des membres nommés par arrêté ministériel remplira les fonctions de secrétaire.

Un secrétaire adjoint, pris parmi les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, est attaché en outre au comité avec voix consultative.

4. Les membres du comité technique sont nommés pour deux ans ; les membres sortants peuvent être renommés. Le vice-président est nommé pour un an et peut être renommé.

Par mesure transitoire, le premier renouvellement aura lieu, pour les membres du comité, le 31 décembre 1893, et pour le vice-président, le 31 décembre 1892.

5. Seront renvoyées à l'examen du comité toutes les questions qui concernent la police, la sûreté, l'usage des chemins de fer et des ouvrages qui en dépendent.

Le comité sera appelé à donner son avis notamment sur les objets ci-après :

1° Règlements généraux et spéciaux de l'exploitation ; application et interprétation de ces règlements ;

2° Police des gares, de leurs cours ; classement et réglementation des passages à niveau ;

3° Entretien et perfectionnement du matériel fixe et du matériel roulant ;

4° Modifications et améliorations dans la marche et le service des trains ;

5° Accidents de chemins de fer, recherche de leurs causes. Mesures à prendre pour en prévenir le retour ;

6° Inventions concernant les chemins de fer.

Toute initiative est laissée au comité pour faire lui-même les propositions qu'il lui paraîtrait utile de soumettre au ministre.

6. Une section dite du contrôle, prise dans le sein du comité et composée du vice-président, des inspecteurs généraux directeurs du contrôle, du directeur des chemins de fer ou de son délégué et du

secrétaire, sera spécialement chargée de l'examen des mesures ayant pour objet d'améliorer le service du contrôle.

7. Pour l'étude des questions qui pourraient être soumises au comité, le vice-président pourra former des commissions dans lesquelles il appellera, suivant les cas, les ingénieurs en chef et les ingénieurs ordinaires du contrôle, qui seront considérés comme aptes soit à donner les renseignements nécessaires, soit à apporter un concours particulièrement utile aux travaux de la commission.

Dans les mêmes circonstances et pour les mêmes motifs, des ingénieurs étrangers au service du contrôle et même au corps des ponts et chaussées et des mines pourront être désignés par le vice-président pour faire partie des commissions.

Le vice-président et le directeur des chemins de fer seront membres de droit de toutes les commissions. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint pourra y être attaché en qualité de rapporteur.

8. Lorsque les affaires sur lesquelles il sera appelé à donner son avis lui paraîtront assez importantes pour nécessiter un degré supérieur d'instruction, le comité en demandera le renvoi, suivant leur nature, soit au conseil général des ponts et chaussées, soit au conseil général des mines ou même, s'il y a lieu, à l'un et à l'autre.

9. Les réunions du comité auront lieu une fois par quinzaine, à jour et à heure fixes, et la réunion de la section du contrôle également une fois par quinzaine, à jour et à heure fixes. Des séances extraordinaires pourront être provoquées par le vice-président, sur l'invitation du ministre ou de sa propre initiative.

10. Si le vice-président est absent ou empêché, il sera remplacé par le plus ancien des inspecteurs généraux des ponts et chaussées ou des mines, membres du comité.

Les délibérations seront prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

11. Les délibérations soit du comité, soit de la section du contrôle seront envoyées au ministre avec les dossiers de chaque affaire. Elles seront, en outre, transcrites par les soins du secrétaire sur le registre des délibérations.

12. A la fin de chaque mois, le vice-président adressera au ministre deux tableaux distincts indiquant le nombre des affaires sur lesquelles le comité et la section du contrôle auront respectivement émis un avis pendant le cours du mois et le nombre de celles qui resteront à examiner.

13. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à dater de ce jour.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24306. — *DÉCRET qui modifie les Tarifs fixés par le cahier des charges du Tramway de Lyon à Neuville-sur-Saône.*

Du 17 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 25 février 1890 ⁽¹⁾, portant :

1° Déclaration d'utilité publique et concession au département du Rhône d'une ligne de tramway à établir entre Lyon et Neuville-sur-Saône;

2° Approbation de la convention passée avec la compagnie des tramways de Lyon à Neuville et extension pour la rétrocession de ladite ligne;

Vu le cahier des charges annexé audit décret et notamment l'article 23;

Vu, avec le tableau y annexé, les propositions de la compagnie rétrocessionnaire du tramway de Lyon à Neuville-sur-Saône, tendant :

1° A la suppression des billets d'aller et retour;

2° A l'homologation de nouveaux tarifs à appliquer sur ladite ligne;

Vu les délibérations du conseil général du Rhône, en date des 21 avril et 12 septembre 1890;

Vu l'avis du comité consultatif des chemins de fer, en date du 11 juin 1890;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle ont été soumises les propositions de la compagnie;

Vu notamment le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 24 février 1891;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Lyon, en date du 2 avril 1891;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 9-11 avril, 10-26 juillet, 29 septembre, 12 octobre 1890 et 9-10 juillet 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 10 de ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les tarifs fixés par l'article 23 du cahier des charges du tramway de Lyon à Neuville-sur-Saône sont modifiés conformément au tableau ci-annexé.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

**SUPPRESSION DES BILLETS D'ALLER ET RETOUR ET RÉDUCTION
DES PRIX DE PARCOURS SIMPLE.**

1° VOYAGEURS.

Division de la ligne de Lyon à Neuville en six sections.

DISTANCE entre les sections.	SECTION.	DISTANCE DE LYON.	PARCOURS.	PRIX de parcours simple,			CLASSE.	TRAJETS INTERMÉDIAIRES auxquels le prix de la section est applicable dans les deux sens.
				de péage.	de trans- port.	TOTAUX.		
m. 2,992	1 ^{re} .	m. 2,992	De Lyon au chemin de la Belle-Alle- mande et vice versa.....	0 ^o 084 ^c 0 050	0 ^o 166 ^c 0 100	0 ^o 25 ^c 0 15	1 ^{re} . 2 ^e .	Pont Mouton au pont de l'île Barbe, Belle-Allemande à la montée Victor-Hugo (île Barbe). île Barbe au pont de Col- longes, pont de Collon- ges à Fontaines, Fon- taines au pont de Couzon, pont de Couzon à Neuville.
3,113	2 ^e .	6,105	De Lyon à la côte Saint-Victor (mon- tée de Caluire) et vice versa.....	0 134 0 084	0 266 0 166	0 40 0 25	1 ^{re} . 2 ^e .	Pont Mouton au pont de Collonges, île Barbe à Fon- taines. Pont de Collonges au pont de Couzon, Fontaines à Neuville.
1,760	3 ^e .	7,865	De Lyon au pont de Collonges et vice versa.....	0 200 0 134	0 400 0 266	0 60 0 40	1 ^{re} . 2 ^e .	Pont Mouton à Fontaines, île Barbe au pont de Cou- zon. Pont de Collonges à Neu- ville.
2,715	4 ^e .	10,580	De Lyon à Fontaines- sur-Saône (place de l'église) et vice versa.....	0 234 0 160	0 466 0 333	0 70 0 50	1 ^{re} . 2 ^e .	Pont Mouton au pont de Couzon. île Barbe à Neuville.
1,980	5 ^e .	12,560	De Lyon au pont de Couzon et vice versa.....	0 267 0 200	0 533 0 400	0 80 0 60	1 ^{re} . 2 ^e .	Pont Mouton à Neuville.
3,640	6 ^e .	16,200	De Lyon à Neuville et vice versa.....	0 340 0 250	0 660 0 500	1 00 0 75	1 ^{re} . 2 ^e .	

Les places d'impériale sont assimilées à la deuxième classe.

Les enfants au-dessous de quatre ans tenus sur les genoux seront transportés gratui-
tement.

Le concessionnaire pourra être autorisé à délivrer des cartes d'abonnement dont les
prix seront déterminés par le ministre, sur ses propositions.

Chiens. — Les chiens pourront être admis dans les trains moyennant une taxe
unique de trente centimes (0^o 30) [péage : dix centimes (0^o 10). — transport : vingt
centimes (0^o 20).]

2° BAGAGES ET MESSAGERIES.

Le prix de transport des messageries continue à être fixé par le paragraphe 2 de l'article 23 du cahier des charges.

Le prix de transport des bagages est fixé ainsi, quelle que soit la distance.

Jusqu'à dix kilogrammes et par voyageur
 Au-dessus et par dix kilogrammes.....

FÈRE.	TRANSPORT.	TOTAL.
0' 033	0' 067	0' 10°
0 033	0 067	0 10

N° 24307. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 20 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de cent soixante-deux mille sept cent soixante francs quatre-vingt-deux centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie, un crédit de cent soixante-deux mille sept cent soixante francs quatre-vingt-deux centimes (162,760⁸²).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24308. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887.

Du 20 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1887;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾;

Considérant qu'il est dû à M. Campana, instituteur à Campana (Corse), à titre d'indemnité pour travaux extraordinaires relatifs à l'enseignement primaire, une somme de mille cinq cent vingt-cinq francs qui n'a pu être comprise dans les restes à payer sur l'exercice clos de 1887, au chapitre LVII : *Enseignement primaire : Cours d'adultes ; — Matériel ; — Encouragements ;*

Considérant, en outre, que le compte définitif des dépenses de l'exercice 1887 présente au même chapitre LVII un reste disponible suffisant pour acquitter la somme réclamée;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 16 septembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 579, n° 7437.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer sur l'exercice 1887, chapitre LVII : *Enseignement primaire : Cours d'adultes ; — Matériel ; — Encouragements*, un crédit supplémentaire de la somme de mille cinq cent vingt-cinq francs (1,525').

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24309. -- DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1887.

Du 1^{er} Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu les lois de finances des 18 décembre 1886, 27 février, 19 et 23 décembre 1887 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'état ci-annexé portant deux créances liquidées à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1887 ;

Considérant que ladite créance n'excède pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur les chapitres auxquels elles se rattachent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, au titre de la première section (*Service de la justice*), en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1887, un crédit supplémentaire spécial de deux cent vingt-quatre francs trente centimes (224^f 30)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

montant de deux créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministère des finances conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercice clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

*État contenant deux créances additionnelles de l'exercice clos de 1887,
au titre du service de la justice.*

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des services.	NOMS ET QUALITÉS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.	MONTANT des créances.	TOTAUX par chapitres.
VII.	Cours d'appel..	M. Billaudé, dé- cédé greffier en chef de la cour de Nan- cy (Meurthe- et - Moselle) le 17 juin 1887.	Traitement des dix-sept premiers jours de juin à 4,200 francs l'an...	198 ^f 33 ^c	198 ^f 33 ^c
XII.	Justices de paix	M. Antraygues, décédé greffier de la justice de paix d'Es- laing, arron- dissement d'Espalion (Aveyron), le 11 dé- cembre 1887.	Traitement des onze premiers jours de dé- cembre à 850 francs l'an.....	25 97	25 97
TOTAL.....					224 30

Arrêté le présent état à la somme de deux cent vingt-quatre francs trente centimes (224^f 30).

Paris, le 23 Novembre 1891.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24310. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Construction d'un casernement à Agde.

Du 3 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée le 26 décembre 1887 entre l'État et la ville d'Agde pour la construction d'un casernement destiné à deux compagnies d'infanterie;

Vu l'annexe à ladite convention, en date du 24 février 1891, aux termes de laquelle la ville d'Agde s'engage à verser au trésor une nouvelle somme de deux cent mille francs pour compléter le casernement dont il s'agit, de façon à y loger deux nouvelles compagnies d'infanterie;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de cent mille francs a été versée au trésor, par ladite ville, le 19 octobre 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXVII : *Bâtiments militaires*, de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, un crédit de cent mille francs (100,000^f) qui sera affecté à la construction d'un casernement pour deux compagnies d'infanterie à Agde.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus désignée.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24311. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant :

Un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Cadalin, commune de Saint-Sauvournin, canton de Roquevaire, arrondissement de Marseille, département des Bouches-du-Rhône.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 6 et 7 de l'arrêté du 16 floréal an X (8 mai 1803) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (Paris, 21 Décembre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Février 1892.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,

A. FALLIÈRES.

Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des Lois, la raison de 9 francs par an, à la maison de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1441.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24312. — *Loi qui distrait la commune de Venarsal (Corrèze) du canton de Donzenac et la rattache au canton de Brive.*

Du 23 Novembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 novembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commune de Venarsal (Corrèze) est distraite du canton de Donzenac et rattachée au canton de Brive.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24313. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique le Prolongement de la ligne n° 4 (Parc de la Tête-d'Or à la Mouche) du réseau des Tramways de Lyon, depuis son terminus de la gare de la Mouche jusqu'à la gare de Perrache.

Du 8 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 14 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret, en date du 17 mai 1879, portant :

1° Déclaration d'utilité publique et concession à la ville de Lyon d'un réseau de tramways à établir dans ladite ville;

2° Approbation du traité passé avec la compagnie de travaux et transports pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu le décret, en date du 18 janvier 1880 ⁽¹⁾, qui a approuvé la délibération du conseil municipal de Lyon, portant adhésion à la cession dudit réseau à la compagnie des omnibus et tramways de Lyon;

Vu le décret, en date du 2 février 1889 ⁽²⁾, portant :

1° Déclaration d'utilité publique et concession à la ville de Lyon des prolongements des lignes n° 6 et 8 du réseau dont il s'agit;

2° Approbation du traité passé avec la compagnie des omnibus et tramways de Lyon pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu l'avant-projet présenté pour le prolongement de la ligne n° 4 du réseau concédé;

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon, en date du 18 mars 1890;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le décret réglementaire du 18 mai 1881 ⁽³⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 9 septembre 1890;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Lyon, en date du 16 octobre 1890;

Vu la délibération du conseil général du Rhône, en date du 25 novembre 1890;

Vu la convention passée, le 30 décembre 1890, entre le maire de Lyon, au nom de la ville, et la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, pour la rétrocession du prolongement de la ligne n° 4 du réseau des tramways de Lyon;

Vu le plan d'ensemble, en date du 10 février 1891;

Vu l'adhésion donnée, le 20 mars 1891, à l'exécution dudit prolongement, par le colonel directeur du génie à Lyon, conformément à l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 5 juin 1890 et 21 mai 1891;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 30 juin 1891;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 499, n° 8936.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1239, n° 20608.

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le prolongement, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, de la ligne n° 4 (*parc de la Tête-d'Or à la Mouche*) du réseau de tramways concédé à la ville de Lyon, depuis son terminus actuel de la gare de la Mouche jusqu'à la gare de Perrache, par l'avenue des Ponts, le pont du Midi et le cours du Midi.

2. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation du prolongement dont il s'agit par la ville de Lyon, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret du 17 mai 1879, ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, à la date du 30 décembre 1890, entre le maire de Lyon, au nom de la ville, d'une part, et la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, d'autre part, pour la retrocession de l'entreprise énoncée aux articles précédents.

Ladite convention et le plan mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 8 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LYON ET LA COMPAGNIE DES OMNIBUS ET TRAMWAYS DE LYON.

Entre la ville de Lyon, représentée par M. le docteur *Gailleton*, maire, commandeur de la Légion d'honneur,

D'une part;

Et la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, dont le siège social est à Lyon, 6, place de la Charité, représentée par le sieur *Mathieu*, administrateur, et par le sieur *Vincent Chapuis*, conseil de la compagnie, demeurant tous les deux à Lyon, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil d'administration, en date du 15 décembre 1890, dont un extrait est annexé à la présente,

D'autre part;

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lyon s'engage à demander dès à présent à l'Etat, en vertu de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

l'article 4, quatrième paragraphe, du cahier des charges annexé au décret d'utilité publique du 17 mai 1879, la concession du prolongement de la ligne de tramway n° 4 (parc de la Tête-d'Or à la Mouche) depuis son terminus actuel de la gare de la Mouche jusqu'à la gare de Perrache par l'avenue des Ponts, le Pont-du-Midi et le cours du Midi, suivant projet présenté par la compagnie, à la date du 22 août 1887, et soumis à l'enquête réglementaire du mardi 8 juillet 1890 au vendredi 8 août de la même année.

Par suite de ce prolongement, le terminus de la ligne 4 à la Mouche sera reporté cours du Midi, et l'exploitation se fera sans transbordement entre le parc de la Tête-d'Or et le cours du Midi.

La ville de Lyon s'engage à rétrocéder la concession de ce prolongement à la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, qui, de son côté, s'oblige par la présente convention à exécuter les travaux et à exploiter ce prolongement au lieu et place de la ville de Lyon, comme substituée à ses droits et obligations tels qu'ils sont établis par le cahier des charges de la concession actuelle annexé au décret d'utilité publique du 17 mai 1879.

2. La durée de la concession de ce prolongement sera celle de la ligne n° 4 actuelle.

3. Les tarifs appliqués aujourd'hui sur la ligne n° 4 ne seront pas modifiés malgré ce prolongement et resteront fixés à :

Vingt centimes (0' 20) en première classe;

Dix centimes (0' 10) en deuxième classe;

quel que soit le parcours effectué.

Les voyageurs de la ligne 4 prolongée pourront, en payant un supplément de cinq centimes (0' 05), réclamer une correspondance donnant droit au passage gratuit sur tout le parcours dans l'intérieur de la ville d'une autre ligne de tramways rencontrée sur le parcours.

4. Le prolongement faisant l'objet de la présente convention devra être terminé dans un délai de trois mois, à partir de la date de la décision ministérielle autorisant la compagnie des omnibus et tramways à émettre les obligations dont il est fait mention à l'article 5 ci-après.

5. La compagnie des omnibus et tramways ne pourra être contrainte à l'exécution du prolongement dont il s'agit qu'après qu'elle aura été autorisée par le ministre des travaux publics à émettre, sans augmenter son capital-actions, un capital-obligations de deux cent six mille cinquante-sept francs vingt-cinq centimes, nécessaire pour faire face aux dépenses de premier établissement.

Ces obligations seront du même type que celles déjà émises par la compagnie des omnibus et tramways.

6. Les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition, d'impression ou autres auxquels pourra donner lieu la présente convention, seront à la charge de la compagnie des omnibus et tramways, qui devra les payer sur les états arrêtés par le préfet du Rhône.

7. La présente convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement, en même temps que la demande en concession du prolongement de la ligne 4 qui sera présentée.

Fait triple, à Lyon, le 30 décembre 1890.

Le Conseil de la Compagnie :

J'approuve :

Signé : V. CHAPUIS.

Un administrateur :

J'approuve :

Signé : MATHIEU.

Vu et approuvé :

Le Maire de Lyon,

Signé : GAILLETON.

Enregistré à Lyon (actes administratifs) le 24 août 1891, folio 66, case 3. — Reçu un franc quatre-vingt-huit centimes. Signé : Jousset.

N° 24314. — **DÉCRET** qui ouvre, au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'Avenue du Château, à Meudon.

Du 14 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 6359) du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 16 juin 1891, par M. Courtois, une somme de mille quatre cents francs, à titre de fonds de concours pour travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'avenue du Château, à Meudon;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 août 1891.

DÉCRETS:

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre xxxviii: Service des eaux de Versailles et de Marly, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille quatre cents francs (1,400^f) applicable à des travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'avenue du Château, à Meudon.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 14 Août 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé: ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé: YVES GUYOT.

N° 24315. — **DÉCRET** qui proroge jusqu'au 31 janvier 1963 les Autorisations accordées à la Chambre de commerce de Marseille d'établir et d'administrer des Hangars publics et un Outillage hydraulique sur les quais du port de cette ville.

Du 19 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 28 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les décrets des 7 juillet 1881 ⁽¹⁾ et 20 juin 1882 ⁽²⁾, qui autorisent la chambre de commerce de Marseille à établir et à exploiter des hangars publics sur les quais du port de Marseille et à contracter, à cet effet, un emprunt de deux millions sept cent mille francs, remboursable en trente-quatre années, à partir du 31 janvier 1884;

Vu les décrets des 6 ⁽³⁾ et 27 juillet 1883 ⁽⁴⁾, qui autorisent la même chambre à établir et à exploiter un outillage hydraulique sur les mêmes quais, et à contracter un emprunt de deux millions trois cent mille francs, remboursable en vingt-cinq années, à partir du 31 janvier 1893;

Vu le décret du 22 août 1885 ⁽⁵⁾, autorisant ladite chambre à contracter un emprunt de deux millions sept cinquante mille francs, remboursable en cinquante années, à partir du 31 janvier 1888, pour être versés à l'Etat et appliqués à l'établissement des voies ferrées destinées à desservir les quais du port de Marseille, déclarées d'utilité publique par le décret du 5 juillet 1885;

Vu les lettres de la chambre de commerce de Marseille, des 21 mai 1889, 12 mars, 12 juin et 8 juillet 1890, tendant à obtenir la prorogation jusqu'au 31 janvier 1963 des autorisations conférées par les décrets susvisés et la faculté d'effectuer la conversion de sa dette;

Vu les rapports des ingénieurs du service maritime du département des Bouches-du-Rhône, des 26 juillet 1889, 20 mars 1890 et 12 mai 1891;

Vu le dossier de l'enquête, notamment le procès-verbal de la commission d'enquête des 23-27 février, 2 et 9 mars 1891;

Vu la lettre du préfet des Bouches-du-Rhône, du 4 juin 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 27 octobre 1890, 18-25 juin 1891;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽⁶⁾ sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont prorogées jusqu'au 31 janvier 1963, les autorisations accordées à la chambre de commerce de Marseille, par les décrets des 7 juillet 1881, 1^{er} juin 1882 et 6 juillet 1883, d'établir et

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 636, n° 10848.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 706, n° 12020.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 731, n° 12417.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 784, n° 13442.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 784, n° 13444.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 967, n° 16003.

⁽⁷⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

d'administrer des hangars publics et un outillage hydraulique sur les quais du port de Marseille.

2. Est autorisée l'unification des emprunts contractés par la chambre de commerce, en vertu des décrets ci-dessus visés, en date des 27 juillet 1883, 20 juin 1882 et 22 août 1885, s'élevant ensemble actuellement à la somme de six millions six cent mille francs (6,600,000) et applicables à l'établissement de hangars, d'un outillage hydraulique et de voies ferrées sur les quais du port de Marseille.

L'amortissement de cette dette unifiée, calculé à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre un tiers pour cent ($4\frac{1}{3}$ p. o/o), devra être effectué dans un délai qui ne dépassera pas le 31 janvier 1963.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 19 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et des Colonies,

Le Ministre des Travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Signé : JULES ROCHE.

N° 24316. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux du Port de la Pallice.

Du 25 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux ports maritimes, rivières et canaux, s'élevant au maximum à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu la déclaration (n° 17596) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 18 juin 1891, par la ville de la Rochelle, une somme de cent cinquante mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux du port de la Pallice appartenant à l'exercice 1891;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds

avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux ports maritimes, rivières et canaux, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de quatre millions sept cent vingt mille francs, inférieure de huit millions sept cent quatre-vingt mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 août 1891,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre I.VII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la ville de la Rochelle, un crédit additionnel de la somme de cent cinquante mille francs (150,000^f) applicable aux travaux du port de la Pallice.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 25 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24317. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux du Port de Dunkerque.*

Du 25 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu la déclaration (n° 17208) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 15 juin 1891, par la ville de Dunkerque, une somme d'un million de francs pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution des travaux d'amélioration et d'extension du port de ladite ville appartenant à l'exercice 1891;

Considérant que les crédits additionnels, précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de quatre millions huit cent soixante dix mille francs, inférieure de huit millions six cent trente mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 2 de la loi précitée du 26 décembre 1890;

Vu l'article 2 du décret du 21 mai 1892⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 août 1891,

~~Décret~~ DÉCRET, ARRÊTÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances, un crédit additionnel de la somme d'un million de francs (1,000,000) applicable aux travaux d'amélioration et d'extension du port de Dunkerque.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 25 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24318. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour subventions à diverses institutions agricoles.

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de neuf cents francs par diverses communes, pour le traitement du professeur d'agriculture de l'arrondissement de Belley (Ain);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de neuf cents francs (900^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre XI : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera appliqué au paiement d'une partie du traitement du professeur d'agriculture de l'arrondissement de Belley (Ain).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par diverses communes de l'arrondissement de Belley.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24319. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux en Algérie.

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille huit cent dix francs soixante-quinze centimes par M. Bourguignon, pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Tamgout (Algérie);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 4 août 1891;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de six mille huit cent dix francs soixante-quinze centimes (6,810⁷⁵) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre LVII : *Travaux en Algérie*.

Ce crédit sera affecté à l'exécution de travaux dans la forêt domaniale de Tamgout.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Bourguignon.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24320. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux en Algérie.*

Du 4 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au trésor, à titre de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de onze mille cent trente et un francs soixante-quatorze centimes par M. *Roussel*, syndic de la faillite *Baillès*, pour frais de travaux de chemins à ouvrir dans la forêt domaniale des Beni-Ghobri;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de onze mille cent trente et un francs soixante-quatorze centimes (11,131'74) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre LVII : *Travaux en Algérie*.

Ce crédit sera affecté à des travaux de chemins à ouvrir dans la forêt domaniale des Beni-Ghobri.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. *Roussel*, syndic de la faillite *Baillès*.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24321. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique les Voies ferrées établies ou à établir, par la Compagnie du chemin de fer du Nord, sur les quais du Port de Dunkerque (Nord).*

Du 6 Octobre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet et la demande présentés par la compagnie du chemin de fer du Nord, au sujet des voies ferrées établies ou à établir entre la gare et les quais du port de Dunkerque; ensemble le plan général en date du 21 novembre 1885;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, dans la forme prescrite par le décret réglementaire du 18 mai 1881 ⁽¹⁾, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 31 janvier 1890;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu l'avis de la chambre de commerce de Dunkerque, du 3 janvier 1890;
Vu la délibération du conseil municipal de Dunkerque, du 21 mars 1890;

Vu la délibération du conseil général du département du Nord, du 17 avril 1890;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, du 12 janvier 1891, approuvé par les ministres de l'intérieur, de la guerre et des travaux publics, à la date des 12, 13 et 14 février 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 5 novembre 1889 et 8 décembre 1890;

Vu la convention passée, le 6 octobre 1891, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord pour la concession des voies susindiquées;

Vu le cahier des charges annexé à ladite convention;

Vu la loi du 11 juin 1880 et le règlement d'administration publique, du 6 août 1881 ⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont déclarées d'utilité publique les voies ferrées établies ou à établir sur les quais du port de Dunkerque suivant les dispositions générales de l'avant-projet dressé par la compagnie du chemin de fer du Nord et les indications du plan d'ensemble, en date du 21 novembre 1885.

2. Est approuvée la convention passée, le 6 octobre 1891, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État et la compagnie du chemin de fer du Nord, pour la concession des voies ferrées dont il s'agit.

Cette convention, ainsi que le cahier des charges destiné à régir l'entreprise et le plan susvisé, resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 6 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'État,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer du Nord*, ladite compagnie représentée par MM. Hippolyte-Gaston Griolet,

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 664, n° 11222.

Omer-Henri Vallon et Joseph Hottinguer, administrateurs, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 18 septembre 1891,

D'autre part;

A été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics concède, au nom de l'État, à la compagnie du chemin de fer du Nord, qui accepte cette concession, les voies ferrées existantes ou à établir pour transporter entre la gare et les quais de Dunkerque, à l'aide soit de locomotives, soit de chevaux, au gré de la compagnie concessionnaire, les marchandises par wagon complet en provenance ou à destination du réseau de ladite compagnie du Nord, après ou avant leur transport sur ledit chemin de fer.

Cette concession est faite aux clauses et conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

2. Les travaux nécessaires à l'établissement des voies ferrées dont il s'agit ayant le caractère de travaux complémentaires que la compagnie du Nord peut être autorisée à exécuter en vertu de la convention du 5 juin 1883, approuvée par la loi du 20 novembre de la même année, les dépenses qui seront faites pour leur établissement et leur exploitation, ainsi que les recettes qui en proviendront, seront comprises dans les comptes de la compagnie et l'imputation en sera faite conformément aux dispositions de ladite convention.

3. Les frais d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la compagnie du chemin de fer de Nord.

Fait double à Paris, le 6 octobre 1891.

*Les Administrateurs de service de la Compagnie
du chemin de fer du Nord,*

Signé : GRIOLET, VALLON, HOTTINGUER.

Approuvé :

Paris, le 6 octobre 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 18 novembre 1891, folio 64-1. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. Signé : *Gourmeau*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet du cahier des charges. — Tracé des voies ferrées.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet le maintien, l'extension et l'exploitation des voies ferrées des quais du port de Dunkerque concédées à la compagnie du chemin de fer du Nord, désignées ci-après, savoir :

I. VOIES EXISTANTES.

1^o Voies de circulation.

A. Une voie s'embranchant à l'extrémité sud des voies de la gare, franchissant l'écluse de l'arrière-port et longeant le quai de l'arrière-port et des Hollandais pour aboutir au quai de la Visite.

2° Voies de manœuvre et de manutention.

B. Plusieurs voies longitudinales greffées sur la voie de circulation décrite au paragraphe précédent, dont une desservant le quai des Hollandais, et trois les quais de la Visite, des Anglais et de la Cunette.

C. Deux voies se détachant des voies du service des voyageurs à leur extrémité nord et s'épanouissant, après traversée des cours de marchandises, pour donner naissance à plusieurs voies longitudinales, dont cinq desservent le quai ouest de l'arrière-port, une le quai est du bassin de la Marine et deux le quai ouest du même bassin; en outre, le quai sud de ce bassin est longé par des voies transversales, reliées par plaques avec les voies longitudinales.

D. Plusieurs voies longitudinales se détachant de l'extrémité nord des garages de la gare, dont cinq desservent le quai est de la darse n° 1, quatre le quai est des bassins de Freycinet, deux le quai de la Citadelle, deux le quai du gril de carénage.

II. VOIES À ÉTABLIR.

1° Voies de circulation.

E. Une double voie se détachant de l'extrémité nord de la gare de Dunkerque, passant sur le canal de communication entre la darse n° 1 et le canal de l'île Jeanty et se prolongeant jusqu'au droit de la darse n° 4.

2° Voies de manœuvre et de manutention.

F. Plusieurs faisceaux de voies longitudinales reliées par aiguille avec la double voie décrite au paragraphe précédent, pour desservir les môles n° 1, 2 et 3 et le quai ouest de la darse n° 4; ces faisceaux sont complétés par des voies transversales avec plaques.

G. Plusieurs voies sur la gauche des voies de circulation définies au paragraphe E, pour l'attente, la décomposition et la formation des trains en provenance ou à destination du port.

Le tracé des diverses catégories de voies est indiqué, dans son ensemble, par les lignes roses et vertes, pleines ou pointillées, du plan produit par la compagnie le 21 novembre 1885.

Ces voies seront affectées au service des marchandises; la traction y sera faite à l'aide de locomotives ou de chevaux.

Délai d'exécution.

2. Les nouvelles voies pourront n'être établies que successivement, dans la mesure déterminée par le ministre des travaux publics. Elles devront être posées et le service de l'exploitation devra y être établi dans un délai maximum d'un an, à partir de la notification de l'approbation des projets de détail.

Modifications ou additions de détail.

3. En cours d'exécution et pendant toute la durée de la concession, la compagnie aura la faculté de proposer des modifications ou additions aux dispositions de détail adoptées. Ces modifications et additions ne pourront être effectuées qu'avec l'approbation de l'administration supérieure.

De son côté, l'administration pourra ordonner d'office, dans la disposition des voies ferrées, après avoir entendu la compagnie, les modifications de détail dont l'expérience ou les changements à faire sur les voies publiques feraient reconnaître la nécessité.

En aucun cas, ces modifications ne pourront donner lieu à indemnité.

Établissement des voies ferrées.

Les voies ferrées seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant

le profil normal de la voie publique prête à les recevoir et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale. Il en sera de même pour les aiguilles, plaques tournantes et autres accessoires.

Des contre-rails devront être établis sur tous les points où ils seront reconnus nécessaires par l'administration.

Écoulement des eaux et communications.

5. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux. Elle rétablira de même les communications publiques et particulières que ses travaux l'obligeraient à modifier.

Exécution des travaux.

6. La démolition des chaussées et des terre-pleins et l'ouverture des tranchées pour la pose et l'entretien des voies seront exécutées avec toute la célérité et toutes les précautions convenables.

Qualité des matériaux.

7. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées. Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf et qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition de la compagnie.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées, ainsi que leurs accessoires, devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Contrôle et surveillance des travaux.

8. Les travaux d'établissement seront exécutés sous le contrôle des ingénieurs de l'État.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation.

On devra observer, pour l'éclairage et la garde des chantiers, les règles ordinaires de la voirie.

En cas de négligence, de retard ou de mauvaise exécution, il y aurait immédiatement pourvu aux frais de la compagnie, après mise en demeure par le préfet du département, sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées contre elle pour contravention aux règlements de grande voirie et des dommages-intérêts dont elle pourrait être passible envers les tiers.

Le montant des avances faites pour travaux exécutés d'office sera recouvré au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Reconnaissance et réception des travaux.

9. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de voies assez étendues pour être livrées à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception des travaux par les ingénieurs chargés du contrôle; sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des voies dont il s'agit.

Après cette autorisation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de voies et y percevoir les prix ci-après déterminés.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien des voies.

10. Les voies ferrées et leurs accessoires devront être entretenues constamment en

bon état, de manière que la circulation soit toujours facile et sûre, tant pour les wagons circulant sur les rails que pour les voitures qui les franchissent et pour le public.

Cet entretien comprendra non seulement la surface comprise entre les rails de chaque voie ferrée, mais encore, à droite et à gauche, une largeur de cinquante centimètres (0^m 50) bordant chaque rail.

Lorsque, pour la construction ou la réparation des voies ferrées, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors de la zone ci-dessus indiquée, il devra être pourvu à l'entretien de ces parties pendant six mois à dater de la réception provisoire des ouvrages exécutés. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains lorsqu'ils auront été modifiés du fait de la pose des voies.

Surveillance et règlements de police.

11. L'entretien et la réparation des voies ferrées et le service de l'exploitation seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Le service de l'entretien et de l'exploitation est d'ailleurs assujéti aux règlements généraux de police et de voirie intervenus ou à intervenir et notamment à ceux qui seront rendus pour régler, la compagnie entendue, la circulation et le stationnement des wagons et des machines et les limites d'heures entre lesquelles cette circulation ne pourra pas avoir lieu.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

12. La concession des voies ferrées mentionnées à l'article 1^{er} du cahier des charges prendra fin de plein droit avec celle de l'ensemble des lignes concédées à la compagnie du chemin de fer du Nord, au terme légal assigné à cette dernière concession.

Elle expirera en même temps que cette concession si l'État use de la faculté de rachat qu'il s'est réservée par l'article 37 du cahier des charges qui la régit, complété par l'article 17 de la convention approuvée le 20 novembre 1883.

Droits de l'État à l'expiration de la concession.

13. A l'époque prévue par le premier alinéa de l'article précédent et par le seul fait de l'expiration de plein droit de la concession, l'État sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les voies ferrées et leurs dépendances et il entrera immédiatement en jouissance de leurs produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état les voies ferrées et leurs dépendances.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que ces voies doivent être maintenues en tout ou en partie.

Dans le cas où il déciderait, au contraire, qu'elles doivent être supprimées en tout ou en partie, les voies à supprimer seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, sans qu'elle puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

14. A toute époque, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession, conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de la loi du 11 juin 1880. Dans ce cas, l'indemnité due à la compagnie sera liquidée comme il est dit au dernier alinéa dudit article 6.

Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 12 ci-dessus, il n'y aurait pas lieu à la fixation d'une indemnité spéciale.

Retrait de la concession.

15. A toute époque, le Gouvernement aura la faculté de supprimer ou de modifier une partie du tracé des voies lorsque la nécessité en aura été reconnue après enquête. Dans ce cas, le retrait de la concession sera opéré dans les formes suivies pour la concession elle-même, et la compagnie sera indemnisée, comme en matière de rachat de la concession, suivant les dispositions de l'article 14 qui précède.

Déchéance.

16. Faute par la compagnie d'avoir entièrement pourvu à l'exécution et à l'achèvement des travaux dans les délais fixés à l'article 2, faute aussi par elle de remplir les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle pourra être déchue de la concession.

Dans ce cas, les ouvrages seront démolis et les lieux remis dans leur état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, si mieux n'aime le Gouvernement conserver les travaux déjà exécutés et en payer la valeur à la compagnie, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables à la compagnie, si le retard ou la cessation des travaux ou l'interruption de l'exploitation proviennent d'un cas de force majeure dûment constaté ou de faits indépendants de la volonté de la compagnie.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU SERVICE DES MARCHANDISES.

Tarifs à percevoir.

17. Pour indemniser la compagnie des travaux qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et, sous la condition expresse qu'elle en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, des prix de transport et des droits de péage qui sont fixés ci-après, sous réserve des modifications ultérieures prévues par l'article 19 du présent cahier des charges.

I. TRANSPORTS FAITS PAR LA COMPAGNIE.

Tarif par tonne, quelle que soit la longueur du parcours applicable aux marchandises de toute nature par wagon complet en provenance ou à destination du réseau de la compagnie du Nord : soixante-quinze centimes (0^e 75).

Le prix ci-dessus comprend le transport des wagons à charger ou à décharger, mais seulement jusqu'au point des voies de quai accessible par aiguille le plus voisin du point désigné par les expéditeurs ou les destinataires.

Les manœuvres et déplacements nécessaires pour amener les wagons soit sur les voies non accessibles par aiguille, soit successivement, dans la même journée, à portée des mêmes points ou des mêmes engins de chargement ou de déchargement, ne sont pas à la charge de la compagnie et seront faits par les expéditeurs ou les destinataires, à leurs frais et sous leur propre responsabilité.

La taxe ci-dessus sera calculée par poids de dix kilogrammes ou centième de tonne en comptant un minimum de poids de quatre mille kilogrammes par expédition.

La taxe à percevoir dans les conditions ci-dessus indiquées, pour les marchandises en provenance ou à destination des voies des quais, s'ajoutera aux taxes des tarifs généraux, spéciaux ou communs, applicables sur le chemin de fer pour transport, frais de gare, frais de chargement et de déchargement et tous autres frais accessoires de toute nature, lesquelles taxes seront en conséquence perçues comme si les marchandises étaient en provenance ou à destination de la gare de Dunkerque, sans autre modification que la réduction prévue au paragraphe ci-après.

Quelle que soit la nature de la marchandise à prendre ou à livrer sur les voies des

quais, le chargement ou le déchargement de cette marchandise sur les wagons devra être effectué par les soins, aux frais et sous la responsabilité de l'expéditeur ou du destinataire; en conséquence, pour cette opération, il sera déduit trente centimes (0'30) par tonne de la taxe de transport sur le chemin de fer, lorsque cette taxe comprendra les frais accessoires.

Les marchandises autres que celles expédiées directement au port qui, adressées d'abord en gare, seraient, en cours de transport ou à l'arrivée en gare, avant ou après déchargement, l'objet d'une demande de réexpédition, seront passibles de nouveaux frais de gare et, s'il y a lieu, de nouveaux frais de chargement ou de déchargement.

II. TRANSPORT FAIT AVEC LEUR PROPRE MATÉRIEL PAR D'AUTRES ENTREPRISES, EN VERTU DU DEUXIÈME PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 11 JUIN 1880.

Droit de péage : pour marchandises de toute nature, quelle que soit la longueur parcourue, cinquante centimes (0'50).

La perception aura lieu par tonne, avec minimum de perception de cinquante centimes (0'50) même pour un véhicule vide.

Moyennant le paiement du droit de péage ci-dessus, la compagnie du Nord devra laisser passer librement les trains appartenant aux entreprises qui réclameraient ce passage, mais seulement sur les voies de circulation définies comme telles à l'article 1^{er} du présent cahier des charges et sous réserve de l'observation de certaines prescriptions concertées entre les administrations en cause et, en cas de désaccord entre elles, fixées par l'administration supérieure.

Sur les voies de manœuvre et de manutention définies au même article 1^{er} du présent cahier des charges, l'exploitation devra être assurée exclusivement par la compagnie du Nord.

Les conditions de l'usage de ces voies par une entreprise étrangère à ladite compagnie du Nord seront réglées comme en matière de gare commune, soit par convention spéciale conclue entre les parties intéressées, soit, à défaut d'entente entre elles, par voie d'arbitrage. En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il sera statué par le ministre des travaux publics, les deux parties intéressées entendues. Le règlement sera basé sur le loyer correspondant aux frais d'établissement desdites voies et sur les dépenses de leur exploitation.

Taxes exceptionnelles.

18. Les taxes indiquées à l'article 17 ci-dessus pourront être majorées dans la même proportion que les taxes des tarifs appliquées sur le chemin de fer lui-même, dans le cas où les conditions d'application de ces tarifs et les arrêtés ministériels réglant les tarifs exceptionnels édictent des majorations.

Modification et homologation des tarifs.

19. Les propositions de la compagnie visant soit le relèvement, soit l'abaissement des prix fixés à l'article 17 ci-dessus, soit les conditions de l'application desdits prix et, en général, toutes les propositions de la compagnie relatives aux tarifs concernant l'exploitation des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges, devront être soumises à l'homologation du ministre des travaux publics, dans les mêmes conditions que les tarifs de transport sur le chemin de fer du Nord.

La perception des taxes devra être faite indistinctement et sans aucune faveur.

Délais.

20. Les délais de transport, tels qu'ils sont ou seront réglés pour le transport sur le chemin de fer du Nord par les arrêtés intervenus ou à intervenir, soit par les conditions d'application des tarifs spéciaux en vigueur sur le chemin de fer, seront augmentés de vingt-quatre heures pour toutes les marchandises en provenance ou à destination des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges.

Cas d'encombrement.

21. En cas d'encombrement sur les voies faisant l'objet du présent cahier des

charges, les délais stipulés à l'article 20 peuvent être augmentés, sur la demande de la compagnie et l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle, par un arrêté préfectoral affiché dans la ville de Dunkerque.

Exécution des transports.

22. Au moyen des prix réglés ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude, célérité et sans tour de faveur, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des marchandises qui lui seront confiées. Elle sera tenue, à cet effet, de fournir le nombre de wagons, de chevaux ou de machines réclamés par les besoins du service, en se conformant aux prescriptions de l'administration.

TITRE V.

CLAUSES DIVERSES.

Sujétions diverses.

23. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par la compagnie pour les causes ci-après :

Dommages aux voies ferrées ou à leurs accessoires occasionnés par le roulage ordinaire ;

Etat de la chaussée et influence pouvant en résulter pour l'entretien des voies ;

Ouverture de nouvelles voies de communication et établissement de nouveaux services de transport en concurrence avec celui du concessionnaire ;

Trouble et interruption du service qui pourraient résulter, soit de mesures d'ordre et de police, soit des travaux exécutés sur ou sous la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies et les particuliers dûment autorisés ;

Enfin, toute circonstance résultant du libre usage de la voie publique.

Les indemnités qui seraient dues à des tiers pour tous dommages pouvant résulter de la construction ou de l'exploitation des voies ferrées et imputables à la faute ou à la négligence de la compagnie seront à sa charge.

Interruption des voies ferrées.

24. En cas d'interruption des voies ferrées par suite des travaux exécutés sur la voie publique ou sur le port, la compagnie pourra être tenue de rétablir provisoirement la communication, en déplaçant momentanément ses voies.

Assermentation des agents de la compagnie.

25. Les agents de la compagnie et les cantonniers qui seront chargés de la surveillance et de l'entretien des voies ferrées pourront être présentés à l'agrément du préfet et assermentés ; ils auront, dans ce cas, qualité pour dresser des procès-verbaux.

Prolongements et embranchements.

26. L'administration se réserve le droit d'autoriser, la compagnie entendue, des prolongements ou embranchements faisant suite à la voie de circulation de la compagnie ou y aboutissant, sans que celle-ci puisse prétendre à aucune indemnité.

L'exploitation de ces prolongements ou embranchements sera à la charge de leur propriétaire et n'incombera pas à la compagnie dont le service se bornera à transporter, dans les conditions prévues au présent cahier des charges les marchandises en provenance ou à destination du chemin de fer, jusqu'à ou depuis l'origine, sur les voies du port, de ces prolongements ou embranchements.

Elle percevra en outre, pour la location, la fourniture et l'envoi de son matériel en circulation sur lesdits prolongements ou embranchements, douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et quatre centimes (0^e 04) pour tout autre kilo-

mètre en sus du premier, avec un minimum de tonnage de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Les wagons devront être restitués à la compagnie, à l'origine de l'embranchement, avant six heures du soir, le jour même où ils auront été livrés par elle, mais à la condition expresse qu'ils auront été mis à la disposition de l'intéressé avant huit heures du matin. Passé ce délai, il sera dû, par journée indivisible de vingt-quatre heures et par wagon non restitué, les droits de stationnement édictés par l'arrêté ministériel qui règle annuellement le tarif des frais accessoires sur le chemin de fer.

Il ne pourra circuler sur les voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges, en dehors du matériel du chemin de fer du Nord, que du matériel remplissant les conditions de construction et de bon état d'entretien de nature à en permettre la circulation dans les trains de la compagnie du chemin de fer du Nord.

Dans le cas de difficultés pour l'exécution du présent article entre la compagnie et les propriétaires de prolongements ou d'embranchements, l'administration statuera sur ces difficultés.

Jugement des contestations.

27. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

28. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par la compagnie du chemin de fer du Nord.

Arrêté à Paris, le 6 octobre 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, folio 64-2, le 18 novembre 1891. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. Signé : Gourmaux.

N° 24322. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 10 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 44 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1891, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de cent cinquante-neuf millions de francs, non compris les dépenses du matériel roulant;

Vu les décrets n° 78, 137, 187, 213, 283 et 362 des 3 mars ⁽¹⁾, 2 avril ⁽²⁾,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1400, n° 23618.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23689.

15 mai ⁽¹⁾, 1^{er} ⁽²⁾ et 30 juin ⁽³⁾ et 27 juillet 1891 ⁽⁴⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées aux dites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à douze millions deux cent cinquante mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁵⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 22715) du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 8 août 1890, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme d'un million cinq cent mille francs pour le payement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 octobre 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LXXI: *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel d'un million cinq cent mille francs (1,500,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : ROUVIER.

Signé : YVES GUYOT.

N° 24323. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux des Ports de la Pallice, de Rouen, de Cette et de Dieppe.

Du 14 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1406, n° 23743.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1425, n° 24077.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1406, n° 23748.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 2412, n° 23834.

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de treize millions cinq cent mille francs ;

Vu les déclarations (n° 20208, 20209 et 23468) du receveur central du département de la Seine, (7115) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure et (3866 et 3887) du receveur des finances de l'arrondissement de Dieppe, constatant qu'il a été versé au trésor public par la ville de la Rochelle et par les chambres de commerce de Cette, de Rouen et de Dieppe, à titre de fonds d'avances pour la création du port de la Pallice et l'amélioration des ports de Cette, de Rouen et de Dieppe, une somme totale de huit cent soixante mille francs, savoir :

NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
20208	15 juillet 1891.	La ville de la Rochelle.....	150,000 ^f
20209	<i>Idem.</i>	La chambre de commerce de Cette.....	300,000
23468	18 août 1891.	La ville de la Rochelle.....	150,000
7115	18 juillet 1891.	La chambre de commerce de Rouen.....	160,000
3866	3 août 1891.	La chambre de commerce de Dieppe.....	50,000
3887	4 août 1891.	<i>Idem.</i>	50,000
TOTAL comme ci-dessus....			860,000

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de six millions trois cent soixante-dix mille francs, inférieure de sept millions cent trente mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de la Rochelle et par les chambres de commerce de Cette, de Rouen et de Dieppe, un crédit additionnel de

⁽¹⁾. XI^e série, Buil. 1045, n° 10527.

huit cent soixante mille francs (860,000^f) réparti de la manière suivante entre les entreprises ci-après désignées, savoir :

Création du port de la Pallice (150,000 ^f + 150,000 ^f)	300,000 ^f
Amélioration du port de Rouen	160,000 ^f
Amélioration du port de Cette	300,000 ^f
Amélioration du port de Dieppe (50,000 ^f + 50,000 ^f)	100,000 ^f

Totaux comme ci-dessus 860,000^f

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Octobre 1899.

Signé : **CHARNOT**
Le Ministre des finances. Le Ministre des travaux publics.
Signé : **BOURVILLE** Signé : **YVES GUYOT**

N° 24312. *Loi sur le port de la Pallice* 16 Personnel du service d'architecture des Bâtimens civils et des palais nationaux

Du 17 Novembre 1899.
(Membres du conseil général de la région de la Pallice)

Le Président du conseil général de la région de la Pallice

Sur le rapport du ministre des travaux publics;
Vu le décret du 6 juillet 1899, rattachant la direction des bâtimens civils et des palais nationaux au ministère des travaux publics;
Vu le décret du 2 mars 1899, portant réorganisation du conseil général des bâtimens civils;

Le Conseil d'Etat entendu;

DÉCRET

Art. 1. Le personnel du service d'architecture des bâtimens civils et des palais nationaux comprend :

- Les inspecteurs généraux;
- Les architectes en chef;
- Les inspecteurs aux grands travaux;
- Les inspecteurs à l'entretien;

XII^e série, Bull. 1359, n° 22620. XII^e série, Bull. 1401, n° 2362.

Les sous-inspecteurs aux grands travaux ;
Les contrôleurs ;
Les vérificateurs ;
Les conducteurs de travaux ;
Les dessinateurs ,
Et les jardiniers.

2. Les inspecteurs généraux, au nombre de quatre, sont nommés par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre des travaux publics. Ils sont choisis parmi les architectes en chef des bâtiments civils et des palais nationaux ou exceptionnellement parmi les architectes étrangers à ce service qui ont fait partie pendant deux ans du conseil général des bâtiments civils.

Ils touchent un traitement de six mille francs (6,000').

Les quatre inspecteurs généraux sont membres de droit du conseil général des bâtiments civils. Ils sont, en outre, placés chacun à la tête d'une des divisions du service et chargés, en cette qualité, de donner au ministre leur avis sur les propositions faites par les architectes en chef, de s'assurer que les travaux s'exécutent conformément aux règles de l'art ainsi qu'aux projets et devis approuvés, enfin d'exercer une surveillance générale sur tout ce qui intéresse les édifices compris dans leur division et sur le personnel du service d'architecture attaché à ces édifices.

Ils cessent leurs fonctions à l'âge de soixante-dix ans et peuvent être nommés inspecteurs généraux honoraire.

3. Les quatre inspecteurs généraux forment un comité consultatif qui se réunit sous la présidence du ministre ou, en son absence, du directeur des bâtiments civils et des palais nationaux.

Ce comité est appelé à donner son avis :

- 1° Sur les propositions relatives au personnel dans les divers cas prévus par les articles 5, 6, 8 et 10 du présent règlement ;
- 2° Sur les questions litigieuses, les marchés et, en général, les propositions de toute nature dont le ministre juge utile de le saisir.

4. Les architectes en chef qui sont nommés inspecteurs généraux peuvent conserver leur service d'architecte en chef en vertu d'une décision spéciale du ministre des travaux publics. Mais la construction, non plus que l'entretien d'aucun édifice, ne pourra être ajoutée au service dont ils étaient chargés au moment de leur nomination d'inspecteur général, si ce n'est toutefois à la suite d'un concours public, lorsqu'il s'agira de la construction d'un nouvel édifice.

5. Les architectes en chef sont nommés par arrêté du ministre des travaux publics, après avis du comité des inspecteurs généraux. Sauf le cas de construction d'un édifice qui a fait l'objet d'un concours public, ils doivent être choisis parmi les inspecteurs ou anciens inspecteurs des bâtiments civils et des palais nationaux ou exceptionnellement parmi les architectes étrangers à ce service qui ont fait partie pendant deux ans du conseil général des bâtiments civils.

Ils sont rétribués au moyen d'honoraires calculés sur le montant des mémoires vérifiés et révisés, rabais déduit. Ces honoraires sont fixés à quatre pour cent (4 p. o/o) pour les travaux d'entretien et à trois pour cent (3 p. o/o) pour les travaux neufs et de grosses réparations. Les frais d'agence et de vérification sont à la charge exclusive de l'administration, y compris le traitement des dessinateurs que le ministre a autorisé l'architecte à s'adjoindre.

Les architectes en chef sont chargés :

1° De la rédaction des projets, devis, cahiers des charges et marchés;

2° De la direction des travaux neufs, de grosses réparations ou d'entretien exécutés dans les édifices confiés à leurs soins;

3° De la répartition du service entre les inspecteurs et agents placés sous leurs ordres;

4° De la comptabilité. Ils veillent notamment à ce que les crédits soient régulièrement employés et à ce que les devis ne soient pas dépassés.

Ils cessent leurs fonctions à l'âge de soixante-dix ans; ils peuvent, exceptionnellement, être maintenus en activité au delà de cet âge par arrêté ministériel, après avis motivé du comité des inspecteurs généraux, lorsqu'ils ont à terminer une construction neuve ou lorsqu'ils sont chargés de l'entretien d'un édifice dont ils sont les auteurs. La décision ministérielle prise dans l'un de ces deux cas n'a d'effet que pour une durée de deux ans; elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

6. Il y a deux catégories d'inspecteurs : les inspecteurs aux grands travaux et les inspecteurs à l'entretien.

Les uns et les autres sont nommés par arrêté ministériel. La nomination des inspecteurs aux grands travaux doit être précédée de l'avis des architectes en chef intéressés et de celui du comité des inspecteurs généraux.

Peuvent seuls être nommés inspecteurs de l'une ou de l'autre catégorie les architectes anciens pensionnaires de l'Académie de France à Rome et les sous-inspecteurs ou anciens sous-inspecteurs comptant au moins une année de services.

7. Les inspecteurs aux grands travaux sont chargés d'assister et de suppléer au besoin l'architecte en chef.

Ils sont rétribués, pendant la durée des travaux auxquels ils sont attachés, au moyen d'indemnités mensuelles dont le montant est fixé par arrêté ministériel.

8. Les inspecteurs à l'entretien touchent un traitement fixe.

Ils sont répartis en six classes de la manière suivante :

1 ^{re} classe	4,000 ⁷⁵
2 ^e classe	3,600
3 ^e classe	3,300
4 ^e classe	3,000
5 ^e classe	2,700
6 ^e classe	2,400

L'avancement a lieu après avis du comité des inspecteurs généraux, la promotion à une classe supérieure exigeant au moins deux années d'exercice dans la classe précédente.

Les inspecteurs à l'entretien sont chargés, sous les ordres des architectes en chef, de diriger et surveiller les travaux d'entretien et, lorsqu'ils en reçoivent l'ordre, les travaux de grosses réparations qui ne nécessitent pas la nomination d'un inspecteur spécial. Dans ce cas, une indemnité pourra, si les travaux sont assez importants, leur être allouée sur la demande de l'architecte en chef, après avis de l'inspecteur général de la division.

Ils peuvent être attachés à plusieurs édifices.

9. Les sous-inspecteurs aux grands travaux sont recrutés par la voie du concours. Le conseil général des bâtiments civils propose au ministre des travaux publics le programme et les conditions de ce concours. Il est chargé, comme jury, de l'examen et du classement des candidats, auxquels il est tenu compte de leurs travaux antérieurs et des divers diplômes ou récompenses qu'ils ont déjà obtenus, notamment à l'école des beaux-arts.

Les sous-inspecteurs aux grands travaux sont nommés par arrêté ministériel. Ils sont rétribués pendant la durée des travaux auxquels ils sont attachés, par des indemnités mensuelles dont le montant est fixé par arrêté ministériel et qui varie de cent cinquante (150) à deux cents francs (200).

10. Les contrôleurs et les vérificateurs sont également recrutés par la voie du concours. Les conditions des concours, ainsi que celles des avancements, sont arrêtées par le ministre des travaux publics, après avis du comité des inspecteurs généraux.

Les contrôleurs touchent un traitement dont le taux est fixé par arrêté ministériel.

Les vérificateurs sont rétribués au moyen d'honoraires calculés à un pour cent (1 p. o/o) du montant des mémoires vérifiés et révisés, rabais déduit.

11. Les conducteurs de travaux, les dessinateurs et les jardiniers sont nommés par arrêté ministériel.

Le ministre fixe le montant des indemnités mensuelles qui sont allouées, aux conducteurs et aux dessinateurs pendant la durée des travaux auxquels ils sont attachés, ainsi que le taux du traitement des jardiniers.

12. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions de règlements antérieurs contraires au présent décret.

13. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24325. — **DÉCRET qui déclare la Laita navigable par bateaux, depuis son origine à Quimperlé jusqu'à la mer.**

Du 19 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les rapports par lesquels les ingénieurs des ponts et chaussées constatent que la rivière la Laita est navigable de fait, et proposent de faire déclarer la navigabilité de ce cours d'eau;

Vu les pièces de l'enquête ouverte à ce sujet, suivant les formes déterminées par l'ordonnance royale du 18 février 1884;

Nu, notamment, l'avis de la chambre de commerce de Quimperlé, du 8 mai 1891, et celui de la commission d'enquête, du 4 du même mois;

Vu l'avis du préfet du Finistère, du 7 juillet 1891;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 30 juillet 1891.

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La Laita est déclarée navigable par bateaux, depuis son origine à Quimperlé jusqu'à la mer.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : Yves GUICHARD.

N° 24326. — **DÉCRET qui donne au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1888.**

Du 1^{er} Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu les lois de finances des 17 décembre 1887, 30 mars, 30 et 31 décembre 1888;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'état ci-annexé portant une créance liquidée à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1888;

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

Considérant que ladite créance n'excède pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elle se rattache,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, au titre de la première section (*Service de la justice*), en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1888, un crédit supplémentaire spécial de seize francs cinquante-trois centimes (16⁵³), montant d'une créance désignée au tableau ci-annexé qui a été liquidée à la charge de cet exercice et pour laquelle un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonner cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercice clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1890

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances, *Le Garde des sceaux*

Signé : ROUVIER.

Ministre de la justice et des cultes.

Signé : A. FALLIÈRES.

ÉTAT

État contenant une créance additionnelle de l'exercice clos de 1888
au titre du service de la justice

NUMÉRO du chapitre.	INDICATION du service.	NOM ET QUALITÉ du créancier.	OBJET DE LA CRÉANCE du titre du service du Ministère de la Justice et des Cultes.	MONTANT de la créance.
XII.	Justices de paix	M. Banchart, décédé, préf- fier de la jus- de paix de Lagny, ar- rondissement de Compiè- gne (Oise). de 70 ans 1888.	Traitement des sept premiers jours de l'exercice clos de 1888. 185 francs l'an.	16 ⁵³

Arrêté le présent état à la somme de seize francs cinquante-trois centimes (16⁵³).

Paris, le 13 novembre 1890.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24327. — **DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.**

Paris, le 12 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'Instruction publique*), pour les exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾;

Vu les réclamations des communes et des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1888 et 1889 présentent, aux chapitres 54 de l'exercice 1888 et 4, 51 et 54 de l'exercice 1889, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 7 décembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'Instruction publique*), en augmentation des restes à payer sur les exercices 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de la somme de soixante-quatorze mille neuf-cent soixante-quatre francs soixante-neuf centimes (74,964^{fr} 69^c), répartie ainsi :

Exercice 1888	1,852 ^{fr} 68 ^c
Exercice 1889	73,112 61
SOMME ÉGALE	74,964 69

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'Instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 579, n° 7437.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

État de développements des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices clos 1888 et 1889.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
			par chapitre.	par exercice.	
1888.	54	Subvention pour alléger les charges de la gratuité de l'instruction primaire.....	1,522 ⁸⁸	1,852 ⁰⁸	Réclamation adressée par le préfet du Gard : Subvention à la commune de Chusclau..... 312 ⁶⁸ Subvention à la commune de Pompiignan... 1,039 ²⁰ 1,521 ⁸⁸
			329 ²⁰		Réclamation adressée par le préfet des Hautes-Pyrénées : Subvention à la commune de Casteljail..... 100 ⁰⁰ Subvention à la commune de Peyroul..... 79 ²⁰ Subvention à la commune d'Aulac..... 150 ⁰⁰ 329 ²⁰
1889.	51	Enseignement primaire. — Traitements. Caisses des écoles. Loyers d'écoles. Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886.	46 ⁹⁰	73,112 ⁶¹	Somme due aux héritiers du sieur Marion, décédé instituteur à Arcis (Aube), pour traitement pendant l'année 1889... 46 ⁹⁰
	54	Enseignement primaire. — Algérie.	73,055 ⁷¹		Subvention supplémentaire due à la ville de Constantine pour acquitter les dépenses ordinaires de ses écoles primaires publiques..... 73,055 ⁷¹
	4	Services généraux de l'instruction publique.	10 ⁰⁰		Indemnité pour interruption de traitement due à M. Roy (Constant), ex-maître répétiteur au lycée d'Alger (Ben-Aknoun). 10 ⁰⁰
TOTAUX.....			74,964 ⁶⁹	74,964 ⁶⁹	

N° 24328. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la prise de possession d'urgence, pour l'établissement du chemin de fer de Grasse à Nice, de plusieurs parcelles de terrains non bâtis, sises aux territoires des communes de Colomars et de Nice (Alpes-Maritimes), lesdites parcelles indiquées sur les états et figurées par des teintes roses sur les plans parcellaires annexés au présent décret. (*Fontainebleau, 5 Septembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10 * Février 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1442.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24329. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (2^e section), sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour l'installation du Dépôt central du matériel des Postes et Télégraphes et des ateliers.*

Du 5 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 6 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à entreprendre les travaux nécessaires pour l'installation, au boulevard Brune, du dépôt central du matériel des postes et télégraphes et des ateliers.

La dépense totale de ces travaux, y compris l'acquisition des terrains, est fixée à la somme de deux millions huit cent vingt-sept mille neuf cent soixante-cinq francs (2,827,965^f).

2. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre de la 2^e section du budget de l'exercice 1891 : *Service des postes et télégraphes*, un crédit extraordinaire de cinq cent soixante-quatorze mille francs (574,000^f) qui sera inscrit au chapitre XXVII quinquies sous le titre de : *Installation du dépôt central du matériel et des ateliers*.

3. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

XII^e Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24330. — *Loi qui autorise le Ministre des travaux publics à effectuer des travaux dans les bâtiments civils et palais nationaux et ouvre un Crédit extraordinaire pour l'exécution de ces travaux.*

Du 14 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 15 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics est autorisé à effectuer dans les bâtiments civils et les palais nationaux les travaux ci-après, évalués à la somme totale de six cent soixante-quinze mille francs (675,000 ^f), savoir :

1° Cour de cassation (achèvement de la grande chambre).....	160,000 ^f
2° École des beaux-arts (achèvement de l'installation du service des études dans l'hôtel de Chimay).....	195,000
3° École vétérinaire de Lyon (installation des services de police sanitaire et d'anatomie pathologique).....	30,000
4° Palais de l'Élysée (installation de la lumière électrique. Réfection de la façade principale).....	90,000
5° Curage du grand canal de Versailles.....	200,000
TOTAL.....	675,000

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891, pour l'exécution des travaux visés dans l'article précédent, un crédit extraordinaire de six cent soixante-quinze mille francs (675,000^f), qui sera inscrit à un chapitre spécial portant le n° LXXII bis et libellé : *Travaux divers dans les bâtiments civils et palais nationaux.*

Il y sera pourvu au moyen des ressources générales du budget de 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24331. — *DÉCRET qui fixe les Droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).*

Du 29 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 13 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu la loi du 28 ventôse an IX;
Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;
Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾;
Vu l'ordonnance du 19 juillet 1834 ⁽²⁾, qui a institué des courtiers-interprètes et conducteurs de navires à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord);
Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽³⁾;
Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽⁴⁾;
Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Saint-Brieuc et du préfet des Côtes-du-Nord;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 320, n° 5423.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 393, n° 6056.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.

Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis.

Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)

NAVIGANS.

BÂTIMENTS À VOILES.

Entrant sur lest.
Sortant sur lest.
Sortant sur lest étant entrés chargés.

Entrant chargés en totalité ou en partie.
Sortant chargés en totalité ou en partie.

BÂTIMENTS À VAPEUR.

Entrant sur lest sans passagers.
Entrant sur lest avec passagers.
Sortant sur lest sans passagers.
Sortant sur lest avec passagers.

Entrant chargés en totalité ou en partie.
Sortant chargés en totalité ou en partie.

TRADUCTION DE PIÈCES.

dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.

Pour un connaissement ordinaire.
Pour un connaissement extraordinaire.
Pour le protêt d'une lettre de change.
Pour les actes judiciaires (la première page).
Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).

La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861.

Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage.

Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage.

ans le port de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

SUITE.

NAVIRES

usant le cabotage avec les ports français situés entre Cherbourg et Brest.	faisant le cabotage avec les ports français situés au delà de Cherbourg et de Brest.	faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de la Méditerranée.
--	--	--

PAR TONNEAU DE JAUGE.

3 ^f	6 ^f	12 ^f
3	6	12
.	.	.

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^f 125 plus 3 ^f	0 ^f 25 ^f plus 6 ^f	0 ^f 50 ^f plus 12 ^f
0 ^f 0625	0 ^f 125	0 ^f 25 ^f

PAR FORCE DE CHEVAL.

3 ^f	6 ^f	12 ^f
0 ^f 0625 plus 3 ^f	0 ^f 0125 plus 6 ^f	0 ^f 25 ^f plus 12 ^f
.	.	.
0 ^f 0625 plus 3 ^f	0 ^f 0125 plus 6 ^f	0 ^f 25 ^f plus 12 ^f

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^f 125 plus 3 ^f	0 ^f 25 ^f plus 6 ^f	0 ^f 50 ^f plus 12 ^f
0 ^f 0625	0 ^f 125	0 ^f 25 ^f

AFFRÈTEMENTS

par charte-partie.	à la cueillette.
--------------------	------------------

SUR LA VALEUR DU FRET.

2 p. o/o	2 p. o/o
----------	----------

payables moitié par le frêteur et moitié par l'affrêteur,
à moins de conventions contraires.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1835.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, reportant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)

VENTE DES NAVIRES.

SUR LE PRIX DE VENTE.

2 p. o/o	2 p. o/o
----------	----------

payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.

Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la mer ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.

Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

N° 24332. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux projetés sur la Rivière d'Aa et sur le Canal de Bourbourg.

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 8351) du trésorier-payeur général du département du Nord, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 29 juillet 1891, par le département, une somme de deux mille cinq cents francs pour sa part contributive dans les frais d'établissement : 1° d'une banquette de sûreté le long de la rivière d'Aa, entre le Guindal et le pont de Saint-Folquin; 2° d'un garde-corps le long du canal de Bourbourg, dans la traverse de Copenaxfort;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de deux mille cinq cents francs doit être répartie entre les deux chapitres ci-après, première section du budget de l'exercice 1891, de la manière suivante :

CHAP. XXIII. Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	500'
— XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)	2,000
TOTAL ÉGAL.....	2,500

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille cinq cents francs (2,500') réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XXIII. Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	
Construction d'une banquette de sûreté le long de la rivière d'Aa, entre le Guindal et le pont de Saint-Folquin...	500'
— XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)	
Établissement d'un garde-corps le long du canal de Bourbourg, dans la traverse de Copenaxfort.....	2,000
TOTAL PAREIL.....	2,500

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 24333. — *DÉCRÉTER qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Eclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.*

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 22989) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 11 août 1891, par la ville de Paris, une somme de deux mille cent sept francs soixante-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le deuxième trimestre de 1891;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1891, première section, chapitre XL : *Régie des palais nationaux*. — *Matériel*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille cent sept francs soixante-trois centimes (2,107¹ 63) applicable à l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le deuxième trimestre de 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24334. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Amélioration et à l'achèvement des Ports maritimes.*

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu la déclaration (n° 26050) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 15 septembre 1891, par la ville de la Rochelle, une somme de cent cinquante mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1891 et ayant pour objet l'établissement d'un port en eau profonde dans la rade de la Pallice;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, pour l'emploi des fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de sept millions deux cent trente mille francs, inférieure de six millions deux cent soixante-dix mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de la Rochelle, un crédit additionnel de la somme de cent cinquante mille francs (150,000^f) applicable à l'établissement d'un port en eau profonde dans la rade de la Pallice.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24335. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Amélioration des ports en Algérie.*

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 42 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter pendant l'année 1891, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de treize millions cinq cent mille francs;

Vu les déclarations (n° 6) du payeur de Mostaganem et (n° 20793) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 1^{er} juin et 21 juillet 1891, par la ville de Mostaganem, une somme totale de cinq cent mille francs (187,500^f + 312,500^f) pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux d'amélioration du port de ladite ville appartenant à l'exercice 1891;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de cinq millions huit cent soixante-dix mille francs, inférieure de sept millions six cent trente mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 42 de la loi précitée du 26 décembre 1890;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LXXIII : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds d'avances, un crédit additionnel de la somme de cinq cent mille francs (500,000^{fr}) applicable aux travaux d'amélioration du port de Mostaganem.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24336. — *DÉCRET qui réglemente l'utilisation par le public de la Grue installée, par l'Administration des Chemins de fer de l'État, sur le quai du port de Blaye, pour les besoins du service des Voies ferrées d'exploitation de ce port.*

Du 3 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les rapports des ingénieurs des 13-15 mai 1891, au sujet de l'utilisation, par le public, de la grue fixe installée au port de Blaye (Gironde) par l'administration des chemins de fer de l'État pour les besoins de son propre service;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur les tarifs relatifs à cette utilisation, notamment l'avis de la commission d'enquête du 24 janvier 1890;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Bordeaux, en date du 25 février 1891;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 7 mai 1890;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Lorsque la grue fixe installée par l'administration des chemins de fer de l'État sur le quai du port de Blaye, pour les besoins du service des voies ferrées d'exploitation de ce port, ne sera pas utilisée pour ce service, elle pourra, sous les conditions ci-après énoncées, être mise à la disposition du public, soit pour le levage des marchandises autres que celles en provenance directe ou à destination directe du chemin de fer, soit pour le mâtage ou le démâtage des navires.

2. La grue est mise à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins de l'administration des chemins de fer de l'État.

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage de l'engin. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition du capitaine du port, la grue employée par un autre navire peut être enlevée à ce navire pour être affectée immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

3. Ceux qui font usage de la grue de l'administration des chemins de fer de l'État doivent employer pour le déchargement ou l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage à fond de cale ou sur les wagons et, en général, pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin, faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

La grue ne peut être employée à soulever un poids supérieur à sa force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage de la grue.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

4. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen de la grue de l'administration des chemins de fer de l'État, le locataire doit immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en

bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut de la grue mise à sa disposition.

5. Les taxes maxima qui peuvent être perçues sont les suivantes :

Pour le levage de marchandises :

Par tonne, sans qu'il soit fourni par l'administration aucun homme pour la manœuvre : trente centimes (0'30).

Pour mâtage ou démâtage :

Par opération : deux francs (2').

Quand les opérations de mâtage et de démâtage se succéderont immédiatement, le prix ci-dessus fixé pour chacune d'elles sera réduit d'un quart.

6. Les taxes pour l'usage de l'engin sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 2 ci-dessus.

7. L'administration des chemins de fer de l'État a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement.

Tous les autres frais de manœuvre, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis et les mâts, sont à la charge du locataire.

8. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits, en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale, en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

9. L'administration des chemins de fer de l'État peut, si elle le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

10. Les tarifs en vigueur, à toute époque, sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées, d'une manière très apparente, le plus près possible de l'appareil, et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine du port.

L'administration des chemins de fer de l'État est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche, comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

11. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24337. — DÉCRET portant affectation au Département de la Marine de la batterie déclassée de Saint-Nazaire.

Du 19 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du ministre de la marine exposant la nécessité d'affecter à son département, pour le service de la station de torpilleurs de Saint-Nazaire, l'ancienne batterie de ce nom, déclassée par la loi du 27 mai 1889;

Vu les lettres en date, l'une du 10 novembre 1891 et l'autre du 15 septembre 1891, par lesquelles les ministres de la guerre et des finances déclarent adhérer à la nouvelle affectation dont il s'agit;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾, réglant la marche à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont affectés au département de la marine les terrains et bâtiments de la batterie déclassée de Saint-Nazaire, tels qu'ils sont délimités par un liseré rouge sur le plan ci-annexé.

2. Les ministres de la marine, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24338. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire au titre du Budget annexe des Monnaies et Médailles.*

Du 24 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 14 de la loi du 26 février 1887 portant que « les crédits supplémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice, pour assurer l'exploitation de l'administration des monnaies et médailles, pourront être ouverts par décrets contresignés du ministre des finances »;

Vu la loi du 26 décembre 1890 portant fixation des crédits du budget des dépenses de l'exercice 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de treize mille francs (13,000^f) applicable au chapitre VII : *Matériel : Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.*

2. Les prévisions de recettes du budget annexe des monnaies et médailles, pour l'exercice 1891, sont augmentées d'une somme de treize mille francs (13,000^f), provenant du produit de la vente des médailles.

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans les délais réglementaires.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24339. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Porchères (Gironde).*

Du 24 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de Porchères (Gironde);

L'avis émis, le 30 juillet 1891, par la commission départementale, en vertu d'une délégation du conseil général;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Porchères (Gironde) est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24340. — *DÉCRET qui réduit à une zone unique les Zones de servitudes de la place de Colmars.*

Du 25 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret du 10 août 1853 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur le même objet;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les zones de servitudes de la place de Colmars sont ré-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1371, n° 2055.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

- duites à une zone unique telle qu'elle est figurée par un liséré bistre sur le plan.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,*

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24341. — DÉCRET qui déclassé le Canal de Coutances comme voie navigable.

Du 26 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'ordonnance royale du 19 juillet 1836 ⁽¹⁾, concernant la concession, sous le nom de canal de Coutances, des travaux de canalisation de la rivière de Soulle, depuis le pont de Soulle, à Coutances, jusqu'à la rivière de Sienne, en aval du pont de la Roque;

Vu le décret du 26 octobre 1886, autorisant le ministre des travaux publics à accepter la remise anticipée et gratuite de la concession du canal de Coutances;

Vu les pièces de l'enquête ouverte dans les formes prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834 au sujet du projet de déclassement du canal de Coutances, notamment l'avis de la commission d'enquête du 9 octobre 1887, et l'avis de la chambre de commerce de Granville, du 21 octobre 1887;

Vu les rapports des ingénieurs, des 17 août, 14 septembre 1886 et 18 février-13 mars 1888;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 27 décembre 1886, 30 avril 1888, et le rapport supplémentaire de l'inspecteur général, du 22 mars 1890;

Vu l'avis du préfet, du 24 mars 1888;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture, en date du 10 juin 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A dater de la promulgation du présent décret, le canal de Coutances cessera d'être compris au nombre des voies navigables ou flottables.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

P^{re} 1^{re} série, Bull. 449, n° 6438.

N° 24342. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.*

Du 30 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de mille trois cent soixante francs quatorze centimes (1,360¹ 14).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau y annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ 11^e série. Bull. 1045, n° 10527.

État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer portés dans les comptes définitifs des exercices clos de 1888 et 1889.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1888.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES.				
	CHAP. XCI. Dépenses diverses. Art. 4.	Contribution foncière de francs-bords ⁽¹⁾	29 ^f 09 ^c	29 ^f 09 ^c	29 ^f 09 ^c
	FRAIS DE PERCEPTION, ETC.				
	CHAP. LXXII. Remises proportionnelles aux percepteurs. Art. 1 ^{er} .	Remises aux percepteurs sur contributions directes ⁽²⁾	130 09	130 09	
1889.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES.				
	CHAP. LXXXIX. Personnel. Art. 1 ^{er} .	Indemnité à un intérimaire ⁽³⁾	102 00	102 00	
	CHAP. XCI. Frais de loyers et indemnités. Art. 1 ^{er} .	Honoraires d'un médecin assermenté et indemnités pour frais de tournées ⁽⁴⁾	14 43	14 43	1,331 05
	CHAP. XCII. Dépenses diverses. Art. 4.	Contribution foncière des francs-bords ⁽⁵⁾	29 79	29 79	
	CHAP. XCIII. Achats de tabacs. Primes et transports.	Frais de transport des tabacs ⁽⁶⁾	2 00	2 00	
	CHAP. XCIV. Avances recouvrables.	Frais de perception des octrois gérés par l'administration ⁽⁷⁾	952 74	952 74	
	TOTAUX.....		1,360 14	1,360 14	1,360 14

(1) Créance avancée par le receveur principal à Rochefort et dont le recouvrement n'a pu être effectué par suite de l'insolvabilité de l'adjudicataire. — (2) Le receveur des finances de Bernay a omis le mandatement de la créance. — (3) Créance restant à payer par suite d'une fausse interprétation des instructions par le directeur de la Gironde. — (4) Fausse interprétation des instructions et négligence d'un directeur. — (5) Même observation que ci-dessus pour la créance de l'exercice 1888. — (6) Pièces de dépenses adressées par la poste. — (7) Décision tardive au sujet d'une contestation entre l'administration et la municipalité pour la gestion de l'octroi du Blanc.

Arrêté le présent état à la somme de mille trois cent soixante francs quatorze centimes.

Paris, le 30 novembre 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24343. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Han-devant-Pierrepont (Meuse).*

Du 1^{er} Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise, le 21 juin 1891, par le conseil municipal de Han-devant-Pierrepont (Meuse);

L'avis émis, le 18 août 1891, par le conseil général de la Meuse;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Han-devant-Pierrepont (Meuse) est fixée ainsi qu'il suit :

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24344. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Saint-Gengoux-de-Seissé (Saône-et-Loire).*

Du 1^{er} Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération du conseil municipal de Saint-Gengoux-de-Seissé, en date du 7 mai 1891;

L'avis émis, le 21 août 1891, par le conseil général de Saône-et-Loire;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1371, n° 2055.

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Saint-Gengoux-de-Seissé (Saône-et-Loire), est fixée ainsi qu'il suit :

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A trois francs (3^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24345. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'installation d'un vivier au Laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer.

Du 4 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'autorisation en date du 5 octobre 1891, accordée à M. de Lacaze Duthiers, membre de l'Institut, de verser, à titre de fonds de concours sur l'exercice 1891, une somme de huit mille cinq cents francs, représentant le montant de la subvention qu'il a offerte pour l'installation en 1891 d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer;

Vu la déclaration délivrée par le receveur central du département de la Seine, constatant que, le 7 de ce mois, il a été versé à la caisse, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, par M. de Lacaze-Duthiers, la dite somme de huit mille cinq cents francs;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de huit mille cinq cents francs (8,500').

Cette somme sera rattachée au chapitre VIII : *Dépenses communes à toutes les facultés*, du budget des dépenses de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24346. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 4 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques supérieures, pendant l'exercice 1891, une somme de vingt et un mille quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-dix centimes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'ensei-*

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

gnement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Ecoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie, un crédit de vingt et un mille quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-dix centimes (21,089^f 90).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24347. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la Transformation du Canal d'Audruicq, ou Stawart, en voie navigable.

Du 9 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs, à la date des 15-26 janvier 1891, pour la transformation du canal d'Audruicq, ou Stawart, en voie navigable;

Vu la délibération, en date du 17 décembre 1890, par laquelle le conseil municipal d'Audruicq s'engage, au nom de ladite commune, en vue de de l'exécution de l'entreprise susvisée :

1° A la cession gratuite des terrains;

2° A prendre à sa charge les frais d'enlèvement des produits du creusement mis en dépôt sur les berges;

3° A construire et à entretenir un chemin de halage de six mètres de largeur, qui sera affecté en même temps à la circulation vicinale;

4° A indemniser les riverains, s'il y a lieu, pour la servitude de banquette de contre-halage, sur une largeur de trois mètres du côté opposé au halage;

Vu les délibérations, en date des 31 décembre 1890 et 1^{er} avril 1891, aux termes desquelles la commission administrative de la première section des Wattringues cède à l'État tous ses droits sur le Stawart et s'engage à fournir, pour l'exécution des travaux projetés, une subvention de cinq mille francs, à la condition qu'elle sera à tout jamais déchargée de l'entre-

rien dudit canal et que tous ses cours d'eau actuels y conserveront leurs débouchés, sans aucune restriction dans leurs moyens de dessèchement;

Vu le dossier des conférences mixtes tenues entre les divers services intéressés et notamment les adhésions directes données par le directeur du génie, à Dunkerque, le 29 avril 1891, par l'ingénieur en chef du département du Pas-de-Calais, au nom du service vicinal, le 4 mai 1891, et par l'ingénieur en chef du service maritime, chargé du contrôle des wattringues, le 11 mai 1891;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle l'avant-projet ci-dessus visé a été soumis, en mai-juin 1891, suivant les formes prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834, notamment les délibérations des chambres de commerce de Calais et de Saint-Omer, en date des 5 et 12 mai 1891, et l'avis de la commission d'enquête, en date du 26 juin 1891;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 15-26 janvier, 8-11 septembre 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 12 mars et 22 octobre 1891;

Vu les lettres du préfet du Pas-de-Calais, des 30 janvier et 15 septembre 1891;

Vu la loi du 3 mai 1841 et celle du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet des 15-26 janvier 1891, ci-dessus visé, les travaux à exécuter pour la transformation du canal d'Audruicq, ou Stawart, en voie navigable.

2. La dépense à la charge de l'État, évaluée à soixante mille francs (60,000'), sera imputée sur les crédits inscrits à la première section du budget du ministère des travaux publics : *Canaux. — Travaux ordinaires.*

3. Il est pris acte des engagements contenus dans les délibérations ci-dessus visées du conseil municipal d'Audruicq, du 17 décembre 1890, et de la commission administrative de la première section des wattringues, des 31 décembre 1890 et 1^{er} avril 1891.

En conséquence, la commune d'Audruicq est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, les terrains et bâtiments qu'elle doit livrer à l'État pour l'exécution des travaux.

4. Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations n'ont pas été réalisées dans un délai de cinq ans à partir de sa date.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24348. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 10 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes, pour servir au paiement des indemnités de résidence entrant dans les traitements garantis des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques élémentaires, pendant l'exercice 1891, une somme de cinq cent vingt et un mille cinq cent trente-huit francs cinquante centimes.

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 7 décembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1891, chapitre XLVIII : *Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel : Personnel et bourses; — Écoles primaires élémentaires : Traitements du personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour n'imposer aucune charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886; — Enseignement primaire en Algérie*, un crédit de cinq cent vingt et un mille cinq cent trente-huit francs cinquante-sept centimes (521,538⁵⁷).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24349. — *DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel affecté aux services de Police de la ville de Besançon.*

Du 11 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 6 août 1881 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de Besançon, en date du 18 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Besançon est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Tableau portant réglementation du cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Besançon.

- 1 inspecteur principal;
- 1 sous-inspecteur;
- 1 secrétaire du commissaire central de police;
- 6 brigadiers;
- 4 sous-brigadiers;
- 7 agents de première classe;
- 10 agents de deuxième classe;
- 3 agents de troisième classe.

N° 24350. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans soixante-treize communes du département du Gard.*

Du 12 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 646, n° 10946.

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des soixante-treize communes du département du Gard ci-dessous désignées;

L'avis émis, le 18 août 1891, par le conseil général du Gard;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les soixante-treize communes du département du Gard comprises dans le tableau ci-dessous, est fixée, savoir :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.
1	Aramon.	38	La Bastide-d'Engros.
2	Domazan.	39	Pouzilhac.
3	Fourques.	40	Roquemaure.
4	Jonquières-Saint-Vincent.	41	Saze.
5	Manduel.	42	Cavel.
6	Milhaud.	43	Verfeuil.
7	Moulexan-Montagnac.	44	Fontarèche.
8	Poulx.	45	La Roque.
9	Sernhac.	46	Saint-André-d'Olérargues.
10	Anduze.	47	Cornillon.
11	Allègre.	48	Argilliers.
12	Bagard.	49	Lussan.
13	Barjac.	50	Saint-Marcel-de-Carcir.
14	Boisset-et-Gaujac.	51	Le Pin.
15	Chambon.	52	Pougnadoresse.
16	Les Mages.	53	Carsan.
17	Castillon-de-Gagnère.	54	Bagnols-sur-Cèze.
18	Martignargues.	55	Saint-Laurent-de-Carmols.
19	Méjanès-lès-Alais.	56	Les Angles.
20	Monteils.	57	Saint-Laurent-des-Arbres.
21	Navacelles.	58	Saint-Pons-la-Calmette.
22	Robiac.	59	Saint-Quentin-la-Poterie.
23	Rochebade.	60	Laval-Saint-Roman.
24	Saint-Étienne-de-Lolain.	61	Sainte-Anastasie.
25	Saint-Jean-de-Serres.	62	Saint-Victor-la-Coste.
26	Saint-Julien-de-Vergalgues.	63	Saint-Laurent-la-Vernède.
27	Saint-Privat-de-Champclos.	64	Laudun.
28	Saint-Victor-de-Malcap.	65	Uzès.
29	Sénéchas.	66	Le Garn.
30	Portes.	67	Pont-Saint-Esprit.
31	Saint-Christol-lès-Alais.	68	Sabran.
32	Saint-Jean-du-Gard.	69	Connaux.
33	Saint-Hippolyte-de-Caton.	70	Liou.
34	Saint-Maurice.	71	Notre-Dame-de-la-Rouvière.
35	Les Salles-du-Gardon.	72	Saint-Roman-de-Codières.
36	Salindres.	73	Arre.
37	Seynes.		

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1731, n° 2055.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24351. — DÉCRET qui fixe le Budget des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des Dépôts et Consignations pour l'année 1892.

Du 21 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816⁽¹⁾, pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements, applicables à l'année 1892;

Vu l'avis conforme de la commission de surveillance instituée près lesdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par celle du 21 juin 1871;

Vu le décret du 22 décembre 1874, modifiant, sur certains points, l'organisation des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, telle qu'elle avait été réglée par les décrets des 30 octobre 1861 et 14 août 1866;

Vu le décret du 30 avril 1889, relatif au recrutement et à l'avancement du personnel de l'administration de la caisse des dépôts et consignations;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations sont fixées, pour l'année 1892, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme d'un million huit cent trente-neuf mille cinq cent vingt francs (1,839,520^f).

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 90, n° 769.

ÉTAT A. *État des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1892, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.*

NUMÉROS des chapitres.		NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS alloués en 1892.
NOMBRE des fonctionnaires, chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditionnaires, stagiaires et agents.				
I ^{re} PARTIE. -- DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1892.				
PERSONNEL.				
I.	4	Directeur général et fonctionnaires nommés par décret.	1 directeur général, président du conseil d'administration..... 25,000 ^f 2 sous-directeurs, membres du conseil d'administration... 30,000 1 caissier général, membre du conseil d'administration... 15,000	70,000 ^f
II.	379	Chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditionnaires et stagiaires.	3 chefs de division, membres du conseil d'administration. 36,000 20 chefs de bureau (7,000 ^f à 10,000 ^f)..... 170,000 28 sous-chefs de bureau (5,000 ^f à 6,000 ^f)..... 154,000 318 commis de 1,900 ^f à 4,500 ^f et expéditionnaires de 1,900 ^f à 4,000 ^f 924,920 10 stagiaires à 1,200 ^f et à 1,800 ^f . 13,500	1,298,420
III.	49	Agents de comptoir et agents du service intérieur.	10 agents de comptoir..... 22,500 39 agents du service intérieur.. 58,100 Indemnités pour travaux extraordinaires à des agents secondaires..... 11,500	92,100
IV.	•	Indemnités et abonnements.	Indemnité allouée au sous-directeur, chef du service de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse..... 3,000 Indemnité de responsabilité du caissier général..... 5,000 Traitement du secrétaire de la commission de surveillance.... 1,000 Abonnement de l'agent de change. 70,000	79,000
V.	•	Indemnités pour travaux extraordinaires et pour travaux du dimanche..... Indemnités pour travaux extraordinaires pour le service de la caisse nationale des retraites..... Salaires des agents non commissionnés.....	20,000 22,000 35,000	77,000
TOTAL des dépenses du personnel.....			1,616,520	

NOMBRES des chapitres.	NOMME des fonctionnaires, chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditeurs, stagiaires et agents.	NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS
				alloués en 1892.
VI.	.	MATERIEL.		
		Fournitures de bureau, papiers, cartonnages et reliures.....	18,000 ^f	176,500 ^f
		Impressions, lithographie et bibliothèque.....	54,000	
		Chauffage.....	33,000	
		Eclairage.....	12,000	
		Bâtiment et mobilier.....	40,000	
		Habilleinent des agents de comptoir et des agents du service intérieur.....	5,500	
		Frais de veilles et de rondes de nuit.....	4,000	
		Menus dépenses et dépenses accidentelles.....	10,000	
		TOTAL des dépenses ordinaires.....		1,793,020
VII.	.	II ^e PARTIE. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
		MATERIEL.		
		Barèmes, tarifs, affiches, notices à établir par suite de changement du taux de l'intérêt servi aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, publicité; plaques extérieures à apposer dans les bureaux des comptables, envoi, médailles.		46,500
		TOTAL des dépenses.....		1,839,520
432				

Arrêté le présent état à la somme d'un million huit cent trente-neuf mille cinq cent vingt francs.

Paris, le 27 novembre 1891.

Le Directeur général,

Signé : LABEYRIE.

Approuvé par la commission de surveillance.

Paris, le 2 décembre 1891.

Le Sénateur, président de la commission de surveillance,

Signé : EUGÈNE GOUIN.

Vu et approuvé :

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24352. — *DÉCRET qui nomme les Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les Ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891.*

Du 21 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances;

Vu les articles 192 à 195 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels une commission doit être chargée, chaque année, d'une part, d'arrêter le journal général et le grand-livre de l'administration des finances au 31 décembre, ainsi que les livres et les registres tenus au trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements et, d'autre part, de constater dans le procès-verbal de ses travaux la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements avec les écritures qui ont servi à les établir,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'exercice 1890 et l'année 1891 :

MM. *Faye*, sénateur, président;

Cochery, député,

Jonnart, député;

Marques de Braga, conseiller d'État;

Vergé, maître des requêtes au Conseil d'État;

George, conseiller maître à la Cour des comptes;

Datilleul, conseiller référendaire de première classe à la Cour des comptes;

de Vallerot, conseiller référendaire de première classe à la Cour des comptes;

Chauchat, conseiller référendaire de deuxième classe à la Cour des comptes.

M. de Saint-Aubin, chef de bureau à la direction générale de la comptabilité publique, est nommé secrétaire de la commission.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24353. — *DÉCRET qui admet à la circulation en franchise, par la poste, la Correspondance d'intérêt général adressée, sous le contre-seing du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, aux Secrétaires des Syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers.*

Du 22 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu la loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, dans toute la République, la correspondance d'intérêt général adressée, sous le contreseing du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, aux secrétaires des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24354. — *DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :*

Sont approuvés :

1° Les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès ;

Projet d'établissement d'un abri à voyageurs dans la gare du Tlélat, commune avec la ligne d'Alger à Oran (réseau algérien-Paris-Lyon-Méditerranée), présenté le 23 avril 1890 et dont la dépense a été autorisée par décret du 14 mars 1890;

2° La dépense résultant de l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution dudit abri, fixée à mille deux cent soixante-douze francs, y compris six pour cent pour frais généraux et intérêts.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Cette dépense sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, pour travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-Bel-Abbès, Sidi-Bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Senia à Aïn-Temouchent et Tabia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Fontainebleau, 1^{er} Septembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Février 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1443.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 34355. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Audierne (Finistère).*

Du 28 Octobre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 octobre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de sept francs cinquante centimes (7⁵⁰) actuellement perçue à l'octroi d'Audierne (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est affecté à l'amortissement de l'emprunt contracté pour la construction d'une maison d'école.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

XII^e Série.

78

N° 24356. — *Loi qui autorise une Surtaxe à l'Octroi de Guilvinec (Finistère).*

Du 28 Octobre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 octobre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, la perception, à l'octroi de Guilvinec (Finistère), d'une surtaxe de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : BOUVIER.

N° 24357. — *Loi qui autorise une Surtaxe à l'Octroi de Lampaul-Ploudalmézeau (Finistère).*

Du 28 Octobre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 octobre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, la perception, à l'octroi de Lampaul-Ploudalmézeau (Finistère), d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de douze millions six cent cinquante-quatre francs voté par délibération du 15 février 1891.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIN.

N° 24358. — *Loi qui autorise une surtaxe à l'Octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure).*

Du 28 Octobre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 29 octobre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, la perception, à l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure), d'une surtaxe de quatre francs (4^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses devant résulter de l'exécution des travaux communaux indiqués dans la délibération du 24 février 1891.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIN.

N° 24359. — *Loi qui proroge des Surtaxes établies à l'Octroi de Paimbœuf (Loire-Inférieure).*

Du 13 Novembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 14 novembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Paimbœuf (Loire-Inférieure) :

Un franc douze centimes (1^{fr} 12) par hectolitre de vin;

Quatre francs (4^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au remboursement des emprunts contractés par la ville de Paimbœuf.

3. L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24360. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Roscoff (Finistère).*

Du 13 Novembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 14 novembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de dix francs (10^{fr}) actuellement perçue à l'octroi de Roscoff (Finistère) par hectolitre d'alcool pur

contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24361. — *DÉCRET qui fixe les Droits de courtage maritime à percevoir dans le Port de Boulogne (Pas-de-Calais).*

Du 24 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 2 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'arrêté des consuls du 7 thermidor an IX⁽²⁾, qui a institué des courtiers d'assurances et des courtiers interprètes et conducteurs de navires à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais);

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽³⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽⁴⁾;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Boulogne et du préfet du Pas-de-Calais, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires et courtiers d'assurances, dans le port de Boulogne (Pas-de-Calais), seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ III^e série, Bull. 92, n° 765.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 393, n° 6056.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

A. — Tarif des droits de courtage maritimes de

CONDUITE.

NAVIERES.	NAVIERES.		
	faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés au delà de Cherbourg.	faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés entre Cherbourg et Dunkerque.	faisant la navigation avec l'étranger les relâches françaises et les ports français de la Méditerranée.
BÂTIMENTS À VAPEUR.		PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.	
Chargements composés entièrement de houille, minerais de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 ¹ 15
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 10
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 05
Sortant sur lest sans passagers	"	"	"
Sortant sur lest avec passagers	"	"	0 ¹ 05
BÂTIMENTS À VOILES.		PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.	
Chargements composés entièrement de houille, minerais, de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 ¹ 30
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 20
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 10
BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR.		PAR TONNEAU DE JAUZE.	
Chargements composés entièrement (ou de plus des 9/10) de bois de construction, de teinture ou de chêne, de fer, de guanos ou de céréales (blé, maïs, seigle, orge et avoine) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 ¹ 50
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 20
Chargements autres :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 20
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 10
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 05
Entrant chargés en tout ou en partie	0 ¹ 25	0 ¹ 13 1/2	"
Sortant chargés en tout ou en partie	0 12 1/2	0 06 1/4	0 05
PAR TONNEAU DE JAUZE.			
Entrant sur lest ou en relâche avec ou sans passagers	0 ¹ 06 1/4	0 ¹ 03 1/2	0 ¹ 01
Sortant sur lest avec passagers	0 06 1/4	0 03 1/4	"
Sortant sur lest sans passagers	"	"	"

TRADUCTION DES PIÈCES.

Pour le protêt d'une lettre de change	
Pour un connaissement ordinaire	
Pour un connaissement extraordinaire :	
La première page	
La deuxième page et chacune des suivantes	
Pour acte judiciaire (dans le cas de contestations prévues par l'art. 80 du Code de commerce) :	
La première page	
La deuxième page et chacune des suivantes	
Pour toutes autres traductions :	
La première page	
La deuxième page et chacune des suivantes	
non compris les timbres des feuilles.	

port de *Boulogne-sur-Mer* (Pas-de-Calais).

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.

Les courtiers interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont, en outre, ~~soins de droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, les parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire~~ enfin, de constater le cours du fret ou du nolis.

Dans les affaires contentieuses et pour le service des douanes; ils serviront seuls de truchements à ~~des~~ étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 5.)

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE DU 14 NOVEMBRE 1836.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à accomplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 5.)

Les navires en simple relâche, reportant sans avoir embarqué ou débarqué des marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra des droits de courtage dans chaque port, à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne seront perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)

La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif de la composition du tonneau, établi par décret du 25 août 1881 et adopté par la chambre de commerce du Havre, dans sa séance du 20 décembre suivant, et sans désignation autre que sur les avoines, pour lesquelles, vu la nature de ces chargements, les droits de courtage seront perçus au tonneau de neuf cents kilogrammes.

Dans le cas où, à l'entrée, un navire n'aurait pas employé le ministère du courtier, les droits de courtage pour l'expédition sur lest seront les mêmes que ceux des navires entrant sur lest.

Les droits de courtage sur tous les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne pourront être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

Le navire sorti du port et forcé d'y relâcher sera exempt de tout courtage s'il est, dans le même voyage, adressé à un courtier.

AFFRÈTEMENTS

par charte partie ou à la cueillette.

2 p. o/o sur le montant brut du fret, payable par le navire (à moins de conventions contraires), à la signature du contrat d'engagement.

Ce courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties,

VENTES DE NAVIRES

soit de gré à gré, soit aux enchères publiques.

1/2 p. o/o sur le prix de la vente ou de mutation, payable par l'acquéreur seul (à moins de conventions contraires).

B. — *Tarif des droits de courtage des assurances dans le port de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTIONS.
Rédaction de contrats ou polices d'assurances.	Sur le montant de la prime de la somme assurée : 7 1/2 p. o/o payables par l'assureur seul, sauf conventions contraires.

N° 24362. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Calvados, d'une ligne de Tramways entre Dives et Luc-sur-Mer.*

Du 5 Septembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 12 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté par le département du Calvados pour l'établissement d'une ligne de tramways, à traction de locomotives, entre Dives et Luc-sur-Mer;

Vu notamment les plans d'ensemble, en date des 18, 20, 21, 22 février et 19, 20 juin 1888;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu notamment les délibérations des deux commissions d'enquête, en date des 29 mars, 12 avril et 14 août 1888;

Vu les avis de la chambre de commerce de Honfleur, en date du 9 mai 1888, et de la chambre de commerce de Caen, en date des 20, 25 mars et 20 juillet 1888;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Cabourg, Dives, Merville, Varaville, Sallenelles, Amfréville, Ranville, Benouville, Ouistreham, Douvres, Colleville-sur-Orne, Hermanville, Lion-sur-Mer et Luc-sur-Mer;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale du Calvados, en date des 20 avril, 23 août et 20 octobre 1887, 16 février, 13 avril et 24 août 1888, 21 novembre 1889, 16 avril et 20 août 1890 et 8 avril 1891;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée, le 3 octobre 1890, entre le préfet du Calvados, agissant au nom du département, et la société anonyme des établissements *Decauville* aîné, aux termes de laquelle le département concède à cette société la construction et l'exploitation du tramway susmentionné de Dives à Luc-sur-Mer;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 12 juillet et 25 octobre 1888, 31 janvier 1889, 8 décembre 1890 et 2 juillet 1891;

Vu les délibérations de la commission mixte des travaux publics, en date des 24 décembre 1888 et 18 février 1889;

Vu les lettres des 29, 31 janvier et 14 mars 1889, par lesquelles le ministre de la guerre, d'une part, et le ministre de l'intérieur, d'autre part, donnent leur adhésion aux conclusions des délibérations de la commission mixte des travaux publics;

Vu les avis du ministre de l'intérieur, en date des 24 mai et 17 juin 1889;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de la guerre, en date du 21 février 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Calvados, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'une ligne de tramways desservie par des locomotives et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Dives et Luc-sur-Mer.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

3. Le département du Calvados est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de ce tramway suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

4. Est approuvée la convention passée, le 3 octobre 1890, entre le préfet du Calvados, agissant au nom du département, et la société anonyme des établissements *Decauville aîné*, pour la concession de la ligne de tramways susmentionnée, conformément aux conditions du cahier des charges y annexé.

Ladite convention, le cahier des charges et les plans d'ensemble susvisés resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 5 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics :

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

CONVENTION.

Entre M. Ed. Vatin, préfet du département du Calvados, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu des délibérations du conseil général des 20 avril et 25 août 1887, 13 avril et 24 août 1888 et 16 avril 1890, ainsi que des délibérations de la commission départementale des 20 octobre 1887 et 16 février 1888 et du conseil général du 20 août 1890,

D'une part;

Et la société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par M. Paul Decauville, président du conseil d'administration,

D'autre part;

Ont été faites et acceptées les conventions suivantes qui n'auront d'effet qu'à partir du décret à intervenir :

ART. 1^{er}. Le préfet du Calvados concède à la société Decauville aîné, qui l'accepte, la construction et l'exploitation du tramway à vapeur de Dives à Luc-sur-Mer, conformément aux avant-projets dressés les 22 février et 20 juin 1888, qui ont servi de base aux enquêtes d'utilité publique et qui ont été modifiés le 6 mars 1890, ainsi qu'aux projets définitifs à approuver ultérieurement et aux modifications demandées pour l'installation des garages et des voies d'évitement.

2. La société Decauville aîné est assujettie, conjointement et solidairement envers le département, à toutes les obligations imposées par le cahier des charges ci-annexé : elle profitera de même des avantages résultant de ce cahier des charges, qui est conforme au cahier des charges type approuvé par décret du 6 août 1881, sauf les dérogations ou modifications ci-après apportées aux articles 5, 7, 20, 31 et 32, en vertu de l'article 30 de la loi du 11 juin 1881 :

1° (Art. 5). Le minimum de rayon des courbes ne sera nulle part inférieur à trois mètres (3^m) ; toutefois l'administration préfectorale pourra autoriser, à titre exceptionnel, l'emploi d'un rayon de vingt-cinq mètres (25^m) dans la traverse de Ouistreham et pour le raccordement des garages.

2° (Art. 7). Le ballast de la voie ferrée sera soutenu, du côté du chemin, par une banquette en terre pilonnée et gazonnée.

3° (Art. 20). dans les délais fixés par l'article 3, ou si l'exploitation est interrompue de son fait, il encourra

4° (Art. 31). Toutefois les frais de transbordement des bagages, messageries et marchandises à grande vitesse resteront à la charge du rétrocessionnaire.

5° (Art. 32). Le rétrocessionnaire opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, marchandises, messageries et bagages, et d'une manière générale de tous les colis susceptibles d'être chargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à cent cinquante kilogrammes (150^k) au maximum. Il ne sera pas tenu d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises.

3. La rétrocession est faite moyennant : 1° une subvention fixe de deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre, payable au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de la livraison du matériel fixe et roulant, sur des états de situation mensuels approuvés par l'administration. Cette subvention pourra être transformée en annuités au taux ordinaire du Crédit foncier et le capital sera, dans ce cas, employé par le département à l'achèvement des chemins devant supporter l'assiette du tramway ; 2° le paiement, pendant cinquante ans, d'une annuité fixée à dix-sept mille cinquante-trois francs (17,053^f), destinée, avec la subvention de deux mille cinq cents francs (2,500^f) susmentionnée ou avec l'annuité correspondante, et jusqu'à due concurrence, à couvrir les insuffisances de recettes.

Dans le cas où le rétrocessionnaire cesserait l'exploitation, la subvention cesserait immédiatement.

4. La plate-forme nécessaire à l'établissement de la voie ferrée sera fournie par les communes et par le département, en tant que la ligne empruntera les chemins vici-

naux; tous les travaux et dépenses utiles pour l'établissement des chemins vicinaux empruntés, y compris les élargissements, écrêtements et contournements, resteront à la charge de l'administration. La dépense faite ou à faire pour cet objet, en ce qu'elle est applicable à la partie de la voie publique occupée par le tramway, est évaluée à cent vingt-quatre mille six cents francs (124,600^f), soit à quatre mille deux cent soixante-huit francs (4,268^f) par kilomètre.

Les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme du tramway en dehors des voies publiques pour garages, voies d'évitement, raccordements et pour tous autres aménagements, seront fournis par le rétrocessionnaire. Toutefois, le département prend l'obligation de lui rétrocéder gratuitement les terrains offerts par les communes et par les particuliers.

L'établissement et l'appropriation des garages et tous autres travaux et dépenses, tant pour la construction de la voie ferrée dans les conditions de l'avant-projet que pour l'exploitation, resteront à la charge du rétrocessionnaire, qui sera tenu d'établir, d'accord avec les compagnies de l'Ouest et de Caen à la mer, dans les gares de Caen-bourg-Dives et de Luc, points de jonction du tramway avec les lignes de Caen à Trouville par Dozulé et de Caen à la mer, des moyens de transbordement pour les voyageurs et les marchandises, aussi commodes que la disposition de ces gares le permettra.

5. Le rétrocessionnaire ne pourra employer à l'exploitation de la ligne que le matériel roulant dont les types auront été admis par le préfet.

6. Le rétrocessionnaire sera chargé à forfait de l'exploitation de la ligne moyennant le prélèvement à son profit de toute la recette brute, aussi longtemps que celle-ci, imputé déduit, restera inférieure à trois mille cent francs (3,100^f) par kilomètre et par an.

Lorsque la recette brute dépassera cette somme de trois mille cent francs (3,100^f), les trois cinquièmes de l'excédent seront acquis au rétrocessionnaire et les deux autres cinquièmes seront versés au département et aux communes pour le remboursement des subventions départementales et communales.

Lorsque la recette brute dépassera trois mille huit cents francs (3,800^f), la part du département et des communes sera égale à la moitié de l'excédent.

Le maximum des dépenses de premier établissement est fixé à neuf cent trente-huit mille cent quatre-vingt-quinze francs (938,195^f), savoir : soixante-deux mille trois cents francs (62,300^f) pour la plate-forme et huit cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-quinze francs (875,895^f) pour l'établissement du tramway, soit trente-deux mille cent trente-quatre francs (32,134^f) par kilomètre.

7. Lorsque les avances faites par le département et par les communes auront été remboursées, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, le département et les communes continueront, pendant toute la durée de la concession, à participer aux bénéfices nets jusqu'à concurrence de vingt pour cent (20 p. o/o) seulement du surplus défini à l'article 6 qui précède.

8. Le rétrocessionnaire se réserve, soit de constituer seul son capital, soit, dans un délai de trois mois à partir du jour de la déclaration d'utilité publique, de constituer une société anonyme pour l'émission des actions à un capital dont le chiffre serait soumis à la sanction du conseil général.

Sous réserve de l'application de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, la société qui sera ainsi formée se substituera au rétrocessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aurait contractés avec ce dernier.

Le rétrocessionnaire déclare renoncer à toute réclamation pour les frais de constitution du capital et de la société auxquels pourra donner lieu le présent article.

9. Le rétrocessionnaire s'engage à faire le service des colis postaux.

10. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer, dans l'exécution des travaux de construction, que du matériel de provenance française et du dernier perfectionnement, et à n'utiliser, comme agents de l'exploitation, que des employés de nationalité française, sous réserve des autorisations particulières qui pourraient lui être accordées.

11. En dehors des conditions stipulées à l'article 8 qui précède, le rétrocessionnaire ne pourra céder les droits qui lui sont concédés par les présentes qu'avec l'autorisation du conseil général du département.

12. Le rétrocessionnaire acquittera les frais d'enregistrement, calculés conformément à l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, les frais de timbre et d'expédition, ainsi que tous les autres frais accessoires auxquels pourraient donner lieu les présentes conventions.

Fait double à Caen, le 3 octobre 1890.

Le Rétrocessionnaire,

PAUL DECAUVILLE.

Le Préfet du Calvados,

ED. VATIN.

Enregistré à Caen, le 15 octobre 1891, folio 9, cases 5 à 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Pitel*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs, bagages, messageries et marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne de Dives à Luc comprend les trois sections de Dives à Sallenelles, de Sallenelles à Ouistreham et de Ouistreham à Luc, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Les chemins vicinaux de grande communication n^{os} 34, 87, 37, 61 et 84.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'administration fera remise de la plate-forme au concessionnaire.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-huit centimètres (1^m 88), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix-huit centimètres (2^m 18); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-quinze centimètres (1^m 95).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne

pourra être inférieur à trente mètres (30^m). Toutefois, l'administration préfectorale pourra autoriser, à titre exceptionnel, l'emploi d'un rayon de vingt-cinq mètres (25^m) dans la traverse d'Ouistreham et pour le raccordement des garages. Le maximum des déclivités est fixé à deux cent quatre-vingt-seize dix-millièmes (0^m 0296).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de sable graveleux, de galet roulé ou de cailloux calcaires cassés d'un mètre cinquante-cinq centimètres (1^m 55) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins cinq mètres (5^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien du chemin.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité du côté de la route au moyen d'une banquette en terre pilonnée et gazonnée d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement du chemin.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée

entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes (15¹) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois de chêne espacées de quatre-vingts à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 80 à 0^m 90), fixés par des tire-fonds et reliés entre eux par des éclisses en acier.

Le contre-rail ne sera exigé que dans les parties en pavage.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des garages et des voies d'évitement seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des garages et des voies d'évitement à Dives, à Cabourg, aux Hâmes, à Merville, à Sallenelles, à Amfreville, à Ranville, à Benouville, à Ouistreham (le bourg Riva-Bella et le port), à la Brèche-d'Hermanville et à Luc-sur-Mer. Un quai de transbordement, d'une longueur d'environ soixante-dix mètres (70^m), sera construit dans chacune des gares de jonction de Cabourg-Dives et de Luc-sur-Mer.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera néces-

seire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois pour la ligne entière.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus, et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60").

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, arrêts compris.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et sera de cinquante années.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le conseil général déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le conseil général déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux

seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des huit premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de huit ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des huit premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les quatre années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des deux autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des quatre années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, ou si l'exploitation est interrompue de son fait, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la

déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarifs des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 08	0 04	0 12
	Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 07	0 03	0 10
	Plates-formes couvertes dans les voitures susdésignées (3 ^e classe).....	0 05	0 02	0 07
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
	Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... (Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^f 35 ^c .)	0 012	0 008	0 02

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 072	0 048	0 12
Veaux et porcs.....	0 035	0 025	0 05
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 018	0 012	0 03

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 35	0 25	0 60
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Cafés. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	35	0 105	0 24
--	----	-------	------

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 08	0 04	0 12
0 07	0 03	0 10
0 05	0 02	0 07
0 012	0 008	0 02
0 072	0 048	0 12
0 035	0 025	0 05
0 018	0 012	0 03
0 35	0 25	0 60
35	0 105	0 24

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 12	0 09	0 21
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meufières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 09	0 06	0 15
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 072	0 048	0 12
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>			
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 06	0 03	0 09
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600 ^k), sous le volume d'un mètre cube, cinquante centimes (0 ^f 50) par wagon et par kilomètre.			
3 ^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 108	0 072	0 18
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 15	0 10	0 25
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	3 00	1 50	4 50
Tender de sept à dix tonnes.....	1 10	0 70	1 80
Tender de plus de dix tonnes.....	1 60	1 10	2 70
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 18	0 14	0 32
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 25	0 15	0 40
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....	0 15	0 10	0 25
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 10	0 08	0 18

1° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale au prix de....

PRIX					
de péage.		de trans- port.		TOTAL.	
fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
0	48	0	32	0	80
0	24	0	16	0	40

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à cinq kilomètres (5^k), elle sera comptée pour cinq kilomètres (5^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des garages extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k), entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k) comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les expéditeurs de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq kilogrammes (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concession

naire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000^k à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abalement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du conces-

sionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Les concessionnaires opéreront le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, marchandises, messageries et bagages, et d'une manière générale de tous les colis susceptibles d'être chargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à cent cinquante kilogrammes (150^k) au maximum.

Ils ne seront pas tenus d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 5 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^c 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^c 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné

ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de vingt-cinq francs (25^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du Calvados. Le surplus des frais de contrôle restera à la charge du département.

Cautionnement

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-neuf mille deux cents francs (29,200^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Caen.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Calvados.

Jugement des contestations.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Calvados, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

A Caen, le 3 octobre 1890.

Le Concessionnaire,

PAUL DECAUVILLE.

Le Préfet du Calvados,

ED. VATIN.

Enregistré à Caen, le 15 octobre 1891, folio 9, case 4. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pitet.

N° 24363. — DÉCRET portant rejet du Recours comme d'abus formé par le sieur Borel contre un Arrêté du Maire de Manosque (Basses-Alpes).

Du 1^{er} Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par le sieur *Borel*, notaire à Manosque (Basses-Alpes), et enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat, le 9 septembre 1891, ledit recours tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer qu'il y a abus, dans le procès-verbal dressé le 14 avril 1891, contre ledit sieur *Borel* et d'autres membres de la fanfare de Manosque, pour avoir, en faisant de la musique sur la voie publique, à l'occasion d'un enterrement, contrevenu à un arrêté du maire de Manosque, en date du 17 octobre 1879, interdisant à toute société musicale de circuler ou de stationner dans les rues sans une autorisation préalable;

Vu l'arrêté du maire de Manosque, du 17 octobre 1879, approuvé le 18 octobre 1879 par le préfet des Basses-Alpes;

Vu le procès-verbal de contravention du 14 avril 1891;

Vu les conclusions prises par les sieurs *Borel* et consorts devant le tribunal de simple police de Manosque et soulevant l'exception d'abus par le motif que l'enterrement auquel les prévenus avaient assisté, étant dirigé par le clergé catholique, ceux-ci se trouvaient protégés par l'article 18 du décret du 23 prairial an XII;

Vu le jugement de sursis rendu par le tribunal de simple police, le 20 juin 1891;

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, du 8 septembre 1891;

Ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX; les articles 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an X; l'article 18 du décret du 23 prairial an XII;

Considérant que le recours du sieur *Borel* tend, en réalité, à faire déclarer que l'application de l'arrêté municipal du 17 octobre 1879 au fait d'exécuter des morceaux de musique à un enterrement dirigé par le clergé catholique serait contraire aux prescriptions de l'article 18 du décret du 23 prairial an XII et constituerait une atteinte au libre exercice du culte;

Considérant qu'en prenant l'arrêté susvisé, le maire de Manosque a agi dans la limite des attributions de police qui lui sont conférées par la loi;

Considérant que, si l'article 18 du décret du 23 prairial an XII autorise implicitement, en conformité de l'article 45 de la loi du 18 germinal an X, les cérémonies extérieures du culte pour les inhumations, cette disposition ne saurait faire obstacle aux mesures que les maires croient devoir prendre dans l'intérêt du bon ordre et de la tranquillité publique;

Que, dès lors, ledit arrêté a pu, dans les termes généraux où il a été pris, viser le fait reproché aux sieurs *Borel* et consorts sans porter atteinte à l'exercice public du culte, tel qu'il est célébré en France;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le recours du sieur *Borel* est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Approuvé le 1^{er} Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24364. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.*

Du 2 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 44 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1891, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de cent cinquante-neuf millions de francs, non compris les dépenses du matériel roulant ;

Vu les décrets n° 78, 137, 187, 213, 283, 362 et 442 des 3 mars ⁽¹⁾, 2 avril ⁽²⁾, 15 mai ⁽³⁾, 1^{er} ⁽⁴⁾ et 30 juin ⁽⁵⁾, 27 juillet ⁽⁶⁾ et 10 octobre 1891, qui ont ouvert au ministre des travaux publics sur l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à treize millions sept cent cinquante mille francs ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁷⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu les récépissés (n° 25528 et 28194) du receveur central des finances du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 9 septembre et 9 octobre 1891, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme totale de trois millions de francs (1,500,000^f + 1,500,000^f) pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'Etat sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1400, n° 23618.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23689.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1406, n° 23743.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1406, n° 23748.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1412, n° 23834.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1425, n° 24077.

⁽⁷⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1891, chapitre LXIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de trois millions de francs (3,000,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

N° 24365. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Reconstruction d'un mur de clôture de la caserne Bessières, à Cahors.*

Du 3 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée le 10 juillet 1889 entre l'État et la ville de Cahors, pour le dégagement des abords de la caserne Bessières;

Vu le récépissé constatant qu'une somme de huit cent dix francs cinquante-deux centimes a été versée au trésor, par ladite ville, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 novembre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre LXIII. *Bâtiments militaires*, de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, un crédit de huit cent dix francs cinquante-deux centimes (810^f 52) qui sera affecté à la reconstruction du mur de clôture de la caserne Bessières, à Cahors.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Cahors.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24366. — **DÉCRET** qui affecte au Département de la Guerre une parcelle de terrain domanial située sur le territoire de Montbéliard (Doubs).

Du 7 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ sur la marche à suivre dans tous les cas où s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu l'assentiment donné à l'affectation ci-après mentionnée par M. le ministre des finances, dans sa lettre du 28 septembre 1891;

Considérant qu'en vue de la constitution de la zone des fortifications de la batterie du Parc dans les dépendances de la place de Montbéliard, il y a lieu d'affecter au département de la guerre une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de trente-cinq ares quatre-vingt-deux centiares n° 368 bis, 369 et 369 bis), située sur le territoire de la commune de Montbéliard, telle qu'elle est délimitée par des hachures vertes sur un plan parcellaire dressé, le 31 octobre 1891, par le chef du génie de ladite place et désignée dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain domanial susmentionnée est affectée au département de la guerre..

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

N° 24367. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses des Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*.

Du 8 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général de dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par diverses villes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1891, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre x : *Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*, un crédit de vingt-neuf mille six cent cinquante francs (29,650⁰) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. X. ÉCOLES SPÉCIALES DES BEAUX-ARTS ET DE DES- SIN DANS LES DÉPARTE- MENTS. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	Villes de :	4 ^e TRIMESTRE 1891.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art déco- ratif.	4535	8 septembre 1891.	3,875 ^f
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	5441	26 octobre 1891..	3,000
Creuse.....	Aubusson.	École nationale d'art déco- ratif.	3452	7 octobre 1891...	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	9799	2 septembre 1891.	10,000
Haute-Vienne...	Limoges..	1 ^e École nationale d'art décoratif.	5516	16 septembre 1891	7,500
		2 ^e Musée national Adrien Dubouché.	5517	Idem.....	
Alger.....	Alger.....	École nationale des beaux-arts.	97	7 septembre 1891.	4,450
				TOTAL.....	29,650

N° 11368. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1889.

Du 10 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de cet exercice;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1889, un crédit supplémentaire d'un million cent soixante-six mille quatre cent seize francs seize centimes (1,166,416¹⁶ 16).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

État de crédit supplémentaire ouvert en augmentation des restes à payer portés dans le compte définitif de l'exercice 1889.

EXERCICE.	CHAPITRE.	OBJET DU CRÉDIT.	MONTANT du crédit.
1889.	cv bis. Dépenses de premier établissement du monopole des allumettes chimiques.	Reprise par l'État des matières premières et produits fabriqués existant dans les magasins de la compagnie concessionnaire du monopole au 31 décembre 1889.	1,166,416 ¹⁶ 16
OBSERVATIONS.			
La dette de l'État s'élève à environ 8 millions de francs. On a attendu, pour la solder, l'issue du procès intenté à la compagnie pour le paiement d'une redevance supplémentaire. Ce procès ayant été perdu, il sera pourvu au paiement de la créance de l'État : 1^o Jusqu'à concurrence de..... 1,166,416¹⁶ 16 crédit annulé en clôture d'exercice, sur le chapitre correspondant de l'exercice 1889, par un décret portant ouverture d'un crédit d'égale somme. 2^o Pour le surplus, par l'allocation d'un crédit supplémentaire de..... 6,633,000 00 demandé au Parlement (projet de loi n° 1704 du 7 novembre 1891). TOTAL..... 8,001,416 16			

N° 24369. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un Député.

Du 15 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 28 août 1889⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Brunier, député de l'arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie) est convoqué pour le dimanche 10 janvier 1892, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1261, n° 20963.

N° 24370. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la prise de possession d'urgence, pour l'établissement du chemin de fer de la ligne de Grasse à Nice à Saint-André, de plusieurs parcelles de terrains non bâties aux territoires des communes de Colomars, Saint-Martin-du-Var et Levens (Alpes-Maritimes), lesdites parcelles indiquées sur les états et figurées par des teintes roses sur les plans parcellaires annexés au présent décret. (*Fontainebleau*, 5 Septembre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 19 * Février 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

A. FALLIÈRES.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1444.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24371. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 12 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;
Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année 1891, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Août 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

BREVETS D'INVENTION.

210309. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; E. Cornely et fils (société), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouvelle machine à festonner produisant un nouveau feston à double face.

210310. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1890; Portevin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur de liquides pour grands volumes.

210311. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Payrastre, à Albi. — *Manche de faux dit universel.*

210312. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Borios et Jelb, à Mazamet (Tarn). — *Peigne à marge tangentielle pour filature.*

210313. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Marengos, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — *Pignon énarthroïdal.*

210314. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Piacani, à Saint-Just (banlieue de Marseille). — *Pavage Piacani en bois de toute essence et de toute forme sur plan d'assise amovible et perméable.*

210315. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Eydoux, boulevard de Rome, n° 14, à Marseille. — *Appareil destiné à la déglycération des huiles et autres matières grasses.*

210316. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Bonamy, à Poitiers. — *Impressions en couleurs superposées ou chromolithographiques sur les feuilles appelées gélatines et ivoirines.*

210317. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Merlier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — *Table-lavoir.*

210318. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; société l'Union du commerce, représentée par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — *Nouvel indicateur dit l'Union du commerce.*

210319. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; société l'Union du commerce, représentée par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — *Perfectionnements aux distributeurs automatiques.*

210320. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Roussillon, représenté par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — *Barre-verrou de sûreté.*

210321. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Réty, à Belleville-sur-Saône (Rhône). — *Clapet automatique perfectionné destiné à s'adapter à toutes espèces de fûts contenant des liquides en fermentation.*

210322. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; de Majewski, représenté par Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — *Pastilles pour parfumer, désodoriser, désinfecter et rafraîchir l'atmosphère dans les appartements et automatiquement.*

210323. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Carlier, représenté par Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — *Nouveau mécanisme articulé applicable à toutes les machines à pédale, manivelle ou autres mues par une force motrice quelconque.*

210324. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Liebl, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — *Antiphylloxérique.*

210325. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Lessnits, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — *Chaise d'enfant.*

210326. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Geasner, représenté par Armeugaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — *Perfectionnements apportés aux continus diviseurs à organes diviseurs à presseurs.*

210327. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Lenoir, élisant domicile chez le sieur Halu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 239. — *Application de la pile de Volta sous forme de médaille dite électro-voltaïque.*

210328. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Wilkinson, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — *Perfectionnements apportés dans les porte-montre.*

210329. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Letombe, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — *Moteur à gaz ou à air carburé, à espace utile cloisonné (système L. Letombe).*

210330. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Vaile, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — *Perfectionnements aux appareils à nettoyer ou à laver du linge ou autres tissus semblables, matières brutes, etc.*

210331. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Pelatan, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 53. — *Nouveau procédé de fabrication de l'antimoine pouvant servir à extraire ce métal de tous les minerais qui le renferment.*

210332. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Delevallies, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — *Laveuse-blanchisseuse la Française, système automatique perfectionné.*

210333. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Odenbrett, représenté par Thion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans corsets.

210334. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Herpin, représenté par Good, à Paris, rue de Biuoli, n° 70. — Nouveau système de graduation en verrerie et gobe-
lterie.

210335. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Kirk et Lee, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la méthode et appareils pour finir les draps dits *italiens* et autres similaires.

210336. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Bredet et Klönne, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil servant à opérer le chargement des communes.

210337. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Barne et Fisk, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les aiguilles des voies ferrées.

210338. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme de transmission de mouvement aux cylindres à laminer des pièces en forme de barres et *amyons*.

210339. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Ohnstein, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chargement continu et automatique des armes à feu.

210340. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Malin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine continue à forger.

210341. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Pile, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet à action directe, avec tiroir mobile et coins de serrage amovibles.

210342. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Gundlach, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Réglage perfectionné pour objectifs d'appareils photographiques.

210343. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Gundlach, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux objectifs d'appareils photographiques.

210344. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Wenzel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à sculpter les ornements.

210345. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Jouvellier, représenté par Boulin, à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, n° 11. — Appareil rendant microscopiques toutes les serrures qui en recevront l'application.

210346. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; Noirault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fer à cheval en tissu métallique caoutchouté.

210347. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; H. Nicolas et L. Delecloy (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour le biseautage des glaces et des verres.

210348. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1890; société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle disposition de commutateur appelé communément *Spring Jack* ou *Jack Knife*, et employé dans la construction des commutateurs multiples et ordinaires à circuits simples (invention de M. Berton).

210349. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Raymond, à Grenoble. — Nouveau bouton-fermoir à ressort pour gants, chaussures, etc.

210350. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Ricard, rue Nicolas-Langier, n° 14, à Toulon. — Clavier et règle dits *part-égale*.

210351. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Schweizer, représenté par Trédyier-Dubroul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Four à marche continue pour la cuisson de la chaux et du ciment de Portland.

210352. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Soumeillan, à l'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne). — Nouveau système d'ascenseur modérateur, à mouvement circulaire alternatif, pour tous genres de suspension de lampe.

210353. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Soumeillan, à l'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne). — Nouveau système d'irrigateur à l'usage de la médecine et de la chirurgie pour les injections et le lavage des plaies.

210354. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Brunon, à Chambon (Loire). — Perfectionnements apportés dans le soudage, le forgeage, le laminage et l'étampage des pièces en fer et autres métaux susceptibles de se refroidir rapidement au contact de l'air.

210355. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Lainé, représenté par Ducasson, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Machine à retailer les carreaux.

210356. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Duchesne, à Chauny (Aisne). — Piquet de clôture à fiches obliques.

210357. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Faivre, à Paris, rue Richer, n° 45. — Verrouilleur de porte par le jeu du pêne de la serrure, quel qu'en soit le genre.

210358. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Bardex, à Paris, rue Lourmel, n° 148. — Récepteur Morse mu par un moteur électrique, à déclenchement et mise en marche automatiques.

210359. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Grimme, Natalis et C^e (société), représentée par Lemareshal, à Paris, rue de la bienfaisance, n° 6. — Marchepied pour machines à coudre.

210360. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Barker, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux boucles pour vêtements et autres usages.

210361. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Guthmann, représenté par Engelfred, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 64. — Foyers fumifuges pour générateurs de vapeur ou tous autres appareils, système J. Guthmann.

210362. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Germaine et Gautrat, à Paris, boulevard de la Villette, n° 47. — Système de manège roulant dit *bijou automatique*.

210363. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Kenrick et Scilley, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Attache perfectionnée pour courroies d'étriers.

210364. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Bénier et compagnie parisienne d'éclairage par l'électricité, à Paris, boulevard des Capucines, n° 39. — Système de détente pour moteurs à gaz.

210365. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; de Lambilly, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé de fabrication des cyanures alcalins et alcalino-terreux au moyen de l'azote atmosphérique et du gaz d'éclairage.

210366. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Paysan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements à la ferrure des chevaux pour les empêcher de glisser sur la glace, le pavé en pierre ou en bois, le macadam, l'asphalte, etc.

210367. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 mars 1904) pris, le 20 décembre 1890, par Laing et Mac Corkindale, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la distillation destructive des huiles minérales, ainsi qu'aux appareils employés à cette distillation.

210368. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; société française d'accumulateurs électriques (Faure, Sellon, Volckmar), représentée par société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de plaques électrodes pour piles électriques primaires et secondaires.

210369. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Joly, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouvelle machine destinée à broyer et étirer les terres ou autres matières analogues.

210370. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 juillet 1904) pris, le 20 décembre 1890, par Rippingille, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les poêles à huile.

210371. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; C.-G. Fratelli Cancellierio (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition dite *lave artificielle* ou *asphalte artificiel*.

210372. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Plista, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de destruction des insectes

et organismes nuisibles à l'agriculture au moyen de fumées contenant des matières diverses.

210373. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Cordier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les métiers à tulle, en vue de l'imitation de la dentelle.

210374. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Müller, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de cueillage de la boucle de fil dans les métiers à tisser avec introduction de fil de trame en forme de boucle.

210375. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Rivière-Mitchell (M^{me}), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Enveloppe de sûreté pour bouteilles et flacons, dite *orientale merveilleuse*.

210376. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Ruckdeschel, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à manivelle à coudre à point de feston.

210377. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Cordenons, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle machine rotative Cordenons à gaz ou à vapeur.

210378. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Brus et Thibouville-Lamy, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil s'adjoignant à la timbale en vue produire l'effet de la caisse claire.

210379. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Chambon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fer à onduler les cheveux dit *la vague*.

210380. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Tirot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application des perles dans la confection des paniers.

210381. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Hillebrandt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvel arrangement pour monter les emboîtures des couteaux dans les machines à découper les betteraves pour la fabrication du sucre.

210382. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Cordier, élisant domicile chez le sieur Marquis, à Paris, rue de la Clef, n° 32. — Chevalet tendeur ou régulateur de tir applicable à tous systèmes de fusils.

210383. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; de Pokutynski, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65. — Machine rotative à vapeur.

210384. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Ogonowski, représenté par Caréno, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Application du celluloid aux images chromolithographiées et principalement aux cartes à jouer.

210385. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Pilkington, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux glaces en verre laminé, aux fours à recuire ainsi qu'aux appareils qui s'y rapportent.

210386. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Drôgat, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'enrayage à double action pour voitures, haquets, camions, etc., protégeant à la fois le véhicule et son chargement.

210387. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Stresemann et Braun, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux pipes, fume-cigares et fume-cigarettes.

210388. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Bath, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils contrôleurs de recettes.

210389. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Martin, représenté par Lecocq, à Paris, rue Mazgran, n° 5. — Hachoir de ménage.

210390. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Cohn, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couche de papier maché servant à l'abri dans l'usage de la lunette des lieux d'aisances.

210391. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Bossière, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de palmer à cadran indicateur pour mesurer les épaisseurs des cuirs, tôles, etc.

210392. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Farcot fils, représenté par Ar-

mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines à air chaud.

210393. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production de matières colorantes azoocouplées.

210394. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1890; Wright, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à copier l'écriture et l'impression.

210395. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Lams, rue de la Gare, n° 36, à Lille. — Terrines, pots et récipients avec couvercles à joints hermétiques fixés par des agrafes métalliques faciles à enlever.

210396. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Lams, rue de la Gare, n° 36, à Lille. — Bouteilles, flacons, cruchons, dames-jeannes, tasses et récipients avec bouchages hermétiques fixés par des agrafes métalliques faciles à enlever.

210397. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Wiedemann, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Régage des turbines par vannettes.

210398. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Sayer, rue de Lasalle, n° 9, à Nancy. — Palier avec cylindre de friction en acier trempé.

210399. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Dechaud, représenté par Jufin, à Paris, boulevard Bourdon, n° 33 bis. — Tricyclo-voiture dit *le promeneur*.

210400. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Fowler, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux ascenseurs.

210401. Brevet de quinze ans, 25 décembre 1890; Bru jeune, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bouteille à surprise.

210402. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Lemp, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à souder ou travailler les métaux de toute autre manière, à l'aide de l'électricité.

210403. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Mowbray, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans le procédé de fabrication de nitrocellulose ou pyroxyline.

210404. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Kiddie, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les moyens ou appareils pour couper en tranches le pain ou autres substances analogues et pour appliquer du beurre ou autres produits analogues sur ces dernières.

210405. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Meier, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les dispositifs servant à transmettre la force motrice.

210406. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Götter, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des liquides fermentés ainsi qu'aux appareils servant à cette fabrication.

210407. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Bregha et Breza, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil pour conserver à l'état frais des substances alimentaires.

210408. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Best, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les boîtes à graisse des essieux des wagons de chemins de fer.

210409. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Aron, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Appareil d'enclenchement et de déclenchement de compteurs électriques et autres instruments similaires.

210410. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Corsi, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la mise en forme et la fonte des caractères d'imprimerie.

210411. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Jekoff et Horner, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Couvre-chef formant appareil photographique, dit *chapeau à photographique instantané*.

210412. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; *Vogelbacher Parfümerie-Fabrik E. A. Fhlmann und C^e* (société), représentée par la société Blétry aîné et

Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nettoyeur universel pour les dents.

210413. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Meyer, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les mors.

210414. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Snelling, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle méthode perfectionnée pour préparer et traiter le houblon, le mélanger, le faire infuser avec du thé, du café, du cacao et autres substances susceptibles d'être préparées avec du houblon.

210415. Brevet de quinze ans, 25 décembre 1890; *Rochester Lasting Machine Company* (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à former les chaussures.

210416. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; société dite *The Rochester Lasting Machine Company*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le brunissage mécanique des talons de chaussures.

210417. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Williams, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Distributeur automatique.

210418. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Walton, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans la fabrication des chapeaux de cartes.

210419. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Essick, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'appareil télégraphique.

210420. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Ferrer Granduxer, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Déchargeur automatique, système Ferrer, pour courants électriques.

210421. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Zellerin et Vasarhely, représentés par la société Elsner et Namhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositifs adaptés aux voitures pour déceler instantanément les chevaux, en cas de besoin, ainsi que pour prévenir tous accidents et empêcher les chevaux de s'emporter, enfin pour les atteler avec une rapidité extraordinaire.

210422. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Testud de Beauregard, à Paris, rue Lafayette, n° 162. — Jouet miniature des fontaines lumineuses de l'exposition de 1889, et consistant en un jet d'eau diversement coloré par la lumière.

210423. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Mauriceau-Delaunay et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'agrafe à crochet et à chapeau ajouré pour la fixation des bouchons de tirage des vins mousseux.

210424. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Bloch, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Crampons pour serrure à glace.

210425. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Setz, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à nettoyer le blé, aux bluteries à brosses pour son et aux détacheurs.

210426. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; White, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les graisseurs pour essieux.

210427. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; White, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les protecteurs de poussière pour boîtes d'essieux de véhicules de chemins de fer.

210428. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Gross, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moulin à égruger ou à moudre les légumes secs, le café, les épices, etc.

210429. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Mallet et Pagniez, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Colonne d'analyse.

210430. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Moysé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à piquer les dessins ou effectuer un tracé quelconque sur cartons et autres matières.

210431. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Thomas, représenté par Chas-

sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de crapaudine dite *insubmersible et à graissage constant*.

210432. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Johnson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de machines rotatives pouvant être employées comme moteurs, ventilateurs, pompes ou compteurs.

210433. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Gray, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné pour l'épuration des huiles végétales.

210434. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Kœrnig et Burgin, à Paris, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Collecteur de poussières pour appareils à marche très poussiéreuse.

210435. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Richard et Botte (M^{re}), rue des Sablons, n° 15, à Paris-Passy. — Tableau dit *miroir-annonces*.

210436. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1890; Ferrand, rue aux Juifs, à Darnétal (Seine-Inférieure). — Régulateur automatique destiné à régulariser les courants électriques, dit *régulateur à charbon Jules Ferrand*.

210437. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Hirschfeld, à Paris, rue Vernier, n° 3. — Application au jouet des spirales pour la transmission des mouvements de rotation et application au jouet des matières gluantes.

210438. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Freiurth, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Chambre photographique perfectionnée.

210439. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Bruggemann, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pulsomètre.

210440. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Büsser, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de touage des bateaux et radeaux sur les voies de communication par eau, avec emploi de l'électricité comme force motrice.

210441. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Snel et Porter, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle substance ou composition, ou substance ou composition perfectionnée, destinée à remplacer le cuir dans ses applications.

210442. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Muller et Roger (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur automatique de pression.

210443. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Muller et Roger (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet bi-valve à fermeture sur plans inclinés.

210444. Brevet de cinq ans, 26 décembre 1890; Lefebvre, à Paris, rue de Richelieu, n° 10. — Fermeture rendant étanches les boîtes dites *pliantes*.

210445. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Lombard et Maisonnave, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Composteur à molettes et à aiguilles, avec cadran indicateur.

210446. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Mérelle, représenté par Chenuault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Système de changement de vitesse pour tramways, locomotives, voitures automobiles et remorqueuses routières.

210447. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Paraf-Javal (les sieurs), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 175. — Séparation des matières en suspension dans les liquides.

210448. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Momtschikoff, représenté par Jossé, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de fixation des rails de chemins de fer.

210449. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Van Cauwelaert, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de décoration dit *tissusmanie*.

210450. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Lejeune, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système détacheur pour machines à carder.

210451. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Tommen, représenté par la

société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Encrier pneumatique perfectionné.

210452. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Johns, Oliver et Purchase, représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Appareil perfectionné et procédé pour recouvrir d'une couche métallique et en même temps exécuter le finissage de feuilles et de plaques métalliques, de bandes, fils, tiges et barres ainsi que de traverses à face simple.

210453. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Canoville, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés dans les pots et boîtes à conserves.

210454. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Flitzer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé de conservation de fleurs et d'autres parties délicates de plantes.

210455. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Vigniard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumoir électrique.

210456. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Girard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage et de fixation des pendants de montre.

210457. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Morhange, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cravate.

210458. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Priestley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour préparer la soie, les déchets de soie et autres matières fibreuses.

210459. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Baker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans l'éclairage des fours.

210460. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Bouton, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tableau indicateur et de renseignements sur les chambres et appartements d'hôtels meublés.

210461. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Oreste-Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de jouets en caoutchouc dilaté à appendices solidaires.

210462. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Philipps et Lewis, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans l'application des revêtements en cuivre métallique ainsi que dans la fabrication des compositions et peintures employées pour ces revêtements servant à protéger contre la détérioration les coques des navires en fer ou en acier allant à la mer, et en général toute construction immergée.

210463. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de combinaisons de l'acide gallique.

210464. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Berger, représenté par Laignelet, rue Villebœuf, n° 10, à Saint-Étienne. — Système de fusil à chiens s'arçant automatiquement.

210465. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Six-Scrive, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Pienne entrelacée servant à tous écheveaux.

210466. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Denimal, rue des Capucins, n° 64, à Cambrai. — Sonnette de sourd.

210467. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Torrilhon, à Chamalières (Puy-de-Dôme). — Fabrication et application des cercles en caoutchouc et toiles pour roues de voitures et vélocipèdes à tension fixe.

210468. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1890; Duvert, avenue Charras, à Clermont-Ferrand. — Couteau-revolver.

210469. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Bolino et Huc, rue de la République, n° 103, à Marseille. — Emballage économique.

210470. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Brigg, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Moyens perfectionnés de suspension des châssis de glaces et autres objets analogues.

210471. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Krohn, rue Decaen, n° 45, à Paris-Passy. — Landau-paravent.

210472. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Pickhardt, représenté par la so-

ciété internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle garniture pour presse-étoupes.

210473. Brevet de quinze ans, 30 septembre 1890; Martin, Montée-Rabot, à Grenoble. — Châssis photographique à escamoter les cartons pelliculaires.

210474. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1890; Méhay, élisant domicile chez la dame veuve Delille, à Paris, rue de Vaugirard, n° 240. — Mode de traitement des résidus organiques avec production de gaz d'éclairage.

210475. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1890; Fr. Hornig (société), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de récupération de cyanogène lors de la désulfuration des gaz.

210476. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1890; compagnie des mines de Rochela-Molière et Firminy, représentée par Mortier, à Firminy (Loire). — Fermeture centrifuge des lampes de mine.

210477. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Veillet, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Passette automatique des fils dans les peignes à tisser dite *rapide passette automatique*.

210478. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Mermier, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Système de pêne de serrures tout en fer.

210479. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1890; Viseur, à Neuvireuil (Pas-de-Calais). — Système de décrochage automatique pour cages de mines.

210480. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1890; Mignon, à Paris, rue Briquet, n° 9. — Appareil à bascule pour lieux communs.

210481. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1890; Errani et Berg, à Paris, rue Saint-Bernard, n° 11. — Allumettes nouvelles avec ou sans frottoir spécial.

210482. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Schwab, à Nîmes. — Boisson apéritive dite *Vermont national*.

210483. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1890; Schwab, à Nîmes. — Boisson apéritive dite *Quina suisse*.

210484. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Gès, à Grays (Gironde). — Corps de pompe économique totalement en bois.

210485. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Héritier, à Saint-Amant-Roches-Savine (Puy-de-Dôme). — Système de bêche à soupapes et à air comprimé pour épauement des eaux dans les mines de houille, travaux hydrauliques, etc.

210486. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 novembre 1903) pris, le 26 décembre 1890, par Hargreaves, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné pour activer la combustion dans le but de produire de la vapeur dans les chaudières et pour le chauffage et le réchauffage des foyers et des appareils et fours employés à cet effet.

210487. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Montel, rue Scaliero, n° 10, à Nice. — Boîte métallique et à rainures pour plaques photographiques sensibles.

210488. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; société *Richard Hornsby and sons Limited*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les moissonneuses engerbeuses.

210489. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Mac Kenzie, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les parquets.

210490. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Hertzog, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils rationnels servant à la manipulation des vins de Champagne.

210491. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Dufaux, Mathieu et André (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de busc à agrafes permettant à volonté l'agrafage et le déagrafage ordinaires ou le déagrafage instantané.

210492. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Johansson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Porte-parasol.

210493. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Lacombe et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 71. — Système de balais en charbon pour machines électriques.

210494. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Jeantet-David (société), repré-

sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe hygiénique dit *antinitosino-pipe*.

210495. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Turpin-Villroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de palâtre applicable aux verrous de sûreté, serrures, etc.

210496. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Bergl, Lents, Casernak et Streitemann, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur à gaz à simple action.

210497. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Hinstein, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de foyer à combustion rationnelle complète et automatique.

210498. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Minet, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau procédé d'extraction de l'étain des rognures et plaques de fer-blanc.

210499. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1890; Pierrotet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Pompe à double effet et à circulation continue.

210500. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Laperrière, à Doussard, par Faverges (Haute-Savoie). — Empeignes de galoches en carton préparé.

210501. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Mohler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 127. — Purification des slegmes de distillerie par l'emploi de phosphate acide d'aniline et de la chaux.

210502. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Debarle, à Paris, rue de l'Ourcq, n° 41. — Barrage de rivière automobile dans les deux sens, obtenu au moyen d'une porte commandée par un bateau sous-marin et articulé horizontalement à un arbre fixé au radier.

210503. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; de Pinto Simonis, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil graisseur automatique à levier et à pendule avec organe distributeur d'huile rotatif, à orifices multiples permettant le graissage régulier de tous les organes d'une machine par un seul appareil.

210504. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Farini et Ury, représentés par Monath, à Paris, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements aux machines à détente multiple.

210505. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; société anonyme *Cement et Gyps Fabrick soluthurn*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Utilisation de la chaleur sortant des fourneaux à cuves (sours à chaux, ciments ou briques) pour la cuite des pierres à plâtre ou autres matériaux faciles à cuire.

210506. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Carré et fils (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux métiers rectilignes à bonneterie à mailles à côtes pour faire des mailles ondulées.

210507. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Fernandez, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les chaussures.

210508. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Ellinwood, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour la fabrication des allumettes (A).

210509. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Ellinwood, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour la fabrication des allumettes (B).

210510. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Ongley, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système électrique et appareils de protection et d'alarme.

210511. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Henderson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de boîte à feu tournante.

210512. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 juin 1904) pris, le 30 décembre 1890, par Lester, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux baguettes pour fenêtres et toitures vitrées.

210513. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Vaughan, représenté par Bran-

don et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil servant à enrouler les ressorts de montres.

210514. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Friend, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de gomme à effacer et méthode spéciale pour utiliser le caoutchouc comme gomme à effacer.

210515. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Evans, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la méthode d'extraire de l'huile par le procédé du naphte.

210516. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Woodruff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à hacher la viande.

210517. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Peer et Ely, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à affûter les couteaux et objets analogues.

210518. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Shaw, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Porte couleur à fontaine perfectionnée.

210519. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; société dite *The Milwaukee Carving Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à découper et à sculpter.

210520. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Pagniez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur automatique de pressions et de températures.

210521. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Acland et Holmstrom, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les armes à tir rapide.

210522. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Thomas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de report sur les surfaces d'objets quelconques, de dessins en couleurs à l'huile, imprimés sur papier ordinaire non préparé, satiné ou non.

210523. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Lefebvre-Gariel père et fils et Jacqueau (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application du procédé d'imperméabilisation par le caoutchoutage au feutre et spécialement au feutre à semelles.

210524. Brevet de quinze ans 30 décembre 1890; Patten, Higgins, Cook et Schaeffer, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de supports ou moyeux à graissage automatique pour tourillons et essieux.

210525. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Levi, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les boutons.

210526. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Pieron aîné, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Articles d'étalage en tubes ou en tiges carrés.

210527. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Johnson, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans l'installation des indicateurs de niveau pour chaudières.

210528. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Nutzinger, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé d'exécution d'ouvrages en asphalte avec doublure en tissu métallique.

210529. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Fleischmann et Bloedel (société), représentée par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau genre de poupée articulée.

210530. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Dehaitre, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint Denis, n° 1. — Appareil désinfecteur sècheur-lessiveur continu fixe ou locomobile.

210531. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 novembre 1904) pris, le 31 décembre 1890, par Roberts, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les vélocipèdes et leurs cousinets.

210532. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Penon, à Paris, rue de la Boétie, n° 32. — Création d'un nouveau panorama avec simulacres de voyages en ballon.

210533. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Bertholle, à Paris, rue de

Chartres, n° 24. — Appareil destiné à la fabrication des chaussures dites *imperméables et confortables*.

210534. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Victor Lassus et Henry Coppin (société), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Répartiteur de ventilation.

210535. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Barbier, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements à la fabrication des anneaux pour coulants et noix de parapluies.

210536. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Gibou, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnement aux chaudières à retour de flamme spécialement employées pour les machines agricoles.

210537. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Lueddeckens, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux arcades de lunettes.

210538. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1890; Pailhard, à Paris, rue d'Odessa, n° 19. — Fabrication, régénération et emploi des sels de peroxyde de fer; traitement des minerais; production économique d'électricité.

210539. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1890; Traub et Wytttenbach, élisant domicile chez le sieur Clément (hôtel d'Europe), à Avignon. — Application des fers à U au pavage en bois.

210540. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; de Eulenfeld, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement au brûle-tout.

210541. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Albert Manchon, Lemaître et compagnie (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Tissu uni ou façonné à double contexture, formant très distinctement endroit et doublure.

210542. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 septembre 1904) pris, le 31 décembre 1890, par Hemby, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle matière destinée à la fabrication des tableaux de publicité murale ou portative et des tapis pour planchers.

210543. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 novembre 1904) pris, le 31 décembre 1890, par Torrance et Fraser, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux caisses d'expédition ou d'emballage pour bouteilles.

210544. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Oldacres, représenté par Carou, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvel ustensile de cuisine pour faire bouillir des œufs et autres aliments.

210545. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Galtier, représenté par Carou, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Déclivomètre enregistreur, système H. Galtier.

210546. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Rüscher, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de séparation des masses sucrées impures en sucre cristallisé et en mélasse, par une seule opération, en évitant toute extraction ultérieure de sucre.

210547. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Sinn, représenté par Lecocq, à Paris, rue de Mazagan, n° 8. — Carte-album pour modèles et échantillons.

210548. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Linckels, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Régulateur pour machines à vapeur.

210549. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; société dite *Muhlenbauanstalt und Maschinenfabrik vorm. gebrüder Seck*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de balance automatique.

210550. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Salenius, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour le barattage continu du beurre.

210551. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Roger, représenté par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Marqueur contrôleur pour jeu de billard.

210552. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Wensky, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de pile électrique pour la production de courants constants.

210553. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Mourier, représenté par Armea

- gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'agglomération des déchets de pierre ponce.
210554. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Maxim, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la mise en batterie et le pointage des canons.
210555. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Thomson et Unbehend, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fermoirs à ressorts.
210556. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Borland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil anémométrique destiné à être attaché aux câbles pour exercices de nuit.
210557. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1890; Jacquin, à Gevrier (Haute-Savoie). — Emploi du carton imperméable à la fabrication des empoignes de galeches.
210558. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1890; Fepoux, élisant domicile chez le sieur La Rivière, avenue de Paris, n° 4, au Mans. — Nouveau moteur hydraulique, applicable aussi, avec des dispositions appropriées, à l'emploi de la vapeur.
210559. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1890; Bauer et Mendheim, représentés par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux fourneaux au coke et de carbonisation pourvus d'un chauffage d'air opéré par des flammes sortantes dans des appareils à contre-courant.
210560. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Béraud et compagnie (société), représentée par Variot, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Nouveau système de brocheur à un ou plusieurs lats, applicable aux étoffes et rubans unis ou façonnés qui se tissent l'endroit dessous.
210561. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1890; Eugène et Sirven, rue de la Colombette, n° 76, à Toulouse. — Moteur rotatif applicable à l'air comprimé.
210562. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1890; Lavissière, à Saint-Pierre (Île-Saint-Pierre et Miquelon). — Casier dit *casier Lavissière*, destiné à la pêche, sur les bancs de Terre-Neuve, des bigornaux employés comme appât pour la pêche à la morue.
210563. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Arthuis, rue de la Parcheminerie, n° 10, à Angers. — Bibliochapite relieur.
210564. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Valerio, rue de la Ravinelle, n° 45 bis, à Nancy. — Application aux vélocipèdes de freins fondés sur l'emploi des fluides.
210565. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Clemeuseau et Raymond (société), à Saint-Savin (Gironde). — Système de fermeture de caisses les rendant inouvables.
210566. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Descours, à Saint-Just-sur-Loire. — Machine à rincer les tonneaux.
210567. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Tellier aîné et Masson, représentés par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les jaquards.
210568. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Bocquellier, à Saint-Paul-de-Canson (Gard). — Métier à tisser à la main les chausses de tresses.
210569. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Bouchard, avenue Notre-Dame, n° 27, à Nice. — Relief des projections à obturations alternatives combinées.
210570. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Boldt, représenté par Lecoq, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans les encriers.
210571. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Haesmann, Maas et Dionelt, représentés par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Alliage métallique perfectionné ressemblant à l'argent.
210572. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Angenot, représenté par Gueyraud, à Paris, rue Montesquieu, n° 3. — Nouveau procédé de fabrication des bijoux dits *griffe descendue*.
210573. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Kyll, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux moyens de stériliser et refroidir le moût de bière, à l'aide de l'air atmosphérique.
210574. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Vernette, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Attache automatique de poignée de renvoi de mouvement de traction.
210575. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Liantaud, à Montpellier. — Appareil destiné à prévenir les incendies et pouvant aussi préserver de la foudre.

210576. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Crémieux fils jeune, cours d'Alsace-et-Lorraine, n° 47, à Bordeaux. — Nouveau corset.
210577. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Gorde, aux Mées (Basses-Alpes). — Machine dite *la débaveuse ou débaleuse*.
210578. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Locerf fils, route de Caen, n° 2, à Rouen. — Plinthe automatique assurant l'obturation complète de l'air sous les portes.
210579. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Depresle, à Paris, rue Caumartin, n° 12. — Appareil surchauffeur de vapeur destiné à être placé dans les boîtes à fumée et cheminées des machines ou chaudières verticales, machines locomobiles, mi-fixes et locomotives, ces diverses machines de tous systèmes.
210580. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Hornsteiner, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Clavetage prismatique.
210581. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Souarn, élisant domicile chez le sieur Prugnier, à Paris, boulevard Haussmann, n° 186. — Allume-feu dit *bonnie béarnaise*.
210582. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Sailer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé applicable au fer ou à l'acier doux en fusion pour la fabrication des plaques durcies d'un seul côté.
210583. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Carré et fils, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau genre de tricot de bonneterie présentant des côtés 1 et 1 et des côtés 2 et 2 sur le même tricot, dans le sens de la largeur.
210584. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Fuller et Carlile, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil enregistreur de temps pour gardiens et gardes de nuit.
210585. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Quinche frères et compagnie et les sieurs Sigrist et Demarre (société), à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 24. — Compteur contrôleur horo-kilométrique pour voitures.
210586. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Carpentier et Schulze (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein à air comprimé à deux chambres, avec piston auxiliaire servant à l'application des sabots de frein.
210587. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Scarneo, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle matière applicable à la construction des cuirasses pour navires, bateaux, wagons, etc., et son procédé de fabrication.
210588. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Brun-Latrigue, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Fusil de chasse à canons fixes et à culasse mobile.
210589. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Cormerois, à Nîmes. — Nouveau système de ponts suspendus rigides.
210590. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Lepape, à Paris, rue Montaigne, n° 23. — Moteur à vapeur à quatre cylindres.
210591. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Dahlgren et Svensson, représentés par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux tours.
210592. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Montgomerie, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements apportés aux moyens de réunion des pièces d'échafaudage.
210593. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Robinson, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les soupapes d'arrêt.
210594. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Parisot, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de bicyclette dit *équilibriste vélocipédique Parisot*.
210595. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Picard, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de grille transportable pour cheminée d'appartement.
210596. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Fischer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle attrape à répétition pour mécaniques de piano.

210597. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Comet, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tissu cardé double fond dit *tissu de Baguères*, et ses moyens de fabrication.

210598. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Gwinner, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur rotative.

210599. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Sivilla, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compensateur d'équilibre constant pour ascenseurs hydrauliques.

210600. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Schnauder et Schlegel, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de fabrication d'étoffes ajourées.

210601. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1891; Hunt, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements relatifs aux machines à coudre.

210602. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Gendron, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé pour fixer les garnitures sur les corps tubulaires.

210603. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Gendron, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux roues pour vélocipèdes, chars d'enfants et autres semblables.

210604. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Bernus fils, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux appareils projecteurs pour le traitement de la vigne.

210605. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Bazeries et Underberg, rue de Coulmiers, à Nantes. — Cryptographe cylindrique *Bazeries*.

210606. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Huchet, quai de l'île Gloriette, n° 4, à Nantes. — Nouveau système de câble de charge fractionné.

210607. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Bastide, avenue Frizac, n° 12, à Toulouse. — Tuteur en fer, terre cuite et ciment.

210608. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; M^{me} veuve A. Kissel et fils (société), rue de Belfort, n° 117, à Bordeaux. — Nouveau sommier hygiénique.

210609. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Ribard, rue d'Entrechaux, n° 11, à Toulon. — Presse automatique à clapet filtrant.

210610. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Wullschleger et Kury, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Appareil s'appliquant aux métiers à tricoter pour obtenir dans des articles de bonneterie des rayures colorées longitudinales.

210611. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Derudder, représenté par Lecocq, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouveau genre de potence-support servant à porter des rayons, tablettes de casiers, etc., système Derudder.

210612. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Claringburn, représenté par Dieaïde, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à tricoter.

210613. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Cauchois et Merrheim, représentés par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Compteur à niveau constant et à alimentation automatique insiphonable.

210614. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Fuhrmann, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Pelatier, n° 22. — Procédé pour la composition de moellons artificiels avec des déchets de marbre et de moellons.

210615. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Chossefoin, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Bouteille qui, une fois vidée, ne peut plus être remplie.

210616. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Stanton, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Filtre.

210617. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Brandeis et Schmolka, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Dispositif pour empêcher les pardessus accrochés à des patères d'être enlevés par des personnes étrangères.

210618. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Reichner et Weil, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Perfectionnements

tionnements aux couronnes mortuaires et autres objets servant à la décoration des tombes.

210619. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Payne, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux coffres de sûreté.

210620. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Budenberg, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé et vase pour stériliser des aliments quelconques.

210621. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Stark, représenté par Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvel appareil pour soutirer les liquides de touries, de fûts, de récipients fixes, etc.

210622. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Edwards, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel appareil automatique perfectionné pour la production d'illusions d'optique après insertion d'une pièce de monnaie déterminée, et pouvant être utilisé pour d'autres usages.

210623. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Oldham (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines servant à broser les corps de chapeaux en feutre pendant le feutrage.

210624. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Crawford et Lambert, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de vélocipèdes.

210625. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Mason, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil permettant la distillation fractionnée et continue du pétrole et autres hydrocarbures.

210626. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Tower, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

210627. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Saint-Ange-Chapleau, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les machines rotatives.

210628. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; société *Bausch and Lomb Optical Co*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux obturateurs pour appareils photographiques.

210629. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Grusonwerk (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux dispositifs de pointage pour affûts cuirassés.

210630. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Hinsdale, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé de fabrication de gueuses de métal.

210631. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Streeter, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les stores.

210632. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Chapman, Petrie (les sieurs), Jones et Gilbert, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à tarauder les écrous.

210633. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Carey, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machines pour réunir les semelles et les empeignes des chaussures.

210634. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Marchand et Lemaitre-Montais, à Chinon (Indre-et-Loire). — Machine à quatre ou deux bras, à relever les voies et leurs appareils (partie des chemins de fer).

210635. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Delas, à Amboise. — Système de fermeture hermétique appliquée aux flacons de verre.

210636. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Weissenthanner, rue des Fabriques, n° 14, à Nancy. — Système de fermeture hermétique pour conserves de toutes sortes en flacons, terrines ou de tous autres vases.

210637. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; société *United States Metallic Packing Company*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les garnitures métalliques de tiges (A).

210638. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; société *United States Metallic Packing Company*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les garnitures métalliques (B).

210639. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; société générale des cirages français,

représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 35. — Nouvelle machine propre à l'étuvage des fers-blancs imprimés.

210640. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Enfar, représenté par Armengaud jeune, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 46. — Perfectionnements apportés aux forges portatives et aux soufflets de forge et autres.

210641. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Belot, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Obturateur automatique à doubles languettes obturatrices, fonctionnant pneumatiquement sans avoir besoin d'être armé et pouvant rester ouvert indéfiniment.

210642. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Maupas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure destinée à rendre étanches les caisses à biscuits ou autres.

210643. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Barnett et Rumble, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs aux foyers des générateurs de vapeur.

210644. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; société Zellstoffabrik Waldhof, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de préparation de la cellulose afin de produire le nitrate de cellulose.

210645. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Delorme fils, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouveau système de tête non métallique applicable aux siphons et récipients à eaux gazeuses.

210646. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Pfister et Schmidt, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de rinçage pour water-closets.

210647. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; A. et E. Fougères (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des chaussures à semelles composées.

210648. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Leclerc, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouchon obturateur à collier brisé démontable.

210649. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Maffille, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'application de l'éponge à la confection des tournures, fausses gorges, plastrons et autres garnitures pour dames.

210650. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; société *Ostrander-Mineralol-Raffineri, Max Bohm and Company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils pour la distillation du pétrole brut, de l'huile minérale, du goudron, etc.

210651. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 février 1904) pris, le 7 janvier 1891, par Hartley, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'appareil servant à refroidir les liquides.

210652. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Rohde, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Foyer avec appareil entièrement fumivore et suppression de la formation des mâchefers.

210653. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1891; Grote, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil servant à la fabrication d'objets en papier, cylindriques ou coniques, de densité variable.

210654. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; société anonyme des anciens établissements Hotchkiss et compagnie, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Chargeur perfectionné pour fusils à répétition.

210655. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Lindner, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de chauffage pour chaudières à vapeur et autres engins par l'emploi du pétrole ordinaire d'éclairage.

210656. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Dailheux, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 5. — Machine à poser les talons sur la chaussure.

210657. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Turner et Lindner, représentés par Trappes, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 51. — Nouvelle combinaison pour bandage élastique et frein pour roues de vélocipèdes et autres.

210658. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Smith, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements

apportés pour verrouiller et déverrouiller simultanément toutes les portières des wagons d'un train.

210659. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Ricard et Lacroix, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre photographique, dite *vélocigraphe*.

210660. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Demarès, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Bottine à tige-guêtra.

210661. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Gougy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Genre de matelas ou bourrelets liège destinés à être employés comme calorifuge sur les chaudières, conduites de vapeur, etc.

210662. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Robinslaw, Schofield et Heap, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les machines à carder ou qui y sont applicables.

210663. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Wallace, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils à humidifier l'air.

210664. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Robinson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de télégraphie électrique pour transmettre des indications optiques au moyen d'une poignée de transmission.

210665. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Pieron, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans la fabrication du sucre de betterave.

210666. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Nobes et Jackson, représentés par la société Elsner et Nauhart, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil perfectionné pour débarrasser de leurs obstructions les rails de chemins de fer et tramways.

210667. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Reithinger, représenté par Fayolle, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil dénommé *l'incomparable*, destiné à reproduire l'écriture, dessins, etc., tracés à l'encre communicative ou non.

210668. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Durand, représenté par Bretton, cité Delasalle, n° 12, à Villeurbanne (Rhône). — Manche en bois avec armature de fer pour terrassement.

210669. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Aumérat, rue du Musée, n° 18, à Marseille. — Ornement avec anneau de sûreté destiné à protéger les montres contre les voleurs.

210670. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Foltête, boulevard de la Paix, n° 7 bis, à Marseille. — Trait métallique.

210671. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Bichon, à Montpellier. — Nouveau produit désigné sous le nom de *phosphate omivrique*.

210672. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Gruson, élisant domicile chez le sieur Thiriez, rue de Lille, n° 82, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Appareil d'attelage automatique des wagons.

210673. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Garin et Saint-Aubert, à Cambrai. — Filtre-pressé à lavage absolu.

210674. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Carrette père, à Roubaix. — Nouveau système de mouvement pour pompe de puits, forage.

210675. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Very, rue Beaujean, n° 14, à Troyes. — Nouveau système de sommier élastique.

210676. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Martin, rue Traversière, n° 39, à Amières (Seine). — Perfectionnements dans la production industrielle des sels de soude.

210677. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 mars 1904) pris, le 9 janvier 1891, par Fowler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux machines à façonner, à polir et à finir les talons de chaussure.

210678. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Clinton et Mac Namara, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

210679. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Lœbnitz, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 4. — Procédé de fabrication des carreaux et panneaux de faïence et terre cuite.

210680. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Bonissou, avenue de Neuilly, n° 45, à Neuilly-sur-Seine. — Commutateur compteur horaire.

210681. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Rössler, représenté par la société Blétry siné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour fabriquer des perles et boutons artificiels d'argent et d'or.

210682. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Guénot, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle machine rotative.

210683. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Bord, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cryptographe enregistreur.

210684. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 juillet 1904) pris, le 9 janvier 1891, par Seel et Wright, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux retrousse-jupes.

210685. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Bellerstein, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux appareils à carboniser.

210686. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Vanden Brande, représenté par Emile Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pompe à pression perfectionnée pour bières et autres boissons.

210687. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; de Pezzer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté aux sondes uréthrales et autres instruments analogues.

210688. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Schlüchtner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tube acoustique perfectionné.

210689. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; société française d'accumulateurs électriques (Faure, Sellon, Wolckmar), représentée par la société Aasi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Accumulateur électrique léger et indestructible pouvant être employé avec avantage pour tous les usages et spécialement pour la locomotion terrestre, maritime ou aérienne.

210690. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Kaiser, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les fusils de chasse.

210691. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Rousseau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les plaques d'accumulateurs électriques.

210692. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1891; Walton, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les procédés employés pour sécher les toiles cirées pour le plancher et autres articles analogues.

210693. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Malet et Rigollet (société), rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Soufreuse perfectionnée.

210694. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Malet et Rigollet (société), représentée par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Pulvérisateur perfectionné.

210695. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Barbier, à Bussurel (Haute-Saône). — Modification de l'oeillet à la navette de tissage mécanique.

210696. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Hoppe, représenté par la société Elmer et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Couvercle de cabinet d'aisances avec dispositif pour garnir le siège mécaniquement de papier.

210697. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; société *Kommanditgesellschaft für Popp'sche Druckluftanlagen August Riedinger und Company*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Régulateur.

210698. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Commichau, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des fers de cheval.

210699. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; H. et G. Rose frères (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines servant à sasser ou purifier les gruaux, semoules et autres produits de même nature.

210700. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Peckham, représenté par Brandon

et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des bagues.

210701. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Krause, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédés et appareils pour avancer des galeries et des traverses dans les sables mouvants.

210702. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Cowburn et Peck, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux appareils destinés à la montée et à la descente des boîtes à navettes des métiers à tisser.

210703. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Leroy, rue du Château, n° 25, à Boulogne-sur-Seine. — Procédé de fabrication d'un ciment blanc possédant les propriétés de prise et de durcissement qu'ont les ciments employés dans les constructions aériennes et hydrauliques.

210704. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Bourdon, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de chauffage à vapeur ou à eau chaude par l'utilisation de la chaleur des appareils d'éclairage.

210705. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Bailly, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de bandes de pansement en matière filamenteuse à longs brins.

210706. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Clarkson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les appareils centrifuges servant à concentrer ou enrichir les minéraux, minerais ou autres corps denses, et applicables aussi pour classer les matières.

210707. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Konegen, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Supports à manivelles pour cribles plans.

210708. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Péquart, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la fabrication des pastilles de chocolat et autres.

210709. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Creuzé de Latouche, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux munitions de guerre et de chasse.

210710. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Chabert, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à lier les cercles de tonneaux.

210711. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Blum, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Perfectionnements dans les appareils-sigaux.

210712. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Simpson et Hosack, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de commande perfectionné pour le détachement des chaloupes.

210713. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Barkusky, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils pour dispositions pour éviter les rencontres de trains.

210714. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Thies et Cleff, représentés par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement apporté au procédé de teinture ou d'impression en noir d'aniline.

210715. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Herfort (M^{me} veuve), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Genre de boule estampée ou enveloppe métallique ajourée pour perles, pierres ou autres ornements de bijouterie.

210716. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Cowburn et Peck, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés à l'appareil opérant la montée et la descente des boîtes à navettes des métiers à tisser.

210717. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Mettetal, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel appareil de taille de pierres vraies ou fausses.

210718. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; H. Galante et fils (société), représentée par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fontaine pour salles de clinique, d'opérations, d'hôpitaux, etc.

210719. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Richard (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'avertisseur des

- variations de tirage dans les appareils de chauffage et en général dans tous les conduits où circulent des gaz quelconques.
210720. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Reid, Fisher et Parkinson, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les machines pour assembler les cartons Jacquard.
210721. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Barre, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vase à double fond thermique.
210722. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Smith, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux roues de véhicules de chemin de fer, de voitures, de tramways, etc.
210723. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; société anonyme d'Escaut et Meuse, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tuyaux à nervure spiraloïde.
210724. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Paret, boulevard National, n° 259, à Marseille. — Pétrin mécanique à pâte dure de pain long, système Jules Paret.
210725. Brevet de cinq ans, 14 janvier 1891; Montreuil, élisant domicile quasi de France, n° 17, à Rouen. — Nouveau cliquet à percer les métaux indifféremment à droite et à gauche.
210726. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Dubosc, rue Arquaïse, n° 73, à Fécamp. — Application de la force centrifuge au lavage et à l'hydro-extraction des huiles épurées.
210727. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; société dite *American Elevator Company*, représentée par Mençons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les ascenseurs électriques.
210728. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Lyon, représenté par Gouillon, à Paris, rue du Trésor, n° 3. — Procédé de blanchiment instantané des lainages usagés.
210729. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Springer, représenté par Mautvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Plaques sonores en aluminium pour instruments de musique.
210730. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; de Susini, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Locomotive à vapeur d'éther.
210731. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Williams et Jones, représentés par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux cafetières.
210732. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Greenamyer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux clefs, pinces à tuyaux et autres outils analogues.
210733. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Pulnj, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de sécurité contre le feu pour les conduites électriques.
210734. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Remus, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle 42. — Fabrication d'articles en carton.
210735. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Bourdon, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de chauffage des véhicules de toute espèce et appareils qui s'y rapportent.
210736. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux cannes armées.
210737. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; C. Dutel et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Casse-fil électrique.
210738. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Samain, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'appareil automateur hydraulique destiné à être employé comme élévateur ou compresseur d'eau.
210739. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Worthington, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux pompes à vapeur duplex à action directe.
210740. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Martin, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode perfectionnée destinée à la décoration du verre.

210741. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Thomas, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les lampes à gaz.

210742. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; société dite *The Transatlantic Machine Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à écrire perfectionnée.

210743. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Edison, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à incandescence ainsi qu'aux fils d'arrivée de ces lampes.

210744. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Dillberg et Philip, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de dispositif impriméur.

210745. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Jerger, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de machine hydraulique perfectionnée.

210746. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 octobre 1903) pris, le 13 janvier 1891, par Inshaw, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de carrousel.

210747. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Bourdon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Système de poteaux télégraphiques réalisant une fabrication et un montage très économiques.

210748. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Carnegie, à Paris, rue des Mathurins, n° 26. — Système d'attache-ressort pour cravates.

210749. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; King, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Lunette marine ou terrestre munie d'une boussole.

210750. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; de Morsier, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue de Bailly, n° 11. — Régulateur servo-moteur à engrenage.

210751. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Grass, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tourneau de moulin à meule supérieure abaissée par la pression et à ventilateur au-dessus de l'écillard.

210752. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Baldwin, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour obtenir des alliages d'aluminium.

210753. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; société *Fisher specialty Manufacturing Company*, représentée par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux chambres obscures automatiques.

210754. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Mac Neil, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les manomètres de pression de vapeur.

210755. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Szawinski et Grozea, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour le nettoyage du grain, annexé aux machines à battre.

210756. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Dornemann, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bleu d'outremer-liquide.

210757. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Cartheuser, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Baguette pour armes à feu rayées.

210758. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Ryo (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le montage et la commande des broches de filature.

210759. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Eickemeyer, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les élévateurs électriques.

210760. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Chaverondier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mors dit *Mors Chaverondier*.

210761. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Mott, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils électriques pour indiquer les résultats des courses, jeux et autres.

210762. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Stretch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les hameçons.

210763. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Hammer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné d'horloges électriques.

210764. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; Pinck, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils compteurs destinés principalement à marquer les sommes dues pour le travail à l'entreprise.

210765. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Savigny, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à la typographie.

210766. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Marmonier, rue du Château, n° 63, à Lyon. — Vide-bennes.

210767. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Lams, rue Faidherbe, n° 36, à Lille. — Bouteilles et flacons jaugeurs.

210768. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Riche, rue Saint-Antoine, n° 32, à Roubaix. — Perfectionnements aux brosses des peigneuses à laines et autres matières filamenteuses.

210769. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Evrard, à la Bassée (Nord). — Chauffage des trains de chemin de fer à l'eau chaude, à courant continu.

210770. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Borgsen, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et dispositif pour le tissage.

210771. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Gessner jeune, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Disposition pour le guidage automatique des tissus à lisières.

210772. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Allagnon, avenue d'Ormesson, n° 9, à Choisy-le-Roi (Seine). — Nouvelle cigarette se fermant mécaniquement et extérieurement après sa complète formation, et moyens de fabrication mécanique qui produisent cette nouvelle cigarette.

210773. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 juillet 1904) pris, le 14 janvier 1891, par Peyton, représenté par Bettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Perfectionnements dans les joujoux hydrauliques.

210774. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Howard, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes en fer et en acier.

210775. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Abraham, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la fabrication des brosses destinées au nettoyage des chaudières, tubes de chaudières, etc.

210776. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Johansson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Éteignoir de lampes dit *éteignoir-reté*.

210777. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Gibault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application aux bouches d'incendie, bouches de lavage et d'arrosage, bornes-fontaines, etc., du robinet à clef renversé et à serrage proportionnel à la pression du système Charles Gibault.

210778. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Bourgoïn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à la fabrication de l'air carburé.

210779. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Flint, Michell et société dite *The International Corporation limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à comprimer les substances granuleuses.

210780. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; société dite *Rheinisch-Westfälisch Sprengstoff Actiengesellschaft*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine automatique à calibrer.

210781. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Hirsch, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Seringue à injections aseptique.

210782. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Lawrence, représenté par la so-

ciété Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les chambres photographiques.

210783. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Hull, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bâti de vélo-pède perfectionné.

210784. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Elbs, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les réchauds à esprit de vin pour l'usage en plein air.

210785. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; Canoville, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pots et boîtes à conserves perfectionnés.

210786. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1891; d'Adhémar, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traverse en fer à coins élastiques pour voies ferrées en général.

210787. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Maillard, à Saint-Sauvant (Charente-Inférieure). — Machine motrice hydrostatique.

210788. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Lemelle, rue Armand-Carrel, n° 57, à Rouen. — Siphon éleveur.

210789. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Dorient, à Pavilly (Seine-Inférieure). — Semelles métalliques et imperméables.

210790. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Touraud, à Paris, quai Jemmapes, n° 18. — Perfectionnements dans les poêles à combustion lente par renversement de flammes.

210791. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; H. Vuillard et fils (société), représenté par Maulvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de pipe.

210792. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Mansell, représenté par Maulvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Dispositif pour la transformation provisoire des pistes de cirque en piscines.

210793. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Dubourg, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements au système de serrure dit *bec-de-cane*.

210794. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1891; Vedeche, représenté par Rambaud, rue de l'Oriflamme, n° 25, à Avignon. — Nouvelle clé propre à serrer et à desserrer les boulons et les écrous.

210795. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1891; Bernardin, à la Place-Pajot (commune de Saint-Vallier) (Saône-et-Loire). — Appareil Bernardin pour arrêts instantanés des cages dans les puits en cas de rupture des câbles.

210796. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1891; Jardoux, à Saint-Engel (Allier). — Appareil avertisseur contre les gaz délétères.

210797. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Garnier, rue Bouillaud, n° 22, à Angoulême. — Système de fermeture de caisses de marchandises dénommé *le boulon de sûreté*.

210798. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Neuman, représenté par Chasse-vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux laveurs en cascade.

210799. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Rausch, rue Sainte-Élisabeth, n° 23, à Roanne. — Principe de machine à vapeur.

210800. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Feirabend, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé pour l'obtention de la ouate en tablettes à l'aide de fibres de bois ou autres fibres analogues.

210801. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Voie sur traverses mobiles avec sellettes serrant les rails dans les deux sens au moyen d'une seule griffe.

210802. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Baer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau moule à cigarettes.

210803. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Lireux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de caleçon.

210804. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Thué-Pournin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de soufflet hydraulique.

210805. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Colonieu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les flûtes, hautbois, clarinettes, bassons, saxophones et autres instruments de musique à vent et à clefs.

210806. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Dixon et Squirrel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de filtre à eau et sa pompe.

210807. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Christophersen et Schumann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'agrafe perfectionnée pour chaussures en général.

210808. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; société anonyme pour l'exploitation d'engins graisseurs à alimentation pneumatique, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de palier graisseur à rotin et à collier d'alimentation.

210809. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Lébedeff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication directe du fer et de l'acier, applicable aussi à l'extraction des autres métaux.

210810. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Brookes, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans la transmission de signaux, indications ou communications pour les besoins de la police et autres services dans les villes, etc., ainsi que dans les moyens ou appareils employés dans ce but.

210811. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Kockburn, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les machines à écrire avec l'alphabet Braille.

210812. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Piat, Wittmann et Villard, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de transmettre le mouvement de rotation dans toutes les directions.

210813. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Marchetti et Grosslev, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à imprimer.

210814. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Hagans, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements dans les locomotives.

210815. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Bertrand, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux accumulateurs d'électricité.

210816. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Grépat (M^{re}), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 84, à Lyon. — Nouveau système de lisse métallique.

210817. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Marti, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement au montage des arbres moteurs de bicyclettes et tricycles.

210818. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Lambotte, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Système de montage de scie facilitant les opérations chirurgicales.

210819. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; C. Mercier et A. Dumont (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre photographique perfectionnée.

210820. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Arneemann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour le traitement des minerais d'étain et autres matières renfermant de l'étain.

210821. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Kirschbaum, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Perfectionnements aux machines à enrouler et à polir.

210822. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Mohler, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé d'épuration des flegmes de distillerie et des alcools impurs.

210823. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Staempfli, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Fourchette universelle.

210824. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; société Kommandit Gesellschaft für Popp'sche Drucktafelanlagen August Riedinger und C^o, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Inter-

calent de force sans frottement au moyen d'un courant d'air franchissant deux ajutages.

210825. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Chibout, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Chauffage des appartements à l'eau chaude avec une seule cheminée comme foyer.

210826. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Robert, à Paris, avenue Parmentier, n° 116. — Application du silice calciné (dit *galet de mer*) à la fabrication de la toile et du papier connus couramment sous le nom de papier et toile à poir.

210827. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Bonnamy, à Paris, rue Monthyon (hôtel Monthyon). — Système de fermeture hermétique à ouverture facile.

210828. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Lagrange et Hoho, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé permettant de localiser la chaleur produite par un courant électrique, afin de favoriser en un endroit donné les actions chimiques, physiques ou mécaniques.

210829. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Jolly, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de vélocipède.

210830. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Pfister, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux bardeaux et aux appareils servant à les fabriquer.

210831. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Meyer, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux sasseurs.

210832. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Comerford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le séchage du grain après lavage.

210833. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; J. Moche et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de coulant à ressort pour bourses, chaînes et tous autres articles.

210834. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Cheneveau, route de Clisson, à Verton (Loire-Inférieure). — Organisme dit *musculaire* et accessoires, applicables, entièrement et partiellement, à la locomotion de véhicules terrestres, nautiques et aéronautiques, isolés ou une des espèces réunie à une des autres, ou même aux deux autres, ainsi qu'à la motion d'appareils pouvant être utilisés eux-mêmes comme moteurs de machines diverses.

210835. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Stapfer de Duclos et compagnie (société), boulevard Maritime, n° 42, à Marseille. — Treuil asservi à double mouvement.

210836. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Cook, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Clou perfectionné en fil métallique ou clou à parquet, et outillage pour le fabriquer ainsi que pour clouer ou assembler avec ces clous les parties de caisses en bois ou autres articles.

210837. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Schwab, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Modification dans les pipes à tabac et dans les fame-cigares.

210838. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Barbour, représenté par le sieur Michotte, à Paris, rue de Saintonge, n° 43. — Machine à fabriquer des crampons à vis tronconique, tête carrée, employés pour le ferrage à glace des animaux.

210839. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Weston, représenté par Lacocq, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les compteurs électriques.

210840. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Cartier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à fabriquer les boîtes et étuis en papier, carton, etc.

210841. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; société *Chemische Fabrik Rhonania*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Utilisation, par renversement d'un courant gazeux, de la chaleur que celui-ci développe par ses réactions chimiques, en passant sur des corps solides.

210842. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Islip, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux garnitures pour cerceaux.

210843. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; de Strens, représenté par Delage,

à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les dispositions pour foyers industriels.

210844. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Lion, à Paris, rue Réaumur, n° 11. — Bouton, système à deux ailettes, à ressort invisible.

210845. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Gustin fils aîné, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roulettes pour meubles ou autres applications et perfectionnements dans leur fabrication.

210846. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Hurst et Fenton, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la commande des rouleaux de renvidage des métiers à filer.

210847. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; E. Boucher (veuve) et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de plateau tournant mobile, principalement destiné à supporter les plats dans les fours et étuves des appareils de chauffage.

210848. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Terrier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de selle perfectionnée pour les chevaux de l'armée et autres.

210849. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Kuffner, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à retenir les sédiments (précipités) des liquides.

210850. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Paris, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé de décoration sur émail.

210851. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Darbois, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication d'une nouvelle eau oxygénée.

210852. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Brossier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à rincer les bouteilles.

210853. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; Lenègre, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Verrou-baïonnette automatique de sûreté.

210854. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; société *Chemische Fabrik Griesheim*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour obtenir de l'acide nitrique pur directement par l'appareil producteur.

210855. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1891; H. E. et L. Fontaine (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande pour l'ouverture et la fermeture des vasisas.

210856. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Bouvier, chemin du Polygone, à Grenoble. — Système de détenteur à vapeur.

210857. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Amichaud, à la Châtre (Indre). — Système de prise de vapeur à un foyer de machine de vapeur.

210858. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Peynaud, au Teillan, par Eysines (Gironde). — Instrument de musique appelé *claviviole*.

210859. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Baylac, à Paris, rue Fondary, n° 7. — Pompe de tonalité à transposition instantanée pour instruments à vent.

210860. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Mac Cahey, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouveau mode ou système auxiliaire ou d'assistance de parturition.

210861. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Reynal, élisant domicile chez le sieur Foveau de Courmelles, à Paris, rue du Printemps, n° 7. — Propulseur aquatique et aérien nommé *propulseur des fluides*.

210862. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Hofer, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Serre-sangle.

210863. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Morfitt, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux machines à imprimer à platine.

210864. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Guy, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à broyer, applicables spécialement au traitement des cannes à sucre.

210865. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Hawley et Dickinson, représentés par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les couvercles des pots à eau chaude et autres vases similaires.

210866. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 juin 1904) pris, le 19 janvier

1891, par Clayson, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les bandages tubulaires en caoutchouc pour bicycles, tricycles et autres véhicules.

210867. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Boiron et Cozette, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de moteur électrique.

210868. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Haddock et Leith, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau procédé de fabrication de l'alcali.

210869. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Jenkins, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bougeoir perfectionné.

210870. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Golderer et les sieurs Sammer, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6: — Chaise roulante.

210871. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Pedrazzi-Moreau, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Lébasien, n° 45. — Système de protection des voies et des gares de chemins de fer.

210872. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Kittner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné pour nettoyer, dégager l'eau, éviter l'usure rapide des manchons de feutre des cylindres couchards dans les machines à papier.

210873. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Balbi, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Système de soulèvement hippique.

210874. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Bazin et de Pont-Jest, représentés par la société Blétry aîné et Morel à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Avertisseur Bazin, ou appareil avertisseur de la présence de l'oxyde de carbone dans les lieux chauffés par les poêles mobiles.

210875. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Cartier, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cale de recul, système Cartier, pour voitures de tramways.

210876. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Carnaud, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système d'ouverture de capsules métalliques de toutes formes et de toutes grandeurs servant à la fermeture des flacons destinés principalement aux conserves alimentaires.

210877. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Establie frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de bidons ou tonneaux pour le transport des liquides et leur consommation.

210878. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Manhes, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle méthode pour l'affinage et l'épuration du cuivre.

210879. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Pyle, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à vapeur marchant à grande vitesse.

210880. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Pirod, rue Tronchet, n° 8, à Lyon. — Nouveau système de pince continue pour rames.

210881. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; de Casagrande, représenté par Aubanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Appareils galvanométriques.

210882. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Vaultier, à Saint-Quentin. — Système de soupape à évacuation progressive de vapeur.

210883. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Combe, élisant domicile chez le sieur Columbeau, à Avignon. — Dégrenneur ou peigne à balais.

210884. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Chapman, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine à mouler et façonner des articles de poterie, porcelaine, faïence.

210885. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Devic et Magot, représentés par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau mode de construction rationnelle des coques de navires, offrant une grande facilité de construction et une grande économie de frais d'établissement.

210886. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Devic et Magot, représentés par la

société Surry-Montaud et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau propulseur dit *propulseur à nageoires*.

210887. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Leclerc, à Paris, boulevard Voltaire, n° 114. — Perfectionnements apportés aux chaudières multitubulaires à retour de flammes et aîtres.

210888. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Haworth, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines ou appareils à laver et à nettoyer des tissus.

210889. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Van Houtem, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de télégraphie.

210890. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Mason (les sieurs) et Wigand, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à poinçonner les écrous, rondelles, etc.

210891. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Greenfield, représenté par la société Hilsner et Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à fabriquer les tubes en papier.

210892. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Guenther, représenté par Brandt et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les filètes.

210893. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Groshon, représenté par Brandt et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à vapeur à effet direct.

210894. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Lecocq, représenté par Parmetier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Application de boutons de tous genres et matières et de clous de tapissier à la fabrication de couronnes assorties.

210895. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Helwig, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Coupeur de boulons et de rivets.

210896. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Archereau et Ducroquet, à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Nouveau système d'électrometallurgie industrielle.

210897. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Scherding et Laurent, représentés par Menmons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Appareil destiné à régulariser le tirage et répartir les gaz chauds dans les tubes des chaudières tubulaires.

210898. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Thom, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les appareils servant à tanner la peau en papier.

210899. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Gandillon et Vigreux, à Paris, rue de Birague, n° 16. — Servo-moderateur de vitesse pour moteur hydraulique.

210900. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Gardiner, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils magnéto-électriques thérapeutiques.

210901. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Reiss, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Mode d'attache universelle applicable à la réunion de surfaces quelconques, métal, cuir, draps, étoffes en général, et spécialement à la fixation des boutons de vêtements.

210902. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; The Bohls Cigarette Machine Company (compagnie), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les cigarettes.

210903. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Ferrari, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Roue dynamo-magnétique pour le triage des minerais par voie électrique.

210904. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; société dite The Universal Sewing Motor Attachment Company, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moteurs pour actionner les machines à coudre.

210905. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Warnon, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Lampe de poche à allumeur électrique instantanée.

210906. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Villeroy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à concasser la pierre.

210907. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Lieker, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Porte-monnaie perfectionné.

210908. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; société des ateliers de construction Rati, représentée par la société Biétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de tension du contrôleur de la navette pour métiers mécaniques à peigne fixe.

210909. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Guichard, représenté par la société Biétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé destiné à rendre bons tous les bouchons et spécialement les bouchons à champagne.

210910. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Legrand, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Enrobage en cuir des fils de cuivre servant au transport de l'électricité ou à tous autres usages.

210911. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Weyland, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé pour fabriquer une espèce de papier ou de carton dit *papier ou carton à glace*.

210912. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Wiley, Dickey et Ainsworth, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les signaux électriques pour chemins de fer.

210913. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Deimel, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'alimentation et d'appel d'air dans les lampes à gaz.

210914. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Brosius, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux machines à vapeur rotatives.

210915. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Johnson et Porter, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens et appareils destinés à graver les semelles de chaussures et autres articles en cuir et à tracer la rainure servant à la piqure.

210916. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Brenot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils pour douches, injections, etc.

210917. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Erskine, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des écharpes, cravates et articles analogues.

210918. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; société dite *Rau Manufacturing Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux burettes à l'huile.

210919. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Clifford Saint-Onge, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour le transport et le service d'objets quelconques.

210920. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; société anonyme des anciennes salines domaniales de l'Est, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de blanchiment et d'épuration du sulfate d'alumine.

210921. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1891; Desouches, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de combustible dénommé *bûche de Noël*.

210922. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Grandin, à Paris, boulevard Saint-Jacques, n° 19. — Nouvel appareil appelé *l'universel moteur à vent*.

210923. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Kumeman, élisant domicile à Paris, rue de Séze, n° 16 (hôtel de Séze). — Nouveau procédé de fermentation sans levure de bière.

210924. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Haugghawout, représenté par la société Sautter et de Moirail, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils dentaires.

210925. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Sherrin, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les moteurs électriques et les dynamos.

210926. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Paiste, représenté par Berly, villa des Couronnes, rue Chanzy, n° 5, à Asnières (Seine). — Cumulateur d'éclairage électrique.

210927. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Paysan, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 48. — Four à forge et forge à four.

210928. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Arbenz, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Éjecteur pour armes à feu avec fermeture à bloc.

210929. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Hurtu, Hautin et Diligeon (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés à la construction des bicyclettes, bicycles, etc.

210930. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Seure, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Revolver dit *le scolaire*.

210931. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1891; Buatier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'illusion théâtrale.

210932. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Roux et Court, rue de la Gare, n° 24, à Valence (Drôme). — Support-bagage articulé de vélocipède dénommé *le Touriste*.

210933. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Martinet (les sieurs), représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau système de fabrication de cibles volantes.

210934. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Lieb, à Issoire. — Porte-allumettes à timbre-intérieur et rondelle en caoutchouc pouvant également être applicable à tous les objets pour en éviter la casse, le bruit et la rayure sur les meubles où ils sont déposés.

210935. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Guzan (M^{re}) et Buchan, rue Roland, n° 11, à Bordeaux. — Tubes-bandages pneumatiques concentriques multiples et mobiles, en caoutchouc vulcanisé, pour roues de voitures et de vélocipèdes.

210936. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Manchion, élisant domicile à Paris, place des Batignolles, n° 26. — Fermeture instantanée on à fonctionnement rapide.

210937. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Dujat, à Paris, galerie Montpensier, n° 7, au Palais-Royal. — Bourrelets élastiques.

210938. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Breeden, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les robinets.

210939. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; d'Arsonval, à Paris, avenue de l'Observatoire, n° 28. — Régulateur électrique de vitesse.

210940. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Schmidt, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouveau procédé pour la fabrication des têtes de poupées.

210941. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Sims, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les torpilles lancées et dirigées par l'électricité.

210942. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Burkhard et Schüle, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de distillation et de rectification comportant des surfaces de travail disposées en zigzag et en forme d'hélice, pénétrant les unes dans les autres.

210943. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Repenschegg, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourneau de campagne pouvant se replier.

210944. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Peterson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pipe perfectionnée.

210945. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Demoulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Emploi de résidus de la distillation du charbon dans les fours à puddler, à réchauffer, à fondre l'acier, le verre, etc.

210946. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Reverchon et compagnie (société), et le sieur Armand Delille, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme automatique à vitesse accélérée et à temps d'arrêt, applicable aux découpoirs et autres machines à mouvement alternatif.

210947. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Berges, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Appareil servant à empêcher le col des vêtements de toucher et de salir le col de la chemise.

210948. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de teinture et d'impression sur laine, conjointe-

ment avec des mordants métalliques de matières colorantes azoconjuguées qui dérivent d'acides dioxynaphtaline-sulfoniques.

210949. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Dufrène, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système pour actionner indépendamment et simultanément les lames de fermeture de magasin.

210950. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; société dite *la Manufacture lyonnaise de matières colorantes*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'amidonaphtols et de nouveaux acides amidonaphtolsulfoniques.

210951. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; Caudroy (M^{re} veuve), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tige à pompe pour lampadaires.

210952. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1891; H. E. et L. Fontaine (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de paumelles avec coussinet-rondelle à billes.

210953. Brevet de cinq ans, 26 janvier 1891; Joyeux, au 123^e régiment de ligne, à la Rochelle. — Nouveau système du petit bidon actuellement en service dans l'armée française.

210954. Brevet de dix ans, 26 janvier 1891; Defer et Geuse, à Crespin (Nord). — Système de poêle à grille mobile et garniture réfractaire, applicable tant à l'art culinaire qu'au chauffage des appartements.

210955. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Weber, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Boîte à jeu.

210956. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Calberla, Fitz et consorts (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et appareils pour pouvoir soutirer et transporter les liquides stérilisés à l'abri de la formation de germes.

210957. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Demoulin, à Paris, rue de Turbigo, n° 34. — Nouvelle broderie en chenille pour ameublement et ouvrage de dames.

210958. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Berthier, élisant domicile à Paris, rue de Vaugirard, n° 134 bis. — Parallélogramme articulé-composé se développant d'une façon telle que les extrémités des montants parcourent constamment la même horizontale.

210959. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Darracq, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle bicyclette avec cadre double indéformable, à assemblages rigides sans brasures ni soudures, et pédale rationnelle extensible, à augmentation progressive de force, dite *auxanodynamique*.

210960. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Dumont, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour protéger les pantalons.

210961. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Hirsch et Richter, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de cirage pour cuirs.

210962. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Hornung et Deiches, représentés par Dauzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux automates de musique.

210963. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; d'Harcourt, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Timbreux mécanique des lettres.

210964. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Rogers, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les machines à couper le papier destinées principalement à être employées dans les machines à fabriquer le papier.

210965. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Swinbourn, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Soupape à boulet perfectionnée pour bouches d'incendie.

210966. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Koretz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de fermeture pour siphons.

210967. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Smith, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils servant à la combustion des combustibles liquides.

210968. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; de Bruyne, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Thermomètre dit *thermomètre de Bruyne*.
210969. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Dequeker, représenté par Rose, à Paris, boulevard Barbes, n° 18. — Nouveau système de transporteur articulé pour terres, sucreries, minerais, balast, etc.

210970. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 janvier 1901) pris, le 23 janvier 1891, par Young et Crippin, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines pour teindre et blanchir le coton, la laine, la soie et autres matières fibreuses, écruës et manufacturées ou partiellement manufacturées.

210971. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Savreux, représenté par Casaloaga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les métiers à fabriquer le velours d'Utrecht.

210972. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Pasquet, à Paris, avenue Parmentier, n° 103. — Perfectionnements dans les microphones.

210973. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Fausten, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chapeau à marque photographique d'identité.

210974. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1891; Vibrans, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Conservation des légumes, tubercules, fruits, graines et autres produits agricoles.

210975. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Grunfelder, à Belfort. — Puhri-sateur.

210976. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Cox, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Procédé et mécanisme pour écarter la dentelle, la gaze et autres tissus analogues.

210977. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Bontemps, représenté par Mathies, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système mécanique perfectionné pour souder le caoutchouc.

210978. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Roussan, représenté par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouvel appareil destiné à utiliser pour les besoins domestiques la chaleur perdue de la lampe d'éclairage.

210979. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Humbert, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à circulation d'eau chaude, système Humbert, pour le chauffage des voitures de chemins de fer.

210980. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Anquetin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montre de poche.

210981. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Andrés, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine destinée à opérer la fixation de l'empeigne des chaussures sur la première semelle ou semelle intérieure.

210982. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Price, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les corsets et autres vêtements à lacets.

210983. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; compagnie parisienne de couleur d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production de matières colorantes disazoconjuguées de la série des rosanilines.

210984. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; compagnie parisienne de couleur d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production d'une matière bleu-verte et d'une matière colorante soufre-violet du bleu d'alizarine.

210985. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Leech et Horrobin (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Liquide destiné à imperméabiliser les papiers, tissus, cuirs, etc.

210986. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Lorenzo, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Fusil hammerless à canons fixes et culasse mobile.

210987. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Steiner, représenté par Diemide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé et appareil pour donner un coup de fer aux chapeaux de toute sorte.

210988. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Gatoire, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Application du ressort mécanique aux chapeaux de fantaisie.

210989. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Bourgeat, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Application sur les articles de peausserie tels que : chevreau, chèvre, agneau, veau mégis, etc., d'or, d'argent et de bronze de toutes nuances, sans altération des qualités de souplesse de la peau.

210990. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; DeFrance, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système de fermeture de boîte étanche.

210991. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Silbermann, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition servant à maintenir les bougies dans les bougeoirs.

210992. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Field, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé et appareil de production d'un mélange de vapeur et d'air sous pression pour machines motrices.

210993. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Adler, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coude de poêle ajustable.

210994. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; veuve E. Boucher et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de grille pour appareils de chauffage.

210995. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Jergle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif transporteur de charbons dans les lampes électriques à arc.

210996. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Blancan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'enveloppe dite *enveloppe auto-décachetable*.

210997. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Burton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils à faire le vide, pompes à vide, etc.

210998. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Volpert, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de véhicule automatique, spécialement applicable au transport des troupes.

210999. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Lefront et société Hippolyte Boulenger et compagnie, représentés par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau procédé d'impression polychrome pour céramique et autres industries.

211000. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; société dite *Berliner Maschinenbau-Aktiengesellschaft, vorm. L. Schwartz Kopff*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé pour l'obtention des dépôts de zinc par la voie électrolytique.

211001. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Rafél, à Montpellier. — Poudre désinfectante T. Rafél perfectionnée, blonde et microbicide.

211002. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Marcellet, à Orange. — Appareil à balancier compensateur, système Marcellet, pour assurer la manœuvre par fils, à toutes distances, et à tension constante des aiguilles de changement de voie, des signaux fixes et dans toutes les applications de transmission de mouvement par fils.

211003. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Garnier, représenté par Lépinette et Rabifond, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Corset à forme mobile.

211004. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Ferrier fils, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Cartes-lettres à publicité.

211005. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; L. Pelletier et L. Perrin (société), représentée par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de robinet à clef fixe, avec arrêt ou sans arrêt.

211006. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Maurel, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Dispositions spéciales permettant le contresemplage des dessins sur les cartons Jacquart.

211007. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Bendel, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Compteur de liquides.

211008. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Bredin et société Meurer, Lamellet et Barral, représentés par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31,

à Lyon. — Application de l'impression (applications, rongeurs, enlevages, etc., blancs ou toutes couleurs) aux tissus teints en fils ou en pièces et chargés, en cet état, à n'importe quelle proportion.

211009. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Barton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Valve applicable aux cylindres de freins de wagons de chemins de fer et dans d'autres cas.

211010. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Meneau, représenté par la société Jacquelin et Barraud, à Paris, rue de Turbigo, n° 35. — Lieuse Meneau.

211011. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Cleuet, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Arrêt de persiennes en fer ou acier laminé, embouti et estampé.

211012. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Mac Intyre, représenté par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux boîtes et souliers.

211013. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Reverdy, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à décorer les fèves de café, de riz, etc., et d'autres fruits à cosses et à grains.

211014. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Defresne, à Paris, quai du Marché-Neuf, n° 4. — Emploi des huiles siccatives pour protéger mécaniquement les aliments et médicaments contre les liquides et retarder ainsi leur altération.

211015. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Cellier, à Paris, rue des Archives, n° 60. — Nouveau système d'ascenseur à crémaillère.

211016. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Kerr, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des sacs.

211017. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Bowles, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les scies.

211018. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Walker et Ibbets, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux rondelles lubrifiantes pour machines à tordre et à filer.

211019. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Wilson et Welsh, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements aux foyers de chaudières à vapeur.

211020. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Ziperowsky, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Montage élastique du moteur sur les véhicules de chemins de fer électriques.

211021. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Knight, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres.

211022. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Hart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à calculer.

211023. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1891; J. Cassé et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et moyen de fabrication multiple des rideaux à grande largeur.

211024. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Carré, à Cauffry par Liencourt (Oise). — Perfectionnements aux pompes à eau bouillante.

211025. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; Fernandez-Somellera, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné pour la fabrication des cigares.

211026. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1891; société de manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de dérivés du triphénylméthane.

211027. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1891; Leboyer, à Riom. — Appareil trieur spécial au dépouillement des votes au scrutin.

211028. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Egge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements à la méthode et aux appareils pour confectionner des articles moulés.

211029. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Wilcox, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à vapeur Compound.

211030. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Jeeves, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les râcle-tubes.
211031. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Flohr, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux accouplements automatiques pour voitures, trucks et wagons de chemins de fer et pour des véhicules de même nature.
211032. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Massonneau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction du sucre de betterave par la dessiccation et la diffuso-macération intermittente des cossettes, à basse température, avec ou sans carbonatation.
211033. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Morrin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur.
211034. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; Dupont et Pélissier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de boucle à coulant principalement applicable aux chaussures.
211035. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1891; A. Léonhardt et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de nouvelles matières colorantes bleues basiques et des matières premières nécessaires à leur fabrication.
211036. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Desplancq, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Nouveau fourneau pour fers à repasser.
211037. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Bevington, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux tubes de broches à filer.
211038. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Victor Planchon et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de pellicules transparentes et tendues pouvant être substituées au verre dans certaines de ses applications, et dénommées *pellicules tendues à bordure métallique*.
211039. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Deviras, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Engrenneur aspirateur applicable aux machines à battre.
211040. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Paréme fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cordage ferré.
211041. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Marcoux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de générateur à acide carbonique et moyens d'élever les liquides à l'aide de cet acide.
211042. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Harel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchon pour flacons permettant l'écoulement goutte à goutte.
211043. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Cassard, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel outil avec pointe perfectionnée pour détamponner les cylindres.
211044. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Boillot frères (société), élisant domicile chez le sieur Robert, rue Lorraine, n° 1, à Besançon. — Nouveau genre d'aiguilles de montre, dites *aiguilles magiques*.
211045. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Colin, à Lamarche (Côte-d'Or). — Transformation industrielle de l'acide nitrique à quarante degrés en acide nitrique quarante-huit degrés.
211046. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Vernet, rue de Colmar, à Dijon. — Nouveau système de cisaille à tôle à mouvement circulaire.
211047. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Reuter, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine Jacquard avec arrangement pour l'épargne des cartons.
211048. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Leos Badin et A. Escoffier (société), à Paris, rue Ravignan, n° 6. — Système d'appareil appelé *baromètre unicolore*.
211049. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Robert et Noirot (société), élisant domicile chez le sieur Delineau, à Paris, rue de Charenton, n° 204. — Système de pieds de table mobiles applicables à tous meubles à pieds.
211050. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Difetot, à Paris, boulevard de

- Magenta, n° 31. — Moyen de fournir de la lumière avec des tubes renfermant des essences.
211051. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Garnier, allée Mottien, à Bondy (Seine). — Marquise hygiénique articulée et adhérente aux voitures d'enfants.
211052. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Voie à crémaillère.
211053. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Imbs, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les continus à anneaux.
211054. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Coignet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour la construction des tunnels.
211055. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Rojestwensky, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Peinturage perfectionné pour toits, bâtiments, métaux, etc.
211056. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Werner, représenté par la société Aasi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés aux parapluies de tous genres.
211057. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Leduc, édisant domicile chez le sieur Laporte fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 69. — Système d'ouverture de châssis de comble de serre.
211058. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Létellé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fabrication du carbonate de soude, du carbonate de potasse, de l'acide muriatique et du chlorure de chaux par la soude ferrugineuse.
211059. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Monnier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à débiter et mesurer les liquides et notamment le lait, dit *mesureur de lait*.
211060. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 mai 1904) pris, le 29 janvier 1891, par Stott, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens d'imprégner l'eau ou le liquide déchargé des seringues.
211061. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Straubel, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de régénération des bougies filtrantes et notamment des bougies de filtres Chamberland.
211062. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Dabois fils, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de façonnage mécanique du pain.
211063. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Locamus et Astruc, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux laines.
211064. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; Morel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chauffage rationnel pouvant fonctionner, à volonté, par l'eau ou par la vapeur, applicable aux voitures de chemins de fer, à tous véhicules ainsi qu'aux habitations, serres, etc.
211065. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1891; C. Delescluse et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de blanchiment des fils de lin, de chanvre, jute, ramie, coton et autres matières textiles végétales.
211066. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Platiau, rue Corneille, n° 9, à Roubaix. — Appareil à démêler la laine à matelas.
211067. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Degaille, à Arès (Gironde). — Genre d'outil destiné à faciliter la pêche des huîtres à la main.
211068. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Mousseau père, rue Porte-Dijéaux, n° 103, à Bordeaux. — Foyer ou cubilot pour chauffage au charbon de houille des fours de boulangers, pâtisseries et charcutiers.
211069. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Picard, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Châssis photographique.
211070. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Heyer, représenté par Bettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Bouchon de bouteille à soupape.

211071. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Mésager, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Bec inextinguible pour les réchauds à l'alcool.
211072. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Morisson, Chagot et compagnie (société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau crochet à ressort destiné aux gants, chaussures, corsets et autres objets.
211073. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Manent (M^{lle}), à Paris, rue Saint-Marc, n° 25. — Procédé industriel exceptionnellement économique pour la transformation immédiate et directe, sans appareils spéciaux, des saumons de plomb en cèruse commerciale extra-couvrante.
211074. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Plessy, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Manche-porte-jumettes à ressort dit *le rapide*.
211075. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Hoser (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cloche sphérique pour lampes, à évidements circulaires.
211076. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Scheurer-Kestner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils de concentration de l'acide sulfurique à système mixte, platine fonte de plomb et à platine fonte.
211077. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Meimvielle, représenté par Lelièvre, à Paris, rue des Récollets, n° 31. — Système de monture à vis à des manches de balais et de brosses.
211078. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Manil, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chape en fer ou en cuivre laminé pour roulettes de meubles, lits en fer ou en bois.
211079. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Dumatheray, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Distributeur automatique perfectionné pour réchauds à gaz.
211080. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1891; Granjon, représenté par Lépine et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Pal avec corps en bois pour les besoins agricoles.
211081. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Colomer, rue des Gloriettes, n° 20 (Croix-Rousse), à Lyon. — Tissu dénommé *tissu Colomer*.
211082. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Lacollonge, représenté par Freyrier-Dubreuil et Javicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux procédés de clichage.
211083. Brevet de dix ans, 2 février 1891; Villand, à Goderville (Seine-Inférieure). — Pointe-crochet employée dans la couverture en ardoises.
211084. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Hérisson, à Nîmes. — Porte-jets en trois parties pour pulvérisateurs.
211085. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Aubarbier, rue de la Boétie, n° 3, à Périgueux. — Compteur de lumière électrique.
211086. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Schlepitzka, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à sonder activée par l'électricité.
211087. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Seyboth, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines frigorifiques.
211088. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; société dite *The Military Equipment Stores and Fortoise Tents Company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Poêle perfectionné à combustion lente.
211089. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Lowthime, représenté par la société Morillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les œils pour lorgnettes, télescopes binoculaires et autres instruments semblables.
211090. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Chateau père et fils (société), à Paris, rue Montmartre, n° 118. — Nouveau compteur d'électricité.
211091. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Moore, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rocherhouart, n° 17. — Perfectionnements apportés aux machines et aux appareils pour voler ou pour s'élever dans l'air.
211092. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Schmahl, représenté par la so-

ciété Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mode d'attache des manches aux brosses et balais de tout genre, permettant de les démonter sans difficulté.

211093. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Bethke, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton-agrafe perfectionné.

211094. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Fouché, à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 38. — Procédés pour la conservation des produits alimentaires.

211095. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Doumerc (les sieurs), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à refouler et souder les cercles des roues et les essieux.

211096. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Haitinger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau corps pour l'éclairage par incandescence.

211097. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Pouzet et Cheminard, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau couteau.

211098. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Ravinet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de parapluie pliant.

211099. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Reckenzaun, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les compteurs électriques.

211100. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1891; Gray, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des bandages à matelas d'air pour vélocipèdes et autres véhicules à roues.

211101. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Bebeli, allées Saint-Étienne, n° 31, à Toulouse. — Moyeu pour roue motrice de vélocipède, contenant deux mouvements dans un axe tubulaire et un axe plein avec leurs frottements et les engrenages.

211102. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Puntous, rue du Rempart, n° 17, à Toulouse. — Carte d'identité dite *l'indispensable*.

211103. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Finel, à Melun. — Appareil d'horticulture et de floriculture dit *cloche-abri*.

211104. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Desfonds frères (société), à Avignon. — Perfectionnement apporté aux fourneaux de cuisinières.

211105. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Chauffour, à Paris, rue des Martyrs, n° 97. — Nouveau système d'échelle en bois se fermant et se transformant instantanément en marchepied.

211106. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Distinguin, représenté par Lecoq, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouveau système de moteur.

211107. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Bodet, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle composition de savon de toilette.

211108. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Justin Landry et G. Beyroux (société), à Paris, rue Albouy, n° 19. — Nouvel accumulateur basé sur l'emploi de métaux divisés mécaniquement, principalement le plomb, les alliages et amalgames.

211109. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Blache, à Paris, rue Flatters, n° 4. — Machine à découper, rouler et introduire le tube en papier dit *bouquin* dans les cigarettes.

211110. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Bower, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lampes à gaz et cupératrices et aux verres employés dans ces lampes.

211111. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Haseloff, représenté par Dienaïde, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour la préparation d'une poudre de kola de bon goût.

211112. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Larcher, à Paris, rue de Meaux, n° 116. — Nouvelle machine à entailler les montants de persiennes dites *persiennes Larcher*.

211113. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Bouillon, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouveau produit décoratif dit *carton céramique*.

211114. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Reuse, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer les cigares et cigarettes.

211115. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Timmermans, représenté par la so-

ciété Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux tourelles rotatives à éclipse ou non.

211116. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Wakefield, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au freins de vélocipèdes.

211117. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Wuyts et van Bocxstaele (société), représentée par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de de pompe à pression d'air.

211118. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Wuyts et van Bocxstaele (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de pompes et tuyaux hygiéniques pour bière et tout autre liquide de consommation.

211119. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Royant, représenté par la société Matray frères à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel appareil orthopédique destiné à guérir les cors aux pieds, durillons, œils de perdrix, etc.

211120. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; société *Bovril limited*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau composé nutritif perfectionné.

211121. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; société *Bovril limited*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Composé nutritif et stimulant de matières animales et végétales.

211122. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Mercadier, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Bitéléphone à audition perfectionnée, léger et maintenu automatiquement contre les oreilles.

211123. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Huizer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de démarrage des voitures de tramways et autres véhicules à traction par chevaux.

211124. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; société anonyme de constructions mécaniques de Saint Quentin, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau circulateur de jus pour production de vapeur surchauffée destinée au chauffage ou à la concentration de nouveaux jus.

211125. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Miskolczy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de ruban métrique, inextensible et indéchirable.

211126. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Lochet et Découen (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Relevé-jupe.

211127. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Grosser, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Jouets.

211128. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Lindahl, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à déboucher les bouteilles, flacons, bocaux, etc.

211129. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Charlopin, à Paris, rue de Rennes, n° 98. — Machine thermique à air chaud et vapeur surchauffée, ou à gaz quelconque et vapeur surchauffée.

211130. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Moriondo (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau feutre dit *feutre hydrophile*.

211131. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Prüssmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système servant à opérer l'ascension et la descente verticale de fortes charges, telles que navires, ponts, trains de chemins de fer, etc., par l'intermédiaire de flotteurs.

211132. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Prüssmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compensateur à air servant à contrebalancer ou à équilibrer les variations de charge ou de pouvoir flottant d'un appareil flotteur plongeant et remontant et provoquées par la poussée ascendante qui se produit par la descente ou l'ascension des parties constitutives de l'appareil.

211133. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; de Ferre-Lagrange, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouveau mode de publicité spécialement affecté aux voitures de chemins de fer.

211134. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Gaillard, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 145. — Appareil dit *grand classeur déplier*.

211135. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Jaehne, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Procédé de fabrication d'un engrais superphosphaté.

211136. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Boulogne, à Paris, rue Lafayette, n° 189. — Nouveau système de tube métallique flexible.

211137. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Hooper et Moore, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les gants.

211138. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Renard, représenté par Poirot, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 92. — Perfectionnements apportés aux appareils de chauffage des fours de boulangerie, pâtisserie, etc.

211139. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Herrmann, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Parquet perfectionné.

211140. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Ollagnier, représenté par Lockert, à Paris, rue Loumel, n° 19. — Malaxeur horizontal à beurres et autres pâtes.

211141. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Burrell, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les signaux électriques.

211142. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Meneely, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux paliers à galet.

211143. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Killinger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux crochets destinés principalement à servir d'agrafes pour vêtements.

211144. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Devriès, à Paris, boulevard Hansmann, n° 39. — Allumage électrique des lampes à hydrocarbures.

211145. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; da Silva Menezes, de Barros Puzos, da Costa et da Silva Peres, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau moyen destiné à permettre de contrôler la perception de sommes de facile soustraction.

211146. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif destinés à opérer le mélange des métaux ou autres matières en fusion et à leur donner une homogénéité absolue.

211147. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Chase, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

211148. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Meyer, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour extraire l'aluminium des aluminates alcalins ou alcalino-terreux.

211149. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Pfister et Schmidt, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Robinet rotatif à soupape ajustable et dont le débit peut être réglé.

211150. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Wynkoop et Kemp, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil perfectionné pour la reproduction photographique par contact, méthode pour préserver le papier sensible et solution protectrice et adhésive employée dans ce but.

211151. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Loring, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteurs à ressort pour machines à coudre ou autres machines similaires.

211152. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; von Forell, représenté par Casalegers, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de ciment romain artificiel.

211153. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Mills, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la propulsion de navires.

211154. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Sautter, Maré et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils photo-électriques à poste fixe pour les forteresses et la défense des côtes.

211155. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Pflaume, représenté par la société

Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Thermomètre enregistreur clinique dit *thermographe Pilatte*.

211156. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; von Weichs, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Horloge universelle pour l'indication de l'heure par zones.

211157. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Léopold, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fermeture à ressort pour parapluies et autres de toute espèce.

211158. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Blassberg, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Godet élastique pour parapluie, rentrant dans lui-même.

211159. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Fontan frères et compagnie (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton perfectionné dit *l'élégant*, pour la chaussure, les gants, etc.

211160. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Honold, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour désargenter le plomb d'œuvre.

211161. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; *Writing Telegraph Company* (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux télégraphes autographes et aiguilles automatiques pour ces derniers.

211162. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Tabard, Cécillon et Chaput (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Velours trame avec envers soieries.

211163. Brevet de quinze ans, 3 février 1891; Sommier, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux bicyclettes, tricycles, etc.

211164. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Jeanmond, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau bouton à vis pour habillements.

211165. Brevet de quinze ans, 2 février 1891; Jourdain, à Mehun-sur-Yèvre (Cher). — Nouveau modèle de moufle fumivore destinée à la cuisson de la céramique en tous genres.

211166. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Lajoux, à Bazas (Haute-Garonne). — Nouveau système de vélocipède.

211167. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Ruffin, à Péronne. — Calorifère ou poêle mobile à feu continu, dénommé *le philanthrope*.

211168. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Rossel, rue des Sarrazins, n° 82, à Lille. — Appareil à composer et compter les cartes pour fils et autres cartonnages immédiatement à la sortie des machines à découper.

211169. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Minvielle, rue Conrad, n° 15, à Bordeaux. — Système de bouchage plombé pour bouteilles, flacons, bocaux, etc., dit *capsule de sûreté*.

211170. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Dupuy, à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 77. — Noyaux de charbon artificiel plus spécialement destinés au chauffage des voitures de chemins de fer.

211171. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; de Méritens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de métallurgie du zinc par l'électricité.

211172. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Anker, Bache et Backer, représentés par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Procédé et moyen pour le transport des navires sur des eaux situées à l'intérieur des terres ou pour leur transport au-dessus des bas-fonds.

211173. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Chevalier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de niveau à bulle d'air.

211174. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Cammiss, représenté par la société Ebner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les moules à briques.

211175. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Plavies, représenté par la société Ebner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Greffoir.

211176. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Hahlo et Liebreich (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnement de la mécanique Jacquard.

211177. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Moseley, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux zincs pour piles.

211178. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Schleich et Hanelzog, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé de fabrication de couleurs à l'eau inaltérables au moyen du sérum.

211179. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Collet, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à compression destinée à fabriquer les chevilles en bois et les coins pour coussinets de chemins de fer.

211180. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Mannesmann, représenté par Caslonga, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement extérieur de tubes et autres corps creux métalliques, dans le but de leur donner des épaisseurs différentes aux divers points de leur longueur.

211181. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Silberberg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme de remontoir avec dispositifs de sûreté pour protéger les organes du remontoir lors d'un remontage exagéré de la montre, et pour protéger le rouage de la montre lors de la rupture éventuelle du ressort du barillet.

211182. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Hubou et Eisenmenger, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 150. — Cheminée préservatrice des déjections de la locomotive.

211183. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Delion, représenté par Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coiffe de chapeau à bande mobile dite *bande mobile Delion*.

211184. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Schormann, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lanterne à voiture.

211185. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Lhuillier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouton démontable pour chemises, manchettes, etc.

211186. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Robert et Breton et Freudenberg (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tube à rallonge se fixant par crémaillère et mouvement de baïonnette.

211187. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Estienne, représenté par Thirion à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle mitrailleuse de cavalerie, système Prosper Estienne.

211188. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Kromer, représenté par la société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnement dans les bondes.

211189. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Laroche, à Paris, boulevard Exelmans, n° 112. — Filigranage du papier, soit en feuilles, soit en pâte, au moyen de rouleaux et plaques obtenus en métallisant, par la galvanoplastie, des corps non conductibles et susceptibles de reproduire les marques voulues.

211190. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Degorce, à Paris, rue de Rambuteau, n° 59. — Système de peigne tournant.

211191. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Sisco, rue Michelet, à Montreuil-sous-Bois (Seine). — Nouveau système de mors destiné aux chevaux.

211192. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Mathian (M^{re}), représentée par Mathian, à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 123. — Nouveau système de serrage applicable aux joints des tuyaux, chaudières, appareils quelconques, etc.

211193. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Robin et Dehaitre, représentés par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau procédé d'utilisation de la chaleur perdue dans les séchoirs au chauffage de l'eau et les appareils qui en résultent.

211194. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Gouts, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Emploi de sels neutres, simples ou composés, et de toutes substances fusibles, solubles ou cristallisables, pour remplacer la glace dans le patinage et les décorations artistiques.

211195. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Murat, à Paris, boulevard Mahéherbes, n° 66. — Crochets et tringles appliqués aux joints de verres dans la vitrerie.

211196. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 avril 1904) pris, le 5 février 1891, par Kirk et Lee, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines servant à finir les tissus de laine et autres.

211197. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Lifschütz, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour obtenir de la cellulose et de l'acide oalique des fibres végétales.

211198. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Silberberg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme de remontoir pour montres à fusée, avec débrayage fonctionnant automatiquement lorsque le remontage complet est effectué.

211199. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Sugar, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif destiné à égaliser automatiquement les feuilles de papier ou paquets uniformes pour imprimeries, papeteries, etc.

211200. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Koerting frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils de clairage du sucre dans les turbines au moyen de la poussière d'eau.

211201. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Lazerges, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements à la construction des bicyclettes, bicycles, tricycles, etc.

211202. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Fossard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareils destinés à la fabrication mécanique des articles de bourrellerie appelés *culerons*.

211203. Brevet de quinze ans, 5 février 1891; Dales, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils destinés à régler la vitesse des machines à vapeur.

211204. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Amstoutz, Grande-Rue, n° 55, à Besançon. — Encliquetage de montre mobile, ressort indépendant dit *incassable*.

211205. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Coq, rue Louis-Mie, à Périgueux. — Dresse-cartes nommé *l'Éclair*.

211206. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Rouchon, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Ressorts moteurs supprimant les pédales dans les machines à coudre.

211207. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Burg, faubourg Montmailler, n° 54, à Limoges. — Nouveau procédé de secrétage, sans mercure, des poils destinés à la fabrication des feutres.

211208. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Crooker, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédés et appareils nouveaux et perfectionnés pour finir les bords des talons et des semelles, les entre-deux et le dessous des bottes, bottines et souliers.

211209. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Lecordier, représenté par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau couleau à coulisse mobile pour éplucher et couper les légumes, fruits, etc.

211210. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Bérenger et Othon, représentés par la société Surry, Montaut et compagnie, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouvelle marmite économique à chauffage par agglomérés ou autres.

211211. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Berenger et Othon, représentés par la société Surry, Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Application d'un pètrin mécanique à un four ambulant, le pètrin étant mû à la main ou automatiquement par le mouvement même du véhicule portant les appareils.

211212. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Bradley, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Jeu nouveau ou jeu perfectionné de chance et d'adresse.

211213. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Fontaine, représenté par Gauthier et Bouichou, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 26. — Système de fabrication de clefs en aluminium comprimé.

211214. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Foster, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils évaporatoires et distillatoires.

211215. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Krnka, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux magasins des fusils à répétition.

211216. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Dondel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garde-feu extensible à coulisses hélicoïdales.

211217. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Rappolt, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle machine à faire des pilules.

211218. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Stringfellow, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication du gaz et dans les appareils employés à cet effet.

211219. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Stringfellow, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le traitement des hydrocarbures liquides.

211220. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Bickle, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Valve perfectionnée de perforateur de roches.

211221. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Kosinski et Kisielnicki, représentés par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Générateur de vapeur Sampo.

211222. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Morin, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Support de lampe.

211223. Brevet de quinze ans, 6 février 1891; Herder, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Machine à laver les copeaux servant à la clarification de la bière.

211224. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Roy, à Paris, rue Louis-Blanc, n° 55. — Appareil à évaporer à air libre ou dans le vide, à marche continue, à simple effet ou à effets multiples.

211225. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Humbert et Debost, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain n° 30. — Anti-ticqueur, système Humbert et Debost.

211226. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Kuess, à Paris, rue Bayen, n° 24 quater. — Alambic à bain-marie pour la distillation de l'essence de térébenthine (la gomme) et de l'huile de résine (colophane).

211227. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Ser, rue des Entrepôts, n° 1. — Saint-Ouen (Seine). — Volant à rotation continue par le déplacement successif des contre-poids sur les rayons.

211228. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Smitter, de Saint-Quentin, Veronge, de la Nux et de Thieret, à Paris, rue Labat, n° 48. — Système circulaire à billes supprimant dans les bicyclettes, tricycles, quadricycles etc., l'axe et les manivelles des pédales et portant l'attache des pédales sur les jantes des roues d'après le système Smitter.

211229. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Vincent, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 22. — Procédé d'extraction, par déplacement, des liquides imprégnant une substance solide.

211230. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Juel et Ryan, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareils pour le nettoyage continu de la cellulose.

211231. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Hazeltine, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Méthode et appareil pour prolonger la durée des charbons dans les lampes électriques à arc.

211232. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Gompel frères (société), à Paris, rue des Fontaines-du-Temple, n° 7. — Système de chemise dite *dossier français*.

211233. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Roussan et Zimmermann, représentés par la société Surry, Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvel assemblage de pieds de table à montage et démontage instantanés.

211234. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Lavollay et Mittau, représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouvelle lampe à arc électrique.

211235. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Sartore, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Crochets à tringle pour l'agrafer des vitres.

211236. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Buisson, représenté par Dobler, à Paris, rue du Foin, n° 8. — Nouveau système de paliers oscillants dits *paliers-boules*.

211237. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Buisson, représenté par Dobler, à Paris, rue du Foin, n° 8. — Nouveaux laminoirs automatiques pour fils métalliques.

211238. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Ekströmer et Mörner, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Disposition des appareils pour monter et démonter les tyres du matériel roulant des chemins de fer.

211239. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; de Meyer, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Batterie électro-médicale portable.

211240. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Esché et Krizek, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle colle minérale pour peinture à la colle, et son mode de fabrication.

211241. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Sebor et Schulz, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'assemblage des courroies de transmission.

211242. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; Branche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de machine à percer et à aléser les métaux.

211243. Brevet de quinze ans, 7 février 1891; société dite *Actien-Gesellschaft für Anilin fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'application du para-amidophénol, du para-amidocrésol et de leurs dérivés substitués comme développants dans la photographie.

211244. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Primet (les sieurs), représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la fabrication des colliers de chevaux.

211245. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Dérobert, représenté par Lépinette et Rabilloud, à Paris, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau genre de remise et sa fabrication.

211246. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; H. Bertrand et Volatier (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau tissu crêpe et grenadine donnant des effets particuliers de glacé.

211247. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Brasseur, à Charleville. — Appareil balayeur racleur à bras, système Brasseur, et divers instruments à y adapter.

211248. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Totot, à Nivier-au-Cour (Ardennes). — Système d'arrêt de persiennes, mains, marteaux de portes, etc.

211249. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Bouvry, à Chézy-en-Arzois (Aisne). — Poulain de courses ployant nommé *poulain articulé Bouvry*.

211250. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Wagnon fils, représenté par la société Druenes et Lamblin fils, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés au dallage minéral.

211251. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; L. Wallays et L. Nisse (société), représentée par la société Druenes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés à l'impression des tissus.

211252. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Dhalluin-Varrasse, à Nouveaux (Nord). — Appareil à goudronner et à dégoudronner les fûts de brasserie.

211253. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Grimaud, rue de la Grande-Musse, à Chantenay (Loire-Inférieure). — Nouveau système de croisées.

211254. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Gronimus, à Longlaville, commune de Merseange (Meurthe-et-Moselle). — Produit industriel dénommé *Hydromelléide Gronimus*.

211255. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Mouton, représenté par Fiderlay, à Paris, rue de Steinkerque, n° 13. — Disposition nouvelle et particulière pour poignées de malles et autres, marteaux de portes et tous articles similaires dont le montage s'opère en fixant la pièce.

211256. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; société du familistère de Guise, Dequenue et compagnie, élisant domicile chez le sieur Hébert, à Paris, rue Castex, n° 12. — Nouveau dispositif dans les réservoirs de chasse pour water-closets, appareils inodores, etc.

211257. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Paumier, représenté par Guillemain, à Paris, rue de la Harpe, n° 15. — Nouveau produit propre au brûlage et à l'enlèvement des vieilles peintures, dénommé *enduit Paumier*.

211258. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; société *Geneva Optical Company*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les instruments servant à mesurer les lentilles.

211259. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Aebly, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à décortiquer le riz.
211260. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Moisant, Laurent, Savey et compagnie, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 20. — Nouvelle foreuse automatique simple ou multiple.
211261. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Jackson, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux agraies pour cotirtoies.
211262. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Revollier, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé de fabrication de faux et de faucilles.
211263. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Getten, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Tondeuse universelle automatique avec ou sans billes, système G. Getten.
211264. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Desmaretz, à Paris, boulevard de Belleville, n° 29. — Appareil bouilleur d'acide à dérocher, système Desmaretz.
211265. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Ferron, à Paris, rue de Vaugirard, n° 90. — Nouveau filtre inengorgeable, à nettoyage automatique par pression d'eau ou avec appareil intérieur.
211266. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Dehaitre, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à battre ou secouer les écheveaux de coton, de lin, etc.
211267. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Guyot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Lingotière à couler creux.
211268. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; société dite *Actien Gesellschaft für anilinfabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de matières colorantes rouges.
211269. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Bonamy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux métiers chaines.
211270. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Viehofer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de fermeture pour corsets, dit *auto-ouvreur*.
211271. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Brown, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour battre les œufs.
211272. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Ackroyd (les sieurs) et Willoughby, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la méthode et les appareils pour effectuer ou augmenter la combustion de la fumée des fourneaux des chaudières à vapeur et autres, ainsi que pour utiliser et transmettre la chaleur produite dans ces fourneaux, afin d'économiser le combustible et d'augmenter le tirage.
211273. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Bryan, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil servant à couper automatiquement des circuits électriques au moment où leur intensité dépasse certaines limites.
211274. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Decoufflé, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau transporteur des tubes dans les machines à cigarettes.
211275. Brevet de quinze ans, 9 février 1891; Weiss, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers mécaniques à broder.
211276. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 janvier 1905) pris, le 9 février 1891, par Calvert, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chambres photographiques.
211277. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Redderqvist, rue Thiers, n° 18. à Marseille. — Guide automatique et de précision pour machines à coudre.
211278. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; Doury père et fils, à la Croix-aux-Bois (Ardennes). — Appareil de natation appelé *la nageoire*.
211279. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Penard, à Lormont (Gironde). — Frein de voiture au pied fonctionnant avec un modèle spécial de patins en caoutchouc souple.
211280. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Sudan, à Paris, rue de Bagnollet, n° 60. — Article de construction (poulie en fer).
211281. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Seifried, représenté par la société

- Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans le mode de construction des machines à écrire.
211282. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Bond, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouveau jeu ou jouet.
211283. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Westinghouse junior et Schreuder, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système d'appareils pour la manœuvre des aiguilles et des signaux de chemins de fer.
211284. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Myers, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Outil multiple.
211285. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Hebblewaite, Kay et Stelfox, représentés par la société Assi et Genès, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de bandages de roues.
211286. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Luyers, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouveau frein continu à air comprimé, automatique, à action instantanée et simultanée transmise par l'électricité ou par l'air comprimé, seul frein applicable aux trains de marchandises, l'action variant selon le poids variable.
211287. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Carter, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à humecter le tabac.
211288. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Taylor, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareils compteur et mélangeur de gaz.
211289. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Soulerin, représenté par Lesourd, à Paris, rue Marsollier, n° 4. — Perfectionnements dans les freins continus pour chemins de fer.
211290. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Zimer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements apportés ou applicables aux appareils à pédale motrice.
211291. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Williamson, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle machine pour enrouler et emballer les cercles de bois qui servent au cerclage des tonneaux, barriques, etc.
211292. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Smith, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Installation pour le transport pneumatique, l'emmagasinage hermétique et la conservation naturelle des produits alimentaires.
211293. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Flanigan et Grimes, représentés par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Charrette à bascule.
211294. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Blanchard, à Paris, rue Saint-Charles, n° 83. — Nouveaux jouets appelés *ballons-raquettes*.
211295. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Scollay, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication de la peinture.
211296. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Bloch, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Semelle pneumatique.
211297. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Keller, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Combustible nouveau.
211298. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Seaver, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareils perfectionnés pour la teinture des chapeaux et autres articles de paille tressée.
211299. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Lambert et société Campionnet et compagnie, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvelle machine à imprimer sur métaux et en particulier sur les feuilles de fer-blanc.
211300. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Derudder, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Socle pour jet-d'eau de croisées, châssis, portes, etc.
211301. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Wiesner, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les machines à laver à moulinet pour raves, chicorées, etc.
211302. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Mannesmann (les sieurs), repré-

soutenue par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Installation pour la transmission de la force motrice au moyen de conduites distinctes, pour air comprimé et pour gaz combustibles à haute tension ou pour liquides combustibles.

201303. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Richardson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour fixer les boutons sur les vêtements et autres articles.

211304. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; de Changy (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la séparation électrolytique directe de l'étain, des régénérés de fer-blanc et autres déchets analogues.

211305. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Heppenstall, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les robinets à gaz.

211306. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Martinot (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les sècheurs pour draps.

211307. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Randall, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux allume-feux.

211308. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Dunlap, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication des tapis-velours ou moquettes à dessins.

211309. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Garnier, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boucard-houe pour l'arrachage de la pomme de terre, la culture du tabac, etc.

211310. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; société dite *The Johnson-Crane Mattrix Company*, représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine pour la production de surfaces d'impression.

211311. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Hyppolite Vuillard et fils (société), représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de pipe à fumer.

211312. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Santenard, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Compteur horo-kilométrique pour voitures publiques, système F. N. Santenard.

211313. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; André, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Vanne autoclave à joint élastique.

211314. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; Church, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les tiroirs des machines fonctionnant au moyen de la vapeur ou d'un autre fluide sous pression.

211315. Brevet de quinze ans, 10 février 1891; société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de matières colorantes basiques vertes, bleues et violettes.

211316. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Bonnot, à Montceau-les-Mines. — Porte-lanterne nouveau modèle.

211317. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Danger, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine à fabriquer des enveloppes de lettres.

211318. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Mandrès, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Pantalon sans bretelles à ceinture libre.

211319. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Breton et Bricourt, représentés par Charroppin, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 128. — Porte-allumettes articulé et se logeant sous la table.

211320. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Grube, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fourneau à gaz perfectionné.

211321. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Zeitler, représenté par la société

Elser et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour la fabrication de céreuse.

211322. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Escoffier et Mollois, boulevard Saint-Eloi, n° 10, à Choisy-le-Roi (Seine). — Monte-charge à chaîne sans fin.

211323. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Heraeus, représenté par Danser, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à concentrer les acides.

211324. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Muller (M^m), représentée par Danser, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements apportés aux appareils pour nettoyer les fenêtres.

211325. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Sizler, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 235. — Nouveau procédé pour faire le paillasson.

211326. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Finot, à Paris, rue Legendre, n° 108. — Nouvelle méthode d'électrolyse.

211327. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Laidlaw, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à cintrer les tubes.

211328. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Hargreaves, Scranton et Portier, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils destinés à la carburation de l'air.

211329. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; société anonyme des usines et fonderies de Saint-Ouen-Vendôme (Loir-et-Cher), représentée par Wattier, à Paris, de Mazargan, n° 5. — Obturateur-jaugeur pour prise d'eau.

211330. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Lissagany, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication, par synthèse, de l'eau-de-vie de vin.

211331. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; société dite *Oesterreichische Waffenfabriks Gesellschaft*, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Extracteur pour armes à répétition à cartasse mobile.

211332. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Caille (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés et appareils de fabrication des eaux gazeuses, permettant de réduire la force motrice employée pour cette fabrication.

211333. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Howard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour découper des bandes ou feuilles de liège de toutes dimensions voulues.

211334. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; société dite *The International (Giffard) Gun and Ordnance Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fusils ou carabines et autres appareils actionnés par des gaz comprimés ou liquéfiés.

211335. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Bernet-Charoy, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux scarificateurs, extirpateurs, cultivateurs et déchaumeuses.

211336. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Béla-Kreith, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bretelles perfectionnées.

211337. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Bernet-Charoy, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ages, flèches ou haies en fer pour instruments aratoires.

211338. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Dathe et Hönicke, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lame de tissage à lisses en fil d'acier.

211339. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Dierman, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements au circuit magnétique des dynamos.

211340. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Dietrich, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme pour détacher, arrêter et faire répéter un grand marteau ou un fort mouvement remplaçant une grande horloge.

211341. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Lucien Arbel, ses fils successeurs (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés dans la fabrication (système Arbel) des roues

pleines nervurées, en métal, fer ou acier, forgé en matrices, sous un marteau-pilon ou une presse, et dénommées *roues pleines nervurées anti-poussières*.

211342. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Cutter, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à clouer les chaussures.

211343. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Malézieux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau moyen de traitement des matières quelconques, liquides ou boueuses, contenant des sels susceptibles de se volatiliser, telles que les eaux d'égout et matières de vidanges.

211344. Brevet de quinze ans, 11 février 1891; Hagen, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fixe-tapis.

211345. Brevet de cinq ans, 7 février 1891; Morlot, à Liancourt-sous-Clermont (Oise). — Instrument à l'usage des tailleurs d'habits nommé *le cambreur universel*.

211346. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Roubertie, rue de Soissons, n° 54, à Bordeaux. — Procédé et appareil de dosage de l'alcool dans les vins.

211347. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Gillet et fils (société), représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à teindre ou cuire les tissus au large par mouvement alternatif.

211348. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Manhes, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé de traitement des cuivres aurifères et argentifères.

211349. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Pellerin, quai Richebourg, n° 9, à Nantes. — Réduction des résines.

211350. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Young (les sieurs), représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements dans les lampes à huile.

211351. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Witthaus, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Machine pour coudre des soutaches et des rubans, etc., sur des étoffes, en figures et garnitures variées.

211352. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Heilmann, à Cannes (La Bocca). — Nouvelle meche de sûreté pour mines, carrières, etc.

211353. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Guignet et Blœmendaal (D^{ns}), représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Moteur dit *adomoteur Guignet*.

211354. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Rôber, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à faire les noyaux des moules de fonderies.

211355. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Bube, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositif pour fixer les cahiers dans des couvertures, de manière à pouvoir les enlever.

211356. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Schumann, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau système de poêle à charge et à combustion réglée.

211357. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Hradil, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Procédé augmentant la formation des cellules dans tous procédés de fermentation.

211358. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Blum, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 20. — Procédé de fabrication d'un gaz acide carbonique et hydrogène propre à l'éclairage, le chauffage et la force motrice.

211359. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; société dite *Maschinenbau aktiengesellschaft, vorm. Breitfeld Danek und Company*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Filtre pour les jus bruts des sucreries.

211360. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Bancroft, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les châssis ou cadres destinés au transport des velours et autres tissus garnis de poils.

211361. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Heideilmann, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux machines françaises à tricoter rond avec régulateur de fil commandé par la roue mailleuse et avec roue à fil marchant à mouvement libre.

211362. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Siemens et Halske (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Indicateur électrique d'inaccessibilité de voie.
211363. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Grimshaw, représenté par Menons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Appareil perfectionné pour consommer la fumée dans les foyers.
211364. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Chevillard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de courroie de sûreté.
211365. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Hedicke, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Chambres ou locaux produisant des illusions optiques.
211366. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Baumgarten et Thompson, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux dispositifs pour tailler les crayons, les pastels, etc., et pour protéger leurs pointes taillées.
211367. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Lalique, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint Denis, n° 1. — Nouveau procédé de fabrication des émaux.
211368. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Richardson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à l'usage de l'électrolyse.
211369. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Richardson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le mode de production, par électrolyse, de la soude caustique, de la potasse caustique et d'autres produits, à l'aide de leurs sels.
211370. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Canet, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements et dispositions nouvelles dans les appareils élévatoires particulièrement destinés au levage et au montage des canons et affûts.
211371. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Planche (M^{re}), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Feuille-enveloppe pour faire-part, circulaires, avis, etc.
211372. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; de Velna et Lagoutte, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné de solidification des huiles minérales quelconques et leur adaptation à la fabrication de briquettes combustibles et distillables.
211373. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Weatherburn, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garniture semi-métallique pour boîtes à étoupes.
211374. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de nouvelles matières colorantes.
211375. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Newmann, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les clefs pour tuyaux.
211376. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Chabert et Rolland, cours Berriat, n° 141, à Grenoble. — Système de jalousies à relevage automatique et silencieux.
211377. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Diederichs, à Bourgoin (Isère). — Construction et application d'un chalumeau à gaz à l'inflammation des mélanges détonants.
211378. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Dufour et Sartre, cours du Médoc, n° 142, à Bordeaux. — Scie circulaire horizontale pour faucher.
211379. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Sens, place Gambetta, n° 19, à Bordeaux. — Appareil destiné à constater l'heure d'arrivée des pigeons voyageurs, dénommé *le constateur de la société colombophile de la Gironde*.
211380. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; Brulin et Rebours, à Paris, rue de Rivoli, n° 42 (hôtel de la Gironde). — Nouvelles dragées, dites *dragées lactées*.
211381. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; Hall, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les maillons détachables composant les chaînes conductrices des élévateurs et appareils analogues.
211382. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; Cauderay, représenté par la so-

ciété Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailif, n° 11. — Compteur à air, vapeur ou autre fluide.

211383. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; société dite *The Pratt and Whitney Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à forer les canons des armes à feu.

211384. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; société dite *The Pratt and Whitney Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à rayer les canons des armes à feu.

211385. Brevet de quinze ans, 13 février 1891; G. Desaché, Blin et fils (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de séchage et d'aération des cuirs et peaux.

211386. Brevet de dix ans, 17 février 1891; Roch, rue des Deux-Frères, n° 16, à Béziers. — Appareil dit *générateur mécanique d'énergie électrique*.

211387. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Kémentzy junior, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Assemblage de tuyaux pour le chauffage à la vapeur des voitures à voyageurs de chemins de fer.

211388. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Fellowes, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau brûleur pour hydrocarbures.

211389. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Collet (M^{me} veuve), représentée par Lacombe, à Paris, rue Paradis, n° 38. — Jeu dit *sabot universel*.

211390. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Szabó, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Modifications dans les lampes à pétrole.

211391. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Szabó et Deutsch, représentés par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Indicateurs des chemins de fer et des bateaux à vapeur sous forme de carte géographique.

211392. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; société anonyme des horloges et pendules électriques, représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil contrôleur de courant électrique.

211393. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Bain, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau système de tondeuse humaine.

211394. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Passburg, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareils de sûreté destinés à empêcher l'emballage des machines motrices.

211395. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Davis (les sieurs), représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements à la fabrication de la chlorine.

211396. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Decher (M^{me} veuve), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour conduire la forme pendant le battage et l'étalage du métal et du métal en lame.

211397. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Ricarde-Seaver, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans les torpilles et projectiles explosifs.

211398. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour l'introduction de matières solides (ribbons, déchets, etc.) dans les bains de métaux en fusion.

211399. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Leplanquais, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'articulation pour tous genres d'instruments et outils à deux branches.

211400. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Production de matières colorantes azoïques jaune-orange à brun pour teinture et impression.

211401. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Némon, à Paris, rue des Gâtines, n° 21. — Produit isolateur et son application aux accumulateurs et à tous les appareils électriques.

211402. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Goeseels, représenté par Arme-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de chauffage à saturation et à réservoir à circulation d'eau, avec étuve chauffe-linge.

211403. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Mouton, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des ressorts pour sommiers, fauteuils, etc.

211404. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Nousbaum, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de piano à clavier postérieur avec clavier antérieur amovible.

211405. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; société nouvelle de constructions, système Tollet, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'ossature métallique à assemblages mobiles pour constructions.

211406. Brevet de quinze ans, 14 février 1891; Schilling, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux boîtes à musique et autres instruments.

211407. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Bedel, rue Valhubert, à Avranches. — Tendeur d'intérieur de capotes pour voitures, dit *l'indispensable*.

211408. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Malbec et Serpaud (société), à Béziers. — Nouvelle brique à plancher.

211409. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Fleurant, rue de Lyon, à Mâcon. — Porte-foret pour vilebrequin et machine à percer.

211410. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Caracciolo, à Roche-lès-Beaupré (Doubs). — Procédé et appareil destinés à récupérer et condenser les gaz d'éther purs ou mélangés d'air.

211411. Brevet de dix ans, 20 février 1891; Dumoulin, à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais). — Nouveau système automoteur par le poids appliqué aux vélocipèdes.

211412. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Picquetet (les sieurs) et Lefebvre, à Paris, rue Denfert-Rochereau, n° 33. — Ventilateur mobile pour l'aération des locaux de toutes destinations.

211413. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Héloüis et Guérin-Desjardins, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 13. — Nouvel appareil et procédé servant à recueillir l'ammoniaque dissoute dans de grandes masses d'eau, et les matières fertilisantes des eaux vannes, urines, purins, etc., et nouvel emploi de l'acide pyrolygneux brut.

211414. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Lagrange, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 39. — Épuration des eaux résiduaires des sucreries, etc.

211415. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Zander, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Verrou automatique pour portes, fenêtres, etc.

211416. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Tricotet, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 50. — Ressort intérieur pour ouvrir ou fermer les porte-monnaie, bourses, blagues, portefeuilles, etc.

211417. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Charpentier, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil perfectionné applicable aux machines servant à la fabrication de la lisse métallique pour les différents besoins de l'industrie.

211418. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Pécheux, à Paris, rue Visconti, n° 24. — Roulette pour meubles.

211419. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Castner, représenté par Menmou, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans la fabrication du sodium et du potassium.

211420. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Eck, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lampe différentielle à arc voltaïque, système Eck-Drapier.

211421. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; de Houssey de Sales, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Crampon à ailettes.

211422. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Calberla, Fitz et consorts (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et appareils nouveaux pour stériliser les liquides.

211423. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Schoenner, représenté par la société Marillier et Robetet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau jeu à sujets mobiles.

211424. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Croizette, représenté par la société Marillier et Robetet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau semoir métallique mobile perfectionné.

211425. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Walleiser (M^{re}), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Appareil d'inhalation, de désinfection et de pulvérisation par la vapeur.

211426. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Gérard, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans la fabrication du charbon de tourbe.

211427. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur électrique permettant de régler automatiquement les courants.

211428. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Pincon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle tuile, dite *tuile idéale*.

211429. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Ferry, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de chaussure à lacets fixes.

211430. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Kupper, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine perfectionnée à boucher les bouteilles.

211431. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Néret, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vitrail à prises d'air.

211432. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Fabian, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de polycopie.

211433. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Hartung, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnement des soupapes en vis pour indicateurs de niveau d'eau.

211434. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Timmis et Walenn, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveaux moyens destinés à empêcher l'échauffement à l'excès des armes à feu pendant le tir.

211435. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Trouvay, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rasette à lames interchangeables.

211436. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Barthélemy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cannelle à tube adducteur d'air.

211437. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Gessner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines à bouter les cartes.

211438. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Pillard et Grosselin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans le procédé d'épuration et de dégraissage des déchets de laine.

211439. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; compagnie parisienne de couleur d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'impression à l'enlavage de couleurs azoconjuguées sur fond indigo.

211440. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 juillet 1904) pris, le 16 février 1891, par Parsons, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 54. — Perfectionnements dans les appareils de commande et de réglage des machines à vapeur.

211441. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Coignet et compagnie (société), représentée par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à la mise en bâtons du phosphore.

211442. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Hocedé du Tremblay, élisant domicile chez le sieur Piston, quai de Jâyr, n° 4, à Lyon. — Marmite militaire de campagne.

211443. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Hocedé du Tremblay, élisant domicile chez le sieur Piston, quai de Jâyr, n° 4, à Lyon. — Sac militaire.

211444. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Jarricot, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux mandrins servant à sertir et river des tubes.

211445. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Naegelin, représenté par le sieur

Bretton, rue Cité-Delaussalle, à Villeurbanne (Rhône). — Brouette perfectionnée à bielles parallélogrammiques et son application à certains outils d'agriculture.

211446. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Gillet, rue Cuvier, n° 69, à Lyon. — Nouveau moteur à gaz à deux temps, dit *le centrifuge*.

211447. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; David (les sieurs), représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Percage réduit pour cartons de jacquard.

211448. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Marmonier, rue du Château, n° 63, à Lyon. — Force motrice pouvant être utilisée indéfiniment sans dépense, et appareil pour l'application de cette force motrice aux moteurs de tous systèmes.

211449. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Marmonier, rue du Château, n° 63, à Lyon. — Joint étanche.

211450. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Delorme et Perrachon, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Perfectionnements aux sangles tournants des lisages.

211451. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Lenoir, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux carburateurs à gaz.

211452. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Charpy, rue Paul-Bert, n° 97, à Lyon. — Mouvement perpétuel Charpy.

211453. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Fressinet et Angeras, rue de Montaudo, n° 11, à Saint-Étienne. — Système de battants s'adaptant aux métiers à tisser.

211454. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; de Pallarès, rue Joseph-Autran, n° 6, à Marseille. — Mécanisme de fusil à répétition.

211455. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Gallet, représenté par Jaume, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 212. — Nouveau genre d'anse métallique pour seaux et récipients de toute nature.

211456. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Roy, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Brosse à dents rotative perfectionnée.

211457. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Hansen et Schmidt, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Tour à ovale.

211458. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Barton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour utiliser les déchets de cuir et les employer à la fabrication des revêtements pour les planchers, les murs et les plafonds.

211459. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Jaeger et Fischer (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux parapluies.

211460. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Exner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les tuyaux de drainage.

211461. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Arnold, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la construction de freins et de butoirs de voitures de chemins de fer.

211462. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Coffee, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à enlever les tiges des feuilles de tabac.

211463. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Duroy, représenté par Albert Duroy, rue Voltaire, n° 63, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau produit chimique, l'*iodure d'antipyrine*, destiné à remplacer les mordants en usage pour la gravure sur métaux.

211464. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Stovell, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Perfectionnements dans l'éclairage des tables et autres meubles semblables par l'électricité.

211465. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Williams, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication du fil métallique.

211466. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Stover, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

211467. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Granville, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

211468. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Bovagniet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine pour utiliser la vapeur et les gaz comprimés.

211469. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; d'Auria et Robert, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnement apportés aux machines de pompes à vapeur à action directe.

211470. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Ruffier et Scheffer, à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 126. — Perfectionnements apportés dans le moulage du ciment métallique et autres mélanges plastiques analogues.

211471. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Mesetti, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux instruments musicaux, dits *ocarinas*.

211472. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Zalaznik, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux parapluies dits à *gouttière*.

211473. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Williams, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Composition applicable au pavage, à la toiture ou à d'autres parties de la construction des bâtiments.

211474. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Purbeck, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des briquettes de charbon.

211475. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Sanford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux brûleurs d'huiles et d'hydrocarbures, et plus spécialement applicables pour brûler les gaz naturels.

211476. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Sanford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils servant à la fabrication du gaz d'huile de pétrole.

211477. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Dalloz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de perforateur.

211478. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Goodman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux rubans et tissus élastiques.

211479. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Eisfeld, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cuisinière à alcool.

211480. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Artigollo, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Flacon avec bouchon en verre, porcelaine, faïence ou autres matières céramiques, à fermeture hermétique par pression et mouvement de baïonnette, et à ouverture facile.

211481. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; société dite *K. K. Statistische Central Commission*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les moyens de confectionner des tableaux de statistique.

211482. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Weston, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les instruments destinés à mesurer l'électricité.

211483. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Tinessé-Bréart, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle machine à jabler, feuillure et chauffer toutes espèces de fûts et cuves.

211484. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Bouillant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la diffusion pour l'extraction des jus sucrés de la canne, de la betterave, etc.

211485. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Moore, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les pompes *compound*.

211486. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Moore, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les pompes *compound*.

211487. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Paraire, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur thermique à surcompression.

211488. Brevet de quinze ans, 17 février 1891; Bourraux frères (société), repré-

sentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de hochet à tête libre.

211489. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Tascher (les sieurs) et Monis, cours Saint-Médard, n° 52, à Bordeaux. — Enveloppe inviolable en gutta-percha à plis soudés autogéniquement.

211490. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Tascher (les sieurs) et Monis, cours Saint-Médard, n° 52, à Bordeaux. — Enveloppe mobile à sceau métallique.

211491. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Bourdin, à Paris, boulevard d'Italie, n° 113. — Système d'agrafes à poulies, applicables à tout usage.

211492. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Hivert et Sereno, à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 14. — Appareil automoteur.

211493. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Thuillard, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 206. — Four-maréchal roulant à l'usage de l'armée pour la fabrication des fers à cheval.

211494. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Thuillard et Raffaëlli, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 206. — Cylindres de laminoirs à étirer, renfler, estamper, trancher, percer, avec ou sans réchauffe, les fers ou aciers en cours de laminage et toutes pièces laminées produites par ce système.

211495. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Haessler et Biffard (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Graisseur économique pour cylindres de machines à vapeur.

211496. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Enout, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau fourneau à gaz d'essence de pétrole.

211497. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Meyer, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés à l'accouplement des tuyaux d'écoulement avec les déversoirs.

211498. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Streubel, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de purification des bougies ou des filtres employés dans le filtrage des vins, alcools, etc.

211499. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Chappell, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de moteur perfectionné.

211500. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Henckels, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ressort à décliquer pour ciseaux et autres outils.

211501. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Koerting frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux condenseurs à jet d'eau, système Koerting.

211502. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Gaiffe fils et société F. Casassa fils et compagnie, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de sondes, bougies, canules et autres instruments analogues en caoutchouc durci flexible.

211503. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Sturm, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de tuile plate creuse et son procédé de fabrication.

211504. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Michel, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil destiné à amorcer les siphons.

211505. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Vanoutryve et Lepainteur, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chenilleuse graphique imprimieuse.

211506. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Garzia, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil de démarrage applicable à tous genres de véhicules.

211507. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Bowing, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements à la fabrication de combustibles au moyen de charbon menu et de matières similaires et en obtenant des produits goudronneux.

211508. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Dierrman, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur d'électricité.

211509. Brevet de quinze ans, 18 février 1891; Bellis, représenté par la société

Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des garnitures pour les bords des tissus.

211510. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; des Moutis, à Périgueux. — Système d'agrafes métalliques permettant de fixer au lattis les tuiles à emboîtement de tous modèles.

211511. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Vandame (M^{me} veuve), représentée par Romey, rue du Luxembourg, à Roubaix. — Machine à parer un seul côté d'étoffe.

211512. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Lefèvre, à Vauxrot, commune de Cuffies (Aisne). — Chaussures dites *bottines système Lefèvre*.

211513. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Becker, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Dispositif pour détacher des chaînes, des courroies, cordages d'attelage, etc., de leurs attaches.

211514. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Marlow, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Nouvelle machine pour tailler, doucir et polir les glaces et les cristaux.

211515. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Bourguignon, à Paris, rue Fromentin, n° 1. — Clapet à percussion centrale, évitant les coups de bélier et permettant de démonter le robinet sans avoir à arrêter l'eau en charge, et perfectionnement du percuteur en un percuteur ovoïde à emboîtement.

211516. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Desmaroux, représenté par de Laharpe, à Paris, boulevard de Magenta, n° 156. — Moteur aéro-dynamique, appareil hydraulique sans consommation de liquide et ses applications.

211517. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1891; Gourgaud, à Paris, avenue de l'Opéra, n° 44. — Niveau à deux bielles.

211518. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1891; Fey (les sieurs), représentés par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Table-vitrine.

211519. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1891; Couilbaud, rue Crochardière, n° 15, au Mans. — Nouveau système d'obturateur d'air dit *obturateur Couilbaud*.

211520. Brevet de quinze ans, 4 février 1891; Portal, rue Larrey, n° 40, à Tarbes. — Garde-manger.

211521. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Gouttes, à Castelnaudary (Aude). — Aérostat métallique se dirigeant par sa force ascensionnelle et descensionnelle, et moyens mécaniques propres à assurer cette direction.

211522. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Filiat, rue Chauvin, n° 2, à Nîmes. — Niveau de cheminée dit *le facile*, se relevant par compensation de poids.

211523. Brevet de quinze ans, 16 février 1891; Brillon, aux Maisons-Rouges-d'Iverdon (Loir-et-Cher). — Système de force de balancier moteur.

211524. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Fauris et Vernay, au Pouzin (Ardèche). — Purgeur automatique d'eau de condensation.

211525. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Jaunez, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau procédé d'application galvanique des métaux sur toute substance organique.

211526. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Spitzer, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour l'amélioration de l'ouïe.

211527. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Nadar, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lampe au magnésium à feu continu ou intermittent, dite *héliographe*, système Nadar.

211528. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Lévieux, représenté par Perron, rue de Cormeille, n° 63, à Levallois-Perret (Seine). — Machine verticale à deux plateaux manométriques et sans levier pour essayer les matériaux aux efforts de flexion, traction et compression.

211529. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Sevette, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnement apporté à la fabrication des têtes grotesques.

211530. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Butlin, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les mors à gourmette.

211531. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Guild, représenté par la société

Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moyens d'extraction de l'eau de condensation de la vapeur.

211532. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Forestier (les sieurs), à Paris, rue Nollet, n° 61. — Moyen de comprimer, presque sans résistance, au moyen de l'eau, de l'air contenu dans les ballons ou diaphragmes.

211533. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Lacôte, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Nouveau genre de poteries.

211534. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Distinguin, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Robinet à soupape.

211535. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Ricklin, représenté par Bouveret, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Cravates perfectionnées.

211536. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Foster, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques pour roues de bicycles et autres véhicules.

211537. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Weil, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif de fixation des cornières aux angles des cartons et autres objets analogues.

211538. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Duesberg-Delrez, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle denture pour garnitures de cartes.

211539. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Merlot, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Moteur domestique rural.

211540. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Goodlet, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines pour accumulateurs à air et à eau.

211541. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Pain, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de géodésie dénommé *graphonome*.

211542. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Wilkin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Agrafe-œillet.

211543. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Dralle, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Flacon à asperger.

211544. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Doré, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serrure à verrou et crémone de sûreté.

211545. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Stehlik, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils humecteurs.

211546. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; compagnie française du Centre et du Midi pour l'éclairage au gaz, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur utilisant les fumées des fours industriels.

211547. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Lemaire et Jannot, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Détacheur-refroidisseur des plaquettes farineuses à leur sortie des convertisseurs.

211548. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Higginbottom, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à cribler.

211549. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; société française d'accumulateurs électriques (Faure, Sellon, Volckmar), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Mode d'établissement des voitures à traction mécanique (voitures-tramways et autres).

211550. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Diey, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de tapis de jeu pliant.

211551. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Compiègne, élisant domicile chez le sieur Lothammer, à Belfort. — Raccord en fer forgé pour chaînes pouvant servir à l'agriculture, à l'industrie et à la marine.

211552. Brevet de quinze ans, 19 février 1891; Roux et Huter, à Villotte (Vosges). — Application du carton laqué dit *laque de Chine* aux sièges et meubles.

211553. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Clément (les sieurs), à Uzemain-la-

Rue (Vosges). — Nouveau louchet ou bêche servant à arracher les betteraves, carottes et autres racines.

211554. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Maxence, rue d'Erlon, n° 11, à Nantes. — Pot à tabac.

211555. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Tourin, représenté par Bataille, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 191. — Machine à quadriller, chagriner et glacer les cuirs.

211556. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Utendorff, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Disposition de pompes actionnées par le vent.

211557. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; du Breuil, à Paris, rue d'Ulm, n° 38. — Sources artificielles du Breuil.

211558. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Hammesfahr, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Moteur rotatif.

211559. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Samain et Arto, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil à circulation avec pompe pour bains chauds par aspersion.

211560. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Serve, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de moteur à vapeur rotatif à grande vitesse.

211561. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; société anonyme des établissements Decauville aîné, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Locomotive mixte à crémaillère et à adhérence ordinaire, à quatre cylindres.

211562. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz et à pétrole.

211563. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Faure, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des alliages d'aluminium.

211564. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Baille-Lemais, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés à la construction des appareils de télégraphie optique.

211565. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Twigden, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de piston pour machines à vapeur.

211566. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Barrett (les sieurs), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux appareils connus sous le nom de dynamomètres automatiques ou dédiés par l'introduction d'une pièce de monnaie.

211567. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Ollabrak et Pradillo, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvel appareil compteur électrique enregistreur, nommé *hoïdoka*.

211568. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Weidenhammer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des manches de fouet et autres articles analogues.

211569. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Clowes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le plombage de dents.

211570. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; de Pezzer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sonde chirurgicale souple en caoutchouc pur soudé.

211571. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; P. Willatne et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de machine à agraffer les couvercles et les fonds des boîtes à conserves et autres.

211572. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Bichon, à Montpellier. — Fabrication d'un nouveau produit appelé *poudre cuivrique de bioxyde hydraté*.

211573. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Guignon, représenté par Corroyer, rue Darnis, n° 26, à Amiens. — Nouveau genre de placage universel hydrofuge susceptible d'application sur bois, murs, enduits, plâtres, briques, pierres ou cartons métalliques, système Guignon Gustave.

211574. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Jousseau, à Niort. — Téléphone à piles.
211575. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Pickard, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Perfectionnements aux cours d'eau navigables et aux méthodes servant à les utiliser.
211576. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; de Kerpezdron et Gibault, à Paris, rue de Vanves, n° 37. — Presse-citron.
211577. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Göbler, représenté par Dienaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Améliorations apportées aux lisses de métiers à tisser.
211578. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Rubsam, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les écrémeuses centrifuges.
211579. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Ch. Delacre et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bandes mensuelles pour dames.
211580. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Mathian (M^{re}), représentée par Mathian, à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 123. — Perfectionnements apportés aux modes d'ouverture des châssis et vasistas des serres, jardins d'hiver et orangeries.
211581. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Gouzy, représenté par Armeaugaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moyen d'amorcer sûrement un siphon intermittent, principalement applicable aux appareils automatiques de chasses d'eau.
211582. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; de Cress et Verhaeghe-Bacle, représentés par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Nouveau mode de publicité au moyen des cartes à jouer.
211583. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Bertrand, à Paris, rue Violet, n° 12. — Nouveau moyen de production de l'oxyde magnétique sur le fer et la fonte de fer.
211584. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Giorgio, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de contrôle complet pour le tissage du coton.
211585. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Samain, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de robinet à fermeture hermétique.
211586. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Stnad, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Distributeur pour toutes espèces de pompes.
211587. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Camus, à Paris, rue Sedaine, n° 14. — Nouvelle disposition de crémone.
211588. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Lord, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines motrices.
211589. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Sporer, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil destiné à simplifier l'opération de contrôle des billets de chemins de fer, etc.
211590. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Fengler et Bredschneider, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de métier à tricoter dit *tricoteuse universelle*.
211591. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif pour la fabrication du gaz ou du coke, permettant de réaliser une combustion sans fumée.
211592. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Germain et Renault et Juget (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de publicité et de distribution de prospectus.
211593. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Trincano, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de condensation et de récupération par distillation des vapeurs d'éther, d'alcool, etc., par les corps gras, liquides et solides.
211594. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; société anonyme dite *Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement apporté à la transmission des courants électriques alternatifs dits à *phases consécutives*.
211595. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; O. Patin et compagnie (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle lampe

à arc fonctionnant, soit en tension, soit en dérivation, soit sur courant continu, soit sur courants alternatifs.

211596. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Miteenhoff, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à clouer les boîtes et caisses de toutes dimensions.

211597. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Wunderlich, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour sécher, d'une manière uniforme, les articles tissés de toutes espèces.

211598. Brevet de cinq ans, 21 février 1891; Salat, quai de Brienne, n° 3, à Toulouse. — Courbe universelle pour bicycles, tricyclettes et tricycles.

211599. Brevet de quinze ans, 21 février 1891; Bébéli, allée Saint-Étienne, n° 31, à Toulouse. — Forme, destination et application d'un mouvement simplifié pour roue multipliée de vélocipède.

211600. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Auguste Dont et compagnie (société), représentée par Fontaine, à Roubaix. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

211601. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Tourasse, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Mouvement pour vélocipèdes et machines analogues.

211602. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Ward, représenté par Freydlor-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux pièces dentaires ou râteliers.

211603. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Thomas et Sauney, cours du Midi, n° 12, à Lyon. — Fût automateur de pression.

211604. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Faisant, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement dans le tracé de la trame.

211605. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Maurel, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Application de la photographie et de l'électricité dans le lisage et dans le tissage de tous articles façonnés.

211606. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; C. et A. Cote-Rey (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau procédé d'impression, coloration, teinture ordinaire ou par mordantage sur tous tissus brodés, brochés ou motifs appropriés dans lesquels le dessin fait relief sur le fond.

211607. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Seigle, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Injecto-générateur de force motrice par la combustion des gaz, liquides ou solides.

211608. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Ringenbach, rue des Émeraudes, n° 40, à Lyon. — Perfectionnement aux voilettes destinées à l'industrie de la guimpe.

211609. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Noulet, représenté par Lema, rue de Solferino, n° 94, à Lille. — Appareil de manœuvre à contre-poids pour chauffements de voie.

211610. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; J. Gaillard père et fils (société), représentée par la société Druenes et Lamblin fils, contour Saint-Martin, n° 1, à Roubaix. — Perfectionnements apportés aux mécaniques Jacquard.

211611. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Dechambenoit et Altwegg, représentés par Guédon, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 20. — Jet d'eau atmosphérique.

211612. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Brienne, représenté par Chenu, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Nouveau mode de suspension des globes réflecteurs et autres accessoires des lampes à arc.

211613. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Krebs et Menz, représentés par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Nouveau système de niveau d'eau.

211614. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Chouanard, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Nouvelle baleine et ses procédés de fabrication.

211615. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Château père et fils (société), à Paris, rue Montmartre, n° 118. — Nouveau tableau central téléphonique.

211616. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Scholler et Jahr, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Perfection

nements apportés dans la conduite du courant et dans la construction des plaques d'électrodes pour éléments secondaires.

211617. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Schœller et Jahr, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux batteries secondaires.

211618. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Pieroni, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe à huile nommée *phare*.

211619. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Anderssen et Kaas, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ressort de talon.

211620. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; de Bechi, société centrale de produits chimiques, compagnie générale de produits antiseptiques, et Gall, à Paris, rue Mouge, n° 62. — Nouveau procédé de fabrication du sulfate de cuivre.

211621. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Moïse, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Manchon obturateur pouvant servir aussi à d'autres usages.

211622. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Kaufmann et Heiland (société), représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés à la construction des échafaudages destinés à nettoyer, enduire, etc., les façades des maisons, etc.

211623. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Ziperowsky, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de distribution et de transformation de l'énergie électrique sur des rayons étendus de consommation de courant.

211624. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Chouzet, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés à la fabrication des lits métalliques.

211625. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Bolâtre, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Produits empêchant le salpêtrage et l'humidité des murs.

211626. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Mitscherlich, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédés et appareils permettant le défilage du bois.

211627. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Delcoigne (M^{me} veuve), représentée par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Pelle économique dite *flore*, pour charbon, cendres ou toutes matières à trier.

211628. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Krümbacher, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Carrousel-panorama.

211629. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; société civile des mines de bitume et d'asphalte du centre, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils de traitement et de compression des asphaltes.

211630. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; A. Danieli et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de carburateur de gaz.

211631. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, à Paris, rue Condorcet, n° 6. — Machine verticale à gaz.

211632. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, à Paris, rue Condorcet, n° 6. — Régulateur à amplitude restreinte et action rapide.

211633. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; van den Abeele, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans la construction des lampes à gaz intensives (*Excelsior*).

211634. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Myers et Wells, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les hélices propulsives.

211635. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Althaus et Delarbre, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils contrôleurs.

211636. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Steinmetz, représenté par la so-

ciété Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à nettoyer, à décortiquer et à polir les blés.

211637. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Ritter, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Obturateur pour stéréoscopes.

211638. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Sinclair et Mackay, représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Composé pour cimenter des rails de fer avec des contre-jumelles, des jointures de pierre, des tuyaux de drainage, des coutures de navires et autres pièces du même genre.

211639. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Sinclair et Mackay, représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Composition pour conserver et rendre imperméables à l'eau les surfaces en pierre, en briques ainsi qu'en plâtre et en ciment.

211640. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Sinclair et Mackay, représentés par Stutz, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Composition propre à enduire l'intérieur des barriques, fûts et autres récipients analogues, ainsi qu'à la fabrication de bouchons à pas de vis pour bouteilles.

211641. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Hoffmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé et machine servant à obtenir une nouvelle espèce d'écheveaux de fil.

211642. Brevet de quinze ans, 23 février 1891; Zimmermann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Séchoir mécanique vertical.

211643. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Buch et Coenen, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain n° 30. — Wagon à marchandises avec appareil de pesage.

211644. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Currie, représenté par la société Sautter et de Mostral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les piles secondaires ou accumulateurs.

211645. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Collet, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazargan, n° 5. — Nouveau genre de publicité appelé *calendrier de fiancés*.

211646. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Sweet, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazargan, n° 5. — Système métallique pour l'écoulement de l'eau sur une voie ferrée et attache de chemin de fer.

211647. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Foerster et Lane, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Soupape en deux pièces pour réservoir ou bouteilles à acide carbonique.

211648. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Vermorel, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Torpille nouvelle pour l'emploi du soufre et des poudres contre le mildew.

211649. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Adler, représenté par Mennois, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Machine à mesurer le pied humain.

211650. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Schumacher et Raegener, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé perfectionné d'impression en couleurs.

211651. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Adolph, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil permettant de transmettre télégraphiquement les dessins imprimés, écriture, etc., dit *téléautographe*.

211652. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Pope, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à clouer les talons de chaussures.

211653. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Ingraham, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux brûleurs de vapeur.

211654. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Rothschild junior, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Genre de corset.

211655. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Tobey et Burt, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Machine à apposer des timbres ou des étiquettes sur des lettres ou autres objets.

211656. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Whitehead, représenté par la so-

ciété Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour charger le combustible dans les foyers de chaudières à vapeur et autres foyers.

211657. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Berrenberg et Nickerson, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnement apporté aux pompes à faire le vide (3).

211658. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Berrenberg et Nickerson, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux pompes à faire le vide (4).

211659. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Berrenberg, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de double enveloppe pour tuyaux et robinets, spécialement applicable aux pompes servant à faire le vide dans les lampes à incandescence (9).

211660. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Nickerson et Berrenberg, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements apportés à la fabrication des lampes électriques à incandescence (13).

211661. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Hernandez, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à décortiquer.

211662. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Fletcher et Emmert, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les filières et coussinets à filer.

211663. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Ligot, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle brasure dite *brasure chimique* pour braser les métaux, le fer, la fonte et le nickel.

211664. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Dufour, à Paris, rue Saint-Denis, n° 213. — Mousqueton à cornet indépendant.

211665. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Titus et Werner, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les épureurs d'eau d'alimentation.

211666. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 avril 1904) pris, le 24 février 1891, par Johnston (les sieurs), représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans le traitement des matières fibreuses destinées à la fabrication du papier.

211667. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif de formation, de laminage et de calibrage des tubes et autres corps creux.

211668. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Coffey, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à gaz perfectionnée.

211669. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Parker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils télégraphiques.

211670. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Bornholdt et Glatz, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pompe de condensation.

211671. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Legoux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de roues elliptiques ou ovoïdes au mécanisme de commande des vélocipèdes, etc.

211672. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Beau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction du cuivre des eaux cuivreuses par la cémentation électrolytique.

211673. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Dabert, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de fils chinés.

211674. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Farjasse, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frein récupérateur pour véhicules.

211675. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Ferry, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brette de précision pour fusil de chasse.

211676. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Millet représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Douille de lanterne à compression convergente.

211677. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Schuhmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication des dérivés de l'amidon.

211678. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Smith, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les jantes élastiques.

211679. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Sudre, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle embouchure pour instruments de musique, dite *embouchure soleil*.

211680. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Vidal, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication et séparation industrielle des méthylamines, éthylamines, phénylamine, naphthylamines.

211681. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; A. Lenègre et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de surfaces estampées, destinées à servir de logements pour des échantillons, photographies, garnitures de trousse et articles de gainerie et de maroquinerie en général.

211682. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1891; Lee (M^{re}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Vêtement à combinaisons.

211683. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1891; Gugumus frères (société), rue de Boudonville, n° 18 bis, à Nancy. — Flambeau à pétrole à fermeture hermétique.

211684. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1891; Déros, élisant domicile chez le sieur Pages de Noyez, à Paris, rue Caulincourt, n° 17. — Appareil à air comprimé destiné à l'aération des mines, houillères et à la destruction du grisou.

211685. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Wright, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Nouvel électrolyte pour piles électriques.

211686. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Lemp et Schmidt, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au procédé propres à souder, braser ou joindre de toute autre manière des bandes, barres, tiges, etc., en métal, par l'électricité, et appareils employés à cet effet.

211687. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Didier, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Faucheuse-moissonneuse à mouvement continu, système Marc-Didier.

211688. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Pignatel, à Paris, rue Paradis, n° 99. — Allumage instantané des lampes à pétrole ou similaires par le moyen d'un fil trame fulmicoton.

211689. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Dittrich, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle eau ozonisée et son procédé de fabrication.

211690. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Pinçon, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Fourneau à gaz à récupération de la chaleur.

211691. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Kohn, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil à nettoyer les tubes.

211692. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Barton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et appareils pour fabriquer les tuyaux en caoutchouc sans soudure.

211693. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Lechat, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle fabrication de plaques de blindage.

211694. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Holmes, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Perfectionnements apportés aux démolisseurs.

211695. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 mars 1904) pris, le 25 février 1891, par Bolton, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les grues à main et autres appareils analogues commandés par la vapeur, l'électricité ou autre force motrice.

211696. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Briens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moulin lumineux-jouet.

211697. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Dailloux, représenté par Vuillier, rue des Frères-Herbert, n° 12, à Levallois-Perret (Seine). — Machine à gouger les talons de chaussures, à débrayage instantané.

211698. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Egrot et Josseran, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé d'alcoolisation des grains.

211699. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Weismann et Kahn (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication de chaussons de tresses.

211700. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Carcaut, à Paris, rue Saint-Martin, n° 127. — Système de fermeture s'opposant au dégrafage accidentel des corsets, dit *le Figaro*.

211701. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des roues destinées aux véhicules légers de tous genres, vélocipèdes, voitures d'enfants, etc.

211702. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Bologne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cadre pour ardoises avec illustrations, annonces, etc.

211703. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Aird, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de joint ou assemblage pour tubes ou tuyaux métalliques.

211704. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Possien et Malhado dos Santos, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des bandages de roues en caoutchouc creux, à protecteur métallique.

211705. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Bel, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur d'eau le *Détecteur* à diaphragme d'air.

211706. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Knobloch, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux conduites à fumée et aux pare-étincelles pour trains de chemins de fer.

211707. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; Flematti, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brosses et balais du système Flematti-Dominuti et machine pour les fabriquer.

211708. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; société la manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour teindre le coton en brun solide.

211709. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; société générale meulière, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Laveuse horizontale à palettes inclinées pour le nettoyage et le séchage des grains.

211710. Brevet de quinze ans, 25 février 1891; société anonyme des matières colorantes de produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de diamines aromatiques benzoylées et des matières colorantes qui en dérivent.

211711. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Belbezet, à Ham (Somme). — Système de lavage méthodique de la betterave, secoueur-sécheur sur balanciers, etc.

211712. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Besson et Fiches, à Marseillan (Hérault). — Système de greffoir à bourgeon.

211713. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Quimaud et Charrié, à Montendre (Charente-Inférieure). — Nouvelle méthode de publicité ayant pour titre : publicité au moyen d'annonces inscrites sur les cornets ou poches à tabac ou cornets-réclames.

211714. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Lutringer, place d'Erlon, n° 28, à Reims. — Nouveau système de talons de chaussures en fibres vulcanisées, garnis de bouts-bouts renouvelables ou tournants.

211715. Brevet de quinze ans, 20 février 1891; Salbreux, à Paris, rue Manin, n° 75. — Nouveau joint pour conduites à vapeur et autres.

211716. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Barbe, à Paris, boulevard Richard Lenoir, n° 126. — Perfectionnements apportés aux appareils employés pour la fabrication du vinaigre.

211717. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Clouet, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Outil à perforer les tuyaux de poêle.

211718. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Ulmann, représenté par Dacomet, à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 20. — Nouveau distributeur d'air pour foyers de générateurs et autres.

211719. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Pepperdine, à Paris, rue de Flandre, n° 11. — Nouveau moyen pour limiter la quantité de liquide retirée par une éponge plongée dans un flacon de cirage liquide.

211720. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Cordier, à Paris, rue Saint-Dominique, n° 137. — Cheminée Cordier à double aérateur.

211721. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; von Gumesch et Bearle, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de conservation des graines fourragères avec réduction simultanée la plus grande possible de leur volume.

211722. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Biennait, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cartouches combustibles utilisant un système de charges agglomérées, s'appliquant aux poudres ordinaires ou sans fumée employées pour les armes portatives, les canons et revolvers de tous systèmes.

211723. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Heller, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte à musique à déclenchement automatique provoqué par une pièce de monnaie.

211724. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Schultz, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour fixer, à attache élastique, les cadrans de montre.

211725. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Treichler-Francey (M^{re}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Burette inexplosible pour pétrole et essences inflammables.

211726. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Desfontaine de Preux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Liquide dit *anti-pétroleur*, destiné à assurer l'incombustibilité du bois et des étoffes.

211727. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Pride, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de sûreté applicable aux fenêtres, baies et ouvertures de tout genre menagées dans les murs de bâtiments.

211728. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Dabert, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de nouveaux tissus mélangés.

211729. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; E. Boucher (veuve) et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil aspirateur pour cheminées.

211730. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Boureart fils et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à peigner le coton ou autres matières fibreuses.

211731. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Gaudin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à onduler les cheveux dit *ondulateur Gaudin*.

211732. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Rauser, Wieber et Stokoloff, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'alimentateur pour générateurs de vapeur.

211733. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Teague, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les compteurs électriques.

211734. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Emery, boulevard de la Liberté, n° 37 à Rennes. — Baratteuse, système Emery.

211735. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Lorin, chemin haut des Fours-à-Chaux, à Angers. — Machine à tailler l'ardoise.

211736. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Lefranc (les sieurs), rue Saint-Julien, n° 92, à Rouen. — Procédé de traitement des huiles et graisses de toute nature, propre à les rendre applicables aux encollages des fils de coton.

211737. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Loupe, rue de Préaux, n° 74, à Dar-

métal (Seine-Inférieure). — Niveau d'eau tubulaire à fût de sûreté en verre d'une préparation spéciale pour générateurs à vapeur.

211738. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Bertrand, à Mouzay (Meuse). — Nouveau système d'appareil convertisseur mobile, monté sur chariot, pour la déphosphoration des fontes.

211739. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Vandenostende, rue d'Austerlitz, n° 35, à Lille. — Nouvelle machine destinée à pétrir la pâte.

211740. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Ducorneau, au Bouscat (Gironde). — Fermeture de caisses et fûts de tous genres.

211741. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Brouquières, quai de Bourgogne, n° 12, à Bordeaux. — Système de four portatif universel pour la cuisine et la pâtisserie.

211742. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Collet et Devillebecors (M^{me}), à Paris, rue de la Tour-d'Auvergne, n° 13. — Éteignoir à bascule automatique.

211743. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Petit-Didier-Lamide, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Haïes, n° 15. — Couverture métallique de cheminées avec emmanchement de tuyaux à rotation.

211744. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Mesnil, représenté par la société Surry-Montaut et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Nouveau cercle de bandage pour les roues de voitures, dit *bandages à nervures*.

211745. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Boissnard (M^{me}), représentée par Boissnard, à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 29. — Table d'école à transformations.

211746. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Sevette, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau genre de cercle servant à enserrer les peaux des tambours.

211747. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau métal s'appliquant à la fabrication des canons, blindages, projectiles, etc.

211748. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Lazon, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à emballer la chicorée et autres substances.

211749. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Düring et Strehmel, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Presse mécanique.

211750. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Schwarz, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil descenseur pour sauvetage en cas d'incendie.

211751. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Adam, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Condenseur et récupérateur de chaleur.

211752. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Clément, représenté par Petkowski, à Paris, rue Poisson, n° 4. — Nouveau système de tension de chaîne dite *tension excentrique Clément* pour vélocipèdes en général.

211753. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Ganche, à Paris, rue du Terrage, n° 27. — Boîtes métalliques à fermetures hermétiques obtenues par l'application de sertissage et de soudure combinées.

211754. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Fritz, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mâchoire tendeuse pour conducteurs électriques, fils métalliques, etc.

211755. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; société dite *Gebrüder Schultz*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de murs ou cloisons et toitures à maçonnerie en réseau formé de barreaux en fer et de tôles dentelées et revêtu de mortier.

211756. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Hempel et Dingens, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les coins d'imprimerie.

211757. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; Conte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à découper les pommes de terre ou autres légumes ou fruits, et ses procédés de fabrication.

211758. Brevet de quinze ans, 27 février 1891; société dite *Berliner Maschinenbau Actiengesellschaft* vorm. L. Schwartz-Kopff, représentée par la société Assi et Genès,

à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé pour imprégner et galvaniser le fer, l'acier et autres métaux et alliages.

211759. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Fougadoire, représenté par Chenault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Machine à imprimer, compter et emballer les enveloppes de lettres et les munir d'un fil coupeur servant à leur détachage.

211760. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Bourgeois aîné, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la confection des boîtes à couleurs dites *pochettes*.

211761. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Sochaczewski, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de fabrication d'une masse à mouler, de grande résistance, pour objets plastiques.

211762. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; van Dalfsen, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des matières fibreuses pour frottoirs, balais, brosses, etc.

211763. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Laycock, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les appareils de manœuvre des fenêtres des voitures de chemins de fer.

211764. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Rosenkötter, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Améliorations apportées à la fabrication des allumettes de tout genre.

211765. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Rosenkötter, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Nouveau procédé pour la fabrication d'allumettes destinées à remplacer les allumettes en bois.

211766. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Rosenkötter, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Nouveau procédé pour l'emballage des allumettes de tout genre.

211767. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Hartmann, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à mélanger les farines, les couleurs, les terres, les argiles, etc.

211768. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; L. Rochet et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux tondeuses pour moutons, chevaux, etc.

211769. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Merville et Lansiaux, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'agrandissement par l'éclair magnésique dit *maximus*.

211770. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Chapuy et Bonnafous, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication par laminage des tubes sans soudure en tout métal fondu ou forgé.

211771. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Pemberton, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Composition calorifique perfectionnée amortissant également le son, et modes d'application de cette composition.

211772. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Schœller et Jahr, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la décomposition et l'assemblage d'éléments secondaires.

211773. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Julhe, rue des Villas, n° 6, à Saint-Mandé (Seine). — Alambic, système Julhe.

211774. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Herbert, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux lits de malades.

211775. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Berthélemy, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monture d'abat-jour et son support.

211776. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Enfer jeune, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Seau amasseur de résidus des foyers domestiques évitant la diffusion des poussières dans les appartements.

211777. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Kunhardt, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour télégraphier au moyen de courants directs ou inverses.

211778. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Longuemare (M^{me} veuve), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de chauffage dit *l'inexplosible*, à essence minérale, à double circulation, fonctionnant sans pression ni volatilisation dans le récipient.

211779. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Spinnerei-Saint-Blasien (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Broche pour machines à filer.

211780. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Westermann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Siège pliant dit *l'Excelsior*.

211781. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Mondolot et Cliquet (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour tirer les liquides mousseux, tels que bière, cidre, vin champanisé, etc.

211782. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Pigot, représenté par Mennons, à Paris, boulevard des Capucines, n° 24. — Armature avec garniture en liège ou autre pour fers à cheval de tout système.

211783. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Leroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs aux serrures de sûreté.

211784. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Ososki, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les robes de chambre.

211785. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Feitzinger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure de sûreté et de contrôle.

211786. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Boulland et Jollin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tampon obturateur destiné au soutirage, à grand débit, de liquides ou matières visqueuses quelconques.

211787. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Lévy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système permettant d'éviter la collision des trains et produisant l'éclairage électrique des compartiments et de tous autres véhicules.

211788. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Bouffaut, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Abat-jour calendrier incombustible à fermeture rigide.

211789. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Seibold, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux lampes électriques à arc.

211790. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Trayvou, à la Mulatière-lès-Lyon (Rhône). — Appareil à pétards pour voie unique de chemins de fer, applicable également aux services de voies doubles sur voies de refoulement.

211791. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Faisant, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle moire antique et sa fabrication.

211792. Brevet de quinze ans, 28 février 1891; Germain, représenté par Freydiere-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau greffoir, système Germain.

211793. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Gros, représenté par Bretton, rue Cité-Delaussalle, n° 12, à Villeurbanne (Rhône). — Nouveau moteur à gaz ou essences.

211794. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Pompeien Piraud, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Bouteille inremplissable.

211795. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Rivet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Siège roulant pour embarcations.

211796. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Dorier, rue Saint-Joseph, n° 55, à Lyon. — Nouveau niveau d'eau à soupape à fermeture instantanée, employé pour se rendre compte de la ligne d'eau des chaudières.

211797. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Gauthier, représenté par Freydiere-

Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Transformation du ruban épinglé, dit *velours frisé*, en ruban-velours, par le rasage de la chaîne de poil opérée sur le métier à tisser, en même temps que le tissage au fur et à mesure de la fabrication.

211798. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Roch, à Aire (Pas-de-Calais). — Nouvel élément hydro-électrique sans liquide libre, dit *pile sèche*.

211799. Brevet de cinq ans, 5 mars 1891; Dubiez-Vaillant, à Soissons. — Nouvelle bricole-collier.

211800. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Pers, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 60. — Nouveau principe générateur de force motrice pour le chauffage et le surchauffage de l'air comprimé à très haute température, par l'emploi de l'eau, du gaz ou d'un hydrocarbure, et d'un générateur, dit *aéro-thermo-dynamique*.

211801. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Brodin, représenté par Armengaud, aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tour à façonner les pièces rondes et ovales.

211802. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Blanchon (M^{me} veuve), représentée par la société Claire-Deville, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 19. — Conservation du beurre à l'état frais pendant plusieurs mois, sans incorporation d'aucune matière étrangère.

211803. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Hallowell, représenté par Lecoq, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Appareil pour le traitement du minerai.

211804. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 mai 1904) pris, le 2 mars 1891, par Vivian et Bell, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils à employer dans la fabrication du bicarbonate de soude par le procédé à l'ammoniaque.

211805. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Crisp, représenté par Baumann, à Paris, rue de la Bourse, n° 1. — Mécanisme d'impulsion pour vélocipèdes.

211806. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; société *Badische anilin und Soda Fabrik*, représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Préparation de nouvelles matières colorantes teignant sur mordants, dérivées des amidobenzophénones alkylées.

211807. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Gëraki, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Piano-orchestrophone.

211808. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Jonas et Bauch, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux tables à rallonges.

211809. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Claus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'enlèvement, sans emploi de mordants, de la couche d'oxyde se formant pendant le recuit d'objets métalliques.

211810. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 janvier 1905) pris, le 2 mars 1891, par Johnson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes servant à brûler des hydrocarbures et autres huiles.

211811. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Deport, quai National, n° 4, à Puteaux (Seine). — Freins à graisse pour affûts.

211812. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Hondorf, Becker et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Four et procédé pour la calcination du carbonate de barium.

211813. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Föhr, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil automatique pour enregistrer par l'air comprimé les morceaux de musique joués sur un piano.

211814. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Ehrhardt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouveau procédé pour perfore et mouler simultanément des blocs de fer ou d'acier au rouge ou au blanc.

211815. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Nicolai, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé et appareil pour la fabrication d'objets creux en carton ou autres matières analogues.

211816. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Champenois, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calendrier à effeuiller à bloc d'éphémérides amovible.

211817. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Creanga, représenté par Armengaud

- jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de cahier de papier à cigarettes avec fascicule formant livraison instructive pour édition minuscule.
211818. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Engelsmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour obtenir des effets combinés de lumière et d'eau au moyen de sources intenses de lumière, de préférence en se servant de la lumière électrique.
211819. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; von Nollendorf, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Canne lampe.
211820. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Stanley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines à perforer et creuser des galeries.
211821. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Société la Manufacture Lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes bleues.
211822. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Delord, rue des Marchands, n° 7, à Nîmes. — Clef à écrou, dite *clef française*.
211823. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Pignatel, rue Paradis, n° 99, à Marseille. — Allumeur à hydrocarbure.
211824. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Estienne, rue de la République, n° 85, à Marseille. — Contrôle de niveau d'eau automatique.
211825. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Cabanis, rue Sainte-Marguerite prolongée, à Reims. — Nouveau système de tubes acoustiques en papier et dispositifs spéciaux de récepteurs.
211826. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Claudel, à Ramonchamp (Vosges). — Nouvelle mécanique à armures, dite *ratière*, applicable aux métiers à tisser.
211827. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891, Tissier, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 20. — Application nouvelle d'une toile caoutchoutée, dite *nansouk caoutchouté*, devant être appliquée sur des moules à cigarettes à deux rouleaux et autres modèles.
211828. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; de Rossetti, représenté par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Nouveau système de générateur d'électricité à mouvement pendulaire ou vibratoire.
211829. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Défontaine, élisant domicile à l'hôtel du Havre, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 16. — Perfectionnements apportés aux dames ou battes à béton, terre, etc.
211830. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Hargrave, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Lepeletier, n° 22. — Machine-matrice.
211831. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Worthington, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les condenseurs à surface.
211832. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Robinson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence n° 59. — Procédés et appareils perfectionnés pour fabriquer et introduire des attaches métalliques dans des articles en cuir ou matières analogues.
211833. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Angier, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à écrire.
211834. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Pomé, à Paris, rue de Clignancourt, n° 42. — Balai dit *électrique*, destiné principalement à l'usage des escaliers et pouvant aussi être utilisé pour les appartements.
211835. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Quentin (les sieurs), Balluet et Wyss, à Paris, rue Berger, n° 13. — Système de navigation aérienne au long cours.
211836. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Spiro et Stube, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé d'exploitation du petit lait.
211837. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Buchanan, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Lampes à arc.
211838. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Hall, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Signaux de chemins de fer.
211839. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; société dite *The Wilson Manufacturing Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux appareils de sauvetage en cas d'incendie.

211840. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Berri (M^{me}) et Mac Daniel, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de confection de patrons pour vêtements.

211841. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Kent, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sachet perfectionné contenant les matières nécessaires pour faire un cataplasme.

211842. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Radeke, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cadre à supports élastiques pour sécher des vases tels que des bouteilles.

211843. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Stevens, Dana et Beers, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Disposition pour élever et abaisser les canots, bateaux, etc.

211844. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Lardé, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de prise d'air s'adaptant à tous les robinets, cannelles, etc.

211845. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Pavloff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil mongolier en papier de soie, dit *aéronaute automatique*, avec parachute et appareil de chauffage de sécurité.

211846. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Wolfe, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les blocs électrotypes et stéréotypes pouvant servir également de garnitures, et procédé de fabrication desdits blocs.

211847. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; England et Rathjen, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les clefs.

211848. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Gilbert, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les claviers de transposition.

211849. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; West, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine pour mouler des matières plastiques.

211850. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Barker, Feeny et Vincent, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils à produire automatiquement des sons ou des séries de sons à des intervalles donnés et de tonalité quelconque.

211851. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; von Krottmaurer et Betsche, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à estimer ou à mesurer les distances.

211852. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; de Bovet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour donner de l'adhérence entre une chaîne et une poulie.

211853. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Kirkpatrick, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil continu pour la préparation du lait de chaux et sa purification.

211854. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Chouzet, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système d'assemblage des lûts en bois.

211855. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Reinecke (les sieurs) et Vennewit, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Brosse pliante protégée par une boîte.

211856. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Gardner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

211857. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Barber, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le nettoyage ou la distillation mécanique, avec des matières étrangères, de la bouille, du coke, des minerais, des pulpes et autres produits analogues.

211858. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; société dite *The Economic Gas and Coke Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta.

n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du coke pour fonderies et autres industries.

211859. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Koertling frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de réglage des moteurs à gaz et à pétrole.

211860. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Kircheis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux poinçonneuses.

211861. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; société anonyme des anciens établissements Hotchkiss et compagnie, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif perfectionné applicable à la commande du bloc de fermeture des canons à tir rapide et autres.

211862. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Macdonough, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans la fabrication de papier distinctif pour obligations, notes, chèques et autres garanties.

211863. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Sponsel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux pièces d'artillerie se chargeant par la culasse.

211864. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Lux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Serrure d'attache pour tringles de tapis.

211865. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Anderson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux pipes à tabac.

211866. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Ruge, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fourneau économique à nettoyage automatique.

211867. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Hussey, Mac Cann et Hatch (M^{me}), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Séparateur de graisse perfectionné pour machines à vapeur.

211868. Brevet de quinze ans, 3 mars 1891; Lange et Empereur-Bissonnet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pavage céramique, avec ou sans lambourdes.

211869. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Garcin, élisant domicile chez le sieur Boule-Mollet, avenue des Paulines, à Clermont-Ferrand. — Fermeture de lampes de sûreté pour mines grisouteuses.

211870. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Lecat, rue Newcommen, n° 43, à Roubaix. — Produit nouveau destiné à l'entretien et au lustrage des foyers de tous genres, en tôle ou en fonte, dit *glacis noir indien*.

211871. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Dvorak, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 30. — Chambre noire perfectionnée.

211872. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Paterson, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements apportés aux vélocipèdes.

211873. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Zwerintzeff, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Métier à tisser mécanique pour tissus damassés.

211874. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Touzelin, à Paris, rue de Provence, n° 34. — Moulin à vent.

211875. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Rooryck, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 15. — Épingle à onduler les cheveux.

211876. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Clasen, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Appareil pour nettoyer les vitrines et les préserver de la buée ou de la glace.

211877. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Béunza, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouvelle machine à écrire universelle dite *machine Béunza*.

211878. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Lux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur de flammes déterminant les explosions pour machines à gaz.

211879. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Debert, représenté par Lombard-Bon-

- neville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Horloge hydraulique pour parcs, se réglant automatiquement.
211880. Brevet de quinze ans, 24 février 1891; Roy, rue Saint-Paul-Prolongée, à Saint-Etienne. — Nouveau système de fenêtres en bois.
211881. Brevet de dix ans, 2 mars 1891; Abadie, place du Petit-Forail, à Tarbes. — Nouveau système de fabrication de carton, dit système *Abadie (Jacques)*.
211882. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Meyer, à Paris, rue Custine, n° 20. — Nouveau système de graisseur automatique pour cylindres et tiroirs.
211883. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Noël, boulevard des Brotteaux, n° 50, à Lyon. — Machine dite *batteuse* pour les cocons.
211884. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Brum-Latrige, représenté par Antier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Fusil de chasse *hammerless* à canons fixes et culasse mobile.
211885. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Buman-Varilla, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de fondation et de construction d'ouvrages sur un fond de roches imperméables et recouvertes d'eau agitée.
211886. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Buman-Varilla, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de construction d'un plan incliné traversant une nappe d'eau, pour le raccordement d'une ligne ferree aérienne et d'une ligne ferrée sous-marine.
211887. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Thon, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de four métallique pour la cuisson continue du pain.
211888. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; de Sigmond, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé pour la production de levure compressée avec des substances amylacées, avec production simultanée d'alcool.
211889. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Ramsay, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux locomotives à condenseur dites *silencieuses*.
211890. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Paraschivescu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Règle-équerre.
211891. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Mac Haffie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux propulseurs à hélice.
211892. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Tietze, représenté par la société Asi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Etui universel.
211893. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Wilson, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements applicables à la construction des murs, des édifices, des silos ou magasins, etc.
211894. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Wilson, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les magasins à grains et autres constructions analogues.
211895. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; compagnie continentale d'exploitation des locomotives sans foyer, représentée par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau système de locomotive à foyer à grand volume d'eau et de vapeur accumulée, avec détenteur et réchauffeur de vapeur.
211896. Brevet de quinze ans, 4 mars 1891; Péan, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les bottes pour vêtements et autres usages.
211897. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Thomas, à Vergèze (Gard). — Appareil dit *pulsateur Thomas*.
211898. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Souffron, rue de l'Union, n° 3, à Périgueux. — Voiture à quatre roues désignée sous le nom de *perpétuelle*, fonctionnant automatiquement à air comprimé.
211899. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Gil, route de Bayonne, n° 166, à Bordeaux. — Propulsion et guide par l'air atmosphérique, vapeur ou gaz, des bateaux de toutes dimensions.
211900. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Vom Brauche, représenté par la

société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et dispositif de fixation des serviettes au cou.

211901. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Gerber, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Nouvelle invention avec outil pour enfiler, sur ficelle, des tablettes de colle ou autres produits de même nature.

211902. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Barton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à cylindrer les tuyaux en caoutchouc.

211903. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Barton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et machine pour fabriquer les enveloppes tubulaires sans soudure pour tuyaux.

211904. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Heaton et Holden, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication du fer et de l'acier.

211905. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Ehrenstamm, Jöckel et Kuhn-Schlösser, représentés par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à refroidir et à vider les bouteilles.

211906. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Coulaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sûreté applicable principalement aux portières de wagons.

211907. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Gravier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil dit *le coller à billes*, ayant pour but de supprimer les frottements dans les mouvements de rotation.

211908. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; société dite *The Stamp Distribution Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens pour maintenir et faciliter l'emmagasinement et la distribution de timbres-poste, en combinaison avec un distributeur automatique.

211909. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé permettant d'obtenir la vision agrandie des images photographiques avec leur relief naturel.

211910. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; S. Notton et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de tuyaux pour pipes et autres articles similaires, dits *tuyaux agate*, et leur procédé de fabrication.

211911. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Lefèvre, à Paris, rue du Faubourg-saint-Martin, n° 95. — Nouvelle machine pour le cintrage à froid des tuyauteries en fer, cuivre, acier, etc., ainsi que les métaux profilés.

211912. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Bailly, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour le vieillissement de l'absinthe.

211913. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Jean-Rod Geigy et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication d'un acide disulfoconjugué du tétraméthylidiamidodiphénil-néthane, et de matières colorantes bleues qui en dérivent.

211914. Brevet de quinze ans, 5 mars 1891; Angelier, rue Vendôme, n° 67, à Lyon. — Nouvelle machine à extraire les huiles, les vins et tous les jus en général.

211915. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Lagarde, rue Socrate, n° 1, à Rouen. — Nouveau système de fer à friser.

211916. Brevet de dix ans, 9 mars 1891; Bonnet, rue Dauphine, n° 52, au Havre. — Appareil à brosse automatique pour le nettoyage des bouteilles, système onnet.

211917. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Maussion, rue Crébillon, n° 19, à Nantes. — Nouveau système de fermeture et d'ouverture de tous les vases, avec ou sans intervention de l'air, pouvant servir indéfiniment.

211918. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Perrot, rue de Limoges, n° 96, à Angoulême. — Système à vapeur de séchage de grains et farines et notamment des blés soumis au lavage avant mouture.

211919. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Martin, capitaine d'artillerie, à Saint-hamond (Loire). — Système de fusil de chasse double, à canons fixes pendant le chargement.

211920. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Martourey frères (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Système de lisses sans nœuds à mailion ouvert.

211921. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; J. Rouchouse et compagnie (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Fusil de chasse hammerless.

211922. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Dourlhès, rue Gambetta, n° 57, à Périgueux. — Coulant en cuir permettant la suppression du sous-pied de la guêre.

211923. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Boucher, rue des Empereurs, n° 34, à Châteaudun. — Récupération de l'oxyde de fer contenu dans les vieilles matières épuratrices hors d'usage, par la seule action de l'air à haute température.

211924. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Bonafoux, élisant domicile à Paris, boulevard Rochechouart, n° 94. — Nouvel appareil dit *le bouchon mesureur*, contenant entre deux clapets une quantité déterminée de liquide.

211925. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Ozenne et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Cadenas de sûreté perfectionné à fermeture automatique.

211926. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Sauernheimer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux enveloppes de lettres, etc.

211927. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Bonpain, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de traction électrique pour tramways, chemins de fer, etc.

211928. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif de laminage caractérisés par un mouvement à pas de pèlerin de la pièce à laminer.

211929. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Maxwell-Lyte et Steinhart, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du chlore et de l'acide chlorhydrique concentrés.

211930. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Cottis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à tondre ou faucher le gazon.

211931. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Muller et Roger (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les soupapes.

211932. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; société dite *Erste Brünnner Maschinen-Fabriks-Gesellschaft*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur dans le but de réaliser la commande directe de l'excentrique de distribution de la vapeur, au moyen d'un régulateur à ressort.

211933. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Doudelet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sellette de sculpteur.

211934. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Butler, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Châssis pliant pour tableaux.

211935. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Schneller et Wisse, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Appareil pour débarrasser le sucre brut de la mélasse au moyen de l'ozone.

211936. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Keats, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à bobiner.

211937. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Büttner et Meyer (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil tamiseur.

211938. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Büttner et Meyer (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnement apporté à la presse Klusemann.

211939. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Cleis, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle préparation des étoffes pour ornement et décoration des appartements.

211940. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; W. Metcalfe et H. Courant (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements

apportés à la fabrication des chardons métalliques destinés au lainage des draperies, colonnades et autres tissus.

211941. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Blaye, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau procédé de lavage et de désuintage des laines.

211942. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Meyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Talonnière pour chevaux.

211943. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Rolot et Delettrez, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement apporté au mode d'utilisation de la chaleur dans les moteurs industriels.

211944. Brevet de quinze ans, 6 mars 1891; Tully, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les brûleurs à gaz et autres.

211945. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Giron frères (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Procédés et appareils employés sur les métiers à tisser pour le lissage des fils de chaîne et l'enlèvement du duvet.

211946. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Chorretier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux obturateurs pour appareils photographiques.

211947. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Lacombe, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements à la filature de la soie.

211948. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Mouton, à Ampuis (Rhône). — Liaison au bouchon de liège perforé, destiné aux différents modes de greffage de la vigne et autres arbustes.

211949. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Laimé, à la Baune, commune de Rochefort (Charente-Inférieure). — Machine rotative à cloison mobile.

211950. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Rozier-Martinelli, rue Belle-de-Mai, n° 99, à Marseille. — Nouveau procédé pour la fabrication du blanc de zinc.

211951. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Carvin (M^{re}), rue Duvilliers, n° 6, à Marseille. — Papier à lettres-réclame.

211952. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Salathé et Meyer, à Paris, rue des Baignoires, n° 11. — Nouveau système de laçage de chaussures.

211953. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Izart (les sieurs), à Paris, rue Ganteron, n° 7. — Système de machine automotrice.

211954. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Sallé, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système de mécanisme gyrostatique à suspension tangentielle et ses applications à l'hydraulique, à l'électricité, etc.

211955. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Colacicchi, Pironti et Gallotti, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé de fabrication de crème de lait et de beurre, et appareils à ce destinés.

211956. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Karsten, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Système d'attache de manchettes aux poignets de chemises.

211957. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Dombrowski, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Forage des canons, construction des projectiles et des cartouches pour les armes à charger par la culasse, et spécialement pour les revolvers ou les pistolets à répétition et les armes de chasse.

211958. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Radford, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chaînes transportant des charges et dans les mécanismes servant à les actionner.

211959. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; La Croix, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux roues de wagons et de locomotives et aux freins.

211960. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Affût obturateur d'embrasure pour ouvrages cuirassés fixes ou tournants.

211961. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Dumay, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Balance à plateau unique, à point d'appui inférieur.

211962. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Gerike, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Système de bouchage de bouteilles avec bouchage à guidage rigoureux.

211963. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Merland, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bandage perfectionné en caoutchouc pour vélocipèdes et voitures de toutes sortes.

211964. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Verbruggen, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Dispositif de sûreté contre le vol, applicable aux boîtes à lettres.

211965. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Bockmühl et Karthaus (société), représentée par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer des tiges, des baguettes profilées, etc., en couches de papier collées les unes sur les autres.

211966. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Méguin jeune, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système perfectionné de contrôle, applicable aux appareils indicateurs pour voitures publiques, etc.

211967. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Schmitz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux cardeuses.

211968. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Keller frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de fixateur pour cravates à surjets d'ornementation amovibles ou non.

211969. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Alpe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication des rais métalliques et autres articles analogues.

211970. Brevet (brevet norvégien de quinze ans devant expirer le 7 octobre 1905, pris, le 7 mars 1891, par Borg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et mécanisme pour mesurer une quantité déterminée d'allumettes et les introduire dans les boîtes.

211971. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Archereau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés perfectionnés pour la fabrication d'un charbon artificiel.

211972. Brevet de quinze ans, 7 mars 1891; Chevrier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil inhalateur à fixation automatique par le vide.

211973. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Marion, à Paris, rue du Regard, n° 24. — Parapluie-tente-abri.

211974. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Uzel, à Paris, rue Guichard, n° 3. — Verrou électrique.

211975. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Chevallot et Second, à Paris, avenue Reille, n° 21. — Procédé de mordantage de la laine, soit au chrome, soit au fer et au chrome.

211976. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Friedeler, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système d'attelage automatique pour véhicules (wagons, voitures) de chemin de fer.

211977. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Picou, représenté par de Rosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Appareils régulateurs du débit de l'eau de refroidissement des cylindres des moteurs à explosion.

211978. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Hult (les sieurs), Colmodin et Nyles, représentés par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Écrémouse perfectionnée.

211979. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Wilson, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Perfectionnements aux grilles de cheminées.

211980. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Wilmes et Viegner, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de fermeture de fenêtres.

211981. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Chouanard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de frein pour voitures.

211982. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Muller et Roger (société), représentée

par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les robinets-valves sans garniture à passage direct.

211983. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Éclairage électrique à l'intérieur des appareils d'évaporation, chaudières closes et appareils analogues travaillant dans le vide ou sous pression, pour raffineries et sucreries.

211984. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Bouthonnier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement aux moulins à cylindres.

211985. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Forest, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil dit *passer-courroie*, destiné à remplacer automatiquement sur sa poulie la courroie tombée sur l'arbre.

211986. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Prosper et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine pour l'application de colle ou mixtion sur les tissus légers, en vue d'y former des dessins ou ornements au moyen de poudres métalliques ou autres.

211987. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Maussion, rue Crébillon, n° 19, à Nantes. — Nouveau système de piston de seringue.

211988. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Granges, au Passage-d'Agen (Lot-et-Garonne). — Récipients permettant de déverser au dehors les gaz plus lourds que l'air qui s'y dégagent ou s'y accumulent.

211989. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Heitz, élisant domicile chez le sieur Edouard Félix, rue Saint-Dizier, n° 52, à Nancy. — Système de garniture mobile en fer (sur points typographiques) adaptée dans les rainures d'un châssis pour formes d'imprimerie.

211990. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Darcourt-Leroy, à Péronne. — Lit et sommier.

211991. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Darcourt-Leroy, à Péronne. — Brancards d'ambulance et brancards-lits.

211992. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Darcourt-Leroy, à Péronne. — Rouleaux destinés à l'agriculture.

211993. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Bourdais, à Beauval (Somme). — Procédé d'enrichissement du phosphate de chaux tribasique argileux.

211994. Brevet de quinze ans, 9 mars 1891; Rousseau et Letertre, place Charles-Albert, à Nice. — Cric moteurs hydrauliques.

211995. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Biehler (les sieurs), rue de la République, n° 71, à Puteaux (Seine). — Batteuse de cartes à jouer automatique et portative.

211996. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Dale et Hatt, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bouilloire pour cuire des œufs.

211997. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Lemaire, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Produit servant à la destruction des rats, souris et autres parasites, appelé *tartine infernale*.

211998. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Friede (les sieurs), représentés par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Semelle protectrice.

211999. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Wolff, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fermeture hélicoidale.

212000. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; société dite *American electric Railway Signal Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les signaux électriques de chemins de fer.

212001. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Chancellor, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les méthodes et appareils destinés à recevoir et diviser les immondices de toute nature et spécialement les excréments et ordures ménagères.

212002. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Oelmann, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bouton pour vêtements et chaussures, pouvant se fixer et s'enlever facilement.

212003. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Guilloux, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Semoir perfectionné.

212004. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Brown, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Manchon d'embrayage à friction.

212005. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Chalmel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle composition de couleurs à l'usage des enfants, dites *couleurs diaboliques*.

212006. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Mentzel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux mouvements mécaniques.

212007. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Schaefer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Corset avec appareil de maintien.

212008. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Spratley, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux selles de vélocipèdes.

212009. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1891; Durand, brigadier-sellier au 8^e escadron du train, à Dijon. — Havresac de soldat modifié.

212010. Brevet de quinze ans, 12 février 1891; Ginhoux, boulevard Michel, n° 1, Marseille. — Nouveau système de guitare.

212011. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Pinel, rue Méridienne, n° 24 bis, Rouen. — Guide de sûreté.

212012. Brevet de quinze ans, 2 mars 1891; Chaize frères (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Procédé d'utilisation pour le chauffage des usines, appartements, etc., de la chaleur fournie par l'échappement de vapeur ayant déjà effectué son travail utile en force motrice dans les machines à condensation et autres.

212013. Brevet de quinze ans, 26 février 1891; Bollée, avenue de Paris, au Mans. — Nouveau système de locomotive-tender.

212014. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Menand, rue des Orfèvres, n° 8, Blois. — Robinet Menand à fermeture spéciale.

212015. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Harnsberger, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

212016. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Bush et Powers, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.

212017. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Muller, représenté par Fayollet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé de fabrication de papier ou de carton rendus conducteurs d'électricité par incorporation ou par une couverture de graphite ou d'autres substances semi-conductrices et emploi d'un papier semblable au carton pour des condensateurs, des conducteurs ou des résistances.

212018. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Meinshausen, représenté par Bert. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Semoir à herse mobile.

212019. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Bapst et Hamet (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Application du caoutchouc à la construction des culots de boîtes à mitraille.

212020. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Poulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pipes.

212021. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Wright et Wilson, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans les moyens servant à empêcher les effets de l'induction dans les téléphones.

212022. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Price, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils destinés à la fabrication du gaz.

212023. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Gould, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux accouplements de voitures.

212024. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Derepas frères (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de reliure mobile.

212025. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; société dite *The Giant electric Motor*

Company, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs électriques.

212026. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Stiebel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les organes de distribution d'eau pour voitures d'arrosage.

212027. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Eppler junior, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de machine à coudre les chaussures.

212028. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; société dite *The Milwaukee Carving Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à sculpter.

212029. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; société dite *Utility manufacturing Company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à pédale destinés à actionner les machines à coudre et autres.

212030. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Lesure, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Porte-éventail-écran.

212031. Brevet de quinze ans, 10 mars 1891; Pierrard frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils à égrateronner la laine.

212032. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Gaillard, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 145. — Boucle-double-agrafe (nouveau système de boucle sans ardillon).

212033. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Claridge et Middleton, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés aux machines à percer des trous carrés ou autres et aux machines destinées à des buts analogues.

212034. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Leadbetter, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés à la pâtisserie et aux rafraichissements.

212035. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Petrini, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Selles de vélocipèdes qui s'ajustent d'elles-mêmes.

212036. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; de Jonge, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et dispositif pour la fermeture hermétique des boîtes métalliques.

212037. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Birò et Nicolitsch, représentés par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Couteau servant à couper du foin ou de la paille dans les meules.

212038. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Gobron, à Paris, cité d'Hauteville, n° 6. — Nouveau boulon à dard d'armon, à tête mobile et à arrêt de sûreté, fonctionnant au moyen de ressort en tirant et en tournant, applicable aux voitures.

212039. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Reimann, Dittmar et Falkenhäusen, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les pompes à air.

212040. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; société anonyme des établissements Weyher et Richemond, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau dispositif à tube oscillant extensible pour le graissage des parties mobiles des machines.

212041. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Wriessnig, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et dispositif pour fixer les tuyaux d'étayement ou d'ancrage aux chaudières à vapeur tubulaires, des deux côtés, à l'aide de filets de tuyaux à gaz.

212042. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Brustlfin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tenon d'entaillure venu de coulée au bas des lingots destinés à être forgés.

212043. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Linyer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés industriels de fabrication de substances destinées à remplacer le caoutchouc, la gutta-percha, le cuir et autres matières analogues.

212044. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Copeland, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à clouer.

212045. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Nicot et Pépin (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'interrupteur de circuit.

212046. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Tournon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvel enduit pour joints, scellements et en particulier pour masticage des pipes à l'intérieur et à l'extérieur.

212047. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Laû, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Essieu extensible pour voitures roulant sur rails.

212048. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Laidlaw, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de machine perfectionnée pour transformer des barres pleines en hélices.

212049. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; société dite *Aéroted Fuel Company*, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédés et appareils perfectionnés pour la combustion des hydrocarbures.

212050. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Lewis, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de boîte destinée à renfermer de menus objets, tels qu'allumettes, plumes, etc.

212051. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Robert, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture en cuir pour montre, dite *la parisienne*.

212052. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Delhayé, représenté par Favoniet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de robinet à fermeture automatique instantanée.

212053. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Kaiser, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements aux boussoles ou compas de mer.

212054. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Averly, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de véhicule à deux trucks couplés pour traction animale ou mécanique sur rails ou sur routes.

212055. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Vaucourt, rue de Paris, n° 473, à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Inférieure). — Application de brûleurs aux fourneaux de cuisine et autres chauffés au gaz d'éclairage.

212056. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Audrieux, à Orange (Vaucluse). — Application des douilles métalliques bombées à la fabrication de balais en paille de sorgho.

212057. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Maussion, rue Crébillon, n° 19, à Nantes. — Procédé de fabrication d'eau gazeuse.

212058. Brevet de quinze ans, 17 mars 1891; Titeux-Hubert, à Nouzon (Ardennes). — Ferrure à glace perfectionnée s'appliquant au talon des chaussures.

212059. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Bisson et Bal, représenté par Lanier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 147. — Distributeur pour tickets et autres objets (Perfectionnements au brevet du 13 mars 1890, n° 205191.)

212060. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Nahl, représenté par Lafontaine, à Paris, rue Le Peletier, n° 22. — Perfectionnements apportés aux vaisseaux aériens dirigeables.

212061. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Balanger, à Paris, rue des Roses, n° 16. — Nouvelle lampe à incandescence.

212062. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Uhler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de générateurs à vapeur multitubulaires avec réchauffeur d'eau et surchauffeur de vapeur.

212063. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Fischesser, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de production de nouvelles matières colorantes insolubles, directement sur la fibre textile.

212064. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Balkay, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Ciseaux universels pour tailler et enter la vigne, etc.

212065. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Hugues, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau dispositif pour la distil-

lation rapide et économique de toutes matières volatilisables et notamment des acides gras.

212066. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Nadler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de fermeture pour bouteilles d'eau gazeuse et récipients analogues.

212067. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Coquerel frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil automatique pour la production de gaz atmosphérique.

212068. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Seck, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de blutage et appareil destiné à le mettre en pratique.

212069. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; compagnie des fonderies et forges de l'Orme (châtiers de la Buire) et Lencauchez, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la construction des gazogènes spéciaux pour moteurs à gaz.

212070. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de rail creux rigide.

212071. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Mannesmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de traverse avec bourrelets formant coussinets.

212072. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Roger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil permettant l'écoulement du liquide d'un récipient quelconque et empêchant l'introduction d'un autre liquide dans ce même récipient.

212073. Brevet de quinze ans, 11 mars 1891; Marchand, rue Duguesclin, n° 10, à Lyon. — Nouveau système de balais pour recueillir l'électricité sur le collecteur des machines dynamo-électriques.

212074. Brevet de quinze ans, 12 mars 1891; Guignet, à Francheville (Rhône). — Registre pour ouvrir ou fermer à volonté le bélier hydraulique.

212075. Brevet de cinq ans, 14 mars 1891; Merle fils, à Pont-Rémy (Somme). — Transporteur de déblais s'adaptant à une drague à vapeur ou à un excavateur pour faire le transport du terrassement.

212076. Brevet de quinze ans, 16 mars 1891; Cotrait, rue du Pot-d'Étain, n° 1, à Péronne (Somme). — Procédé de séparation des matières solides contenues dans les vins en distillerie, avant ou après distillation.

212077. Brevet de quinze ans, 17 mars 1891; Lacoux, à Bessines (Haute-Vienne). — Presse à fourrage continue et à double effet.

212078. Brevet de quinze ans, 18 mars 1891; Billon, à Haunouville-sous-les-Côtes (Meuse). — Pulvérisateur nouveau dit *le Saint-Vincent*, devant servir au sulfatage des vignes atteintes par le mildew et des pommes de terre atteintes de maladies analogues.

212079. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Normand, à Paris, rue de Chazelles, n° 1. — Appareil avertisseur et serre-frein automatique pour chemins de fer.

212080. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Rousselle, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau procédé de fabrication de la culotte à l'usage du vélocipédiste.

212081. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Guénet, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil ozoneur à tubes intérieurs multiples et à courant d'air sous pression.

212082. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Grawitz, boulevard Gambetta, n° 62, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Perfectionnements dans la teinture et l'impression avec les alcaloïdes.

212083. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Liska, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à nettoyer les grains et les moutures de toute nature.

212084. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; société dite *The Trent Gas Engine Company limited*, représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle machine à gaz.

212085. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Saulière, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de fixation de patins en caoutchouc sur les semelles en bois.

212086. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Doré et Mauguin, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Sommier articulé démontable, dit *le moderne*.

212087. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; Thuillier, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements à la fabrication, par estampage, des sècheurs et instruments analogues.

212088. Brevet de quinze ans, 13 mars 1891; d'Adhémar, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traverse pour voie ferrée, en fer ou acier laminé, à patins agrafés, système d'Adhémar.

212089. Brevet de quinze ans, 16 mars 1891; Boudet, à Saint-Thibéry (Hérault). — Nouveau système de pressoir.

212090. Brevet de quinze ans, 17 mars 1891; Binet fils (société), à Tourcoing (Nord). — Nouvel organe débourreur.

212091. Brevet de quinze ans, 17 mars 1891; Bloch (M^{me} veuve) et Lévy (société), rue Tréfilerie, n° 14, à Saint-Étienne. — Fusil de chasse dit *Hammerless*, à canons fixes avec culasse mobile.

212092. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Coilliet, à Paris, rue Saint-Maur, n° 182. — Poêle à feu continu dit *poêle aspirateur*.

212093. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Musnicki, représenté par la société Elsner et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Chaise berceuse à ventilation automatique.

212094. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Piélard, à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 75. — Jeu de zanzibar mécanique-automatique.

212095. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Jung, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'appareil distributeur de liquides et autres matières.

212096. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Feustel, représenté par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Appareil pour déposer les feuilles imprimées en ligne droite.

212097. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Eckert et Hentschel, représentés par Monath, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4. — Machine à fabriquer les boutons en nacre, ivoire, etc.

212098. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Dumond et Letellier, à Paris, rue de Longchamp, n° 100. — Lisse métallique unie pour métier à tisser.

212099. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Bonnin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil réchauffeur d'eau d'alimentation pour les chaudières à vapeur.

212100. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Lemperrière, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à gaz ou à pétrole, à grande vitesse, destiné plus spécialement à la traction mécanique des véhicules.

212101. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Grenet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de monture à ouverture parallèle, principalement applicable aux bourses métalliques.

212102. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Dosmond, représenté par la société Blétry aîné et Morel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bandage à pelotes en bois résineux et ceinture à coulisse.

212103. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Boudard et Crawley, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Métier Jacquard à double action perfectionné.

212104. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Capitain, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de presse hydraulique à piston à avance rapide et à pression automatique progressive.

212105. Brevet de quinze ans, 14 mars 1891; Clément, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tour automatique pour la fabrication des pièces de différents profils.

212106. Brevet de quinze ans, 18 mars 1891; Pascal, Joseph et compagnie, représentés par Lebecq, rue des Bergers, n° 16, à Marseille. — Pétrisseur mécanique.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Louap, 20 décembre 1890, brevet 195456. (Voiture mécanique à mouvement continu, roulant seule et sans frais.)

Sohège, 20 décembre 1890, brevet 201367. (Ouverture des portières sans quitter le siège.)

Saint-Pierre et Gombault, 20 décembre 1890, brevet 209010. (Nouveau système propre à dételer ou séparer instantanément les brancards de toutes voitures suspendues montées sur trains mobiles et sur quatre roues.)

Wohl et Kollrepp, 20 décembre 1890, brevet 201406. (Méthode de préparation des sirops de sucre interverti avec des solutions de saccharose concentrées.)

Hondorf, Becker et compagnie (Société), 26 décembre 1890, brevet 202377. (Système de traitement des jus de betterave provenant de la défécation.)

A. Gallais et J. Welter (Société), 10 décembre 1890, brevet 166769. (Machine à polir les clous d'ameublement et autres articles analogues.)

A. Gallais et J. Welter (Société), 10 décembre 1890, brevet 170627. (Appareil distributeur et redressant des clous, boulons, etc., à tige, pointe ou queue, servant à l'alimentation automatique des machines propres à leur fabrication.)

Chévenot (M^{re}), 22 décembre 1890, brevet 204521. (Nouveau système de four de boulangerie.)

Léotard, 17 décembre 1890, brevet 205872. (Nouveau système de pompe oscillante à double effet, système Léotard.)

Carré et fils (Société), 30 décembre 1890, brevet 201899. (Mécanisme spécial s'adaptant aux métiers rectilignes à bonneterie en vue de produire des rayures en long.)

Alamagny, Oriol et compagnie (Société), 24 décembre 1890, brevet 205281. (Procédé d'élargissement des lacets.)

Psaroudaki, 19 décembre 1890, brevet 193396. (Nouveau système de distribution de la vapeur dans les machines.)

Dumarest, 17 décembre 1890, brevet 208831. (Nouvelle machine rotative appelée *rotative universelle*.)

Montupet, 31 décembre 1890, brevet 197600. (Chaudière multitubulaire.)

Horenz, 26 décembre 1890, brevet 203768. (Appareil automatique de réglage et de contrôle pour carneaux et pour canaux d'arrivée d'air.)

Durand, 19 décembre 1890, brevet 203319. (Perfectionnements dans la fabrication des scies à main.)

Bardon, 19 décembre 1890, brevet 186973. (Nouveau régulateur d'éclairage électrique.)

Poirson, 23 décembre 1890, brevet 205179. (Plaque vibrante bombée pour transmetteur microphonique à charbon.)

Frédureau, 31 décembre 1890, brevet 206430. (Perfectionnements aux conducteurs électriques.)

Ortelli, 19 décembre 1890, brevet 208022. (Pile électrique.)

Perrier, 19 décembre 1890, brevet 204506. (Appareil à fractionnement destiné à la distillation et à la rectification simultanée et continue de l'alcool éthylique et des produits fractionnés.)

Rouart frères et compagnie (Société), 30 décembre 1890, brevet 178417. (Procédé permettant de faire marcher les moteurs à gaz au moyen de l'air carburé ou d'améliorer leur fonctionnement.)

Rouart frères et compagnie (Société), 19 décembre 1890, brevet 204438. (Emploi des carbures d'hydrogène dans les moteurs à gaz.)

Fouque et Kehlberger, 30 décembre 1890, brevet 206126. (Moteur aéro-hydrothermique.)

Popp, 29 décembre 1890, brevet 207818. (Système de moteur rotatif à détente variable.)

Société Rochester Lasting Machine Company, 24 décembre 1890, brevet 210415. (Perfectionnements dans les machines à former les chaussures.)

Taillois, 23 décembre 1890, brevet 205186. (Navire à flottaison (d'inchavirabilité) constante, qui est inchavirable et d'autre part insubmersible.)

Croppi et Edant, 27 décembre 1890, brevet 199083. (Perfectionnements aux appareils dits *réservoirs de chasse*.)

Scellier, 26 décembre 1890, brevet 208862. (Nouveau système de réservoir de chasse automatique transformable en réservoir de chasse à volonté, mû par tirage à la main ou par moteur électrique.)

Canet, 26 décembre 1890, brevet 180578. (Système de canon à tir rapide.)

Dick, 18 décembre 1890, brevet 208694. (Appareil automatique à élévation pour canons de vaisseau et toutes pièces d'artillerie reposant sur une base stable ou mobile.)

Raygasse et Margry (Société), 18 décembre 1890, brevet 206505. (Lit ascenseur pour paquebot.)

Jenke et Fuhrmann, 29 décembre 1890, brevet 205387. (Lardoire mécanique.)

Feldingut et Cézérac, 24 décembre 1890, brevet 207252. (Nouveau presse-citrons.)

Rochetin, 26 novembre 1890, brevet 208926. (Fabrication de lames de fleuret tout acier.)

Lams, 27 décembre 1890, brevet 206655. (Boîtes métalliques pour conserves, avec couvercles à joints hermétiques s'enlevant sans détérioration.)

Proust, 29 décembre 1890, brevet 208611. (Nouveau bec de lampe à pétrole à mèche cylindrique, dit *bec Proust*.)

Bourgoin (M^{me} veuve), 30 décembre 1890, brevet 194298. (Système de fermeture tourniquet pour boutons, fermoirs, etc.)

Revel père et fils (Société), 26 décembre 1890, brevet 208183. (Perfectionnements aux parapluies, ombrelles, en-cas, parasols, etc.)

Philippart, 27 décembre 1890, brevet 210008. (Procédés de traitement industriel des résidus des plaques d'accumulateurs au plomb et d'autres matières obtenues au moyen de l'électrolyse des oxydes et sels de plomb.)

De Lambilly, 31 décembre 1890, brevet 210365. (Nouveau procédé de fabrication des cyanures alcalins et alcalino-terreux au moyen de l'azote atmosphérique et du gaz d'éclairage.)

Ross, 26 décembre 1890, brevet 202341. (Procédé de traitement de l'oidium de la vigne par le lait de soufre sulfuré.)

Quillon, 20 décembre 1890, brevet 207915. (Pantalon à doublure mobile, dit *pantalon hygiénique*.)

Bénard, 30 décembre 1890, brevet 203956. (Distributeur-réclame, système Bénard.)
Richard et Botte (M^{re}), 31 décembre 1890, brevet 210435. (Tableau dit *mirroir-annonces*.)

De la Villegegru, 31 décembre 1890, brevet 209019. (Régulateur à pression hydraulique pour moulins à cannes et autres appareils à cylindre.)

Glamond, 24 décembre 1890, brevet 208356. (Système d'appareil d'éclairage à incandescence par le gaz.)

Pénau, 27 novembre 1890, brevet 196006. (Mouvements de mécanique et pédale à réglage rapide pour pianos droits, carrés et à queue.)

Auguste Godchaux, 20 décembre 1890, brevet 201109. (Machine rotative à imprimer, à format variable, papier continu et en plusieurs couleurs, avec coupeuse à deux ou un plus grand nombre de receveurs.)

Michaud, 24 décembre 1890, brevet 207626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Castoldi, 29 décembre 1890, brevet 204479. (Nouvelle machine à broder au point de chaînette et à entraînement universel.)

Ferriol, 27 décembre 1890, brevet 206578. (Machine à secouer et à étirer les soies.)

Poizot, 18 décembre 1890, brevet 198881. (Buot perfectionné sans ressort, système Poizot.)

Guthmann, 5 janvier 1891, brevet 210028. (Système de traction des trains de chemins de fer métropolitains et de banlieue.)

Marconi, 5 janvier 1891, brevet 196533. (Nouvelles cellules pour la confection des graines des vers à soie avec le système cellulaire.)

Feyrer, 5 janvier 1891, brevet 204779. (Robinet pour eaux forcées, se fermant seul ou restant ouvert à volonté.)

Canet, 7 janvier 1891, brevet 198814. (Perfectionnements apportés aux affûts pour bouches à feu.)

- Giroud, 7 janvier 1891, brevet 198231. (Râteau à foin.)
- Ronze, 8 janvier 1891, brevet 203059. (Système d'empoutage économisant les carons et le tissage pour les articles façonnés en général.)
- Fortuny, 8 janvier 1891, brevet 20908. (Nouveau sirop de café concentré.)
- Chaudet, 3 janvier 1891, brevet 200061. (Nouveaux procédés d'application directe de l'aniline et de ses homologues à la teinture des matières textiles animales et végétales, permettant d'obtenir des couleurs grands teints usuelles.)
- Marchand, 6 janvier 1891, brevet 203394. (Nouvelle méthode de blanchiment des lins ou tissus d'origine végétale ou animale.)
- Lange et Chanvin (Société), 12 janvier 1891, brevet 162313. (Disposition permettant de tricoter des bandes longitudinales de couleurs variées et de largeur constante, malgré les diminutions de lisière.)
- Philippe, 2 janvier 1891, brevet 206813. (Système perfectionné de filtre à poches simples ou multiples.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 8 janvier 1891, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)
- Jackson, 6 janvier 1891, brevet 210224. (Perfectionnements aux générateurs de vapeur.)
- Degremont, 7 janvier 1891, brevet 191454. (Système de rotule ou articulation à compensation et à obturateur.)
- Gobron, 8 janvier 1891, brevet 201307. (Nouveau verrou de sûreté avec sa nouvelle poignée articulée, applicable aux portières de wagons et autres.)
- Debarle, 6 janvier 1891, brevet 210502. (Barrage de rivière automobile dans les deux sens, obtenu au moyen d'une porte commandée par un bateau sous-marin et articulée horizontalement à un arbre fixé au radier.)
- Wohlhuter, 7 janvier 1891, brevet 207377. (Ventilateur composé.)
- Plot, 7 janvier 1891, brevet 166491. (Système de grillade mobile applicable à tous genres de foyers de cuisine.)
- Chaussier-Fabre, 7 janvier 1891, brevet 204954. (Nouveau tricycle *le gracieux*, se montant avec les mains à l'aide de leviers et de bielles.)
- Tascher (Les sieurs), 9 janvier 1891, brevet 159914. (Scellé métallique à goupille ovée.)
- Domon père, 8 janvier 1891, brevet 208085. (Compteur-contrôleur horo-kilométrique.)
- Creuzé de Latouche, 8 janvier 1891, brevet 188271. (Perfectionnements dans l'installation des bouches à feu de position et de marine.)
- L. Durand et Huguenin (Société), 3 janvier 1891, brevet 178364. (Fabrication de nouvelles matières colorantes.)
- Lacombe et compagnie (Société), 7 janvier 1891, brevet 209170. (Procédé de traitement ou de préparation des charbons pour lumière électrique.)
- Nastasi, 8 janvier 1891, brevet 205187. (Nouveau système de fermeture de boîte en métal.)
- Meyer et Redier, 5 janvier 1891, brevet 209134. (Perfectionnements aux appareils enregistreurs.)
- Hanarte, 17 janvier 1891, brevet 158314. (Système de pompe à tuyères pour réguler l'eau à de grandes et à toutes hauteurs et à grande vitesse.)
- Farcot, 13 janvier 1891, brevet 161077. (Perfectionnements aux pompes centrifuges dans leurs formes et proportions, leur mode de construction et leur installation.)
- Portevin, 15 janvier 1891, brevet 210310. (Compteur de liquides pour grands volumes.)
- Grenet, 14 janvier 1891, brevet 203306. (Nouveau mode d'application d'inscriptions nobles dans les fermoirs pour bourses et autres articles du même genre.)
- Roumieu, 19 janvier 1891, brevet 206558. (Appareil extracteur étagé et méthode d'extraction chimique des huiles par cet extracteur.)
- Gugumus frères (Société), 16 janvier 1891, brevet 209096. (Échelle aérienne pour incendies, sauvetages, télégraphes et pour observatoire mobile dans l'armée.)
- De Courval, 19 janvier 1891, brevet 199144. (Système de protection des trains en marche, dit *dictophore*.)
- Mouline, 22 janvier 1891, brevet 205469. (Nouveau genre de moulin Vaucanson pour la soie.)

- Beaume, 14 janvier 1891, brevet 156270. (Perfectionnements dans les moulins à vent.)
- Rouzay, 12 janvier 1891, brevet 207534. (Perfectionnements aux moteurs à gaz ou à pétrole, ou destinés à la navigation.)
- Heilmann, 16 janvier 1891, brevet 207055. (Transport de force mobile pour traction de wagons ou voitures sur voies ferrées quelconques.)
- Schneider, 10 janvier 1891, brevet 167675. (Perfectionnements aux graisseurs.)
- Maurel et Truel, 21 janvier 1891, brevet 203751. (Système de garniture métallique compensée à appliquer aux tiges à piston et en général à tout guide rectiligne ne devant pas fuir.)
- Letalle, 13 janvier 1891, brevet 203116. (Métier de pose automatique de la chemise pour tapis.)
- Maurel, 13 janvier 1891, brevet 205801. (Dispositions spéciales dans le lissage des cartons Jacquart pour le tissage de divers articles façonnés.)
- Dubied, 10 janvier 1891, brevet 202613. (Machine à tricoter produisant la cote anglaise à la façon du métier et diverses mailles pressées.)
- Hidien, 20 janvier 1891, brevet 209277. (Chaudière démontable, système Hidien.)
- Bonino, 16 janvier 1891, brevet 209456. (Appareil vaporisateur instantané pour chaudières à vapeur, système A. Bonino.)
- Guthmann, 10 janvier 1891, brevet 210361. (Foyers fumivores pour générateurs à vapeur, système G. Guthmann.)
- Weiss, 13 janvier 1891, brevet 204812. (Système de régulateur dynamique pour moteurs à vapeur à détente variable.)
- Cajot, 10 janvier 1891, brevet 208866. (Appareil de lavage et de décantation destiné à l'enrichissement des phosphates de chaux, des craies phosphatées ainsi qu'à la préparation des ciments, marnes et amidons.)
- Boissière, 12 janvier 1891, brevet 206972. (Système économique de couvertures à crochets en ardoises pentagonales.)
- Pieron aîné, 9 janvier 1891, brevet 210526. (Articles d'étalage en tubes ou en tiges carrées.)
- Boyer, 10 janvier 1891, brevet 205312. (Support automobile pour abat-jour, écran, réflecteurs et globes pour bougies.)
- Saint-Léger frères (Société), 17 janvier 1891, brevet 208867. (Machine à sécher et repasser le linge.)
- Bredenberg, 14 janvier 1891, brevet 207357. (Boîte de roue.)
- Domecq-Cazaux (Les sieurs), 13 janvier 1891, brevet 204824. (Bidet à douches automatique et fonctionnant par le poids du corps sur le siège.)
- Société anonyme *l'Incandescence électrique*, 9 janvier 1891, brevet 179824. (Procédé de réparation des lampes électriques à incandescence (rapprochement et soudure du filament de charbon) et perfectionnement de ces lampes.)
- Le Blon, 14 janvier 1891, brevet 206416. (Système de lampe à arc.)
- Dervaux, 21 janvier 1891, brevet 209766. (Appareil épurateur-décanteur Dervaux pour l'épuration des eaux.)
- Desrumaux, 13 janvier 1891, brevet 191692. (Appareil d'épuration et de décantation.)
- Koch, 14 janvier 1891, brevet 206439. (Procédé de production de matières colorantes.)
- Labarre, 22 janvier 1891, brevet 207201. (Distillation de la térébenthine et de diverses autres substances au moyen du chauffage par le gaz.)
- Lams, 15 janvier 1891, brevet 207111. (Bouteilles, flacons, cruchons, pots, terrines, dames-jeannes, boîtes de conserves, touries et récipients avec goulots et bouchages en *stuffing-box*, à bouchages hermétiques.)
- Vespier, 9 janvier 1891, brevet 207404. (Bretelle fixe.)
- Sinn, 17 janvier 1891, brevet 210547. (Carte-album pour modèles et échantillons.)
- Lams, 15 janvier 1891, brevet 206152. (Bonde à soupape avec bouchon d'air mobile facilitant le soutirage du contenu des tonneaux et récipients.)
- Thibouville, 10 janvier 1891, brevet 181276. (Orgue à manivelle à mécanisme simplifié, dit *organina Thibouville*.)
- Pénau, 15 janvier 1891, brevet 196006. (Mouvements de mécanique et pédalier réglage rapide pour pianos droits, carrés et à queue.)

- Frédureau, 13 janvier 1891, brevet 207096. (Nouvelles dispositions applicables à éclairage particulier et à l'éclairage public.)
- Latry, 16 janvier 1891, brevet 186746. (Application du mica pour la fabrication d'un nouveau genre de papier destiné à l'impression et comme papier de sûreté pour les titres, sous la dénomination de *papier au granit argentin imitant la soie.*)
- Hochapfel frères (Société), 13 janvier 1891, brevet 190766. (Nouvelle combinaison de pipe dite *Hoc*, à système d'arrêt quart de tour.)
- Hennequin, 14 février 1891, brevet 200691. (Système de commande électrique des horloges et de transmission de l'heure à distance.)
- Cary, 11 février 1891, brevet 205942. (Nouvelle poulie à gorge ou cuivreau.)
- Solvay et compagnie (Société), 12 février 1891, brevet 197483. (Appareil distillatoire caustificateur ou séparateur à effet multiple.)
- Sautter, Harlé et compagnie (Société), 13 février 1891, brevet 207659. (Perfectionnements dans les appareils d'éclairage électrique.)
- Raygasse et Margry (Société), 11 février 1891, brevet 189113. (Nouveau système de canapé-lit.)
- Cordebart, 16 février 1891, brevet 207804. (Perfectionnements dans la fabrication des cahiers de papiers à cigarettes et leurs enveloppes.)
- André, 24 février 1891, brevet 190888. (Nouveau système de brûleur pour le chauffage par le gaz, avec extinction automatique.)
- Michaud, 14 février 1891, brevet 178606. (Perfectionnements aux machines à imprimer rotatives.)
- Michaud, 14 février 1891, brevet 207459. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)
- Marit, 14 février 1891, brevet 204085. (Asservissement d'un moteur électrique.)
- Collomp, 26 février 1891, brevet 199878. (Corset dit *corset Collomp.*)
- Bergreen, 24 février 1891, brevet 206826. (Presses à cellules pour cossettes de betterave.)
- H. Grignon et fils (Société), 24 février 1891, brevet 209055. (Clef-guillotine destinée à l'ouverture de toutes les boîtes à conserves ou autres.)
- Postel-Vinay, 17 février 1891, brevet 183605. (Perfectionnements aux régulateurs de lumière électrique.)
- Bayon et Mailhan, 23 février 1891, brevet 203875. (Lampe électrique à arc.)
- Léopold Cassella et compagnie (Société), 21 février 1891, brevet 201467. (Procédé pour la fabrication des acides amidonaphtolmonosulfoniques.)
- Folie-Desjardins, 17 février 1891, brevet 203942. (Procédé de fabrication simultanée de phosphore et de silicates alcalins par le traitement des phosphates minéraux de chaux ou d'alumine ou de la cendre d'os.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 23 février 1891, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)
- Demuth (Les sieurs), 19 février 1891, brevet 210296. (Système d'agglomération du liège.)
- Martin, 24 février 1891, brevet 210676. (Perfectionnement dans la production industrielle des sels de soude.)
- Gandiglio, 19 février 1891, brevet 201060. (Système de détente perfectionnée, applicable à tous genres de machines à vapeur.)
- Marin, 21 février 1891, brevet 197989. (Système de lit portatif.)
- Péan, 21 février 1891, brevet 207696. (Busc de corset.)
- Cros, 23 février 1891, brevet 189526. (Système d'avertisseur domestique pour indiquer la présence ou l'absence des locataires d'une maison ou des habitants d'un hôtel.)
- Volker, 26 janvier 1891, brevet 208241. (Cercueil destiné à hâter la putréfaction.)
- Vicher, 23 février 1891, brevet 209563. (Système de robinet sans presse-étoupes et étanchéité parfaite.)
- De Kunwald fils, 21 février 1891, brevet 209114. (Nouvel appareil dit *vaporomètre*, permettant, sans l'emploi d'une machine à vapeur et sans l'emploi d'une pompe, d'aspirer et de refouler les liquides et de comprimer et de raréfier des gaz par l'action directe de la vapeur.)
- Carré, 11 février 1891, brevet 211024. (Perfectionnements aux pompes à eau bouillante.)
- Legrand et Furrer, 20 janvier 1891, brevet 193732. (Bouchon obturateur pour

- garantir contre la fraude les liqueurs de marque hygiéniques, les eaux minérales, les médicaments spéciaux, etc.)
- Delorme fils, 16 février 1891, brevet 210645. (Nouveau système de tête non métallique applicable aux siphons et récipients à eaux gazeuses.)
- Kuneman, 24 janvier 1891, brevet 210923. (Nouveau procédé de fermentation sans levure de bière.)
- Lavril, 2 mars 1891, brevet 210059. (Nouveau moule à fromages, destiné à la fabrication des fromages à la crème et double crème.)
- Jachne, 23 février 1891, brevet 211135. (Procédé de fabrication d'un engrais superphosphaté.)
- Laffitte, 13 février 1891, brevet 206551. (Système de publicité par les boîtes d'allumettes.)
- De Faucompré, 20 janvier 1891, brevet 203482. (Nouveau générateur de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice. — Perfectionnement au brevet n° 19533 pris par la société Bourgoïn et Decorce.)
- Laillet et Maguet, 27 janvier 1891, brevet 207368. (Nouvel appareil pour l'alimentation automatique des chaudières à vapeur, système Laillet et Maguet.)
- Paraïre, 27 janvier 1891, brevet 205232. (Moteur à fluides combinés d'air et d'eau.)
- Levasseur, 26 janvier 1891; brevet 210061. (Divers perfectionnements apportés à la construction des machines motrices à gaz et à pétrole.)
- Marcelet, 30 janvier 1891, brevet 205057. (Appareil à verrous pour assurer la manœuvre, à distance, des aiguilles de changements de voie et des signaux fixes dans les chemins de fer et dans toutes les applications industrielles où le verrouillage est reconnu nécessaire.)
- Elmendorf, Gardner et Prentis, 23 janvier 1891, brevet 198725. (Perfectionnements apportés aux latrines inodores.)
- Olivier, 27 janvier 1891, brevet 194270. (Nouveau système de serrure à pompe avec combinaison de chaque côté.)
- Torrilhon, 20 janvier 1891, brevet 210467. (Fabrication et application des cercles en caoutchouc et toile pour roues de voitures et vélocipèdes à tension fixe.)
- Gajardo, 27 janvier 1891, brevet 208686. (Perfectionnements apportés aux appareils à enregistrer le nombre de personnes entrant dans ou sortant des voitures de tramways et autres véhicules, les bâtiments ou autres places.)
- Gravier, 21 janvier 1891, brevet 205975. (Nouvelle machine dynamo-électrique.)
- De Place, 26 janvier 1891, brevet 171008. (Appareil diminuant le recul des armes à feu.)
- Pintel, 27 janvier 1891, brevet 203385. (Procédés de fabrication des bébés articulés en pâte.)
- Gondelle, 21 janvier 1891, brevet 203504. (Système perfectionné d'alcoolomètre capillaire.)
- Ollion, 26 janvier 1891, brevet 203452. (Photographies coloriées sur surfaces transparentes.)
- Raymond, 23 janvier 1891, brevet 210349. (Nouveau bouton-fermoir à ressort pour gants, chaussures, etc.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 22 janvier 1891, brevet 171527. (Perfectionnements aux appareils à produire le froid et leurs applications.)
- Société Badische Anilin und Soda Fabrik, 20 janvier 1891, brevet 206567. (Nouveau procédé de préparation de l'indigo artificiel et d'autres matières colorantes indigotiques.)
- Fromage, 6 février 1891, brevet 208908. (Toise hygiénique.)
- Lestout fils, 14 février 1891, brevet 183520. (Nouveau système de foyer pour usage artificiels protégeant les vignes et les récoltes des gelées printanières, dénommé *foyer Lestout*.)
- Kœnig, 14 février 1891, brevet 189780. (Perfectionnements apportés au purgeur automatique de condensation, avec cloche à air comprimé.)
- Bonnard, 13 février 1891, brevet 203086. (Nouveau système d'appareil servant à effectuer le nettoyage du blé et autres grains.)
- Fanon et Theris, 9 janvier 1891, brevet 208185. (Sabot destiné au serrage des freins de voiture.)
- Tantin, 10 février 1891, brevet 208332. (Système de broche de navette pour tissage.)

- Lapierre, 13 février 1891, brevet 208533. (Perfectionnements aux semoirs à toutes graines généralement employées en agriculture.)
- Samuel Cousins (Société), 16 février 1891, brevet 203822. (Machine à imprimer les tissus dite *imprimeuse Samuel Cousins*.)
- Gambaro, 12 février 1891, brevet 195200. (Manchon d'accouplement et de débrayage à hélice.)
- Wood, 13 février 1891, brevet 203951. (Perfectionnements apportés aux grues roulantes.)
- Sanders, 14 février 1891, brevet 198783. (Perfectionnements apportés à la chambre photographique et accessoires.)
- Dénorus, 11 février 1891, brevet 167982. (Nouveau mode de préparation des matières organiques dans le but de les rendre aptes à la métallisation pour recevoir l'action galvanique.)
- Camion frères (Société), 12 février 1891, brevet 201261. (Fer à repasser et à glacer simultanément, dit *fer excelsior*.)
- Dermigny, 16 février 1891, brevet 203108. (Glacière de famille.)
- Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 9 février 1891, brevet 206567. (Nouveau procédé de préparation de l'indigo artificiel et autres matières colorantes indigotiques.)
- Mousseau, 9 février 1891, brevet 203730. (Nouveau procédé de chauffage, au bois, des fours de boulangers, pâtisseries, etc.)
- Constantz, 5 février 1891, brevet 195677. (Système de piano à doubles tables d'harmonie conjuguées.)
- De Baillehache, 7 février 1891, brevet 195926. (Perfectionnements dans les appareils de signalement électrique des trains de chemins de fer.)
- D'Adelsward, 4 février 1891, brevet 209998. (Locomotive à grande puissance et à grande vitesse.)
- Chambon, 4 février 1891, brevet 210379. (Fer à onduler les cheveux, dit *la vague*.)
- Faure, 7 février 1891, brevet 204507. (Machine à décortiquer la ramie et autres plantes textiles.)
- Delay, Ph. Diot et compagnie (société), 6 février 1891, brevet 207384. (Application d'impression blanc ou couleurs sur tissus dont la chaîne et la trame sont multicolores.)
- Maurel, 3 février 1891, brevet 201583. (Perfectionnements aux machines à lire et percer les cartons Jacquart.)
- Santiquet, 4 février 1891, brevet 191547. (Bicycles et tricycles à grande vitesse, système Santiquet.)
- Moreau, 13 février 1891, brevet 195574. (Porte-patin mobile.)
- A. Léonhardt et compagnie (société), 6 février 1891, brevet 211035. (Production de nouvelles matières colorantes bleues basiques et des matières premières nécessaires à leur fabrication.)
- Franck fils, 4 février 1891, brevet 178897. (Nouvelle disposition de brancard d'amulance articulé.)
- Bréchet, 7 février 1891, brevet 200699. (Appareil à ressorts détruisant toute trépidation et s'adaptant aux wagons et aux voitures pour la suspension des brancards de blessés ou malades.)
- Dervaux, 6 février 1891, brevet 189766. (Appareil épurateur-décanteur Dervaux pour l'épuration des eaux.)
- Dulac, 4 février 1891, brevet 203563. (Perfectionnements aux foyers des chaudières.)
- Société anonyme dite *Maschinenbau Actiengesellschaft, vorm. Breitfeld Danek und C^e*, février 1891, brevet 210146. (Centrifuge à action continue.)
- Société dite *Henry Alexander und C^e*, 6 février 1891, brevet 208429. (Perfectionnements dans les procédés et appareils pour charger de gaz et embouteiller les liquides.)
- Sandt et Sturm, 7 février 1891, brevet 208902. (Rebrouilleur transportable à commande électrique.)
- Michet et Virfollet, 11 février 1891, brevet 209627. (Tube de sûreté pour le transport et la manutention des vins ou autres liquides en fermentation.)
- Mousseau, 9 février 1891, brevet 203731. (Disposition de foyer, avec préservateur et directeur de flammes, permettant de faire tomber instantanément le feu dans le chauffage au charbon des fours de boulangers, pâtisseries, etc.)

- Faulhaber, 4 février 1891, brevet 209887. (Dispositif de rotation des chapeaux de cheminées.)
- Rivière, 7 février 1891, brevet 203644. (Nouvelle méthode de saponification des corps gras.)
- Senault, 4 février 1891, brevet 208900. (Système de fermeture de sûreté pour lettre de publicité, portant le titre *l'universelle*.)
- Bernat, 31 janvier 1891, brevet 174526. (Appareil à distiller l'eau, dit *appareil Bernat*.)
- Talbot, 23 janvier 1891, brevet 204045. (Procédé pour la production artificielle d'acides tartriques à l'aide de matières cellulosiques, saccharines et amylacées.)
- Hérardin, 23 janvier 1891, brevet 191972. (Système de jonction des câbles et fils électriques pour éclairage, transport de la force, etc.)
- Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), 21 janvier 1891, brevet 199035. (Commuteur multiple, système Berthon et Ducousso.)
- Picard, 20 janvier 1891, brevet 209640. (Système de télégraphie et téléphonie simultanées sans anti-inducteurs.)
- De Baere, 21 janvier 1891, brevet 204303. (Appareil destiné à perforer les roches.)
- Mertz, 22 janvier 1891, brevet 192906. (Appareil à humidifier et à rafraîchir l'air des salles de filatures, des malteries, des bateaux, des salles de théâtre, etc.)
- Wauquiez-Goethals, 27 janvier 1891, brevet 206701. (Procédé d'épilage de la laine, du lin, du chanvre, de la ramie et des plantes textiles en général.)
- Laure (M^{me}), 13 janvier 1891, brevet 201681. (Épilage des peaux de mouton et d'agneau par le système de l'étuve à évaporation d'eau chaude pure ou additionnée de matières émoulineuses.)
- Vivier, 14 janvier 1891, brevet 191876. (Système de projection d'huile à distance sur la mer pour calmer les brisants.)
- Timoni, 14 janvier 1891, brevet 195306. (Appareil automatique protégeant le gouvernail et les drosses contre les chocs et les grands paquets de mer.)
- E. Graffe et J. Jougla (société), 17 janvier 1891, brevet 207636. (Nouveau châssis extenseur servant à tendre la pellicule, papier employé pour clichés photographiques.)
- Hélouis, 14 janvier 1891, brevet 194804. (Nouvelle fabrication de composés bitumineux, sulfo-carboniques, hydro-carburés employés à la destruction des insectes nuisibles à l'agriculture.)
- Guérin, 31 janvier 1891, brevet 205556. (Appareil à double mouvement pour dégraisser, laver, teindre, blanchir ou sécher toutes matières textiles, animales ou végétales, sous quelque nature qu'elles se présentent.)
- Léopold, 3 février 1891, brevet 209266. (Fermeture de parapluie.)
- Pognon, 31 janvier 1891, brevet 203490. (Système de collecteurs tubulaires communiquant, à tubes amovibles et à circulation en serpentín mixte, pour chaudières à vapeur.)
- Lepape, 28 janvier 1891, brevet 209734. (Chaudière à production instantanée de vapeur.)
- Louis, 2 février 1891, brevet 201277. (Nouvelle machine rotative pouvant fonctionner avec tous fluides sous pression, tels que vapeur, gaz et eau.)
- Larippe, 31 janvier 1891, brevet 208645. (Genre de mécanisme articulé de tension de chaîne pour bicyclettes, tricycles, etc.)
- Gauchot et Vilaseca, 31 janvier 1891, brevet 207689. (Système de machine à cigarettes.)
- Von Blinsdorf et Apler, 30 janvier 1891, brevet 197302. (Appareil de sûreté à signaux pour chemins de fer.)
- Stoclin et Candelier, 31 janvier 1891, brevet 194179. (Nouvelle charrue dite *coupe-feuilles*, pour arracher les betteraves.)
- Bréhier, 30 janvier 1891, brevet 206030. (Nouveau réfrigérant à plateaux.)
- Cambon, Cadet et fils (société), 31 janvier 1891, brevet 196544. (Perfectionnements dans les coupes de gants à deux coutures.)
- Siemang, 28 janvier 1891, brevet 210190. (Nouveau système de fermeture pour bouteilles.)
- Koretz, 3 février 1891, brevet 210966. (Dispositif de fermeture pour siphon.)

Armstrong, 30 janvier 1891, brevet 201351. (Dispositif perfectionné pour annoncer et indiquer les départs, arrivées et arrêts.)

Batallé, 31 janvier 1891, brevet 209387. (Procédé afin d'améliorer, conserver et vieillir les vins.)

Em. et L. Nagant (société), 29 janvier 1891, brevet 201957. (Fusil à répétition dénommé *fusil Nagant à répétition*.)

Broadwell, 31 janvier 1891, brevet 206462. (Perfectionnements dans les armes à gaz liquéfié.)

Fred. Bayer et compagnie (société), 3 février 1891, brevet 200520. (Procédé de préparation de nouveau dioxynaphtaline-monosulfoacides, de trioxynaphtalines et de conleurs azotiques.)

Fred. Bayer et compagnie (société), 29 janvier 1891, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

De Lavit, 29 janvier 1891, brevet 203451. (Nouveau poêle-cheminée.)

Closet, 31 janvier 1891, brevet 204193. (Cachet-œillet inviolable à porte-étiquette pour sceller les tissus, papiers, lettres, etc.)

Château père et fils (société), 31 janvier 1891, brevet 192860. (Nouveau contrôleur de présence et de ronde.)

Raps, 28 janvier 1891, brevet 207190. (Dispositif pour le fonctionnement automatique de pompes à mercure pour faire le vide.)

Leroy, 3 février 1891, brevet 203520. (Pile à écoulement continu et variable.)

Société anonyme des anciens établissements Cail, 2 février 1891, brevet 209859. (Perfectionnements aux machines dynamo-électriques.)

Giuseppe, 9 février 1891, brevet 185925. (Perfectionnements aux voies de transport aériennes actuellement en usage par poulie roulante sur câble métallique supporté par des poteaux.)

Marangos, 7 février 1891, brevet 203819. (*Archimède*, appareil élévateur vertical à vis sans fin, à relevage automatique pour le jet et l'aspiration, destiné au transport de toutes les matières grainieuses dans les usines et principalement au déchargement et au chargement des navires.)

Sirech, 28 février 1891, brevet 200468. (Compteur destiné au contrôle de la perception sur les voitures de place.)

Mannesmann, 16 février 1891, brevet 209228. (Nouveau système de traverse creuse en forme de caisse pour chemins de fer.)

Brunot, 21 février 1891, brevet 206219. (Système d'échardonnage mécanique de la laine.)

Cardon, 18 février 1891, brevet 208422. (Broyeuse teilleuse pour matières textiles.)

Société *Siemens Brothers and Company limited*, 20 février 1891, brevet 204633. (Perfectionnements aux armatures des machines dynamo-électriques.)

Ducréteil, 23 février 1891, brevet 205285. (Perfectionnements dans la construction des piles électriques.)

Poudroux, 17 février 1891, brevet 208495. (Pile électrique.)

Lagrelle, 20 février 1891, brevet 168761. (Clef de serrage à inclinaison variable.)

Anderson, 18 février 1891, brevet 194807. (Appareil de graissage susceptible de réglage.)

Farjasse, 21 février 1891, brevet 204482. (Embrayage progressif et limité.)

Maurel, 24 février 1891, brevet 211006. (Dispositions spéciales permettant le contre-semblage des dessins sur les cartons Jacquard.)

Walker (M^{me} veuve), 27 février 1891, brevet 161533. (Bouchage hermétique sur verre et faïence.)

Errani et Berg, 24 janvier 1891, brevet 210481. (Allumettes nouvelles, avec ou sans frottoir spécial.)

Rigaud, 19 février 1891, brevet 205819. (Nouvelle table pour opérations dans les hospices, hôpitaux, etc.)

Foveau de Courmelles, 19 février 1891, brevet 209704. (Appareil pour le transport électrique des médicaments dans le corps humain.)

De Pezzer, 20 février 1891, brevet 210687. (Perfectionnement apporté aux sondes uréthrales et autres instruments analogues.)

A. Léonhard et compagnie (société), 16 février 1891, brevet 182063. (Procédé de matières colorantes bon teint par chloruration, bromuration, nitratisation et alkylation de certaines matières colorantes, etc.)

Société *Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer und C.*, 21 février 1891, brevet 187365. (Procédé de fabrication de matières colorantes azotées, teignant directement en bleu noir.)

Société dite *la Manufacture lyonnaise des matières colorantes*, 22 janvier 1891, brevet 201770. (Procédé pour la fabrication dérivant de l'acide amidonaphthol-monosulfonique.)

Bergez, 23 février 1891, brevet 193370. (Flacon-outil de bureau.)

Vico, 20 février 1891, brevet 203924. (Matériel complet pour tirage des titres d'actions, d'obligations, etc., fonctionnant automatiquement et donnant la plus grande grande sécurité dans toutes les opérations de vérification et de contrôle des numéros et de leur mise en roue.)

Trouillet, 18 février 1891, brevet 206922. (Arbre cannelé pour pièces tournantes.)

Lemonnier, 27 février 1891, brevet 122150. (Perfectionnements au système de charrue pour lequel ledit Lemonnier a pris un brevet de quinze ans, le 10 avril 1867.)

Gariod, 19 février 1891, brevet 203798. (Marteau mécanique à marteler les faux et autres objets.)

Siemens, 24 février 1891, brevet 179187. (Nouveau système de lampe ou lanterne à gaz à flamme renversée.)

Thorn, Westendarp et Pieper, 18 février 1891, brevet 208796. (Explosifs sans fumée.)

Brossy, 2 mars 1891, brevet 204050. (Procédé permettant le passage simultané de la navette et de l'épingle rasant dans la fabrication des velours épinglés.)

Gaillard, 2 mars 1891, brevet 204119. (Nouveau système de sac et de porte-sac.)

Humbert, 26 février 1891, brevet 210979. (Appareil à circulation d'eau chaude, système Humbert, pour le chauffage des voitures de chemins de fer.)

Marley, 28 février 1891, brevet 206893. (Perfectionnements dans les machines ou appareils à enrouler, encartonner ou plier des rubans, passementeries, dentelles ou autres objets analogues.)

Boisrenoult fils, 25 février 1891, brevet 199410. (Distributeur d'engrais.)

Maillet, 27 février 1891, brevet 203973. (Perfectionnements apportés aux métiers à tulle et soieries, de tous systèmes, fonctionnant par le Jacquart.)

Dardenne, 4 mars 1891, brevet 201808. (Moteur agissant par la pesanteur.)

Auzet, 3 mars 1891, brevet 206333. (Nouvelle traction des tramways par câble métallique.)

De Faucompré, 27 février 1891, brevet 204072. (Nouveau procédé de blutage.)

Gravier, 2 mars 1891, brevet 207744. (Appareil dit *le collier à galets*, ayant pour but de supprimer les frottements dans les mouvements de rotation.)

Martel et fils (société), 27 février 1891, brevet 198903. (Appareil à air comprimé, transmetteur et récepteur d'ordres, à l'usage de la marine.)

Taussig, 2 mars 1891, brevet 202395. (Procédé pour fondre et couler dans un espace à air raréfié.)

Benner, 25 février 1891, brevet 201535. (Système général d'horlogerie électrique.)

Rousseau, 25 février 1891, brevet 206227. (Procédé de fabrication des étoffes doubles.)

Dubois, 26 février 1891, brevet 198141. (Suspendeur-pince.)

Bargeon, 4 mars 1891, brevet 206921. (Système de hachoir.)

Gaillier, 2 mars 1891, brevet 207344. (Nouvelle carafe dite *apéritive*.)

Lébedeff, 26 février 1891, brevet 210809. (Procédé pour la fabrication directe du fer et de l'acier, applicable aussi à l'extraction des autres métaux.)

Pallas et Wolff, 25 février 1891, brevet 184095. (Procédé pour la fabrication des aliments servant à la nourriture des bestiaux.)

Faveers et fils (société), 27 février 1891, brevet 175186. (Nouveau système de montage des lits.)

Fournie, 26 février 1891, brevet 200264. (Pansements aseptiques inaltérables.)

Violet-Chabrand, 27 février 1891, brevet 209101. (Appareils électriques permettant de produire l'ouverture ou la fermeture permanente d'un circuit électrique en un nombre quelconque de points.)

Bontemps, 26 février 1891, brevet 210977. (Système mécanique perfectionné pour souder le caoutchouc.)

Peyreplane et Celle, 3 mars 1891, brevet 204492. (Nouveau système de découper pour le savon à l'usage des savonniers et marchands de savon.)

- Parès, 12 février 1891, brevet 205568. (Appareil destiné au collage et au filtrage des vins, dit *filtre roussillonais*.)
- Bergier, 7 mars 1891, brevet 208985. (Appareil de filature de la soie dit *croiseur automatique jette-bouts*, pouvant produire des soies filées de toutes grosseurs.)
- George, 7 mars 1891, brevet 209236. (Nouveau procédé de dégraissage et de lavage des laines et autres matières analogues.)
- Schwceer, 6 mars 1891, brevet 207827. (Machine à vapeur permettant l'emploi efficace de la vapeur surchauffée.)
- Montandon, 5 mars 1891, brevet 174292. (Machine agricole dite *outil universel*.)
- Achard, 7 mars 1891, brevet 173728. (Perfectionnements au frein à embrayage électrique.)
- Lamon, 2 mars 1891, brevet 204048. (Tonneau agitateur applicable au traitement des maladies cryptogamiques de la vigne par la bouillie bordelaise ou autres liquides.)
- Higginbottom, 4 mars 1891, brevet 206926. (Perfectionnements dans les appareils séparateurs ou bluteurs centrifuges.)
- Maniguet, 4 mars 1891, brevet 208664. (Chemins de fer sur patins.)
- Michaud (M^{re}), 3 mars 1891, brevet 201293. (Fûts, tonneaux, tonnelets et bidous, en fer et tôle emboutis, avec nouveau système de bouchage.)
- Riese, 4 mars 1891, brevet 209396. (Appareil à faire des rainures.)
- Armange, 4 mars 1891, brevet 204636. (Navires à quilles amovibles.)
- Michaud, 4 mars 1891, brevet 207439. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)
- Jénin, 9 mars 1891, brevet 203293. (Système de propulsion des navires par le déplacement mécanique de l'eau aspirée à l'avant et refoulée à l'arrière.)
- Légley, 5 mars 1891, brevet 204454. (Système perfectionné de ressort automatique pour fermeture et ouverture des portes, fenêtres et autres baies.)
- Dubourg, 3 mars 1891, brevet 210793. (Perfectionnements au système de serrure dit *bec-de-cane*.)
- Gras, 4 mars 1891, brevet 208092. (Système de roue de vélocipède à montage et démontage instantanés des rayons.)
- Fanon et Thérès, 7 mars 1891, brevet 208185. (Sabot destiné au serrage des freins de voitures.)
- De Bellomayre, 6 mars 1891, brevet 209368. (Instrument appelé *le Stadian*.)
- Laumann, 3 mars 1891, brevet 204810. (Pistolet à répétition.)
- Creuzé de Latouche, 4 mars 1891, brevet 210709. (Perfectionnements aux munitions de guerre et de chasse.)
- Société l'Industrie, 6 mars 1891, brevet 203906. (Nouveau produit dégraissant dénommé *kaoline*.)
- Société anonyme des parfums naturels de Cannes, 3 mars 1891, brevet 209735. (Purification et décoloration des corps gras.)
- F. Revel père et fils (société), 9 mars 1891, brevet 205435. (Godet fixe à ressort pour parapluies, ombrelles, etc.)
- Chaumonde, 19 février 1891, brevet 207981. (Nouveau système de bouchage pour bouteilles, flacons ou tout autre objet de même nature.)
- Mas, 14 mars 1891, brevet 203752. (Sommier régulateur suspendu.)
- Bachelé, 12 mars 1891, brevet 208764. (Système de table scolaire hygiénique.)
- Rapin, 13 mars 1891, brevet 200577. (Clou en acier trempé pour la ferrure à glace des chevaux.)
- Marix, 12 mars 1891, brevet 210149. (Utilisation nouvelle des appareils centrifuges pour obtenir l'émulsion des corps gras de provenance animale, végétale ou minérale avec tous corps de densité plus lourde.)
- Farcot fils, 6 mars 1891, brevet 174582. (Perfectionnements applicables aux appareils à mouvoir les fluides par la force centrifuge.)
- Gaillet, 13 mars 1891, brevet 201693. (Appareil de décantation pour la séparation automatique des matières solides tenues en suspension dans les liquides.)
- Mulwa, 12 mars 1891, brevet 207143. (Procédé pour calciner la dolomie et la marnasse en recueillant simultanément l'acide carbonique pur, c'est-à-dire non mélangé avec les produits de la combustion, développé pendant l'opération.)
- Bichon, 10 mars 1891, brevet 211772. (Fabrication d'un nouveau produit appelé *safran cuivrique de bioxyde hydraté*.)
- Bellamy, 9 mars 1891, brevet 206243. (Métier à tisser, à aiguilles-navettes.)

Desmaroux, 13 mars 1891, brevet 211516. (Moteur aéro-dynamique, appareil hydraulique sans consommation de liquides et ses applications.)

Brustlein, 10 mars 1891, brevet 208249. (Procédé de fabrication des cuirasses ou plaques de blindage à face trempée très dure.)

Lacôte, 9 mars 1891, brevet 203491. (Briques costières pour conduites de fumée coupant joint en montant.)

Goupil, 12 mars 1891, brevet 206365. (Nouveau procédé de construction dit *Maison économique et hygiénique, fixe et mobile.*)

Hélouis et Guérin-Desjardins, 9 mars 1891, brevet 211413. (Nouvel appareil et procédé servant à recueillir l'ammoniaque dissoute dans de grandes masses d'eau et les matières fertilisantes des eaux vannes, urines, etc., et nouvel emploi de l'acide pyroligneux brut.)

Tiratay, 12 mars 1891, brevet 206844. (Système de pédale à excentrique pour velocipèdes de tous genres.)

Kouart frères et compagnie (société), 12 mars 1891, brevet 171527. (Perfectionnements aux appareils à produire le froid et leurs applications.)

Dufaux, Mathieu et André (société), 12 mars 1891, brevet 210491. (Système de busc à agrafes permettant à volonté l'agrafage et le déagrafage ordinaire ou le déagrafage instantané.)

Michaud, 7 mars 1891, brevet 175403. (Perfectionnements dans les machines pour impressions lithographiques ou pour impressions typographiques à l'aide de clichés quelconques.)

Cresson, 7 mars 1891, brevet 200364. (Système de calendrier perpétuel.)

Peccllet, 7 mars 1891, brevet 204341. (Perruques-machines pour bébés et poupées.)

Villon, 30 janvier 1891, brevet 203471. (Montre incassable.)

Lafaurie, 11 mars 1891, brevet 208800. (Système de sonneries de pendules, en repères, à effets de délai et d'arrêt extérieurs.)

Bay, 10 mars 1891, brevet 207511. (Système d'instrument de chirurgie perfectionné dit *pyrophore.*)

Brining et Lister, 9 mars 1891, brevet 202842. (Perfectionnements aux machines ou appareils pour river ou clouer les chaussures.)

Cote, 10 mars 1891, brevet 207990. (Machine à fabriquer les contreforts pour quartiers de chaussures.)

Vu pour être annexé au décret en date du 12 août 1891.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

LOUIS RICARD.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1445*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24372. — *Loi qui élève le taux d'une Surtaxe à l'Octroi de Tréboul (Finistère).*

Du 13 Novembre 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 14 novembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, la perception à l'octroi de Tréboul (Finistère) d'une surtaxe de trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu à titre de taxe principale, ainsi que de la surtaxe de cinq francs autorisée par la loi du 5 mars 1891 sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

* Voir des *Errata* à la fin de ce numéro.

N° 24373. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de Tramways dans le département de la Drôme.

De 17 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les avant-projets présentés pour l'établissement, dans le département de la Drôme, d'un réseau de tramways, à traction de locomotives, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les quatre lignes suivantes :

- 1° De Saint-Vallier au Grand-Serre;**
- 2° De Tain à Romans;**
- 3° De Valence à Chabeuil;**
- 4° De Montélimar à Dieulefit;**

Vu, notamment, les plans d'ensemble des lignes précitées, en date du 15 janvier 1891;

Vu les dossiers de l'enquête d'utilité publique à laquelle ces avant-projets ont été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 27-28 mars 1891;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Valence, en date des 18 et 23 mars 1891;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Drôme, en date des 22 août 1890, 8 avril et 9 mai 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 23 février et 8 juin 1891;

Vu les conventions passées, le 10 août 1891, entre le préfet de la Drôme, agissant au nom du département, d'une part, et M. Marchand, d'autre part :

1° Pour la concession des lignes de Tain à Romans et de Montélimar à Dieulefit;

2° Pour la rétrocession des lignes de Saint-Vallier au Grand-Serre et de Valence à Chabeuil;

Vu les cahiers des charges annexés auxdites conventions;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 1^{er} juillet 1891;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de la guerre, en date du 21 mars 1890;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai⁽¹⁾, 6 août 1881⁽²⁾ et 20 mars 1882⁽²⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Drôme, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'un réseau de tramways, à traction de locomotives, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les quatre lignes suivantes :

- 1° De Saint-Vallier au Grand-Serre;
- 2° De Tain à Romans;
- 3° De Valence à Chabeuil;
- 4° De Montélimar à Dieulefit;

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits tramways ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir de la date du présent décret.

2. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation des tramways désignés à l'article 1^{er} ci-dessus par le département de la Drôme, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

3. Sont approuvées :

1° La concession à M. Marchand des lignes de tramways de Tain à Romans et de Montélimar à Dieulefit;

2° La rétrocession au même constructeur des lignes de tramways de Saint-Vallier au Grand-Serre et de Valence à Chabeuil, conformément aux conventions susvisées du 10 août 1891 et aux cahiers des charges y annexés.

Lesdits conventions et cahiers des charges, ainsi que les plans d'ensemble susvisés, resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement est fixé à cinquante-quatre mille francs (54,000^f) par kilomètre.

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter, pour le trésor, des dispositions qui précèdent est fixé à la somme de mille cent soixante-quinze francs (1,175^f) par kilomètre, sans pouvoir dépasser, pour l'ensemble des lignes ci-dessus concédées, cent huit mille cent francs (108,100^f).

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 17 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-onze, le 10 août,

Entre les soussignés :

M. *Charles Strauss*, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'instruction publique, préfet de la Drôme, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général, en date des 22 août 1890 et 8 avril 1891,

D'une part;

Et M. *Marchand*, ingénieur à Paris, avenue de l'Opéra, n° 31,

D'autre part;

A été faite et acceptée la convention ci-après :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme concède à M. *Marchand*, qui accepte, la construction et l'exploitation, pour une durée de soixante-quinze ans, d'un réseau de tramways à traction de locomotives pour transport des voyageurs et des marchandises, comprenant les lignes suivantes :

- 1^o De Romans (gare P.-L.-M.) à Tain (gare P.-L.-M.);
- 2^o De Dieulefit à Montélimar (gare P.-L.-M.).

La concessionnaire devra construire et exploiter, dans les mêmes conditions que les lignes énumérées ci-dessus, les lignes suivantes :

- 1^o Ligne du Grand-Serre à Saint-Vallier (gare P.-L.-M.) et Saint-Vallier (Port);
- 2^o Ligne de Chabeuil à Valence (gare P.-L.-M.) et Valence (Port).

Ces dernières lignes empruntant, sur trois kilomètres environ de longueur totale, les routes nationales n° 7 et 91 et les quais sur le Rhône, la concession en est demandée à l'État par le département de la Drôme, qui en accorde, par convention spéciale, la rétrocession à M. *Marchand*, à charge par lui de les construire et de les exploiter simultanément avec le réseau concédé par le département.

La concession accordée par le département n'aura d'effet qu'en vertu du décret déclaratif d'utilité publique restant à intervenir pour approuver la présente convention; elle est faite conformément à la loi du 11 juin 1880 et aux décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, et aux conditions suivantes :

2. M. *Marchand* sera assujéti, envers le département, à toutes les obligations imposées par le cahier des charges annexé à la présente convention, de même qu'il bénéficiera des avantages résultant de ce même cahier des charges, aux clauses et conditions duquel il déclare s'engager.

3. Ce cahier des charges a été établi en conformité du cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 7, 11, 23, 37 et 38, les compléments ajoutés aux articles 5, 10, 14, 15, 23, 25, 35 et 36, et l'addition des articles supplémentaires 5 bis, 7 bis, 11 bis, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48.

4. En cas d'insuffisance du produit brut, impôts déduits, pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) du capital de premier établissement tel qu'il est défini et déterminé ci-après, le département s'engage à subvenir au paiement de cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions des communes et des particuliers qu'à l'aide de la subvention de l'État, telle qu'elle est définie par l'article 36 de la loi du 11 juin 1880 et l'article 13 du décret du 20 mars 1882.

Pour l'application de cette clause, il est entendu que :

1^o Le capital de premier établissement est limité, quelle que soit la dépense réelle, à un maximum de cinquante-quatre mille francs (54,000^f) par kilomètre, avec cette réserve que ce chiffre par kilomètre ne pourra être appliqué, pour l'ensemble des quatre lignes définies à l'article 1^{er}, à une longueur totale supérieure à quatre-vingt-douze kilomètres (92^k);

2° Ce sera le montant effectif de ce capital de premier établissement qui servira au calcul de l'intérêt garanti à cinq pour cent (5 p. o/o), si ce montant est égal ou inférieur au maximum fixé ci-dessus à cinquante-quatre mille francs (54,000^f);

3° Ce montant effectif à compter comme formant le capital de premier établissement comprend :

A. — Les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) des lignes et de leurs dépendances, la construction des bâtiments, le matériel fixe et le mobilier des gares et des stations, l'outillage des ateliers de réparation et le matériel roulant primitif, qui devra être d'un type et d'une valeur minima déterminés par le préfet, sur les propositions du concessionnaire et sur l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle;

B. — Les frais généraux d'études, de direction de personnel, de surveillance des travaux et faux frais de toute nature, fixés à forfait à deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre;

C. — L'intérêt des capitaux engagés pendant la construction, fixé à forfait à cinq pour cent (5 p. o/o) des dépenses spécifiées au paragraphe A.

D. — Les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations, qui sont fixées à forfait à six pour cent (6 p. o/o) du capital réellement dépensé;

E. — Et éventuellement, les insuffisances de recettes résultant de l'exploitation partielle des lignes ou sections de lignes qui seraient ouvertes pendant la période de construction;

4° Les frais d'exploitation par kilomètre et par an sont évalués à forfait à un chiffre égal au montant de la recette brute tant que celle-ci n'atteindra pas trois mille francs (3,000^f) et à mille cinq cents francs (1,500^f) augmentés de la moitié de la recette brute, impôts réduits (R), soit à $1,500 + \frac{R}{2}$, quand la recette dépassera trois mille francs (3,000^f).

et tout pour un service comportant au minimum, par jour et dans chaque sens :

Deux trains tant que la recette brute, par kilomètre et par an, ne dépassera pas deux mille six cents francs (2,600^f);

Trois trains pour des recettes brutes, par kilomètre et par an, comprises entre deux mille six cents francs (2,600^f) et cinq mille francs (5,000^f);

Quatre trains pour des recettes brutes, par kilomètre et par an, comprises entre cinq mille francs (5,000^f) et six mille cinq cents francs (6,500^f);

Et ainsi de suite, à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de recette brute, par kilomètre et par an, de mille cinq cents francs (1,500^f).

Le préfet pourra, le concessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu par les alinéas précédents; en ce cas, il sera joint à la formule d'exploitation une somme de soixante-dix centimes (0^f70) par chaque train-kilomètre ainsi imposé.

En aucun cas, le concessionnaire ne sera tenu d'établir plus de dix trains par jour et dans chaque sens;

5° La longueur des lignes et des raccordements sera fixée par un chainage continu tant pour extrémités des axes des bâtiments des stations extrêmes ou les aiguillages s plus éloignés, lorsqu'il n'y aura pas de bâtiments;

6° La subvention totale à payer par le département, tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions des communes et des particuliers qu'à l'aide de la subvention de l'État, est limitée à un maximum de deux mille trois cent cinquante francs (2,350^f) par kilomètre et par an, qui ne pourra jamais être dépassé, quelles que soient les circonstances;

7° Le concessionnaire bénéficiera des subventions en terrains qu'il pourra obtenir.

5. Toutefois, postérieurement à la clôture du compte de premier établissement et, pour chaque ligne, doit être clos quatre ans au plus tard après la mise en exploitation de la ligne entière en vertu de l'article 2 du décret du 20 mars 1882, et dans le cas où le montant de ce compte n'atteindrait pas cinquante-quatre mille francs (54,000^f), il pourra être ouvert un compte complémentaire de premier établissement pour les dépenses telles que création de gares nouvelles, agrandissement de gares,

pose de secondes voies ou de voies de garages, acquisition de matériel roulant pour service de trains supplémentaires imposés par le département, qui seraient faites par le concessionnaire en vertu d'une autorisation spéciale et préalable du ministre des travaux publics.

Le total s'en ajouterait au fur et à mesure au capital de premier établissement primitivement arrêté pour le calcul de la subvention annuelle en vertu de l'article 4 ci-dessus et pour le calcul du remboursement des avances faites par l'État et le département en vertu de l'article 7 ci-après, mais sans que le total général de ces deux comptes de premier établissement, primitif et complémentaire, puisse dépasser le maximum de cinquante-quatre mille francs (54,000^f) par kilomètre.

La stipulation du paragraphe 6 de ce même article 4, qui fixe à deux mille trois cent cinquante francs (2,350^f) le maximum de la subvention par kilomètre et par an, n'en serait pas moins maintenue.

6. La subvention totale pouvant revenir au concessionnaire d'après les articles précédents sera payée semestriellement par le département, tant pour son compte que pour celui de l'État, dans les trois mois au plus tard à partir de la production par le concessionnaire des pièces justificatives établies dans les formes déterminées par les règlements d'administration publique, étant entendu que le calcul de la garantie doit porter sur l'année entière et que le paiement fait à la fin du premier semestre est considéré comme un acompte à valoir sur le règlement définitif qui sera fait en fin d'année.

7. Le remboursement des sommes payées au concessionnaire par le département et par l'État sera fait en conformité de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

8. Pour les calculs auxquels donnera lieu l'application de la loi et de la présente convention, les lignes désignées à l'article 1^{er}, y compris celles concédées par l'État au département, seront considérées comme ne formant qu'un ensemble entre elles.

Il sera fait masse des dépenses de premier établissement et des recettes et dépenses d'exploitation de toutes les lignes réunies pour établir l'intervention pécuniaire éventuelle de l'État et du département.

9. Le concessionnaire s'engage à n'employer dans la construction et l'exploitation des tramways que du matériel de provenance française et à n'utiliser comme agents d'exploitation que des employés de nationalité française.

10. Dans un délai de six mois à dater du décret déclaratif d'utilité publique, M. Marchand devra transférer à une société anonyme, à constituer ou déjà existante, la construction et l'exploitation des lignes faisant l'objet de la présente convention. Cette société se substituera à M. Marchand et deviendra solidairement responsable avec lui de tous les engagements contractés envers le département. La substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, en vertu de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

11. Toutes les contestations qui pourraient surgir entre le département et le concessionnaire sur l'interprétation et l'application de la présente convention, à l'exception de celles dont le mode de règlement est stipulé par le décret du 20 mars 1882, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture de la Drôme, sauf recours au Conseil d'État.

12. La présente convention sera nulle et non avenue si l'État n'intervient pas pour une somme égale au maximum résultant de la loi du 11 juin 1880, du décret du 20 mars 1882 et de l'article 4 ci-dessus.

13. Le concessionnaire s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que les autres frais accessoires auxquels pourraient donner lieu la présente convention et le cahier des charges qui y est annexé.

Fait double à Valence, le 10 août 1891.

Lu et approuvé :
Signé : MARCHAND.

Le Préfet de la Drôme,
Signé : CHARLES STRAUSS.

Enregistré gratis à Valence, le 14 septembre 1891, folio 70, case 3. — Signé :
Archerc.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives.

Tracé.

2. Ce réseau comprend les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1^{re} De Romans (gare P.-L.-M.) à Tain (gare P.-L.-M.) ;

2^{de} De Dieulefit à Montélimar (gare P.-L.-M.).

Il empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Ligne de Romans à Tain : route départementale n° 3.

Ligne de Dieulefit à Montélimar : route départementale n° 2 ; route départementale n° 6 et éventuellement chemins d'intérêt commun n° 26 et 27.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de cinq mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau soit livré en entier à l'exploitation dans un délai de dix-huit mois à partir de la même date. L'ouverture à l'exploitation aura lieu par sections successives au fur et à mesure de l'achèvement des sections.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^{er}).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres trente centimètres (2^m 30) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-quinze centimètres (3^m 75).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^{er} 80).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Toutefois ce minimum pourra être abaissé à trente mètres (30^m) aux abords des gares et des stations et dans la traversée des villes et des villages. Le maximum des déclivités est fixé à quarante millimètres (0^m 40).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Etablissement de la voie ferrée.

5 bis. La voie ferrée sera établie, sauf dans les traversées des villes et des villages, sur un accotement qui sera interdit aux voitures ordinaires. Toutefois le concessionnaire pourra, avec le consentement formel et préalable de l'administration, établir la voie dans la chaussée avec rails noyés dans les parties où il y aurait impossibilité ou inconvénient sérieux à l'établir sur un accotement.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empiérement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empiérement.

La chaussée empiérrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'une part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres quatre-vingt-dix centimètres (4^m 90), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors de emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. L'intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route. Toutefois, le préfet pourra autoriser la suppression de ce dernier intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) dans les parties du tracé où cette suppression serait reconnue n'avoir pas d'inconvénients.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Etablissement de la voie ferrée dans les parties en déviation.

7 bis. Dans les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des routes et che-

mins, la largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche du ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant, sauf sur les ouvrages d'art où les prescriptions du cahier des charges type des chemins de fer d'intérêt local seront appliquées.

Le concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires par le service du contrôle pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire et l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par les travaux et de prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Il rétablira de même les communications publiques ou particulières que l'exécution de ses travaux l'obligera à modifier.

Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront du type Vignole, en acier et du poids de vingt et un kilogrammes (21^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en chêne ayant au moins un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de longueur, douze centimètres (0^m 12) d'épaisseur et vingt centimètres (0^m 20) de largeur. Les traverses seront distantes de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au maximum. Les rails seront fixés aux traverses par des tire-fonds et reliés entre eux par des éclisses en acier à quatre boulons. Le contre-rail ne pourra être exigé que dans les parties en pavage.

Gares et stations.

11. Les trains ne s'arrêteront qu'aux gares, stations, haltes et arrêts déterminés d'avance. L'installation des points d'arrêt sera aussi simple que possible. Les stations et les haltes seront établies dans des conditions aussi économiques que possible et conformément aux types adoptés par le préfet, après avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle. Pour chacune d'elles, un projet de détail des bâtiments et des voies devra être présenté par le concessionnaire et approuvé par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes ou arrêts seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs à Tain, Mercurd, Chanoz-Curson, Beaumont, Clérieux, les Granges, Récollets, Romans, Montélimar, Montboucher, Puygiron, la Bâtie-Rolland, Portes, la Bégude-de-Châteauneuf-de-Mazenc, Souspierre, Poët-Laval, Dieulefit.

Moyens de transbordement.

11 bis. Des moyens de transbordement commodes seront fournis entre le réseau départemental et les voies de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée aux gares de Tain, Romans et Montélimar.

Les dimensions des wagons à marchandises devront satisfaire aux conditions stipulées dans l'arrêté type prescrit par la circulaire du ministre des travaux publics du 12 décembre 1887 relative aux transports militaires.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à deux.

Dans aucun cas, le concessionnaire ne sera tenu de faire un service entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus, et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, arrêts compris.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin soixante-quinze ans à dater du décret déclaratif d'utilité publique.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 010
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 060	0 025	0 075

Toutefois, le concessionnaire fera en cours d'exploitation des tarifs spéciaux obérés sur certains parcours déterminés ou bien établira des billets d'aller et retour avec réduction de vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0) sur le tarif général.

Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			

Au-dessous de sept ans, ils payent place entière.

Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 010	0 005	0 015
--	-------	-------	-------

(Sans que la perception puisse être inférieure à 0^e 30^e).

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
--	------	------	------

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées. — Papiers et poteries.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrière. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulères. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.	0 05	0 03	0 08
<i>Tarif spécial par wagon complet de cinq tonnes au minimum et pour un parcours minimum de dix kilomètres.</i>			
Marchandises de toutes catégories sans exception.....	0 033	0 017	0 05
3 ^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 28	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 08	0 16

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de trans- port.	total.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens. Dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tenue est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k), jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^r 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément au prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux domestiques, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Lorsqu'un même colis contiendra des marchandises correspondant à plusieurs séries du tarif, le prix dû sera celui de la série la plus élevée, sauf le cas où l'expéditeur ferait une déclaration du poids correspondant à chaque série, déclaration qui devra pouvoir être contrôlée par le concessionnaire.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet de la Drôme, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délai de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0' 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0' 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs et sur les machines.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Colis postaux.

Si l'administration le juge à propos, le concessionnaire sera tenu de prendre livraison au bureau de poste au point de rencontre avec d'autres courriers postaux, aux gares ou aux bureaux des services de correspondance des chemins de fer établis dans les localités qu'il desservira, des colis postaux d'un poids maximum de trois kilogrammes (3^k) par colis destinés à être livrés dans les communes situées sur son parcours, soit à des bureaux de poste, soit à des gares de chemins de fer, soit à des courriers de la poste, soit à des entrepreneurs des services de correspondances de chemins de fer, soit enfin aux destinataires des colis postaux.

Le concessionnaire sera tenu de faire effectuer la livraison à domicile, sur reçu, des colis postaux qui lui seront remis à destination des communes situées aux points extrêmes de son parcours. Ces colis devront être livrés le plus tôt possible aux destinataires et au plus tard dans le délai de vingt-quatre heures après l'arrivée.

Tout colis adressé dans la partie agglomérée d'une localité devra être remis au destinataire le jour même de son arrivée, toutes les fois que ce colis parviendra dans la dite localité avant quatre heures du soir.

Le concessionnaire aura droit, pour chaque colis postal transporté, à une rétribution de quinze centimes (0^e 15) quels que soient le poids du colis postal et la distance parcourue, si le colis n'est pas livré par lui au domicile du destinataire. Lorsque, au contraire, le concessionnaire remettra le colis au domicile, il recevra, au lieu et place du droit de quinze centimes (0^e 15), une rétribution spéciale de vingt-cinq centimes (0^e 25).

En cas de perte ou d'avarie d'un colis postal remis à ses employés, le concessionnaire sera responsable du montant réel de la perte ou de l'avarie, sans que toutefois l'indemnité à payer pour ce colis puisse dépasser quinze francs (15^f).

Lorsqu'un colis postal grevé d'un remboursement sera livré à domicile par les soins du concessionnaire, celui-ci sera tenu d'encaisser le montant du remboursement au moment même de la livraison du colis et, suivant les instructions de l'administration, de verser la somme perçue soit à l'une des gares ou à l'un des bureaux de poste établis dans les localités situées sur son parcours, soit entre les mains du courrier postal ou du correspondant du chemin de fer qui lui aura remis ce colis; il sera alloué au concessionnaire une rétribution de quinze centimes (0^e 15) pour chaque versement ainsi encaissé par ses soins.

Le concessionnaire sera également obligé de remettre aux ayants droit, à domicile et sur reçu, dans les localités situées aux points extrêmes de son parcours, les sommes provenant d'un remboursement d'un colis postal qui lui seront confiées soit par les gares ou bureaux de poste établis dans les localités situées sur son parcours, soit par les courriers postaux ou les correspondants de chemin de fer desservant ces mêmes localités. Le concessionnaire recevra une rétribution de vingt-cinq centimes (0^e 25) pour tout versement ainsi payé à domicile par ses agents.

En cas de perte de sommes perçues à titre de remboursement ou en cas de livraison de colis aux destinataires sans que le montant du remboursement ait été encaissé, le concessionnaire sera responsable des sommes perdues ou non encaissées.

Dans le cas où le poids maximum des colis postaux serait ultérieurement élevé de trois à cinq kilogrammes (3 à 5^k), le concessionnaire serait tenu d'assurer le service aux conditions qui seraient déterminées pour des entreprises analogues.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser d'avance chaque année à la date du 1^{er} janvier, dans la caisse du trésorier-payeur général de la Drôme, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Toutefois, le premier versement aura lieu dans les huit jours qui suivront la date du décret déclaratif d'utilité publique, et il sera calculé sur les bases indiquées ci-dessus, en prenant pour date d'origine des frais de contrôle le 22 août 1890, date de la délibération du conseil général de la Drôme accordant la concession à M. Marchand, et à partir de laquelle fonctionne d'une manière effective le service du contrôle des études des diverses lignes concédées.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs (1,000^f) par kilomètre en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre dixièmes (4/10) en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Les derniers six dixièmes (6/10) ne seront remboursés qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Valence.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Drôme.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Drôme, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Articles additionnels.

42. Le concessionnaire sera obligé de fournir, outre l'expédition destinée aux archives de la préfecture, deux reproductions héliographiques, pour les ingénieurs du contrôle, des projets d'exécution complets de tous les ouvrages sans exception des lignes concédées avec estimations détaillées.

43. La hauteur et le débouché des ponts, viaducs, etc., seront déterminés dans chaque cas particulier par l'administration, suivant les circonstances locales et sur le vu des projets d'exécution détaillés.

44. Tous les matériaux employés par le concessionnaire devront être exclusivement de provenance française.

45. Avant toute exécution des travaux, le concessionnaire sera tenu d'informer au moins dix jours à l'avance le service du contrôle, afin que les ingénieurs puissent vé-

rifier en temps opportun, c'est-à-dire avant l'implantation des ouvrages, la nature des terrains et le mode de fondation.

46. Le concessionnaire devra donner connaissance au service du contrôle de tous les marchés passés par lui en vue de l'exécution des travaux.

47. Le bornage sera opéré, partout où les lignes seront en déviation, aux frais du concessionnaire. Deux expéditions certifiées du procès-verbal de ce bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas à dresser aux frais du concessionnaire, seront délivrées par lui, l'une pour les archives de la préfecture, l'autre pour les archives de l'ingénieur en chef du contrôle.

48. Tous les transports en service de la construction ou de l'exploitation seront payés suivant des tarifs spéciaux à débattre entre le concédant et le concessionnaire et à homologuer par l'administration. Les transports effectués par l'entrepreneur ou à son compte par la compagnie concessionnaire ne seront jamais considérés comme transports en service, et seront toujours payés conformément aux tarifs commerciaux homologués par l'administration.

Fait en double à Valence, le 10 août 1891.

Lu et approuvé :

Le Préfet de la Drôme,

Signé : MARCHAND.

Signé : CHARLES STRAUSS.

Enregistré gratis à Valence, le 14 septembre 1891, folio 69, case 17. — Signé : Auclerc.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-onze, le dix août;

Entre les soussignés :

M. Charles Strauss, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'instruction publique, préfet de la Drôme, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général en date des 27 août 1890 et 8 avril 1891.

D'une part;

Et M. Marchand, ingénieur à Paris, avenue de l'Opéra, n° 31;

D'autre part;

A été faite et acceptée la convention ci-après :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme rétrocède, dès à présent, à M. Marchand, qui accepte, la construction et l'exploitation, pour une durée de soixante-quinze ans, d'un réseau de tramways à traction de locomotives pour le transport des voyageurs et des marchandises, comprenant les lignes suivantes :

1^{re} Ligne du Grand-Serre à Saint-Vallier (gare P.-L.-M.) et Saint-Vallier (Port);

2^{de} Ligne de Chabeuil à Valence (gare P.-L.-M.) et Valence (Port).

La rétrocession de ces lignes est accordée à M. Marchand, à charge par lui de les construire et de les exploiter simultanément avec le réseau concédé par le département.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret déclaratif d'utilité publique restant à intervenir pour la concession desdites lignes au département, est faite conformément à la loi du 11 juin 1880, aux décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi et aux conditions suivantes :

2. M. Marchand sera assujéti envers le département à toutes les obligations imposées par le cahier des charges annexé à la présente convention, de même qu'il bénéficiera des avantages résultant de ce même cahier des charges, aux clauses et conditions duquel il déclare s'engager.

3. Le cahier des charges a été établi en conformité du cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 7, 11,

23, 37 et 38, les compléments ajoutés aux articles 5, 10, 14, 15, 23, 25, 35 et 36 et l'addition des articles supplémentaires 5 bis, 7 bis, 11 bis, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48.

4. En cas d'insuffisance du produit brut, impôts déduits, pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt à cinq pour cent (5 p. 100) du capital de premier établissement, tel qu'il est défini et déterminé ci-après, le département s'engage à subvenir au paiement de cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions des communes et des particuliers qu'à l'aide de la subvention de l'État, telle qu'elle est définie par l'article 36 de la loi du 11 juin 1880 et l'article 13 du décret du 20 mars 1887.

Pour l'application de cette clause, il est entendu que :

1° Le capital de premier établissement est limité, quelle que soit la dépense réelle, à un maximum de cinquante-quatre mille francs (54,000^f) par kilomètre, avec cette réserve que ce chiffre par kilomètre ne pourra être appliqué pour l'ensemble des lignes définies à l'article 1^{er} et de celles concédées directement par le département à une longueur totale supérieure à quatre-vingt-douze kilomètres (92^k);

2° Ce sera le montant effectif de ce capital de premier établissement qui servira au calcul de l'intérêt garanti à cinq pour cent (5 p. 0/0), si ce montant est égal ou inférieur au maximum fixé ci-dessus à cinquante-quatre mille francs (54,000^f);

3° Ce montant effectif à compter comme formant le capital de premier établissement comprend :

A. — Les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure des lignes et de leurs dépendances, la construction des bâtiments, le matériel fixe et le mobilier des gares et stations, l'outillage des ateliers de réparation et le matériel roulant primitif, qui devra être d'un type et d'une valeur minima déterminés par le préfet, sur les propositions du rétrocessionnaire et sur l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle;

B. — Les frais généraux d'études, de direction, de personnel, de surveillance des travaux et faux frais de toute nature, fixés à forfait à deux mille cinq cents francs (2,500^f) par kilomètre;

C. — L'intérêt des capitaux engagés pendant la construction, fixé à forfait à cinq pour cent (5 p. 0/0) des dépenses spécifiées au paragraphe A;

D. — Les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations, qui sont fixées à forfait à six pour cent (6 p. 0/0) du capital réellement dépensé;

E. — Et, éventuellement, les insuffisances de recettes résultant de l'exploitation partielle des lignes ou sections de ligne qui seraient ouvertes pendant la période de construction;

4° Les frais d'exploitation, par kilomètre et par an, sont évalués à forfait à un chiffre égal au montant de la recette brute, tant que celle-ci n'atteindra pas trois mille francs (3,000^f), et à mille cinq cents francs (1,500^f) augmentés de la moitié de la recette brute, impôts déduits (R), soit à $1,500 + \frac{R}{2}$, quand la recette dépassera trois mille francs (3,000^f), le tout pour un service comportant au minimum, par jour et dans chaque sens :

Deux trains tant que la recette brute, par kilomètre et par an, ne dépassera pas deux mille six cents francs (2,600^f);

Trois trains pour des recettes brutes, par kilomètre et par an, comprises entre deux mille six cents francs (2,600^f) et cinq mille francs (5,000^f);

Quatre trains pour des recettes brutes, par kilomètre et par an, comprises entre cinq mille francs (5,000^f) et six mille cinq cents francs (6,500^f);

Et ainsi de suite à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de recette brute, par kilomètre et par an, de mille cinq cents francs (1,500^f).

Le préfet pourra, le rétrocessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu par les alinéas précédents; en ce cas, il sera ajouté à la formule des frais d'exploitation une somme de soixante-dix centimes (0^f 70) par chaque train-kilomètre ainsi imposé.

En aucun cas, le rétrocessionnaire ne sera tenu d'établir plus de dix trains par jour dans chaque sens;

5° La longueur des lignes sera fixée par un chaînage continu ayant pour extrémités

les axes des bâtiments des stations extrêmes ou les aiguillages les plus éloignés, lorsqu'il n'y aura pas de bâtiments.

6° La subvention totale à payer par le département, tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions des communes et des particuliers qu'à l'aide de la subvention de l'État, est limitée à un maximum de deux mille trois cent cinquante francs (2,350^f) par kilomètre et par an, qui ne pourra jamais être dépassé, quelles que soient les circonstances.

7° Le rétrocessionnaire bénéficiera des subventions en terrain qu'il pourra obtenir.

5. Toutefois, postérieurement à la clôture du compte de premier établissement qui, pour chaque ligne, doit être clos quatre ans au plus tard après la mise en exploitation de la ligne entière, en vertu de l'article 2 du décret du 20 mars 1882, et dans le cas où le montant de ce compte n'atteindrait pas cinquante-quatre mille francs (54,000^f), il pourra être ouvert un compte complémentaire de premier établissement pour les dépenses telles que création de gares nouvelles, agrandissement de gares, pose de secondes voies ou de voies de garage, acquisition de matériel roulant pour service de trains supplémentaires imposés par le département, qui seraient faites par le rétrocessionnaire en vertu d'une autorisation spéciale et préalable du ministre des travaux publics.

Le total s'en ajouterait au fur et à mesure au capital de premier établissement primitivement arrêté, pour le calcul de la subvention annuelle en vertu de l'article 4 ci-dessus et pour le calcul du remboursement des avances faites par l'État et le département en vertu de l'article 7 ci-après, mais sans que le total général de ces deux comptes, de premier établissement, primitif et complémentaire, puisse dépasser le maximum de cinquante-quatre mille francs (54,000^f) par kilomètre.

La stipulation du paragraphe 6 de ce même article 4, qui fixe à deux mille trois cent cinquante francs (2,350^f) le maximum de la subvention par kilomètre et par an n'en serait pas moins maintenue.

6. La subvention totale pouvant revenir au rétrocessionnaire d'après les articles précédents sera payée semestriellement par le département, tant pour son compte que pour celui de l'État, dans les trois mois au plus tard à partir de la production par le rétrocessionnaire des pièces justificatives établies dans les formes déterminées par les règlements d'administration publique, étant entendu que le calcul de la garantie doit porter sur l'année entière et que le paiement fait à la fin du premier semestre est considéré comme un acompte à valoir sur le règlement définitif qui sera fait en fin d'année.

7. Le remboursement des sommes payées au rétrocessionnaire par le département et par l'État sera fait en conformité de l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

8. Pour les calculs auxquels donnera lieu l'application de la loi et de la présente convention, les lignes désignées à l'article 1^{er} seront considérées comme ne formant qu'un ensemble avec le réseau concédé par le département.

Il sera fait masse des dépenses de premier établissement et des recettes et dépenses d'exploitation de toutes les lignes réunies pour établir l'intervention pécuniaire éventuelle de l'État et du département.

9. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer, dans la construction et l'exploitation des tramways, que du matériel de provenance française et à n'utiliser, comme agents d'exploitation, que des employés de nationalité française.

10. Dans un délai de six mois à dater du décret déclaratif d'utilité publique, M. Marchand devra transférer à une société anonyme à constituer ou déjà existante la construction et l'exploitation des lignes faisant l'objet de la présente convention.

Cette société se substituera à M. Marchand et deviendra solidairement responsable avec lui de tous les engagements contractés envers le département. La substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, en vertu de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

11. Toutes les contestations qui pourraient surgir entre le département et le rétrocessionnaire, sur l'interprétation et l'application de la présente convention, à l'exception de celles dont le mode de règlement est stipulé par le décret du 20 mars 1882, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture de la Drôme, sauf recours au Conseil d'État.

12. La présente convention sera nulle et non avenue si l'État n'intervient pas pour

une somme égale au maximum résultant de la loi du 11 juin 1880, du décret du 20 mars 1882 et de l'article 4 ci-dessus.

13. Le rétrocessionnaire s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que les autres frais accessoires auxquels pourraient donner lieu la présente convention et le cahier des charges qui y est annexé.

Fait double à Valence, le 10 août 1891.

Lu et approuvé :
Signé : MARCHAND.

Le Préfet de la Drôme,
Signé : CHARLES STRAUSS.

Enregistré gratis à Valence, le 14 septembre 1891, folio 70, case 1. — Signé Auclerc.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises.
La traction aura lieu par locomotives.

Tracé.

2. Ce réseau comprend les lignes suivantes :

- 1^o De Grand-Serre à Saint-Vallier (gare P.-L.-M.) et Saint-Vallier (Port);
- 2^o De Chabeuil à Valence (gare P.-L.-M.) et Valence (Port).

Il empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Ligne de Grand-Serre à Saint-Vallier : chemin de grande communication n^o 1, route départementale n^o 6, route nationale n^o 7, quai du Rhône.

Ligne de Chabeuil à Valence : chemin de grande communication n^o 18, route nationale n^o 92 et éventuellement boulevard d'Alsace, route nationale n^o 7, place Saint-Félix, rue du Tunnel, rue Sévigné, boulevard de l'Est, boulevard Bancel, place de la République, avenue Gambetta, quai du Rhône.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de cinq mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau soit livré entier à l'exploitation dans un délai de dix-huit mois à partir de la même date. L'ouverture à l'exploitation aura lieu par sections successives au fur et à mesure de l'achèvement des sections.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds intérieurs, restera inférieure à deux mètres trente centimètres (2^m 30); la hauteur du matériel

roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-quinze centimètres (3^m 75).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Toutefois, ce minimum pourra être abaissé à trente mètres (30^m) aux abords des gares et des stations et dans la traversée des villes et des villages. Le maximum des déclivités est fixé à quarante millimètres (0^m 040).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée.

5 bis. La voie ferrée sera établie, sauf dans les traversées des villes et des villages, sur un accotement qui sera interdit aux voitures ordinaires. Toutefois le concessionnaire pourra, avec le consentement formel et préalable de l'administration, établir la voie dans la chaussée avec rails noyés dans les parties où il y aurait impossibilité ou inconvénient sérieux à l'établir sur un accotement.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées, d'un mètre quatre-vingt centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres quatre-vingt-dix centimètres (4^m 90), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-

caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route. Toutefois, le préfet pourra autoriser la suppression de ce dernier intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) dans les parties du tracé où cette suppression serait reconnue n'avoir pas d'inconvénients.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Établissement de la voie ferrée dans les parties en déviation.

7 bis. Dans les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des routes et chemins, la largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant, sauf sur les ouvrages d'art où les prescriptions du cahier des charges type des chemins de fer d'intérêt local seront appliquées.

Le concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires par le service du contrôle pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire et l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais pendant la durée de sa concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux et de prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Il rétablira de même les communications publiques ou particulières que l'exécution de ses travaux l'oblige à modifier.

Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera con-

vert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-parés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront du type Vignole, en acier et du poids de vingt et un kilogrammes (21^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en chêne ayant au moins un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de longueur, douze centimètres (0^m 12) d'épaisseur et vingt centimètres (0^m 20) de largeur. Les traverses seront distantes de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au maximum. Les rails seront fixés aux traverses par des tirefonds et reliés entre eux par des éclisses en acier à quatre boulons. Le contre-rail ne pourra être exigé que dans les parties en pavage.

Gares et stations.

11. Les trains ne s'arrêteront qu'aux gares, stations, haltes et arrêts déterminés d'avance. L'installation des points d'arrêts sera aussi simple que possible. Les stations et les haltes seront établies dans des conditions aussi économiques que possible et conformément aux types adoptés par le préfet après avis des ingénieurs des ponts et chaussées chargés du contrôle. Pour chacune d'elles, un projet de détail des bâtiments et des voies devra être présenté par le concessionnaire et approuvé par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes ou arrêts seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs à Saint-Vallier, Rochetaillée, Saint-Uze, la Motte-de-Galaure, Mureils, Saint-Bonnet, Château-neuf-de-Galaure, Trégnieux, Hauterives, Saint-Germain, Grand-Serre, Valence, Chabeuil, Malissard.

Moyens de transbordement.

11 bis. Des moyens de transbordement commodes seront fournis entre le réseau départemental et les voies de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée aux gares de Saint-Vallier et Valence, ainsi qu'avec le port sur le Rhône de Valence et le quai du Rhône à Saint-Vallier.

Les dimensions des wagons à marchandises devront satisfaire aux conditions stipulées dans l'arrêté type prescrit par la circulaire du ministre des travaux publics du 12 décembre 1887, relative aux transports militaires.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien qui est à la charge du concessionnaire comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'arc-boutements extérieurs aux rails.

Réfect on des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à deux. Dans aucun cas, le concessionnaire ne sera tenu de faire un service entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, arrêts compris.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession des lignes mentionnées à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin soixante-quinze ans à dater du décret déclaratif d'utilité publique.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° PAR BÊTE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 087	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 066	0 026	0 092
Toutefois, le concessionnaire sera en cours d'exploitation des tarifs spéciaux abaissés sur certains parcours déterminés ou bien établira des billets d'aller et retour avec réduction de vingt-cinq pour cent (25 p. o/o) sur le tarif général.				
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.				
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				
<i>Petite vitesse.</i>				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excessifs de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 20	0 15	0 35

Marchandises transportées à petite vitesse.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		
0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Laines sèches. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées. — Papiers. — Poteries.....		
0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....		
0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marbre. — Cendres. — Poudres. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....		
0 05	0 03	0 08

Tarif spécial par wagon complet de cinq tonnes au minimum et pour un parcours minimum de dix kilomètres.

Marchandises de toutes catégories sans exception.....

0 033 0 017 0 05

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉES À PETITE VITESSE.*Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

0 15 0 10 0 25

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

0 18 0 14 0 32

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

0 12 0 08 0 20

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

0 08 0 06 0 14

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^k 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k); n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement. Lorsqu'un même colis contiendra des marchandises correspondant à plusieurs séries du tarif, le prix dû sera celui de la série la plus élevée, sauf le cas où l'expéditeur ferait une déclaration de poids correspondant à chaque série. déclaration qui devra pouvoir être contrôlée par le concessionnaire.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux deures et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet de la Drôme, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

•

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de péage, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Traitements particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel pour les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, sur la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^f 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^f 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs et sur les machines.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par des arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Colis postaux.

Si l'administration le juge à propos, le concessionnaire sera tenu de prendre livraison au bureau de poste au point de rencontre avec d'autres courriers postaux, aux gares ou aux bureaux des services de correspondance des chemins de fer établis dans les localités qu'il desservira, des colis postaux d'un poids maximum de trois kilogrammes (3^k) par colis destinés à être livrés dans les communes situées sur son parcours, soit à des bureaux de poste, soit à des gares de chemins de fer, soit à des courriers de la poste, soit à des entrepreneurs des services de correspondances de chemins de fer, soit enfin aux destinataires de colis postaux.

Le concessionnaire sera tenu de faire effectuer la livraison à domicile, sur reçu, des colis postaux qui lui seront remis à destination des communes situées aux points extrêmes de son parcours. Ces colis devront être livrés le plus tôt possible aux destinataires et au plus tard dans le délai de vingt-quatre heures après l'arrivée.

Tout colis adressé dans la partie agglomérée d'une localité devra être remis au destinataire le jour même de son arrivée, toutes les fois que ce colis parviendra dans la dite localité avant quatre heures du soir.

Le concessionnaire aura droit, pour chaque colis postal transporté, à une rétribution de quinze centimes (0^f 15) quels que soient le poids du colis postal et la distance parcourue, si le colis n'est pas livré par lui au domicile du destinataire. Lorsque, au contraire, le concessionnaire remettra le colis au domicile, il recevra, au lieu et place du droit de quinze centimes (0^f 15), une rétribution spéciale de vingt-cinq centimes (0^f 25).

En cas de perte ou d'avarie d'un colis postal remis à ses employés, le concessionnaire sera responsable du montant réel de la perte ou de l'avarie, sans que toutefois l'indemnité à payer pour ce colis puisse dépasser quinze francs (15^f).

Lorsqu'un colis postal grevé d'un remboursement sera livré à domicile par les soins du concessionnaire, celui-ci sera tenu d'encaisser le montant du remboursement au moment même de la livraison du colis et, suivant les instructions de l'administration, de verser la somme perçue soit à l'une des gares ou à l'un des bureaux de poste établis dans les localités situées sur son parcours, soit entre les mains du courrier postal ou du correspondant du chemin de fer qui lui aura remis ce colis; il sera alors au concessionnaire une rétribution de quinze centimes (0^f 15) pour chaque versement ainsi encaissé par ses soins.

Le concessionnaire sera également obligé de remettre aux ayants droit, à domicile et sur reçu, dans les localités situées aux points extrêmes de son parcours, les sommes provenant d'un remboursement d'un colis postal qui lui seront confiées soit par les gares ou bureaux de poste établis dans les localités situées sur son parcours, soit par les courriers postaux ou les correspondants du chemin de fer desservant ces mêmes localités. Le concessionnaire recevra une rétribution de vingt-cinq centimes (0^f 25) pour tout versement ainsi payé à domicile par ses agents.

En cas de perte de sommes perçues à titre de remboursement ou en cas de livraison de colis aux destinataires sans que le montant du remboursement ait été encaissé, le concessionnaire sera responsable des sommes perdues ou non encaissées.

Dans le cas où le poids maximum des colis postaux serait ultérieurement élevé de trois à cinq kilogrammes (3 à 5^k), le concessionnaire serait tenu d'assurer le service aux conditions qui seraient déterminées pour des entreprises analogues.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser d'avance chaque année à la date du 1^{er} janvier, dans la caisse du trésorier-payeur général de la Drôme, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Toutefois, le premier versement aura lieu dans les huit jours qui suivront la date du décret déclaratif d'utilité publique, et il sera calculé sur les bases indiquées ci-dessus, en prenant pour date d'origine des frais de contrôle le 22 août 1890, date de la délibération du conseil général de la Drôme accordant la concession à M. Marchand, et à partir de laquelle fonctionne d'une manière effective le service du contrôle des études des diverses lignes concédées.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs (1,000^f) par kilomètre en numéraire ou en rente sur l'Etat calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre dixièmes (4/10) en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Les derniers six dixièmes (6/10) ne seront remboursés qu'après l'expiration de la concession.

Election de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire election de domicile à Valence.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Drôme.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Drôme, sauf recours au Conseil d'Etat.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention y annexée seront supportés par le concessionnaire.

Articles additionnels.

42. Le concessionnaire sera obligé de fournir, outre l'expédition destinée aux archives de la préfecture, deux reproductions héliographiques, pour les ingénieurs du contrôle, des projets d'exécution complets de tous les ouvrages sans exception des lignes concédées avec estimations détaillées.

43. La hauteur et le débouché des ponts, viaducs, etc., seront déterminés dans chaque cas particulier par l'administration, suivant les circonstances locales et sur le vu des projets d'exécution détaillés.

44. Tous les matériaux employés par le concessionnaire devront être exclusivement de provenance française.

45. Avant toute exécution des travaux, le concessionnaire sera tenu d'informer au moins dix jours à l'avance le service du contrôle, afin que les ingénieurs puissent vé-

rifier en temps opportun, c'est-à-dire avant l'implantation des ouvrages, la nature des terrains et le mode de fondation.

46. Le concessionnaire devra donner connaissance au service du contrôle de tous les marchés passés par lui en vue de l'exécution des travaux.

47. Le bornage sera opéré, partout où les lignes seront en déviation, aux frais du concessionnaire. Deux expéditions certifiées du procès-verbal de ce bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas à dresser aux frais du concessionnaire, seront délivrées par lui, l'une pour les archives de la préfecture, l'autre pour les archives de l'ingénieur en chef du contrôle.

48. Tous les transports en service de la construction ou de l'exploitation seront payés suivant des tarifs spéciaux à débattre entre le concédant et le concessionnaire et à homologuer par l'administration. Les transports effectués par l'entrepreneur à son compte par la compagnie concessionnaire ne seront jamais considérés comme transports en service, et seront toujours payés conformément aux tarifs commerciaux homologués par l'administration.

Fait en double à Valence, le 10 août 1891.

Le Préfet de la Drôme,
Signé : CHARLES STRAUSS.

Lu et approuvé :
Signé : MARCHAND.

Arrêté :

Paris, le 14 août 1891.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré gratis à Valence, le 14 septembre 1891, folio 69, case 15. — Signé : Auclerc.

N° 24374. — *DÉCRET qui fixe les Droits de commission à percevoir par les courtiers d'assurances maritimes à Cette (Hérault).*

Du 29 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'article 79 du Code de commerce;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu les avis du tribunal de commerce et de la chambre de commerce de Cette et du préfet de l'Hérault;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Les droits de commission à percevoir par les courtiers d'assurances maritimes à Cette (Hérault) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 393, n° 6036.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 441, n° 3239.

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Tarif des droits de courtage d'assurances maritimes à Cette (Hérault).

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTIONS.
Rédaction des contrats ou polices d'assurances.	Sur le montant de la prime de la somme assurée : 7 1/2 p. o/o payables par l'assureur seul, sauf conventions contraires.

N° 14375. — DÉCRET qui fixe les Droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Dunkerque (Nord).

Du 29 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Dunkerque et du préfet du Nord;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Dunkerque (Nord) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 343, n° 6056.

⁽³⁾ V^e série, Bull. 44, n° 3239.

CONDUITE.

NAVIRES.

NAVIRES

faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés au delà de Cherbourg.	faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés entre Cherbourg et Dunkerque.	faisant la navigation avec l'étranger les côtes françaises et les ports français de la Méditerranée.
---	---	--

BÂTIMENTS À VAPEUR.

Chargements composés entièrement de houille, minerais de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :

Jusqu'à 600 tonneaux.....	"	0 ¹ 17
De 601 à 1,000 tonneaux.....	"	0 13
De 1,001 tonneaux et au-dessus.....	"	0 03

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

Sortant sur lest sans passagers.....	"	"	"
Sortant sur lest avec passagers.....	"	"	0 ¹ 06

BÂTIMENTS À VOILES.

Chargements composés entièrement de houille, minerais de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :

Jusqu'à 600 tonneaux.....	"	0 ¹ 30
De 601 à 1,000 tonneaux.....	"	0 26
De 1,001 tonneaux et au-dessus.....	"	0 18

PAR TONNEAU DE JAUGE.

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR.

Chargements composés entièrement (ou de plus des 9/10) de bois de construction, de teinture ou de chêne, de fer, de guanos ou de céréales (blé, maïs, seigle, orge et avoine) :

Jusqu'à 600 tonneaux.....	"	0 ¹ 30
De 601 à 1,000 tonneaux.....	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus.....	"	0 20

Chargements autres :

Jusqu'à 600 tonneaux.....	"	0 30
De 601 à 1,000 tonneaux.....	"	0 20
De 1,001 tonneaux et au-dessus.....	"	0 15

Entrant chargés en tout ou en partie.....	0 ¹ 25 ^e	0 ¹ 12 ^e 1/2	
Sortant chargés en tout ou en partie.....	0 12 1/2	0 06 1/4	0 03

PAR TONNEAU DE JAUGE.

Entrant sur lest ou en relâche avec ou sans passagers.....	0 ¹ 06 ^e 1/4	0 ¹ 03 ^e 1/8	0 ¹ 17
Sortant sur lest avec passagers.....	0 06 1/4	0 03 1/8	
Sortant sur lest sans passagers.....	"	"	

TRADUCTION DES PIÈCES.

Pour le protêt d'une lettre de change.....	
Pour un connaissement ordinaire.....	
Pour un connaissement extraordinaire :	
La première page.....	
La deuxième page et chacune des suivantes.....	
Pour acte judiciaire (dans le cas de contestations prévues par l'art. 80 du Code de commerce) :	
La première page.....	
La deuxième page et chacune des suivantes.....	
Pour toutes autres traductions :	
La première page.....	
La deuxième page et chacune des suivantes.....	
non compris les timbres des feuilles.	

le port de Dunkerque (Nord).

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.

Les courtiers, interprètes et conducteurs de navire font le courtage des affrètements; ils ont, en outre, seuls le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, les parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire; enfin, de constater le cours du fret ou du nolis.

Dans les affaires contentieuses et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (80.)

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE DU 14 NOVEMBRE 1835.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à accomplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 5.)

Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué des marchandises, ne sont pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra des droits de courtage dans chaque port, à raison seulement du nombre de vœux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que ceux payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne seront perçus contrairement à l'exécution des traités. (8.)

Le base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif de la composition du nouveau, établi par décret du 25 août 1861, sans dérogation autre que sur les avoines, pour lesquelles, vu la nature de ces chargements, les droits de courtage seront perçus au tonneau de neuf kilogrammes.

Les navires en relâche forcée par suite de gros temps ou d'avaries sont exempts de tout courtage.

En cas où, à l'entrée, un navire n'aurait pas employé le ministère du courtier, les droits de courtage pour l'expédition sur lest seront les mêmes que ceux des navires entrant sur lest.

Les droits de courtage sur tous les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne pourront être plus élevés que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

Le navire sorti du port et forcé d'y relâcher sera exempt de tout courtage s'il est, dans le même port, adressé à un courtier.

AFFRÈTEMENTS

par charte partie ou à la cueillette.

VENTES DE NAVIRES

soit de gré à gré, soit aux enchères publiques.

0/0 sur le montant brut du fret, payable au navire (à moins de conventions contraires), et la signature du contrat d'engagement.

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.

1/2 p. 0/0 sur le prix de la vente ou de mutation, payable par l'acquéreur seul (à moins de conventions contraires).

B. — *Tarif des droits pour le courtage des assurances dans le port de Danherque (Nord).*

7 1/2 p. o/o

sur le montant de la prime, payables par l'assureur, sauf conventions contraires.

N° 24376. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les frais d'établissement de Lignes et Bureaux télégraphiques.*

Du 17 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de deux cent soixante-deux mille trois francs vingt centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de deux cent soixante-deux mille trois francs vingt centimes (262,003^f 20), savoir :

CHAP. VII.	Indemnités diverses et secours.....	6,993 ^f 97
IX.	Matériel des bureaux.....	4,662 64
VII.	Appareils et matériel technique d'exploitation....	18,650 57
XIII.	Construction et entretien de lignes télégraphiques.	201,824 96
XXV.	Personnel de l'Algérie.....	1,443 55
XXVI.	Matériel de l'Algérie.....	27,427 51
TOTAL ÉGAL.....		<u>262,003 20</u>

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10587.

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24377. — *DÉCRET qui fixe les droits de Courtage maritime à percevoir dans le port de Bayonne (Basses-Pyrénées).*

Du 8 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu la loi du 28 ventôse an IX ;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾ ;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce ;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾ ;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽³⁾ ;

Vu l'arrêté du 7 thermidor an IX ⁽⁴⁾, l'ordonnance royale du 10 octobre 1821 ⁽⁵⁾ et les décrets des 29 juin 1861, 3 octobre 1874 et 20 juin 1882 sur l'organisation du courtage maritime à Bayonne ;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Bayonne et du préfet des Basses-Pyrénées ; ensemble les autres pièces de l'instruction ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Bayonne (Basses-Pyrénées) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 393, n° 6056.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ III^e série, Bull. 92, n° 766.

⁽⁵⁾ VII^e série, Bull. 484, n° 11531.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 86.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest avec ou sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés, en totalité ou en partie, de marchandises autres que le charbon..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... Entrant chargés de charbon..... Sortant chargés (bateaux charbonniers)..... Sortant sur lest bateaux charbonniers.....
TRADUCTION DE FINCHES dans le cas de contestation prévu par l'article 86 du Code de commerce.	
Pour un connaissement ordinaire..... Pour un connaissement extraordinaire..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la première page)..... Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage.	

us le port de Bayonne (Basses-Pyrénées).

ITE.

NAVIRES		
faisant le cabotage avec les ports français situés entre Bayonne et Brest.	faisant le cabotage avec les ports français situés au delà de Brest et autres de France et d'Algérie.	faisant la navigation avec l'étranger et les colonies françaises.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1835.

PAR TONNEAU DE JAUG.

0 ^f 10 ^c 0 10	0 ^f 15 ^c 0 15	0 ^f 25 ^c 0 25
--	--	--

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^f 20 ^c 0 20	0 ^f 30 ^c 0 30	0 ^f 50 ^c 0 50
--	--	--

PAR TONNEAU DE JAUGE.

0 ^f 10 ^c 0 10 0 10	0 ^f 15 ^c 0 15 0 15	0 ^f 25 ^c 0 25 0 25
--	--	--

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^f 20 ^c 0 20 " " "	0 ^f 30 ^c 0 30 " " "	0 ^f 50 ^c 0 50 100 00 forfait, quel que soit le tonnage. 0 30 par tonneau de chargement. 0 20 avec un maximum de 100 ^f pour les navires dépassant 500 tonnes.
---	---	---

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)

AFFRÈTEMENTS

par charte partie.	à la cueillette.
--------------------	------------------

SUR LA VALEUR DU FRET.

3 p. o/o	3 p. o/o payables par le frèteur, plus 0 ^f 50 par tonneau de chargement, payables par l'affrèteur pour char- gements à destination de l'étranger. Les poteaux de mines exempts de droits.
payables par le frèteur.	

VENTE DES NAVIRES.

SUR LE PRIX DE VENTE.

1 p. o/o	payable par l'acheteur, à moins de conventions contraires.
----------	---

Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.
Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

B. — *Tarif des droits de courtage d'assurances maritimes à Bayonne (Basses-Pyrénées).*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTIONS.
Rédaction des contrats ou polices d'assurances : 1° Sur corps de navire ; 2° Sur marchandises.	Sur le montant de la prime de la somme assurée : 5 p. o/o 10 p. o/o payables par l'assureur seul, sauf conventions contraires.

N° 24378. — **DÉCRET** portant création d'une Section temporaire du Contentieux au Conseil d'État.

Du 9 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 11 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 26 octobre 1888, relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat, et notamment l'article 1^{er} de ladite loi ainsi conçu :

« Lorsque les besoins du service l'exigeront, il sera formé, par décret en Conseil d'Etat, une section temporaire qui concourra au jugement des affaires d'élections et de contributions directes ou taxes assimilées »;

Vu l'état des affaires pendantes devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé au Conseil d'Etat, pour l'expédition des affaires d'élections, de contributions directes ou taxes assimilées, une section temporaire du contentieux dont la durée est fixée à une année à compter de son installation, s'il n'en est autrement ordonné par un décret postérieur.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

N° 24379. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Sernin (canton de Saint-Sernin, arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron) portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Sernin-sur-Rance*. (*Fontainebleau, 7 Septembre 1891.*)

ERRATA.

Bulletin des lois n° 1430. — Décret du 4 octobre 1891, portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes.

Art. 136 (3^e paragraphe).

Au lieu de : Sous-intendant militaire,

Mettre : Médecin chef.

Art. 137 (titre).

Au lieu de : Sous-officier de planton,

Mettre : Sous-officier de planton dans les hospices mixtes ou militarisés.

Art. 291 (1^{er} paragraphe).

Au lieu de : Elles lui font face et restent dans cette position,

Mettre : Elles font face du même côté que l'ouverture de leur guérite et restent en position.

Les décrets des 21 octobre et 31 décembre 1891 ayant modifié soit les dénominations employées dans l'armée de mer pour désigner certains chefs de service, soit leurs attributions, il y a lieu de mettre ainsi qu'il suit le décret du 4 octobre 1891 en concordance avec ces nouveaux documents :

Art. 221.

Au lieu de : 5^e Du major de la flotte,

Mettre : 5^e Du chef d'état-major de l'arrondissement maritime.

Supprimer : 13^e Du chef d'état-major du préfet maritime (voix consultative).

Art. 224 (1^{er} paragraphe, 4^e et 5^e lignes).

Au lieu de : Major général de la marine,

Mettre : Préfet maritime.

Art. 223, 224 (1^{er} paragraphe, 8^e ligne, et 4^e paragraphe), 226, 227, 228, 229, 230, 231 (1^{er}, 5^e et 6^e paragraphes), 232, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 245, 253, 285, 313.

Au lieu de : Major général (ou majors généraux) de la marine,

Mettre : Chef (ou chefs) d'état-major de l'arrondissement maritime.

Art. 244.

Au lieu de : Major de la flotte,

Mettre : Chef d'état-major de l'arrondissement maritime.

Art. 246 (1^{er} paragraphe).

Au lieu de : Contre-amiraux ou majors généraux de la marine.

Mettre : Contre-amiraux majors généraux de la marine.

Art. 247 (Classement du personnel dans les groupes. — 1^{re} armée de mer).

Au lieu de : Le conseil d'amirauté,

Mettre : Le comité des inspecteurs généraux de la marine ;

Au lieu de : Le major de la flotte, capitaine de vaisseau,

Mettre : Le chef d'état-major de l'arrondissement maritime lorsqu'il n'est pas contre-amiral.

Art. 259.

Au lieu de : Major de la marine.

Mettre : Sous-chef d'état-major de l'arrondissement maritime.



Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

RICARD.

**Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.**

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1446.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24380. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Confolens (Charente).*

Du 1^{er} Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 2 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, la perception, à l'octroi de Confolens (Charente), d'une surtaxe de quarante-six centimes (0^{fr} 46) par hectolitre sur le vin.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes autorisé, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, à la préfecture, de l'emploi du produit de la surtaxe au paiement de la dépense spéciale en vue de laquelle elle est autorisée (amortissement d'un emprunt). Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1891.

Signé. CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

N° 24381. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 25 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à cent quatre-vingt-douze mille deux cent soixante francs soixante-huit centimes (192,260^f 68) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXIII. Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)..... 129,709^f 55^c

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LV. Amélioration des rivières..... 51,403 38
— LX. Travaux de défense contre les inondations..... 11,147 75

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 192,260 68

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ladite somme de cent quatre-vingt-douze mille deux cent soixante francs soixante-huit centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 25 Août 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: YVES GUYOT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1890.					
Charente-Inférieure.	Le syndicat des marais mouillés.	La Rochelle...	1929	28 mai 1890.	266 ¹ 00 ⁰
Gard.....	La commune de Vailhabréguis.	Nîmes.....	3812	13 oct. 1890.	1,000 00
Garonne (Haute-).	M. Brusson.....	Toulouse.....	2180	14 avril 1890.	250 00
	Idem.....	Idem.....	2181	Idem.	250 00
Indre-et-Loire.	La ville d'Amboise..	Tours.....	5567	3 sept. 1890.	712 50
Lot-et-Garonne.	La compagnie des chemins de fer du Midi.	Agen.....	1691	30 sept. 1890.	30,000 00
Morbihan..	Le département....	Vannes.....	3933	10 déc. 1890.	1,500 00
Nièvre.....	Le syndicat de la Lève-de-Serموise.	Nevers.....	4934	27 déc. 1890.	4,700 00
Savoie (Haute-).	La commune d'Évian-les-Bains.	Thonon.....	2231	15 oct. 1890.	2,000 00
Seine-Inférieure.	M. Adam.....	Yvetot.....	4712	13 déc. 1890.	253 45
Seine-et-Marne.	M. Ballot.....	Fontainebleau.	4031	15 oct. 1890.	30 00

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des reçu- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Sèvres (Deux-).	Le syndicat des ma- rais mouillés.	Niort.....	3101	19 juillet 1890.	266 ⁰⁰
Tarn- et-Garonne.	M ^{me} Maupas-Dreuil- hé.	Castelsarrasin..	2866	24 déc. 1890.	530 00
Yonne.....	La compagnie des bois flottés de la haute Yonne.	Auxerre.....	3148	9 août 1890.	150 00
ANNÉE 1891.					
Ardèche...	M. Carbonnel.....	Privas.....	1086	17 mars 1891.	210 00
	M ^{me} veuve Barri- caire.	Idem.....	1087	Idem.	140 00
Charente- Inférieure.	Le syndicat des ma- rais mouillés.	La Rochelle...	600	14 février 1891.	11,000 00
	Idem.....	Idem.....	1475	15 avril 1891.	7,500 00
	La commune de Gram-Chaban.	Idem.....	1834	12 mai 1891.	5,000 00
Cher.....	La commune de Vierzon - Bourg- neuf.	Bourges.....	186	12 janv. 1891.	500 00
Corrèze....	Le département....	Tulle.....	282	23 janv. 1891.	1,000 00
Eure.....	La compagnie d'Or- léans à Châlons.	Évreux.....	146	10 janv. 1891.	468 85
Garonne (Haute-).	M. Brusson.....	Toulouse.....	955	13 février 1891.	250 00
	Idem.....	Idem.....	956	Idem.	250 00
Gironde...	M. Guillot de Sudui- rant.	Bordeaux.....	2244	20 février 1891.	447 00
Ille- et-Vilaine.	Les villes de Saint- Malo, Saint-Ser- van, Dinard.	Saint-Malo...	212, 213, 214.	16 janv. 1891.	3,000 00
	La ville de Redon...	Redon.....	654	25 mars 1891.	835 00
	La ville de Grenoble.	Grenoble.....	3116	5 mai 1891.	2,200 00
Isère.....	Le syndicat supé- rieur de la rive droite de l'Isère.	Idem.....	3898	8 juin 1891.	2,200 00
Landes....	La commune de Cap-Breton.	Dax.....	769	17 mars 1891.	116 55
Loire.....	La ville de Saint- Étienne.	Saint-Étienne.	738	5 février 1891.	3,000 00
	Le département....	Idem.....	1790	21 mars 1891.	1,000 00
Loiret....	La ville d'Orléans..	Orléans.....	366	17 janv. 1891.	1,250 00
	Idem.....	Idem.....	1265	27 février 1891.	610 55
Lot.....	Les héritiers Mous- son.	Cahors.....	165 (partie)	23 janv. 1891.	150 00
Lot- et-Garonne.	La commune de Marmande.	Marmande....	180	13 janv. 1891.	13,333 33

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recép- tisses.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Maine- et-Loire.	La commune de Daguenières.	Angers.....	1575	17 mars 1891.	300 ¹ 00 ^s
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	2851	16 mai 1891.	300 00
Manche....	La commune de Pontorson.	Avranches....	181	16 janv. 1891.	600 00
	La commune de Cléguer.	Lorient.....	224	15 janv. 1891.	200 00
	La commune de Pontscorff.	<i>Idem</i>	225	<i>Idem</i> .	100 00
Morbihan..	M. Adol.	<i>Idem</i>	226	<i>Idem</i> .	200 00
	Le département...	Vannes.....	315	31 janv. 1891.	250 00
	Divers.....	<i>Idem</i>	1185	14 avril 1891.	49 00
	La commune de Saint-Vincent.	<i>Idem</i>	1199	15 avril 1891.	41 00
	La commune de Saint-Perreux.	<i>Idem</i>	1534	15 mai 1891.	49 00
Nièvre.....	La compagnie des bois flottés de la haute Yonne.	Clamecy.....	215	22 janv. 1891.	770 00
	Le département...	Lille.....	691	17 janv. 1891.	265 88
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	692	<i>Idem</i> .	13 25
Nord.....	La commune de St-Pierrebrouck.	Dunkerque....	520	27 janv. 1891.	125 40
	La commune de Gravelines.	<i>Idem</i>	1093	23 janv. 1891.	245 32
Pas- de-Calais.	M. Em. Schotsmans.	Arras.....	2566	11 mai 1891.	230 00
Puy- de-Dôme.	Le département...	Clermont-Fer- rand.	389	24 janv. 1891.	1,675 00
	La chambre de com- merce de Rouen.	Rouen.....	1412	13 février 1891.	2,000 00
Seine- Inférieure.	Le département...	<i>Idem</i>	2057	3 mars 1891.	19,400 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	3215	6 avril 1891.	28,300 00
	La ville d'Elbeuf...	<i>Idem</i>	3829	20 avril 1891.	13,684 53
	La ville d'Oissel...	<i>Idem</i>	4469	8 mai 1891.	19,400 00
Sèvres (Deux-).	Le syndicat des ma- rais mouillés.	Niort.....	378	26 janv. 1891.	750 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1893	25 avril 1891.	7,500 00
Tarn.....	M. le baron Gorsse.	Albi.....	311	27 janv. 1891.	150 00
	M. Salvy.....	<i>Idem</i>	395	3 février 1891.	190 00
	M. Cazals.....	<i>Idem</i>	1212	9 avril 1891.	150 00
Tarn- et-Garonne.	M. Vidal.....	Montauban....	964	5 mai 1891.	825 00
	M. Dubois.....	Castelsarrasin..	1321	11 juin 1891.	362 01
Vendée....	Le syndicat des ma- rais mouillés.	Fontenay- le-Comte.	1580	9 avril 1891.	266 66
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1950	1 ^{er} mai 1891.	7,500 00
TOTAL....					192,260 68

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 192,260 fr. 68 ouvert au ministre des travaux publics sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — RIVIÈRES.		
(Travaux ordinaires.)		
Charente-Inférieure.	Entretien d'une ligne téléphonique entre Niort et Marans..... 266 ^f 00 ^e	1,266 ^f 00 ^e
	Dragage et faucardement de la Sèvre..... 1,000 00	
Cher.....	Construction d'un garde-corps et de trottoirs sur les quais du Cher, à Vierzon-Bourgneuf.....	500 00
Corrèze.....	Entretien du chemin de rive de la Dordogne.....	1,000 00
Garonne (Haute-).	Entretien de la chaussée de Villemur-sur-le-Tarn (250 ^f + 250 ^f + 250 ^f).....	1,000 00
Gironde.....	Reconstruction du vannage de décharge du moulin de Castaing, sur le Ciron.....	447 00
Ille-et-Vilaine.	Service du bac de Dinard..... 3,000 ^f 00 ^e	3,835 00
	Remorquage des navires en Vilaine..... 835 00	
Isère.....	Entretien des ponts et des quais de l'Isère, à Grenoble...	2,200 00
Landes.....	Entretien du passage d'eau de Cap-Bréton.....	116 25
Loire.....	Entretien du réservoir du Gouffre-d'Enfer... 3,000 ^f 00 ^e	
	Établissement du laboratoire de pisciculture de Boën.....	4,000 00
Lot.....	Entretien du barrage de Valentré, sur le Lot.....	150 00
	Rectification de la rive droite de la Garonne, dans l'île de Saint-Laurent..... 30,000 ^f 00 ^e	
Lot-et-Garonne.	Agrandissement du quai du port de Marmande, sur la Garonne..... 13,333 33	43,333 33
Maine-et-Loire.	Entretien du port du bac de la Daguenière (300 ^f + 300 ^f).....	600 00
	Amélioration de la cale du bas-pont Scorff (1,500 ^f + 200 ^f + 100 ^f + 200 ^f)..... 2,000 ^f 00 ^e	
Morbihan....	Curage de la rivière d'Arz (250 ^f + 49 ^f + 41 ^f + 49 ^f)..... 389 00	2,389 00
Nièvre.....	Entretien des pertuis de la Nièvre.....	770 00
	Entretien des ponts Saint-Nicolas, de Saint-Momelin, de la Bistad et de Gravelines, sur l'Aa (245 ^f 32 ^e + 125 ^f + 40 ^f + 265 ^f 88 ^e + 13 ^f 25 ^e).....	649 85
Pas-de-Calais.	Entretien et curage de la Scarpe.....	230 00
	Amélioration du port d'Oisiel (19,400 ^f + 19,400 ^f)..... 38,800 ^f 00 ^e	
	Déglaçage du port fluvial de Rouen et de ses abords..... 2,000 00	
Seine-Inférieure.	Remboursement des frais mis à la charge du sieur Leroy, banquier, à la suite d'une action en revendication d'un terrain affecté au passage d'eau de Bliquetint, sur la Seine..... 253 45	41,053 45
	Sauvetage d'un bateau échoué au barrage de Champagnac.....	30 00
Seine-et-Marne.	Entretien et curage de la Sèvre..... 750 ^f 00 ^e	
Sèvres (Deux-).	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans..... 266 00	1,016 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Tarn.....	Entretien des barrages de Tersac, de Castelnau et de Pouille, sur le Tarn (150 ^f + 190 ^f + 150 ^f).....	490 ^f 00 ^c
	Travaux de défense des rives de la Garonne, à Sanse- cours..... 530 ^f 00 ^c	
Tarn- et-Garonne.	Entretien du barrage de Carbarieu, sur le Tarn..... 362 01	1,717 01
	Réparation des avaries causées par les glaces au barrage de Lagarde..... 825 00	
	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans..... 266 ^f 66 ^c	
Vendée.....	Travaux de redressement de la Sèvre-Nior- taise au droit de la bande des Jourdain (7,500 ^f + 7,500 ^f + 7,500 ^f)..... 22,500 00	22,766 66
Yonne.....	Entretien du puits de Coulanges-sur-Yonne.....	150 00
	TOTAL du chapitre XXIII.....	129,709 55
II ^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LV.		
AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Ardèche.....	Travaux de défense du Banc-Rouge contre les crues du Rhône (210 ^f + 140 ^f).....	350 ^f 00 ^c
Charente- Inférieure.	Canalisation du Mignon.....	5,000 00
Eure.....	Amélioration de la Rille maritime entre Pont-Audemer et la Seine.....	468 85
Gard.....	Dérivation des eaux du Rhône du côté de Vallabregues...	1,000 00
Manche.....	Travaux de la coupure du Couësnon, au lieu dit <i>Paulma</i> .	600 00
(Savoie Haute-). Seine- Inférieure.	Construction du port de Meillerie, sur le Léman.....	2,000 00
	Construction des quais d'Elbeuf (28,300 ^f + 13,684 ^f 53 ^c)..	41,984 53
	TOTAL du chapitre LV.....	51,403 38
CHAPITRE LX.		
TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.		
Indre- et-Loire.	Établissement de vannes de sûreté à l'écluse d'embouchure de la Masse.....	712 ^f 50 ^c
Isère.....	Construction d'un épi plongeant à Sainte-Marie-d'Aloix, sur l'Isère.....	2,200 00
Loiret.....	Défense du quartier Saint-Marceau, à Orléans, contre les inondations de la Loire (1,250 ^f + 610 ^f 25 ^c).....	1,860 25
Nièvre.....	Consolidation et exhaussement de la levée de Sermoise...	4,700 00
Puy-de-Dôme.	Réparation des perrés de la Bresle, sur l'Allier.....	1,675 00
	TOTAL du chapitre LX.....	11,147 75
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
CHAP. XXIII.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).	129,709 ^f 55 ^c
2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
CHAP. LV.	Amélioration des rivières.....	51,403 38
— LX.	Travaux de défense contre les inondations.....	11,147 75
	TOTAL GÉNÉRAL.....	192,260 68

N° 24382. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 25 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 août 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à soixante-six mille vingt-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes (66,024^f 94) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)..... 48,624^f 91^c

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LVI. Établissement et amélioration de canaux de navigation. 17,500 00

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 66,024 91

Ladite somme de soixante-six mille vingt-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

hacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui
era inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 25 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

ÉTAT A.

*État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.*

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1890.					
Ardennes..	M. Sommer.....	Sedan.....	3984	29 nov. 1890.	375 ⁴ 00 ^s
	M. Cury-Troyon....	Mézières.....	3799	10 oct. 1890.	250 00
Côtes- du-Nord.	M. Ruellan du Crehn.	Saint-Brieuc...	2582	26 juin 1890.	30 00
Marne (Haute-).	La commune de Riancourt.	Chaumont....	3242	23 août 1890.	4,000 00
	Idem.....	Idem.....	4831	25 nov. 1890.	1,000 00
Meuse....	M. Sommelier.....	Verdun.....	5226	15 nov. 1890.	24 00
Nord.....	La ville de Valen- ciennes.	Valenciennes..	6670	21 oct. 1890.	12,500 00
ANNÉE 1891.					
Bouches- du-Rhône.	Les hoirs de Galli- et.	Aix.....	1836	24 avril 1891.	6,200 00
Doubs....	L'administration de la guerre.	Besançon....	2988	19 juin 1891.	300 00
	Idem.....	Idem.....	3176	29 juin 1891.	300 00
Gard.....	La ville de Beau- caire.	Nîmes.....	1548	15 avril 1891.	7,000 00
Meurthe- et-Moselle.	La ville de Nancy...	Nancy.....	331	17 janv. 1891.	2,250 08
	Idem.....	Idem.....	2815	22 avril 1891.	1,718 37
Meuse....	M. Sommelier.....	Verdun.....	2091	24 avril 1891.	13 00
	Le syndicat de la Pirchotte.	Commercy....	1224	7 mars 1891.	16 00
Nord.....	Le département....	Lille.....	2011	21 fév. 1891.	150 00
	Idem.....	Idem.....	4705	29 avril 1891.	17 01
	Idem.....	Idem.....	4706	Idem.	9 94
	Idem.....	Idem.....	4707	Idem.	162 09
	Idem.....	Idem.....	4708	Idem.	13 73
	Idem.....	Idem.....	4709	Idem.	575 63
	Idem.....	Idem.....	4710	Idem.	111 15
	Idem.....	Idem.....	4711	Idem.	22 00
	Idem.....	Idem.....	4712	Idem.	138 74
	Idem.....	Idem.....	4713	Idem.	28 00
	La deuxième section des Waëteringues.	Dunkerque....	1708	26 mars 1891.	252 75

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NOMBRES des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Nord..... (suite.)	Divers.....	Dunkerque....	2085	14 avril 1891.	97 ¹ 63 ¹
	Idem.....	Idem.....	2106	15 avril 1891.	179 25
	La troisième section des Waëleringues.	Idem.....	2157	16 avril 1891.	234 84
	La commune d'Hoy- mille.	Idem.....	2304	25 avril 1891.	14 74
	La commune de Warhem.	Idem.....	2311	Idem.	29 31
	La commune de Bergues.	Idem.....	2325	Idem.	8 89
	Idem.....	Idem.....	2326	Idem.	12 00
	Divers.....	Idem.....	2344	27 avril 1891.	10 03
	M. Evain.....	Vannes.....	1533	14 mai 1891.	44 00
	M. Quinivet.....	Pontivy.....	663	16 mars 1891.	30 00
Morbihan..	M. Maressal-Ranzé- gal.	Idem.....	664	Idem.	38 00
	M. Game.....	Idem.....	845	9 avril 1891.	83 75
	La commune de Cléguerec.	Idem.....	1149	14 mai 1891.	180 00
	La commune de Neuillac.	Idem.....	1150	Idem.	70 00
	La compagnie des chemins de fer d'Orléans.	Vannes.....	1557	15 mai 1891.	480 00
	MM. Dronion et Amiel.	Ploërmel.....	561	25 mars 1891.	55 00
	La ville de Calais...	Boulogne-sur- Mer.	497	28 janv. 1891.	27,000 00
Pas- de-Calais.				TOTAL....	66,024 94

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 66,024 fr. 94 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXIV.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX. — TRAVAUX ORDINAIRES. (Entretien et grosses réparations.)		
Ardennes.... Bouches- du-Rhône. Côté s- du-Nord.	Entretien du canal de l'Est (branche nord) (375 ¹ + 250 ¹).	625 ¹ 00 ¹
	Entretien des capoulières du canal de Bouc à Martigues..	6,200 00
	Entretien d'ouvrages régulateurs du canal de Nantes à Brest.....	30 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Doubs.....	Entretien du barrage de Saint-Paul, à Besançon (canal de la Marne au Rhin) (300 ^f + 300 ^f).....	600 ^f 00 ^e
Gard.....	Recréusement du contre-canal sud du canal du Rhône à Côté (bief de Nourriguier).....	7,000 00
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de l'usine de Meusein, sur le canal de l'Est (2,250 ^f 08 ^e + 1,718 ^f 37 ^e).....	3,968 45
Meuse.....	Entretien du canal de l'Est (branche nord) (16 ^f + 24 ^f + 12 ^f).....	52 00
	Entretien du canal de Nantes à Brest (38 ^f + 30 ^f + 44 ^f + 55 ^f).....	167 ^f 00 ^e
Morbihan.....	Construction d'un débarcadère à Lemos, sur le canal du Llavet (180 ^f + 70 ^f).....	250 00
	Entretien de la voie d'accès à la station Saint-Nicolas-des-Eaux (canal du Blavet).....	480 00
	Réparation de l'écluse de Trémorin (canal du Blavet).....	83 75
	Entretien des ponts de la Sambre (22 ^f + 138 ^f 74 ^e + 28 ^f).....	188 74
Nord.....	Entretien de divers ponts situés sur les canaux de Bourbourg et de la Colme et frais de manœuvre du pont de Spycker (111 ^f 15 ^e + 575 ^f 63 ^e + 14 ^f 73 ^e + 162 ^f 09 ^e + 9 ^f 94 ^e + 17 ^f 01 ^e + 234 ^f 84 ^e + 252 ^f 75 ^e + 97 ^f 63 ^e + 179 ^f 25 ^e + 14 ^f 74 ^e + 29 ^f 32 ^e + 8 ^f 89 ^e + 10 ^f 03 ^e + 12 ^f + 150 ^f).....	2,068 74
Pas-de-Calais..	Reconstruction du pont de Vic à Calais (canal de Calais).. TOTAL du chapitre XXIV.....	27,000 00 48,524 94
II ^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LVI.		
ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.		
Marne (Haute-).	Élargissement d'un pont sur l'écluse de Riancourt (canal de la Marne à la Saône) (1,000 ^f + 4,000 ^f).....	5,000 ^f 00 ^e
Nord.....	Ouverture d'un bras de décharge des eaux de l'Escaut, entre le barrage de Notre-Dame et l'écluse de la Folie.. TOTAL du chapitre LVI.....	12,500 00 17,500 00

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)..... 48,524^f 94^e

2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LVI. Établissement et amélioration de canaux de navigation..... 17,500 00

TOTAL GÉNÉRAL..... 66,024 94

N° 24383. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.*

Du 14 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux publics appartenant à l'exercice 1891 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LVII : *Amélioration et achèvement des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à sept cent quatre-vingt-dix mille francs (790,000') et réparti, entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Calvados...	La ville de Caen....	Caen.....	2712	30 mai 1891.	56,421 ^f 05 ^c
	Idem.....	Idem.....	3380	8 juillet 1891.	578 95
	La chambre de commerce de Honfleur.	Pont-l'Évêque.	313	17 mai 1891.	50,000 00
	Idem.....	Idem.....	766	8 juillet 1891.	50,000 00
Pas-de-Calais.	Idem.....	Idem.....	1276	19 août 1891.	50,000 00
	La chambre de commerce de Boulogne.	Boulogne.....	4259	21 juillet 1891.	400,000 00
Seine-Inférieure.	La chambre de commerce de Rouen.	Rouen.....	7114	18 juillet 1891.	80,000 00
	La chambre de commerce de Dieppe.	Dieppe.....	3172	2 juillet 1891.	50,000 00
	M. le comte de Paris.	Idem.....	3987	10 août 1891.	3,000 00
	La chambre de commerce de Dieppe.	Idem.....	4026	12 août 1891.	50,000 00
TOTAL....					790,000 00

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 790,000 francs ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LVII : Amélioration et achèvement des ports maritimes.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Calvados.....	Amélioration de l'entrée du port d'Ouistreham (578 ^f 95 ^c + 56,421 05 ^c).....	57,000 ^f
	Reconstruction de l'écluse du bassin à flot du port de Trouville (50,000 ^f + 50,000 ^f + 50,000 ^f).....	150,000
Pas-de-Calais.	Approfondissement du port de Boulogne et réfection des quais.....	400,000
Seine-Inférieure.	Amélioration du port du Tréport.....	3,000 ^f
	Amélioration du port de Rouen.....	80,000
	Amélioration du port de Dieppe (50,000 ^f + 50,000 ^f).....	100,000
TOTAL.....		790,000

N° 24384. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, des Crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables à l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à quatre cent quarante-neuf mille cinquante-deux francs quatre-vingt-quatre centimes (449,052^f 84) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XVIII. Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.)..	55,017 ^f 14
—— XIX. Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.).....	374,035 70

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LI. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	5,000 00
—— LIII. Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	15,000 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	449,052 84

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ladite somme de quatre cent quarante-neuf mille cinquante-deux francs quatre-vingt-quatre centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1890.					
Allier.....	La commune de la Palisse.	La Palisse.....	2551	17 oct. 1890.	3,000 ⁰⁰
Gironde...	La ville de Bordeaux.	Bordeaux.....	12219	3 octobre 1890.	30,141 39
Jura.....	Le département....	Lons-le-Sau-nier.	359	30 avril 1890.	443 00
Saône (Haute-).	La commune d'Oyrières.	Gray.....	4427	13 déc. 1890.	2,000 00
Seine-et-Oise.	La ville de Saint-Cloud.	Versailles.....	13776	29 nov. 1890.	900 00
Sèvres (Deux-).	La commune de Breiloux.	Niort.....	3206	24 juillet 1890.	2,400 00
ANNÉE 1891.					
Ain.....	La commune de Collonges.	Gex.....	954	11 août 1891.	1,530 00
Aisne.....	La ville de la Fère..	Laon.....	1131	10 février 1891.	21,700 00
	La ville de Laon....	Idem.....	1589	25 février 1891.	3,750 00
Allier.....	La ville de Montluçon.	Montluçon....	2206	12 juin 1891.	3,277 00
Alpes-Maritimes.	La compagnie des tramways de Nice.	Nice.....	2073	23 avril 1891.	377 78

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Cantal....	Le département....	Aurillac.....	180	22 janv. 1891.	5,000 ⁰⁰
Charente..	La commune de Mansle.	Ruffec.....	2190	30 janv. 1891.	1,000 ⁰⁰
Charente- Inférieure.	La ville de Saintes.	Saintes.....	1737	9 avril 1891.	1,750 ⁰⁰
Corrèze....	La ville de Tulle....	Tulle.....	238	21 janv. 1891.	12,000 ⁰⁰
Corse.....	La ville de Bastia...	Bastia.....	346	13 avril 1891.	2,000 ⁰⁰
Côte-d'Or..	La ville de Beaune..	Beaune.....	1011	5 mars 1891.	24,300 ⁰⁰
Drôme.....	La commune de Saint-Vallier.	Valence.....	1166	13 mars 1891.	1,391 ⁶¹
	La ville de Valence.	Idem.....	3020	30 juin 1891.	12,500 ⁰⁰
Eure.....	La ville d'Évreux...	Évreux.....	1852	14 avril 1891.	4,000 ⁰⁰
Gard.....	La commune du Vigan.	Le Vigan....	352	19 juil. 1891.	1,000 ⁰⁰
Garonne (Haute-).	Le département....	Toulouse.....	2356	10 avril 1891.	13,000 ⁰⁰
	Idem.....	Idem.....	2357	Idem.	7,000 ⁰⁰
	La ville de Blaye...	Blaye.....	529	5 mars 1891.	289 ³⁰
Gironde...	La ville et l'hospice de Blaye.	Idem.....	1180	26 mai 1891.	600 ⁰⁰
	La ville de Libourne.	Libourne....	1160 (partie)	20 mars 1891.	212 ⁰⁶
	La ville de Châlons.	Châlons.....	2924	30 mai 1891.	11,500 ⁰⁰
	Le département....	Idem.....	3082	6 juin 1891.	1,200 ⁰⁰
Marne.....	La ville de Fère- Champenoise.	Épernay.....	3191	9 juin 1891.	2,300 ⁰⁰
	La ville d'Épernay..	Idem.....	4715	28 août 1891.	3,000 ⁰⁰
Mayenne..	M. Lebaillif.....	Laval.....	2593	17 août 1891.	1,000 ⁰⁰
Meurthe- et-Moselle.	La ville de Nancy...	Nancy.....	330	17 janv. 1891.	7,000 ⁰⁰
Meuse....	La ville de Verdun.	Verdun.....	297	20 janv. 1891.	835 ⁹⁰
Nord.....	La ville de Valen- ciennes.	Valenciennes.	1197	28 mars 1891.	1,000 ⁰⁰
Oise.....	La commune de Saint-Just-des-Ma- rais.	Beauvais....	546	2 février 1891.	550 ⁰⁰
	La commune de Lillers.	Béthune.....	1110	26 février 1891.	8,000 ⁰⁰
Pas- de-Calais.	La commune de Bruay.	Idem.....	1123	Idem.	16,300 ⁰⁰
Pyrénées (Basses-).	La ville de Bayonne.	Bayonne.....	2229	1 ^{er} juin 1891.	200 ⁰⁰
	Idem.....	Idem.....	2395	11 juin 1891.	300 ⁰⁰
Pyrénées (Hautes-).	La ville de Tarbes..	Tarbes.....	80	10 janv. 1891.	1,400 ⁰⁰
Saône (Haute-).	Le département....	Vesoul.....	207	19 janv. 1891.	10,000 ⁰⁰
	Idem.....	Idem.....	728.	27 février 1891.	10,000 ⁰⁰

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Saône (Haute-). (Suite.)	Le département....	Vesoul.....	1681	29 avril 1891.	1,267 ^f 00 ^s
	La ville de Gray....	Gray.....	283	21 janv. 1891.	20,000 00
	Idem.....	Idem.....	466	5 février 1891.	9,000 00
	La commune de Saint-Loup.	Lure.....	2286	15 juin 1891.	633 00
Sarthe.....	La ville du Mans...	Le Mans.....	2591	15 avril 1891.	4,600 00
Savoie.....	La ville de Cham- béry.	Chambéry....	3122	10 août 1891.	1,500 00
Savoie (Haute-).	Le département....	Annecy.....	96	15 janv. 1891.	5,000 00
	La compagnie fer- mière de l'établis- sement thermal de Vichy.	Paris.....	75	2 janvier 1891.	22,000 00
	La commune de Montrouge.	Idem.....	12835	6 mai 1891.	10,870 00
	La compagnie des tramways de Pa- ris et le départe- ment de la Seine.	Idem.....	13443	12 mai 1891.	100,000 00
Seine.....	M. Humbert.....	Idem.....	15309	30 mai 1891.	10 56
	La compagnie pari- sienne du gaz.	Idem.....	15576	2 juin 1891.	776 16
	MM. Riffand et com- pagnie.	Idem.....	16826	10 juin 1891.	7 44
	M. Brière.....	Idem.....	17025	12 juin 1891.	7 20
	M. Canivet.....	Idem.....	17026	Idem.	8 84
	M. Lambert.....	Idem.....	17132	13 juin 1891.	7 20
	M. Villacèque.....	Idem.....	17207	15 juin 1891.	4 00
	M. Guillaud.....	Idem.....	17336	16 juin 1891.	7 20
	M. Cuivillier.....	Idem.....	17414	17 juin 1891.	6 40
	M ^{me} veuve Paquot..	Idem.....	17593	18 juin 1891.	18 00
	La société du gaz Hugon et compa- gnie.	Idem.....	17674	19 juin 1891.	10 40
	M. Morlet.....	Idem.....	17794	20 juin 1891.	52 80
	M. Gaibert.....	Idem.....	17931	22 juin 1891.	127 62
	M. Fossard.....	Idem.....	18295	26 juin 1891.	39 32
	M. Bouvier.....	Idem.....	18389	27 juin 1891.	30 55
	M. Braet.....	Idem.....	18392	Idem.	7 68
	La compagnie fer- mière de l'établis- sement thermal de Vichy.	Idem.....	18926	1 ^{er} juillet 1891.	22,000 00
	La compagnie géné- rale des eaux.	Idem.....	22166	3 août 1891.	506 63
	La ville de Paris...	Idem.....	22279	4 août 1891.	1,500 00
Seine- et-Oise.	M. Guillaume Beer..	Versailles....	3917	21 mai 1891.	4,000 00
	La ville de Meulan.	Idem.....	6845	29 juin 1891.	1,500 00
Var.....	La commune de Cuers.	Toulon.....	5584	18 août 1871.	2,966 67
Vienne....	La commune de Ci- vray.	Poitiers.....	2933	21 mai 1891.	500 00
	Le département....	Idem.....	3357	10 juin 1891.	250 00
Vosges....	La commune du Thillot.	Remiremont..	1656	Idem.	9,600 00
TOTAL....					449,052 84

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 449,952 fr. 85 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XVIII.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Allier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy (22,000 ^f + 22,000 ^f).....	44,000 ^f 00
Alpes-Maritimes.	Entretien du pavage de la route nationale n° 7, dans les rues de France et Masséna, à Nice.....	377 ^f 18
Garonne (Haute-).	Entretien de la route thermale n° 1.....	7,000 ^f 00
Gironde.....	Entretien de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye..... 289 ^f 30 ^c Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89, dans la traverse de Libourne..... 222 ^f 06 Arrosage de la route nationale n° 34..... 1,500 ^f 00 ^c Entretien des tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la	511 ^f 36
Seine.....	Seine (7 ^f 44 ^c + 7 ^f 30 ^c + 8 ^f 84 ^c + 7 ^f 20 ^c + 4 ^f + 18 ^f + 10 ^f 40 ^c + 127 ^f 62 ^c + 39 ^f 32 ^c + 7 ^f 68 ^c + 30 ^f 55 ^c + 7 ^f 20 ^c + 6 ^f 40 ^c + 62 ^f 80 ^c + 10 ^f 56 ^c + 776 ^f 16 ^c + 506 ^f 63 ^c)... 1,628 ^f 00	3,128 ^f 00
TOTAL du chapitre XVIII.....		55,017^f 14
CHAPITRE XIX.		
ROUTES ET PONTS.		
(Grosses réparations et restaurations.)		
Ain.....	Établissement de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Collonges (route nationale n° 84).....	1,530 ^f 00
Aisne.....	Amélioration de la route nationale n° 44, dans la traverse de la Fère..... 21,700 ^f 00 ^c Évacuation des eaux de l'exutoire du Mont-de-Vaux, à Laon..... 3,750 ^f 00 Élargissement du pont de la Palisse (route nationale n° 7)..... 3,000 ^f 00 ^c	25,450 ^f 00
Allier.....	Construction de bordures de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Montignen (route nationale n° 143)..... 3,277 ^f 00	6,277 ^f 00
Charente.....	Élargissement du pont de Mansle (route nationale n° 10).....	1,000 ^f 00
Charente-Inférieure.	Amélioration de la route nationale n° 138, dans la traverse de Saintes.....	1,740 ^f 00
Corrèze.....	Rescindement de la maison Gardet, dans la traverse de Tulle (route nationale n° 120).....	12,000 ^f 00
Corse.....	Construction de trottoirs dans la traverse de Bastia, entre le bureau Saint-Joseph et le cimetière (route nationale n° 193).....	2,000 ^f 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Oise-d'Or...	Amélioration de la route nationale n° 74, dans la traverse de Beaune (faubourg Saint-Nicolas).....	24,300 ^f 00 ^c
Drôme...	Construction de trottoirs dans la traverse de Saint-Vallier, entre le champ de Mars et la Grève de Mission (route nationale n° 7).....	1,392 ^f 64 ^c
Eure...	Construction d'un égout dans la traverse de Valence (route nationale n° 92).....	12,500 00
Gard...	Recoindement de deux maisons en saillie sur les alignements de la route n° 154, dans la traverse d'Evreux...	4,000 00
Garonne (Haute-).	Amélioration de la route nationale n° 99, dans la traverse du Vigan, entre le hameau Mazerande et la maison Laporte.....	1,000 00
Gironde...	Élargissement de la traverse de Saint-Aventin (route thermale n° 1).....	13,000 00
Jura...	Élargissement de la zone pavée dans la traverse de Bordeaux (route nationale n° 10).....	30,141 ^f 39 ^c
Marne...	Empiérement de la route nationale n° 137, devant l'hôpital de Blaye.....	600 00
Mayenne...	Reconstruction d'un aqueduc dans la traverse d'Onnans (route nationale n° 72).....	443 00
Meurthe-et-Moselle.	Construction d'aqueducs en remplacement de cassis situés place de l'Hôtel-de-Ville, dans la traverse de Fère-Champenoise (route nationale n° 34) (1,200 ^f + 2,300).....	3,500 ^f 00 ^c
Meuse...	Recoindement des immeubles Gratiot, situés rue Porie-Lucas, dans la traverse d'Epernay (route nationale n° 3).....	3,000 00
Nord...	Élargissement de la route nationale n° 3, rue de Marne, dans la traverse de Châlons.....	11,500 00
Oise...	Restauration du canal de vidange de l'étang de Barbé (route nationale n° 157).....	1,000 00
Pas-de-Calais...	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de la rue de Strasbourg, à Nancy (route nationale n° 4).....	7,000 00
Pyrénées (Basses-).	Transformation en chaussée pavée, avec trottoirs, de la chaussée de la route nationale n° 3, dans la traverse de Verdun.....	835 00
Pyrénées (Hautes-).	Amélioration de la route nationale n° 29, dans la traversée des fortifications, à Valenciennes (porte de Mons).....	1,000 00
Saône (Haute-).	Amélioration du pavage dans la traverse de Saint-Just-des-Maraix (route nationale n° 31).....	540 00
Sarthe...	Construction d'un égout collecteur dans la traverse de Lillers (route nationale n° 43).....	8,000 ^f 00 ^c
Savoie...	Amélioration de la route nationale n° 41, dans la traverse de Brunay.....	16,300 00
Seine...	Arrosage de la route nationale n° 10, entre Bayonne et Anglet (200 ^f + 400 ^f).....	600 00
Seine-et-Marne.	Construction de trottoirs dans la traverse de Tarbes (route nationale n° 135).....	1,400 00
Seine-et-Oise.	Construction d'un égout dans la traverse de Saint-Loup (route nationale n° 64 (1,267 ^f + 633 ^f).....	1,900 ^f 00 ^c
Seine-et-Marne.	Construction d'aqueducs et rigoles pavées dans la traverse d'Oyrières (route nationale n° 67).....	2,000 00
Seine-et-Marne.	Élargissement du quai Saint-Esprit, à Gray (20,000 ^f + 10,000 ^f).....	30,000 00
Seine-et-Marne.	Élargissement du pont de Gray, sur la Saône (route nationale n° 67).....	9,000 00
Seine-et-Marne.	Réfection du pavage et des trottoirs de la rue du Mail, dans la traverse du Mans (route nationale n° 138 bis).....	4,600 00
Seine-et-Marne.	Construction d'un égout sous la route nationale n° 6, dans la traverse de Chambéry.....	1,500 00
Seine-et-Marne.	Transformation de la chaussée de la route nationale n° 1, dans la traverse de Saint-Denis.....	100,000 ^f 00 ^c
Seine-et-Marne.	Construction d'un égout dans la traverse de Montrouge (route nationale n° 20).....	10,870 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des travaux.
Seine-et-Oise..	Convertissement en empierrement de la route nationale n° 187, dans la branche de la Princesse, commune de Louveciennes..... 4,000 ⁰⁰	
	Construction d'un égout dans la traverse de Saint-Cloud (route nationale n° 187)..... 900 00	6,400 ⁰⁰
Sèvres (Deux-).	Amélioration de la traverse de Meulan (route nationale n° 13)..... 1,500 00	
Var.....	Établissement de caniveaux et de bordures de trottoirs dans la traverse de la Crèche (route nationale n° 11).... 2,400 00	
Vienne.....	Rescindement d'immeubles en saillie sur les alignements de la route nationale n° 97 (traverse de Cussac)..... 1,966 67	
Vosges.....	Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route nationale n° 148, dans la traverse de Cuvilly (point n° 179).... 750 00	
	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse du Thillot (route nationale n° 66)..... 9,400 00	
	TOTAL du Chapitre LIII.....	374,035 70
II^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LIV. — LACUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THERMALES.		
Savoie (Haute-).	Construction de la route nationale n° 202, entre Cluses et le pont de Bioge..... 5,000 ⁰⁰	
CHAPITRE LV. — RECTIFICATION DES ROUTES NATIONALES ET DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS.		
Cantal.....	Rectification de la route nationale n° 130, entre La-feuillade et Lapeyrusse (deuxième section, entre les points 19 ^b 171 et 11 ^b 534)..... 5,000 ⁰⁰	
Saône (Haute-).	Rectification de la route nationale n° 57, entre Riox et Voray..... 10,000 00	
	TOTAL du Chapitre LIV.....	15,000 00

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XVIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.).....	55,017 ¹⁴
— XIX.	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)....	374,035 70

2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LI.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	5,000 00
— LIV.	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	15,000 00

TOTAL GÉNÉRAL..... 449,052 84

N° 2335. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, des Crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables à divers Travaux publics.

Du 30 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à dix-huit mille cent soixante-dix francs soixante-treize centimes (18,170^{fr} 73) et répartis ainsi qu'il suit :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXIII. Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)..... 10,370^{fr} 73^{cs}

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LX. Travaux de défense contre les Inondations..... 7,800 00

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 18,170 73

Ladite somme de dix-huit mille cent soixante-dix francs soixante-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

treize centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des reçus-pièces.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Aveyron...	M. Bennett-Power...	Villefranche...	338	18 août 1891.	125 ⁰⁰
Calvados...	La ville de Lisieux.	Lisieux.....	2651	23 juillet 1891.	7,800 ⁰⁰
Cher.....	La commune de Vierzon - Bourgneuf.	Bourges.....	4397	28 août 1891.	500 ⁰⁰
Eure.....	Le département....	Évreux.....	3948	29 juillet 1891.	100 ⁰⁰
Hérault....	Les propriétaires du canal de Lunel.	Montpellier...	4962	10 août 1891.	200 ⁰⁰
Jura.....	Divers.....	Saint-Claude..	1577	25 juin 1891.	640 ⁰⁰
Seine-et-Marne.	La commune de Pomponne.	Meaux.....	3639	6 juillet 1891.	2,000 ⁰⁰
Tarn.....	Les actionnaires du moulin d'Albi.	Albi.....	2822	17 juillet 1891.	1,472 ⁴⁰
Tarn-et-Garonne.	M. Dubois.....	Montauban...	315	27 juillet 1891.	300 ⁰⁰
	M. de Carrère.....	Castelsarrasin.	1531	3 juillet 1891.	2,600 ⁰⁰
	Le syndicat de Saint-Aignan.	Idem.....	1535	Idem.	2,133 ³³
Yonne.....	La compagnie des bois flottés de la Cure.	Auxerre.....	2568	29 juin 1891.	300 ⁰⁰
TOTAL....					18,170 ⁷³

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 18,170 fr. 73 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE, — RIVIÈRES. — TRAVAUX ORDINAIRES. (Entretien et grosses réparations.)		
Aveyron.....	Entretien de la retenue de Gazeau, sur le Lot.....	125 ^{fr} 00 ^c
Cher.....	Construction de trottoirs et de garde-corps sur les quais du Cher, à Vierzon-Bourgneuf.....	500 00
Eure.....	Entretien de la digue du Flac, commune d'Aizier.....	100 00
Hérault.....	Entretien du bac du Pavillon.....	300 00
Jura.....	Rectification des rives de la Bienne, à Jeurre.....	640 00
Seine- et-Marne.	Travaux de prolongement des perrés du quai de la Marne, à Pompoigne.....	2,000 00
Tarn.....	Travaux de défense et de consolidation du barrage de Lamothe-Gardès, sur le Tarn.....	1,472 40
Tarn- et-Garonne.	Réparation des ouvrages de défense sur la rive droite de la Garonne, en aval du pont suspendu des Très- Cassés..... 2,133 ^{fr} 33 ^c	
	Travaux de défense de la rive droite de la Garonne, à Dupuyre..... 2,600 00	5,033 33
	Réparation des avaries causées par les glaces au barrage de Corbarieu..... 300 00	
Yonne.....	Entretien des pertuis de la Cure.....	300 00
TOTAL du chapitre XXIII.....		10,370 73
1^{re} SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LX.		
TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.		
Calvados.....	Travaux de défense de la ville de Lisieux.....	7,800 ^{fr} 00 ^c
TOTAL GÉNÉRAL des chapitres XXIII et LX.....		18,170 73

N° 24386. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.

Du 3 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 octobre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre ~~XXXI~~ : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cinq cent un mille quatre-vingt-douze francs trente-sept centimes (501 482 f 37) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUYER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : L. GUYOT.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des Bénéfices ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Aube.....	La commune de Troyes.....	3186	30 juillet 1891.	1,000 ^f 00 ^c	
	Prunay-S ^t -Jean.				
Cher.....	Le département....	Bourges.....	4365	27 août 1891.	105,000 00
	La commune de Besançon....	1680	11 avril 1891.	125 00	
	Malbrans.				
	La commune de Idem.....	3117	27 juin 1891.	500 00	
	Bolandoz.				
	La ville de Besan- Idem.....	3228	1 ^{er} juillet 1891.	25,000 00	
	çon.				
	La commune de Idem.....	4247	28 août 1891.	600 00	
	Montgesoye.				
	La commune de Baume.....	782	6 avril 1891.	300 00	
	Naisey.				
	La commune d'Hau- Idem.....	858	16 avril 1891.	25 00	
	tepierre.				
	La commune de Idem.....	859	Idem.	200 00	
	Chasnuans.				
	La commune de Idem.....	860	Idem.	1,200 00	
	Nods.				
	La commune d'Éta- Idem.....	1160	29 mai 1891.	5,000 00	
	lans.				
	La commune de Idem.....	1197	2 juin 1891.	300 00	
	Villedieu.				
	La commune de Idem.....	1457	26 juin 1891.	800 00	
	Villers-Chief.				
Doubs....	La commune d'Épe- Idem.....	1916	16 août 1891.	5,000 00	
	noy.				
	La commune de Moutbéliard..	1688	15 mai 1891.	200 00	
	Vaufrey.				
	La commune de Idem.....	1818	27 mai 1891.	50 00	
	Villars.				
	La commune de Idem.....	1818	Idem.	500 00	
	Noirfontaine.				
	La commune de Idem.....	2014	15 juin 1891.	250 00	
	Charmoye.				
	La commune de Idem.....	2135	25 juin 1891.	2,142 40	
	Maiche.				
	La commune de Idem.....	2950	27 août 1891.	80 00	
	Neufchâtel.				
	La commune de Idem.....	2954	Idem.	1,760 00	
	Trévillers.				
	La commune de Pontarlier....	1013	4 mai 1891.	4,250 00	
	Combes.				
	La commune de Idem.....	1325	15 juin 1891.	400 00	
	Bians-les-Usiers.				
	La commune de Idem.....	1525	7 juillet 1891.	2,000 00	
	Montlebon.				
	La commune de Idem.....	1935	27 août 1891.	400 00	
	Sombacourt.				

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances, ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récép- tisés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Loire- Inférieure.	La commune de Nantes.	Idem.	6426	22 juin 1891.	924 00
	La commune de Saint-Hilaire-de-Chaléons.	Idem.	5846	26 juin 1891.	1,110 00
	La commune de Saint-Mars-de-Contais.	Idem.	7004	25 juillet 1891.	750 00
Maine- et-Loire.	Le département.	Angers.	4452	22 juillet 1891.	122,434 07
Marne (Haute-).	M. Béguinot-Humbot.	Langres.	2436	23 mai 1891.	100 00
Meurthe- et-Moselle.	M ^{me} V ^{ve} Vaillaume.	Nancy.	3055	1 ^{er} mai 1891.	50 00
	M. Mathieu (Nicolas).	Idem.	3056	Idem.	70 00
Meuse....	La commune de Vaudeville.	Commercy.	3239	24 juin 1891.	200 00
Saône (Haute-).	La commune de Fougères.	Lure.	2798	16 juillet 1891.	3,000 00
Saône- et-Loire.	La commune de Sercy.	Chalon-sur-Saône.	1586	17 mars 1891.	3,050 00
Savoie....	La commune de Tessens.	Moutiers.	1847	11 juillet 1891.	500 00
	La commune de Saint-Bon.	Idem.	1358	13 juillet 1891.	1,170 00
	La commune de Saint-Marlin-de-Belleville.	Idem.	1384	15 juillet 1891.	1,000 00
Vienne....	La commune de Cliray.	Poitiers.	2836	11 avril 1891.	15,000 00
	La commune de Savigné.	Idem.	2037	Idem.	3,000 00
	M. Chioard (Jules).	Idem.	2535	2 mai 1891.	100 00
	M. Barbier.	Idem.	3069	28 mai 1891.	200 00
	La commune de Roche-Pesay.	Châtellerault.	89	27 juillet 1891.	5,000 00
	La commune de Pleumartin.	Idem.	214	16 juin 1891.	15,000 00
	La commune de Doussay.	Idem.	640	16 juillet 1891.	800 35
	La commune de Cernay.	Idem.	641	Idem.	250 00
	La commune de Chauvigny.	Montmorillon.	1308 bis	17 juillet 1891.	6,000 00
Vienne (Haute-).	La commune de Liglet.	Idem.	1329	18 juillet 1891.	187 50
	La commune de Peyrillac.	Limoges.	2742	13 mai 1891.	1,000 00
Vosges....	Le département.	Épinal.	3573	7 août 1891.	14,280 00
	Idem.	Idem.	3574	Idem.	12 00
	Idem.	Idem.	3575	Idem.	17,600 00
Yonne....	Idem.	Auxerre.	1810	1 ^{er} mai 1891.	108,418 77
	La commune de Neuvy-Saintour.	Tonnerre.	1834	23 juin 1891.	4,000 00
TOTAL...					501,091 37

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 501,092 fr. 37 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LXIII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Départements.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Anbe.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	1,000 ⁰⁰ 00
Cher.....	Établissement des chemins de fer d'Issoudun à Saint-Florent et de Bourges à Cosne.....	105,000 00
Doubs.....	Établissement des chemins de fer de Besançon à la frontière suisse, de Gilley à Pontarlier et de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (125 ⁰⁰ + 300 ⁰⁰ + 25 ⁰⁰ + 200 ⁰⁰ + 1,200 ⁰⁰ + 50 ⁰⁰ + 200 ⁰⁰ + 500 ⁰⁰ + 4,250 ⁰⁰ + 5,000 ⁰⁰ + 400 ⁰⁰ + 250 ⁰⁰ + 2,142 ⁴⁰ + 500 ⁰⁰ + 25,000 ⁰⁰ + 800 ⁰⁰ + 300 ⁰⁰ + 2,000 ⁰⁰ + 600 ⁰⁰ + 5,000 ⁰⁰ + 400 ⁰⁰ + 80 ⁰⁰ + 1,760 ⁰⁰).....	51,082 40
Loire-Inférieure.	Construction des chemins de fer Nantais rachetés par l'État (982 ⁰⁰ + 1,110 ⁰⁰ + 740 ⁰⁰).....	2,832 00
Maine-et-Loire.	Raccordement des gares de Saumur.....	141,131 87
Marne (Haute-).	Établissement du chemin de fer de Chailly à Mirecourt.....	100 00
Meurthe-et-Moselle.	Établissement du chemin de fer de Pompey à Nomény (70 ⁰⁰ + 50 ⁰⁰).....	120 00
Meuse.....	Établissement du chemin de fer de Nançois-le-Petit à Gondrecourt.....	200 00
Saône (Haute-).	Établissement du chemin de fer d'Aillyvillers au Val-d'Ajol.....	3,000 00
Saône-et-Loire.	Établissement d'un passage supérieur à la rencontre de la ligne de Roanne à Chalon avec le chemin vicinal de Saint-Gengoux à Sercy.....	3,050 00
Savoie.....	Établissement du chemin de fer de Moutiers à Albertville (1,170 ⁰⁰ + 500 ⁰⁰ + 1,000 ⁰⁰).....	2,670 00
	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc (6,000 ⁰⁰ + 100 ⁰⁰ + 250 ⁰⁰).....	6,350 ⁰⁰ 00
	Établissement du chemin de fer de Civray au Blanc (187 ⁰⁰ 50 ⁰⁰ + 3,000 ⁰⁰ + 15,000 ⁰⁰).....	18,187 50
Vienne.....	Établissement du chemin de fer de Loudun à Châtelleraut (250 ⁰⁰ + 808 ⁰⁰ 33 ⁰⁰).....	1,058 33
	Établissement du chemin de fer de Châtelleraut à Tournon-Saint-Martin (5,000 ⁰⁰ + 15,000 ⁰⁰).....	20,000 00
Vienne (Haute-).	Transformation en station de la halte de la Boisserie (ligne de Limoges au Dorat).....	1,000 00
Vosges.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Maurice à Bus-sang (14,280 ⁰⁰ + 12 ⁰⁰ + 17,600 ⁰⁰).....	31,892 00
	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	4,000 ⁰⁰ 00
Yonne.....	Établissement des chemins de fer d'Auxerre à Gien, de Triguères à Clamecy et d'Avallon à Nuits-sous-Ravières.....	112,418 27
	TOTAL.....	501,092 37

N° 24387. — **DÉCRET** qui ouvre, au **Ministre des travaux publics**, sur l'exercice 1891, un **Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics**.

Paris, le 16 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministre des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 de la loi du 31 mai 1863 sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours des crédits additionnels montant ensemble à cent soixante-trois mille quatre cent soixante-dix-sept francs douze centimes (163,477¹²) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.	
1^{re} SECTION.	
SERVICE ORDINAIRE.	
CHAP. XXV. Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	157,841 ⁷⁷
— XXVI. Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	5,635 ⁴⁰
ENSEMBLE comme ci-dessus.	163,477¹²

Ladite somme de cent soixante-trois mille quatre cent soixante-dix-sept francs douze centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: YVES GUYOT.

État des sommes versées au trésor, en titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

RENTES.	PARTIES VERSANT.	Des sommes où les fonds ont été versés.	Revenus des réceptions.	Des versements.	Montant des versements.
ANNÉE 1890.					
Bouches-du-Rhône.	Le département....	Marseille.....	10414	12 nov. 1890.	40,000 ⁰⁰
Charente-inférieure.	La commune d'Angoulins.	La Rochelle.....	4700	26 déc. 1890.	600 ⁰⁰
Côtes-du-Nord.	(Divers.)	Saint-Brieuc.....	3000	1 ^{er} juillet 1890.	8,500 ⁰⁰
Finistère...	Le département....	Brest.....	3160	29 mai 1890.	5,000 ⁰⁰
	La commune de Salignac.	Bertheux.....	1844	22 janv. 1890.	100 ⁰⁰
Gironde...	La commune de Saint-André-de-Cubzac.	Idem.....	16203	22 déc. 1890.	1,600 ⁰⁰
Loire-inférieure.	Le département....	Nantes.....	1943	12 mars 1890.	2,500 ⁰⁰
	La commune de Machecoul.	Idem.....	2274	24 mars 1890.	50 ⁰⁰
ANNÉE 1891.					
Salvados...	La compagnie de la jetée-promenade de Trouville.	Pont-l'Évêque....	220	15 mai 1891.	711 ⁰⁰
	Idem....	Idem....	521	16 juin 1891.	4 ⁴⁰
Charente-inférieure.	La ville de la Rochelle.	La Rochelle...	2174	9 juin 1891.	1,500 ⁰⁰
	La chambre de commerce de Saint-Brieuc.	Saint-Brieuc....	2558	20 juin 1891.	6,000 ⁰⁰
Côtes-du-Nord.	La commune de Plérin.	Idem.....	3122	20 juillet 1891.	4,000 ⁰⁰
	La ville de Dinan.	Dinan.....	3047	17 avril 1891.	300 ⁰⁰
	La commune de Plouhinec.	Quimper.....	312	29 janv. 1891.	3,770 ⁰⁰
Ministère...	Divers.....	Idem.....	2535	25 juillet 1891.	879 ⁶⁰

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Gironde...	Le département...	Bordeaux....	9894	26 juillet 1891.	6,636 ⁶ / ₁₀
Ille-et-Vilaine.	La chambre de commerce de S ^t -Malo.	Saint-Malo....	215	16 janv. 1891.	240 00
Loire-Inférieure.	La commune de Bourgneuf.	Nantes.....	7621	13 août 1891.	1,000 00
	Le syndicat des marais de Bourgneuf.	Idem.....	7622	Idem.	500 00
Manche....	La régie de la forme de radoub de Cherbourg.	Cherbourg....	181	13 janv. 1891.	280 00
	Idem.....	Idem.....	1273	12 mars 1891.	1,104 20
	Idem.....	Idem.....	1688	2 avril 1891.	173 00
	Idem.....	Idem.....	2848	6 juin 1891.	131 00
	Idem.....	Idem.....	3606	10 juillet 1891.	120 00
	Idem.....	Idem.....	3541	13 juillet 1891.	289 60
	Idem.....	Idem.....	3811	25 juillet 1891.	100 00
Morbihan..	La ville de Vannes.	Vannes.....	1850	11 juin 1891.	6,000 00
	Le département.	Idem.....	1999	22 juin 1891.	350 00
	La commune d'Arz.	Idem.....	2383	16 juillet 1891.	250 00
Nord.....	La ville de Dunkerque.	Dunkerque...	3245	15 juin 1891.	7,000 00
Pas-de-Calais.	Le département.	Arras.....	1517	16 mars 1891.	6,000 00
	La ville de Saint-Omer.	Boulogne-sur-Mer.	860	16 février 1891.	3,425 00
	La commune d'Outrain.	Idem.....	1532	18 mars 1891.	6,000 00
	La compagnie South Eastern Railway.	Idem.....	1944	6 avril 1891.	120 00
	La ville de Boulogne.	Idem.....	2374	24 avril 1891.	726 50
	La chambre de commerce de Calais.	Idem.....	4391	28 juillet 1891.	3,444 38
Pyrénées (Basses-).	La chambre de commerce de Bayonne.	Bayonne.....	1212	20 mars 1891.	240 00
	La ville de Bayonne.	Idem.....	1420	3 avril 1891.	1,900 00
	La ville de Biarritz.	Idem.....	1636	16 avril 1891.	1,600 00
	Le syndicat des marais de Guéthary.	Idem.....	3110	20 juillet 1891.	400 00
Seine-Inférieure.	La chambre de commerce du Havre.	Le Havre....	258	10 janv. 1891.	3,000 00
	Idem.....	Idem.....	259	Idem.	1,800 00
	Idem.....	Idem.....	1502	16 février 1891.	5,267 60
	La ville du Havre.	Idem.....	4188	11 mai 1891.	500 00
	La compagnie des docks et entrepôts du Havre.	Idem.....	5724	27 juin 1891.	10,000 00
	La ville du Havre.	Idem.....	6498	18 juillet 1891.	7,500 00
	La chambre de commerce du Havre.	Idem.....	7335	17 août 1891.	7,679 74
	La chambre de commerce de Dieppe.	Dieppe.....	3018	25 juin 1891.	240 00
Var.....	Le département.	Toulon.....	2010	24 mars 1891.	4,000 00
	Idem.....	Idem.....	2011	Idem.	3,000 00
TOTAL....					163,477 12

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 163,477 fr. 12 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXV.		
PORTS MARITIMES. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien et grosses réparations.)		
Bouches-du-Rhône.	Construction d'un port-abri dans l'anse de l'Estaque....	40,000 ^f 00 ^c
Charente-Inférieure.	Réparation et extension des digues de défense de la pointe de Chai..... 600 ^f 00 ^c	2,100 00
	Curage du canal Maubec..... 1,500 00	
	Entretien des voies longeant les quais du port de Dinan..... 300 00	
Côtes-du-Nord.	Construction d'un pont tournant sur le Gouet, au port du Légué (6,000 ^f + 5,500 ^f + 4,000 ^f)..... 15,500 00	15,800 00
Finistère.....	Construction d'une cale et d'un quai au port de Poulgoazec (3,710 ^f + 5,000 ^f)..... 8,710 ^f 00 ^c	
	Amélioration de la crique du port Tarz (commune de Primelin)..... 879 60	9,589 60
Gironde.....	Entretien du port de Plagne (1,600 ^f + 100 ^f)..... 1,700 00	
	Entretien des chaussées des digues de la Sonys et de Queyries..... 6,636 61	8,336 61
Ille-et-Vilaine.	Service météorologique du port de Saint-Malo.....	140 00
Loire-Inférieure.	Établissement d'un port de refuge à l'embouchure de l'étier du Dain (50 ^f + 2,500 ^f + 1,000 ^f + 500 ^f).....	4,050 00
Manche.....	Entretien du port de Cherbourg (131 ^f + 280 ^f + 173 ^f + 1,101 ^f 20 ^c + 120 ^f + 189 ^f 60 ^c + 100 ^f).....	1,194 80
Morbihan.....	Curage du port de Vannes..... 6,000 ^f 00 ^c	
	Travaux de prolongement de la cale de Beluzé (île d'Arz) (350 ^f + 250 ^f)..... 600 00	6,600 00
Nord.....	Entretien des chaussées des rues longeant les quais du port de Dunkerque.....	7,000 00
	Entretien du boulevard Châtillon et des quais, à Boulogne..... 3,425 ^f 00 ^c	
Pas-de-Calais.	Entretien du boulevard Daunou, à Boulogne..... 728 90	19,603 28
	Entretien du port de Calais..... 3,449 38	
	Agrandissement de la gare maritime d'Équihen (6,000 ^f + 6,000 ^f)..... 12,000 00	

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Pyrénées (Basses-).	Entretien de la côte des Basques.....	1,600 ^f 00 ^e
	Service des observations météorologiques du port de Bayonne.....	240 00
	Entretien des chaussées des quais de l'Adour et de la Nive.....	1,900 00
	Établissement d'une digue au port de Gné- thary.....	400 00
	Entretien des appareils hydrauliques du port du Havre (7,679 ^f 78 ^e + 5,267 ^f 66 ^e).....	12,947 ^f 43 ^e
Seine- Inférieure.	Entretien de l'épi à pin.....	500 00
	Service météorologique du port de Dicppe..	240 00
	Abaissement du seuil de l'écluse des Docks, au port du Havre.....	10,000 00
Var.....	Entretien des quais du port du Havre.....	7,500 00
	Dragages du cros Saint-Georges.....	4,000 00
	Construction d'un port de refuge dans l'anse Saint-Elme.....	3,000 00
TOTAL du Chapitre xxv.....		157,841 ^f 71 ^e
CHAPITRE XXVI.		
PHARES, FANAUX ET BALISES.		
(Entretien et grosses réparations.)		
Calvados.....	Éclairage de la jetée-promenade de Trouville (711 ^f + 4 ^f 40 ^e).....	715 ^f 40 ^e
Pas-de-Calais.	Service de signaux établis à l'extrémité de la jetée sud- ouest du port de Boulogne.....	120 00
	Entretien du mât répétiteur des signaux du port du Havre.....	1,800 ^f 00 ^e
Seine- Inférieure.	Entretien de la trompette marine du port du Havre.....	4,800 00
		3,000 00
TOTAL du chapitre xxvi.....		5,635 ^f 40 ^e
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
CHAP. xxv.	Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses répara- tions.).....	157,841 ^f 71 ^e
— xxvi.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses répara- tions.).....	5,635 ^f 40 ^e
TOTAL GÉNÉRAL.....		163,477 ^f 11 ^e

N° 24388. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Toulouse.

Du 24 Décembre 1891

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu la délibération du conseil municipal de Toulouse en date du 30 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire;

Vu la déclaration délivrée le 5 novembre dernier, par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Garonne, constatant que cette somme a été versée le 5 du même mois, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, par le receveur municipal de la ville de Toulouse;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (1);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 décembre courant,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de dix mille francs (10,000^f) applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse pendant l'année 1891.

Cette somme sera rattachée au chapitre XXXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24389. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-anneté pour la perception des droits de péage au bac d'Oiselet, sur la rivière du Rhône, au territoire de la commune de Sorgues, département de Vaucluse.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 3 Novembre 1891.)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de la Traille-d'Oiselet (bras des Arméniens, sur le Rhône, au territoire de la commune de Sorgues (département de Vaucluse).

ART. 1^{er}. Pour les journaliers, ouvriers quelconques, bêtes de somme, voitures de transport et suspendues appelées « jardinières », se rendant dans l'île pour le compte d'une personne déjà abonnée :

1 ^{re} Une personne à pied, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes.....	0 ^e 07 ⁵
2 ^e Une bête de somme (comprise dans l'abonnement).....	1
3 ^e Une charrette chargée ou non chargée, y compris le conducteur.....	0 30
4 ^e Une voiture suspendue chargée ou non, appelée « jardinière », y compris le conducteur.....	0 40

2. Pour les personnes étrangères traversant l'île ou ayant affaire dans l'île :

5 ^e Une personne à pied, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes.....	0 ^e 10
6 ^e Denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinquante kilogrammes.....	0 05
7 ^e Par dix kilogrammes d'excédent.....	0 01

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passager.

8 ^e Une bête de somme.....	0 10
9 ^e Une charrette, chargée ou non, y compris le conducteur.....	0 50
10 ^e Une voiture suspendue appelée « jardinière », chargée ou non, y compris le conducteur.....	0 75
11 ^e Pour chaque cheval, mulet ou bœuf attelé, en plus d'un, aux charrettes ou aux voitures, il sera payé le prix fixé pour les bêtes de somme.....	0 10
12 ^e Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons traversant l'île.....	0 05
13 ^e Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	

3. Les bateliers ne pourront être contraints de passer une personne, une charrette ou une voiture isolément, sans attendre un laps de temps de demi-heure, quant que les passagers consentiront à payer un droit triple, dans le cas d'un pécun, et double dans le cas d'une charrette ou d'une voiture.

Le paiement du droit sera double lorsque les eaux atteindront trois mètres cinquante centimètres à l'échelle du pont suspendu de Roquemareure.

Ces deux dernières clauses sont applicables tant aux personnes étrangères qu'à celles se rendant dans l'île pour le compte des personnes abonnées.

Le passage sera interdit quand le fleuve charriera des glaçons, dans les temps de débâcle et lorsque les eaux seront à quatre mètres cinquante centimètres de hauteur à l'échelle du pont suspendu de Roquemareure.

Les deux niveaux des eaux ci-dessus mentionnés de trois mètres cinquante centimètres et quatre mètres cinquante centimètres à l'échelle du pont suspendu de Roquemareure seront indiqués par le concessionnaire au moyen de traits rouges marqués à l'embarcadere du bac et à un endroit très apparent de la rivé.

Les bacs et bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

4. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour la cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent, les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement;

5° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les gardes-pêche;

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5. Le concessionnaire devra passer sans aucun délai, soit avant, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 4.

N° 24390. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 24 août 1891, devant le sous-préfet de Bayonne, délégué à cet effet par le préfet des Basses-Pyrénées, portant concession à M. Roger-Frois, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de trois cent quatre-vingt-huit francs trente centimes, d'une parcelle de terrain de trente-huit ares quatre-vingt-trois centiares retranscrite du lit de l'Adour, au lieu dit l'Aygue, sur le territoire de la commune de Boucau (Basses-Pyrénées) désignée par une teinte rose et définie par les lettres A, B, C, D, E, F sur le plan annexé audit acte (Paris, 4 Décembre 1891.)

N° 24391. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui autorise le ministre des finances à accepter au nom de l'État, aux clauses et conditions énoncées dans le testament du 3 mai 1885, le legs fait en sa faveur par la demoiselle *Canillac*. (Paris, 8 Décembre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 5 * Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1447.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24392. — *Loi concernant : 1° l'ouverture de Crédits supplémentaires sur l'exercice 1891 (Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, 2° section : Postes et Télégraphes) ; 2° l'ouverture de Crédits afférents au budget annexe de l'exercice 1891 de la Caisse nationale d'épargne.*

Du 19 Novembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 20 Novembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

EXERCICE 1891.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies 2° section : *Postes et Télégraphes*, sur l'exercice 1891, au delà des crédits accordés par la loi de finances de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de cinquante-deux mille cinq cents francs (52,500'), applicable à la quatrième partie du budget: *Frais de régie, de perception et d'exploitation*, savoir :

CHAP. V. Traitement du personnel et indemnités à titre de traitement (Agents).....	50,400'
— XXV. Commis ordinaires, exploitation, sous-agents.....	2,100
TOTAL.....	52,500

XII^e Série.

92

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources désignées dans l'article ci-après.

2. Les prévisions de recettes du budget ordinaire de l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de cinquante-deux mille cinq cents francs (52,500^f) à verser par la caisse nationale d'épargne et à inscrire au paragraphe 3 : *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État*, savoir :

Produit des télégraphes. — France. — Remboursement par divers établissements des traitements d'agents du service postal et télégraphique, cinquante-deux mille cinq cents francs (52,500^f).

BUDGET ANNEXE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

3. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de deux millions cinq cent quarante-trois mille cent francs (2,543,100^f) répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. I ^{er} .	Intérêts à servir aux déposants.....	2,265,500 ^f
— II.	Dépenses du personnel.....	133,000
— VIII (nouveau).	Aménagements intérieurs de l'hôtel de la caisse nationale d'épargne.....	144,600
TOTAL.....		2,543,100

Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources du même budget annexe pour l'exercice 1891.

4. Sur les crédits ouverts au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1891, une somme de cent quatre-vingt-quinze mille deux cent quatre-vingt-dix francs (195,290^f) est et demeure annulée au chapitre vi : *Excédent des recettes sur les dépenses à attribuer au compte de la dotation*.

5. Les prévisions de recettes du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1891 sont augmentées d'une somme de deux millions trois cent quarante-sept mille huit cent cinquante francs (2,347,850^f) à inscrire au chapitre 1^{er} : *Arrérages et primes d'amortissement des valeurs de l'État français achetées par la caisse des dépôts et consignations pour le compte de la caisse nationale d'épargne*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 24393. — *Loi qui déclassé la section du Chemin de fer d'intérêt local d'Eyguières à Peyrolles comprise entre Meyrargues et Peyrolles.*

Du 2 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 3 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local partant d'Eyguières pour aboutir à Peyrolles et dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 27 juillet 1886 aboutira à Meyrargues, en conformité de l'avenant, en date du 26 mars 1890, à la convention passée, le 29 octobre 1883, entre le préfet des Bouches-du-Rhône et la société anonyme des chemins de fer régionaux des Bouches-du-Rhône, pour la concession dudit chemin de fer d'intérêt local.

Une copie certifiée conforme de cet avenant restera annexée à la présente loi.

2. Pour l'application des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement du chemin de fer d'Eyguières à Meyrargues est fixé, à forfait, à la somme de quatre millions neuf cent dix-neuf mille francs (4,919,000'), y compris le matériel roulant, le mobilier des gares, l'outillage des ateliers, ainsi que les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à soixante-six mille cent francs (66,100').

3. L'article 4 de la loi du 27 juillet 1886 est abrogé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics.

Signé : YVES GUYOT.

AVENANT.

Entre le préfet des Bouches-du-Rhône, agissant au nom de ce département et en vertu de la délibération du conseil général en date du 20 août 1889,

D'une part;

Et M. *Paul Wellerstein*, agissant au nom et pour le compte de la compagnie des chemins de fer régionaux des Bouches-du-Rhône, en conformité de la décision du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 30 juillet 1889,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. D'un commun accord, le tronçon de la ligne d'Eyguières à Peyrolles, compris entre Meyrargues et Peyrolles, est supprimé; cette ligne s'arrêtera à Meyrargues.

2. L'article 6 de la convention du 29 octobre 1883 est annulé et remplacé par la rédaction suivante :

Le capital de premier établissement est fixé à forfait à quatre millions neuf cent dix-neuf mille francs (4,919,000^f). Ce forfait est établi en vue d'une circulation journalière de trois trains réguliers dans chaque sens. Ce forfait s'applique au tracé tel qu'il est figuré sur le plan de l'avant-projet et alors même que des modifications de détail porteraient la longueur à quarante-quatre mille sept cent soixante-deux mètres (44,762^m) au maximum; mais toute longueur en plus de ce chiffre résultant, soit des modifications du tracé, soit de changements demandés et approuvés par l'Administration, donnera lieu à une augmentation proportionnelle du forfait fixé ci-dessus.

La longueur kilométrique totale sera déterminée par un chainage contradictoire auquel il sera procédé après l'achèvement des travaux en suivant les rails de la voie principale. Le mesurage aura lieu sans solution de continuité en tenant compte des rebroussements, s'il y a lieu, aux points de raccordement avec d'autres compagnies.

Fait double à Marseille, le 26 mars 1890.

Lu et approuvé :

Signé : LAGARDE.

Approuvé l'écriture :

Signé : P. WALLERSTEIN.

Enregistré à Marseille, le 14 décembre 1891, folio 36, case 5. Reçu un franc vingt-centimes. Signé : Rouslacroix.

N° 24394. — *Loi qui modifie le Tarif général des douanes en ce qui concerne les Droits d'entrée applicables aux Viandes de porc salées.*

Du 3 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 4 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le tableau A, tarif d'entrée du tarif général des douanes, établi par la loi du 7 mai 1881, est modifié ainsi qu'il suit :

« Viande salée de porc, jambon et lard : vingt-cinq francs (25^f) par 100 kilogrammes (100^k). »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24395. — *Loi concernant le Déclassement de la place de Saint-Omer.*

Du 18 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 19 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 2 avril 1891, entre le maire de la ville de Saint-Omer et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à cette ville, par l'État, des terrains et bâtiments désignés par ladite convention et le plan y annexé, le versement par la ville d'une somme de vingt mille francs (20,000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

2. Est approuvée la convention passée, le 12 juin 1891, entre les administrateurs délégués de la compagnie des chemins de fer du Nord et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à cette compagnie, par l'État, d'un terrain d'une surface de six hectares quarante-six ares (6^h 46^a) environ; le versement par cette compagnie, à l'État, d'une somme de soixante mille francs (60,000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

3. Il sera ouvert, en temps opportun, au ministre de la guerre, pour couvrir les dépenses afférentes aux travaux accessoires dont l'exécution incombe à l'État, un crédit extraordinaire de quatre-vingt mille francs (80,000^f), égal à l'ensemble des versements à opérer par la ville de Saint-Omer et la compagnie des chemins de fer du Nord. Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial du budget de 1892 dénommé : *Démantèlement de la place de Saint-Omer*, et il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de 1892.

4. La ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) est autorisée à emprunter, à un taux n'excédant pas quatre francs quinze pour cent (4^f 15 p. o/o), savoir :

Une somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en vingt-six ans et applicable à la conversion d'un emprunt contracté, en 1887, pour la construction de maisons d'école ;

Une somme d'un million cent mille francs (1,100,000^f), remboursable en quarante ans et destinée à pourvoir tant aux frais de démantèlement de la place qu'au paiement d'une subvention promise à l'État, en vue de la construction d'une écurie pour le 21^e dragons.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations

au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement à la Caisse des dépôts et consignations, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou au Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

5. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente-huit ans à partir de 1894, vingt-cinq centimes (0^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million neuf cent quatorze mille francs environ (1,914,000^f), servira à rembourser les emprunts ci-dessus, concurremment avec une subvention de l'État et un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : CONSTANS.

Le Président du Conseil,
ministre de la guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 24396. — *Loi qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour le Remboursement à la Comédie-Française de Dépenses faites pour le compte de l'État.*

Du 26 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante francs (97,860^f), qui sera inscrit à la 1^{re} section : (Service ordinaire), à un chapitre spécial portant le n° XXXIV bis et libellé : *Remboursement à la Comédie-Française de dépenses faites pour le compte de l'État, en vue de protéger l'immeuble qu'elle occupe contre l'incendie.*

2. Il sera pourvu à la dépense de quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante francs (97,860^f) au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 24397. — *Loi qui ouvre au Ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour venir en aide aux familles des marins français qui ont péri victimes des événements de mer pendant l'année 1891.*

Du 29 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit extraordinaire de deux cent mille francs (200,000^f) qui sera distribué, par ses soins, aux veuves, enfants et ascendants des marins français qui ont péri victimes des événements de mer pendant l'année 1891.

Ce crédit sera classé au budget du ministère de la marine, chapitre xxxvi : *Subvention à la caisse des invalides*, et au budget de la caisse des invalides, chapitre iv : *Fonds annuel de secours*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Sénateur, Ministre de la marine
Signé : E. BARBEY.

N° 24398. — Loi qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire pour le payement des dépenses occasionnées par le Déglacement des cours d'eau à la suite de l'hiver 1890-1891.

Du 29 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur la 1^{re} section du budget ordinaire de l'exercice 1891, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à un million huit cent mille francs (1,800,000^f) et répartis ainsi qu'il suit :

CHAP. XXIII. Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations)...	1,120,000 ^f
— XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations)...	680,000
TOTAL égal.....	1,800,000

2. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

N° 24399. — Loi relative aux Récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition française de Moscou.

Du 29 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A l'occasion de l'Exposition de Moscou qui a eu

lieu en 1891, le Gouvernement est autorisé à faire dans l'ordre national de la Légion d'honneur, en dehors des dispositions restrictives de la loi du 25 juillet 1873, des nominations ou promotions dont le nombre ne pourra dépasser :

10 croix d'officier

Et 60 croix de chevalier.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24400. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (1^{re} section), sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour les dépenses de l'Exposition universelle de 1889.*

Du 29 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre du budget de la première section : *Commerce et industrie*, pour l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de deux millions deux cent trois mille trois cent trente francs seize centimes (2,203,330^f 16), qui sera inscrit à un chapitre nouveau portant le numéro 33 et intitulé : *Exposition universelle de 1889*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par divers intéressés, à titre de fonds de concours, en somme égale aux crédits dont l'annulation sera prononcée par la loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1889.

2. Le maximum de dépenses, fixé à la somme de cinquante millions de francs (50,000,000^f) par l'article 3 de la loi du 31 juillet 1890, est ramené à la somme de quarante-neuf millions de francs (49,000,000^f).

XII^e Série.

92..

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24401. — *Loi qui proroge jusqu'au 31 décembre 1892 l'application de la loi du 21 mars 1883 à la Zone franche du pays de Gex et de la Haute-Savoie (phylloxera).*

Du 31 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 3 janvier 1892.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La loi du 29 mars 1885, rendant applicable à la zone franche du pays de Gex et de la Haute-Savoie la loi du 21 mars 1883, relative aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1892.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24402. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, 1^{re} Section (Commerce et Industrie), un Crédit supplémentaire et augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1888 et 1889.*

Du 6 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies, première section (*Commerce et industrie*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889, un crédit de cinq mille vingt-cinq francs vingt-cinq centimes (5,025¹/₂₅).

2. Un état nominatif des créances désignées au tableau ci-annexé sera adressé en double expédition au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice 1891, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice courant.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 6 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1888 et 1889 qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION des services.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1888.	21	Subvention à la marine marchande.	Prime de navigation au navire <i>Prudent</i> .	52 ^f 39 ^c	52 ^f 39 ^c	52 ^f 39 ^c
1889.	12	Enseignement commercial et industriel.	Subvention au cours d'enseignement primaire, supérieur et professionnel de Morez (Jura) pour l'achat d'outillage.	3,500 00	3,500 00	4,972 86
	22	Subvention à la marine marchande.	Prime de navigation au navire <i>Aristide</i> .	1,472 84	1,472 84	
	23	Personnel des poids et mesures.	Régularisation, par suite de dépassement de crédit, dans le département de l'Eure.	0 02	0 02	
TOTAL.....						5,025 25

Arrêté le présent état à la somme de cinq mille vingt-cinq francs vingt-cinq centimes.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé: JULES ROCHE.

N° 24403. — *DÉCRET qui autorise l'ouverture, à Paris, d'une Salle de ventes publiques de Marchandises neuves aux enchères et en gros.*

Du 7 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 8 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la demande formée par les sieurs *Léonce Michel* et *Salvador Cahen*, en vue d'obtenir l'autorisation d'ouvrir une salle de ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros dans le magasin général qu'ils ont été autorisés à exploiter, à Paris, par arrêté préfectoral, au 1^{er} avril 1890;

Vu le plan produit par les pétitionnaires à l'appui de leur demande;

Vu les avis émis par la chambre de commerce de Paris, les 26 mars et 25 octobre 1890; par le tribunal de commerce de la Seine; les 22 mai 1890

et 4 mai 1891, et par le préfet de la Seine, le 3 juin 1891, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu la loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros, les décrets des 12 mars 1859⁽¹⁾, 30 mai 1863⁽²⁾ et 21 avril 1888⁽³⁾;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Léonce Michel* et *Salvador Cahen*, permissionnaires d'un magasin général à Paris, sont autorisés à ouvrir, conformément aux lois et règlements susvisés, une salle de ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros dans le local indiqué au plan ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret.

2. Les sieurs *Léonce Michel* et *Salvador Cahen* devront, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de leur gestion, un cautionnement de vingt mille francs (20,000^{fr}), dont le montant sera versé en espèces ou déposé en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations. Le chiffre de ce cautionnement pourra être élevé ultérieurement, s'il y a lieu, la chambre de commerce, le tribunal de commerce et les permissionnaires entendus.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 7 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24404. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).

Du 10 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 673, n° 6304.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1126, n° 11371.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1172, n° 19381.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1891 ;

Vu la lettre approbative de M. le ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur le chapitre VIII [*École d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie)*] de l'exercice 1891, 1^{re} section : *Commerce et industrie*, un crédit de onze mille cinq cent quarante-cinq francs cinquante centimes (11,545¹/₅₀) applicable à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 10 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24405. — **DÉCRET** qui fixe les limites de l'Inscription maritime et celle des eaux salées sur le canal du Havre à Tancarville (quartier maritime du Havre).

Du 7 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu le décret du 21 février 1852⁽¹⁾;

Vu le procès-verbal, en date du 29 septembre 1891, de la commission chargée de rechercher la limite de l'inscription maritime ainsi que celle des eaux salées dans le canal du Havre à Tancarville (département de la Seine-Inférieure, quartier maritime du Havre);

Vu la lettre du ministre des travaux publics, en date du 10 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La limite de l'inscription maritime et celle des eaux salées sur le canal du Havre à Tancarville (département de la Seine-Inférieure, quartier maritime du Havre) sont fixées à l'extrémité amont de ce canal.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 497, n° 3728.

2. Les ministres de la marine et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Sénateur, Ministre de la Marine,

Signé: E. BARBEY.

N° 24406. — DÉCRET qui fixe le Courtage maritime à percevoir dans le port de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).

Du 8 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽³⁾;

Vu le décret du 22 avril 1854, portant autorisation du courtage maritime à Port-Vendres;

Vu les avis du tribunal civil de Céret, faisant fonctions de tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Perpignan et du préfet des Pyrénées-Orientales, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé: JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 393, n° 6056.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest..... Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest avec passagers..... Entrant sur lest avec ou sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie.....
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce. Pour un connaissement ordinaire..... Pour un connaissement extraordinaire..... Pour une lettre de change ou billet à ordre avec ou sans endossement..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la première page)..... Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes)..... La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage.	

rt de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).

NAVIRES		EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE	
faisant le cabotage es les ports français e la Méditerranée, y compris s ports de la Corse et de l'Algérie.		faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de l'Océan.	
PAR TONNEAU DE JAUGE.		du 14 novembre 1835.	
0 ^f 05 ^e	0 ^f 10 ^e	La conduite du navire comprend l'accomplisse- ment des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)	
"	"	Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne paye- ront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)	
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.		Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de ton- neaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)	
0 ^f 10 ^e	0 ^f 20 ^e	Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritimes. (Art. 7.)	
0 10	0 20	Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)	
PAR TONNEAU DE JAUGE.			
0 ^f 05 ^e	0 ^f 10 ^e		
0 05	0 ^f 07 ^e 1/2		
"	"		
0 05	0 ^f 10 ^e		
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
0 ^f 10 ^e	0 ^f 20 ^e		
0 10	0 20		
AFFRÈTEMENTS		VENTE DES NAVIRES.	
ar cherte partie pour tous pays.	à la cueillette.		
SUR LA VALEUR DU FRET.		SUR LE PRIX DE VENTE.	
2 p. 0/0	2 p. 0/0	1 p. 0/0	
les moitié par le frêteur et moitié par l'affrêteur, à moins de conventions contraires.		payable moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions con- traires.	
und le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement. courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties. droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres « droits payés par les mêmes bâtiments sur lest. futailles vides destinées à être réexpédiées pleines sont considérées comme lest.			

N° 24407. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Nantua (Ain).*

Du 14 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Vu la délibération du conseil municipal de Nantua, en date du 9 juin 1891;

L'avis émis, le 19 août suivant, par le conseil général de l'Ain;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Nantua (Ain) est fixée ainsi qu'il suit :

A dix francs (10^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc (1^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24408. — *DÉCRET qui admet à circuler en franchise, par la Poste, la Correspondance de service échangée entre certains Fonctionnaires.*

Du 14 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽²⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, dans

(1) XI^e série, Bull. 1371, n° 2055.

(2) IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

l'étendue de la conservation forestière, la correspondance de service échangée entre les gardes généraux, les gardes généraux stagiaires, les inspecteurs, les inspecteurs adjoints et les conservateurs des forêts, d'une part, et les agents voyers départementaux, chefs du service vicinal, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24409. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Acquisition d'un immeuble enclavé dans l'enceinte du Magasin des tabacs de Damazan (Lot-et-Garonne).

Du 16 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu le rapport du directeur général des manufactures de l'État, en date du 18 avril 1891, concernant l'acquisition, par voie d'expropriation, d'un immeuble enclavé dans l'enceinte du magasin des tabacs de Damazan (Lot-et-Garonne);

Vu le plan de l'immeuble précité;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte simultanément à la préfecture d'Agen et à la sous-préfecture de Nérac, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 26 septembre 1891;

Vu l'avis du préfet de Lot-et-Garonne, en date du 19 octobre 1891;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble désigné sous le nom de *Maison Bandis*, enclavé dans l'enceinte du magasin des tabacs de Damazan (Lot-et-Garonne) et inscrit à la matrice cadastrale sous le nom de *Carrete*, veuve d'*Étienne*, tailleur à Damazan, et sous le n° 279, section F.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24410. — **DÉCRET** faisant remise à la Société des mines d'Arre et d'Anglas (Basses-Pyrénées) de la Redevance proportionnelle.

Du 16 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la demande formée le 4 décembre 1890 par le directeur de la société des mines d'Arre et d'Anglas (Basses-Pyrénées), à l'effet d'obtenir la remise de la redevance proportionnelle à laquelle lesdites mines ont été et seront assujetties, pendant une durée de six années, à partir de 1889 (ladite année 1889 correspondant aux impositions afférentes à l'exercice 1890);

Les rapports des ingénieurs des mines, des 9 mars et 15 avril 1891, ensemble le projet d'acte à l'appui;

L'avis du directeur des contributions directes du 5 mai 1891;

L'avis du préfet des Basses-Pyrénées du 14 mai 1891;

L'avis du conseil général des mines du 12 juin 1891;

La lettre du ministre des finances du 19 septembre 1891;

Vu l'article 38 de la loi du 21 avril 1810;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies et des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est fait remise à la société des mines d'Arre et d'Anglas (Basses-Pyrénées) du montant de la redevance proportionnelle à laquelle cette société a été ou sera assujettie pour les concessions de mines de plomb et de zinc d'Arre et d'Anglas pendant les exercices 1890, 1891 et 1892 (travaux et produits de 1889, 1890 et 1891).

2. Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24411. — **DÉCRET** relatif à l'admission en franchise, sous bandes, en France, en Algérie et en Tunisie, de la Correspondance de service échangée entre l'Ingénieur en chef du service du nivellement de la France et les Ingénieurs, Conducteurs et Commis des ponts et chaussées attachés à ce service.

Du 18 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu l'article 5 de la convention intervenue, le 20 mars 1888, entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, en France, en Algérie et en Tunisie, la correspondance de service échangée entre l'ingénieur en chef du service du nivellement général de la France, d'une part, et les ingénieurs, conducteurs et commis des ponts et chaussées attachés à ce service, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24412. — DÉCRET qui approuve la Convention télégraphique conclue avec l'Anglo-American Telegraph Company limited concernant l'Echange des télégrammes de presse entre la France et l'Amérique et la Taxe afférente au parcours de Brest à Brignogan pour les télégrammes anglo-américains échangés par le câble de Brignogan à Salcombe (Angleterre).

Du 24 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 25 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 avril 1878;

Vu la loi du 19 juin 1881, portant approbation du règlement international de Saint-Petersbourg et des tarifs y annexés revisés à Paris en 1890;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention conclue, le 21 décembre 1891, avec l'Anglo-American Telegraph Company limited, pour régler l'échange des télégrammes de presse entre la France, ou en transit par la France, d'une part, et l'Amérique, d'autre part, et pour déterminer la taxe de transit afférente au parcours de Brest à Brignogan

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

applicable aux télégrammes anglo-américains échangés par le câble de Brignogan à Salcombe (Angleterre).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24413. — DÉCRET concernant l'affranchissement des Colis postaux à destination des Nouvelles-Hébrides et de Terre-Neuve.

Du 28 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 26 août 1890⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1892, des colis postaux pourront être acceptés, pour les Nouvelles-Hébrides, aux mêmes conditions d'affranchissement que pour les îles Fiji.

2. A dater de la même époque, la taxe des colis postaux de zéro à trois kilogrammes (0 à 3^k), à destination de Terre-Neuve, sera réduite de soixante-quinze centimes (0^f 75).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1891.

:

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1355, n° 22705.

N° 24414. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans trois communes du département des Vosges.*

Du 28 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des trois communes du département des Vosges ci-dessous désignées;

L'avis émis, le 18 août 1891, par le conseil général;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les trois communes du département des Vosges comprises dans le tableau ci-après est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Thuillières.....	6 ^f	3 ^f
2	Faucompière.....	6	3
3	Eloyes.....	6	3

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24415. — *DÉCRET portant homologation du Bornage de la zone unique des servitudes de la Redoute de Frendah.*

Du 28 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 320, n° 2955.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après, le plan de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre :

REDOUTE DE FRENDAH.

Zone unique des servitudes.

Bornage du 17 mars 1891.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24416. — *DÉCRET fixant le Taux de l'intérêt de la Caisse des retraites pour la vieillesse pour l'année 1892.*

Du 29 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 9, 12 et 22 de la loi du 20 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu l'avis exprimé, dans sa séance du 24 décembre 1891, par la commission supérieure formée en exécution de l'article 3 de la loi précitée;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le taux de l'intérêt composé du capital, dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant de la

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

rente viagère à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, est fixé à trois francs cinquante centimes pour cent (3' 50 p. o/o) pour les versements, abandons de capitaux et ajournements de jouissance effectués pendant l'année 1892.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

N° 24417. — DÉCRET portant modification dans la Répartition des crédits des Pensions civiles pour l'année 1891.

Du 29 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et l'article 38 du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant⁽¹⁾;

Vu les décrets des 13 mars⁽²⁾ et 17 août 1891⁽³⁾, portant répartition entre les différents ministères des crédits d'inscription des pensions civiles pendant l'année 1891;

Vu les lettres par lesquelles les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et le sous-secrétaire d'État des colonies font connaître qu'ils abandonnent, sur les crédits qui leur ont été ouverts, des sommes s'élevant respectivement à mille cinq cents francs, deux mille cent dix francs et dix mille francs, soit ensemble treize mille six cent dix francs;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux ministères de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce (colonies) par les décrets des 13 mars et 17 août 1891 sont réduits aux chiffres suivants :

Ministère de l'intérieur.....	98,500'
Ministère de l'agriculture.....	42,890
Ministère du commerce (colonies).....	30,000

2. La somme de treize mille six cent dix francs (13,610'), aban-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 104, n° 869.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1423, n° 24046.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1394, n° 23460.

donnée par les trois départements ci-dessus désignés, est répartie comme il suit :

Ministère de l'intérieur (Algérie).....	11,119'
Ministère des finances.....	2,491
	13,610

3. Ne seront imputées sur cette allocation supplémentaire que les pensions qui auront fait l'objet de décrets de concession antérieurs au 1^{er} janvier 1892.

Les portions de crédits demeurées sans emploi au 31 décembre 1891 seront définitivement annulées.

4. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24418. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses de colonisation en Algérie.

Du 30 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, concernant les fonds de concours versés au trésor pour l'exécution des travaux publics;

Vu le récépissé (n° 103 bis) en date du 21 octobre 1891, constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq mille trois cent soixante-neuf francs quatre-vingt-seize centimes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre XII : *Dépenses de colonisation en Algérie*, un crédit supplémentaire de cinq mille trois cent soixante-neuf francs quatre-vingt-seize centimes (5,369'96) applicable aux dépenses d'expropriation nécessaires à la création du village de Khalloul.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor, à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

N° 24419. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la réorganisation des Salles militaires dans l'Hospice civil de Poitiers.

Du 30 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu les délibérations du conseil municipal de Poitiers, en date des 19 octobre 1887 et 15 octobre 1888, aux termes desquelles ladite ville s'est engagée à concourir, pour une somme de trente-neuf mille neuf cent cinquante francs, à la réorganisation des salles militaires dans l'hospice civil de la place;

Vu la déclaration ci-jointe constatant que la somme dont il s'agit a été versée au trésor, par ladite ville, le 31 octobre 1891;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 décembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXIX (*Service de santé; — Matériel d'exploitation*) de la première section du budget de l'exercice 1891, un crédit de trente-neuf mille neuf cent cinquante francs (39,950'), qui sera affecté à la réorganisation des salles militaires dans l'hospice civil de Poitiers.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus désignée.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24420. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur le budget de 1891, un Crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la construction d'une Caserne, d'infanterie à Toulouse.

Du 30 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Toulouse, le 15 mars 1888, pour la construction d'une caserne d'infanterie;

Vu la déclaration ci-jointe, constatant qu'une somme de soixante mille francs a été versée au trésor par ladite ville, en exécution de cette convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 décembre 1891.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XVII^e : *Bâtiments militaires*, de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1891, un crédit de soixante mille francs (60,000^f), qui sera affecté à la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Toulouse.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24421. — *DÉCRET qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1892, du droit de Timbre établi sur les titres de Rentes, Emprunts et autres Effets publics des Gouvernements étrangers.*

Du 31 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale, les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret »;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, qui abaisse le droit établi par l'article précité,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1892, du droit de timbre établi par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, est fixée comme suit :

Allemagne	Marc.....	1 ^r 22 ³ / ₄
Angleterre	Livre sterling.....	25 26 3/4
	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Autriche-Hongrie..	Florin.....	2 14 3/4
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 50
Bésil, Canada, Cap.	Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Buenos-Ayres.....	Obligations hypothécaires, série E. Piastre forte.	
	Change fixe.....	5 10
Danemark.....	3 1/2 p. o/o. Couronne. Change fixe.....	1 40
Égypte.....	3 p. o/o 1885. Livre sterling. Change fixe.....	25 00
Espagne.....	Piastre.....	4 58
	Dette intérieure 4 p. o/o. Peseta. Change fixe..	1 00
	Dette extérieure 4 p. o/o. Peseta. Change fixe..	1 00
États-Unis.....	Dollar.....	5 17 3/4
	4 p. o/o. Consolidés. Dollar. Change fixe.....	5 00
Finlande.....	Mark. Change fixe.....	1 00
Hollande.....	Florin.....	2 07
	Emprunts 3 1/2 p. o/o, 3 p. o/o et 2 1/2 p. o/o.	
	C. H. Florin. Change fixe.....	2 10
Inde.....	4 1/2 p. o/o 1880. Roupie. Change fixe.....	2 50
Norvège.....	1886 et 1888. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Portugal.....	Rente 3 p. o/o. Livre sterling. Change fixe.....	25 25

	Rouble.....	2' 63' 1/4
	Emprunt d'Orient 5 p. o/o. Rouble. Change fixe.....	4 00
Russie.....	Emprunts 6 p. o/o 1883 et 4 1/2 p. o/o 1890. Rouble. Change fixe.....	4 00
	Emprunt 5 p. o/o 1822. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Suède.....	4 p. o/o 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 10
	4 p. o/o 1880. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Uruguay.....	6 p. o/o 1888. Livre sterling. Change fixe.....	25 25

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24422. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Sidi-Bel-Abbès à Ras-el-Mâ :

Projet de pose d'une voie de raccordement dans la gare de Magenta, présenté, le 23 mai 1891, avec un détail estimatif montant à six mille trois cent quatre-vingt-quatre francs et réduit à six mille cent soixante francs, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant pour travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-Bel-Abbès, Sidi-Bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Senia à Aïn-Temouchent et Tabia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Fontainebleau, 1^{er} Septembre 1891.*)

N° 24423. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Nonant (canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan, département de l'Orne) portera, à l'avenir, le nom de *Nonant-le-Pin*. (*Fontainebleau, 7 Septembre 1891.*)

N° 24424. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Fresnay (canton de Fresnay, arrondissement de Mamers, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Fresnay-sur-Sarthe*. (*Fontainebleau, 7 Septembre 1891.*)

N° 24425. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Montfort (canton de Montfort, arrondissement du Mans, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Montfort-le-Rotrou*. (*Fontainebleau, 8 Septembre 1891.*)

N° 24426. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui reporte au 26 août 1892 le délai fixé pour les expropriations des lignes de tramways de Vienne au Grand-Lemps et aux Quatre-Chemins et des Quatre-Chemins à Charadines (Isère), par l'article 1^{er}, paragraphe 2, du décret de concession du 26 août 1889. (*Fontainebleau, 22 Septembre 1891.*)

N° 24427. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la partie du décret en date du 10 avril 1872, étendant à la commune d'Allonne (Oise) la juridiction du commissaire de police de Beauvais, est et demeure rapportée. (*Fontainebleau, 30 Septembre 1891.*)

N° 24428. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'ouest-algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ :

Projet d'établissement d'ouvrages d'art supplémentaires entre les stations de Titen-Yaya et de Bedeau, présenté le 11 avril 1891, avec un détail estimatif montant à quatorze mille cent francs et réduit à douze mille huit cent trente-cinq francs, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, pour travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Sénia à Aïn-Temouchent et Abia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Paris, 9 Octobre 1891.*)

N° 24429. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui affecte au département de la marine le terrain domanial d'une superficie de quatre mille six cent vingt-trois mètres carrés, teinté en vert sur le plan ci-annexé et ayant fait partie de la batterie déclassée de Mord'huy, située dans la presqu'île Sèpet, commune de la Seyne-sur-Mer (Var). (*Paris, 20 Octobre 1891.*)

N° 24430. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont d'Argentat, sur la Dordogne (route nationale, n° 120), conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 25-29 avril 1891, par les ingénieurs du département de la Corrèze;

2° La dépense évaluée à deux cent vingt-trois mille francs sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts. (*Paris, 22 Octobre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10 * Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1448.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24431. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).*

Du 16 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 17 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la perception, à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord), et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, des surtaxes suivantes :

1° Dix centimes (0^f 10) par hectolitre sur les cidres, poirés et hydromels;

2° Soixante-quatorze centimes (0^f 74) par hectolitre sur les vins en cercles ou en bouteilles;

3° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes, d'une part, des droits de quatre-vingts centimes par hectolitre sur les cidres, d'un franc soixante-seize centimes par hectolitre sur les vins et de neuf francs par hectolitre d'alcool qui peuvent être perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons; d'autre part, des surtaxes d'un franc cinquante centimes par hectolitre de vin et de trois francs cinquante

XII^e Série.

93

centimes par hectolitre d'alcool, autorisées jusqu'au 31 décembre 1895 par la loi du 16 juillet 1887.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est affecté au paiement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de deux cent vingt mille francs voté par le conseil municipal dans sa délibération du 8 février 1890.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ces surtaxes, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24432. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise).*

Du 16 Décembre 1891.

(Promulguée au *Journal officiel* du 17 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise), savoir :

1° Un franc douze centimes (1^f 12) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-trois centimes et de six francs qui peuvent être perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont spécialement affectées au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes dont le montant fait l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être fourni à l'expiration de la période fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24433. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne).*

Du 18 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 19 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, de la surtaxe de soixante-deux centimes (0^e 62) par hectolitre, perçue sur les vins à l'octroi de Magnac-Laval (département de la Haute-Vienne).

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. La municipalité est tenue de justifier chaque année, à la préfecture, de l'emploi du produit de la surtaxe au paiement de la dépense spéciale en vue de laquelle elle est autorisée (amortissement d'emprunt).

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24434. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Voiron (Isère).*

Du 23 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 24 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, de la perception, à l'octroi de Voiron (Isère), des surtaxes suivantes :

1° Un franc soixante-quatre centimes (1^f 64) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles;

2° Cinq francs (5^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente-six centimes et de neuf francs par hectolitre perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des deux surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ces surtaxes au paiement des dépenses en vue desquelles elles sont autorisées. Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé pour la perception desdites surtaxes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24435. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Baillencourt (Nord).*

Du 24 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, des surtaxes de six francs quarante-quatre centimes (6^f 44) par hectolitre sur le vin et de onze francs quatre-vingts cen-

times (11'80) par hectolitre sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, perçues à l'octroi de Bailleul (Nord).

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes et de neuf francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes sera spécialement affecté aux travaux visés par la délibération municipale du 20 février 1891 (restauration de la tour de l'église et construction de trottoirs).

La municipalité sera tenue de justifier chaque année, à la préfecture, de l'emploi de cette ressource extraordinaire au paiement de la dépense spéciale en vue de laquelle elle est autorisée.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24436. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Bourgoin (Isère).*

Du 24 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 26 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, à l'octroi de Bourgoin (Isère), des surtaxes d'un franc soixante-deux centimes (1'62) par hectolitre de vin et de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont spécialement affectées à l'amortissement des emprunts contractés en 1880, 1881 et 1884.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24437. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Menton (Alpes-Maritimes).*

Du 24 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes), jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation de la surtaxe actuelle de trois francs quatre centimes (3^{fr} 04) par hectolitre sur les vins.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-seize centimes perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affectée à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de cette surtaxe, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être fourni à l'expiration de la durée de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24438. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Sedan (Ardennes).*

Du 24 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, à l'octroi de Sedan (Ardennes), la prorogation des surtaxes d'un franc vingt-six centimes (1^r 26) par hectolitre de vin en cercles ou en bouteilles et de trois francs (3^r) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de deux francs vingt-quatre centimes par hectolitre de vin et de quinze francs par hectolitre d'alcool pur qui peuvent être perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24439. — *LOI concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1891 ; 2° l'ouverture de Crédits pour dépenses des exercices clos et périmés ; 3° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général.*

Du 24 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 25 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1891.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1891, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme d'un million quatre cent quatre-vingt-un mille huit cents francs (1,481,800^r).

Ces crédits sont répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1891.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres au titre du budget général de l'exercice 1891 par la loi du 26 décembre 1890 et par des lois spéciales, une somme de 131,200 francs est et demeure annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS.

3. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1887, 1888 et 1889, des crédits supplémentaires pour la somme de deux cent cinq mille six cent soixante-neuf francs soixante-dix-neuf centimes (205,669^f 79), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS.

4. Il est accordé aux ministres sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de quatre cent dix mille huit cent quarante-six francs soixante-seize centimes (410,846^f 76).

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

5. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de vingt-sept mille cent francs (27,100^f), savoir :

CHAP. VII. Maisons d'éducation des Loges (Matériel).....	13,740 ^f
— IV. Succursale d'Écouen (Matériel).....	5,160
— XI. Succursale des Loges (Matériel).....	9,200
TOTAL.....	27,100

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources prévues à l'article ci-après.

6. Les recettes du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1891, sont augmentées d'une somme de vingt-sept mille cent francs (27,100') à inscrire au chapitre II : *Supplément à la dotation*.

7. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, au titre du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances de l'exercice périmé 1885, des crédits extraordinaires montant à trois cent soixante-sept francs cinquante centimes (367'50).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1891.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

8. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit supplémentaire de quinze mille francs (15,000') applicable au chapitre IV : *Fonds annuel de secours et gratifications de réforme renouvelables*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1891.

9. Il est accordé au ministre de la marine, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1887, 1888 et 1889, des crédits supplémentaires pour la somme de cinq mille six cent quinze francs soixante centimes (5,615'60), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices.

Le ministre de la marine est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe.

10. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice courant, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, pour le paiement des créances d'exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de trente-quatre mille cent deux francs quinze centimes (34,102'15).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

XII^e Série.

93..

ÉTATS ANNEXÉS.

EXERCICE 1891. — BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT A. Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1891.

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
XXIV.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....	27,100 ⁰⁰	27,100 ⁰⁰
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
X.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.....	90,000 00	} align="right">130,000 00
XV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	40,000 00	
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	1^{re} section. — Commerce et industrie.		
IX.	École nationale d'apprentissage de Dellys (Algérie).....	3,200 00	3,200 00
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	2^e section. — Postes et télégraphes.		
I.	Traitement du directeur général et personnel de l'administration centrale.....	60,000 00	60,000 00
	3^e section. — Colonies.		
VI.	Personnel des services militaires.....	586,810 00	} align="right">1,246,500 00
VII.	Agents des vivres et du matériel.....	13,130 00	
VIII.	Frais de voyage et dépenses accessoires.....	41,500 00	
X.	Vivres.....	303,077 00	
XI.	Hôpitaux. (Personnel).....	48,383 00	
XII.	Hôpitaux. (Matériel).....	158,600 00	} align="right">100,000 00
XIX.	Matériel. — Services militaires.....	100,000 00	
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	1^{re} section. — Travaux extraordinaires.		
XXIII bis.	Loyer du terrain du Palais de l'Industrie.....	15,000 00	15,000 00
	TOTAL de l'état A.....	1,481,800 00	1,481,800 00

ÉTAT B.*Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés sur le budget général de l'exercice 1891.*

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
XIV.	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	Vivres. — Salaires.....	130,000 ^f 00 ^e	130,000 ^f 00 ^e
XXXIII.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.		
	Entretien des bâtiments civils.....	1,200 00	1,200 00
	TOTAL de l'État B.....	131,200 00	131,200 00

BUDGET GÉNÉRAL. — EXERCICES CLOS.ÉTAT C.*Tableau, par ministère, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses d'exercices clos.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
Ministère des affaires étrangères.....	154,986 ^f 67 ^e
Ministère de l'intérieur :	
1 ^{re} section : Intérieur.....	3,075 13
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies :	
3 ^e section. — Colonies.....	2,385 45
Ministère des travaux publics.....	45,222 64
TOTAL de l'état C.....	205,669 79

BUDGET GÉNÉRAL. — EXERCICES PÉRIMÉS.ÉTAT D.*Tableau, par ministère, des crédits extraordinaires spéciaux accordés pour dépenses d'exercices périmés.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
Ministère des affaires étrangères.....	57,288 11
Ministère de l'intérieur.....	2,155 57
Ministère de la guerre.....	201,442 56
Ministère de la marine.....	282 11
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies :	
2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	31 74
3 ^e section. — Colonies.....	15,208 80
Ministère de l'agriculture.....	949 91
Ministère des travaux publics.....	133,487 86
TOTAL de l'état D.....	410,846 76

N° 24440. — Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Beauvais (Oise).

Du 26 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir du 1^{er} janvier 1892 et jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la perception à l'octroi de Beauvais (Oise) des surtaxes ci-après :

Un franc six centimes (1'06) par hectolitre de vin ;

Cinq francs (5') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de deux francs vingt-quatre centimes par hectolitre de vin et de quinze francs par hectolitre d'alcool pur perçus, à titre de taxes principales, sur ces boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au paiement de la dette municipale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24441. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Trouville (Calvados).

Du 29 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclu-

sivement, la prorogation à l'octroi de Trouville (Calvados) des surtaxes ci-après :

Un franc quatre-vingts centimes (1' 80) par hectolitre de vin ;

Neuf francs (9') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur perçus, à titre de taxes principales, sur ces boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

N° 24442. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire pour les dépenses des Lycées nationaux.*

Du 30 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 10 janvier 1892.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (1^{re} section. — *Service de l'instruction publique*), en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 décembre 1890, un crédit supplémentaire de la somme de deux millions cent quarante-sept mille cinq cent vingt-trois francs dix-huit centimes (2,147,523' 18) à rattacher au chapitre XLI : *Lycées nationaux*, du budget des dépenses de l'exercice 1891.

2. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 24443. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du service des Postes et des Télégraphes.

Du 10 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé de la somme de cent mille francs versée dans la caisse du trésorier-payeur général des Bouches-du-Rhône par la ville de Marseille;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de cent mille francs (100,000^f), savoir :

Chapitre IX, article 2, ligne 62 (*Matériel des bureaux*)..... 100,000^f

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 10 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24444. — **DÉCRET** qui porte de quinze à dix-huit le nombre des Membres de la Chambre de commerce de Saint-Étienne (Loire).

Du 12 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 13 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'ordonnance du 10 mars 1833⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Saint-Étienne (Loire);

Vu le décret du 7 avril 1852⁽²⁾, qui a porté le nombre des membres de cette chambre de neuf à quinze;

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Saint-Étienne sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet de la Loire, en date du 20 mai 1891; ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851⁽³⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Étienne (Loire) est porté de quinze (15) à dix-huit (18).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 12 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24445. — DÉCRET portant organisation de l'Office du Travail.

Du 19 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 21 juillet 1891, portant création d'un Office du travail, et notamment l'article 2 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les attributions et le fonctionnement de l'Office du travail »;

Vu le décret du 11 avril 1887⁽⁴⁾, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du commerce et de l'industrie;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'Office du travail a pour mission de recueillir, de coor-

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 217, n° 4714.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 524, n° 4011.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1093, n° 18019.

donner et de publier, dans les limites et conditions indiquées au présent décret, toutes informations relatives au travail, notamment en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la rémunération du travail, ses rapports avec le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à l'étranger,

Et d'effectuer tous travaux se rattachant à cet ordre d'idées qui lui seraient demandés par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

2. L'Office du travail constitue, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, un service distinct, placé sous l'autorité immédiate du ministre.

Il se divise en service central et service extérieur.

3. Le cadre et les traitements du personnel de l'Office du travail sont fixés comme suit :

1 directeur, au traitement de 12,000^f à 18,000^f.

PERSONNEL DU SERVICE CENTRAL.

- 2 chefs de section, au traitement de 6,000^f à 9,000^f;
- 2 sous-chefs de section, au traitement de 3,500^f à 5,500^f;
- 1 actuaire, au traitement de 4,000^f à 7,000^f;
- 2 rédacteurs et 1 archiviste, au traitement de 2,200^f à 4,000^f;
- 3 expéditionnaires, au traitement de 1,800^f à 3,600^f;
- 3 garçons de bureau, au traitement de 1,200^f à 1,600^f.

PERSONNEL DU SERVICE EXTÉRIEUR.

3 délégués permanents, au traitement de 4,000^f à 7,000^f.

4. Le directeur de l'Office du travail est nommé par décret, sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Les autres fonctionnaires et agents sont nommés par arrêtés ministériels, sur la proposition du directeur.

Les rédacteurs, traducteurs, expéditionnaires et garçons de bureau de l'Office du travail peuvent être recrutés dans le personnel de l'administration centrale du ministère et continuer à en faire partie.

Les fonctionnaires et agents de l'Office du travail qui ne font point partie du personnel de l'administration centrale du ministère sont régis par des arrêtés ministériels; ceux qui en font partie sont régis par le décret d'organisation de cette administration.

5. Des fonctionnaires ou agents des diverses administrations publiques peuvent, avec l'autorisation du ministre duquel ils relèvent, être attachés temporairement à l'Office du travail.

Les allocations qu'ils reçoivent à cette occasion sont imputées sur les crédits de l'Office.

6. Le ministre peut nommer, sur la proposition du directeur, des délégués temporaires pour être chargés de missions spéciales.

7. Le service central recueille, soit par correspondance avec des administrations publiques, des fonctionnaires, des collectivités ou des particuliers, soit par voie de recherches dans les publications françaises ou étrangères, les renseignements utiles aux travaux de l'Office. Il les coordonne avec ceux qui lui sont fournis par le service extérieur et met le tout en œuvre pour la rédaction des documents à publier ou à fournir au ministre.

Les correspondances échangées, pour le service de l'Office du travail, entre le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et les administrations ou les fonctionnaires dépendant des autres ministères ont lieu dans les formes et conditions convenues avec les ministres intéressés.

8. Les délégués permanents et délégués temporaires qui composent le service extérieur sont chargés de faire des enquêtes sur place, de recueillir des informations, etc.

Ils sont placés sous l'autorité immédiate du directeur et effectuent leurs enquêtes et travaux sur son ordre et suivant ses instructions.

Les enquêtes à faire et les informations à recueillir dans les établissements ou industries placées sous la direction ou le contrôle de l'État restent exclusivement confiées à l'administration compétente, à moins qu'elle ne réclame elle-même le concours de l'Office du travail.

9. Les renseignements recueillis et élaborés par l'Office du travail servent d'éléments à une publication périodique intitulée : *Bulletin de l'Office du travail*.

Ils peuvent aussi donner lieu à des publications spéciales sur des questions déterminées.

10. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 19 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24446. — DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes
à Beauvais (Oise).

Du 24 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu l'avis du préfet de l'Oise en date du 19 octobre 1889;

Vu la délibération du conseil municipal de Beauvais, en date du 17 août 1888;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes des deux cantons de Beauvais;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 22 décembre 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Beauvais (Oise) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS ET PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Fabricants de drap, fils et tissus, passementiers, bonnetiers, chapeliers, chemisiers, cordiers, modes et lingerie, tailleurs d'habits, cordonniers, bourrelliers et selliers, tapissiers, dessinateurs, teinturiers, fabricants de couvertures, blanchisseurs.	4	5
2 ^e .	Fabricants de boutons, de broches, de tabletterie, graveurs, charpentiers, charrons et carrossiers, ébénistes, menuisiers, tonneliers, scieurs de long et à la mécanique.....	2	2
3 ^e .	Bijoutiers et horlogers, briquetiers, cartonniers et relieurs, chaudronniers, corroyeurs-mégissiers et tanneurs, costelliers, couvreurs-plombiers-zingueurs, ferblantiers, fondeurs, fumistes, maçons, marbriers et sculpteurs, mécaniciens, maréchaux ferrants, paveurs, peintres et vitriers, potiers, quincalliers, serruriers, tailleurs de pierres, fabricants de vitraux, fabricants de bougies, brasseurs, distillateurs, usines à gaz, imprimeurs typographes et lithographes et vanniers.....	2	2
		8	8
	TOTAL.....	16	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Beauvais s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé sur le territoire des communes de Beauvais, Herchies, Marissel, Notre-Dame-du-Thil, Saint-Just-des-Marais, Savignies, Allonne, Goincourt et Saint-Martin-le-Nœud.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil des prud'hommes de Beauvais préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le

Le Garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

24447. — DÉCRET qui fixe les Droits de courtage maritime à percevoir dans le Port de Gravelines (Nord).

Du 29 Août 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Dunkerque et du préfet du Nord;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires à Gravelines (Nord) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 29 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 303, n° 6056.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

CONDUITE.			
NAVIRES.	NAVIRES		
	faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés au delà de Cherbourg.	faisant le cabotage avec les ports français de l'Océan situés entre Cherbourg et Gravelines.	faisant le voyage avec l'étranger les ports français et les ports étrangers de la Méditerranée.
BÂTIMENTS À VAPEUR.			
Chargements composés entièrement de houille, minerais de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 30
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 30
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
Sortant sur lest sans passagers	"	"	"
Sortant sur lest avec passagers	"	"	0 00
BÂTIMENTS À VOILES.			
Chargements composés entièrement de houille, minerais de fer ou glace (ou de plus des 9/10) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 30
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 30
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR.			
Chargements composés entièrement (ou de plus des 9/10) de bois de construction, de teinture ou de chêne, de fer, de guanos ou de céréales (blé, maïs, seigle, orge et avoine) :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 30
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 30
Chargements autres :			
Jusqu'à 600 tonneaux	"	"	0 30
De 601 à 1,000 tonneaux	"	"	0 30
De 1,001 tonneaux et au-dessus	"	"	0 30
Entrant chargés en tout ou en partie	0 25	0 12 1/2	"
Sortant chargés en tout ou en partie	0 12 1/2	0 06 1/4	0 30
PAR TONNEAU DE JAUGE.			
Entrant sur lest ou en relâche avec ou sans passagers	0 06 1/4	0 03 1/8	0 30
Sortant sur lest avec passagers	0 06 1/4	0 03 1/8	"
Sortant sur lest sans passagers	"	"	"
TRADUCTION DES PIÈCES.			
Pour le protêt d'une lettre de change			
Pour un connaissement ordinaire			
Pour un connaissement extraordinaire :			
La première page			
La deuxième page et chacune des suivantes			
Pour acte judiciaire (dans le cas de contestations prévues par l'art. 80 du Code de commerce) :			
La première page			
La deuxième page et chacune des suivantes			
Pour toutes autres traductions :			
La première page			
La deuxième page et chacune des suivantes			
non compris les timbres des feuilles.			

port de Gravelines (Nord).

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.

courtiers interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont, en seuls le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, de constater le cours du fret ou du nolis.

les affaires contentieuses et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à rangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. 3.)

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE DU 14 NOVEMBRE 1835.

conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à accomplir auprès d'administrations de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 5.)

navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué des marchandises, ne sont pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra des droits de courtage dans chaque port, à raison seulement du nombre de fois qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que ceux payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

en outre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront soumises aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

en aucun cas, les droits de courtage ne seront perçus contrairement à l'exécution des traités. 8.)

la base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif de la composition du tonneau, établi par décret du 25 août 1861, sans dérogation autre que sur les avoines, pour lesquels, vu la nature de ces chargements, les droits de courtage seront perçus au tonneau de neuf kilogrammes.

les navires en relâche forcée par suite de gros temps ou d'avaries sont exempts de tout courtage.

sauf le cas où, à l'entrée, un navire n'aurait pas employé le ministère du courtier, les droits de courtage pour l'expédition sur lest seront les mêmes que ceux des navires entrant sur lest.

les droits de courtage sur tous les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne pourront être perçus que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

le navire sorti du port et forcé d'y relâcher sera exempt de tout courtage s'il est, dans le même port, adressé à un courtier.

AFFRÈTEMENTS

par charte partie ou à la cueillette.

1/2 p. 0/0 sur le montant brut du fret, payable par le navire (à moins de conventions contraires), à la signature du contrat d'engagement.

le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.

VENTES DE NAVIRES

soit de gré à gré, soit aux enchères publiques.

1/2 p. 0/0 sur le prix de la vente ou de mutation, payable par l'acquéreur seul (à moins de conventions contraires).

N° 24448. — **DÉCRET** relatif à une Contribution spéciale à percevoir pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Roanne (Loire).

Du 18 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 8 août 1890, relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cinq mille neuf cents francs (5,900^f) nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce de Roanne, suivant le budget approuvé, sur la proposition de ladite chambre de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03) aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1891, sur les patentés de la circonscription désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet de la Loire, à la disposition de la chambre de commerce de Roanne, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 18 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

N° 24449. — **DÉCRET** relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 30 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1891, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent dix-sept mille cinq cent soixante-dix francs (117,570^f) nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1892, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Agen.....	Lot-et-Garonne...	Chambre...	3,528 ^f	Patentés de tout le département.
Amiens.....	Somme.....	<i>Idem</i>	9,278	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
		Bourse.....	1,743	Patentés de la ville seule- ment.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Chambre...	6,471	Patentés de tout le départe- ment.
Cette.....	Hérault.....	<i>Idem</i>	8,023	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Chambéry.....	Savoie.....	<i>Idem</i>	1,300	Patentés de tout le départe- ment.
Cherbourg.....	Manche.....	<i>Idem</i>	3,300	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem</i>	6,729	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	263	Patentés de la ville seule- ment.
Gray.....	Haute-Saône.....	Chambre...	2,854	Patentés de tout le départe- ment.
Grenoble.....	Isère.....	<i>Idem</i>	4,000	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Limoges.....	Haute-Vienne....	<i>Idem</i>	4,998	Patentés de tout le départe- ment.
		<i>Idem</i>	22,000	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Nantes.....	Loire-Inférieure..	Bourse.....	4,000	Patentés de la ville seule- ment.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Chambre...	5,933	Patentés de tout le départe- ment.
Orléans.....	Loiret.....	<i>Idem</i>	3,000	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	2,400	Patentés de la ville seule- ment.
Perpignan.....	Pyrénées-Orient ^{es}	Chambre...	2,911	Patentés de tout le départe- ment.
Pont-Audemer...	Eure.....	<i>Idem</i>	1,160	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Quimper.....	Finistère.....	<i>Idem</i>	1,093	<i>Idem</i> .
		<i>Idem</i>	5,938	<i>Idem</i> .
Roubaix.....	Nord.....	Bourse.....	3,809	Patentés de la ville seule- ment.
Sedan.....	Ardennes.....	Chambre...	2,034	Patentés de tout le départe- ment.
Sens.....	Yonne.....	<i>Idem</i>	505	Patentés du département compris dans la circo- scription de la chambre.
Troyes.....	Aube.....	<i>Idem</i>	10,300	Patentés de tout le départe- ment.
		TOTAL....	117,570	

N° 24450. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 1^{er} Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1891, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent soixante-cinq mille huit cent cinquante-cinq francs (165,855^f) nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1892, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Arras.....	Pas-de-Calais.....	Chambre...	1,492 ^f	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Bourse.....	559	Patentes de la ville seule- ment.
Auxerre.....	Yonne.....	Chambre...	3,117	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Idem.....	1,344	Patentes de tout le départe- ment.
Beaune.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	2,445	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Bourges.....	Cher.....	Idem.....	4,383	Patentes de tout le départe- ment.
Castres.....	Tarn.....	Idem.....	1,200	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	5,000	Idem.
Évreux.....	Eure.....	Idem.....	2,500	Idem.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	1,000	Patentes de tout le départe- ment.
		Idem.....	35,357	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Bourse.....	33,637	Patentes de la ville seule- ment.
		Chambre...	3,215	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Montpellier....	Hérault.....	Bourse.....	200	Patentes de la ville seule- ment.
Nancy.....	Meurthe-et-Mo- selle.	Chambre...	8,080	Patentes de tout le départe- ment.
Nevers.....	Nièvre.....	Idem.....	2,000	Idem.
		Idem.....	3,008	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rennes.....	Ille-et-Vilaine...	Bourse.....	1,100	Patentes de la ville seule- ment.
Saint-Étienne..	Loire.....	Chambre...	17,200	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	8,581	Patentes de tout le départe- ment.
Saint-Quentin..	Aisne.....	Bourse.....	3,870	Patentes de la ville seule- ment.
Tarare.....	Rhône.....	Chambre...	5,300	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	4,815	Idem.
Tourcoing.....	Nord.....	Bourse.....	927	Patentes de la ville seule- ment.
Tours.....	Indre-et-Loire....	Chambre...	10,500	Patentes de tout le départe- ment.
Valenciennes...	Nord.....	Idem.....	5,015	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL...	165,855	

N° 24451. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 2 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1891, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quatre-vingt-dix-sept mille huit cent cinquante-deux francs (97,852^f) nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1892, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 2 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville.....	Somme.....	Chambre...	2,665 ¹	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Albi.....	Tarn.....	Idem.....	600	Idem.
Aubenas.....	Ardèche.....	Idem.....	630	Idem.
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	5,940	Patentés de tout le départe- ment.
Boileau.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	4,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	5,732	Idem.
		Bourse.....	577	Patentés de la ville seule- ment.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Chambre...	3,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Cambrai.....	Nord.....	Idem.....	2,264	Idem.
Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire...	Idem.....	974	Idem.
Cognac.....	Charente.....	Idem.....	2,000	Idem.
Fiers.....	Orne.....	Idem.....	1,800	Idem.
Houffleur.....	Calvados.....	Idem.....	4,247	Idem.
Lons-le-Saunier..	Jura.....	Idem.....	1,500	Patentés de tout le départe- ment.
Montauban.....	Tarn-et-Garonne..	Idem.....	2,915	Idem.
Nîmes.....	Gard.....	Idem.....	4,618	Idem.
		Bourse.....	579	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	7,750	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
La Rochelle.....	Charente-Infér ^{re} ..	Bourse.....	560	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	26,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	Bourse.....	7,000	Patentés de la ville seule- ment.
Saint-Omer.....	Pas-de-Calais....	Chambre...	2,497	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Toulon.....	Var.....	Idem.....	6,243	Patentés de tout le départe- ment.
Valence.....	Drôme.....	Idem.....	3,761	Idem.
		TOTAL...	97,852	

N° 24452. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1890 applicable aux Frais d'établissement et d'entretien des Lignes et Bureaux télégraphiques.

Du 15 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général de l'exercice 1890;

Vu les décrets des 10 juin ⁽¹⁾, 31 juillet ⁽²⁾, 22 septembre ⁽³⁾, 9 ⁽⁴⁾, 14 ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1341, n° 22471.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1343, n° 22508.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22877.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22878.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22880.

22 ⁽¹⁾ et 25 octobre ⁽²⁾, 4 ⁽³⁾, 14 ⁽⁴⁾ et 30 novembre ⁽⁵⁾, 2 ⁽⁶⁾, 4 ⁽⁷⁾ et 30 décembre 1890 ⁽⁸⁾, 14 février ⁽⁹⁾, 16 ⁽¹⁰⁾ et 18 mars ⁽¹¹⁾, 24 ⁽¹²⁾ et 30 avril 1891 ⁽¹³⁾, ouvrant pour le service des postes et des télégraphes au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1890, chapitres v, vi, vii, ix, xii, xiii, xxiv et xxv, divers crédits provenant de fonds de concours s'élevant à deux millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent cinquante-sept francs sept centimes, savoir :

Décret du 10 juin 1890.....	92,240 ^f 47 ^c
Décret du 31 juillet 1890.....	83,779 57
Décret du 22 septembre 1890.....	21,947 85
Décret du 9 octobre 1890.....	743,658 45
Décret du 14 octobre 1890.....	146,105 84
Décret du 22 octobre 1890.....	178,156 29
Décret du 25 octobre 1890.....	118,143 72
Décret du 4 novembre 1890.....	152,217 17
Décret du 14 novembre 1890.....	117,048 06
Décret du 30 novembre 1890.....	69,262 13
Décret du 2 décembre 1890.....	125,896 56
Décret du 4 décembre 1890.....	10,933 00
Décret du 30 décembre 1890.....	46,446 03
Décret du 14 février 1891.....	41,439 94
Décret du 16 mars 1891.....	115,733 10
Décret du 18 mars 1891.....	153,290 85
Décret du 24 avril 1891.....	33,137 24
Décret du 30 avril 1891.....	43,120 80
TOTAL ÉGAL.....	2,297,557 07

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁴⁾, relatif aux fonds de concours, aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être imputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré »;

Considérant que sur les crédits, s'élevant ensemble à deux millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent cinquante-sept francs sept centimes, ouverts aux chapitres v, vi, vii, ix, xii, xiii, xxiv et xxv de l'exercice 1890 et provenant de fonds de concours, diverses dépenses s'élevant à neuf cent quarante-quatre mille trois cent trente-deux francs, trente quatre

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22894 et 22895.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22896.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23567.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23568.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23570.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23571 et 23572.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 22573.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1400, n° 23607.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1400, n° 23612.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1401, n° 23639.

⁽¹¹⁾ XII^e série, Bull. 1401, n° 23641.

⁽¹²⁾ XII^e série, Bull. 1403, n° 23668.

⁽¹³⁾ XII^e série, Bull. 1403, n° 23678.

⁽¹⁴⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

centimes se répartissant, par chapitre, de la manière suivante n'ont pu être effectuées en 1890 et qu'il y a lieu, en conséquence, de reporter à l'exercice 1891 un crédit d'égale somme :

CHAP. V.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (agents).....	12,377 ^f 39 ^c
— VI.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (sous-agents).....	2,563 91
— VII.	Indemnités diverses et secours.....	2,000 00
— IX.	Matériel des bureaux.....	46,309 00
— XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation....	266,992 04
— XIII.	Construction et entretien des lignes télégraphiques.	490,640 00
— XXIV.	Personnel de l'Algérie.....	3,150 00
— XXV.	Matériel de l'Algérie.....	120,300 00
TOTAL ÉGAL.....		<u>944,332 34</u>

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et l'avis conforme du ministre des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de neuf cent quarante-quatre mille trois cent trente-deux francs trente-quatre centimes (944,332^f 34) provenant de fonds de concours rattachés par décrets en date des 10 juin, 31 juillet, 22 septembre, 9, 14, 22 et 25 octobre, 4, 14 et 30 novembre, 2, 4 et 30 décembre 1890, 14 février, 16 et 18 mars, 24 et 30 avril 1891 au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), exercice 1890, et se répartissant par chapitre de la manière suivante est et demeure annulée au titre de cet exercice :

CHAP. V.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (agents).....	12,377 ^f 39 ^c
— VI.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (sous-agents).....	2,563 91
— VII.	Indemnités diverses et secours.....	2,000 00
— IX.	Matériel des bureaux.....	46,309 00
— XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation....	266,992 04
— XIII.	Construction et entretien des lignes télégraphiques.	490,640 00
— XXIV.	Personnel de l'Algérie.....	3,150 00
— XXV.	Matériel de l'Algérie.....	120,300 00
TOTAL ÉGAL.....		<u>944,332 34</u>

2. Un crédit égal de neuf cent quarante-quatre mille trois cent trente-deux francs trente-quatre centimes (944,332^f 34) applicable aux frais d'établissement et d'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et

des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), sur l'exercice 1891, et est réparti par chapitre de la manière suivante :

CHAP. V.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (agents).....	12,377 ¹ 39 ⁰
— VI.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (sous-agents).....	2,563 91
— VII.	Indemnités diverses et secours.....	2,000 00
— IX.	Matériel des bureaux.....	46,309 00
— XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation....	266,993 04
— XIII.	Construction et entretien de lignes télégraphiques.	490,640 00
— XXV.	Personnel de l'Algérie.....	3,150 00
— XXVI.	Matériel de l'Algérie.....	120,300 00
TOTAL ÉGAL.....		<u>944,332 34</u>

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles seront reportées de l'exercice 1890 à l'exercice 1891.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 15 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24453. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que les communes de Courcelles et de Sapicourt (département de la Marne, arrondissement de Reims, canton de Ville-en-Tardenois) sont réunies en une seule commune qui portera le nom de *Courcelles-Sapicourt* et dont le chef-lieu est fixé à Courcelles. (*Paris, 5 Novembre 1891.*)

N° 24454. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve les actes administratifs passés, le 10 août 1891, devant le préfet des Bouches-du-Rhône, portant concession, aux clauses et conditions stipulées :

1° A la ville de Marseille, moyennant le versement de la somme de cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante-cinq centimes, d'un terrain de sept cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés cinquante-huit décimètres carrés, retranché du domaine public maritime dans l'anse des Catalans, à Marseille, pour l'ouverture des rues Papety et des Catalans;

2° A la société immobilière marseillaise, moyennant le versement de la somme de cinq cent douze francs quatre-vingt-dix centimes, d'un autre terrain de même nature, d'une superficie de cinquante et un mètres carrés vingt-neuf décimètres carrés, situé au même lieu et à l'angle des rues précitées.

Cesdits terrains figurés par une teinte rose sur les plans annexés aux actes. (Paris, 7 Novembre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1449.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24455. — *LOI et DÉCRET portant : 1° ouverture sur l'exercice 1892 des crédits provisoires applicables au mois de janvier 1892; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts indirects et revenus publics conformément aux lois existantes; 3° autorisation de percevoir les contributions directes et taxes y assimilées établies, pour l'exercice 1892, par la loi du 20 juillet 1891.*

Du 30 Décembre 1891.

(Promulgués au Journal officiel du 31 décembre 1891.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

§ 1^{er}. — CRÉDITS ACCORDÉS.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1892, au titre du budget général, pendant le mois de janvier 1892, des crédits provisoires montant à la somme de quatre cent quatre millions deux cent quatre mille trois cent quatre-vingt-deux francs (404,204,382').

2. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1892, au titre du

XI^e Série.

budget des dépenses sur ressources spéciales, pendant le même mois, des crédits provisoires montant à la somme de quarante-deux millions six cent vingt-neuf mille six cent deux francs (42,629,602').

3. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1892, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget respectif de leur département, pendant le même mois, des crédits provisoires montant à la somme de neuf millions quatre cent trente-quatre mille quatre cent quarante-neuf francs (9,434,449').

4. Les crédits ouverts par les articles 1 à 3 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront, d'ailleurs, avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1892.

§ 2. — IMPÔTS AUTORISÉS.

5. La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée jusqu'au 1^{er} février 1892, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite, pendant le mois de janvier 1892, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite, pendant le même mois, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

6. Est autorisée la perception, au profit du Trésor, d'une taxe d'inspection de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes de viandes de porcs salées importées en France.

TITRE II.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

7. La nomenclature des services votés est fixée, pour le mois de janvier 1892, conformément à l'état H annexé à l'article 25 de la loi de finances du 26 décembre 1890.

8. Est et demeure supprimée, à partir du 1^{er} janvier 1892, la caisse de la dotation de l'armée, créée par le titre 1^{er} de la loi du 26 avril 1855.

9. Les fonds et valeurs composant l'actif de ladite caisse au 1^{er} janvier 1892 seront remis par la Caisse des dépôts et consignations au ministre des finances.

Les compléments de primes, annuités, hautes payes et autres

dépenses restant à payer à partir de la même date aux intéressés seront supportés par le budget de l'État.

Les créanciers de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée seront tenus, eux, leurs représentants ou ayants cause, de fournir, sous peine de déchéance, dans un délai de cinq ans qui courra à partir du 1^{er} janvier 1892, toutes les pièces justificatives de leurs droits. Sera définitivement éteinte, au profit de l'État, toute créance de l'espèce qui n'aurait pas fait l'objet d'une réclamation dans le délai ci-dessus.

10. Le ministre des finances est autorisé à réaliser, au mieux des intérêts du Trésor, les valeurs qui lui seront remises en exécution du paragraphe 1^{er} de l'article précédent.

Le produit de cette aliénation sera affecté au remboursement des bons de liquidation émis en vertu de la loi du 28 juillet 1874 et du décret du 19 novembre 1874.

11. Seront remboursés par anticipation les bons de liquidation restant en circulation au 31 décembre 1891 et émis en exécution de la loi du 28 juillet 1874.

12. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de quatre cent mille francs (400,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires à liquider pendant le mois de janvier 1892.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1892.

13. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de deux cent dix-sept mille francs (217,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires à liquider pendant le mois de janvier 1892.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1892.

14. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit provisoire de vingt-cinq mille francs (25,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du service colonial à liquider pendant le mois de janvier 1892.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1892.

15. Le ministre des finances pourra continuer, pendant le mois de janvier 1892, l'émission des bons du Trésor autorisée par l'article 32 de la loi du 26 décembre 1890, jusqu'à concurrence du maximum déterminé par ledit article.

16. La ville de Paris pourra continuer, pendant le mois de janvier 1892, l'émission des bons de la caisse municipale autorisée par l'article 33 de la loi du 26 décembre 1890, jusqu'à concurrence du maximum déterminé par ledit article.

17. Le montant des subventions que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant le mois de janvier 1892, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de soixante-six mille six cent soixante-sept francs (66,667^f) pour les chemins de fer d'intérêt local et de cinquante mille francs (50,000^f) pour les tramways.

18. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant le mois de janvier 1892, sur les fonds à verser par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de neuf cent cinquante-neuf mille trois cent soixante-quinze francs (959,375^f). Les crédits provisoires nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours dans la limite et à mesure de la réalisation des versements effectués.

19. Les travaux à exécuter pendant le mois de janvier 1892, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds qu'elles mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder la somme de dix millions cinq cent mille francs (10,500,000^f), non compris les dépenses du matériel roulant.

Les versements des compagnies seront portés à un compte intitulé : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

Les crédits provisoires nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours à mesure de la réalisation des versements effectués par les compagnies.

20. Le montant des dépenses pour travaux complémentaires dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation, pendant le mois de janvier 1892, au compte de premier établissement, non compris le matériel roulant, est fixé à la somme de trois millions sept cent cinquante mille francs (3,750,000^f).

21. Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1892 en conformité de la loi spéciale du 20 juillet 1891 relative aux contributions directes.

22. Le Président de la République est autorisé à approuver, par décrets rendus en Conseil d'État, la prorogation pour une période de deux mois à partir du 1^{er} janvier 1892 des surtaxes d'octroi qui expirent le 31 décembre 1891 et dont le maintien a été noté par les conseils municipaux.

23. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les lois de finances, à quelque titre que ce soit ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement

interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 décembre 1891, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1892, pour les dépenses de leurs départements pendant le mois de janvier 1892;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit provisoire montant à quatre cent quatre millions deux cent quatre mille trois cent quatre-vingt-deux francs (404,204,382'), ouvert aux ministres, sur l'exercice 1892, par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 30 décembre 1891, pour les services généraux de leurs départements (*budget général*), est réparti, par ministères et par chapitres, conformément aux états A et B ci-annexés, savoir : trois cent quatre-vingt-dix-sept millions six cent quatre-vingt-onze mille trente-quatre francs (397,691,034') pour la France et six millions cinq cent treize mille trois cent quarante-huit francs (6,513,348') pour l'Algérie.

2. Le crédit provisoire montant à quarante-deux millions six cent vingt-neuf mille six cent deux francs (42,629,602'), ouvert aux ministres par l'article 2 de la loi précitée, au titre du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1892, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément aux états C et D ci-annexés, savoir : quarante-deux millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cent cinquante et un francs (42,187,551') pour la France et quatre cent quarante-deux mille cinquante et un francs (442,051') pour l'Algérie.

3. Le crédit provisoire montant à neuf millions quatre cent trente-

quatre mille quatre cent quarante-neuf francs (9,434,449'), ouvert aux ministres par l'article 3 de la loi précitée, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1891, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément à l'état E ci-annexé.

4. Le ministre des finances et les ministres des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT A. *État général, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1892 (France)*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	
	DETTE CONSOLIDÉE.	
I ^{re} .	Rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds). (Loi et décret du 27 avril 1883.).	"
II.	Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1 ^{er} mai 1826.).....	114,033,811
	TOTAL.....	114,033,811
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	
III.	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878; décret du 16 juillet 1878.).....	30,271,118
IV.	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875; décret du 5 juin 1875.).....	"
V.	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872.....	1,395,289
VI.	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.).....	"
	<i>Intérieur et instruction publique.</i>	
VII.	Intérêts et amortissement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 22 juillet 1885 (art. 5) et 8 août 1885 (art. 16.).....	"
	<i>Intérieur.</i>	
VIII.	Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts con- tractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887.....	"
IX.	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix. (Décret du 20 octobre 1870; loi du 5 août 1874.).....	"
X.	Annuité à la Compagnie algérienne. (Loi du 12 juillet 1865.).....	"

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	<i>Guerre.</i>	
XI.	Intérêts des obligations du Trésor à court terme.....	
XII.	Intérêt des bons de liquidation émis pour réparation des dommages causés par le génie militaire.....	313,700
XIII.	Annuités pour remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour le casernement. (Loi du 4 août 1874.).....	
XIV.	Remboursement, par annuités, aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.).....	2,328
XV.	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance.....	12,125
	<i>Instruction publique.</i>	
XVI.	Remboursement, par annuités, à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	6,531,000
	<i>Postes et Télégraphes.</i>	
XVII.	Remboursements, par annuités, aux villes pour construction d'édifices des postes et des télégraphes.....	19,000
	<i>Agriculture.</i>	
XVIII.	Redevances annuelles envers l'Espagne pour droit de dépitance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées.....	
XIX.	Remboursements, par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1883 (Reboisement des montagnes).....	10,000
	<i>Travaux publics.</i>	
XX.	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.....	
XXI.	Annuités aux compagnies de chemins de fer.....	2,605,685
XXII.	Rachat de concessions de canaux. (Loi des 18 juillet et 20 août 1880 et 20 mai 1883.).....	
XXIII.	Remboursement des avances effectuées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	1,912,512
XXIV.	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels.....	
XXV.	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	1,760,000
XXVI.	Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.).....	50,400
	TOTAL de la dette remboursable à terme en payements annuels.	24,866,877

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	DETTE VIAGÈRE.	
XIV.	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mars 1817, 4 septembre 1836, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, article 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889 et 3 juin 1790.....	•
XV.	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an II.).....	•
XVI.	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 4 juin 1814.).....	•
XVII.	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	•
XVIII.	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	•
XIX.	Pensions militaires de la marine (loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885 article 9).....	•
XX.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	12,000 ^f
XXI.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	•
XXII.	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	•
XXIII.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires.....	4,961,867
XXIV.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	•
XXV.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juin 1856.).....	•
XXVI.	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860, et décret du 21 novembre 1860.).....	•
XXVII.	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	•
XXVIII.	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	•
XXIX.	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	•
XXX.	Service de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée.....	10,000
XXXI.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	•
XXXII.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (L. du 30 août 1883.)	•
XXXIII.	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....	•
XXXIV.	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	•
XXXV.	Allocation supplémentaire aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881, 8 août 1883, ainsi qu'aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887.....	•
	TOTAL de la dette viagère.....	4,983,867
	TOTAL de la 1^{re} partie.....	163,904,485
	II^e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.	
XXXVI.	Dotation du Président de la République.....	50,000 ^f
XXXVII.	Frais de maison du Président de la République.....	75,000
XXXVIII.	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	75,000
XXXIX.	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	383,333
XL.	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	607,870
	TOTAL de la 2^e partie.....	1,191,203

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
LIV.	Personnel de l'administration centrale du ministère.....	300,83
LV.	Inspection générale des Finances.....	63,50
LVI.	Personnel central des administrations financières.....	131,556
LVII.	Indemnités diverses.....	2,60
LVIII.	Matériel de l'administration centrale.....	62,307
LIX.	Impressions.....	1,000,000
LX.	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	13,115
LXI.	Frais de trésorerie.....	28,500
LXII.	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine.....	117,100
LXIII.	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	336,700
LXIV.	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.....	49,600
LXV.	Commissions aux receveurs particuliers des finances, à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge, et indemnités aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs particuliers et aux percepteurs.....	171,800
LXVI.	Personnel de la Cour des comptes.....	125,300
LXVII.	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.....	4,132
LXVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	17,580
LXIX.	Dépenses des exercices clos.....	Même.
TOTAL de la 3^e partie.....		2,414,177
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXX.	Personnel de l'administration des contributions directes.....	315,60
LXXI.	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes.....	117,810
LXXII.	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.....	8,833
LXXIII.	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif).....	8,333
LXXIV.	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre).....	25,607
LXXV.	Mutations cadastrales.....	536,000
LXXVI.	Remises proportionnelles des percepteurs et frais divers.....	928,900
LXXVII.	Remises aux percepteurs pour perceptions des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire.....	36,250
LXXVIII.	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes.....	37,500
LXXIX.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France.....	24,250
LXXX.	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs.....	16,800
LXXXI.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,356,700
LXXXII.	Personnel de l'atelier général du timbre.....	27,300
LXXXIII.	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	15,300
LXXXIV.	Matériel de l'atelier général du timbre.....	67,100
LXXXV.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	153,350
LXXXVI.	Personnel de l'administration des douanes.....	2,416,307
LXXXVII.	Laboratoire de l'administration des douanes.....	18,500
LXXXVIII.	Matériel de l'administration des douanes.....	38,100
LXXXIX.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	111,800
XC.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	2,550,500
XCI.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	31,250

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
ICII.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	481,835
ICIII.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes....	130,000
ICIV.	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'administration des contributions indirectes.....	95,833
ICV.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....	43,750
ICVI.	Personnel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	182,833
ICVII.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'Etat.....	1,529,333
ICVIII.	Matériel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	367,083
ICIX.	Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'Etat et acquisitions de terrains et de bâtiments. — Addition de constructions et grosses réparations.....	42,083
C.	Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat.....	12,500
CI.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat.....	32,250
CII.	Indemnités et secours voyageurs à des ouvriers et ouvrières des manufactures de l'Etat en cas de maladies, blessures ou infirmités....	25,000
CIII.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'Etat.....	18,750
CIV.	Achats et transports.....	107,763,166
TOTAL de la 4 ^e partie.....		22,463,989
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
CV.	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes.....	75,000
CVI.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....	488,415
CVII.	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débits admis en surance indéfinie.....	4,167
CVIII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France.....	1,060,566
CIX.	Primes à l'exportation de marchandises.....	13,334
TOTAL de la 5 ^e partie.....		1,641,482
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} partie. — Dette publique.....		163,904,485
2 ^e partie. — Pouvoirs publics.....		1,191,203
3 ^e partie. — Service général.....		2,621,427
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....		22,463,989
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....		1,641,482
TOTAL du ministère des finances.....		191,625,586
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.		
I ^{re} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	45,750
II.	Matériel de l'administration centrale.....	7,267
III.	Personnel du Conseil d'Etat.....	88,167
IV.	Matériel du Conseil d'Etat.....	5,667
V.	Personnel de la Cour de cassation.....	95,675
VI.	Menues dépenses de la Cour de cassation.....	2,692

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
VII.	Cours d'appel.....	514,46
VIII.	Cours d'assises.....	3,60
IX.	Tribunaux de première instance.....	946,40
X.	Tribunaux de commerce.....	18,50
XI.	Tribunaux de police.....	7,70
XII.	Justices de paix.....	701,50
XIII.	Juge des appellations d'Andorre.....	5,00
XIV.	Frais de justice criminelle en France.....	436,97
XV.	Frais d'impression des statistiques.....	500
XVI.	Secours et dépenses imprévues.....	6,60
XVII.	Collection des lois étrangères. (Personnel.).....	117
XVIII.	Collection des lois étrangères. (Matériel.).....	1,50
XIX.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des dé- partements.....	1,60
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémor.
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL.....		2,877,33
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BEYLICAL.		
XXII.	Personnel de la justice française en Tunisie.....	23,17
XXIII.	Frais de justice criminelle en Tunisie.....	3,50
TOTAL pour le service de la justice.....		2,898,43
2^e SECTION. — SERVICE DES CULTES.		
I.	Personnel des bureaux des cultes.....	18,50
II.	Matériel des bureaux des cultes.....	1,00
III.	Impressions.....	7,00
IV.	Secours et dépenses diverses.....	361,50
V.	Traitements des archevêques et évêques.....	40,00
VI.	Traitements des curés.....	55,00
VII.	Allocations aux vicaires généraux.....	2,604,70
VIII.	Allocations aux chanoines.....	58,00
IX.	Allocations aux desservants et vicaires; binage.....	1,50
X.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	9,00
XI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	48,00
XII.	Loyers et rentes pour évêchés.....	82,00
XIII.	Entretien des édifices diocésains.....	20,50
XIV.	Grosses réparations des édifices diocésains.....	153,00
XV.	Crédits spéciaux pour cathédrales.....	119,00
XVI.	Secours pour les églises et presbytères.....	2,00
XVII.	Personnel des cultes protestants.....	11,00
XVIII.	Dépenses des séminaires protestants.....	1,50
XIX.	Personnel du culte israélite.....	3,50
XX.	Dépenses des séminaires israélites.....	"
XXI.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	"
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XXIII.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL pour le service des cultes.....		3,644,60
RÉCAPITULATION.		
1^{re} section. — Service de la justice.....		2,898,43
2^e section. — Service des cultes.....		3,644,60
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes.....		6,547,70

CAPITRES pécuniaires.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	67,333 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	19,083
III.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.....	532,675
IV.	Traitements des élèves chanceliers et commis; indemnités des commis, traducteurs, drogmans et interprètes auxiliaires.....	45,425
V.	Traitements des agents en disponibilité.....	16,666
VI.	Frais de représentation des agents diplomatiques.....	128,250
VII.	Entretien des hôtels appartenant à la France. (Achat de mobilier.)..	20,833
VIII.	Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers du culte.....	58,333
IX.	Frais de correspondance télégraphique.....	33,333
X.	Dépenses du service des résidences payées sur services faits ou par abonnement.....	287,500
XI.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.....	73,750
XII.	Frais de voyages et de courriers.....	51,916
XIII.	Présents diplomatiques.....	3,333
XIV.	Missions, dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	16,666
XV.	Secours.....	15,833
XVI.	Dépenses secrètes.....	83,333
XVII.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	5,000
XVIII.	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader.....	11,666
XIX.	Khan de Saïda.....	4,166
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL du service ordinaire.....		1,476,094
2^e SECTION. — SERVICE DES PROTECTORATS.		
I.	Dépenses de la résidence en Tunisie.....	13,550 ^f
II.	Dépenses des résidences à Madagascar.....	129,000
III.	Dépenses de la justice à Madagascar.....	10,583
IV.	Colonisation à Madagascar.....	8,333
TOTAL du service des protectorats.....		161,466
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....		5,000 ^f
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des affaires étrangères.....		1,641,560

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
I ^{er} .	Traitement du ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale.....	118,977
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	23,847
III.	Inspections générales administratives.....	13,117
IV.	Secours personnels à divers titres.....	57,300
V.	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	419,250
VI.	Frais des élections sénatoriales.....	20,836
VII.	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation des <i>Journaux officiels</i>	6,007
VIII.	Dépenses variables du personnel d'exploitation des <i>Journaux officiels</i>	51,609
IX.	Dépenses du matériel des <i>Journaux officiels</i>	31,150
X.	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	807
XI.	Sociétés de secours mutuels.....	50,250
XII.	Personnel des bureaux des préfectures.....	318,700
XIII.	Personnel des bureaux des sous-préfectures.....	84,300
XIV.	Frais matériels d'administration des préfectures.....	62,500
XV.	Frais matériels d'administration des sous-préfectures.....	43,000
XVI.	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers.....	607
XVII.	Matériel des cours d'appel.....	37,500
XVIII.	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet.....	1
XIX.	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	417
XX.	Travaux des palais de justice de Rennes et de Grenoble.....	19,177
XXI.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	5,536
XXII.	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	20,536
XXIII.	Subvention aux sociétés de tir.....	3,336
XXIV.	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	306,736
XXV.	Frais d'établissement de la situation financière des départements et publications des annales des assemblées départementales.....	1,500
XXVI.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.).....	16,000
XXVII.	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.....	521,100
XXVIII.	Carte de France au 1/100,000 ^e	16,000
XXIX.	Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique.....	600
XXX.	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts.....	27,000
XXXI.	Subvention à la maison nationale de Charenton.....	4,107
XXXII.	Subventions aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	4,336
XXXIII.	Subvention à l'hospice national du Mont-Genève.....	500
XXXIV.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.....	5,407
XXXV.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.....	20,000
XXXVI.	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.....	8,336
XXXVII.	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.....	16,000
XXXVIII.	Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours.....	20,000
XXXIX.	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés (frais d'inspection et de surveillance)....	396,000
XL.	Frais de protection des enfants du premier âge.....	66,000
XLI.	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.....	12,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XLII.	Subvention à des institutions de bienfaisance et secours d'extrême urgence.....	44,167 ^f
XLIII.	Service de la médecine gratuite dans les départements.....	4,167
XLIV.	Dépenses diverses du service des eaux minérales et des établissements thermaux de l'Etat.....	800
XLV.	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.....	5,459
XLVI.	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.....	4,959
XLVII.	Personnel des établissements thermaux affermés.....	1,634
XLVIII.	Matériel des établissements thermaux affermés.....	481
XLIX.	Personnel du service sanitaire. -- Comité consultatif d'hygiène pu- blique de France.....	27,417
L.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	10,055
LI.	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales.....	22,292
LII.	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres.....	169,585
LIII.	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	665,215
LIV.	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	122,439
LV.	Agents secrets de sûreté générale.....	133,334
LVI.	Secours aux étrangers réfugiés.....	12,074
LVII.	Frais de rapatriement.....	4,167
LVIII.	Dépenses du service de l'émigration.....	667
LIX.	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres litté- raires et artistiques.....	300
LX.	Personnel du service pénitentiaire (département de la Seine excepté). Personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction de la Seine. Entretien des détenus.....	347,809 53,469 730,544
LXIII.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires.....	2,617
LXIV.	Transport des détenus et des libérés.....	31,500
LXV.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entre- prise).....	10,750
LXVI.	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise).....	4,209
LXVII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (ser- vices en régie).....	17,375
LXVIII.	Exploitations agricoles.....	14,067
LXIX.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	6,617
LXX.	Subventions aux sociétés de patronage.....	10,070
LXXI.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	1,250
LXXII.	Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.).....	12,084
LXXIII.	Acquisition de terres de culture dépendant de la colonie publiques des Douaires (Eure).....	.
LXXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	.
LXXV.	Dépenses des exercices clos.....	.
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		5,324,998
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....	248,709 ^f
TOTAL du service du ministère de l'intérieur.....		5,573,707

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRE DE LA GUERRE	BUDGET des crédits ouverts.
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, et salaires des hommes de peine et ouvriers employés à l'administration centrale.	150,000
II.	Officiers détachés à l'administration centrale.	70,000
III.	Matériel de l'administration centrale.	71,000
IV.	Frais généraux d'impressions.	36,500
V.	Service géographique. (Personnel.)	32,350
VI.	Service géographique. (Matériel.)	33,670
VII.	État-major général. — Archives et bibliothèques.	10,600
VIII.	Télégraphie militaire. (Solde.)	10,000
IX.	Télégraphie militaire. (Matériel.)	30,000
X.	Service des chemins de fer. (Matériel.)	4,670
XI.	État-major général et service d'état-major.	1,100,000
XII.	Contrôle, intendance militaire. — États-majors particuliers.	1,215,000
XIII.	Écoles militaires. (Personnel.)	1,000,000
XIV.	Écoles militaires. (Matériel.)	307,850
XV.	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes.	1,000,000
XVI.	Solde de l'infanterie.	13,000,000
XVII.	Solde des troupes d'administration.	600,000
XVIII.	Solde de la cavalerie.	4,000,000
XIX.	Solde de l'artillerie.	4,000,000
XX.	Solde du génie.	600,000
XXI.	Solde du train des équipages militaires.	600,000
XXII.	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique.	3,000,000
XXIII.	Garde républicaine.	400,000
XXIV.	Vivres. (Personnel.)	34,000
XXV.	Vivres. (Matériel.)	13,000,000
XXVI.	Chauffage et éclairage.	34,000
XXVII.	Fourrages.	14,000,000
XXVIII.	Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	25,000
XXIX.	Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	700,000
XXX.	Service des convois militaires.	391,000
XXXI.	Service de l'indemnité de route.	588,330
XXXII.	Service des indemnités extraordinaires de voyage et de missions extraordinaires.	70,000
XXXIII.	Habillement et campement. (Personnel.)	243,000
XXXIV.	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	8,570,000
XXXV.	Lits militaires.	880,000
XXXVI.	Transports spéciaux.	50,000
XXXVII.	Recrutement.	200,000
XXXVIII.	Réserve et armée territoriale.	43,000
XXXIX.	Justice militaire (frais généraux et prisons).	65,000
XL.	Ateliers et pénitenciers militaires.	10,000
XLI.	Remonte générale.	5,500,000
XLII.	Recensement des chevaux et mules.	153,000
XLIII.	Harnachement.	165,000
XLIV.	Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	56,000
XLV.	Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	1,023,000
XLVI.	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	70,000
XLVII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	170,000
XLVIII.	Établissements du génie. (Personnel d'exploitation.)	65,000
XLIX.	Établissements du génie. (Matériel d'exploitation.)	1,350,000
L.	Annuité pour construction de chemins stratégiques.	470,000
LI.	Invalides de la guerre. (Personnel.)	8,100
LII.	Invalides de la guerre. (Matériel.)	22,850
LIII.	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.	72,750
LIV.	Secours.	1,740,000
LV.	Dépenses secrètes.	50,000
LVI.	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon.	1,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
LVII.	Démantèlement de la place de Givet.....	"
LVIII.	Démantèlement de la place de Valenciennes.....	14,000 ^f
LIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
LX.	Dépenses des exercices clos.....	"
LXI.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1893 et non frappées de déchéance.....	"
	<i>Dépenses remboursables.</i>	80,111,710
LXII.	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....	21,880
LXIII.	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel, vivres et fourrages.).....	3,530
	TOTAL pour la 1 ^{re} section. (Service ordinaire.).....	80,137,120
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	PREMIÈRE PARTIE.	
XIV.	Équipages de campagne.....	666,000 ^f
XV.	Armement des places.....	140,000
XVI.	Armement des côtes.....	265,000
XVII.	Équipages de siège.....	275,000
XVIII.	Armes portatives.....	606,000
XIX.	Munitions.....	247,000
XX.	Dépenses diverses.....	25,000
XX bis.	Bâtiments et machines.....	63,000
XXI.	Places de la frontière du Nord.....	"
XXII.	Frontière de l'Est.....	430,000
XXIII.	Places de la frontière du Sud-Est.....	208,000
XXIV.	Ports et embouchures.....	138,000
XXV.	Magasins à poudres.....	327,000
XXVI.	Amélioration, procès, transports.....	36,000
XXVII.	Bâtiments militaires.....	16,000
XXVIII.	Chemins de fer.....	228,000
XXIX.	Service de santé.....	16,000
XXX.	Subsistances.....	"
XXXI.	Télégraphie militaire et aérostation.....	70,000
XXXII.	Cavalerie.....	"
XXXIII.	Service géographique.....	"
	2^e PARTIE.	
XXXIV.	Voitures de compagnie pour le transport des munitions.....	"
XXXV.	Places du Nord (ouvrages intermédiaires).....	200,000
XXXVI.	Défense de Cherbourg.....	66,000
XXXVII.	Construction de casernements.....	332,000
XXXVIII.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	190,000
XXXIX.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....	185,000
XL.	Fort de Manonvillers.....	110,000
XLI.	Construction de baraquements pour les troupes alpines.....	5,000
XLII.	Organisation des défenses de la Corse et achèvement de celles de Toulon.....	65,000
XLIII.	Constitution d'approvisionnements de ponts démontables sur routes.....	25,000
XLIV.	Constitution de réserves d'outils.....	40,000
XLV.	Extension, amélioration et création d'établissements des services ad- ministratifs.....	"
XLVI.	Organisation des boulangeries de guerre.....	205,000
XLVII.	Subsistances.....	50,000
XLVIII.	Habillement.....	800,000
XLIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
L.	Dépense des exercices clos.....	"
	TOTAL pour la 2 ^e section. (Dépenses extraordinaires.)...	6,029,000
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	80,137,120 ^f
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	6,029,000
	TOTAL GÉNÉRAL du ministère de la guerre.....	86,166,120

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

MONTANT
des crédits
ouv. par.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

TITRE I^{er}.

DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENTS ET SOLDES.

I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale...	100,017
II.	Officiers de marine et équipages.....	3,213,776
III.	Troupes de la marine.....	767,794
IV.	Gendarmerie maritime.....	68,416
V.	Inspection des services administratifs et financiers.....	27,755
VI.	Personnel technique.....	165,237
VII.	Personnel administratif.....	426,139
VII bis.	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance)...	211,960
VIII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	17,319

TITRE II.

DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.

IX.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	913,475
IX bis.	Constructions navales. — Salaires pour les modifications et transformations de bâtiments déjà en service.....	13,877
X.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.....	490,721
XI.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.....	79,053
XII.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.....	100,333
XIII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.....	85,016
XIV.	Vivres. — Salaires.....	37,478
XV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	558,611
XVI.	Dépenses diverses de main-d'œuvre.....	32,583

TITRE III.

DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.

XVII.	Matériel de l'administration centrale.....	19,833
XVIII.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.....	483,333
XIX.	Constructions navales. — Achats de bâtiments neufs à l'industrie.....	978,063
XIX bis.	Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie.....	1,003,333
XIX ter.	Constructions navales. — Grandes réparations et refontes confiées à l'industrie.....	79,101
XX.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves pour le premier armement des bâtiments neufs.....	1,370,834
XX bis.	Constructions navales. — Achats pour les transformations et modifications de bâtiments en service faites par les arsenaux.....	90,853
XXI.	Artillerie. — Armes. — Établissements et reconstitution.....	608,667
XXI bis.	Achat extraordinaire d'artillerie pour des bâtiments neufs.....	83,333
XXII.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant. — Poudres et munitions.....	830,833
XXIII.	Torpillés.....	183,000
XXIV.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.....	166,333
XXIV bis.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.....	245,833

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
IXV.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant.....	118,333
IXVI.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	342,069
IXVII.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	1,737,527
IXVIII.	Casernement.....	67,061
IXIX.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.....	116,667
XXX.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins.....	290,765
XXI.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	63,333
XXII.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives. — Impressions. — Livres et reliures.).....	84,485
TITRE IV.		
DÉPENSES COMMUNES.		
XXIII.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	270,833
XXIV.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	341,667
XXV.	Gratifications, secours et subventions.....	102,677
XXVI.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	648,482
XXVII.	Dépenses secrètes.....	5,417
XXVIII.	Dépenses diverses.....	21,875
XXIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.
XL.	Dépenses des exercices clos.....	.
XLI.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1892.....	.
TOTAL du ministère de la marine.....		17,887,194
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	85,000
II.	Matériel de l'administration centrale.....	20,041
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique..	23,958
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....	29,666
V.	Administration académique. (Personnel).....	132,633
VI.	Administration académique. (Matériel).....	13,822
VII.	Facultés. (Personnel.).....	694,926
VIII.	Facultés. (Matériel.).....	242,325
IX.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes....	30,816
X.	École des hautes études.....	26,333
XI.	École normale supérieure.....	42,800
XII.	Collège de France.....	42,416
XIII.	Enseignement des langues orientales vivantes.....	12,833
XIV.	École des chartes.....	5,833
XV.	École française d'Athènes.....	6,500
XVI.	École française de Rome.....	6,000
XVII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....	32,383
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....	46,158
XIX.	Observatoire de Paris.....	20,000
XX.	Bureau central météorologique.....	15,166
XXI.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	5,916
XXII.	Observatoires des départements.....	15,475

**CHAPITRE
spécial.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

**MONTANT
des crédits
ouverts.**

XXIII.	Bureau des longitudes.	12,000
XXIV.	Institut national de France.	58,000
XXV.	Académie de médecine.	6,000
XXVI.	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	36,330
XXVII.	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	21,000
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	6,660
XXIX.	Bibliothèques publiques.	18,000
XXX.	Catalogue des manuscrits.	2,300
XXXI.	Archives nationales.	16,000
XXXII.	Services généraux des bibliothèques.	2,500
XXXIII.	Sociétés savantes.	8,160
XXXIV.	Journal des savants.	1,833
XXXV.	Souscriptions scientifiques et littéraires.	10,000
	— Échanges internationaux.	19,333
XXXVI.	Encouragements aux savants et gens de lettres.	18,000
XXXVII.	Voyages et missions scientifiques.	12,000
XXXVIII.	Musée ethnographique. — Musée Guimet.	5,583
XXXIX.	Institut français d'archéologie orientale.	5,583
XL.	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France.	12,000
XLI.	Frais généraux de l'instruction secondaire.	16,000
XLII.	Lycées nationaux.	2,500,000
XLIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons.	10,000
XLIV.	Collèges communaux de garçons.	260,000
XLV.	Enseignement secondaire des jeunes filles.	400,000
XLVI.	Bourses nationales et dégrèvements.	700,000
XLVII.	Enseignement primaire. (Inspecteurs.) — Écoles maternelles. (Inspectrices générales.)	181,000
XLVIII.	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire.	761,000
XLIX.	Écoles nationales et écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel. — Personnel et bourses. — Écoles primaires élémentaires. — Traitements de personnel. — Salaires des écoles. — Loyers d'écoles. — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines, notamment pour s'imposer une charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles avaient été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886. — Enseignement primaire en Algérie.	9,085,300
L.	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires.	55,000
LI.	Enseignement primaire. — Secours et allocations.	163,000
LII.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et échues saires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.	3,620,000
LIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	
LIV.	Dépenses des exercices clos.	

**MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
TOTAL pour le service de l'instruction publique....**

28,707,400

**MINISTÈRE DES BEAUX-ARTS
2^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.**

I.	Personnel de l'administration des beaux-arts.	18,375
II.	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.	7,000
III.	Personnel de l'inspection de l'enseignement des beaux-arts.	5,000
IV.	Frais divers des inspections et frais de mission.	10,000
V.	Matériel de l'administration des beaux-arts.	3,000
VI.	Académie de France à Rome. (Personnel.)	1,000
VII.	Académie de France à Rome. (Matériel.)	1,000

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRE ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
VIII.	École nationale et spéciale des Beaux-arts à Paris. (Personnel.)	20,959
IX.	École nationale et spéciale des Beaux-arts à Paris. (Matériel.)	9,225
X.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	9,398
XI.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	2,785
XII.	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	1,250
XIII.	Écoles des beaux-arts dans les départements.	50,000
XIV.	Écoles spéciales des départements.	15,120
XV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	16,100
XVI.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	5,458
XVII.	Succursales du Conservatoire et écoles de musique dans les départements.	18,375
XVIII.	Théâtres nationaux.	123,250
XIX.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.	5,167
XX.	Palais du Trocadéro.	1,083
XXI.	Indemnités et secours. (Théâtres.)	8,333
XXII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.	62,833
XXIII.	Achat d'œuvres d'artistes vivants. — Prix de Paris et bourses de voyages.	20,500
XXIV.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.)	10,000
XXV.	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	41,412
XXVI.	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	10,625
XXVII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	16,680
XXVIII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	2,164
XXIX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	8,478
XXX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	1,218
XXXI.	Manufacture nationale de mosaïque.	833
XXXII.	Musées nationaux. (Personnel.)	45,853
XXXIII.	Musées nationaux. (Matériel.)	31,428
XXXIV.	Musées départementaux et municipaux.	1,250
XXXV.	Souscriptions aux ouvrages d'art et publications.	5,833
XXXVI.	Expositions à Paris et dans les départements.	1,042
XXXVII.	Monuments historiques et mégalithiques.	107,167
XXXVIII.	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.	.
XXXIX.	Dépenses des exercices primaires non frappées de décimale.	.
XL.	Dépenses des exercices des.	.
TOTAL pour le service des beaux-arts.		708,543
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.		18,707,481
2 ^e section. — Service des beaux-arts.		708,543
TOTAL DÉFINITIF pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.		19,416,024
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.		
I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	42,125
II.	Traitements et indemnités des gens de service.	5,040
III.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	12,975
IV.	Achats de livres, abonnements aux revues et journaux.	10,000
V.	Impressions.	20,800
VI.	Conservatoire national des arts et métiers.	36,760
VII.	Personnel des écoles nationales d'arts et métiers.	48,700

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
VIII.	Matériel et dépenses diverses des écoles nationales d'arts et métiers.	58,790
IX.	École nationale d'horlogerie de Cluses.....	3,600
X.	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures.....	4,100
XI.	Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures.....	2,500
XII.	École nationale d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny.....	16,650
XIII.	Enseignement industriel et commercial.....	55,350
XIV.	Inspection du travail des enfants dans les manufactures.....	14,667
XV.	Frais de surveillance de sociétés.....	2,416
XVI.	Comité consultatif des arts et manufactures.....	2,916
XVII.	Conseil supérieur du travail.....	1,000
XVIII.	Office du travail.....	12,600
XIX.	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	10,250
XX.	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et publication du bulletin officiel de la propriété industrielle.....	2,500
XXI.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau interna- tional institué à Berne pour la protection de la propriété indus- trielle.....	7,500
XXII.	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.....	850
XXIII.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international, institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dé- penses d'abonnement au bulletin international des douanes.....	500
XXIV.	Statistique générale.....	500
XV.	Encouragements aux pêches maritimes.....	100,000
XVI.	Subvention à la marine marchande.....	500,000
XVII.	Personnel des poids et mesures.....	165,500
XXVIII.	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	18,875
XXIX.	Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures.....	20,750
XXX.	Vérification des alcoomètres et des densimètres employés dans les fabriques de sucres.....	2,100
XXXI.	Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.....	1,250
XXXII.	Secours aux colons de Saint-Domingue réfugiés, de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	2,500
XXXIII.	Exposition de Vienne.....	1,150
XXXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
XXXV.	Dépenses des exercices clos.....	
	TOTAL de la 1 ^{re} section. (Service du commerce et de l'industrie.).....	1,165,944
	2^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
I ^{er} .	Traitement du directeur général et personnel de l'administration centrale.....	147,700
II.	Matériel de l'administration centrale.....	23,333
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
IV.	Dépenses des exercices clos.....	
	TOTAL de la 2 ^e partie.....	171,033
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE; DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
	2^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
V.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (agents)	3,247,500
VI.	Traitements du personnel et indemnités à titre de traitements (sous- agents).....	2,087,500
VII.	Indemnités diverses et secours.....	700,000
VIII.	Chaussure et habillement.....	200,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
IX.	Matériel des bureaux.....	639,194 ^f
X.	Impressions et publications.....	178,435
XI.	Transport des dépêches postales.....	863,418
XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	100,461
XIII.	Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	358,875
XIV.	Dépenses diverses.....	139,845
XV.	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....	"
XVI.	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata.....	"
XVII.	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....	"
XVIII.	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	"
XIX.	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine.....	"
XX.	Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Barbarie.....	"
XXI.	Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calé- donie.....	"
XXII.	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique.....	"
XXIII.	Subvention pour les services de la côte occidentale d'Afrique.....	"
XXIV.	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant Saint- Louis du Sénégal aux possessions françaises de Rio-Nunez, Grand- Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....	"
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	9,551,492
	V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
XXV.	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	2,163,400 ^f
XXVI.	Répartition de produits d'amendes.....	250
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	2,163,650
	RÉCAPITULATION DE LA 2 ^e SECTION.	
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
	3 ^e partie. — Service général.....	171,033 ^f
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des im- pôts et revenus publics.....	9,551,492
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	2,163,650
	TOTAL de la 2 ^e section. (Service des postes et des télégraphes.).....	11,886,175
	III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	3 ^e SECTION. — SERVICE DES COLONIES.	
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	38,211 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	4,383
III.	Personnel des services civils.....	81,198
IV.	Personnel de la justice.....	120,035
V.	Personnel des cultes.....	48,781
VI.	Personnel des services militaires.....	741,314
VII.	Agents des vivres et du matériel.....	54,900
VIII.	Frais de voyage et dépenses accessoires.....	156,670
IX.	Missions et études coloniales.....	8,353
X.	Vivres et fourrages.....	346,195
XI.	Hôpitaux. (Personnel.).....	109,729
XII.	Hôpitaux. (Matériel.).....	51,211

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT des crédits ouverts.
XIII.	Matériel. (Services civils.)	5,00
XIV.	Matériel. (Services militaires.)	144,00
XV.	Dépenses des colonies. — Constructions neuves.	100,00
XVI.	Dépenses diverses et d'intérêt général.	30,00
XVII.	Subvention au service local des colonies.	158,33
XVIII.	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion.	1,460,75
XIX.	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.	745,00
XX.	Frais d'occupation du Soudan français.	63,00
XXI.	Frais d'occupation du Dahomey.	14,00
XXII.	Cable télégraphique sous-marin au Tonkin.	3,00
XXIII.	Administration pénitentiaire. (Personnel.)	208,33
XXIV.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vitres, habillement et couchage.)	37,00
XIV.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	102,18
XXVI.	Administration pénitentiaire. (Matériel.)	120,66
XXVII.	Exposition permanente des colonies.	1,00
XXVIII.	Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin.	2,000,00
XXIX.	Subvention à la compagnie Eastern telegraph pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin entre Obock et Perim.	124,15
XXX.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.	1,00
XXXI.	Dépenses des exercices clos.	1,00
XXXII.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1891.	1,00
	TOTAL des services des colonies.	7,166,30
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.	
	1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.	1,166,91
	2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.	11,846,75
	3 ^e section. — Service des colonies.	7,166,30
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.	20,118,36
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	87,00
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	119,00
III.	Impressions, souscriptions, publications, abonnements, photographies, entretien des machines, etc.	10,00
IV.	Mérite agricole et médailles agricoles.	4,00
V.	Inspection de l'agriculture.	41,00
VI.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'enseignement agricole.	38,00
VII.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'enseignement agricole.	48,00
VIII.	Subventions à diverses institutions agricoles.	150,33
IX.	Encouragements à l'agriculture et au drainage, délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.	158,00
X.	Primes à la sériciculture.	376,00
XI.	Primes à la culture du riz.	208,33
XII.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles en France.	83,33
XIII.	Vérification des beurres et engrais. — Lois du 14 mars 1887 et du 4 février 1888.	1,60
XIV.	Primes pour la destruction des loups.	3,33
XV.	Statistique agricole décennale de 1891.	3,33
XVI.	Personnel des écoles vétérinaires.	35,10
XVII.	Matériel des écoles vétérinaires.	46,60
XVIII.	Service des épizooties.	23,10
XIX.	Indemnités pour abattage d'animaux.	15,00

CHAPITRES SPÉCIAUX	MINISTÈRE ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
II.	Traitements des inspecteurs généraux, des directeurs, sous-directeurs, surveillants, vétérinaires, professeurs de l'école des haras et des régisseurs.	25,830 ¹
III.	Frais de tournées des inspecteurs généraux, des directeurs, des sous-directeurs, surveillants et vétérinaires des dépôts d'étalons.	9,580
XII.	Gages des piqueurs, angraineurs, adjudants, brigadiers chefs, brigadiers, palefreniers et gagistes.	83,200
XIII.	Secours et gratifications de monte.	5,650
XIV.	Habillage des gagistes.	9,160
XV.	Frais de bureau, bâtiments, constructions, frais d'entretien et de réparations; locations; indemnités de logement; frais de culture; dépenses diverses des établissements.	12,910
XVI.	Frais de conduite, frais de monte, salaires.	120,000
XVII.	Ferrure, soins et médicaments pour les chevaux, entretien et renouvellement des objets de sellerie et des ustensiles d'écurie.	12,500
XVIII.	Achat de breaks pour exercer les chevaux.	148,750
XIX.	Nourriture de 2,678 chevaux et juments et de leurs produits.	3,000
XX.	Consommation en nature, denrées et foin, provenant des domaines, fumiers.	117,530
XXI.	Remonte des haras.	141,290
XXII.	Encouragements à l'industrie chevaline en France.	22,500
XXIII.	Personnel de l'hydraulique agricole.	25,000
XXIV.	Police et surveillance de l'aménagement des eaux.	68,450
XXV.	Etudes et travaux exécutés par l'Etat.	117,080
XXVI.	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole.	507,870
XXVII.	Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole.	1,350
XXVIII.	Surveillance de sociétés et établissements divers.	80
XXIX.	Travaux de routes agricoles et mulicoles.	80
XXX.	Assainissement des marais communaux.	80
XXXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	.
XXXII.	Dépenses des exercices clos.	.
	TOTAL de la 3 ^e partie.	2,765,870
IV.	PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
XLII.	Personnel des agents des forêts dans les départements.	210,000 ¹
XLIII.	Personnel des préposés dans les départements.	216,110
XLIV.	Indemnités et secours au personnel.	56,800
XLV.	Personnel de l'enseignement forestier.	11,830
XLVI.	Matériel de l'enseignement forestier.	2,500
XLVII.	Amélioration et entretien des forêts.	120,830
XLVIII.	Restauration et conservation des terrains en montagne.	206,880
XLIX.	Fixation des dunes.	17,500
L.	Aménagements et exploitations.	33,330
LI.	Chasses. — Entretien des chasses non affermées.	4,160
LII.	Impositions sur les forêts domaniales.	150,830
LIII.	Droits, d'usage, frais de distances, matériel et dépenses diverses du service des forêts.	17,500
	TOTAL de la 4 ^e partie.	1,048,270
V.	PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS NON VALEURS ET PRIMES	
LIV.	Remboursements sur produits divers des forêts, etc.	3,330 ¹
	RÉCAPITULATION	
3 ^e partie. — Service général.		2,765,870 ¹
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.		1,048,270
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.		3,330
	TOTAL GÉNÉRAL pour le Ministère de l'Agriculture	3,817,470

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Montant des crédits ouvert.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
§ 1^{er}. — Personnel.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	112,525
II.	Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées.....	359,364
III.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	11,367
IV.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	621,667
V.	Personnel des commis des ponts et chaussées.....	256,607
VI.	Personnel du corps des mines. — Enseignement et écoles.....	88,917
VII.	Personnel des contrôleurs des mines et des commis affectés au service des mines.....	51,877
VIII.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	26,377
IX.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	174,084
X.	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux.....	41,350
XI.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.....	29,517
XII.	Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	18,541
XIII.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	68,750
XIV.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.....	29,959
XV.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.....	1,250
XVI.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	50,000
XVII.	Personnel des bâtiments civils.....	10,000
XVIII.	Personnel des palais nationaux.....	11,667
XIX.	Personnel des régies des palais nationaux.....	24,167
XX.	Secours.....	20,834
§ 2. — Entretien.		
XXI.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	19,740
XXII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.).....	2,112,500
XXIII.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	371,911
XXIV.	Routes forestières de la Corse. (Entretien.).....	12,500
XXV.	Entretien des chaussées de Paris.....	250,000
XXVI.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	433,325
XXVII.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	463,275
XXVIII.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	491,667
XXIX.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.).....	150,000
XXX.	Matériel des mines.....	10,000
XXXI.	Entretien des bâtiments civils.....	58,334
XXXII.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	37,833
XXXIII.	Personnel des palais nationaux.....	50,831
XXXIV.	Grosses réparations des palais nationaux.....	14,417
XXXV.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	25,000
XXXVI.	Matériel des régies des palais nationaux.....	19,721
XXXVII.	Conservation du garde-meuble.....	21,000
XXXVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	
XXXIX.	Dépenses des exercices clos.....	
Total de la 1^{re} section.....		6,544,736

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
§ 1^{er}. — Travaux.		
XL.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	58,334 ^f
XLI.	Routes forestières de la Corse. (Construction.).....	11,500
XLII.	Réfection des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	58,334
XLIII.	Construction de ponts.....	70,834
XLIV.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	"
XLV.	Amélioration des rivières.....	1,300,000
XLVI.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	816,625
XLVII.	Travaux de défense contre les inondations.....	45,417
XLVIII.	Amélioration et extension des ports maritimes.....	641,654
XLIX.	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers.....	12,500
L.	Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique).....	4,167
LI.	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.....	20,000
LII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	2,000,000
LIII.	Rachat de lignes de chemins de fer.....	"
LIV.	Travaux complémentaires du réseau de l'État.....	125,000
LV.	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction.....	34,167
LVI.	Conservatoire des arts et métiers. — Réfection de la grande galerie..	8,334
LVII.	Domaine de Versailles. — Continuation des travaux de restauration..	16,667
LXIII.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles..	8,334
LIX.	Palais de l'Élysée. — Continuation de la restauration des façades....	8,334
LX.	Palais du Luxembourg. — Travaux de réfection.....	3,167
§ 2. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.		
LXI.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	2,100,000
LXII.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)..	19,335,000
LXIII.	Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Article 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.).....	"
LXIV.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	"
LXV.	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.....	10,000,000
LXVI.	Garantie d'intérêt aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local..	400,000
LXVII.	Garantie d'intérêt aux entreprises de tramways.....	"
LXVIII.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'État depuis la loi du 18 mai 1878, des chemins de fer placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	4,167
LXIX.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État.....	170,000
LXX.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer toulousiens....	1,000,000
TOTAL de la 2^e section.....		38,252,535
RÉCAPITULATION.		
1^{re} section. — Dépenses ordinaires.....		6,544,736^f
2^e section. — Dépenses extraordinaires.....		38,252,535
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...		44,797,271

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouvverts.

RÉCAPITULATION

DU BUDGET ORDINAIRE DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1892.

1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....		163,901,152
2 ^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.....		1,191,203
Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. — Service de la justice..... 2,848,865 2 ^e section. — Service des cultes..... 3,648,818	6,547,713
Ministère des affaires étrangères.	1 ^{re} section. — Service ordinaire..... 1,475,094 2 ^e section. — Service des protectorats..... 161,466	1,636,560
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	3,344,997
Ministère des finances.		8,424,327
Ministère de la guerre.	1 ^{re} section. — Service ordinaire..... 80,137,120 2 ^e section. — Dépenses extraordinaires..... 6,029,000	86,166,120
Ministère de la marine.		17,887,894
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique..... 18,707,481 2 ^e section. — Service des beaux-arts..... 708,543	19,416,024
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.	1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie..... 1,765,912 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes..... 171,633 3 ^e section. — Service des colonies..... 7,400,366	8,563,449
Ministère de l'agriculture.		2,755,870
Ministère des travaux publics.	1 ^{re} section. — Service ordinaire..... 16,544,736 2 ^e section. — Travaux extraordinaires..... 38,252,535	44,797,271
4 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....	12,463,989
	Ministère des affaires étrangères.....	5,000
	Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. — 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	9,241,921
	Ministère de l'agriculture. (Forêts).....	3,088,170
5 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère des finances.....	1,641,482
	Ministère de l'intérieur.....	148,709
	Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. — 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	2,163,449
	Ministère de l'agriculture. (Forêts).....	3,530
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses ordinaires de l'exercice 1892. (France)....		397,691,031

BUDGET GÉNÉRAL.

État, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'Exercice 1892 (Algérie).

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	
I ^{re} .	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	395,833
	TOTAL de la 1^{re} partie.....	395,833
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
II.	Frais de la présidence d'Algérie.....	41,854
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
III.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	28,283
IV.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	27,015
V.	Personnel de la topographie en Algérie.....	29,795
VI.	Matériel de la topographie en Algérie.....	12,500
VII.	Remises proportionnelles des percepteurs et frais divers.....	250
VIII.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	2,500
IX.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	57,033
X.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	32,115
XI.	Indemnités à la charge de l'État pour la service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	4,116
XII.	Personnel des douanes en Algérie.....	97,045
XIII.	Matériel des douanes en Algérie.....	7,129
XIV.	Depenses diverses des douanes en Algérie.....	5,678
XV.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	83,816
XVI.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	25,562
	TOTAL de la 4^e partie.....	477,077
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
XVII.	Remboursements sur produits des douanes.....	2,583
XVIII.	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	27,500
XIX.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes.....	1,142
XX.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	66,000
	TOTAL de la 5^e partie.....	86,225
	RÉCAPITULATION.	
1 ^{re} partie.	— Dette publique.....	395,833
3 ^e partie.	— Service général.....	41,854
4 ^e partie.	— Frais de régie, de perception, etc.....	477,077
5 ^e partie.	— Remboursements et restitutions, etc.....	86,225
	TOTAL pour le ministère des finances.....	940,989

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SOMMAIRE des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
SERVICE DE LA JUSTICE.		
I ^{er} .	Personnel de la justice française en Algérie.....	154,109
II.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit.....	1,534
III.	Frais de justice criminelle en Algérie.....	46,417
IV.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	7,917
V.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	671
VI.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie.....	6,220
TOTAL pour le service de la justice.....		217,198
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
SERVICE DES CULTES.		
I ^{er} .	Traitement de l'archevêque d'Alger et des évêques d'Oran et de Constantine.....	2,417
II.	Allocations aux vicaires généraux.....	2,128
III.	Allocations aux chanoines.....	1,280
IV.	Allocations aux desservants.....	55,539
V.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	1109
VI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	45
VII.	Entretien des édifices diocésains.....	1,695
VIII.	Grosses réparations aux édifices diocésains.....	1,277
IX.	Secours pour les églises et les presbytères.....	1,709
X.	Personnel des cultes protestants.....	7,792
XI.	Personnel du culte israélite.....	2,112
XII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	93
XIII.	Personnel du culte musulman.....	18,536
XIV.	Matériel du culte musulman.....	6,320
XV.	Frais de passages.....	1,044
TOTAL pour le service des cultes.....		103,120
RÉCAPITULATION.		
Service de la justice.....		217,198
Service des cultes.....		103,120
TOTAL.....		320,418

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		
I ^{re} .	Personnel de l'administration centrale à Paris.....	1,125 ^f
II.	Personnel des services de l'administration pénitentiaire en Algérie...	53,375
III.	Entretien des détenus en Algérie.....	102,791
IV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus civils de l'Al- gérie hors des établissements pénitentiaires.....	417
V.	Transports des détenus et des libérés.....	2,667
VI.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie (Services à l'entreprise).....	834
VII.	Mobilier des services pénitentiaires en Algérie (Services à l'entre- prise).....	459
VIII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie (Services en régie).....	1,875
IX.	Exploitations agricoles.....	4,167
X.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	467
XI.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	1,250
TOTAL.....		169,427
2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
I ^{re} .	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	48,167 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	3,750
III.	Publications et impressions diverses.....	3,681
IV.	Subsides, secours et récompenses.....	10,417
V.	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	130,000
VI.	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	42,959
VII.	Service de sûreté générale et force publique en Algérie.....	52,803
VIII.	Dépenses matérielles du service de la sûreté en Algérie.....	1,592
IX.	Assistance publique en Algérie.....	61,386
X.	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	26,332
XI.	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	4,854
XII.	Dépenses de colonisation en Algérie.....	212,089
XIII.	Dépenses secrètes en Algérie.....	10,000
XIV.	Service sanitaire maritime en Algérie.....	17,827
XV.	Visite des pharmacies en Algérie.....	959
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XVII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL pour le service du gouvernement général de l'Algérie.		625,114
V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie...	17,542 ^f
RÉCAPITULATION.		
3 ^e partie. {	1 ^{re} section. — Service du ministère de l'intérieur.....	169,427 ^f
	2 ^e section. — Service de l'Algérie.....	625,114
5 ^e partie. —	1 ^{re} section. — Service du ministère de l'intérieur.....	17,542
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur...		812,083

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. III^e PARTIE. — SERVICE GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. 1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
I ^{er} .	Services généraux de l'instruction publique. -- Frais de passage.....	4,186 ⁵
II.	Administration académique. — Personnel.....	6,250
III.	Administration académique. — Matériel.....	660
IV.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.....	29,475
V.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel.....	6,771
VI.	Bibliothèque-musée d'Alger.....	1,304
VII.	Subventions aux lycées nationaux.....	82,000
VIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons.....	2,116
IX.	Collèges communaux de garçons.....	5,675
X.	Bourses nationales et dégrèvements.....	18,000
XI.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.....	5,560
XII.	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel..	24,560
XIII.	Enseignement primaire en Algérie. — Écoles primaires supérieures ; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spé- cialement destinées aux élèves indigènes.....	221,500
XIV.	Enseignement primaire des indigènes.....	29,320
XV.	Enseignement primaire. — Secours et allocations.....	2,333
XVI.	Instruction publique musulmane.....	4,320
XVII.	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.....	33,333
Total de la 1 ^{re} section.....		477,577
2^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.		
I.	Subvention à l'école des beaux-arts d'Alger.....	1,100 ⁵
II.	Monuments historiques en Algérie.....	4,166
Total de la 2 ^e section.....		5,266
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....		477,577 ⁵
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....		5,266
TOTAL GÉNÉRAL du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....		482,843

CHAPITRES Spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} SECTION. — SERVICES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.	
I.	École d'apprentissage de Delys (Algérie).....	8,330 ^f
II.	Service des poids et mesures en Algérie.....	5,692
	TOTAL de la 1^{re} section.....	14,022
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
	2^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.	
I.	Personnel de l'Algérie.....	234,438 ^f
II.	Matériel de l'Algérie.....	133,222
III.	Dépenses diverses de l'Algérie.....	4,166
	TOTAL de la 2^e section.....	371,826
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service du commerce.....	14,022 ^f
	2 ^e section. — Service des postes et télégraphes.....	371,826
	TOTAL du ministère du commerce et de l'industrie..	385,848
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I.	Inspection de l'agriculture.....	900 ^f
II.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	3,370
III.	Matériel de l'enseignement agricole, etc.....	6,160
IV.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	3,040
V.	Encouragements à l'agriculture et au drainage (concours en Algérie et en Tunisie).....	3,750
VI.	Dépenses contre le phylloxéra et contre les invasions des sauterelles.....	37,910
VII.	Encouragements à l'agriculture en Algérie.....	10,830
VIII.	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie.....	15,000
IX.	Travaux hydrauliques en Algérie.....	56,660
	TOTAUX pour la 3^e partie.....	137,620
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
I.	Personnel des agents des forêts en Algérie.....	78,140 ^f
II.	Personnel des préposés indigènes et chaouchs en Algérie.....	8,000
III.	Indemnités au personnel des forêts en Algérie.....	52,960
IV.	Travaux en Algérie.....	72,910
	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie.....	9,750
	TOTAL pour la 4^e partie.....	221,760

CHAPITRE spécial.	MINISTÈRES ET SERVICES.	BUDGET des crédits ouverts.
	RECAPITULATION.	
	3 ^e partie. — Service général.....	137,690 ¹
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	221,760
	TOTAL du ministère de l'agriculture.....	359,390
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.	
	§ 1^{er}. — Personnel.	
I ^{er} .	Personnel des travaux publics en Algérie.....	109,667 ¹
	§ 2. — Entretien.	
II.	Entretien des routes en Algérie.....	294,834
III.	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.).....	46,667
IV.	Travaux ordinaires en Algérie. (Etudes et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	5,931
V.	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.)	6,667
VI.	Travaux ordinaires en Algérie. (Bâtiments civils et palais nationaux.)	11,350
VII.	Travaux ordinaires en Algérie. (Construction et entretien des édifices du culte musulman.).....	8,334
	TOTAL de la 1 ^{re} section.....	483,253
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	§ 1^{er}. — Travaux.	
VIII.	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie.....	138,500 ¹
IX.	Amélioration des ports en Algérie.....	90,334
	§ 2. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.	
X.	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens.....	2,500,000
	TOTAL de la 2 ^e section.....	2,728,834
	RECAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	483,253 ¹
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	2,728,834
	TOTAL pour le ministère des travaux publics.....	3,212,087

MINISTÈRES ET SERVICES.				MONTANT des crédits ouverts.
RÉCAPITULATION DU BUDGET GÉNÉRAL (Algérie).				
1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....				395,833 ^f
3 ^e PARTIE. Services généraux des ministères.	Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. — Justice.....	217,198 ^f	320,418
		2 ^e section. — Cultes.....	103,220	
	Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.	169,427	794,541
		2 ^e section. — Gouvernement général de l'Algérie.....	625,114	
	Ministère des finances.....			41,854
	Ministère de l'instruction publique. et des beaux-arts.	1 ^{re} section. — Instruction publique.	477,277 ^f	182,543
		2 ^e section. — Beaux-arts.....	5,266	
	Ministère du commerce et de l'industrie (service du commerce).....			14,022
	Ministère de l'agriculture.....			137,620
	Ministère des travaux publics.	1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.	483,253 ^f	3,212,087
		2 ^e section. — Dépenses extraordi- naires.....	2,728,834	
TOTAL de la 3 ^e partie.....				5,003,085
4 ^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....			417,077 ^f
	Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. — 2 ^e sec- tion. — Service des postes et des télégraphes.....			392,826
	Ministère de l'agriculture (forêts).....			221,760
TOTAL de la 4 ^e partie.....				1,010,663
5 ^e PARTIE. Rembourse- ments et restitutions.	Ministère des finances.....			86,225 ^f
	Ministère de l'intérieur.....			17,542
TOTAL de la 5 ^e partie.....				103,767
TOTAL général de l'état B.....				6,513,948

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1892

ÉTAT C.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires. (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des dépenses prévues.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
I.	Rôles spéciaux. — Frais d'impression et de confection	508
II.	Avertissements. — Frais d'impression et d'expédition	1,934
III.	Frais de distribution de premier avertissement	425,542
IV.	Frais d'arpentage et d'expertise	5,145
V.	Restitutions sur contributions directes et taxes assimilées	15,007,825
VI.	Dégrèvements, non-valeurs et frais de rôles	6,563,661
VII.	Frais de perception de la taxe militaire	4,251
VIII.	Frais de perception des redevances pour la rétribution des délégués mineurs	525
	TOTAL.....	22,009,407
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
	1^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
I.	Dépenses ordinaires des départements	12,609,791
II.	Dépenses extraordinaires des départements	7,254,291
	TOTAL.....	19,864,082
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.	
	SERVICE DES COLONIES.	
Unique.	Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires	27,750
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
	SERVICE GÉNÉRAL.	
I.	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux	196,312
	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1892.	42,187,589

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1892

ÉTAT D.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires. (Algérie.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits prevus.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
Unique.	Attribution aux chefs collecteurs du dixième du principal des contri- butions arabes	116,272
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
	2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
I.	Restitutions et non-valeurs sur la contribution foncière établie sur les propriétés bâties en Algérie	117,547
II.	Service de l'assistance hospitalière en Algérie	190,390
	TOTAL.....	307,916
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
Unique.	Frais de visite des vignobles en Algérie	17,830
	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses sur ressources spéciales de l'Algérie..	442,061

**BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 1892.**

ÉTAT E.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires.

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DES FINANCES.			
FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.			
1 ^o Service administratif.			
I.	Personnel du service administratif.....	5,250 ^f	9,399 ^f
II.	Matériel du service administratif.....	3,083	
III.	Dépenses diverses du service adminis- tratif.....	1,066	
2 ^o Service d'exploitation.			
DÉPENSES FIXES D'EXPLOITATION.			
IV.	Personnel.....	12,091 ^f	131,238 ^f
V.	Matériel.....	1,250	
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'UNE ÉVALUATION FIXE.			
VI.	Personnel.....	15,416 ^f	121,839
VII.	Matériel.....	1,916	
VIII.	Dépenses éventuelles.....	333	
IX.	Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles)...	83,333	583,740
X.	Service des monnaies de bronze.....	5,000	
XI.	Circulation monétaire (Frais d'entretien des monnaies courantes).....	12,500	
XII.	Application au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.....	.	Mémotre.
XIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémotre.	
XIV.	Dépenses des exercices clos.....	Mémotre.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
IMPRIMERIE NATIONALE.			
I.	Dépenses fixes d'administration (personnel).....	14,608	583,740
II.	Dépenses fixes d'exploitation (personnel).....	8,558	
III.	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation (ma- tériel).....	18,908	
IV.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (personnel).....	207,500	Mémotre.
V.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (matériel).....	333,333	
VI.	Dépenses éventuelles.....	833	
VII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	Mémotre.	

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits alloués	
		par chapitre.	par service.
LÉGION D'HONNEUR.			
I ^{er} .	Grande chancellerie (personnel).....	18,400 ^f	
II.	Grande chancellerie (matériel).....	4,600	
III.	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	815,979	
IV.	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	4,250	
V.	Traitements des médaillés militaires.....	114,641	
VI.	Maison d'éducation de Saint-Denis (personnel)....	13,818	
VII.	Maison d'éducation de Saint-Denis (matériel).....	36,850	
VIII.	Succursale d'Écouen (personnel).....	5,979	
IX.	Succursale d'Écouen (matériel).....	17,583	
X.	Succursale des Loges (personnel).....	5,116	
XI.	Succursale des Loges (matériel).....	16,083	
XII.	Secours aux élèves.....	333	
XIII.	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	488	
XIV.	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux em- ployés. — Dépenses diverses.....	2,000	1,375,850 ^f
XV.	Frais de décorations militaires et médailles.....	6,066	
XVI.	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des bre- vets et des droits de chancellerie.....	11,416	
XVII.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	269	
XVIII.	Remboursements de sommes versées à charge de restitution.....	416	
XIX.	Pensions viagères concédées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	770	
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	Mémoire.	
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.	
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.			
I.	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des Invalides..	37,590	
II.	Frais de matériel de l'établissement des Invalides à Paris et dans les ports.....	1,200	
III.	Demi-soldes et pensions qui en dérivent (lois des 13 mai 1791, 11 avril 1831 et 8 août 1835).....	10,000	
IV.	Fonds annuels de secours et gratifications de ré- formes renouvelables.....	600,000	
V.	Remboursements sur anciens dépôts provenant de soldes, de parts de prises, de naufrages, etc.....	13,000	
VI.	Dépenses diverses, remboursement de trop-per- çus, etc.....	4,780	670,750
VII.	Distributions des revenus provenant des legs et do- nations faits à l'établissement des Invalides de la marine.....	4,180	
VIII.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
IX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	Idem.	
X.	Paiement d'arrérages de demi-soldes et pensions dé- rivées portant sur exercice clos.....	Idem.	

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.			
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.			
I.	Personnel.....	37,125 ^f	52,325 ^f
II.	Matériel.....	13,075	
III.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
IV.	Versement à la réserve.....	2,125	
CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.			
I.	Intérêts à servir aux déposants.....	1,275,830	1,505,830
II.	Dépenses du personnel.....	197,400	
III.	Dépenses du matériel.....	31,000	
IV.	Dépenses diverses et accidentelles.....	1,600	
V.	Dépenses d'exercices clos.....	Mémoire.	
TÉLÉPHONES.			
I.	Personnel de l'administration centrale. — Traite- ments.....	6,225	1,228,749
II.	Personnel des services extérieurs. — Traitements..	158,917	
III.	Indemnités et dépenses diverses.....	44,917	
IV.	Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation..	120,466	
V.	Matériel et dépenses de premier établissement....	896,141	
VI.	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations....	—	
VII.	Remboursements sur produits téléphoniques.....	2,083	
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	Mémoire.	
XI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.	
XII.	Excédent constaté de recettes sur les dépenses à re- porter à l'exercice 1883.....	Idem.	
CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION.			
I.	Service des obligations garanties.....	1,348,680	1,503,582
II.	Direction générale et frais généraux.....	7,167	
III.	Chemin de fer.....	60,870	
IV.	Port.....	37,500	
V.	Services accessoires.....	14,250	
VI.	Dépenses de parachèvement.....	35,115	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.			
I.	Conseil d'administration.....	1,250	2,382,585
II.	Secrétariat et caisse générale.....	8,500	
III.	Direction.....	33,584	
IV.	Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe (exploitation, matériel et traction, voie et bâti- ments, gratifications, secours et indemnités, gares et troncs communs).....	2,275,417	
V.	Impôts et assurances.....	63,834	
VI.	Dépenses des exercices périmés non frappés de dé- chéance.....	Mémoire.	
VII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.	
VIII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	Idem.	
TOTAL général des dépenses.....			9,434,449

Vu pour être annexé au décret du 30 décembre 1891.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

N° 24456. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter par le syndicat du Grand-Vey (Manche) pour la construction d'une digue et de perrés de défense contre la mer, conformément au projet présenté, le 30 mai 1890, par le directeur dudit syndicat, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 8 juillet 1890 et 2 septembre 1891.

2° Le présent décret sera considéré comme nul et non avenue, si les appropriations nécessaires pour l'acquisition des terrains n'étaient effectuées dans un délai de cinq ans. (*Paris, 3 Novembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14 Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1450.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24457. — *Loi qui ouvre au Ministre de la marine, sur l'exercice 1891, un Crédit extraordinaire pour la constitution de Stocks de charbon.*

Du 31 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1892.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, au budget de l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de deux millions quatre cent vingt-six mille neuf cents francs (2,426,900^f), chapitre XVIII bis : *Achat et transport extraordinaires de charbon pour la réserve de guerre.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

2. Le ministre de la marine devra justifier par la production de pièces de comptabilité que l'approvisionnement de charbon de navigation (groupe comptable des constructions navales) s'est accru de soixante-dix mille tonnes au moins, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1891.

La réserve de guerre en charbon de navigation entretenue en sus des approvisionnements du service courant ne pourra être abaissée au-dessous de cent soixante mille tonnes qu'en vertu d'une loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Sénateur, Ministre de la marine,

Signé : E. BARBEY.

N° 24458. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1891 une Somme non employée en 1898 applicable aux Frais d'établissement et d'entretien des Lignes et Bureaux télégraphiques en Algérie.*

Du 20 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 17 juillet 1889, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1890;

Vu les décrets en date des 10 juin ⁽¹⁾, 31 juillet ⁽²⁾, 22 septembre ⁽³⁾, 9 ⁽⁴⁾, 14 ⁽⁵⁾, 15 ⁽⁶⁾, 22 ⁽⁷⁾ et 25 octobre ⁽⁸⁾, 14 ⁽⁹⁾, 30 novembre ⁽¹⁰⁾ et 2 décembre 1890 ⁽¹¹⁾, des 14 février ⁽¹²⁾, 16 ⁽¹³⁾ et 18 mars ⁽¹⁴⁾ et 30 avril 1891 ⁽¹⁵⁾ ouvrant, pour le service des postes et des télégraphes, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1890, chapitre XXV : *Matériel de l'Algérie*, divers crédits provenant de fonds de concours, savoir :

DÉCRETS ouvrant des crédits de fonds de concours.	MONTANT des crédits mis à la disposition de l'administration.	MONTANT des crédits mis à la disposition du gouvernement général de l'Algérie.	MONTANT total des crédits ouverts par les décrets.
10 juin 1890.....	516' 29'	"	516' 29'
31 juillet 1890.....	447 80	2,535' 53"	2,983 33
22 septembre 1890.....	1,203 10	"	1,203 10
9 octobre 1890.....	90,100 00	"	90,100 00
14 octobre 1890.....	129 68	"	129 68
15 octobre 1890.....	"	65,357 85	65,357 85
22 octobre 1890.....	20,934 11	"	20,934 11
22 octobre 1890.....	5,661 72	"	5,661 72
25 octobre 1890.....	2,977 17	"	2,977 17
14 novembre 1890.....	3,913 35	"	3,913 35
30 novembre 1890.....	5,478 40	"	5,478 40
2 décembre 1890.....	6,811 92	"	6,811 92
14 février 1891.....	314 68	"	314 68
16 mars 1891.....	786 45	"	786 45
18 mars 1891.....	858 80	"	858 80
30 avril 1891.....	1,454 93	"	1,454 93
TOTAUX.....	141,608 40	67,893 38	209,501 78

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁶⁾, relatif aux fonds de concours

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1341, n° 22471.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1343, n° 22508.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22877.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22878.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22880.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22893.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22894 et 22895.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22896.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23568.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23570.

⁽¹¹⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23571.

⁽¹²⁾ XII^e série, Bull. 1400, n° 23612.

⁽¹³⁾ XII^e série, Bull. 1401, n° 23639.

⁽¹⁴⁾ XII^e série, Bull. 1401, n° 23641.

⁽¹⁵⁾ XII^e série, Bull. 1403, n° 23678.

⁽¹⁶⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

aux termes duquel « la portion de fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré » ;

Considérant que diverses dépenses n'ayant pu être effectuées en 1890 sur les crédits, s'élevant ensemble à soixante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize francs trente-huit centimes, ouverts par les décrets des 31 juillet et 15 octobre 1890 au gouverneur général de l'Algérie pour établissement de bureaux et de lignes télégraphiques en Algérie, dans l'intérêt de la colonisation, chapitre xxv du budget de l'exercice 1890, il convient de reporter à l'exercice 1891 les sommes actuellement disponibles de l'exercice 1890, les crédits rattachés s'élevant à soixante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize francs trente-huit centimes et la dépense effectuée provenant d'avances faites au gouvernement général de l'Algérie, étant de quatorze mille huit cent soixante-huit francs soixante et onze centimes, il ressort donc un disponible de cinquante-trois mille vingt-quatre francs soixante-sept centimes à reporter sur l'exercice 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de cinquante-trois mille vingt-quatre francs soixante-sept centimes (53,024⁶⁷) provenant de fonds de concours rattachés par décrets en date des 31 juillet et 15 octobre 1890 au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Service des postes et des télégraphes*) de l'exercice 1890, chapitre xxv : *Matériel de l'Algérie*, est et demeure annulée au titre de cet exercice.

2. Un crédit de cinquante-trois mille vingt-quatre francs soixante-sept centimes (53,024⁶⁷) applicable aux frais d'établissement de bureaux et de lignes télégraphiques en Algérie, dans l'intérêt de la colonisation, est ouvert au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Service des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, chapitre xxvi : *Matériel de l'Algérie*.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1890 à l'exercice 1891.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 20 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 24459. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les frais d'établissement de Lignes télégraphiques.

Du 22 Août 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours.

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des compagnies de chemins de fer pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent quarante-trois mille quatre cent soixante-dix francs huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de cent quarante-trois mille quatre cent soixante-dix francs huit centimes (143,470^f 08), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	4,195 ^f 96 ^c
— IX. Matériel des bureaux.....	2,797 51
— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation....	11,189 24
— XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques.	121,682 93
— XXV. Personnel de l'Algérie.....	180 23
— XXVI. Matériel de l'Algérie.....	3,424 41
TOTAL ÉGAL.....	143,470 08

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 22 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24460. — **DÉCRET** qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Castres (Tarn).

Du 24 Août 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 17 août 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce de Castres, en date du 31 décembre 1888;

Vu la lettre du préfet du Tarn, en date du 4 avril 1889;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 25 novembre 1890;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Castres (Tarn) sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS ET PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Fabricants de drap, teinturiers, dégraisseurs, filateurs et apprêteurs.....	4	4
2 ^e .	Maçons, tailleurs de pierres, charpentiers, menuisiers, couvreurs, zingueurs, serruriers, fondeurs, plâtriers et peintres.	3	3
		7	7
	TOTAL	14	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Castres s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé dans le canton de Castres.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui

sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 24 Août 1891.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : A. FALLIÈRES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24461. — *DÉCRET qui ouvre le Bureau de douane de Pauillac (Gironde) à l'importation de certaines marchandises.*

Du 2 Septembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 septembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le droit de déterminer les bureaux de douane qui seront ouverts à l'importation et au transit des marchandises;

Vu la loi du 16 mai 1863,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de douane de Pauillac (Gironde) est ouvert :

1° A l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs (20^f) par cent kilogrammes ou nommément désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817;

2° Au transit ordinaire des marchandises prohibées et non prohibées.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Fontainebleau, le 2 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24462. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (Budget annexe des téléphones), sur l'exercice 1891, un Crédit pour l'établissement de Réseaux téléphoniques urbains et de Lignes téléphoniques interurbaines.*

Du 30 Septembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 21 de la loi de finances du 26 décembre 1890;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes, pour le compte de l'agent comptable des téléphones, à titre d'avances, par des villes, établissements publics et syndicats pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes téléphoniques interurbaines;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au chapitre VI du budget annexe des téléphones, sur l'exercice 1891, un crédit de huit cent vingt-deux mille six cent quatre-vingt-trois francs quarante-six centimes (822,683'46).

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées, à titre d'avances, dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes, pour le compte de l'agent comptable des téléphones.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 30 Septembre 1891.

Signé : CARNOT.

• Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 24463. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1892 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 3 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1891, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent onze mille quatre cent soixante-cinq francs (111,465^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^e05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^e03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1892, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angers.....	Maine-et-Loire....	Chambre...	1,659 ^f	Patentés de tout le département.
Annonay.....	Ardèche.....	Idem.....	700	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Armentières....	Nord.....	Idem.....	2,250	Idem.
Avesnes.....	Idem.....	Idem.....	2,720	Idem.
Avignon.....	Vaucluse.....	Idem.....	5,800	Patentés de tout le département.
Bastia.....	Corse.....	Idem.....	2,940	Idem.
Carcassonne....	Aude.....	Idem.....	3,440	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Douai.....	Nord.....	Idem.....	4,000	Idem.
Dunkerque....	Idem.....	Idem.....	23,307	Idem.
		Bourse....	2,027	Patentés de la ville seulement.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Épinal.	Vosges.....	Chambre...	7,330	Patentés de tout le département.
		Bourse....	465	Patentés de la ville seulement.
Fougères.	Ille-et-Vilaine...	Chambre...	1,200	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Lille.	Nord.....	Idem.....	15,643	Idem.
		Bourse....	4,069	Patentés de la ville seulement.
Le Mans.	Sarthe.....	Chambre...	5,796	Patentés de tout le département.
		Bourse....	702	Patentés de la ville seulement.
Morlaix.....	Finistère.....	Chambre...	1,735	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Narbonne.....	Aude.....	Idem.....	2,618	Idem.
Roanne.....	Loire.....	Idem.....	8,300	Idem.
Rochefort.....	Charente-Infér ^{re} ..	Idem.....	3,605	Idem.
Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Idem.....	897	Idem.
		Idem.....	6,400	Patentés de tout le département.
Toulouse.....	Haute-Garonne.....	Bourse....	2,100	Patentés de la ville seulement.
Vienne.	Isère.....	Chambre...	2,262	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		TOTAL...	111,465	

N° 24464. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'établissement des Lignes et Bureaux télégraphiques.

Du 17 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent vingt-quatre mille sept cents francs dix-huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'exercice 1891, un crédit de cent vingt-quatre mille sept cent francs dix-huit centimes (124,700^f 18), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	3,653 ^f 85 ^c
— IX. Matériel des bureaux.....	2,435 90
— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	9,743 60
— XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques..	105,961 65
— XXV. Personnel de l'Algérie.....	145 26
— XXVI. Matériel de l'Algérie.....	2,759 92
TOTAL ÉGAL.....	124,700 18

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*
Signé : JULES ROCHE.

N° 24465. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux de dérivation des eaux de la Neste dans le canal du Lavel.

Du 19 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq cents francs, par le département de la Haute-Garonne, pour participation aux travaux de dérivation des eaux de la Neste dans le canal du Lavel;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exer-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cice 1891, un crédit de cinq cents francs (500^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre XXIX : *Études et subventions pour travaux d'irrigation, etc.*

Ce crédit sera affecté aux travaux de dérivation des eaux de la Neste dans le canal du Lavet.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département de la Haute-Garonne.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24466. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement du secrétaire du Herd Book français.

Du 19 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de douze cents francs par MM. Berger-Levrault et compagnie, pour le traitement du secrétaire du Herd Book français;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de douze cents francs (1,200^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, chapitre XIII : *Encouragements à l'agriculture et au drainage*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ce crédit sera affecté au traitement du secrétaire du *Herd Book* français.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par MM. *Berger-Levrault* et compagnie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 24467.— *DÉCRET* relatif à l'admission en franchise, sur le continent français, des Chèvres et des Fromages de pâte dure originaires de la Corse.

Du 27 Octobre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et d'après l'avis conforme du ministre de l'agriculture et du ministre des finances;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 2 de la loi du 26 juin 1835;

Vu l'article 7 de la loi du 6 mai 1841,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Les chèvres et les fromages de pâte dure originaires de la Corse sont ajoutés à la nomenclature des produits de cette île admissibles en franchise sur le continent français, sous l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 7 de la loi du 6 mai 1841.

Les chèvres et les fromages de pâte dure importés de l'étranger en Corse y sont soumis à l'intégralité des droits d'entrée exigibles sur le continent français.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVELLE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24468. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'agriculture*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux en Algérie*.

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille cent un francs par M. *Cazanbon*, pour participer aux travaux de protection dans la forêt domaniale de Taourirt-Ighil (Algérie);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de deux mille cent un francs (2,101^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre LVII : *Travaux en Algérie*.

Ce crédit sera affecté aux travaux de protection à exécuter dans la forêt domaniale de Taourirt-Ighil (Algérie).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. *Cazaubon*, adjudicataire de la récolte du liège dans la forêt sus-nommée.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : JULES DEVEILLE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24469. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du personnel de l'Hydraulique agricole.

Du 31 Octobre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-jointe, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille francs par le département du Var, pour contribuer aux dépenses de personnel du service de l'hydraulique agricole;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 octobre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1891, un crédit de deux mille francs (2,000^f) applicable comme suit:

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre XXVIII: *Personnel de l'hydraulique agricole*.

Ce crédit sera affecté au paiement d'une partie des dépenses de personnel du service de l'hydraulique agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Var.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : JULES DEVELLE.

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24470. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'Établissement des lignes et bureaux télégraphiques*.

Du 3 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public, par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement des lignes et bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent neuf mille quatre cent trente-huit francs soixante-quinze centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de cent neuf mille quatre cent trente-huit francs soixante-quinze centimes (109,438^f 75), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	3,107 ^f 86 ^c
—— IX. Matériel des bureaux	2,071 91
—— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation	8,287 63
—— XIII. Construction et entretien des lignes télégraphiques.	90,128 02
—— XXV. Personnel de l'Algérie.....	292 17
—— XXVI. Matériel de l'Algérie.....	5,551 16
TOTAL ÉGAL.....	109,438 75

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ VI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 24471. — *DÉCRET qui supprime la Chambre consultative des arts et manufactures de Quintin (Côtes-du-Nord).*

Du 3 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies:

Vu l'arrêté consulaire, en date du 12 germinal an XII ⁽¹⁾, qui a créé une chambre consultative des arts et manufactures à Quintin (Côtes-du-Nord);

Vu les lettres du préfet des Côtes-du-Nord, en date des 3 janvier et 28 septembre 1891;

Vu la délibération du conseil général des Côtes-du-Nord, en date du 19 août 1891;

Vu la délibération du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc, en date du 28 juillet 1891;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Saint-Brieuc, en date du 20 juin 1891;

Vu la délibération du conseil municipal de Quintin, en date du 27 mars 1891;

Ensemble les autres pièces du dossier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre consultative des arts et manufactures de Quintin est supprimée.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24472. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'Entretien des lignes télégraphiques.*

Du 4 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

(1) III^e série, Bull. 359, n° 3755.

(2) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'entretien des lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre-vingt-quatre mille six cent soixante-deux francs soixante-douze centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de quatre-vingt-quatre mille six cent soixante-deux francs soixante-douze centimes (84,662⁷²), savoir :

CHAP. VII.	Indemnités diverses et secours.....	2,508 ¹⁴
IX.	Matériel des bureaux.....	1,672 ⁰⁹
XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	6,688 ³⁸
XIII.	Construction et entretien de lignes télégraphiques..	72,736 ¹¹
XXV.	Personnel de l'Algérie.....	52 ⁹⁰
XXVI.	Matériel de l'Algérie.....	1,005 ¹⁰
TOTAL ÉGAL.....		84,662 ⁷²

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

N° 24473. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'Entretien des lignes télégraphiques.

Du 7 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

par des départements, des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'entretien des lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent vingt-cinq francs quarante et un centimes ;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent vingt-cinq francs quarante et un centimes (198,425⁴¹), savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours	5,878 ⁴¹
— IX. Matériel des bureaux	3,918 ⁹⁴
— XII. Appareils et matériel technique d'exploitation	15,675 ⁷⁵
— XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques ..	170,473 ⁸¹
— XXV. Personnel de l'Algérie	123 ⁹³
— XXVI. Matériel de l'Algérie	2,354 ⁵⁷
TOTAL ÉGAL	198,425⁴¹

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24474. — DÉCRET qui crée à Besançon deux charges d'Agent de change.

Du 11 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Vu la loi du 28 ventôse an IX ;

Vu l'arrêté du 29 germinal an IX ⁽¹⁾ ;

Vu les articles 74, 76, 84 et 90 du Code de commerce ;

Vu le décret du 7 octobre 1890 ⁽²⁾ ;

Vu le décret du 26 mai 1891 ⁽³⁾, qui a institué une bourse de commerce à Besançon ;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1359, n° 22777.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1418, n° 23961.

Vu les avis de la chambre de commerce, du tribunal de commerce de Besançon et du préfet du Doubs, ensemble les autres pièces de l'instruction,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Besançon (Doubs) deux charges d'agent de change.

2. Le cautionnement affecté à ces charges est fixé à six mille francs (6,000^f).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROGEE.

N° 24475. — *DÉCRET concernant l'application du Droit de tonnage établi au port de la Rochelle.*

Du 12 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866;

Vu le décret du 19 octobre 1880⁽¹⁾;

Vu la loi du 14 août 1888;

Vu la délibération du conseil municipal de la Rochelle, en date du 27 décembre 1890;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de la Rochelle, en date des 17 décembre 1890 et 30 avril 1891;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle le projet de modification des droits de tonnage perçus dans le port de la Rochelle a été soumis, notamment la délibération de la commission d'enquête, en date du 16 avril 1891;

Vu la loi du 2 avril 1880;

Vu la loi du 30 juillet 1880;

Vu les avis du ministre des travaux publics, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation du présent décret, le droit de tonnage de vingt-cinq centimes (0^f 25) par tonneau de jauge, établi au port de la Rochelle par le décret du 19 octobre 1880, sera appliqué

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 584, n° 10140.

de la manière suivante aux allèges ou vapeurs de transbordement desservant des navires en rades et aux navires faisant simplement escale dans les ports de la Rochelle et de la Pallice :

A. Allèges ou vapeurs de transbordement chargés :

1° Entrant aux ports de la Rochelle ou de la Pallice avec marchandises ou voyageurs provenant de navires faisant escale en rades ;

2° Sortant des ports susdits avec marchandises ou voyageurs à destination de navires faisant escale en rades.

Quand les navires en rades n'appartiennent à aucune des catégories exemptées du droit de tonnage par le décret du 19 octobre 1880 et qu'ils ne doivent pas entrer dans les ports de la Rochelle ou de la Pallice ou qu'ils n'en sont pas sortis :

Par tonneau de jauge, sur la jauge totale de l'allège ou du vapeur employé au transbordement :

Vingt-cinq centimes (0'25) par chaque voyage.

B. Navires faisant simplement escale dans le port de la Rochelle ou celui de la Pallice pour y prendre ou y laisser des marchandises ou des voyageurs :

Lorsque ces navires n'appartiennent à aucune des catégories exemptées du droit par le décret du 19 octobre 1880 :

1° Si le navire ne débarque ou n'embarque qu'un nombre de tonneaux ne marchandises, exprimé en tonneaux d'affrètement, ne dépassant pas le quart de sa jauge légale, le droit sera réduit aux deux cinquièmes, soit à dix centimes (0'10) par tonneau de jauge ;

2° Si le navire ne débarque ou n'embarque qu'un nombre de tonneaux de marchandises, exprimé en tonneaux d'affrètement, supérieur au quart et ne dépassant pas la moitié de sa jauge légale, le droit sera réduit aux trois cinquièmes, soit à quinze centimes (0'15) par tonneau de jauge ;

3° Si le navire débarque ou embarque un nombre de tonneaux de marchandises exprimé en tonneaux d'affrètement supérieur à la moitié de sa jauge légale, le droit sera maintenu à vingt-cinq centimes (0'25) par tonneau de jauge ;

4° Si le navire borne ses opérations à prendre ou à laisser des voyageurs, quel que soit le nombre des voyageurs embarqués ou débarqués, le droit sera réduit aux deux cinquièmes, soit à dix centimes (0'10) par tonneau de jauge.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24476. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'Appareils et Matériel technique d'exploitation.*

Du 18 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans la caisse du receveur central des finances de la Seine par le caissier général de la caisse des dépôts et consignations et provenant du montant des arrérages encaissés sur les rentes appartenant au laboratoire central d'électricité, lequel s'élève à la somme de dix mille neuf cent soixante-huit francs cinquante centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1891, un crédit de dix mille neuf cent soixante-huit francs cinquante centimes (10,968^f 50), savoir :

CHAP. XII. Appareils et matériel technique d'exploitation	10,968 ^f 50 ^c
---	-------------------------------------

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24477. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un *Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Ain-Taya (département d'Alger).*

Du 18 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 17 mai 1876 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Germain*, représentant de MM. *Davey, Bickford, Smith* et compagnie, négociants, demeurant à Rouen, rue Nationale, n° 1, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Aïn-Taya;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. MM. *Davey, Bickford, Smith* et compagnie sont autorisés à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Aïn-Taya (département d'Alger), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par les pétitionnaires, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil et pour atténuer l'élévation de la température intérieure; tout l'extérieur du dépôt sera peint en blanc.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera placé sur le flanc du ravin; il sera entouré des trois autres côtés d'une levée en terre débarrassée de pierres dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du sous-bassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 301, n° 5184.

Cette levée sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté qui sera couvert par un muron extérieur.

5. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins, défilée contre les projections.

6. Il sera établi, à une distance d'environ quatre mètres du bâtiment, un paratonnerre sur mât dans les conditions admises comme présentant une sécurité suffisante.

Les parties métalliques du bâtiment seront mises en communication au moyen de tiges en fer avec le conducteur du paratonnerre.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à dix mille kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

Les entrées et les sorties de dynamite seront inscrites sur un carnet, lequel devra présenter l'état nominatif de la délivrance des cartouches.

10. Le dépôt sera placé sous la surveillance permanente d'un gardien spécial, lequel devra être muni des armes et munitions nécessaires pour lui permettre de repousser une attaque.

11. Le logement du gardien sera placé à proximité du dépôt, dans un emplacement défilé contre l'action directe d'une explosion.

12. Les permissionnaires seront tenus d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions diverses leurs vérifications; ils devront fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

13. Les permissionnaires devront tenir à proximité du dépôt des

approvisionnement d'eau et de sable ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie, et, pendant les fortes chaleurs de l'été, l'extérieur du bâtiment sera fréquemment et abondamment arrosé.

14. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, comme aussi dans le cas où le gouverneur général le jugerait nécessaire à la sécurité intérieure et sur la réquisition du gouverneur général, les permissionnaires devront évacuer sur le point qui leur sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par lesdites autorités.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour les permissionnaires aucun droit à indemnité.

15. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

16. Le délai accordé aux permissionnaires, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

L'occupation du dépôt ne pourra être interrompue plus de six mois sous peine de déchéance.

17. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

18. Les permissionnaires devront d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 17 mai 1876 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

19. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24478. — *DÉCRET qui autorise la Société lyonnaise des schistes bitumineux à recevoir, dans le dépôt établi sur le territoire de la commune d'Autun (Saône-et-Loire), la quantité maximum de cinq cents kilogrammes de Dynamite.*

Du 20 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 novembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre-dynamite;

Vu le décret du 28 novembre 1888⁽³⁾ qui autorise la société lyonnaise des schistes bitumineux à établir sur le territoire de la commune d'Autun (Saône-et-Loire) un dépôt de dynamite de première catégorie, d'une contenance maximum de deux cents kilogrammes;

Vu la demande adressée, le 15 octobre 1890, par ladite société et tendant à obtenir l'autorisation de porter de deux cents kilogrammes à cinq cents kilogrammes la quantité de dynamite que le dépôt pourra recevoir;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société lyonnaise des schistes bitumineux est autorisée à recevoir, dans le dépôt établi sur le territoire de la commune d'Autun (Saône-et-Loire), en vertu du décret du 28 novembre 1888, la quantité maximum de cinq cents kilogrammes (500^k) de dynamite.

2. Il n'est en rien modifié aux autres dispositions du décret du 28 novembre 1888, notamment en ce qui concerne l'article 9, destiné à faciliter les vérifications des employés des contributions indirectes.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1216, n° 20185.

N° 24479. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889 (Service colonial).*

Du 23 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies:

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies (*Service colonial*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces deux articles, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que leur montant n'excède pas les reliquats de crédits à annuler en clôture d'exercice;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Service colonial*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, un crédit supplémentaire de cinq mille neuf cent cinquante-sept francs neuf centimes (5,957¹/₁₀₀), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1887.....	4,557 ¹ / ₁₀₀ 36 ¹ / ₁₀₀
Exercice 1888.....	1,396 60
Exercice 1889.....	3 13
TOTAL ÉGAL.....	5,957 09

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires de l'exercice courant.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé: JULES ROCHE.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1887, 1888 et 1889, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1887.		
XII	Relégation. — Personnel.....	4,557 ^f 36 ^c	4,557 ^f 36 ^c
	EXERCICE 1888.		
VII	Agents des vivres et du matériel.....	211 66	1,396 60
X	Vivres.....	287 00	
XIII	Matériel. — Services militaires.....	74 14	
XI	Transportation. — Personnel.....	823 80	
	EXERCICE 1889.		
XIV	Matériel. — Services militaires.....	3 13	3 13
	TOTAL.....		5,957 09

N° 24480. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à contracter un Emprunt.

Du 23 Novembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 5 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la demande de la chambre de commerce d'Alger, tendant à obtenir l'autorisation de contracter un emprunt de treize mille sept cents francs, pour le produit en être affecté aux frais que nécessitera son installation dans les locaux du nouveau palais consulaire;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie en date du 17 septembre 1891, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas cinq pour cent (5 p. o/o), une somme de treize mille sept cents francs (13,700'), en vue de faire face aux dépenses susindiquées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de huit années à partir de 1892.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24481. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Tours à contracter un Emprunt.*

Du 24 Novembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la délibération, en date du 8 juillet 1891, par laquelle la chambre de commerce de Tours sollicite l'autorisation de contracter un emprunt de trente mille francs, pour le produit en être affecté à des travaux d'amélioration au palais du commerce;

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3238.

Vu le décret du 19 juin 1890 ⁽¹⁾, qui a autorisé ladite chambre de commerce à contracter un emprunt de vingt-six mille huit cents francs pour les réparations à effectuer dans l'immeuble dont il s'agit;

Vu l'avis du préfet d'Indre-et-Loire;

Vu l'avis du ministre des finances;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Tours est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre pour cent (4 p. o/o), une somme de trente mille francs (30,000'), en vue de faire face aux travaux d'amélioration susindiqués.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé en totalité ou par fractions, soit avec publicité ou concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera, concurremment avec l'amortissement de l'emprunt de vingt-six mille huit cents francs (26,800') autorisé par le décret précité du 19 juin 1890, dans une période de dix-huit ans, au moyen du produit de l'imposition additionnelle à la contribution des patentes autorisée au profit de la chambre de commerce, en vertu de la loi du 23 juillet 1820 et de la loi annuelle des finances.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROGHE.

N° 24482. — *DECRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).*

Du 2 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1341, n° 22473.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3238.

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1891;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1891;

Vu la lettre approbative de M. le ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur le chapitre VIII (*École d'horlogerie de Cluses [Haute-Savoie]*) de l'exercice 1891, première section : *Commerce et industrie*, un crédit de mille cent vingt-trois francs (1,123^{fr}) applicable à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

État des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements et villes pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1891.

DÉPARTEMENTS.	SUMMES des récépissés.	DATES des versements.	INDICATION des parties versantes.	DATES des engagements.	DÉSIGNATION des comptables qui ont reçu les fonds.	MONTANT des versements effectués.
Loire....	3519	9 juin 1891..	Le département..	19 août 1890....	Le trésorier général.	64 ^{fr}
Rhône....	13599	9 sept. 1891.	La ville de Lyon.	9 octobre 1890...	Idem.....	47 ^{fr}
					TOTAL...	1,123 ^{fr}

Arrêté le présent état à la somme de mille cent vingt-trois francs.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10517.

N° 24483. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (2^e section) un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889.*

Du 8 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'état ci-annexé des dépenses liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et Télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1887 (ministère des finances) et des exercices 1888 et 1889 (ministère du commerce, de l'industrie et des colonies);

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1887, 1888, 1889, et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture desdits exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et Télégraphes*), en augmentation des restes à payer, un crédit de mille trois cent quarante-neuf francs treize centimes (1,349^f 13).

2. Un état nominatif des créances désignées au tableau ci-annexé sera adressé en double expédition à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice 1891, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice courant.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

Etat des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1887, 1888 et 1889, qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION des articles.	OBJET DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1887.	102	Matériel des bu- reaux.	Fourniture et pose de verres.....	27 ^f 32 ^c	27 ^f 32 ^c	27 ^f 32 ^c
1888.	9	Matériel des bu- reaux.	Fourniture et pose de verres.....	26 87	86 33	86 33
			Fourniture de médi- caments.....	59 36		
1889.	9	Matériel des bu- reaux.	Fourniture et pose de verres.....	16 68	1,235 58	1,235 58
	12	Appareils et matériel technique d'explo- itation.	Transport de maté- riel.....	1,218 90		
TOTAL.....					1,349 13	

Arrêté le présent état à la somme de mille trois cent quarante-neuf francs treize centimes.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24484. — DÉCRET qui modifie le nombre et la composition des subdivisions territoriales de la 15^e Région de corps d'armée.

Du 16 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 24 juillet 1873, relative à l'organisation générale de l'armée.

Vu la loi du 23 juillet 1891, portant création d'un régiment d'infanterie subdivisionnaire;

Vu le décret du 6 août 1874⁽¹⁾, qui détermine les régions territoriales et les subdivisions de région;

Vu le décret du 12 décembre 1887, rattachant les cantons de Barcelonnette, de Saint-Paul et du Lauzet (Basses-Alpes), distraits de la troisième subdivision (Aix), de la quinzième région, à la huitième subdivision (Gap) de la quatorzième région;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 229, n° 3491.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La quinzisième région de corps d'armée comprend neuf subdivisions de région.

Ces neuf subdivisions de région sont délimitées conformément aux indications du tableau ci-annexé.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

XV^e RÉGION, chef-lieu MARSEILLE.

Comprend les départements des BASSES-ALPES (moins les cantons de Saint-Paul, Barcelonnette et du Lauzet), des ALPES-MARITIMES, du VAR, des BOUCHES-DU-RHÔNE, du GARD, de VAUCLUSE, de L'ARDECHE et de la CORSE.

NUMÉROS des subdivisions de la région.	DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	CANTONS
	qui concourent à la formation des subdivisions de la région.		
1 ^{re} .	Basses-Alpes.....	Digne. Barcelonnette.....	Moins les cantons de Saint-Paul, Barcelonnette et du Lauzet.
		Forcalquier. Sisteron. Castellanne.	
	Bouches-du-Rhône..	Aix.....	Peyrolles, Trete, Aix (nord et sud), Gardanne, Lambesc.
2 ^e .	Alpes-Maritimes.	Marseille.....	4 ^e canton de Marseille.
	Var.....	Draguignan.	
3 ^e .	Var.....	Brignoles.	
	Bouches-du-Rhône..	Toulon.	
		Marseille.....	Aubagne, la Ciotat, Roquevaire, 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e cantons de Marseille.
4 ^e .	Bouches-du-Rhône..	Arles.	
		Aix.....	Istres, Martigues, Salon.
		Marseille.....	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 5 ^e cantons de Mar- seille.
5 ^e .	Gard.....	Nîmes.	
		Alais.	
6 ^e .	Vaucluse.	Le Vigan.	
7 ^e .	Ardeche.....	Tournon.	
		Privas.....	Moins Viviers, Bourg-Saint-Andéol et Villeneuve-de-Berg.
8 ^e .	Gard.....	Uzès.	
	Ardeche.....	Largentière.	
		Privas.....	Viviers, Bourg-Saint-Andéol et Villeneuve-de-Berg.
9 ^e .	Corse.		

N° 24485. — DÉCRET qui nomme un Membre de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents.

Du 16 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 19 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 17 de la loi du 11 juillet 1868 sur les caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents;

Vu le décret du 1^{er} avril 1889 ⁽¹⁾, nommant pour une période de trois ans les membres de la commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives aux deux caisses d'assurances créées par ladite loi du 11 juillet 1868.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Cotelle*, conseiller d'État, est nommé membre de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents, en remplacement de M. *Léon Béquet*, décédé.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

N° 24486. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 88, dans la rampe du Grand-Pont (Loire), suivant la direction indiquée par une ligne carmin sur le plan général visé par l'ingénieur en chef, le 29 novembre 1890, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route sera déclassée du jour où la nouvelle sera livrée à la circulation sur tout son parcours. Elle sera remise aux communes de Lorette et de Rive-de-Gier pour recevoir l'affectation indiquée dans les délibérations des conseils municipaux en date des 21 décembre 1890 et 5 janvier 1891 (classement dans le réseau vicinal des parties de la route actuelle qui seront délaissées par suite du changement de tracé).

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1256, n° 20875.

2° La dépense évaluée à soixante-quinze mille francs sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*Paris, 22 Octobre 1891.*)

N° 24487. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Nièvre est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le sieur *Nourry (Jean)*, le contrat d'échange sans soulte de deux parcelles enclavées dans la forêt domaniale des Bertrauges et situées sur le territoire de la commune de Saint-Aubin-les-Forges, l'une, dite *bois du Patureau*, d'une contenance de trois hectares quarante-huit ares; l'autre, dite *taillis de l'Arpent*, d'une contenance de cinquante-deux ares, contre les parcelles suivantes à détacher de la forêt domaniale des Bertrauges, commune de Saint-Aubin-les-Forges :

1° La parcelle de Forge-Bas, d'une contenance d'un hectare dix-huit ares;

2° et 3° Deux parcelles dites *des Bions*, d'une contenance ensemble de sept ares cinquante centiares;

Et 4° Une contenance d'un hectare quatre-vingt-dix-huit ares à prendre dans la coupe n° 1 de la cinquième série, au canton de *la petite Mouille*.

2. L'échange ne deviendra définitif qu'après avoir été approuvé par une loi, et les parties ne pourront se mettre en possession des bois échangés avant la promulgation de cette loi.

3. Tous les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de transcription et de purge légale, seront supportés, moitié par l'État, moitié par le sieur *Nourry*. (*Paris, 9 Novembre 1891.*)

N° 24488. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 194, à l'entrée de Saint-Florent (Corse), conformément à la direction générale indiquée par des traits carmin sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 21 septembre 1889, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction demeurera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation;

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal

de Saint-Florent, dans ses délibérations en date des 19 mars 1889, 10 juillet 1889 et 8 juin 1890, de contribuer pour un tiers à la dépense, de céder gratuitement tous les terrains nécessaires à la rectification et de prendre à sa charge les indemnités de toute nature qui seront la conséquence de la rectification projetée;

3° La dépense à la charge de l'État, évaluée à dix mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales;

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu si les travaux n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans, à dater du jour de sa promulgation. (*Paris, 9 Novembre 1891.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1451.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24489. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit supplémentaire destiné à la Publication des documents et des discussions relatifs au nouveau Tarif des douanes.*

Du 31 Décembre 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 4 janvier 1892.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (1^{re} section : *Commerce et industrie*, sur l'exercice 1891, chapitre xx : *Commerce extérieur, expertises, valeur de douanes*, un crédit supplémentaire de vingt mille francs (20,000^f) destiné à la publication des documents et des discussions relatifs au nouveau tarif des douanes.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHER.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER

N° 24490. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de Tramways entre Neuilly (porte Maillot) et Saint-Denis.*

Du 22 Octobre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 29 octobre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 9 août 1873 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département de la Seine un réseau de voies ferrées dans Paris et sa banlieue;

Vu le décret du 18 octobre 1873 ⁽²⁾, qui a approuvé les traités de rétrocession passés par le département de la Seine avec la compagnie des omnibus et avec la compagnie des tramways extérieurs (réseau Nord);

Vu le décret du 5 juillet 1876 ⁽³⁾, qui a déclaré d'utilité publique une voie ferrée raccordant la ligne de Suresnes à la place de l'Étoile avec celle de Neuilly à Saint-Augustin, concédé cette voie au département de la Seine et approuvé la rétrocession qui en était faite à la compagnie des tramways Nord de Paris;

Vu les décrets des 7 juillet ⁽⁴⁾ et 26 novembre 1879 ⁽⁵⁾, qui ont concédé au département de la Seine divers prolongements de tramways dans Paris et approuvé, tant leur rétrocession à la compagnie des omnibus que la cession de leur exploitation à la compagnie des tramways Nord;

Vu le décret du 6 août 1890, qui a autorisé notamment la substitution de la société des tramways de Paris et du département de la Seine à la compagnie des tramways Nord;

Vu l'avant-projet présenté le 24 janvier 1889 et modifié dans la traversée de Saint-Ouen, à la suite de l'enquête d'utilité publique, par la société des tramways de Paris et du département de la Seine, en vue de l'établissement d'une ligne de Neuilly (porte Maillot) à Saint-Denis;

Vu notamment le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes en 1882 et en 1890.

Vu les procès-verbaux des opérations des commissions d'enquête, en date des 1^{er}, 2 et 7 août 1882, 6 février et 26 avril 1890;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris, en date du 17 juillet 1882;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine, en date des 29 mars 1889 et 26 décembre 1890;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 25-27 février 1889, 27 mars et 14-16 juin 1890;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le traité passé, le 17 février 1891, entre le préfet de la Seine, au nom du département, et la société des tramways de Paris et du département de la Seine;

Vu les lettres du préfet de la Seine, en date des 21 juin 1889, 17 février et 12 mai 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 28 novembre 1889 et 23 mars 1891;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 169, n° 2538.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 195, n° 2929.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 311, n° 5354.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 470, n° 8461.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 490, n° 8732.

Vu l'adhésion donnée, le 28 mars 1891, par le général directeur du génie, conformément à l'article 18 du décret du 16 août 1863;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 14 avril 1891;

Vu la loi du 11 juin 1880;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramways à traction mécanique entre Neuilly (porte Maillot) et Saint-Denis, suivant les indications générales du plan ci-dessus visé.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée ~~comme nulle et non avenue~~ si les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

3. Il sera pourvu à la construction et à l'exploitation de la ligne mentionnée à l'article 1^{er} par le département de la Seine, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

4. Est approuvé le traité passé, le 17 février 1891, entre le préfet de la Seine et la société des tramways de Paris et du département de la Seine, pour la rétrocession de l'entreprise dont il s'agit.

Ce traité, ainsi que le plan et le cahier des charges mentionnés aux articles 1^{er} et 3 ci-dessus, resteront annexés au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Octobre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre le préfet de la Seine, agissant pour le département, en vertu des délibérations prises par le conseil général dans ses séances des 29 mars 1889 et 26 décembre 1890, et sous la réserve de l'approbation des présentes par le décret de concession,

D'une part;

Et la société des tramways de Paris et du département de la Seine, société anonyme au capital de sept millions cinq cent mille francs (7,500,000^f), ayant son siège social à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 19, dont les statuts ont été dressés par M^r Dufour et son collègue, notaires à Paris, le 7 février 1887;

Observation faite que la déclaration de souscription et de versement prescrite par

⁽¹⁾ XII^e série, BuH. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, BuH. 664, n° 11222.

l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 a été faite aux termes d'un acte reçu par M^r Dufour et son collègue, notaires à Paris, le 1^{er} mars 1887;

Le tout publié conformément à la loi;

Ladite société représentée par M. Edmond-Gabriel Héguin de Guerle, ancien trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, chevalier de la Légion d'honneur, président du conseil d'administration de ladite société, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n^o 17, délégué à cet effet par délibération du conseil d'administration en date du 15 mai 1889, dont un extrait dûment certifié est demeuré annexé aux présentes.

D'autre part;

Il est convenu ce qui suit, pour valoir dans le cas où l'État accorderait au département la concession d'une ligne de tramways de la porte Champerret à la mairie de Saint-Ouen, conformément au cahier des charges qui a été visé par les contractants :

ART. 1^{er}. La compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, concessionnaire par décret en date du 6 août 1890 du réseau des tramways Nord, après avoir pris connaissance du cahier des charges susvisé :

Offre au département, qui accepte, d'être substituée aux droits et obligations du département envers l'État pour la construction et l'exploitation d'une ligne de tramways de la porte Champerret à la mairie de Saint-Ouen, avec transport des voyageurs sans transbordement jusqu'à Neuilly et Saint-Denis, sur les lignes dont elle est déjà concessionnaire.

2. Dans le cas où le département de la Seine, avec l'autorisation de l'État, rachèterait le réseau des tramways Nord, la présente concession aurait le même sort et serait reprise par le département moyennant le remboursement pur et simple au concessionnaire des dépenses utilement faites pour l'établissement de la ligne.

3. Dans la huitaine qui suivra la date du décret de concession, le rétrocessionnaire versera à la caisse centrale du département de la Seine une somme de quatre-vingt mille francs (80,000^f) à titre de fonds de concours pour les travaux de voirie à exécuter sur les routes et chemins empruntés par la ligne.

Fait à Paris, le 17 février 1891.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : G. DE GUERLE.

Le Préfet de la Seine,

Signé : POUHELLE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 18 novembre 1891, folio 645.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Gourmaux.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs.
La traction aura lieu par machines.

Tracé.

2. Le tramway projeté aura son origine à Neuilly (porte Maillot, et aboutira à Saint-Denis (place des Casernes).

Il empruntera :

Entre les portes Maillot et de Champerret, la ligne de Madeleine-Courbevoie (tramways Nord); de la mairie de Saint-Ouen à la route nationale n° 1, la ligne du boulevard Haussmann (rue de Rome) à Saint-Denis (tramways Nord); sur la route nationale n° 1 jusqu'à la place des Casernes, la ligne de Saint-Denis, rue Lafayette (tramways Nord).

La partie qui fait l'objet de la présente concession commence à la porte Champerret et se termine à la mairie de Saint-Ouen.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de deux mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation six mois au plus à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre dix centimètres (1^m 10).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Le maximum des déclivités est fixé à deux centimètres (0^m 02).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage sur une plate-forme continue en béton de ciment.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées de deux mètres cinquante ($2^m\ 50$) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres ($0^m\ 35$) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres ($0^m\ 12$) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres ($0^m\ 03$) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres ($0^m\ 30$) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres ($0^m\ 30$) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres ($1^m\ 10$) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Au passage et sur toute la largeur des chemins publics et privés et entrées charrières rencontrées par la voie, celle-ci sera établie conformément aux prescriptions de l'article 6.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres ($1^m\ 10$);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres ($2^m\ 60$);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres ($0^m\ 30$).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par

mètre courant s'ils sont posés sur accotement, et quarante kilogrammes (40^k) (poids du rail unique à gorge ou poids total du rail et contre-rail) s'ils sont posés sur une chaussée accessible aux voitures ordinaires.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de routes ou de chemins atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à seize.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de douze kilomètres (12^k) à l'heure dans les traverses et de vingt kilomètres (20^k) hors traverses.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du tramway mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 1^{er} mai 1910.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de son expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en l'état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant le produit net annuel obtenu par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux précédentes années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le

matrimoine et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Nota. Si l'administration le requiert, le concessionnaire organisera, les dimanches et jours de fête légale exceptés, un service matinal à prix réduits. Ces trains, dits *ouvriers*, n'offriront que des places de deuxième classe à des prix qui ne pourront excéder la moitié du tarif ordinaire. Les voyageurs qui prendront ces trains auront droit à un ticket qui leur permettra de reprendre dans l'autre sens un des trains du soir, en profitant de la même bonification de tarif que dans le service matinal.

TARIF.
PAR VÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voitures similaires à celles qui sont actuellement en service dans Paris et le département de la Seine :

1 ^{re} classe.....	0 050	0 025	0 075
2 ^e classe.....	0 037	0 018	0 055

Les enfants au-dessous de quatre ans, tenus sur les genoux, sont transportés gratuitement. Il en sera de même des bagages et paquets peu volumineux susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner les voisins, et dont le poids n'excédera pas dix kilogrammes (10^k).

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres, elle sera comptée pour deux kilomètres, de sorte que le minimum de perception soit de quinze centimes (0^f 15) en première classe et dix centimes (0^f 10) en deuxième.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

24. Les tarifs ci-dessus déterminés pourront être révisés tous les cinq ans par l'administration supérieure, le concessionnaire entendu, après le renouvellement des formalités qui auront précédé leur établissement.

25, 26 et 27. (Supprimés.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif des taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

29, 30, 31 et 32. (Supprimés.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises, sur terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents. Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser à la caisse centrale du trésor chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu par exception le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera non pas à une année entière, mais seulement à la portion de l'année restant à courir.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt mille francs (20,000^f) en nu-

mière ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1877, ou en bous du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Seine.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Paris, le 25 avril 1889.

Accepté par le demandeur.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : E. DE GUERLE.

Accepté au nom du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil général en date du 29 mars 1889.

Paris, le 31 mai 1889.

Le Préfet de la Seine,

Signé : DOUBELLE.

Accepté par le demandeur en concession le nouvel article 24, inscrit en marge par le Conseil d'État.

Paris, le 18 juin 1891.

Le Président du conseil d'administration,

Signé : E. DE GUERLE.

Accepté au nom du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil général en date du 6 juillet 1891, le nouvel article 24, inscrit en marge par le Conseil d'État.

Paris, le 20 octobre 1891.

Le Préfet de la Seine,

Signé : DOUBELLE.

Vu pour être annexé au décret en date du 22 octobre 1891, enregistré sous le n° 451.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 18 novembre 1891, folio 64-l. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. Signé : Gourmaux.

N° 24491. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.*

Du 16 Novembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à vingt-huit mille deux francs cinq centimes (28,002^f 05) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXIV. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)..... 21,402^f 05^c

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. I. VI. Établissement et amélioration de canaux de navigation. 6,600 00

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 28,002^f 05^c

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10577.

Ladite somme de vingt-huit mille deux francs cinq centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NOMINOS des récépissés.	DATE des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Ardennes..	La société anonyme Sucrerie de Charleville.	Mézières.....	2774	1 ^{er} juillet 1891.	7,500 fr
Loiret....	La commune d'Amilly.	Montargis.....	1582	11 août 1891.	6,000 fr
Meurthe-et-Moselle.	La ville de Nancy..	Nancy.....	5134	22 juillet 1891.	1,402 fr
Meuse....	La commune de Sivry.	Montmédy....	2760	21 août 1891.	600 fr
Nord.....	La commune de Fresnes.	Cambrai.....	4101	13 juillet 1891.	1,500 fr
	La commune de Féchain.	Douai.....	4686	13 août 1891.	1,200 fr
Pas-de-Calais.	Le département....	Arras.....	4481	7 août 1891.	10,000 fr
				TOTAL....	28,002 fr

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 28,002 fr. 05 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXIV.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX.		
(Travaux ordinaires.)		
Ardennes.....	Établissement d'un chenal d'accès à la Meuse de la sucrerie de Charleville.....	7,500 ^f 00 ^s
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de l'usine de Messin, sur le canal de l'Est....	1,402 05
Nord.....	Établissement d'un rivage public à Fresnes, sur le canal de la Senée (1,500 ^f + 1,000 ^f).....	2,500 00
Pas-de-Calais.	Construction d'un mur de quai le long du canal de Guines.....	10,000 00
TOTAL du chapitre XXIV.....		21,402 05
II^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LVI.		
ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.		
Loiret.....	Reconstruction du pont établi sur la tête aval de l'écluse de la Tuilerie, sur le canal de Briare.....	6,000 ^f 00 ^s
Meuse.....	Établissement d'un port à Sivry-sur-Meuse (canal de l'Est).....	600 00
TOTAL du chapitre LVI.....		6,600 00
TOTAL des chapitres XXIV et LVI.....		28,002 05

N° 24492. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du personnel des Travaux publics en Algérie.*

Du 2 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par diverses communes mixtes du département de Constantine, à titre de fonds de concours, pour le paiement, pendant l'année 1891, des dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, première section, chapitre XLIII : *Personnel des travaux publics en Algérie*, article 1^{er} : *Personnel des ponts et chaussées*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quarante mille francs (40,000').

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par diverses communes mixtes du département de Constantine.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Etat des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Constan- tine.	La commune de Khenchela.	Constantine...	1	20 février 1891.	929 ^f 55°
	La commune d'Ak-bou.	Idem.....	23	12 mars 1891.	1,960 10
	La commune de Meskiana.	Idem.....	44	28 mars 1891.	629 95
	La commune des Ouled-Soltan.	Idem.....	46	4 avril 1891.	1,031 95
	La commune d'At-tia.	Idem.....	47	11 avril 1891.	576 30
	La commune d'Ain-el-Ksar.	Idem.....	134	28 sept. 1891.	1,128 50
	La commune d'Ain-M'Lila.	Idem.....	135	Idem.	2,699 40
	La commune d'Ain-Toula.	Idem.....	136	Idem.	812 70
	La commune des Amouchas.	Idem.....	137	Idem.	1,212 50
	La commune de l'Aurès.	Idem.....	138	Idem.	969 50
	La commune des Bibans.	Idem.....	139	Idem.	1,547 90
	La commune des Maaded.	Idem.....	140	Idem.	976 10
	La commune de Châteaudun.	Idem.....	141	Idem.	1,075 75
	La commune de Collo.	Idem.....	142	Idem.	697 75
	La commune d'El-Milia.	Idem.....	143	Idem.	1,425 25
	La commune des Eulmas.	Idem.....	144	Idem.	1,513 85
	La commune de Fedj-M'Zala.	Idem.....	145	Idem.	2,408 00
	La commune de Querqour.	Idem.....	146	Idem.	2,216 90
	La commune de Jemmapes.	Idem.....	147	Idem.	949 20
	La commune de la Calle.	Idem.....	148	Idem.	662 80
	La commune de M'Sila.	Idem.....	149	Idem.	1,150 30
	La commune de l'Oued-Cherf.	Idem.....	150	Idem.	840 45
	La commune de l'Oued-Marsa.	Idem.....	151	Idem.	788 30
	La commune d'Oum-el-Bouaghi.	Idem.....	152	Idem.	906 70

DÉPARTEMENT.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Constantine. (Suite.)	La commune de Sedrata.	Constantine...	153	28 sept. 1891.	569 ¹ 60
	La commune de la Séfia.	Idem.....	154	Idem.	1,411 85
	La commune de Souk-Ahras.	Idem.....	155	Idem.	1,297 15
	La commune de la Soumram.	Idem.....	156	Idem.	3,008 35
	La commune de Bababart.	Idem.....	157	Idem.	887 05
	La commune de Morastl.	Idem.....	158	Idem.	771 15
	La commune de Zérizer.	Idem.....	159	Idem.	565 60
	La commune de Rhiras.	Idem.....	162	7 octobre 1891.	1,089 00
	La commune de Taher.	Idem.....	163	Idem.	828 60
	La commune d'E-dough.	Idem.....	166	15 oct. 1891.	455 95
TOTAL....					40,000 00

N° 24493. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1891, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor par Dépenses publiques*.

Du 2 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés, à titre de fonds de concours, pour l'entretien, pendant l'année 1891, des routes nationales du département de la Seine et du pont des Arts et de la passerelle de Passy;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, première section, chapitre XVIII : *Routes et ponts — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à sept mille vingt francs trente-cinq cen-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

times (7,020' 35), réparti de la manière suivante entre les entreprises ci-après désignées, savoir :

Entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la Seine.....	2,020' 35"
Entretien du pont des Arts et de la passerelle de Passy.....	5,000 00
TOTAL PAREIL.....	7,020 35

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : YVES GUYOT.

Etat des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Seine.....	M. Klotz.....	Paris.....	19011	2 juillet 1891.	10' 00"
	La compagnie du gaz de Sarcelles.	Idem.....	19332	6 juillet 1891.	3 60
	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	23216	14 août 1891.	475 04
	M. de Vauxmont....	Idem.....	24861	1 ^{er} sept. 1891.	59 20
	M. Bégules.....	Idem.....	24863	Idem.	236 00
	M. Kruppenbacher...	Idem.....	24864	Idem.	32 00
	La compagnie des eaux de la banlieue.	Idem.....	24865	Idem.	464 45
	M. Gros.....	Idem.....	24866	Idem.	30 00
	M. Gauchet.....	Idem.....	24989	2 sept. 1891.	12 80
	M. Hémar.....	Idem.....	25056	3 sept. 1891.	32 64
	M. Piat.....	Idem.....	25057	Idem.	14 40
	M. Numéry.....	Idem.....	25152	4 sept. 1891.	42 50
	M. Rigout.....	Idem.....	25225	5 sept. 1891.	5 60
	La compagnie du gaz du Bourget.	Idem.....	25226	Idem.	123 00
	La société du gaz (M. Hugon et compagnie).	Idem.....	25318	7 sept. 1891.	16 00
	M. Batiat.....	Idem.....	26049	15 sept. 1891.	8 00
	La société anonyme d'éclairage et de force par l'électricité.	Idem.....	26415	19 sept. 1891.	434 00
	M. Bachelier.....	Idem.....	26674	23 sept. 1891.	21 12
	La ville de Paris...	Idem.....	26943	26 sept. 1891.	5,000 00
				TOTAL....	7,020 35

24494. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 4 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1891;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 décembre 1891,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LXIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cinq cent quatre-vingt-quatre mille trois cent soixante-quatorze francs soixante-trois centimes (544,374⁶³) et réparti, entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : YVES GUYOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1891.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Aisne.....	MM. Haile et compa- gnie et Renard et compagnie.	Saint-Quentin.	5102 (partie)	14 sept. 1891.	3,111 ^f 13 ^s
Calvados...	Le département....	Caen.....	4801	23 sept. 1891.	191,000 00
	La commune de Gratteries.	Besançon.....	4700	24 sept. 1891.	150 00
	La commune de Reugney.	Idem.....	4712	Idem.	500 00
	La commune de Bonnevaux.	Idem.....	4800	25 sept. 1891.	350 00
	Le département....	Idem.....	5598	17 oct. 1891.	17,300 00
Donbs.....	Idem.....	Idem.....	5599	Idem.	25,000 00
	Idem.....	Idem.....	5600	Idem.	25,000 00
	La commune de Domprel.	Baume.....	2087	15 sept. 1891.	2,000 00
	La commune de Valdahon.	Idem.....	2293	16 oct. 1891.	1,000 00
	La commune d'Au- bonne.	Pontarlier....	2131	26 sept. 1891.	100 00
	La commune de Péseux.	Montbéliard..	3225	25 sept. 1891.	350 00
Loire- Inférieure.	La commune de Chéméré.	Nantes.....	8573	15 sept. 1891.	900 00
Savoie.....	La commune de Pussy.	Moutiers.....	2037 (partie)	15 oct. 1891.	500 00
Seine.....	La compagnie des chemins de fer du Midi.	Paris.....	26 312	18 sept. 1891.	13,750 00
Sèvres (Deux-).	Le département....	Niort.....	4790	19 oct. 1891.	71,250 00
Var.....	Idem.....	Toulon.....	6982	13 oct. 1891.	180,000 00
	Idem.....	Idem.....	6983	Idem.	10,000 00
	M. Barbier.....	Poitiers.....	6040	15 oct. 1891.	250 00
Vienne....	La commune de Saint-Savin.	Montmorillon.	1687	14 sept. 1891.	1,363 50
	La commune de Leigné-les-Bois.	Châtellerault..	723	16 sept. 1891.	500 00
TOTAL....					544,374 63

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 544,374 fr. 63 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1891, deuxième section, chapitre LXIII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Aisne.....	Établissement du chemin de fer de Busigny à Hirson.....	3,111' 13"
Calvados.....	Établissement du chemin de fer de Vire à Saint-Lô et à Caen et de Fougères à Vire.....	191,000 00
	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (2,000' + 500' + 350' + 150' + 100' + 1,000').....	4,100' 00"
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Lure à Loulans-les-Forges.....	17,300 00
	Établissement du chemin de fer de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (350' + 25,000').....	25,350 00
	Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier.....	25,000 00
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer nantais rachetés par l'État.....	900 00
Pyrénées (Basses-).	Travaux d'assainissement des Barthes-de-Sames, Guiche et Bardos, traversés par la ligne de Toulouse à Bayonne..	13,750 00
Savoie.....	Établissement du chemin de fer de Moutiers à Albertville.	500 00
Sèvres (Deux-).	Établissement du chemin de fer de Niort à Montreuil-Bellay, avec embranchement sur Moncontour.....	71,250 00
Var.....	Établissement des chemins de fer de Draguignan à Meyrargues et de Draguignan à Grasse (180,000' + 10,000').....	190,000 00
	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc (250' + 1,363' 50").....	1,613' 50"
Vienne.....	Établissement du chemin de fer de Châtelleraut à Tournon-Saint-Martin.....	500 00
	TOTAL.....	544,374 63

N° 24495. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1891, un Crédit à titre d'avances versées au Trésor pour l'établissement de Réseaux téléphoniques.*

Du 4 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 21 de la loi de finances du 26 décembre 1890;

Vu les relevés ci-annexés des sommes versées dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes pour le compte de l'agent comptable des téléphones, à titre d'avances par les villes, établissements publics et syndicats pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes téléphoniques interurbaines et de parts contributives aux frais d'établissement des lignes d'abonnés;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au chapitre VI du budget annexe des téléphones, sur l'exercice 1891, un crédit de trois cent vingt-six mille six cent cinquante-sept francs quatre-vingt-un centimes (326,657' 81).

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées, à titre d'avances et de parts contributives, dans les caisses des receveurs des postes et des télégraphes, pour le compte de l'agent comptable des téléphones.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

N° 24496. — DÉCRET qui fixe les droits de Courtage maritime à percevoir dans les ports de Lorient et de Port-Louis (Morbihan).

Du 9 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 16 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu les arrêtés des consuls des 3 messidor an IX⁽⁴⁾ et 30 prairial an XII, et le décret du 18 août 1807⁽⁵⁾ sur l'organisation du courtage maritime à Lorient et à Port-Louis;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Lorient et du préfet du Morbihan;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Lorient et Port-Louis (Morbihan) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : JULES ROCHE.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 393, n° 6056.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ III^e série, Bull. 85, n° 699.

⁽⁵⁾ IV^e série, Bull. 156, n° 2678.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest avec passagers..... Entrant sur lest avec ou sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie par les teurs..... Sortant chargés en totalité ou en partie par les teurs.....
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.	
Pour un connaissement ordinaire..... Pour un connaissement extraordinaire..... Pour une traite endossée ou non..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la première page)..... Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage.	

ports de Lorient et de Port-Louis (Morbihan).

NAVIRES		
le cabotage avec ports français situés la Rochelle Lorient uniquement.	faisant le cabotage avec les ports français situés au delà de la Rochelle et de Lorient.	faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de la Méditerranée.
PAR TONNEAU DE JAUGE.		
3 ^f	6 ^f	12 ^f
3	6	12
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.		
12 o ^f 12 ^f 1/2	6 ^f plus o ^f 25 ^c	12 ^f plus o ^f 50 ^c
plus o ^f 25 ^c	6 plus o 25	12 plus o 50
PAR FORCE DE CHEVAL.		
12 o ^f 06 ^f 1/4	6 ^f plus o ^f 12 ^f 1/2	12 ^f plus o ^f 25 ^c
3 ^f	6 ^f	12 ^f
3	6	12
12 o ^f 12 ^f 1/2	6 ^f plus o ^f 25 ^c	12 ^f plus o ^f 25 ^c
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.		
12 o ^f 12 ^f 1/2	6 ^f plus o ^f 25 ^c	12 ^f plus o ^f 50 ^c
plus o ^f 25 ^c	6 plus o 25	12 plus o 50
plus o 25	6 plus o 50	12 plus o 50

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE	
du 14 novembre 1836.	
La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)	
Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)	
Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)	
Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)	
Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)	

AFFRÈTEMENTS	
par charta partie.	à la cuillette.
SUR LA VALEUR DU FRET.	
2 p. o/o	3 p. o/o
payables par le fréteur seulement.	

VENTE DES NAVIRES.	
SUR LE PRIX DE VENTE.	
1/2 p. o/o pour navires vendus au-dessus de 3,000 francs ;	
15 francs pour tous navires vendus au-dessous,	
payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.	

Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la tie ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.	
Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.	
Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.	

B. — Tarif des droits de courtage d'assurances maritimes à Lorient et à Port-Louis (Morbihan).

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTIONS.
Rédaction des contrats ou polices d'assurances. Encaissement des primes.	Sur le montant de la prime de la somme assurée : 7 1/2 p. o/o 1/2 à 1 p. o/o payables par l'assureur seul, sauf conventions contraires.

N° 24497. — DÉCRET concernant le Dépôt central de dynamite établi sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

Du 9 Décembre 1891.

(Promulgué au Journal officiel du 10 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, de la guerre et des finances;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾, sur la poudre dynamite;

Vu les décrets des 3 décembre 1878 ⁽³⁾ et 26 août 1883 ⁽⁴⁾ qui autorisent MM. Chagot et compagnie, concessionnaires des mines de Blanzy (Saône-et-Loire), à établir sur le territoire de Montceau-les-Mines, pour le service de leur exploitation de mines de houille, un dépôt central de dynamite d'une contenance maximum de mille kilogrammes et sept dépôts secondaires pouvant recevoir chacun cinquante kilogrammes de cet explosif;

Vu la demande adressée le 18 juillet 1889 par MM. Chagot et compagnie tendant à obtenir l'autorisation de porter de mille à deux mille cinq cents kilogrammes la quantité de dynamite que le dépôt central pourra recevoir;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Considérant que la proximité de divers groupes d'habitations ne permet pas sans grave danger d'augmenter la quantité de dynamite que le dépôt en question peut recevoir,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La demande ci-dessus visée de MM. Chagot et compagnie est rejetée.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 422, n° 7573.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 805, n° 13695.

l'intérieur, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : CONSTANS.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24498. — DÉCRET portant homologation du Bornage des zones de servitudes du Fort de l'Eure (place du Havre).

Du 17 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre.

LE HAVRE.

Fort de l'Eure.

Limite de la zone des servitudes.

Bornage du 22 août 1891.

2. Le président du Conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 24499. — *DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1892 pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).*

Du 21 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'arrêté consulaire du 6 messidor an ix⁽¹⁾, qui a institué une bourse de commerce à Nantes (Loire-Inférieure);

Vu le décret en date du 11 août 1808;

Vu la loi du 31 juillet 1889, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de trois centimes quatre-vingt-quatre centièmes par franc, au maximum, sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes, désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1890, avec les autres ressources qui doivent être affectées à cette destination, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de quatre cent mille francs que ladite chambre de commerce a été autorisée à contracter pour subvenir aux travaux de restauration et d'agrandissement de la bourse de Nantes;

Vu, notamment, l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1891, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1892;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1892, sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de trois centimes quatre-vingt-quatre centièmes (0^e 0384) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Nantes, en vue des travaux de restauration et d'agrandissement de la bourse de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Loire-Inférieure, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

(¹) III^e série, Bull. 85, n° 706.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : JULES ROCHE.

N° 24500. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce du Havre à prélever, sur les produits du Droit de tonnage établi à son profit, une somme destinée à l'exécution des Travaux de dragage.*

Du 22 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 décembre 1891.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu le décret du 2 août 1880 ⁽²⁾, la loi du 22 mai 1886 et le décret du 31 juillet 1888 ⁽³⁾, relatifs à l'établissement d'un droit de tonnage au port du Havre;

Vu la décision du ministre des travaux publics, en date du 5 janvier 1887, qui a autorisé l'exécution d'un projet de dragage à l'entrée du port du Havre;

Vu les lettres de la chambre de commerce du Havre, en date des 29 décembre 1886, 11 octobre et 24 décembre 1887, 4 mars 1890, et les délibérations de cette chambre en date des 23 septembre 1887 et 4 septembre 1891;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics en date des 28 décembre 1886, 14 janvier 1887, 31 juillet et 23 septembre 1891;

Vu la dépêche du ministre des finances du 3 novembre 1891;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce du Havre est autorisée à prélever sur les produits du droit de tonnage établi à son profit par le décret du 2 août 1880 une somme de cinq cent quarante-cinq mille francs (545,000^f) destinée à être affectée au règlement des dépenses résultant de l'exécution des travaux de dragage approuvés par la décision du ministre des travaux publics du 5 janvier 1887.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 564, n° 9872.

⁽³⁾ xii^e série, Bull. 1188, n° 19651.

2. Le droit de tonnage établi dans le port du Havre par le décret du 2 août 1880, la loi du 22 mai 1886 et le décret du 31 juillet 1888 continuera d'être perçu au profit de la chambre de commerce du Havre pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre, après avoir opéré le prélèvement autorisé en vertu de l'article précédent, de satisfaire à toutes les opérations en vue desquelles a été autorisée la perception dudit droit.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : JULES ROCHER.

N° 24501. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur le Budget de 1891, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la location du Magasin d'habillement et du campement de Toulouse.

Du 24 Décembre 1891.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la guerre ;

Vu la loi du 26 décembre 1890, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1891 ;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Toulouse, le 10 décembre 1878, aux termes de laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement au trésor une somme de six mille francs pour concourir à la dépense de location des immeubles occupés par le magasin d'habillement et de campement ;

Vu la déclaration ci-jointe, constatant que le versement afférent à l'année 1891 a été effectué le 5 novembre 1891 ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 décembre 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre **XXXV** (*Habillement et Campement* ; — *Matériel d'exploitation*) de la première section du budget de 1891, un crédit de six mille franc (6,000^{fr}) qui

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

sera affecté à la location du magasin d'habillement et de campement de Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus désignée.

3. Le président du Conseil, ministre de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1891.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : ROUVIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 24502. — *DÉCRET et ARRÊTÉ relatifs au remboursement des Bons de liquidation.*

Du 31 Décembre 1891.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1892.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi des finances du 30 décembre 1891, portant ouverture sur l'exercice 1892 de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1892, et notamment l'article 11 ainsi conçu :

« Seront remboursés, par anticipation, les bons de liquidation restant en circulation au 31 décembre 1891 et émis en exécution de la loi du 8 juillet 1874 » ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bons de liquidation émis en vertu de la loi du 8 juillet 1874 seront remboursés à raison de cinq cents francs (500^f) par titre.

Le montant de tout coupon au porteur à échoir qui ne pourrait se représenter sera déduit du capital à rembourser.

2. Le remboursement s'effectuera à partir du 15 janvier 1892 :

1^o A la caisse centrale du Trésor, à Paris ;

2^o Dans les départements et en Algérie, sous les conditions qui seront déterminées par un arrêté du ministre des finances.

Dans les colonies, ce remboursement aura lieu à partir du quinzième jour qui suivra la promulgation de la loi du 30 décembre 1891 du présent décret, sous les conditions qui seront déterminées par un arrêté du ministre des finances.

3. Les détenteurs de certificats nominatifs de dépôt au Trésor devront, pour obtenir le remboursement de leurs titres, faire certifier leur signature sur le certificat par un notaire ou un agent de change dont la signature, dans les départements autres que celui de la Seine, devra être légalisée.

4. Les intérêts attachés aux bons de liquidation appelés au remboursement cesseront de courir à partir du 15 janvier 1892 pour ceux qui seront remboursés à Paris, dans les départements ou en Algérie.

Pour ceux qui seront remboursés dans les colonies, à partir du quinzième jour qui suivra la promulgation dans la colonie de la loi du 30 décembre 1891 et du présent décret.

5. Le montant en capital des bons de liquidation non sortis au tirage et dont le remboursement n'aurait pas été réclamé à la date du 31 janvier 1892 sera converti d'office en bons du Trésor à vue portant, à partir du 1^{er} février 1892, un intérêt de 1 p. 0/0 par an.

Les sommes en capital et intérêts non remboursées au 31 décembre 1892 seront versées à la Caisse des dépôts et consignations pour être tenues à la disposition de qui de droit.

6. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: ROUVIER.

ARRÊTÉ.

Le ministre des finances,

Vu le décret du Président de la République en date de ce jour,

ARRÊTE CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. Les bons de liquidation émis en exécution de la loi du 28 juillet 1874 seront remboursés à la caisse centrale du Trésor public, à Paris, à partir du 15 janvier 1892.

Les porteurs de ces titres seront admis à en effectuer le dépôt à la caisse centrale du Trésor public, à Paris, rue de Rivoli, à partir du 5 janvier 1892.

2. Ces bons pourront être également remboursés, à partir du 15 janvier 1892, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances dans les départements, à la condition d'avoir été déposés, dix jours au moins à l'avance, à la caisse où le paiement est demandé.

Le remboursement pourra être aussi demandé, dans les mêmes

conditions, à la caisse du percepteur de toute ville d'arrondissement dont la recette des finances a été supprimée.

3. En Corse et en Algérie, le remboursement pourra être effectué par le trésorier-payeur général, les receveurs des finances ou par les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers, après vérification, au ministère des finances, à Paris, des titres déposés à leur caisse.

Dans les colonies, il pourra être effectué dans les mêmes conditions par les trésoriers-payeurs.

4. Les intérêts courus sur les titres appelés au remboursement seront payés en même temps que le capital.

Ces intérêts seront liquidés conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 31 décembre 1891.

5. Les dépôts de certificats nominatifs et les dépôts de titres au porteur, effectués en vue du remboursement, donneront lieu à la délivrance de récépissés à talon visés au contrôle conformément à la loi du 24 avril 1833.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1891.

Signé : ROUVIER.

N° 24503. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 164, entre Rostrenen et Silliach, conformément à la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan général en date des 22-23 mai 1891, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route demeurera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation; les portions dont le classement dans la voirie vicinale a été accepté en principe seront remises aux départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan et aux communes de Plélauff et de Lescouët, pour recevoir l'affectation indiquée dans les délibérations en date des 18 et 21 août 1891, 27 septembre et 4 octobre 1891, visées au présent décret;

2° La dépense, évaluée à trois cent trente-cinq mille six cent cinquante francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*Paris, 26 Novembre 1891.*)

N° 24504. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune des Adrets-

de-Montauroux (canton de Fréjus, arrondissement de Draguignan, département du Var) portera, à l'avenir, le nom des *Adrets-de-Fréjus*. (Paris, 28 Novembre 1851.)

N° 24505. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de la Valette (canton de Toulon-Ouest, arrondissement de Toulon, département du Var) portera, à l'avenir, le nom de *la Valette-du-Var*. (Paris, 30 Novembre 1891.)

N° 24506. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de la caisse des invalides de la marine, le legs de dix mille francs fait, sans conditions, à ladite caisse par le sieur *Lefrançois-Dumanoir* (Henri-Alfred), suivant son testament olographe en date du 4 octobre 1889.

Les fonds provenant de ladite libéralité seront placés en rentes trois pour cent sur l'État et immatriculés au nom de la caisse des invalides de la marine. Les revenus en seront distribués, chaque année, en secours aux marins éprouvés par le malheur, ainsi qu'à leurs veuves, orphelins et ascendants.

Mention sera faite, sur l'inscription, de la destination des arrérages. (Paris, 1^{er} Décembre 1891.)

N° 24507. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

I. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour le redressement du chenal du port de Mornac (Charente-Inférieure), conformément aux dispositions du projet dressé par les ingénieurs du service maritime et aux avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 29^{es} 1889, 8 janvier 1890 et 18 mars 1891.

II. La dépense de ces travaux, évaluée à dix mille cinq cents francs, non compris celle d'acquisition des terrains nécessaires à leur exécution, sera imputée sur les ressources ordinaires du budget des travaux publics (1^{re} section : *Entretien et travaux de grosses réparations des ports*).

III. Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de la commune de Mornac, dans sa délibération du 22 avril 1891 :

1° De contribuer pour une somme de deux mille francs à la dépense de travaux dont il s'agit, ce qui réduit à huit mille cinq cents francs la part contributive de l'État;

2° De prendre à sa charge les dépenses d'acquisition des terrains à exproprier nécessaires à leur exécution. (Paris, 2 Décembre 1891.)

N° 24508. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Ain-bou-Dinar (arrondissement de Mostaganem, département d'Oran) portera, à l'avenir, le nom de commune de *Belle-Côte*. (Paris, 3 Décembre 1891.)

N° 24509. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à ne pas accepter le legs fait au musée national du Luxembourg, en vertu du testament du 26 octobre 1888, par la dame *Madeleine Coureau*, veuve du sieur *Félix-Auguste Clément*, legs consistant en deux tableaux intitulés : *la Circassienne* et *Nymphe surprise*, peints par ledit sieur *Clément*. (Paris, 10 Décembre 1891.)

N° 24510. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de *Murviel* (troisième canton de *Montpellier*, arrondissement de *Montpellier*, département de l'Hérault) prendra, à l'avenir, le nom de *Murviel-laz-Montpellier*. (Paris, 10 Décembre 1891.)

N° 24511. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de *Trouville* (canton de *Ligny-en-Barrois*, arrondissement de *Bar-le-Duc*, département de la Meuse) portera, à l'avenir, le nom de *Trouville-en-Barrois*. (Paris, 10 Décembre 1891.)

N° 24512. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 167, entre *Corlay* et *Guingamp* (Côtes-du-Nord), conformément à la direction générale indiquée par un trait rouge sur le plan en date du 12 mai 1882, annexé au décret du 22 décembre suivant.

L'ancienne direction de la route sera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours; elle sera, en ce qui concerne les portions désignées dans les délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord, en date des 7 avril et 3 septembre 1891, et dans les délibérations des conseils municipaux de *Saint-Gilles-Pligeaux*, de *Saint-Connan*, de *Plésidy*, de *Saint-Adrien* et de *Ploumagoar*, en date des 21 juin, 28 juin et 14 juin 1891, remise aux départements et aux communes précitées pour recevoir l'affectation indiquée dans lesdites délibérations.

2° La dépense, évaluée à cinq cent quatre-vingt-six mille huit cent quarante-sept francs cinquante-cinq centimes, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 14 Décembre 1891.)

N° 24513. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de la Barre (canton de Beaumesnil, arrondissement de Bernay, département de l'Eure) portera, à l'avenir, le nom de *La Barre-en-Onche*. (Paris, 19 Décembre 1891.)



Certifié conforme :

Paris, le 17 * Mars 1892.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XLIII DE LA XII^e SÉRIE
DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1891.

DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1891.

(N^{os} 1415 à 1451.)

A

ABUS. Décret portant rejet du recours comme d'abus formé par le sieur Borel contre un arrêté du maire de Manosque (Basses-Alpes), B. 1443, p. 1544.

ADJOINTS. Décrets portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans les localités ci-après : Section de Libercourt, commune de Carvin, canton dudit, arrondissement de Béthune, département du Pas-de-Calais, B. 1435, p. 1191. — Section de Chéra, commune de Sotta (Corse), B. 1439, p. 1424. — Section de Cadaline, commune de Saint-Savournin (Bouches-du-Rhône), B. 1440, p. 1456.

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domaine*.

AGENTS DE CHANGE. Décret qui crée à Besançon deux charges d'agent de change, B. 1450, p. 1858.

ALGÉRIE. Décret promulguant en Algérie la loi du 30 mars 1880 portant que les timbres mobiles pourront être employés à l'acquittement des droits de timbre sur les affiches, B. 1420, p. 189. — Décret qui crée une justice de paix à Lalla-Maghnia (Algérie), B. 1420, p. 183. — Décret qui crée une justice de paix à Taher (Algérie), B. 1420, p. 184.

ARMÉE. Loi portant création d'un régiment d'infanterie subdivisionnaire, B. 1421, p. 200; — Loi modifiant l'organisation des régiments régionaux d'infanterie, B. 1423, p. 361. — Loi portant modification à la loi du 13 mars 1875, B. 1425, p. 437. — Décret portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes, B. 1430, p. 669. — Décret qui modifie le nombre

et la composition des subdivisions territoriales de la 15^e région de corps d'armée, B. 1450, p. 1872.
ARRONDISSEMENTS. Voyez *Conseils d'arrondissement*.

ASSAINISSEMENT. Loi concernant l'assainissement de la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 1421, p. 206.

B

BACS. Décrets approuvant les tarifs pour la perception des droits de péage aux bacs ci-après : Bonneuil à Saint-Maur (Seine), B. 1415, p. 23. — La Traille-du-Drac sur le Rhône, au territoire de la commune de Sorgues (Vaucluse); — Oiselet, sur la rivière du Rhône, au territoire de la commune de Sorgues (Vaucluse), B. 1446, p. 1734. — Roffy sur la rivière de Dordogne au territoire de la commune d'Auriac (Corrèze), B. 1434, p. 1157.

BÂTIMENTS CIVILS. Décret portant règlement sur le personnel du service d'architecture des bâtiments civils et des palais nationaux, B. 1441, p. 1480. — Loi qui autorise le Ministre des travaux publics à effectuer des travaux dans les bâtiments civils et palais nationaux, B. 1442, p. 1490.

BONS DE LIQUIDATION. Décret et arrêté relatifs au remboursement des bons de liquidation, B. 1451, p. 1907.

BOURSES DE COMMERCE. Voyez *Chambres de commerce*.

BREVETS D'INVENTION. Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1426, p. 457. — Décret qui proclame 76 cessions de brevets d'invention, B. 1426, p. 564. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1431, p. 825. — Décret qui proclame 78 cessions de brevets d'invention, B. 1431, p. 941. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1444, p. 1583.

BUDGET. 1^{re} Dispositions générales.

Exercice 1881. Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1881, B. 1422, p. 229.

Exercice 1882. Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1882, B. 1434, p. 1017.

Exercice 1883. Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1883, B. 1438, p. 1257.

Exercices 1890 et 1891. Loi concernant : 1^{re} l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1890; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891, B. 1419, p. 150. — Loi concernant : 1^{re} l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1890; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891, au titre du budget annexe des téléphones; 5^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1890 et 1891 au titre des services spéciaux du Trésor, B. 1421, p. 208. — Décret portant répartition entre les différents ministères d'un crédit supplémentaire ouvert, sur l'exercice 1891, pour l'inscription des pensions civiles, B. 1423, p. 387. — Loi concernant : 1^{re} l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1891; 2^o l'ouverture de crédits pour dépenses des exercices clos et périmés; 3^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général, B. 1448, p. 1775.

Exercice 1892. Loi et décret portant : 1^{re} ouverture sur l'exercice 1892 des crédits provisoires

applicables au mois de janvier 1892; 2^e autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts indirects et revenus publics conformément aux lois existantes; 3^e autorisation de percevoir les contributions directes et taxes y assimilées établies, pour l'exercice 1892, par la loi du 20 juillet 1891, B. 1449, p. 1801.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Exercices 1887 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1436, p. 1216.

Exercice 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1439, p. 1420.

AGRICULTURE.

Exercice 1887. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1436, p. 1206.

Exercice 1889. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1428, p. 617; B. 1436, p. 1207.

Exercice 1891. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour exécution de travaux hydrauliques en Algérie, B. 1428, p. 621; — pour subventions à diverses institutions agricoles, B. 1441, p. 1465; — pour l'exécution de travaux en Algérie, B. 1441, p. 1466; B. 1441, p. 1467; B. 1450, p. 1853; — pour les travaux de dérivation des eaux de la Neste dans le canal du Lavet, B. 1450, p. 1850; — pour le traitement du secrétaire du *Herd Book* français, B. 1450, p. 1851; — pour les dépenses du personnel de l'hydraulique agricole, B. 1450, p. 1854.

Report à l'exercice 1892 de sommes non employées en 1890 : affectée à l'amélioration des forêts domaniales de la Corse, B. 1428, p. 616; — pour l'exécution de travaux en Algérie, B. 1428, p. 619.

COMMERCE, INDUSTRIE ET COLONIES.

Exercices 1887, 1888 et 1889. (Service colonial.)

Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1437, p. 1243; B. 1450, p. 1866; B. 1450, p. 1871.

Exercices 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire (1^{re} section, commerce et industrie), B. 1447, p. 1746.

Exercice 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1419, p. 156.

Exercice 1890. Décret qui annule une somme au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies pour l'exercice 1890, service des postes et télégraphes, B. 1418, p. 118.

Ouverture d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1437, p. 1244.

Exercice 1891. (Crédits supplémentaires.)

Ouverture : 1^{re} de crédits supplémentaires sur l'exercice 1891, (ministère du commerce de l'industrie et des colonies, 2^e section; postes et télégraphes); 2^e et de crédits affectés au budget annexe de l'exercice 1891 de la caisse nationale d'épargne, B. 1447, p. 1737.

Ouverture de crédit supplémentaire destiné à la publication des documents et des discussions relatifs au nouveau tarif des douanes, B. 1451, p. 1877.

Exercice 1891. (Crédits extraordinaires.)

Ouverture de crédits extraordinaires : pour faire face aux dépenses de la pose d'un câble entre Marseille et Tunis et d'un câble entre Marseille et Oran, B. 1418, p. 106; — pour l'établissement de communications télégraphiques internationales, B. 1418, p. 107; — pour l'établissement d'une école nationale pratique d'ouvriers et de contre-maitres à Cluny (Saône-et-Loire), B. 1420, p. 166; — au profit des

victimes du cyclone de la Martinique, B. 1433, p. 997; — pour l'installation du dépôt central du matériel des postes et télégraphes et des ateliers, B. 1442, p. 1489; — pour les dépenses de l'Exposition universelle de 1889, B. 1447, p. 1745.

Ouverture de crédits versés à titre d'avances : pour l'établissement de réseaux téléphoniques urbains et de lignes interurbaines, B. 1418, p. 116; B. 1450, p. 1847.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour l'établissement et l'entretien des lignes et bureaux télégraphiques, B. 1420, p. 186; B. 1420, p. 187; B. 1420, p. 188; B. 1445, p. 1694; B. 1450, p. 1844; B. 1450, p. 1849; B. 1450, p. 1855; B. 1450, p. 1856; B. 1450, p. 1857; — pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie), B. 1447, p. 1749; B. 1450, p. 1869; — pour les dépenses du service des postes et des télégraphes, B. 1448, p. 1782; — pour les dépenses d'appareils et matériel technique d'exploitation, B. 1450, p. 1861; — pour l'établissement de réseaux téléphoniques, B. 1451, p. 1898.

Report à l'exercice 1891 de crédits non employés en 1890, applicables aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques, B. 1448, p. 1796; — applicable aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et bureaux télégraphiques en Algérie, B. 1450, p. 1842.

FINANCES.

Exercices 1888 et 1889. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1433, p. 1005; B. 1442, p. 1505.

Exercice 1889. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1418, p. 129; B. 1443, p. 1549.

Exercice 1890. Ouverture au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1890, de deux nouveaux chapitres destinés à re-

cevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions d'exercices clos, B. 1425, p. 446.

Exercice 1891. Ouverture d'un crédit supplémentaire pour remboursement de droits indûment perçus, B. 1432, p. 972.

Ouverture de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (loi du juin 1853), B. 1421, p. 199.

Ouverture d'un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des monnaies et médailles, B. 1442, p. 1502.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour fournitures de papiers timbrés faite au gouvernement égyptien pendant l'année 1891, B. 1433, p. 1012.

Report à l'exercice 1891 de sommes non employées en 1890 : pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1423, p. 390; — pour la liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1425, p. 447.

GUERRE.

Exercices 1887, 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1428, p. 628.

Exercice 1890. Ouverture d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs, B. 1432, p. 970.

Exercice 1891. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour la construction d'un casernement à Agde, B. 1440, p. 1455; — pour travaux militaires à Cahors, B. 1439, p. 1417; — pour la construction d'un mur de clôture de la caserne Bessière à Cahors, B. 1443, p. 1546; — pour l'aménagement d'une salle d'escrime

des officiers à Cambrai, B. 1415, p. 16; — pour l'entretien d'une fontaine à Corte, B. 1432, p. 976; — pour travaux de casernement à Magnac-Laval, B. 1427, p. 602; — pour location du magasin d'habillement à Nantes, B. 1432, p. 975; — pour la réorganisation des salles militaires dans l'hospice civil de Poitiers, B. 1447, p. 1763; — pour travaux militaires à Reims et à Saint-Mihiel, B. 1439, p. 1415; — pour l'exécution de travaux de casernement à Riom, B. 1415, p. 15; — pour la construction d'une caserne d'infanterie à Toulouse, B. 1423, p. 383; B. 1439, p. 1416; B. 1447, p. 1764; — pour la location du magasin d'habillement et de campement de Toulouse, B. 1451, p. 1906; — affecté au casernement de Magnac-Laval et à la construction d'un stand à Tours, B. 1427, p. 599; — applicable à la triangulation du territoire de la Régence de Tunis, B. 1415, p. 13; — affecté à l'exécution d'une carte régulière de la Régence de Tunis, B. 1415, p. 14; — pour l'entretien d'un chemin vicinal à Vernon, B. 1432, p. 977; — affecté à l'entretien des routes du champ de manœuvres de Vincennes, B. 1423, p. 384.

INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS.

Exercice 1887. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1428, p. 634; B. 1440, p. 1452.

Exercices 1887, 1888 et 1889. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1437, p. 1246.

Exercice 1888. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1427, p. 596.

Exercices 1888 et 1889. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1420, p. 190; B. 1441, p. 1486.

Exercice 1890. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 1415, p. 8; B. 1415,

p. 9; B. 1423, p. 385; — pour l'installation d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer, B. 1428, p. 623.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire : pour les dépenses des lycées nationaux, B. 1448, p. 1781.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie, B. 1420, p. 192; B. 1421, p. 225; — pour les dépenses des écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements, B. 1421, p. 226; B. 1431, p. 974; B. 1443, p. 1348; — pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 1428, p. 624; B. 1433, p. 1008; B. 1433, p. 1009; B. 1435, p. 1187; B. 1437, p. 1249; B. 1437, p. 1252; B. 1440, p. 1451; B. 1442, p. 1509; B. 1442, p. 1512; — pour les dépenses des monuments historiques et mégalithiques, B. 1423, p. 386; — pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon, B. 1427, p. 603; B. 1437, p. 1253; — pour l'installation d'un vivier au laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer, B. 1442, p. 1508; — pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse, B. 1446, p. 1733.

INTÉRIEUR.

Exercices 1887, 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1435, p. 1188.

Exercice 1890. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour secours aux victimes des inondations du Midi, B. 1415, p. 10; — pour travaux exécutés à divers édifices diocésains, B. 1415, p. 11; — pour secours aux victimes de l'accident du puits Pélissier dépendant de la concession de Villeboeuf, à Saint-Étienne, B. 1417, p. 99.

Exercice 1891. Ouverture de crédits supplémentaires : pour

combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux victimes de leurs ravages en Algérie, B. 1418, p. 104.

Ouverture de crédits extraordinaires : destinés à assurer en 1891 l'exploitation de l'établissement thermal de Nèris (Allier), B. 1421, p. 198; — destinés à la réparation des dégâts causés par les inondations aux routes départementales de l'Ardèche, B. 1425, p. 437.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor : pour travaux à l'établissement thermal de Vichy, B. 1420, p. 194; — pour travaux de colonisation, B. 1432, p. 978; — pour dépenses de colonisation, B. 1436, p. 1221; — pour dépenses de colonisation en Algérie, B. 1447, p. 1762.

Loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1892), B. 1421, p. 197.

JUSTICE ET CULTES.

Exercice 1887. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1440, p. 1453.

Exercice 1888. Ouverture de crédit supplémentaires, B. 1441, p. 1484.

Exercices 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire B. 1433, p. 1007.

Exercice 1890. Ouverture au budget de la grande chancellerie de la légion d'honneur de deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos, B. 1415, p. 6.

Exercice 1891. Report à l'exercice 1891 de somme non employée en 1890 pour réparation aux édifices diocésains, B. 1415, p. 20.

MARINE.

Exercices 1887, 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1436, p. 1214.

Exercice 1890. Ouverture au budget du département de la marine d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à l'exercice 1890, B. 1429, p. 659.

Exercice 1891. Ouverture d'un crédit représentant le produit de la vente de vieilles matières remises à l'administration des domaines, B. 1432, p. 968.

Ouverture d'un crédit représentant le produit de la vente de vieilles matières remises à l'administration des domaines, B. 1439, p. 1422.

Exercice 1891. (Crédits extraordinaires.)

Ouverture de crédits extraordinaires : pour venir en aide aux familles des marins français qui ont péri victimes des événements de mer pendant l'année 1891, B. 1447, p. 1743; — pour la constitution de stocks de charbon, B. 1450, p. 1841.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1887, 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1424, p. 419.

Exercices 1888 et 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1436, p. 1209.

Exercice 1890. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au trésor pour remboursement des dépenses occasionnées par l'endèvement d'arbres laissés sur les accotements de la route nationale n° 20, B. 1418, p. 120; — pour l'installation d'une canalisation d'eau sur les territoires de Vaucresson et de la Celle-Saint-Cloud, B. 1418, p. 121; — pour l'entretien de tranchées ouvertes sur la chaussée de la route nationale n° 1 dans l'arrondissement de Saint-Denis, B. 1418, p. 122.

Exercice 1891. Ouverture, sur l'exercice 1891, d'un crédit supplémentaire pour le paiement des dépenses occasionnées par le déglacage des cours d'eau à la suite de l'hiver 1890-1891, B. 1447, p. 1744.

Ouverture de crédits extraordinaires : pour les travaux à effectuer dans les bâtiments civils et palais nationaux, B. 1442, p. 1490; — pour le remboursement à la Comédie Française de dépenses faites pour le compte de l'Etat, B. 1447, p. 1742.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au trésor : pour dépenses publiques, B. 1420, p. 176; B. 1451, p. 1894; — applicable aux travaux des ports de la Pallice et de Cette, B. 1420, p. 178; — applicable aux travaux du port de Mostaganem (Oran), B. 1420, p. 179; — pour travaux de canalisation d'eau sur le territoire des communes de Versailles, Saint-Cloud, Sèvres, Ville-d'Avray et le Chesnay (Seine-et-Oise), B. 1420, p. 180; — applicable à l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français, B. 1420, p. 182; B. 1442, p. 1495; — pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, B. 1423, p. 378; B. 1425, p. 444; B. 1441, p. 1477; B. 1443, p. 1545; B. 1451, p. 1896; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville, B. 1423, p. 381; — applicable à divers travaux de canalisation d'eau sur le territoire de la commune de Versailles, B. 1423, p. 382; — pour l'établissement d'une conduite d'eau sur les quais du port de Philippeville, B. 1440,

p. 1440; — applicable à divers travaux de canalisation d'eau à Sèvres et à Vaucresson, B. 1440, p. 1441; — applicable à des travaux de canalisation d'eau dans une partie de l'avenue du Château à Meudon, B. 1441, p. 1461; — applicable aux travaux du port de la Pallice, B. 1441, p. 1463; — applicable aux travaux du port de Dunkerque, B. 1441, p. 1464; — applicable aux travaux des ports de la Pallice, de Rouen, de Cette et de Dieppe, B. 1441, p. 1478; — applicable à des travaux projetés sur la rivière d'Aa et sur le canal de Bourbourg (Nord), B. 1442, p. 1494; — applicable à l'amélioration et à l'achèvement des ports maritimes, B. 1442, p. 1496; — pour l'amélioration des ports en Algérie, B. 1442, p. 1497; — pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1446, p. 1702; B. 1446, p. 1708; B. 1446, p. 1712; B. 1446, p. 1714; B. 1446, p. 1721; B. 1446, p. 1724; B. 1446, p. 1728; B. 1451, p. 1889; — pour les dépenses du personnel des travaux publics en Algérie, B. 1451, p. 1892.

Report à l'exercice 1891. de sommes non employées en 1890 : — pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, B. 1425, p. 443; — pour travaux d'entretien et de grosses réparations de routes nationales, B. 1427, p. 591.

BUREAUX DE CONDITIONNEMENT DES SOIES, LAINES ET COTONS. Décret qui autorise la chambre de commerce de Roanne (Loire), à établir un bureau public, B. 1418, p. 113.

C

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Décret qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses ad-

XIX Série.

ministratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1891. B. 1435, p. 1185. — Décret qui

103..

fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1892, B. 1442, p. 1515.

CAISSES D'ASSURANCES. Décret qui nomme un membre de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents, B. 1450, p. 1874.

CAISSE D'ÉPARGNE PORTALE. Voyez *Postes et télégraphes*.

CAISSE DES OFFRANDES NATIONALES. Décret qui nomme un membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales, B. 1435, p. 1183. — Décret qui nomme un membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer, B. 1439, p. 1422.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES. Décret portant création d'un agent comptable des rentes viagères de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, B. 1435, p. 1184. — Décret qui fixe le taux de l'intérêt de la Caisse des retraites pour la vieillesse pour l'année 1892, B. 1447, p. 1760.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

1° *Dispositions générales.* Décret qui proroge, jusqu'au 31 janvier 1903, les autorisations accordées à la chambre de commerce de Marseille d'établir et d'administrer des hangars publics et un outillage hydraulique sur les quais du port de cette ville, B. 1441, p. 1462. — Décret qui porte de quinze à dix-huit le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Étienne (Loire), B. 1448, p. 1782.

2° *Création de bourses de commerce.* Décret qui crée une bourse de commerce à Besançon (Doubs), B. 1418, p. 117.

3° *Emprunts et impositions.* Emprunts des bourses et chambres de commerce ci-après : Alger (Algérie), B. 1450, p. 1867; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1451, p. 1904; — Reanne (Loire),

B. 1448, p. 1790; — Tours (Indre-et-Loire), B. 1450, p. 1868.

Décrets relatifs à la contribution spéciale à percevoir, en 1892, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, B. 1448, p. 1791; B. 1448, p. 1793; B. 1448, p. 1795; B. 1450, p. 1847.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. Décret qui supprime la chambre consultative des arts et manufactures de Quintin (Côtes-du-Nord), B. 1450, p. 1856.

CHEMINS DE FER.

1° *Dispositions générales.* Décret portant réorganisation du comité de l'exploitation technique des chemins de fer, B. 1440, p. 1456.

2° *Chemins de fer d'intérêt local.* Décret qui approuve la substitution, aux concessionnaires primitifs, de la société du chemin de fer de Salève comme concessionnaire de la ligne d'intérêt local d'Étrembières au plateau des Treize-Arbres, sur le Grand-Salève, B. 1419, p. 158. — Loi qui décline la section du chemin de fer d'intérêt local d'Eyguières à Peyrolles comprise entre Meyrargues et Peyrolles, B. 1447, p. 1739.

Lois qui déclarent d'utilité publique : l'établissement, sur le territoire de la commune d'Aiguevives (Gard), d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite, entre la station d'Aiguevives et le bourg de ce nom, B. 1435, p. 1161; — l'établissement, dans le département de la Dordogne, de voies ferrées destinées à desservir les quais du port de la Cité à Périgueux, B. 1439, p. 1410; — l'établissement, dans le département de l'Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite, de Milly à Formerie et de Noyon à Guiscard, avec embranchement sur Lassigny, B. 1416, p. 37; — l'établissement, dans le département de Saône-et-Loire, d'un che-

min de fer d'intérêt local de Digoïn à Etang, B. 1424, p. 393; — l'établissement, dans le département de la Savoie, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite et à crémaillère, d'Aix-les-Bains au plateau de Revard, B. 1429, p. 637; — l'établissement, dans les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure, du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Beaucamps-le-Vieux à Vieux-Rouen, B. 1416, p. 33.

3° Travaux :

Chemin de fer du Nord. Sont déclarés d'utilité publique les voies ferrées établies ou à établir par la compagnie du chemin de fer du Nord sur les quais du port de Dunkerque (Nord), B. 1441, p. 1468.

Chemins de fer d'Orléans. Sont approuvées les dépenses pour travaux complémentaires exécutés sur son nouveau réseau par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, B. 1429, p. 666.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Décret approuvant les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien, B. 1426, p. 574; — sont approuvées les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran), B. 1431, p. 951; — sont approuvées les dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien pour l'augmentation du matériel roulant, B. 1438, p. 1390.

Chemins de fer du Sud. Décret qui autorise la prise de possession d'urgence, pour l'établissement du chemin de fer de Grasse à Nice, de plusieurs parcelles de terrain non bâties situées aux territoires des communes de Colomars et de Nice (Alpes-Maritimes).

B. 1441, p. 1488. — Décret qui autorise la prise de possession d'urgence de diverses parcelles de terrain pour l'établissement du chemin de fer de Grasse à Nice et à Saint-André, B. 1443, p. 1552.

Lignes d'Algérie. Sont approuvées les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Tabia à Tlemcen, p. 1431, p. 951; — sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien (ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, B. 1442, p. 1519; — sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien (ligne de Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ), B. 1447, p. 1767.

Chemins de fer de l'Etat. Décret qui réglemente l'exploitation des grues installées par l'administration des chemins de fer de l'Etat sur les quais du port des Sables-d'Olonne, B. 1424, p. 416; — Décret qui réglemente l'utilisation par le public des grues installées par l'administration des chemins de fer de l'Etat sur les appointements du port de Tonny-Charente, B. 1429, p. 656; — Décret qui réglemente l'utilisation par le public de la grue installée par l'administration des chemins de fer de l'Etat sur le quai du port de Blaye pour les besoins du service des voies ferrées d'exploitation de ce port, B. 1442, p. 1498.

CHIENS. Fixation de la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans différentes communes des départements ci-après : Ain, B. 1447, p. 1754; Gaud, B. 1415, p. 17; B. 1442, p. 1513; Gironde, B. 1442, p. 1503; Hérault, B. 1447, p. 601; Meuse, B. 1415, p. 18; B. 1442, p. 1507; Saône-et-Loire, B. 1419, p. 162; B. 1442, p. 1507; Vosges, B. 1415, p. 22; B. 1447, p. 1759.

COLIS POSTAUX. Voyez *Postes et télégraphes*.

COLONIES ET PROTECTORATS.

1° *Dispositions générales.* — Décret portant application aux colonies de la législation métropolitaine sur la contrainte par corps, B. 1427, p. 595. — Décret relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies, B. 1433, p. 989. — Décret concernant l'emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés, B. 1433, p. 999.

2° *Dispositions applicables à une seule colonie :*

Inde française. Décret approuvant un arrêté du gouverneur des établissements français de l'Inde qui interdit le port de bâtons dans les lieux où se réunissent de grandes agglomérations de personnes, B. 1435, p. 1181. — Décret portant modifications à divers articles du Code civil relatifs aux conditions requises pour contracter mariage et à l'état civil dans les établissements français de l'Océanie, B. 1439, p. 1414.

Saint-Pierre et Miquelon. Décret fixant la parité d'office du greffier des tribunaux de Saint-Pierre et Miquelon, B. 1428, p. 621. — Décret portant application à la colonie de Saint-Pierre et Miquelon de l'article 4 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, B. 1433, p. 998.

Sénégal. Décret portant application au Sénégal des lois relatives à la défense du littoral, B. 1427, p. 595.

3° *Dispositions applicables à plusieurs colonies.* Décret rendant applicables, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, les dispositions du décret du 4 juin 1891, réorganisant l'enseignement secondaire spécial et du décret du 5 juin 1891 relatif au baccalauréat de

l'enseignement secondaire moderne, B. 1427, p. 597.

4° *Pays de protectorat.*

Tunisie. Décret qui distrait le Caïdat de Nefzaoua du ressort de la justice de paix provisoire de Tozeur et le rattache à celui de la justice de paix de Gabès (Tunisie), B. 1428, p. 630.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations*.

COMMUNES ET VILLES.

1° *Changement de dénomination :* la commune des Adrets-de-Montauroux, canton de Fréjus, arrondissement de Draguignan (Var), portera, à l'avenir, le nom des *Adrets-de-Fréjus*, B. 1451, p. 1909; — la commune d'Aigre-feuille (Charente-Inférieure) portera à l'avenir le nom d'*Aigre-feuille-d'Aunis*, B. 1415, p. 24; — la commune d'Ain-bou-Dinar (arrondissement de Mostaganem, département d'Oran) portera à l'avenir le nom de commune de *Belle-Côte*, B. 1451, p. 1910; — la commune d'Aisy (canton d'Arcy-le-Franc, arrondissement de Tonnerre, département de l'Yonne) portera, à l'avenir, le nom d'*Aisy-sur-Armençon*, B. 1422, p. 359; — la commune de Bagnols (canton de Bagnols, arrondissement d'Uzès, département du Gard) portera, à l'avenir, le nom de *Bagnols-sur-Cèze*, B. 1428, p. 635; — la commune de la Barre (canton de Beaumesnil, arrondissement de Bernay, département de l'Eure) portera à l'avenir le nom de *La Barre-en-Ouche*, B. 1451, p. 1912; — la commune de Barzy (Aisne) portera à l'avenir le nom de *Barzy-sur-Marne*, B. 1415, p. 30; — la commune de Brioux (canton de Brioux, arrondissement de Melle, département des Deux-Sèvres) portera à l'avenir le nom de *Brioux-sur-Bostons*, B. 1439, p. 1423; — la commune de Châteauneuf (Cha-

rente) portera à l'avenir le nom de *Château-neuf-sur-Charente*, B. 1415, p. 24; — la commune de Deneuille (Allier) portera à l'avenir le nom de *Deneuille-les-Mines*, B. 1415, p. 30; — la commune de Fresnay (canton de Fresnay, arrondissement de Mammers, département de la Sarthe) portera à l'avenir le nom de *Fresnay-sur-Sarthe*, B. 1447, p. 1766; — la commune de Lescouët (Côtes-du-Nord) portera à l'avenir le nom de *Lescouët-Gouarec*, B. 1415, p. 24; — la commune de Leuville (canton d'Arpajon, arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise) portera, à l'avenir, le nom de *Leuville-sur-Orge*, B. 1422, p. 359; — la commune de Montfort (canton de Montfort, arrondissement du Mans, département de la Sarthe) portera à l'avenir le nom de *Montfort-le-Rotrou*, B. 1447, p. 1767; — la commune de Montoire (canton de Montoire, arrondissement de Vendôme, département de Loir-et-Cher) portera à l'avenir le nom de *Montoire-sur-le-Loir*, B. 1428, p. 635; — la commune de Murat (canton de Murat, arrondissement de Castres, département du Tarn) portera à l'avenir le nom de *Murat-sur-Vèbre*, B. 1425, p. 455; — la commune de Murviel (3^e canton de Montpellier, arrondissement de Montpellier, département de l'Hérault) prendra à l'avenir le nom de *Murviel-lez-Montpellier*, B. 1451, p. 1911; — la commune de Mussey (canton de Doulaingcourt, arrondissement de Vassy, département de la Haute-Marne) portera à l'avenir le nom de *Mussey-sur-Marne*, B. 1428, p. 635; — la commune de Nonant (canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan, département de l'Orne) portera à l'avenir le nom de *Nonant-le-Pin*, B. 1447, p. 1766; — la commune de Plombières (canton de Plombières,

arrondissement de Remiremont, département des Vosges) portera à l'avenir le nom de *Plombières-les-Bains*, B. 1428, p. 635; — la commune de Rochefort (Gard) portera à l'avenir le nom de *Rochefort-du-Gard*, B. 1415, p. 24; — la commune de Saint-Cyrdroine-Laroche (canton et arrondissement de Joigny, département de l'Yonne) portera à l'avenir le nom de *Laroche-Saint-Cyrdroine*, B. 1422, p. 359; — la commune de Savigné (Indre-et-Loire) portera à l'avenir le nom de *Savigné-sur-Lathan*, B. 1415, p. 24; — la commune de Saint-Sernin (canton de Saint-Sernin, arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron) portera à l'avenir le nom de *Saint-Sernin-sur-Rance*, B. 1445, p. 1699; — la commune de Tourrette (Alpes-Maritimes) portera à l'avenir le nom de *Tourrette-Levens*, B. 1415, p. 30; — la commune de Trouville (canton de Ligny-en-Barrois, arrondissement de Bar-le-Duc, département de la Meuse) portera à l'avenir le nom de *Trouville-en-Barrois*, B. 1451, p. 1911; — la commune de la Valette (canton de Toulon-Ouest, arrondissement de Toulon, département du Var) portera à l'avenir le nom de *Valette-du-Var*, B. 1451, p. 1910; — la commune de Vallon (Allier) portera à l'avenir le nom de *Vallon-en-Sully*, B. 1415, p. 31; —

2^e Territoires distraits ou annexés; réunions ou divisions : Loi qui distrait la commune de Venarsel (Corrèze) du canton de Donzenac et la rattache au canton de Brive, B. 1441, p. 1457. — Loi qui distrait la section de Lacam-d'Ourcet de la commune de Lentillac (canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac, département du Lot), et l'érige en commune distincte, B. 1420, p. 165. — Loi qui distrait la section dite du *Casino* de la commune de Rosendaël (canton est

et arrondissement de Dunkerque, département du Nord), et l'érige en commune distincte sous le nom de *Malo-les-Bains*, B. 1420, p. 170. — Loi qui distrait de la commune de Villefranche (canton dudit, arrondissement de Nico, département des Alpes-Maritimes), la section de Beaulieu et l'érige en commune distincte, B. 1421, p. 201. — Loi qui distrait une portion du territoire de la commune du Tréport (Seine-Inférieure), et l'annexe à celle de Mers (Somme), B. 1417, p. 71. — Loi qui distrait de la commune de la Chaussaire (canton de Montrevault, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire), les villages de la Regrippière, des Vignes, de la Durandrie, de la Boissière et du Rossignol, et les réunit à la commune de la Regrippière (canton de Vallet, arrondissement de Nantes, département de la Loire-Inférieure), B. 1417, p. 92. — Loi qui distrait la commune de Bray-Dunes (Nord) du canton de Hondshoote et la rattache au canton est de Dunkerque, B. 1420, p. 172. — Est distrait de la commune de Saint-Cornier-des-Landes (canton de Tinchebray, arrondissement de Domfront, département de l'Orne) et annexé à la commune d'Yvrandes, même canton, le polygone figuré aux plans par une teinte rouge, B. 1429, p. 667. — Les communes de Courcelles et de Sapicourt (canton de Ville-en-Tardenois, arrondissement de Reims, département de la Marne) sont réunies en une seule commune qui portera le nom de Courcelles-Sapicourt, B. 1448, p. 1799.

3° *Délimitations*. Loi qui rectifie les limites des communes de Bondy (Seine) et de Livry (Seine-et-Oise), B. 1417, p. 83.

4° *Transferts de chefs-lieux*. Le chef-lieu légal de la commune de Dio-et-Valquières (canton de Lu-

nas, arrondissement de Lodève, département de l'Hérault) est transféré de Dio à Valquières. B. 1422, p. 369.

5° *Autorisations d'emprunts ou d'impositions extraordinaires*. Les qui autorisent les villes et communes ci-après à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement : Aix (Bouches-du-Rhône), B. 1417, p. 76; — Alais (Gard), B. 1418, p. 102; — Aurillac (Cantal), B. 1417, p. 82; — Beaune (Côte-d'Or), B. 1425, p. 430; — Blidah (département d'Alger), B. 1417, p. 88; — Bourges (Cher), B. 1425, p. 440; — Brive (Corrèze), B. 1417, p. 86; — Châlons-sur-Marne (Marne), B. 1421, p. 204; — Chartres (Eure-et-Loir), B. 1425, p. 441; — Cholet (Maine-et-Loire), B. 1425, p. 442; — Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), B. 1425, p. 431; — Grenoble (Isère), B. 1421, p. 205; — Hyères (Var), B. 1418, p. 103; — Le Mans (Sarthe), B. 1417, p. 86; — Limoges (Haute-Vienne), B. 1420, p. 168; — Lodève (Hérault), B. 1425, p. 432; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1418, p. 104; — Nice (Alpes-Maritimes), B. 1425, p. 433; — Orléans (Loiret), B. 1417, p. 87; — Roubais (Nord), B. 1417, p. 82; — Saint-Etienne (Loire), B. 1418, p. 112; — Saint-Pierre (Réunion), B. 1417, p. 94; — B. 1417, p. 95; — Tourcoing (Nord), B. 1417, p. 82; — Verdun (Meuse), B. 1420, p. 169; — Versailles (Seine-et-Oise), B. 1417, p. 80.

6° *Modifications d'emprunts autorisés, changements d'affectation* : ont été autorisées à modifier ou à changer l'affectation d'emprunts ou de partie d'emprunts autorisés les communes et villes dont les noms suivent : Toulouse (Haute-Garonne), B. 1418, p. 105; — Tours (Indre-et-Loire), B. 1425, p. 434.

7° *Communes imposées d'office*. Lois qui imposent d'office

les communes et sections de communes ci-après : la commune de Brousse (Aveyron), B. 1417, p. 89. — La commune de Mélagues (Aveyron), B. 1417, p. 89. — La commune de Saint-Parthem (Aveyron), B. 1417, p. 90. — Section de Serces, commune de Tiranges (Haute-Loire), B. 1417, p. 84. —

CONCESSIONS. Voyez *Domaines*.

CONGRÉGATIONS. Décret qui rapporte les autorisations résultant des ordonnances et décrets des 23 juillet 1826 et 2 décembre 1854 relatives à l'établissement à Desnes (Jura), et à la translation, à Bletterans (même département), d'une communauté des Ursulines, B. 1428, p. 629.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. *Annulations de délibérations*. Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils des arrondissements ci-après : Aix (Bouches-du-Rhône), B. 1435, p. 1192; — Ancenis (Loire-Inférieure), B. 1432, p. 979; — Apt (Vaucluse), B. 1438, p. 1389; — Châteaubriant (Loire-Inférieure), B. 1432, p. 979; — Lyon (Rhône), B. 1432, p. 980; — Montauban (Tarn-et-Garonne), B. 1429, p. 668; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1429, p. 667; — Paimbœuf (Loire - Inférieure), B. 1432, p. 979; — Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), B. 1432, p. 979.

CONSEIL D'ÉTAT. Décret portant création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'État, B. 1445, p. 1698.

CONSEILS GÉNÉRAUX. *Annulations de délibérations* :

Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils généraux ci-après : Indre, B. 1432, p. 980; B. 1432, p. 981; — Loire-Inférieure, B. 1432, p. 981; — Maine-et-Loire, B. 1432, p. 981; Morbihan, B. 1432, p. 981; — Pyrénées-Orientales, B. 1432, p. 981; — Seine, B. 1424, p. 424; B. 1432, p. 980; B. 1438, p. 1389; — Vienne, B. 1435, p. 1191.

CONVENTIONS INTERNATIONALES.

1° *Commerce et navigation* : Notification de l'accession du gouvernement de Sa Majesté britannique à la déclaration échangée à Paris, le 23 octobre 1889, pour le règlement des questions relatives au sauvetage des navires naufragés sur les côtes des deux États, B. 1415, p. 6. — Notification de l'accession du gouvernement de Sa Majesté britannique, pour la colonie du cap de Bonne-Espérance, à la déclaration conclue à Paris, le 23 octobre 1889, pour le règlement des questions relatives au sauvetage des navires naufragés sur les côtes de France et d'Angleterre, B. 1428, p. 622.

2° *Conventions diverses* : Décret qui promulgue la convention conclue, le 26 juin 1890, entre la France et la Belgique, B. 1428, p. 610.

COURTAGE MARITIME. Voyez *Courtiers*.

COURTIERS. Décret qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port d'Abbeville (Somme), B. 1420, p. 173. — Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Bayonne (Basses - Pyrénées), B. 1445, p. 1695. — Décret qui fixe le droit de courtage maritime à percevoir dans le port de Boulogne (Pas-de-Calais), B. 1443, p. 1525. — Décret qui fixe les droits de commission à percevoir par les courtiers d'assurances maritimes de Cette (Hérault), B. 1445, p. 1690. — Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Dunkerque (Nord), B. 1445, p. 1691. Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Gravelines (Nord), B. 1448, p. 1787. — Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans les ports de Lorient et de Port-Louis (Morbihan), B. 1451, p. 1899. — Décret qui

fixe le courtage maritime à percevoir dans le port de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales), B. 1447, p. 1751. — Décret qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port des Sables - d'Olonne (Vendée), B. 1432, p. 957. — Décret qui fixe les droits de courtage maritime à percevoir dans le port de Saint-

Brieuc (Côtes-du-Nord), B. 1442, p. 1491. — Décret qui fixe les droits à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au port de Saint-Valéry (Somme), B. 1415, p. 3.

CURAGE. Exécution des travaux de curage du bassin Bérigny et de son chenal d'accès au port de Fécamp (Seine-Inférieure), B. 1417, p. 99.

D

DÉCORATIONS ET MÉDAILLES. VOYEZ *Légion d'honneur*.

DÉLIT D'ÉVASION. Décret fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les reclus coloniaux, B. 1428, p. 620.

DÉPARTEMENTS.

1° *Autorisations d'emprunts et impositions extraordinaires*. —

Lois qui autorisent les départements ci-après à contracter un emprunt ou à s'imposer extraordinairement : Ain, B. 1425, p. 425; Allier, B. 1420, p. 167; Ardèche, B. 1417, p. 71; B. 1425, p. 426; Aube, B. 1417, p. 72; B. 1425, p. 426; Aude, B. 1417, p. 173; — Calvados, B. 1417, p. 75; Cantal, B. 1418, p. 108; B. 1425, p. 427; Charente, B. 1418, p. 109; Cher, B. 1420, p. 168; Corrèze, B. 1417, p. 78; Côtes-du-Nord, B. 1417, p. 81; Creuse, B. 1417, p. 91; — Drôme, B. 1417, p. 69; — Finistère, B. 1418, p. 109; — Haute-Loire, B. 1425, p. 438; — Indre-et-Loire, B. 1417, p. 85; — Landes, B. 1417, p. 73; B. 1425, p. 428; Loiret, B. 1425, p. 438; Lot, B. 1417, p. 91; Lot-et-Garonne, B. 1418, p. 110; — Marne, B. 1425, p. 439; Mayenne, B. 1418, p. 111; Meuse, B. 1425, p. 428; — Pyrénées (Basses-), B. 1417, p. 74; Pyrénées (Hautes-), B. 1417, p. 76; Pyrénées-orientales, B. 1417, p. 78, B. 1425, p. 429; — Saône (Haute-), B. 1418, p. 101; Savoie, B. 1417;

p. 70; Seine-et-Oise, B. 1421, p. 202; — Tarn, B. 1421, p. 203; — Yonne, B. 1417, p. 79.

2° *Modifications d'emprunts autorisés et conversion de dette*. — Décret autorisant le département de Vaucluse à modifier les conditions d'un emprunt, B. 1421, p. 203.

DÉPUTÉS. *Convocation des électeurs par arrondissements et par circonscriptions*. — Décrets convoquant, à l'effet d'élire des députés, les collèges électoraux de circonscriptions ci-après : circonscription d'Annecy (Haute-Savoie), B. 1443, p. 1551; — première circonscription d'Auxerre (Yonne), B. 1425, p. 454; — circonscription de Beaugé (Maine-et-Loire), B. 1436, p. 1220; — circonscription de Bonneville (Haute-Savoie), B. 1417, p. 98; — circonscription de Carpentras (Vaucluse), B. 1436, p. 1213; — première circonscription de Lille (Nord), B. 1425, p. 453; — deuxième circonscription de Roanne (Loire), B. 1436, p. 1212; — circonscription de Saint-Sever (Landes), B. 1432, p. 971; — première circonscription de Sarlat (Dordogne), B. 1425, p. 452.

DOMAINE. 1° *Affectations d'immeubles domaniaux à divers* : à l'administration des douanes, une parcelle de terrain faisant partie de la batterie Saint-Pierre déclassée, au lieu dit des Ambiers.

commune de Six-Fours, arrondissement de Toulon (Var), B. 1431, p. 951; — au service des douanes les bâtiments et terrains dépendant du fort déclassé de Socoa, commune de Ciboure (Basses-Pyrénées), et les terrains dits de la redoute du sémaphore, B. 1437, p. 1255; — au département de la guerre, l'immeuble domanial D de l'île de Ré, B. 1428, p. 625; — au département de la guerre une partie de l'ancien port de Moulins (Allier), B. 1433, p. 1010; — au département de la guerre une partie de terrain dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau, B. 1433, p. 1011; — au département de la guerre une parcelle de terrain domanial située sur le territoire de Montbéliard (Doubs), B. 1443, p. 1547; — au département de la guerre, des terrains dépendant de la forêt domaniale du Ban-d'Uxegney (Vosges), B. 1437, p. 1251; — au département de la marine de la batterie déclassée de Saint-Nazaire, B. 1442, p. 1501; — au département de la marine, un terrain domanial ayant fait partie de la partie déclassée de Mord'huy, commune de la Seyne-sur-Mer (Var), B. 1447, p. 1767; — au département des travaux publics, le bâtiment dit *Chapelle de Saint-Goustan*, et les terrains qui l'entourent, dépendant de la batterie déclassée de ce nom, au Croisic (Loire-Inférieure), B. 1419, p. 164; — au département des travaux publics, (service du canal du Berry), d'une parcelle de terrain située dans la commune de Langon (Loir-et-Cher), B. 1426, p. 575; — au département des travaux publics, d'un terrain dépendant de la batterie déclassée de Portrieux (Côtes-du-Nord), B. 1426, p. 576.

2° *Acquisitions.* — Décret qui déclare d'utilité publique l'acquisition d'un immeuble enclavé dans l'enceinte du magasin des tabacs

de Damazan (Lot-et-Garonne), B. 1447, p. 1755.

3° *Concessions de droits et cessations d'immeubles domaniaux :* au sieur *Chadelle*, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation sur la rive droite de la Garonne à Lestiac (Gironde), B. 1422, p. 359; — aux consorts de *la Châtre* de deux parcelles d'alluvion en voie de formation sur la rive gauche de la Garonne, communes d'Arbanats et de Portets (Gironde), B. 1436, p. 1222; — au sieur *Délas*, de parcelles d'alluvion en voie de formation sur la rive gauche de la Garonne, à la Réole (Gironde), B. 1419, p. 163; — à la ville de Lodève (Hérault), du champ de tir et de manœuvres de Soumont, B. 1427, p. 577; — à la ville de Marseille d'un terrain retranché du domaine public maritime dans l'anse des Catalans, à Marseille, B. 1448, p. 1799; — à M. *Roger-Frois*, d'une parcelle de terrain retranchée du lit de l'Adour, commune du Boucau (Basses-Pyrénées), B. 1446, p. 1735.

4° *Concessions de lais de mer et terrains maritimes :* de parcelles de lais de mer sises au Havre, sur la plage ouest et contiguës au chemin de grand communication n° 79 dit *boulevard maritime*, savoir : à M. *François Andrieu*, B. 1433, p. 1013; — à M. *Gustave Bourguis*, B. 1433, p. 1013; — à M^{me} *Agnès Caldon* veuve de M. *Hulin*, B. 1433, p. 1013; — à M. *Lionel de Coninck*, B. 1433, p. 1013; — à M. *Eugène Maille*, B. 1433, p. 1014; — à M. *Joseph Querhoënt*, B. 1433, p. 1014; — à M. *Louis Sorel*, B. 1433, p. 1013; — à M. *Émile Venot*, B. 1433, p. 1014; — à M. *Edouard Voisard*, B. 1433, p. 1014; — à M. *Eugène-Auguste-Aimé Marescot du Thilleul*, B. 1433, p. 1014; — à M. *Paul-Auguste-Mathieu Patras* et à M^{me} *Léontine-Cornélie Bénard*, veuve de *Jean-Victor Lebrun*, B. 1433, p. 1014; — à M^{me} *Marie-*

Juliette Manfra, veuve de M. Milvain - *Alphonse Marchandon*, B. 1433, p. 1014; — à la ville de Pont-l'Abbé (Finistère), de terrain maritime situé sur la rive gauche de la rivière de Pont-l'Abbé, B. 1421, p. 228.

5° *Echange de biens domaniaux* : entre l'État et la commune de Mimizan (Landes), de terrains situés dans ladite commune, B. 1437, p. 1255; — entre l'État et le sieur *Nourry (Jean)*, de deux parcelles situées sur le territoire de la commune de Saint-Aubin-les-Forges (Nièvre), B. 1450, p. 1875.

6° *Fixation des limites de la mer*. Décret constatant les limites de la mer dans les localités ci-après : Saint-Tropez (Var), B. 1431, p. 950; — Siaoouéli, Koléa et Castiglione (Alger), B. 1438, p. 1389.

DONS ET LEGS. Décrets qui autorisent l'acceptation ou le refus de dons et legs faits à divers, savoir : au grand chancelier de la légion d'honneur et pour la maison d'Écouen (legs *Bernhard femme Delalande*), B. 1429, p. 667; — au musée du Louvre (legs *Dela-roche*), B. 1425, p. 455; — au musée du Louvre (legs *Burty*), B. 1429, p. 667; — à l'État (legs *de Planard*), B. 1425, p. 456; — au ministère de la guerre pour la fondation de prix à Saint-Maixent et à Niort (legs *Coiffé*), B. 1426, p. 573; — aux musées nationaux (legs *Jean-Gigoux*), B. 1428, p. 635; — au ministre de la guerre (legs *Noël Adolphe*), B. 1432, p. 979; — au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (legs des héritiers *Gambetta*), B. 1436, p. 1222; — à la caisse des invalides de la marine (legs *Lefrançois-Dumanoir Henri-Alfred*) B. 1451, p. 1910; — au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État (don *Edwards Alfred-Charles*), B. 1436, p. 1222; — au ministre des finances, au nom de l'État (legs *Canillac*), B. 1446, p. 1736; — au

ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État (legs *Coureau*, veuve *Clément*), B. 1451, p. 1911.

DOUANES.

1° *Importation*. — Loi qui suspend une partie des droits de douane établis sur les blés et sur les farines de froment par la loi du 29 mars 1887, B. 1415, p. 1. — Décret qui admet en franchise, du 1^{er} octobre 1891 au 30 juin 1892, une quantité déterminée de produits d'origine et de provenance tunisiennes, B. 1432, p. 966. — Décret qui fixe à la somme de six millions de francs la valeur des quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes admis jusqu'au 30 juin 1892, à des traitements de faveur à leur entrée en France, B. 1432, p. 967. — Décret qui fixe la quantité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra jusqu'au 30 juin 1892, être admise en France à des traitements de faveur, B. 1432, p. 1418. — Loi qui modifie le tarif général des douanes en ce qui concerne les droits d'entrée applicables aux viandes de porc salées, B. 1447, p. 1740. — Décret qui ouvre le bureau de douanes de Pauillac (Gironde) à l'importation de certaines marchandises, B. 1450, p. 1846. — Décret relatif à l'admission en franchise, sur le continent français, des chèvres et des fromages de pâte dure originaires de la Corse, B. 1450, p. 1852.

2° *Entrepôts réels*. — Décret portant abrogation de celui du 19 décembre 1866 qui a concédé un entrepôt réel de douanes à la ville d'Amiens, B. 1418, p. 123.

DYNAMITE.

Dépôts. Décret qui autorise la société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud à établir un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Anzelle (Puy-de-Dôme), B. 1418, p. 126

— Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Aïn-Taya (département d'Alger), B. 1450, p. 1861. — Décret qui autorise la société lyonnaise des schistes bitumineux à recevoir, dans le dépôt établi sur le territoire de la commune d'Autun

(Saône-et-Loire), la quantité maximum de cinq cents kilogrammes de dynamite, B. 1450, p. 1865. — Décret concernant le dépôt central de dynamite établi sur le territoire de la commune de Montceau-les-mines (Saône-et-Loire), B. 1451, p. 1902.

E

ÉCHANGES. Voyez *Domaines*.

ELECTIONS. Voyez *Conseils, Députés, Sénat*.

ÉMIGRATION. Décret qui rend exécutoire, en Algérie, les dispositions de la loi du 18 juillet 1880 et des décrets des 9 et 15 mars 1861 sur l'émigration, B. 1425, p. 446.

EMPRUNTS. Voyez *Départements, Communes, Villes*.

ENDIGUEMENT. Voyez *Inondations*.

ENTREPÔTS. Voyez *Donanes*.

ENTREPRENEURS. Décret faisant remise au sieur *Pechverty*, entrepreneur, de partie du débet mis à sa charge par arrêté du préfet de Saône-et-Loire, B. 1429, p. 666.

ERRATA. B. 1423, p. 392; B. 1445, p. 1699.

ÉTAT CIVIL.

NOMS.

Noms patronymiques choisis, à la suite de la loi du 23 mars 1882, par des indigènes algériens naturalisés Français, B. 1415, p. 25.

Décrets aux termes desquels les personnes ci-après désignées sont autorisées : M. *Baillardel de Lareinty* (Jules-Jean-Marie), à ajouter à son nom patronymique celui de *Tholozan*, B. 1436, p. 1222; — M. *Billard* (Louis-Joseph), à substituer à son nom patronymique celui de *Lapostolost*, B. 1415, p. 31; — M. *Chailley* (Joseph-Paul-Amédée), à ajouter à son nom patronymique celui de *Bert*, B. 1415, p. 30; — MM. *Campagnac* (Étienne) et *Campagnac* (Charles), à substituer à leur nom patro-

nymique celui de *Laussinot*, B. 1415, p. 31; — M. *Chabert* (Antoine-Fortuné-Frédéric), à ajouter à son nom patronymique celui de *Brack*, B. 1436, p. 1223; — M. *Chevallier* (Gavarni-Pierre-Auguste), à ajouter à son nom patronymique celui de *Gavarni*, B. 1434, p. 1160; — M. *Cocu* (Jules-Eugène), M^{lle} *Cocu* (Berthe-Eugénie) et M. *Cocu* (Fernand-Albert), à substituer à leur nom patronymique celui de *Ruelle*, B. 1433, p. 1015; — M. *Couillebault* (Léopold-Ernest), à substituer à son nom patronymique celui de *Mesnard*, B. 1423, p. 392; — M. *Darlus* (Stantius-Albert), à substituer à son nom patronymique celui de *Sévère*, B. 1436, p. 1223; — M^{lle} *Ganiahat* (Blanche-Stéphanie), à substituer à son nom patronymique celui de *Gamoir*, B. 1433, p. 1014; — M. *Graillon-Dumont* (Maximin), à substituer à son nom patronymique celui de *Fabre*, B. 1416, p. 68; — M. *Isaac* (Georges), à ajouter à son nom patronymique celui de *Marx*, B. 1433, p. 1014; — MM. *Jesse* (Philippe-Alexandre-René) et *Jesse* (Gaston-René-Jean-Napoléon), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Curéty*, B. 1415, p. 30; — M. *Kustner* (Jean-Georges-Eugène-Albert), à ajouter à son nom patronymique celui de *Boursault*, B. 1415, p. 31; — MM. *Lacaille* (Ferdinand-Charles-Henri), et *Lacaille* (Eugène-Gabriel-Victor), à ajouter à leur nom patro-

mique celui de *Desse*, B. 1432, p. 982; — *M. Lavigne* (*Émile-Charles*), à substituer à son nom patronymique celui de *Poujol*, B. 1432, p. 982; — *M. Léopold* (*Norbert-Paul-Irénée*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Léger*, B. 1432, p. 982; — *M. de Mandell d'Ecosse* (*Fernand-Guillaume*), à ajouter à son nom patronymique celui de *La Tour-Maubourg*, B. 1436, p. 1223; — *M^{me} Maupinot* (*Marie-Léonie*), veuve *Pantin*, et *M. Pantin* (*Marie-Amédée-Manuel*), à substituer au nom patronymique de leur mari et père celui de *Mannel*, B. 1433, p. 1016; — *M. Picard* (*Ernest-Philibert-Marie*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Destelan*, B. 1432, p. 981; — *MM. de Pomereu* (*Armand-Michel-Étienne*) et de *Pomereu* (*Gaston-Étienne-Irmand-Marie*), à ajouter à leur nom patronymique celui de d'A-

ligre, B. 1436, p. 1223; — *M. Quelevée* (*Alphonse-Ernest*), à substituer à son nom patronymique celui de *Quelvé*, B. 1432, p. 983; — *M. Rigollet* (*Henri-Georges*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Dupré*, B. 1433, p. 1015; — *M. Sfiégelbert* (*Victor-Edouard-Adolphe*), à substituer à son nom patronymique celui de *Guilgot*, B. 1432, p. 983; — *M. Vachier* (*Joseph-Henri-Alfred*), à substituer à son nom patronymique celui de *Vacher*, B. 1432, p. 983; — *M. Veibel* (*Dominique-Louis*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Hickeubick*, B. 1432, p. 983; — *M. Ysnel* (*André-Georges*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Franque*, B. 1433, p. 1015.

EXPOSITIONS. Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition française de Moscou. B. 1447, p. 1744.

F

FORÊTS. Distraction du régime forestier pour être remis au service de la colonisation des terrains boisés formant la forêt domaniale de Nedjairia (Algérie), B. 1431, p. 951.

FORTIFICATIONS.

1° *Déclassements*. Décret prononçant le déclassement définitif de la place d'Arras, B. 1415, p. 8; — loi concernant le déclassement de la place de Saint-Omer, B. 1447, p. 1741.

2° *Délimitation et bornages de zones de fortifications et terrains militaires*. Décret réduisant à une zone unique les zones de servitudes du fort Carré, à Antibes, B. 1433, p. 1007; — homologation du bornage des zones de servitudes de quatre batteries de côtes dépendant de la place de Bou-

logne, B. 1432, p. 973; — homologation du bornage du polygone exceptionnel créé dans la zone unique des servitudes de la place de Constantine, B. 1425, p. 445; — homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la redoute de Fren Dah, B. 1447, p. 1759; — homologation du bornage des zones de servitudes du fort de l'Eure (place du Havre), B. 1451, p. 1903; — homologation du bornage des zones de servitudes du fort de Liouville, B. 1432, p. 969; — homologation du bornage de la zone extérieure des fortifications du fort du Santon, ouvrage détaché de la place d'Oran, B. 1435, p. 1183; — réduction à une zone unique des zones de servitudes de la place de Colmars, B. 1442, p. 1503.

H

HYGIÈNE PUBLIQUE. Décret qui rapporte le décret du 20 juin 1890 qui a interdit l'importation en

France des drilles et chiffons, ainsi que des objets de literie venant d'Espagne, B. 1418, p. 131.

I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. Voyez *Départements, Communes, Villes.*

IMPÔTS.

Contributions directes. Loi concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1892, B. 1419, p. 133.

INÉLIGIBILITÉ. Loi étendant les cas d'inéligibilité au conseil général et au conseil d'arrondissement, B. 1421, p. 200.

INONDATIONS. Décret qui autorise l'exécution des travaux de restauration et d'amélioration des digues de la Loire entre Nantes et la Martinière (Loire-Inférieure), B. 1438, p. 1389.

INSCRIPTION MARITIME. Voyez *Marine.*

INVALIDES DE LA MARINE.

Exercice 1890. Décret autorisant un virement de crédits au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, B. 1419, p. 161.

IRRIGATION. Décret qui approuve la substitution des sieurs *Pécout* et *Mallet* aux concessionnaires primitifs du canal d'irrigation de la Siagnole (Var), B. 1428, p. 613; — décret qui approuve la substitution de la société lyonnaise des eaux et de l'éclairage à la compagnie anglaise *General irrigation and Water supply Company of France limited*, concessionnaire primitive du canal de la Siagne (Alpes-Maritimes), B. 1428, p. 615.

J

JURY. Décret fixant le nombre des personnes désignées pour l'arrondissement de Versailles, parmi lesquelles sont choisis les mem-

bres du jury d'expropriation pour cause d'utilité publique, B. 1439, p. 1423.

L

LÉGION D'HONNEUR. Décret portant réglementation du port des décorations et médailles françaises et étrangères, B. 1432, p. 954; — décret modifiant l'organisation de

l'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, B. 1433, p. 985.

LEGS. Voyez *Dons et legs.*

M

MARINE. Modification du décret du 8 mars 1884 relatif aux officiers de réserve de la marine placés hors cadres, B. 1420, p. 189; —

décret relatif au matériel à réserver pour les unités de combat, B. 1432, p. 955; — décret sur le rapatriement et les conduites de

retour des gens de mer, B. 1432, p. 960; — décret qui fixe les limites de l'inscription maritime et celle des eaux salées sur le canal du Havre à Tancarville (quartier maritime du Havre), B. 1447, p. 1750.

MER (LIMITE DE LA). Voyez *Domaine*.

MINES. Décret faisant renuise à la société des mines d'Arre et d'Anglas (Basses-Pyrénées) de la redevance proportionnelle, B. 1447, p. 1756.

MINISTÈRES.

Dispositions générales. Décret qui nomme les membres de la

commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891, B. 1442, p. 1518.

MONNAIES ÉTRANGÈRES. Décret qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1892, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, B. 1447, p. 1765.

MONT-DE-PIÉTÉ. Loi qui autorise le mont-de-piété de Paris à faire des avances sur valeurs mobilières au porteur, B. 1426, p. 435.

N

NAVIGATION INTÉRIEURE. Décret qui déclare le canal de Coutances comme voie navigable, B. 1442, B. 1442, p. 1804.

NOMS. Voyez *État civil*.

O

OCTROIS. *Création ou prorogation de surtaxes.* Lois qui prorogent des surtaxes d'octroi dans les villes et communes ci-après : Audierne (Finistère), B. 1443, p. 1521; — Bailleul (Nord), B. 1448, p. 1772; — Beauvais (Oise), B. 1448, p. 1780; — Bolbec (Seine-Inférieure), B. 1417, p. 93; — Bourgoin (Isère), B. 1448, p. 1773; — Confolens (Charente), B. 1446, p. 1701; — Dinan (Côtes-du-Nord), B. 1448, p. 1769; — Guilvinec (Finistère), B. 1443, p. 1522; — Hirson (Aisne), B. 1420, p. 172; — Lampaul-Ploudalmezeau (Finistère), B. 1443, p. 1522; — La Seyne (Var), B. 1432, p. 953; — Lillebonne (Seine-Inférieure),

B. 1443, p. 1523; — Magnac-Laval (Haute-Vienne), B. 1448, p. 1771; — Menton (Alpes-Maritimes), B. 1448, p. 1774; — Mambouf (Loire-Inférieure), B. 1443, p. 1524; — Rambouillet (Seine-et-Oise), B. 1448, p. 1770; — Roscoff (Finistère), B. 1443, p. 1524; — Sedan (Ardennes), B. 1448, p. 1774; — Tréboul (Finistère), B. 1445, p. 1653; — Trouville (Calvados), B. 1448, p. 1780; — Voiron (Isère), B. 1448, p. 1772.

OFFICE DU TRAVAIL. Loi tendant à la création d'un office du travail, B. 1418, p. 106. — Décret portant organisation de l'office du travail, B. 1448, p. 1783.

P

PÂTURAGE. Décret concernant les communes assujetties à la régle-

mentation du pâturage, B. 1437, p. 1241.

PÉAGE. Voyez *Ponts, Bacs*.

PÊCHE FLUVIALE. Décret qui interdit la pêche pendant l'année entière et pour une période de cinq ans dans la partie de la rivière de Vézère comprise entre la digue de la minoterie du Puy-Grolier et celle de la papeterie de Sainte-Geneviève dans la commune d'Uzerche (Corrèze). B. 1420, p. 195.

PENSIONS CIVILES. Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1891, des crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles, (loi du 9 juin 1853), B. 1421, p. 199. — Décret portant répartition entre les différents ministères d'un crédit supplémentaire ouvert sur l'exercice 1891 pour l'inscription des pensions civiles, B. 1423, p. 387. — Décret portant modification dans la répartition des crédits des pensions civiles pour l'année 1891, B. 1447, p. 1761.

PHYLLLOXÈRA. Loi qui revisele régime légal et administratif en vigueur pour la protection du vignoble français contre le phylloxéra, B. 1428, p. 609. — Loi qui proroge jusqu'au 31 décembre 1892 l'application de la loi du 21 mars 1883 à la zone franche du pays de Gex et de la Haute-Savoie, B. 1447, p. 1746.

POIDS ET MESURES. Décret relatif à la vérification des poids et mesures, B. 1418, p. 112.

POLICE. Dispositions générales. Décret qui fixe le cadre et les traitements du personnel affecté aux services de police de la ville de Marseille, B. 1423, p. 388. — Décret qui règle le cadre du personnel chargé du service de la police dans la ville de Caen, B. 1428, p. 631. — Décret qui fixe le cadre du personnel chargé des services de la police de la ville de Brest, B. 1423, p. 390. — Décret qui fixe le cadre du personnel affecté au service de police de la ville de Nancy, B. 1427, p. 598.

(Commissaires de police). *Extension de juridiction.* La partie du décret du 10 avril 1872, étendant à la commune d'Allonne (Oise), la juridiction du commissaire de police de Beauvais est et demeure rapportée, B. 1447, p. 1767; — La juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret), est étendue à la commune de Saint-Firmin-sur Loire, B. 1431, p. 950. — La juridiction du commissariat de police de Chambéry (Savoie) est étendue sur la commune de Challes-les-Eaux, B. 1429, p. 667. — La juridiction du commissaire de police de Dinan (Côtes-du-Nord) est étendue à la commune de Quévert, B. 1428, p. 635.

(Commissaires spéciaux de police). La juridiction du commissaire spécial de police sur les chemins de fer d'Orléans existant à la résidence de Nantes (Loire-Inférieure) est étendue sur les chemins de fer de l'État et sur le port de Nantes, B. 1422, p. 360.

PONTS. Construction et reconstruction. Sont autorisées les constructions et reconstructions de ponts ci-après : pont suspendu à deux voies sur la route nationale n° 10 bis franchissant la rivière d'Isle à Guitres (Gironde), B. 1422, p. 359; — pont de Savines sur la Durance (route nationale n° 94, dans le département des Hautes-Alpes), B. 1426, p. 574; — pont sur lequel la route nationale n° 74 franchit le bras de décharge de la Meurthe à Nancy, B. 1429, p. 665; — pont de Bonpas sur la Durance (route nationale n° 7), département de Vaucluse, B. 1438, p. 1389; — pont d'Argentat sur la Dordogne (route nationale n° 120), B. 1447, p. 1768.

PORTS. Décret relatif à l'acquisition des terrains destinés à l'extension des terre-pleins et chaussées des quais de la rive droite du port de Rouen (Seine-Inférieure), B. 1440, p. 1444. — Décret relatif à l'exécution des travaux d'amélioration

du port de Port-Rhu à Douarnenez (Finistère), B. 1440, p. 1442. — Décret relatif aux travaux à exécuter pour le redressement du chenal du port de Mornac (Charente-Inférieure), B. 1451, p. 1910.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

1° *Union postale*. — Notification de l'adhésion du gouvernement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour les colonies anglaises de la Nouvelle-Galles du sud, de Victoria, de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Guinée britannique, à la convention de l'union postale du 1^{er} juin 1878, B. 1428, p. 631.

2° *Postes*. — Décret concernant les taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de l'Australie occidentale, de l'Australie méridionale, de Victoria, de la Nouvelle-Galles du sud, du Queensland, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Guinée britannique et des îles Fidji, B. 1428, p. 627.

3° *Télégraphes*. — Décret qui approuve la convention conclue avec la *Commercial Cable Company* pour l'échange des télégrammes de presse entre la France et l'Amérique du Nord, B. 1427, p. 607. — Décret qui approuve la convention conclue avec la compagnie française du télégraphe de Paris à New-York pour l'échange des télégrammes de presse et le règlement de la taxe des télégrammes échangés entre l'Amérique et l'Angleterre par le câble de Brest-Déolin à Penzance (Angleterre), B. 1428, p. 630. — Décret qui approuve la convention télégraphique conclue avec l'*Anglo Telegraph Company limited*, concernant l'échange des télégrammes de presse entre la France et l'Amérique, et la taxe afférente au parcours de

Brest à Brignogan pour les télégrammes anglo-américains échangés par le câble de Brignogan à Salcombe (Angleterre), B. 1447, p. 1757.

4° *Colis postaux*. — Décret concernant l'affranchissement de colis postaux à destination des Nouvelles-Hébrides et de Terre-Neuve, B. 1447, p. 1758.

5° *Franchises postales*. — Concession de franchise postale : entre les ingénieurs attachés au service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie et les directeurs des constructions navales dans les établissements de la marine, B. 1415, p. 17 : — entre le ministre des travaux publics, les membres de la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et les présidents des chambres de commerce, B. 1415, p. 20 ; — entre certains fonctionnaires, B. 1427, p. 605 ; — entre le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le directeur de l'école nationale pratique d'ouvriers et de contre-maitre, à Cluny (Saône-et-Loire), B. 1428, p. 624 ; — entre le ministre de l'instruction publique et les membres du comité de patronage des boursiers de l'enseignement primaire supérieur et professionnel à l'étranger, B. 1428, p. 632 ; — entre le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et les secrétaires des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, B. 1442, p. 1519 ; — entre certains fonctionnaires, B. 1447, p. 1754 ; — entre l'ingénieur en chef du service du nivellement de la France et les ingénieurs, conducteurs et commis des ponts et chaussées attachés à ce service, B. 1447, p. 1756.

POUDRES ET SALPÊTRES. Décret relatif à la vente en Algérie des cartouches de poudre de mine, B. 1439, p. 1419.

PRISONS. Maisons d'arrêt, de justice et de correction. — Décret qui reconnaît la maison d'arrêt de Niort comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes, B. 1415, p. 19. — Décret qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Bayonne comme établissement affecté à l'emprisonnement des détenus des deux sexes, B. 1428, p. 626. — Décret qui reconnaît la maison d'arrêt, de justice et de correction de Foix (Ariège) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes, B. 1439, p. 1418.

PRUD'HOMMES (CONSEILS DE). — Modification de la composition du conseil de prud'hommes de Bourges, B. 1419, p. 159. — Décret portant reconstitution d'une prud'homie de pêcheurs à Nice, B. 1427, p. 601. — Décrets qui créent des conseils de prud'hommes dans les villes ci-après : Beauvais (Oise), B. 1448, p. 1785; Vierzon-Ville (Cher), B. 1418, p. 119. — Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Castres (Tarn), B. 1450, p. 1845.

R

RECEVEURS PARTICULIERS DES FINANCES. Décret qui modifie le décret du 16 septembre 1867 en ce qui concerne la fixation des cautionnements des receveurs particuliers, B. 1420, p. 183.

RIVIÈRES. Décret, qui déclare la Lèze navigable par bateaux, depuis son origine, à Quimperlé, jusqu'à la mer, B. 1441, p. 1484.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Classement parmi les routes départementales de la Côte-d'Or, comme annexe de la route départementale n° 11 de Dijon à Vitry-de-François, de l'avenue d'accès à la gare des chemins de fer, à Lengley-Voulaines, B. 1426, p. 575.

ROUTES NATIONALES.

1° *Classement.* Classement comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 19 (territoire de Belfort) de diverses voies détaillées au décret, et déclassement d'une portion de la route nationale qui s'étend entre la route nationale n° 83 et l'extrémité du chemin stratégique du valton de Betenant, B. 1416, p. 574. — Classement comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 2 de la nouvelle

voie ouverte par la commune d'Ain-Témouchent (Algérie), entre la place du Marché et l'extrémité nord du boulevard de l'Ouest, B. 1426, p. 575.

2° *Rectifications.* Sont déclarées d'utilité publique : la rectification de la route nationale n° 5 dans la rampe de Sciez (Haute-Savoie), B. 1425, p. 455; — la rectification de la route nationale n° 58 dans la côte de Saint-Pierre (Meurthe-et-Moselle), B. 1419, p. 163; — la rectification de la route nationale n° 88 dans la rampe du Grand-Pont (Loire), B. 1450, p. 1874; — la rectification de la route nationale n° 133 dans les côtes d'Abany, de Ladourmande et de Castagnos (Landes), B. 1418, p. 131; — la rectification de la route nationale n° 164 entre Rostramen et Silfiac, B. 1451, p. 1909; — la rectification de la route nationale n° 167, entre Corlay et Guingamp (Côtes-du-Nord), B. 1451, p. 1911; — la rectification de la route nationale n° 194 à l'entrée de Saint-Florent (Corse), B. 1450, p. 1875; — la rectification de la route nationale n° 201, dans la rampe de Jarjent-

tax, à l'entrée de Saint-Julien (Haute-Savoie). B. 1427, p. 607.
3° Travaux divers. Sont déclarés d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'établissement

à Olivet (Loiret) d'un bassin d'absorption destiné à recevoir les eaux de la route nationale n° 20, B. 1431, p. 950.

S

SÉNAT, SÉNATEURS. Convocations de collèges électoraux en vue d'élections. Décrets qui convoquent les conseils municipaux des communes comprises dans les départements ci-après à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection de sénateurs : Cantal, B. 1420, p. 193; Charente-Infé-

rieure, B. 1429, p. 664; — Gironde, B. 1425, p. 451; — Loire, B. 1417, p. 97; — Rhône, B. 1436, p. 1218; — Seine-et-Oise, B. 1436, p. 1219.

SERVICE DES PLACES. Voyez *Armes*.

SUCRES. Loi concernant le régime des sucres, B. 1416, p. 66.

T

TABACS. Décret qui autorise dans l'arrondissement d'Albertville (Savoie) la culture du tabac pour l'approvisionnement des manufactures de l'État, B. 1428, p. 633.

TONNAGE. Décret qui modifie les conditions de la perception du droit de tonnage dans le port du Havre, B. 1418, p. 124. — Décret qui autorise la chambre de commerce du Havre à prélever sur les produits du droit de tonnage établi à son profit une somme destinée à l'exécution des travaux de dragage, B. 1451, p. 1905. — Décret qui modifie les conditions de la perception du droit de tonnage à Nantes, B. 1418, p. 125. — Décret concernant l'application du droit de tonnage établi au port de la Rochelle, B. 1450, p. 1859.

TRAMWAYS. Décret qui modifie les tarifs pour le cahier des charges du tramway de Lyon à Neuville-sur-Saône, B. 1440, p. 1449. — Décrets qui déclarent d'utilité publique : l'établissement dans le département du Calvados d'une ligne de tramways entre Grandcamp et Isigny, B. 1437, p. 1225; l'établissement dans le départe-

ment du Calvados d'une ligne de tramways entre Dives et Luc-sur-Mer, B. 1443, p. 1528; — l'établissement d'un réseau de tramways dans le département de la Drôme, B. 1445, p. 1654. — Et reporté au 26 août 1892 le décret fixé pour les expropriations des lignes de tramways de Vienne au Grand-Lemps (Isère), B. 1417, p. 1767; — l'établissement dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loire d'une ligne de tramways de Pithiviers à Toury, B. 1440, p. 1425; — l'établissement dans le département de la Manche d'un réseau de tramways à traction mécanique destinés à desservir la ville de Cherbourg et sa banlieue, de Tourlaville à Querqueville, B. 1439, p. 1393. — l'établissement dans le département du Nord d'une ligne de tramways entre Armentières et Halluin, par Houplines, Doulémont et Comines, B. 1423, p. 362; — le prolongement de la ligne n° 4 (parc de la Tête-d'Or, la Mouche) du réseau des tramways de Lyon, depuis son terminus de la gare de la Mouche jusqu'à la gare de Perrach.

B. 1441, p. 1458; — l'établissement dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramways entre Chambéry et la Motte-Servolex, B. 1427, p. 578; — l'établissement dans le département de la Haute-Savoie d'une ligne de tramways entre Veyrier (frontière suisse) et Collonges-sous-Salève, B. 1436, p. 1193; — l'établissement dans le département de la Seine d'une ligne de tramways entre Neuilly (porte Maillot) et Saint-Denis, B. 1451, p. 1878.

TRAVAUX MARITIMES. Décrets qui déclarent d'utilité publique : les

travaux à exécuter par le syndicat de Grand-Vey (Manche), pour la construction d'une digue et de perrés de défense contre la mer, B. 1449, p. 1840; — les travaux à exécuter pour la transformation du canal d'Audruicq ou Stawart en voie navigable, B. 1442, p. 1510.

TRAVAUX PUBLICS. Loi qui étend à certains travaux l'application du décret du 26 pluviôse-18 ventôse an II, B. 1421, p. 225.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Création d'un tribunal de commerce à Cusset (Allier), B. 1437, p. 1250.

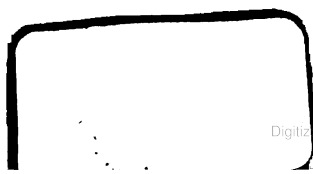
V

VENTES PUBLIQUES. Décret qui autorise l'ouverture à Paris d'une salle de vente publique de marchandises neuves aux enchères et en gros, B. 1447, p. 1748.

VINS. Loi tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins, B. 1415, p. 2.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XLIII, PARTIE PRINCIPALE.

57/39
10
25



3 2044 100 902 055